BnF Gallica

Revue algérienne et tunisienne de législation et de jurisprudence / publiée par l'École de droit d'Alger

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

BnF Gallica

Ecole de droit (Alger). Revue algérienne et tunisienne de législation et de jurisprudence / publiée par l'École de droit d'Alger. 1885-1912.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter
reutilisationcommerciale@bnf.fr.

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

DE

LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

COMITÉ DE RÉDACTION

Pour l'année 1892

MM. Estoublon, ✲, directeur de l'École ; **Dujarier,** professeur agrégé à l'Ecole ; **Lefébure,** conseiller à la Cour ; **Prévot-Leygonie,** professeur agrégé à l'École ; **Vincent,** professeur agrégé à l'École.

PRINCIPAUX COLLABORATEURS

MM. Zeys, ✲, premier président ; **Flandin,** ✲, procureur général ; **Audinet,** agrégé à la Faculté de droit d'Aix ; **Augier,** vice-président du tribunal d'Alger ; **Berge,** vice-président du tribunal de Tunis ; **Bourde,** ✲, directeur des contrôles civils de Tunisie ; **Bourlier,** ✲, député ; **Cabouat,** professeur à la Faculté de droit de Caen ; **Charmont,** professeur à la Faculté de droit de Montpellier ; **Charpentier,** professeur à l'École, avocat à la Cour ; **Chauveau,** agrégé à la Faculté de droit de Rennes ; **Chéronnet,** avocat à la Cour ; **Colin,** professeur agrégé à l'Ecole, avocat à la Cour ; **Cuniac,** président de Chambre ; **Dannery,** président du tribunal d'Alger ; **Declareuil,** professeur à l'École ; **Dedreuil-Paulet,** ✲, président de Chambre ; **De France de Tersant,** conservateur des hypothèques ; **Du Champ,** ✲, secrétaire général du gouvernement ; **Eyssautier,** conseiller à la Cour ; **Fabry,** président du tribunal de Tunis ; **Fermé,** président du tribunal mixte de Tunis ; **Forcioli,** député ; **Gény,** professeur à la Faculté de droit de Dijon ; **Gérard,** professeur à l'École ; **Jacques,** senateur ; **Jacquey,** professeur à la Faculte de droit de Lille ; **Jonnart,** député ; **Jusserand,** O. ✲, sous-directeur au ministere des affaires étrangères ; **Kouri,** chef de section au ministère tunisien ; **Lacoste,** professeur à la Faculté de droit d'Aix ; **Lainé,** professeur à la Faculté de droit de Paris ; **Laynaud,** directeur des Domaines ; **Leclerc,** conseiller à la Cour ; **Le Soudier,** avocat au Conseil d'État et à la Cour de Cassation ; **Letellier,** député ; **Lourdau,** ✲, président de Chambre honoraire ; **Mallarmé,** avocat à la Cour ; **Marsan,** avocat général ; **Mennesson,** président du tribunal d'Oran ; **Meunier,** avocat à la Cour ; **Monbrun,** ✲, avocat ; **Parisot,** ✲, avocat à la Cour ; **Pic,** agrégé à la Faculté de droit de Lyon ; **Rigot,** avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation ; **Rinn,** O ✲, conseiller de gouvernement ; **Sauzède,** ✲, président de Chambre ; **Tachet,** ✲, ancien président du tribunal de commerce d'Alger ; **Tissier,** agrégé à la Faculté de droit de Dijon ; **Vandier,** avocat à la Cour ; **Würtz,** ✲, avocat général.

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

DE

LÉGISLATION & DE JURISPRUDENCE

PUBLIÉE PAR

L'ÉCOLE DE DROIT D'ALGER

AVEC LE CONCOURS ET LA COLLABORATION

DE MAGISTRATS ET JURISCONSULTES

Divisée en trois parties :

1° Doctrine et Législation ; 2° Jurisprudence ;

3° Lois, décrets, arrêtés, etc.

BIBLIOTHÈQUE
PRÊT
CENTRALE NATIONALE

TOME VIII. — ANNÉE 1892

Pér. 8
764

ALGER
ADOLPHE JOURDAN, LIBRAIRE-ÉDITEUR
IMPRIMEUR-LIBRAIRE DE L'ACADÉMIE

1892

LA

REVUE ALGÉRIENNE & TUNISIENNE

de législation et de jurisprudence

PARAIT TOUS LES MOIS

SAUF EN AOUT ET OCTOBRE

Prix de l'abonnement : ALGÉRIE, FRANCE et ÉTRANGER, un an, **20 fr.** — Les abonnements sont reçus à Alger, chez M. ADOLPHE JOURDAN, libraire-éditeur.

Les communications relatives à la rédaction ainsi que les publications échangées avec la *Revue* doivent être adressées à M. LE DIRECTEUR DE L'ÉCOLE DE DROIT D'ALGER.

Il sera rendu compte des ouvrages intéressant l'Algérie ou la Tunisie dont un exemplaire aura été adressé à l'Ecole.

EXPLICATION DES ABRÉVIATIONS

A. G.	Arrêté du gouverneur général de l'Algérie.
A. G. C.	Arrêté du général en chef commandant l'armée d'Afrique.
A. I.	Arrêté de l'intendant civil.
A. M.	Arrêté ministériel.
A. R. G.	Arrêté du résident général (Tunisie).
Bull.	*Bulletin des arrêts de la Cour de cassation.*
Bull. jud. Alg.	*Bulletin judiciaire de l'Algérie* (1877 à 1884).
B O.	*Bulletin officiel du gouvernement général de l'Algérie.*
C. G.	Circulaire du gouverneur général de l'Algérie.
Ch. musulm.	Chambre des appels musulmans de la Cour d'Alger.
D.	Décret.
D. B.	Décret du bey de Tunis.
D. A. ou J. G.	Dalloz, *Recueil alphabetique* ou *Jurisprudence générale.*
D. P. 86 2. 100.	Dalloz, *Recueil périodique,* année 1886, 2e partie, page 100.
D. P. R. F.	Décret du président de la République française (Tunisie).
J. P. 86. 102.	*Journal du Palais*, année 1886, p. 102.
J. O. T.	*Journal officiel tunisien.*
Jurispr. Alg.	*Jurisprudence Algérienne de 1830 à 1876*, par Robert Estoublon.
Mob.	Le *Mobacher*, journal officiel (Algérie).
O.	Ordonnance.
Rec.	*Recueil des arrêts du conseil d'État* (Collection Macarel et Lebon).
Rev. Alg., 1886 2. 50.	*Revue Algérienne et Tunisienne de législation et de jurisprudence*, année 1886, 2e partie, page 50.
Sir. ou S., 86. 2. 100.	Sirey, *Recueil général des lois et arrêts,* année 1886, 2e partie, page 100.

DOCTRINE & LÉGISLATION

NOTICE

SUR LES TRAVAUX PARLEMENTAIRES DE L'ANNÉE 1891

Agriculture et commerce

31 janvier. — M. Letellier dépose sur le bureau de la Chambre un rapport sur le projet de loi ayant pour objet de modifier la quotité des droits de douane applicables en Algérie aux tabacs fabriqués d'origine étrangère (1).

3 *avril.* — Loi ouvrant au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1891, un crédit de 600,000 fr. pour combattre l'invasion des sauterelles en Algérie (2).

2 *juillet.* — MM. Théry et Lesueur déposent sur le bureau du Sénat une proposition de loi tendant à modifier la législation actuellement en vigueur en Algérie, concernant les mesures de défense contre le phylloxéra (3).

La législation actuellement en vigueur en Algérie, disent les auteurs de la proposition, a été, malgré sa rigueur, impuissante à arrêter le développement du phylloxéra. Il faut la modifier. On sait qu'il y a des natures de vigne qui résistent aux attaques du phylloxéra, entre autres les vignes américaines ; longtemps on les a tenues en suspicion, comme un véhicule de l'insecte et un danger pour les vignes françaises indemnes auxquelles on donnait ce voisinage ; mais les viticulteurs français, auxquels le décret du 31 janvier 1883 avait laissé la liberté d'expérimenter ces sortes de vignes, ont fait des essais, greffé des cépages français sur des pieds amé-

(1) *J. off.*, p. 343, ann. 1173. — V. *Rev. Alg.*, 1890. 1. 12.

(2) *J. off.*, 4 avril 1891. — Projet présenté par le gouvernement à la Chambre le 17 mars 1891, *J. off.*, p. 743, ann. 1324 ; adopté par la Chambre le 19 mars 1891, sur le rapport de M. Burdeau, du même jour, et par le Sénat le 21 mars 1891, sur le rapport de M. Pradal, du 20 mars 1891. — V. *Rev, Alg.*, 1891. 3. 31.

(3) Exposé des motifs, *J. off.*, p. 217, ann. 146.

ricains ; bon nombre de vignobles ont été ainsi reconstitués et promettent les meilleurs résultats. Plusieurs régions de France sont encore sous le coup des interdictions primitives, et pour leur venir en aide, et leur permettre de profiter des expériences acquises, le Sénat et la Chambre ont adopté, tout récemment, une proposition autorisant partout en France, sous le contrôle de l'autorité, la culture et la plantation de la vigne américaine. Ce sont des dispositions analogues que MM. Théry et Lesueur proposent pour l'Algérie ; la législation en vigueur serait d'ailleurs maintenue en dehors des cas visés par la proposition.

Voici le texte de cette proposition :

Art. 1er. — Il est apporté aux dispositions des lois des 13 juillet 1878, 2 août 1879, 21 mars 1883 et 28 juillet 1886 l'exception suivante, en ce qui concerne l'introduction, la culture et la plantation des plants de vigne résistants en Algérie :

Les conseils municipaux des communes pourront, après constatation par le service phylloxérique du département de l'existence du phylloxéra sur le territoire de leurs communes, demander, par délibération spéciale, l'autorisation d'introduction, dans la commune, de plants de vigne résistants, avec liberté de les cultiver, faire circuler et planter.

Art. 2. — Cette délibération sera transmise par le maire au préfet du département, qui, après l'avoir soumise à l'avis : 1° du professeur d'agriculture ; 2° du syndicat départemental institué par la loi du 28 juillet 1886, saisira le conseil général du dossier.

Art. 3. — Le conseil général, convoqué extraordinairement au besoin, statuera sur la demande ; sa décision sera souveraine.

Si l'autorisation est accordée, le préfet prendra d'urgence un arrêté conforme pour en assurer l'exécution.

L'autorisation s'étend au département entier, ou seulement à des arrondissements, cantons, communes ou fractions de communes, selon la décision du conseil général.

Art. 4. — L'application des dispositions des lois visées par l'art. 1er sera suspendue pour les territoires compris dans la décision du conseil général. Ces dispositions sont maintenues et continueront à recevoir leur entière application à toutes les autres parties de l'Algérie.

La proposition a été renvoyée à la commission relative à la protection du vignoble français contre le phylloxéra.

7 juillet. — Loi ouvrant au ministre de l'intérieur, sur l'exercice 1891, un crédit supplémentaire de 1,500,000 francs pour combattre l'invasion des sauterelles et venir en aide aux victimes de leurs ravages en Algérie (1).

31 décembre. — M. Bourlier dépose sur le bureau de la Chambre un rapport sur le projet de loi ayant pour objet la reconnaissance, comme

---

(1) *J. off.*, 8 juillet 1891. — Projet présenté par le gouvernement à la Chambre, le 2 juin 1894, *J. off.*, p. 1370, ann. 1460; adopté par la Chambre, le 18 juin 1891, sur le rapport de M. Burdeau, du même jour, et adopté par le Sénat le 2 juillet 1891, sur le rapport de M. Pradal, du 25 juin 1891, et sur le rapport supplémentaire de M. Boulanger, du 2 juillet 1891.

établissement d'utilité publique, des sociétés de prévoyance et de prêts mutuels des communes mixtes de l'Algérie (1).

Armée

30 décembre. — Le Sénat adopte un projet de loi portant ouverture d'un crédit de 225,600 francs, destiné à permettre d'augmenter l'effectif des forces militaires chargées de la surveillance et de la police des territoires de l'extrême sud de l'Algérie (2).

Finances

9 avril. — Loi autorisant le département de Constantine à convertir l'emprunt de six millions de francs qu'il a contracté en vertu de la loi du 28 mars 1879 (3).

20 juillet. — Loi relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1892 (art. 5 et 6) (4).

V. aussi *Organisation de l'Algérie.*

Justice

13 novembre. — Le Sénat renvoie aux ministres de la justice et de l'intérieur la petition d'Abd-el-Kader ben Abdelmoumen, cadi de la circonscription de Miliana (5).

Organisation de l'Algérie

26 et 27 février, 2 et 6 mars. — Discusssion au Sénat de l'interpellation de M. Dide sur la situation de l'Algérie.

M. Dide développe son interpellation dans un discours dont voici l'analyse :

Soixante ans après les premières conquêtes, trente-trois ans après l'occupation définitive, quelle est la situation de notre colonie algérienne? A côté de 3,400,000 indigènes et de 200,000 étrangers, l'Algérie compte 220,000 Français, parmi lesquels on rencontre un grand nombre de fonctionnaires, et beaucoup d'individus naturalisés d'hier et en bloc Les colons se plaignent d'être dans un état d'insécurité permanente. Enfin, il résulte des affirma-

---

(1) V. *Rev. Alg.*, 1891. 1. 12.

(2) Projet présenté par le gouvernement, adopté par la Chambre le 21 décembre 1891, sur le rapport de M. Burdeau, du 7 décembre 1891, et par le Sénat sur le rapport de M. Pradal, du 29 décembre 1891.

(3) V. *Rev. Alg.*, 1891. 3. 31.

(4) V. *Rev. Alg* , 1891. 3. 41.

(5) Rapport de M. Isaac, du 19 juin 1891.

tions du rapport de M. Pauliat (1), rapport qui n'a pas encore été réfuté, que la colonie nous coûte plus de 80 millions par an.

Quelles sont les causes qui ont amené cet état de choses ? Comment pourrait-on le modifier ?

La colonie ne saurait certainement se plaindre d'avoir été traitée avec dureté par la métropole. Celle-ci lui a accordé tour à tour, sous la monarchie, sous l'empire, sous la république, comme gouverneurs, des hommes « qui ont été l'honneur et l'illustration de l'armée, qui figurent parmi les intégrités morales du Parlement ou parmi les capacités les plus éprouvées de l'administration départementale et du conseil d'État ». D'autre part les intérêts des administrés n'ont pas été négligés : tandis que quelques-uns de nos départements attendent encore les voies de locomotion qui leur sont nécessaires, on a construit en Algérie 3,000 kilomètres de chemins de fer, et nous payons comme garantie d'intérêt, pour les chemins de fer algériens, 23 millions par an. En outre, on ne saurait prétendre que les Algériens ont été accablés d'impôts : sans aller jusqu'à dire avec M. Pauliat que l'Algérie est l'Eldorado de ceux qui n'aiment pas à être contribuables, nous pouvons constater avec quelqu'un qui n'est pas suspect de malveillance pour l'Algérie et les Algériens, avec le vice-président du conseil supérieur de l'Algérie, que les indigènes paient 6 fr. par an et les Algériens 70 fr. ; nous voilà bien loin des sommes que chaque contribuable français est appelé à payer dans la métropole ?

Et cependant, dans ces conditions économiques, avec un ciel admirable et un sol fertile, la situation de l'Algérie est, selon les uns, très mauvaise, du moins de nature à être fortement améliorée.

On a rejeté la responsabilité de cet état de choses sur l'administration militaire. On a souvent répété que l'Algérie souffrait encore aujourd'hui d'une administration qui a trop duré, celle des bureaux arabes, et dont les effets se font sentir encore maintenant. Sans doute cette administration n'a pas éte parfaite ; elle a eu ses erreurs, ses violences; elle a eu ses faiblesses aussi ; mais combien il est injuste d'oublier dans quelle position particulière elle se trouvait ! Elle avait, en même temps qu'à administrer, à combattre, à protéger, à défendre le territoire, à l'étendre, et à certains égards elle a été admirable.

D'ailleurs personne ne parle de revenir aujourd'hui au régime purement militaire ; le régime civil s'impose ; la prospérité de l'Algérie doit être recherchée uniquement et entièrement dans la colonisation industrielle et agricole. Mais pourquoi l'application de ce régime n'a-t-elle pas donné les résultats qu'on espérait et qu'on attendait ?

On a dit : c'est parce qu'on a pas assez favorisé les colons ; c'est parce qu'on n'a pas su les attirer sur cette terre, et que, quand ils y sont venus, on n'a pas su les y maintenir ; c'est, en un mot, parce qu'on n'a pas assez fait pour les colons. « Je voudrais, répond M. Dide, que cela fût vrai !

---

(1) V. le rapport, *J. off.*, Doc. parl. Sén., 1890, p. 262 sous la rubrique : *Service du gouvernement général de l'Algérie.* Le rapport de M. Pauliat fait partie du rapport de la commission des finances qui a été présenté au Sénat par M. Ernest Boulanger, le 13 décembre 1890, et qui est relatif au projet de loi sur le budget de 1891. V. *J. off.*, p. 244, ann. 27.

Mais les colons, on leur a distriuué 700,000 hectares de terrain ; tous les ans figure dans notre budget, pour les frais de colonisation, une somme de près de 3 millions ..., et il s'agit d'une population qui est inférieure à celle du plus étroit de nos départements ! Non, ce n'est pas à la parcimonie de la métropole à l'égard des colons qu'est due la situation de l'Algérie en ce qu'elle a de défectueux. »

Il y a, pour M. Dide, une autre cause beaucoup plus profonde qu'on a méconnue ; cette cause est que nous ne sommes pas faits, nous Français, pour faire des colonies de peuplement.

On prétend qu'il n'y a pas de colons en Algérie parce qu'on les attire ailleurs. Est-ce bien vrai? Ce n'est pas du côté du Tonkin qu'on voit se diriger beaucoup d'émigrants. M. Leroy-Beaulieu parle de 40,000 émigrants qui, tous les ans, des plateaux de la Garonne vont dans l'Amérique espagnole. Est-il bien certain que le chiffre de ces émigrants soit aussi élevé? Est-ce que par hasard il n'y aurait pas, en France comme ailleurs, une spécialité de « rôdeurs de l'émigration, de gens que l'on compte comme des unités, et qu'il faudrait compter comme autant d'unités qu'ils entreprennent de voyages à travers les pays étrangers? Est-ce que, d'autre part, les émigrants, qui sont attirés par les promesses de la Toison-d'Or, sont autre chose que des hallucinés, que des chercheurs de fortune? Est-ce qu'on peut les prendre pour des colons sérieux? Est-ce que ce sont là les colons qu'on doit souhaiter à l'Algérie?

En outre, quand on veut savoir si une nation peut faire une colonisation de peuplement, il faut se demander si le nombre des émigrants est supérieur à celui des immigrants; il faut regarder, non seulement les nationaux qui sortent, mais encore les étrangers qui entrent; or, le nombre des Belges, des Italiens ou des Espagnols qui viennent nous apporter leur collaboration aux entreprises industrielles ou agricoles dépasse celui des émigrants qui s'en vont dans l'Amérique espagnole ou ailleurs.

L'histoire même de l'Algérie montre que, loin d'avoir trop de bras disponibles, nous n'en avons pas assez. Au point de vue du peuplement, il n'y a pas de colonie qui ait été plus favorisée que celle-là par les circonstances les plus tragiques et les plus tristes de notre histoire politique ou de notre histoire agricole. Après 1870, quand la guerre fut terminée, 10,000 Alsacien-Lorrains sont venus en Algerie. Dans toutes les années qui ont suivi les dévastations du phylloxéra, des centaines ot des milliers d'agriculteurs du Var, de l'Hérault, du Gard, de la Drôme, de l'Isère sont arrives dans la colonie; ils ont mis en rapport 100,000 hectares et fait produire au sol plus de trois millions d'hectolitres de vin. Mais les colons ont vu qu'ils n'étaient pas assez nombreux; jalousés par l'indigène, menacés par lui, ils ont demandé à tous les échos des compagnons de travail et de lutte. Et ces compagnons où les prendre? Où les rencontrer?

On ne peut pas coloniser l'Algérie avec des Français; on n'a pas assez de colons français. D'un autre côté, il serait dangereux de coloniser avec des colons étrangers; car, observe M. Dide, dans l'exposé de la situation de l'Algérie rédigé par M. Tirman, on voit que la tête des demandes de naturalisation est tenue par les Allemands d'abord, et ensuite par les Italiens.

Mais une autre solution se présente : ne pourrait-on pas essayer de se servir des ressources qu'offrent les indigènes ?

On nous a représentés récemment comme étant à l'égard des indigènes des dominateurs durs, impitoyables, d'une tyrannie que rien n'apaise. On a écrit que l'Algérie était pour nous une nouvelle Irlande. Rien n'est plus contraire à la vérité. En matière de colonisation, il n'y a pas de peuple qui se soit montré plus débonnaire que le nôtre. Que l'on compare nos procédés de colonisation à ceux qui sont employés par les Américains à l'égard des Peaux-Rouges et à ceux qui ont été si souvent mis en usage par les Anglais à l'égard des peuples qu'ils tenaient sous leur domination. Notre domination n'a pas été toujours exempte de reproches; elle a été souvent maladroite; débonnaire, elle l'a presque toujours été.

Est-ce que nous avons songé à défendre aux indigènes de l'Algérie l'usage de leurs écoles ou de leur langue ?

Nous avons même essayé de gouverner pour eux. « Je fais allusion, dit M. Dide, à l'utopie du royaume arabe, qui a été un moment populaire sous Napoléon III. »

A la thèse du royaume arabe a succédé la thèse de l'assimilation des Arabes.

M. Dide avoue qu'avant d'aller en Algérie il était très épris de ce procédé de colonisation ; il en est un peu moins partisan depuis qu'il y est allé.

On n'assimile pas les contraires. Entre les indigènes et nous il y a deux obstacles : une conception religieuse et une conception sociale.

Tout ce que nous avons fait pour être utiles aux indigènes en leur octroyant nos manières de penser et d'agir s'est tourné contre eux. Ainsi, quand nous avons substitué à la propriété comme ils la comprennent, indéterminée, indéfinie, des titres de propriété personnels, qu'est-il arrivé ? Ils se sont nantis de ces titres de propriété, et au premier besoin d'argent, eux qui sont fatalistes, et qui vivent dans le moment présent, qui méprisent l'avenir, ils ont cédé leur titre contre quelque menue monnaie. Ils ont fait naître ainsi dans l'Algérie une féodalité d'une espèce nouvelle, une féodalité abjecte et terrible, la feodalité de l'usure.

On assimile un peuple « par des procédés de sociabilité dont la femme est l'agent nécessaire » ; mais ici la femme nous échappe ; elle est séquestrée, emprisonnée ; nous ne pouvons pas compter sur elle et sur son influence.

On assimile un peuple par des idées de progrès, des idées de civilisation ; mais ici encore le moyen d'assimilation fait défaut. M. Dide cite à ce propos le passage suivant de M. Renan : « Tous ceux qui ont été en Orient ou en Afrique sont frappés de ce qu'a de fatalement borné l'esprit d'un vrai croyant, de cette espèce de cercle de fer qui entoure sa tête, la rend absolument fermée à la science, incapable de rien apprendre ni de s'ouvrir à aucune idée nouvelle à partir de son initiation religieuse ; vers l'âge de dix ou douze ans, l'enfant musulman, jusque-là éveillé, devient tout à coup fanatique, plein d'une sotte fierté de posséder ce qu'il croit la vérité absolue, heureux, comme d'un privilège, de ce qui fait son infériorité. Ce fol orgueil est le vice radical du musulman. L'apparente simplicité de son culte lui inspire un mépris peu justifié pour les autres religions ; persuadé que Dieu donne la fortune et le pouvoir à qui bon lui semble, sans tenir compte de l'instruction ni du mérite personnel, le musulman a le plus profond mépris pour l'instruction, pour la science, pour tout ce qui constitue l'esprit européen. »

M. Dide cite, en outre, des lignes du Coran dans lesquelles est prêchée la guerre contre les infidèles.

Dans ces conditions, le procédé de l'assimilation ne donnerait pas de résultats immédiats.

La politique de l'assimilation écartée, ne pourrait-on pas, puisqu'il y a de nombreuses améliorations matérielles à accomplir en Algérie, puisqu'il y a des canaux, des reboisements et des travaux de viabilité à faire, recourir à la politique de l'utilisation des indigènes ? Cette politique a été recommandée par le maréchal Bugeaud et par le général Létang. « Il faut, disait ce général, faire concourir à la culture des terres la population indigène et l'armée active. » Cette politique, continue M. Dide, a été pratiquée dans les colonies néerlandaises pendant trente-cinq ans ; elle y a amené la prospérité et des milliards. Il y a eu des abus, mais ils ne sont pas inhérents au système.

Si d'ailleurs ce système déplaît au Sénat, il est une autre solution que lui soumet l'orateur. Nous avons dans nos prisons des condamnés pour lesquels on dépense 20 millions par an, et qu'on emploie à confectionner des corsets ; qu'on essaye de faire avec eux un commencement d'armée pour les travaux qui sont improductifs, « ne serait-ce que pour cette » œuvre de grande civilisation qui s'appelle transsaharien ».

M. Dide parle aussi du budget spécial. Le budget spécial, c'est, à ses yeux, le budget de rattachement avec une étiquette nouvelle et la faculté de quelques virements intelligents. C'est un budget qui fait état de plus-values possibles pour un déficit certain. C'est un budget qui laisse à la métropole les grosses charges de l'armée et des travaux publics pour conserver un certain nombre de recettes.

Il y a une autre solution qui plairait davantage à M. Dide ; elle consisterait à assimiler les départements algériens aux départements français et à supprimer le gouvernement général. Avec le système actuel, les affaires ne sont étudiées qu'en première instance dans les préfectures ; elles subissent un nouvel examen au gouvernement général, qui tranche définitivement ; il en résulte une complication excessive, un personnel exagéré, des dépenses sans utilité. Qu'on supprime les préfectures si le travail qu'elles font n'inspire pas confiance ; qu'on supprime le gouverneur général si les préfectures suffisent M. Dide ne conclut pas cependant à la suppression immédiate du gouvernement général ; il se contenterait de sa transformation ; le gouverneur général devrait être simplement un gouverneur des affaires de la colonisation et des affaires indigènes.

M. Dide termine son discours en exprimant son admiration et son affection pour l'Algérie.

M. Mauguin, prenant la parole après M. Dide, observe qu'habituellement, lorsque quelques-uns de ses collègues veulent bien s'occuper de l'Algérie et monter à la tribune, ce n'est pas pour être tendres envers l'Algérie. M. Dide, pour la première fois, croit-il, vient de faire exception.

Mais, il y a deux mois, il a été dit qu'il serait apporté à la tribune du Sénat « des faits douloureux pour l'Algérie ». Il faut qu'ils y soient apportés ; il est nécessaire que ceux qui, comme M. Mauguin, habitent depuis longtemps l'Algérie, connaissent ces faits douloureux, et que le Sénat, qui a en main les intérêts de la métropole et de la colonie, les connaisse aussi.

Le sénateur du département d'Alger demande donc que ce débat continue ; il demande que quelqu'un vienne prendre la place à la tribune pour porter ces accusations contre l'Algérie. M. Mauguin lui répondra.

M. Pauliat monte alors à la tribune :

« L'honorable M. Mauguin, déclare-t-il, me dit que tout le monde attend de connaître les faits dont j'ai pu m'inspirer pour la rédaction de mon rapport sur l'Algérie ; j'accepte son invitation ; mais ces faits, je ne les dirai pas tous, qu'il soit tranquille ; cependant j'en dirai suffisamment pour le convaincre lui-même et pour édifier le Sénat. »

Quand on s'occupe de la question algérienne, poursuit M. Pauliat, on constate qu'elle doit être envisagée sous trois aspects principaux : il y a d'abord la colonisation et le peuplement ; il y a ensuite le côté budgétaire et économique ; il y a enfin le côté politique, et M. Pauliat entend surtout par là ce qui intéresse notre politique extérieure.

Aujourd'hui, à son sens, le côté politique prime tous les autres, et c'est sur lui que pendant de longues années il faudra nous orienter dans toutes les affaires concernant l'Algérie.

Depuis quelques années, à raison des compétitions européennes qui se sont déchaînées pour la possession du continent africain, notre grande colonie algérienne se trouve avoir acquis une importance capitale, et une importance qu'on n'aurait jamais pu lui soupçonner dans le passé. Cette circonstance nous commande d'avoir dans le pays une politique absolument nouvelle, et presque en tout différente de celle que nous suivons depuis une quinzaine d'années.

M. Pauliat estime que, tout en nous préoccupant de l'établissement en Algérie du plus grand nombre de Français possible, nous devons chercher à nous attacher étroitement les indigènes ; nous devons avoir ce qu'il appelle une politique musulmane Il indique l'utilité de cette politique au point de vue de la tranquillité de l'Algérie, au point de vue de la mise en valeur du territoire, et au point de vue de l'extension de l'influence française en Afrique.

Puis il s'efforce de démontrer que M. Tirman, loin d'avoir une politique de ce genre, a suivi, au contraire, une politique arabophobe.

Voici quelques-uns des points sur lesquels portent les reproches de M. Pauliat.

1° Le premier devoir d'un gouverneur général est de donner l'instruction aux indigènes ; c'est de faire qu'ils possèdent la langue de la nation à laquelle ils appartiennent, pour que leurs intérêts se fondent avec les siens. M. Tirman ne s'est pas préoccupé de l'accomplissement de ce devoir. Quand il est arrivé en Algérie, on comptait 4,000 enfants dans les écoles musulmanes ; aujourd'hui, c'est-à-dire au bout de dix ans, on en compte 10,415, c'est-à-dire qu'il n'en est pas même entré 1,000 nouveaux par an. Et si l'on calcule qu'en Algérie il y a plus de 535,000 enfants musulmans « en âge scolaire », on voit qu'à la façon dont M. Tirman a marché depuis dix ans, il faudrait plus de six cents ans pour que tous ces enfants pussent apprendre la langue française dans nos écoles. Cependant il suffisait d'une simple circulaire adressée aux administrateurs des communes mixtes pour qu'en cinq ou six années nos écoles eussent reçu tous ces enfants de l'Algérie. Ces écoles n'auraient même rien coûté au gouvernement fran-

çais ; car, à la façon dont on s'y prend avec les indigènes, les communes mixtes ont toutes un budget qui se solde avec des excédants considérables.

D'autre part, on ne saurait prétendre que la conquête intellectuelle des indigènes est impossible ; cette conquête est possible ; on y mettra peut-être une, deux, trois générations, peu importe, mais elle est possible, et l'on aurait le plus grand tort d'en douter. M. Dide semble admettre que l'indigène algérien ne possède aucune des qualités qui pourraient le rendre assimilable à notre pays. Mais en Algérie, il ne faut pas l'oublier, nous possédons deux ordres de populations ; nous avons en premier lieu les Arabes et en second lieu les Kabyles. Les Kabyles constituent une race à part, très intelligente et très sérieuse ; on peut la trouver indomptable sous certains rapports, mais qu'un gouverneur général veuille bien s'y mettre, et dans l'espace d'une ou deux générations on pourra la transformer et la rendre française.

2° De l'instruction publique M. Pauliat passe à la justice. Il reproche à M. Tirman d'avoir fait rendre le décret de 1886 sur la justice musulmane.

Ce décret a substitué pour un certain nombre d'affaires les juges de paix français aux cadis. M. Pauliat critique cette substitution. On a dit que la justice des cadis etait vénale; peut-être n'a-t-on pas eu tort ; peut-être aussi a-t-on jugé des cadis algériens par les cadis représentés sur nos scènes d'opéra-comique ; dans tous les cas, si leur façon de rendre la justice n'offrait pas de garanties, il y avait un bon remède à employer : il fallait organiser une surveillance des plus rigoureuses, et punir sévèrement à titre d'exemple tous ceux qui auraient été pris en défaut. Mais il ne fallait pas enlever aux cadis une partie de leurs attributions.

La substitution des juges de paix français aux cadis présente un grand inconvénient : aucun de ces juges de paix ne connait l'arabe ; il en résulte que depuis 1886 la justice est rendue réellement par l'interprète, qui est toujours, dit M. Pauliat, très mal choisi, qui est « le plus souvent un juif taré, qui très souvent a subi des condamnations judiciaires », et par le chaouch, qu'on peut assimiler à un garçon de bureau.

3° Après avoir examiné ce qui a trait à la justice, M. Pauliat attaque M. Tirman au sujet des impôts arabes.

L'impôt de la capitation, établi en Kabylie, a eté augmenté en 1886 dans des proportions exorbitantes. Les imposés qui payaient 15 fr. ont dû payer 50 et 100 fr. De plus, tandis qu'avant 1886, la capitation ne portait que sur les hommes en état de porter les armes, c'est-à-dire que sur les individus ayant atteint l'âge de dix-sept ou dix-huit ans, aujourd'hui elle porte sur tous ceux qui sont en âge de faire le rhamadan ; or d'après le Coran tout individu est en âge de faire le rhamadan lorsqu'il est arrivé à l'âge de la puberté ; et l'enfant déclaré pubère n'est souvent âgé que de onze ou douze ans.

La capitation n'existant qu'en Kabylie, les indigènes du reste de l'Algérie ne supportent pas cette double augmentation ; mais leurs charges ont été aussi aggravées. D'après le Coran il n'y a que deux céréales qui sont imposées : l'orge et le blé ; les Turcs n'avaient pas imposé d'autre céréale, et jusqu'en 1886 le gouvernement français avait conservé ce système. Mais en 1886 M. Tirman a imposé toutes les cultures, toutes les céréales, tous les arbres. De la sorte, l'impôt s'est trouvé dans certaines circonstances presque doublé.

4° M. Pauliat se plaint aussi de la dépossession des indigènes.

La loi de 1873, expose-t-il, a autorisé les indigènes qui vivent en collectivité à exiger le partage de leurs terres collectives et à devenir propriétaires individuels. Les auteurs de cette loi étaient animés des meilleures intentions. Par malheur on y a introduit un article déclarant que la propriété indigène serait soumise aux dispositions de l'art. 815 C. civ., c'est-à-dire de l'article aux termes duquel nul n'est tenu de rester dans l'indivision. Or la population indigene de l'Algérie a une grande propension à la vie collective. « Nous aurions tort, dit M. Pauliat, de la juger trop sévèrement sur ce point. Sur une propriété collective indigène il y a souvent soixante, quatre-vingts, cent ou deux cents familles qui y vivent. Eh bien! il n'y a pas d'exemples, ou ils sont très rares, qu'un membre de la collectivite ait été lésé pour la part dont il a à jouir. Tous s'entendent très bien. Les désaccords sont très peu fréquents. » Il aurait donc fallu réglementer l'application de l'art. 815 dans la loi de 1873 On ne l'a pas fait; qu'en est-il résulté? C'est que des hommes d'affaires, sous le couvert de cet article, ont commis de véritables spoliations. Le procédé employé est des plus simples. On achète la part de deux ou trois indigènes, l'on a souvent cette part pour 50, 60 ou 80 fr., et alors on introduit une demande en licitation. Un beau jour les indigènes, cités collectivement, reçoivent du papier timbré; ils n'y comprennent rien, laissent passer les délais, et la propriété est adjugée pour quelques centaines de francs. D'autres fois les indigènes propriétaires courent au tribunal, mais ils n'ont pas le moyen de pousser les enchères, et leur propriété leur est enlevée. De nombreux indigènes ont été dépouillés ainsi; ils forment une classe roulante de vagabonds dont on ne se débarrassera qu'en leur attribuant des terres. M. Pauliat aurait voulu que le gouverneur général fît corriger le texte de cette loi de manière à prévenir les abus qu'elle entraînait.

Il aurait voulu aussi que M. Tirman s'arrangeât « pour faire interdire le prêt à réméré à l'égard des indigènes; il y a encore de ce chef des spoliations incroyables et douloureuses ».

M. Pauliat s'élève également contre les expropriations qui accompagnent la formation de centres de colonisation. Quand il est question d'établir un centre de colonisation, une commission est envoyée dans la localité désignée, et elle choisit les terres où le centre sera créé. Ces terres, naturellement, sont les meilleures. Ce choix opéré, on fait comprendre aux Arabes que le gouvernement a besoin de leurs terres, que, s'ils ne veulent pas les lui céder moyennant une certaine somme, ils auront à plaider, et qu'ils pourraient bien perdre leur procès; en tout cas, que ce sera long. Que voulez-vous que fasse ce malheureux, perdu dans ses montagnes ou dans ses plaines, sans conseil, sans aide, sans appui? Il accepte. » — Et non seulement il est exproprié, mais on l'expulse avant le payement. Il ne touche le prix de l'expropriation que lorsque son titre est passé aux mains d'un usurier. « Il y a de malheureux indigènes expropriés qui ont attendu six, sept, huit ans leur payement, et qui n'ont pas été payés; ils ne sont payés que lorsqu'ils ont cédé leur créance à un usurier qui, connaissant la loi, sait comment se tirer d'affaire. Le retard provient quelquefois de ce que l'argent a été déposé à la caisse des dépôts et consignations; on comprend dès lors qu'il est réellement impossible à ces pauvres gens de savoir tout ce qu'ils ont à faire pour rentrer dans leur dû; pour faire sortir de

l'argent de la caisse des dépôts et consignations, il y a une foule de démarches à faire et de formalités. Il s'ensuit que la caisse des dépôts et consignations n'ouvre ses coffres qu'à l'usurier. » Ce qu'aurait voulu M. Pauliat, c'est que le gouverneur général eût établi pour règle qu'on ne s'emparerait de la propriété d'un indigène exproprié que le jour où ce dernier aurait été indemnisé.

5° M. Pauliat blâme, d'autre part, le système d'immunités fiscales dont bénéficie la population algérienne, française ou étrangère, tandis que les indigènes sont écrasés d'impôts.

Il s'est longtemps demandé d'où venait l'antagonisme qu'il constatait chez les Algériens à l'égard des indigènes. Selon lui, cet antagonisme résulte de l'opposition formelle, absolue, d'intérêts entre l'indigène et le colon. Tout indigène cessant d'être indigène pour devenir Français cesse, par le fait de sa naturalisation, de payer l'impôt arabe. Et comme tous les impôts arabes servent à alimenter le budget des communes, qu'elles soient mixtes ou de plein exercice, et le budget des départements, on n'a plus à s'étonner si l'on n'a jamais vu les Algériens et M. Tirman pousser à la naturalisation des indigènes, et à ce qui aurait pu l'amener dans un certain temps, à leur instruction. M Tirman ne veut pas que les Algériens payent les impôts payés dans la métropole ; les Algériens par un sentiment naturel, inclinent en ce sens ; ils sont donc intéressés à ce que les indigènes restent indigènes ; car si ces derniers étaient naturalisés, c'en serait fait des immunités fiscales dont bénéficie l'Algérie. L'impôt arabe disparaissant, il faudrait se créer d'autres ressources et s'imposer. M. Pauliat reproche à M. Tirman de n'avoir jamais essayé, même dans la mesure la plus étroite, d'amener la population algérienne française ou étrangère à payer quelques-uns des nombreux impôts payés par les métropolitains Et cependant, comme exemple, M. Tirman avait à côté de lui ce qui se passe dans un pays musulman placé sous notre protectorat, dans la Tunisie. Il existe un certain nombre d'impôts en Tunisie ; de tous ces impôts il n'y en a qu'un qui soit payé exclusivement par les indigènes, et c'est un impôt de capitation. Quant aux autres, tous sont payés par les colons européens, et aucun de ces colons ne se plaint ; aucun d'eux ne se croit deshonoré pour cela.

M. Pauliat ne cherche pas seulement à démontrer le caractère arabophobe de l'administration de M. Tirman ; il critique cette administration à un autre point de vue.

Le Parlement accorde tous les ans 2,800,000 fr. pour le développement de la colonisation ; 5 ou 600,000 hectares de terres ont été distribués gratuitement ; et cependant on voit combien est faible le nombre des Français qui est alle s'établir en Algérie. Pourquoi est-il si restreint ? Parce que, alors que les sacrifices de la France avaient pour but de pousser nos nationaux à aller en Algérie, « MM. les Algériens colonisent avec eux-mêmes.... ; lorsque les terres sont à donner, ce sont eux qui en reçoivent les premiers. Pour un métropolitain à qui on en accorde il y a toujours un Algérien qui en obtient dans les mêmes conditions. Souvent même ce dernier reçoit plus que l'autre. Qu'un Algérien, bien en cour, ait un fils qu'il tienne à établir, il sollicite pour lui une concession, et il lui fait obtenir 30 à 40 hectares. » La colonisation de l'Algérie, telle qu'elle a été pratiquée jusqu'ici, n'a été somme toute qu'une sorte de subvention donnée à un certain nombre d'Algériens qu'on a rendus propriétaires. L'idée que

la France poursuivait a complètement dévié dans les mains de M. Tirman. Et cependant, si l'on voulait encourager les Français de la métropole, on en trouverait des milliers qui seraient heureux d'aller s'installer en Algérie; M. Pauliat est convaincu qu'il y a des millions de demandes dans les cartons du gouverneur général, M. Mauguin dit qu'il y en a 25,000. M. Pauliat croit le nombre supérieur à ce chiffre. Dans tous les cas, s'il n'est pas supérieur cela tient à ce qu'aucune demande n'étant agréée, le bruit s'en est répandu, et l'on n'a plus songé à aller en Algérie; on s'est tourné vers d'autres pays.

A la fin de son discours, M. Pauliat repousse l'idée d'un budget spécial de l'Algérie; il se prononce pour un rattachement plus étroit des départements algériens à la mère-patrie; il demande qu'on limite l'initiative du gouverneur général, et qu'on exerce sur ses actes une surveillance plus étroite que par le passé.

M. TIRMAN, gouverneur général de l'Algérie, commissaire du gouvernement, répond aux critiques de M. Pauliat.

Il y a longtemps que M. Tirman désirait un débat comme celui-ci. Le malheur de l'Algérie, c'est d'être trop ignorée.

Le gouverneur général examine d'abord la question indigène. Pour M. Pauliat, il est un arabophobe; pour M. Dide, il est d'une mansuétude telle à l'égard des indigènes que M. Dide lui en fait un reproche. C'est ce dernier qui a raison. M. Tirman s'est efforcé de suivre en Algérie la politique de la France, et cette politique a toujours été une politique de générosité, de douceur et de justice à l'égard des indigènes.

Par la capitulation d'Alger le gouvernement s'est engagé à respecter la religion, les mœurs, les coutumes et les lois religieuses des indigènes. Cette capitulation avait été faite pour Alger seulement. A mesure que la conquête s'est étendue, nous en avons spontanément fait bénéficier toutes les régions successivement soumises à notre domination. A peine avions-nous formé un conseil dans la cité conquise, à Alger, que les indigènes y prenaient place; dès que nous avons eu une organisation communale, les indigènes ont fait partie des conseils municipaux. Quand, en 1858, on a créé les conseils généraux, les indigènes y sont entrés. Ce n'est pas tout. D'après un principe absolu de notre droit public, nul ne peut devenir fonctionnaire s'il n'est citoyen français; nous avons dérogé à ce principe en faveur des indigènes. Voilà quelle a été au debut notre façon de procéder à leur égard. L'occupation de l'Algérie par les Français a eté pour les indigènes une véritable délivrance; de serfs qu'ils étaient sous les Turcs, ils sont devenus des hommes libres et des propriétaires.

Voyons ce qui a été fait pour les indigènes depuis dix ans, ou plutôt depuis douze ans, car M. Tirman tient à lier son administration à celle de son prédécesseur, puisqu'elle n'a été que la continuation de celle de M. Albert Grévy.

Depuis douze ans nous sommes arrivés progressivement, sans bruit et sans secousse, à détruire la grande féodalité arabe si puissante autrefois. Nous avons divisé les régions en douars, et dans chaque douar nous avons investi des chefs qui n'étaient plus alors que des agents d'une importance beaucoup moins grande; nous avons ainsi démocratisé l'organisation intérieure de la société arabe. Nous avons cherché à substituer notre influence

à celle des grands chefs, qui a été la cause de plus d'une insurrection en Algérie; et d'un autre côté les indigènes ont commencé à être quelque chose là où ils n'étaient absolument rien.

Nous avons encore entouré la perception des impôts de garanties nouvelles.

Nous avons, dans l'intérêt des musulmans — et aussi dans le nôtre, il faut le reconnaître — constitué la propriété indigène, ou, pour mieux dire, mis en train la constitution de la propriété indigène.

Nous avons aussi promulgué la loi sur l'état civil.

Les indigènes, en somme, sont-ils fondés à se dire plus malheureux qu'ils ne l'étaient autrefois? M. Tirman croit que la meilleure réponse à cette question, c'est la tranquillité parfaite qui règne en Algérie. Voilà dix ans qu'aucune insurrection ne s'est produite ; non-seulement aucune insurrection, mais aucune tentative, aucune menace d'insurrection.

M. Tirman observe que tout ce que nous avons fait pour la colonisation, et que tout ce que nous avons fait pour commencer l'outillage économique de l'Algérie, profite aux indigènes. Toutes les voies de communication, par exemple, que nous avons créées, nous ne les avons pas établies dans l'intérêt des colons seuls ; les indigènes en profitent, et ils en profitent plus que nous, puisqu'ils sont infiniment plus nombreux. De même, quand nous créons des centres de colonisation, le premier effet de cette création, c'est de donner aux terrains qui les avoisinent une plus-value énorme. Nos sujets musulmans s'en rendent compte à ce point que M. Tirman a des lettres d'indigènes qui se déclarent *sacrifiés* quand par des considérations d'économie il est impossible d'ouvrir un centre dont la création avait été projetée. On voit que les indigènes acceptent la colonisation française sans trop de répugnance. En serait-il ainsi s'ils considéraient réellement les colons comme des exploiteurs?

Au reste, on a vu dans bien des circonstances se produire une fraternité absolue entre les Arabes et les colons. Chaque fois que les Arabes se sont trouvés malheureux, chaque fois qu'ils ont été menacés de famine ou de misère, ce sont les colons qui leur sont venus en aide. C'est ce qui a eu lieu en particulier pendant la famine de 1867 ; des centaines, des milliers d'indigènes ont échappé à la mort, grâce à la charité des colons. Voilà ce qu'on ne sait pas assez en France. Les colons n'aiment pas les indigènes qui les volent, c'est absolument certain ; mais ils vivent dans la meilleure intelligence avec les indigènes qui sont leurs voisins et qui sont cultivateurs comme eux.

Cependant M. Tirman convient que, si la conquête matérielle de l'Algérie est terminée, la conquête morale reste encore à faire. A quoi cela tient-il? Cela tient surtout à la difficulté de l'œuvre. Il y a entre le Français et l'indigène une disparité considérable de mœurs, de coutumes, et surtout de religion. Le grand obstacle à l'assimilation rapide des indigènes, c'est la religion ; ce sont ces passages du Coran dont M. Dide donnait la traduction, et dans lesquels on voit que le Coran prêche, non pas seulement la rébellion, mais même l'extermination du chrétien.

Pour montrer la difficulté de l'assimilation, M. Tirman fait remarquer que les soldats et même les officiers indigènes, qui ont vécu de la vie française pendant la durée de leur service, quand l'heure de la retraite est venue pour eux, reprennent la vie arabe, et qu'après avoir passé quinze ou

vingt ans au milieu de nous, ils redeviennent ce qu'ils étaient avant d'entrer au service.

Toutefois le gouverneur général ne croit pas l'assimilation impossible ; mais elle sera l'œuvre du temps, une œuvre de très longue haleine ; ce n'est pas en une période de trente ans — car la conquête matérielle n'est achevée que depuis 1857 — non, ce sera l'œuvre d'un siècle au moins.

Après cet exposé général de la situation des indigènes en Algérie, M. Tirman examine les divers points sur lesquels ont porté les critiques de M. Pauliat.

Au sujet de l'instruction des indigènes, il commence par observer que c'est une matière qui ne dépend qu'indirectement du gouverneur général ; car l'instruction est un service aussi étroitement rattaché à l'administratisn centrale que M. Pauliat peut le désirer ; elle est dirigée en Algérie par le recteur, qui agit sous les ordres du ministre de l'instruction publique. Néanmoins, M. Tirman croit pouvoir donner certaines explications.

Il est d'accord avec M. Pauliat sur la nécessité de donner l'instruction aux indigènes. Il ne croit pas que nous ayons beaucoup à nous louer des tentatives qui ont été faites pour donner aux indigènes l'enseignement supérieur et même l'enseignement secondaire ; généralement, avec l'enseignement secondaire, que nous avons cependant offert très largement à tous, — car on donnait des bourses à qui voulait bien en demander — nous n'avons guère fait que des déclassés, des gens dont le premier soin, en quittant les bancs de l'école, était de demander des places. Mais en revanche, M. Tirman est grand partisan de la diffusion de l'instruction primaire ; cette instruction primaire, il faut la réduire à sa simple expression, la rendre pratique, la dégager des abstractions et des raffinements qui rebuteraient la masse, mais il est absolument indispensable que nous cherchions à la répandre. Et le ministère de l'instruction publique a toujours été, comme M. Tirman, très désireux de le faire.

En 1883, le ministre de l'instruction publique envoya en Algérie un de ses directeurs, « et avec son concours, dit l'orateur, nous avons élaboré le décret de 1883, qui est de nature à développer assez rapidement l'enseignement parmi les Arabes. » A cette époque, en 1883, il ne restait dans l'Algérie que 16 écoles indigènes ; aujourd'hui, il y en a 194 ; ce résultat est encore bien insuffisant, mais tous les crédits qui ont été accordés pour des créations d'écoles ont été employés jusqu'au dernier centime.

M. Pauliat prétend qu'il suffisait d'une circulaire du gouverneur général pour que l'Algérie se couvre d'écoles. M. Tirman ne savait pas que les écoles se bâtissaient ainsi, et que les circulaires eussent la même vertu que les accords d'Amphion. Des circulaires cependant ont été, non seulement adressées, mais renouvelées. M. Tirman a informé tous les administrateurs de communes mixtes qu'il ferait entrer en ligne de compte, et pour un coefficient très important, dans l'examen de leurs titres à l'avancement, les résultats qu'ils auraient obtenus en matière d'instruction primaire. Les administrateurs ont fait tout ce qu'ils ont pu. De son côté, le gouverneur général n'a rien négligé ; des primes de fréquentation, des encouragements sous toutes les formes ont été accordés ; on a été jusqu'à nommer gardes-champêtres ceux qui donnaient le bon exemple en envoyant leurs enfants à l'école. Tout ce qui a pu être fait par l'administration, sous l'impulsion des préfets, qui avaient reçu des instructions du gouverneur général en ce

sens, a été fait. Si quelque chose a manqué, c'est l'argent, et rien que l'argent.

Dans son rapport sur le budget, M. Pauliat donnait à l'administration algérienne un conseil qu'il n'a pas reproduit à la tribune ; il disait : « Vous avez un moyen bien simple de développer l'enseignement; vous avez les zaouias ; mettez à leur tête un Français, ou un indigène sachant le français et qui nous soit dévoué ; par là vous apprendrez le français à tous les petits indigènes. » Mais M. Pauliat, qui a parcouru l'Algérie, ne l'a pas parcourue d'une manière assez complete pour savoir que ces zaouias, qui sont tolérées, sont des foyers absolument hostiles à la domination française; ce sont des écoles à la tête desquelles nous n'avons pas le droit de placer qui que ce soit. Quand nous pouvons former des maîtres indigènes — et il a été créé à l'école normale d'Alger un cours spécial pour les maîtres indigènes, — nous les employons dans nos écoles. Nous n'en avons pas beaucoup; les maîtres indigènes connaissant bien le français, s'ils ne sont pas l'oiseau rare, ne pullulent pas, et quand nous avons le bonheur d'en trouver nous ne les mettons pas dans ces zaouias où l'on n'apprend pas autre chose que le Coran, où l'on ne chante que ces versets du Coran dont lecture était donnée par M. Dide.

En ce qui concerne le décret de 1886 sur la justice musulmane, la réponse de M. Tirman à la critique qui lui a été adressée par M. Pauliat est très courte. Le décret a été rendu sans sa participation ; il a été préparé par les chefs de la Cour d'Alger ; il a été envoyé au conseil d'État et signé par le président de la République sur le rapport du garde des sceaux de l'époque, sans que le conseil de gouvernement eût été consulté. M. Tirman trouve d'ailleurs le decret excellent; car il réalise une amélioration qu'il faudrait pouvoir accentuer ; c'est un pas bien mesuré qui est fait dans la voie de l'unification de la justice, laquelle constituera un des meilleurs moyens d'assimilation des indigènes. Et les résultats obtenus sont bons; ils prouvent que la mesure est arrivée en temps opportun.

M. Tirman s'étend sur le grief relatif à l'augmentation des impôts arabes.

Les impôts arabes sont de trois sortes. Il y a tout d'abord l'*achour* : c'est l'impôt sur les récoltes. Il y a ensuite le *zekkat;* c'est l'impôt sur le bétail. Il y a enfin la *lezma*, ou plutôt il y a deux sortes de lezmas : en Kabylie, la lezma est un impôt de capitation qui remplace tous les autres; c'est le seul qu'on paye; dans le Sahara, la lezma est un impôt qui frappe les palmiers.

L'impôt de la lezma a été établi en Kabylie, où il constitue le seul et unique impôt, par le maréchal Randon après la soumission de la contrée. Nous ne nous étions pas rendus maîtres de la Kabylie sans ruiner à peu près le pays ; il avait fallu brûler la plupart des villages, couper les arbres. Le maréchal Randon a cru qu'il serait de bonne politique de frapper très légèrement les Kabyles. Voici comment était organisé l'impôt de la lezma. Quatre catégories de contribuables étaient établies : la première, la plus nombreuse, ne payait absolument rien; la seconde, qui se composait de gens ayant peu de ressources, payait 5 fr. par an ; la troisième, comprenant les gens dans l'aisance, payait 10 fr par an; la quatrième, composée de gens riches, payait 15 fr. par an. Depuis l'insurrection de 1871, époque à laquelle les Kabyles avaient témoigné peu de reconnaissance du traitement généreux dont ils avaient été l'objet, les corps élus du département d'Alger .

— car il s'agit de la Kabylie du département d'Alger — s'étaient préoccupés de ce privilège exorbitant accordé aux Kabyles, qui payaient infiniment moins que les autres indigènes. On avait d'abord cherché à établir en Kabylie les mêmes impôts que pour les Arabes. En réalité, ce n'était pas possible, parce qu'il y a très peu de cultures de céréales en Kabylie; les cultures sont des cultures d'arbres fruitiers, de tabac, de plantes autres que des céréales. Après enquête et avis des corps constitués, le gouverneur général a adopté le projet suivant. On a respecté les trois premières classes de contribuables, c'est-à-dire les classes intéressantes des gens qui n'ont rien ou qui ont peu ; mais la quatrième classe, dans laquelle étaient compris des Kabyles très riches, a été divisée en trois nouvelles classes. On a laissé à 15 fr. les gens simplement riches ; mais les gens très riches ont été imposés à 50 fr.; ceux dont la fortune était plus considérable encore l'ont été à 100 fr. En réalité, avec l'imposition nouvelle, les Kabyles payent encore infiniment moins que les Arabes.

Contrairement à ce que prétend M. Pauliat, aucune modification n'a été apportée quant à l'âge auquel les Kabyles doivent payer l'impôt. La lezma n'est payée que par ceux qui sont en âge de porter les armes.

Sortons maintenant de la Kabylie. L'un des impôts que l'on trouve dans les autres régions est l'achour. Cet impôt ne portait, dans les départements d'Alger et d'Oran, que sur les céréales, blé et orge, par l'excellente raison qu'au moment où il a été établi il n'y avait pas d'autre culture ; dans le département de Constantine, au contraire, l'achour portait sur toutes les cultures. Mais on s'est demandé s'il convenait d'exonérer dans les deux premiers départements les cultures les plus riches aux dépens des plus pauvres. Il est certain que, quand on cultive du tabac, on en tire un revenu bien plus élevé que celui qu'on obtient avec du blé ou de l'orge. Quand on cultive les plantes maraîchères, il y a encore un bénéfice qu'on ne trouve pas avec les céréales. Il a semblé que le système qui était suivi à Constantine était le meilleur, et que toutes les cultures, quelles qu'elles fussent, devaient être comprises dans l'achour. Mais là encore l'administration algérienne a marché avec une extrême prudence. On s'est dit : bien que ces cultures fournissent un revenu considérable, il ne serait pas sage de les imposer plus que les céréales, parce qu'il y a là une initiative heureuse pour les Arabes ; il ne faut pas les décourager. En conséquence, on n'a prélevé sur ces cultures, très rémunératrices, que les impôts perçus sur les céréales.

Telles ont été les explications fournies par M. Tirman au sujet de l'augmentation des impôts arabes.

Pour ce qui est de la loi de 1873 sur la propriété indigène, M. Tirman déclare qu'en effet elle contient une disposition des plus dangereuses, celle qui vise l'art. 815 du Code civil ; mais il ajoute que la situation créée par cette disposition a été modifiée sur sa proposition par la loi de 1887. Cette loi a eu précisément pour but d'organiser une procédure spéciale pour créer un système tout différent de celui qui existe en vertu de l'art. 815 du Code civil; elle a prévu les difficultés signalées par M. Pauliat, et y a porté un remède qui a été jugé absolument efficace.

M. Pauliat a reproché à M. Tirman d'exproprier les indigènes pour la création de centres de colonisation. Cette critique avait déjà été produite à la Chambre en 1883, lorsqu'a été combattu le projet de loi des 50

millions ; et en présence de l'impression profonde que l'argument avait produite sur la Chambre, on n'a pas fait depuis ce moment une seule expropriation pour créer des centres. Tous les centres qui ont été créés depuis cette époque l'ont été à la suite de cessions amiables dans lesquelles la volonté des indigènes n'a été aucunement contrainte.

M. Pauliat se plaint aussi des immunités fiscales dont la population algérienne, française ou étrangère, bénéficie, alors que les indigènes sont écrasés d'impôts. Le gouverneur général compare les contributions payées par les indigènes et celles payées par les Européens. Le montant de toutes les contributions payees en Algérie au profit de l'État, des départements et des communes, s'élève à 80 millions. Les impôts arabes représentent, en principal et en centimes additionnels, 19 millions ; il y a donc 61 millions qui sont le produit d'autres impôts ; sur ces autres impôts, la part contributive des indigènes est d'environ 16 millions. Les indigènes payent donc, en définitive, 35 millions et les Européens 45 millions. Et si l'on considère le nombre des indigènes, qui est bien supérieur à celui des Européens, on voit que chaque indigène paye 11 fr. 05, et chaque Européen 105 fr. 10. M. Tirman fait remarquer qu'on paye en Algérie, à quelques différences près, tous les impôts qui sont payés en France. Comme impôts directs il y a la taxe foncière sur la propriété bâtie, et, au profit des communes, la taxe locative, qui représente la contribution personnelle et mobilière avec une aggravation. Quant aux contributions indirectes, il y a les douanes, les droits d'enregistrement, l'impôt sur les liquides, etc. Il y a aussi un impôt qui tient lieu des octrois de France, l'octroi de mer, établi dans l'intérêt des communes.

Au reste, convient-il de traiter au point de vue de l'impôt le colon algérien comme les habitants de la métropole ? L'impôt est la représentation de la somme de bien-être que l'État assure aux habitants. Il ne serait pas juste de frapper le colon algérien, placé dans un pays neuf où l'outillage industriel et commercial n'est pas terminé, et où, par conséquent, l'installation est toujours onéreuse, où les moyens de transport sont à l'état d'embryon, il ne serait pas juste de le frapper comme s'il était en France, où il a des avantages de toute nature dont il est privé dans la colonie. Et serait-ce un bon moyen d'encourager le peuplement que de dire à ceux qui voudraient venir s'établir en Algérie : « Vous n'aurez pas les mêmes avantages qu'en France, mais vous aurez les mêmes charges ? » Ce n'est pas tout. Le colon serait-il en état de supporter les impôts que supporte le paysan français. « Quand vous venez visiter l'Algérie, Messieurs, dit M. Tirman, nous avons le grand tort de vous montrer nos brillantes façades ; je veux parler des belles maisons qui se trouvent en bordure sur les quais d'Alger, des magnifiques vignobles que nous nous faisons une gloire d'étaler sous vos yeux ; c'est là le beau côté de la médaille, mais nous ne vous en montrons pas le revers. Le revers, c'est le bureau des hypothèques. Savez-vous, Messieurs, à combien s'élève la dette hypothécaire algérienne ? Elle s'élève à 700 millions. En présence d'une pareille dette, il est absolument impossible de traiter les colons algériens comme on traite les habitants d'un village de France

Mais n'a-t-on pas tort d'étendre aux étrangers le traitement de faveur concédé aux Français ? M. Pauliat a déclaré dans son rapport qu'il n'est pas admissible que les étrangers venant en Algérie jouissent des immu-

nités que la loi a accordées aux colons français. Il a déclaré que les étrangers sont un danger éventuel pour la colonie, et que nous n'avons aucun intérêt à les encourager à venir chez nous. Tel n'est pas l'avis de M. Tirman.

Les étrangers nous rendent de très grands services. Il y a certains ouvrages qui ne sont, pour ainsi dire, faits que par eux. Sans parler des travaux pénibles dont les ouvriers espagnols et italiens se chargent et pour lesquels nous ne trouvons pas toujours des ouvriers français, il y a certaines natures de culture dont les étrangers ont la spécialité, notamment la culture de l'alfa. Si nous n'avions pas les Espagnols, notre culture de l'alfa, qui procure un revenu important à l'Algérie, serait, en quelque sorte, laissée à l'abandon. Une autre culture, l'une des plus riches de la colonie, la culture maraîchère, est tout entière entre les mains des Mahonnais, et l'on ne saurait trop admirer les travaux qu'ils ont exécutés; leur compétence pour cette sorte de culture est, en quelque sorte, héréditaire. Et ils sont arrivés à louer jusqu'à 1,000 fr. l'hectare des terres qui sont aux environs de Fort-de-l'Eau et de Maison-Carrée, pour s'y livrer à la culture maraîchère. Il ne serait pas de bonne politique de nous priver de collaborateurs comme ceux-là.

Maintenant y a-t-il un danger sérieux dans le fait de la présence des étrangers en Algérie? M Tirman ne le pense pas. Les étrangers qui sont en Algérie, quand, par un scrupule qui est absolument respectable, ils n'ont pas abandonné leur nationalité d'origine, n'en sont pas moins des Algériens; leurs intérêts sont intimement liés à ceux du pays; leur mélange avec les Français est entier, complet. On en a une preuve dans le grand nombre de mariages qui ont été contractés entre étrangers et Français. En outre, depuis 1865, 15,000 étrangers ont été naturalisés sur leur demande. M. Dide faisait remarquer qu'un grand nombre de demandes de naturalisation émanaient d'Allemands; cela est vrai; mais il s'agit d'Allemands malheureux, d'Allemands qui n'ont pas pu opter, d'Alsaciens qui sont nos compatriotes et qui demandent à reprendre leur place dans la famille française.

Examinant d'autres critiques de M. Pauliat, M. Tirman dit qu'il lui a été reproché de laisser diriger vers d'autres pays le courant de l'émigration française, au lieu de le detourner au profit de l'Algérie. Le gouverneur général répond que, si nos concitoyens de la métropole ne viennent pas en assez grand nombre en Algérie, la faute n'en est pas à l'administration; elle n'a ni le droit de pratiquer le *compelle intrare*, ni le moyen de doter ceux qui seraient disposés à venir s'établir dans la colonie des avances qui, là comme ailleurs, sont indispensables pour tenter une entreprise agricole avec des chances de succès.

Quel que soit notre désir de voir se dévolopper la colonisation avec l'élément français, le peuplement ne doit pas être poursuivi d'une manière inconsidérée. Quand une famille de colons arrive en Algérie, on lui donne une concession dont l'étendue s'élève à 40 hectares au maximum. Eh bien! que ferait cette famillle si elle était dépourvue de ressources? Sur les quarante hectares, il faut commencer par en défricher une dizaine; il faut construire une maison, se procurer un mobilier, des instruments de culture, un cheptel; ce n'est pas tout; il faut vivre et faire vivre la famille jusqu'à ce que les terres défrichées aient pu être cultivées et produire. Tout cela

demande un capital de 6 à 10,000 francs. Celui qui ne l'a pas ne peut pas plus réussir en Algérie qu'ailleurs. S'il veut essayer quand même, il fait appel au crédit. Or, le colon qui débute par un appel au crédit a huit chances sur dix de se ruiner d'une façon complète.

Nous devons être aussi très prudents quand il s'agit d'appeler des ouvriers dans la colonie ; car ils rencontrent en Algérie une concurrence terrible. La main-d'œuvre indigène est à meilleur marché que la main-d'œuvre française. Les indigènes, ayant moins de besoins, exigent un salaire moins élevé. Les ouvriers qui viendraient inconsidérément seraient probablement condamnés à la misère.

« Je crois avoir agi très prudemment, dit M. Tirman, en n'exposant pas des Français qui viendraient en Algérie à s'en retourner presque aussitôt dans la métropole pour jeter aux quatre coins de leurs départements l'écho de leurs déceptions, et détourner ainsi de la colonie ceux qui seraient en état d'y prospérer. En un mot, je ne veux pas qu'on revienne de l'Algérie comme on revient aujourd'hui de la République argentine. »

L'œuvre de M. Tirman en matière de colonisation a été d'apporter dans le choix des concessionnaires plus de discernement qu'on ne l'avait fait précédemment. En 1848, par exemple, on a amené en Algérie des fournées d'ouvriers parisiens Ces gens qu'on voulait improviser agriculteurs n'ont rien fait ; les villages créés à cette époque subsistent encore, mais ce sont de nouvelles couches de colons qui en cultivent les terres ; c'est à peine s'il reste 1 0/0 de ceux qui étaient venus en 1848. De même, autrefois, on estimait qu'il était bon de concéder des terres à ceux qui avaient rendu des services en Algérie, à leurs familles, aux anciens soldats, à tous ceux qui avaient servi la cause algérienne ; certes le sentiment était excellent, mais ce n'était pas le moyen d'avoir de bons colons. Il ne faut pas que les concessions soient considérées en quelque sorte comme des bureaux de tabac.

M. Tirman a pensé que le meilleur moyen de favoriser la colonisation était de bien choisir les colons. Pour cela, il a posé un principe qui a toujours été rigoureusement observé, à savoir qu'il ne serait donné de concessions qu'à des cultivateurs de profession. Les colons ont été surtout choisis parmi les vignerons du midi de la France que le phylloxera avait ruinés. Et le gouverneur général a exigé qu'ils fussent en possession d'un capital. De plus, pour donner satisfaction aux besoins du peuplement, entre ceux qui réunissent les deux conditions d'être cultivateurs et d'avoir un capital, la préférence est donnée à ceux qui ont le plus d'enfants.

M. Tirman reconnait qu'il a donné des concessions à des Algériens ; il leur a, dans ces derniers temps, attribué à peu près la moitié des concessions. Sait-on pourquoi ? Parce qu'il s'agissait de villages pour lesquels il ne trouvait pas d'immigrants, et surtout de villages dans lesquels l'acclimatation est très difficile pour de nouveaux venus. Le gouverneur général estime qu'il est indispensable, si nous voulons qu'un centre prospère, de placer les colons émigrant de France en quelque sorte sous la tutelle et la protection des colons algériens.

M. Pauliat a formulé dans son rapport une autre plainte que M. Tirman ne peut pas laisser sans réponse ; elle est relative au budget des départements algériens. M Pauliat trouve que les départements algériens sont trop bien traités par l'État, qui leur abandonne la moitié de l'impôt arabe ;

la preuve, c'est que tous les ans ces départements inscrivent à leur budget des excédants de recettes extrêmement considérables.

M. Tirman croit que la critique ne porte guère. Il met le Sénat au courant des finances départementales de l'Algérie. Les budgets départementaux sont alimentés par les cinq dixièmes de l'impôt arabe. Ce prélèvement constitue environ la moitié des ressources des départements. Or le revenu que les départements trouvent dans l'impôt arabe est un revenu essentiellement aléatoire. Le rendement des impôts arabes varie, suivant l'importance des récoltes, de 7 à 14 millions. Par conséquent, les ressources départementales peuvent, à la suite de mauvaises récoltes, être considérablement diminuées Le budget départemental a donc, en définitive, à faire face avec des recettes tres aleatoires à des dépenses fixes, qui ne peuvent pas être différées. M. Tirman a proposé la modification de ce système ; il aurait voulu que l'État donnât aux départements une subvention calculée sur le rendement moyen de l'impôt arabe ; de la sorte, l'alea eût été supporté par l'État Jusqu'à présent cette réforme n'a pas pu aboutir ; mais les départements y suppleent par une grande prévoyance. Dans les bonnes années ils font des économies pour les mauvaises. C'est là l'explication des excédants de recettes que l'on constate dans les budgets départementaux. Ces excédants sont destinés à faire face aux difficultés résultant du retour périodique de ce qu'on appelle en Algérie les vaches maigres, qui succèdent toujours aux vaches grasses.

Le gouverneur général s'occupe aussi d'un reproche qui a été souvent fait à l'Algérie : l'Algérie, dit-on, est pour la métropole une charge énorme ; elle coûte beaucoup à la France, alors qu'elle pourrait lui rapporter. M. Tirman estime qu'on ne doit pas porter au compte de l'Algérie les garanties d'intérêt des chemins de fer, car ce sont simplement des avances remboursables et productives d'intérêt. On ne doit pas non plus mettre à son compte les annuités de la dette publique relatives à d'anciens travaux faits en Algérie ; ces annuités n'incombent pas plus à la colonie que les frais de la conquête. En outre, les dépenses militaires ne doivent pas être portées tout entières au débit de l'Algérie ; on doit mettre simplement à son débit les dépenses de la force publique, celles qui sont nécessaires pour maintenir l'ordre et assurer la sécurité ; M. Tirman fixe ce chiffre, pour être très large, aux deux cinquièmes des dépenses militaires. Cela posé, l'Algérie coûte chaque année à la métropole 19 millions ; c'est là le chiffre auquel se borne réellement le déficit annuel.

Encore faut-il remarquer que ce déficit c'est ce que l'on voit. A côté de ce que l'on voit, il y a, selon la formule bien connue de Frédéric Bastiat, ce qu'on ne voit pas. Or ce qu'on ne voit pas, ce sont les sommes considérables dont la colonie accroît indirectement la fortune publique et les produits du Trésor. L'Algérie a un mouvement commercial de plus de 500 millions. Sur ces 500 millions, il y a 200 millions de marchandises qu'elle achète à la métropole. Eh bien, s'imagine-t-on ce que peuvent rapporter à la France 200 millions de marchandises exportées en Algérie : droits de douane perçus sur les matières premières fournies par l'étranger et manufacturées en France avant d'être importées en Algérie ; impôt foncier payé par les producteurs agricoles ; droits de patente auxquels sont soumis les établissements industriels qui manufacturent les marchandises et les commerçants qui les vendent ; impôt sur la petite vitesse, etc. ? Si l'on veut

bien se rendre compte de tout ce qui entre de ce chef dans les caisses de l'Etat, de ce qui entre directement, on peut affirmer que, non-seulement l'Algérie ne coûte rien à la France, mais qu'elle lui rapporte, et qu'elle lui rapporte des sommes considérables. Et l'on remarquera que M. Tirman ne fait pas entrer en ligne de compte tous les bénéfices qui sont recueillis par les Français, par les maisons de commerce françaises, par tous ceux qui fabriquent, vendent ou transportent des produits ; il n'a parlé que des bénéfices encaissés par l'État.

Une partie du discours de M. Tirman est consacrée au projet de budget spécial. Si ce budget a été bien vu des économistes, il a rencontré dans le Parlement des adversaires ou des résistances ; M. Tirman ne veut pas discuter le budget spécial; l'heure n'est pas venue d'en aborder l'examen, mais il veut indiquer les raisons qui l'ont amené à le proposer.

Il constate d'abord l'insuffisance des crédits votés chaque année pour l'Algérie. Si l'on n'a pas fait plus pour l'instruction des indigènes, c'est faute de fonds. Si la sécurité n'est pas assurée en Algérie d'une manière complète, c'est faute des crédits nécessaires : en Algérie, où l'on trouve une population hétérogène, d'un côté les indigènes dont la civilisation n'a pas développé le sens moral, de l'autre les étrangers, extrêmement nombreux, puis l'armée roulante composée de tous les déclassés et de ceux qui n'ont pas voulu travailler la terre, de tous ces gens qui ne vivent que de vol et de rapine, en Algérie, dit le gouverneur général, il faudrait proportionnellement plus de gendarmes qu'en France, et, faute de fonds, il y en a moitié moins. C'est encore l'insuffisance des crédits qui empêche de mettre en valeur les forêts de l'Algérie. Actuellement les forêts algériennes, dont l'étendue est de 2,500,000 hectares, rapportent 500,000 fr., tandis que, si l'on pouvait dépenser les sommes nécessaires pour les mettre en valeur, elles produiraient au moins un revenu de 25 millions. De même, les hauts-plateaux de l'Algérie, qui sont immenses, pourraient nourrir 40 millions de moutons; mais ils manquent de points d'eau, de ce qu'on appelle des *r'dirs ;* et l'administration ne fait pas ces r'dirs parce qu'elle n'a pas d'argent Il en est ainsi pour toutes les autres dépenses productives; l'administration ne peut pas les entreprendre parce qu'elle n'a pas d'argent.

M. Tirman a essayé de se procurer de l'argent en faisant appel au Parlement pour une augmentation de crédits ; la situation financière n'a pas permis de les obtenir ; elle a même forcé les Chambres à réduire les crédits qui étaient alloués auparavant.

Alors le Conseil supérieur de l'Algérie a imaginé cette combinaison du budget spécial, qui n'impose, selon le gouverneur général, aucune charge à l'Etat et ne pèse en aucune façon sur le budget de l'exercice, par la raison qu'aujourd'hui le montant des revenus de l'Algérie correspond aux crédits donnés par le Parlement (1).

---

(1) Dans le budget spécial ne figurent ni les garanties d'intérêt des chemins de fer algériens (M. Tirman les évalue pour 1890 à 17 millions), ni les annuités de la dette publique relatives à d'anciens travaux executés en Algérie (9 millions en chiffres ronds), ni pour aucune portion les dépenses militaires (50 millions) : toutes ces dépenses restent à la charge du budget de la métropole (V. *Rev. Alg.*, 1888. 1. 14). Le budget spécial ne comprend

« Mais, continue M. Tirman, quels avantages, dira-t-on, pouvez-vous trouver à recueillir directement les impôts au profit de l'Algérie, alors qu'on vous donne aujourd'hui la même somme en crédits ? L'avantage que nous y trouvons, Messieurs, est considérable, et je vais vous l'indiquer : c'est que, depuis 1870, nous avons une progression annuelle de recettes qui est en moyenne de près de 1,500,000 fr. Si nous possédions le budget spécial, nous disposerions de nos excédents de recettes ; mais, comme nous ne sommes pas ingrats vis-à-vis de la métropole, nous ne proposons pas de les prendre pour nous seuls ; nous offrons à la métropole de les partager avec nous. »

Ce qui a fait le plus grand tort au budget spécial, c'est que ce n'est pas sous ce nom-là qu'on l'a connu, c'est sous celui de budget autonome. Or, jamais il n'est entré dans la pensée du Conseil superieur, ni dans celle de M. Tirman, de faire un budget autonome. Qu'est-ce qu'un budget autonome ? C'est un budget qui est voté, en vertu d'un pouvoir de décision propre, par une assemblée élue ; qui est alimenté par des ressources appartenant à la personne civile intéressée, ressources dont l'assemblée locale fixe la nature et la quotité dans les limites déterminées par la loi. Le budget spécial présenterait-il un seul de ces caractères ? Aucun. Préparé par le gouverneur général, discuté par le conseil supérieur de l'Algérie, qui demeurerait une assemblée consultative, il serait envoyé au conseil des ministres, qui le modifierait à son gré, et soumis ensuite au Parlement pour être voté dans les mêmes conditions que le budget général de l'Etat, où il figurerait sous forme d'avances.

On a signalé le danger d'une autonomie budgétaire qui serait, dit-on, un acheminement à l'autonomie politique, au *home rule*. Voilà de bien grands mots pour une réforme des plus modestes. Il ne saurait être question d'autonomie budgétaire. La mesure dont il s'agit se réduit, dans la forme, à la réunion en un seul tout des éléments actuellement épars du budget de l'Algérie, quant au fond, à l'affectation aux besoins de l'Algérie, mais sous réserve d'un prélèvement au profit de la métropole, des produits et revenus recouvrés par le trésor dans la colonie.

Au reste, il faudrait connaître bien peu la population française d'Algérie pour admettre la possibilité du danger redouté. Alors même que l'Algérie ne serait pas étroitement unie à la France par le voisinage, par la communauté des mœurs, des traditions et des intérêts, par sa représentation au Parlement, par la protection de l'armée nationale, ne le serait-elle pas par son patriotisme éprouvé et par son ardent attachement aux institutions républicaines ?

M. Tirman insiste, en dernier lieu, sur un reproche adressé à l'Algérie. On a reproché à l'Algérie la prétendue lenteur de sa colonisation ; mais a-t-on oublié qu'il est peu de colonies étrangères, même parmi les plus prospères, qui aient atteint l'âge adulte avant un siècle ? Or, si le drapeau français a été planté sur la plage de Sidi-Ferruch, en 1830, ce n'est qu'en 1857, par la soumission de la Kabylie, que la conquête a été terminée.

---

que ce que M. Tirman appelle les dépenses normales. M. Tirman déclare que pour 1890 ces dépenses s'élèvent à 46 millions, et que, pour la même année, les recettes de l'Algérie, d'après les prévisions du budget, représentent pour l'État 46 millions.

Et il faut aussi se rendre compte des difficultés de l'entreprise : « Jamais une entreprise coloniale, a dit M. Paul Leroy-Beaulieu, n'a offert à un peuple civilisé d'aussi grandes difficultés que notre entreprise algérienne. L'Algérie n'est pas une terre quasi-vacante, comme l'étaient, à l'origine, l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis ; elle ne peut donc, comme ces dernières contrées, être simplement une colonie de peuplement servant de deversoir à l'exubérance de la population de l'Europe. L'Algérie n'est pas davantage une terre où le sol soit occupé et cultivé par une population dense, de mœurs douces, comme les Indes ou l'île de Java, et ne peut être, comme ces dernières, une pure colonie d'exploitation. La colonisation de l'Algérie est sans précédent et sans analogie dans l'histoire ou dans les temps présents. »

L'Algérie, fait remarquer M Tirman, a eu cette singulière fortune d'être citée par nos concitoyens comme un exemple de l'inaptitude de notre race à tirer parti de nos possessions, alors que, plus justes envers nous que nous-mêmes, les étrangers voient dans le rapide développement de l'Afrique française la preuve de notre génie colonisateur.

M. Pauliat trouve que le gouverneur général, qui s'était presque engagé à réfuter toutes ses allégations, n'a pas répondu à beaucoup d'entre elles. Les critiques concernant l'instruction des indigènes, le peuplement de l'Algérie, l'élévation des impôts arabes, etc., conservent toute leur force.

M. Pauliat insiste sur les concessions de terres faites aux Algériens. « Tous les ans nous votons un crédit de 2,800,000 fr. ; mais ce crédit il est destiné à la colonisation et au peuplement de l'Algérie, et dans l'esprit de tous rien ne doit en être détourné pour être attribué aux colons déjà existants ». Le but du crédit est de doter l'Algérie de nouveaux habitants.

L'orateur reproche à M. Tirman d'avoir déclaré devant le conseil supérieur que les cinq dixiemes des impôts arabes étaient attribués par l'État aux départements ; il n'en est rien, absolument rien ; le décret du 22 octobre 1875 a donné à ces crédits le caractère d'une simple subvention accordée provisoirement par la métropole jusqu'à ce qu'une loi vînt établir en Algérie des impôts directs.

M. Pauliat serait curieux de savoir sur quoi le gouverneur général s'appuie pour soutenir que la charge des impôts s'élève pour la population europeenne d'Algérie à 105 fr. par tête, alors que les Algeriens ne payent pas une série d'impôts existant dans la métropole, et dont l'orateur donne l'énumération. Il faudrait travailler à l'assimilation fiscale des Algériens avec leurs concitoyens de la metropole.

On dit que la dette hypothécaire est de 700 millions ; M. Pauliat déclare à ce propos que le gouverneur général aurait dû étudier la question du prêt. Il se plaint de la liberté de l'usure. L'usure ronge les départements algériens. L'orateur cite le cas du comptoir d'escompte de Tizi-Ouzou qui prêterait à 16 fr. pour trois mois, c'est-à-dire 64 0/0 par an.

M. Mauguin a été très étonné lorsque M. Pauliat a prétendu que le gouverneur général ne l'avait pas réfuté ; à son avis, la réfutation a eté complète.

Répondant aux faits articulés dans le second discours de M. Pauliat, le sénateur du département d'Alger dit que des 25,000 demandes adressées

par des métropolitains pour obtenir une concession en Algérie, il faut défalquer celles qui émanent des personnes n'étant pas dans les conditions voulues pour coloniser. Ces demandeurs mis de côté, il en reste peu qui n'aient pas obtenu satisfaction. Et cependant, par suite de l'insuffisance des crédits, le nombre des concessions est très restreint ; on ne peut donner que 300 concessions par an.

M. Pauliat ne voudrait pas qu'on donnât des concessions aux Algériens. Mais nos émigrants français ont eu eux des moniteurs. Il ne faut pas croire que la culture se fasse en Algérie comme elle se fait en France. N'avons-nous pas en France même des différences qui tiennent à la culture du sol ? Est-ce que dans le Nord on cultive comme dans les Bouches-du-Rhône ? La difference entre ces deux départements est à peu près celle qui sépare la France de l'Algérie. Eh bien ! n'a-t-on pas besoin de ces moniteurs, de ces guides sérieux, et n'est-ce pas rendre un service considérable aux émigrants que de les associer à cette race acclimatée, à cette race de travailleurs qui pourra leur donner d'utiles conseils ?

On prétend que les indigènes sont écrasés d'impôts. M. Mauguin soutient le contraire et ajoute : « Mais ils ne se plaignent pas les Arabes ! Oh ! je comprends que quand un sénateur va se promener en Kabylie et va dire aux Kabyles : Exposez-moi vos doléances, le Kabyle interrogé ne manque pas de répondre : Il me semble que je paie un peu cher. — Fort bien, je m'occuperai de vous. Cela est traduit et répandu immédiatement. L'électricité n'existe pas, il est vrai, en Kabylie, mais la pensée, la parole s'y répandent aussi vite qu'en Europe avec le télégraphe. Aussi rencontrerez-vous bientôt sur votre passage des milliers de Kabyles venant se plaindre..... Non, les Kabyles ne se plaignent pas, comme on le pense, ou, s'ils se plaignent, ce n'est qu'à ceux qui viennent provoquer leurs plaintes. »

Si M. Pauliat trouve que les indigènes sont écrases d'impôts, en revanche il trouve que les colons n'en paient pas assez. Mais ce n'est pas en offrant aux émigrants la perspective de les accabler d'impôts qu'on les attirera en Algérie. D'ailleurs, les Algériens ne se sont jamais montrés récalcitrants pour le paiement des impôts ; depuis longtemps, les conseils généraux ont demandé l'établissement d'impôts que certaines zones pourraient supporter. Mais il ne faut pas oublier qu'un pays qui se crée a des grosses charges et que, si on vient encore l'accabler d'impôts, on le met dans l'absolue impossibilité de vivre. Le premier impôt que paient en ce moment les Algériens, c'est cette dette hypothécaire de 700 millions que les colons ne sont pas assez riches pour acquitter ; et ces 700 millions, ce sont les notaires de la métropole qui en encaissent les intérêts.

A propos de la dette hypothécaire, M. Mauguin dit qu'il a été fait grand bruit du taux d'intérêt payé par les Kabyles au comptoir d'escompte de Tizi-Ouzou. Mais il faut songer qu'entre les Kabyles le taux de l'intérêt est de 200 0/0 par an. D'ailleurs, il résulte d'une protestation du directeur du comptoir d'escompte de Tizi-Ouzou, reçue pendant la discussion, qu'il n'a jamais prêté à un taux plus élevé que celui de 12 0/0 par an, augmenté d'une commission de 4 0/0 par an, ce qui faisait 16 0/0 par an et non par trimestre, et depuis plusieurs années le taux a été réduit à 8 0/0.

Examinant ensuite ce que l'Algérie coûte à la France, l'orateur fait remarquer qu'il ne faut pas mettre au débit de l'Algérie la totalité des dépenses militaires. Si l'Algérie n'existait pas, la France aurait tout de

même dix-neuf corps d'armée. Le 19e corps n'est pas spécialement destiné à l'Algérie. « Toutes les fois, dit M. Mauguin, que la France a eu besoin de ses soldats, soit pour le Mexique, soit pour l'Italie, soit pour la France, soit pour le Tonkin, c'est l'armée de l'Algérie qui a commencé à donner. Elle est donc à la disposition du pays; c'est très juste mais est-il aussi juste que vous portiez le compte de ces dépenses entièrement à notre charge? Vous ne le faites pas pour les autres départements français. »

M. Mauguin parle aussi des rapports des colons avec les indigènes. On dit que les colons français sont les ennemis des Arabes ; cela n'est pas exact. Les Algériens sont persuadés qu'il ne serait pas possible de faire exécuter les travaux des champs s'ils n'avaient pas les indigènes comme auxiliaires. « Les Algériens pensent assimiler les indigènes, soit par le travail, soit par l'instruction ; mais ce sera long, très long. »

Par le travail on y arrivera petit à petit. Les indigènes viennent très volontiers travailler chez les colons.

Par l'instruction ce sera bien plus difficile. L'indigène est persuadé que toutes les fois que nous obligeons un de ses enfants à aller dans une école, c'est pour lui faire perdre sa foi et lui inculquer les notions du christianisme. Tant que les indigènes auront cette idée, nous pourrons les assimiler difficilement par l'instruction. D'ailleurs les indigènes n'éprouvent pas le besoin de s'instruire ; ils vont dans les zaouias tout simplement pour remplir des devoirs religieux, et non pour s'instruire. Des efforts considérables ont été faits pour donner l'instruction aux indigènes ; mais les indigènes ne l'apprécient pas. A un certain moment le gouvernement militaire avait établi une école des arts-et-métiers à Fort-National, en pleine Kabylie ; on enseignait aux Kabyles à travailler le fer, en même temps qu'on leur donnait l'instruction primaire. Lorsque l'insurrection de 1871 est arrivée, le premier acte des élèves fut de mettre le feu à l'école. Un collège arabe-français avait été créé à Alger ; il recevait comme élèves les fils des chefs indigènes ; c'était une obligation qu'on imposait aux chefs, car ils n'auraient pas envoyé leurs enfants de bonne volonté. On a dû fermer cet établissement parce qu'il ne donnait pas de résultats. Les seuls élèves sortis de ce collège sont les interprètes que M. Pauliat stigmatisait à la tribune du Sénat. Nous avons au lycée d'Alger des élèves indigènes ; le gouvernement supplie les parents d'y envoyer leurs enfants, auxquels des bourses sont données ; ce sont les chefs indigènes qui envoient leurs enfants, pour ainsi dire contraints et forcés. « Dans toutes nos écoles communales, ajoute M. Mauguin, les indigenes sont admis gratuitement ; elles sont ouvertes à tous les enfants de la commune, mais aucun enfant indigène n'y vient... Cela a tellement frappé la municipalité d'Alger qu'il y a quelques jours elle a pris une délibération émettant le vœu que l'obligation de l'instruction soit appliquée aux jeunes indigènes de la ville d'Alger. Un conseiller municipal indigène musulman, docteur de la faculté de médecine de Paris, a voté avec les conseillers français, mais à la condition que le conseil municipal voterait des subsides pour indemniser les parents du temps que perdraient les enfants qui fréquenteraient l'école. »

Si l'on a éprouvé bien des déboires, il ne faut pas se décourager Les représentants de l'Algérie, à chaque session budgétaire, demandent au Parlement de faire des efforts, de voter des fonds pour essayer d'amener les indigènes dans nos écoles ou dans les écoles que nous ferions cons-

truire à leur usage. Dans le département d'Alger il a été fait davantage. Le conseil général, sur les fonds départementaux, a voté des subsides importants pour subventionner des écoles manuelles, écoles dans lesquelles, pendant certaines heures, les indigènes apprennent à lire et à écrire, et pendant une autre partie de la journée sont occupés à travailler. Suivant la région on leur apprend l'état de menuisier, de maçon, même d'arroseur de champs et de fabricant de tapis. C'est là, pour M. Mauguin, le seul moyen d'arriver à des résultats heureux. Les indigènes petit à petit posséderont l'instruction primaire nécessaire pour lire et écrire, faire les quatre règles, et auront dans les mains un métier qui leur donnera les moyens de gagner leur vie. Et lorsqu'on leur aura inculqué le goût du travail, le goût de l'instruction viendra.

Pour la justice, M. Mauguin constate qu'un des griefs de M. Pauliat, c'est qu'on envoie en Algérie des juges de paix qui ne parlent pas l'arabe, et il répond : « Nous serions enchantés d'avoir des juges de paix parlant parfaitement l'arabe ; cela nous épargnerait des interprètes. Malheureusement cela n'est pas possible pour le moment ; la matière manque ; nous espérons bien que plus tard nous y parviendrons. Monsieur le ministre de la justice est d'ailleurs tout disposé, je crois, à donner de l'avancement principalement à ceux qui apprendront l'arabe. »

M. DE CÈS-CAUPENNE commence par déclarer qu'il aime vivement l'Algérie, où il a passé les vingt-cinq plus belles années de sa vie, mêlé aux événements coloniaux et administratifs. Il n'a l'intention ni de combattre l'interpellation de M. Dide, ni d'accepter complètement les théories et les arguments de M. Mauguin ; il apporte tout simplement l'expérience qu'il a pu acquérir.

Cette discussion a pour origine un rapport de la commission des finances ; et peut-être le rédacteur de ce document ne s'est-il pas rendu compte de la portée de ce qu'il écrivait. M. de Cès-Caupenne se demande si en Angleterre on aurait supporté qu'une commission se prononçât, à l'égard des colons venus de la métropole, en termes aussi durs que ceux dont s'est servi M. Pauliat.

Dans ce rapport l'orateur voit rééditer aujourd'hui contre les Français algériens les mêmes calomnies que celles qui ont été publiées autrefois en 1863 par un conseiller de gouvernement, qui écrivit une série de brochures contre la colonisation européenne, notamment une restée célèbre, intitulée : *Indigènes et immigrants*. Ce conseiller de gouvernement, pour donner plus de poids à son ouvrage, avait cru convenable, lui ancien Saint-Simonien, de se convertir à l'islamisme. Il accompagna l'empereur dans son voyage en Algérie, fut son interprète, et à la suite de ce voyage on arriva à la fameuse conception du royaume arabe. Ces publications furent réfutées à la même époque par deux hommes dont les Algériens ont conservé le souvenir : M. Jules Duval, directeur de l'*Économiste français*, et le docteur Warnier, député de l'Algérie en 1871. « Il m'est impossible, dit M. de Cès-Caupenne, de ne pas voir dans le rapport de l'honorable M. Pauliat, dans la façon dont la presse algérienne et la presse française l'ont accueilli, une ressemblance qui me frappe singulièrement. Ce n'est pas précisément le royaume arabe dont on a rêvé la résurrection ; mais c'est une République aristocratique algérienne ; c'est un ballon d'essai ;... mais soyez sûrs

qu'avant peu de temps, soit au Sénat, soit à la Chambre des députés, on réclamera pour les indigènes des droits électoraux, et, si nous n'y prenons garde, le suffrage universel rendra aux familles dirigeantes l'autorité qu'il a été de bonne politique de leur enlever. D'un autre côté on demandera la suppression du gouverneur général civil; le commandant du 19e corps, ayant sous sa tutelle la direction des territoires de commandement, deviendra naturellement le gouverneur général de l'Algérie, le gouverneur militaire... »

M. de Cès-Caupenne ne sait pas si l'administration de M. Tirman est exempte de toute critique; mais ce dont il est convaincu, c'est que la politique coloniale, prise dans ses grandes lignes, a été bonne, parce que le gouverneur général a voulu démocratiser l'administration en enlevant aux anciennes familles indigènes la suprématie qu'elles avaient autrefois. Aussi M. Tirman a-t-il accumulé sur sa tête toutes les malédictions de ceux qui rêvent le retour à l'ancienne féodalité arabe, et qui, par des moyens détournés, cherchent à reprendre aujourd'hui leur ascendant sur leurs coreligionnaires.

M. Pauliat a recueilli « dans un chef-lieu de canton » des plaintes qu'encourageait d'ailleurs la manière dont il s'est présenté, et il les a données comme le résultat de la situation indigène dans toute l'Algérie. S'il avait visité toute l'Algérie depuis la frontière tunisienne jusqu'au Maroc, il n'aurait pas entendu les mêmes réclamations.

Dans ses rapports avec les colons, l'indigène n'est l'objet d'aucune tracasserie de leur part. M. de Cès-Caupenne les a vus jadis; ils sont aujourd'hui ce qu'ils étaient autrefois. Lorsqu'on crée un centre, il s'établit entre l'indigene et le colon des relations aussi cordiales que possible. Le colon a besoin de l'indigène pour ses travaux. Dans les relations journalières de la vie, il n'y a entre eux aucune différence: l'indigène devient l'hôte du colon, et l'antipathie dont on est venu parler à la tribune du Sénat n'existe pas.

De son côté, l'administration française s'est montrée pour l'indigène aussi paternelle que possible sans parler de notre tolérance en matière religieuse, poussée si loin que nous avons accepté le fonctionnement des zaouias où est enseignée la haine du nom français, nous avons garanti à l'indigène la paix, la sécurité; nous lui avons donné par le sénatus-consulte de 1863 la possession de territoires qu'il n'avait jamais espérés.

Le sénatus-consulte a même amené cette conséquence que le gouvernement n'a plus eu de terres à donner pour la colonisation. Les choses sont restées ainsi de 1863 à 1871. En 1871, les indigènes se sont révoltés; on a mis le séquestre sur leurs biens, et c'est sur ces biens séquestrés qu'il a été possible au gouvernement général de créer de nouveaux centres. Maintenant il n'y a plus de terres à donner; on a 25 ou 30,000 demandes, mais il n'y a plus de terres. Que reste-t-il à l'élément français pour se développer? Les transactions entre les indigènes et les Européens.

Seulement qu'est-il arrivé lorsque, pour permettre ces transactions, on a essayé de faire passer les indigènes de l'état de la collectivité à l'état de la propriété individuelle? Les indigènes ne se sont pas rendu compte de ce que valait dans leurs mains le titre qu'on leur donnait. « Ils se sont empressés, dit M. de Cès-Caupenne, de le convertir au plus tôt en argent. Ils ont avec ce titre acheté, au delà de leurs moyens, femmes, chevaux, armes. Ils ont

agi comme des fils de famille prodigues; et puis il en est résulté qu'à un moment donné, au lieu d'être proprietaires, ils ont été réduits à l'état de fermiers ou de métayers. Que voulez-vous que nous y fassions? Est-ce que vous pouvez installer au pied de chaque douar, de chaque tente ou de chaque gourbi, un tuteur pour garder l'Arabe que vous avez fait passer de l'état collectif à l'état individuel? Cela n'est pas possible. Et cependant que faire? Faut-il revenir, dans l'intérêt des indigènes, à la collectivité d'autrefois? C'est peut-être ce que l'on désire, parce que cette collectivité d'autrefois nous ramènerait à l'influence des grands chefs indigenes. »

Venant à la question de l'assimilation, M. de Cès-Caupenne déclare qu'il ne la croit pas possible. Qui dit assimilation dit fusion; eh bien, selon M. de Cès-Caupenne, il n'y a pas de fusion possible entre le Français et l'indigène musulman, par la raison bien simple que pour cette fusion il manque l'élément majeur, c'est-à-dire la femme. Arrivera-t-on à l'assimilation par l'instruction? Le long séjour que l'orateur a fait en Algérie lui fait supposer que là encore nous échouerons dans notre tentative.

On a dit qu'il fallait donner aux indigènes les droits électoraux; M. de Cès-Caupenne s'élève vivement contre cette idée dont l'application serait dangereuse pour la sécurité de la colonie. Il est vrai qu'on les a accordés en 1871, un peu prématurément d'ailleurs, aux Israélites; mais on tombe dans l'absurde lorsqu'on tire de là un argument pour les donner aux indigènes musulmans. Tout ce qu'on peut admettre, c'est que, soit dans les conseils municipaux, soit dans les conseils généraux, l'indigène reçoive une part plus grande de représentation.

En ce qui concerne les immunités fiscales dont bénéficie l'Algérie, M. de Cés-Caupenne admet parfaitement que les Algériens aient reçu jusqu'à présent certaines faveurs. Mais il admet aussi que dans certaines villes et même dans certaines campagnes, le moment soit venu d'imposer des immeubles exempts jusqu'à ce jour. Toutefois, il faut procéder à cette extension des impôts avec beaucoup de ménagements; il faut exonérer les cultures nouvelles, ces cultures d'avant-garde auxquelles se livrent les colons algériens, et les exempter pendant dix ou quinze ans du payement de toute espèce d'impôts; c'est le seul moyen d'attirer en Algérie des colons. En outre, le moment n'est pas venu d'uniformiser l'impôt dans toute l'Algérie; il y a des zônes où l'impôt peut être payé facilement par l'Européen et d'autres où il ne peut pas être perçu.

M. de Cés-Caupenne n'est pas partisan du budget spécial. Du reste, il croit que les sénateurs et les députés de l'Algérie devraient le refuser; car le jour où l'Algérie aura un budget spécial, le budget de la France lui sera complètement fermé.

Il conclut en demandant la nomination d'une commission chargée d'examiner certains points qui n'ont pas été entièrement élucidés par les longs débats qui se sont déroulés à la tribune du Sénat; ces points sont les suivants : Quelles ont été pour l'Algérie les conséquences du sénatus-consulte de 1863? Quelle est l'importance des terres susceptibles d'être livrées à la colonisation? Peut-on s'en procurer d'autres que celles qui sont indiquées dans les rapports officiels? Y a-t-il lieu d'accorder aux indigènes une part plus grande de représentation dans les conseils municipaux et départementaux? Y a-t-il lieu de modifier les attributions du gouverneur général?

M. Constans, ministre de l'intérieur, produit des chiffres destinés à démontrer que les indigènes payent comme impôt 11 fr. 04 par tête, et les Européens 105 fr. 22. Il croit cette démonstration de nature à rassurer M. Pauliat.

Il ajoute que faire de la colonisation dans le seul intérêt des indigènes, cela peut être une opération sentimentale et philosophique digne d'encouragement ; mais une grande nation comme la nôtre ne doit pas exposer la vie de milliers de ses enfants, sacrifier des capitaux considérables dans le seul but d'améliorer le sort de ceux qui sont sous notre domination et sous notre tutelle. Les colons en arriveraient à regretter d'être les conquérants, et à envier la situation de ceux qui ont été conquis. Les indigènes de toutes nos colonies ont droit à notre justice ; nous leur devons même notre bienveillance ; mais on ne doit pas sacrifier la métropole à l'intérêt spécial des indigènes. Lorsque des citoyens français vont risquer leur fortune, exposer leur vie, celle de leur famille, de leur femme et de leurs enfants, il est bien juste qu'ils soient mieux traités que ceux chez lesquels ils vont se fixer en affrontant des dangers de toute espèce.

Le ministre entre dans des explications détaillées sur le taux de l'intérêt en Algérie. Pendant longtemps, il n'était pas rare de voir en Algérie des prêts consentis à 60, 70, 80 0/0. Ces prêts étaient faits, non pas par des compagnies, mais par ce qu'on appelait des comptoirs, c'est-à-dire par des particuliers installés dans une ville de province, et qui, là, exploitaient personnellement l'indigène. C'était l'œuvre d'un particulier, et non pas celle d'une association opérant librement sous les yeux de l'administration. Il y a quarante ans, en 1851, le gouvernement a créé à Alger une banque privilégiée pour faciliter le développement des transactions. Cette banque prête sur deux signatures, à un taux d'intérêt qui n'est jamais arrivé à 6 0/0, et qui est aujourd'hui de 5 0/0. Elle a favorisé l'installation de comptoirs ; il s'en est établi dans toutes les provinces. Dans tous ces comptoirs, qui transmettent leur papier à la Banque, le taux de l'intérêt ne dépasse pas 8 0/0 ; cela se passe du moins ainsi depuis quelques années. Dans une seule ville, il y a un comptoir qui prête à 12 et à 16 0/0 par an. Voici comment on peut s'expliquer l'écart qui existe entre ce taux et celui des autres comptoirs. Le comptoir dont il est question est en plein pays kabyle. En Kabylie, la propriété privée est reconnue. Or, les prêteurs d'argent constituent des prêts par des actes notariés, par la raison très simple qu'il n'y a pas un Kabyle qui soit capable de rédiger un billet ou de faire une lettre de change. Le prêteur a les frais de l'acte à sa charge ; des terrains sont toujours donnés en garantie ; la propriété de ces terrains, établie légalement, est presque toujours indivise, le partage n'ayant pas eu lieu entre les différents propriétaires du sol ; dès lors, quand on veut réaliser le gage, il est très difficile et toujours fort coûteux de délimiter exactement la parcelle sur laquelle il porte. Aussi, le comptoir qui constitue des prêts, en prévision des dépenses qu'il peut être amené à faire, est obligé de réclamer un taux un peu plus elevé que les autres comptoirs de l'Algérie.

On parlait tout récemment de l'introduction en Algérie de la Banque de France. M. Constans ne sait pas s'il conviendrait à la Banque de France de faire l'opération à laquelle on la convie; il en doute très fort: pour sa part, il ne sait pas s'il serait habile pour le crédit de la Banque de France

de la pousser dans cette voie. En outre, ses statuts ont-ils une élasticité suffisante pour lui permettre de prêter à un taux même élevé en se contentant de deux signatures comme le fait la Banque d'Algérie ? Est-ce que la Banque de France prendrait le papier du kabyle qui serait orné comme deuxième signature de celle d'un *mercantis ?* Il suffit de poser la question pour la résoudre. Dans les pays nouveaux, où la population est embryonnaire, on ne peut pas avoir des établissements de crédit analogues à ceux qui existent dans les pays où le commerce est ancien, où la civilisation est perfectionnée ; il faut attendre et se contenter de ce que l'on peut avoir. M. Constans déclare que la place de la Banque de France ne lui paraît pas être à Tizi-Ouzou, pas plus qu'elle ne lui paraît être à Hanoi ou Haiphong. Qu'on laisse fonctionner dans ces villes des banques qui puissent se mettre en rapport avec les colons, en prendre les habitudes, et leur rendre des services compatibles avec les dangers que leur font courir certaines opérations.

Le ministre veut aussi mettre le Sénat en garde contre deux erreurs : l'une est relative aux dépenses militaires, l'autre à la garantie d'intérêt.

Il ne faudrait pas prétendre qu'on doit grever le budget de l'Algérie de toutes les dépenses du 19e corps. Si l'Algérie jouissait de son autonomie, aurait-elle besoin d'autant de troupe pour se garder ? Ne pense-t-on pas qu'elle aurait quelque bénéfice à augmenter du double ou du triple le nombre de ses gendarmes et à diminuer le chiffre de ses soldats ? Ce n'est pas la troupe qui garantit la sécurité des centres habités par les colons ou les indigènes ; la troupe n'y est pas une force de police. Nous ne sommes pas dans une colonie anglaise où l'armée, composée de gens du pays et de nationaux, est une sorte de police destinée à assurer la tranquillité. Ce n'est pas pour le colon seul qu'il y a des troupes en Algérie ; la présence de l'armée y est l'affirmation de notre droit de souveraineté. La France entretient son armée en Algérie pour les mêmes raisons que sur tous les points de son territoire. Il ne faut pas dire avec M. Pauliat que la garde de l'Algérie coûte 55 millions par an, parce que nous avons en Algérie une armée qui coûte 55 millions.

Pour la garantie d'intérêt M. Constant se demande s'il est possible d'admettre que la garantie qui est servie pour les chemins de fer algériens ne soit utile qu'à l'Algérie. « Ce serait oublier que la métropole et l'étranger expédient en Algérie 300 millions de marchandises environ qui se répartissent sur tout le territoire. Non l'Algérie ne profite pas seule de cette dépense ; il suffit d'y réfléchir un peu pour le reconnaître. On ne peut raisonnablement prétendre qu'il faut faire supporter par un pays toutes les dépenses dont bénéficie la métropole sous prétexte qu'elles sont effectuées chez lui. »

Le ministre dit quelques mots de l'assimilation. Il l'appelle de tous ses vœux, et, comme M. Pauliat, il serait heureux que par l'école, qui est croit-il le seul moyen préconisé, on pût arriver à la solution désirée. Mais il se permettra de soumettre au Sénat une simple observation. Ceux qui pensent assimiler l'Arabe par l'école, et en faire un citoyen, ou à peu près, sont bien obligés de tenir compte de la situation toute spéciale de l'enfant indigène. Dans un pays où les mariages surtout chez les filles ont lieu fréquemment entre dix et douze ans, il est bien difficile de demander à l'enfant un long séjour à l'école. Lorsque dans son rapport M. Pauliat reprochait à

l'administration algérienne de refuser l'instruction à 535,000 enfants, il ne prenait pas garde que dans ce chiffre qui à juste titre lui paraissait considérable il comprenait pour moitié au moins les filles de six à treize ans, qui échappent absolument à notre action en vertu de la capitulation de 1830. Dans cette mesure-là tout au moins la réforme demandée par M. Pauliat n'est donc pas réalisable.

Sous le bénéfice de cette observation le gouvernement est tout disposé à augmenter le nombre des écoles. On veut assimiler les indigènes par l'instruction ; le gouvernement est tout prêt à essayer le procédé, mais M. Constans ne dissimule pas qu'il ne le croit pas efficace. Lui aussi a vu des indigènes dans un autre pays que l'Algérie, et jamais il ne s'est imaginé qu'on pouvait assimiler en quelques années le peuple conquis avec le peuple conquérant. Il croit que c'est là l'œuvre des siècles, et non pas la conséquence d'un procédé. Il a vécu en Extrême-Orient, et là il a compris que, si l'on attendait l'assimilation des races pour tirer d'une colonie le bénéfice que la métropole est en droit d'en espérer, ce ne serait ni notre génération, ni même la suivante qui obtiendraient ce résultat.

« Les indigènes, continue le ministre, vous demandent deux choses ;... ils vous demandent à vivre conformément à leurs statuts et à pratiquer librement leur religion... L'équité vous oblige à leur accorder l'exercice de ces droits ; vous devez les traiter non seulement avec justice, mais aussi avec bienveillance, parce que c'est leur intérêt à eux et que c'est encore plus votre intérêt à vous. Ces réserves une fois faites, si par votre attitude vous savez maintenir votre prestige et leur montrer que votre force n'est pas devenue de la faiblesse, ils se contenteront de ce que vous leur donnez... Si, au contraire, vous vous instituez leurs avocats, les discours que vous prononcerez en leur faveur se représenteront vite partout...

» Les observations que j'ai eu l'honneur de vous présenter, je les ai faites dans l'intérêt de mon pays : et, si elles sont répandues dans les tribus de l'Algérie, elles y produiront, je l'espère, un effet plus utile que les appels d'une autre nature. »

M. Constans est, du reste, le premier à engager le Sénat à charger, comme il paraît en manifester l'intention, un certain nombre de ses membres d'etudier ces questions algériennes qui le passionnent depuis trois jours. « Le gouvernement trouvera, dit-il, j'en suis sûr, parmi vous des collaborateurs dévoués. En revanche, vous pouvez compter sur notre concours le plus entier. Nos efforts s'uniront pour chercher les solutions les plus profitables. »

M. Guichard condamne le système de colonisation appliqué actuellement à l'Algérie.

Il parle de son expérience du monde musulman. Il a vécu pendant onze années à l'isthme de Suez, où il a été chargé, en 1861, par la compagnie du canal de mettre en valeur le territoire dont elle était en possession. Il n'a eu aucune force armée, aucun fonctionnaire égyptien à sa disposition. Son personnel se composait de deux agents français, et, à la fin, d'un troisième. Mais la compagnie avait creusé un canal d'eau du Nil à travers le désert, et il existait des tribus nomades de Bédouins aux confins de l'Égypte et de la Palestine, Bédouins qui n'étaient pas plus soumis au

gouvernement égyptien qu'au gouvernement turc. C'est avec ces éléments, de l'eau, une terre sablonneuse, des Bédouins devenus travailleurs et locataires de la compagnie, que, cinq ans après, ce sol, absolument aride auparavant, était couvert de magnifiques cultures. Des considérations politiques ont déterminé la compagnie à céder son domaine agricole. Il a été estimé à dire d'experts et vendu 40 millions.

Si les Arabes avaient été ingouvernables, paresseux, incapables de rien faire, ce désert serait resté inculte, et la compagnie aurait gardé ses sables indéfiniment. Il est donc permis d'affirmer qu'une population musulmane bien traitée n'est pas rebelle à une administration française, et que même des Bédouins aux habitudes nomades peuvent être conquis au travail agricole et vivre en paix sous une autorité bienfaisante.

Rentré en France, M. Guichard a été profondément étonné qu'en Algérie, avec 40 millions d'hectares cultivables conquis par la France et trois millions d'indigènes, ces derniers, loin d'être utilisés, fussent considérés comme une quantité négligeable pour la mise en valeur de leur propre sol.

Il n'a jamais cru au peuplement de l'Algérie par les Français. Dans sa conviction, le plus sûr moyen de développer la prospérité de l'Algérie, c'est d'y employer l'élément indigène.

En outre, M. Guichard voit avec peine les dépenses de la colonisation officielle. Quand les ouvriers étrangers prélèvent chez nous, chaque année, de 4 à 500 millions de salaires par suite de l'insuffisance de la main-d'œuvre française, est-il admissible qu'on demande aux contribuables des millions pour attirer sur le sol africain des travailleurs français? M. Guichard considère qu'il y a là une erreur économique déplorable, et cite à l'appui de son opinion un passage tiré de l'opuscule de Frédéric Bastiat: *Ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas.* Le ministre de la guerre a affirmé dernièrement que chaque individu transporté en Algérie a coûté à l'Etat 8,000 francs; il est certain que ces individus auraient très bien vécu en France sur un capital de 4,000 francs; en quoi soulage-t-on la population française quand on lui ôte un homme et les moyens d'existence de deux?

La colonisation officielle a, de plus, jeté dans la population arabe un découragement profond. Depuis 1873, les mesures d'expropriation qui accompagnaient la création de centres de colonisation ont été suspendues, grâce à M. Tirman; mais la loi de 1851, en vertu de laquelle elles étaient faites, n'a pas été abrogée; elle reste toujours comme une menace pour l'avenir. Les indigènes ont perdu confiance dans la libre possession de leurs biens. Comment s'étonner après cela qu'ils laissent en friche des territoires immenses, et qu'ils se bornent à cultiver juste ce qui est nécessaire pour leur existence?

La population indigène, à en croire M. Tirman, M. Mauguin et M. Constans, est bien traitée; elle est satisfaite. Voici le témoignage d'un ingénieur en chef des ponts et chaussées, M. Duponchel, qui est allé faire des études sur le tracé du Transsaharien. « Il est impossible, dit M. Duponchel, de ne pas être frappé du danger imminent qui devrait résulter pour notre colonisation de cet antagonisme systématiquement maintenu entre deux populations d'origine différente dont l'une, la moins nombreuse et la moins acclimatée, serait, en suivant les errements actuels, appelée à rester dominante et à cultiver à son profit toute la propriété du sol cultivable, tandis que l'autre, la plus nombreuse et la plus vivace, peu à peu dépossédée par

voie de cautionnement, de séquestre ou d'expropriation, serait condamnée à vivre sur son propre sol dans un état de dégradante misère, pire que celui des parias de l'Inde moderne dont l'infériorité sociale est tout au moins légitimée par une communauté de croyances religieuses. »

Il y a des préjugés beaucoup trop répandus contre les indigènes musulmans. M. Dide a cité un passage du Coran où l'on prêche l'assassinat des chrétiens, mais ce passage est absolument en contradiction avec l'esprit du Coran. Le Coran, dont M. Guichard lit à ce sujet deux versets, dit de respecter les juifs, les chrétiens, les vrais croyants. Et l'émir Abd-el-Kader écrivait à la société asiatique de France : « Au fond, ces trois religions (les religions juive, chrétienne et musulmane) n'en font qu'une, et les distances qui les séparent ne portent que sur des points de détail. On pourrait les comparer aux enfants d'un même père qui sont nés de mères différentes. Si les musulmans et les chrétiens voulaient m'en croire, ils se mettraient d'accord. Ils se traiteraient en frères et pour le fond et pour la forme. » M. Guichard ajoute que le peuple musulman est le peuple le plus tolérant de la terre. Il le prouve partout : en Égypte, à Jérusalem, à Constantinople.

Si en Algérie on enseigne aux indigènes l'assassinat des chrétiens, M. Guichard conseille aux autorités française de veiller, car ce serait un symptôme très grave. S'il n'y avait pas de haine contre nous, ou prendrait certainement pour les enseigner aux enfants les versets pacifiques que l'orateur a cités; s'il y a haine contre nous, on s'en tient à ce qu'a cité M. Dide.

« Comment les indigènes, poursuit M. Guichard, ne seraient-ils pas tous mécontents? L'administration algérienne a confondu les anciens amis de la France et ses anciens ennemis. A tous, indistinctement, sans exception, elle a appliqué la loi si dure de l'expropriation; elle applique également le Code de l'indigénat, que le Sénat, heureusement, a voté à titre temporaire et non pas à titre définitif. »

L'orateur est convaincu que les indigènes sont appelés fatalement à fertiliser le sol de l'Algérie. Il faut les encourager à se mettre au travail. Les indigènes qui mettraient des terres en culture pourraient être exemptés de certaines servitudes, de certaines condamnations auxquelles il sont assujettis depuis la loi sur l'indigénat. Ce serait une récompense. « Il y en a une autre; ce serait un électorat successif, d'abord communal, ensuite départemental. »

Qui pouvait se plaindre de la mise en valeur de la terre algérienne par les indigènes? Ce ne sont pas les colons. Au lieu de vivre à côté d'une population indigène misérable et mécontente, ils ont tout intérêt à voir cette population sortir de la misère par le travail. Avec l'aisance le besoin des depenses lui viendra; la métropole fournira ses produits, et les colons français deviendront les intermédiaires naturels des échanges qui s'établiront.

M. Guichard résume ainsi le système qu'il voudrait voir appliquer à l'Algérie: protection et sécurité aux colons français et étrangers; fin de la colonisation officielle; encouragement à la population indigène, afin qu'elle se mette au travail avec pleine sécurité pour ses biens. Telles sont les conclusions qu'il défendra devant la commission d'étude, si le Sénat veut bien la nommer.

M. Ernest Boulanger n'avait pas l'intention d'intervenir dans ce débat, parce qu'il pensait que la discussion resterait sur le terrain de la politique générale; mais M. Tirman ayant engagé la question particulière du budget spécial de l'Algérie. M. Boulanger vient répondre au gouverneur général sur ce point.

Il y a déjà longtemps que M. Tirman a proposé au gouvernement la combinaison du budget spécial; il n'a jamais réussi à la faire accepter. Tous les cabinets ont refusé de s'associer à cette politique séparatiste, et le cabinet actuel n'a pas voulu introduire cette réforme dans le budget de 1892. Le Sénat n'est donc en présence d'aucun projet officiel; il n'a devant lui qu'une conception personnelle de M. Tirman et de ses conseils. Mais la proposition à laquelle le gouvernement refuse actuellement son concours, abandonnée aujourd'hui, peut être reprise demain. Il est nécessaire, à raison de sa gravité, de lui barrer de suite le chemin et d'en montrer les dangers.

« Qu'est-ce, en effet, dit M. Boulanger, sans l'artifice du langage, sans les enveloppements oratoires, que la proposition de M. Tirman? C'est quelque chose de profondément grave; c'est la rupture de l'unité du budget général des départements français...

» L'unité budgétaire n'est que la conséquence de l'unité nationale, l'application du principe qui solidarise les différentes parties du territoire français, qui supprime l'individualisme des intérêts particuliers et qui les réunit dans une société commune, dont la gestion est confiée au pouvoir exécutif, dans une vue supérieure de prospérité nationale.

» C'est pour réaliser cette unité que nos grandes Assemblées de 1789 ont confondu les recettes et les dépenses de la République dans le même budget; elles ont brisé, non sans effort, l'autonomie et le particularisme des anciennes provinces, qui avaient chacune leurs recettes, leurs dépenses, leurs intendants et leurs désordres.

» Rompre aujourd'hui cette unité budgétaire qui nous a tant coûté; faire pour une partie de la France, pour quelques départements, un budget spécial, autonome, vivant de ses propres ressources, et ne se rattachant au budget national que par le lien fragile de ses résultats, c'est revenir sûrement, d'une manière certaine, à l'ancienne et si fâcheuse décomposition provinciale.

» Je sais bien les motifs que les économistes, dont, à défaut des financiers, M le gouverneur général se réclame, invoquent à l'appui de cette conception : l'Algérie, dit-on, est dans une situation économique et politique différente des autres départements français. Elle renferme une population indigène soumise à des mœurs et à des habitudes particulières, payant des impôts différents; elle a des besoins tout à fait individuels à satisfaire.

» Cela n'est pas contestable.

» Mais cela ne justifie pas la proposition. Est-ce qu'il est question, en maintenant le budget général, de supprimer ces mœurs, ces coutumes, ces habitudes? Nullement. Ce que nous ne voulons pas qu'on supprime, c'est la méthode de gouvernement, le procédé d'administration en vertu duquel le pouvoir central exerce sur l'administration algérienne une surveillance qui — la conclusion de ce débat le prouve — n'est pas inutile. Nous voulons que les recettes et les dépenses de nos trois départements algériens

continuent à faire partie de la collectivité nationale, des recettes et des dépenses du budget général français. Nous voulons conserver la solidarité financière qui les unit, nous entendons les faire rester dans le budget commun qui est la marque de l'unité nationale française et dont il faut resserrer de plus en plus les liens.

» Quelles seraient les conséquences d'une politique différente?

» Est-ce qu'il n'y a que l'Algérie qui soit dans une situation particulière et qui ait des besoins spéciaux?

» Il y a en France une foule d'oppositions économiques, d'intérêts régionaux. Les besoins du Midi sont souvent contraires à ceux du Nord. Il y a dans la métropole, notre collègue M. Dide le rappelait, des départements qui ont été à peine touchés par les voies de communication et les travaux publics. Presque tout est encore à faire pour eux. Et pourtant ces régions, en vertu du principe de la solidarité nationale, payent depuis l'origine et continuent à payer l'impôt applicable aux travaux dont profitent tous les autres départements. Si vous admettez le principe dangereux qu'il faut, à des régions particulières, un budget spécial, ne serez-vous pas entraînés à prendre des mesures pour assurer à ces départements un budget particulier?

» On en arrivera ainsi de proche en proche à faire la décomposition du budget; on aura le budget spécial de la Corse, le budget spécial des pays annexés; et finalement on n'aura plus dans le budget français que des budgets annexes. C'est le budget Turc. Est-ce celui de l'avenir?

» Messieurs, cette politique que je qualifiais tout à l'heure de séparatiste est contraire tout à la fois aux principes qui ont toujours dirigé la conduite des affaires algériennes, et aussi, je puis le dire, aux grands principes de l'administration financiere.

» Depuis que l'Algérie est sortie de la période d'occupation militaire pour entrer dans la voie de la colonisation, quelle a eté la tendance de tous les gouvernements? Ils ont voulu réaliser l'assimilation avec la métropole. Et pourquoi? Parce qu'ils ont tous compris... que les trois départements algériens ne ressemblent en aucune façon à la Cochinchine ou à nos colonies lointaines; ils sont — et c'est leur honneur — une partie intégrante de la France, ce que Prévost-Paradol appelait si justement le prolongement du territoire français. Et c'est pourquoi on a fait à toute époque les plus constants efforts pour donner à l'administration des départements algériens une assimilation complète avec les départements français.

» Or si nous avions le budget annexe de l'Algérie, cette politique serait absolument compromise.

» On a beaucoup reproché à M. le gouverneur général de l'Algérie de ne pas avoir poussé cette assimilation assez loin.

» Je crois, sur ce point, que les événements ont été souvent supérieurs à ses bonnes volontés. En ces matières on ne réalise pas à la fois toutes les améliorations désirables. Il s'y est employé avec un zèle louable. Ce n'est que justice de le constater. Mais chose singulière, par une contradiction que je ne m'explique pas, voici que M. le gouverneur général, partisan convaincu de l'assimilation, qui l'a recommandée à l'origine, qui en suit avec ardeur tous les développements, vient aujourd'hui vous proposer une mesure qui serait la négation de cette politique, le recul de toute la conduite antérieure de l'administration algérienne, puisqu'elle aurait pour

résultat de rejeter l'Algérie en dehors de la solidarité française, d'isoler profondément la France de l'Algérie.

» J'ajoute que ce serait la méconnaissance de tous nos principes de gestion financière.

» L'unité du budget ne s'est pas faite en un jour. Elle nous a coûté des luttes nombreuses. Il a fallu supprimer successivement tous les fonds spéciaux, les caisses particulières qui avaient résisté aux efforts de la Révolution de 1789. Les plus grands ministres de la Restauration et du Gouvernement de Juillet s'y sont employés. La République a repris et suivi leurs traditions. L'unité budgétaire est à peu pres conquise.

» On la veut compromettre par des mesures nouvelles. Adopter le budget spécial de l'Algérie, c'est justifier tous les budgets annexes du présent et de l'avenir. C'est faire rétrograder de cinquante ans les savantes doctrines financières.

» J'ajoute, messieurs, que la création de ce budget spécial serait un acte d'ingratitude et un acte d'imprévoyance.

» Depuis la conquête, l'Algérie a été entretenue, protégée, subventionnée par la métropole, sous toutes les formes. Aucun sacrifice n'a coûté au Trésor pour la féconder. Il n'y a pas de départements qui aient reçu des libéralités plus larges.

» Or voici venu le moment où cette colonie est arrivée dans ses plus essentielles parties à un état de prospérité qui lui permet de demander au développement de ses recettes une contribution plus grande aux charges de la patrie commune, et c'est ce moment-là, Monsieur le gouverneur général, que vous choisissez pour demander l'émancipation de l'Algérie, pour réclamer la séparation de son budget de celui de l'État, pour rompre la solidarité financière dont la colonie a profité antérieurement, et dont nous espérions tirer aujourd'hui des bénéfices légitimes !

» Il y a là un sentiment d'égoïsme qui n'est assurément pas dans la pensée des colons algériens, si Français de cœur, mais qui produirait dans le pays une fâcheuse impression.

» J'ajoute, et je me rencontre sur ce point avec notre honorable collègue M. de Cès-Caupenne, que ce serait un acte d'imprévoyance.

» En effet, êtes-vous bien sûrs, Messieurs les partisans du budget spécial, que les trois départements algériens soient arrivés à une constitution financière assez ferme pour leur permettre, sans danger dans le présent et dans l'avenir, de se suffire à eux-mêmes? Vous entendez bien que le jour où la séparation des recettes et des dépenses serait complète, lorsque les deux budgets vivraient côte à côte sans se pénétrer, sans se secourir, vous comprenez bien, dis-je, que les départements français ne continueraient pas à faire acheminer leurs impôts vers un pays qui se détache de la solidarité commune. Quand l'Algérie retirera la main qui donne, ils ne seront pas assez dupes pour prendre la main qui resterait tendue pour recevoir.

» Et alors, qu'arrivera-il ? Si des insuffisances de recettes se produisent — vous comptez sur des excédents, et je sais bien par quel artifice vous les faites apparaître, mais rien n'est moins assuré ; vos prévisions peuvent être en défaut — que ferez-vous alors ? Si vous avez de grands travaux publics à exécuter, s'il se produit des sinistres, ce qui est plus fréquent en Algérie qu'ailleurs, comment y pourvoirez-vous ?

» J'aperçois le moyen. Vous avez un budget spécial, vous emprunterez. Eh bien, je trouve que nous avons assez de la dette publique métropolitaine, et je ne veux pas de la dette algérienne.

» Et puis, voulez-vous que je vous dise ma pensée tout entière : J'ai peur du budget algérien.

Ce bloc enfariné ne me dit rien qui vaille,

» L'honorable gouverneur général vous l'a fait, hier, très humble et très inoffensif. Il se défend d'avoir la pensée de créer un budget autonome, qui serait voté par un parlement algérien ; — il ne manquerait plus que cela. — Son ambition est moins haute. Il se contenterait de l'indépendance budgétaire de l'Annam et de la Cochinchine.

» Je ne savais pas, Messieurs, que l'orientation du progrès en matière budgétaire se dirigeait vers les budgets annamites. Je crois que les budgets français valent mieux... Or, nous avons pour l'Algérie un budget véritablement français ; nous entendons le conserver ; nous ne voulons pas de séparation.

» Quant à l'autonomie parlementaire, on ne vous la propose pas. Mais d'autres peut-être la proposeront plus tard. C'est, à mon avis, une grande imprudence de provoquer ces ambitions par des projets qui consacrent la séparation dans le présent et qui ne sont pas maîtres d'en arrêter les conséquences pour l'avenir.

» Vous voyez, Messieurs, combien cette question est grave, et quelle peut être sa répercussion politique.

» Au fond, que veulent les partisans du budget algérien ?

» Qu'ils l'ignorent, ou qu'ils se l'avouent, ils se servent du budget spécial comme d'un moyen d'arriver à l'émancipation complète de l'Algérie. C'est un procédé qui conduit à diminuer et à faire peu à peu disparaître la surveillance du Parlement sur les crédits. Il aurait pour résultat certain d'investir le gouverneur général d'un pouvoir supérieur à celui du ministre des finances en France ; on arriverait à faire de l'Algérie, en d'autres termes, ... une sorte de protectorat indépendant. J'ai peur de cette orientation politique, et je ne livrerai pas les clefs de la caisse pour tenter une pareille aventure.....

» Si j'étais à la place du gouverneur général qui aura demain la lourde tâche de succéder à M. Tirman, je répudierais avec la dernière énergie un présent aussi funeste. Qu'il en mesure le poids. Dans le pays où il va exercer ses fonctions, est-il bien sûr d'être maître des passions si vives qui s'agitent autour de lui, d'être toujours supérieur aux influences et aux pressions étrangères ? Je considère que ce serait une imprudence que de le laisser seul pour lutter contre ces passions et ces convoitises. C'est tenter Dieu que de donner à quelqu'un un pareil devoir à remplir.

» Voilà, Messieurs, en traits rapides, les dangers considérables d'ordre politique et financier qui nous sont apparus dans la constitution du budget spécial, que je puis bien appeler le budget autonome de l'Algérie.

» Quels sont les avantages que M. le gouverneur général en attend ?

» L'honorable M. Tirman vous a dit avec une grande naïveté . Le budget spécial de l'Algérie est pour lui un moyen d'obtenir indirectement les crédits supplémentaires que le Parlement, dans son appréciation des besoins généraux du pays, ne peut pas détacher des crédits annuels.

» L'aveu est dépouillé d'artifice. L'Algérie veut faire sa part plus large, et quand elle l'aurait faite elle se désintéresserait du déficit que l'augmentation de ces dotations produirait dans le budget des autres départements.

» Je comprend très bien que M. le ministre des finances n'ait pas voulu accepter un si singulier système d'équilibre.....

» Je n'ajoute plus qu'une considération.

» On a abrité le projet de budget spécial sous l'égide de la décentralisation. Ce mot a touché d'excellents esprits. On a prétendu que le décret de rattachement limitait beaucoup trop les pouvoirs du gouverneur général, qu'il fallait lui donner une initiative plus grande, pour développer l'instruction, pour exercer une surveillance plus complète sur toutes les branches de ses services.

» Cette question a son intérêt. On peut examiner en effet si la conception du rattachement est une idée heureuse, si dans l'application elle a donné tous les résultats qu'on en attendait. On devra examiner surtout si les pouvoirs du gouverneur sont suffisamment précisés. Ce sera l'un des objets d'étude de votre commission. Mais en quoi ces modifications d'ordre administratif sont-elles liées au sort du budget spécial? Tout cela peut parfaitement s'effectuer avec le budget général que nous possédons.

» Si j'ai, Messieurs, au sujet de l'assimilation civile quelques réserves à formuler, je n'en ai aucune sur le danger de la décentralisation financière. Il n'y a pas de théorie plus décevante.

» Un homme d'État qui a été cinq ou six fois ministre, qui a défendu dans les assemblées de la restauration et du gouvernement de juillet la thèse que je soutiens, chaque fois qu'on a voulu toucher au principe de la centralisation, a recommandé à tous les Parlements de s'opposer résolument à cette décentralisation. Voici comment il résumait son opinion: « Quels que soient, disait le baron Louis..., les jugements qu'on porte sur la centralisation, en matière de finances elle n'a que des avantages et pas d'inconvénients. Elle répand la lumière, elle étend le contrôle du Parlement; elle fait passer sous ses regards toutes les affaires du pays; elle soumet à son examen tous les rouages de son administration. »

M. Jacques nie absolument qu'il y ait un antagonisme entre les indigènes et les colons européens. Il nie également que les indigènes aient été dans ces derniers temps plus maltraités qu'ils ne l'avaient été depuis la conquête.

Si quelqu'un a profité de la conquête de l'Algérie en dehors des Français, ce sont évidemment les indigènes musulmans; nous leur avons apporté un bien-être auxquels ils n'étaient pas habitués. M. Jacques fait remarquer, en particulier, que nous les avons soustraits à la tyrannie des Turcs, et que les prolétaires, de serfs qu'ils étaient, sont devenus des hommes libres. En effet, les khammès, auxquels M. Pauliat n'a pas pensé à s'intéresser, ne jouissaient d'aucune liberté; ils étaient sous la dépendance absolue du propriétaire dont ils cultivaient le champ et qui leur abandonnait un cinquième de la récolte en échange de leur travail. Le propriétaire fournissait la semence, les instruments de travail, les bœufs, et il avançait au khammès l'orge et le sorgho nécessaires pour sa nourriture. Au moment de la récolte il prélevait les semences et le montant de ses avances, et le reste était partagé entre eux dans la proportion de quatre cinquièmes pour le propriétaire et d'un cinquième pour le khammès. « Si la récolte ne donnait

rien, le khammès restait débiteur des avances à lui faites, et jusqu'à qu'il les eût remboursées, il ne pouvait plus traiter avec un autre propriétaire, à moins que ce dernier ne remboursât au premier propriétaire ce qui lui était dû; c'était un véritable droit de suite établi sur l'homme qui était ainsi en état de servage. Lorsque le second propriétaire refusait de payer au premier la somme dont le khammès était resté son débiteur, il l'assignait devant le cadi qui le condamnait à payer.» Cette situation n'a encore disparu que dans les centres où les indigènes sont occupés par les colons européens.

Le sénateur du département d'Oran énumère les différentes lois par lesquelles on s'est efforcé d'améliorer la situation des indigènes et de faciliter les transactions avec les Européens dans le but d'arriver à la fusion des intérêts. — Au sujet de la loi de 1887, qui a modifié la loi de 1873 sur la propriété indigène, il observe qu'elle n'a pas supprimé l'article qui permet de faire cesser l'indivision; seulement elle a décidé que, lorsque la propriété aurait été constatée sur les territoires indivis, ceux qui voudraient sortir de l'indivision pourraient le faire à peu de frais, en constituant un mandataire qui représenterait tous les défendeurs.

Arrivant à l'instruction publique, M. Jacques donne des détails sur les zaouias, et il ajoute que les zaouias, qui ont le caractère d'une sorte de monastère plus encore que celui d'une école et qni sont dans les mains des vieilles familles de marabouts, sont la plaie de l'Algérie; on y enseigne la haine des Français; on y repète aux indigènes qu'un jour viendra où les Européens seront jetés à la mer, et où les Arabes reprendront possession de l'Algérie.

Du reste, ce qui domine dans le Coran, c'est l'idée qu'il faut faire la guerre à tous ceux qui ne sont pas croyants, qu'il faut aller jusqu'à l'extermination, qu'il ne faut même pas se lier avec eux, qu'il faut vivre dans un sentiment de très grande mefiance à leur égard.

M. Jacques examine le reproche relatif au décret sur la justice musulmane. « Croyez-vous, Messieurs, dit-il, qu'en présence des accusations qui étaient portées de tous côtés, avec quelque raison, contre les cadis, auxquels on imputait — peut-être avec quelque exagération — de vendre la justice, d'être des concussionnaires, croyez-vous... que, pouvant faire ce pas dans l'assimilation, nous ne devions pas le faire? Je dis, moi, que c'était un devoir pour nous; aussi n'avons-nous pas hésité à l'accomplir.» On objecte que les juges de paix français ne connaissent pas l'arabe. Mais est-ce que les juges français devant lesquels on va en appel le connaissent davantage? Est-ce que les jurés devant lesquels on traduit les accusés le connaissent davantage? S'il faut que nous attendions que les magistrats connaissent tous l'arabe, ainsi que les jurés, il est évident qu'il faudra renoncer à notre droit de souveraineté en ce qui concerne la justice et le céder aux indigènes.

Sur la question de l'usure, M. Jacques reconnaît que l'usure a été, cela n'est pas douteux, une des plaies de l'Algérie : il y a eu des prêts qui ont été faits à des taux très exagérés; mais cela est une histoire ancienne. Si ces prêts n'ont pas tout à fait disparu, ils ont diminué dans des proportions considérables. Il y a 45 ans, quand M. Jacques est arrivé en Algérie, on trouvait que 12 °/₀ par an était un taux ordinaire; on prêtait sur hypothèque dans les villes à 10, à 12 °/₀. Mais cela se produit dans tous les pays

nouveaux, parce que, pour avoir de l'argent à bon marché, il faut présenter des garanties, et que ces garanties n'existent pas, ou tout au moins peuvent échapper au prêteur, la propriété n'étant pas encore suffisamment assise. Elle l'est aujourd'hui, et les prêts se font à 6 ou 7 °/₀ sur hypothèque ; il est rare qu'on dépasse ce taux. « Pour les négociations, dit M. Jacques, lorsqu'on s'adresse à un banquier ou à un comptoir d'escompte, on emprunte encore à 8 °/₀ » ; mais, ajoute-t-il, si vous voulez bien réfléchir, vous ne trouverez pas ce taux exagéré, parce que sans cela on ne trouverait pas d'argent. » D'ailleurs, les trois quarts du temps, ce n'est pas l'argent des Algériens qui est prêté, c'est celui des habitants de la métropole ; ce sont eux qui le plus souvent envoient leurs capitaux en Algérie et bénéficient de cet intérêt. On a, au surplus, un moyen de se débarrasser de l'usure ; qu'on la punisse.

Passant à la colonisation, M. Jacques rappelle que, lorsque la Chambre, en 1883, a refusé les 50 millions qui étaient demandés pour le développement de la colonisation, une des objections présentées était qu'on allait faire de la colonisation officielle. On a dit : vous voulez faire de la colonisation officielle, or, nous n'en voulons pas ; nous voulons de la colonisation libre. « Mais, qu'est-ce donc, reprend M. Jacques, que la colonisation officielle ? en quoi consiste-t-elle ? Elle consiste uniquement dans l'établissement d'un centre, d'un village, dans la construction de bâtiments sans lesquels un village ne peut pas vivre. Et cette colonisation libre qui consiste en ceci qu'un Européen peut aller s'établir au milieu des Arabes, y acheter une ferme, en se trouvant ainsi isolé de toute espèce de village, y cultiver des terres, qu'a-t-elle donné ? Y a-t-il un seul colon qui soit allé s'établir dans de telles conditions ? Il n'y en a pas, et il n'y en aura pas. Aussi, dans les contrées où on n'a pas pu faire pénétrer le plus petit élément de civilisation, les peuplades indigènes sont encore dans l'état où elles étaient au moment de la conquête, parce qu'elles n'ont eu aucun rapport avec les Européens. »

« ... L'honorable M. Guichard, ajoute l'orateur, est venu nous dire que les indigènes sont aptes à la colonisation Il nous a raconté qu'en Égypte, il en avait eu un grand nombre sous ses ordres qui avaient fait des prodiges, à ce point qu'une propriété qui avait été cultivée par eux sous sa direction a été vendue 40 millions. Ce chiffre m'avait paru très élevé, et j'avais les yeux sur mon collègue pour voir s'il allait le rectifier C'est bien 40 millions, mais enfin c'était une propriété grandiose, probablement établie dans des conditions telles qu'elle avait pu atteindre ce prix-là. Je ne connais pas les Égyptiens ; je ne connais, par conséquent, ni leurs mœurs, ni leurs habitudes, ni ce qu'ils peuvent faire, mais je me pose cette question : si les indigènes d'Algérie sont aussi aptes à la colonisation que le pense M. Guichard, comment se fait-il que, lorsque nous sommes entrés dans ce pays, nous n'y ayons rien trouvé ? Il était absolument nu ; on n'avait même pas su y conserver les routes et les grands travaux qui avaient été exécutés par les Romains ; c'est à peine si nous en rencontrons aujourd'hui quelques rares vestiges. Mais alors quelle part les indigènes ont-ils prise au développement de la colonie, et quelle part peuvent-ils y prendre dans les conditions que je viens de vous exposer ? Je ne dis pas que les Arabes aient pu conserver tout ce qu'avaient fait les Romains, mais il est vraiment extraordinaire que tout ait disparu à ce point que,

lorsque nos colons ont pénétré dans ce pays, c'est de la terre vierge qu'ils y ont trouvée, ce sont des marais qu'ils y ont rencontrés. »

M. Jules Ferry est un admirateur passionné de l'Algérie et de l'œuvre qu'accomplit là-bas le génie de la France.

« Cette race de colons, dont il est de mode de médire, elle a ses défauts, elle est active, elle est bruyante, elle est prompte au mécontentement, mais avec quelle vaillance, avec quelle persévérance au travail elle porte et fait grandir de jour en jour le renom de la France ! »

L'impression de ceux qui ont suivi attentivement la discussion est qu'en général les orateurs qui ont eu à se défendre contre M. Pauliat ont eu raison sur un grand nombre de points de fait.

Mais les questions générales, les grandes questions sont-elles résolues? La question coloniale, cette variété des questions coloniales qu'on appelle la question algérienne a été posée, plusieurs fois posée, et elle reste non résolue; elle n'est pas d'ailleurs de celles qu'on peut résoudre même en quatre jours d'interpellation.

M. Jules Ferry montre combien le problème algérien est complexe et difficile. Dans quelles conditions particulières se posait devant la France la question de la colonisation ? Toute la terre était occupée, occupée par une race guerrière, une des races les plus belliqueuses qui soit sous le soleil, et il a fallu pour la réduire de longues années de conquête et de combats qui ont malheusement laissé derrière elles des traces profondes dans les cœurs et les mémoires. La question de la terre en Algérie est infiniment difficile; la question de la colonisation se complique à mesure qu'elle avance, et nous en avons la preuve dans ce débat même.

« Il y a, dit M. Jules Ferry, deux grands intérêts nécessairement en conflit, et qui ne peuvent être supprimés ni l'un ni l'autre : c'est l'intérêt des colons français en Afrique et celui des indigènes. Vous les avez vus ici depuis quatre jours aux prises, car c'est là vraiment le fond des choses.

» Dans ce conflit, qui a commencé du premier jour où un soldat français a mis le pied sur la terre d'Afrique, les hésitations du gouvernement central se comprennent et s'excusent ; je constate seulement qu'elles ont été infinies. On a passé tour à tour d'un système à l'autre. On a sacrifié successivement aux idées les plus contradictoires. Sous l'empire on a gouverné pour les Arabes. Après la chute de l'empire, depuis 1871 jusqu'en 1883, c'est assurément dans le sens de la colonisation française qu'on a administré et gouverné l'Algérie.

» Quelle était l'idee générale, l'idée mère de cette conception colonisatrice qui, à mon sens, est aujourd'hui épuisée, et qu'il faut par conséquent remplacer par une autre ?

» C'était, Messieurs, pour appeler les choses par leur nom, c'était essentiellement la colonisation par la dépossession de l'Arabe ; elle tendait à substituer progressivement, doucement, par des voies légales, sans doute, — on a fait des lois, beaucoup de lois pour cela — par les voies légales, dis-je, le cultivateur français ou européen, le cultivateur français principalement, au cultivateur arabe C'était une opération de cantonnement, disait-on ; on ne voulait pas employer le mot odieux de refoulement, mais c'était bien, en effet, le fond des choses. La colonisation était considérée, à ce moment-là, comme une tache d'huile — l'expression était consacrée

— qui devait peu à peu envelopper le Tell, gravir les Hauts-Plateaux, et pousser devant elle l'Arabe dépossédé.

» Voilà, je crois, Messieurs, le sens intime, la raison d'être et la loi du mouvement de la colonisation pendant la période qui commence en 1871 et qui finit en 1883.

» Pendant cette longue période, le séquestre des propriétés arabes, à la suite de différentes rébellions, et l'application de la loi de 1851, qui avait fait de la fondation des centres européens une cause légitime d'expropriation, alimentèrent la colonisation officielle.

» Elle reçut un coup dont elle ne s'est pas relevée à la fin de l'année 1883, lorsque M. le gouverneur général et le gouvernement, que j'avais l'honneur de diriger, présentèrent à la Chambre le projet dit des 50 millions, projet qui avait pour but de mettre à la disposition de la colonisation française, de la colonisation officielle, un nouveau lot de 300,000 hectares pris sur les Arabes et de 80,000 hectares pris sur le domaine. La Chambre, entraînée par la parole de M. Ballue, par les discussions énergiques de notre vénéré collègue, M. Guichard, refusa de passer à la discussion des articles.

» Je dis, Messieurs, que ce fut un coup mortel pour la colonisation officielle ; non pas que j'entende m'associer en aucune façon à ce qui a été dit d'excessif contre ce système ; non pas que je trouve l'ombre de vérité au tableau, si chargé de sombres couleurs, que nous a fait l'honorable M. Pauliat de la situation des indigènes, des spoliations dont ils sont victimes, des sentiments d'implacable rancune dont ils sont animés..... Je me demande, en vérité, où l'on puise la raison et le courage de dire que jamais la haine n'a été plus vivace entre l'Arabe et le Français, que jamais notre établissement sur les bords de la Méditerranée n'a été moins assuré. »

Se demandant ensuite quel but la France doit poursuivre à l'égard des indigènes, M. Jules Ferry dit qu'il ne saurait être évidemment question d'extermination. Il faut écarter aussi le système du refoulement. « Où iront-ils, écrivait le maréchal Bugeaud, ces Arabes que poussera votre tache d'huile ? Chez les tribus voisines, dira-t-on. Eh bien, oui, ils s'y réfugieront, et ils y porteront leurs terribles ressentiments ; ils les feront d'autant mieux partager aux tribus voisines qu'elles comprendront parfaitement que le même sort les attend, un peu plus tôt, un peu plus tard. » Le maréchal Bugeaud se plaçait au point de vue de la sécurité de l'avenir ; mais en s'en tenant seulement au point de vue économique, qui est-ce qui peut penser au refoulement des indigènes plus qu'à leur extermination ? La main-d'œuvre arabe est, en effet, la seule main-d'œuvre du colon ; c'est le fond du travail dans ces chaudes régions. On ne peut pas se passer du travailleur arabe.

« La politique française ayant toujours répudié avec honneur la colonisation par extermination, ayant également renoncé à la politique du refoulement, elle n'a et ne peut avoir, conclut M. Jules Ferry, qu'une formule, l'assimilation. L'assimilation, Messieurs, entendons-nous bien. Il est facile, en prenant le mot au sens absolu, d'en faire une manière d'utopie à laquelle quelque raillerie pourrait bien s'attacher. C'est en ce sens, sans doute, que j'ai surpris dans les paroles de mon honorable ami M. le ministre de l'intérieur un certain scepticisme en matière d'assimilation. Assurément l'assimilation, au sens absolu c'est l'œuvre des siècles ;

mais l'œuvre civilisatrice, qui consiste à relever l'indigène, à lui tendre la main, à le civiliser, c'est l'œuvre quotidienne d'une grande nation. C'est son devoir d'abord, Messieurs, et c'est ensuite son intérêt le plus évident. »

M. Jules Ferry insiste sur la question de l'instruction : « Tout à l'heure, dit-il, je posais le problème agraire de l'Algérie avec un point d'interrogation. Je ne me crois pas, je le déclare, en état de préconiser, avant une étude plus complète, un système plutôt que l'autre... Mais quant à la question des écoles, avons-nous fait ce que nous devions ? Je réponds hardiment, non ! Non, nous n'avons pas fait ce que nous devions, nous n'avons pas fait ce que nous pouvions.

« Il y a contre l'école arabe, en Algérie, de violents préjugés... non pas de la part de nos collègues du Sénat ni de la Chambre ; ils se sont fait honneur en réclamant, il y a déjà un certain nombre d'années, l'ouverture de plus nombreuses écoles arabes. Mais il est curieux de constater avec quelle méfiance, avec quelle secrète malveillance les habitants français ou européens parlent presque tous de l'école arabe. La lecture des journaux, les correspondances qu'on reçoit, les appréciations que l'on entend, révèlent une habitude invétérée de scepticisme quand il s'agit de l'école arabe. C'est vraiment un état d'esprit particulier qui sévit sur cette grave question.

» Pourquoi donc, aux yeux de tant d'Algériens, l'école arabe-française apparaît-elle comme une chimère, comme une utopie ?

» D'abord à cause du Coran. Le Coran, disent-ils, est un obstacle infranchissable. La religion musulmane voit nécessairement et fatalement dans l'ouverture d'une école arabe-française une entreprise contre la foi des indigènes et un acte de prosélytisme.

» Messieurs, cette question des écoles arabes, il m'a été donné de la faire étudier par les plus éminents de mes collaborateurs ; cette étude a été poursuivie, plusieurs années durant, par des hommes qui connaissaient l'arabe, qui avaient l'habitude des tribus, qui avaient visité aussi bien les hauts plateaux que la Kabylie au point de vue de l'établissement des écoles indigènes. J'ai pu moi-même, comme l'ont fait sans doute tous ceux d'entre vous qui sont allés en Algérie, pénétrer dans les écoles arabes-françaises.

» Et je me demande comment on a pu dire, et comment on répète encore, d'un problème dont la solution est trouvée, qu'il est impossible de le résoudre ? Comment quand on a vu Biskra, où non seulement il existe une très belle école française, mais où cette école a répandu la connaissance du français parmi les habitants de l'oasis à ce point que notre langue y est parlée et comprise à peu près par tout le monde ; comment, pour peu que l'on soit entré dans quelqu'une des écoles de village de la grande Kabylie, que l'on ait assisté à une demi-heure de classe, ou que l'on ait pu seulement se rendre compte, rien qu'à l'aspect de ces jeunes visages, pétillants d'intelligence, de la vive curiosité qui les anime, comment surtout si on les a interpellés, interrogés, peut-on soutenir que l'école algérienne est impossible ? — Mais elle existe, elle fonctionne ! Elle rencontre des difficultés, oh ! assurément je ne le dissimule pas ; j'y reviendrai dans un instant Mais au moins qu'on ne soutienne pas *a priori*, et de parti pris, que le Coran oppose à l'école arabe-française un insurmontable obstacle !

» Messieurs, le Coran ne régit pas seulement l'ancienne régence d'Alger; il est également le livre religieux de la Tunisie. Eh bien, à côté du déve-

loppement de l'école française en Algérie, que je trouve tout à fait au-dessous de la grandeur et du devoir de la France, considérez la rapidité avec laquelle l'enseignement français s'est répandu en Tunisie, chez une population également musulmane. On y a passé de 150 élèves qui apprenaient le français en 1883 à 2,600 en 1890. Vous voyez la proportion.

» En Algérie, qu'avons-nous fait? M. le gouverneur général l'avouait l'autre jour : 150 à 160 écoles dans l'espace de dix années?

» On objecte, Messieurs, autre chose à l'encontre de l'école arabe-française; on fait intervenir une question physiologique, une question de tempérament.

» On dit — et le fait dans sa généralité est vrai — que le jeune Arabe, le jeune Kabyle, le musulman, jusqu'à l'âge de douze ou treize ans, montre tous les signes d'une vive intelligence, mais qu'à ce moment il se produit, dans son organisation, une crise, et, dans son intelligence, un arrêt de développement. Il se marie jeune, et il est perdu, non seulement pour l'école, mais même, ajoute-t-on, pour la civilisation française.

» Messieurs, je pourrais répondre que la crise à laquelle on fait allusion est la même chez le jeune Tunisien. Je me contenterai d'une réponse plus simple encore. Si la crise éclate dans la quatorzième année, gardons-les toujours jusqu'à cet âge; c'est assez, bien assez, puisque nous ne voulons pas leur rendre familiers nos beaux programmes d'enseignement primaire, que nous ne voulons leur apprendre ni beaucoup d'histoire, ni beaucoup de géographie, mais seulement le français, le français avant tout, le français et rien autre, si vous le voulez; si nous ajoutons à cela, comme on en a fait l'essai heureux dans un certain nombre d'écoles, un petit enseignement pratique et professionnel, nous nous apercevrons bien vite que le Coran n'est en aucune façon l'ennemi de la science, même sous son aspect le plus humble et le plus élémentaire, et ces populations qui sont avant tout laborieuses, malheureuses, vouées au travail manuel, comprendront très vite de quel secours peut leur être cette modeste éducation française dans la lutte pour la vie de chaque jour.

» Je le répète, tout cela n'est pas imaginaire, tout cela a été essayé, tout cela fonctionne. Dès lors, que nous reste-t-il à faire?

» Il nous reste à regarder le problème en face, à ne pas nous réfugier dans des fins de non-recevoir, dans des arguments comme celui-ci, également fort à la mode en Algérie : « Nous ouvrons des écoles, mais les indigènes n'y vont pas. » — Ils n'y vont pas pour les mêmes raisons qui rendent, dans certains pays de France, la fréquentation régulière des écoles si difficile aux travailleurs de la terre; ils n'y vont pas parce qu'ils sont pauvres, parce qu'ils ont besoin du travail de leurs enfants ou bien parce que l'école du centre est trop éloignée de leur gourbi ou de leur tente, parce qu'il n'y a pas assez d'écoles de section.

» Ce sont des difficultés de même ordre que celles avec lesquelles nous sommes aux prises ; elles sont assurément plus grandes, plus difficiles à vaincre sur cette terre primitive ; il faudra, pour en venir à bout, de nouveaux sacrifices ; mais ces sacrifices il faut les faire ; on le doit quand on s'appelle la France, et qu'on a pris, à la face du monde, la tutelle d'une nation comme la nation arabe. »

« Il y a, dit à la fin de son discours M. Jules Ferry, une crise algérienne ouverte, une crise intérieure, bien entendu, la crise de la colonisation.

Nous sommes, dans notre politique africaine, à un de ces tournants de l'histoire où il faut prendre une résolution, adopter un système, s'arrêter à un parti définitif ». L'orateur se déclare donc partisan de la nomination d'une commission d'étude.

La discussion sur l'interpellation de M. Dide s'est terminée par le vote de l'ordre du jour suivant :

« Le Sénat, prenant acte des déclarations du gouvernement, et confiant » dans sa sollicitude pour assurer le développement de la colonisation » algérienne, décide : Une commission de dix-huit membres sera nommée » dans les bureaux à l'effet de rechercher, de concert avec le gouverne- » ment, et de proposer les modifications qu'il y aurait lieu d'introduire » dans la législation et dans l'organisation des divers services de l'Algérie. »

18 juillet. — M. Burdeau dépose sur le bureau de la Chambre le rapport fait au nom de la commission du budget sur le service de l'Algérie (1).

A propos du budget, M. Burdeau étudie dans son ensemble la situation de l'Algérie (V. *Rev. Alg.*, 3e part., la loi de finances de l'année 1892).

4 et 5 décembre. — La Chambre discute la partie du projet de loi sur le budget général de 1892 qui est relative aux recettes et dépenses de l'Algérie.

M. Thomson prend le premier la parole.

Après avoir apprécié d'une manière sommaire l'exposé de la situation de l'Algérie présenté par M. Burdeau, et les conclusions du rapporteur, il fait un examen particulier d'un certain nombre de points.

Et d'abord il défend le projet de budget spécial.

M. Burdeau, tout en combattant ce projet, propose dans son rapport d'unifier le budget de l'Algérie, dont les crédits sont épars dans des budgets différents, et il demande que ce budget forme désormais un ensemble en dépenses et en recettes, dont on pourrait facilement suivre d'une année à l'autre les mouvements. Mais alors, observe M. Thomson, pourquoi M. Burdeau se montre-t-il hostile au budget spécial ? M. Burdeau reproche au budget spécial de porter une certaine atteinte à cette unité budgétaire que nous poursuivons depuis de si longues années. Or, quand il fait l'unification des recettes et des dépenses algériennes, il reconnaît que nous sommes en présence d'une question d'un caractère particulier et qui comporte une solution spéciale.

Le rapporteur paraît craindre que, le budget spécial obtenu, l'Algérie ne se lance imprudemment dans la voie des emprunts, et il signale le danger d'une trop brusque consommation de capitaux en quelques années. Mais qu'on veuille bien remarquer que même avec le système du budget spécial ce péril n'existe pas; car, si des demandes d'emprunt devaient se produire, elles seraient soumises au Parlement, qui pourrait les arrêter par son veto.

Une troisième objection contre le budget spécial, la plus sérieuse si elle était véritablement fondée, est celle-ci : N'y aurait-il pas à redouter que cette autonomie financière accordée à l'Algérie ne fût un acheminement à une autonomie plus grande et plus dangereuse encore ? « Sur ce point,

(1) *J. Off.*, doc. parl., Ch., p. 2271, ann. 1647,

répond M. Thomson, ce que l'honorable rapporteur dit des sentiments de profond attachement de l'Algérie à la mère-patrie me permet de ne pas insister. Mais j'ajouterai que le budget spécial, tel qu'il vous est demandé, ne constitue pas une autonomie financière redoutable. Remarquez que cette autonomie est moins grande que celle qui est accordée à toutes nos anciennes colonies ; car, encore une fois, dans ce projet tel qu'il a été préparé par l'ancienne administration algérienne, ce sont les Chambres françaises qui annuellement doivent voter le total des recettes et de dépenses du budget spécial. Le danger n'existe donc pas. D'ailleurs, l'honorable rapporteur répond lui-même à son objection quand il dit que le budget spécial n'est pas refusé à l'Algérie, mais qu'il apparaît comme le terme du progrès vers l'équilibre des dépenses et des recettes dans la colonie. »

M. Thomson s'occupe ensuite des impôts que payent en Algérie les Européens. M. Tirman estimait que le chiffre était de 105 fr. 10 par tête ; ils seraient donc imposés presque autant que les métropolitains, qui payent environ 120 fr. par tête. M. Burdeau a rectifié les chiffres presentés, et est arrivé à cette constatation que chaque Européen paye en Algérie à peu près 75 fr., c'est-à-dire un peu plus des six dixièmes de la part d'impôt qui incombe à un habitant de la métropole. « Très sincèrement, dit M. Thomson, dans un pays en voie de formation, que nos colons, dans des conditions si difficiles, transforment à force de labeur et de tenace énergie, et dont ils font des départements français, je ne crois pas que cette faveur soit bien exagérée. » Il rappelle la dette hypothécaire qui pèse sur la propriété algérienne. M. Burdeau déclare que ce n'est pas un poids trop lourd si l'on songe à l'importance de cette dette dans certains pays de l'Europe, en Hollande, par exemple, et en Allemagne. La comparaison n'est pas juste : en Europe, la fortune est assurée ; en Algérie elle se fonde. Ce qu'elle supporte en Hollande, en Allemagne et dans la métropole, l'écrase en Algérie, parce que le propriétaire n'a pas de réserve et marche sur les avances de crédit ; et l'on sait combien est élevé le loyer de l'argent.

La commission du budget propose d'établir sur l'alcool une taxe de 30 fr. qui viendra s'ajouter au droit de 50 fr. par hectolitre actuellement perçu soit à l'importation, soit à la production. M. Thomson combat cette taxe à cause de la fraude qu'elle provoquera, et de l'introduction de l'exercice qui en sera la conséquence.

Tandis que la commission propose une augmentation de charges pour l'Algérie, elle propose, d'un autre côté, une réduction de près de 300,000 fr. sur le crédit affecté à la colonisation. L'orateur juge cette réduction inopportune. Aujourd'hui encore, bien que la colonisation ait fait de sensibles progrès, il est indispensable de faire pénétrer l'élément européen sur des territoires dont à l'heure actuelle il n'a pas suffisamment tiré parti. Quel moyen avons-nous d'implanter cet élément colonisateur au milieu de ces régions entièrement occupées par les indigènes ? Le moyen le plus sûr, le plus rapide, le plus puissant, c'est la création de villages établis sur des terres aujourd'hui incultes, et qui deviennent à bref délai non seulement des centres de résistance, des forces de protection, mais « des moteurs d'initiatives pour les indigènes des environs. » Et pour l'établissement de ces villages l'intervention de l'État est indispensable.

D'ailleurs cette intervention de l'État n'entrave en aucune façon la colo-

nisation libre ; bien au contraire, elle la favorise. Loin d'être exclusifs l'un de l'autre, comme on affecte quelquefois de le supposer, les deux systèmes se complètent l'un par l'autre. Les villages ainsi créés deviennent des centres d'attraction autour desquels la colonisation libre peut ensuite rayonner. Ils forment un cadre à la colonisation libre. Cette colonisation libre, qui peut rendre et qui rend, en effet, à l'Algérie les plus utiles services, et que l'administration a le devoir étroit de favoriser, ne peut pas à l'heure actuelle remplacer la colonisation officielle ; elle ne produit pas les mêmes résultats. La colonisation libre est la mise en valeur de l'Algérie, elle n'en est pas le peuplement.

L'orateur insiste ensuite tout particulièrement sur cette idée que ceux qui bénéficient les premiers des créations de centres, ce sont les indigènes. Les indigènes de la région où le village est créé profitent de tous les travaux publics effectués pour l'installation du centre ; ils profitent des routes, des chemins d'accès qui sont tracés ; ils trouvent dans le centre nouveau de population européenne des facilités pour s'approvisionner ; ils trouvent un marché pour écouler leurs produits. La création d'un centre de colonisation entraîne immédiatement une plus-value sérieuse pour leurs céréales, pour leurs bestiaux, pour leurs terres. Ils peuvent, s'ils le veulent, louer leurs services. Et il y a pour eux bien d'autres avantages. Les colons leur apportent l'exemple de notre agriculture, de notre industrie ; l'exemple porte ses fruits, et ainsi les indigènes profitent indirectement des progrès réalisés par la culture française. Au surplus, un témoignage bien fort en faveur de notre œuvre de colonisation, c'est l'accroissement notable de la population indigène à mesure que la colonisation s'est étendue : on comptait en 1872 2,125,000 indigènes ; on en compte 3,267,000 au dénombrement de 1891, soit en 19 ans une augmentation de plus de 1,100,000 individus.

M. Burdeau, pour motiver sa proposition de réduction de crédit affecté à la colonisation, se déclare favorable au système de la vente des terres en Algérie, et semble désirer que ce système de la vente soit exclusivement pratiqué. M. Thomson est très partisan du système de la vente des terres domaniales, mais ne croit pas qu'il puisse être seul appliqué lorsqu'il s'agit de la création d'un centre nouveau. L'expérience a été tentée par l'administration algérienne, et elle n'a pas produit de biens bons résultats. Les terrains peuvent se vendre facilement dans les villages placés près du littoral et à proximité d'une ville, mais il en est autrement quand ces conditions font defaut ; et en particulier, lorsqu'on veut peupler des villages situés à l'extrémité du Tell ou sur les hauts plateaux, le système de la concession gratuite s'impose d'une manière absolue. On constate, en outre, qu'à la vérité les adjudications de lots de ferme ont bien réussi — et depuis 1882 l'administration algérienne a complètement supprimé les concessions gratuites pour ce genre de lots, — mais que les adjudications de lots de village sont loin d'avoir obtenu le même succès. Aussi actuellement, lorsqu'il est question de créer un nouveau centre, on fait moins de lots de villages, et l'on augmente dans une large mesure le nombre des lots de ferme. On est donc bien entré dans la voie de la vente indiquée par le rapporteur. Mais il ne faut pas aller trop vite dans cette voie ; sinon on risquerait d'empêcher l'installation même du village. De plus, on nuirait à l'accroissement de la race française en Algérie ; en effet, qu'on ne s'y

trompe pas, le système de l'adjudication des terres, qui a ses côtés utiles, ne favorise pas l'immigration française. Enfin il convient d'observer que, si les ventes de lots de ferme ont réussi, leur succès même a présenté un inconvénient; on pourrait presque dire qu'elles ont trop réussi, en ce sens que, le prix d'adjudication ayant souvent dépassé d'une manière trop considérable la mise à prix, les adjudicataires n'ont pas fait une bonne affaire ; et il en est résulté de nombreuses demandes de résiliation qui ont donné à réfléchir à l'administration algérienne et ont un peu ralenti le mouvement.

Après avoir examiné ce qui concerne les centres de colonisation, M. Thomson relève une critique faite par M. Burdeau au sujet du recrutement parfois défectueux du personnel administratif de l'Algérie. Il commence par reconnaître que la critique est fondée. « A côté d'excellents agents, dit-il, que nous sommes heureux d'accueillir en Algérie et de conserver, la métropole nous envoie parfois des fonctionnaires moins méritants. Mais si ce recrutement, surtout dans l'avenir, devient difficile, la faute n'en doit-elle pas être imputée à ceux qui, l'an dernier, ont supprimé le quart colonial? Plus que dans la métropole, nous avons besoin en Algérie, où le service est incontestablement plus pénible, où les fonctionnaires doivent avoir plus d'initiave, plus de force de résistance, où la surveillance est plus difficile et les tentations plus nombreuses, nous avons besoin, dis-je, d'un personnel d'élite, d'agents d'une probité et d'une capacité éprouvées. Et vous croyez que, volontairement, après que vous aurez supprimé les légères faveurs qui facilitaient le recrutement, les fonctionnaires véritablement méritants consentiront à quitter leurs familles, souvent leurs intérêts matériels, toutes les facilités d'existence qu'ils rencontrent dans la métropole, pour s'en aller vivre isolés dans quelque localité perdue, où ils trouveront une poignée d'Européens noyés au milieu d'une nombreuse population indigène? Car, il ne faut pas voir seulement en Algérie les belles villes, les agréables résidences du littoral, où les agents, du reste, ne doivent arriver qu'après des étapes successives dans l'intérieur, et un séjour plus ou moins prolongé dans des postes souvent très mal sains... Dans plusieurs de nos grandes administrations publiques, on signale déjà le danger, et je le crois, pour ma part, très réel. »

M. Thomson entre alors dans de longs développements sur le réseau de nos voies ferrées de l'Algérie, et sur les critiques que provoquent les conventions qui ont permi l'établissement de ce réseau. Il expose comment ces conventions se sont formées; il montre comment l'Etat a été amené à adopter le système des forfaits de construction et des forfaits d'exploitation qui a donné de si fâcheux résultats, et il indique quel serait, selon lui, le remède à une situation que tout le monde reconnaît être mauvaise.

En terminant son discours, M. Thomson constate qu'il est d'accord avec M. Burdeau sur toutes les mesures relatives à l'administration des indigènes que le rapporteur soumet à la Chambre. « M. Burdeau demande qu'on forme les indigènes à l'exercice de certaines libertés. Il demande pour les djemmas, sous le contrôle de l'administration, le droit d'être consultées sur des affaires strictement locales. M. Burdeau vous demande le vote de crédits importants pour le développement de l'instruction publique parmi les indigènes... Il vous demande, au point de vue de la justice, des réformes très sérieuses et notamment la simplification de la procédure. Au point de vue budgétaire, il vous demande une meilleure

répartition des impôts Il vous demande, enfin, de joindre vos efforts à ceux de l'administration algérienne pour combattre les abus de l'usure dont les indigènes sont victimes ... Eh bien, nous nous joignons à vous dans toutes les propositions que vous faites; nous les appuyons devant la Chambre, et nous nous permettons de constater qu'elles sont toutes dans le sens de la politique suivie par le régime civil, depuis quelques années, en Algérie. »

M. Burdeau fait une large place dans son discours à l'examen de la question de la colonisation officielle.

Il recherche la part de la colonisation officielle dans le peuplement de l'Algérie, et il trouve qu'elle est bien restreinte. La colonisation officielle, de 1871 à 1881, a, de l'avis du gouverneur général, coûté 57 millions pour installer 7,443 familles, sur lesquelles 3,800 étaient des familles algériennes et 3,600 seulement des familles françaises; on a donc installé 3,600 familles françaises au moyen d'une somme de 57 millions; cela fait de 13,000 à 14,000 fr. par famille. Et tandis que par ce mode de colonisation on introduisait en Algérie à grand frais un nombre si restreint de colons, la colonisation libre valait à l'Algérie près de 60,000 Français immigrants. Dans la période de 1886 à 1891 la part de la colonisation officielle dans le peuplement de l'Algérie est plus faible encore : sur 29 à 30,000 Français qui ont émigré en Algérie 2,200 seulement ont été introduits par la colonisation officielle.

Le rapporteur croit d'ailleurs que la colonisation officielle est indispensable. Il fait ressortir la difficulté d'acheter la terre à un indigène en Algérie. Il faut que l'État achète les terres, constitue le domaine des villages. L'État doit construire des routes conduisant à ces villages et donner aux personnes qui viennent constituer ces centres de colonisation tout ce qui peut les aider à former une agglomération sérieuse et définitive; il doit leur donner une mairie, des écoles, des secours médicaux, une canalisation d'eau. A ces divers points de vue il faut que la colonisation officielle existe.

Mais il ne faut en faire que dans cette mesure. Les lots de terres ne doivent pas être concédés gratuitement; en règle générale, et sauf de rares exceptions, les terres doivent être vendues. Il n'est pas nécessaire que l'on procède toujours par voie d'adjudication, mais elles doivent être vendues. On dit que la vente est difficile, et l'on reproche aux ventes de ne pas favoriser le peuplement; on a cité ce fait de 35,000 hectares qui n'avaient donné qu'un peuplement de 150 familles; mais comment veut-on que les terres soient vendues, et comment veut-on que des paysans français attachés à leur sol viennent, du fond de leurs provinces, se risquer en Algérie, alors que les ventes ne sont précédées que d'une publicité tout à fait insuffisante? Il faudrait, en outre, donner des facilités de payement aux agriculteurs qui résideraient sur leurs terres, ou y feraient résider une famille européenne.

M. Burdeau insiste sur ce qui a trait aux voies ferrées d'Algérie; puis il passe à la situation des indigènes, mais n'examine qu'une seule des questions qui peuvent être posées à ce propos, celle de la propriété indigène. Après avoir mis en relief les conséquences de la loi de 1873, il conclut à un retour en arrière dans l'intérêt de l'indigène : « Nous avons

voulu constituer la propriété indigène en ne tenant pas compte de ce fait que l'indigène ne savait pas ce qu'était la propriété ; nous avons voulu franciser la terre, alors qu'il fallait d'abord franciser l'homme, lui faire comprendre ce qu'est la propriété individuelle, quels en sont les périls, en même temps que les avantages Il ne faut pas hésiter ; il faut revenir en arrière et cesser cette œuvre de la constitution de la propriété individuelle. Il y a des parties à en sauver ; il faut maintenir et achever l'œuvre du sénatus-consulte de 1863 ; il faut qu'on sache ce qui appartient aux particuliers, ce qui appartient à l'Etat, ce qui appartient aux communes ; il y a à faire un levé parcellaire, à constituer l'état de la propriété des indigènes, à dresser la carte géographique, en quelque sorte, de cette propriété ; et pour accomplir cette œuvre, la commission du budget est disposée à ne pas marchander les crédits nécessaires... Quant à la constitution de la propriété individuelle, arrêtez-vous dans cette voie. Il faudra peut-être constituer la propriété familiale, parcourir cette étape ; n'oublions pas que, dans cette œuvre comme dans toutes les autres, le moyen de relever l'indigène, ce n'est pas de lui imposer, dans la forme où elles sont faites pour des Français, à qui elles conviennent, nos lois toutes simples ; il faut, au contraire, en extraire l'esprit et y acheminer les indigènes, en partant de leurs institutions pour aller à des institutions de plus en plus voisines des nôtres, en prenant autant de temps qu'il en faudra pour cette œuvre. Qu'est-ce que des années, des générations, des siècles, pour une œuvre telle que celle dont il s'agit, et consistant dans la transformation, la civilisation d'une race demi-barbare ? »

Le rapporteur, parlant ensuite des voies et moyens proposés par la commission pour faire face aux dépenses de l'Algérie, se demande si ces dépenses sont justifiées, si l'Algérie prospère ; et il déclare que c'est un devoir de conscience et de patriotisme que de réfuter un pessimisme et des idées dangereuses qui se sont fait jour depuis quelque temps. Non, il n'est pas vrai que la colonie algérienne n'ait pas donné de résultats dignes des efforts de la métropole. Il y a des signes de prospérité, de véritables signes de grande prospérité naissante dans la colonie algérienne.

Mais il reste beaucoup à faire. Nous avons eu le tort depuis quelques années, peut-être dans un moment de défiance et de mauvaise humeur à l'égard de l'Algérie, de restreindre peu à peu les crédits que nous avons alloués à cette colonie. Cet état de choses ne peut pas durer sans détriment pour elle ; l'Algérie est dans un état de croissance, de rapide développement, qui exige que les ressources s'accroissent porportionnellement.

A qui pouvons-nous demander les crédits ?

M. Thomson disait tout à l'heure : Il faut les demander au budget spécial. M. Burdeau ne discutera pas la question du budget spécial qui a été débattue dans une autre enceinte ; il se contente de faire remarquer que le budget spécial ne crée pas en réalité des ressources ; on lui a donné « une apparence un peu fantasmagorique de recettes ». Le budget spécial ne crée de ressources que si l'on se jette dans la politique des emprunts.

« Il n'y a qu'un moyen, continue M. Burdeau, de créer des ressources à l'Algérie, c'est que l'Algérie veuille bien reconnaître que sa richesse s'est développée dans des proportions suffisantes pour qu'elle puisse suffire, non pas à toutes ses dépenses, — car nous sommes loin de lui retirer le secours que la métropole lui a accordé, — mais au développement progressif de

ses dépenses et à l'allégement de celles de la métropole. Eh bien, nous demandons à l'Algérie, ayant à lui consacrer une somme de 3 millions et demi, de vouloir bien donner à peu près 3 millions et demi sur ses propres ressources. Sur cette somme, la moitié a déjà été votée sous la forme de l'impôt sur la propriété bâtie. Que reste-t-il à faire? Il reste à voter l'autre moitié, qui sera fournie par l'impôt sur l'alcool.....

» L'Algérie absorbe 124 millions par an Éliminons immédiatement — la bonne foi le commande — les dépenses militaires. Sans doute l'Algérie pourra dans l'avenir en assumer une certaine part, celle qui peut correspondre aux dépenses spéciales de sécurité ; mais c'est une part extrêmement restreinte. Éliminons les crédits qui se rapportent à la dette ; éliminons enfin ceux qui se rapportent aux pensions ; ici la chose est plus contestable, mais on ne peut dégager les chiffres avec certitude. Ces déductions opérées, nous trouvons que l'Algérie dépense par an une soixantaine de millions et qu'elle en fournit 40 Eh bien, cette somme de 20 millions que fournit la métropole, et qui correspond à peu près aux charges résultant de la garantie d'intérêt, n'est-ce pas une subvention annuelle suffisante après soixante ans d'occupation, après les 3 milliards 600 millions déjà versés par le trésor métropolitain?

» Je crois qu'il y a peu de colonies ayant prospéré qui, au bout d'un temps aussi long, aient continué à recevoir de la métropole un secours aussi considérable! D'autre part, à mon sens, le plus grand danger qui pourrait menacer l'Algérie, ce serait qu'elle s'imaginât que les subventions de la métropole doivent se prolonger indéfiniment. Rien n'est plus dangereux pour un pays où il s'agit de développer les facultés viriles, le sentiment des responsabilités, le désir de se suffire à soi-même, rien n'est plus dangereux pour un pareil pays que de se reposer sur le secours indéfini de la métropole.

» Le système des subventions est funeste à une colonie! Il a été nécessaire en Algérie parce que la colonie se trouvait dans une situation sans exemple : elle avait à se défendre ; elle avait à conquérir le sol au milieu de difficultés inouies provenant tant de la race qui l'occupait que du climat. Mais il est temps de mettre un terme à ce système, il est temps que l'Algérie envisage le moment où elle devra se suffire à elle-même. Nous ne lui demandons pas de nous rembourser. Faire des comptes avec une colonie comme l'Algérie, admettre qu'une partie de la France — car l'Algérie est une partie de la France et l'une des meilleures — admettre qu'une partie de la France puisse être débitrice de l'autre partie, c'est là un acte que je considère comme dangereux au point de vue qui nous importe au plus haut degré, je veux dire l'unité morale de la patrie.

» Je ne demande à l'Algérie qu'une chose, c'est de se suffire progressivement à elle-même, et, en attendant, la métropole continuera à l'aider, à la condition qu'elle donne des gages de bonne volonté et qu'elle lui permette de lui retirer son aide peu à peu. »

Dans cette discussion, M. Cambon, gouverneur général de l'Algérie, commissaire du gouvernement, prend plusieurs fois la parole. L'un des points qui l'amènent à la tribune est la proposition de réduction du crédit affecté à la colonisation. M. Cambon demande que le crédit alloué par la commission de la Chambre soit augmenté d'une somme de 45,000 fr.

Il y a dans toute opération de colonisation deux parts qu'ils faut bien distinguer : il y a la part des travaux préparatoires à toute espèce de colonisation, qu'elle soit libre ou qu'elle soit officielle (routes, travaux de conduites d'eau, travaux d'assainissement divers), et il y a ensuite la part du peuplement.

Or, les travaux préparatoires, répondant à des besoins généraux, incombent nécessairement à la bourse commune. Et les frais de ces travaux sont très importants ; ainsi, en Algérie, ils représentent les quatre cinquièmes des dépenses de colonisation ; sur 141 millions consacrés par la France à la colonisation, ils figurent pour 124 millions.

Quant au peuplement, comment doit-on le faire ? Doit-on s'adresser simplement à la vente ou continuer le système des concessions gratuites, qui est la règle dans le décret de 1878 ? M. Cambon est partisan de la vente, et il a l'intention de soumettre au gouvernement un projet en ce sens. Mais il ne voudrait pas qu'on renonçât complètement au sytème des concessions gratuites ; il demande qu'on laisse au gouvernement le droit de donner des concessions gratuites lorsqu'il le jugera utile. Et M. Cambon indique un cas dans lequel il se propose précisément de recourir au système de la concession ; il songe à attirer par ce moyen une population de pêcheurs français sur les côtes algériennes.

En outre, M. Cambon a l'intention de ne livrer à la colonisation que des terrains préalablement défrichés. Une des plus grandes difficultés de la colonisation consiste dans le défrichement des terres. Le défrichement absorbe le petit capital que le colon, en général peu fortuné, apporte en Algérie, puis le colon se trouve sans aucune ressource pour cultiver sa terre et s'endette. De plus, comme les travaux de défrichement entraînent généralement après eux les fièvres paludéennes, il est malade, et sa famille aussi. On ferait faire un très grand progrès à la colonisation et l'on développerait la vente des terres si, au lieu de livrer des terres non défrichées à la colonisation, on lui livrait des terres défrichées. Tous les jours l'administration algérienne reçoit des lettres dans lesquelles des paysans français demandent à venir en Algérie, mais ils demandent qu'on leur concède ou qu'on leur vende des terres défrichées.

Pour faire opérer ce défrichement à bon marché, le gouverneur général a le dessein d'y employer les prisonniers qui encombrent les prisons civiles d'Algérie. L'autorité militaire se sert tous les jours des prisonniers qu'on appelle les condamnés aux travaux publics, et elle s'en trouve bien. L'autorité civile n'en a jamais fait qu'un emploi restreint et exceptionnel. M. Cambon voudrait faire de cet emploi une règle générale. La main-d'œuvre ainsi employée au défrichement ne serait susceptible d'aucune des critiques qu'on adresse quelquefois à la main-d'œuvre des prisons, car on ne ferait concurrence à aucune espèce de travail libre. M. Cambon voudrait même qu'on accordât à ceux des prisonniers qui défricheraient ces terres incultes le bénéfice de la loi qui permet de réduire le temps d'emprisonnement pour les condamnés demandant à subir leur peine en cellule.

Le gouverneur général a aussi le projet d'organiser un service de publicité sérieuse qui faciliterait la vente des terres. « La publicité que nous faisons aujourd'hui, dit M. Cambon, est un peu restreinte. Assurément nous ne voulons pas imiter ce que font certains États de l'Amérique du Sud, et créer sur tous les points de l'Europe et de la métropole des agences

d'émigration; mais nous voudrions pouvoir répandre des publications utiles, faire connaître à la nation française ce qu'est l'Algérie; car vous ne pourriez pas vous douter, Messieurs, de la quantité d'idées fausses que, d'après la correspondance que je reçois tous les jours, on nourrit sur l'Algérie .. Nous voudrions faire connaître ce pays par des publications bien comprises, montrer l'Algérie telle qu'elle est... Pour cela, des correspondants nous seraient utiles dans les principales villes de France, de façon à pouvoir nous mettre en rapport avec les éléments de la population agricole, maritime et pastorale dont nons avons besoin, et à donner aux futurs colons des renseignements précis et sûrs. »

Travaux publics

23 décembre. — Le Gouvernement dépose sur le bureau du Sénat un projet ayant pour objet l'établissement d'un chemin de fer d'Ain-Sefra à Djenien-Bou-Rezg (1).

24 décembre. — Communication à la Chambre d'une demande d'interpellation adressée par M. Baihaut au ministre des affaires étrangères sur la situation des chemins de fer tunisiens, et ajournement de l'interpellation.

Paul Lacoste,
Professeur à la Faculté de droit d'Aix.

(1) Projet adopté par la Chambre le 21 décembre 1891, sur le rapport de M. Boudenoot, du 1er décembre 1891.

UNE CONSERVATION D'HYPOTHÈQUES

SOUS LE RÉGIME

DU LIVRE FONCIER

PAR

R. DE FRANCE DE TERSANT

CONSERVATEUR DES HYPOTHÈQUES (1)

TROISIÈME QUESTION

Faut-il leur appliquer également les règles de la spécialité ?

Dans le système du Code civil, la généralité de l'hypothèque est la conséquence nécessaire de l'hypothèque occulte. Il était impossible de faire porter sur un immeuble déterminé une hypothèque qui n'était pas inscrite et de limiter, quant à la somme, une garantie qui s'appliquait aux résultats inconnus d'événements à venir.

L'adoption du principe contraire conduirait naturellement à une solution différente. La spécialité n'est que l'une des faces de la publicité. Si l'on reconnaît qu'il est utile de manifester la situation exacte du propriétaire foncier, il faut admettre aussi que son bilan ne peut être établi lorsque tous ses immeubles sont grevés pour un chiffre indéterminé.

Il faut répéter ici ce qui a déjà été dit de l'hypothèque occulte. L'hypothèque générale est incompatible avec le système du livre foncier. Peut-être serait-il possible, malgré la complication évidente de l'opération, de l'inscrire sur le feuillet représentatif de chacun des immeubles que le grevé

(1) V. *Rev. Alg.*, 1891. 1. 193.

possèderait au jour où serait constituée l'hypothèque; mais l'on ne pourrait sans tomber dans la confusion, sans engager à chaque instant la responsabilité des préposés, la faire inscrire d'office sur tous les immeubles qu'il achèterait ou recueillerait, à mesure qu'ils lui adviendraient. Or, on ne pourrait compter sur le grevé pour requérir l'inscription dans chacune de ces circonstances, d'où il suit que la prescription serait forcément méconnue.

Quelle raison opposerait-on, d'ailleurs, à la nécessité d'une spécialisation? Dira-t-on que le créancier peut ne pas connaître les biens de son débiteur? C'est le motif que l'on invoquait pour justifier la généralité de l'hypothèque judiciaire: mais il est sans valeur. Dans le système que nous avons esquissé, pour arriver à la publicité de l'hypothèque légale, le mari au moment du mariage, ou lorsque sa femme recueille des biens nécessitant l'inscription de l'hypothèque forcée; le tuteur, à l'ouverture de la tutelle ou lors des événements qui le rendent comptable, indiquent les immeubles qui doivent être grevés. Et si l'on suppose que l'inscription doive être requise sans ou contre le consentement de l'administrateur, les intéressés, en demandant la décision judiciaire qui ordonnera cette inscription, désigneront eux-mêmes ces biens. Grâce au registre foncier, — nous le verrons plus loin, — tout immeuble a un propriétaire connu, et à côté de ce registre réel, une table des propriétaires fonciers (1) indique, par une simple référence, au moyen d'un simple numéro, quels sont les immeubles possédés par chaque propriétaire. Il est donc toujours possible de se renseigner sur la fortune immobilière de l'individu, et de fournir, s'il y a lieu, au magistrat chargé de spécialiser l'hypothèque, les indications dont il a besoin.

---

(1) V. aux annexes le modèle de cette table (Modèle II).

QUATRIÈME QUESTION

—

Convient-il de rendre la transcription hypothécaire obligatoire, en matière immobilière non seulement pour les actes désignés dans la loi du 23 mars 1855, mais aussi pour les actes déclaratifs tels que les partages; pour les contrats de mariage (les tiers ayant intérêt à connaître le régime adopté); pour les décisions judiciaires prononçant une séparation ou un divorce, pour les baux de plus de neuf ans qui cessent, en général, d'être des actes d'administration; pour les testaments de personnes décédées et même les déclarations de successions souscrites dans les bureaux d'enregistrement; enfin, d'une manière générale, pour tout acte renfermant une clause, une restriction quelconque susceptible d'engager la condition d'un immeuble? Quelle devrait être, pour ces différents documents et autres analogues, la quotité du droit de transcription? Ce droit serait-il perçu par le Receveur ou par le Conservateur?

I

LA TRANSCRIPTION DOIT S'APPLIQUER A TOUS LES ACTES QUI AFFECTENT L'ÉTAT JURIDIQUE OU LA CONSISTANCE DE L'IMMEUBLE

Pour arriver à la publicité du droit de propriété, toutes les charges, toutes les conditions qui en restreignent l'exercice, qui s'opposent à la disponibilité de l'immeuble, doivent être révélées par le registre foncier. Je me suis attaché à démontrer (question I) que la transcription actuelle, limitée quant aux actes qu'elle atteint, limitée quant à la force probante du registre, est insuffisante au point de vue qui nous occupe. Je ne pourrais que répéter ici ce que j'ai déjà dit. Si le point de départ est bien défini, si l'on ne doit faire figurer sur le livre des droits réels aucun immeuble sans maître, ou si, ce qui

revient au même, on doit considérer comme propriétaire celui-là seul qui est inscrit au livre foncier, si le même principe triomphe quant aux droits réels qui sont des démembrements de la propriété, toute la loi se résumera dans cette formule :

L'existence d'un droit réel résultera, à l'égard des tiers, de son inscription; l'annulation de l'inscription ne pourra être opposée aux tiers de bonne foi qui auront eux-mêmes fait régulièrement inscrire leurs droits acquis.

Il faudra donc décider que toute convention ou tout fait légal qui, en dehors d'une convention, peut transmettre, déclarer, modifier ou éteindre un droit réel immobilier, ne sera opposable aux tiers qu'après la mention sur le registre; la sanction de cette disposition consistera dans l'impossibilité, pour un prétendant droit sur l'immeuble, d'obtenir l'inscription d'une convention, s'il n'a tout d'abord régularisé, à l'égard du livre foncier, sa situation ou celle de ses auteurs.

Les actes déclaratifs comme les partages seront donc soumis à la mention. Il en sera de même des mutations par décès, testamentaires ou autres ; et il sera pareillement nécessaire, pour les rendre opposables aux tiers, de mentionner tous les actes qui excèdent les bornes ordinaires du pouvoir d'administration, comme les baux de plus de neuf ans ; de même aussi des causes d'éviction, de résolution, etc.

Quant aux contrats de mariage, les seuls qui doivent être assujettis à la publicité sont ceux qui frappent un immeuble d'indisponibilité. Du moment où l'hypothèque légale de la femme sera supprimée ou du moins subordonnée, pour produire effet, à l'inscription, peu importe aux tiers qui se proposent de traiter avec le mari de connaître l'existence du contrat. Tout immeuble ne portant point mention d'une cause d'indisponibilité sera réputé libre. Pour les immeubles de la femme, ils seront toujours aliénables dans les cas où ils le sont aujourd'hui. On voit par là qu'il n'y a lieu de transcrire que les contrats portant adoption du régime dotal ou clause d'emploi obligatoire pour les tiers. Le nombre en sera forcément assez restreint pour qu'on n'ait pas à craindre un trouble dans les habitudes actuelles des parties.

Dégagé de l'hypothèque générale et occulte, le mariage n'est plus un obstacle à la circulation des immeubles. Le mari peut vendre, emprunter, etc., sans même avoir à dire s'il est ou non marié. Pour la femme, si elle n'est pas mariée sous le régime dotal, on se préoccupe seulement de savoir si elle est ou non assistée de son mari; c'est là une question de capacité personnelle qui se rattache à l'organisation de l'état civil.

Il en est de même en cas de séparation de biens judiciairement prononcée, soit seule, soit comme conséquence de la séparation de corps ; car cette situation ne modifie rien au régime adopté par le contrat de mariage.

Le divorce, au contraire, annule les effets du contrat de mariage ; il devrait être publié dans les cas et de la manière où l'aurait été le contrat de mariage lui-même, parce qu'il rendrait libres les immeubles de la femme qui auraient pu être frappés d'indisponibilité à raison du régime adopté.

Pour les successions, je ne pense pas que le document à mentionner sur le registre foncier puisse être la déclaration souscrite au bureau d'enregistrement pour le paiement du droit de mutation par décès.

Cette déclaration n'a aucun caractère d'authenticité (1); elle peut être faite par l'un des héritiers plus diligent que les autres, en fraude des droits de ses cohéritiers. Avant que ceux-ci aient eu le temps de se faire connaître, le premier inscrit, bénéficiant de la foi publique du registre foncier, aurait pu aliéner ou hypothéquer les immeubles et ruiner ainsi les droits des autres successibles. Les délais accordés pour payer les droits de mutation, et que l'on ne peut guère abréger, ne permettraient pas non plus de subordonner à la déclaration de succession l'inscription au livre foncier. Ce serait paralyser, pendant six mois au moins, le droit du nouveau propriétaire qui, justement, peut avoir besoin de vendre ou d'emprunter pour payer l'impôt. Il serait contraire à tous les principes de faire dépendre l'inscription d'une formalité qui n'a qu'une portée fiscale. Il faudrait exiger, soit un intitulé d'inventaire, soit un certificat de propriété, un acte de notoriété qui pourrait être rédigé à peu de frais, et par lequel un notaire, ou tout aussi bien un juge de paix, sur l'attestation de témoins, certifierait la réalité du droit invoqué.

Cette question se rattache au principe de la légalité; c'est avec lui qu'elle devrait être traitée.

II

DROIT D'INSCRIPTION

En abordant l'étude d'un impôt sur la formalité de publicité,

(1) Des indications en ce sens ont été données à la Sous-Commission par M. George, Administrateur de l'Enregistrement (séance du 2 juillet 1891, *Comptes rendus*, p. 18).

l'impression première est que la propriété, déjà lourdement grevée, ne doit pas être surchargée à l'occasion d'une opération qui a pour but de la protéger.

Mais le point de vue change si l'on considère que la publicité, fondée sur la foi due au registre, donnera à la propriété une certitude qui lui fait défaut jusqu'à présent; qu'elle épargnera aux propriétaires les frais et les démarches nécessaires à chaque mutation ou à chaque emprunt; qu'elle supprimera la purge légale et réduira pour ainsi dire la procédure d'ordre à la lecture du titre de propriété; qu'elle préviendra la plupart des procès sur les questions de propriété immobilière, notamment les actions en revendication de limites; enfin, que si l'on remet au propriétaire un double du titre de propriété, celui-ci sera, en général, dispensé de demander, pour justifier de son droit, les états hypothécaires actuels qu'il paie au conservateur et qu'il paie — souvent plus cher encore — à l'intermédiaire chargé de les requérir et de les examiner; qu'elle permettra, en simplifiant le rôle des notaires, de modifier le tarif de leurs honoraires de manière à le mettre en rapport avec l'importance de leur rôle dans chaque circonstance, la réforme serait encore très avantageuse pour le propriétaire, quand même il paierait un droit au moment où il demanderait une inscription.

D'un autre côté, la transcription et l'inscription se réduisant désormais à une brève mention sur le titre, il est, sans doute nécessaire de remplacer, pour le Trésor public, les divers droits de timbre qu'il perçoit actuellement sur les copies d'actes et de bordereaux.

Ces droits pèsent non pas uniquement, mais infiniment plus sur la petite propriété que sur la grande. Ce serait l'occasion d'arriver à une répartition plus logique et plus équitable de cet impôt de consommation.

Il serait avantageux pour le Trésor, et l'on obtiendrait une simplification évidente en établissant une taxe unique proportionnelle à l'importance du droit inscrit, analogue au droit d'inscription actuel (1). Cette taxe devrait être très légère, et de la sorte elle ne pourrait donner lieu à aucune critique de la part des contribuables.

L'intérêt de celui qui prend une inscription, ou la fait disparaître, se mesure nécessairement sur le chiffre de la créance inscrite ou radiée, sur la valeur des immeubles

(1) Voir plus loin le développement de cette assertion, avec chiffres à l'appui.

transmis à titre onéreux ou à titre gratuit. C'est elle qui détermine l'étendue de la garantie donnée par la loi au propriétaire ou au capitaliste ; c'est d'elle aussi que dépend en grande partie — car il faut faire également acception des difficultés spéciales de chaque affaire — l'étendue de la responsabilité du conservateur.

C'est donc aux valeurs inscrites et non pas au nombre des mentions que je proposerais de proportionner la somme à percevoir par l'État et par le conservateur pour les formalités hypothécaires : un droit d'inscription proportionnel ; un salaire proportionnel. Cette loi donne le moyen de ne pas toucher à l'équilibre du budget ; elle détruit l'inégalité que l'on signale avec raison entre les petites transactions qui, au bureau des hypothèques seulement, paient au Trésor jusqu'à 10 % de la valeur, et les transactions plus importantes qui, à partir de 10,000 fr. ne paient plus que 1 à 2 fr. pour mille, c'est-à-dire 100 fois moins. Et comme le droit d'inscription sera toujours minime, on ne pourra pas dire qu'il grève lourdement la grande propriété. Je ne vois pas quel reproche on pourrait adresser à une taxe proportionnelle, tandis qu'en maintenant des droits fixes, dût-on réduire le taux actuel, on perpétuera le système sous lequel, tout le monde le reconnaît, succombe la petite propriété, sans apporter aux prêts ou aux ventes importantes un soulagement bien appréciable. Une économie de 50 à 60 fr. sur les frais d'un emprunt de 20,000 fr. n'est pas une mesure très intéressante, et elle ne profite qu'à un petit nombre de personnes relativement aisées ; il est, au contraire, d'un intérêt majeur d'épargner 10 fr. sur un emprunt de 100 à 500 fr., et si l'on accorde ce dégrèvement aux 300,000 ventes inférieures à 500 fr. qui sont conclues annuellement et à un nombre probablement supérieur d'emprunts de même chiffre, on aura certainement réalisé un progrès démocratique.

Il y a plus : le maintien du système actuel est matériellement impossible sous le régime du livre foncier.

La plus grande partie des recettes provient du timbre des expéditions présentées au bureau des hypothèques et du timbre des registres de formalité. Or le régime du livre foncier supprime entièrement cette ressource. Les expéditions sont remplacées par un bordereau analytique ; aux registres d'inscription et de transcription qui s'accumulent sans cesse dans nos archives, se substituent les livres fonciers dont le nombre, sans être absolument stationnaire, augmente lentement ; l'on ne remet plus aux parties les grosses volumineuses

qui constituent la preuve très imparfaite du droit de propriété ; elles reçoivent — et c'est là un des côtés les plus pratiques de la réforme — une copie de titre de propriété sur laquelle les inscriptions successives viennent prendre place sans en accroître le volume.

Or, le Trésor encaisse annuellement, du chef des formalités hypothécaires, des droits de timbre qui ne sont pas inférieurs, sans doute, à 10 millions de francs, savoir :

Timbre des registres hypothécaires	4.000.000
— des bordereaux	1.000.000
— des expéditions (1).	5.000.000

Comment donc compensera-t-on la perte de ce produit ? Ce ne peut être en établissant sur timbre les titres de propriété et leurs copies. Une telle mesure, très onéreuse pour les parties, si elle était prise au moment de l'immatriculation (2), donnerait, il est vrai, au début, une recette considérable, mais qui ne se reproduirait plus à l'avenir puisque le nombre des titres ne s'accroîtra que très lentement. Or, ce que l'on doit chercher, c'est, d'une part, l'allégement des frais d'immatriculation, et, d'autre part, un revenu annuel qni puisse concourir à équilibrer le budget.

Je ne crois pas non plus que l'on doive demander de nouvelles ressources à des impôts nouveaux. L'on peut, sans contredit, trouver encore en France des matières imposables ; mais il convient peut-être de réserver cette ressource pour d'autres nécessités.

Un droit d'inscription très léger, ne dépassant pas 3 pour mille, suffit pour compenser l'abandon de tous les droits de timbre actuellement perçus directement ou indirectement à l'occasion des formalités hypothécaires ; cette taxe semblerait d'autant mieux justifiée que l'inscription sur le livre foncier, comme je le disais tout à l'heure, donne au propriétaire et au créancier une sécurité absolue, qu'elle les met à l'abri de la

---

(1) Le prix du timbre pour l'expédition d'une vente est à peu près équivalent au prix du timbre employé pour la transcription ; mais pour une inscription, le timbre de l'expédition de l'obligation dépasse toujours de beaucoup le prix du timbre du registre. Cette somme de 5,000,000 de francs est donc un minimum.

(2) L'*immatriculation* est l'établissement, sur le registre foncier, du titre de propriété relatif à un immeuble. Les changements qui surviennent ensuite donnent lieu à des *inscriptions*. L'immatriculation n'a donc lieu, pour chaque immeuble, qu'une seule fois : au moment de la création du livre foncier ou, pour les parcelles détachées d'un corps d'immeubles, à l'époque du démembrement.

plupart des procès immobiliers, ce qui est une économie réelle; à la différence de tant d'autres impôts, elle ne constitue pas une charge purement fiscale; elle est le paiement d'un service très réel. Elle est à peu près insensible pour les petits contrats, sans prendre à l'égard des opérations les plus considérables une importance susceptible de les entraver.

Il ne faut pas, toutefois, se dissimuler que la perception d'un impôt de ce genre suppose que l'inscription est requise par la partie intéressée, et non pas prise d'office par le conservateur sur des renseignements fournis par un autre service public. Mais dans le système que je propose, l'impossibilité pour un propriétaire de conclure aucune convention sans s'être mis en règle avec le livre foncier serait une sanction suffisante à l'obligation de demander l'inscription et n'exigerait pas, même pour les mutations par décès, l'intervention — que j'ai déjà d'ailleurs reconnue impossible (1) — du receveur des successions ni celle de l'officier de l'état civil. On pourrait admettre à la formalité gratuite les mentions de pure forme qui ne se prêtent pas à l'expression d'une valeur, comme les mentions de jugements d'adjudication, de conversion de saisie, etc.

III

SALAIRES DU CONSERVATEUR

Pour épuiser la question des frais applicables aux inscriptions sur le livre foncier, il resterait à dire un mot des salaires du conservateur. Comme les autres frais actuels, ils sont, bien que très modérés, sans proportion avec l'importance des droits qui donnent lieu aux formalités. On pourrait remplacer les salaires actuels de quotité variée par un salaire unique proportionnel aux sommes ou valeurs.

Actuellement les salaires représentent sur l'ensembie des formalités, 0 fr. 15 0/0 des valeurs soumises à l'inscription ou à la transcription. Ce chiffre pourrait être pris pour base d'un salaire proportionnel; l'application de ce tarif aux valeurs nouvellement assujetties à la formalité indemniserait le conservateur des dépenses qu'il aurait à supporter après la réforme, à raison de la multiplicité des formalités et de l'élévation du salaire des employés. Un personnel plus instruit serait en effet plus nécessaire pour les vérifications préalables

(1) V. le paragraphe précédent.

à l'inscription et pour les mentions analytiques sur le titre que pour les copies matérielles de transcriptions ou d'inscriptions.

Je ne m'étendrai pas ici sur l'importance que la fonction du conservateur reçoit dans la nouvelle organisation. Si l'on adopte définitivement le système du livre foncier, on sera conduit forcément à donner aux inscriptions une force absolue, un caractère irrévocable, non pas entre les contractants, mais vis-à-vis des tiers. Cette nécessité emportera modification du rôle du conservateur. J'en donnerai les motifs en examinant la cinquième question.

IV

PERCEPTION DU DROIT D'INSCRIPTION

La taxe de publicité (on peut l'appeler d'une manière générale droit d'inscription) serait perçue à la conservation des hypothèques. Tous les actes qui sont soumis à la transcription ne passent pas nécessairement au bureau d'enregistrement avant d'arriver à la conservation. Les mutations par décès, notamment, peuvent, comme je l'ai fait observer, n'être souscrites que six mois après le fait qui donne lieu à l'inscription ; or cette inscription peut être utile immédiatement après l'ouverture de la succession. Il vaut mieux laisser à chacun ses attributions. La perception du droit d'inscription actuel n'a jamais donné lieu à aucune difficulté ; la taxe nouvelle, moins lourde pour les petites créances, pour les petites ventes, ne serait pas d'un recouvrement plus compliqué.

Je parlerai plus loin du mode de communication au public des documents hypothécaires et de la rémunération de ce travail. Ce sont là des questions d'ordre intérieur, tout à fait secondaires, et qui ne soulèvent aucune difficulté théorique. En fait, la délivrance au propriétaire d'un certificat de titre toujours en concordance avec le titre original dispensera le plus souvent les parties de venir se renseigner au bureau des hypothèques. Les recherches seront beaucoup plus rares qu'aujourd'hui, les délivrances d'états et les copies seront l'exception. Si ces formalités matérielles motivent une perception, elle sera minime et de nature à rémunérer simplement l'agent qui s'y emploiera et la responsabilité du conservateur qu'elle engagera toujours dans une certaine mesure.

Le Trésor étant désintéressé dans la question, puisqu'il trouvera dans la taxe proportionnelle l'équivalent de tout ce qu'il perçoit aujourd'hui et même un peu plus, les communications pourront être faites au gré des parties, par copies textuelles ou par extraits sommaires.

CINQUIÈME QUESTION

Serait-il possible et utile de créer, dans chaque conservation d'hypothèques, un livre foncier sur lequel on inscrirait, à un folio spécial, chacune des parcelles figurant au plan cadastral d'une commune, ainsi que tous les faits constitutifs d'un droit réel, d'une charge quelconque sur ces parcelles, de manière que ce livre foncier présentât la description sommaire et la situation juridique complète de chacune d'elles?

Pour ce qui est de l'utilité du registre foncier, elle résulte suffisamment, je crois, des considérations présentées plus haut à l'occasion de la première question (§ formalités). Le livre foncier ou mieux le registre des titres de propriété est le pivot du système de publicité réelle. Seul, il permet de grouper, sous un titre spécial à chaque immeuble, tous les renseignements qui concernent le droit du propriétaire. Seul, il permet de donner au public, sans recherches sur tous les volumes d'un bureau, sans les lenteurs et toutes les chances d'erreur qu'on déplore aujourd'hui, la situation exacte de la propriété. Formé après une enquête sur l'origine et l'étendue des droits des détenteurs, après une purge qui force tous les droits réels à se révéler, sous peine de forclusion, dans un délai déterminé, le registre des titres de propriété est tenu au courant de tous les événements qui peuvent changer le détenteur de l'immeuble, modifier son droit, le restreindre ou l'étendre. De même que la création a été précédée d'enquête et de purge, de même chaque inscription est précédée d'une vérification au cours de laquelle le conservateur s'assure de l'identité des parties, de leur capacité, de la concordance des énonciations de l'acte à inscrire et du registre. Ces vérifications ne vont pas plus loin : elles ne portent pas sur le fond même des conventions; l'action en justice reste ouverte contre les vices non apparents dont les contrats peuvent être entachés; l'inscription peut être annulée tant que le droit réel ne

profite qu'à l'inscrivant; mais si un tiers a traité de bonne foi avec celui-ci, l'inscription du nouveau titulaire subsiste quelle que soit l'issue du procès.

Ce n'est pas là précisément la manière dont la loi prussienne entend le principe de légalité. Mais, dans cette mesure très-raisonnable, le principe respecte la liberté des conventions entre les parties tout en donnant à l'inscription hypothécaire l'autorité nécessaire vis-à-vis des tiers.

Telle est donc la portée que l'on devra donner en France au mot *légalité*. Notre système ne doit être ni allemand, ni australien; il doit être français, c'est-à-dire adapter aux règles les plus saines et les plus libérales de notre droit civil un instrument meilleur que le régime hypothécaire élaboré il y a cent ans. C'est à raison du caractère tout spécial de l'inscription dans ce système que le conservateur n'a pas besoin, suivant moi, d'être un juge foncier, mais qu'il doit néanmoins avoir pour mission d'examiner la validité de l'inscription, non pas quant au fond du droit, mais quant à sa forme extérieure et au droit apparent de celui qui la requiert.

C'est en ce sens que j'en ai toujours envisagé l'introduction comme très possible en France, parce qu'il n'est que le développement normal de l'idée fondamentale qui se fait jour dans la loi du 23 mars 1855.

C'est dans cette limite qu'il a définitivement pris pied dans la loi tunisienne (1), que je l'ai conseillé dans l'*introduction au rapport de M. Maxwell* (2), et que j'en avais proposé l'adoption au congrès de 1889, où j'ai été assez heureux pour voir un vénérable professeur, M. Duverger, l'énoncer avec une autorité qui m'a confirmé dans la pensée que j'étais dans la bonne voie (3).

Réduit à ces justes proportions, l'examen préalable à l'inscription n'excède ni les connaissances juridiques des conservateurs actuels, ni les bornes que l'on doit mettre à la compétence d'un fonctionnaire de l'ordre administratif. Il n'appelle pas l'intervention d'un magistrat; il ne revêt ni la forme ni l'autorité d'une décision judiciaire; ce n'est autre chose qu'une formalité de procédure presque matérielle, en tous points analogue à celle actuellement usitée pour les subrogations ou les radiations; les formalités de cet ordre sont aujourd'hui même rigoureusement opposables aux tiers; cependant personne ne songe à les faire précéder du contrôle

(1) V. décret du 10 mai 1886. *Recueil des lois foncières de la Tunisie;* Tunis, 1886.

(2) Page 10.

(3) Voir le compte rendu, page 11.

d'un juge, et, dans la pratique, les recours aux tribunaux contre les radiations opérées par les conservateurs sont plus rares que pour tout autre ordre de formalité.

Je dirai même que la réforme hypothécaire rendrait cet examen préalable plus facile et moins périlleux ; attendu qu'il serait allégé de toute la complication des régimes matrimoniaux, qui sont l'une des difficultés les plus sérieuses et les plus fréquentes au point de vue de la capacité des parties.

Ce n'est pas le jour où l'on faciliterait, dans une certaine mesure, les transactions immobilières, que l'on devrait penser à compliquer le service par un contrôle à deux degrés qui placerait un juge irresponsable à côté ou au-dessus du conservateur responsable. Ce n'est pas quand on cherche à simplifier les formalités, à les rendre plus économiques et plus rapides qu'on pourrait songer à multiplier le nombre des agents auxquels aurait à s'adresser le public. Ni les précédents, ni la gravité de la matière, ni l'intérêt du public ne demandent cette modification à l'état de choses actuel. Il ne s'agit pas de donner aux conservateurs une autorité nouvelle, mais seulement d'unifier une manière de procéder déjà existante et qui donne toute satisfaction, d'étendre à des inscriptions qui pourront être, du reste, modifiées tant que les droits des tiers de bonne foi n'en seraient pas lésés, les formes usitées pour les radiations qui sont, dès à présent, opposables aux tiers.

Tout droit de propriété se compose de deux éléments ; il suppose, d'une part, un objet sur lequel il s'exerce ; d'autre part, des conditions juridiques qui règlent la possibilité de disposer de cet objet.

Pour satisfaire entièrement à cette double nécessité, le registre foncier comprendra deux parties : outre la détermination juridique des droits abstraits dont je viens de parler, il contiendra une description physique de l'immeuble qui pourra être très sommaire si elle s'appuie sur un plan annexé au registre et rattaché à un cadastre général ; il est bien entendu que la partie matérielle du titre de propriété sera, comme la partie juridique, tenue au courant des événements qui en modifient la consistance et qui se restreignent à deux hypothèses : démembrements et remembrements.

Il est très possible de réunir les deux éléments dans un document unique, si l'on décide :

1° Qu'il sera dressé un plan de chaque immeuble et qu'une copie remise à la conservation sera ensuite tenue au courant

des modifications matérielles qui résulteraient des conventions des parties ou des accidents naturels ;

2° Que le régime hypothécaire sera basé sur les principes de publicité, de spécialité et de légalité.

Cette dernière condition a été étudiée sous les questions précédentes.

La première fait l'objet de la question suivante.

SIXIÈME QUESTION

Le cadastre, tel qu'il existe actuellement, pourrait-il servir de base exacte pour l'établissement de livres fonciers? Ne devrait-il pas, dans ce but, être refait en entier, et cela contradictoirement avec tous les propriétaires intéressés? Comment, une fois réorganisé, pourrait-il être constamment tenu au courant et à qui incomberait cette mission? (1).

Le cadastre n'a été commencé que plusieurs années après la promulgation du code civil. Il ne faut donc pas s'étonner si les rédacteurs du Code n'ont pas mis à profit les renseignements qu'il fournit pour la détermination du droit de propriété; le silence de la loi civile à cet égard ne fournit aucun argument contre l'utilité des livres fonciers.

On sait, au contraire, qu'à l'origine, la confection du cadastre était considérée comme un élément essentiel de la constitution de la propriété, et s'il a été réduit à un rôle de purement et simplement fiscal, on peut affirmer que c'est par une déviation absolue des vues de ses promoteurs. Je l'ai rappelé dans une notice remise au Congrès de 1889, avec quelques détails qu'il n'est pas nécessaire de reproduire ici, parce que la question est aujourd'hui élucidée (2).

---

(1) On comprendra toute la réserve que j'ai dû apporter dans l'examen de cette question Elle fait l'objet des études de la Sous-Commission technique du cadastre; les travaux, les enquêtes, les essais auxquels il a été procédé semblent démontrer l'impossibilité d'une révision utile du cadastre et la nécessité d'une réfection entière.

V. *Procès-verbaux*, Imprimerie Nationale, 1871.

(2) V. M. Bonjean, *Révision et conservation du cadastre;* — V. aussi : *Recueil methodique des lois, décrets, règlements, instructions et décisions sur le cadastre en France,* publié par le ministre des finances (Gaudin, duc de Gaète), en 1811 ; — *Recueil de documents législatifs, projets de lois, règlements, rapports, etc. concernant le cadastre depuis 1807*, réunis par les soins de la direction générale des contributions directes, Paris, Imprimerie Nationale, 1891.

En fait, le cadastre actuel est dénué d'autorité, parce qu'il n'a pas été établi contradictoirement avec les propriétaires ; parce qu'il ne repose pas sur un abornement général des propriétés et qu'il peut être en désaccord avec le droit théorique du détenteur. Je reconnaîtrai volontiers qu'à ce point de vue spécial, et s'il avait été d'un usage plus fréquent pour la désignation des biens dans les actes, le cadastre serait en partie purgé de ce vice initial : les nombreuses mutations auxquelles les immeubles ont donné lieu depuis sa confection, la longue possession des détenteurs actuels, par eux-mêmes ou par leurs auteurs, suppléerait jusqu'à un certain point à la reconnaissance juridique des parcelles qui aurait dû précéder le lever des plans.

Mais il est, à ma connaissance, très peu de personnes qui se servent dans les actes des désignations cadastrales pour spécifier les immeubles ; si elles le font, c'est dans un intérêt théorique, et il serait, paraît-il, le plus souvent impossible de retrouver sur le terrain l'emplacement des numéros du plan. Les parcelles ont changé de forme ; les procédés suivis pour les arpentages ont été défectueux ; le rapport des anciennes mesures au système métrique a donné lieu à des erreurs qui se sont perpétuées par des différences sensibles entre les indications du cadastre et les énonciations des actes. Le cadastre n'a pas été tenu au courant des mutations survenues depuis son origine.

Les hommes compétents affirment qu'il n'a plus aucune valeur, et plusieurs projets de loi, répondant à un mouvement de l'opinion publique ont, à diverses reprises, appelé l'attention du Parlement sur l'intérêt que présentent le renouvellement et la conservation du cadastre (1).

On a, toutefois, contesté l'utilité du plan que nous proposons d'annexer au titre de propriété, ou plutôt on a soutenu qu'il était sans intérêt d'y joindre un plan exact ; que, par conséquent, il suffirait de rapporter, à côté du titre de propriété, un extrait, tel quel, du cadastre actuel.

Cette mesure, pensent les partisans du système, épargnerait les frais d'une réfection générale du cadastre et l'on en serait

(1) Les plus récents de ces projets sont de 1876-1877. V. *Dictionnaire des finances*, publié sous la direction de M. Léon Say, par MM. Foyot et Lanjalley. V^is *Le cadastre en France ; — L'impôt foncier et le cadastre à l'étranger* ; articles rédigés par M. Arnoux, sous-chef de bureau à la direction générale des contributions directes.

quitte pour faire la revision au fur et à mesure des mutations à venir.

Pour moi, je ne conçois guère le livre foncier privé du plan, et j'ajoute du plan dressé suivant les méthodes les plus exactes. Un titre de propriété sans carte ne serait pas, au point de vue de la consistance de l'immeuble, supérieur aux actes dont nous faisons usage actuellement, puisqu'il ne spécifierait d'une manière certaine ni la situation, ni les limites, ni l'étendue de l'immeuble. Avec un tel titre, le conservateur se trouverait dans le même embarras qu'aujourd'hui quand on lui demande un état d'inscription ou de transcription, et qu'il est en face de contrats ou de bordereaux multiples portant, d'une manière uniforme, pour tout renseignement : « une pièce » de terre située sur la commune de... » ou bien « tous les » immeubles que M... possède sur la commune de... » (1).

Les parties demeureraient exposées aux mêmes procès qu'aujourd'hui, en ce qui concerne la contenance et les limites, procès innombrables chaque année, toujours longs et ruineux.

Il ne me paraît guère plus utile d'emprunter les plans au cadastre actuel dont personne ne méconnaît les défectuosités. Posséder un plan inexact ou n'en pas avoir du tout, c'est tout un. Je crois même que, pour la bonne entente entre voisins, il vaut mieux n'en pas avoir parce qu'alors chacun respecte, en général, les limites basées sur la possession.

Il n'y a pas à songer, d'ailleurs, à reviser chaque plan au moment des mutations successives. Faute d'une opération d'ensemble, les plans ne coïncideraient pas toujours exactement les uns avec les autres, et l'on verrait constamment renaître les contestations de limites. Puis, si l'on craint les frais de la rénovation intégrale du cadastre, combien plus devrait-on redouter les dépenses de cette réfection par parcelles isolées! Comme on le verra tout à l'heure, cette dernière opération serait au moins vingt fois plus coûteuse que la refonte générale. Et que l'on ne dise pas : la dépense restera,

(1) Les conservateurs délivrent, la plupart du temps, de confiance, des certificats négatifs de transcription. J'ai, récemment, relevé, à propos d'une demande d'état de transcription, quarante et quelques ventes, consenties par la même personne, de parcelles de terres situées au même lieudit. Rien ne permettant de distinguer ces parcelles les unes des autres, j'ai dû, pour ne pas remettre au requérant des copies volumineuses et dont les frais eussent été hors de proportion avec l'importance de l'affaire, me contenter de l'affirmation du maire, qui a bien voulu déclarer que la dernière parcelle vendue était différente des précédentes. Cet exemple n'est pas unique. La situation est à peu près identique dans tous les cas.

en cas de révision totale, à la charge de l'État; tandis que, si chaque propriétaire fait dresser isolément le plan qui l'intéresse, il en supportera le coût. En tout état de cause, les frais seront, en définitive, supportés par les propriétaires. C'est affaire à la loi de déterminer la manière dont ils leur seront réclamés. Serait-il prudent de ne pas donner la préférence au procédé qui leur imposera la charge la moins lourde?

Et quant à rectifier le cadastre actuel, au lieu de le refaire entièrement, où serait l'avantage, s'il est vrai, comme l'affirment les personnes auquelles il a servi, qui ont fait de la question une étude spéciale (1), que l'une des opérations n'est ni moins longue ni moins coûteuse que l'autre?

Si l'on entreprend une réforme aussi vaste, aussi profonde que celle du régime hypothécaire, il faut qu'on puisse en attendre une amélioration véritable à l'état de choses actuel. Autrement, le *statu quo* serait mille fois préférable aux inutiles efforts, à la dépense considérable, au travail colossal qu'entraînera la tentative.

Il paraît certain, d'ailleurs, que, même pour l'usage restreint jusqu'à présent, c'est-à-dire pour la répartition de l'impôt foncier, le cadastre n'est pour ainsi dire plus qu'une source d'inégalités fournissant aux propriétaires fonciers de trop justes sujets de plainte. L'administration des Contributions directes paraît décidée à le refaire, ne fût-ce que pour donner une meilleure base à l'impôt. Le titre de propriété exigeant une exactitude supérieure à celle que réclame l'impôt, il n'est pas douteux que le cadastre, tel qu'il est aujourd'hui, ne saurait servir de base à l'établissement du livre foncier; et puisque, dans tous les cas, il doit être refait, il serait très regrettable de ne pas profiter de l'opération pour revenir aux principes qui avaient été mis en lumière à l'origine et dont nous reconnaissons aujourd'hui l'excellence.

Du reste, l'opinion du gouvernement paraît faite sur ce point. Il n'hésite pas à proclamer, par la voix du Ministre des Finances et par celle du rapporteur du budget, l'urgence d'une entière réfection (2). De ce côté, la véritable difficulté gît dans la question de dépense. Elle est considérable; l'administra-

(1) Conf. les déclarations de M. Raymond Poincaré, et celles de M. Boutin, Directeur général des Contributions directes, commissaire du gouvernement, à la Chambre des Députés, 2 décembre 1890. *J. O.*, 3 décembre 1890, p. 2,377 et suiv. — V. aussi *Procès-verbaux* des séances de la Sous-Commission technique du cadastre, fascicule n° 1 (juin, juillet, août 1891), Paris, Imprimerie Nationale, 1891.

(2) Voir le travail de M. Rebreyend : *Documents communiqués au Congrès*, 1889.

tion des Contributions directes évalue à 300 millions, en somme ronde, les frais d'un nouveau cadastre (1). M. Piat, Chef du service topographique à Tunis, l'estime à un chiffre un peu moindre. Quoiqu'il en soit, la dépense se répartira sur 20 ou 25 exercices. Annuellement, elle n'excèderait pas 12 à 15 millions. Ce sont là des chiffres presque officiels. Quand on va au fond des choses, la question de dépense n'est donc pas tellement grave qu'elle doive faire reculer devant une réforme importante.

Notons aussi que l'administration des Contributions directes base ses évaluations sur la réfection d'un cadastre parcellaire, analogue à celui qu'elle possède actuellement.

Un travail aussi détaillé n'est pas utile pour la création du livre foncier. Tout ce que demande le titre de propriété, c'est le cadastre, non pas par parcelles, mais par héritages, par groupes d'immeubles appartenant au même propriétaire. Il n'a pas besoin de connaître le détail des parcelles ni la nature des cultures; un périmètre, pas de divisions intérieures. Envisagé à ce point de vue, le travail serait moins long et moins coûteux, la dépense n'atteindrait pas la moitié de celle qu'exigera le cadastre parcellaire (2). On pourrait l'entreprendre d'abord sur ces bases, pour permettre l'établissement des livres fonciers, sauf à laisser aux agents des Contributions directes le soin de procéder ensuite à l'opération qu'on appelle remplissage.

Il faut remarquer enfin que l'opération ne sera pas improductive. Sans parler de la peréquation de l'impôt foncier, de l'impossibilité de soustraire une mutation aux droits, on doit admettre que le cadastre, une fois reconstitué, deviendra une source de renseignements certains fréquemment consultée par les propriétaires. Ces consultations, la délivrance des extraits, donneront lieu à la perception justifiée d'une taxe.

La rénovation du cadastre, au point de vue spécial qui m'occupe, exigerait : une triangulation préalable à laquelle se rattacheraient ensuite les levés de plans; la reconnaissance sur les lieux des limites de chaque propriété et un abornement général. Ce travail serait fait, sur les points où les propriétaires voisins seraient d'accord ou se syndiqueraient, par

(1) Voir le rapport de M Piat : *Documents communiqués au Congrès*, 1889.

(2) V. notamment : *Rapport sur les operations du Comité d'enquête dans les départements de la Nièvre et du Cher* à la Sous-Commission technique du cadastre ; *Procès-verbaux*, fascicule n° 1, p. 104.

l'agent choisi de concert entre les intéressés ; partout ailleurs, par un magistrat local, le juge de paix, son suppléant ou son délégué, assisté d'un géomètre qui planterait immédiatement les bornes nécessaires. Il est vraisemblable qu'il ne rencontrerait pas, en général, de grandes difficultés (1). Outre qu'il existe en maint endroit des limites naturelles ou certaines, rivières, chemins, murs, haies, talus, etc., la possession est d'ordinaire suffisamment bien établie pour que l'on n'ait pas à craindre des réclamations fréquentes. En cas de contestation, les prétentions réciproques des parties seraient bornées sur le terrain, figurées sur le croquis de l'abornement et réservées pour être tranchées par la juridiction compétente.

On considérerait comme limites définitives toutes celles qui n'auraient donné lieu à aucune réclamation au moment du bornage ou dans le délai de purge déterminé par la loi, et le plan serait dressé en conséquence.

Les procès-verbaux du bornage et le plan seraient déposés à la mairie de la commune pendant un délai d'un ou deux mois durant lequel on recevrait les oppositions des intéressés. A ce dépôt devrait correspondre la remise à la conservation des hypothèques, par chaque propriétaire, d'un relevé indiquant les immeubles dont il se prétend propriétaire, les pièces justificatives de sa capacité et de son droit de propriété et les charges qui existent sur chaque immeuble.

A défaut de pièces justificatives suffisantes, car on peut prévoir qu'un certain nombre de propriétaires ne possèdent pas de titres réguliers, on pourrait décider que le possesseur détenant l'immeuble dans les conditions prévues par les articles 2228 et suivants du Code civil sera réputé, jusqu'à preuve contraire, être propriétaire, et recevra un titre provisoire susceptible d'être échangé contre un titre définitif le jour où il aurait accompli la prescription ou réuni les preuves nécessaires.

La déclaration des propriétaires serait pareillement susceptible d'opposition pendant un délai d'un ou deux mois. Elle serait d'ailleurs vérifiée par le conservateur sous le rapport de la solidité du droit de propriété, de la capacité du prétendant droit et de la consistance des charges.

Si les notaires voulaient s'y prêter, leur concours serait à

---

(1) L'exemple de plusieurs centaines de communes où le cadastre a été refait à la suite de délimitations et d'abornements contradictoires me paraît absolument décisif.

L'opinion contraire, je le sais, a été émise. Mais elle n'a, je crois, produit jusqu'à ce jour que de simples allégations sans aucune preuve à l'appui.

tous ces points de vue on ne peut plus précieux; mais il faudrait obtenir qu'ils préparassent les immatriculations moyennant une rémunération modique.

Les oppositions devraient être jugées suivant une procédure très sommaire et très-économique; ainsi le juge de paix pourrait trancher, en dernier ressort, la plupart des litiges, car les contestations porteraient certainement, en général, sur des intérêts peu considérables ; dans l'hypothèse seulement où le litige aurait pour objet une superficie de grande étendue et une valeur excédant 1,500 francs, par exemple, l'appel serait autorisé devant le tribunal de première instance, qui statuerait aussi selon des formes simplifiées, et cette fois en dernier ressort.

Il ne s'agit pas là de porter atteinte aux attributions ordinaires des magistrats des différents degrés; mais de rendre possible une vaste opération d'ensemble qui demande à être menée aussi rapidement et aussi économiquement que possible. Les nécessités qu'elle fait naître sont exceptionnelles et passagères : elles exigent, par conséquent, des mesures extraordinaires et temporaires. Il faut associer l'autorité judiciaire à cet acte de naissance de la propriété foncière pour qu'elle ait une base inébranlable; mais il faut éviter de greffer sur le bornage des procès longs et ruineux qui lui enlèveraient le caractère de mesure générale. Ces méthodes ne sont certainement pas sans exemple dans la législation française. La loi sur les expropriations publiques en est la preuve.

A l'expiration du délai fixé pour la réception des oppositions, ou après la décision qui aurait tranché le litige, le droit de propriété serait définitivement consolidé. Tout droit réel, qui ne se serait pas fait connaître avant le terme de rigueur, serait forclos. Cette expropriation possible du titulaire d'un droit respectable conduirait à examiner s'il convient ou non de lui offrir une garantie dans un recours contre l'État ou dans la création d'un fonds d'assurance. L'une et l'autre de ces hypothèses se recommandent par des raisons sérieuses. Je dois dire cependant que ni le premier système, qui fonctionne en Allemagne, ni le second, qui est établi en Australie et en Tunisie, ne démontrent le besoin réel d'une garantie très étendue. Les recours contre l'Etat sont aussi rares en Allemagne qu'aux colonies anglaises ceux contre le fonds d'assurance. En Tunisie, la Commission de législation propo-

sait tout récemment la suppression du fonds d'assurance qui lui paraissait superflu.

La propriété ainsi définitivement purgée, et le droit du propriétaire irrévocablement fondé, il ne reste qu'à établir le titre de propriété.

Le géomètre fournit autant d'extraits du plan qu'il a été reconnu de propriétés distinctes, et il envoie ces extraits à la conservation où se trouvent déjà tous les éléments de la partie juridique.

Au vu de ces documents le conservateur dresse le titre de propriété.

Ce n'est là bien entendu que la charpente d'un système d'immatriculation. Chacune des phases de l'opération demande une réglementation spéciale pour laquelle on devrait s'inspirer de l'intérêt des propriétaires et des tiers, et rechercher les moyens de combiner avec toute l'économie possible le concours des agents de la loi dont le travail matériel ou intellectuel demande cependant une rémunération.

Le cadastre une fois établi, il est, croit-on, assez facile de le tenir au courant des événements ultérieurs. Ces événements ne sont pas, bien entendu, tous ceux qui doivent être notés sur le titre de propriété. Les plans ne doivent être modifiés que consécutivement à un changement de l'état des lieux provenant d'accidents physiques, de morcellement ou de réunion de parcelles. Il n'est même pas indispensable à la rigueur d'y faire figurer les constructions, parce que les constructions, de même que la nature des cultures, intéressent plus spécialement la valeur de l'immeuble que je n'ai pas supposé devoir former l'un des éléments du titre. Au surplus, les travaux de construction donnant lieu, dès à présent, à une déclaration au service des contributions directes, il serait aisé, si on le croyait utile, d'en informer les services du cadastre et des titres.

Les accidents naturels qui changent l'état physique des lieux sont les éboulements, tremblements de terre, inondations, soulèvements ou affaissement du sol, notamment au bord de la mer, etc. Ces accidents ne peuvent passer inaperçus; le propriétaire peut les signaler et, à son défaut, le fonctionnaire chargé de la conservation du cadastre peut, dans ces cas peu fréquents, les constater immédiatement sur ses plans et les signaler au service des titres.

Par contre, le conservateur se rendra facilement compte des événements qu'il importe de signaler au service topographique.

Il n'a nul besoin de notifier la transmission intégrale de l'immeuble, objet du titre de propriété, puisque la consistance matérielle de la propriété ne change pas ; mais tout morcellement, toute réunion de parcelles contiguës doivent être figurés sur le plan.

La convention ou le fait qui les motive est porté à la connaissance du géomètre, conservateur du cadastre, par un moyen d'avertissement quelconque ; cet agent se rend sur les lieux quand il le juge nécessaire, ou fait dans son bureau les rectifications convenables au plan et annote en conséquence la copie qui reste au bureau des hypothèques et celle qui fait partie du certificat de titre, ou bien remplace ces copies par d'autres, s'il y a lieu.

Il m'a été affirmé qu'en fait le géomètre n'aurait pas à se déplacer fréquemment. On trouve dans chaque commune au moins un instituteur qui, depuis la réorganisation de l'instruction publique, possède les connaissances nécessaires pour borner sur le terrain la ligne séparative de deux héritages et rapporter sur un plan cette opération élémentaire. Les calculs de contenances seraient laissés au géomètre et le tout n'entraînerait ni grande dépense ni longs délais.

L'organisation dont j'essaie de donner ici une idée sommaire suppose que l'on procède à une immatriculation simultanée de toutes les propriétés comprises dans une circonscription déterminée, section de commune, commune ou canton, peu importe, pourvu que l'on agisse par blocs de propriétés contiguës.

Je ne crois pas à la possibilité des immatriculations isolées. Je repousse l'idée d'accorder aux propriétaires la faculté d'adopter le nouveau régime ou de demeurer sous l'ancienne loi. Je sais que cette théorie est de prime abord assez séduisante; qu'elle a trouvé des défenseurs très respectables, notamment parmi les professeurs qui ont pris part au Congrès de 1889, et que récemment encore on la défendait avec talent à la Sous-Commission du cadastre.

Je la crois inacceptable et absolument impraticable. D'abord elle a pour inconvénient de faire payer par chaque propriétaire les frais relativement considérables d'abornement, de publications, de lever de plan, notamment les frais de transport qui en forment la partie la plus importante.

Ce sera là une charge très lourde si elle se répète autant de fois qu'il y aura de propriétés ; tandis que, répartie entre un groupe de propriétaires voisins, elle sera presque insensible. Les délimitations collectives opérées dans l'Est de la France reviennent en moyenne à 5 fr. par hectare, et 75 centimes par parcelle (1), et même à une somme inférieure, d'après les expériences récentes tentées sur l'invitation de la sous-commission du cadastre. Le bornage et le plan pour un hectare isolé ne coûteraient peut-être pas moins d'une centaine de francs (2). Les opérations d'ensemble permettent, en outre, de rectifier les limites des héritages contigus, et facilitent la réunion des parcelles de très petite étendue, la régularisation des servitudes, l'ouverture de chemins ruraux, résultats très appréciés des propriétaires à raison de la plus-value qu'ils donnent aux immeubles, et auxquels il faudrait renoncer avec l'immatriculation facultative de propriétés isolées (3).

Ce dernier système exigerait un personnel beaucoup plus nombreux que l'opération collective et imposerait à ce personnel des fatigues et des pertes de temps infinies. Peut-on admettre que le magistrat présidant au bornage, que les deux ou trois personnes qui travaillent au plan se transportent incessamment du nord au sud et de l'est à l'ouest de leur circonscription ?

Il établirait dans tous les bureaux d'hypothèques, et cela indéfiniment, car on ne peut prévoir le terme où les immatriculations individuelles ou même progressives par catégories d'individus auraient amené tout le sol sous le régime nouveau ; il perpétuerait, dis-je, dans les bureaux d'hypothèques, une dualité de système incompatible avec la marche

---

(1) M. Rebreyend : *Documents communiqués au Congrès*, p. 37.

(2) Comparer les statistiques dressées par le Conservateur de la propriété foncière à Tunis : *J. O. Tunisien*, 1887. — *Notice sur l'application de loi foncière en Tunisie*, Tunis, 1889 (Anonyme). — Voir aussi : M. Colin : *Exposé des motifs du projet de loi modifiant les lois du 26 juillet 1873 et 28 avril 1887 relatives à l'établissement et à la conservation de la propriété en Algérie (Revue Algérienne*, 1891, 1. p. 119).

(3) C'est ce travail qui a été fait récemment dans la Lorraine, le Barrois, la Franche-Comté, à la grande satisfaction des intéressés. V. M Bonjean, *op. cit.* ; — M. Bretagne, directeur des contributions directes à Nancy : *Étude sur le cadastre et les abornements généraux*, Nancy, 1870 ; — M. Beaudesson, directeur des contributions directes à Nancy : *Notices sur le renouvellement du cadastre et les abornements généraux dans le département de Meurthe-et-Moselle*, Imprimerie nationale, 1891.

du service, nécessitant un double personnel, un double matériel, une double dépense pour les parties.

On comprend très bien que l'immatriculation devant demander, pour toute la France, 20 à 25 ans, le système actuel fonctionnera côte à côte avec le système nouveau pendant la période de transition. Qu'importe au public? Qu'importe au conservateur, si l'on arrive très rapidement, après une période de transition inévitable, mais relativement très brève, à unifier les opérations dans chaque arrondissement hypothécaire? Actuellement une personne possède des biens dans deux arrondissements, limitrophes ou non : si elle vend ou hypothèque tous ces immeubles, fût-ce par un même acte, elle est obligée de demander à chaque conservateur les formalités exigées par la loi. Cela est gênant et onéreux, mais il n'en peut être autrement; du reste le fait est assez rare. Mais voudrait-on soumettre à ce régime mixte tous les propriétaires de France? Les obliger, pour chaque mutation ou chaque emprunt, à demander deux fois aux mêmes bureaux les renseignements hypothécaires? Car, l'acquéreur ou le prêteur ignorent, à moins de se renseigner au bureau des hypothèques, si l'immeuble est ou non immatriculé. Non, cela n'est pas possible. Tous ceux qui s'occupent du côté pratique et réalisable de la question s'élèvent contre l'immatriculation de propriétés isolées (1). MM. Piat, Rebregend aussi bien que MM. Bonjean et Besson la condamnent. Les administrations intéressées, qui demandent avant tout un système possible et durable n'entreront pas dans cette voie.

Elles n'admettront pas non plus, je pense, la fusion du service du cadastre avec celui des hypothèques, comme un remède à la situation embarrassée de la propriété foncière.— S'il est vrai que les documents qui sont l'œuvre de ces deux services ont un point de contact et concourent par leur juxtaposition à la preuve du droit de propriété, il est certain que

(1) L'on vante, avec raison, la rapidité avec laquelle se développe, en Australie, le champ d'action de l'act Torrens, dès qu'il est introduit dans une colonie nouvellement érigée. Que l'on y fasse bien attention : ce succès est dû à ce que l'immatriculation est obligatoire, ou plutôt opérée d'office, pour tout immeuble concédé à un colon postérieurement à la promulgation de la loi. Or, les immeubles concédés avant la promulgation sont très peu nombreux, puisque la date de la loi suit de très près celle de l'érection de la colonie. La faculté d'immatriculer n'existe que pour les immeubles concédés avant l'introduction de la loi Torrens. V. *Exposé théorique et pratique du système Torrens*, nos 19 et 23.

ces documents procèdent de travaux d'ordre absolument différent, et qu'en dehors du titre de propriété, ils ont un objet tout à fait dissemblable. Le cadastre sert à la répartition de l'impôt foncier, et nous avons vu qu'à ce point de vue il se présente dans des conditions tout autres que celles auxquelles doit répondre le titre de propriété; les qualités requises des agents de l'un et de l'autre service ne sont pas moins dissemblables que les occupations qui leur incombent.

Pour remplir son devoir, le conservateur des hypothèques est obligé de se livrer à des travaux juridiques qui s'éloignent de tous points des attributions du géomètre. Combien d'excellents conservateurs seraient hors d'état de lever ou de vérifier un plan! Combien d'ingénieurs seraient embarrassés en face d'une inscription ou d'une radiation! Quant au public, il est désintéressé dans la question; pourvu que son titre contienne la description physique de l'immeuble et sa description juridique, peu lui importe qu'un ou plusieurs agents aient contribué à le rédiger; du moment qu'il recevra un titre complet, il ne demandera même pas de quelle source provient chacun des éléments qu'il renferme.

La bonne exécution du service exige au contraire la division des attributions; ce n'est pas la fusion des hypothèques et du cadastre qui donnerait la certitude au titre de propriété; mais seulement la réunion sur un document unique du plan et de la mention des droits réels, et la tenue au courant des deux ordres de renseignements par des employés compétents. Ce résultat peut être obtenu par un simple échange de renseignements.

(A suivre).

MARIAGES MUSULMANS ET KABYLES

Si la loi française, s'inspirant à la fois du droit naturel et d'une juste conception de notre politique en Algérie, a toujours laissé les indigènes musulmans sous l'empire de leurs droit et coutumes en ce qui concerne notamment leur statut personnel, c'est à la condition que ce droit et ces coutumes ne viendraient pas heurter les principes que nous considérons comme étant d'ordre public et d'intérêt social. Telle est la règle, inhérente à notre souveraineté, que la jurisprudence des tribunaux français a souvent eu l'occasion d'appliquer dans les questions qui touchent aux droits de famille.

Parmi les difficultés de cette nature que la pratique a fait naître, celles qui concernent le mariage sont de beaucoup les plus nombreuses.

Cela tient d'abord à ce que le mariage n'est pas seulement chez tous les peuples l'acte le plus important de la vie civile ; il est en même temps chez presque tous un acte religieux. Les musulmans en particulier le considèrent comme tel bien qu'il ne comporte aucune cérémonie du culte, et on peut dire qu'il reflète plus que tout autre l'esprit de la doctrine islamique. On conçoit donc que les préceptes qui servent de base à cette institution dans le droit musulman s'écartent souvent des règles fondamentales de notre droit civil.

Mais à cette première raison vient s'en ajouter une autre d'ordre purement juridique : les formes et les conditions de validité du mariage dans la loi musulmane et les coutumes indigènes.

Le mariage du Code civil est un acte solennel. La preuve n'en peut être faite, en principe, que par l'acte de célébration inscrit sur le registre de l'état civil. Dans la loi musulmane et les coutumes kabyles, c'est un contrat purement consensuel dont la preuve peut résulter de simples témoignages. Ces témoignages doivent établir : 1° le consentement des époux ou

des personnes sous la puissance desquelles ils se trouvent quant au mariage et qui ont sur eux le droit de contrainte; 2° la promesse d'une dot faite par le mari à la femme.

On voit dès lors le danger. Le consentement n'étant pas nécessairement constaté par écrit, comment faire la preuve certaine de la volonté des époux ou de leurs contraignants? D'autre part, comment distinguer le mariage des simples fiançailles? Ce n'est plus qu'une question d'intention pour laquelle on devra se fier à la sincérité de quelques témoins, et deux seulement suffiront.

Que l'un des époux, ou pour lui son contraignant, contracte deux engagements successifs, où sera le mariage légal, où sera la simple promesse? On conçoit l'embarras du juge dans nombre de cas.

Lorsque les choses seront encore entières, aucun des deux contrats n'ayant été suivi de la cohabitation — de la « consommation », suivant l'expression des commentateurs — le premier, s'il réunit les conditions prescrites pour le mariage, sera maintenu comme tel, et l'inexécution du second pourra donner lieu à des dommages-intérêts.

Il en sera de même, à plus forte raison, lorsque le premier mariage aura été consommé (1).

Mais c'est le second mariage qui a été suivi de la consommation. Le juge devra-t-il le maintenir au mépris de l'engagement antérieur?

La question s'est présentée fréquemment devant les tribunaux, le plus souvent dans le cas où une fille avait été mariée par son père à plusieurs prétendants successifs.

En pareil cas, un auteur musulman décide, paraît-il, que « il sera fait droit à la réclamation de celui qui prétend avoir épousé le premier une femme en possession d'un autre mari, et qui fournit à l'appui de son dire le témoignage *d'un seul témoin sincère*, attestant que son mariage a précédé l'autre » (2).

D'autres ne valident le second mariage que si le second mari ignorait l'existence de la première union.

D'autres enfin pensent que le second mariage doit toujours être maintenu. Et c'est cette dernière doctrine que la Cour d'Alger, fidèle au principe d'intérêt supérieur que nous avons énoncé plus haut, a consacrée par plusieurs arrêts.

---

(1) Alger, 3 févr. 1892 (*Rev. Alg.*, 1892. 2. 72).

(2) Sautayra et Cherbonneau, *Droit musulman*, I, n° 132.

« La promesse faite, dit un arrêt du 30 juillet 1862 (1), ne saurait prévaloir contre un mariage consommé et amener sa dissolution. Cette doctrine, proclamée par la morale, est d'ailleurs conforme au droit musulman. »

Autre arrêt du 28 octobre 1863 (2) : « Attendu que s'il est vrai que Sidi-Khalil, dans le chapitre relatif au mariage, pose en principe que la femme sera l'épouse du premier avec lequel le mariage aura été contracté, il déclare que cette règle n'est applicable qu'au cas où le second mari n'a pris aucune privauté avec cette femme ; — Attendu que cette doctrine est conforme aux principes de la morale universelle et doit être considérée comme d'ordre public. »

Enfin, un arrêt du 17 novembre 1890 (3) décide que « en cas de contestation entre deux indigènes qui se disent époux de la même femme, la preuve testimoniale ne peut prévaloir contre le fait de la cohabitation actuelle et non contestée. »

A cette jurisprudence constante de la Cour, on peut cependant opposer deux jugements rendus par le tribunal de Tizi-Ouzou les 14 novembre 1890 et 26 février 1892 (4).

Dans la première espèce, il s'agissait de l'application du droit musulman, les parties étant d'origine arabe.

Une veuve s'était remariée et un enfant était né de cette union. La preuve de ce mariage était établie par un certificat extrait des registres de la commune mixte. Mais antérieurement à ce mariage, la même femme avait été promise par son oncle à un autre prétendant ou plutôt à l'oncle de ce dernier.

Le juge de paix de Dra-el-Mizan avait décidé que la promesse de mariage devait recevoir effet. Devant le tribunal d'appel, la femme protestait énergiquement contre cette décision. Son seul mari, disait-elle, le seul qu'elle eût épousé, était le père de son enfant. Malgré cela, le tribunal confirma.

Il n'est pas sans intérêt de relever les considérants de son jugement :

« Attendu que, d'après le droit musulman (Sidi-Khelil), la promesse de mariage doit être considérée comme irrévocable et le mariage absolument valable quand ont été remplies les conditions de présence du ouali, de paiement de la dot, de la formule du consentement et de non empêchement de la part

(1) Estoublon, *Jurispr. Alg* , 1862, p. 43.
(2) Sautayra et Cherbonneau, *loc. cit.*
(3) *Rev. Alg.*, 1891. 2. 224.
(4) *Rev. Alg.*, 1892. 2. 69 et 76.

des futurs; que ces conditions essentielles se trouvaient bien réunies pour la promesse de mariage susrelatée; — Attendu, d'autre part, que l'on allègue un second mariage contracté par Tanadit avec Mohamed Amzian ben Amran, mariage consommé et suivi de la naissance d'un enfant, tandis que le premier mariage avec Ali ben El Hadj Mohamed n'aurait pas été consommé; — Mais attendu tout d'abord que les jurisconsultes ne sont point entièrement d'accord sur le point de savoir si un mariage doit être absolument suivi de la consommation pour être considéré comme réel et si une seconde union consommée effectivement est valable en présence d'une première non consommée. »

Le tribunal constate le désaccord des auteurs musulmans sur la question, et c'est une constatation qu'il est malheureusement aisé de faire sur bien d'autres points. Mais ne semble-t-il pas qu'il devait en tirer une conséquence tout opposée en maintenant le mariage entre les époux qui invoquaient un titre, appuyé de la possession d'état?

Il est vrai que le jugement ajoute :

« Attendu, en outre, que le second mariage invoqué n'est nullement prouvé; qu'il y a bien eu naissance d'un enfant par suite de cohabitation mais que cela ne suffit pas pour prouver le mariage, lequel aurait eu lieu, d'après les appelants, à la date du 17 mai 1889; — Attendu qu'on apporte pour toute preuve à l'appui de ce mariage un certificat extrait des registres de la commune mixte de Dra el-Mizan, à la date susindiquée, certificat établi sur la déclaration seule de Mohamed Amzian, le principal intéressé, président du douar Beni-Bougherdan, et que cette preuve ne peut être considérée comme suffisante; — Attendu que rien dans cette seconde union, malgré l'affirmation de Tassadit, n'indique la présence du ouali ou le paiement d'une dot nécessaire à sa validité; qu'au contraire tout semble prouver, si elle a eu lieu, qu'elle s'est faite clandestinement et sans les formalités qui seules auraient pu la légaliser. »

Ainsi le tribunal se trouve en présence de deux mariages: l'un résultant d'une simple convention, établi par des témoignages nombreux, mais formellement dénié par la femme; l'autre affirmé par les deux époux, constaté par une déclaration du mari devant l'autorité compétente et suivi de la naissance d'un enfant. C'est la première union qu'il déclare valable et la seconde irrégulière.

Cette manière d'interpréter le droit musulman n'aurait certainement pas trouvé grâce devant la Cour si elle avait eu à

juger l'affaire. Car un arrêt rendu par la chambre musulmane le 3 février 1892 (1) affirme qu'il est de jurisprudence que la preuve du consentement peut résulter indirectement du seul fait de la consommation du mariage lorsque cette consommation a eu lieu sans fraude, sans dol ni violence. »

La seconde décision, rendue par application des coutumes kabyles, est intervenue dans des circonstances qui lui donnaient un intérêt particulier.

Une promesse de mariage avait eu lieu entre Kabyles. Une fille avait été fiancée par son père, moyennant une somme d'argent, avec délai pour le paiement du prix et la célébration. Les choses s'étaient passées en famille, en présence de parents et d'amis. Puis le père, changeant d'avis, avait promis sa fille à un second prétendant. Cette seconde promesse avait été suivie de mariage effectif, célébré publiquement devant le président de la djemaâ et les notables du pays, et de cohabitation entre les époux. Le premier fiancé, se fondant sur la coutume, n'en réclamait pas moins l'exécution du contrat et la livraison de celle qu'il prétendait lui appartenir. Et comme la chose vendue avait subi une dépréciation de valeur, qu'il chiffrait à 200 fr., il demandait en outre pareille somme à titre de dommages-intérêts.

La demande fut portée devant le suppléant du juge de paix de Fort-National, siégeant en audience foraine à Mekla. Par jugement du 16 octobre 1891, ce magistrat, après avoir entendu les dépositions de plusieurs témoins, décida qu'il y avait eu convention de mariage entre les parties; qu'en conséquence le père serait tenu de remettre sa fille au fiancé, qui devrait payer la dot avant le jour fixé pour la célébration du mariage, sous réserve du droit d'insurrection pour la future épouse.

Cette décision, déférée en appel, comme la première, au tribunal de Tizi-Ouzou, aurait sans doute passé de même inaperçue si les indigènes auxquels elle faisait grief, et qui appartenaient à notre enseignement primaire, n'avaient eu recours à l'intervention du chef de l'Académie d'Alger. Ce haut fonctionnaire s'en émut à juste titre et appela sur ce jugement l'attention des autorités compétentes. L'affaire grossit et prit de telles proportions qu'elle occupa la presse pendant plusieurs semaines tant dans la métropole qu'en Algérie. On s'indignait à la pensée qu'un juge français n'avait pas craint de puiser dans une coutume locale le droit de

(1) *Rev. Alg.*, 1892. 2. 72.

déclarer nul un mariage accompli et d'enlever une femme à son mari pour la mettre séance tenante, malgré sa volonté, dans les bras d'un autre prétendant. L'opinion publique attendait de la juridiction d'appel une décision conforme aux précédents arrêts de la Cour. Elle fut quelque peu déçue.

Le tribunal infirma, il est vrai, le jugement du juge de paix, mais par un motif assez imprévu.

Comme le juge de paix de Fort-National, les juges de Tizi-Ouzou posent en principe que, d'après les coutumes kabyles, la simple promesse de mariage est obligatoire pour les parties, les engage irrévocablement et produit, quant à la livraison de la femme et au paiement du prix, des effets identiques à ceux du mariage lui-même. S'ils réforment la décision qui leur était déférée, c'est uniquement par cette considération de fait que toutes les formalités requises pour la validité de la promesse de mariage n'ont pas été observées. Les fiançailles n'ont pas eu lieu suivant le rite prescrit. La future, par un sentiment de curiosité bien excusable, a enfreint la coutume en assistant aux pourparlers où l'on décidait de son sort, et le fatha n'a pas été récité. C'est en se fondant sur ces vices de forme que le tribunal déclare nulle la première convention et maintient le mariage accompli.

Il est donc permis d'en conclure que si les choses s'étaient passées régulièrement le jugement aurait été confirmé, le mariage annulé, la femme arrachée à son mari et contrainte de consommer de nouveau le mariage, mais cette fois avec son fiancé. Car si la femme kabyle tient de la même coutume le droit de fuite ou d'insurrection, elle ne peut l'exercer qu'après la consommation du mariage.

Les époux recevaient satisfaction, mais il n'en était pas de même du principe d'ordre supérieur que la Cour avait plusieurs fois proclamé.

Était-il donc même nécessaire, dans les deux espèces ci-dessus, de faire violence soit au droit musulman, soit à la coutume kabyle pour sauvegarder ce principe?

Nous avons vu que, dans la première, la loi musulmane laissait place au doute. C'est le jugement lui-même qui en fait l'aveu.

Les coutumes kabyles sont-elles plus formelles et plus impératives? Rien ne nous paraît moins prouvé.

Remarquons d'abord que ni le juge de paix ni le tribunal ne visent dans leurs jugements le texte d'aucun kanoun général ou particulier. Ils se bornent à invoquer les usages du pays tels que nous les ont fait connaître Hanoteau et Letourneux

dans un chapitre de leur ouvrage *La Kabylie et les coutumes kabyles*. C'est ce livre qui fait autorité pour les magistrats, puisque leurs décisions en reproduisent presque littéralement certains passages (pages 212 et 213).

Or voici ce que nous lisons à cet endroit :

« Le Kabyle qui veut se marier consulte d'abord sa kharouba ; le choix de la future est discuté. Il députe ensuite un parent ou un ami qui, dans le plus grand secret, fait des ouvertures au père de la femme ou à celui qui dispose d'elle. Ils débattent ensemble les conditions de l'union future. »

« S'ils se mettent d'accord, une entrevue officielle est ménagée quelques jours plus tard. Au lieu désigné se rendent le futur ou son père, et le père ou le plus proche parent de la femme ; des témoins les accompagnent. La future n'assiste jamais à la conférence dans laquelle se règlent définitivement toutes les clauses du mariage. Avant de se séparer on récite le fath'a. Cette entrevue est l'analogue des fiançailles ou de la lecture du contrat de mariage ; on l'appelle *fatih'a el-badhena* ou *fatih'a-n-esseur*, le fath'a secret. »

» Elle engage irrévocablement les parties, et si l'une d'elles manquait à la parole donnée, elle serait contrainte de s'exécuter et paierait en outre une amende. Elle entraîne, d'une part, le paiement de la thâmamth ; de l'autre, la livraison de la femme dans un délai qui n'est pas toujours déterminé, mais dont le maximum paraît fixé à une année... »

Les parents et amis manifestent leur joie par un repas, des chants et des danses.

» Puis au fath'a secret succèdent la remise de la thâmamth et le fath'a public, ou *fath'a dhehara*. Au jour fixé à l'avance, le père ou le mandataire du futur se rend, avec un nombreux cortège de parents et d'amis, à la maison de la fiancée, portant, en grande pompe, l'argent de la thâmamth et les provisions, s'il en a été stipulé dans la première entrevue... »

» Avant que la thâmamth soit emportée le fath'a est récité par tous les assistants. »

» La coutume interdit aux futurs de paraître à cette exhibition. »

» Avant de se séparer on fixe le jour de la célébration du mariage. »

» La veille des noces, après un dîner, préalable de toute cérémonie, offert à des parents et à des amis, le futur se fait teindre la main droite de henné, pendant que les convives chantent ses louanges et celles de sa famille. »

» C'est un jeune homme qui se livre à cette opération à partir de laquelle le futur prend le nom d'*isli* « fiancé. »

» Le jour solennel arrive enfin. Les parents du marié se rendent chez la fiancée en grand apparat. Le cortège pénètre chez la nouvelle épouse. Il y trouve un marabout choisi par les familles et entouré des hommes les plus considérables des deux kharouba. »

» L'*isli* (fiancé) ne se montre pas, mais il a envoyé un mandataire *(oukil)* qui s'adresse solennellement au père ou au représentant de la future *(ouali)*, et lui dit : « Je te demande ta fille » ou « ta sœur pour un tel. » Le père ou l'ouali répond : « Je te la donne. »

» Le marabout récite le fath'a que toute l'assemblée répète debout et avec componction... »

» Le marabout demande à l'oukil du mari s'il a des pouvoirs suffisants et il doit s'en assurer. »

» Cet oukil s'adresse alors au marabout et à trois reprises lui dit à haute voix : « Je te fais mon mandataire. » Le marabout répond trois fois : « J'accepte. »

» Le même mandat est donné et accepté dans la même forme pour la femme. »

» Le marabout, ainsi muni des pleins pouvoirs par les deux parties, fait étaler les vêtements et les bijoux, en proclame la valeur et déclare, s'il y a lieu, qu'ils sont la propriété de la femme. »

Il lit ensuite la quatrième sourate du Coran *(Les femmes)* et dit à haute voix : « Je déclare une telle, fille d'un tel et d'une telle, femme d'un tel ; je déclare un tel, fils d'un tel, mari d'une telle. » Puis il fait une prière pour attirer les bénédictions d'Allah sur les époux et sur leur postérité. »

» Le fath'a est alors récité une dernière fois et le marabout clôt la cérémonie en remettant aux mandataires des époux les pouvoirs qu'il en a reçus. »

Et dans une note sous le texte, les auteurs comparent le rôle du marabout à celui de notre officier de l'état civil.

Ces citations sont tirées du titre XI : « Des cérémonies et fêtes relatives aux divers actes de la vie civile. »

Ainsi, les cérémonies qui accompagnent le mariage sont au nombre de trois. La première est tout intime : c'est le fatha *secret.* Les deux autres sont publiques : c'est d'abord le fatha public, après la remise de la dot, puis la célébration du mariage par un marabout, qui prononce les paroles solennelles en vertu des pouvoirs qu'il a reçus.

Quelle est, de ces diverses cérémonies, celle qui va constituer le mariage légal ? Il semble que ce sera la dernière, la célébration. Non, tout au contraire, c'est l'entrevue secrète, à

laquelle la future ne doit pas assister. C'est elle « qui engage irrévocablement les parties et qui entraîne livraison de la femme. » Cependant, on nous a dit plus haut que cette entrevue est « l'analogue des fiançailles; » et c'est tout au plus s'il en est ainsi, puisque le futur ne prendra le nom de fiancé qu'après le fatha public.

Toutes ces affirmations semblent quelque peu contradictoires et laissent l'esprit incertain. Fort heureusement ce sont les mêmes auteurs qui vont faire cesser nos doutes.

Les usages dont nous avons parlé jusqu'ici, et sur lesquels s'appuient nos jugements, se rapportent exclusivement aux cérémonies et fêtes du mariage. Mais une autre partie de l'ouvrage, le titre IV, est consacrée tout entière à l'étude des conditions exigées pour la validité de cet acte. C'est là le véritable siège de la matière; c'est donc là et non ailleurs que nous devrons chercher les règles établies par la coutume.

Or, après avoir parcouru les chapitres qui traitent du consentement, de la thâmamth, de la dot, des empêchements au mariage, des droits et des devoirs respectifs des époux, nous arrivons au chapitre 10, qui porte pour rubrique : « *De la nullité du mariage* », et nous y voyons ce qui suit :

« Le mariage doit être annulé :

» ... 6° S'il n'a pas été *célébré publiquement.* Les conditions de publicité varient suivant les villages. »

Et une note sous le texte explique que le mariage doit être célébré tantôt devant témoins, tantôt en présence des notables, tantôt par un marabout; dans ce dernier cas, il n'est valable qu'autant qu'il a été célébré en présence des gens du village.

Nous voilà bien loin du fatha *secret,* et nous avons le droit de dire que cet acte ne constitue pas à lui seul le mariage. Quelle valeur faudra-t-il lui reconnaître? Nulle autre que celle d'un contrat pécuniaire en même temps que d'un engagement moral. Que l'inexécution de la promesse faite puisse donner lieu à des dommages-intérêts; que même, chez les Kabyles, peuple d'un caractère belliqueux, la violation de la parole donnée se venge souvent dans le sang, c'est incontestable. Mais là s'arrêtent les effets du contrat, et le juge ne saurait s'en autoriser pour ordonner la livraison de la femme au mari. Cette conclusion paraît certaine même dans le cas d'un seul mariage. Elle s'impose à plus forte raison lorsque la femme a contracté une seconde union, suivie de cohabitation.

Il nous paraît donc établi que ni la loi musulmane ni les coutumes indigènes ne sont assez formels pour obliger un

juge, même musulman, à déclarer nul un mariage célébré et consommé au mépris d'un contrat de mariage antérieur. Que sera-ce donc s'il s'agit d'un juge français qui, lui, devra toujours, dans l'application de cette loi et de ces coutumes, s'inspirer des « principes de la morale universelle » suivant l'expression de la Cour d'Alger ?

C'est sur ce terrain du droit naturel et de la morale que nos efforts doivent tendre constamment à rapprocher les deux législations. Est-il impossible d'y parvenir? Nous ne le croyons pas. Il est bien peu de règles du droit musulman qui, sainement comprises, résisteraient à une tentative loyale de conciliation. Les amendements que la jurisprudence a déjà fait subir à quelques-unes d'entre elles sont plutôt apparents que réels. Le droit musulman ne doit pas être rendu responsable des injustices et des abus de pouvoir qu'il a servi souvent à couvrir. Ainsi, pour ne parler que du mariage, ne proclame-t-il pas lui-même que le droit de contrainte matrimoniale (droit de *djebr)* ne doit jamais être exercé que pour la protection et dans l'intérêt de l'enfant (1)? Les jurisconsultes ne recommandent-ils pas au père de consulter sa fille avant de la marier, et si la fille vierge peut être mariée sans son consentement formel, n'est-ce pas que, d'après eux, ce consentement doit être présumé résulter de son silence même ? D'autre part, bien que l'usage autorise les fiançailles avant la puberté des époux, la loi ne prescrit-elle pas au cadi de retarder jusqu'à cette époque la consécration du mariage (2)?

Il serait facile de multiplier les exemples.

Il faut bien avouer cependant que la loi musulmane et les kanouns, avec leurs préceptes énigmatiques, leurs contradictions et leurs incertitudes, laissent trop largement ouvert le champ de l'interprétation, et qu'il y aurait grand intérêt à en fixer les règles. Comment réaliser ce progrès ?

Le dernier décret sur la justice musulmane, du 25 mai 1892, a créé, à cet effet, un pouvoir régulateur chargé d'assurer l'unité de jurisprudence en cette matière. Il donne au procureur général le droit de déférer à la Cour d'Alger les décisions rendues en dernier ressort, qui seraient contraires aux principes du droit musulman (art. 52). La Cour annule les dispo-

---

(1) Alger, 10 déc. 1877 *(Bull. jud. Alg.*, 1878, p. 28; 27 juin 1881 *(Bull. jud. Alg* , 1882, p. 75); 27 avril 1885 *(Rev. Alg.*, 1886. 2. 309); trib. de Sidi-bel-Abbès, 10 mai 1892 *(Rev. Alg.*, 1892. 2. 201).

(2) Circ. du gouv. gén. 13 déc. 1872.

sitions du jugement contraires à la loi, et évoquant, s'il y a lieu, applique les principes du droit et les coutumes aux faits tels qu'ils résultent du jugement attaqué.

Sans méconnaître que cette institution puisse concourir utilement au but qu'elle se propose, nous ne croyons pas qu'elle suffise à l'atteindre. La Cour supérieure ne rendra d'arrêts de principe que sur les questions qui lui seront soumises, et, même sur ces questions, elle n'aura pas le droit de prononcer par voie de disposition générale et réglementaire (art. 5 C. civ.). Ses décisions n'auront donc pas force de loi et ne lieront pas les tribunaux (1).

Il n'y a, suivant nous, qu'un moyen vraiment efficace et rapide : c'est une *codification officielle* du droit musulman et des coutumes. Cette œuvre s'impose, et les considérations qui précèdent prouvent qu'elle pourrait être aisément réalisée sans heurter les croyances ni les mœurs des indigènes. Il suffirait d'appeler à y concourir un certain nombre de jurisconsultes ou notables musulmans pris parmi les plus éclairés.

R. ESTOUBLON,
Directeur de l'École de droit d'Alger.

---

(1) Il importe de remarquer en outre qu'il subsistera à la Cour, à côté de la chambre régulatrice, une chambre musulmane à laquelle continueront d'être déférés les jugements rendus en *premier* ressort par les tribunaux de Bougie et de Tizi-Ouzou. Car si le nouvel article 37 du décret du 17 avril 1889 enlève à la Cour, pour l'attribuer au tribunal d'Alger, la connaissance des appels des jugements rendus par les juges de paix et les cadis, il laisse en vigueur l'art. 8 du décret du 29 août 1874, sur la justice en Kabylie. D'autre part, l'art. 3 du décret du 25 mai 1892 déclare la nouvelle procédure d'annulation applicable dans tout le territoire de l'Algérie, même dans les ressorts des tribunaux de Tizi Ouzou et de Bougie. Il en résulte que la chambre de la Cour qui sera érigée en pouvoir régulateur aura qualité pour annuler les arrêts de la chambre musulmane. C'est là une anomalie qui paraît avoir échappé aux auteurs du décret.

UNE CONSERVATION D'HYPOTHÈQUES

SOUS LE RÉGIME

DU LIVRE FONCIER

PAR

R. DE FRANCE DE TERSANT

CONSERVATEUR DES HYPOTHÈQUES (1)

SEPTIÈME QUESTION

—

Quelles seraient les conséquences de l'adoption du système Torrens ou du système prussien au point de vue des intérêts respectifs des propriétaires, des créanciers, du trésor, des conservateurs des hypothèques et des notaires ?

L'introduction en France des livres fonciers rapprocherait notre régime hypothécaire de celui qui est en usage en Prusse et dans les pays qui ont adopté l'Act Torrens. Il doit cependant subsister une différence capitale entre notre livre foncier et le grundbuch allemand. Ce dernier est la seule preuve légale du droit de propriété, d'où il suit que, même entre les parties, l'inscription au registre opère seule la saisine et l'opère irrévocablement. Appliqué avec cette sévérité, le principe de la légalité exige que le *grundbuchrichter* soit un magistrat, car il fait œuvre de justice en donnant au nouveau propriétaire une véritable investiture. Il est incompatible avec la loi et l'esprit français qui sont attachés à la liberté des transactions.

Moins rigoureux dans l'Act Torrens, le principe serait également adouci dans la législation française où il ne serait accueilli que comme le développement de la force déjà attachée

(1) V. *Rev. Alg.*, 1891. 1. 193 et 1892. 54.

à la transcription, c'est-à-dire comme une disposition protectrice des droits acquis aux tiers de bonne foi. Je ne puis que me référer à ce que j'ai déjà dit à ce sujet (Questions I et V).

1° *Propriétaires.* — Il suffirait néanmoins à mettre les tiers à l'abri des causes d'éviction, à consolider le droit du propriétaire. Il aurait ainsi une sérieuse influence sur l'extension du crédit territorial. Il procurerait donc un avantage direct au détenteur du sol. Il permettrait de répartir plus équitablement les frais qul atteignent les mutations immobilières, frais onéreux parce qu'ils ne pèsent pas également sur tous les propriétaires et qu'ils grèvent surtout la petite propriété, mais dont la quotité se réduirait sensiblement si l'on remplaçait tous les droits fixes actuellement en usage, notamment les droits de timbre, par une seule taxe proportionnelle (V. Question IV).

2° *Créanciers.* — Il aurait, pour les bailleurs de fonds, des avantages analogues. Que demande en effet le prêteur sur hypothèque? Comme tout capitaliste il désire: la sécurité pour le capital; une rémunération suffisante par un intérêt convenable; la certitude d'être payé à jour fixe tant du capital que des intérêts.

Le livre foncier lui donnera toute facilité pour se renseigner sur la solidité du droit de propriété. La suppression des hypothèques occultes et des causes d'éviction, ainsi que de la purge légale, la simplification de la purge ordinaire contribueraient largement à faciliter la réalisation du gage, alors même qu'on n'irait pas jusqu'à organiser la cédule hypothécaire qui, jusqu'à présent, paraît rencontrer plus d'adversaires que de partisans. Le titre de propriété amènerait à bref délai la simplification de la procédure si compliquée, si onéreuse de l'expropriation forcée. Le développement du crédit territorial permettrait de mieux cultiver la terre qui, dès lors, rémunérerait mieux le capital employé à la féconder.

3° *Le Trésor.* — Le Trésor ne perdra rien sur les produits directs des conservations d'hypothèques : la taxe proportionnelle qui pourrait être établie sur les inscriptions de toute nature compenserait toutes les taxes perçues actuellement sous des formes diverses, y compris le droit de timbre des expéditions devenues sans objet par suite de la délivrance aux propriétaires d'un certificat de titre. S'il se produisait de ce chef une moins-value, ce que je ne suppose pas, elle ne serait

pas très importante, et l'on trouverait, d'autre part, une amélioration sur le produit de l'impôt foncier, sur les droits de mutation, la réforme devant couper court à toutes les mutations secrètes d'immeubles. Ce ne peut être que dans une plus égale répartition de l'impôt que l'on ait à chercher un accroissement de recettes ; car il importe de réduire les frais qui pèsent sur la petite propriété.

4° *Conservateurs.* — J'ai été amené à parler des salaires des conservateurs à propos de la transformation du droit de transcription et du mode de communication au public des renseignements hypothécaires (V. IVe question). Les opérations des conservateurs se trouvant radicalement transformées, il importera de transformer également le mode de rémunération de leurs travaux. Actuellement le salaire s'applique directement au travail matériel exécuté par des commis ; la base, l'unité de perception, c'est l'inscription, ou le rôle d'écriture ; on ne tient aucun compte de la difficulté de l'opération, ni des risques encourus pour l'importance de l'affaire.

Sous le régime du livre foncier, plus de copie, plus de délivrance d'états ; très peu de recherches sur les tables. Tout cela est remplacé par l'étude des actes, par une mention analytique sur le titre. Il me paraît absolument équitable de baser le salaire sur le chiffre des valeurs soumises à cet examen et à cette mention ; équitable pour le préposé qui trouve généralement plus de difficultés dans une affaire importante que dans une inscription insignifiante et qui, dans tous les cas, y engage plus gravement sa responsabilité ; équitable au point de vue des contractants, qui tirent de la protection accordée à leurs droits une utilité directement proportionnée à l'importance des transactions.

5° *Notaires.* — Le rôle des notaires ne sera pas moins profondément modifié que celui du conservateur. Pour les ventes, pour les obligations, ce qui justifie, sous le régime actuel, leur intervention, leurs honoraires, c'est la difficulté que présente l'étude des titres, des origines de propriété, la situation hypothécaire des propriétaires.

Les conservateurs livrant aux parties un titre qui garantit à la fois l'assiette du droit de propriété et la position du détenteur, les recherches sur l'origine de propriété deviennent absolument inutiles ; l'immeuble est constamment purgé de toute charge occulte et de tout vice dans les dévolutions successives. On a vu là le terme du ministère des officiers

publics en matière de ventes et d'obligations hypothécaires. Quelques-uns ont paru s'en féliciter (1). D'autres ont supposé qu'ils seraient « ruinés dans le présent, sans délai, du moment » que les ventes et leurs bénéfices leur seraient enlevés (2). » Ces prévisions ne semblent nullement justifiées.

On voit, il est vrai, certaines législations, comme celle de la Tunisie, ne pas exiger l'authenticité des contrats présentés au bureau des titres de propriété. Dans ce système, il suffit de faire attester l'identité des parties et la vérité des conventions par un fonctionnaire quelconque, maire ou juge de paix, la capacité demeurant réservée à l'examen du conservateur.

Mais la pratique contraire domine dans les pays appartenant au groupe germanique (3) et au groupe australien (4).

On ne peut méconnaître que les actes authentiques présentent, au point de vue de la rédaction et de la sincérité des évaluations, de meilleures garanties que les actes sous seings privés, même reconnus comme je le disais tout à l'heure ; les notaires sont aptes à examiner en premier ressort la capacité des parties, à leur expliquer les productions qu'elles ont à faire au conservateur, à rédiger les extraits qui serviront de base aux inscriptions.

Il paraîtra donc à tout le monde préférable de les associer à la nouvelle organisation de la publicité, et de décider que tout acte translatif de propriété, toute obligation, toute mainlevée ou consentement à radiation sera passé devant notaire. Quant aux certificats de propriété produits pour l'inscription de la mutation par décès, ils pourraient être établis par les notaires ou par le juge de paix, qui, fréquemment appelé à l'ouverture des successions, est aussi bien renseigné que le notaire sur les qualités des héritiers.

Mais si l'on accordait aux notaires un privilège aussi étendu, il faudrait le justifier par une réforme profonde de leur organisation disciplinaire.

Loin de moi la pensée de me faire ici l'écho des sentiments de méfiance qui se sont élevés depuis quelques années contre leurs institutions. Les conservateurs d'hypothèques vivent dans un contact trop intime avec les officiers publics, ils voient de trop près tous les jours ce qu'il y a, chez la très grande majorité d'entre eux, de prudence, de connaissances juridiques, de souci pour les intérêts qui leur sont confiés,

---

(1) Conf Worms, *op. cit* , p. 438.

(2) *Journal des Conservateurs,* 1891, p. 302.

(3) E. Besson : *Les Livres fonciers, passim.*

(4) *Exposé théorique et pratique du Système Torrens*, n° 37.

pour ne pas leur rendre pleine justice, et je répèterai volontiers, avec l'un des défenseurs les plus convaincus et les plus attitrés du notariat, que « malgré les défaillances dans » les sentiments d'honnêteté qui nous ont affligés depuis » près d'un demi-siècle, le notariat est encore l'une des cor- » porations qui ont le mieux su conserver leur honorabilité. » Le rendre dans sa généralité responsable de quelques sinis- » tres survenus parmi ses membres, serait commettre une » iniquité (1). »

Mais la réforme est désirée de tout le monde, et les notaires sont les premiers à la solliciter (2). Si l'on étendait les bornes de leur monopole, l'on devrait, semble-t-il, leur demander en même temps un cautionnement sérieux et prescrire des mesures qui rendissent effective la responsabilité prononcée par la loi.

Ce serait aussi le cas d'établir un tarif sérieux, obligatoire, des honoraires, seul moyen d'arriver à une rémunération rationnelle des actes et de ne pas laisser subsister une inégalité manifeste entre les personnes qui acceptent sans discussion les tarifs des Chambres et celles qui recourent à la taxe.

En donnant aux notaires un droit exclusif à la rédaction des actes relatifs aux droits réels, on pourrait, en outre, leur faire une rigoureuse obligation d'assurer dans un très bref délai et sous leur responsabilité la remise au bureau des hypothèques des pièces nécessaires à chaque inscription.

Des observations analogues viseraient le rôle et les obligations des greffiers dans les cas où les droits réels sont créés ou modifiés par acte judiciaire.

---

(1) M. Defrénois : *Répertoire général du Notariat*, n° 6,193.

(2) Conf. Ch. de Saint-Pol : *Réforme du Notariat ;* Nice, 1889 ; — Janest Saint-Hilaire : *Du Notariat et des Offices ;* — Berge : *Considérations sur le Notariat.* V. aussi dans les publications de la Société de législation comparée : *Rapport de la Commission chargée d'étudier les diverses législations sur le notariat.*

HUITIÈME QUESTION

Peut-on, sans inconvénient, remplacer la formalité de la transcription et de l'inscription, qui s'effectue actuellement sur un registre, par un simple dépôt, au bureau des hypothèques, de bordereaux renfermant, dans un cadre imprimé, les clauses substantielles des actes? Dans le cas de l'affirmative, comment ce service devrait-il être organisé?

J'ai supposé, dans tout le cours de cette étude, que les formalités diverses qui s'opèrent aujourd'hui sous les noms d'inscription, de transcription, de mention seraient ramenées à un seul type, la mention analytique sur le titre de propriété. La transcription intégrale des actes ne se justifie guère que par la raison du droit de timbre. On ne pourrait pas soutenir qu'il est utile de copier sur des registres toutes les clauses d'un acte de vente, d'une donation où les engagements personnels tiennent une grande place, d'où les formules destinées, suivant l'expression d'un praticien, à faire du rôle, ne sont pas exclues par tous les rédacteurs. On ne verrait aucune utilité à la transcription des origines de propriété, parfois très longues, si ce travail ingrat, qu'il faut recommencer à chaque vente ou à chaque prêt, était supprimé une fois pour toutes par la légalité du registre; on ne saurait prétendre sincèrement qu'il est dangereux d'admettre des extraits à la *transcription,* quand on n'exige pas autre chose pour l'*inscription.* La loi du 3 novembre 1884 repousserait victorieusement cette prétention. On n'aperçoit également aucun motif d'ordre juridique pour maintenir l'obligation de copier textuellement les bordereaux sur des registres, alors que ces bordereaux demeurent déposés au bureau, et que, moyennant quelques mesures d'ordre intérieur, il serait aussi facile de les compulser que les registres eux-mêmes; alors que, d'ailleurs, on ne copie pas les extraits d'actes déposés pour les radiations, pour les subrogations, pour les renonciations à l'hypothèque légale de la femme, ni même pour les formalités accessoires

aux saisies dont les originaux cependant ne demeurent pas aux mains du conservateur.

C'est aussi, semble-t-il, uniquement par respect d'un formalisme suranné, que l'on affirme la nécessité des mentions, dites *substantielles*, dans les inscriptions. Sous le régime du livre foncier, l'inscription n'est pas autre chose qu'une référence à l'acte constitutif ou modificatif du droit réel. Sans créer des nullités pour vice de forme que ne réclament ni l'équité, ni l'intérêt des tiers, on serait en droit d'exiger que l'acte contînt toutes les indications nécessaires à individualiser l'immeuble et à spécifier les contractants.

Si l'on s'arrête à la simple formalité d'une mention sur le titre, si l'on décide que cette mention est opposable aux tiers, il semblera nécessaire de l'appuyer effectivement sur des pièces restant déposées au bureau. Il faudra bien que le conservateur soit en mesure de justifier de la régularité de son opération et puisse en communiquer la preuve aux intéressés. Dans l'hypothèse où l'on admettrait à la mention des actes sous seings privés, ces actes eux-mêmes ou du moins l'un des originaux, devraient rester déposés à la conservation, ainsi que les justifications relatives à la capacité et à l'identité des parties. Si, au contraire, les actes authentiques sont exigés, l'on pourrait parfaitement se contenter d'un simple extrait de l'acte et des pièces justificatives de l'identité et de la capacité, sauf à prescrire aux notaires de communiquer, à toute réquisition, les minutes à la conservation et aux tribunaux, en leur donnant, pour ces cas seulement, la faculté de les déplacer.

Il ne faut pas oublier, en effet, que le certificat de titre remis au propriétaire tiendra lieu de toutes les expéditions d'actes, actuellement en usage; et qu'un certificat d'inscription remis au titulaire d'un droit réel remplacera pour lui la grosse volumineuse qui, présentement, lui sert de titre.

Les actes devraient être aussi brefs que possible. Les parties essentielles concernant le droit réel seraient rédigées d'après des modèles uniformes qui pourraient parfaitement être arrêtés par voie de règlement d'administration publique, et imprimés sur des feuilles d'un format uniforme, ainsi que cela se pratique sous la loi Torrens. La rédaction des obligations personnelles adventives serait seule laissée à l'initiative des notaires, et ces obligations ne prendraient pas place dans l'extrait remis au bureau des hypothèques. Les extraits seraient eux-mêmes rédigés sur des formules uniformes; s'il

y a cent manières d'exprimer la même idée, il n'y a qu'un seul but à un acte de vente, celui d'opérer la mutation; il est sans intérêt pour les parties que leur intention soit présentée en tels ou tels termes, pourvu que le transfert soit valable, tandis qu'il est important pour le conservateur d'avoir sous les yeux des écrits brefs, clairs, exprimant seulement ce qui est nécessaire.

Il serait fait deux extraits : l'un demeurerait à la conservation, où il serait relié, à sa place, dans un volume de 300 formules environ ; l'autre, revêtu d'une mention d'inscription, serait remis au titulaire du droit inscrit (1).

(1) Voir, pour plus de détails, la onzième question.

NEUVIÈME QUESTION

Quelles sont les dispositions législatives ou réglementaires à adopter en vue de déterminer les rédacteurs des actes à désigner plus exactement les parties contractantes ?

C'est une grave difficulté, dans les conditions actuelles, pour les conservateurs des hypothèques que de découvrir l'identité des propriétaires fonciers. Les actes ne fournissent à cet égard que des données très peu complètes : la date et le lieu de la naissance ne sont jamais mentionnés ; les prénoms ne sont pas toujours indiqués d'une manière complète ou dans l'ordre fixé par l'acte de l'état civil ; les noms de famille même sont loin d'être orthographiés d'une manière constante, soit par suite d'incorrections imputables aux copistes, soit par suite de l'usage trop répandu de modifier les noms, par exemple, en ajoutant au nom du mari celui de la femme, ou un nom de village servant dans la pratique à distinguer les individus de même nom habitant la même commune.

Les renseignements concernant le mariage ne sont fournis que lorsqu'il s'agit d'édifier l'acquéreur sur la capacité du vendeur ou de l'emprunteur.

Cependant tout notre système de publicité suppose la connaissance exacte de la personne (1) puisque les renseignements hypothécaires se groupent sous le nom du propriétaire et que les recherches se font uniquement à la table des noms de propriétaires.

La désignation des individus n'aurait pas tout à fait la même importance dans le système des livres fonciers. Elle resterait cependant l'un des éléments de validité des actes et l'un des points sur lesquels porterait l'examen préalable du conservateur.

Il importerait donc d'assurer l'exacte désignation des individus soit sur le titre de propriété, soit dans les actes de mutation et les extraits déposés à la conservation des

(1) Art. 2148, 2° du Code civil.

hypothèques. Il y aurait lieu dans ce but, de décider que, pour la rédaction du titre de propriété, l'acte de naissance de tout titulaire d'un droit réel serait produit à la conservation, et que les énonciations en seraient analysées dans le titre. Pour les opérations ultérieures, aucun acte supposant le concours du propriétaire ne pourrait être rédigé ni présenté à l'inscription sans être accompagné du titre. L'énonciation du titre qui, selon ce qui vient d'être dit, aurait été suffisamment vérifiée avant d'y être portée, ferait foi de la désignation des parties comme du droit de propriété, et serait textuellement reproduite dans tout acte ultérieur : faute de quoi, l'inscription serait rejetée par le conservateur. Une peine pécuniaire serait prononcée contre le contrevenant, et le notaire pourrait, en outre, être rendu responsable des erreurs provenant de désignations inexactes ou insuffisantes.

Quant aux domiciles successifs des titulaires de droits réels, il conviendrait de recommander aux notaires d'interpeller les parties afin qu'elles n'omettent pas de les faire connaître. Toutefois il ne semble pas possible de prononcer une peine pour l'omission d'un domicile. Cette énonciation, au surplus, ne serait pas indispensable si le titre et les actes mentionnaient rigoureusement les prénoms, le lieu et la date de naissance.

De même, le mariage restant désormais sans influence sur la capacité du mari, il ne serait nécessaire de le mentionner que dans les actes concernant la femme.

On a proposé de réunir à la conservation des hypothèques la conservation de l'état civil des personnes. On voit qu'avec le système des livres fonciers, cette innovation n'aurait, en réalité, au point de vue spécial des droits réels, qu'une médiocre importance. J'estime, d'ailleurs, que pour réunir deux services, il faut qu'ils aient entre eux une cohésion évidente; autrement, la direction risque ne n'avoir pas l'unité et l'autorité suffisantes, et de laisser naître le trouble là où l'on avait cru pouvoir organiser la certitude.

Je n'aperçois donc aucun motif sérieux qui puisse déterminer à déplacer les archives de l'état civil qui se trouvent actuellement au greffe des tribunaux civils. Il suffira, pour donner la certitude aux actes et aux inscriptions sur les livres fonciers, de prescrire aux rédacteurs d'actes de se reporter aux extraits des actes de naissance, de mariage, de décès, etc., et de les produire au conservateur, qui effectuera les rapprochements convenables.

DIXIÈME QUESTION

La création, dans chaque conservation, de livres fonciers nécessiterait, si elle venait à être décidée, l'adoption d'une série de mesures transitoires parmi lesquelles figurerait, sans doute, l'ouverture d'un compte spécial pour chacune des parcelles cadastrales de l'arrondissement.

Rechercher, à cet effet, quel est le nombre moyen des parcelles cadastrales qui est actuellement compris duns une inscription hypothécaire, ainsi que la valeur vénale moyenne de chacune de ces parcelles ?

Quel serait le montant des frais de bureau qu'entraînerait cette opération préliminaire ?

Les quelques indications que je pourrai fournir sur cette question ne seront, bien entendu, que l'expression d'une opinion personnelle basée sur l'étude locale des ressources d'un seul arrondissement. L'Administration de l'Enregistrement, réunissant des données plus nombreuses et plus variées, en tirera un enseignement plus précis et dont je n'ai la prétention de préjuger ni le sens ni la portée.

Voici d'abord, sous forme de tableau, les résultats fournis par l'étude des bordereaux d'inscription déposés à la conservation des hypothèques de Villefranche.

NOMBRE MOYEN APPROXIMATIF		VALEUR VÉNALE (1)				
des parcelles cadastrales comprises dans une inscription.	des tènements correspondant aux parcelles désignées dans la colonne 1.	PRÉ	VIGNE	LABOUR	BOIS, PATURES, ETC.	MOYENNE GÉNÉRALE
10	3	1.900	1.600	300	200	500

(1) Contenance moyenne par parcelle : 30 à 35 ares.

La moyenne générale des valeurs est de 500 francs et non pas de 1,000 francs, par le motif qu'il existe infiniment plus de parcelles valant de 300 à 400 francs que de parcelles valant de 1,600 à 1,900 francs.

Je dois faire observer aussi que les chiffres qui précèdent, notamment en ce qui concerne le nombre des parcelles cadastrales comprises dans une inscription, sont seulement approximatifs ; ils sont plutôt au dessous qu'au-dessus de la vérité. La raison en est que, dans bien des cas, et même en négligeant les inscriptions si communes prises « sur tous les » immeubles possédés par l'emprunteur dans l'arrondisse- » ment », l'affectation hypothécaire a porté sur un tènement de fonds situé à.... sans plus de détails. Or, une affectation de ce genre n'a pu, en général, figurer dans ma statistique que pour une unité, alors que très probablement, elle porte sur trois ou quatre numéros du plan cadastral.

J'ai cru devoir faire ressortir, à côté du nombre approximatif des parcelles cadastrales, le nombre probable des tènements affectés simultanément, afin de permettre une comparaison entre les deux manières possibles de montrer les livres fonciers : par parcelles ou par tènements.

Il me paraît sans intérêt d'examiner comment les titres de propriété seront classés, parce qu'il ne sera pas moins facile de retrouver un titre dans une seule série de numéros générale pour l'arrondissement, que dans une série spéciale à chaque commune.

Je crois, au contraire, qu'il est essentiel pour le service des bureaux d'hypothèques de déterminer à l'avance quelle est l'unité élémentaire, parcelle cadastrale ou héritage, qui fera l'objet du titre de propriété. La question dominera la pratique non seulement durant la période de transition qui peut être fort longue, mais aussi dans l'avenir tant que sera maintenu le système des livres fonciers. Elle influera directement sur l'abornement qui doit précéder l'immatriculation, non moins que sur le développement des opérations cadastrales et sur la constitution des titres de propriété.

L'on entend aujourd'hui par *parcelle cadastrale* « une por- » tion de terrain plus ou moins étendue, située dans un » même canton, triage ou lieu dit, présentant une même » nature de culture, et appartenant à un même propriétaire. » Il semble évident que personne ne songera à constituer un livre foncier contenant autant de comptes ouverts qu'il existe de parcelles de ce genre : la nature de la culture n'a rien à voir avec la situation juridique de la propriété qui est le but principal du livre foncier. Elle peut être intéressante pour

l'établissement de l'impôt foncier, et, à ce titre, elle constituera l'élément du cadastre détaillé nécessaire à l'Administration des Contributions Directes. Elle n'offre pas d'utilité pour le régime hypothécaire qui envisage seulement le corps d'immeubles, le tènement ou réunion de parcelles appartenant au même propriétaire et qui fait dans la plupart des cas, l'objet d'une même transaction, vente ou affectation hypothécaire.

Si l'on donnait un compte à chaque parcelle, il faudrait ouvrir 150 millions de titres de propriété, travail colossal qui ferait certainement reculer les plus convaincus. Ce travail serait d'ailleurs dépourvu de toute stabilité; car suivant les époques, les besoins, les idées de chaque propriétaire, la nature des cultures se modifie incessamment, tandis que le tènement d'immeubles ne donne lieu qu'à des modifications relativement peu nombreuses.

Le service du cadastre, qui a déjà fait de nombreuses expériences, pourrait sans doute fournir des données intéressantes sur la réduction que subirait le nombre des titres de propriété si le tènement et non la parcelle était pris pour élément du livre foncier. Le nombre des parcelles qui pourraient être groupées sur un même feuillet varierait nécessairement, et beaucoup, suivant les régions et même suivant les communes ; sur l'ensemble des arrondissements hypothécaires, on obtiendrait certainement une diminution importante.

Si la réduction pouvait être de deux tiers, c'est-à-dire si les parcelles devaient être en moyenne groupées 3 par 3, le nombre des titres n'excèderait pas 50 millions, soit 130,000 environ par bureau, mais avec une variation probable de 100 à 200,000 titres par conservation.

J'ai édifié mes suppositions sur l'examen de quelques registres de formalités.

Ainsi, en dépouillant un volume de transcriptions, j'ai trouvé que sur 52 contrats transcrits, 34, c'est-à-dire les 2/3, paraissaient s'appliquer à un tènement isolé, 6 à 2 parcelles séparées, et 2 seulement à 10 parcelles et au-dessus (1 de 10 et 1 de 15). Le nombre total des parcelles paraissait être de 113 environ, ce qui n'aurait donné comme moyenne que 2 parcelles par mutation.

Une recherche semblable sur un volume de transcriptions de saisies m'avait porté à penser que le nombre des tènements possédés par chaque propriétaire pouvait être de trois. Un travail analogue sur les inscriptions hypothécaires ne fournit pas de données bien précises, les rédacteurs ayant trop souvent pris inscription, ainsi du reste que les y autorise la juris-

prudence, sur « tous les immeubles que possède le grevé sur » le territoire de.... consistant en bâtiments, terres, prés et » vignes ».

Néanmoins, sur 60 inscriptions formalisées durant une période prise au hasard, j'ai retenu, après déduction des inscriptions d'office, 30 inscriptions conventionnelles contenant une spécialisation assez marquée et donnant les résultats suivants :

Les 30 affectations hypothécaires paraissent avoir porté sur 46 tènements répartis sur 37 communes :

19	semblent grever	1	seul tènement;
7	—	2	—
2	—	3	—
1	—	4	—
1	—	5	—

Je n'entends certainement pas donner par là des renseignements absolument précis, ni surtout susceptibles d'être généralisés; je ne veux pas dire qu'il n'y a pas d'inscriptions frappant sur plus de cinq tènements, mais je crois qu'elles sont peu nombreuses. J'ai acquis la conviction que dans l'arrondissement de Villefranche, où la propriété n'est pas moins morcelée qu'ailleurs, surtout dans la riche vallée de la Saône, où la population est très dense et la terre très chère, ou encore dans le Beaujolais où l'on s'arrachait jadis jusqu'au moindre lopin de vigne, le même propriétaire possédera rarement plus de deux ou trois tènements, et, pour ainsi dire, jamais plus de quinze. J'ai aussi la persuasion qu'une même mutation, une même affectation hypothécaire portera rarement sur tous les immeubles du même individu. Quand on affecte, comme je le disais plus haut, tous les biens possédés sur une commune, on ne grève en réalité qu'une ou deux pièces de terre; la formule générale est employée pour dispenser le notaire d'exiger la représentation des titres, qui n'existent peut-être pas ou sont irréguliers, d'établir une origine de propriété qui obligerait les parties à revenir, occasionnerait des frais, nécessiterait des démarches que le notaire tient à éviter parce que très souvent un acte qui n'est pas rédigé et signé séance tenante est un acte manqué.

Je ne crois donc pas qu'en étendant le dépouillement dont je viens de parler, ou en le faisant exécuter dans tous les bureaux, on obtint, comme indication générale, un résultat bien différent de celui que je viens de mentionner.

Du reste, les 150 millions de parcelles cadastrales actuelles

faisant l'objet de 14 millions de cotes foncières, réparties entre huit millions de propriétaires, il est certain qu'en moyenne un propriétaire possède moins de 20 parcelles cadastrales, et à plus forte raison moins de 20 tènements.

Dans ces conditions, j'ai la persuasion que le nombre des démembrements et des remembrements serait assez restreint, et que le nombre des titres nouveaux à ouvrir chaque année ne serait pas très important. De même, le nombre des titres à ouvrir, lors de l'immatriculation, pour chaque propriétaire ne serait pas en général très considérable; la plupart des petits propriétaires, peut-être les sept à huit dixièmes des propriétaires fonciers, ne recevraient, dans chaque arrondissement hypothécaire, qu'un seul titre de propriété.

Il me paraîtrait fort important de dégager cette inconnue avant de prendre un parti sur la forme des titres de propriété, sur les tarifs des droits à percevoir pour le Trésor et les salaires du conservateur; et puisque l'Administration des Contributions Directes dispose d'un crédit pour des études préliminaires, il serait urgent de rechercher, sur plusieurs points qu'il serait facile de déterminer, quelle est la proportion moyenne entre le nombre des parcelles et celui des héritages ainsi que le nombre des héritages distincts possédés par le même propriétaire (1).

Un double écueil me paraît à éviter: d'une part la multipli-

(1) Ceci était dejà imprimé lorsque j'ai eu communication d'un compte-rendu sommaire de la séance du 3 décembre 1891 de la Sous-Commission juridique du cadastre. (On sait que le compte-rendu *in extenso* n'est pas communiqué à la presse, jusqu'au jour où paraissent les fascicules publiés par le Ministère des Finances). A cette séance, M. le Directeur Général des Contributions Directes a fourni, sur la question que j'ai soulevée, des renseignements très intéressants. « On doit entendre par *propriété*, a-t-il dit, » toute étendue de terrain, composée ou non de plusieurs parcelles, qu'il » serait nécessaire de borner pour délimiter les fonds des différents pro- » priétaires. Nous comptons pour autant de propriétés toute parcelle isolée » ou tout groupe de parcelles contigues appartenant à un même propriétaire » dans la même commune ». Or, étant donné cette définition de la propriété, a continué M. Boutin, il y a en France 61 millions de propriétés. Il s'agit donc d'ouvrir au livre foncier 61 millions de feuillets réels, ce qui représenterait, à raison de 500 pages par volume, un total de 492,000 volumes, à répartir entre 68 départements. Si le feuillet affecté à chaque propriété ou groupe parcellaire n'avait que deux pages au lieu de quatre, on ne compterait que deux arrondissements ayant plus de 1,500 volumes; 111 auraient moins de 500 registres; 192 en auraient de 500 à 1,000, et 57 en auraient de 1,000 à 1,500 (*Revue de l'Enregistrement*, 15 déc. 1891, p. 44).

cité des titres de propriété poussée jusqu'à l'infini compliquerait à l'excès l'établissement des livres fonciers, exigerait pour les abornements, le lever des plans, les travaux d'art sur le terrain, les calculs et les écritures dans les bureaux, l'examen des titres de propriété actuels et le classement au compte de chaque immeuble des hypothèques et charges déjà inscrites, aussi bien que des hypothèques forcées qui se révèleront au moment de l'immatriculation, un personnel innombrable, que l'on recruterait très difficilement et que l'on rémunérerait plus difficilement encore. Et si l'on suppose achevé ce travail colossal, quel encombrement n'en résultera-t-il pas dans la manutention des bureaux! Admet-on que chaque inscription porte en moyenne sur 10 parcelles, et que ce nombre puisse être porté dans certains cas à 100 ou 200? Un domaine vendu récemment à proximité de Villefranche comprend 155 parcelles ne formant cependant qu'un seul tenant. Il était grevé de plus de 30 inscriptions et la distribution du prix a déjà fait l'objet de deux ordres. Se rendrait-on compte de la tâche extraordinaire qui incomberait au conservateur du chef de chacune des inscriptions, de la saisie, de la vente, des radiations partielles à annoter au feuillet de chacune des 155 parcelles? La radiation opérée à la suite de l'un des ordres eût exigé déjà (155 × 30) 4650 mentions. Cette seule affaire qui, avec un titre unique, aurait demandé quelques heures de travail seulement, eût occupé, avec un titre correspondant à chaque parcelle, un employé pendant plus d'une année.

Dans de telles conditions, toute révision de la part du conservateur serait matériellement impossible. Or il existe des

---

Cette importante communication vient donner à mes prévisions un appui décisif. Elle me permet de ne rien modifier aux exemples que j'ai choisis, et qui se rapportent précisément à l'une de ces conservations moyennes où le nombre des titres sera de 100,000. La Sous-Commission s'est, du reste, ralliée à l'opinion que je défends, par le vote, à la presque unanimité, de la résolution suivante :

« *Il sera établi un livre foncier par feuillet réel, c'est-à-dire par unité fonciere.* » (Séance du 17 déc. 1891).

Elle a, enfin, fixé, avant de se proroger, les conditions de contiguité pour l'unité foncière. Les parcelles séparées par un chemin public ou par un cours d'eau ne sont pas considérées comme contigues. Les parcelles comprises dans une unité foncière peuvent faire l'objet de feuillets réels distincts. Les unités foncières appartenant au même propriétaire dans une même commune peuvent être groupées, dans un feuillet réel spécial, indépendamment des feuillets consacrés à chaque unité (Séance du 24 déc. 1891 ; extrait du *Journal des Conservateurs des hypothèques*, déc. 1891, p. 559).

propriétés plus importantes et surtout composées d'un nombre de parcelles infiniment plus considérable que celle dont je viens de parler.

Il suffit de signaler ce danger pour faire écarter l'idée de créer un titre par chaque parcelle cadastrale. Car l'inconvénient que je signale se reproduirait chaque jour dans tous les bureaux pour les affaires les plus ordinaires. Si la moyenne des opérations est actuellement à Villefranche de 24 par jour (inscriptions, transcriptions, radiations et subrogations), le nombre des mentions, à raison de 10 parcelles par inscription, serait porté à 240, et à 480 si l'on décidait la délivrance au propriétaire d'une copie du titre de propriété; il serait triplé, décuplé et au-delà, dans les cas où, ces immeubles étant indivis, une copie distincte serait délivrée à chaque indivisaire.

Un autre obstacle non moins sérieux pour l'avenir du service serait la réunion sur le même titre de tous les immeubles attenants ou non d'un même propriétaire : ce serait l'imitation de ce que, dans certains districts de l'Allemagne, on appelle *feuille personnelle*. L'inconvénient de ce système se manifesterait spécialement dans le cas où un propriétaire hypothèquerait ou vendrait une partie seulement des immeubles figurant à son folio. Ce serait la source d'un travail de division à répéter constamment sur les titres primitifs, travail qui, outre la tâche matérielle, imposerait l'examen minutieux et menaçant pour la responsabilité des conservateurs, des inscriptions figurant au dossier initial, et qu'il y aurait lieu tantôt de reporter au nouveau titre, tantôt de laisser exclusivement à l'ancien, tantôt de faire figurer sur les deux. Je n'insiste pas sur les difficultés d'un tel travail qui ne me paraît pas moins redoutable que la multiplicité des titres dont je parlais tout à l'heure.

Je crois donc que la vérité se trouve entre ces deux solutions et qu'elle consiste à créer un titre de propriété pour chaque groupe de parcelles contiguës ou suffisamment voisines, appartenant à la même personne. Je crois aussi que cette question doit être tranchée dès le début, parce que de la décision qui sera prise dépendra, bien entendu, la durée de la période de transition, ainsi que les dépenses qui y seront afférentes.

En prenant cette hypothèse pour point de départ, j'ai supposé que, dans une conservation moyenne, le nombre des titres de

propriété pourrait être de 100,000, et que, pour établir les mille registres (1) qui les comprendraient, il faudrait probablement huit personnes travaillant pendant deux ans, aux appointements de. 25.000

Les registres coûteraient (15 fr. × 1,000)	15.000
Les tables alphabétiques (100 à 15 fr.).	1.500
Et l'on paierait, pour monter ces tables, environ..	4.000
La copie des titres de propriété, s'il en était fait une par titre, coûterait.	20.000
et la fourniture des imprimés qu'on y emploierait..	2.000
Il y aurait, sans doute, lieu d'allouer aussi au conservateur une indemnité à raison du surcroît de travail qui lui serait imposé; en la supposant fixée à 0 fr. 20 par titre et à 0 fr. 10 par copie, la dépense serait, de ce chef, de	30.000
Total.	97.500

Et comme il faut toujours prévoir des mécomptes, j'évaluerais la dépense entière à 100,000 francs.

Le rapport que je suppose exister entre le nombre des tènements et celui des parcelles cadastrales étant égal à 3/10, ce chiffre de 100,000 francs formerait les 3/10 de celui qu'il faudrait prévoir, si l'on ouvrait un compte spécial à chaque parcelle. La dépense totale, dans cette seconde hypothèse, s'élèverait, par conséquent, à 335,000 francs environ.

Mais ce ne serait là, ai-je besoin de le dire, que la moindre partie des travaux afférents à la période transitoire, ou du moins la partie la plus facile, puisqu'elle ne consisterait guère qu'en une besogne de copiste.

Elle serait précédée de la période de préparation des titres de propriété. Cette période commencerait, je suppose, au moment où, les abornements terminés, les propriétaires seraient mis en demeure de déposer à la conservation leurs titres de propriété actuels avec l'état des charges grevant leurs immeubles.

Le conservateur aurait alors à rechercher, pour chaque parcelle, d'après les documents actuels, si les déclarations du propriétaire sont exactes. Il aurait aussi à recevoir les oppositions ou réclamations des créanciers dont l'intérêt serait de contrôler l'aveu du propriétaire et de faire rectifier sa déclaration, le cas échéant ; il aurait spécialement à tenir note des déclarations à faire par les créanciers à hypothèques légales,

(1) Sur un registre in-folio de cent feuilles, chaque titre de propriété occuperait une feuille ouverte. V. aux annexes le modèle de ce titre.

dont les prétentions devraient être mentionnées durant le délai de purge, sous peine de perdre leur rang.

Ces recherches, la correspondance qui en résulterait, le commerce avec le public, exigeraient un personnel spécial, nombreux et compétent. Il me semble évident que les recherches devraient être assez sommaires : par exemple, l'on devrait poser en règle que le conservateur n'aurait à relever au répertoire que le compte certain de chaque grevé, et non tous les comptes douteux auxquels il est obligé de se reporter actuellement pour les recherches ordinaires. A raison de l'impossibilité matérielle où il se trouverait de vérifier personnellement toutes ces recherches, l'on devrait aussi le décharger de toute responsabilité quant aux erreurs ou omissions qui pourraient être commises dans ces opérations, le soin de déclarer les charges incombant naturellement au débiteur, et celui de contrôler cette déclaration appartenant au créancier.

En donnant son concours à la détermination juridique de la propriété, le conservateur accomplirait un service d'intérêt général, comme le magistrat qui opérerait la délimitation, ou celui qui statuerait sur les contestations. On ne voit pas pourquoi des opérations qui peuvent, au même degré, bien que dans un ordre différent, blesser les droits des propriétaires, recevraient une sanction différente suivant le rang du fonctionnaire qui en aurait le soin.

C'est en partie pour faire face à la réparation de telles erreurs très rares, d'ailleurs, dans la pratique, que certaines législations établissent un fonds d'assurance.

On ne peut laisser peser indéfiniment sur un fonctionnaire qui a la charge de travaux transitoires d'une telle importance une responsabilité qui, au fond, ne serait appuyée d'aucune garantie sérieuse pour le public. Il convient que la décision d'immatriculation établisse une situation définitive et mette fin à tous les recours aussi bien entre les parties que contre les agents qui en ont préparé les éléments.

Du reste, la transformation du service ne pouvant se faire que dans un nombre restreint de bureaux à la fois (15 ou 16 au plus, si l'on compte sur une période de 25 ans), le meilleur moyen de disposer d'un personnel expérimenté et rompu au travail nécessaire serait sans doute d'organiser des escouades d'agents qui se fixeraient dans un bureau durant la période transitoire, et qui, le travail terminé dans un arrondissement, se transporteraient dans un autre bureau.

Sans entrer dans le détail de calculs qui seraient peu intéressants, j'estime qu'un agent examinerait chaque jour envi-

ron 30 dossiers. Le nombre de ces agents, pour un bureau où l'on examinerait 100,000 titres et où le travail devrait être terminé dans un délai de deux ans, serait, par conséquent, de 6, aux appointements de 2,400 francs; la dépense serait donc environ de..... ..... 28.800 fr.
mais à cause de la difficulté de confier la manipulation des tables et répertoires à un aussi grand nombre de personnes simultanément, sans compromettre le service courant, il serait préférable de prévoir une durée de 4 ans pendant lesquels on emploierait 3 commis.

La fourniture des imprimés et une indemnité au conservateur chargé de la surveillance, du local, etc., absorberait en outre une somme d'environ... 35.200 fr.

TOTAL..... 64.000 fr.

Si l'on prévoyait que des conservateurs fussent, par suite de l'étendue de leur tâche ordinaire, ou pour toute autre cause, dans l'impossibilité de diriger de la réforme, on pourrait placer à la tête des agents qui effectueraient ce travail, un ou plusieurs conservateurs-surveillants qui, suivant l'importance de l'arrondissement et d'après la nature du travail qui leur serait confié, dirigeraient les opérations dans un bureau ou dans plusieurs conservations simultanément.

Il faudrait bien entendu augmenter le nombre des employés et la somme des frais si l'on basait le titre sur la parcelle cadastrale, et l'augmentation serait, cette fois, bien supérieure à 7/10 à raison des difficultés considérables qui se produiraient dans la recherche et le classement des charges grevant ces innombrables parcelles. J'estime que la dépense ne serait pas alors inférieure à 250,000 francs.

J'ajoute que si l'on devait opérer des recherches pour chaque parcelle cadastrale, il serait évidemment très difficile aux nombreux agents qui se diviseraient le travail de manipuler, aux mêmes heures et dans un même local, les tables et répertoires. Ce sont là des questions de détail ; mais elles ont une importance dans un projet aussi vaste.

En additionnant les deux ordres de dépenses, on arriverait à un total de 164,000 francs dans le système que j'ai proposé et de 585,000 francs dans le système contraire.

Ces chiffres, pris en bloc, peuvent sembler considérables. Il est possible qu'ils soient très exagérés ; car le nombre des

propriétés se trouve peut-être bien inférieur à celui que j'ai pris pour base de mon calcul. Tels qu'ils sont, ils ne représentent cependant qu'une dépense de 1 fr. 50 à 2 fr. par tènement ou par parcelle donnant lieu à la confection d'un titre de propriété. Si la dépense était mise au compte des propriétaires, elle ne formerait pas pour chacun d'eux une charge bien lourde à ajouter aux frais de réfection du cadastre ; si l'État la prenait à son compte, elle grèverait théoriquement le budget pendant vingt-cinq ans d'une annuité de 2,512,000 francs dans le premier cas, et de 8,800,000 francs dans le second. Il est à remarquer, toutefois, que l'allocation ne se répartirait pas exactement en vingt-cinq annuités ; elle serait plus faible au début et à la fin : au début, parce que, la confection des titres venant seulement après l'immatriculation, il n'en serait point fait pendant les premiers mois et l'on n'arriverait que graduellement à occuper tout le personnel prévu ; à la fin, par la raison inverse, les commis employés aux recherches cesseraient aussi leurs travaux graduellement et disparaîtraient avant ceux qui formeraient les registres des titres et les copies de titres.

ONZIÈME QUESTION

Présenter le tableau développé et complet d'un bureau d'hypothèques fonctionnant avec le régime du livre foncier. (Tarifs, salaires, registres, personnel (1).

Je me suis attaché à déterminer, sous les questions précédentes, non pas dans tous leurs détails, mais dans leurs lignes principales, les modifications que devront subir les lois hypothécaires françaises, le jour où l'on voudra donner tout leur développement aux principes qui en sont déjà le point d'appui et qui ne demandent qu'à être plus largement appliqués pour assurer la solidité des droits réels immobiliers.

Nous allons maintenant aborder l'étude des moyens pratiques qui permettraient de mettre en œuvre les données nouvelles, et rechercher comment seraient établis et tenus les documents grâce auxquels se réaliserait la publicité prévue par la législation réformée; quel serait le personnel qui en aurait la charge; comment fonctionnerait, en d'autres termes, le mécanisme de la conservation des titres de propriété.

I

BUREAUX DE CONSERVATION

Disons d'abord que rien ne semble exiger un remaniement

(1) Afin de bien mettre en lumière l'esprit libéral qui a présidé à l'enquête de la Direction Générale de l'Enregistrement, et la pleine latitude qui a été laissée à chacun de nous de présenter ses idées personnelles, je reproduirai ici la lettre dont j'ai reçu copie à l'occasion de cette question :

« Monsieur le Directeur, M. de France de Tersant, Conservateur des hypothèques à Villefranche, a proposé, en vue d'arriver à la détermination juridique de la propriété, la création d'un « *document unique d'une lecture* » *facile, reproduisant par le plan l'image matérielle de l'immeuble, et, par de*

des circonscriptions actuelles. L'établissement des conservations d'hypothèques au chef-lieu d'arrondissement (1) n'a jamais donné lieu à aucune plainte sérieuse et, si des réclamations ont été formulées lors de la grande enquête ouverte en 1841, elles ont été victorieusement repoussées par la Direction Générale de l'Enregistrement (2). L'organisation actuelle est en rapport avec les divisions administratives et judiciaires; elle est conforme aux habitudes du public et à l'intérêt général. Elle place l'agent de publicité à la portée de tous les intéressés, sans multiplier outre mesure le nombre des bureaux de renseignements. Restreindre le nombre des conservations serait étendre la tâche des préposés au détriment de l'accélération du service. Augmenter ce nombre, par exemple, en plaçant la conservation, comme on l'a proposé, au chef-lieu de canton, entre les mains du Receveur de l'Enregistrement, serait compromettre la sécurité des propriétaires. Les jeunes receveurs ne sont vraisemblablement pas préparés à cette tâche; leurs occupations habituelles, les nécessités de l'avancement, l'obligation de fournir un cautionnement élevé sont autant de raisons qui les éloigneraient d'une besogne toute spéciale, à laquelle le préposé doit pouvoir se consacrer exclusivement, et qui souvent est facilitée par les connaissances locales acquises au prix d'un stage prolongé.

L'intérêt du public n'exige pas cette diffusion des bureaux d'hypothèques. Les relations des parties avec ces bureaux ne sont pas extrêmement fréquentes, ou plutôt elles ne sont pas directes. Elles empruntent, en général, l'intermédiaire de l'officier public. Ce recours ne peut que devenir plus fréquent si le ministère du notaire devient obligatoire dans les circonstances même où il était jusqu'à présent facultatif. Les notaires sont fréquemment appelés au chef-lieu du tribunal civil; ils y ont toujours un correspondant et, au besoin, la poste et le télégraphe leur prêtent un concours très écono-

---

» *brèves mentions, son état juridique.* » (*Congrès international de la Propriété Foncière, séance du 10 août 1889, compte rendu officiel*, p. 10.)

» Je vous prie d'inviter l'auteur de cette proposition à présenter, dans un rapport développé, le tableau détaillé et complet, à tous points de vue, d'un bureau d'hypothèques fonctionnant avec le régime qu'il préconise (tarifs, salaires, registres, personnel).

» Un modèle de livre foncier et de tous les documents qui pourraient être mis en usage sera joint au rapport....., etc. »

(1) Lois des 9 messidor an III, art. 229; 21 ventôse an VII, art. 2.

(2) *Documents Hypothécaires*, III, 542.

mique et dont la sûreté ne laisse rien à désirer pour peu qu'ils aient soin de recommander leurs envois.

Plus on diviserait les ressorts des conservations, et plus on étendrait l'inconvénient qui se présente lorsqu'un propriétaire vend ou hypothèque, par un même acte, des immeubles situés sur des arrondissements distincts et doit faire remplir, dans plusieurs bureaux, la même formalité.

Je n'hésiterais donc pas à proposer le maintien des bureaux de conservation au chef-lieu de chaque arrondissement.

Ai-je besoin d'ajouter qu'ils doivent rester dans les attributions de l'Administration de l'Enregistrement? Une parole plus autorisée que la mienne rappelait, il y a peu de jours, devant la Sous-Commission du cadastre, les services séculaires rendus par les conservateurs sans qu'on ait jamais cité l'exemple d'un dommage causé par leur faute et non suivi d'une réparation immédiate. Je crois avoir établi que, sous le régime projeté, les changements survenus dans leurs attributions n'en modifieraient pas, au fond, le caractère juridique. Je n'ai donc pas à prévoir une évolution que rien ne motiverait et que personne n'est en droit de désirer.

Mais si nous conservons les dispositions extérieures de l'édifice, nous devons en renouveler l'aménagement intérieur. C'est sur l'outillage que doivent porter les réformes pratiques, et c'est à ce point de vue que nous allons nous placer dans la suite de cette étude. Toutefois, pour mieux faire comprendre l'économie de l'organisation que je conçois, il est peut-être à propos de résumer les prescriptions principales de la loi foncière.

II

PRINCIPES DE LA LOI FONCIÈRE

Je dois supposer accomplie la réforme qui fait l'objet de l'enquête ouverte par la lettre déjà citée du 14 mai 1891; je dois considérer qu'elle s'est faite dans le sens des observations que j'ai présentées plus haut. Je supposerai encore que la période de transition a pris fin. Les immatriculations ayant été déclarées obligatoires par arrondissement, on est arrivé à terminer dans l'arrondissement de Villefranche la confection du cadastre et des livres fonciers.

Trois principes dominent toute la législation : ils ont une

influence directe et capitale sur l'organisation des bureaux d'hypothèques :

1° La publicité;
2° La spécialité;
3° La légalité sont admises dans les limites que j'ai indiquées.

La transmission de la propriété, la constitution ou la mutation de tous autres droits réels n'ont d'effet, vis-à-vis des tiers, que par le fait et du jour de l'inscription.

L'inscription fait foi, vis-à-vis des tiers, tant que l'effet n'en a pas été modifié par une autre inscription. Entre les parties, elle n'a pas plus d'effet que les conventions; elle est susceptible d'être annulée dans les cas où les conventions le seraient elles-mêmes. Mais, pour être opposable aux tiers, toute cause d'éviction, de résolution, de nullité quelconque doit faire l'objet d'une prénotation : au moment où elle est connue; au moment où elle est portée en justice; et d'une inscription définitive lorsqu'elle est passée en force de chose jugée. En conséquence, l'annulation de l'inscription ne portera aucun préjudice aux droits acquis par des tiers de bonne foi; mais les droits acquis postérieurement à une prénotation seront soumis à l'effet de la cause d'éviction.

Les privilèges énumérés en l'article 2101 du Code civil, les hypothèques légales, les hypothèques judiciaires, les privilèges du vendeur et du copartageant, de la séparation de patrimoine, de l'État (du trésor public), des communes et des établissements publics et en général tous les privilèges sont assujettis à la règle de publicité ci-dessus énoncée.

Ils sont également soumis à la règle de la spécialité.

Tous actes ou faits (par conséquent, toute convention ou tout évènement opérant par la seule force de la loi, par exemple, les mutations par décès), ayant pour effet de transmettre, déclarer, modifier ou éteindre un droit réel immobilier, d'en changer le titulaire ou de modifier une condition de son inscription, tout bail d'immeubles de plus de neuf ans, toute quittance ou cession de plus de trois années de loyers ou fermages seront, pour être inscrits, constatés par écrit.

Les inscriptions relatives à un même droit réel doivent former une chaîne continue, de manière qu'il n'y ait point de lacune entre le titulaire inscrit et la personne qui demande à être inscrite.

Dans le cas où un droit réel a fait l'objet de plusieurs mutations successives, la dernière ne peut être inscrite avant les précédentes.

Les écrits dont il est question ci-dessus seront ou des actes judiciaires ou des actes notariés. Tout ce qui, dans ces actes, aura trait à un droit réel sera rédigé suivant une formule déterminée par un règlement d'administration publique; le rédacteur en fera deux extraits (ou un plus grand nombre, s'il y échet), sur des formules imprimées, préparées par les soins de l'Administration; il certifiera la conformité de ces extraits avec la minute.

Les actes énonceront les noms, prénoms, profession, domicile de droit et domicile récl, lieu et date de naissance des parties; ils reproduiront les indications substantielles du titre de propriété en ce qui concerne l'immeuble, c'est-à-dire le nom du département, de la commune ou section de commune et le numéro du titre. S'il s'agit de diviser un immeuble faisant l'objet d'un titre unique, la partie à détacher sera décrite avec indication de la situation, par rapport à l'excédent de la contenance.

Les notaires s'assurent de l'identité des parties et certifient la réalité des conventions relatées dans leurs actes; ils réunissent les pièces justificatives de la capacité des parties.

En ce qui touche les actes judiciaires, l'identité et la capacité des parties sont présumés avoir été vérifiées par les magistrats.

En cas de mutations par décès, la qualité des héritiers sera constatée par un intitulé d'inventaire ou par un acte de notoriéte dressé par un notaire ou par le juge de paix. Celle des légataires exige en outre la production du testament et, s'il y a lieu, de l'ordonnance d'envoi en possession ou de la délivrance de legs. Il en sera fait deux extraits sur des formules analogues à celles établies pour les actes consensuels.

La prescription acquisitive (si elle n'est pas supprimée, ce qui serait plus logique dans le régime du livre foncier) est constatée par jugement.

Le titre de propriété est établi sur un registre qui reste déposé à la conservation des hypothèques.

Il contient sous une forme sommaire : 1° la description de l'immeuble, avec référence à un croquis certifié par le chef du service topographique; 2° la mention des mutations, faits ou conventions qui modifient l'objet, la nature ou l'étendue des droits du propriétaire. Il ne mentionne pas les titulaires de droits réels autres que la propriété ou l'usufruit.

Il en est délivré, au propriétaire, une copie certifiée par le conservateur.

Sauf le cas de perte, constatée par une ordonnance du juge de paix, il ne peut être délivré qu'une seule copie du titre de

propriété. Cette copie est remise au propriétaire. Néanmoins, les copropriétaires indivis d'un même immeuble peuvent en obtenir chacun un duplicata.

Sont exécutoires sur les immeubles, les extraits des actes notariés ou judiciaires qui ont été incrits. Pareillement, la copie du titre de propriété dûment certifiée par le conservateur est exécutoire contre tous détenteurs des immeubles qui en font l'objet.

La loi attache la force parée à la signature du conservateur sans qu'il ait besoin d'écrire le mandement.

Pour obtenir une inscription, l'intéressé dépose à la conservation les deux bordereaux ou extraits dressés par l'officier public compétent, et, s'il y a lieu, les pièces justificatives de la capacité des parties. Les notaires veillent à ce que ce dépôt soit effectué le plus tôt possible. Ils répondent du dommage résultant du dépôt tardif d'un acte reçu par eux.

La même règle s'applique aux greffiers.

Si la convention suppose le consentement du porteur de la copie du titre, cette copie est déposée pour être annotée, en même temps que les pièces susindiquées.

Le dépôt de la copie du titre n'est pas exigé lorsque la convention a pu intervenir en dehors du consentement du titulaire.

En conséquence, dans les cas exceptionnels où la modification du droit de propriété, bien qu'étant de nature à être mentionnée sur le titre, s'opère cependant en dehors du titulaire (hypothèque forcée, expropriation forcée), s'il y a impossibilité de déposer la copie du titre, le conservateur passe outre, fait l'inscription sur le titre original, la notifie au détenteur du titre et jusqu'à ce que la concordance ait été rétablie entre le titre et la copie, il refuse toute nouvelle inscription qui serait demandée en vertu du consentement du titulaire.

Si, à la suite d'une adjudication sur expropriation forcée, la copie n'a pu être représentée, le conservateur annule immédiatement l'ancien titre de propriété, et il en dresse un nouveau.

Le conservateur vérifie la concordance entre les énonciations des bordereaux et celles du registre foncier, ainsi que la capacité des parties.

Si les justifications sont suffisantes, le conservateur fait l'inscription sur le titre de propriété et sur la copie qu'il rend ensuite au propriétaire. Il remet l'un des bordereaux au bénéficiaire de l'inscription et conserve l'autre, ainsi que les pièces justificatives de la capacité des parties.

Si des irrégularités sont reconnues, le conservateur fait une

inscription provisoire et invite les parties à fournir, dans un délai qu'il fixe, les justifications complémentaires. A l'expiration de ce délai et selon que les justifications ont été ou non fournies il est procédé à une inscription complémentaire dont les effets rétroagissent au jour de l'inscription provisoire, ou bien, au cas contraire, l'inscription provisoire est annulée.

Les parties peuvent, dans ce dernier cas, recourir à l'autorité judiciaire ; dans cette hypothèse, elles en font la déclaration au conservateur qui la mentionne à la suite de l'inscription provisoire. Par un simple jugement sur requête, le tribunal civil peut ordonner l'inscription dont les effets remontent alors au jour de l'inscription provisoire.

L'inscription conserve le droit réel tant que ce droit n'est pas éteint. Elle ne périme pas. Elle ne disparaît du titre que par la radiation consentie par les parties ayant capacité à cet effet, ou par un jugement passé en force de chose jugée.

Les inscriptions ont pour objet ou bien la création d'un droit réel affectant la propriété, ou bien une disposition relative à un droit réel déjà inscrit sur le titre. Celles qui intéressent directement la propriété, c'est-à-dire les mutations et les faits ou conventions qui modifient l'objet, la nature ou l'étendue des droits du titulaire sont immédiatement mentionnées sur le registre des titres et sur la copie appartenant au propriétaire.

Les autres inscriptions ne sont point mentionnées sur le titre.

III

FORMALITÉS

Les formalités sont la manifestation extérieure des faits ou conventions qui peuvent transférer la propriété, créer, modifier ou éteindre un droit réel.

La publicité ayant pour instruments les titres de propriété dont la réunion forme le livre foncier, il semblerait peut-être naturel de donner, en commençant, une description détaillée de ce document. Je crois cependant préférable d'indiquer d'abord la nature des annotations qui y seront portées ; quand nous saurons quelles écritures il doit recevoir, nous nous ferons plus facilement une idée de la forme qu'il convient de choisir.

Les formalités ont lieu au moyen de brèves mentions

analytiques portées sur le titre de propriété, ou en marge du bordereau d'une inscription antérieure.

La mention prend le nom d'*inscription*. On peut comprendre sous ce titre générique toutes les formalités connues aujourd'hui sous les dénominations de transcription, inscription, radiation, mention. Toute inscription doit être: 1° demandée; 2° soumise à l'examen du conservateur; et 3° enfin formalisée. De là, la division de ce chapitre.

PREMIÈRE SECTION

DE LA DEMANDE D'INSCRIPTION

Une inscription ne peut être opérée que si la demande est fondée, en fait, sur un acte notarié ou sur un acte judiciaire; en droit, sur l'identité des parties et leur capacite d'accomplir l'acte qu'elles veulent faire inscrire, ou leur idonéité à bénéficier du fait qu'elles invoquent.

L'identité des personnes doit, comme le veut la loi du 25 ventôse an XI, être reconnue avant la rédaction de l'acte. C'est un point qui ne peut être éclairci que par la comparution personnelle devant l'officier public, et, le cas échéant, par la déclaration de témoins certificateurs. Cette constatation rentre donc, comme on le décidait déjà sous l'empire du Code civil, dans les attributions du notaire (ou du magistrat). Celui-ci certifie en outre la réalité des conventions, c'est-à-dire que A. et B. ont bien conclu telle vente, tel prêt hypothécaire; il s'assure et atteste que les comparants sont majeurs et non interdits; que la femme mariée est réellement assistée de son mari. Il se fait représenter les actes de naissance et les contrats de mariage, afin de pouvoir les produire à l'appui des bordereaux d'inscription, à moins qu'ils n'aient déjà été déposés à la conservation et mentionnés sur le titre.

Les actes ne sont ni déposés ni même produits à la conservation. C'est l'un des avantages que nous reconnaissons à l'intervention des notaires ou des magistats dans la rédaction: grâce à la forme authentique, tous les actes sont censés être dignes de foi jusqu'à inscription de faux. Les produire au conservateur entraînerait des longueurs et des frais inutiles, puisque cet agent n'en pourrait contester la véracité. C'est aux parties intéressées seulement qu'il appartient de discuter la valeur propre des actes qu'elles signent, et elles conservent ce droit après comme avant l'inscription, sauf la limitation

commandée par l'intérêt des tiers, et qui ne permet pas de demander l'annulation d'une inscription quand elle a donné naissance à un nouveau droit légitimement acquis.

Les notaires ou greffiers dressent, sur des formules débitées par l'Administration, ou du moins conformes au modèle établi, des extraits des actes, appelés *bordereaux d'inscription*. Ils attestent, sous leur responsabilité, la conformité de ces bordereaux avec les actes. Ainsi, à la différence de ce qui existe actuellement, le bordereau est une pièce authentique, et non une simple note inférieure, comme valeur probante, à l'expédition ou à la grosse qu'il accompagne, et dont personne ne certifie la concordance avec l'acte original.

Si une vente, une affectation hypothécaire, etc., porte sur des immeubles faisant partie de plusieurs titres de propriété, il n'est pas nécessaire de dresser autant d'extraits qu'il y a de titres. Un seul bordereau suffit; mais on y joindra les *copies* de tous les titres afin que la mention puisse être faite sur chacune d'elles en même temps que sur l'original.

Le bordereau d'une inscription est fait en double original, dont l'un reste déposé au bureau, tandis que l'autre est remis au déposant après avoir reçu les annotations convenables. Ce dernier original est revêtu de la mention d'inscription signée du conservateur et équivalant à la formule exécutoire; il tient lieu, entre les mains de l'intéressé, de la grosse aujourd'hui délivrée par les officiers publics. On comprend très bien qu'un titre destiné à faire foi contre les tiers ne puisse être exécutoire qu'après avoir été inscrit: c'est pour ce motif que le mandement doit être donné, pour les actes sujets à l'inscription, par le conservateur et non par le notaire.

Il est bien entendu que, si une inscription profite à plusieurs personnes ayant des intérêts distints, il est fait, pour chacune d'elles, un duplicata spécial.

Il est de toute nécessité que la personne dont les noms figurent sur le bordereau où elle est qualifiée de titulaire d'un droit réel, soit bien celle que désigne le titre de propriété. Il doit exister une entière concordance entre les bordereaux et le titre non seulement quant aux noms mais aussi quant à l'état civil des parties.

De même, l'identité sera exigée quant à la désignation de l'immeuble.

Les rédacteurs d'actes auront pour se guider, à cet égard, la copie du titre qu'ils représenteront avec les bordereaux.

Les noms, prénoms, état civil des personnes qui acquièrent un droit immobilier et ne figurent pas encore sur le titre,

seront puisés dans les actes de l'état civil que l'on produira au conservateur.

Aujourd'hui, l'on comprend qu'il soit, parfois, difficile de connaître exactement les noms des propriétaires fonciers et le détail de leurs biens. L'on comprend que les inscriptions d'hypothèque judiciaire, notamment, soient fréquemment incomplètes à ce double point de vue. Il en résulte une difficulté sérieuse au sujet du classement au répertoire des inscriptions prises sans indication de prénoms, de domicile. Le plus souvent, ces inscriptions figurent à un compte spécial, et le conservateur se croit tenu de les comprendre dans tous les états requis contre un individu portant le même nom que le grevé. Mais il peut oublier de relever le compte de l'individu sans prénoms. Il y a donc chance que l'inscription soit fréquemment délivrée à tort, et qu'elle ne le soit pas précisément dans le cas où elle porterait véritablement. L'irrégularité n'est pas moins regrettable dans un cas que dans l'autre. La législation actuelle ne donne pas les moyens de la surmonter. Le créancier qui n'a pas d'autre renseignement que la signature de son débiteur au bas d'un billet, le fournisseur qui connaît le nom de son client, mais ignore ses prénoms, trouverait difficilement et ne cherche même pas à se procurer des indications plus précises : personne ne critiquera son droit de s'inscrire en vertu du jugement qu'il aura obtenu ; personne ne se préoccupera du sort douteux de cette inscription incomplète.

La difficulté disparaîtra si la loi supprime ou du moins spécialise toutes les hypothèques et spécialement l'hypothèque judiciaire. Le créancier, tenu de se renseigner, fera les démarches nécessaires, et le registre foncier lui sera d'un précieux secours. Aucun immeuble ne demeurera sans maître ; et, si l'on en excepte les biens dépendant de successions ouvertes, mais non encore transférées au nom des héritiers, les noms et prénoms exacts de ce maître seront révélés au créancier. Il devra donc s'en informer avant d'intenter une action ou, du moins, au cours du procès, avant le jugement. Dans l'hypothèse que j'indiquais tout à l'heure, où la succession d'une personne décédée n'aurait encore fait l'objet d'aucun transfert sur le registre foncier, le créancier mettra l'héritier en demeure de se conformer à la loi.

On sera donc en droit d'exiger la concordance du bordereau avec le titre de propriété.

Il me paraît inutile d'entrer dans des plus longs détails au sujet des bordereaux. Les indications qu'ils comportent, en dehors de celles que je viens de rappeler, varieront néces-

sairement avec l'acte à analyser; l'objet de cet acte dictera tout naturellement les dispositions à reproduire dans l'extrait. J'ai supposé, d'ailleurs, que des modèles seraient établis par les soins de l'Administration.

Cette innovation ne saurait soulever aucune contestation : elle serait, au contraire, j'en ai la conviction, accueillie avec faveur. Je n'ai pas besoin d'invoquer l'exemple des pays soumis à la loi Torrens. La multiplicité des formulaires que l'on trouve aujourd'hui dans toutes les mains, démontre la nécessité d'un guide dans la rédaction des pièces authentiques. Il ne s'agit que de donner un corps définitif à des essais plus ou moins heureux, qui laissent subsister, non seulement entre les diverses régions de la France, mais entre les études d'un même arrondissement, des divergences de forme inexplicables, susceptibles de troubler la pratique et de soulever des incidents regrettables. Toutes les grandes Administrations relevant directement de l'État, des sociétés qui, sans être directement régies par l'État, lui sont cependant étroitement attachées, comme le Crédit Foncier, les Compagnies de chemin de fer et tant d'autres moins considérables, ont adopté pour tous leurs actes des formules qu'elles imposent au public et aux officiers ministériels. Nul n'a jamais songé à porter plainte; au contraire: on évite ainsi les nullités, les lenteurs, les hésitations, et c'est là, certes, un sérieux avantage. La mesure, qui étendrait ce bénéfice à toutes les transactions, serait donc très profitable à tous les intéressés.

J'ajouterai que les bordereaux, devant être de dimension uniforme, seront établis sur une ou plusieurs feuilles de la dimension du papier timbré de 1 fr. 80, munies de cadres imprimés et débitées par l'Administration. Les écritures seront nettes et lisibles, à peine de rejet par le conservateur. Les noms et les sommes écrites en toutes lettres, seront en caractères saillants. Il devra toujours être réservé à la suite du bordereau au moins une page en blanc pour l'annotation des mentions à venir.

Les bordereaux, réunis par série de trois cents, seront reliés par les soins du conservateur en volumes d'un modèle uniforme et d'une solidité suffisante. On tiendra la main à ce que la disposition de la reliure permette d'ouvrir entièrement le volume et d'y écrire sans peine les mentions de subrogations, de radiations, etc.

DEUXIÈME SECTION

EXAMEN DU CONSERVATEUR

Le conservateur à qui l'on remet des bordereaux d'inscription recherche, avant toute formalité :

1° Si le vendeur, l'emprunteur ou l'auteur de la succession qui vient de s'ouvrir figure comme propriétaire au livre foncier;

2° Si la copie du titre de propriété est en concordance avec l'original;

3° Si l'immeuble est ou non frappé d'inaliénabilité;

4° Si les indications concernant l'état civil sont exactes;

5° Si celui qui constitue ou aliène un droit réel a la capacité requise à cet effet.

Ces constatations, sauf celles qui touchent à la capacité des contractants, sont en quelques sorte purement matérielles. Elles ne peuvent être opérées en dehors du bureau où se trouvent les titres de propriété et les pièces à l'appui; elles ne mettent en jeu aucune des attributions du pouvoir judiciaire. Tel est le motif pour lequel j'ai toujours soutenu que l'on ne pouvait confier à personne, si ce n'est au conservateur, la vérification des actes sur lesquels s'appuie la force probante (légalité) du registre, et que, dans la mesure où ce principe peut être admis en France, il donne à l'examinateur des titres un rôle très modeste et qui n'a rien de commun avec celui du magistrat. Il n'est ni nécessaire, ni désirable de donner à l'inscription une force qui la rende absolument inattaquable et opposable même aux parties contractantes; nous n'entendons pas, en cas de vente, par exemple, donner à l'acquéreur l'investiture ou la saisine, comme le veut la loi prussienne, qui exige, comme conséquence, la comparution des parties devant le *grundbuchrichter;* mais seulement donner à l'acte la publicité complète et permettre aux tiers de traiter en toute sécurité avec le propriétaire qui a publié son acquisition; empêcher que le même immeuble ne soit vendu deux fois; que les biens aliénés ne soient ensuite hypothéqués. Ces effets, que nous proposons d'attacher à l'inscription soumise au contrôle préalable du conservateur, la jurisprudence actuelle les attribue fréquemment au seul consentement des parties, tant il est nécessaire, pour la paix

publique, de sanctionner le fait accompli quand on le trouve entouré des signes de la bonne foi ; c'est ainsi que les tribunaux refusent généralement d'annuler la donation quand l'immeuble a été vendu par le donataire ; d'annuler la vente consentie par l'héritier apparent, sans même se préoccuper de la forme de l'acte, qu'il ait été passé devant notaire ou fait sous signatures privées.

Eût-on institué une magistrature spéciale chargée de vérifier la capacité, que le conservateur ne serait pas pour cela dispensé de soumettre à un nouvel examen les énonciations matérielles du bordereau ; et ce double formalisme entraverait manifestement la marche des affaires que l'on doit désirer, au contraire, rendre plus active.

Ce travail préliminaire, je ne saurais trop le répéter, nous l'accomplissons chaque jour au regard des radiations qui sont rigoureusement opposables aux tiers. Il n'est ni plus difficile, ni plus grave d'accepter une inscription qui peut, à la rigueur, être modifiée ou annulée, que de la faire disparaître alors qu'aucune autorité judiciaire ne pourra la faire revivre au préjudice des droits des tiers. Et si les conservateurs ont pu, depuis un siècle, assurer ce service dans des conditions irréprochables, seraient-ils moins aptes à remplir une tâche facilitée, je le dirai tout à l'heure, par les réformes projetées ?

On se trompe, du reste, lorsqu'on présente le rôle actuel du conservateur comme rigoureusement passif en matière d'inscriptions et de transcriptions. Les termes de l'art. 2199 C. civ., si absolus qu'ils puissent être, demandent à être interprétés avec une certaine réserve. Tous les auteurs le reconnaissent. Non seulement le conservateur peut et doit exiger la représentation d'un titre et se livrer aux vérifications nécessaires pour constater, du moins dans les lignes essentielles, la concordance de ce titre et des bordereaux ; mais il a le droit et le devoir de s'assurer que le titre confère réellement un droit hypothécaire (1).

C'est ainsi qu'il devrait refuser d'inscrire une hypothèque judiciaire requise pour une créance non échue ; ou la créance reposant uniquement sur un exécutoire ; il ne pourrait pas transcrire les actes relatifs à des valeurs mobilières et non spécifiés dans la loi du 23 mars 1855 ; les actes d'acquisitions ou d'aliénations faites par un établissement public non autorisé (2) ; les actes d'aliénation consentis, sans autorisation,

---

(1) Agen, 6 août 1852, *Journal du Palais*, 1853, II, 433.

(2) Ord. 14 janvier 1831.

par le titulaire d'un majorat, pour des biens compris dans ce majorat (1). Ainsi encore, il lui appartient de contrôler, en vue de la conservation du privilège du vendeur, la régularité des paiements que l'on déclare, dans un acte de vente, faits aux mains du mandataire ; la validité des remplois imposés à la femme mariée en cas d'aliénation de ses biens propres, etc. Toutes ces dispositions, et toutes les hypothèses analogues mettent en jeu l'examen critique du préposé.

La mesure que je propose ne va pas beaucoup plus loin. Mais elle généralise, dans l'intérêt des tiers, un contrôle dont les tribunaux proclament déjà fréquemment la nécessité.

Après les rapprochements nécessaires pour constater l'exactitude matérielle des bordereaux, le conservateur examine, bien entendu, si l'inscription n'est pas requise pour un immeuble frappé d'indisponibilité : il devrait refuser d'office d'inscrire la vente d'un immeuble compris dans une saisie inscrite ; des biens affectés à un majorat, etc.

L'inscription n'est pas subordonnée à l'enregistrement des actes ou conventions qui en font l'objet. Si le conservateur constate qu'un acte n'a pas été soumis à la formalité, il en avise simplement le receveur compétent. Il signale de même les contraventions aux lois sur le timbre et l'enregistrement.

La régularité matérielle des pièces étant reconnue, le conservateur procède à la vérification de la capacité des parties. Pour s'engager valablement, l'homme doit être majeur, non interdit ni failli. La femme doit être assistée de son mari. Si elle a fait un contrat de mariage, il y a lieu de se demander s'il l'autorise à disposer de ses immeubles ou à les hypothéquer. Ce contrat doit donc être produit, et le conservateur recherche s'il contient une clause de dotalité ou une obligation d'emploi et si cette dernière condition a été remplie. Il examine les pièces justificatives de la qualité des tuteurs, curateurs, mandataires, syndics de faillites, administrateurs de toutes catégories, etc.

Il s'inspire, pour ces recherches, des règles actuellement en usage pour les subrogations ou la radiation des inscriptions. Le nombre des vérifications analogues à celles que demandent aujourd'hui ces dernières formalités se trouve considérablement augmenté ; mais le travail est largement simplifié par la suppression des hypothèques occultes, par la publicité donnée, au moyen de l'inscription, aux causes d'indisponibilité telles que la dotalité, la faillite, et aux causes d'éviction telles que l'action résolutoire, l'action en révoca-

(1) Déc. 1er mars 1808, art. 43 et 56.

tion, toutes ces restrictions du droit de propriété n'étant opposables aux tiers qu'à la condition d'être mentionnées sur le titre de propriété.

Si les vérifications n'ont fait connaître aucune irrégularité, le conservateur accepte l'inscription. Au cas contraire, il la rejette. Toutefois, si l'irrégularité porte sur un défaut de justification relativement à la capacité, et si la partie insiste pour une inscription immédiate nécessaire, peut-être, pour assurer le rang d'un créancier, il donnera la formalité, mais seulement à titre provisoire, et sous condition que la justification soit rapportée dans un délai calculé d'après la nature de l'irrégularité, et toujours aussi bref que possible, et sauf à prendre, à l'expiration de ce délai, une inscription définitive conformément aux dispositions de la loi (1).

Pièces justificatives. — En général, les pièces justificatives de la capacité des parties, notamment les actes de naissance qui fournissent l'élément essentiel de la table des propriétaires, demeureront déposées à la conservation. Il est nécessaire que le préposé ait entre les mains la preuve que ses opérations sont régulières, et qu'il puisse la représenter en cas de critique ultérieure. Toutefois, rien ne s'oppose à ce que l'on continue d'appliquer à l'avenir l'usage qui tempère cette règle parfois rigoureuse pour les parties. Toutes les fois qu'un acte de date antérieure se trouve rappelé dans un acte notarié et que, dans l'extrait déposé à la conservation, le notaire certifie avoir vu le premier acte et en reproduit les dispositions utiles, le conservateur peut se dispenser de retenir une pièce dont le nouvel acte constitue en quelque sorte un extrait authentique. On épargne ainsi aux parties les frais de productions multiples, qui rendent parfois très onéreuse une formalité sans grande importance.

Les pièces conservées au bureau sont classées sous des numéros correspondant à chaque titre de propriété, et disposées de manière à pouvoir être facilement consultées. Il est toujours permis de se référer, pour une formalité, aux productions effectuées antérieurement; pour l'inscription à opérer sur un titre, aux justifications fournies pour un autre titre.

---

(1) V. ci-dessus, p. 119.

TROISIÈME SECTION

FORMALITÉS DE L'INSCRIPTION

La publicité doit non seulement révéler les droits réels qui s'appliquent aux immeubles, mais encore indiquer l'ordre dans lequel on peut les faire valoir. Le titre de propriété répond à la première de ces exigences, car il réunit en un seul groupe les inscriptions des mutations et des faits ou conventions qui modifient l'objet, la nature ou l'étendue des droits du titulaire. Il pourrait également, quant à ces mentions, fournir la preuve de leur ordre respectif. Mais quant aux mentions qui ne figurent pas sur le titre (subrogations, certaines radiations), il ne peut en assurer la date. Il ne se prête pas, d'ailleurs, à la formalité qui a servi de tout temps à prévenir l'interversion des formalités : l'arrêté quotidien daté et signé par le préposé. Il y aura donc, pour régler l'ordre des formalités, un *registre des dépôts*.

REGISTRE DES DÉPÔTS. — Toute pièce susceptible d'être mentionnée sur le registre des titres de propriété ou sur une inscription antérieure fait l'objet d'un enregistrement sur un registre de dépôts analogue à celui qui est aujourd'hui en usage. Ces pièces sont notamment : les actes civils ou judiciaires de mutations entre vifs et les certificats de propriété constatant les mutations par décès; les actes civils ou judiciaires constitutif d'hypothèques et d'autres droits réels reconnus par la loi; les actes ou jugements motivant une prénotation; les actes ou jugements portant modification d'une inscription (changement de domicile, subrogation, cession d'antériorité, nantissement, partage, prorogation de délai, mainlevée totale ou partielle, etc.). Les enregistrements assurent la date des opérations; leur date est fixée par un arrêté journalier, et le préposé est tenu de faire ces enregistrements au fur et à mesure des demandes qui se produisent et d'accomplir les formalités en suivant autant que possible l'ordre des dépôts. Le registre des dépôts est tenu en double; l'un des doubles est déposé au greffe d'un tribunal civil, conformément à la loi du 3 janvier 1875. Les formalités pouvant d'ordinaire être accomplies dans un très bref délai, il n'est délivré de récépissé qu'aux personnes qui le demandent expressément.

(A suivre).

UNE CONSERVATION D'HYPOTHÈQUES

SOUS LE RÉGIME

DU LIVRE FONCIER

PAR

R. DE FRANCE DE TERSANT

CONSERVATEUR DES HYPOTHÈQUES (1)

Toute inscription est émargée du numéro d'ordre du registre des dépôts, et du numéro de classement du bordereau dans le volume où il est relié. Elle est datée et signée par le conservateur. Lorsqu'elle a été portée à la fois sur le titre et sur la copie, l'inscription est, en outre, émargée sur le registre de la date à laquelle elle a été portée sur la copie. Cette précaution a pour but de permettre au préposé de reconnaître, même à défaut de représentation de la copie, si cette pièce est en concordance avec l'original, ce qui est d'une importance capitale pour qu'elle puisse renseigner les tiers.

INSCRIPTIONS A MENTIONNER SUR LE TITRE DE PROPRIÉTÉ. — On vient de voir que toutes les inscriptions ne suivent pas le même sort. Les unes seront portées sur le titre de propriété; les autres n'y figureront pas. La plupart devront être faites immédiatement sur le registre foncier et sur la copie du titre de propriété; pour quelques-unes, la mention sur la copie pourra se trouver différée. Quelques mots d'explication sont nécessaires à ce sujet.

Dès que l'inscription requise est portée au registre des dépôts, le conservateur doit examiner si la convention est de nature à figurer sur le titre de propriété ou si elle sera seulement annotée sur un précédent bordereau d'inscription. La règle à suivre en pareille matière est exposée plus haut (p. 118).

Un exemple fera mieux saisir la distinction :

---

(1) V. *Rev. Alg* , 1891. 1. 193 et 1892. 54 et 92.

L'hypothèque est un droit réel qui diminue la valeur libre de la propriété. Vient-elle à s'éteindre totalement ou pour une partie de la créance, la radiation rend à l'immeuble sa valeur et sa disponibilité dans la proportion du dégrèvement obtenu. L'hypothèque et la radiation seront donc annotées sur le titre parce qu'il importe aux tiers de connaître l'exacte étendue des charges qui atténuent la valeur des biens.

INSCRIPTIONS A NE PAS FAIRE FIGURER SUR LE TITRE DE PROPRIÉTÉ. — L'on n'y porterait pas, au contraire, la radiation partielle consentie sur une parcelle vendue ou la radiation opérée du chef de l'un des créanciers indivis, sans réduction du chiffre de la dette, parce que, malgré ces dégrèvements, l'immeuble (ou l'excédent de l'immeuble) qui fait l'objet du titre, reste affecté dans son entier pour la totalité de la somme due.

De même, il n'est pas nécessaire, au point de vue de la situation de l'immeuble, de savoir que l'hypothèque profite à telle personne plutôt qu'à telle autre. La subrogation sera mentionnée sur le bordereau de l'inscription primitive, parce qu'elle change le mode d'exercice d'un droit réel, mais elle ne sera pas portée sur le titre de propriété, pas plus, d'ailleurs, que le nom du créancier primitif, parce que l'on peut très bien concevoir la charge, abstraction faite du bénéficiaire. Cette mesure allègera le titre qu'il importe de ne pas surcharger d'écritures.

Il existe, du reste, une raison pratique de ne pas inscrire sur le titre les conventions analogues à la subrogation d'hypothèque. La copie du titre de propriété doit être tenue au courant de toutes les modifications qui prennent place sur l'original (1). Or, il est impossible de faire représenter la copie lorsque la transaction intervient entre personnes au nombre desquelles ne figure pas le détenteur.

REGISTRE DES TITRES DE PROPRIÉTÉ. — Nous pouvons étudier maintenant la forme du livre foncier. Il serait plus exactement désigné sous le nom de : *Registre des titres de propriété*, puisqu'il n'est, en réalité, que la réunion d'un certain nombre de titres de propriété.

Ce registre, avec les bordereaux d'incription, tient lieu des registres actuels d'inscriptions et de transcriptions et du répertoire.

---

(1) Sauf ce qui sera dit tout à l'heure de l'hypothèque forcée et de l'expropriation.

Il est établi sur feuille ouverte de la dimension des tables alphabétiques nouvelles, et conforme aux modèles A et A' ci-annexés.

La simple inspection de ces modèles en fera comprendre à l'instant le mécanisme. Il est d'une simplicité élémentaire. Il repose tout entier sur cette donnée que les formalités sont mentionnées de suite, par ordre de date, sans blanc ni lacune, sur le titre de propriété, et qu'une simple référence, en regard de chaque formalité, suffit pour avertir le lecteur qu'elle subsiste intégralement ou, au contraire, qu'elle a été modifiée par un événement ultérieur. Ce titre est conçu dans le même ordre d'idées que l'*état sur transcription* qui sert actuellement à faire connaître, à une date déterminée, la situation d'un immeuble. Seulement, il présente cet avantage d'être un état tenu au courant d'une façon permanente, suivant de tous points la situation juridique de l'immeuble, se modifiant avec elle et ne contenant aucune de ces inscriptions douteuses dont la délivrance, obligatoire pour le conservateur, est la cause la plus fréquente des réclamations du public. Il est, en même temps, la preuve du droit de propriété, et dispense de recourir aux actes antérieurs à l'époque de chaque mutation; car le bénéfice de l'examen opéré lors des transmissions précédentes subsiste tout entier, et l'acquéreur ou le prêteur n'a pas à se préoccuper des changements survenus dans la situation du propriétaire actuel ou des précédents propriétaires, si ces changements ne sont pas portés sur le titre. Si je pouvais emprunter une expression à la langue de la mécanique, je dirais que le titre de propriété accumule les forces employées à produire chacun des anneaux qui viennent successivement s'ajouter à la chaîne, tandis que le système actuel laisse perdre immédiatement les résultats d'efforts et de dépenses considérables nécessaires à chaque opération. Un état livré au requérant n'est pas un précédent utilisable pour le conservateur. Un nouvel état ou une suite du même état, demandée à quelques jours d'intervalle, exigent exactement le même travail que le premier.

Une désignation très sommaire de l'immeuble sur le titre de propriété est suffisante, car le plan authentique dont une copie est jointe au titre donne, par ses réferences à la triangulation, la situation exacte dans la commune; par l'abornement public et contradictoire dont il reproduit les éléments, la position exacte et invariable des limites qu'il permet de rétablir sur le terrain à quelque moment que ce soit; par les mesures de l'arpentage, conservées dans les archives du cadastre, la contenance exacte de l'immeuble.

Des cadres spéciaux sont réservés pour l'annotation des déductions, en cas de démembrement ou d'accident naturel venant diminuer la superficie, et des annexions, en cas d'acquisition de parcelles contiguës.

Il est sans intérêt de reproduire dans le titre, aussi bien que sur le plan, les divisions intérieures, la forme et la consistance de chacune des parcelles composant un domaine. Il est bien entendu que le propriétaire pourra obtenir ces renseignements des employés du cadastre. Il fera lever les détails intérieurs, avec nivellement, s'il le désire; il recevra le plan de ces opérations; mais il est inutile qu'elles figurent sur le titre de propriété. Le plan qui fait partie du titre de propriété n'est autre chose que la description figurée de l'immeuble, description exacte qui remplace avantageusement les descriptions vagues, même quand elles sont prolixes, et souvent fantaisistes qu'on trouve dans les actes.

Mais s'il laisse de côté la division parcellaire intérieure, il tiendra note des servitudes actives ou passives, telles que droits de passage acquis à la propriété ou soufferts par elle.

Examinons le titre au moment de l'immatriculation. B... a été reconnu propriétaire d'un domaine. Tous les droits appartenant aux tiers, et qui ne se sont pas révélés en temps utile, sont éteints par la purge préalable à l'immatriculation. Le titre ne fait donc aucune mention des anciens propriétaires; il n'y aura plus jamais lieu de s'enquérir des origines de la propriété.

Mais il a été constaté que la propriété était grevée antérieurement à l'immatriculation, de diverses inscriptions hypothécaires. Ces inscriptions réduisent d'autant la valeur ou la disponibilité de l'immeuble; le titre les mentionne brièvement : numéro du registre d'inscriptions, date, nature du droit réel, somme. Toute autre indication est superflue; elle surchargerait le titre d'écritures, aux dépens de la clarté.

Le nom du bénéficiaire, on l'a déjà vu, n'est pas indispensable : il n'est utile à connaître que lorsqu'on veut notifier une acquisition aux créanciers inscrits, formalité assez rare dans la pratique et qui ne saurait avoir lieu sans la délivrance d'un état complet. Cet état, bien entendu, les parties l'obtiendront à toute réquisition; elles seront juges de son utilité et de leur propre intérêt. Le plus souvent, elles n'en auront pas besoin.

Un nouveau prêteur, auquel B... montrera son titre, ne demandera qu'une chose : le domaine, offre-t-il, déduction faite de ce qui est dû, une valeur suffisante pour gager encore un emprunt?

L'exigibilité n'est pas indispensable, car elle ne fait plus présumer l'extinction de la dette : toute inscription non radiée prouve, au contraire, l'existence d'une dette (1).

La désignation de l'immeuble se trouve en tête du feuillet, et c'est seulement au cas où il serait partiellement hypothéqué que la mention rendrait compte des portions non atteintes par l'hypothèque.

Tous les conservateurs affirmeront que, dans la pratique, ces renseignements sommaires suffiront comme première donnée. Ils diront qu'un usage aussi gênant pour leur exercice que dangereux pour le public, mais contre lequel il est absolument impossible de réagir, parce qu'il répond à l'impérieuse nécessité de la prompte expédition des affaires, existe partout : celui de donner, en attendant la délivrance de l'état, forcément ajournée par la longueur des écritures, l'indication sommaire des inscriptions qui existent contre un vendeur ou un emprunteur : ce renseignement préparé à la hâte, sans recherches approfondies, donné verbalement non seulement aux particuliers, mais aux correspondants des notaires, adressé par lettre ou par télégramme, sans signature, absolument dénué de valeur probante, fait presque toujours la seule base des déclarations sur la situation hypothécaire contenue dans les actes d'obligation ou de vente; et il n'est pas sans exemple que l'état fourni après une vérification plus attentive vienne démentir le renseignement provisoire. Les notaires en sont avertis chaque jour, et pourtant ils continuent parce qu'ils ne peuvent, paraît-il, donner autrement satisfaction à leurs clients.

Le titre de propriété répondrait parfaitement à ce besoin et remplacerait avec une certitude absolue les renseignements provisoires, cause de trouble pour le service des conservations, menace pour la sécurité des transactions.

A ceux qui désireront un renseignement plus complet, on donnera, suivant leurs besoins, ou bien communication verbale des inscriptions, ou bien des états complets. La Cour de

---

(1) Le véritable avantage de la péremption décennale (art. 2154 C. civ.) est, dit-on, de balayer une foule d'inscriptions devenues inutiles, et qu'en pratique on ne fait pas rayer. Ces inscriptions sans objet forment peut-être le quart du nombre total des formalités Je ne vois pas bien le profit qu'on trouve à encourager, par la péremption, les débiteurs à demeurer ainsi dans une situation fausse. L'intérêt pécuniaire est le seul qu'on puisse invoquer. Les frais d'une mainlevée sont onéreux pour les petites créances. Cet inconvénient disparaîtrait avec les tarifs qui seront exposés plus loin On enlèverait ainsi tout prétexte à différer les radiations et tout appui à la thèse de la péremption.

cassation décidait récemment, après plusieurs tribunaux, que la communication des renseignements hypothécaires doit être mesurée selon les intérêts et les désirs des requérants (1). La réforme fournirait l'occasion d'entrer dans cette voie en adoptant une mesure que la jurisprudence généralisera tôt ou tard.

On inscrirait selon les formes que je viens d'indiquer les hypothèques consenties postérieurement à l'immatriculation et toutes autres charges analogues.

RADIATION DES INSCRIPTIONS (2). — Les radiations d'inscriptions sont partielles ou totales.

La réduction porte tantôt sur le chiffre de la créance, tantôt sur le nombre des créanciers, tantôt sur un immeuble déterminé.

Dans la première hypothèse, la réduction de la créance est mentionnée à sa date sur le titre; ainsi B... a pu rembourser 12,000 fr. au bénéficiaire de l'inscription Vol. 615, n° 223, et il veut faire opérer la radiation dans cette mesure : la main-levée sera inscrite sur le titre à sa date (5 avril 1890) avec le numéro du classement, au volume convenable, du bordereau d'inscription (Vol. 755, n° 228) et, en regard de la mention 615/223, j'écrirai simplement les mots: « radiation partielle » et le numéro de cette radiation; les tiers seront prévenus que l'inscription est réduite, et ils trouveront la cause et l'importance de cette réduction en suivant dans la colonne 2 la liste des volumes d'inscriptions jusqu'à ce qu'ils y trouvent l'expression 755/228; la recherche est on ne peut plus facile; le chiffre du volume va toujours en augmentant, puisque les volumes forment une seule série. On trouvera de la même manière une seconde réduction de l'inscription qui a eu lieu le 15 mai 1891 (Vol. 765, n° 228), et un simple calcul permettra de voir que de 26,600 fr., l'inscription est réduite à 12,600 fr.

La radiation définitive s'opère sans plus de difficulté.

J'agirais encore de même en cas de radiation sur une fraction déterminée de la propriété; mais les mentions de cette nature seront très rares, attendu que si elles sont demandées, c'est presque toujours à la suite d'une vente, et en tant que l'inscription grève l'immeuble vendu. Or, la vente a été annotée sur le titre; la partie d'immeuble aliénée est sortie au même moment des mains du propriétaire et du titre lui-même; il n'y

---

(1) Cass., 6 janvier 1891, confirmant un jugement du trib. civ. de Beauvais, du 27 déc. 1889. *Journal des conservateurs*, art. 4137.

(2) V. modèles F et G.

a plus lieu d'annoter sur le titre originaire ce qui intéresse cette fraction : c'est à son feuillet spécial qu'il faudra chercher la suite de son histoire.

Au contraire, et pour le motif même qui m'a dispensé de porter sur le titre le nom du créancier, je n'annoterai pas sur le titre la mainlevée consentie sans diminution du chiffre de la dette par l'un des bénéficiaires indivis de la créance. Mais il est bien entendu que toutes les mentions de radiation, quelle qu'en soit la nature, seront portées en marge du bordereau de l'inscription, où il sera très facile de les retrouver, de manière à faire connaître à tout requérant la situation exacte de l'inscription (Modèles C et D).

ALIÉNATION PARTIELLE (1). — L'inscription d'une vente partielle n'offre pas plus de complication. B... a vendu à D... une parcelle de vigne à prendre dans sa propriété. Cette parcelle est décrite dans l'acte de vente, le plus brièvement possible, car les indications du cadastre permettront de la localiser au moyen de la mesure de quelques lignes très simples ; elle sera, en outre, bornée et mesurée sur place par le géomètre du service topographique et ces opérations, rapportées sur le plan du bureau et sur le croquis annexé à la copie du titre, ne permettront aucun doute sur la dimension, la forme, les limites de la parcelle vendue. Le titre portera donc, à la date de l'inscription (5 janvier 1891), la mention de l'aliénation d'une parcelle de 39 ares 55 centiares, et du volume 761/21 où l'on trouvera l'extrait de l'acte de vente. La référence convenable sera portée en regard du nom du propriétaire dont le droit se trouve ainsi réduit. Il n'est pas besoin d'écrire le nom de l'acquéreur (2), car au regard du créancier ou de l'acquéreur futur du surplus, tout ce qui importe c'est de savoir que l'immeuble est restreint, de 6 hectares 26 ares 63 centiares, à 5 hectares 87 arcs 08 centiares ; pour les créanciers antérieurs à la vente, leur droit est garanti par leur inscription, en quelques mains que se trouve l'immeuble, jusqu'au jour où l'acquéreur purgera. L'inscription suit la portion détachée de l'immeuble, sur le nouveau titre de propriété où elle est annotée au moment même de la confection. Si le prix ou une portion du prix reste due, cette circonstance est rappelée dans le bordereau d'inscription et dans la mention sur le nouveau titre qui remplace ainsi à la fois la transcription actuelle et l'inscription d'office.

(1) V. modèle C.

(2) Mais si l'on a besoin de se renseigner spécialement sur l'acte en question, le conservateur sera en mesure de fournir, séparément, toutes les indications utiles.

La formalité est exactement la même pour toute aliénation partielle résultant de la concession d'une servitude, d'un usufruit, d'un bail à long terme, pour les mutations par décès, pour les attributions résultant de licitations ou partages, etc.

Voyons maintenant comment on procède à l'égard de la parcelle détachée de l'immeuble. Cette parcelle forme à son tour un immeuble individuel ; il lui est ouvert un compte sur le registre foncier (par exemple : vol. 700, nº 1,100) exactement comme on l'a fait pour l'immeuble originaire, au moment de l'immatriculation. Le notaire a dépouillé le titre de propriété, il a relevé dans l'acte de vente et dans le bordereau les inscriptions et charges de toute nature (hypothèques, servitudes, baux, etc.) grevant la portion vendue ; le conservateur a vérifié ces énonciations ; il a mentionné sur le titre nouveau les inscriptions qui, en vertu du droit de suite, passent de l'ancien compte au nouveau. Il a fait faire la copie du titre, et le nouveau propriétaire a été mis en possession de cette pièce qui à elle seule va lui tenir lieu de la grosse, des états hypothécaires, des titres des précédents propriétaires, de la purge des hypothèques légales.

Il serait inutile de multiplier les exemples, puisque toutes les formalités sont accomplies d'après les mêmes méthodes.

Une acquisition de parcelles contiguës incorporées au titre de propriété ne donnerait pas lieu à plus d'écritures (V. modèle A').

A mes yeux, l'un des grands avantages du modèle que je propose est de ne pas comporter de tableaux dans lesquels les écritures sont forcément restreintes, et aboutissent à la confusion si des mentions multiples doivent se grouper autour d'une formalité antérieure. En faisant les mentions les unes à la suite des autres, à leur date, absolument comme se font aujourd'hui les inscriptions et les transcriptions, on est certain de n'avoir jamais de colonnes encombrées à côté d'autres inoccupées ; l'espace n'étant pas mesuré pour chaque mention, le titre se prête à toutes les annotations qu'on voudra imaginer, aussi bien à la désignation de nombreux copropriétaires, en cas de succession, qu'à la mention de radiations multiples sur une même inscription ; à l'énonciation en toutes lettres des sommes et même des dates ; on peut, d'ailleurs, pour établir une distinction entre les inscriptions et les radiations tirer hors ligne à droite, le chiffre des premières, à gauche, le chiffre des secondes. La durée du titre est indéfinie, car il est possible, quand un feuillet se trouve rempli, de renvoyer la suite à un autre feuillet du même volume ou d'un autre volume, tandis que, pour la copie, il suffit d'ajouter des

feuilles intercalaires dont le nombre peut se multiplier sans aucun inconvénient.

Il sera également très facile, lorsque la situation paraîtra trop chargée d'écritures devenues sans intérêt, par exemple d'inscriptions radiées (avec leurs mentions de radiations), de baux périmés, d'usufruits éteints, ou bien quand l'immeuble ayant fait l'objet de démembrements successifs, le propriétaire préfèrera un titre relatif seulement à l'excédent, il sera, dis-je, facile d'ouvrir un nouveau compte où ne figureront que les mentions utiles, et d'annuler l'ancien.

Tel est le système qui me paraît le plus simple et qui, à part quelques modifications de détail, fonctionne en Tunisie. Il ne paraît cependant pas s'être présenté à l'esprit des nombreuses personnes qui ont déjà cherché à condenser dans un seul document les éléments physiques et juridiques de la publicité. Tous les projets que j'ai consultés reposent sur cette idée que le titre de propriété doit être un tableau divisé par nature de formalités et, pour chaque nature de formalités, présentant un certain nombre de colonnes. Il est probable que l'on procède ainsi en Allemagne ; les projets annexés aux rapports de M. Gunzert sont vraisemblablement dérivés des livres fonciers de l'Empire. Ce procédé semble avoir plus d'inconvénients que d'avantages pour un registre destiné à durer indéfiniment, par conséquent, à recevoir des annotations qui, tout en se référant à la même convention, sont d'ordre différent puisqu'elles embrassent la naissance du droit réel, les modifications, l'extinction, et qui peuvent être nombreuses même dans chacune de ces catégories.

Les modèles proposés par M. de Robernier et reproduits par M. Bonjean dans son ouvrage sur la *Révision du cadastre* sont certainement très ingénieux, mais d'une complication évidente.

Ceux de M. Bonjean sont plus simples, mais d'un laconisme trop prononcé; et l'on ne voit pas où se placeraient les prénotations reconnues pourtant indispensables, et pour prendre un autre exemple, où se classeraient, en regard de l'inscription d'hypothèque à laquelle n'est réservée qu'une ligne, un nombre illimité de radiations partielles. Si l'un des propriétaires inscrits se trouvait grevé de 20 ou 30 inscriptions, ce qui n'est pas très rare, en pratique, le feuillet du registre serait d'une confusion inouïe.

Je citerai, pour mémoire seulement, le projet de M. Flour de Saint-Genis (1), puisqu'il ne rentre pas directement dans

(1) V. l'ouvrage déjà cité, et les déclarations de l'auteur à la Sous-Commission juridique du cadastre, séance du 5 novembre 1891.

le cadre de la question que je traite. En effet, il ne vise pas l'établissement de livres fonciers, mais l'introduction d'un *répertoire parcellaire* analogue au *répertoire individuel,* à côté duquel il fonctionnerait; les deux répertoires fournissant, l'un par noms de propriétaires, l'autre par numéros d'immeubles, la table chronologique des formalités éparses dans les archives de la conservation. Ces répertoires, je l'ai déjà dit, permettraient, au moyen d'une série de recherches, de dresser le tableau de la situation hypothécaire pour un immeuble déterminé. Mais ils ne donnent par ce résultat d'emblée comme le titre de propriété, et me sembleraient exposés à plusieurs des reproches qu'encourt le système actuel.

Aucun de ces projets ne se prête à la confection d'un certificat de titre susceptible d'être remis au propriétaire; et pourtant ce certificat me paraît être l'un des résultats les plus pratiques auxquels puisse aboutir la réforme; aucun d'eux ne permet l'énonciation en toutes lettres des sommes, précaution élémentaire de la sécurité d'un titre livré à la circulation.

J'ai, néanmoins, essayé de combiner un autre modèle où les indications, classées par nature, sont réparties en quatre sections.

Dans la première figure la désignation de l'immeuble.

La deuxième est consacrée à la désignation des propriétaires successifs sur la tête desquels se trouve transférée la propriété de l'immeuble entier ou de ce qui demeure après les aliénations partielles.

Dans la troisième section sont réunis les démembrements de la propriété autres que l'hypothèque, c'est-à-dire concessions d'usufruit, de servitudes, baux à longue durée, antichrèses, etc.

La quatrième section comprend les hypothèques.

Chaque section comporte nécessairement deux parties : dans la première partie (partie gauche) est portée l'inscription de l'acte qui fonde le droit; dans la deuxième (partie droite) sont inscrites les modifications de ce droit.

A première vue, ce système a un avantage : le dépouillement du titre se trouve presque tout fait.

Mais, d'un autre côté, il a l'inconvénient d'exiger plus de place sur le registre parce qu'il laisse beaucoup d'espaces en blanc. On ne pourrait certainement pas consacrer à chacun des titres de ce modèle moins de quatre pages entières.

Il est impossible de calculer, même approximativement, les blancs que l'on doit laisser en regard d'une inscription pour les modifications à venir. Plusieurs des inscriptions prises à

la conservation de Villefranche sont émargées de plus de vingt mentions, et je connais une de ces mentions pour laquelle on a couvert d'une écriture serrée et sur plus de soixante lignes à la page une feuille de papier timbré de 3 fr. 60. Quand une obligation s'élève à une somme importante, il n'est pas rare de voir les remboursements s'échelonner sur une période de cinq ou six ans et même au delà; chaque échéance devant donner lieu à une radiation partielle, il faudra ménager au moins une dixaine de lignes en regard d'une telle inscription; et si le même débiteur en avait souscrit plusieurs, le cadre serait immédiatement épuisé et l'on serait obligé de reporter la suite à une autre feuille, alors que les trois quarts du titre seraient inoccupés.

Cette considération n'est pas sans importance parce que l'on est obligé de se préoccuper du nombre considérable des titres de propriété. Les volumes sur lesquels ils seront établis devant, dès le début, se chiffrer par plusieurs centaines dans chaque conservation, il n'est pas sans intérêt de prévoir le moyen d'utiliser le plus complètement possible des registres volumineux et de n'y point laisser dans l'oubli de nombreuses pages blanches à jamais dépourvues d'emploi.

Le même inconvénient se ferait sentir dans tous les cas où une succession étant échue à des héritiers nombreux, leurs noms rempliraient par une seule mention ou même excéderaient le cadre spécial.

De plus, en cas de vente moyennant un prix non payé, une double mention serait nécessaire : 1° dans le cadre des propriétaires; 2° dans celui des inscriptions hypothécaires. Les ventes de l'espèce étant fort nombreuses, l'augmentation de travail qui en résulterait pour le personnel ne serait pas à négliger.

Quant à la copie des titres, si l'on veut la rendre portative, elle ne peut être de la dimension d'un registre in-folio; sous un format restreint, elle se prêterait mal à la division par section, les cadres imprimés subissant, en pareille hypothèse, une réduction peu compatible avec l'importance des écritures qui doivent y trouver place.

En cas d'insuffisance d'un seul cadre, l'adjonction de quatre pages nouvelles s'imposerait, et si cette augmentation de volume se répétait plusieurs fois, loin d'être d'une lecture facile, le titre n'offrirait qu'uue suite de cadres vides au milieu desquels on aurait peine à découvrir les renseignements utiles.

Ces considérations détermineraient, sans doute, la préférence en faveur du premier modèle.

DROITS RÉELS AUTRES QUE LA PROPRIÉTÉ. — Le titre de propriété est unique. En principe, chaque immeuble ne fait l'objet que d'un seul titre de propriété. Toutefois, certains droits, comme l'usufruit, ont une existence propre, indépendante de celle du droit du propriétaire. Ils donneront lieu à la confection d'un titre distinct. A l'extinction du droit, le titre spécial sera annulé, et les annotations convenables seront faites sur celui du propriétaire qui recouvrera alors la plénitude de son exercice.

PLANS DES IMMEUBLES. — Les plans forment à eux seuls, pour ainsi dire, toute la description physique de l'immeuble. Ils sont, par conséquent, l'annexe inséparable du titre de propriété. Mais ils peuvent être de dimension telle qu'ils n'entrent pas facilement dans le registre et, du reste, il est préférable, soit pour ne pas encombrer le registre, soit pour faciliter la manipulation des plans et les modifications qu'ils peuvent subir, de ne pas les relier dans le volume même des titres. Ils seront donc classés dans des atlas. Il suffit que le numéro du plan soit inscrit sur le titre, et réciproquement, pour qu'il n'y ait aucune difficulté à se reporter de l'un à l'autre de ces documents.

Il en est autrement du croquis qui accompagne la copie du titre de propriété. Ce croquis sera dressé à une échelle réduite et attaché à l'intérieur de la copie.

Les modifications à faire, le cas échéant, sur les originaux et copies de plans nécessiteront l'intervention d'un géomètre dessinateur. Il en sera parlé à l'occasion des rapports à établir entre le service de la conservation et celui du cadastre.

COPIE DU TITRE DE PROPRIÉTÉ. — La copie du titre de propriété (appelée ailleurs *certificat de titre*), n'est autre chose que la reproduction textuelle, sur un document remis à la partie, de toutes les mentions existant sur l'original (1). Elle est établie sur des feuilles de papier de la dimension du papier timbré à 1 fr. 80 et placée dans une couverture solidement doublée en toile. Une réduction du plan, certifiée par le chef du service topographique, y est jointe.

La copie du titre dûment signée par le conservateur et certifiée par ce fonctionnaire en concordance avec l'original fait, sauf inscription de faux, la même foi que le registre *pour tout ce qui s'y trouve contenu*. Toute falsification ou altération

(1) Cette simple constatation me dispense d'en donner un modèle distinct qui ne serait pas autre chose, comme disposition et comme texte, que la reproduction du titre original.

de la copie du titre est passible des peines portées pour le faux en écritures publiques.

En principe, toutes les fois qu'une convention est de nature à être mentionnée sur le titre de propriété, le conservateur doit exiger que la copie du titre soit déposée en même temps que les bordereaux d'inscription.

Il existe, toutefois, des hypothèses où cette production ne peut pas être exigée du bénéficiaire de l'inscription. Ainsi, le créancier contraint de recourir aux tribunaux pour obtenir une hypothèque forcée peut, dans des circonstances exceptionnelles, être dans l'impossibilité de représenter la copie du titre. Je dis: dans des circonstances exceptionnelles, car les juges ordonneront toujours le dépôt des titres sur le bureau. Mais il pourra n'être pas déféré à leur ordre avant le jour où l'inscription devrait être prise. C'est ce qui arriverait en cas de jugement par défaut ou encore, en cas de saisie et d'adjudication sur expropriation forcée, le poursuivant n'ayant pas toujours les moyens de se faire remettre la copie du titre. On ne saurait cependant subordonner à cette remise l'inscription de l'hypothèque forcée, celle du procès-verbal de saisie, ni celle de l'adjudication.

Dans ce cas, le conservateur, s'il ne peut obtenir le dépôt, fera l'inscription sur l'original du titre, et mettra le titulaire en demeure (1) de déposer la copie; et, jusqu'à ce que le détenteur se soit conformé à cette invitation, il refusera toute inscription qui serait demandée en vertu du consentement de ce dernier. Et comme, après l'adjudication sur saisie, l'acquéreur ne peut être privé de titre par le mauvais vouloir du saisi, le conservateur annulera sur le registre l'ancien titre de propriété et en ouvrira un nouveau.

Il agirait de même en cas d'absence judiciairement déclarée.

Il pourra donc rester en circulation quelques copies de titres annulés. Je ne vois pas qu'il y ait là motif à suspecter, en général, la valeur de la copie du titre. Cette situation ne se présentera que très rarement et, au pis aller, elle ne sera pas, dans cette hypothèse tout à fait exceptionnelle, plus défavorable que ne l'est aujourd'hui la situation normale de tous les propriétaires fonciers. Ceux-ci, lorsqu'ils sont munis de titres réputés réguliers peuvent tout au plus présenter des expéditions d'actes authentiques. Or ces expéditions ne sont jamais acceptées comme preuve d'un droit quelconque, alors même qu'elles se trouveraient aux mains de la personne

---

(1) Ces notifications pourraient être faites, sans aucun frais, par simple lettre recommandée à la poste, avec accusé de réception.

qu'elles désignent comme titulaire du droit invoqué. Elles ne fournissent qu'une présomption. Le droit peut avoir été aliéné encore bien que l'expédition ait été conservée par l'aliénateur. En pareil cas, une personne prudente ne négligera jamais de se renseigner auprès du conservateur des hypothèques.

De même, la copie du titre ne fournira. à la rigueur, qu'une présomption en faveur du porteur. Le plus souvent cette présomption sera confirmée par la réalité. Mais n'y eût-il qu'une chance d'erreur, elle commanderait une mesure de prudence. Elle met le conservateur dans la nécessité de comparer rigoureusement les copies de titres déposées entre ses mains avec le registre foncier. Elle impose aux parties l'obligation de s'assurer, avant de conclure une convention, que la concordance existe entre la copie du titre qui leur est montrée et l'original qui se trouve à la conservation. Et c'est pour mettre le préposé à même de fournir ce renseignement, que le registre doit être annoté, selon ce qui a été dit plus haut (1), de la date des mentions faites sur la copie.

CERTIFICAT D'INSCRIPTION. — La simplification prévue pour les transmissions d'immeubles est de même obtenue pour la constitution et le transfert de tous autres droits réels. Les bénéficiaires des droits autres que la propriété trouvent, dans le certificat d'inscription (duplicata du bordereau revêtu de la mention d'inscription), un document analogue, pour la simplicité et l'économie, à la copie du titre remise au propriétaire. Ainsi les droits du créancier hypothécaire seront suffisamment constatés par la détention du bordereau de l'inscription suivi de la mention d'inscription signée par le conservateur et équivalant au mandement exécutoire. De même pour la subrogation d'hypothèque. Cette convention exige aujourd'hui que le créancier ait en main la grosse de l'obligation primitive ; celle de la cession, transport ou quittance subrogative ; les bordereaux d'inscription et le certificat de subrogation. Si la créance fait l'objet de plusieurs transports successifs, ou d'attributions par voie de partage, on arrive à constituer à grands frais un volumineux dossier qu'un praticien même ne s'assimile pas sans difficulté.

Le nouveau régime substitue à ce dossier les bordereaux d'inscription, ou même un seul bordereau ; car rien ne s'oppose à ce que les subrogations successives soient annotées sur le certificat d'inscription remis au créancier, de même qu'elles

(1) Page 129.

le sont en marge du bordereau primitif demeuré à la conservation.

En cas de changement du titulaire d'une inscription, une règle analogue à celle qui s'impose en matière de mentions sur le titre de propriété, devra obliger le détenteur à déposer au bureau le certificat d'inscription, afin que toute mention inscrite sur le bordereau minute puisse être immédiatement apposée sur le duplicata.

Dans ce système, on le voit, les formalités de publicité n'exigent plus ni expéditions des actes (ventes, obligations, etc.), ni copies sur les registres de la conservation. Un extrait clair et bref ; une mention plus brève encore, voilà le seul formalisme que demande le registre foncier. C'est la réduction des écritures à l'expression la plus simple, et la garantie donnée au public d'une prompte expédition des affaires.

QUATRIÈME SECTION

COMMUNICATIONS AU PUBLIC

SUPPRESSION DU RÉPERTOIRE. — De même que le registre foncier permet la suppression des copies *in extenso* sur les registres du conservateur, et dégage les documents de publicité de toutes les clauses relatives à des obligations personnelles que l'on trouve habituellement dans les actes et qui surchargent inutilement les registres, de même la remise au propriétaire d'une copie du titre doit avoir pour conséquence immédiate la suppression de tous les états de transcriptions et d'un très grand nombre d'états d'inscriptions. Elle rend sans objet notamment la plupart des états sur transcription et de ceux que l'on demande à titre de simple indication avant la conclusion définitive d'un prêt ou d'une vente. Tous ces renseignements sont remplacés par le certificat de concordance entre la copie du titre et le registre foncier.

Néanmoins les tiers peuvent avoir intérêt à connaître avec plus de détails la situation hypothécaire du propriétaire ou bien à se renseigner à l'insu de celui-ci ; l'acheteur peut avoir intérêt à dénoncer son acquisition. Il faut que le conservateur soit à même de donner satisfaction à toutes les demandes, sous quelque forme qu'elles se produisent.

Aujourd'hui toutes les recherches se basent sur la manipulation d'un répertoire tenu par noms de personnes et dont la

clef est une table alphabétique de tous les noms inscrits sur ce répertoire. Cette table est elle-même divisée en deux parties : la table proprement dite qui n'est vraiment alphabétique que pour les noms anciens (1) et jamais pour les prénoms, et le registre indicateur qui est une table dictionnairique des noms de famille.

Le premier de ces documents, le répertoire, est destiné à disparaître complètement. Seule, la table des noms de titulaires de droits réels subsistera avec son indicateur. Je m'explique : la personne qui désire être renseignée connaît le numéro du titre concernant l'immeuble dont elle veut obtenir la situation hypothécaire ou bien, et c'est ce qui arrivera souvent, elle ignore ce numéro et connaît seulement le nom du propriétaire ; elle demande les inscriptions qui existent soit sur tous les immeubles de celui-ci soit sur un immeuble déterminé.

Dans la première hypothèse, rien de plus simple que de trouver le titre de propriété.

Dans la seconde, la table alphabétique permet d'y arriver facilement, car elle porte en regard du nom cherché le numéro du titre ou de tous les titres sur lesquels ce nom se trouve inscrit. Le titre de propriété remplace parfaitement le répertoire : il donne la liste de toutes les inscriptions grevant l'immeuble, et si l'on avait besoin d'être renseigné sur la situation hypothécaire de l'individu, il suffirait de relever successivement toutes les inscriptions portées sur les différents titres qui peuvent être ouverts à son nom. Le titre de propriété est un état sommaire, mais complet, et constamment tenu au courant des inscriptions existant sur l'immeuble. Il donnerait de même la généalogie de l'immeuble s'il y avait intérêt à connaître les précédents propriétaires, en remontant jusqu'au jour de l'immatriculation.

TABLE DES TITULAIRES DE DROITS RÉELS. — Grâce à la loi qui impose aux officiers publics l'obligation de reproduire les prénoms tels qu'ils sont indiqués dans l'acte de naissance ainsi que la date de la naissance, la table des titulaires de

---

(1) Les tables alphabétiques sont refondues tous les trente ou quarante ans. On appelle noms *anciens* les noms de famille connus au moment de la refonte et qui peuvent, alors, être classés par ordre dictionnairique. Les noms *nouveaux* sont les noms patronymiques non compris dans ce travail et qui sont révélés pour la première fois par les formalités postérieures à la refonte. Les noms nouveaux sont inscrits dans l'ordre où ils surviennent, sur des volumes où l'on ne peut les retrouver qu'à l'aide du registre *indicateur*.

droits réels offre une base certaine pour les recherches. Elle est dégagée de tous les doubles emplois qui résultent actuellement de l'interversion, de la suppression partielle ou totale des prénoms.

La table actuelle ne pourrait guère être adaptée au nouveau service. Elle devrait sans doute être abandonnée et remplacée par une nouvelle table dressée en même temps que les registres fonciers.

Ce serait, semble-t-il, l'occasion d'essayer le système de tables idéales par ordre dictionnairique de noms et de prénoms dont j'ai exposé le plan au n° 4109 du *Journal des Conservateurs* (1). Avec la nouvelle organisation, les inscriptions portées à la table étant rigoureusement individuelles, les noms des propriétaires décédés pourront être éliminés quand la mutation par décès aura été portée sur le registre des titres ou du moins lorsqu'il se sera écoulé depuis le décès un délai suffisant pour qu'on n'ait plus à craindre de voir présenter des inscriptions fondées sur un titre émanant du défunt. On les annotera d'un signe particulier sur la table, et lors de la refonte, il ne sera pas nécessaire de les porter sur les nouveaux volumes.

MODE DE COMMUNICATION. — On a vu que la jurisprudence tend à affirmer de plus en plus la faculté pour les parties d'obtenir tout ou partie des renseignements hypothécaires, et même tout ou partie de chaque inscription.

L'intérêt pécuniaire qui s'attache pour le Trésor, à la délivrance de copies textuelles des bordereaux devant disparaître avec les nouveaux tarifs, il faut autoriser les parties à demander les renseignements étendus ou restreints qu'elles jugent utiles à leurs intérêts, à requérir des copies ou des extraits sommaires de toutes les formalités. Cette latitude n'imposerait qu'une seule disposition : il y aurait lieu de décider que la responsabilité du conservateur ne sera pas engagée à raison des dommages provenant de l'insuffisance des renseignements délivrés sous une forme sommaire. Mais je n'irais pas jusqu'à permettre aux parties de compulser elles-mêmes les documents du bureau. Pour comprendre ces documents, il faut une certaine initiation qui fait défaut au public et même aux jeunes employés des officiers publics ou ministériels. Livrer à leur inexpérience des registres dont le mécanisme leur échappe serait manquer de prévoyance au point

(1) V. modèle II.

de vue d'erreurs qui ne pourraient que déconsidérer le système.

Les intéressés demeurent libres de demander aussi copie de tous les documents, bordereaux et pièces à l'appui déposés à la conservation, sauf bien entendu le titre de propriété, dont il ne doit exister qu'une seule copie aux mains du propriétaire. Les copies délivrées par les conservateurs ont la même force que les copies délivrées par les notaires en ce qui concerne les pièces annexées à leurs actes.

RÉQUISITIONS. — L'objet et l'étendue des communications sont précisés par les parties dans une réquisition écrite. La réquisition indique : pour les renseignements sur immeubles désignés, le numéro du titre de propriété ;

Pour les renseignements sur tous les immeubles d'un propriétaire, les noms et prénoms exacts de l'individu.

Les réquisitions sont signées par leur auteur ou, si le requérant est illettré, par le conservateur. Elles sont enliassées par ordre de numéros du registre des salaires.

CINQUIÈME SECTION

RESPONSABILITÉ DES CONSERVATEURS

Les conservateurs sont responsables envers le Trésor des erreurs qu'ils commettent dans la perception des droits ; envers le public du préjudice résultant, soit de l'omission sur le titre de propriété des inscriptions qui doivent y être portées, soit d'erreurs matérielles commises dans leurs écritures, soit du défaut de mention dans les états ou relevés sommaires des inscriptions existantes, à moins que l'erreur ne provienne de désignations insuffisantes qui ne pourraient leur être imputées. Ils ne sont pas responsables du préjudice résultant de l'insuffisance des renseignements contenus dans les états sommaires.

Ils répondent du préjudice résultant des inscriptions (et par ce mot on entend toute mention sur le titre ou sur les inscriptions antérieures, qu'il s'agisse de conférer un droit, de le restreindre ou de le rayer), lorsque l'irrégularité qui a causé le préjudice pouvait être reconnue à la simple lecture des pièces produites. Ils ne répondent pas du retard qu'aurait subi une inscription demandée en vertu de pièces dont ils ont signalé l'insuffisance aux déposants. Car dans ce cas, le

déposant était autorisé à demander une prénotation et un délai pour compléter ses justifications.

La responsabilité des préposés paraît recevoir par là une extension considérable. Je n'ignore pas que, parmi les conservateurs, quelques-uns ne sont pas partisans d'une modification dans ce sens; que beaucoup demandent à rejeter sur les notaires l'examen de la capacité des parties.

Je ne saurais partager ni ces craintes, ni ce désir. Comme je l'ai dit plus haut, la capacité des parties ne résulte pas tout entière de ce qu'elles sont majeures et libres; elle résulte aussi de l'idonéité du propriétaire à vendre ou à emprunter. Cette qualité n'existe que s'il est réellement inscrit au livre foncier, comme propriétaire, et si l'immeuble est susceptible d'être aliéné. Ces vérifications, personne ne peut les faire, sauf le conservateur; et si j'ai exprimé l'avis qu'il était inutile d'instituer une magistrature pour vérifier la capacité des personnes, je dirai aussi qu'il est préférable, en laissant au notaire le soin de réunir les éléments de cette preuve, de ne pas lui en attribuer l'appréciation en dernier ressort; deux sûretés valent mieux qu'une; je ne crois pas qu'il existe une conservation dont le titulaire n'ait officieusement signalé des erreurs matérielles portant sur les énonciations essentielles des inscriptions (1), ou relevé des différences entre l'énonciation d'une mainlevée et celle des pièces justificatives. Les observations que M. Besson présente, dans son excellent traité, sur le contrôle préalable du conservateur, — et je ne limite pas, tant s'en faut, mon assentiment à ce seul point — sont des plus judicieuses.

Il ne faut pas s'effrayer outre mesure des conséquences de cette vérification. Elle n'excède pas, je le répète, la portée du travail que demandent aujourd'hui les radiations. J'ai la conviction que les radiations donnent, toutes proportions gardées, lieu à beaucoup moins de procès que les autres formalités. Pourquoi ? Parce que l'attention du préposé se trouve forcément évéillée par cette responsabilité tant redoutée de quelques-uns, et qu'il pourrait être exposé à oublier parfois,

---

(1) Je ne parle bien entendu que d'erreurs involontaires.

J'ai remarqué, pour ma part, dans les inscriptions d'assez nombreuses erreurs; la plus fréquente est l'omission de l'exigibilité et de l'élection de domicile; mais j'ai constaté aussi l'omission du titre constitutif, de la situation des biens, des noms du débiteur une erreur importante dans le chiffre de la créance, l'omission d'un immeuble compris dans l'affectation, et même l'absence de toute désignation des biens Or, je n'ai pas la prétention de lire toutes les inscriptions. En cas de contestation, nul doute que de telles inscriptions ne soient rejetées d'un ordre.

s'il s'agissait d'une simple opération matérielle. Si le rôle du conservateur lui assigne une place honorable dans les fonctions publiques, c'est, sans doute, parce qu'il l'expose à des difficultés et demande des études incessantes, une tension de l'esprit vers les questions élevées du droit. Si l'on réduit ce rôle à une besogne purement matérielle, si le conservateur doit n'être qu'un teneur de livres, un instrument à classer des documents, quel intérêt s'attache à son emploi? Il prend place parmi les simples commis. Comment les intéressés ne comprendraient-ils pas que repousser toute responsabilité, c'est se ravaler au rang d'un subalterne, compromettre leur situation vis-à-vis des notaires, rendre possible cette utopie qu'ils affectent de redouter, du géomètre remplissant l'office de conservateur des hypothèques? Acceptons franchement notre responsabilité : affirmons notre compétence au point de vue du contrôle des actes; nous aurons relevé ou tout au moins consolidé notre situation.

Au surplus, la difficulté des vérifications demandées au conservateur est largement atténuée par l'abolition des hypothèques occultes, et si elle s'amplifie d'un côté, elle diminue de l'autre, puisqu'il n'y a plus risque d'erreurs dans la copie des bordereaux sur les registres; que les états deviennent plus rares, et que le péril des comptes multiples au répertoire, des recherches sur des tables trompeuses se trouve en grande partie conjuré.

Les législations étrangères n'ont rien pour nous pousser à nous engager dans une voie différente. La loi allemande donne aux parties un recours contre l'État; mais elle ne manque pas de proclamer le préposé responsable envers l'État. La loi Torrens institue le fonds d'assurance et dégage le *registrar*. Mais celui-ci se considère si bien comme responsable, tout au moins moralement, qu'il défend le fonds d'assurance comme son propre bien, et que jamais, pour ainsi dire, ce fonds n'a été engagé par des erreurs.

IV

FONDS D'ASSURANCE

Il resterait à déterminer les garanties à offrir au public contre les lésions qui ne résultent pas du fait du conservateur, mais du fonctionnement même de la loi. L'institution d'un fonds d'assurance est-elle nécessaire?

Peut-être, au moment de l'immatriculation, quelques droits respectables pourront-ils être méconnus, à raison de l'absence du titulaire ou de son incapacité légale à les faire valoir. La forclusion prononcée par la loi contre quiconque n'aura pas agi dans le délai de purge motiverait peut-être l'établissement d'un fonds d'assurance analogue à celui qui existe en Australie et en Tunisie. Car le principe qui préside en France à l'établissement du budget ne permettrait pas de laisser peser sur le Trésor une menace forcément indéterminée quant à l'importance des sommes qu'il pourrait avoir à rembourser. Il est toutefois bien peu probable que des droits importants puissent être méconnus, après l'enquête qui précèdera l'immatriculation. L'expérience faite dans les pays que je nommais tout à l'heure est, d'ailleurs, assez concluante, et si l'on créait un fonds d'assurance, la contribution à exiger des propriétaires fonciers devrait être très faible.

Quant aux dommages postérieurs à l'immatriculation l'on n'aperçoit que de rares hypothèses où ils pourraient donner lieu à un recours contre le fonds d'assurance. La faculté d'inscrire tous les droits éventuels et d'obtenir une prénotation, même pour les droits insuffisamment établis, fera presque toujours retomber la cause d'un dommage possible sur la personne lésée; car elle aurait pu prévenir la lésion avec un peu de prudence.

Cependant, il est possible que, dans une circonstance déterminée, un incapable se soit trouvé dans l'impossibilité de sauvegarder ses droits, et n'ait pas été représenté par son administrateur, sans qu'il y ait eu faute de la part de celui-ci. Il peut sembler nécessaire de lui réserver une indemnité qui ne pourrait être réclamée ni à cet administrateur, ni aux agents de la loi.

Mais s'il faut prévoir ces cas, on peut affirmer qu'ils se présenteront bien rarement. De ce côté non plus, le fonctionnement de la loi n'exige pas, pour le fonds d'assurance, une contribution élevée. L'on pourrait se borner à y appliquer une faible quotité du droit d'inscription qui sera perçu pour le Trésor.

V

TARIFS

Les indications budgétaires que je vais essayer de donner

ont été étudiées sur quelques données fournies par le bureau de Villefranche. Elles pourraient, toutefois, je pense, servir de point de comparaison pour un assez grand nombre de conservations qui paraissent aujourd'hui d'inégale importance. Les modifications proposées dans le régime hypothécaire auraient pour effet d'unifier le travail dans les arrondissements où le chiffre des affaires se traduit par un nombre à peu près équivalent de formalités, tandis que le niveau des salaires varie suivant la manière plus ou moins large dont les notaires exécutent la loi hypothécaire.

Le nombre actuel des inscriptions et transcriptions est (1),

	NOMBRES de formalités	VALEURS
en chiffres ronds de	4.100	
portant sur une valeur (2) de....		17.880.000 fr. »

Si l'on suppose la réforme terminée, il y aurait lieu de déduire, de ces chiffres, les renouvelle-

A REPORTER....	4.100	17.880.000 fr. »

(1) Les chiffres suivants sont extraits des statistiques du bureau pour l'année 1890.

(2) Ce total se répartit ainsi :

1° Inscriptions	Capitaux ayant acquitté à Villefranche le droit d'inscription de 1 pour mille	7.475.000 fr. »
	Capitaux ayant acquitté le droit d'inscription dans d'autres bureaux (Loi du 21 ventôse an VII, art. 22).....	685.000 »
	TOTAL des capitaux soumis au droit d'inscription.....	8.160.000 »

Dans ce total ne figurent pas les inscriptions d'office (art. 2108 C. civ.) qui sont au nombre de 700, garantissant un capital de 3.500.000 francs.

2° Transcriptions (Art. 939 et 1069 C. civ. ; lois des 23 mars 1855, 21 juin 1875).	9.720.000	»
TOTAL....	17.880.000 fr.	»

REPORT....	4.100	17.880.000 fr.	»
ments d'inscriptions désormais sans objet, soit.....	450	1.900.000	»
RESTE....	3.650	15.980.000	»
Mais on aurait à ajouter :			
Pour les mutations par décès, environ	1.300	12.000.000	»
et pour les partages ou licitations (portant sur un capital de 7 millions environ).....	350	Mémoire (1)	
L'on opère, dès à présent, 2400 radiations dont près de 1000 sont partielles	2.400	5.600.000	»
Après la réforme elles augmenteraient sans doute de.....	2.600	2.500.000	»
Au lieu de 200 subrogations qui sont demandées aujourd'hui.....	200	700.000	»
on en ferait mentionner environ 500, soit en plus.....	300	1.000.000	»
On peut négliger, dans un travail comme celui-ci, les mentions en marge des saisies dont le nombre est insignifiant (moins de 100), et quelques autres mentions (renonciations à l'hypothèque légale, résolutions, etc.) dont le nombre est encore moindre et qui, d'ailleurs, n'ont pas en général pour résultat un mouvement de valeurs.			
TOTAL des opérations prévues après la réforme.....	10.800	37.780.000 fr.	»

Le chiffre des impôts de toute nature perçus actuellement

(1) On ne croit pas devoir faire entrer dans le total des valeurs les capitaux immobiliers partagés ou licités, attendu qu'ils ont, pour la presque totalité, déjà subi le droit d'inscription au moment de la mutation par décès. La formalité, pour un partage, n'est pas une inscription nouvelle, mais une modification d'inscription

A ce titre, il semble qu'elle n'aurait pas à supporter l'impôt, mais comme elle engage la responsabilité du conservateur, elle acquitterait le salaire du préposé.

à la conservation de Villefranche, sous forme de droits d'inscription, de transcription, timbre des registres et des états ou certificats dépasse à peine 35.000 fr. qui se répartissent de la manière suivante :

DROIT d'inscription (Principal et décimes)	DROIT de transcription (Principal et decimes)	TIMBRE des reconnaissances de dépôt (Principal et décimes)	TIMBRE des registres de formalité (Principal et décimes)	TIMBRE des états et certificats (Principal et décimes)	TOTAL
9.335	2.750	2.300	16.448	4.760	35.593

Pour avoir une idée exacte des produits que les formalités hypothécaires rapportent au trésor, il faut ajouter à ce chiffre de..... 35.593 fr.

Le droit de timbre des mainlevées qui paraît être annuellement de..... ... 3.600

et le timbre des bordereaux d'inscription..... 3.400

PREMIER TOTAL..... 42.593 fr.

Les expéditions d'actes transcrits produisent une recette annuelle d'environ 7.200

Les expéditions d'obligations hypothécaires, de. 5.400

Je ne parle pas des pièces justificatives fournies à l'appui des radiations ; le timbre de ces justifications est un revenu très variable et ne disparaîtrait pas, sans doute, avec la nouvelle organisation.

Le trésor encaisse donc annuellement, du chef des formalités hypothécaires et des expéditions qui sont produites ou communiquées à la conservation, une recette totale de..... DEUXIÈME TOTAL. 55.193 fr.

La plupart des expéditions étant supprimées, il faut, pour que la réforme ne porte pas préjudice aux recettes, trouver une taxe équivalente.

L'ensemble des valeurs sur lesquelles portent aujourd'hui les formalités hypothécaires (18.000.000) subit, dès à présent, un impôt de 2, 37 pour mille, si l'on envisage que les droits figurant dans le premier total, et de 3, 06 pour mille, si l'on considère le deuxième total.

Mais la charge est loin de se proportionner aux valeurs qui bénéficient de la publicité.

On paie au minimum :

	OBLIGATION		VENTE	
	DÉTAIL des droits	TAUX p. %	DÉTAIL des droits	TAUX p. %
Pour 100 francs :				
Timbre de la minute (1).....	1,20		1,20	
— de l'expédition.....	3,60		1,80	
— des bordereaux.....	1,20		»	
— du registre de dépôt....	0,24		0,24	
— du récépissé.....	0,60		0,60	
— du registre de formalité.	1,50		2,70	
Droit (principal et décimes).....	0,13		1,25	
Salaire du conservateur	1,20		0,95	
TOTAL.....	9,67	9,67	8,74	8,74
Pour 500 francs (2).....	10,17	2,03	8,74	1,75
Pour 10,000 francs (3).....	23,84	0,24	12,84	0,13

Pour une obligation de 100.000 francs, le droit de 1 fr. 25 pour mille ne se trouve augmenté que d'un centime par mille francs, et pour une vente de même importance, la taxe est à peine appréciable.

L'inégalité est choquante. Elle l'est plus encore, si l'on considère que les créances à long terme, ou celles qu'on ne paie pas à l'échéance sont astreintes à une seconde et quelquefois à une troisième taxe par le renouvellement décennal.

Une juste répartition des charges demanderait que toutes les perceptions indiquées ci-dessus fussent remplacées par une taxe unique, proportionnelle à l'importance des sommes et, par conséquent, au service rendu. On comprend, à la rigueur, un minimum de perception pour les honoraires du notaire : il peut se trouver obligé de faire à peu près le même travail matériel, les mêmes recherches sur l'origine de propriété, pour une vente minime que pour une vente importante. Le

(1) Le timbre de la minute ne paraît pas devoir être supprimé, à moins qu'on ne puisse le remplacer également par une taxe graduée.

Mais on ne tient aucun compte, dans ce tableau, des recherches et justifications relatives à l'origine de propriété, qui peuvent être fort coûteuses et qui, ne pouvant se proportionner à l'importance des affaires, sont forcément négligées pour les ventes ou les prêts de petite valeur.

(2) La différence signalée sur les frais de l'obligation n'est que le complément du droit de 1 fr. 25 pour mille.

(3) En supposant deux rôles d'expédition en plus.

minimum d'honoraires peut rémunérer ce travail : le droit proportionnel rémunère la responsabilité qui s'étend à mesure que la valeur augmente. L'État, être moral, n'a point à faire acception des heures employées aux travaux des conservateurs qu'il ne paie pas. Il garantit simplement l'exécution des lois, la protection des intérêts qui viennent se mettre à couvert de la formalité. Cette garantie se mesure nécessairement à l'importance des intérêts engagés. Il est équitable et logique qu'elle soit payée proportionnellement aux valeurs.

En établissant une taxe de 3 pour mille, sans minimum, sur les valeurs, on dégrèverait plus de 500.000 ventes, et à peu près autant d'obligations inférieures à 3,000 francs. La mesure serait certainement populaire. Une vente de 100 francs ne paierait pour tout que 30 centimes. Il est vrai qu'une vente de 100.000 francs paierait 300 francs ; mais la charge est insignifiante sur une opération de cette importance.

Il est vrai aussi que l'extinction des créances serait frappée d'un droit proportionnel. Mais il ne faut pas oublier que la radiation impose, dès maintenant, à ceux qui la demandent, un prélèvement fixe de 2 fr. 40 (expédition de la mainlevée : 1 fr. 80; timbre du certificat de radiation : 0 fr. 60). On ne grèverait donc, en réalité, que les créances supérieures à 800 fr.

La taxe de 3 pour mille, par suite de l'extension donnée à la matière imposable, s'élèverait à (28.000.000 × 3/1000).....	84.000 fr.	»
Les recettes actuelles n'étant que de.....	55.000	»
On obtiendrait un excédent probable de.....	29.000 fr.	»

qui indemniserait le trésor des dépenses inhérentes à l'organisation nouvelle, et permettrait de faire face, au moyen d'un prélèvement de 10 ou même 20 pour cent, à la constitution du fonds d'assurance.

Je ne pense pas, du reste, qu'après la réorganisation, les charges s'élèvent à un chiffre beaucoup plus fort qu'aujourd'hui. Comme matériel, l'Administration aurait à fournir moins de registres. Le personnel resterait à la charge du conservateur, ainsi que le loyer des bureaux.

La Direction Générale de l'Enregistrement n'a sans doute pas à se préoccuper des voies et moyens destinés à faire face à la conservation du cadastre. Il ne semble donc pas que les intérêts confiés à sa garde eussent à souffrir de la réforme hypothécaire.

Une chose seulement reste douteuse : c'est l'effort que demanderait la transition du système actuel au régime nou-

veau. Comment, avec un service de plus en plus difficile à assurer, à cause de l'encombrement toujours croissant des tables alphabétiques, les conservateurs feraient-ils face à de nouvelles obligations ? Lorsqu'une partie de leur arrondissement aurait été immatriculée, le surplus demeurant soumis au régime du Code civil, comment mèneraient-ils de front une double tâche ? Durant les formalités d'immatriculation, la purge des immeubles, la vérification des situations hypothécaires imposerait un travail considérable, une énorme responsabilité. Serait-ce trop leur demander ?

Ce sont là des problèmes dont j'ai cherché à dégager les données en examinant la dixième Question. Ils ne pourront être résolus que lorsqu'une décision aura été prise sur les méthodes à suivre pour la réfection du cadastre. En thèse générale, les difficultés matérielles, s'il faut les prévoir pour les réduire dans la mesure du possible, ne doivent pas détourner d'une réforme utile. La complication du service dans les bureaux d'hypothèques se résoud en une question d'argent. Elle sera de peu d'importance au regard des dépenses exigées par la révision du cadastre.

En résumé, je proposerais de décider que tous les documents des bureaux d'hypothèques seront établis sur papier non timbré ; qu'il en sera de même des bordereaux d'inscription ou de tous extraits d'actes produits pour obtenir une inscription. Cette dispense ne s'étendrait pas aux pièces justificatives de la capacité des parties (actes de l'état civil, contrats de mariage, avis de parents, etc.), du moins jusqu'à la refonte des lois sur le timbre.

Toute inscription, y compris celles des subrogations résultant de transports ou cessions de créances, toute radiation serait assujettie à une taxe de 3 pour mille calculée sur le montant des sommes ou valeurs, sans fractions moindres de 100 francs. Seraient exemptés de la taxe : les partages, licitations, subrogations résultant de partages et les mentions de pure forme, ne comportant l'énonciation d'aucune somme ou valeur. Le droit serait payé, en cas de prénotation, sur l'inscription provisoire, et l'inscription définitive ne donnerait lieu à aucune perception.

VI

SALAIRES DU CONSERVATEUR

Il me faut revenir sur la rémunération du conservateur des hypothèques et du personnel auxiliaire de la conservation.

Au bureau de Villefranche le chiffre des salaires oscille entre 16,000 et 20,000 francs : la moyenne est de 18,000 francs.

Le service peut, en général, être assuré avec l'aide de (1) :

1 commis chargé des recherches ;
1 — — des dépôts, du répertoire et des tables ;
1 — — de la préparation des radiations et d'une partie des copies ;
1 — — des inscriptions ;
2 — — destranscriptions et du surplusdes copies.

6 commis au total, prélevant ensemble de 30 à 35 p. 0/0 des salaires bruts, soit pour une année moyenne... 6.000 fr. »

Les dépenses nécessaires comprennent, en outre (2) :

Loyer, éclairage, chauffage et service des bureaux ; matériel, reliures, imprimés ; menus frais tels que : perte d'intérêts sur les avances aux officiers ministériels, perte de timbre, salaires des formalités données en débet, notamment pour l'inscription du privilège du trésor contre ses débiteurs, renseignements fournis à l'Administration des Contributions Indirectes ; retenue pour le service des pensions civiles ; perte d'intérêts sur une partie du cautionnement fourni par des tiers (3). Ces divers chefs absorbent encore 15 p. 0/0 des salaires bruts, soit..... 2.700 »

La prudence la plus élémentaire commande au conservateur de prélever, chaque année, somme suffisante pour assurer la reconstitution d'une partie de son cautionnement, tout au moins de celle qui est fournie par des bailleurs

A REPORTER..... 8.700 fr. »

(1) La répartition du travail est, bien entendu, théorique. En fait, elle varie suivant les saisons, non moins que suivant l'aptitude et l'activité des sujets.

(2) Le détail de ces frais a été calculé d'une manière assez exacte, et non pas pour les besoins de la cause, par le *Journal des Conservateurs* : année 1881, art. 3,494. Naturellement la proportion des dépenses ne s'est pas abaissée depuis dix ans. Bien au contraire.

(3) Je n'exagère pas en supposant qu'une moitié des conservateurs ne sont pas propriétaires de leur cautionnement. On peut donc affirmer qu'en moyenne, un conservateur emprunte moitié de son cautionnement. L'État paie annuellement (cautionnement en numéraire : 3 0/0 ; en rente 3 0/0 sur l'État : 3,15 0/0) à peu près 3 0/0, et le conservateur qui emprunte au moins à 5 0/0 complète la différence.

REPORT.....	8.700 fr.	»

de fonds ; car des erreurs se produisent forcément, quelle que soit l'habileté du personnel et l'assiduité du préposé. Les recueils spéciaux publient chaque année un certain nombre de décisions judiciaires qui condamnent des conservateurs pour des cas où la responsabilité encourue pouvait se discuter, et ils ne font pas mention des erreurs matérielles donnant lieu à indemnité sans discussion possible. Étant donné l'âge moyen des titulaires et les tarifs des caisses spéciales, l'annuité ne pourrait guère être inférieure à..... 2.000 »

TOTAL.... 10.700 »

Si l'on retranche ce total du montant des salaires..... 18.000 »

il reste au titulaire, comme traitement utile, environ .... 7.300 fr. »

pour rémunérer un travail des plus assidus qui n'est exempt ni de difficultés techniques, ni de préocupations, sans interruptions, et sans congés (1), avec la menace constante de la responsabilité la plus étendue et la plus longue qui pèse sur des fonctionnaires français.

La réforme devant accroître cette responsabilité à raison, non seulement de l'augmentation du nombre des formalités, mais surtout de la transformation en une étude contentieuse du travail matériel des copies, il paraît nécessaire d'élever le chiffre de cette allocation. L'instruction des commis devant être plus développée, il faut majorer leurs émoluments ; ceux du titulaire ne doivent pas rester absolument stationnaires.

Le nombre des formalités, d'après les évaluations qui précèdent, ne semble pas pouvoir être inférieur à dix mille dont chacune comportera :

Vérification des pièces produites; j'ai expliqué plus haut l'importance et la difficulté de ce travail ;

(1) L'Administration ne refuse pas d'accorder des congés aux conservateurs; mais elle doit assurer la garantie due au public pendant leurs absences. Elle ne peut en général, mettre à leur disposition que des intérimaires dont l'insuffisance est manifeste, de sorte qu'elle encourage le titulaire à relever à l'avance son remplaçant de toute réclamation et de tout recours. Cette mesure s'impose d'ailleurs, au regard du public, l'intérimaire ne fournissant pas de cautionnement. Dans ces conditions, il faut véritablement un cas de force majeure pour déterminer un conservateur à demander un congé durant lequel il ne jouit certainement d'aucun repos moral.

Mention au registre des dépôts;
Mention sur le titre de propriété;
Mention sur la copie du titre, et souvent sur les bordereaux des inscriptions antérieures.

Quelques-unes donneront lieu, en outre, à la confection d'un, et parfois de plusieurs titres nouveaux, accompagnés chacun d'une copie.

La confection du titre, en cas de morcellement ou de remplacement d'un titre ancien, exige le dépouillement de toutes les mentions figurant sur le titre primitif, et le report, sur le nouveau, des mentions intéressant l'immeuble séparé de la souche. C'est un travail très délicat, parfois très compliqué. L'omission d'une inscription sur le titre nouveau aurait le même effet que, sous le régime du Code civil, l'omission d'une inscription dans un état sur transcription. Chacune de ces divisions de titre engagera donc gravement la responsabilité du conservateur.

Les communications au public auront lieu :

1° Par la lecture des renseignements portés sur le titre de propriété;

2° Par la certification de la concordance entre le titre et la copie;

Ces formalités remplaceront la plupart (au moins les deux tiers) des états actuellement délivrés;

3° Par la délivrance d'états ou d'extraits soit littéraux, soit analytiques des inscriptions et autres pièces déposées dans les archives.

DÉPENSES

Ces travaux exigeront le concours de :

Deux commis chargés d'effectuer la vérification des pièces déposées et les mentions sur les titres et les copies; d'examiner la concordance de la copie du titre de propriété avec l'original; de préparer les notifications aux détenteurs des copies, et autres détails. Si l'on suppose le dépôt quotidien de 35 pièces, nécessitant chacune, en moyenne, de 20 à 25 minutes de travail, soit pour l'examen préalable à la mention sur le registre des dépôts, soit pour les écritures à faire : 1° sur le titre; 2° sur la copie; 3° sur un volume d'inscriptions antérieures, deux commis seraient ainsi occupés pendant six à sept heures par jour, et pourraient consacrer deux heures aux autres opérations. Les appointements moyens de ces

employés étant de 2,400 francs, il faudrait prévoir une dépense annuelle de.....	4.800 fr.	»
Un commis pour les dépôts et les tables.....	1.600	»
Un commis pour la confection des nouveaux titres et copies, ainsi que pour la préparation des états.....	2.000	»
Deux expéditionnaires pour les états et copies de pièces.....	2.000	»
Un dessinateur chargé de reporter sur les plans du bureau et sur les copies les démembrements et remembrements, dans le cas où ce travail ne serait pas fait par un agent détaché du service topographique.....	1.800	»
En tout, sept commis aux appointements totaux de.....	12.200	»
Le loyer des bureaux et autres menues dépenses seraient portés à.....	5.800	»
L'allocation faisant face à la reconstitution d'une partie du cautionnement s'élèverait à....	4.000	»
L'émolument net du titulaire devrait être porté au moins à.	12.000	»
TOTAL DES DÉPENSES PRÉVUES	34.000 fr.	»

RECETTES

Un salaire fixe de 1 fr. pour chaque formalité (salaire actuel des radiations avec lesquelles, je ne saurais trop le répéter, les formalités nouvelles présentent une grande analogie), augmenté du salaire de la formalité de dépôt (0 fr. 20), donnerait à première vue, un produit annuel de 12,000 fr. Mais ce chiffre ne serait pas exact, et il est impossible, actuellement, de prévoir de combien il s'élèverait si le tarif de 1 fr. était maintenu pour toute mention sur un titre de propriété, puisque le nombre des titres peut varier dans des proportions énormes suivant le groupement parcellaire qui sera adopté, et que chaque formalité (affectation hypothécaire ou radiation, vente ou saisie, etc.) peut porter sur un nombre indéterminé de parcelles.

Sans vouloir entrer dans la critique des salaires actuels, je ne puis m'empêcher de remarquer qu'ils ont, comme les perceptions effectuées au profit du trésor, le défaut d'être sans proportion avec le service rendu. Les obliga-

tions et les ventes de 100 à 500 francs étant les plus nombreuses, le tarif de 1 franc par inscription et de 0 fr. 50 par rôle de transcription les frappe d'une taxe variant de 1 0/0 pour les premières à 0 fr. 20 0/0 pour les dernières. Quant aux transactions de sommes importantes, le conservateur les garantit, pour ainsi dire, gratuitement. Cependant, une erreur n'est pas moins possible, moins probable pour une obligation de 20,000 francs que pour une de 200 francs. Ou, si l'on veut n'envisager que l'ensemble des opérations et le total des émoluments, il est vrai de dire que les petites sommes paient pour les plus grosses.

Une taxe de 0 fr. 70 pour mille (1) des valeurs soumises à l'inscription proportionnerait le salaire à l'intérêt des parties et à la responsabilité du préposé. La perception serait faite exactement sur les mêmes bases que celles du droit d'inscription; elle serait portée en recette, au registre des salaires, en bloc, à la fin du mois. Elle produirait..... 26.000 fr. »

Quant aux formalités qui ne se rattachent pas immédiatement au mouvement des immeubles, elles donneraient lieu à des salaires analogues à ceux qui sont actuellement en usage. Il serait donc perçu par exemple :

1 franc fixe :

Pour les radiations partielles par suite de réduction de l'hypothèque, sans réduction de la créance, soit pour environ 1,500 articles...	1.500	»
Pour la communication verbale d'un titre de propriété. Le nombre de ces opérations pourrait être de 1,000, donnant un salaire de.....	1.000	»
Pour les certificats de conformité de la copie du titre de propriété avec l'original, au nombre de 1,000 environ	1.000	»
Pour chaque mention d'inscription portée sur un titre renouvelé ou sur une inscription		
A REPORTER.....	29.500 fr.	»

(1) La taxe pourrait, sans exagération, être portée à 1 fr. pour mille en prévision des mécomptes qui sont possibles au moment d'une organisation nouvelle. Je base mes prévisions sur des chiffres qui ne sont pas absolument connus, notamment en ce qui concerne l'évaluation des biens transmis par succession et des valeurs faisant l'objet des radiations.

Quel est l'officier public ou ministériel, notaire, avoué, agent de change, dont la rémunération est aussi modique, avec une responsabilité aussi lourde ?

	REPORT.....	29.500 fr. »

précédente, lorsqu'il n'y aurait pas lieu de percevoir la taxe proportionnelle, ou pour chaque titre ne contenant aucune inscription. Le nombre de nouveaux titres n'excèderait, sans doute, guère 200 par année, si l'on avait adopté l'immatriculation par tènement, ainsi que je le

propose, soit, avec une moyenne de 2 inscriptions par titre.....	400	»
Pour chaque nouvelle copie d'un titre.....	200	»
Pour chaque certificat négatif d'inscription, environ	800	»
Pour les mentions prescrites au cours de la procédure en matière de saisie!:.....	Mémoire	
1 franc par rôle :		
Pour chaque inscription portée sur un état. Les communications énoncées ci-dessus réduiraient le nombre des états à 1,000 environ, soit à raison de trois rôles en moyenne par état...	3.000	»
Pour les copies collationnées de pièces déposées.....	100	»
0 fr. 25 fixe :		
Pour chaque duplicata de quittance.....	Mémoire	
TOTAL ÉGAL AUX PRÉVISIONS DES DÉPENSES.	34.000 fr.	»

VII

RELATIONS ENTRE LE SERVICE DES TITRES DE PROPRIÉTÉ ET CELUI DU CADASTRE

Les relations à établir entre le bureau des hypothèques et le service du cadastre, au point de vue de la conservation des titres de propriété, sont des plus simples.

Je n'ai pas à envisager l'hypothèse où des renseignements concernant la valeur des immeubles pourraient être utiles aux agents des Contributions Directes. Les indications de cet ordre seraient, sans doute, puisées à l'avenir, comme elles le sont aujourd'hui, aux bureaux d'enregistrement. Il n'y aura donc échange de renseignements, entre la conservation des hypothèques et le service topographique, que pour tenir les

titres et les plans au courant des morcellements d'héritages ou des réunions de parcelles contiguës.

Si le cadastre a été établi sur les bases que j'ai indiquées, c'est-à-dire avec un titre et un extrait du plan distinct pour chaque tènement, les démembrements seront très peu nombreux. On sait que dans les partages anticipés, les donateurs ont fréquemment en vue d'empêcher la subdivision de leur patrimoine immobilier ; on attribue souvent à chaque enfant des morceaux de terre distincts de ceux qui forment le lot des autres donataires. La même règle domine dans les partages. J'ai estimé que les divisions de titres n'excèderaient pas le nombre de 200 par an. Ce nombre fût-il doublé ou triplé qu'il n'en résulterait aucune complication pour le service.

Les parties seront libres de s'adresser en premier lieu à l'un ou à l'autre des deux services. Elles pourront demander au géomètre de préparer sur place un morcellement et un bornage qu'elles feront ensuite consacrer par un acte. Cet acte ne pouvant être opposable aux tiers que par son enregistrement sur le livre foncier, le conservateur ne peut manquer d'en être informé. Il fera alors mentionner sur le plan du bureau et sur la copie du titre déposée par les parties, la modification reconnue par le géomètre.

L'on procéderait de même, sur l'avis des parties ou du géomètre lui-même, en cas d'accident naturel venant modifier la configuration du terrain.

Si, au contraire, l'acte de division a précédé l'opération sur le terrain, le conservateur, au moyen d'un simple bulletin de changement, en avisera le géomètre qui, dans un délai très court, devra en faire l'application sur les lieux, et rectifier ses plans. Le croquis déposé à la conservation et celui qui est annexé à la copie du titre seront aussitôt mis en harmonie avec les originaux.

Ce travail pourrait être fait à la conservation par un agent du service topographique qui se rendrait, le cas échéant, dans le bureau du conservateur. Ce moyen me paraîtrait préférable à l'installation à demeure d'un dessinateur à la conservation où il pourraît être fréquemment inoccupé. Au surplus, l'inconvénient ne serait pas bien grave, ou du moins il serait aisé d'y parer.

CONCLUSION

—

Ce que l'on doit chercher dans une réforme aussi vaste que celle du régime hypothécaire, ce n'est pas le triomphe d'une théorie plus ou moins nouvelle; ce n'est pas la satisfaction d'une catégorie de personnes; c'est l'intérêt général. Or la généralité des propriétaires fonciers gagnerait certainement à l'adoption de méthodes certaines, uniformes, régularisées par la hiérarchie dans les cadres du personnel. Le public a le plus grand intérêt à voir consolidée l'assiette de la propriété foncière, simplifiée la procédure des mutations et du prêt hypothécaire, favorisés par des dégrèvements les actes peu importants qui sont les plus nombreux. La fixité garantie aux limites des immeubles, la création d'un titre de propriété clair, concis, inattaquable au point de vue des droits qu'il donne aux tiers de bonne foi, c'est la suppression de la majeure partie des procès immobiliers qui, par leur longueur éternisent le trouble dans les familles, et par les frais qu'ils entraînent, préparent la ruine des plaideurs.

J'ai acquis, après réflexion, et après un commencement d'expérience en Tunisie, la conviction que la réorganisation des bûreaux d'hypothèques serait possible dès que la réforme du droit hypothécaire aurait été décidée. Je serais heureux de réussir à faire partager cette confiance. Si je n'y suis pas parvenu, ce n'est pas au système qu'il faut en faire remonter la faute, mais à l'insuffisance de la démonstration. Quelques épreuves locales seraient, j'en ai la certitude, décisives en faveur du titre de propriété. Et si l'on en faisait connaître les résultats aux agents qui devraient en généraliser l'application, ils n'hésiteraient pas à affronter les difficultés et les fatigues

de la période transitoire pour arriver à une organisation plus logique, moins périlleuse, grâce à laquelle ils seraient certains de ne pas déchoir du rang honorable que leur assigne l'importance des intérêts confiés à leur vigilance sous la sauvegarde de leur responsabilité.

R. DE FRANCE DE TERSANT,
Conservateur des hypothèques.

(suite)

ncessions de droits réels autres que l'hypothèque.

DATE la notification au detenteur fin de depôt de la opie du titre, des mentions sur la copie	CHANGEMENTS	FORMALITÉS — DATES	FORMALITÉS — VOLUME ET NUMÉRO
entionné le 10 juillet 1892.	*Rachat* de la servitude.	10 juillet 1892	786 / 33

Hypothèques.

DATE la notification au détenteur fin de depôt de la opie du titre, des mentions sur la copie	RADIATIONS PARTIELLES (SOMMES) OU DÉFINITIVES	FORMALITÉS — DATES	FORMALITÉS — VOLUME ET NUMÉRO
entionné le 5 avril 1890.	Douze mille francs *Le Conservateur :*	5 avril 1890	755 / 228
entionné le 15 mai 1891.	Deux mille francs. *Le Conservateur :*	15 mai 1891	765 / 228
entionné le 15 mai 1891.	Définitive. *Le Conservateur :*	15 mai 1891	765 / 229
entionné le 3 fevrier 1892.	Deux mille francs. *Le Conservateur :*	3 février 1892	782 / 216

Modèle C

INSCRIT :

DATE : 5 janvier 1891.
DÉPÔTS : Ve 263, no 35.
INSCRIPTIONS : Ve 761, no 21.

Le Conservateur,

Conservation des Hypothèques de Villefranche (Rhône)

TITRE DE PROPRIÉTÉ

Ancien : Vol. 1, no 1. — Nouveau : vol. 700, no 1100.

BORDEREAU D'INSCRIPTION DE VENTE PARTIELLE

SUBROGATIONS	INSCRIPTIONS	MENTIONS
	En vertu d'un acte de vente passé devant M. Brun, notaire à Lancié, le 1er janvier 1891. *Vendeur :* M. BELLOT, Joseph-Denis, marchand de chevaux, né à Fleurie, le 15 juin 1845, demeurant à Mâcon, et faisant élection de domicile en l'étude du notaire susnommé, a vendu à *Acquéreur :* M. DEBIZE, Antoine, instituteur, demeurant à Anse, né à Anse, le 6 août 1850 ; *Immeuble vendu* : Une parcelle de vigne située à Bagnols (Rhône), de la contenance de trente-neuf ares cinquante-cinq centiares, faisant partie de l'immeuble compris au titre de propriété, vol. 1 n° 1, entièrement close d'un mur en pierres sèches et déterminée par les lignes... (Ces textes et indications devront être concertés avec le service topographique ;) Moyennant le prix principal de *deux mille francs*, payable le 1er avril 1891, avec intérêts à 5 0/0 entre les mains du vendeur ou des créanciers inscrits auxquels il est fait toute délégation nécessaire. La copie du titre de propriété dont la concordance à l'original a été certifiée aujourd'hui même par le conservateur, a révélé sur l'immeuble les inscriptions suivantes : Du 8 mars 1886 615/223, pour une somme de 12,600 fr. ; du 27 décembre 1886 701/2,695, pour une somme de 4,400 fr. Certifié conforme à la minute de l'acte du 1er janvier 1891. A Lancié, le 1er janvier 1891 *Le Notaire,*	Inscriptions : vol 782, no 216. Du 3 février 1892 Radiée définitivement en tant qu'elle conserve le prix de 2,000 fr. en vertu d'un acte portant quittance et main-levée passé devant Me Brun, notaire, à Lancié, le 1er février 1892. *Le Conservateur,*

Modèle **D**

INSCRIT :

DATE : 10 mars 1891.
DÉPÔTS : Ve 262, no 805.
INSCRIPTIONS : Ve 763, no 50.

Le Conservateur,

Conservation des Hypothèques de Villefranche (Rhône)

TITRE DE PROPRIÉTÉ

Vol. 1, no 1.

BORDEREAU D'INSCRIPTION D'HYPOTHÈQUE

SUBROGATIONS	INSCRIPTION	RADIATIONS
Inscriptions. vol. 782, no 100. Du 5 janvier 1892. Suivant acte portant transport passé devant Me Roubier, notaire à St-Cyr au Mont-d'Or, le 2 janvier 1892, M. Pierre JOUBERT, négociant, demeurant à Lyon, rue de la République, 3, a été subrogé dans l'entier effet de l'inscription ci-contre, avec droit aux intérêts à partir du 21 septembre 1891. Il n'a pas été justifié de l'acceptation ou de la notification du transport au débiteur. *Le Conservateur,*	EN VERTU d'un acte d'obligation pour prêt passé devant Me Papillon, notaire au Bois-d'Oingt, le 1er mars 1891. AU PROFIT de M. Etienne PERRIER, demeurant à St-Cyr. DOMICILE élu en l'étude de Me Guillot, avoué à Villefranche. CONTRE BELLOT, Joseph-Denis, marchand de chevaux, né à Fleurie, le 15 juin 1845, demeurant à Mâcon. POUR SURETÉ de la somme de deux mille francs, principal de la créance, exigible le 21 mars 1896 ou à défaut de paiement des intérêts, un mois après un commandement de les payer demeuré infructueux, et productif d'intérêts à 4 1/2 0/0 l'an, payables par semestre les 21 mars et 21 septembre à compter du 21 mars 1891, ci..... 2.000 Intérêts conservés par la loi...(mémoire) Frais accessoires... 100 TOTAL ..... 2.100 SUR les immeubles faisant l'objet du titre de propriété volume 1, numéro 1, situés à Bagnols, arrondissement de Villefranche (Rhône).	Inscriptions : vol 782, no 110. Du 20 janvier 1892. Radié définitivement l'inscription ci-contre, en vertu d'un acte de quittance et mainlevée, reçu par Me Papillon, notaire au Bois-d'Oingt, le 15 janvier 1892. *Le Conservateur,*

SUBROGATIONS	INSCRIPTION	RADIATIONS
	Certifié conforme à la minute de l'acte du 1er mars 1891. Au Bois-d'Oingt, le 1er mars 1891 *Le Notaire,*	

Modèle **E**

INSCRIT :

DATE : 15 décembre 1891.
DÉPÔT : Ve 264, no 2400.
INSCRIPT. : Ve 780, no 310.

Le Conservateur,

Conservation des Hypothèques de Villefranche (Rhône)

TITRE DE PROPRIÉTÉ

Vol. 1, no 1.

BORDEREAU D'INSCRIPTION DE VENTE TOTALE

SUBROGATIONS	INSCRIPTIONS	MENTIONS
	En vertu d'une sentence d'adjudication sur surenchère, rendue en suite de saisie-immobilière, par le tribunal civil de Villefranche, le 10 décembre 1891. Vendeur, saisi : M. Bellot, Joseph-Denis, marchand de chevaux, ne à Fleurie, le 15 juin 1845, demeurant à Mâcon. Domicile élu en l'étude de Me Genin, avoué à Villefranche. Acquéreur : Mad• Perroud, Joséphine-Marie, nee à Bagnols, le 8 mai 1857, femme de M. Grand, Paul-Louis, avec lequel elle demeure à Bagnols ; Mariee sous le régime dotal suivant contrat passé devant Me Perret, notaire à..... le 12 septembre 1879. Immeuble vendu : une propriété consistant en bâtiments d'habitation et d'exploitation, cour, jardin, prairies, terres labourables et bois, d'une contenance actuelle de cinq hectares, quatre-vingt-sept ares, huit centiares, située à Bagnols (Rhône) section A no 1, et faisant l'objet du titre de propriété vol. 1 no 1 ; Moyennant le prix principal de *vingt-huit mille francs* à compte duquel Made Grand a payé aux agents de la loi, suivant quittance s. s. p. annexée à la minute de la	

SUBROGATIONS	INSCRIPTIONS	MENTIONS
	sentence sus énoncée, la somme de *deux mille francs*, montant des frais payables en diminution, de sorte qu'il reste dû *vingt-six mille francs*, payables aux créanciers qui seront désignes dans l'ordre à intervenir, ou au saisi, après l'accomplissement des formalités légales, avec intérêts à 5 0/0 l'an, à partir du 10 décembre 1891. Certifié conforme à la minute de la sentence d'adjudication du 10 décembre 1891. Villefranche, le 15 décembre 1891. *Le Greffier*,	

Modèle **F**

INSCRIT :

DATE : 3 février 1892.
DÉPÔTS : Ve 265, no 400.
INSCRIPT : Ve 782, no 216.

Le Conservateur,

Conservation des Hypothèques de Villefranche (Rhône)

TITRES DE PROPRIÉTÉ

Vol. 1, no 1. — Vol. 700, no 1100

BORDEREAU DE RADIATION

SUBROGATIONS	RADIATION	MENTIONS
	Suivant acte passé devant Me Brun, notaire à Lancié, le 1er février 1892, M. Blaise TARDY, cultivateur, demeurant à Moiré, né à Moire, le 9 août 1834, Agissant en qualité de créancier inscrit sur l'immeuble ci-après désigné, en présence et du consentement de M. BELLOT ci-après nommé, A reconnu avoir reçu de M Antoine DEBIZE, instituteur, demeurant à Anse, payant de ses deniers, en qualité d'acquéreur dudit immeuble qui lui a été vendu par M Joseph-Denis BELLOT, marchand de chevaux, demeurant à Mâcon, aux termes d'un acte reçu par Me Brun susnommé, le 1er janvier 1891, et en vertu de la délégation qui a été faite aux créanciers inscrits aux termes du même acte ; La somme de *deux mille francs* formant le prix entier de la vente. Par suite, M. TARDY et M. BELLOT ont donné mainlevée et consenti : 1° la radiation definitive de l'inscription prise en garantie du paiement de ce prix au bureau des hypothèques de Villefranche, le 5 janvier 1891 761/21, au profit de M. BELLOT, vendeur ;	

SUBROGATIONS	RADIATION	MENTIONS
	2° Et la radiation de l'inscription prise au profit de M. TARDY, au même bureau, le 27 décembre 1886 701/2,695, mais seulement : 1° jusqu'à concurrence de la somme de deux mille francs à valoir sur le principal et les intérêts ; 2° et en tant qu'elle grève l'immeuble acquis par M. DEBIZE aux termes du contrat susénonce, et qui consiste en : une parcelle de vigne située à Bagnols de la contenance de trente-neuf ares cinquante-cinq centiares, ayant fait partie de l'ancien titre de propriété vol. 1 n° 1, et faisant l'objet du titre de propriété vol. 700 n° 1,100. Certifié conforme à la minute de l'acte du 1er février 1892. A Lancié, le 1er février 1892. *Le Notaire,*	

Modèle G

INSCRIT :

DATE : 7 juin 1892.
DÉPÔTS : Vᵉ 265, nº 502.
INSCRIPT. : Vᵉ 782, nº 401.

Le Conservateur,

Conservation des Hypothèques de Villefranche (Rhône)

TITRES DE PROPRIÉTÉ

Vol. 700, nº 1100. — Vol. nº .

BORDEREAU DE RADIATION

SUBROGATIONS	RADIATION	MENTIONS
	Suivant acte passé devant Mᵉ Brun, notaire, à Lancié, le 3 février 1892 ; Madᵉ Caroline-Augustine GRAS, née à Mâcon, le 12 septembre 1850, épouse assistée et autorisée de M Joseph-Denis BELLOT, marchand de chevaux avec lequel elle demeure à Mâcon. Mariée sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, sans clause d'emploi ni de remploi, suivant contrat passé devant Mᵉ Baron, notaire à Mâcon, le 25 février 1886. S'est désistée des droits d'hypothèque résultant en sa faveur de son contrat de mariage précité, et a donné mainlevé de l'inscription d'hypothèque légale prise à son profit au bureau des hypothèques de Villefranche, le 8 mars 1886 615/223, mais en tant seulement que cette inscription grève une parcelle de vigne située à Bagnols (Rhône), de la contenance de 39 ares 55 centiares, faisant partie autrefois de l'immeuble compris au titre de propriété vol. 1 nº 1, vendue à M. Antoine Debize, instituteur, demeurant à Anse, suivant acte reçu par Mᵉ Brun, notaire à Lancié, le 1ᵉʳ janvier 1891, et faisant aujourd'hui l'objet du titre de propriété vol. 700, nº 1,100. L'effet de ladite inscription	

SUBROGATIONS	RADIATION	MENTIONS
	reservé sur tous autres immeubles. Certifié conforme à la minute de l'acte du 3 fevrier 1892 Lancié, le 3 février 1892. *Le notaire,*	

Modèle **H**

Table des titulaires de droits réels

Nom patronymique : BELLOT. — *Homonymes* { BELLEAU. / BELOT. / BLOT.

ÉTAT CIVIL — LIEU de la naissance	ÉTAT CIVIL — DATE de la naissance	PRÉNOMS	PROFESSION	DOMICILE	NUMEROS DES TITRES DE PROPRIÉTÉ
Lyon Morancé	8 septembre 1835 4 juin 1878	Jeanne —	fem Sapin célibataire	Lyon Villefranche	45/23 18/72
Trembly Pouilly	6 octobre 1850 7 mais 1845	Jeanne-Marie —	Ve Chapelle fem. Clerc	— Pouilly	74/43 2/18
Ternand	8 juillet 1850	Jeanne-Pauline	fem Morin	Ternand	9/12 14/27
Jarnioux Marcy St-Cyprien	17 octobre 1848 3 juin 1839 2 août 1844	Joseph — —	mécanicien cultivateur propriétaire	Chessy Marcy Lachassagne	102/33 12/80 14/19
Fleurie	15 juin 1845	Joseph-Denis	marchand de chevaux	Mâcon	1/1 3/24 48/93
Anse	4 janvier 1856	Joseph-Louis	cultivateur	Anse	2/39
Liergues	7 octobre 1852	Léon	épicier	Dijon	35/24
St-Forgeux	28 juillet 1847	Léon-Henri	instituteur	Bourg	12/28
Blacé Tarare	2 février 1840 3 août 1828	Louis —	cultivateur tisseur	Cogny Roanne	42/83 37/25
Olmes	2 octobre 1847	Louis-Marie	tisseur en soie	Cours	42/84

CORRESPONDANCE

DEUXIÈME PARTIE

ET TUNISIENNE

REGNE ALGÉRIENNE

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

DEUXIÈME PARTIE

JURISPRUDENCE

JURISPRUDENCE

COUR D'ALGER (1re Ch.)

7 décembre 1891

Compétence, indigène musulman, revendication, auteurs, règlement du prédécès, contestation de fait, preuve, délai d'office, illégalité.

La contestation de fait élevée par un indigène musulman, dans un procès en revendication, sur le prédécès de tel ou tel de ses auteurs, n'est pas de nature à dessaisir le juge français, et ne rentre pas dans les questions de droits successoraux dont l'examen a été réservé, par la législation en vigueur à la juridiction musulmane (1);

Il n'appartient pas aux tribunaux d'accorder d'office au demandeur un délai pour rapporter la preuve de ses allégations, mise à sa charge par le droit commun, alors qu'il n'a sollicité ce délai ni dans son exploit introductif d'instance ni dans ses conclusions signifiées.

(Héritiers Youssef ben Ahmed c. Puy et autres)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que : 1° Ben Keïra ben M'hamed ; 2° Salah ben Salah ben Kouïder et 3° Abdelkader ben Mohamed ben Khira, intimés réassignés, font itératif défaut ; — Attendu que l'appel principal et l'appel incident sont recevables comme

(1) V. Alger, 24 nov. 1890, *Rev. Alg.*, 1891. 2. 65 et la note. — Cette solution ne saurait s'appliquer au cas où plusieurs auteurs d'un musulman auraient péri ensemble dans le même événement, sans que les circonstances permettent d'établir le prédécès de l'un ou de l'autre. Il faudrait appliquer alors la loi musulmane, différente de la loi française, puisqu'elle ne connaît pas les présomptions de survie des art. 720 et suiv. C. civ., et le cadi seul serait compétent.

étant réguliers en la forme ; — Que ces appels sont connexes ; — Qu'il échet d'en prononcer la jonction et de statuer sur iceux par un seul et même arrêt ;

Attendu que c'est à tort que le tribunal de Blidah s'est déclaré incompétent pour apprécier une question de prédécès qui n'était d'ailleurs d'aucun intérêt dans l'état de la cause qui lui était soumise ; — Attendu que, à la vérité, les questions relatives aux droits successoraux des musulmans ont été réservees à la juridiction musulmane par la législation en vigueur, mais que le fait par une partie d'alléguer à tort ou à raison que tel de ses auteurs est décédé avant tel autre ne peut à aucun titre constituer une contestation de nature à dessaisir le juge de droit commun ; — Attendu que les consorts M'hamed sont purement et simplement des demandeurs en revendication, qui, pour faire triompher leur demande, invoquent des arguments de fait dont l'appréciation appartenait évidemment à la justice française et par sa nature propre et par la qualité des parties en cause ;

Attendu que c'est encore à tort que les premiers juges, après avoir constaté que la demande n'était en rien justifiée, ont cru devoir, d'office, accorder aux consorts M'hamed un délai pour rapporter la preuve de leurs allégations ; — Attendu que la loi met la preuve à la charge du demandeur, et que, à défaut par celui-ci de la fournir, il doit être débouté de ses prétentions ;

Attendu qu'il échet, tout en retenant l'argumentation par laquelle le tribunal de Blidah a péremptoirement établi que les consorts M'hamed se présentaient devant lui les mains vides de justifications, d'infirmer la décision attaquée en ce que les premiers juges ont déclaré leur incompétence et accordé aux appelants un sursis qu'ils ne sollicitaient ni par l'exploit introductif d'instance, ni par les conclusions signifiées ;

Par ces motifs : — Donne itératif défaut contre : 1° Ben Kheïra ben M'hamed ; 2° Salah ben Salah ben Kouïder ; 3° Abdelkader ben Mohamed ben Khira, intimés réassignés ; — Reçoit comme réguliers en la forme les appels principal et incident ; — En prononce la jonction ; — Et statuant sur iceux par un seul et même arrêt ; — Infirme le jugement du 31 décembre 1890 ; — Déboute les appelants de leur demande ; — Et les condamne en tous les dépens.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes LEMAIRE et DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

9 mai 1891

Navire, échouement, perte des bagages, imprudence, responsabilité, armateur, heure du départ, fixation, courrier postal, capitaine, pilote, assistance, responsabilité, clause de non garantie, ticket d'embarquement, clause imprimée, validité.

Une compagnie de transports maritimes invoquerait vainement la fortune de mer qui a causé l'échouement de l'un de ses navires à la sortie du port pour échapper à la responsabilité qui résulte pour elle de la perte des bagages dont elle a pris charge, si elle-même et le capitaine ont envoyé le navire à une perte probable, à raison des conditions atmosphériques, en autorisant sa sortie, surtout sans l'assistance d'un pilote ;

Si le capitaine ne peut être forcé au départ quand il y a danger de navigation, l'armateur, de son côté, demeure maître absolu de modifier l'heure de sortie du navire, même quand ce navire est courrier postal, le capitaine, souverain en mer, n'étant, dans le port où la compagnie est représentée, que l'obéissant préposé de cette compagnie ;

L'assistance du pilote, quoique facultative dans certains ports, n'en demeure pas moins une obligation de prudence à laquelle l'armateur comme le capitaine ne sauraient, sans engager leur responsabilité, se soustraire en cas de péril, surtout s'il résulte des éléments de la cause que la présence d'un pilote à bord aurait peut-être évité ou conjuré le danger ;

La compagnie de transports, qui entend se dégager de toute responsabilité à raison des fautes de ses préposés rend, par cela même, plus étroites et plus impérieuses ses obligations personnelles ;

La clause imprimée à l'art. 6 des tickets d'embarquement de la Compagnie générale transatlantique, limitant à 500 fr. par colis la responsabilité de cette compagnie à raison des bagages déclarés et enregistrés, est licite par elle-même et

rendue obligatoire par l'acceptation du voyageur à qui remise est faite du ticket (1).

(Pinaud c. Compagnie Générale Transatlantique)

ARRÊT

LA COUR, — Considérant que, le 20 décembre 1886, le *Mohamed-es-Sadok*, de la Compagnie Transatlantique, sortait de Port-Vendres à destination d'Alger, et, pénétrant dans l'avant-port, rencontrait des rafales tourbillonnantes d'une violence extrême, qui, le mettant dans l'impossibilité de manœuvrer, amenaient son échouement sur le brisant de la rade, au lieu dit: « Anse du milieu »; — Considérant qu'en suite de cet échouement, les passagers du *Mohamed-es-Sadok* étaient embarqués sur l'*Isaac Péreire* et transportés à Alger, la Compagnie demeurant chargée du sauvetage des bagages demeurés à bord du navire échoué; — Considérant qu'à défaut de réception de ses bagages, le sieur Pinaud, embarqué avec sa femme et son fils, et produisant, à l'appui de sa réclamation, un bulletin constatant la remise à bord et l'enregistrement de trois colis sous le n° 70, a actionné la Compagnie en paiement de la somme de 10,000 fr., valeur des trois colis embarqués; — Considérant que la demande de Pinaud a été repoussée par le jugement dont est appel du tribunal de commerce d'Alger, en date du 18 décembre 1889, par le motif que l'échouement du *Mohamed-es-Sadok* était dû à une fortune de mer, et qu'au surplus, cet échouement dût-il être imputable à la faute du capitaine, la Compagnie ne saurait être responsable, aux termes de la clause 8, imprimée sur les tickets d'embarquement et stipulant que la Compagnie ne répond pas de la faute du capitaine ou des gens de l'équipage; — Considérant que c'est en l'état d'une irresponsabilité ainsi prétendue que le litige est soumis à la Cour et qu'il échet de statuer;

En ce qui concerne la fortune de mer : — Considérant qu'avec les documents de la cause, et visant les conclusions de trois enquêtes émanant de l'autorité maritime, il ne pourrait être que téméraire de ne pas reconnaître que l'échouement du *Mohamed-es-Sadok*, dans les circonstances où il s'est produit, n'a pas été le résultat d'une fortune de mer, d'une force majeure à laquelle le *Mohamed-es-Sadok* a dû céder; —

---

(1) V. en ce sens civ. cass., 2 avril 1890 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 288) et la jurisprudence citée en note; Alger, 7 dec. 1891 (*infrà*, p. 12).

Qu'il n'apparaît, du reste, de l'appréciation de ces enquêtes qu'il n'a pas dépendu de l'énergie et du dévoûment du capitaine que le naufrage ne fût évité; — Qu'en l'état, il est de toute évidence que si la Compagnie pouvait, pour dégager sa responsabilité, se couvrir de la conduite du capitaine à l'heure du sinistre, elle invoquerait à juste titre le sang-froid et l'énergie dont cet officier a fait preuve, et le témoignage qui lui est donné par l'autorité maritime lui maintenant la faculté de commander; — Mais que là, dans la lutte engagée par le *Mohamed-es-Sadok* et son capitaine contre une mer démontée, ne réside pas la question soumise à la Cour; — Qu'il ne s'agit, en effet, de reconnaître comment le navire et son capitaine se sont comportés en débouchant par une tempête furieuse sur les rochers où le *Mohamed-es-Sadok* allait se briser, mais de rechercher, au point de vue d'une responsabilité d'intérêt purement commercial, si la fortune de mer, invoquée par la Compagnie, caractérise l'événement de force majeure auquel la loi attache l'entière irresponsabilité de celui qui la subit; — Qu'à cet égard les faits de la cause sont démonstratifs, et qu'il convient de dire que si le cas de force majeure est celui que l'on n'a pu prévoir et auquel on ne peut résister, la Compagnie, de même que le capitaine du *Mohamed-es-Sadok,* s'ils peuvent soutenir que le sinistre a été inévitable, ne sauraient cependant prétendre que la prudence ne leur faisait une loi de ne pas courir à ce sinistre, de redouter et de prévoir les conséquences d'une tentative faite de nuit, sans pilote, pour sortir d'une rade fermée, bordée de brisants, dans des conditions que la Compagnie reconnaît elle-même, et qu'elle qualifie devant la Cour de tempête furieuse; — Qu'en l'état, alors que l'agitation d'un port protégé par une rade aussi fermée que celle de Port-Vendres n'avait pu permettre au *Mohamed-es-Sadok* de débarquer ses marchandises, alors que l'état allège du navire devait donner d'autant plus de prise à la tourmente, il appartenait à la Compagnie, juge de la responsabilité qu'elle encourait, de retarder le départ, et, dans tous les cas, de n'autoriser la sortie qu'avec l'assistance d'un pilote, et qu'il faut reconnaître que, sourds aux avertissements que l'état de la mer leur donnait, c'est à une perte qu'il leur était donné de redouter que la Compagnie et le capitaine envoyaient le *Mohamed-es-Sadok* dont l'échouement, dans les conditions où s'effectuait sa sortie, a été jugé de force majeure par tous les hommes de mer qui ont eu à se prononcer sur ce sinistre;

Considérant que vainement la Compagnie prétendrait que le *Mohamed-es-Sadok* était courrier postal et, par suite, tenu

à des heures réglementaires de départ; — Qu'on ne saurait oublier, quel que soit l'intérêt visé aux stipulations postales qui lient la Compagnie, que cet intérêt doit céder devant la force majeure, à laquelle, du reste, l'autorité postale n'a jamais prétendu se soustraire;

Considérant que le droit pour l'armateur de retarder le départ de son navire ne saurait être contesté encore, bien qu'il soit soutenu dans la cause actuelle que le capitaine est seul juge de son opportunité; — Que s'il est, en effet, exact que le capitaine ne peut être forcé au départ s'il estime qu'il y a, eu égard à l'état de la mer, danger de navigation, par contre l'armateur demeure maître absolu de déterminer ou modifier l'heure de ce départ, le capitaine, souverain en mer et alors *maître après Dieu,* n'étant, dans le port où la Compagnie est représentée, que l'obéissant préposé de cette Compagnie, par cela même sans responsabilité et couvert par les ordres qu'il reçoit; — Que non moins vainement la Compagnie soutiendrait que le fait d'avoir autorisé le départ sans recourir à l'assistance d'un pilote ne saurait lui être imputé à faute, le pilote n'étant plus obligatoire à Port-Vendres pour les navires de la Compagnie, et le sieur Pinaud ne démontrant pas, au surplus, que par la présence d'un pilote, le sinistre aurait été évité; — Considérant, à cet égard, que si, en effet, l'assistance d'un pilote pour la Compagnie n'est plus obligatoire à Port-Vendres, cette disposition nouvelle vise surtout l'impôt du pilotage rendu souvent inutile par une pratique plus fréquente d'une passe qui, mieux connue, est, par cela même, devenue d'accès plus facile par un temps normal;

Que, néanmoins, cette assistance, quoique facultative, n'en demeure pas moins et, par cela même, dans les obligations de prudence auxquelles l'armateur comme le capitaine ne sauraient, sans engager leur responsabilité, se soustraire dans les circonstances périlleuses, et qu'il doit suffire, pour faire rejeter la prétention au moins inattendue de la Compagnie à se dire exempte de toute faute jusqu'à démonstration par le sieur Pinaud que l'assistance d'un pilote aurait nécessairement empêché l'échouement, de rappeler ici l'appréciation donnée, sept jours après le sinistre, par la commission maritime de Marseille : « Le capitaine, est-il dit aux conclusions de cette enquête, aurait pu prendre pour sortir un pilote qui, plus au fait des variations et du jeu de la brise dans la passe de Port-Vendres, aurait peut-être évité ou conjuré le danger. »

Qu'il est inutile d'insister, alors que la présence d'un

pilote à bord du *Mohamed-es-Sadok* aurait peut-être évité ou conjuré le danger, pour démontrer que cette mesure de prudence était obligatoire pour la Compagnie, si elle pouvait conjurer l'événement, et que c'est à leurs risques que la Compagnie et le capitaine, oublieux de leurs obligations, couraient à la fortune de mer qui, avant même la sortie de la rade, couchait le *Mohamed-es-Sadok* sur un lit de rochers; — Qu'on ne saurait assez rappeler cependant que la Compagnie, entendant se dégager de toute responsabilité à raison des fautes de ses préposés, a, par cela même, rendu plus étroites et plus impérieuses ses obligations personnelles, lui faisant une loi de prévenir des fautes pour lesquelles son monopole refuse tout recours à ses sinistrés; — Qu'il échet, en conséquence, de reconnaître que la Compagnie a commis une faute personnelle en autorisant le départ du *Mohamed-es-Sadok* dans les conditions révélées au rapport de mer et aux enquêtes maritimes, et en n'imposant pas pour ce départ l'assistance d'un pilote, assistance dont elle disposait et que lui commandait la sauvegarde des existences et des intérêts qni lui étaient confiés;

Considérant qu'en l'état il est sans objet de se prononcer sur la validité et le caractère obligatoire de la clause du ticket d'embarquement exonérant la Compagnie de la faute du capitaine et des gens de l'équipage, non plus que de rechercher si la perte du *Mohamed-es-Sadok* ne devrait pas être attribuée à un vice propre de la machine; — Qu'il y a lieu, la responsabilité de la Compagnie étant reconnue, de constater le préjudice résultant pour le sieur Pinaud du fait de l'échouement et de statuer sur la réparation à laquelle il a droit;

Considérant, à cet égard, que la mise à bord du *Mohamed-es-Sadok* de trois colis enregistrés est constatée par le bulletin de bagages produit par le sieur Pinaud; — Considérant que d'un état fourni par l'appelant il résulterait que les trois colis comportaient en linge de famille, vêtements, bijoux, argenterie, billets de banque et obligations, une valeur, à son estime, de 18,000 fr.;

Considérant que ce chiffre n'a rien d'exagéré en lui-même, étant donné la situation sociale de Pinaud, ancien officier, se transportant avec sa famille en Algérie pour y fixer sa résidence, alors, du reste, que sa déclaration se fortifie dans cette circonstance de ce que 800 fr. en billets de banque et une boîte de bijoux cotée 7,500 fr ont été retrouvés; — Qu'il y aurait lieu, par suite, de dire la Compagnie responsable de la valeur reconnue de ces trois colis, si la clause 6 du ticket d'embarquement ne limitait au chiffre de 500 fr. par colis la res-

ponsabilité que la Compagnie a entendu prendre à raison des bagages déclarés et enregistrés accompagnant le passager;

Considérant que cette clause, licite par elle-même, est rendue obligatoire par l'acceptation expresse, quoique tacite, du voyageur, à qui connaissance en a été donnée par la remise du ticket d'embarquement; — Qu'il échet, en conséquence, de limiter à la somme de 500 fr. par colis non représenté la responsabilité de la Compagnie, sous la réserve pour le sieur Pinaud de se faire remettre tous objets sauvetés lui appartenant, dont la Compagnie est actuellement détentrice et dont elle s'est constituée dépositaire;

Par ces motifs : — En la forme : — Reçoit l'appel et y faisant droit : — Dit la Compagnie responsable envers le sieur Pinaud des trois colis enregistrés sous le n° 70 du bulletin des bagages accompagnant le sieur Pinaud et embarqués avec lui sur le *Mohamed-es-Sadok;* — Ce faisant, dit mal jugé, bien appelé; — Infirme en conséquence; — Et statuant à nouveau ;

Condamne la Compagnie Transatlantique au paiement envers le sieur Pinaud de la somme de 500 fr. par colis non représenté; — Sous toutes réserves pour le sieur Pinaud de se faire remettre dans leur intégralité tous objets sauvetés lui appartenant et dont la Compagnie est constituée dépositaire soit aux termes du bulletin de bagages, soit par l'effet du sauvetage; — Dit la condamnation en 1,500 fr. réductible jusqu'à due concurrence, pour le cas où les autres objets sauvetés dépasseraient, d'après l'estimation fournie, la somme en garantie de 16,500 fr.; — Pour tous autres chefs de demande ou de conclnsions met les parties hors d'instance; — Ordonne la restitution de l'amende consignée; — Condamne la Compagnie Transatlantique aux dépens.

MM. SAUZÈDE, *prés.;* MARSAN, *av. gén.* — Mes GARAU, ROBE et DE SAMBŒUF, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

22 octobre 1891

Navire, compagnie de navigation, connaissement, clause imprimée, faute du capitaine, responsabilité, acceptation par le chargeur, validité, abordage, faute commune des deux capitaines, responsabilité, capitaine du navire abordé, obligation de réclamer, art. 435 § 3 C. com.

La clause imprimée qui exonère une compagnie de naviga-

tion de toute responsabilité à raison des fautes du capitaine, dans un connaissement accepté par le chargeur, est obligatoire pour celui-ci (1) ;

Si l'abordage est le résultat de la faute commune des deux capitaines, et que les circonstances ne permettent pas de déterminer la mesure de responsabilité incombant à chacun d'eux, l'obligation de réparer le préjudice causé par leur quasi-délit lors de l'accident dont ils sont coauteurs incombe à l'un aussi bien qu'à l'autre (2) ;

L'inobservation par le capitaine du navire abordé des prescriptions de l'art. 435 § 3 C. com., qui lui imposent le devoir de réclamer, ne peut être opposée au chargeur ; elle constitue une faute dont ni le capitaine ni l'armateur ne sauraient tirer profit (3).

---

(1) Jurispr. constante. — V. Alger, 7 déc. 1891 *(infrà*, p. 12) et la note.

(2) L'art. 407 C. com., qui règle la responsabilité des capitaines de navire en cas d'abordage, ne prévoit pas le cas de la faute commune. On applique les principes du droit commun, d'après lequel les coauteurs d'un délit civil ou d'un quasi-delit sont tenus *in solidum* des dommages-intérêts. — V. dans ce sens : Rouen, 12 janv. 1864, 3 mai 1864 et cass., 11 mai 1865 (S. 71. 1. 181 ; P. 71. 585) ; cass., 15 nov 1871 *(ibid)* ; cons. d'Etat, 15 févr. 1872 (S. 73. 2. 240) ; cass., 20 juill. 1880 (S. 80. 1. 350) ; 30 juin 1879 (D. P. 81. 1 172 ; S. 81. 1. 109 ; P. 81. 1. 246) ; Bruxelles, 30 janv. 1879 *(Journ. du droit internat. prive,* 1882, p. 434) ; Alger, 19 juill. 1880 *(Bull. jud. Alg.*, 1881, p 193) ; Alger, 15 mars 1890 *(Rev. Alg.*, 1890. 2. 279). — V. aussi Caumont, *Dict. de droit maritime*, v° *Abordage*, n° 108 ; Bédarride, *Traite du commerce maritime*, t V, n° 1780, 4° ; Ruben de Couder, *Dict. de droit com.*, t. II., v° *Avarie*, n° 199.

(3) Avant la loi des 24-25 mars 1891, cette question était controversée. La négligence du capitaine dans l'accomplissement de la formalité imposée par l'ancien art. 435 § 3 C. com. entraînait-elle la déchéance de l'action des chargeurs ? En d'autres termes, devait-on considérer le capitaine comme représentant les chargeurs au même titre qu'il représente les propriétaires et les armateurs du navire ?

La jurisprudence, notamment celle de la Cour de cassation, semblait fixée dans un sens contraire à celui de notre arrêt. Elle appelait le capitaine « mandataire légal » des chargeurs ; elle plaçait entre ses mains la sauvegarde de leurs intérêts, les déclarant déchus de toute action si le capitaine n'avait pas protesté dans les vingt-quatre heures de l'abordage. Il est vrai que le Code de commerce, dont l'art 231 qualifie le capitaine de representant des propriétaires du navire, ne lui donne nulle part la mission de représenter les chargeurs. Comment donc en faire un mandataire légal ? La jurisprudence tournait cette difficulté en appuyant ses décisions sur la généralité

(Mohamed Harzella, c. Cie Générale Transatlantique)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel principal et l'appel incident sont réguliers et recevables en la forme ;

Au fond : — Sur l'appel principal : — Attendu que la clause de l'art. 8 du connaissement accepté par le chargeur est obligatoire pour celui-ci ; — Qu'en conséquence, la Compagnie Générale Transatlantique est affranchie de toute responsabilité envers Harzella, en raison des fautes du capitaine du navire *Charles-Quint*, sur lequel ledit Harzella avait chargé les marchandises perdues ; — Attendu qu'il résulte des documents produits en la cause que, si l'abordage du *Charles-Quint*, qui a causé la perte des marchandises de Harzella, a été directement produit par une faute du capitaine du *Charles-Quint*, la cause primordiale de l'incident, ainsi que l'a décidé la Commission supérieure des naufrages, a été une

---

des termes de l'art. 435 § 3, qui déclare non recevables, s'il n'y a protestation, « toutes actions en indemnité pour dommages causés par l'abordage » sans établir de différence entre les actions des armateurs ou des chargeurs, sans distinguer entre le dommage causé au navire ou aux marchandises. — Elle affirmait donc que la qualité de représentant légal des chargeurs résultait implicitement, pour le capitaine, de ces termes généraux. — V. cass., 4 août 1875 (S. 76. 1. 26 ; P. 76. 124) ; Rouen, 27 nov. 1876 et cass., 18 août 1878 (S. 79. 1. 5 ; D. P. 78. 1. 454)

La doctrine, au contraire, refusait d'appliquer aux chargeurs la déchéance de l'art. 435. M. de Courcy, dans ses *Questions de droit maritime*, t. I, p. 221, s'élevait contre la qualification de mandataire légal des chargeurs attribuée par certains arrêts au capitaine de navire. « Ce sont là, disait-il, de vaines fictions qu'on devrait bannir du langage juridique parce qu'elles sont de nature à troubler l'entendement ; le capitaine n'est pas plus le mandataire des chargeurs que le conducteur d'un train n'est le mandataire des expéditeurs ou des voyageurs. Il a certainement le devoir de veiller à la conservation des marchandises qu'on lui confie, mais cela n'implique pas l'existence d'un mandat conventionnel, et la loi ne l'investit nulle part d'un mandat légal. M. Labbé, dans une note publiée sous l'arrêt de cassation du 18 août 1878, cité plus haut (S., 1879. 1. 5), partageait cet avis, qui avait été, d'ailleurs, celui d'autres auteurs et de quelques Cours d'appel. V. notamment Paris, 5 févr. 1861 (*Journ. des trib. de com.*, t. X, p. 326) ; Bédarride, *loc. cit.*, n° 2024 *ter*.

Aujourd'hui la loi des 24-25 mars 1891 a tranché cette difficulté. L'art. 435 § 3 tel qu'il était conçu a disparu. Il n'y a plus de protestation à faire dans les vingt-quatre heures en cas d'abordage. Il reste seulement l'obligation d'agir dans le délai d'un an à compter du jour de l'abordage, qui s'applique, sans distinction, à toutes actions en indemnité (art. 436 nouveau).

faute du capitaine de la *Ville-de-Brest ;* — Que l'abordage a donc été le résultat d'une faute commune des deux capitaines ; — Que les circonstances de l'accident ne permettent pas de déterminer la mesure de reponsabilité incombant à chacun d'eux ; — Qu'il échet, en conséquence, de dire les deux capitaine coauteurs de l'accident sans part de responsabilité nettement déterminée à la charge de l'un ou de l'autre ; — Qu'en cet état, l'obligation de réparer le préjudice causé par leur quasi-délit incombe à l'un aussi bien qu'à l'autre ; — Que, exonérée de toute responsabilité à l'égard du capitaine du *Charles-Quint* par l'art. 8 de son connaissement, la Compagnie Générale Transatlantique est tenue pour le tout du seul chef du capitaine de la *Ville-de-Brest ;* — Que c'est à tort, par suite, que les premiers juges n'ont prononcé condamnation contre ladite Compagnie que pour un cinquième seulement du préjudice éprouvé par Harzella ; — Adoptant, au surplus, les motifs non contraires des premiers juges ;

Sur l'appel incident : — Attendu que l'obligation de réclamer, en cas d'abordage, édictée par le § 3 de l'art. 435 C. com., est imposée au capitaine du navire abordé ; — Que l'inobservation par le capitaine de ces prescriptions ne saurait être opposée au chargeur ; — Qu'elle constitue une faute dont ni le capitaine ni l'armateur ou propriétaire ne sauraient profiter ; — Attendu que, s'il est vrai que le propriétaire d'un navire peut s'affranchir de la responsabilité des faits du capitaine en abandonnant le navire et le fret, il résulte des termes mêmes de l'art. 216 C. com. que l'abandon d'un navire n'affranchit le propriétaire que de la responsabilité des faits du capitaine de ce même navire ; — Qu'en conséquence, l'abandon par la Compagnie du navire *Charles-Quint* ne saurait affranchir la Compagnie de la responsabilité du fait du capitaine de la *Ville-de-Brest ;* — Adoptant, au surplus, les motifs non contraires des premiers juges ;

Par ces motifs : — Reçoit en la forme l'appel principal et l'appel incident ; — Sans s'arrêter à l'appel incident, qui n'est point fondé, et faisant droit à l'appel principal : — Infirme le jugement déféré en ce qu'il a prononcé condamnation contre la Compagnie Générale Transatlantique au profit de Harzella pour le cinquième seulement de la valeur de la marchandise perdue et du préjudice éprouvé ; — Émendant de ce chef : — Dit que ladite Compagnie est responsable envers Harzella, du chef du capitaine de la *Ville-de-Brest*, de la totalité du préjudice causé par l'abordage du *Charles-Quint*, et la condamne à payer audit Harzella la somme de 2,250 piastres ou 1,350 fr., valeur des marchandises perdues, et 150 fr. pour réparation

du préjudice causé ; — Confirme, pour le surplus, le jugement déféré.

MM. BLANKAERT, *prés.* ; BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes TILLOY et ROBE, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

7 décembre 1891

Responsabilité, compagnie de transports maritimes, bulletin de bagage, délivrance, effet, preuve testimoniale, dispense, présomption, colis perdu, indemnité, caractère, bulletin de passage, clause imprimée, perte de bagages, clause de non garantie, validité.

L'introduction du bulletin de bagages dans les usages des compagnies de transports a eu pour but d'affranchir les voituriers et les voyageurs de la preuve testimoniale relativement à l'exécution ou à l'inexécution du contrat. La présomption qui s'attache à ce bulletin délivré à un passager par une compagnie de transports maritimes en échange de la malle qu'elle en a reçu, pour n'être pas une présomption juris et de jure, *n'en a pas moins une valeur supérieure à la preuve testimoniale du retirement de la malle, offerte par la compagnie dans des conditions d'infériorité pour le passager.*

L'indemnité allouée au propriétaire d'un colis perdu ne peut se rattacher qu'aux conséquences immédiates de cette perte, et non, par exemple, à la remise forcée du départ pour un pays où l'on comptait sur un emploi avantageux.

Est valable et doit être respectée par les deux parties la clause imprimée d'un bulletin de passage qui limite la responsabilité d'une compagnie maritime en cas de perte de bagages (1).

---

(1) V. en ce sens civ. cass., 2 avril 1890 (*Rev. Alg* , 1890. 2. 288) et la jurisprudence citée en note ; Alger, 9 mai 1891 *(suprà* p. 2).

Aujourd'hui la jurisprudence semble définitivement fixée sur les effets que doivent produire les clauses de non-garantie stipulées dans les contrats de transport. Elle n'admet pas que le transporteur puisse, à l'aide de ces clauses, s'affranchir de sa faute personnelle. A ce point de vue elle regarde

(Compagnie Générale Transatlantique c. Larédo)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel principal et l'appel incident sont l'un et l'autre réguliers en la forme;

Au fond : — Attendu qu'à la date du 1er octobre 1890, Larédo a assigné la Compagnie Générale Transatlantique en restitution d'une malle du poids de trente kilogrammes confiée par lui le 5 septembre précédent à ladite compagnie, lors de la traversée qu'il fit d'Oran à Tanger, à bord du vapeur *La Désirade,* ou en paiement d'une somme de 600 fr. pour lui tenir lieu de ladite malle et de son contenu, plus 2,000 fr. de dommages-intérêts; — Qu'à l'appui de cette demande Larédo a produit son bulletin de bagages ou récépissé qui lui fut délivré par l'agence d'Oran ; — Attendu que cette pièce, ainsi que l'ont appréciée les premiers juges, constitue en faveur du demandeur une présomption considérable et que cette présomption ne saurait être tenue en échec par les déclarations que le chancelier de la légation de France au Maroc a recueillies le 5 octobre 1890 à la requête de la compagnie en l'absence de Larédo et sans que celui-ci eût la possibilité d'y contredire ; — Attendu que, en instance d'appel, la compagnie offre de prouver judiciairement et contradictoirement, devant M. le chancelier de la légation de France à Tanger, que Larédo a retiré sa malle et que c'est par suite d'une omission que le bulletin de bagages n'a pu être retiré en même temps par la compagnie ; — Mais attendu que, pour n'être pas une présomption *juris et de jure*, la présomption attachée au bulletin de bagages restée aux mains de Larédo ne reste pas que d'avoir une valeur supérieure à celle des résultats problématiques d'une enquête à effectuer à Tanger ; qu'en effet Larédo pourrait se plaindre à juste titre de l'inégalité des conditions de la lutte entre la compagnie et lui ; car, en ce qui le concerne, il n'a séjourné que quelques instants à Tanger, il n'y connaît

---

de telles stipulations comme contraires à l'ordre public : elle ne veut pas que la négligence du transporteur soit en quelque sorte autorisée par la certitude de l'impunité. — Mais si les clauses de non-garantie n'affranchissent pas le voiturier des conséquences de sa faute, du moins offrent-elles, pour lui, l'avantage de mettre, contrairement au droit commun, le fardeau de la preuve à la charge de l'expéditeur ou du destinataire, qui sont seuls tenus de faire procéder notamment, s'ils le jugent à propos, à l'expertise prescrite par l'art. 106 C. com., en cas de refus ou contestation pour la réception des objets transportés. — Cpr. Féraud-Giraud, *Code des trans-*

personne, il n'y est connu de personne, et il ne lui servirait de rien d'y avoir les meilleurs témoins puisqu'il ne saurait les désigner ni par leur nom ni par leur adresse et par conséquent les faire entendre, tandis que son adversaire, la Compagnie transatlantique, possède à Tanger un établissement et tout un personnel parfaitement en situation de mettre en lumière par tous les témoignages utiles tel ou tel fait dont elle serait admise à administrer la preuve ; — Que l'introduction des bulletins de bagage dans les usages des compagnies de messageries terrestres ou maritimes a eu précisément pour but d'affranchir voituriers et voyageurs des ennuis, des difficultés, des frais et des périls de la preuve testimoniale relativement à l'exécution ou à l'inexécution du contrat de transport; que dans l'espèce, s'il est vrai que les agents de la compagnie ont commis la faute de ne pas retirer des mains de Larédo le bulletin de bagages, alors que sa malle lui était rendue, la compagnie ne doit s'en prendre qu'à elle-même de l'omission ou de la négligence dont elle excipe, et que sa demande subsidiaire d'enquête doit être rejetée;

Sur le chiffre d'indemnité alloué par les premiers juges et dont la compagnie appelante demande subsidiairement la réduction tandis que l'intimé par voie d'appel incident en demande l'élévation : — Attendu que l'intimé n'apporte aucun adminicule de preuve à l'appui de ce qu'il allègue, à savoir que la perte du contenu de sa malle l'aurait contraint à renoncer à un départ pour l'Amérique où l'attendait un emploi des plus avantageux ; mais que, à supposer prouvée cette affirmation, le préjudice invoqué n'est pas de ceux dont le voiturier puisse être rendu responsable par le seul fait de l'inexécution du contrat de transport d'une malle ; que l'indemnité ne peut raisonnablement se rattacher qu'aux conséquences immédiates de la perte du colis ; — Attendu, à cet égard, que la compagnie s'est bornée devant les premiers juges à repousser la demande dans son principe sans offrir subsidiairement une quotité quelconque de dommages-intérêts ; — Que, devant la Cour, elle invoque, dans l'hypothèse où une condamnation serait prononcée contre elle, l'art. 6 du bulletin de passage

---

ports, t. II, n° 297 ; Léon Aucoc, *Cours de droit administratif*, t III, 1539. — V. cependant en sens contraire : Lyon-Caen et Renault, *Cours de droit commercial*, t. I, n° 903. Ces auteurs estiment que de telles clauses doivent conserver tout leur effet pour les fautes légères du voiturier. Quant à ses fraudes ou même à ses fautes lourdes, assimilées au dol, il ne pourra s'en exonérer. V. dans le même sens de Courcy, *Questions de droit maritime*, 2e série, p. 75 et suiv.

aux termes duquel, en cas de perte des bagages, il ne peut être alloué plus de 250 fr. d'indemnité à un passager de 3me ou de 4me classe ; — Attendu, quant à ce, que la jurisprudence des Cours s'est fixée en ce sens que les clauses imprimées d'un bulletin de passage lient les deux parties et que, si l'une de ces clauses limite la responsabilité de la compagnie maritime, cette stipulation doit être respectée ;

Par ces motifs : — Reçoit en la forme l'appel de la compagnie et l'appel incident de Larédo ; — Ce faisant et sans s'arrêter à l'offre de preuve subsidiairement offerte devant la Cour par la compagnie, dans laquelle elle est déclarée mal fondée ; — Confirme en principe le jugement entrepris ; — Dit, en conséquence, la compagnie tenue à la restitution de la malle dont s'agit ou au paiement d'une indemnité pour en tenir lieu ; — Infirme le jugement quant au chiffre d'indemnité qui s'y trouve énoncé ; — Faisant droit de ce chef aux conclusions très subsidiaires de la compagnie, et rejetant l'appel incident Larédo, réduit à 250 fr. le chiffre des dommages-intérêts ; — Condamne la compagnie à payer cette somme à Larédo ; — La condamne en tous les dépens de première instance et d'appel.

MM. DUCOS, *ff. prés.* ; BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes GARAU et DAZINIÈRE, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

26 janvier 1891

Appel, matière musulmane, délai, point de départ, décret du 17 avril 1889, tribunaux de Bougie et de Tizi-Ouzou, procédure devant la Cour.

La procédure devant la juridiction d'appel, en matière musulmane, est réglée par les art. 37 et suivants du décret du 17 avril 1889 ;

L'art. 72 du décret du 1889 n'excepte de l'application de ce décret que les seuls arrondissements de Bougie et de Tizi-Ouzou ;

D'où il suit que la disposition de l'art 41 du décret du 17 avril 1889 sur le délai d'appel et le point de départ de ce délai :

s'applique à tous les jugements déférés à la Cour, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les jugements des tribunaux de Bougie et de Tizi-Ouzou et ceux émanés des autres juridictions musulmanes du premier degré (1).

(Mohamed ou El Hadj c. Saïd ben Ahmed)

Le nommé Mohamed ou El Hadj a relevé appel, le 24 juillet 1890, d'un jugement rendu le 2 janvier 1890, qui faisait droit à la demande de son adversaire, Saïd ben Ahmed, exposée dans un jugement d'avant faire droit du 7 novembre 1889. — La cause ayant été portée à l'audience, la Cour a statué dans les termes suivants :

ARRÊT

LA COUR, — Sur la recevabilité de l'appel : — Attendu que les délais d'appel fixés par l'art. 41 du décret du 17 avril 1889 s'appliquent à tous les jugements en premier ressort qui sont déférés à la Cour ; — Qu'en effet, la procédure devant la juridiction d'appel, en matière musulmane, a été réglée par les art. 37 et suivants du décret précité ; — Que ces dispositions sont générales et ne peuvent comporter d'autres exceptions que celles formellement édictées par la loi ; — Que l'exception posée dans l'art. 72 du même décret ne saurait s'appliquer à la procédure d'appel devant la Cour ; — Qu'il résulte, en effet, de ses termes mêmes qu'elle ne concerne que les juridictions des arrondissements de Bougie et de Tizi-Ouzou ; — Qu'il échet, en conséquence, de faire application, en la cause, des dispositions de l'art. 41 ; — Que, aux termes de cet article, l'appel des jugements rendus en premier ressort, en matière musulmane, doit être interjeté dans les trente jours de la connaissance qui en est donnée aux parties par une notification délivrée conformément aux art. 20, 27 et 33 ; — Qu'il n'est pas établi que le jugement attaqué ait été notifié à l'appelant dans les conditions de la loi ; — Que par suite l'appel de Mohamed ou El Hadj est recevable ;

Attendu qu'il s'est écoulé une année depuis le prononcé du jugement entrepris, pendant laquelle la récolte a été perçue

(1) V. dans le même sens, sous le régime du décret du 10 sept. 1886, dont l'art. 72 contenait, en ce qui concerne les deux arrondissements kabyles, une disposition identique à celle du décret du 17 avril 1889, Alger, 7 déc. 1886 (*Rev. Alg.*, 1887. 2. 5) et la note.

par l'appelant ; — Qu'il échet, en conséquence, d'ajouter aux dommages-intérêts alloués une somme de 50 fr., représentative de la récolte de 1890 ;

Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens ;

Adoptant au surplus les motifs des premiers juges ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Au fond : — Confirme le jugement déféré ; — Dit qu'il sortira son plein et entier effet, et ajoute, en outre, aux condamnations prononcées par ledit jugement, en ce qui touche les dommages-intérêts, une somme de 50 fr. ; — Condamne l'appelant aux dépens, etc.

MM. BLANKAERT, *prés ;* YVERNÈS, *rap. ;* BROCARD, *subst. du proc. gén.* — Mes PROBST et VANDIER, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

—

10 mars 1876

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

—

23 avril 1879

COUR D'AIX (Ch. réun.)

—

22 décembre 1881

—

Vente d'immeuble, Européen et musulman, acte de cadi, preuve, contrat, éléments intrinsèques. — Succession musulmane, loi successorale, droits des filles, indivision, cession par un héritier, étendue des droits cédés, vente, chose d'autrui, nullité.

—

Bien que constatée par acte de cadi et sans examiner la valeur de cet acte en sa forme, une vente immobilière, entre musulman et Européen, est parfaite et pleinement prouvée, lorsqu'il y a eu accord sur la chose et le prix, que l'acquéreur a été mis en possession et a reçu le titre de propriété, et

que, aux termes de l'acte de cadi, signé par le vendeur, celui-ci a reconnu avoir touché le prix de vente (solution de la Cour d'Alger) ;

En l'absence d'une coutume particulière locale dérogeant à la loi musulmane, les filles sont, comme les fils, mais seulement dans des proportions différentes, appelées à la succession de leur père et mère ,

En conséquence, une cession transactionnelle consentie par un fils du de cujus *au profit du mari d'une fille prédécédée n'a pu, en l'absence de tout partage entre le cédant et sa sœur, transférer au cessionnaire, agissant en son propre et privé nom, l'entière propriété de l'immeuble successoral, objet de la cession ; — Est nul, par suite, comme portant sur la chose d'autrui jusqu'à concurrence de la part des enfants de la fille, l'acte par lequel le cessionnaire a ultérieurement vendu l'immeuble en totalité à un tiers* (solutions de la Cour de cassation et de la Cour d'Aix);

A supposer que, lors de la cession, le cessionnaire ait agi tant en son propre et privé nom, comme héritier de sa femme, sœur du cédant, qu'au nom des enfants issus de son mariage, à raison des droits leur revenant dans la succession de leur mère, ce cessionnaire n'a toujours acquis sur l'immeuble cédé que des droits indivis avec ceux de ses enfants ; — Il n'a pu, dès lors, transférer ultérieurement un droit entier de propriété par une vente qu'il a faite seul et dont il a seul profité (solution de la Cour d'Aix).

(Héritiers Noiret c. Consorts Ben Gaffor)

Le 10 mars 1876, ARRÊT DE LA COUR D'ALGER ainsi conçu :

LA COUR, — Attendu que Noiret est en possession légale de l'immeuble dont s'agit au procès et que sa possession est justifiée : 1° par un acte du 25 novembre 1867, enregistré à Oran le 1er février 1868, f° 41 c. 1re et 2° par un acte de transaction du 14 septembre 1853, non enregistré, mais qui le sera avec le présent arrêt ; — Attendu qu'Abdelkader et Hamida, enfants de Gaffor ben Ouenzar et d'Aïcha bent Bouzza, sa femme, revendiquent aujourd'hui ledit immeuble, comme héritiers de leur mère Aïcha ; — Qu'ils justifient avoir droit à trois vingtièmes de la succession de ladite dame ; — Mais qu'il convient de remarquer que, parmi les nombreux enfants de Gaffor, ils sont les seuls à attaquer les actes de leur père ; — Que pour les attaquer ils ont attendu jusqu'au mois d'août 1874 et qu'aujourd'hui ils

agissent aux frais et risques d'un spéculateur israélite, Nathan Saïas, ainsi qu'il résulte d'un acte reçu par Me Carité, notaire à Oran, le 24 décembre 1874;

Attendu, en premier lieu, que les demandeurs en revendication ne méconnaissent pas la possession légale de Noiret depuis le 25 novembre 1867;

Attendu, en second lieu, que suivant acte du cadi d'Oran, en date dudit jour 25 novembre 1867, Noiret a acheté de Gaffor ben Ouenzar l'immeuble dont s'agit et que les demandeurs arguent cet acte de nullité à raison de l'incompétence du cadi; — Mais attendu que, sans examiner la valeur dudit acte en sa forme, il est constant, en fait, que Gaffor et Noiret sont convenus de la chose et du prix conformément à l'art. 1583 C. civ.; — Que Gaffor a mis Noiret en possession de l'immeuble; qu'il lui a remis son titre de propriété; que par l'acte du cadi, signé par Gaffor, Gaffor a reconnu avoir touché le prix de vente, et que, par conséquent, la vente non seulement est parfaite mais qu'elle est pleinement prouvée;

Attendu, en troisième lieu, que le titre de propriété de Gaffor consiste en un acte de transaction aux termes duquel il est devenu propriétaire de l'immeuble en qualité d'héritier pour un quart de sa femme Aïcha; — Attendu que, de cet acte, en date du 14 septembre 1853, il résulte que Gaffor ben Ouenzar ex-agha de Saïda, avait épousé, il y a longues années, la dame Aïcha, fille de Bou Azza ben Ouenzar, de la même famille et tribu; — Que Bou Azza est décédé laissant pour héritiers sa fille Aïcha et un fils nommé Kaddour; — Que, suivant la coutume de certaines tribus qui sacrifient entièrement les droits des femmes, Kaddour s'était emparé de toute la succession de son père, et que la dame Aïcha, sa sœur, n'avait rien reçu dans ladite succession; — Attendu que de la succession de Bou Azza dépendait un immeuble indivis entre lui et le sieur El Arbi, son frère; — Que, El Arbi ayant voulu vendre cet immeuble, Gaffor s'y est opposé; qu'il a fait valoir ses droits dans la succession de sa femme Aïcha, alors décédée; — Que des gens de bien sont intervenus pour accommoder le différend; qu'il a été fait abandon à Gaffor, pour le remplir de ses droits dans la succession de sa femme, de la portion de cet immeuble dépendant de la succession de Bou Azza; que cette part a été délimitée par l'acte même; que Gaffor a pris possession de cette part; qu'il en a joui paisiblement jusqu'en 1867 et qu'à cette date il l'a régulièrement vendue à Noiret;

Attendu que par l'acte de 1853 Gaffor a été reconnu seul propriétaire de l'immeuble vendu à Noiret en 1867, en qualité d'héritier de sa femme et en son propre et privé nom; — Que cet acte de transaction constitue un véritable pacte de famille; — Que ce pacte de famille a été respecté pendant vingt ans et qu'aujourd'hui même il est respecté par tous les membres de la famille, excepté par Abdelkader et Hamida, contéressés de Saïas;

Attendu que pour attaquer cet acte il ne suffit pas d'invoquer la loi musulmane contre les coutumes locales de l'Algérie et d'alléguer vaguement, en fait, que Gaffor a recueilli toute la succession d'Aïcha; — Attendu, en effet, que, sans examiner la valeur des coutumes locales du pays, il est constant que, aux termes mêmes de la loi musulmane, Gaffor avait droit, personnellement, en sa qualité de mari survivant, au quart de la succession de sa femme, et qu'il s'agit d'examiner, en fait, si Gaffor a reçu plus que la part lui revenant dans la succession de ladite dame; — Attendu que, sur ce point, c'est aux demandeurs à fournir leurs preuves; — Attendu qu'ils ne prouvent pas que la succession d'Aïcha se composât d'autres valeurs

que de la part de ladite dame dans la succession de son père et qu'ils ne rapportent aucune justification sur la consistance de cette dernière succession ; — Attendu que de l'acte même de 1853 il résulte que Gaffor n'a pris dans ladite succession que l'immeuble revendu en 1867 à Noiret, moyennant 800 fr. seulement, et que Kaddour ben Bou Azza a gardé tout le reste de la succession de son père ; — Attendu, dès lors, qu'il n'est nullement prouvé que l'immeuble attribué à Gaffor personnellement pour sa part personnelle dans la succession de sa femme excède la part légale de Gaffor dans ladite succession ;

Par ces motifs : — Dit qu'il a été mal jugé, bien appelé ; — Réforme le jugement entrepris et faisant droit à l'appel de Noiret ; — Déclare purement et simplement Abdelkader et Hamida mal fondés en leur demande ; les en déboute, etc.

MM. CARRÈRE, *prés.* ; BERNARD, *subst. du proc. gén.* — Mes CHÉRONNET et BOURIAUD, *av.*

Sur le POURVOI dirigé contre l'arrêt précité, la chambre civile a statué ainsi qu'il suit :

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique du pourvoi : — Vu les art. 1165 et 1599 C. civ. ;

Attendu qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué que, à son décès, Bou Azza ben Ouenzar a laissé comme héritiers sa fille Aicha, femme de Gaffor, et un fils nommé Kaddour, et que de la succession dudit Bou Azza dépendait un immeuble indivis entre lui et l'un de ses frères ; — Que la dame Aicha, femme Gaffor, étant elle-même décédée depuis, a laissé pour héritiers plusieurs enfants, parmi lesquels les deux demandeurs, et Gaffor fondé, en sa qualité de mari survivant, pour un quart dans la succession ; — Qu'il est, en outre, constaté qu'aucun partage de la succession de la dame Aicha n'a eu lieu entre les ayants droit ;

Attendu que, par suite de l'indivision qui s'est ainsi continuée, les demandeurs étaient restés copropriétaires, avec leurs frères et leur père, des biens composant la succession de leur mère, spécialement de l'immeuble litigieux qui en faisait partie ; — Attendu que Gaffor était sans pouvoir pour aliéner, seul et sans le concours de ses cohéritiers, l'immeuble dont s'agit ; — Que la vente qu'il en a faite au sieur Noiret, pour la totalité, contient, au regard des demandeurs, une véritable vente de la chose d'autrui, nulle jusqu'à concurrence de leur part, aux termes de l'art. 1599 C. civ. ;

Attendu que Noiret oppose vainement que Gaffor, son vendeur, avait, aux termes d'une transaction passée, le 14 septembre 1853, entre celui-ci et Kaddour, frère d'Aicha, qui s'était emparé de toute la sucession commune, acquis l'immeuble en litige en son propre et privé nom et pour se remplir de ses droits personnels dans la succession de sa femme ; — Que l'arrêt attaqué ne décide pas que, par l'effet de la spoliation commise envers sa sœur, Kaddour soit devenu, en vertu de dispositions particu-

lières du droit musulman ou de coutumes légales, légitime propriétaire des biens dévolus à la dame Aicha ; — Que l'acte de 1853, intervenu entre les dits Kaddour et Gaffor et qui est demeuré absolument étranger aux demandeurs, n'a pu avoir pour effet de les priver de leur droit indivis dans l'immeuble héréditaire et d'en rendre Gaffor propriétaire exclusif ; — Attendu que les demandeurs, pour faire valoir leur droit indivis sur l'immeuble, à l'encontre du tiers détenteur, n'avaient pas à établir, préalablement, que sa valeur dépassait la part de Gaffor dans la succession de sa femme ; — D'où il suit que, en repoussant la demande en revendication formée par les demandeurs, sur le motif que la vente opérée par Gaffor était valable et ne pouvait être attaquée par eux, l'arrêt a violé les articles de la loi susvisés ;

Par ces motifs : — Casse et annule l'arrêt rendu entre les parties par la Cour d'appel d'Alger, le 10 mars 1876; — Remet, en conséquence, la cause et les parties au même et semblable état où elles étaient avant ledit arrêt, et, pour être fait droit, les renvoie devant la Cour d'appel d'Aix.

MM. Mercier, *prem. prés.* ; Baudouin, *rap.* ; Desjardins, *av. gén.* — Mes Valabregue et Bidoire, *av.*

Sur ce renvoi, LA COUR D'AIX, statuant en chambres réunies, a rendu l'arrêt dont suit la teneur :

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'il est constant, en fait : — 1° que l'immeuble dont il s'agit dépendait de la succession de Bou Azza ben Ouenzar ; — 2° que celui ci a laissé à son décès deux enfants, savoir : un fils nommé Kaddour et une fille nommée Aïcha ; — 3° enfin, que Aïcha est décédée à son tour laissant pour héritiers son mari Ben Gaffor et ses six enfants ; — Attendu que, d'après la loi musulmane, les fils et les filles sont également appelés à la succession de leur père et mère, mais seulement dans des proportions différentes ; — Attendu qu'il n'est nullement établi qu'aucune coutume particulière à la tribu de Ben-Ouenzar ait dérogé à cette loi ; — Qu'il suit de là que, à la mort de Bou Azza, l'immeuble litigieux a appartenu indivisément à son fils Kaddour et à sa fille Aïcha ou aux héritiers de cette dernière ; — Attendu, ces prémisses posées, que la nullité de l'acte transactionnel de 1853, passé entre Kaddour et Ben Gaffor et, par suite, la nullité de l'acte de vente de 1867, passé entre Ben Gaffor et Noiret, en découlent, pour ainsi dire, d'elles-mêmes ; — Attendu, en effet, que si, dans la transaction de 1853, Ben Gaffor n'a agi qu'en son propre et privé nom, ainsi que les termes de l'acte le font supposer, Kaddour n'a pas pu lui céder des droits complets et absolus sur l'immeuble qu'il lui désemparait, puisque en l'absence de tout partage avec sa sœur, il ne les

avait pas lui-même; — Que si, au contraire, Ben Gaffor, ainsi qu'on pourrait l'admettre, a agi tant en son nom qu'au nom de ses enfants et a obtenu cette désemparation, tant pour se remplir de ses droits à lui que pour remplir ses enfants des droits qu'ils avaient dans la succession de leur mère, la transaction de 1853 n'est autre chose qu'un partage entre la branche Kaddour et la branche Aïcha; Ben Gaffor n'a acquis sur l'immeuble désemparé que des droits indivis avec ceux de ses enfants; il n'a pas pu, en 1867, transporter à Noiret un droit de propriété par une vente qu'il a faite seul et dont il a seul retiré le profit;

Attendu que, étant admis que Noiret ne trouve pas un titre suffisant dans cet acte, il y a lieu de rechercher s'il peut se prévaloir utilement de la prescription décennale; — Attendu, à cet égard, que son acte d'acquisition étant de 1867 et la demande en revendication de deux des enfants de Ben Gaffor étant de 1874, la possession de Noiret manque de la durée nécessaire;

Attendu que vainement Noiret veut-il joindre la possession de son vendeur Ben Gaffor à la sienne; — Que, pour que cette jonction pût s'opérer, il faudrait que Ben Gaffor eût, comme lui, juste titre et bonne foi; — Que l'une au moins de ces deux conditions manque, puisque, quelle que soit la qualité en laquelle il ait agit en 1853, il n'a pas pu ignorer que ses enfants étaient ses cohéritiers dans la succession d'Aïcha, leur mère, et que, par suite, il ne devenait pas propriétaire exclusif de l'immeuble qui lui était désemparé par cet acte;

Sur l'appel incident : — Attendu qu'indépendamment de toute question de bonne ou de mauvaise foi, Noiret doit la restitution des fruits à partir du jour de la demande; — Qu'il convient seulement d'expliquer que cette restitution ne sera due que pour les fruits produits par l'immeuble à son état primitif et indépendamment des améliorations pour lesquelles le jugement accorde à Noiret des réserves qui sont maintenues par le présent arrêt;

Par ces motifs : — Sans s'arrêter à l'appel principal, faisant droit à l'appel incident; — Dit que Noiret devra la restitution des fruits à partir du jour de la demande; — Confirme tout le surplus du jugement pour être exécuté selon sa forme et teneur; — Condamne les appelants principaux à l'amende et aux dépens.

MM. RIGAUD, *prem. prés.;* PONTIER, *subst. du proc. gén.* — Mes ABRAM et NAQUET, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

—

21 février 1891

—

Vente d'immeuble, part indivise, droits réservés, loi du 26 juillet 1873, application, titre définitif, attribution au vendeur, acquéreur, transmission, ratification, remise du titre, inefficacité, partage, licitation, contestation, qualité, parties intéressées, mise en cause.

—

L'acquéreur d'une part indivise d'immeuble ne peut se prévaloir à l'encontre d'une partie dont les droits, expressément réservés dans le contrat, ne lui ont pas été transmis, d'un titre définitif délivré en exécution de la loi du 26 juillet 1873 qui, postérieurement à son acquisition, a fait attribution à son vendeur de la propriété de l'immeuble en totalité; — Il en est ainsi alors même que le vendeur aurait ratifié la vente et fait remise à l'acquéreur du titre définitif de propriété ;

En conséquence, l'acquéreur est sans qualité, dans ces conditions, pour s'opposer à une demande de licitation intentée par la partie dont les droits n'ont pas été compris dans la vente ;

La contestation soulevée par le demandeur en licitation sur le point de savoir s'il a été valablement fait application à l'immeuble des opérations de la loi du 26 juillet 1873 ne peut être jugée qu'en présence de tous les intéressés, notamment du bénéficiaire du titre définitif de propriété.

ARRÊT

(Catus c. Zohra bent Yakelef ben Kouïder)

LA COUR, — Considérant que le litige soulevé par la demande en cessation d'indivision formée par la dame Zohra contre Catus vise la nullité prétendue par la dame Zohra de l'application de la loi du 26 juillet 1873 à la terre Blad Yklef, sur laquelle la dame Zohra avait des droits indivis incontestables ; — Considérant qu'il ne saurait être statué sur la validité des opérations et des attributions faites sur ladite terre et consacrées par l'acte administratif, attributif de propriété défini-

tive, en date du 20 décembre 1879, sans que toutes parties intéressées soient présentes ou dûment appelées ;

Considérant que le titre administratif précité a été délivré non à Catus, aujourd'hui contestant les droits de la dame Zohra, mais à Saül Bacri, et qu'il a été transcrit sur la tête de ce dernier ; — Considérant que cet acte administratif ne saurait à aucun titre être invoqué par Catus ; — Que Catus, en effet, ne saurait avoir sur la terre Blad Yklef d'autres droits que ceux qu'il tient directement de ses vendeurs, les époux Saül Bacri, et tels que ces derniers les tenaient eux-mêmes de leurs vendeurs, Ahmed ben Touach et dame Keltoun, ex-propriétaires indivis avec la dame Zohra ; — Que ces droits, les seuls que Ahmed ben Touach et dame Keltoun transmettaient à Saül Bacri par l'acte authentique du 20 février 1874, étaient, audit acte, sous la réserve expresse de ceux compétant à la dame Zohra, strictement limités aux droits et portions auxquels ces vendeurs avaient alors droit en leur qualité de cohéritiers avec la dame Zohra ; — Considérant que, devenus vendeurs à Catus, les consorts Bacri, par leur acte authentique du 2 juillet 1879, ne cédaient ou ne pouvaient céder du reste que des droits ainsi limités et définis ; — Considérant que, si, depuis le 2 juillet 1879, Saül Bacri a été par l'acte administratif du 20 décembre 1879, ledit acte transcrit le 20 avril 1880, constitué propriétaire à titre définitif de la totalité de la terre Blad Yklef, cette attribution, qui lui transférait les droits indivis de la dame Zohra, et qui, pour être explicable, est de nature à faire admettre que la loi de 1873 a pu voir en Saül Bacri un successible musulman dans l'hérédité Ben Iklef, cette attribution, faite au détriment des deux successibles, Ahmed ben Touach et dame Keltoun, seuls aptes, en leur qualité de cohéritiers indivis, à recueillir la part de la dame Zohra à raison de déchéance, ne saurait bénéficier à Catus dont l'acquisition était antérieure et à qui, par conséquent, Saül Bacri n'avait pu vendre ce que lui-même n'acquérait que plus tard dans des conditions bien inattendues ;

Considérant que vainement Catus produirait un acte de ratification de la vente de 1879, auquel acte, en date du 4 juin 1881, Bacri lui aurait, pour la détermination de ses droits sur la terre Ben Iklef, fait remise du titre du 20 décembre 1879 ; — Que cette remise de titre ne pouvait, en effet, modifier les conditions du contrat du 2 juillet 1879, le titre administratif n'ajoutant aux droits antérieurs de Bacri que ceux, frappés de déchéance, de la dame Zohra, droits réservés et non vendus à Catus ; — Qu'il y a donc lieu de dire que Catus ne peut se prévaloir de l'acte attributif de propriété du 30 décembre

1879; — Que son seul titre est l'acte du 2 juillet 1879 qui, réservant les droits de la dame Zohra, n'est pas opposable aux prétentions de cette dernière en cessation d'une indivision qui résulte du titre lui-même, et, par suite, rend Catus sans qualité pour s'opposer à la demande en licitation; — Qu'il échet, en conséquence, d'ordonner l'appel en cause des consorts Saül Bacri et de dire que cet appel en cause incombe à Catus;

Par ces motifs : — Avant faire droit; — Tous moyens des parties demeurant réservés; — Ordonne la mise en cause des consorts Saül Bacri; — Dit que cet appel sera fait à la diligence de Catus dans un délai de deux mois à partir de ce jour, sans qu'il soit nécessaire de notifier le présent arrêt; — Dit qu'à défaut d'appel en cause et passé le délai imparti, il sera fait droit; — Dépens réservés.

MM. SAUZÈDE, *prés.*; HONEL, *subst. du proc. gén.* — Mes CHÉRONNET et MENEAU, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

3 novembre 1891

Acte sous seing privé, billet, écriture étrangère, bon et approuvé, dispense, gens de travail et laboureurs, propriétaire, cultivateur.

Si l'on peut comprendre le propriétaire qui cultive lui-même son champ parmi « les gens de travail et notamment les » laboureurs, » que l'art. 1326 § 2 C. civ. dispense de la formalité du « bon et approuvé » mis par le souscripteur au bas de l'écriture étrangère d'un billet, cette appréciation, qui ne saurait avoir rien d'absolu, reste soumise à l'importance des biens, à la condition sociale et à l'éducation du souscripteur (1).

(Ahmed ben Youssef c. Consorts Borge)

ARRÊT

LA COUR, — Considérant que la demande des héritiers Borge

(1) V. dans le même sens Caen, 14 avril 1847 (Dall. J. G. v° *Obligation*, n° 4135); Bordeaux, 24 déc. 1886 (Rec. de Bordeaux, 1887, 1. 39).

repose sur deux billets à ordre souscrits par le caïd Si Ahmed ben Youssef ben Rached le 11 juin 1886, à échéance du 11 septembre suivant, lesdits billets, s'élevant ensemble à la somme de 1,900 fr., demeurés sans poursuites depuis leur échéance; — Considérant que devant les premiers juges comme devant la Cour il a été exposé par l'appelant que ces valeurs auraient, du vivant du sieur Borge, leur bénéficiaire, été successivement éteintes par des versements soit en argent, soit en céréales; — Qu'il est prétendu par le souscripteur que l'obligation où seraient les héritiers, au défaut des titres demeurés en leur possession, d'établir leur créance par la production des livres de Borge, leur auteur, amènerait, par cela même, la justification de l'extinction d'une dette demeurée sans réclamation du vivant du bénéficiaire desdits billets; — Qu'à cet effet, et visant la nullité desdits billets, il invoque les dispositions du § 1er de l'art. 1326 C. civ., rendant obligatoire le bon et approuvé portant en toutes lettres la somme pour laquelle l'engagement est souscrit, à défaut par le souscripteur d'avoir écrit le corps entier du billet;

Sur la nullité invoquée : — Considérant que si en effet le § 2 de l'art. 1326 dispense de la formalité de l'approbation « les » gens de travail et notamment les laboureurs » et si les premiers juges ont pu dire que par laboureur on peut entendre le propriétaire qui cultive lui-même son champ, cette appréciation ne saurait néanmoins avoir un caractère absolu, et comprendre tout propriétaire exploitant des terres; — Qu'à cet égard ce n'est pas uniquement à la qualité de propriétaire, exploitant lui-même, qu'on doit se référer, mais à l'importance des biens, à la condition sociale et à l'éducation du souscripteur; — Qu'il est certain que Si Ahmed ben Rached, caïd, lettré et propriétaire important, exploitant par ses khammès, ne saurait être confondu avec un fellah vivant de son travail; — Que c'était le cas, au défaut de l'approbation dans les termes exigés par la loi, et dût le caïd Si Ahmed être retenu comme personnalité rentrant dans la classe des gens de travail du § 2 de l'art. 1326, de recourir à l'intervention d'un interprète dont la présence pouvait seule, alors que le corps des billets était rédigé en langue étrangère au souscripteur, garantir à ce dernier les termes de son engagement; — Qu'il faut reconnaître que la surcharge constatée dans l'un des billets, modifiant, sans approbation, la somme dont le souscripteur s'est reconnu débiteur, doit être retenue comme démonstrative de l'absolue nécessité des garanties de la loi; — Qu'il doit en être ainsi surtout, alors que le souscripteur de l'engagement est ignorant de la langue dans laquelle l'en-

gagement est écrit, encore bien qu'il puisse apparaître que la surcharge est « pour ainsi dire contemporaine au corps » du billet » ainsi qu'il est dit au jugement déféré; — Qu'il échet d'infirmer, et, disant nuls et de nul effet les billets produits, de renvoyer les parties à se pourvoir ainsi qu'elles aviseront pour l'établissement de leurs créances et de leurs comptes respectifs;

Par ces motifs: — En la forme, reçoit l'appel et y faisant droit; — Dits nuls et de nul effet les deux billets dont le paiement est réclamé; — En conséquence infirme et statuant à nouveau; — Déboute les héritiers Borge de leur demande basée sur ces billets; — Décharge l'appelant des condamnations contre lui prononcées; — Sur tous autres chefs de demande ou de conclusions, met les parties hors d'instance; — Ordonne la restitution de l'amende; — Condamne les héritiers Borge aux dépens.

MM. SAUZÈDE, *prés.*; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes REY et JOUYNE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

3 novembre 1891

Preuve testimoniale, convention entre musulman et Européen, art. 37 § 4 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, décret du 10 septembre 1886, acte authentique, loi française, souscription, lieu du paiement, quittance, clause.

Un indigène musulman ne saurait recourir, en invoquant l'art. 37 § 4 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, à la preuve testimoniale pour établir le paiement d'une obligation supérieure à 150 fr., souscrite à un Européen avant le décret du 10 septembre 1886, mais dont l'échéance était postérieure à ce décret (1).

---

(1) Le paragraphe 4 de l'art. 37 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 a été abrogé par l'art. 74 du décret du 10 septembre 1886 et par l'art. 77 du décret du 17 avril 1889. Alger, 23 mai 1890 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 497).

Les parties contractantes à l'acte authentique reçu en la forme française se trouvent soumises, pour l'exécution de cet acte, aux prescriptions de la loi sous l'empire de laquelle elles ont contracté.

Si une clause de l'acte authentique qui constate l'obligation déclare que tout versement de sommes à la libération du débiteur devra être fait et quittancé en l'étude du notaire rédacteur, il faut voir dans cette clause librement consentie, qui forme la loi des parties et qui ne saurait, par suite, être éludée, une précaution prise à une époque antérieure au décret de 1886, pour soustraire le créancier à la perspective d'une preuve testimoniale.

(Ahmed ben Youssef c. Consorts Borge)

ARRÊT

LA COUR, — Considérant que la créance des héritiers Borge contre Si Ahmed ben Rached est constituée par acte authentique, constatant, à la date du 11 septembre 1885, le prêt d'une somme de 11,660 fr. productive d'intérêts à 6 1/2 p. 0/0, à échéance du 11 septembre 1889, ledit prêt consenti par leur auteur audit Si Ahmed ben Rached ;

Considérant que la prétention de l'appelant à recourir, à titre d'indigène musulman, à la preuve testimoniale pour établir sa libération, soit partielle, soit totale, ne saurait être accueillie ; — Que sans insister en effet sur le vague et les inexactitudes d'une libération dont l'importance et les dates sont laissées par l'appelant au hasard de témoignages, il convient de dire que le décret du 10 septembre 1886 rend dans l'espèce sans application les dispositions de l'art. 37 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, l'échéance de l'obligation du 11 septembre 1885 tombant à une date postérieure au décret de 1886 et Ahmed ben Rached n'émettant pas la prétention, invraisemblable du reste, que sa libération aurait eu lieu antérieurement, c'est-à-dire aurait anticipé sur la date d'échéance.

Considérant, au surplus, que, s'agissant dans l'espèce d'un acte authentique reçu en la forme française, les parties contractantes se trouvent, pour l'exécution de cet acte, soumises aux prescriptions de la loi qui l'a créé et que dès lors toute libération prétendue ne saurait résulter que de quittances régulières ; — Qu'il faut remarquer du reste, que l'une des

stipulations de l'acte de 1885 porte que tout versement de sommes à la libération du débiteur devra être fait et quittancé en l'étude du notaire rédacteur de l'acte ; — Que ne dût-on voir dans cette clause qu'une précaution prise, à une époque antérieure au décret de 1886, pour soustraire le créancier à la perspective d'une preuve testimoniale, il y aurait lieu de dire que cette clause, librement consentie, est la loi des parties et ne saurait par suite être éludée ;

Considérant, en ce qui touche l'art. 1348 dont Si Ahmed invoque les dispositions, qu'il n'y a lieu de s'y arrêter, aucune impossibilité, de celles visées audit article 1348, ne pouvant résulter de la situation normale et régulière qui liait les contractants de l'obligation de 1885 ;

Par ces motifs : — En la forme, reçoit l'appel ; — Au fond : — Confirme le jugement déféré du 10 mars 1891 ; — Maintenant sur opposition le jugement du 19 novembre 1890 ; — Dit que ces jugements sortiront leur plein et entier effet.

MM. SAUZÈDE, *prés.* ; ALLARD, *subst. du proc. gén.* ; — Mes DOUDART DE LA GRÉE et JOUYNE, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

23 novembre 1891

Divorce, consentement mutuel, répudiation, mariage entre musulman algérien et Européenne, célébration devant l'officier de l'état civil français, loi applicable.

Un indigène algérien et une Européenne, en contractant mariage en Algérie devant l'officier de l'état civil français, ont manifesté l'intention de renoncer à la loi musulmane, pour soumettre leur union à la loi française ;

En conséquence, le mari ne peut invoquer contre sa femme les prescriptions du droit musulman relatives à la répudiation et au divorce par consentement mutuel (1) ;

Mais il y a lieu d'autoriser les époux à faire la preuve des sévices et injures graves sur lesquels ils fondent leur demande

---

(1) V. en ce sens, Alger, 14 mars 1883 (*Bull. jud. Alg.*, 1883, p. 113).

en divorce, d'après la loi française, lorsque les faits par eux allégués sont pertinents et concluants.

(Ascension Martinez c. Aoued ben Abdallah)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que la dame Martinez, épouse du sieur Aoued ben Abdallah, a assigné son mari pour faire prononcer son divorce; — Attendu que le défendeur a formé, de son côté, contre sa femme une demande reconventionnelle en divorce;

Mais attendu qu'il soutient que, sans qu'il soit nécessaire d'examiner ces deux demandes, il y a lieu d'appliquer la loi musulmane, qui permet au mari la répudiation et qui autorise les époux à divorcer par consentement mutuel; — Attendu que le sieur Aoued ben Abdallah est un indigène algérien, sujet français, et qu'il n'a pas obtenu sa naturalisation; — Mais attendu que la dame Martinez est Espagnole et que le mariage a été contracté devant l'officier de l'état civil d'Oran, le 14 décembre 1878; — Attendu qu'en se mariant sous cette forme, le sieur Aoued ben Abdallah a manifesté l'intention de renoncer en cette matière à son statut personnel et de faire régir son union conjugale par la loi française; — Attendu que la dame Martinez a prouvé, de son côté, en comparaissant devant l'officier de l'état civil, qu'elle ne voulait pas se soumettre à la loi musulmane; — Attendu, dès lors, que son mari ne peut pas invoquer contre elle les prescriptions du droit musulman relatives à la répudiation et au divorce par consentement mutuel; — Attendu que les faits allégués par les parties, pour justifier leurs demandes réciproques en divorce, sont pertinents et concluants; qu'ils ne sont pas établis dès à présent;

Attendu qu'il convient de maintenir les mesures prescrites par l'ordonnance de M. le président, en date du 7 octobre, relativement à la garde des enfants;

Mais attendu que la dame Martinez n'a pas rempli les conditions qui lui étaient imposées par cette ordonnance pour obtenir une pension alimentaire; — Attendu qu'elle ne prouve pas que cette pension lui soit nécessaire; — Attendu, toutefois, qu'il convient de lui allouer une pension *ad litem* de 300 fr.;

Attendu qu'elle demande, à bon droit, la restitution du linge destiné à son usage personnel;

Par ces motifs : — Statuant contradictoirement et en pre-

mier ressort; — Dit n'y avoir pas lieu d'autoriser le sieur Aoued ben Abdallah à répudier sa femme ou de prononcer le divorce par consentement mutuel, etc.; — Dit que les enfants resteront provisoirement confiés à la garde du mari; — Dit n'y avoir lieu d'allouer à la dame Martinez une pension alimentaire; — Condamne son mari à lui remettre le linge destiné à son usage personnel et à lui payer une provision *ad litem* de 300 fr.; — Ordonne, en ce qui concerne ces condamnations, l'exécution provisoire nonobstant appel sans caution; — Réserve les dépens.

MM. FABRY, *prés.*; FROPO, *subst.* — Mes CAMILLERI et VIGNALE, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

—

9 février 1891

—

Mariage, musulmans, fille impubère, consommation, nullité, dissolution.

—

Il y a lieu à dissolution, par autorité de justice, du mariage contracté par le père au nom de sa fille, au cas où il est constaté que celle-ci est trop jeune pour satisfaire aux exigences dû mariage, lequel cependant a été consommé (1).

(Si Saïd ben Salah c. Ali ben Aïssa ben Rahmann)

Devant le bachadel d'Aumale Ali ben Aïssa ben Rahmann exposait qu'il avait promis à Saïd ben Salah de le marier avec sa fille Daudena moyennant une dot ordinaire et un don nuptial sur lequel il lui reste dû 70 francs, une brebis et un pain de dattes; que, à la suite de cette promesse, Saïd avait violé la convention intervenue en consommant le mariage sans son consentement; que, sa fille étant venue le visiter récemment, il avait constaté qu'elle était encore trop jeune pour le mariage. Il demandait, en conséquence, la dissolution

---

(1) Sur la consommation du mariage avant la nubilité de la femme, V. cons. de révision d'Alger, 12 févr. 1891 (*Rev. Alg.*, 1891, 2. p. 197) et les renvois en note.

de cette union. — Le défendeur reconnaissait la promesse de mariage, sa consommation et le retour de la jeune fille chez son père ; mais il soutenait que celle-ci était en état de satisfaire aux exigences du mariage, et qu'il avait intégralement payé le don nuptial convenu. Il demandait la réintégration de sa femme au domicile conjugal. Il produisait l'acte de promesse de mariage, en date du 27 juillet 1887, aux termes duquel le demandeur s'engageait à donner en mariage sa fille vierge dès qu'elle aurait atteint l'âge de dix-huit ans ; — Le bachadel, après s'être fait représenter la jeune fille et avoir constaté qu'elle était trop jeune, qu'elle n'avait pas dix-huit ans et qu'elle était dans l'impossibilité de supporter le mariage, a, par jugement du 26 août 1890, annulé le mariage, et condamné le demandeur à restituer ce qu'il avait reçu comme don nuptial et comme dot, après serment prêté par le défendeur.

Sur l'APPEL de Saïd ben Salah la Cour a statué dans les termes suivants :

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme ; — Au fond : — Adoptant les motifs du premier juge ;

Par ces motifs : — Confirme le jugement déféré ; — Ordonne qu'il sortira son plein et entier effet ; — Condamne l'appelant aux dépens.

MM. BLANKAERT, *prés. rap.* ; BROCARD, *subst. du proc. gén.* — Mes MEUNIER et CHARPENTIER, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

—

7 novembre 1891

—

Voirie, entrepreneur, rue, percement, travaux, réception, accident antérieur, éclairage, imprudence, responsabilité.

—

Si les travaux exécutés par un entrepreneur pour le percement d'une rue nouvelle ne sont pas encore officiellement reçus

par la commune, mais sont du moins terminés en fait, et si la rue est livrée à la circulation publique, l'entrepreneur ne saurait plus être tenu d'éclairer ou de munir de barrières la rue déblayée, ni déclaré responsable de l'accident survenu la nuit, pendant la traversée de cette rue, à un tiers qui a d'ailleurs commis une imprudence.

(Terrade et autres c. Delorme)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'il échet de joindre comme connexes les appels de Terrade et des compagnies l'Urbaine et la Seine; — Attendu que l'appel principal et l'appel incident sont réguliers en la forme et par suite recevables;

Au fond : — Attendu qu'il a été établi par l'enquête et la contre enquête que le 14 août 1889, vers huit heures du soir, Delorme pour se rendre de la rue Saint-Michel à son domicile, sis rue de Relizane à Oran, avait suivi un chemin raccourci, consistant en un sentier ou ruelle qui traverse diagonalement la propriété Desseaux et aboutit en pente, donne de plein pied au boulevard Paltan; que, à quelques mètres avant ledit boulevard, il s'etait écarté du sentier pour aborder, dans la direction de la Brunette Cols, la rue de Stora ouverte à soixante centimètres au moins en contre bas de la propriété Desseaux, et que, en franchissant le talus qui borde et encaisse cette rue, il s'est brisé les deux chevilles; — Attendu que, en s'écartant d'un chemin commode et sûr pour gagner la rue de Stora par un point ou aucun passage n'était ouvert, et qui pouvait présenter quelque danger, Delorme a commis une imprudence, qui a été la seule cause de l'accident dont il a été victime; — Que vainement il soutient que Terrade a contribué par sa faute lourde à l'accident, en n'éclairant point pendant la nuit et en ne munissant point d'une barrière le lieu de l'accident, passage dangereux; — Que ces prétentions ne sont point fondées; — Que, en effet, il résulte de l'enquête et des documents de la cause que, si les travaux exécutés par Terrade dans la rue de Stora n'étaient pas, à l'époque de l'accident, officiellement reçus par la commune, les travaux de déblaiement étaient terminés et la rue livrée à la circulation publique, d'où il suit que Terrade n'était plus tenu d'éclairer pas plus que de munir de barrières la rue deblayée; — Que, au surplus, il n'existait point de passage public à l'endroit de l'accident; — Attendu que, la responsabilité de

Terrade étant écartée, la demande en garantie contre la compagnie l'Urbaine est sans objet et qu'il n'y a lieu d'y statuer ;

Par ces motifs : — Reçoit en la forme l'appel principal et l'appel incident ; — Sans s'arrêter à l'appel incident, qui est rejeté, comme non fondé, et faisant droit, à l'appel principal de Terrade et de la compagnie l'Urbaine et la Seine, infirme le jugement déféré, statuant à nouveau, décharge Terrade et les compagnies l'Urbaine et la Seine des condamnations prononcées contre eux et déboute Delorme des fins de sa demande, etc.

MM. BLANKAERT, *prés.* ; GAROT, *subst. du proc. gén.* — Mes MEUNIER, CHÉRONNET et DAZINIÈRE, *av.*

TRIBUNAL D'ORAN (2e Ch.)

18 juillet 1891

Jugement, magistrat rapporteur, avis manifesté, procédure, validité.

La disposition de l'art. 111 C. pr. civ., aux termes de laquelle le magistrat chargé de faire le rapport d'une affaire devra résumer les faits et les moyens sans ouvrir son avis, n'entraîne pas nullité de la procédure, si les circonstances de la cause permettent de regarder le magistrat qui a fait connaître ses appréciations, non comme juge faisant partie de la chambre qui a connu du litige, mais comme homme privé ayant consenti à faire fonctions d'arbitre-rapporteur.

(Coneri c. Keller)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que la grosse du jugement attaqué, versée au dossier, établit que le tribunal qui a statué était composé de MM. Manuel, faisant fonctions de président, Émile Isaac et Pastor, juges ; — Attendu que l'on ne s'inscrit pas en faux contre le contenu de ladite grosse ; qu'elle doit donc être tenue comme contenant vérité ; — Attendu que, pour détruire ces énonciations, on se borne à produire une lettre du greffier du tribunal de commerce n'ayant aucune portée juridique ; — Attendu qu'en tenant compte des termes du jugement, il y a lieu d'admettre que le magistrat dont le rapport est critiqué avait consenti à faire fonctions d'arbitre-

rapporteur, et qu'il a fait connaître ses appréciations, non comme magistrat de la chambre connaissant du litige, mais comme homme privé chargé de mission ; — Attendu, dès lors, que les nullités invoquées sont détruites ;

Attendu que l'appelant refuse d'aborder le fond ; — Attendu qu'il y a lieu de donner défaut contre lui et de statuer par défaut sur le fond; — Attendu, en effet, que les premiers juges ont fait une sage application du droit et de l'équité; qu'il y a lieu de confirmer leur décision par adoption de motifs;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel en la forme ; — Déboute l'appelant de ses conclusions en nullité comme mal fondées et à tort soulevées; — Statuant au fond par défaut à son encontre ; — Dit bien jugé, mal appelé ; — Confirme le jugement critiqué par adoption de motifs; — Dit qu'il sortira son plein et entier effet ; — Condamne l'appelant à l'amende et aux dépens.

MM. DROULIN, *prés.* ; HONEL, *subst. du proc. gén.* — Mes SOUBIRANNE et MEUNIER, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

3 février 1891

Succession musulmane, représentation, prohibition, pétition d'hérédité, non recevabilité.

La coutume musulmane n'admet pas la représentation ;

Est non recevable, en conséquence, l'action en pétition d'hérédité intentée par un petit-fils à l'encontre de la veuve et des enfants de l'auteur commun issus du second mariage de celui-ci, lorsqu'il n'est pas justifié que l'auteur direct du demandeur, de qui ce dernier tiendrait ses droits, a survécu à l'aïeul (1).

(Fathima Taamiroucht c. M'ahmed ben Si Mohammed)

Devant les premiers juges, M'ahmed ben Si Mohammed demandait le partage des biens de la succession de son grand-père, El Hadj Tiksem, restés en la possession de Fathima

(1) V. Sautayra et Cherbonneau, *Droit musulman*, t. II, § 648.

Taamiroucht, veuve en seconde noces dudit El Hadj Tiksem. — Fathima opposait à la demande un acte du 7 septembre 1874, aux termes duquel El Hadj Tiksem avait habousé ses biens au profit de sa seconde femme Fathima et des trois filles issues de son second mariage, à l'exclusion de sa fille Djohra, mère du demandeur, et de son fils Mohammed Amzian, issu de son premier mariage. — Par jugement du 20 décembre 1888, le tribunal de Bougie a déclaré nul le habous invoqué, comme ayant été constitué à l'exclusion d'un fils, et a ordonné le partage de la succession de El Hadj Tiksem conformément à la coutume musulmane.

Sur l'APPEL interjeté par Fathima Taamiroucht, la Cour a rendu l'arrêt dont suit la teneur :

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que la demande de M'hamed ben Si Mohammed constitue une action en pétition d'hérédité; — Que, pour être admis à l'exercer, le demandeur est tenu avant tout d'établir sa qualité d'héritier d'El Hadj Tiksem; — Que, pour justifier de cette qualité, il doit prouver, la représentation n'étant point admise par la coutume musulmane, que sa mère Djohra, de qui il tiendrait ses droits, a survécu à El Hadj Tiksem; — Qu'il ne produit, à cet effet, d'autre justification qu'un acte de fréda reçu par le cadi-notaire d'Akbou, le 6 avril 1888, aux termes duquel « il est établi par les témoins produits par Fathima Taamiroucht que Djohra est décédée avant son père, » tandis que, « d'après les témoins de M'ahmed ben Si Mohammed, elle serait décédée après lui; » — Que non seulement cet acte ne prouve point le prédécès de El-Hadj Tiksem, mais qu'il en résulte présomption contraire; — Que, dans ces conditions, M'ahmed ben Si Mohammed ne saurait être admis à exercer une pétition d'hérédité à l'égard de la succession de El Hadj Tiksem;

Par ces motifs : — Et sans qu'il soit besoin de rechercher si le habous invoqué par Fathima est ou non valablement et régulièrement constitué; — Infirme le jugement déféré, et, faisant ce que les premiers juges auraient dû faire; — Dit M'hamed ben Si Mohammed non recevable en sa demande, et l'en déboute; — Le condamne en tous les dépens.

MM. BLANKAERT, *prés. rap.*; BROCARD, *subst. du proc. gén.* — M^es^ CHARPENTIER et VANDIER, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

—

14 janvier 1892

—

Succession, israélite marocain, loi étrangère, coutume de Castille, valeurs mobilières, fille dotée, chose jugée.

—

Si la loi française régit la succession relativement aux immeubles situés en Algérie, la loi étrangère, et, dans l'espèce, la coutume de Castille régit les valeurs mobilières dépendant de la succession d'israélites marocains, résidant en Algérie, mais non autorisés à y établir leur domicile;

En conséquence, la fille dotée doit être exclue de la succession aux valeurs mobilières, quand, dans l'acte de mariage, il est écrit qu'elle a été dotée conformément à la coutume de Castille, que, par cela même, elle a accepté comme la loi suivie par les israélites marocains (1).

---

(1) La Cour n'a fait que consacrer la décision rendue le 28 janvier 1889 par le tribunal d'Oran, en infirmant le jugement de ce même tribunal qui jugeait le contraire. Elle applique à l'espèce la coutume de Castille, mais elle ne juge pas que cette coutume devra être toujours appliquée.

En doctrine, on préconise une législation internationale qui appliquerait la même loi successorale aux immeubles et aux valeurs mobilières laissées par le défunt étranger ; les uns demandant l'application de la loi nationale, les autres celle du domicile réel du défunt. En jurisprudence, on applique aux immeubles la loi du pays où ils sont situés ; en France, c'est la conséquence du principe pose dans l'art. 3 C. civ. Pour les valeurs mobilières, la Cour de cassation n'applique la loi française que si le défunt avait été autorisé à établir son domicile en France ; celui-ci a ainsi manifesté formellement l'intention d'y jouir des droits civils français. On critique cette décision en disant que celui qui a établi son domicile réel et exclusif en France a manifesté son intention d'y vivre sous les lois françaises.

Pour les musulmans indigènes, l'art. 7 de la loi du 26 juillet 1873 dispose que la loi musulmane sera appliquée entre indigènes. Si le défunt n'est pas naturalisé, si ses héritiers ne le sont pas, point de doute. Mais que décider s'il est naturalisé et que ses héritiers ne le soient pas, ou s'il n'est pas naturalisé et que ses héritiers le soient, ou encore si les héritiers sont les uns naturalises, les autres non? Il serait désirable que la loi fût plus claire.

En outre, n'est-il pas bizarre que les musulmans étrangers soient soumis, au moins pour les immeubles, à la loi successorale française, et même pour

Quand un jugement ordonnant le partage des immeubles de la succession a décidé, sur les conclusions des parties, que les valeurs mobilières seraient attribuées conformément au statut personnel des défunts, un autre jugement, statuant sur la demande d'attribution de ces valeurs au fils, à l'exclusion de la fille dotée, ne peut, sans violer la chose jugée, décider qu'elles seront partagées suivant la loi française.

(Jacob Yamine c. Époux Semtob Azérard)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les père et mère de l'appelant et de l'intimé sont nés au Maroc, s'y sont mariés et sont décédés en 1887 et 1888, à Oran, où ils demeuraient depuis longtemps, mais sans qu'ils aient obtenu l'autorisation d'établir leur domicile en France, conformément à l'art. 13 C. civ.; — Attendu, du moins, que cette autorisation n'est ni produite ni alléguée; — Attendu que le 24 août 1888, l'appelant, Jacob Yamine, a fait assigner sa sœur et son mari, les intimés actuels, devant le tribunal d'Oran pour voir ordonner la vente des immeubles dépendant des successions de leurs père et mère, et la nomination d'un notaire pour faire les opérations de partage; — Attendu que sur cette assignation Zohra, épouse Semtob, a conclu à être déclarée héritière pour moitié de ses père et mère; — Que son frère a répondu, par acte d'avoué, en demandant à être reconnu héritier exclusif de ses père et mère; — Attendu que, par acte du 18 janvier 1889, les époux Semtob ont conclu de nouveau à ce que la femme Semtob soit déclarée avoir droit à la moitié des biens composant la succession, en reconnaissant que les parties en cause sont

---

leurs valeurs mobilières s'ils ont été autorisés à établir leur domicile en Algérie, alors que la loi française ne régit pas les musulmans indigènes *sujets français*, sous le vain, sous le faux prétexte que la capitulation d'Alger garantit aux musulmans leur religion et leurs propriétés? Quelle est la loi qui protège mieux et la religion et les propriétés des étrangers que la loi française? Il ne faut pas confondre les préceptes religieux du Coran avec les principes du droit civil.

On devrait au moins assimiler les musulmans indigènes non naturalisés aux musulmans étrangers, et la loi musulmane à la loi étrangère en matière civile, si l'on ne croit pas pouvoir en cette matière, comme en matière pénale et politique, les traiter comme sujets français.

L.-A.-E.

marocaines, c'est-à-dire de nationalité étrangère ; — Attendu que, sur ces conclusions, le tribunal d'Oran a rendu, le 28 janvier 1889, un jugement qui décide que la femme Semtob a droit à la moitié des valeurs mobilières sises sur le territoire d'Oran et que les valeurs mobilières seront attribuées à qui de droit d'après les règles du statut personnel des défunts ; que, dans ces motifs, on lit que les plaideurs en cause sont d'accord pour reconnaître que les *de cujus* étaient des israélites de nationalité marocaine ; — Attendu qu'en vertu d'une ordonnance du 23 janvier 1890, enregistrée, et par exploit du 27 janvier 1890, enregistré, Jacob Yamine a assigné les époux Semtob Azérard pour obtenir l'attribution de toutes les valeurs mobilières de leurs père et mère ;

Attendu que de ces faits il résulte que les parties sont des étrangers et que leurs père et mère étaient des étrangers ; — Attendu qu'en outre il a été jugé par le tribunal d'Oran entre les mêmes parties, relativement aux mêmes successions, et sur les conclusions des intimés actuels, que les valeurs mobilières seraient partagées suivant le statut personnel des père et mère de nationalité marocaine ; — Attendu qu'en jugeant le contraire entre les mêmes parties, le jugement dont est appel a violé la chose définitivement jugée ;

Attendu qu'au Maroc, les israélites ont le droit de régler leurs successions d'après les coutumes ; que la plupart suivent la coutume de Castille ; qu'aux termes de cette coutume, les filles dotées n'héritent pas ; — Attendu que la femme Semtob a été dotée suivant acte de mariage non dénié, le 18 juin 1866, se terminant par ces mots : « Le tout est fait selon les coutumes, conditions et règlements établis par les saintes communautés expulsées de Castille ; — Attendu qu'aux termes de ces coutumes, art. 8, tels que les rapportent MM. Sautayra et Charleville, p. 221, les filles non dotées ont seules le droit de se présenter avec leurs frères à la succession paternelle ;

Attendu que les intimés succombent ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel, y faisant droit, infirmant le jugement du tribunal d'Oran rendu le 7 mai 1890 ; — Dit que la femme Zohra Semtob n'a aucun droit aux valeurs mobilières des successions de ses père et mère comme héritières ; — Dit que toutes ces valeurs seront remises à Jacob Yamine ; — Ordonne la restitution de l'amende ; — Condamne les intimés aux dépens de première instance et d'appel.

MM. EYSSAUTIER, *ff. prés.* ; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes SOUBIRANNE et MEUNIER, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

—

24 novembre 1890

—

Midjlès, délibération, forme, effet, région saharienne, décret du 8 janvier 1870, recours au midjlès, équivalence, avis non conforme, maintien de l'appel. — Habous, vente, caducité.

—

Une délibération de midjlès, quelle que soit sa forme et bien que qualifiée de décision, n'est qu'un simple avis consultatif sans force exécutoire (1);

Est, par suite, sans objet l'appel d'une délibération de midjlès;

Le fait, par une partie, de déférer un jugement de cadi au midjlès manifeste suffisamment de sa part l'intention d'interjeter appel de ce jugement (2);

Au cas où l'avis du midjlès n'est pas conforme au jugement, l'appel conserve son effet (3);

La vente, par le bénéficiaire d'un habous, a pour effet de rendre caduque, en ce qui concerne l'immeuble vendu, la constitution du habous (4).

(Nouri ben Ali ben Saïd et consorts c. Khedidja bent ben Achour)

Devant le cadi de Bou-Saâda, Nouri ben Ali ben Saïd et consorts exposaient que leur aïeul, Ahmed ben Achour, avait constitué habous, au profit de sa descendance mâle, une maison sise à Bou-Saâda, d'une valeur de 300 fr. et d'un revenu annuel de 12 fr.; — Que, depuis, les branches mâles avaient toujours joui de cette maison jusqu'au moment où elle leur était échue; que, ayant voulu restaurer partie de l'immeuble, ils en avaient été empêchés par Khedidja, la

---

(1) Conf trib. supér. d'Alger, 7 mars 1836 (Estoublon, *Jurispr. Alg.*, 1836, p. 22); Alger, 8 mars 1865 *(op. cit.*, 1865, p. 10).

(2) Conf. Alger, 10 déc. 1889 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 316) et les renvois.

(3) Au cas de conformité, V. Alger, 30 dec. 1890 (*infrà*, p. 42).

(4) V. Alger, 14 janv. 1891 (*Rev. Alg.*, 1891. 2. 411) et les renvois.

défenderesse. Ils firent entendre plusieurs témoins qui déclarèrent que la constitution de habous alléguée était de notoriété publique, et produisirent deux actes de notoriété des 19 et 3 août 1889 établissant leur filiation jusqu'à Ahmed ben Achour.

La défenderesse répondait qu'elle ignorait la constitution de habous invoquée par ses adversaires ; — Que, à la mort de son père, qui avait reçu sa part de l'immeuble commun avec ses cohéritiers, ladite part avait été vendue à sa mère moyennant un prix de 250 fr., suivant un acte de succession qu'elle produisait; — Que, plus tard, suivant acte du cadi du 11 juillet 1871, sa mère lui avait vendu, pour un prix de 127 fr., la part à elle transférée, et que, depuis, elle en avait constamment joui ;

Par jugement du 31 octobre 1889, le cadi a débouté les demandeurs de leur demande relativement au habous, par ce motif que le bien habousé, ayant fait l'objet d'une vente, avait cessé d'être le bien de leurs ancêtres, faisant réserve toutefois pour la faible part de la maison qui est demeurée aux mains de deux des demandeurs ;

La cause ayant été soumise à l'examen du midjlès consultatif, ce midjlès prit, le 9 novembre 1889, une délibération aux termes de laquelle, considérant que la constitution d'un habous au profit des fils du constituant à l'exclusion de ses filles est valable et que la vente d'un bien habousé par le bénéficiaire du habous est annulé de plein droit, il infirmait le jugement du cadi et confirmait la validité du habous au profit des demandeurs. — Le même jour, le cadi rendit un nouveau jugement par lequel il maintenait sa première décision.

Deux appels furent interjetés, l'un par Khedidja bent ben Achour contre la décision du midjlès, l'autre par Nouri ben Ali ben Saïd et consorts contre le jugement du cadi.

Sur ces deux appels, la Cour a statué ainsi qu'il suit :

ARRÊT

LA COUR, — Attendu, en ce qui touche l'appel de Khedidja, que cet appel porte sur la décision de midjlès; — Que cette décision, quelle qu'en soit la forme et nonobstant la qualification que lui ont donnée les membres du midjlès, n'est qu'un simple avis, purement consultatif, sans force exécutoire ; — Que, par suite, elle n'est point susceptible d'appel et que l'appel interjeté est sans effet, comme sans objet; — Attendu, en ce qui concerne l'appel de Nouri et consorts, que, aussitôt

après le jugement du 31 octobre, Nouri et consorts ont déféré ce jugement au midjlès; — Que, les jugements des cadis ne pouvant être soumis au midjlès qu'au cas où ils sont frappés d'appel, Nouri et consorts ont ainsi suffisamment manifesté leur intention d'interjeter appel du jugement du 31 octobre; — Que, l'avis du midjlès n'ayant pas été conforme à ce jugement, l'appel conserve son effet, aux termes de l'art. 11 du décret du 8 janvier 1870; — Qu'il est, d'ailleurs, régulier en la forme;

Adoptant au fond les motifs du premier juge;

Par ces motifs : — Dit sans objet l'appel de Khedidja; — Dit recevable l'appel de Nouri et consorts, le dit, au fond, mal fondé et confirme le jugement attaqué; — Condamne les appelants à l'amende et aux dépens, etc.

MM. BLANKAERT, *prés.;* WURTZ, *av. gén.*— Mes DE SAMBŒUF et HUARD, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

—

30 décembre 1890

—

Appel, musulmans, région saharienne, décret du 8 janvier 1870, valeur du litige, midjlès, avis conforme, jugement, appel sans suite.

—

Dans les litiges entre indigènes musulmans sahariens, régis par le décret du 8 janvier 1870, le jugement du cadi acquiert autorité souveraine et l'appel reste sans suite, lorsque la contestation ne porte pas sur une valeur dépassant 2,000 fr. de capital ou 100 fr. de revenu, et que l'avis du midjlès est conforme au jugement attaqué (Décr. 8 janv. 1870, art. 10) (1).

(Mohamed ben Legoui c. Bachir et Ali ben Legoui)

Devant le cadi de Bou-Saâda, Mohamed ben Legoui réclamait à ses deux frères, Bachir et Ali, sa part héréditaire d'une maison valant 1,500 fr. et ayant appartenu, disait-il, à feu leur père. Bachir et Ali ont répondu qu'ils étaient seuls proprié-

(1) Au cas de non conformité, V. Alger, 24 nov. 1890 *(suprà*, p. 40).

taires de la maison et qu'ils avaient acheté sa part à leur frère, le demandeur.

Ils ont produit un titre à cet égard et fait entendre de nombreux témoins confirmant la vente. Ils ont, en outre, produit un titre constatant qu'ils avaient acquis de l'État un terrain, limitrophe à la vieille maison, sur lequel ils avaient édifié des constructions nouvelles. Dans ces conditions, le cadi, par jugement du 14 septembre 1889, a débouté Mohamed ben Legoui des fins de sa demande.

Appel ayant été relevé, le midjlès a donné un avis conforme, à la date des 8-12 octobre 1889.

La cause, en cet état, a été portée à l'audience de la Cour, qui a statué dans les termes suivants :

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que la demande porte sur un immeuble dont la valeur n'excède pas 2,000 fr. de capital ou 200 fr. de revenu ;— Attendu que le midjlès a donné un avis conforme au jugement du cadi ; — Attendu que, aux termes de l'art. 10 du décret du 8 janvier 1870, l'appel, dans ces conditions, doit rester sans suite ; — Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens ;

Par ces motifs : — Dit n'y avoir lieu à suivre sur l'appel, et que le jugement du cadi a acquis l'autorité de la chose jugée ; — Condamne l'appelant à l'amende et aux dépens de son appel, etc.

MM. BLANKAERT, *prés.*; YVERNÈS, *rap.*; BROCARD, *subst. du proc. gén.* — Me CHARPENTIER, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

21 janvier 1891

Compétence, musulmans, demande personnelle et mobilière, titre français, propriété, interprétation, juridiction musulmane.

La juridiction musulmane est compétente pour connaître d'une demande tendant au paiement de la valeur d'une récolte indûment perçue, encore bien que le demandeur

produise un acte notarié constatant qu'il s'est rendu acquéreur du terrain sur lequel ladite récolte est excrue, alors que le litige ne soulève aucune question de propriété immobilière et que, en outre, il ne nécessite pas l'interprétation du titre français versé au débat (1).

(Amar ben Youssef ben Talah c. Mohamed ben Hamoud)

L'intimé avait actionné devant le tribunal de paix du canton de L'Arba, à l'audience musulmane, Amar ben Youssef ben Talah, fellah, en condamnation au paiement d'une somme de 1,000 fr., valeur attribuée à une récolte de fourrage que le défendeur aurait indûment perçue sur 3 hectares, 13 ares, 44 centiares d'une prairie, située sur le territoire de Sidi-Moussa. — D'après l'exposé du demandeur, intimé devant la Cour, il s'était rendu acquéreur de cette prairie par acte public, en date du 29 octobre 1889, au rapport de Me Gœtzmann, notaire à L'Arba, enregistré le 13 novembre même année. Cet acte a été produit. — Le défendeur a répondu que Mohamed ben Hamoud n'avait pas eu le droit d'acheter ce terrain par la raison qu'il lui avait été donne en gage, à lui défendeur, par la famille Zouaouï, trois ans avant le litige actuel, et qu'il l'avait toujours possédé depuis ce temps-là. — C'est pourquoi il s'est cru le droit de s'approprier la récolte de cette année. Au surplus, a-t-il ajouté, cette récolte ne vaut pas 1,000 fr. — Dans les motifs de son jugement, en date du 8 octobre 1890, le premier juge estime qu'en présence du titre authentique produit par le demandeur, les moyens du défendeur sont inadmissibles ; qu'il y a lieu de faire payer la récolte perçue par ce dernier, mais que la demande est exagérée, et qu'il sera fait reste de droit au plaignant en fixant à 400 fr. la valeur du fourrage dont s'agit ; qu'il convient, en outre, de réserver à Amar ben Youssef ben Talah, qui se prévaut d'une possession de bonne foi, ses droits contre les consorts Zouaouï, qu'il prétend lui avoir donné en gage la jouissance des terres vendues. — En conséquence, le jugement condamne Amar à payer à Mohamed la somme principale de 400 fr., avec intérêts de droit à partir de la demande. Il lui réserve son recours contre les consorts Zouaouï, s'il y a lieu. Le défendeur est condamné aux dépens, et le cadi de L'Arba, à son défaut le bach adel, est commis pour l'exécution du jugement.

---

(1) V. dans le même sens Alger, 17 déc. 1888 (*Rev. Alg.*, 1889. 2. 479).

Sur l'APPEL relevé par Amar ben Youssef ben Talah, il a été statué par l'arrêt dont la teneur suit :

ARRÊT

LA COUR, — Sur l'exception d'incompétence soulevée au nom de l'appelant et prise de ce qu'il y a titre français dans la cause : — Attendu que dans le litige soumis à la Cour aucune question de propriété ne s'élève ; que le défendeur excipe seulement d'un droit de jouissance ou de gage qui, en aucune hypothèse, ne saurait être utilement opposé à l'acquéreur ; — Que, la cause n'exigeant pas l'interprétation du titre de celui-ci, c'est donc à bon droit que le premier juge a retenu la connaissance de la demande ;

Au fond : — Adoptant les motifs qui ont déterminé le premier juge ;

Par ces motifs : — Déclare compétente la juridiction musulmane ; — Au fond : — Confirme le jugement déféré ; — Condamne l'appelant aux dépens.

MM. BLANKAERT, *prés.* ; DUCOS, *rap.* ; BROCARD, *subst. du proc. gén.* — Mes RAFFIN et MEUNIER, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

23 novembre 1891

Interdiction, sujet anglo-maltais, domicile en Tunisie, tribunal français, procédure, loi française, effets de l'interdiction, loi maltaise, curateur, nomination, pouvoir, garantie.

Si les tribunaux français de Tunisie doivent suivre les règles de procédure édictées par la loi française pour instruire et juger la demande afin d'interdiction d'un sujet anglo-maltais, c'est à la loi nationale du défendeur qu'ils doivent se référer pour tout ce qui touche aux questions de fond et notamment pour déterminer les conséquences de cette mesure (1) ;

(1) Cpr. Alger, 24 déc. 1889 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 350), et la note.

Il résulte des art. 226 et suivants de l'ordonnance maltaise de 1873, sur les personnes, aussi bien que des art. 530 et suivants de la loi maltaise sur l'organisation et la procédure civile qu'il appartient au tribunal français de désigner le curateur chargé d'administrer les biens et la personne de l'interdit, de donner à ce curateur les pouvoirs qu'il juge utiles et de lui imposer les garanties qu'il croit nécessaires.

(Veuve Spiteri c. Spiteri)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que la dame Carmena Bordj demande l'interdiction de son fils Nicolas Spiteri ; — Attendu que ce dernier ne comparaît pas bien que régulièrement cité ; — Attendu que les conclusions de la demanderesse sont suffisamment justifiées par les documents produits ; — Attendu, en effet, que, dans leur délibération du 21 août 1891, les membres du conseil de famille ont délibéré, à l'unanimité, qu'il était à leur connaissance personnelle que, depuis l'âge de neuf ans, Nicolas Spiteri était tombé dans un tel état d'imbécillité qu'il ne pouvait gérer ni sa personne ni ses biens ; — Attendu que le conseil de famille a conclu, en conséquence, à la nécessité de l'interdiction ; — Attendu que l'état habituel, la démence et la faiblesse d'esprit du défendeur résultent aussi d'une façon évidente des réponses qu'il a faites devant le tribunal dans son interrogatoire du 6 octobre dernier ;

Mais attendu que la dame Carmena Bordj demande à tort la nomination d'un administrateur provisoire, jusqu'à ce qu'il ait été pourvu à la tutelle par le conseil de famille ;

Attendu, en effet, que les demandes en interdiction se rattachent au statut personnel des intéressés ; — Attendu que si, pour instruire et juger de semblables demandes, le tribunal de céans est tenu de suivre les règles de procédure édictées par la loi française, il doit, au contraire, se référer à la loi personnelle du défendeur pour tout ce qui touche aux questions de fond et notamment pour déterminer les conséquences de l'interdiction ;

Attendu que Nicolas Spiteri est sujet anglo-maltais ; — Que, d'après les art. 226 et suivants de l'ordonnance maltaise de 1873, sur les personnes, aussi bien que d'après les art. 530 et

suivants de la loi maltaise sur l'organisation et la procédure civile, l'interdiction entraîne, vis-à-vis des sujets anglo-maltais, la nomination d'un curateur; — Attendu que l'art. 533 de la loi précitée, sur l'organisation et la procédure civile, dispose que la nomination de ce curateur appartient à la Cour qui prononce l'interdiction; — Attendu qu'en vertu du même article, la Cour donne au curateur ainsi nommé tous les pouvoirs qu'elle juge utiles et lui impose toutes les garanties qu'elle croit nécessaires; — Attendu que, dans l'espèce, il appartient donc au tribunal de désigner le curateur chargé d'administrer définitivement les biens et la personne de Nicolas Spiteri;

Attendu qu'il échet de confier les fonctions dont il s'agit à la demanderesse qui, d'ailleurs, se déclare prête à les accepter; — Attendu qu'en raison du degré de parenté qui unit le défendeur à la dame Carmena Bordj, il n'y a pas lieu, au moins quant à présent, d'imposer à celle-ci des garanties spéciales; qu'elle devra seulement, comme dans toute gestion, répondre sur sa fortune personnelle des fautes et des négligences de son administration; — Attendu, enfin, que, pour se conformer à l'art. 533 de la loi susvisée, le tribunal doit également indiquer l'endroit où Nicolas Spiteri sera soigné;

Par ces motifs : — Statuant en audience publique et en premier ressort; — Donne défaut contre Nicolas Spiteri non comparant, et pour le profit déclare ledit sieur Spiteri interdit de l'administration et de la gestion de sa personne et de ses biens; nomme la dame Carmena Bordj curatrice chargée de prendre soin de la personne et d'administrer le patrimoine de son fils; — Dit que la dame Carmena Bordj ne pourra faire aucun acte excédant les limites d'une simple administration sans une autorisation spéciale du tribunal, et qu'elle devra faire sans retard un emploi sûr et avantageux des capitaux et revenus qu'elle encaissera pour le compte de son pupille, sous déduction toutefois des sommes nécessaires aux soins à donner à la personne du défendeur; — Dit que Nicolas Spiteri habitera et sera soigné chez sa mère, à qui il n'échet, quant à présent, d'imposer des garanties particulières pour sa gestion de curatrice; — Ordonne que le présent jugement sera publié conformément à l'art. 501 du Code civil français, et vu l'absence de notaires européens dans la régence; — Dit que le présent jugement sera signifié à la diligence de la demanderesse à M. le contrôleur civil faisant fonctions de vice-consul de France à Tunis et à M. le consul général de Sa Majesté Britannique dans cette ville, à telles fins que de droit;

Condamne la dame Carmena Bordj aux dépens qu'elle pourra employer dans son compte de curatrice.

MM. FABRY, *prés.*; FROPO, *subst.* — Me VIGNALE, *av.*

COUR D'ALGER (3me Ch.)

4 novembre 1891

Communication de pièces, jugement, pièces non communiquées, poursuite de l'audience, obligation de statuer.

Le juge ne peut pour aucun motif, si ce n'est pour incompétence, refuser solution à un débat qui lui est soumis (C. civ., art. 4 et C. pr. civ., art. 506);

Par suite, le fait, par un plaideur, de ne pas vouloir ou de ne pas pouvoir produire une pièce dont la communication à son adversaire a été ordonnée par jugement n'entraîne, ni pour l'une ni pour l'autre des parties, déchéance ou forclusion du droit de réclamer la solution du litige, et n'autorise pas le tribunal à déclarer ce plaideur irrecevable à poursuivre l'audience.

(Gassiot c. Adour)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que par exploits des 28 avril et 29 août 1890, Gassiot a relevé appel de deux jugements du tribunal civil de Bône, rendus au profit de Dominique Adour, le 25 et le 30 mai de la même année; — Que les deux appels sont réguliers en la forme; — Qu'il y a connexité entre les deux instances;

Au fond : — Attendu qu'à la suite du dépôt d'un rapport d'experts chargés par le tribunal de Bône de régler les comptes des parties, Adour, défendeur, a fait sommation à Gassiot, le 10 juillet 1889, de lui communiquer, par la voie du greffe ou moyennant récépissé, tous les documents au vu desquels, en son absence, les experts avaient procédé et avaient conclu, dans leur rapport, à l'existence d'un solde débiteur de 8,427 fr. 23, à la charge d'Adour; — Que, sur l'inci-

dent né de cette sommation, le tribunal de Bône, par jugement du 15 octobre 1889, a ordonné que, dans les vingt-quatre heures de la signification, Gassiot serait tenu de communiquer à Adour les pièces rappelées dans la sommation dont s'agit, faute de quoi l'audience lui serait refusée tant qu'il n'aurait pas fait cette communication ; — Attendu que Gassiot, en exécution de ce jugement, a communiqué au défendeur un certain nombre de pièces, mais que celui-ci s'est plaint de l'insuffisance de cette production, et a demandé l'apport d'un document que, dans le procès-verbal d'expertise, les experts avaient désigné en ces termes : « Le carnet de caisse journalier de Gassiot, des années 1881 à 1886 ». — Attendu que par le premier des deux jugements frappés d'appel, rendu à la date du 25 février 1890, le tribunal, visant sa précédente décision du 15 octobre 1889, a prescrit que le carnet de caisse susmentionné serait communiqué à Adour, et a condamné Gassiot aux dépens de l'incident ; — Attendu que Gassiot, par un avenir en date du 29 mars 1890, dans lequel il déclarait n'avoir pas et n'avoir jamais eu d'autres documents que ceux qu'il avait communiqués, a poursuivi l'audience pour qu'il y fût statué au fond, et subsidiairement pour que les experts fussent entendus au sujet de l'incident ; — Que c'est dans ces circonstances qu'est intervenu, le 30 mai 1890, le deuxième jugement frappé d'appel ; que ce jugement déclare Gassiot irrecevable dans les fins et conclusions de son avenir, l'en déboute et le condamne aux dépens ; — Attendu qu'il s'agit de statuer sur le mérite des deux appels relevés par Gassiot ;

Attendu que ces deux appels sont incontestablement fondés ; — Qu'en effet, il est une règle fondamentale dans la législation française, c'est que, pour aucun motif, si ce n'est pour incompétence, le juge ne peut refuser solution à un débat qui lui est soumis (art. 4 C. civ., 506 C. pr. civ.) ; que cette règle serait évidemment violée s'il lui était possible de refuser indéfiniment l'audience à un justiciable jusqu'à ce qu'il eût versé au débat tel ou tel document ; que le fait, par un plaideur, de ne pas vouloir ou de ne pas pouvoir produire une pièce dont son adversaire réclame l'apport ne saurait, par ses conséquences, différer de cet autre fait, à savoir qu'un plaideur ne fournirait pas une preuve testimoniale mise à sa charge, ou ne ferait pas procéder à une expertise autorisée ou imposée par le juge, ou ne prêterait pas un serment qui lui aurait été déféré ; — Que dans ces diverses circonstances, l'inexécution de la mesure préparatoire ou interlocutoire dans les délais impartis ou malgré les mises

en demeure, n'entraîne ni pour l'une ni pour l'autre des parties déchéance ou forclusion du droit de réclamer la solution du litige ; que seulement, il appartient au juge de tenir dans sa décision tel compte que de droit de l'impossibilité ou du refus d'obéir à ses prescriptions ; qu'il y avait donc lieu, pour le tribunal de Bône, de passer outre à l'examen et à la discussion du rapport des experts, en les faisant comparaître, s'il le jugeait légal et utile, pour accueillir leurs déclarations au sujet du carnet de caisse dont s'agit ; qu'en déclarant l'irrecevabilité de Gassiot à poursuivre l'audience, le tribunal a méconnu les dispositions de la loi ; — Attendu que vainement soutiendrait-on qu'il y avait chose jugée, et qu'aux termes du jugement du 15 octobre 1889, devenu définitif, le demandeur Gassiot était forcément réduit à l'inaction tant qu'il n'aurait pas apporté la pièce réclamée ; qu'il est à remarquer que le « carnet de caisse journalier », objet du litige, n'avait pas fait l'objet d'une mention spéciale audit jugement, d'où la conséquence que ni les parties ni le tribunal ne se trouvaient liés par cette décision ;

Sur les conclusions subsidiaires de l'appelant, tendant à ce que la Cour prescrive l'audition des experts par le tribunal de Bône ; — Attendu que la question d'opportunité ou d'importunité d'une pareille mesure ne peut être appréciée que par les juges du fond et qu'elle ne saurait être soustraite au premier degré de juridiction ;

Par ces motifs : — Reçoit les deux appels comme réguliers en la forme ; — Prononce la jonction des deux instances comme connexes ; — Au fond : — Infirme les deux décisions déférées, en ce qu'elles imposent au demandeur, comme préliminaire indispensable pour obtenir jugement du litige, la communication du document visé aux susdites décisions ; — Émendant et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire : — Dit qu'il sera statué au fond par le tribunal de Bône composé d'autres juges, sauf par lui à tenir tel compte que de droit de la non communication du carnet dont il s'agit ; — Décharge l'appelant des condamnations contre lui prononcées ; — Ordonne la restitution de l'amende consignée ; — Rejette, comme se rattachant au fond du litige et non pas à l'incident soumis à la Cour, les conclusions subsidiaires de l'appelant ; — Lui réserve, en tant que de besoin, la faculté de les reproduire s'il s'y croit fondé, quand il sera plaidé au fond ; — Condamne l'intimé en tous les dépens de l'incident.

MM. DUCOS, *ff. prés.* ; BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes DAZINIÈRE et LEMAIRE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

—

13 janvier 1892

—

Séparation de corps, sujet espagnol, juge français, traité international du 7 janvier 1862, compétence.

Les tribunaux français sont compétents pour connaître d'une demande en séparation de corps formée par un sujet espagnol, qui, aux termes de l'art. 2 du traité international du 7 janvier 1862, doit avoir accès libre et facile auprès d'eux, tant pour réclamer que pour défendre ses droits;

L'incompétence résultant de la qualité d'étranger n'est pas absolue ; elle est personnelle, et doit, dès lors, être proposée in limine litis, *conformément aux dispositions de l'art. 169 C. pr. civ.* (1).

(Grégoire Pinero c. Dame Pinero)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme;

Attendu qu'aux termes de l'art. 2 d'un traité international, en date du 7 janvier 1862, les Espagnols en France et les Français en Espagne doivent jouir réciproquement d'une complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés ; qu'ils doivent, en conséquence, trouver un libre et facile accès auprès des tribunaux, tant pour réclamer que pour défendre leurs droits; qu'ainsi le tribunal de Batna, saisi d'une demande en séparation de corps par un sujet espagnol, pouvait et devait retenir l'affaire; — Attendu, en tous cas, que l'incompétence résultant de la qualité d'étranger n'est pas absolue; qu'elle est personnelle et doit, dès lors, être proposée *in limine litis,* conformément aux dispositions de l'art. 169 C. pr. civ.;

---

(1) Sur le caractère de l'incompetence, à raison de la qualité d'étranger et sur le moment auquel doit être proposée cette incompétence, V. Alger, 24 déc. 1889 (*Rev. Alg.*), 1890. 2. 350. — V. aussi, sur ce point et sur la portée de la convention du 7 janvier 1862, trib. de Mostaganem, 25 mai 1881 ; trib. d'Oran, 6 févr. 1889 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 1. 162) et les notes.

Attendu, en fait, que les époux Pinero, tous deux Espagnols, ont comparu devant le président, conciliateur, sans exciper de leur qualité d'étrangers; — Que le consentement de la dame Pinero à être jugée par la juridiction française a été beaucoup plus accentué encore lorsque l'instance a été engagée; — Qu'en effet, par des conclusions formelles signifiées le 14 décembre 1889, elle a demandé reconventionnellement sa séparation de corps aux torts de son mari; — Attendu, à la vérité, que, se ravisant au 16 du même mois, elle déclinait la compétence du juge français; — Mais attendu que cette exception était alors tardivement présentée, puisque déjà, dès le 14, elle avait conclu au fond; — Qu'à ce point de vue encore, le tribunal saisi était compétent;

Attendu que, la cause n'étant pas en état, il n'y a pas lieu à évocation;

Sur la pension alimentaire et la provision *ad litem :* — Adoptant les motifs des premiers juges;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme; — Et y faisant droit : — Donne défaut contre la dame Pinero, faute d'avoir constitué défenseur ou avoué; — Dit que le tribunal de Batna était compétent; — Infirme, en conséquence, le jugement déféré en ce qu'il a méconnu cette compétence; — Dit n'y avoir lieu à évocation; — Renvoie la cause et les parties devant le tribunal de Batna, autrement composé; — Confirme ledit jugement dans ses autres dispositions; — Ordonne la restitution de l'amende consignée sur l'appel; — Condamne la dame Pinero aux dépens de première instance et d'appel.

MM. ZEYS, *prem. prés.*; MARSAN, *av. gén.* — Me LEMAIRE, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

—

7 décembre 1891

—

Liquidation judiciaire, signification, liquidé appelé en cause et intervenu, acte inopérant, appel, délai, point de départ.

—

La signification d'un jugement rendu en matière de liquidation judiciaire, faite à la requête du liquidateur sans le

concours du liquidé appelé en cause et intervenu dans le procès, est un acte inopérant et ne peut faire courir les délais d'appel.

(Joseph Cini c. Chapuis, liquidateur, et Georges Garnier)

ARRÊT

LA COUR, — Sur l'exception d'irrecevabilité d'appel : — Attendu que cette irrecevabilité est prise par l'intimé de ce que le jugement ayant été, à sa requête, signifié à Joseph Cini le 16 janvier 1891, celui-ci n'a relevé appel soit contre l'intimé, ès-qualité, soit contre Georges Garnier, qu'à la date du 11 février, par conséquent après l'expiration de la quinzaine impartie par l'art. 582 C. com. pour le délai d'appel de tout jugement rendu en matière de faillite, délai applicable à la liquidation judiciaire aux termes de l'art. 24 de la loi du 5 mars 1889; — Attendu que l'exception n'est pas fondée; — Qu'en effet, la signification dont excipe le liquidateur judiciaire n'a été effectuée qu'à sa requête et non pas à la requête du liquidé Georges Garnier, lequel, nonobstant le silence des qualités du jugement sur ce point, avait été appelé en cause et était intervenu devant les premiers juges, ainsi que toutes parties le reconnaissent devant la Cour; qu'il est certain, en droit, qu'une signification de jugement faite par le liquidateur seul, sans la participation du liquidé, est un acte inopérant, à la différence de signification qui serait faite par un syndic de faillite, sans le concours du failli, laquelle est entièrement valide; que cette différence provient de ce que le syndic est substitué au failli dessaisi de tous droits et actions, tandis que le liquidateur judiciaire complète simplement la personne du liquidé *(auctor personæ)*, comme le curateur complète, en l'assistant, la personne de l'incapable; d'où suit que, le liquidateur et le liquidé ne pouvant procéder l'un sans l'autre, soit pour ester justice, soit pour exécuter un jugement, la signification, dans l'espèce, a été sans valeur et n'a pu faire courir les délais d'appel;

En ce qui touche le fond du litige : — Attendu que, par conventions du mois de mars 1889, etc.;

Par ces motifs :— Rejette l'exception d'irrecevabilité d'appel; — Statuant au fond, etc.

MM. DUCOS, *ff. prés.;* BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes DIVIELLE et DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

—

16 décembre 1891

—

Habous, fondateur, établissement, rite, choix, faculté, rite hanéfite, filles, exclusion, aliénabilité, hypothèque, saisie et vente.

—

L'indigène musulman qui appartient au rite malékite peut cependant établir un habous suivant le rite hanéfite, à la condition qu'il se renferme strictement dans les règles que ce rite lui prescrit; il peut ainsi exclure les enfants du premier degré et notamment les filles, dont le rite malékite interdit absolument l'exclusion.

L'ordonnance du 1er octobre 1844, la loi du 16 juin 1851 et le décret du 30 octobre 1858, qui ont édicté ou étendu l'aliénabilité des biens habous dans le but d'assurer la sécurité des transactions, permettent aux dévolutaires de ces biens de les hypothéquer, aux créanciers dont ces biens sont le gage de les faire saisir et vendre (1).

(Moïse Tabet c. Hamida ben El Hadj Kouïder et autres)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme;

Au fond : — Attendu que, pour admettre la revendication de trois parcelles dont Moïse Tabet, créancier saisissant, s'est rendu adjudicataire, sur folle enchère, à la date du 12 juillet 1889, les premiers juges ont déclaré nuls et de nul effet deux actes de habous en date des 21 janvier 1877 et 15 octobre 1870 par le motif : 1° qu'ils n'avaient en vue aucune œuvre de piété; 2° et que, établis suivant le rite malékite, ils ne pouvaient exclure les femmes de toute dévolution;

Attendu que ces motifs reposent sur une double erreur de fait qui s'explique par cette circonstance que ces actes n'ont

---

(1) Cpr. Alger, 16 oct. 1891 (*Rev. Alg.*, 1891, 2. 516). V. aussi les arrêts rapportés *Rev. Alg.*, 1890, 2. 57, et la note.

pas été produits en première instance ; — Attendu qu'ils sont produits en cause d'appel et qu'il suffit d'un examen sommaire pour se convaincre que la destination pieuse au profit de La Mecque et de Médine y est formellement exprimée, ainsi que toutes les autres conditions nécessaires à leur validité et notamment celle relative à la dévolution légale ; — Attendu que ces habous ont été établis suivant le rite hanéfite quoique les fondateurs appartiennent au rite malékite ; — Attendu que ce choix n'est pas interdit, qu'il est admis au contraire par un usage constant, mais à la condition que le fondateur se renferme strictement dans les règles que ce rite lui prescrit ; — Attendu que si le rite malékite interdit d'une manière absolue l'exclusion des filles, qui est une véritable exhérédation, il n'en est pas de même du rite hanéfite qui, accordant plus de liberté au constituant, lui permet d'établir le habous à son profit d'abord et d'en exclure ensuite les enfants du premier degré et notamment les filles ; — Attendu que la dévolution exprimée dans ces deux actes de habous est conforme à ces principes ; que, dès lors, Mohamed ben El Arbi et Khadidja, étant les dévolutaires des immeubles habousés, en étaient seuls et uniques propriétaires au décès des constituants ; qu'il reste donc à examiner s'ils ont pu valablement les hypothéquer ;

Attendu que l'ordonnance du 1er octobre 1844 et la loi du 16 juin 1851 édictent l'aliénabilité des biens habousés ; que le décret impérial du 30 octobre 1858 étend les effets de cette aliénabilité ; que ces dispositions ont eu pour but d'assurer la sécurité des transactions ; que, dès lors, les biens habousés ont pu être hypothéqués par les dévolutaires et être saisis et vendus comme étant, en droit musulman et en droit français, le gage des créanciers ;

Par ces motifs : — Dit l'appel régulier en la forme ; — Donne itératif défaut contre El Arbi ben Mokhtar ben Messaoud et Mohamed ben El Arbi ben Hamida ; — Infirme le jugement déféré et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire ; — Déboute Hamida ben El Hadj Kouïder, Hanifa bent Mokhtar ben Messaoud et Moussa ben Omar de leur demande en revendication et en nullité des adjudications des 13 mars 1885 et 12 juillet 1889 ; — Décharge, en conséquence, Moise Tabet et El Arbi ben Hamida des condamnations prononcées contre eux ; — Condamne les revendiquants aux dépens.

MM. POUCHERET, *ff. prés.*, ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes CHÉRONNET et PARISOT, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

3 février 1892

Eaux, Algérie, droits d'usage, indivision, mode de jouissance, licitation.

En Algérie, les cours d'eau de toutes sortes appartiennent au domaine public national et sont, par essence, inaliénables (1).

Les droits privés de propriété, d'usufruit ou d'usage légalement acquis sur les cours d'eau n'ont été maintenus que dans les conditions où ils existaient précédemment et ne peuvent subir de transformation sans l'autorisation expresse de l'administration;

Spécialement, le copropriétaire des eaux d'une rivière ne peut provoquer la licitation de cette rivière, ni la nomination d'un séquestre judiciaire ayant mission de l'amodier ;

Le seul partage qui puisse être opéré consiste dans l'attribution au copropriétaire d'une quantité d'eau égale à l'étendue de ses droits.

Le copropriétaire qui refuse ou néglige de prendre possession des eaux auxquelles il a droit agit à ses risques et périls ; l'administration ne saurait être responsable des conséquences de son retard.

(Doreau et Beni-Tamon c. l'État, commune de Blida, syndicat et divers usagers)

Aux termes d'un acte de transaction du 3 avril 1883, l'État a reconnu que Doreau et les Beni-Tamon sont propriétaires, sous déduction de divers prélèvements, du neuvième des eaux qui, dérivées de l'Oued-el-Kebir, arrivent au partiteur construit près de la porte Bab-el-Rabah, à Blida.

Au lieu de prendre possession des eaux leur revenant,

---

(1) V. sur la propriété des cours d'eau en Algérie, Aix, 23 oct. 1890 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 576) et la note.

Doreau et consorts ont introduit à l'encontre de l'État, de la commune de Blida, du syndicat d'irrigation et de plusieurs usagers une action tendant à ce qu'il fût ordonné : 1° qu'il serait procédé à l'adjudication par licitation de la rivière de l'Oued-el-Kebir et de toutes ses dépendances ; 2° qu'un séquestre judiciaire serait chargé de gérer cette rivière et d'en percevoir les fruits jusqu'au jour de l'adjudication ; et 3° que l'État serait tenu de leur faire compte des revenus des eaux de la rivière depuis le mois de mars 1884.

Par un JUGEMENT du 22 mai 1889, le tribunal civil de première instance de Blida, saisi du litige, a statué ainsi qu'il suit :

LE TRIBUNAL, — Attendu que la demande de Doreau et autres a pour objet : 1° la licitation de la rivière de l'Oued-el-Kebir ; 2° la nomination d'un séquestre judiciaire ayant mission de gérer et administrer cette rivière, ou l'amodiation de la jouisssance de cette rivière à la requête des intéressés ; 3e la désignation d'un notaire chargé de procéder à la liquidation et au partage tant du prix de l'adjudication que des fruits et revenus dont l'Etat serait comptable ; — Attendu que le 9 décembre 1880, le tribunal de céans chargeait une commission d'experts de procéder à certaines constations, après avoir reconnu les Beni-Tamon bien fondés dans leur demande en revendication d'une partie des eaux de l'Oued-el-Khebir et en réparation du préjudice que leur a causé la privation de ces eaux ; — Que c'est en se prevalant des termes de ce jugement que Doreau (Armand-Frédéric) et autres ont introduit l'instance actuelle aux fins ci-dessus ;

Mais attendu que les prétentions des demandeurs ne sauraient, à aucun point de vue, être admises ;

Attendu, en effet et tout d'abord, qu'en Algérie les cours d'eau, quels qu'ils soient, navigables ou flottables ou non, appartiennent au domaine public national, et sont, par conséquent, par eux-mêmes, inalienables ; — Qu'on comprend aisément le but que s'est proposé le législateur en introduisant dans le droit algérien cette dérogation à ce qui se passe en France ; — Qu'à l'administration seule appartient le droit d'introduire les transformations qu'elle juge utiles dans les droits d'usufruit et d'usage légalement acquis sur les cours d'eau, ou d'autoriser lesdites transformations ; — Que, conséquemment, le copropriétaire des eaux d'une rivière, ainsi que le fait remarquer M. le préfet dans son mémoire, ne peut provoquer la licitation de cette rivière ni la nomination d'un séquestre ;

Attendu, ceci posé, que, des documents de la cause, il résulte que, voulant mettre un terme à un procès durant depuis de longues années, M. le préfet au nom de l'Etat, et Doreau (Armand-Frédéric) ont, à la date du 3 avril 1883, passé les conventions dont sera ci après parlé ; — Attendu que Doreau (Armand-Frédéric) agissait, dans ladite convention, comme mandataire de plusieurs indigènes des Beni-Tamon, en vertu de procurations régulières qui l'autorisaient à suivre l'affaire devant les tribunaux compétents,

traiter ou transiger sur tout ou partie des causes de l'instance, quittancer et recevoir des indemnités et dommages-intérêts alloués à ses mandants ; qu'en un mot ledit Doreau etait un mandataire complet, pour ainsi dire ;

Attendu que cette transaction a été soumise à l'approbation de M. le ministre de l'agriculture le 18 octobre 1883, et a été approuvée par ce dernier, le 16 janvier 1884 ; — Que, le 11 mars, elle a été notifiée au syndicat des eaux d'irrigation de l'Oued-el-Kebir, et que, le 13 du même mois, elle l'a été audit Doreau (Armand-Frédéric) ; — Attendu que, dans l'art. 1er de cette transaction, il est dit expressément, entre autres dispositions : « M. Doreau et ses mandants acceptent le bénéfice de cette reconnaissance à leurs risques et périls, pour en disposer comme ils l'entendront, voulant et entendant que l'État ne puisse, en aucun cas, être recherché ni mis en cause pour faits y relatifs » ; — Attendu que cette reconnaissance concernait la déclaration de l'État, proclamant que les mandants de Doreau (Armand-Frédéric) et celui-ci étaient propriétaires, sous la réserve des prélèvements indiqués à l'art. 2, dont sera ci-après parlé, du neuvième des eaux qui, dérivées de la rivière de l'Oued-el-Kebir, arrivent au partiteur du château-d'eau ; — Attendu que l'art. 2 de la même convention, après avoir fixé les prelevements nécessaires à la commune de Blida et de ses annexes, s'exprime ainsi : « Dans le cas où, à une époque ultérieure, il serait reconnu que la commune et ses annexes ont besoin, pour faire face à ses affectations diverses (besoins des habitants, abreuvoirs, lavoirs, etc.) d'un volume d'eau supérieur à celui qui est actuellement prélevé, elles auraient le droit de se faire attribuer, sans indemnité d'aucune espèce, bien entendu, tel volume supplémentaire qui leur serait nécessaire sur le volume total de l'Oued-el-Kebir » ; — Et plus bas : « M Doreau et ses mandants subiront ce prélèvement de 15 0/0 en tout état de cause, même dans le cas où il serait supérieur aux besoins des usagers » ; — Attendu que, comme on le voit, les termes de cette transaction sont formels ; que Doreau (Armand-Frédéric) ne saurait méconnaître l'adhésion qui lui en a été donnée, puisqu'à la date du 13 mars 1884 il s'exprimait dans les termes ci-après, en marge de la lettre de M. le directeur des domaines, du même jour, à lui adressée en conformité de l'art. 5 de la transaction dont il est plus haut parlé : « Je soussigné, agissant tant en mon nom que comme mandataire de Sidi Mohamed ben El Hadj Mohamed El Aredj et autres indigènes des Beni-Tamon, reconnais avoir reçu un double de la lettre qui précede et tenir l'approbation donnée à l'acte de transaction du 3 avril 1883 pour dument notifiée. Blida, le 13 mars 1884. Signé : F Doreau. » ; — Que, en définitive, l'État et les demandeurs étant liés par la transaction précitée, il échet de les renvoyer purement et simplement à l'exécution ;

Par ces motifs : — Vidant le délibéré du 7 mai courant ; — Faisant droit aux conclusions de la commune de Blida, et donnant acte aux défendeurs de ce qu'ils s'en rapportent à la justice : — Déboute Armand-Frédéric Doreau et autres de toutes leurs demandes, fins et conclusions.

Ce jugement ayant été frappé d'APPEL, la Cour l'a confirmé dans les termes suivants :

ARRÊT

LA COUR, — Au fond : — Attendu que, sur une instance de revendication d'un droit de propriété aux eaux de l'Oued-el-Kebir et en dommages-intérêts poursuivie par les appelants à l'encontre de l'État, il est intervenu entre parties, à la date du 3 avril 1883, une transaction dûment enregistrée et approuvée le 16 janvier 1884 par le ministre compétent, aux termes de laquelle l'État a reconnu les appelants propriétaires du neuvième de la totalité des eaux de l'Oued-el-Kebir, sous déduction de certains prélèvements spécifiés en l'art. 2 de cette transaction, et notamment du volume d'eau nécessaire à l'alimentation de la commune de Blida ;

Attendu que les appelants prétendent que, pour déterminer d'une façon précise la part leur revenant dans les eaux de l'Oued-el-Kebir, il importe, avant toute chose, d'établir les besoins réels de la commune de Blida ; que l'État ne peut de sa seule autorité fixer arbitrairement le volume d'eau à prélever pour les besoins de cette commune ; que c'est cette dernière qui est tenue de faire connaître l'étendue de ses besoins et d'en justifier ; qu'il en doit être de même pour les autres prélèvements dont il est parlé en l'art. 2 de la transaction ;

Attendu qu'il est constant qu'aux termes de ladite transaction, les appelants devaient être mis en possession de leur part dans les eaux de l'Oued-el-Kebir, à charge par eux d'exécuter à leurs frais, sous la surveillance des Ponts et Chaussées, tous les travaux nécessaires pour la recevoir et la conduire sur le territoire des Beni-Tamon ; que la part à prélever pour les besoins de la commune de Blida est déterminée par la transaction elle-même et fixée au volume d'eau qui était prélevé au profit de cette commune au moment où la transaction est intervenue ; que cela résulte en termes exprès de l'observation suivante, insérée dans l'art. 2 de la transaction qui prévoit le cas où dans l'avenir les besoins de la commune augmenteraient : « Dans le cas où, à une époque ultérieure, il serait reconnu que la commune et ses annexes ont besoin, pour faire face à des affectations diverses, d'un volume d'eau supérieur à celui qui est actuellement prelevé, elles auraient le droit de se faire attribuer, sans indemnité d'aucune espèce, bien entendu, tel volume supplémentaire qui leur serait nécessaire sur le volume total de l'Oued-el-Kebir » ;

Attendu que ce n'est donc que dans cette dernière hypothèse

que la commune de Blida aurait à produire les justifications qui sont demandées par les appelants dans l'instance actuelle; que l'État, qui n'était tenu que de remettre de l'eau aux appelants, est allé au delà de ses obligations en faisant exécuter lui-même les travaux nécessaires pour les recueillir, travaux mis par la transaction à leur charge ;

Attendu que les autres prélèvements, l'un pour tenir compte de l'accroissement de volume résultant de la substitution d'un barrage étanche à l'ancien barrage volant des indigènes, l'autre représentant la quantité d'eau nécessaire aux usagers, visés aux paragraphes 2 et 3 de l'art. 2 de la transaction, ont été fixés à forfait chacun à 15 0/0 du volume total des eaux de l'Oued-el-Kebir; que pour ces prélèvements comme pour ceux effectués au profit de la commune de Blida, les appelants ne se sont pas mis en mesure de prendre possession des eaux par des travaux exécutés à leurs frais, sous la surveillance des Ponts et Chaussées, ainsi qu'ils y étaient tenus, et que leurs critiques sont, dès lors, au moins prématurées ;

Attendu, en conséquence, que c'est à tort qu'ils se sont refusés à prendre livraison des eaux, et qu'ils ne sont pas fondés à réclamer des dommages-intérêts pour le préjudice provenant d'une privation d'eau qui ne résulte, en l'état, que de leur propre faute ;

Attendu, en outre, que les droits des appelants consistent à prendre, sous la réserve des prélèvements indiqués dans l'art. 2 de la transaction, le neuvième des eaux qui, dérivées de la rivière de l'Oued-el-Kebir, à Blida, arrivent au partiteur du château d'eau ; que ces droits, ne pouvant être étendus ni modifiés, doivent, selon leur consistance primitive, être réduits à une simple prise d'eau ayant son origine au partiteur ; que les appelants leur donnent une extension qu'ils ne comportent pas, en les faisant porter sur la rivière elle-même, son lit et ses dépendances ; que c'est donc à tort qu'ils demandent la licitation de la rivière, sa mise sous séquestre et son amodiation par les soins d'un notaire ;

Attendu enfin qu'il résulte de ce qui précède qu'il n'y a pas lieu d'ordonner l'expertise demandée par les appelants ;

Adoptant, au surplus, les motifs des premiers juges non contraires aux considérations ci-dessus ;

Par ces motifs : — Dit l'appel de Doreau et des indigènes des Beni-Tamon recevable en la forme ; — Au fond : — Déclare les appelants non fondés dans leur appel et les en déboute.

MM. HUGUES, *ff. prés.*; MARSAN, *av. gén.* — Mes CHÉRONNET, GARAU et DUSSAUX, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

Règlement de juges, compétence, déclinatoire, conclusions au fond, chose jugée, connaissement, attribution de compétence, validité.

Est recevable, aux termes de l'art. 19 de l'ordonnance d'août 1737, la demande en règlement de juges formée par la partie dont le déclinatoire d'incompétence a été rejeté, si d'ailleurs cette partie n'a déposé aucune conclusion au fond, alors que le jugement rejetant le déclinatoire est encore susceptible d'appel (2e espèce); *ou que l'arrêt de la Cour d'appel, confirmant ledit jugement, n'a pas encore acquis force de chose jugée par l'expiration du délai du pourvoi en cassation* (1re espèce) (1);

(1) Il est de jurisprudence constante que le plaideur qui, ayant succombé dans le déclinatoire d'incompétence par lui proposé, soit devant le tribunal de première instance, soit en appel, entend persévérer dans sa résistance, a le choix entre trois partis : 1° suivre la voie de l'appel ou du pourvoi en cassation, sauf à recourir, une fois la réformation ou la cassation obtenue, à une série de déclinatoires, jusqu'à ce que son adversaire se décide à saisir le seul tribunal dont il admet la compétence ; 2° créer un conflit entre ce tribunal et celui qui vient d'affirmer sa compétence, soit en le saisissant comme demandeur si la chose est possible, soit en se déclarant prêt à défendre devant ledit tribunal, et former alors une demande en règlement de juges, conformément à l'art. 363 C. pr. civ ; 3° former une demande *en indication de juges* (improprement qualifiée en pratique de règlement de juges) devant la Cour suprême, conformément à l'art. 19 de l'ordonnance d'août 1737, c'est-à-dire adresser requête à la Cour de cassation tendant à faire désigner par elle le tribunal compétent. — V. Garsonnet, *Précis de procédure civile*, n° 362-B.

C'est à cette dernière forme de procéder (dont la Cour de cassation a toujours admis la validité, bien qu'elle ne soit pas organisée par le Code de procédure) que la Compagnie transatlantique avait eu recours dans les deux espèces précitées. Quelques développements sont donc nécessaires sur les conditions de recevabilité d'une telle demande, telles qu'elles se dégagent de l'ensemble des arrêts les plus récents de la Chambre des requêtes. De ces décisions il résulte que la procédure spéciale instituée par l'ordonnance de 1737 est ouverte à la partie dont le déclinatoire a été rejeté, dans trois hypothèses distinctes : 1° dans le cas où le tribunal qui s'est déclaré compétent n'a pas en même temps statué au fond sur les conclusions de la partie. Req., 13 janv. 1869, D. P., 72. 1. 60 ; 29 juin 1881, D. P., 82. 1. 61 ; 2° dans le cas où, le défendeur n'ayant pas conclu au fond, le tribunal a statué sur le fond en même temps que sur la compétence. Req., 15 déc.

Est valable, et doit recevoir son plein et entier effet, la clause d'attribution de compétence insérée dans un connaissement ;

1874, D. P., 75. 1. 384 ; 10 nov. 1881, D. P., 82. 1. 447 ; 29 déc. 1885, D. P., 86. 1. 418 ; 3° dans le cas où, le défendeur ayant conclu subsidiairement au fond tout en maintenant son déclinatoire, la juridiction saisie a statué sur la compétence et sur le fond par un seul jugement ou arrêt qui n'a point encore acquis force de chose jugée, par l'expiration des délais de l'appel ou du pourvoi en cassation. Req., 15 déc 1874 préc. ; 1er déc. 1884, D. P., 85. 1. 195.

M. le conseiller Mazeau, dans son rapport sur l'arrêt du 10 décembre 1884 (D. P. 85. 1. 117), a très nettement mis en relief les différences qui séparent, au point de vue des conditions de recevabilité, le règlement de juges proprement dit, basé sur l'art. 363 C. pr. civ., la demande en règlement ou indication de juges fondée sur le rejet d'un déclinatoire d'incompétence, et basé sur l'ordonnance de 1737 : « Il ne s'agit plus, dit-il, d'un *conflit* entre deux juridictions, puisqu'un seul juge a été saisi, et qu'une seule décision est discutée, celle qui a rejeté le déclinatoire Il suffit alors, pour que la demande soit recevable, qu'il y ait encore un litige *à juger*, un procès *non terminé*. — Là, comme dans le règlement de juges proprement dit, lorsque la partie n'aura pas conclu au fond, et que le juge aura néanmoins statué au fond, la décision n'étant pas à ce point contradictoire, la demande en règlement de juges sera recevable; mais si la partie, tout en persistant dans son déclinatoire d'incompétence, a conclu au fond, et si le juge a statué à la fois sur la compétence et le fond, à la différence de ce que nous avons dit plus haut quand il s'agit de l'application de l'art. 363, la demande sera recevable tant que les délais de pourvoi en cassation ne sont pas expirés, et à plus forte raison si le pourvoi est formé.... » — Ajoutons toutefois que la recevabilité et la demande en indication de juges est subordonnée à la condition que le tribunal qui a rejeté le déclinatoire et celui que le demandeur en indication de juges estime compétent soient situés dans le ressort de deux Cours différentes. Cette condition résulte du texte même de l'ordonnance.

La Chambre des requêtes, dans ses arrêts des 19 et 30 novembre 1891, n'a fait que se conformer à ces principes. — En effet, tout d'abord, dans les deux espèces, la juridiction qui avait réglé le déclinatoire et celle que le demandeur estimait compétente étaient situées dans le ressort de Cours d'appel différentes : « Attendu que le conflit qu'il s'agissait de prévenir menaçait de surgir entre le tribunal d'Oran, du ressort de la Cour d'Alger, et le tribunal de Bordeaux d'une part, — entre le tribunal de Bône, du ressort de la même Cour d'Alger, et le tribunal de Marseille du ressort de la Cour d'Aix, d'autre part. » — En second lieu, dans les deux espèces, il restait encore un *litige à juger*, dans le sens indiqué *suprà*. En effet, dans la 1re espèce, la compagnie demanderesse avait été successivement déboutée par le juge de 1re instance et d'appel du déclinatoire qu'elle avait proposé sans conclure au fond, et elle s'était pourvue en règlement de juges contre l'arrêt de la Cour avant que cette décision ait acquis force de chose jugée, c'est-à-dire avant l'expiration des délais de pourvoi en cassation. — Dans

Par suite, la juridiction désignée nominativement dans ledit acte est seule compétente, à l'exclusion des tribunaux de droit commun, pour connaître de toutes difficultés relatives à son exécution (1re et 2e espèces) (1).

---

la seconde espèce, la situation était quelque peu différente ; la compagnie demanderesse, déboutée par le tribunal du déclinatoire qu'elle avait présenté *sans conclure au fond*, avait tout d'abord interjeté appel, puis s'était pourvue en règlement de juges alors qu'il n'avait point encore été statué sur son appel. Mais la légitimité de son pourvoi n'était pas moins certaine, étant donné le principe que la recevabilité d'une telle demande est subordonnée à la seule condition qu'il subsiste encore *un litige à juger*. L'appel interjeté en temps utile ayant eu pour résultat d'empêcher la décision des premiers juges d'acquérir force de chose jugée, le litige restait *à juger ;* et par suite, l'appelant avait le choix, ou de suivre sur son appel, ou de saisir immédiatement, et avant toute décision de la Cour d'appel, la Chambre des requêtes de sa demande en règlement ou indication de juges.

(1) Toute *élection de domicile* faite dans un contrat commercial est attributive de compétence (art. 111 C civ.). Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, 2e éd., I, n° 3996 ; Aubry et Rau, *Droit civil français*, I, § 146 ; Garsonnet, *loc. cit* , n° 212 — Cette attribution est exclusive, c'est-à-dire qu'elle rend le tribunal du domicile élu compétent à l'exclusion soit du tribunal du domicile reel, soit de tout autre tribunal compétent par application de l'art. 420 C pr. civ , toutes les fois du moins qu'elle a lieu dans l'intérêt du débiteur ou dans l'intérêt commun du créancier et du débiteur ; il n'en serait autrement que dans l'hypothèse d'une élection de domicile faite uniquement dans l'intérêt du créancier ; celui-ci aurait évidemment le droit de renoncer à la faveur inscrite à son profit dans le contrat, et de porter le proces devant l'un des tribunaux déterminés par l'art. 420 (art. 59 C. pr., § 9). Lyon-Caen et Renault, *loc. cit.* ; Garsonnet, n° 209. — La légitimité de l'élection de domicile, dont l'attribution de compétence est le corollaire, implique nécessairement la validité de la clause portant attribution expresse et directe de juridiction au profit de tel tribunal désigné nominativement dans le contrat. Cette clause a, sur la précédente, l'avantage de supprimer toute contestation possible sur l'intérêt respectif des parties à l'élection de domicile ; ses termes mêmes excluent en effet toute faculté d'option entre le tribunal de droit commun et le tribunal nominativement désigné, dont la compétence exclusive ne saurait dès lors être mise en doute.

Ces principes généraux, vrais de tout contrat commercial, sont incontestablement applicables au contrat d'*affrètement*. Il est certain en effet que l'énumération, faite par l'art. 273 C. com., des énonciations susceptibles d'être insérées dans un connaissement n'est pas limitative, et que les parties peuvent y insérer toutes les énonciations supplémentaires qui leur paraissent nécessaires ou utiles, pourvu qu'elles n'aient rien de contraire à l'ordre public (Lyon-Caen et Renault, *Précis de droit commercial*, 1re éd.,

PREMIÈRE ESPÈCE

10 novembre 1891

(Compagnie générale transatlantique c. Esberard)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que la compagnie demanderesse a été déboutée par les juges de première instance et d'appel du déclinatoire d'incompétence qu'elle avait successivement présenté devant eux sans conclure au fond et qu'ainsi, aux termes de l'art. 19 de l'ordonnance d'août 1737, elle est autorisée à se pourvoir en règlement de juges contre l'arrêt qui a rejeté ce déclinatoire et n'est pas passé en force de chose jugée ; — Attendu qu'aucun mémoire n'a été déposé par le défendeur qui a reçu assignation suivant exploit du 15 avril 1891 ; — Déclare la demande recevable, et, statuant au fond :

Attendu que le connaissement créé à Bordeaux le 30 octobre 1888 entre Zénon Uzao et le capitaine du paquebot le *Chatelier*, appartenant à la Compagnie transatlantique, pour le transport à Bône de rouleaux de treillage et de piquets destinés à être délivrés au sieur Esberard, portait dans son art. 24 :

II, n° 1887 *in fine ;* Cresp et Laurin, *Cours de droit maritime*, II, p. 92), et spécialement une clause d'élection de domicile ou d'attribution de compétence. — Jugé en ce sens que les parties peuvent, en matière d'assurances, déroger par convention particulière aux règles de compétence édictées par les lois de procédure, tant pour supprimer les contestations sur la compétence qu'en raison de l'intérêt qu'ont les compagnies à concentrer sur un ressort unique tout le contentieux de leurs opérations. Trib. civ. Seine, 12 févr. 1889, *Gazette des tribunaux*, n° 12 mars 1889 ; G. Desjardins, *Traité de droit commercial maritime*, VIII, n° 1661 ; Suppl. au Répert. Dalloz, *Droit maritime*, n° 2178. — La règle affirmée par le jugement précité, bien que formulée en vue du contrat d'assurance, est évidemment générale, et doit être étendue, par identité des motifs, au contrat d'affrètement intervenu directement entre chargeur et transporteur ; les compagnies de navigation ont en effet le même intérêt que les compagnies d'assurances à concentrer en un seul point tout le contentieux de leurs opérations. La solution consacrée par les deux arrêts de la Chambre des requêtes des 19 et 30 novembre 1891 nous paraît donc justifiée par les principes et par les textes.

P. PIC,

Professeur agrégé à la faculté de droit de Lyon.

« Toutes les contestations auxquelles l'exécution du présent connaissement pourraient donner lieu devront être portées devant le tribunal de commerce du lieu où il a été créé et auquel, de stipulation expresse, il est fait attribution de juridiction » ; — Attendu que les stipulations du contrat intervenu entre le chargeur et le transporteur profitent et s'imposent au destinataire qui, agissant en justice en vertu des connaissements, est soumis à l'exécution des clauses licites qui y sont insérées; qu'en conséquence, la Compagnie transatlantique, assignée par Esbérard à raison des manquants dans les marchandises transportées, était fondée à décliner la compétence du tribunal de commerce de Bône devant lequel l'assignation avait été délivrée et à réclamer le renvoi de l'affaire devant le tribunal de commerce de Bordeaux ; — D'où il suit que c'est à tort que son déclinatoire a été rejeté ;

Par ces motifs : — Annule la procédure suivie devant le tribunal de commerce de Bône et la Cour d'appel d'Alger, l'arrêt rendu par cette Cour le 7 février 1891, et tout ce qui en a été la suite ; renvoie Esbérard à se pourvoir ainsi qu'il avisera devant le tribunal de Bordeaux.

MM. BÉDARRIDES, *prés.;* LARDENOIS, *rap.;* CHÉVRIER, *av. gén.* — Me CHAUFFARD, *av.*

DEUXIÈME ESPÈCE

—

30 novembre 1891

—

(Compagnie générale transatlantique c. Benamour)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que la compagnie demanderesse, déboutée par jugement du tribunal de commerce d'Oran du déclinatoire d'incompétence qu'elle avait présenté sans conclure au fond, a relevé appel de ce jugement sans qu'il ait été statué sur son appel, et qu'ainsi, aux termes de l'art. 19 de l'ordonnance d'août 1737, elle est autorisée à se pourvoir en reglement de juges contre le jugement qui a rejeté son déclinatoire et qui n'est pas passé en force de chose jugée ; — Attendu qu'aucun mémoire n'a été déposé par le défendeur qui a reçu assignation suivant exploit du 19 mai 1891 ; —

Déclare la demande recevable ; donne défaut contre le défendeur, et statuant au fond :

Attendu que le connaissement créé à Marseille le 10 novembre 1888, entre les raffineries de sucre de Saint-Louis et le capitaine du paquebot *Kléber*, appartenant à la Compagnie transatlantique, pour le transport à Oran d'une certaine quantité de sucre en pains destiné à être délivré au sieur Benamour, portait, dans son art. 24 : « Toutes les contestations auxquelles le présent connaissement pourrait donner lieu devront être portées devant le tribunal de commerce du lieu où il a été créé et auquel, de stipulation expresse, il est fait attribution de juridiction » ; — Attendu que les stipulations du contrat intervenu entre le chargeur et le transporteur profitent et s'imposent au destinataire qui, agissant en justice, en vertu du connaissement, est soumis à l'exécution de clauses licites qui y sont insérées ; qu'en conséquence la Compagnie transatlantique, assignée par Benamour à raison d'avaries survenues à une partie de la marchandise transportée, était fondée à décliner la compétence du tribunal de commerce d'Oran, devant lequel l'assignation avait été délivrée, et à réclamer le renvoi de l'affaire devant le tribunal de commerce de Marseille ; d'où il suit que c'est à tort que son déclinatoire a été rejeté ;

Par ces motifs : — Annule la procédure suivie devant le tribunal de commerce d'Oran ; — Renvoie Benamour devant le tribunal de commerce de Marseille.

MM. BÉDARRIDES, *prés.* ; LARDENOIS, *rap.* ; CHÉVRIER, *av. gén.* — Me CHAUFFARD, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

30 décembre 1891

Saisie-brandon, acquéreur de la récolte, valeur indéterminée, premier ressort, notification au saisissant et à la partie saisie, partie saisie non intimée.

Lorsqu'un tiers revendique une récolte qu'il prétend avoir acquise et sur laquelle le créancier de son vendeur a fait pra-

tiquer une saisie-brandon, la décision qui intervient est rendue en premier ressort, le véritable objet du litige étant non la créance du saisissant mais la valeur, toujours indéterminée au moment de la saisie, de la récolte revendiquée;

Il y a obligation pour le revendiquant de notifier, à peine de nullité, l'opposition à la vente et l'assignation tant au saisissant qu'à la partie saisie (C. pr. civ., art. 608 et 634); *si donc la partie saisie ne se trouve pas intimée devant la Cour, le procès n'est pas en état et l'instance d'appel ne peut être suivie.*

(Ali ben Salah ben Chalabi c. Mohamed ben El Amri)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'en vertu d'un jugement du cadi d'El-Arrouch, du 13 juillet 1889, confirmé sur appel par un autre jugement du tribunal civil de Philippeville, du 14 décembre suivant, le sieur Mohamed ben El Amri a, le 6 juin 1890, pour conservation et avoir paiement de la somme de 351 fr. 50 cent., montant de sa créance, fait pratiquer une saisie-brandon sur les récoltes du sieur Messaoud ben El Arbi, son débiteur;

Attendu qu'au cours de ces poursuites de saisie, le sieur Ali ben Salah ben Chalabi s'est prétendu propriétaire des mêmes récoltes comme les ayant achetées avec divers animaux du sieur Messaoud ben Mohamed ben El Arbi, au prix de 800 fr., suivant acte reçu par Me Trinqualy, greffier-notaire à El-Arrouch, le 4 juin 1890; — Qu'il a introduit, en conséquence, à l'encontre du saisissant et de la partie saisie, suivant exploit de Me Roche, huissier à El-Arrouch, du 24 juin de la même année, une demande en revendication de la même récolte; — Attendu que cette demande a été rejetée par jugement de défaut du 24 juillet suivant; — Attendu que l'opposition à ce dernier jugement a été également repoussée comme tardive, par autre jugement du 6 novembre 1890; — Attendu que le sieur Ali ben Salah ben Chalabi a alors interjeté appel de cette dernière décision; — Attendu que deux fins de non recevoir sont aujourd'hui opposées encore à son appel par le sieur Mohamed ben El Amri; la première prise de ce que le jugement attaqué aurait été rendu en dernier ressort; la deuxième tirée de ce fait que l'appelant aurait omis de mettre en cause,

devant la Cour, le sieur Messaoud ben Mohamed ben El Arbi, partie saisie;

Sur la première de ces fins de non recevoir : — Attendu qu'il n'y a lieu d'y avoir égard; — Attendu, en effet, que ce n'est pas le montant des causes de la saisie-brandon qui, dans l'espèce, détermine la valeur du litige; qu'entre le saisi et le tiers revendiquant, le véritable objet de la contestation est non la créance du saisissant, mais bien la récolte revendiquée; que quel que soit alors le prix de vente de ladite récolte, vente précédemment faite au revendiquant, et dont celui-ci excipe, cette même récolte garde toujours, au moment de la saisie, une valeur indéterminée; qu'ainsi, la décision qui statue dans ce cas sur l'action du revendiquant ne constitue, par suite, qu'une décision en premier ressort;

Sur la deuxième fin de non recevoir invoquée : — Attendu qu'elle est fondée; — Attendu, en effet, que, d'après l'art. 608 C. pr. civ., applicable dans la cause aux termes de l'art. 634 du même Code, l'opposition à la vente est, à peine de nullité, dénoncée par le revendiquant à la partie saisie, avec assignation contenant l'énonciation des preuves de la propriété alléguée, ce qui implique que l'assignation, comme l'opposition, doit être notifiée sous la même peine par le revendiquant au saisissant et à la partie saisie; qu'il est effectivement certain que le revendiquant ne peut, en l'absence de la partie saisie, faire résoudre en sa faveur la question de propriété des objets saisis et par lui revendiqués, quel que soit d'ailleurs le bien-fondé apparent de sa revendication ; — Attendu, dans l'espèce, que le sieur Ali ben Salah ben Chalabi, tiers revendiquant, n'a pas intimé devant la Cour le sieur Messaoud ben Mohamed ben El Arbi, partie saisie; qu'en l'absence de ce dernier, dès lors, le procès n'est pas en état et que, par suite, l'instance d'appel ne peut être suivie;

Par ces motifs : — Rejette la première des fins de non recevoir opposée à l'appelant par l'intimé en cause, et tirée du dernier ressort de la décision attaquée; — Dit, au contraire, bien fondée la deuxième fin de non recevoir prise du défaut de mise en cause devant la Cour de la partie saisie; — En conséquence, déclare l'appel du sieur Ali ben Salah ben Chalabi non recevable, et le condamne aux dépens de première instance et d'appel.

MM. DUCOS, *ff. prés.;* BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes CHÉRONNET et CHAMBON, *av.*

TRIBUNAL DE TIZI-OUZOU (Ch. musulm.)

—

14 novembre 1890

—

Mariage, Kabylie, musulmans, loi musulmane, promesse de mariage, validité, mariage postérieur, consommation, naissance d'un enfant, nullité, preuve, acte de l'état civil, preuve testimoniale, femme veuve, consentement, ouali.

—

D'après le droit musulman, la promesse de mariage doit être considérée comme irrévocable et équivalant au mariage, lorsque le ouali a été présent, la dot payée, le consentement formulé et qu'aucun empêchement n'a existé de la part des futurs époux;

Dès lors, cette promesse, quoique non suivie de consommation, doit être maintenue, bien que, postérieurement, la future ait contracté mariage avec un autre époux, que ce mariage ait été consommé, et qu'un enfant soit né de cette union (1);

Il importe peu, de même, que ce mariage soit prouvé par un extrait des registres de l'état civil de la commune mixte, cette preuve ne pouvant prévaloir contre celle qui résulte, en faveur de la promesse antérieure, de la déposition de nombreux témoins;

S'agissant d'une femme veuve, il est sans importance que les dépositions des témoins soient contradictoires sur le point de savoir si la femme a consenti à cette promesse par elle-même ou par un ouali.

(Tassadit bent Lakdar c. El Hadj Ahmed ou Belkacem)

Le juge de paix du canton de Dra-el-Mizan avait, dans cette affaire, statué ainsi qu'il suit :

Attendu que les demandeurs demandent la reconnaissance du mariage

(1) Sur la promesse de mariage en droit musulman et les effets de la consommation quant à la preuve du mariage, V. Alger, 17 nov. 1890 (*Rev. Alg.*, 1891. 2. 224) et la note. — Sur le mariage dans le droit musulman et les coutumes Kabyles, V. l'étude publiée *Rev. Alg.* 1892. 1. 81.

de Ali ben El Hadj Mohamed avec Tassadit bent Lakdar, la défenderesse, — Attendu que Tassadit bent Lakdar prétend que depuis longtemps et après la mort de son mari, c'est à Mohamed Amzian ben Amran qu'elle a promis le mariage; qu'elle prétend, en outre, que les demandeurs ne l'ont jamais demandée en mariage ; — Attendu que les demandeurs ainsi que les nombreux témoins qu'ils ont produits ont renouvelé sous la foi du serment dans la mosquée de Rabta les déclarations qu'ils ont faites à l'audience, dont acte; — Attendu que, dans l'examen des différents serments prêtés, plusieurs contradictions sont constatées, contradictions portant sur le jour de la demande en mariage et sur les formes apportées pour la remise du montant de la dot; — Attendu que l'un des témoins, surtout le nommé Ali Nait ou Belkacem, a juré que Tassadit bent Lakdar etait présente lorsque son oncle Amar N'Ali a compté la somme remise, fait contesté par les autres témoins ; — Attendu qu'il y a lieu, cependant, de s'arrêter au serment de la majorité, quelque peu de croyance que l'on puisse accorder à ces témoins ; — Attendu que toute partie qui succombe doit être tenue des frais qu'elle a occasionnés ;

Par ces motifs : — Statuant en matière musulmane par jugement rendu contradictoirement et en premier ressort ; — Disons que le mariage de Tassadit bent Lakdar avec le demandeur Ali ben El Hadj Mohamed est réel et doit produire tous ses effets ; — En cas d'appel la dame Tassadit bent Lakdar devra rester chez son oncle Amar N'Ali, à Kérouan; — Condamnons les défendeurs en tous les dépens.

Tassadit bent Lakdar a interjeté APPEL de ce jugement devant le tribunal de Tizi-Ouzou.

A l'audience les parties ont fait les déclarations suivantes:

Tassadit bent Lakdar a dit : Mon mari est Mohamed Amzian, qui m'a payé à moi-même le montant de ma dot, c'est-à-dire 1,000 fr. C'est lui qui est le père de mon enfant né le 12 avril dernier. Il m'a épousée le 17 mai 1889 ; je n'ai jamais promis d'épouser Ali ben El Hadj Mohamed. Je suis chez mon oncle Amar N'Ali.

Ali ben El Hadj Mohamed, intimé, a dit : Dans le cas où le jugement serait confirmé et où je serais reconnu pour le mari de Tassadit, je garderais l'enfant.

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que l'appel a été interjeté dans les délais légaux ; qu'il est régulier en la forme;

Au fond : — Attendu que les dix-huit témoins ont déclaré devant le premier juge avoir assisté à la demande en mariage, faite en février 1889 par El Hadj Ahmed ben Belkacem, pour le compte de son neveu Ali ben El Hadj Mohamed, de la

nommée Tassadit bent Lakdar, représentée par son oncle Amar N'Ali, au domicile de ce dernier, avoir assisté au consentement donné par ce dernier, de plus au versement de la somme de 2,000 fr. montant de la thamamth ; que six autres témoins ont aussi affirmé que, postérieurement, ledit Amar N'Ali a voulu, mais vainement, rendre à El Hadj Ahmed la somme de 2,000 fr. qui lui avait été comptée; — Attendu que, s'il existe quelques divergences dans les dépositions des dix-huit premiers témoins, elles n'ont pas une importance notable, portant principalement sur la présence de Tassadit elle-même; qu'en effet cette dernière, étant déjà veuve et, par suite, libre d'elle-même, pouvait aussi bien consentir en personne à son mariage que se faire présenter par un ouali ; qu'en outre, dans ce grand nombre de témoins, quelques-uns ont fort bien pu ne pas l'apercevoir tandis qu'elle était vue par les plus rapprochés ; — Attendu au surplus que tous ces témoins, conformément à un jugement préparatoire, confirmé en appel, ont prêté à la mosquée le serment solennel que leur déposition était sincère et l'ont renouvelé en propres termes ; qu'il échet donc de l'accueillir et de la tenir pour bonne et valable ;

Attendu que, d'après le droit musulman (Sidi Khelil), la promesse de mariage doit être considérée comme irrévocable et le mariage absolument valable quand ont été remplies les conditions de présence du ouali, de paiement de la dot, de formule de consentement et de non empêchement de la part des futurs; que ces conditions essentielles se trouvaient bien réunies pour la promesse de mariage susrelatée;

Attendu, d'autre part, que l'on allègue un second mariage contracté par Tassadit avec Mohamed Amzian ben Amran, mariage consommé et suivi de la naissance d'un enfant, tandis que le premier mariage avec Ali ben El Hadj Mohamed n'aurait pas été consommé;

Mais attendu tout d'abord que les jurisconsultes ne sont point entièrement d'accord sur le point de savoir si un mariage doit absolument être suivi de la consommation pour être considéré comme réel et si une seconde union consommée effectivement est valable en présence d'une première non consommée;

Attendu, en outre, que le second mariage invoqué n'est nullement prouvé ; qu'il y a bien eu naissance d'un enfant par suite de cohabitation, mais que cela ne suffit pas pour prouver le mariage, lequel aurait eu lieu, d'après les appelants, à la date du 17 mai 1889; — Attendu qu'on apporte pour toute preuve à l'appui de ce mariage un certificat extrait des regis-

tres de la commune mixte de Dra-el-Mizan, à la date susindiquée, certificat établi sur la déclaration seule de Mohamed Amzian, le principal intéressé, président du douar Beni-Bougherdan, et que cette preuve ne peut être considérée comme suffisante; — Attendu que rien dans cette seconde union, malgré l'affirmation de Tassadit, n'indique la présence du ouali ou le paiement d'une dot nécessaire à sa validité; qu'au contraire tout semble prouver, si elle a eu lieu, qu'elle s'est faite clandestinement et sans les formalités qui seules auraient pu la légaliser; — Attendu qu'en effet lors de l'audition des témoins par le premier juge, les 1er et 29 avril 1889, ledit mariage n'était pas encore accompli et que Tassadit parle seulement de promesses qu'elle aurait faites à Mohamed Amzian; qu'en outre par ordonnance de référé du 21 mai 1889, postérieure à la date précitée, le juge de paix avait ordonné que la femme resterait jusqu'à solution du procès chez son oncle sans appartenir à l'un ou à l'autre des deux prétendants, et que c'est au mépris de cette ordonnance qu'elle s'est livrée à celui qu'elle déclare être maintenant son époux;

Attendu en conséquence que le premier mariage de Tassadit avec Ali ben El Hadj Mohamed doit être seul considéré comme réel et comme devant produire tous ses effets; que c'est à bon droit que le premier juge l'a validé et a fait une saine appréciation des droits des parties;

Par ces motifs: — Reçoit l'appel en la forme; — Au fond: — Confirme le jugement dont est appel; — Dit qu'il sortira son plein et entier effet; — Dit, en conséquence, que le mariage de Tassadit avec Ali est le seul véritable et condamne les appelants aux dépens de première instance et d'appel; — Commet le cadi-notaire de Dra-el-Mizan pour l'exécution du présent jugement.

MM. BOYER, *ff. prés.*; CHAMBLARD, *subst.* — Mes MARÉCHAL et MARTIN, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

3 février 1892

Mariage, musulmans, promesse de mariage, non obligation; mariage, demande en validité, demande reconventionnelle en divorce, accord des parties, juge de

paix, compétence; mariage, consentement, preuve, consommation.

—

La promesse de mariage ne forme, entre musulmans, aucun lien obligatoire (1);

La preuve du consentement peut résulter indirectement, dans les mariages musulmans, de la consommation du mariage intervenue sans fraude, dol, ni violence (2);

L'art. 7 du décret du 17 avril 1889 donne pouvoir au juge de paix saisi, par le commun accord des parties, d'une demande en validité de mariage entre musulmans, de statuer sur une demande reconventionnelle en divorce, lorsqu'aucune des parties n'invoque l'incompétence (3).

(Rabah ben El Hadj Abderrahman c. Ali ben Amar ben Rabah).

Le sieur Rabah ben El Hadj Abderrahman a fait citer devant le juge de paix de Tablat; 1° le sieur Ali ben Amar ben Rabah et 2° la dame Hadda bent Cherif, aux fins ci-après : Le demandeur a exposé que le sieur El Mazaoui ben Alliouche avait marié sa nièce Hadda bent Cherif au sieur Ali ben Amar devant l'administrateur de Tablat, mais que Hadda n'avait pas voulu ratifier ce mariage et qu'elle l'avait choisi pour époux; il a demandé en conséquence que cette femme lui fût donnée en mariage; — A cette demande le sieur Ali ben Amar a répondu que la même femme lui avait été mariée par le sieur El Mazaoui ben Aliouche, son oncle; qu'il avait même versé à ce dernier une somme de 570 fr. à titre de dot, qu'il avait des titres et qu'il réclamait la remise de cette femme; — La dame Hadda, de son côté, a soutenu qu'elle avait été mariée sans son consentement à Ali ben Amar par son oncle El Mazaoui, qu'elle avait choisi le sieur Rabah ben El Hadj Abderrahman pour époux; qu'elle réclamait le divorce.

Statuant sur ces demandes, le premier juge a, par jugement du 16 juin 1891, prononcé dans les termes suivants :

(1, 2) V. Alger, 17 nov. 1890 (*Rev. Alg.*, 1891. 2. 224), et la note; trib. Tizi-Ouzou, 14 nov. 1890 (*suprà*, p. 69), et la note; — Cpr. trib. de Tizi-Ouzou, 26 févr. 1892 (*infrà*, p 76), et la note.— V. sur le mariage en droit musulman, l'étude publiée *Rev. Alg.* 1892 1. 81.

(3) Sur la compétence des juges de paix en matière musulmane établie par l'accord des parties, V. Alger, 11 févr. 1884 (*Rev. Alg.* 1889. 2. 450) et la note.

« Déclarons bon et valable le mariage contracté entre Ali ben Amar ben Rabah et Hadda bent Cherif le 16 mai 1891 ; — Nous déclarons incompétent en ce qui concerne le divorce et renvoyons les parties à se pourvoir devant qui de droit ; — Disons le demandeur mal fondé dans son action et l'en déboutons en lui laissant les frais qu'il a faits à sa charge ».

Le sieur Rabah ben El Hadj Abderrahman et la dame Hadda bent Cherif ont, l'un et l'autre, interjeté appel de cette décision. Ils en demandent l'infirmation. Hadda conclut à la nullité de son prétendu mariage avec Ali ben Amar pour défaut de consentement. Ce dernier réclame, de son côté, la confirmation du jugement attaqué, et, subsidiairement, il offre de prouver l'existence de ce consentement et le fait de la consommation volontaire du mariage aujourd'hui dénié par ladite dame Hadda.

ARRÊT

LA COUR, — Reçoit, comme réguliers en la forme, les appels relevés par le sieur Rabah ben El Hadj Abderahman et la dame Hadda bent Cherif contre le jugement du juge de paix de Tablat du 16 juin 1891 ; — Et statuant, au fond, sur le mérite de ces appels :

En ce qui touche l'appel de Rabah ben El Hadj Abderrahman et sa demande : — Attendu que cette demande est sans fondement ; — Que la promesse faite entre deux personnes de se prendre pour mari et femme ne forme entre elles aucun lien obligatoire ; — Que dans l'espèce une telle promesse ne peut être l'objet d'aucune sanction ; — Que le jugement dont est appel a donc à bon droit écarté de la cause les prétentions du demandeur Rabah ; — Que sur ce point dès lors cette décision doit être maintenue ;

En ce qui touche les demandes d'Ali ben Amar ben Rabah à l'encontre de Hadda bent Cherif et la demande reconventionnelle de cette dernière en divorce :

Relativement à la compétence du premier juge pour connaître de cette dernière demande : — Attendu qu'après avoir déclaré bon et valable le mariage allégué d'Ali ben Amar avec Hadda, M. le juge de paix s'est déclaré d'office incompétent pour connaître de la demande reconventionnelle en divorce de cette dernière ; — Attendu que c'est à tort que ce magistrat s'est dessaisi, de la sorte, de la connaissance de cette demande ; — Qu'aux termes de l'art. 7 du décret du 17 avril 1889 sur l'organisation de la justice musulmane il avait pouvoir d'y statuer ; — Que cet article dispose en effet de la manière suivante : « Les contestations relatives au statut

personnel sont portées devant le cadi.... Dans tous les cas, les parties peuvent, d'un commun accord, saisir le juge de paix. » — Attendu que devant le premier juge cet accord était incontestable ; qu'aucune des parties n'excipait de l'incompétence du magistrat ; — Qu'il échet donc de réformer de ce chef la décision rendue ;

Au fond : — Attendu que la demande de la dame Hadda a été qualifiée à tort, en première instance, de demande en divorce ; — Que cette demande constitue seulement, en effet, une demande en nullité de mariage pour absence de consentement ; — Attendu que le procès-verbal dressé par l'administrateur de la commune mixte de Tablat à la date du 16 mai 1891 et versé dans la cause constate bien l'accord intervenu entre le sieur Ali ben Amar et le sieur El Mazaoui ben Aliouche, mais qu'il ne fournit pas la preuve de l'adhésion de Hadda à cet accord ; — Attendu que celle-ci soutient devant la Cour, comme elle l'a fait devant le premier juge, que jamais elle n'a donné pouvoir à son oncle El Mazaoui de la marier à Ali ben Amar, qu'elle n'a jamais ratifié la convention du 16 mai, qu'elle n'a jamais directement ni indirectement consenti à une telle union, que ce prétendu mariage est donc nul ; — Attendu que le sieur Ali ben Amar conteste d'une manière absolue la véracité des allégations de la dame Hadda ; — Que contrairement aux dires de celle-ci il affirme au contraire que El Mazaoui avait mandat de la marier, que ce mariage a été régulièrement célébré conformément aux usages musulmans, que la dame Hadda l'a volontairement accepté, que la dot a été versée et qu'enfin ledit mariage a été librement consommé ; qu'il offre, au surplus, d'établir par témoins la preuve des faits qu'il articule ; — Attendu que cette preuve est pertinente et admissible ; — Qu'il est notamment de jurisprudence que la preuve du consentement peut résulter indirectement du seul fait de la consommation du mariage lorsque cette consommation a eu lieu sans fraude, sans dol ni violence ; — Qu'il y a donc lieu, en l'état des faits du procès, d'autoriser le sieur Ali ben Amar à administrer la preuve par lui offerte subsidiairement ;

Par ces motifs : — En ce qui touche l'appel de Rabah ben El Hadj Abderrahman : — Le dit mal fondé, en démet l'appelant ; — Dit qu'en ce qui concerne celui-ci, le jugement attaqué sortira son plein et entier effet ; — Condamne ledit appelant à l'amende et aux dépens d'appel liquidés à 15 fr. 10 en ce non compris le coût de la grosse du présent arrêt ; — Charge le bach adel de Tablat de l'exécution du présent arrêt, quant à lui ;

En ce qui touche l'appel de la dame Hadda, sa demande en divorce et la demande de Ali ben Amar : — Infirme et met à néant la décision du premier juge en ce que ce magistrat s'est déclaré incompétent pour connaître de la demande en divorce ; statuant à nouveau de ce chef ; — Dit que le premier juge avait compétence pour statuer sur cette demande, retient la cause et y prononçant sur les contestations des parties ; — Dit qu'il s'agit au procès, de la part de Hadda, non d'une demande en divorce, mais d'une demande en nullité de mariage pour défaut de consentement ; — Et avant dire droit sur les prétentions respectives des parties relatives à la validité de ce mariage, aux effets qu'il doit produire et à la sanction dont il doit être l'objet en justice ; — Autorise ledit Ali ben Amar à prouver par témoins, devant M. le juge de paix de Tablat, commis à cet effet, que ladite dame Hadda a donné à son oncle, le sieur El Mazaoui ben Alliouche, le mandat exprès de la marier à lui, Ali ben Amar, que le mariage a été librement consenti par l'entrée volontaire de ladite dame Hadda au domicile de son mari, que la célébration des noces faite publiquement a eu lieu avec le cérémonial usité chez les indigènes, le tout sans fraude, ni dol, ni violence, et enfin que le sieur El Mazaoui ben Alliouch a reçu 570 fr. à titre de dot de la mariée ; — Réserve à Hadda la preuve contraire devant le même magistrat, pour, après lesdites enquête et contre-enquête faites et apportées aux fins de droit, être ultérieurement par les parties conclu et par la Cour statué ce qu'il appartiendra.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.* ; BOURROUILLOU, *av. gén.* — Me[s] MARTIN, PROBST et NEUGASS, *av.*

TRIBUNAL DE TIZI-OUZOU (Ch. musulm.)

—

26 février 1892

—

Mariage, Kabylie, musulmans, coutumes locales, applicabilité, promesse de mariage, formalités, conditions de validité, inobservation, nullité.

—

Aux termes de l'art. 1[er] du décret du 31 janvier 1866 et de l'art. 2 du décret du 29 août 1874, les tribunaux français,

jugeant en matière kabyle, doivent appliquer les coutumes locales ou kanouns ;

D'après ces coutumes, la promesse de mariage n'est valable entre Kabyles et n'engage irrévocablement les parties que dans les conditions suivantes : — 1° Les parents doivent débattre ensemble et dans le plus grand secret les conditions de l'union projetée ; — 2° S'ils se mettent d'accord, une entrevue officielle est ménagée dans un lieu désigné où se rendent le futur, le père de ce dernier et le père de la future, en présence de plusieurs témoins ; — 3° La future n'assiste jamais à cette conférence où se règlent toutes les clauses définitives du mariage ; — 4° Enfin, les parties en présence récitent la prière dite « fatha » avant de se séparer ;

Dès lors, lorsqu'il est établi en fait que la future a assisté aux pourparlers qui ont eu lieu et que la fatha n'a pas été récitée, il n'y a pas de fiançailles dans le sens réel des coutumes, entraînant l'irrévocabilité du mariage, et le contrat est entaché d'une nullité radicale (1).

(Ali Ibahouten c. Tahar ou Rhamoun)

Dans les premiers jours du mois de septembre 1891, le sieur Tahar ou Rhamoun, cultivateur, demeurant à Djemâa-Sahridj, fit citer le sieur Ali Ibahouten, cultivateur, demeurant au même lieu, à comparaître le 2 octobre suivant devant le tribunal de la justice de paix du canton judiciaire de Fort-National, séant en audience foraine à Mékla. Il exposa que, il y avait huit ans, Ali Ibahouten lui avait promis en mariage sa fille, Fathma bent Ali, moyennant la somme de 750 fr. et demanda l'exécution de la convention intervenue entre eux. Ali Ibahouten se borna à répondre qu'il n'avait jamais promis sa fille au demandeur. En présence des explications contradictoires fournies par les parties, le tribunal renvoya l'affaire à l'audience du 16 octobre suivant pour permettre à celles-ci de faire la preuve de leurs dires.

Dans l'intervalle, et à la date du 19 septembre, le sieur

(1) Sur la promesse de mariage en droit musulman, V. Alger, 17 nov. 1890 (*Rev. Alg.* 1891. 2. 224) et la note, trib. de Tizi-Ouzou, 14 nov. 1890 (*suprà*, p. 69) et la note ; Alger, 3 fevr. 1892 (*suprà*, p. 72) et la note. — Sur le mariage dans le droit musulman et les coutumes kabyles, V. l'étude publiée *Rev. Alg.*, 1892. 1. 81.

Haud ou Brahim, instituteur adjoint indigène, natif des Beni-Fraoucen, épousa Fathma à Djemâa-Sahridj publiquement, par devant le président de la tribu et les notables de la djemâa.

A l'audience du 16 octobre, le demandeur fit entendre trois témoins qui déposèrent dans les termes suivants :

1° Si Abderrahman ou Dahman déclara : « Il y a environ un an, devant moi, Si Mohamed El Mahyoub Si Ali ou El Hadj, le défendeur, a promis sa fille en mariage au demandeur. Les conditions imposées par le défendeur consistaient en une somme de 750 fr. pour la dot, plus les fournitures d'usage, telles que viandes, etc. La future épouse était présente, ainsi que le frère du demandeur. Les parties se sont embrassées » ;

2° Si Mohamed ou El Mahyoub déclara : « Il y a six ou sept mois j'ai été sollicité par le demandeur actuel de demander au défendeur la main de sa fille. Je me suis rendu chez ce dernier avec Ali ou El Hadj Amar. En présence de sa fille, de la mère de celle-ci et du père du défendeur, celui-ci a promis sa fille au demandeur moyennant la somme de 750 fr. de dot et les fournitures d'usage. Ceci a été accepté de part et d'autre et les parties se sont embrassées » ;

3° Ali ou El Hadj Amar ou Rhamoun déclara : « Je suis allé en compagnie de Mohamed ou El Mahyoub chez le défendeur, il y a environ sept mois, et en présence de toute sa famille, le mariage de sa fille avec le demandeur a été accepté ».

Sur quoi le tribunal statua en ces termes :

Attendu que, avant la cérémonie du mariage proprement dit, il est d'usage chez les Kabyles de ménager une entrevue entre les parents des futurs époux, assistés de témoins, et dans laquelle sont fixées les conditions de la future union ; — Attendu que les parties sont ensuite irrévocablement engagées et que la partie qui manquerait à la parole donnée pourrait être contrainte, et était même autrefois passible d'une amende (Letourneux, II, 213) ;

Attendu que le demandeur prétend que les conventions du mariage ont été ainsi déterminées entre lui et le défendeur, relativement à la future union de lui et de la fille du défendeur ; — Attendu que celui-ci prétend le contraire et qu'il n'y a jamais eu de conventions de ce genre entre eux ; — Attendu que le demandeur a justifié par témoins de ses prétentions ; — Attendu que les déclarations de ces témoins sont précises et concordantes, et énoncent bien les conventions faites ; — Attendu que ces témoins ont les qualités de ceux appelés en pareil cas : deux sont vieillards et marabouts, l'un du village des contractants, l'autre du village habité par des marabouts très considérés ; que le troisième témoin n'est que parent éloigné ; qu'au surplus, des parents sont le plus souvent appelés pour ces sortes de conventions ; — Attendu que le nombre en est suffisant, ces conventions

n'étant pas de celles qui se font à la djemâa, ou en public, mais en famille, devant un nombre restreint de témoins, recherchés surtout à raison de leurs qualités ; — Qu'au surplus le demandeur produit ceux qu'il a appelés pour l'assister ; — Attendu que la preuve est suffisamment faite, d'autant plus que la preuve contraire, que le défendeur s'était engagée à faire, est complètement nulle ;

Attendu qu'il y a lieu dans ces conditions de décider qu'il y a eu convention de mariage, qui produira les effets qui y sont attachés par la coutume ; c'est-à-dire que le mari sera tenu de verser la dot convenue, avant le jour fixé pour la célébration du mariage, et que le père de la future épouse devra lui livrer sa fille, sous réserve par celle-ci du droit d'insurrection que lui donne la coutume ;

Attendu que toute partie qui succombe doit être tenue des frais qu'elle a occasionnés ;

Par ces motifs : — Statuant en matière musulmane, par jugement rendu contradictoirement et en premier ressort, disons qu'il y a eu convention de mariage entre les parties ; — Que le défendeur sera tenu de remettre sa fille au demandeur, qui devra payer la dot avant le jour fixé pour la célébration du mariage, sous la réserve du droit d'insurrection pour la future épouse ; — Condamnons le défendeur aux dépens.

Sur l'APPEL, le tribunal de Tizi-Ouzou a rendu le jugement suivant :

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Au fond : — Attendu qu'aux termes de l'art. 1er du décret du 31 janvier 1866 et de l'art. 2 du décret du 29 août 1874, les tribunaux français jugeant en matière kabyle doivent appliquer les coutumes locales ou kanouns ; — Attendu que, depuis, aucune disposition légale n'est venue déroger aux textes susvisés ;

Mais attendu que, dans l'espèce qui est soumise à l'appréciation du tribunal, toutes les formalités exigées par les kanouns n'ont pas été remplies ; — Attendu, en effet, qu'aux termes des coutumes (Letourneux, II, 212 et 213) qui régissent la matière, la promesse de mariage n'est valable entre Kabyles et n'engage irrévocablement les parties que dans les conditions suivantes : — 1° Les parents doivent débattre ensemble et dans le plus grand secret les conditions de l'union projetée ; — 2° S'ils se mettent d'accord, une entrevue officielle est ménagée dans un lieu désigné, où se rendent le futur, le père de ce dernier et le père de la future, en présence de plusieurs témoins ; — 3° La future n'assiste jamais à cette conférence où se règlent toutes les clauses définitives du mariage ; — 4° Enfin les parties en présence récitent le *fatha* avant de se sé-

parer ; — Attendu qu'il ne résulte point des éléments de la cause que toutes les formalités dont l'énumération précède aient été remplies *in integrum;* — Qu'il est établi, en effet, que la future a assisté aux pourparlers qui ont eu lieu entre son père et l'appelant, que la prière dite *fatha* (formalité essentielle et qui a donné son nom à la cérémonie elle-même) n'a pas été récitée ; — Qu'en conséquence il n'y a pas eu de fiançailles dans le sens réel des coutumes entraînant l'irrévocabilité du mariage ; — Que, par suite, le prétendu contrat n'ayant pas reçu la consécration voulue est entaché d'une nullité radicale ;

Par ces motifs : — Infirme et met à néant le jugement dont est appel ; — Dit qu'il n'y a pas eu promesse formelle de mariage entre les parties ; — Que, par suite, l'appelant n'est pas tenu de remettre sa fille à l'intimé ; — Déboute l'intimé de sa demande subsidiaire en 200 fr. de dommages-intérêts.

MM. DE SALES, *ff. prés.;* CAILLY, *subst.* — Mes MARÉCHAL et MARTIN, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

20 juillet 1891

Compétence, litiges musulmans, décrets des 10 septembre 1886 et 17 avril 1889, jugements de cadis ou de juges de paix, arrondissement d'Alger, tribunal d'arrondissement, jugement en matière musulmane, appel, tierce opposition, dernier ressort.

Si la Cour d'Alger a le pouvoir, en matière ordinaire et en vertu des principes généraux, de statuer au dernier degré sur les jugements des tribunaux de première instance qui lui sont déférés, elle ne peut statuer en appel, sur les litiges musulmans, que dans les limites de la juridiction spéciale que lui ont attribuée les décrets des 10 septembre 1886 et 17 avril 1889 relatifs à l'organisation de la justice musulmane, c'est-à-dire sur les jugements de cadis ou de juges de paix de l'arrondissement d'Alger ;

Par suite, le tiers opposant à un jugement précédemment rendu en appel, en matière musulmane, par un tribunal d'arrondissement, ne peut prétendre exercer son action au premier degré devant ce tribunal et porter ensuite un appel

de la nouvelle décision intervenue devant la chambre musulmane de la Cour d'Alger, le tribunal n'ayant pu d'ailleurs statuer entre les nouvelles parties que dans les limites qu'avaient ses pouvoirs juridictionnels au moment du premier jugement dont le tiers opposant a demandé la rétractation.

(Mohamed ben Sadok et autres c. El Hadj Bou Djemâa)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que, par l'organe de Me Girard de Mouricaud, leur avocat, les sieurs Mohamed El Mekki El Meddah ould Karra, Miliani ben Bachir, El Hadj Menouar et El Hadj Abdelkader ben Kerrouda déclarent faire défaut;

Au fond : — Attendu que, pour justifier leur appel, les tiers opposants se prévalent de ce que le litige à vider sur la tierce opposition rentrait dans la catégorie de ceux sur lesquels il doit être statué en premier ressort, et que, dès lors, ce serait méconnaître leur droit que de le faire juger par la juridiction du deuxième degré, si l'on maintenait en dernier ressort la décision du tribunal de Mostaganem; — Attendu que le tribunal saisi du recours en tierce opposition est appelé à juger la même cause dont il a déjà connu, et qu'il doit y statuer, entre les nouvelles parties, dans les limites de ses pouvoirs juridictionnels au moment où il a rendu la décision dont la rétractation est l'objet du recours; — Attendu que la juridiction des tribunaux du deuxième degré ne peut être étendue ni restreinte, et que la partie à laquelle la loi donne le droit de saisir cette juridiction ne peut prétendre exercer son action devant elle qu'au premier degré; que, s'il en était autrement, il y aurait, ce qui ne peut exister, deux juges d'appel pour une même cause; — Attendu qu'en admettant que le tiers opposant à un jugement, rendu sur appel par un tribunal d'arrondissement, soit privé du bénéfice des deux degrés, il y a lieu de reconnaître qu'il ne se trouve pas dans une situation autre que celle où se trouverait celui qui exercerait son recours contre un arrêt de la Cour; que, dès lors, on ne saurait concevoir que l'exception ne fût pas applicable au jugement définitif d'un tribunal jugeant par appel, aussi bien qu'à un arrêt de la Cour; — Attendu qu'en suivant la voie extraordinaire de la tierce opposition, au lieu de former une demande principale dans la forme ordinaire en invoquant la maxime *res est inter alios acta*, le tiers opposant doit subir les conséquences juridiques de la voie par lui choisie pour la poursuite de son action;

Attendu, d'autre part, que la chambre musulmane de la Cour d'appel d'Alger a été instituée, par le décret sur l'organisation judiciaire de la justice musulmane, pour statuer sur les appels des jugements rendus par les cadis et juges de paix de l'arrondissement d'Alger ; — Qu'il résulte de l'exposé des motifs consignés dans le rapport de M. le garde des sceaux que la Cour d'appel d'Alger a été provisoirement substituée, pour la connaissance de ces appels, au tribunal civil de l'arrondissement d'Alger; qu'il faut induire de là que la chambre musulmane de la Cour n'exerce ses pouvoirs juridictionnels que dans les mêmes conditions et au même titre que chacun des tribunaux civils dans le ressort de sa circonscription ; — Attendu qu'il est de principe qu'on ne peut toucher à l'ordre des juridictions tel qu'il a été établi par la loi, qu'il s'agisse de juridictions de droit commun ou de juridictions exceptionnelles; — Attendu que si la Cour d'appel d'Alger a le pouvoir, en matière ordinaire et en vertu des principes généraux communs à toutes les juridictions d'appel, de statuer au deuxième degré sur les jugements des tribunaux de première instance qui lui sont déférés, en dehors des exceptions prévues par la loi, elle ne peut statuer en appel, sur les litiges musulmans, que dans les limites de la juridiction spéciale qui lui a été attribuée par le decret sur l'organisation judiciaire musulmane ;

Sur les conclusions des intimés tendant à l'allocation à leur profit d'une somme de 1,000 fr. à titre de dommages-intérêts : — Attendu qu'il résulte des circonstances de la cause et des explications fournies à la Cour par les appelants qu'ils ont pu se tromper, malgré l'avertissement dont ils ont été l'objet, sur l'étendue de leurs droits; — Qu'à cet égard leur bonne foi ne saurait être suspectée, et que l'appel relevé par eux ne présente pas le caractère d'exaction pouvant donner lieu à des dommages-intérêts ; — Attendu, d'ailleurs, que les intimés ne justifient d'aucun préjudice ;

Par ces motifs : — Donne acte à Me Girard de Mouricaud, avocat, de sa déclaration que ses clients font défaut ; — Déclare l'appel irrecevable ; — Dit, en conséquence, que le jugement dont est appel sortira son plein et entier effet pour être exécuté selon sa forme et teneur ; — Dit n'y avoir lieu à dommages-intérêts ; — Condamne les appelants à l'amende et aux dépens.

MM. YVERNÈS, *ff. prés.* ; GAROT, *subst. du proc. gén.* — Mes MEUNIER et NEUGASS, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

18 janvier 1892

Divorce, instance, résidence de la femme, pouvoirs du juge, domicile conjugal, éloignement du mari.

Le juge compétent pour statuer sur la résidence de la femme pendant une instance en divorce a le droit d'apprécier, d'après les circonstances de la cause, où cette résidence doit être fixée, et il peut notamment désigner le domicile conjugal ; dans ce cas, il doit, par conséquence nécessaire et sans excès de pouvoirs, ordonner au mari d'en sortir (1).

(Vatel c. Dame Vatel)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique du pourvoi tiré de la violation des art. 268 C. civ. et 878 C. pr. civ., de la règle du double degré de juridiction et des principes qui régissent l'autorité maritale, en ce que l'arrêt attaqué, confirmant l'ordonnance du juge conciliateur du 15 octobre 1890, a ordonné l'abandon par le mari du domicile conjugal, par ce motif que ledit mari n'aurait pas justifié d'un droit de propriété sur l'immeuble dans lequel était établi le domicile conjugal, et que le mandat à lui conféré avait été révoqué : — Attendu qu'aux termes des art. 236 et suivants C. civ. révisés en 1886, le juge compétent pour statuer sur la résidence de la femme pendant l'instance en divorce a le droit d'apprécier, d'après les circonstances de la cause et l'intérêt des justiciables, où doit être fixée cette résidence, sans que le domicile conjugal soit exclu par la loi de cette désignation ; que dès lors, si le juge croit devoir désigner cette résidence comme exclusivement réservée à la femme pendant l'instance, il doit, par une conséquence

(1) V. dans ce sens : Paris, 24 nov. 1884 (Gaz. Pal. 84. 2. 766), 25 févr. 1885 (*op. cit.*, 85. 1 539) ; trib. supér. de Cologne, 31 mars 1886 (Pand. franç. 87. 5. 29) ; — Comp. toutefois : Chambéry, 18 nov. 1885 (Gaz. trib., 15 nov. 1885) ; — V. encore Carpentier, *Loi du 18 avril 1886*, n° 52 ; — Troye et Gode, t. 2, n° 547 ; Aubry et Rau, t. 5, § 493, p. 194, texte et note 24.

nécessaire et sans excès de pouvoirs, ordonner au mari d'en sortir ; — Attendu, par suite, que, en confirmant la décision qui avait prescrit à la dame Vatel de résider dans la maison de Tixeraïn, lui appartenant ainsi qu'à sa mère et d'où le mari devait s'éloigner pendant l'instance en divorce, bien que ce fût le siège du domicile conjugal, l'arrêt attaqué n'a violé aucun principe du droit, ni disposition de loi;

Attendu, d'un autre côté, que cet arrêt, en respectant des titres apparents, authentiques, auxquels provision était dûe, n'a nullement apprécié leur sincérité ni leur validité contre lesquels tout intéressé pourra se pourvoir en justice, s'il s'y croit fondé ; qu'ainsi les critiques formulées à ce point de vue par le pourvoi manquent en fait ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt rendu par la Cour d'appel d'Alger le 18 juin 1891.

MM. BÉDARRIDES, *prés.* ; FÉRAUD-GIRAUD, *rap.* ; REYNAUD, *av. gén.* — Me LESAGE, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

24 décembre 1891

Notaire, responsabilité, actes, rédaction, préjudice, faute de la partie.

S'il est de principe, aujourd'hui incontesté, que les notaires sont tenus, sous peine d'engager leur propre responsabilité, d'éclairer les parties sur les conséquences des actes qu'ils rédigent, il est non moins certain qu'aucun recours ne saurait être exercé valablement contre eux lorsqu'au moment de la rédaction de ces actes, aucune circonstance ne leur a permis de prévoir que les conventions par eux constatées pourraient occasionner un préjudice quelconque à l'une ou à l'autre des parties et lorsqu'il est d'ailleurs établi que le préjudice souffert n'a eu d'autre cause que l'impéritie et la négligence de la partie elle-même (1).

(1) Sur la responsabilité des notaires, V. Alger, 14 nov. 1888 (*Rev. Alg.*, 1889. 2. 227) et la note ; 25 nov. 1890 (*Rev. Alg.*, 92. 2. 102) ; Req., 11

(Consorts Geiser c. Cabué)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme;

Au fond : — Attendu, que s'il est de principe, aujourd'hui incontesté, que les notaires, en leur double qualité de mandataires salariés et de conseils des parties, sont tenus, sous peine d'engager leur propre responsabilité, d'éclairer ces dernières sur les conséquences des actes de la rédaction desquels ils sont appelés à prêter leur ministère, il est non moins incontestable, d'autre part, que, lorsqu'à l'époque de la rédaction de ces actes, aucune circonstance n'a permis au notaire de prévoir que les conventions par lui constatées pourraient occasionner un préjudice quelconque à l'une ou l'autre des parties, et qu'il est d'ailleurs établi que le préjudice qui en est résulté pour l'une d'elles n'a eu d'autre cause que son impéritie et sa négligence, aucun recours ne saurait valablement être exercé contre cet officier public;

Attendu, en fait, que par acte reçu Me Cabué, notaire à Alger, le 22 septembre 1881, les époux Grégori ont vendu à Mme veuve Geiser, agissant tant en son nom personnel qu'au nom et comme tutrice de son fils mineur, une maison sise à Mustapha-Inférieur, moyennant un prix principal de 42,000 fr., dont 17,000 fr. ont été payés comptant, et dont le solde, soit 25,000 fr., devait être payé au Crédit foncier agricole d'Algérie en l'acquit du vendeur, et qu'il est constant que ledit immeuble n'a été revendu, le 7 septembre 1888, sur les poursuites de cet établissement financier, que pour une somme de 18,000 fr.;

Mais attendu qu'il résulte de l'acte susvisé que le Crédit foncier agricole n'avait pas hésité à prêter, le 4 mai 1881, 25,000 fr. aux époux Grégori sur le même immeuble, et qu'il est justifié par les circonstances de la cause qu'en ouvrant jusqu'à concurrence de ladite somme un crédit aux époux Grégori, le Crédit foncier a dû, d'après ses statuts, estimer à un minimum de 50,000 fr. la valeur de cet immeuble; — Qu'il appert également d'un autre acte reçu Me Cabué le même

---

mai 1891 (*Rev. Alg.* 1891. 2. 496); Alger, 17 juin 1891 (*Rev. Alg.* 1891. 2.500); 2 févr. 1891 (*Rev. Alg.* 1891. 2. 238) et la note. — V. specialement sur l'effet que produit à ce point de vue l'imprudence personnelle aux clients : Alger, 9 avril 1884 (*Rev. Alg.*, 1885, 2. 138), et 11 mars 1890 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 374).

jour, 22 septembre 1881, que la veuve Geiser a donné à bail, pour six ans, à ses vendeurs la maison objet de la vente du 22 septembre, moyennant un loyer annuel de 3,400 fr., payable par trimestre et d'avance, et qu'elle a intégralement touché ce loyer ; — Qu'il ressort, en outre, des termes de deux actes reçus Me Cabué, le 27 juillet 1887, qu'à cette date, c'est-à-dire postérieurement à l'obligation Grégori, obligation à laquelle la dame Geiser et son fils avaient été substitués, le Crédit foncier de France, ainsi que le Crédit foncier agricole d'Algérie étaient encore disposés à prêter 20,000 fr. à la dame Geiser, sur l'immeuble par elle acquis, et que le Crédit foncier agricole consentait même à lui ouvrir un crédit supplémentaire de 6,000 fr. ; — Attendu que cet ensemble de circonstances démontre suffisamment qu'à la date du 22 septembre 1881, la valeur de l'immeuble acquis par la dame Geiser n'était pas inférieure à 50,000 fr. ; — Attendu que Me Cabué n'a pu évidemment prévoir la dépréciation considérable dont, depuis 1887, les immeubles situés dans la banlieue d'Alger ont été l'objet ; — Attendu qu'il est certain, d'autre part, qu'en prélevant sur le montant des loyers par elle perçus des époux Grégori, pendant une période de six années, somme suffisante pour servir au Crédit foncier les intérêts de l'obligation Grégori, la dame Geiser aurait pu facilement obtenir de cet établissement, soit une prorogation d'échéance du capital de cette obligation, soit un renouvellement ; — Attendu, enfin, que la validité de l'acquisition du 22 septembre n'est pas mise en question ; — Que l'argument tiré du défaut d'autorisation préalable du conseil de famille demeure donc sans portée ; — Qu'il convient, par suite, de reconnaître qu'en l'espèce, le notaire Cabué n'a commis aucune faute ; qu'il ne saurait être, par suite, responsable de la perte résultant pour la dame Geiser de la différence existant entre le prix d'acquisition du 22 septembre 1881 et celui de la vente du 7 septembre 1888 ; — Qu'il y a lieu par suite de débouter la dame Geiser de sa demande et de confirmer le jugement déféré ;

Par ces motifs et ceux des premiers juges demeurant, au surplus, adoptés en ce qu'ils n'ont rien de contraire : — Reçoit en la forme l'appel de la dame Geiser ; — Au fond : — Dit qu'il a été bien jugé, mal et sans cause appelé ; — Confirme, en conséquence, le jugement déféré.

MM. PARISOT, *ff. prés.* ; BROCARD, *subst. du proc. gén.* — Mes CHÉRONNET et BORDET, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

Effets de commerce, musulmans, titre français, circulation endossement, Français, étranger au débat, juridiction musulmane, compétence, coutumes et usages des parties, applicabilité.

Le seul fait d'exciper de titres français privés, spécialement d'effets de commerce ou de billets, pour établir l'engagement de l'une des parties, alors même que ces billets auraient circulé, par voie d'endossement, entre les mains d'établissements financiers d'ailleurs désintéressés depuis cette circulation et étrangers au débat, ne rend pas nécessairement incompétente la juridiction musulmane, qui connaît des affaires commerciales entre musulmans, à la condition d'y appliquer surtout les coutumes et usages des parties. (Décr. 17 avril 1889, art. 2, § 2). (1).

(1) Le tribunal de commerce et la Cour d'appel d'Alger ont donné, sur la compétence commerciale en matière des billets à ordre, des solutions différentes. On sait que l'art. 637 C. com. attribue au tribunal de commerce la connaissance des affaires relatives aux effets qui portent à la fois des signatures de commerçants et de non commerçants. Le tribunal de commerce a décidé que l'endos passé au profit de la Banque de l'Algérie sur un billet contracté pour dette civile perdait toute valeur légale dans le sens de l'art. 637, si le bénéficiaire, en remboursant le tiers porteur, avait empêché qu'il ne pût être mis en cause, et cela malgré les termes de la loi du 4 août 1851, art. 11, qui déclare justiciables des tribunaux de commerce les endosseurs d'effets à la Banque de l'Algérie. V. jugement du 2 févr. 1889 (*Rev. Alg.*, 1889. 2. 166). La Cour, au contraire, a jugé plusieurs fois que les billets à ordre portant la signature d'un commerçant relevaient du tribunal de commerce, quand bien même les souscripteurs ou endosseurs non commerçants seraient seuls engagés dans la poursuite. V. 21 oct. 1886 (*Rev. Alg.*, 1887. 2. 262) ; 9 juill. 1885 (*Rev. Alg.*, 1889. 2. 519), et la note.

Bien qu'il statue en matière musulmane, et qu'il ait ainsi occasion d'appliquer des principes spéciaux, l'arrêt que nous rapportons (1re espèce) se rapproche sensiblement de la doctrine du tribunal de commerce. De même que le jugement du 2 février 1889, il motive, en effet, sa décision sur l'absence au débat de la Banque de l'Algérie, endosseur du billet à ordre remboursé par le bénéficiaire et n'ayant, par suite, nul intérêt dans la cause. V. dans le même sens, Alger, 28 janv. 1882, *Bull. jud. Alg.*, 1882, p. 240. — *Contrà* : Alger, 3 mai 1882, *Bull. jud. Alg.*, 1883, p. 252.

Sur l'application des usages et coutumes musulmans en matière commerciale et spécialement quand il s'agit de billets à ordre, V. Alger, 24 nov. 1890 (*Rev. Alg.*, 1891. 2. 29), et la note.

PREMIÈRE ESPÈCE

—

17 février 1892

—

(Mustapha ben El Hadj Abderrahman c. Ahmed ben Hamoud Chemandji)

Le sieur Mohamed Taïeb ben Mustapha a souscrit, à la date du 10 mai 1890, un billet de 500 fr. causé valeur reçue comptant à l'ordre du sieur Ben El Hadj Mohamed 'Allaouche, qui l'a passé à l'ordre du sieur Ahmed ben Hamoud Chemandji, 'qui l'a passé à l'ordre du sieur Mohamed ben Zadouni, qui, enfin, l'a passé à l'ordre de la Banque de l'Algérie. — Le billet n'ayant pas été payé à l'échéance par le souscripteur, le sieur Ahmed ben Hamoud Chemandji l'a remboursé et l'a retiré de la banque. Il en a demandé ensuite le paiement aux sieurs Mohamed ben Taïeb ben Mustapha, Ben Mohamed Allaouche et Mustapha ben El Hadj Abderrahman. — Ce dernier a résisté à la demande et a opposé l'incompétence de la juridiction musulmane pour connaître de cette demande. — Par jugement du 26 septembre 1891, le juge de paix a repoussé l'exception et a condamné le sieur Mustapha ben El Hadj Abderrahman, seul, à payer au demandeur la somme de 539 fr. 45 cent. représentant la valeur du billet dont s'agit et les frais de protêt et de compte de retour. Il n'a point prononcé de condamnation à l'encontre de son souscripteur et du premier endosseur.

Le sieur Mustapha ben El Hadj Abderrahman a interjeté appel de ce jugement. — Devant la Cour, il en demande l'infirmation; il prétend qu'il a été incompétemment rendu; qu'il s'agissait d'un effet de commerce protesté à la requête de la Banque de l'Algérie, écrit et rédigé conformément à la loi française et, dès lors, régi par cette loi. — Il a subsidiairement conclu à la déchéance de l'action du sieur Ahmed ben Hamoud Chemandji par application dans la cause de l'art. 165 C. com. — L'intimé a demandé, au contraire, la confirmation pure et simple de la décision du premier juge qui a rejeté l'exception soulevée et, au fond, accueilli ses prétentions.

ARRÊT,

LA COUR, — Reçoit, comme régulier en la forme, l'appel relevé

par le sieur Mustapha ben El Hadj Abderrahman contre le jugement de M. le juge de paix du canton sud d'Alger; — Disant droit sur le mérite de cet appel au fond;

En ce qui touche, tout d'abord, l'exception d'incompétence invoquée devant le premier juge et reproduite devant la Cour: — Attendu, en fait, que, pour procurer au sieur Mohamed Taïeb ben Mustapha, qui en sollicitait l'emprunt, une somme de 530 fr., les sieurs Mustapha ben Mohamed Allaouche et Mustapha ben El Hadj Abderrahman notamment ont prêté le concours de leurs signatures; — Qu'aux fins de cet emprunt a été souscrit un billet à ordre qui a été endossé par ceux-ci et par d'autres; — Qu'à l'aide de ce billet et des signatures qu'il porte les fonds ont été trouvés à la Banque de l'Algérie;

Attendu qu'à l'échéance ledit billet n'ayant pas été payé, le sieur Ahmed ben Hamoud Chemandji, après protêt, en a fait les fonds à ladite Banque; — Attendu qu'il réclame aujourd'hui le remboursement de ses avances; que l'appelant conteste le bien fondé de cette demande; — Attendu qu'il s'agit de difficultés nées à l'occasion de l'exécution de conventions intervenues entre musulmans, exécution aujourd'hui poursuivie par un musulman contre un musulman; — Attendu que la connaissance du litige auquel ces difficultés donnent lieu appartient donc à la juridiction musulmane; — Que le billet dont s'agit a été, sans doute, transmis par voie d'endossement à la Banque de l'Algérie, mais que cette banque, qui a été payée, ne figure pas dans l'instance actuelle; qu'elle n'y a nul intérêt; — Attendu que la convention dont s'agit n'a aucun caractère commercial; qu'il n'est pas même justifié que les parties en cause aient la qualité de commerçants; — Attendu que, le contraire fût-il établi, la cause n'échapperait pas pour cela à la juridiction musulmane; — Qu'en effet, cette juridiction connaît des affaires commerciales entre musulmans; — Qu'elle n'y a pas toutefois l'obligation d'y faire application des règles de notre Code de commerce; — Que l'art. 2 paragraphe 2 du décret du 17 avril 1889 lui fait surtout un devoir d'y tenir compte des coutumes et des usages des parties; — Attendu que le seul fait d'exciper de titres français privés, spécialement d'effets de commerce ou de billets, pour établir l'engagement de l'une des parties, ne rend pas nécessairement la juridiction musulmane incompétente; — Que, dans ce cas, le juge musulman conserve le pouvoir de faire état de ces titres et d'en apprécier la valeur et la portée; - Attendu que, de tout ce que ci-dessus, il suit donc qu'en portant devant M. le juge de paix, statuant en matière musulmane, sa demande contre Mustapha ben El Hadj Abderrahman et autres, le sieur

Ahmed ben Hamoud Chemandji n'a point irrégulièrement procédé;

Au fond : — Attendu que vainement l'appelant excipe contre l'intimé des déchéances édictées par l'art. 165 C. com.; — Attendu que ces déchéances sont inapplicables dans la cause; — Que, tenant compte des coutumes et des usages musulmans en semblable cas et y ayant égard, le juge n'a à s'arrêter à des moyens de cette nature;

Attendu que vainement encore ledit appelant se prévaut du retard apporté par la victime dans sa réclamation; — Que la tardivité de l'action n'est point, par elle seule, une cause d'extinction du droit invoqué;

Attendu que les demandes de l'intimé sont, au fond, légitimes et justifiées; — Attendu qu'en remboursant la Banque de l'Algérie il a fait, en réalité, l'affaire des signataires du billet, spécialement celle du sieur Mustapha ben El Hadj Abderrahman; — Attendu que, par l'apposition de la signature au dos du billet susmentionné, ce dernier s'est implicitement porté garant de la dette du sieur Mohamed ben Taïeb;

Attendu que l'intimé, ayant fourni les espèces nécessaires pour faire face au paiement de la dette est en droit, aujourd'hui, d'en exiger le remboursement de tous ceux qui avaient l'obligation de l'acquitter;

Par ces motifs : — Sans s'arrêter ni avoir égard aux fins, exceptions et moyens invoqués par l'appelant à l'appui de son appel, fins, exceptions et moyens dans lesquels il est déclaré mal fondé et dont il est débouté; — Le démet de son appel, confirme le jugement déféré; — Ordonne, en conséquence, que ce jugement sortira, dans son dispositif, son plein et entier effet; — Condamne ledit appelant à l'amende et aux dépens d'appel.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.;* BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes NEUGASS et MARTIN, *av.*

DEUXIÈME ESPÈCE

1er février 1892

(Mustapha ben Ghazi c. Amar ben M'ahmed El Djerouli)

Devant la Cour, l'appelant a opposé à l'action du demandeur

l'incompétence de la juridiction musulmane, résultant de ce qu'il y aurait titre français, c'est-à-dire un billet négociable libellé dans toutes les formes du billet à ordre.

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme;
Sur l'exception d'incompétence : — Attendu qu'il s'agit d'une dette musulmane, d'une action personnelle et mobilière entre musulmans; — Que, dès lors, et sans qu'il y ait lieu de se préoccuper de la nature du titre, il échet de reconnaître que la juridiction musulmane est compétente;

Au fond : — Adoptant les motifs du premier juge;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme; — Rejette l'exception d'incompétence; — Au fond : — Confirme le jugement entrepris; — Dit qu'il sortira son plein et entier effet; — Condamne l'appelant à l'amende et aux dépens d'appel.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.*; BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes PÉLISSIER DE REYNAUD et BOUDERBA, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

30 décembre 1891

Reprise d'instance, constitution de nouvel avoué, assignation, absence de comparution. — Saisie-arrêt, créance du saisissant, valeur, degré de juridiction.

Aucune disposition expresse n'interdit, à peine de nullité, en cas d'assignation en constitution de nouvel avoué, de passer outre au jugement du fond, en l'absence de toute comparution de l'assigné; une telle assignation ne saurait d'ailleurs être assimilée à la demande en reprise d'instance, malgré les termes de l'art. 349 C. pr. civ., l'une et l'autre demande se référant à des cas très différents.

Il est de principe, en matière de saisie-arrêt, que c'est la valeur de la créance du saisissant qui détermine le degré de juridiction (L. 11 avril 1838, art. 1 et 2) (1).

(1) V. dans le même sens, Alger, 29 mars 1887 (*Rev. Alg.*, 1888. 2. 86) et 7 mars 1891 (*Rev. Alg.*, 1891. 2. 285).

(Nephtali Absalem c. Guillaume)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'Absalem a, suivant exploit de Faguet, faisant fonctions d'huissier à Géryville, du 5 août 1891, interjeté appel d'un jugement du tribunal civil de Mascara, du 21 mai de la même année, qui: 1° le déboute d'une demande en validité d'une saisie-arrêt pratiquée au préjudice du sieur Guillaume, et 2° le condamne aux dépens et aux dommages-intérêts envers ce dernier; — Attendu que ledit appelant ayant, dans son acte d'appel, constitué Me Doudart de la Grée pour son défenseur, et celui-ci n'ayant pu accepter cette constitution, l'intimé l'a, suivant autre exploit de Millet, huissier à Saïda, du 25 avril 1891, fait assigner devant la Cour en constitution d'un nouvel avoué, et pour voir statuer, en outre, sur l'appel émis par lui; — Attendu qu'Absalem ne comparaît pas, ni personne pour lui sur cette assignation; qu'il y a lieu de donner défaut et de prononcer au fond sur les demandes de l'intimé; — Attendu, à la vérité, que l'art. 349 C. pr. civ. semble disposer que le jugement à intervenir sur l'assignation en reprise d'instance ou en constitution de nouvel avoué doit se borner à tenir simplement l'instance pour reprise; — Mais attendu que l'assignation en constitution d'avoué ne saurait être assimilée à la demande en reprise d'instance; que ces deux demandes se réfèrent effectivement à des cas très différents; qu'aucune disposition expresse, d'ailleurs, n'interdit à peine de nullité, en cas d'assignation en constitution de nouvel avoué, de passer outre au jugement du fond, en l'absence de toute comparution de l'assigné;

Au fond: — Attendu que l'appel relevé par Absalem ne saurait être reçu; — Attendu, en effet, qu'il est de principe, en matière de saisie-arrêt, que c'est la valeur de la créance du saisissant qui détermine le degré de juridiction; que ce principe repose sur les dispositions des art. 1er et 2 de la loi du 11 avril 1838; qu'aux termes de l'art. 1er de cette loi, les tribunaux connaissent en dernier ressort des actions personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 1,500 fr. de capital; qu'aux termes de l'art. 2, il est également statué en dernier ressort par les tribunaux sur les demandes en dommages-intérêts exclusivement fondés sur la demande principale elle-même; — Attendu, dans l'espèce, que le chiffre de la créance alléguée par Absalem, créance objet de sa saisie et de sa demande en validité, ne s'élève pas au delà de 650 fr.; —

Attendu que la demande reconventionnelle de Guillaume en nullité de la saisie ne constitue qu'une défense à la demande principale, dont elle suit le sort; que ses conclusions incidentes, à fin de dommages-intérêts, sont exclusivement fondées sur cette demande principale; qu'elles tendent, d'ailleurs, au paiement de sommes inférieures à 1,500 fr.; — Attendu qu'il suit de là que la valeur du litige qui a existé devant les parties entre les premiers juges n'a jamais, en réalité, excédé les limites du dernier ressort, et que, conséquemment, c'est à tort qu'appel a été interjeté de la décision qui a statué sur ce litige;

Par ces motifs : — Donne défaut contre ledit Absalem, non comparant, ni personne pour lui, quoique régulièrement réassigné; — Et pour le profit : — Statuant sur l'appel relevé par lui contre le jugement du 21 mai 1891 : — Dit et déclare cet appel irrecevable; — Ordonne, en conséquence, que le jugement entrepris à tort sera exécuté selon sa forme et teneur; — Condamne ledit appelant à l'amende et aux dépens d'appel.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.*; BROCART, *subst. du proc. gén.* — Me DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

10 février 1892

Requête civile, justice musulmane, décret du 17 avril 1889, Code de procédure civile, consignation de l'amende, consultation de trois jurisconsultes, applicabilité.

Il résulte de l'art. 50 du décret du 17 avril 1889 que l'on doit observer, en matière musulmane, les formalités prescrites par les art. 492, 496 et 498 C. pr. civ. pour l'introduction régulière d'une requête civile, dans la mesure où ces formalités sont compatibles avec l'organisation de la justice musulmane;

Il en est ainsi notamment pour la consignation préalable de l'amende et pour la consultation de trois jurisconsultes (1).

(1) Cet arrêt inaugure une jurisprudence nouvelle. — La Cour d'Alger

(Karoubi ben Moktar Salemi c. Hamou ben Merzouk)

ARRÊT

LA COUR, — Vu la requête civile présentée par le sieur Karoubi ben Moktar ; — Vu les pièces produites à l'appui de cette requête ensemble les art. 50 du décret du 17 avril 1889 sur l'organisation de la justice musulmane et les art. 480 et suivants C. pr. civ. relatifs à la requête civile ;

Attendu que, pour être admissible, une requête de cette nature doit, aux termes des art. 494, 495 et 499 C. pr. civ., être précédée, 1° d'une consignation de sommes d'argent à titre d'amende au profit de l'État, et, à titre de dommages-intérêts, au profit de la partie adverse ; 2° d'un consultation de trois anciens avocats contenant déclaration qu'ils sont d'avis de la requête et énonçant aussi les ouvertures sur lesquelles elle se fonde ;

Attendu que le sieur Karoubi ben Moktar ne s'est pas conformé à ces prescriptions de la loi ; — Qu'il ne justifie, en effet, ni de la consultation requise ni de la consignation exigée ; — Attendu qu'en cet état des choses la requête ne peut être reçue ;

Attendu, sans doute, qu'à l'appui de sa demande ledit sieur Karoubi ben Moktar fait plaider que les articles visés ci-dessus sont inapplicables dans la cause ; que la procédure musulmane comporte une simplicité de formes et une économie de frais inconciliables avec les formalités coûteuses et

---

avait admis jusqu'alors l'introduction de la requête civile, en matière musulmane, sous la forme la plus simple et la moins coûteuse, c'est-à-dire par voie de requête ordinaire dégagée des obstacles dont le Code de procédure civile a entouré cette voie de recours particulière Elle avait décidé notamment dans un arrêt du 7 juin 1887 (*Rev Alg.*, 1887. 2. 37 et la note) que l'on devrait appliquer en cette matière seulement ceux des articles du Code de procédure sur la tierce opposition ou la requête civile qui ne porteraient pas atteinte aux règles traditionnelles de simplicité et de modération dans les frais qui régissent la procédure musulmane ; qu'ainsi la consignation préalable de l'amende n'était pas nécessaire. La même solution résultait implicitement d'un autre arrêt du 22 mai 1888 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 195). Ces décisions étaient, il est vrai, prononcées sous l'empire du décret du 10 septembre 1886 ; mais l'art. 50 du décret du 17 avril 1889 s'est borné à reproduire le texte primitif. — C'est donc une appréciation différente énoncée dans les motifs de notre arrêt et non l'application spéciale du décret de 1889 qui a produit cette nouvelle doctrine. Ajoutons d'ailleurs que, même depuis le décret de 1889, un arrêt du 6 novembre 1889 (*Rev. Alg.*, 1889. 2. 605) ne semblait pas l'avoir admise.

complexes du Code de procédure civile ; que les prescriptions de ce Code relatives à la consignation et à la consultation exigent l'accomplissement des formalités qui appartiennent à cette catégorie ; qu'il n'y a lieu dès lors de les observer ; — Attendu que ces moyens ne sauraient être acceptés ; — Qu'ils reposent sur des considérations arbitraires ; — Qu'ils heurtent et qu'ils contredisent les principes véritables et les textes formels qui régissent la matière ; — Attendu que l'intérêt de la stabilité des décisions judiciaires, la crainte de l'abus des recours, de la multiplicite des procès, ont, de tout temps et dans tous les pays où la requête civile a été admise, porté le législateur à rendre étroite et à semer d'obstacles cette voie extraordinaire d'attaque des décisions de justice ; — Attendu qu'au nombre de ces obstacles notre Code a placé, au seuil de la procédure, les nécessités susmentionnées de la consignation et de la consultation ; — Que le but de la loi a été de contenir les requêtes téméraires, par la perspective d'une pénalité pécuniaire à encourir et par la difficulté pour le plaideur imprudent ou de mauvaise foi de rencontrer l'approbation de trois jurisconsultes expérimentés';

Attendu qu'en matière musulmane, aussi bien qu'en matière française, l'utilité de ces freins à la témérité des plaideurs se manifeste avec une égale raison d'être ; — Que l'on peut même énoncer qu'en matière musulmane cette utilité s'affirme, avec une évidence plus spéciale, à l'égard de justiciables dont les litiges sont en général de peu d'importance, au milieu desquels régnent des habitudes processives notoires, et chez qui, surtout, la tradition entretient un esprit permanent de révolte contre toute disposition de nos lois qui a pour objet d'assurer le respect de la chose jugée ; — Attendu que visiblement retenu par l'état de ces mœurs judiciaires, le législateur algérien a longtemps hésité à introduire dans la procédure musulmane la requête civile et la tierce opposition; — Qu'il ne s'est résolu à le faire qu'en 1886 ; — Mais qu'alors et jusqu'à ce jour il s'est bien gardé d'élargir les voies extraordinaires de recours par la suppression de tout ou partie des conditions auxquelles le Code de procédure civile en subordonnait l'usage; — Qu'en effet, l'art. 50 du décret du 17 avril 1889, actuellement en vigueur, décret qui a remplacé celui du 10 septembre 1886, s'exprime encore aujourd'hui de la manière suivante : « Les jugements ou arrêts definitifs pourront être attaqués » par la voie de la tierce opposition et de la requête civile » dans les conditions prévues par les art. 474 et suivants C. » pr. civ., etc. » ; Que ce texte est absolu, qu'il renvoie la procédure musulmane, en matière de requête civile, indistinc-

tement aux règles de forme tracées par les articles du Code de procédure qui s'y rapportent; — Qu'il soumet, sans distinction aussi, la même procédure à toutes les conditions que le Code exige pour sa validité; qu'il rend de la sorte expressément applicables aux musulmans les art. 494, 495 et 499;

Attendu, à la vérité, que, relativement à certains actes, la force des choses impose l'exclusion de formes qui restent incompatibles avec l'organisation elle-même de la juridiction musulmane; — Qu'ainsi, à défaut d'huissier, de défenseur ou d'avoué, dont cette juridiction est dépourvue, les art. 492, 496 et 498 qui supposent l'intervention de ces officiers ministériels ne peuvent être appliqués; — Mais attendu qu'à des cas de cette nature doivent se limiter les exigences de l'organisation de la juridiction musulmane en conflit avec les textes du Code de procédure civile; que ces exigences ne sauraient atteindre ni faire arbitrairement écarter les obligations de la consignation et de la consultation auxquelles tout demandeur en requête civile se trouve assujetti; — Que ces obligations ne nécessitent, pour leur exécution proprement dite, le ministère d'aucun officier de justice; qu'elles ne se rattachent à aucune question de formes inconciables avec celles du Code de procédure; qu'elles constituent, en réalité, des conditions fondamentales d'admissibilité de la requête, conditions dont l'accomplissement, toujours réalisable par le demandeur seul, demeure impérieusement exigé par les art. 494, 495 et 497 précités, incontestablement applicables aux requêtes civiles musulmanes en vertu de l'art. 50 du décret du 17 avril 1889;

Par ces motifs : — Dit non recevable, à défaut de consignation et de consultation préables, la requête civile présentée à la Cour par le sieur Karoubi ben Moktar; — Laisse, en conséquence, à la charge de celui-ci les dépens exposés par lui sur cette requête.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.*; BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes L'ADMIRAL et CHAMBON, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

1er mars 1892

Vente de marchandises, échantillon, livraison, paiement du prix, action en résolution, vérification et acceptа-

tion de l'acheteur, marchandise non conforme, sacs d'échantillons non scellés, usage du commerce, expertise, partie non présente ou appelée, exception de l'art. 106 C. com., rapports du vendeur et de l'acheteur.

La livraison des marchandises vendues, même accompagnée du paiement du prix, ne suffit pas, tant que l'acheteur ne les a pas vérifiées et acceptées, pour engendrer une fin de non recevoir contre l'action en résolution fondée sur ce qu'elles ne seraient pas de la nature stipulée au contrat. Spécialement dans la vente sur échantillon, l'acheteur, malgré la clause portant que la marchandise est vendue franco bord d'embarquement, paiement comptant, a le droit de la faire vérifier après son arrivée dans le port de débarquement, lorsque la vérification n'a pas eu lieu au moment de la mise à bord, et de demander la résiliation du contrat quand elle n'est pas conforme à l'échantillon.

La circonstance que les sacs d'échantillon n'ont pas été scellés, résultant le plus souvent de l'usage du commerce, ne vicie pas la convention (résolu par la Cour d'appel).

Une expertise n'est, en principe, opposable à une partie, qu'autant que cette partie y a été présente ou appelée. L'exception apportée à cette règle par l'art. 106 C. com. ne régit que les rapports du destinataire avec le voiturier, et non ceux du vendeur avec l'acheteur lorsque celui-ci refuse la marchandise pour défaut de conformité avec l'échantillon ; — Un arrêt ne peut donc, sans violer les art. 302 et suivants, 429 C. civ., prendre une semblable expertise pour base unique de sa décision, au lieu d'y chercher de simples renseignements.

(Valler frères c. Teissier)

La 2e Chambre de la Cour d'Alger, statuant sur l'appel relevé par Valler frères d'un jugement du tribunal de commerce d'Alger, du 5 octobre 1889, avait rendu l'arrêt suivant le 25 janvier 1890 :

LA COUR, — Attendu que les frères Valler ont relevé appel du jugement interlocutoire rendu par le tribunal de commerce d'Alger le 5 octobre 1889 dont s'agit dans la cause ; — Que de son côté Teissier a relevé égale-

ment appel incident du même jugement ; — Attendu que ces appels sont réguliers et recevables en la forme ;

Au fond : — Attendu que, le 27 novembre 1888, lesdits frères Valler ont expédié par Jais, courtier, à Teissier, de Philippeville, courtier Schneider, cinq sacs d'orge, à 16 fr. les 100 kilog., offrant aux mêmes conditions, si l'orge de ces cinq sacs était agréé, 1,800 quintaux de cette marchandise, criblée, en sacs réglés, à 16 fr , bord à Alger, fret 8 fr. la tonne, à la charge de l'acheteur ; — Attendu que Schneider en acceptant cette offre, le 30 novembre, formulait ainsi les conditions du marché : « 1,800 quintaux d'orge criblé, absolument conforme aux cinq sacs envoyés par Valler frères, 16 fr., bord Alger, fret 8 fr., expédition immédiate, acheteur Teissier » ; — Attendu que, le même jour, Jais ratifiait ces mêmes conditions, que Valler frères les acceptaient aussi, en y ajoutant celle du paiement au comptant ; — Attendu que les orges dont s'agit étaient ensuite embarquées à Alger et expédiées à Philippeville ; — Que le prix en était payé, pour le compte de Teissier et sur son ordre, par le Crédit Lyonnais d'Alger ; — Attendu qu'à leur arrivée à Philippeville, ces orges ont été réfusées par Teissier comme n'étant pas identiques à l'orge des cinq sacs primitivement envoyés ; — Attendu que vainement, pour écarter l'action actuelle de ce dernier, Valler frères excipent de la prétendue réception définitive des orges livrées, réception qui résulterait, suivant eux, de la nature du contrat et de l'exécution de ce contrat, c'est-à-dire de la livraison à bord et de l'embarquement de ces orges à Alger ; — Attendu qu'il s'agit dans la cause d'une contestation relative à un défaut de conformité à l'échantillon ; — Attendu que la circonstance que des marchandises ont été livrées et reçues, que l'acheteur en a payé le prix, ne saurait rendre l'acheteur irrecevable à refuser ultérieurement ces marchandises à leur arrivée à destination, si elles ne sont pas de même nature que celles convenues ; que la validité de la convention reste, en effet, subordonnée toujours à l'execution loyale et exacte des conditions de cette convention, conditions sans lesquelles le marché n'aurait pas existé ;

Attendu, tout d'abord, qu'il est constant, en fait, que la vérification de conformité n'a pas eu lieu à Alger au moment de l'embarquement ; — Que cette vérification était d'ailleurs impossible alors dans cette ville, puisqu'à ce même moment les cinq sacs envoyés se trouvaient à Philippeville ; — Qu'ainsi Valler frères n'ont notifié à Teissier aucune mise en demeure d'y assister ; que Jais, mandataire des vendeurs, n'avait pas le pouvoir d'y représenter Teissier ; — Attendu que ce n'est qu'à Philippeville qu'il a été réellement procédé à cette vérification de conformité ; — Qu'elle a eu lieu par trois experts nommés par le président du tribunal de cette ville ; que les experts ont d'abord reçu les cinq sacs formant l'échantillon du courtier Schneider qui en a certifié l'identité ; — Qu'ils ont, après examen consciencieux, constaté ensuite que le chargement refusé par Teissier contenait plus de corps étrangers et plus de graines avariées que l'orge des cinq sacs ; — Que l'orge du chargement, en outre, pesait 2,200 grammes de moins à l'hectolitre que l'orge des cinq sacs ; — Qu'en conséquence, il était certain qu'il n'y avait pas conformité entre la marchandise livrée et l'échantillon ;

Attendu que vainement les frères Valler se prévalent de ce que les cinq sacs d'échantillon n'avaient pas été scellés ; — Que cette circonstance im-

porte peu par elle-même en l'état ; qu'elle résulte le plus souvent de l'usage du commerce ; qu'en pareil cas, le vendeur suit d'ordinaire la foi de l'acheteur, qui se confie à sa probité ; — Que l'absence des scellés ne vicie donc pas la convention ; que cette convention doit s'exécuter alors dans les termes suivant lesquels elle a été conclue ;

Attendu que vainement encore les frères Valler prétendent que l'expertise dont il vient d'être parlé n'a pas été contradictoire, et qu'elle leur est étrangère ; — Attendu qu'il leur appartenait de s'y faire représenter ; qu'avisés des refus de Teissier, ils se sont bornés à soutenir que la marchandise avait été reçue ; que tout était irrévocablement terminé ; qu'ils se sont refusés d'une manière absolue à écouter les réclamations de Teissier ;

Attendu que la Cour rencontre et puise d'une manière souveraine dans les indications du rapport des experts qui ont opéré les éléments de conviction qui lui sont nécessaires ; — Qu'une nouvelle expertise serait, d'après les frères Valler eux-mêmes, absolument impossible, à raison du temps écoulé, à raison des avaries et des transformations que l'orge expédiée a pu subir ; — Qu'elle serait inutile, d'ailleurs, celle à laquelle il a été procédé étant formelle et précise, sur le point en litige, et offrant à la Cour des garanties suffisantes d'exactitude et d'impartialité ;

Attendu que dans les ventes de la nature dont s'agit au procès, la non conformité de la marchandise livrée avec l'échantillon entraîne la résiliation du marché ; — Que Teissier est donc fondé, dès aujourd'hui, à l'obtenir ; que, par suite, il est en droit de réclamer aussi et le remboursement du prix de la vente et celui de toutes sommes accessoires déboursées en exécution de cette vente ; qu'il a droit de plus à de légitimes dommages-intérêts ;

Par ces motifs : — Reçoit comme régulier en la forme tant l'appel principal des frères Valler que l'appel incident de Teissier ; — Disant droit au fond sur ces appels : — Démet Valler frères de leur appel principal, et des fins de cet appel ; — Faisant droit à l'appel incident : — Infirme le jugement du tribunal de commerce du 5 octobre 1889 ; — Statuant à nouveau : — Declare résilié par les causes ci-dessus, aux torts de Valler frères, le marché des 1,800 quintaux d'orge conclu entre eux et Teissier dans les derniers jours de novembre 1888 et les premiers jours du mois suivant ; — En conséquence, condamne les sieurs Valler freres, solidairement, à restituer audit sieur Teissier le prix de ce marché, soit la somme de 28,800 fr. ; — Les condamne de plus par les mêmes voies à payer au même sieur Teissier la somme de 1,983 fr. 53 cent., montant du nolis et autres déboursés accessoires qu'a occasionnés l'exécution du marché, pour les droits de courtage, mise en meule, fournitures de planches et de bâches, garde à quai, et location de 2,000 sacs ; — Les condamne aux intérêts de ces sommes ; — Les condamne. en outre, dans les mêmes conditions de solidarité, à payer à Teissier 500 fr. de dommages-intérêts ; — Les condamne, enfin, solidairement, à l'amende et aux dépens, tant de première instance que d'appel.

MM. Waller frères se sont pourvus en cassation contre cet arrêt et ont fourni, à l'appui de leur pourvoi, les moyens suivants :

Premier moyen : — Violation des art. 1134 C. civ. et 100 C. com., ainsi que des principes en matière commerciale, en ce que l'arrêt attaqué a déclaré que la marchandise vendue franco bord d'embarquement devait être considérée comme livrée non au port d'embarquement, mais au port d'arrivée, alors cependant que le paiement avait été effectué comptant au moment de la mise à bord, et qu'elle avait incontestablement voyagé aux risques et périls de l'acheteur ;

Deuxième moyen : — Fausse application de l'art. 106 C. com. et de la violation des art. 302 et suivants, et 429 C. pr. civ., en ce que l'arrêt attaqué a pris pour base exclusive de sa décision une expertise qui, pour avoir été effectuée en dehors des vendeurs, sans qu'ils y eussent été appelés, ne leur était nullement opposable.

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen : — Attendu que la livraison des marchandises vendues, même accompagnée du paiement du prix, ne suffit pas, tant que l'acheteur ne les a pas vérifiées et acceptées, pour engendrer une fin de non recevoir contre l'action en résolution fondée sur ce qu'elles ne seraient pas de la nature stipulée au contrat ; que, dans la vente sur échantillon, l'acheteur, malgré la clause portant que la marchandise est vendue franco bord d'embarquement, paiement comptant, a donc le droit de la faire vérifier après son arrivée dans le port de débarquement, lorsque la vérification n'a pas eu lieu au moment de la mise à bord, et de demander la résiliation du contrat quand elle n'est pas conforme à l'échantillon ; — Attendu, en fait, que des déclarations de l'arrêt attaqué il résulte que la vérification des orges vendues sur échantillon bord Alger, paiement comptant par Waller frères à Teissier, le 30 novembre 1888, ne pouvait se faire à Alger au moment de leur embarquement, et qu'elle n'était possible qu'à Philippeville où se trouvaient les sacs d'échantillon ; que, dans ces circonstances, la Cour d'appel d'Alger a pu, dès lors, prononcer la résiliation du marché pour défaut de conformité de la marchandise livrée avec les échantillons, sans violer les dispositions de loi invoquées par le premier moyen ;

Rejette ce moyen ;

Mais sur le deuxième moyen :

Et d'abord sur la fin de non recevoir opposée à ce moyen : — Attendu qu'il résulte des qualités de l'arrêt attaqué que les demandeurs ont conclu devant la Cour d'Alger à la nullité de

l'expertise faite à Philippeville en décembre 1888, pour vérifier si les marchandises expédiées par eux à Teissier étaient conformes à l'échantillon, en se fondant sur ce qu'ils n'y avaient pas été appelés; que le deuxième moyen qui reproduit ce grief n'est donc pas nouveau;

Rejette la fin de non recevoir;

Au fond : — Vu les art. 429 paragraphe 2 et 315 C. pr. civ.; — Attendu, en principe, qu'une expertise n'est opposable à une partie qu'autant qu'elle y a été représentée ou appelée; que si, à raison de l'urgence, l'art. 106 C. com. fait exception à cette règle, il ne régit que les rapports du destinataire avec le voiturier et non ceux du vendeur avec l'acheteur, lorsque, comme dans l'espèce, la marchandise est refusée par celui-ci pour défaut de conformité avec l'échantillon; — Qu'en fait, l'expertise à laquelle il a été procédé à Philippeville pour la vérification de conformité des orges en litige a eu lieu en exécution d'une ordonnance du 8 décembre 1888 du président du tribunal de commerce de cette ville, rendue sur requête présentée par Teissier, sans que les demandeurs y aient été présents et appelés; — Qu'en lui assignant la portée d'une expertise régulière et qu'en la prenant, à ce titre, pour base unique de sa décision, au lieu d'y chercher de simples renseignements, l'arrêt attaqué a, dès lors, violé les articles de loi ci-dessus visés;

Par ces motifs : — Casse.

MM. MAZEAU, *prem. prés.*; DURAND, *rap.*; DESJARDINS, *av. gén.* — Mes LEHMANN et SABATIER, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

17 décembre 1891

Preuve testimoniale, bail entre Français et indigène, ordonnance du 26 septembre 1842, art. 37, § 4, décrets du 10 septembre 1886 et du 17 avril 1889, abrogation.

Le paragraphe 4 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, qui autorisait, dans les contestations entre Français et indigènes, l'application de la loi française ou de celle du

pays, a été formellement abrogé par l'art. 74 du décret du 10 septembre 1886 et par l'art. 77 du décret du 17 avril 1889 (1) ;

En conséquence, la preuve testimoniale n'est pas admise pour établir l'existence, entre Français et indigène, d'un bail verbal qui n'a encore reçu aucune exécution (C. civ., art. 1715).

(Chalard c. Embarek ben Ali)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que, devant le tribunal de Blida, Embarek ben Ali demandait condamnation de Chalard au paiement d'une somme principale de 2,250 fr. à titre de dommages-intérêts pour réparation du préjudice que lui aurait causé l'expulsion par un tiers du terrain que lui aurait verbalement loué ledit Chalard, le 12 octobre 1888 ; — Attendu que Chalard niait la prétendue location dont excipait Embarek ben Ali et concluait au rejet de la demande ; — Attendu que nonobstant cette dénégation le tribunal de Blida se basant sur les dispositions du paragraphe 4 de l'art. 37 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 et se fondant sur une enquête ordonnée dans une instance entre Embarek et un autre indigène et à laquelle Chalard était demeuré complètement étranger, a, par jugement du 13 novembre 1889, reconnu l'existence du bail dont s'agit et fait partiellement droit aux conclusions d'Embarek ; — Attendu que Chalard a relevé appel de ce jugement ; Qu'Embarek ben Ali en a interjeté lui-même incidemment appel ; — Attendu que ces appels sont réguliers en la forme ;

Au fond : — Attendu que le paragraphe 4 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, qui, dans les contestations entre Français et indigène, autorisait l'application de la loi française ou de celle du pays, a été formellement abrogé par l'art. 74 du décret du 10 septembre 1886 ; — Attendu, en admettant, ainsi que l'allègue Embarek, que le décret susvisé ait été lui-même abrogé par un décret postérieur du 17 avril 1889, allégation d'ailleurs inexacte puisque l'art. 77 de ce décret non seulement a maintenu les dispositions de l'art. 74 du décret de 1886, mais qu'il les a même rééditées, il n'en est pas moins incontestable que le prétendu bail verbal du 12 octobre 1888, contracté sous l'empire du décret du 10 septembre 1886, demeurait régi par les dispositions de ce décret et qu'en

(1) V. Alger, 3 nov. 1891 (*Rev. Alg.* 1892. 2. 27), et la note.

vertu de l'abrogation par lui prononcée, la preuve du bail dont s'agit ne pouvait plus, aux termes de l'art. 1715 C. civ., être reçue par témoins ; — Qu'il y a donc lieu de décider que les premiers juges ont, à tort, admis la preuve testimoniale pour établir l'existence du bail invoqué par Embarek ben Ali et formellement dénié par Chalard, et que, se basant sur cette preuve, ils ont condamné ce dernier à payer audit Embarek une somme principale de 350 fr. ; d'infirmer, en conséquence, leur jugement et, attendu que les dépens doivent être supportés par la partie qui succombe, de condamner Embarek ben Ali aux dépens de première instance et d'appel ;

Par ces motifs : — Reçoit en la forme les appels tant principal qu'incident ; — Faisant droit au fond sur l'appel principal : — Dit qu'il a été mal jugé, bien appelé ; — Infirme le jugement déféré ; — Statuant à nouveau, dit l'existence du bail verbal invoqué par Embarek ben Ali non établie ; — Décharge en conséquence Chalard des condamnations prononcées contre lui pour inexécution de ce prétendu bail, etc.

MM. PARISOT, *ff. prés.* ; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes DOUDART DE LA GRÉE et MOJON, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

—

23 janvier 1892

—

Vente de substances médicamenteuses, Algérie, indigène musulman, prohibition, exception, substances vénéneuses destinées à la toilette ou aux pratiques religieuses, décret du 12 juillet 1851 et circulaire ministérielle du 28 mai 1857.

—

En Algérie, les indigènes musulmans, commerçants ou non, ne pratiquant pas d'ailleurs la médecine, la chirurgie, l'art des acouchements, ne sont autorisés par aucun texte à vendre, ne fût-ce qu'à leur coreligionnaires, des substances médicamenteuses, à l'exception toutefois de certaines substances vénéneuses, journellement employées par eux pour leur toilette ou leurs pratiques religieuses, dont un des trois décrets du 12 juillet 1851 a autorisé la vente dans une me-

sure que la circulaire ministérielle du 28 mai 1857 a précisée (1).

(Saïd ben Amar c. Min. pub.)

ARRÊT

LA COUR, — En la forme : — Attendu que l'appel du prévenu est régulière et recevable ;

Au fond : — Attendu qu'il résulte des constatations auxquelles il a été procédé, de la déposition du docteur Labrousse, des aveux de Saïd ben Amar, que ce prévenu, commerçant à Guelma, débitait journellement dans son magasin aux musulmans, ses coreligionnaires, une substance médicamenteuse, dite acheba, ayant pour base l'iodure de potassium, préparée par le sieur Margey, pharmacien à Blida ;

Attendu que, deux décrets du 12 juillet 1851, ont réglementé l'exercice en Algérie de la médecine et de la pharmacie ; — Que l'un et l'autre disposent, par leur art. 1er, que nul, en Algérie, ne peut exercer soit la médecine, soit la pharmacie, en dehors des conditions de capacité édictées par les lois métropolitaines qu'ils visent ; — Que le premier de ces décrets porte toutefois, art. 2 : « que ses dispositions ne sont » pas applicables aux musulmans qui pratiquent la médecine, » la chirurgie, l'art des accouchements à l'égard de leurs » coreligionnaires » ; — Que le second ne contient, en ce qui concerne l'exercice de la pharmacie par des musulmans, aucune restriction semblable ; — Que l'intention manifeste du législateur a été d'accorder aux indigènes exerçant ordinairement la médecine, la chirurgie, l'art des accouchements des immunités qu'il a refusées pour l'exercice de la pharmacie aux indigènes ne présentant pas même ces faibles garanties de capacité médicale ; — Qu'il n'a été fait exception à ces principes, par un troisième décret du 12 juillet 1851, en considération de certaines habitudes invétérées des musulmans, que relativement aux ventes de substances vénéneuses, journellement employées par eux pour leur toilette ou leurs pratiques religieuses, avec cette restriction, précisée par une

---

(1) Cpr. trib. de Blida, 5 oct. 1888 et Alger, 2 nov. 1889 (*Rev. Alg.*, 1889. 2. 290 et 292). — Ces deux décisions, et surtout l'arrêt de la Cour, paraissent, à la difference de la décision que nous rapportons, autoriser la vente de substances médicamenteuses faite par des indigènes musulmans à leurs coreligionnaires.

circulaire ministérielle du 28 mai 1857, que ces ventes ne seraient permises par les autorités civiles ou militaires compétentes que quant à celles de ces substances qui seraient le moins vénéneuses et le plus indispensables aux musulmans ;

Attendu qu'il résulte des considérations qui précèdent que, en Algérie, en dehors de l'exception dont il vient d'être parlé, les indigènes, commerçants ou non, ne pratiquant pas d'ailleurs la médecine, la chirurgie, l'art des accouchements, ne sont autorisés, par aucun texte, à vendre, ne fût-ce qu'à leurs coreligionnaires, des substances médicamenteuses en contravention à l'art. 36 de la loi du 21 germinal an XI, modifié par l'article unique de la loi du 29 pluviôse an XIII, déclarée exécutoire en Algérie par arrêté du 10 mars 1835; — Attendu que c'est, par suite, avec raison que les premiers juges ont fait application de ces dispositions à Saïd ben Amar;

Attendu que la peine de 25 fr. d'amende par eux prononcée contre ce dernier n'est pas d'ailleurs excessive;

Par ces motifs : — Dit régulier et recevable, mais mal fondé, l'appel de Saïd ben Amar; — Confirme, pour être exécuté dans toutes ses dispositions, le jugement déféré; — Condamne Saïd ben Amar aux frais d'appel.

MM. CUNIAC, *prés.*; HONEL, *subst. du proc. gén.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

6 janvier 1892

Séquestre, effets, appréciation, tribunaux ordinaires, compétence.

Il ne saurait appartenir aux tribunaux ordinaires d'apprécier directement ou indirectement les effets du séquestre, de rendre des décisions ayant pour résultat d'y faire obstacle, d'en paralyser l'exercice, d'en modifier les termes, cette matière échappant, d'une manière absolue, à leur compétence (1).

---

(1) V. dans le même sens, Alger, 20 mars 1889 (*Rev. Alg.* 1890. 2. 216), et 19 janv. 1891 (*Rev. Alg.* 2. 218).

(Consorts Abdelselem ou Mohamed c. Bouillé)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme ;

Attendu qu'il est constant que tout le territoire sur lequel sont situés les immeubles litigieux a été frappé du séquestre collectif ; — Attendu qu'il n'échet donc pas de s'arrêter à la distinction proposée, et de considérer différemment, en droit, les immeubles venus en la possession de Mohamed Chellel par suite de compensation, ou par suite de la levée du séquestre, leur origine étant la même ; — Attendu que l'autorité judiciaire est incompétente, d'une manière absolue, pour apprécier le litige qui lui est soumis, le séquestre étant une mesure d'ordre politique ; — Attendu qu'il ne saurait appartenir aux tribunaux ordinaires d'apprécier, directement ou indirectement, les effets du séquestre, de rendre des décisions ayant pour résultat d'y faire obstacle, d'en paralyser l'exercice, d'en modifier les termes ; — Attendu que c'est à tort, par conséquent, que les premiers juges ont examiné le litige qui leur était soumis ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Au fond : — Infirme et met à néant le jugement déféré ; — Statuant à nouveau : — Dit la juridiction civile incompétente pour connaître du litige ; — Renvoie les parties à se pourvoir ainsi qu'elles aviseront ; — Condamne les appelants à l'amende et en tous les dépens.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes HONEL et JOUYNE, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

—

24 décembre 1891

—

Chose jugée, conditions d'existence, identité de causes. — Impôt arabe, dixième alloué aux chefs indigènes, caractère, traitement, portion saisissable, loi du 21 ventôse an IX.

—

On ne saurait invoquer dans un débat, comme constituant

l'autorité de la chose jugée, une précédente décision judiciaire, si l'ancienne et la nouvelle instance n'ont pas la même cause (1).

Le dixième alloué aux chefs indigènes sur l'impôt arabe constitue non pas une indemnité de déplacement, mais un traitement saisissable seulement dans les proportions indiquées par la loi du 21 ventôse an IX (Circ. administ., 7 mars 1890) (2).

(Mohamed ben Salem Cheïk c. Dame Népoty et autres)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'une somme de 1,975 fr. 65 cent. provenant des parts sur impôts arabes de 1888 et 1889, et revenant à Mohamed ben Salem Cheïk à N'Agous, a été déposée le 30 janvier 1890 à la caisse des dépôts et consignations de Batna où elle est restée frappée de diverses oppositions; — Attendu que, l'un des opposants, la Compagnie algérienne en ayant demandé la distribution par contribution judiciaire, les créanciers produisirent à cette contribution; — Attendu que Mohamed ben Salem déposa entre les mains du juge un acte de production aux termes duquel il exposait que tant en vertu de la jurisprudence que des règles administratives en vigueur, les parts d'impôts arabes revenant aux cheïks étaient assimilées aux traitements de fonctionnaires et soumises par suite à la loi du 21 ventôse an IX; qu'en conséquence les parts d'impôts de 1888 et 1889, ne dépassant pas 1,000 fr. par année, ne pouvaient être saisies que jusqu'à concurrence de un cinquième, et que la distribution ne pouvait porter que sur ce cinquième, soit 395 fr. 13 cent.; — Attendu que par son règlement provisoire du 12 juillet 1890, le juge-commissaire repoussa ces prétentions en estimant que les parts d'impôts arabes alloués aux cheïks ne sont point un traitement, mais une simple indemnité de déplacement; — Attendu que, sur le contredit formé par Mohamed ben Salem à ce règlement, le tribunal de Batna, se basant sur la chose jugée résultant d'après lui d'un jugement définitif du tribunal de Constantine qui a repoussé un contredit de même nature élevé par le susnommé contre un règlement provisoire ouvert devant ce

(1) Sur l'influence des causes nouvelles en matiere d'autorité de la chose jugée, V. cass. civ. 16 mars 1891 (*Rev. Alg.*, 1891. 2. 561).

(2) V. Alger, 25 mai 1872 (Estoublon, *Jurispr. Alg.*, 1872, 27).

tribunal, qui avait également mis en distribution la totalité des sommes attribuées audit Ben Salem pour la part lui revenant dans le recouvrement des impôts, a, par jugement du 18 novembre 1890, déclaré Ben Salem mal fondé dans son contredit, et maintenu le règlement contesté ; — Attendu que Mohamed ben Salem a relevé appel de ce jugement et que cet appel est régulier en la forme ;

Au fond : — Attendu que le tribunal de Batna ne pouvait, en aucune manière, admettre l'exception de la chose jugée; que si, en effet, la question avait été soulevée déjà devant le tribunal de Constantine et tranchée le 25 mai 1887, ce n'était pas sur les mêmes causes; — Qu'il s'agissait, en 1887, de distribuer des sommes autres que celles à distribuer en 1890; — Que les deux instances n'ayant pas la même cause, il ne pouvait y avoir chose jugée ;

Attendu, d'autre part, que le tribunal de Batna a méconnu, en repoussant les contestations de Mohamed ben Salem, les règles ordinaires de la jurisprudence et des règlements administratifs ; — Attendu, en effet, que les arrêts des 25 mai 1872 et 1er avril 1889, rendus par la Cour d'appel d'Alger sur la question, déclarent que le dixième alloué aux chefs indigènes sur l'impôt arabe ne doit être saisisssable que dans la proportion fixée par la loi du 21 ventôse an IX; — Attendu, enfin, qu'une circulaire administrative du 7 mars 1890 enjoint aux directeurs et receveurs des contributions de considérer les parts de l'impôt attribuées aux chefs indigènes comme des traitements de fonctionnaires, et de n'opérer désormais de retenue judiciaire sur les dixièmes de ces chefs que dans les proportions indiquées par la loi du 21 ventôse an IX;

Attendu qu'en présence de ces décisions, aucun doute ne peut subsister; — Que les oppositions mises sur les parts de 1888 et 1889, revenant à Ben Salem, ne peuvent porter que sur un cinquième, ainsi qu'il le soutenait dans son contredit au règlement provisoire, et qu'il doit, par suite, se voir faire attribution des quatre cinquièmes de surplus qui sont sa propriété exclusive;

Par ces motifs : — Dit qu'il a été mal jugé, bien appelé; — Infirme, en conséquence, le jugement déféré; — Et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire; — Dit que, s'agissant en la cause de statuer sur des sommes saisies-arrêtées, différentes de celles qui ont fait l'objet du jugement du 25 mai 1887, il ne peut y avoir chose jugée; — Dit que les oppositions faites à la caisse des dépôts et consignations de Batna ne peuvent porter que sur un cinquième des sommes déposées ; — Réduit l'effet des dites saisies-arrêts à ce cin-

quième; — Dit qu'attribution sera faite au profit de Mohamed ben Salem des quatre cinquièmes de la somme déposée; — Ordonne, en tant que de besoin, que M. le préposé à la caisse des dépôts et consignations sera tenu, sur la signification du présent arrêt, de remettre au susnommé la somme représentative des quatre cinquièmes à tort saisies-arrêtées, avec intérêts de droit; — Condamne la Compagnie algérienne en tous les dépens de première instance et d'appel.

MM. PARISOT, *ff. prés.*; BROCARD, *subst. du proc. gén.* — Mes CHÉRONNET et DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

29 novembre 1891

Divorce, cassation, pourvoi, effet suspensif, arrêt interlocutoire, enquête.

L'effet suspensif du pourvoi en cassation, en matière de divorce, s'applique indistinctement à tous les arrêts qui peuvent être frappés d'un pourvoi au cours d'une procédure de divorce;

Spécialement, est suspensif le pourvoi formé contre un arrêt ordonnant une enquête, en cette matière (1).

(Dame Athon c. Athon)

ARRÊT

LA COUR, — Donne défaut contre le sieur Athon, et statuant sur le moyen unique du pourvoi, tiré de la violation de l'art. 16 de la loi du 27 novembre 1790 et de la fausse application de l'art. 248 C. civ., modifié par la loi du 18 avril 1890, en ce que l'arrêt attaqué a considéré comme suspensif le pourvoi formé contre un arrêt ordonnant une enquête en matière de divorce et a, par suite, annulé l'enquête à laquelle il a été

(1) La question est controversée. V. la note sur l'arrêt de la Cour d'Alger qui a donné lieu au pourvoi, *Rev. Alg.*, 1891. 2. 35. *Adde*, en sens contraire au présent arrêt, Paris, 7 févr. 1889 (Sir., 90. 2. 69).

procédé pendant l'instance en cassation, alors que l'arrêt interlocutoire avait prescrit qu'elle serait commencée dans le mois de la signification;

Attendu, en droit, que le nouvel art. 248 C. civ. (loi du 18 avril 1890), après avoir déterminé le point de départ du délai pour se pourvoir en cassation contre les arrêts contradictoires et les arrêts par défaut rendus en matière de divorce, ajoute, dans son paragraphe dernier, que « le pourvoi est suspensif; » — Attendu que, du rapprochement de ces dispositions, de leur réunion dans un même article et de la généralité des expressions dont s'est servi le législateur, découle cette conséquence que l'effet suspensif s'applique indistinctement à tous les arrêts qui peuvent être frappés d'un pourvoi au cours d'une procédure en divorce; — Attendu, en fait, que la dame Athon ayant obtenu de la Cour d'appel d'Alger, le 11 février 1889, un arrêt l'autorisant à prouver les faits par elle articulés à l'appui de sa demande en divorce contre son mari, celui-ci s'est pourvu en cassation contre cet arrêt et a fait notifier ledit pourvoi à la dame son épouse; — Que cette dernière ayant néanmoins fait procéder à l'enquête ordonnée, c'est avec raison que la Cour d'Alger a déclaré nulle ladite enquête, sauf à la défenderesse à la recommencer en présence de son mari ou lui dûment appelé;

Par ces motifs : — Rejette.

MM. MAZEAU, *prem. prés.*; RUBEN DE COUDER, *rap.*; RONJAT, *av. gén.* — Me LEHMANN, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

—

27 janvier 1892

—

Étranger, tribunaux français, droit de juridiction, traité international, demande en divorce, loi du pays d'origine, non admission, irrecevabilité; naturalisation, effets non applicables, femme, conservation de la nationalité d'origine.

—

Les étrangers sont non recevables à demander aux tribunaux français, investis de la juridiction à leur égard par un

traité international, l'exercice d'un droit qui n'est pas admis par la loi de leur pays, et notamment le divorce (1);

Les effets de la naturalisation ne sauraient s'appliquer aux tiers qui ont eu avec l'étranger des relations légales avant cette naturalisation, spécialement à la femme qui a conservé sa nationalité, entendant bénéficier de la loi de son pays sur le mariage.

(Andrès c. Dame Andrès)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la demande principale : — Adoptant les motifs des premiers juges;

Sur la demande reconventionnelle : — Attendu que les époux Andrès ont contracté mariage à Alger, devant l'officier de l'état civil, le 27 octobre 1877; — Qu'étant sujets espagnols, ils étaient non recevables à demander aux tribunaux français, investis du droit de juridiction à leur égard par le traité international du 18 mars 1862, l'exercice d'un droit qui n'est pas admis par la loi de leur pays, et notamment le divorce; — Attendu, à la vérité, qu'Andrès a été naturalisé Français par décret en date du 25 juillet 1888; mais attendu que cette naturalisation n'a pas pu lui donner plus de droits à cet égard que s'il avait conservé son statut personnel; — Attendu, en effet, que si, à partir du décret susvisé, il a cessé d'être régi par les lois de son pays d'origine pour être régi par la loi française et pour jouir de la capacité et des droits que cette dernière loi lui accorde, les effets de sa naturalisation ne sauraient s'appliquer aux tiers qui ont eu avec lui des relations légales avant cette naturalisation, et notamment à sa femme qui a contracté mariage avec lui en tant que sujet espagnol et qui est restée sujette espagnole, entendant bénéficier de la loi de son pays sur le mariage;

Par ces motifs : — Confirme le jugement déféré sur la demande en séparation de corps; — L'infirme, au contraire, en ce qu'il a statué au fond sur une demande qui était non recevable; — Et faisant ce que les premiers juges auraient dû

---

(1) Sur la compétence des tribunaux français entre étrangers en matière de divorce, V. trib. civ. Seine, 15 janv. 1887 (Pand. franç., 1888 2. 207), et la note; Dijon, 7 avril 1887 (*op. cit.*, 87. 2. 284), la note et les renvois. V. aussi, Alger, 2 mai 1888 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 229), et les notes; 18 févr. 1891 (*Rev. Alg.*, 1891. 2. 332).

faire : — Déclare le sieur Andrès non recevable en sa demande en divorce, etc.

MM. ZEYS, *prem. prés.*; GAROT, *subst. du proc. gén.* — Mes HURÉ et TILLOY, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

27 janvier 1892

Conclusions, signification, délai, art. 11 de l'ordonnance du 16 avril 1843, renonciation. — Société, tiers, jugement, appel des administrateurs et de la société; assemblée générale, constitution de la société, actionnaires, représentation, vote, statuts; administrateurs, actions de garantie, droit de gage avec privilège, transfert, dépôt dans la caisse sociale, timbre d'inaliénabilité.

Le rejet des conclusions signifiées le jour même des plaidoiries, demandé par application de l'art. 11 de l'ordonnance du 16 avril 1843, peut ne pas être admis si la partie qui les a signifiées, en se prêtant de bonne grâce à la fixation de l'affaire pour être plaidée, a spontanément renoncé à solliciter un délai pour opérer cette signification.

Les membres du conseil d'administration d'une société, virtuellement parties au jugement intervenu entre cette société et un tiers, sont recevables à poursuivre, par voie d'appel, la réformation de ce jugement; et la société elle-même, dont la présence aux débats est assurée par celle des administrateurs et du fondé de pouvoirs spécial de ceux-ci, ne vicie pas la procédure en se portant surabondamment appelante.

Les assemblées générales convoquées pour statuer sur des intérêts d'une gravité exceptionnelle, et tels que les résolutions à prendre mettent en discussion la constitution même de la société, doivent être rangées non parmi celles dont parle l'art. 29 de la loi du 24 juillet 1867, mais parmi celles

prévues et réglementées par les art. 30 et 31 de la même loi, qui exigent la représentation à l'assemblée de la moitié au moins du capital social et qui admettent à la délibération et au vote tous les actionnaires, quelque minime que soit leur apport social.

Les décisions d'une assemblée générale même irrégulièrement composée doivent être maintenues, s'il résulte des documents de la cause qu'en éliminant les porteurs d'une ou de deux actions, les votes exprimés sont encore réguliers et conformes aux prescriptions de la loi et des statuts.

La recherche du caractère réel ou fictif du transfert, consenti aux administrateurs, des actions de garantie que ceux-ci doivent posséder aux termes de l'art. 26 de la loi de 1867, est sans intérêt s'il est certain que ce transfert a été opéré pour obéir aux exigences de la loi et des statuts, et que ces actions, déposées dans la caisse sociale, étaient destinées, dans la commune intention de toutes parties, à constituer le gage privilégié de l'art. 26. Il en est ainsi même dans le cas où les actions déposées n'ont pas été frappées d'un timbre d'inaliénabilité, cette formalité, purement matérielle, n'étant pas prescrite à peine de nullité.

(Tiné et autres c. Balu)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les appels principal et incident sont réguliers en la forme ;

Attendu que Balu, en la forme, soutient : 1° que Tiné et autres, n'étant pas parties au jugement attaqué, sont sans droit pour se pourvoir contre icelui par voie d'appel ; 2° que l'appel incident formulé par l'*Afrique Française* contre lui est irrecevable, puisqu'il est lui-même intimé ; 3° que l'acquiescement du 27 avril 1890 met obstacle à toute entreprise contre le jugement déféré ;

Attendu que Tiné et autres demandent le rejet des conclusions de forme dont l'analyse précède, comme n'ayant été signifiées que le 24 octobre 1891, jour où ont commencé les plaidoiries de l'affaire, et ce par application de l'art. 11 de l'ordonnance des 16 avril-12 mai 1843 ; — Attendu, à cet égard, qu'il serait excessif d'admettre ce moyen, si fondé qu'il puisse être en droit, Balu s'étant prêté de bonne grâce à la fixation

de l'affaire pour être plaidée le 24 octobre et ayant spontanément renoncé à solliciter un délai pour signifier ses conclusions ; qu'il échet, par conséquent, d'examiner les moyens de forme proposés par Balu ;

Attendu, sur le premier point, que Tiné et autres, en leur qualité d'actionnaires de la société et de membres du conseil d'administration, étaient virtuellement parties au jugement attaqué et sont, dès lors, recevables à en poursuivre la réformation par voie d'appel ; — Attendu, sur le second point, que l'*Afrique Française*, en se portant surabondamment appelante du jugement entrepris, ne saurait vicier la procédure ; que sa présence aux débats est assurée par celle de ses administrateurs et du fondé de pouvoirs spécial de ceux-ci ; — Qu'il échet purement et simplement de considérer son appel incident comme inutile ; — Attendu, sur le troisième point, que l'acquiescement de Tiné et autres n'a eu d'autre but que d'épargner à la société des lenteurs et des frais, et de témoigner de leur désir de voir l'*Afrique française* triompher plus rapidement des entraves qui lui étaient opposées par des mécontents trop disposés à préférer l'intérêt de leur amour-propre froissé à l'intérêt général ; que cet acquiescement, limité dans ses termes, n'a jamais eu pour effet de paralyser leur droit à relever appel de celles des dispositions du jugement attaqué qui leur portaient directement préjudice ; — Attendu que, par ces considérations, l'appel est recevable et doit être accueilli ;

Attendu, au fond, qu'il est constant en fait que les porteurs de une et de deux actions ont participé aux votes émis par l'assemblée générale du 18 avril 1889 ; qu'il échet d'examiner quel était le caractère de cette assemblée, et, par suite, quels étaient les actionnaires autorisés à y délibérer et à y voter ; — Attendu que, s'il s'était agi d'une assemblée générale ordinaire, les porteurs de trois actions au moins auraient seuls eu qualité pour y émettre des votes valables ; — Attendu que l'assemblée du 18 avril avait été convoquée pour statuer sur des intérêts d'une gravité exceptionnelle et tels que les résolutions à prendre mettaient en discussion la constitution même de la société ; — Qu'il s'agissait, en effet, de modifier les statuts, de supprimer la succursale de Paris ; qu'à ce titre cette assemblée peut et doit être rangée parmi celles qui sont prévues et réglementées, quant au capital représenté et à la qualité des votants, par les art. 30 et 31 de la loi du 24 juillet 1867 et non parmi celles dont il est parlé à l'art. 29 de la même loi ; — Attendu, en effet, que si les assemblées présidant à la naissance et à la liquidation des sociétés doivent être composées d'un nombre d'actionnaires représentant au

moins la moitié du capital souscrit, si elles doivent admettre à la délibération et au vote tous les actionnaires, quelque minime que soit leur apport social, c'est évidemment par ce motif que les résolutions à prendre intéressent, par leur gravité même, tous les actionnaires sans distinction ; — Attendu que, ces principes posés, il est incontestable que l'assemblée du 18 avril 1889 a bien procédé ;

Attendu, d'ailleurs, que, en admettant le système contraire, il résulte de l'examen des documents produits que, en éliminant les porteurs d'une ou de deux actions, les votes exprimés à cette assemblée seraient encore réguliers et conformes aux prescriptions de la loi et à celles des statuts de l'*Afrique Française* ; — Attendu qu'à ce point de vue, les administrateurs élus l'ont été par une assemblée qui avait qualité pour procéder à cette élection ; que, valablement élus, ils ont pu déléguer, par un mandat spécial, à un directeur de leur choix le pouvoir de représenter l'*Afrique Française* en justice à l'occasion de l'instance engagée contre Balu ;

Attendu qu'il échet également, et par voie de conséquence logique, de décider que l'appel de fonds fait par le conseil d'administration est régulier, et que les actionnaires sont tenus d'y obtempérer ; — Attendu, il est vrai, qu'il est soutenu que les administrateurs n'étaient pas propriétaires du nombre d'actions exigé par les statuts ou que, du moins, ils n'en étaient que propriétaires apparents, et que les actions déposées par eux dans les caisses de la société n'ont pas été frappées d'un timbre d'inaliénabilité, ainsi que la loi et les statuts l'exigent ; — Attendu qu'il est constant, en fait, que les administrateurs ont déposé dans la caisse sociale les actions dont le dépôt était exigé ; que la seule difficulté à résoudre est celle de savoir si, les ayant acquises au moment de leur entrée en fonctions, le transfert en a été sérieux et suffisant pour remplir le vœu de la loi ; — Attendu, à cet égard, qu'il est sans intérêt dans la cause de rechercher comment s'est opéré le transfert desdites actions, alors qu'il est certain qu'il a été opéré pour obéir aux exigences de la loi et des statuts, et que ces actions ont été déposées dans la caisse sociale ; — Attendu, en effet, qu'aux termes de l'art. 26 de la loi de 1867, les administrateurs sont tenus de posséder un certain nombre, déterminé par les statuts, d'actions affectées à la garantie de leur gestion ; que la loi confère sur ces actions un droit de gage, avec privilège, à tous ceux qui auraient à exercer à l'encontre des administrateurs une action quelconque, fondée sur un acte de leur gestion ; — Attendu que les actions déposées par les admi-

nistrateurs étaient évidemment, dans la commune intention de toutes parties, destinées à constituer ce gage privilégié, et que, si une action quelconque avait été dirigée contre l'un ou l'autre des administrateurs, à l'occasion d'un acte de sa gestion, le dépôt par lui effectué aurait, sans contestation possible, servi de garantie contre lui;

Attendu que c'est donc sans motifs appréciable que Balu se livre à une critique que rien ne justifie; qu'il en est de même du grief tiré de ce que les actions déposées n'auraient pas été frappées d'un timbre d'inaliénabilité, cette formalité, purement matérielle et que les administrateurs n'avaient pas à remplir de leurs propres mains, n'étant pas exigée à peine de nullité;

Attendu, enfin, que, les opérations de l'assemblée générale du 18 avril 1889 étant reconnues régulières, il n'échet même pas de s'arrêter au moyen fondé sur ce que les administrateurs auraient retiré de la caisse sociale un certain nombre des actions précédemment déposées par eux, les statuts modifiés ayant valablement réduit le nombre des actions de garantie à déposer par lesdits administrateurs;

Attendu que de tout ce qui précède il résulte que les fins de non recevoir proposées par Balu, que les moyens soulevés par lui sur le fond du débat sont sans valeur et doivent, purement et simplement, être repoussés;

Par ces motifs : — Reçoit les appels, principal et incident, comme réguliers en la forme; — Déclare lesdits appels recevables;

Au fond : — Infirme, en conséquence, la décision déférée; — Et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire : — Dit que le conseil d'administration a été régulièrement nommé par l'assemblée générale du 18 avril 1889; qu'il était régulièrement composé des sieurs Tiné, Warot, Legembre, Grellet, Waligorski, qui ont valablement fonctionné et représenté la société; — Dit que le conseil avait pouvoir de décider l'appel du deuxième quart, aux termes de l'art. 33 des statuts; — Dit que c'est, par suite, à bon droit que les appelants, agissant alors comme membres du conseil d'administration, ont assigné l'intimé en paiement du deuxième quart de ses actions; — Condamne Balu en tous les dépens de première instance et d'appel.

MM. ZEYS, *prem. prés.*; GAROT, *subst. du proc. gén.* — Mes BROUSSAIS et BORDET, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

—

20 janvier 1892

—

Navire, transports maritimes, bulletin de passage, clause de non garantie, validité, application, perte de la marchandise, dommages aux personnes, usages maritimes, passager de quatrième classe, droit unique, séjournement sur le pont, abri dans l'entrepont, capitaine, négligence, responsabilité, grand et petit cabotage, médecin, présence à bord, traversée de Marseille à Alger.

—

Sont valables et s'appliquent non seulement aux pertes subies par la marchandise, mais encore aux dommages survenus aux personnes, les clauses de non garantie imprimées sur les bulletins que les compagnies maritimes délivrent aux passagers, et par lesquelles ces compagnies s'affranchissent de la responsabilité des accidents de fortune de mer et des fautes du capitaine ou autres personnes de l'équipage (1).

D'après les usages maritimes, les passagers de 4e classe n'ont d'autre droit que de séjourner sur le pont, et si le capitaine n'use pas à leur égard de la faculté qui lui est donnée de leur fournir un abri dans l'entrepont en cas de mauvais temps, ce fait ne saurait qu'être considéré comme une négligence imputable à la seule faute du capitaine et non pas attribué à une installation défectueuse dont la compagnie maritime serait directement responsable, si d'ailleurs les conditions d'installation de ces passagers ne présentaient rien d'anormal ni d'exceptionnel aux coutumes de la mer.

Aux termes de la législation en vigueur, les navires qui font le grand et le petit cabotage ne sont pas tenus d'avoir à bord un médecin ; il en est ainsi notamment de ceux qui effectuent la traversée d'Alger à Marseille (2).

---

(1) V. Alger, 9 mai 1891 (*Rev. Alg., suprà*, p. 3) et 22 oct. 1891 (*Rev. Alg., suprà*, p. 8).

(2) Les voyages d'un port français de la Méditerranée pour l'Algérie sont considérés comme du grand cabotage (Cons. d'État, 17 sept. 1838, D. P., 40. 3. 22).

(Société générale de transports maritimes c. Agostino)

ARRÊT

LA COUR, — Reçoit comme régulier en la forme l'appel relevé par la Société générale de transports maritimes contre le jugement du tribunal civil d'Alger, du 26 février 1891; — Et disant droit, au fond, sur le mérite de cet appel :

Attendu que, le 5 novembre 1889, à Marseille, le sieur Agostino a pris, à bord du navire l'*Auvergne*, de la Société générale de transports maritimes, en partance pour Alger, un passage de quatrième classe; — Attendu que, dans la soirée du jour du départ, vers les minuit, une tempête a sévi à la mer; qu'une haute lame, envahissant tout à coup le navire par tribord-arrière, a renversé Agostino sur le pont et l'a précipité contre le bastingage; — Qu'il a été relevé atteint d'une contusion au bras droit et d'une fracture à la cuisse droite; — Attendu que, prétendant faire supporter à la Société générale les conséquences de ce triste accident, Agostino l'a assignée depuis devant le tribunal civil d'Alger, en 10,000 fr. de dommages-intérêts; — Attendu que, par le jugement dont est appel, les premiers juges, avant faire droit, l'ont admis à prouver : — 1° que le paquebot l'*Auvergne* avait quitté le port de Marseille le 5 novembre 1889, à six heures du soir, avec un temps menaçant, ayant cinquante-neuf passagers de quatrième classe installés sur le pont, sous une tente, sur un espace très restreint; — 2° que, vers dix heures du soir, le mauvais temps s'était accentué et que la tempête avait éclaté vers minuit; — 3° qu'une lame très forte l'avait projeté hors de la tente et lui avait cassé la jambe; — 4° qu'il avait été porté alors dans l'entrepont, où il avait été laissé sans soins; — 5° que le capitaine n'avait fait descendre les passagers qu'après l'accident; — 6° que la Societé générale avait négligé de mettre un médecin à bord, et que le défaut de soins médicaux en temps utile avait eu pour résultat d'aggraver les conséquences de sa blessure; — Attendu que la Société générale, déclinant toute responsabilité dans l'accident dont s'agit, demande la réformation de ce jugement; — Que le sieur Agostino conclut à sa confirmation; — Qu'il échet de statuer;

A cet égard : — Attendu qu'en matière d'accident de mer, les compagnies maritimes peuvent se trouver placées sous le coup de deux responsabilités distinctes, d'une responsabilité directe, à raison de leurs faits personnels, et d'une responsabilité indirecte, à raison des faits du capitaine, leur préposé; — Qu'il s'agit donc de rechercher dans la cause si

ladite société est tenue envers Agostino de l'une et de l'autre de ces responsabilités ou de l'une d'elles seulement, ou si, au contraire, elle n'est tenue d'aucune d'elles;

En ce qui touche la seconde de ces responsabilités, la responsabilité indirecte : — Attendu que, pour s'y soustraire, la Société générale se prévaut de la clause imprimée inscrite au dos des bulletins qu'elle délivre à ses passagers ; — Attendu que cette clause est ainsi conçue : « La société ne répond pas » des pertes et des dommages pouvant provenir d'accidents » de fortune de mer, ou de toutes autres causes fortuites, ou » bien des fautes du capitaine, du pilote, des marins ou autres » personnes de l'équipage. » — Attendu que la jurisprudence de la Cour suprême consacre la validité de ces stipulations de non garantie ; — Qu'elle les déclare même opposables aux voyageurs ; — Attendu que la responsabilité de l'armateur, en effet, n'est pas tellement liée à la responsabilité du capitaine, que ces deux responsabilités ne puissent se scinder ; — Que s'il ne peut être permis, comme contraire à la morale publique, de s'affranchir de ses fautes personnelles, quelquefois équivalentes au dol, il ne saurait être interdit, au même titre, de se dégager par des conventions de la responsabilité des fautes d'autrui ; — Attendu que, sans méconnaître la validité de conventions de cette nature, les premiers juges ont, d'office, objecté, tout d'abord, au moyen de la Société générale qu'il échappait en fait, le bulletin d'Agostino n'étant pas représenté, et toute vérification de ses clauses et conditions demeurant impossible par suite ; — Attendu que la société appelante produit aujourd'hui ce bulletin devant la Cour ; — Attendu qu'aucun doute sérieux ne saurait exister sur l'identité de cette pièce ou tout au moins sur la réalité de la clause invoquée; — Que mis, en effet, sous les yeux d'Agostino, à l'audience de la Cour, ce bulletin est reconnu par lui comme semblable en la forme à celui qui lui a été délivré le 5 novembre 1889 ; — Que ledit bulletin, n° 140, émane de l'Imprimerie marseillaise ; — Que le directeur de cette imprimerie atteste que, depuis 1888, ce modèle n° 140 n'a subi aucune modification dans le texte des conditions générales de passage ; — Attendu que vainement Agostino prétend que la clause dont s'agit n'a trait qu'aux pertes et dommages relatifs à la marchandise ; qu'elle ne vise pas les accidents de la nature de ceux dont il est question au procès ; — Attendu que la disposition de cette clause est générale et absolue ; qu'elle ne comporte pas la distinction alléguée ; — Attendu que, la stipulation d'irresponsabilité de la Société générale se trouvant admise, l'action d'Agostino contre cette société n'a plus de

fondement ; — Que, par voie de conséquence, la mise en preuve des faits cotés au jugement dont est appel sous les numéros 1, 2, 3, 4 et 5 ne peut être maintenue ; — Qu'une telle preuve n'est plus concluante en tant qu'elle a pour objet d'établir la responsabilité du capitaine à raison de ses fautes, et par suite, la responsabilité de la Société générale ;

En ce qui touche la responsabilité directe de cette société, à raison de sa faute personnelle : — Attendu qu'Agostino la fait résulter : 1° de l'installation défectueuse fournie par ladite société sur son navire aux passagers de quatrième classe, et 2° de l'absence de tout médecin à bord ;

Sur le premier de ces griefs : — Attendu que, d'après les usages maritimes, les passagers de quatrième classe n'ont d'autre droit que de séjourner sur le pont ; — Attendu, toutefois, que, d'après ces mêmes usages, le capitaine, en cas de mauvais temps, leur doit un abri dans l'entrepont ; que c'est là une faculté dont l'exercice n'incombe pas évidemment à l'armateur, mais est abandonnée par lui à l'appréciation du capitaine en cours de route, alors maître de son navire après Dieu ; — Attendu que les négligences et les imprévoyances de ce dernier, en ce cas, ne constituent plus alors que des fautes qui lui sont personnelles et dont la Société générale se trouve exonérée, dans l'espèce, en vertu de la clause de non garantie dont il vient d'être parlé ; — Attendu que, d'après les mêmes usages maritimes, un refuge, connu sous le nom de « tau, » est habituellement installé sur les navires et mis à la disposition des passagers de pont pour leur procurer, pendant la nuit ou pendant le jour, un abri contre le vent, la pluie et les vagues de la mer ; — Que cet abri consiste dans une tente dressée au-dessus de l'ouverture des calles, et fortement amarrée à ses extrémités aux rebords ou margelles de cette ouverture ; — Attendu que l'intimé, ancien ouvrier du port de Marseille, ne pouvait ignorer les conditions d'installation dans lesquelles il allait se trouver en prenant un passage de pont ; — Qu'il les a donc volontairement acceptées ; — Que ces conditions sur le navire l'*Auvergne* étaient conformes aux usages qui viennent d'être rappelés ; — Qu'elles ne présentaient, dès lors, rien d'anormal ni d'exceptionnel aux coutumes de la mer ; — Qu'elles offraient aux passagers les garanties habituelles de sécurité ; — Attendu, spécialement, qu'au moment de l'accident, un « tau » était sur le pont du navire ; — Attendu qu'Agostino ne méconnaît pas le fait ; qu'il prétend seulement que l'espace restreint consacré à cet abri était encombré de passagers ; que lui-même n'y avait pu trouver place que sur les bords de la tente, et que c'est dans cette

situation, devenue périlleuse, qu'il a été pris et enlevé par la lame; — Attendu que cette dernière allégation de l'intimé paraît à la Cour dépourvue de vraisemblance; — Que dans les circonstances que ce dernier rapporte, on s'explique difficilement que, seul de tous ses nombreux compagnons, il ait été victime des aveugles fureurs de la mer; — Que son récit, à cet égard, arrive à donner une apparence d'exactitude des plus sérieuses aux assertions de la Société générale, qui soutient et affirme qu'au moment où il a été saisi par la lame, Agostino se trouvait sur le pont, où il venait de commettre l'imprudence de descendre; — Attendu que, de ce qui précède, il suit que les griefs de l'intimé relatifs aux installations défectueuses du navire ne sont pas fondées, et que les preuves ordonnées pour établir le contraire demeurent inutiles en l'état;

Sur le deuxième point : absence d'un médecin à bord : — Attendu qu'aux termes de la législation maritime en vigueur, les navires qui font le grand et petit cabotage ne sont pas tenus d'avoir un médecin; — Attendu que le paquebot l'*Auvergne*, dans sa traversée de Marseille à Alger, n'effectuait qu'un voyage au grand cabotage; — Attendu que la Société générale n'avait point, dès lors, l'obligation d'y embarquer un médecin; — Attendu que la présence d'un homme de l'art sur le navire n'eût, d'ailleurs, ni empêché l'événement de se produire, ni modifié sensiblement le triste état où Agostino s'est trouvé tout d'abord à la suite des blessures qu'il avait reçues; — Qu'il est constant qu'à ce moment tous les soins qu'il était possible de lui donner lui ont été fournis; — Que, dès l'arrivée du navire, il a été transporté à l'hôpital; — Attendu, en résumé et en fait, que le pénible événement dont l'intimé a été victime ne provient ni des fautes du capitaine, ni des fautes de la société, mais est l'effet d'un cas de force majeure dont ni le capitaine ni la société ne sauraient être tenus de répondre;

Par ces motifs : — Dit mal jugé, bien appelé; — Infirme, en conséquence, et met à néant le jugement déféré; — Décharge la société appelante des dispositions de ce jugement; — Statuant à nouveau et par évocation sur le fond : — Sans s'arrêter ni avoir égard aux preuves offertes par Agostino, preuves qui sont déclarées en l'état non concluantes et inutiles; — Dit ce dernier mal fondé dans ses demandes contre la Société générale des transports maritimes; — L'en déboute et le condamne aux dépens tant de première instance que d'appel.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.*; BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes JOUYNE et LACOURT, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

21 janvier 1892

Appel, garantie, effets. — Commissionnaire de transport, destinataire, perte des marchandises, responsabilité, transports maritimes, faute du capitaine, clause de non garantie, connaissement, production.

L'appel du garant profitant au garanti, ce dernier, s'il a conclu devant les premiers juges, envers toutes parties, à sa mise hors de cause, peut opposer cet appel au demandeur intimé (1).

Le commissionnaire de transports est responsable, envers le destinataire, de l'arrivée des marchandises et tenu, en cas de perte, d'en payer la valeur (2);

La Compagnie maritime, qui prétend s'exonérer de la faute du capitaine en invoquant une clause de non garantie imprimée sur ses connaissements, doit rapporter la preuve que cette convention, dérogatoire au droit commun, est intervenue entre elle et le chargeur (3).

(Compagnie Générale Transatlantique c. Zermati et autres)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la recevabilité de l'appel : — Attendu que l'appel de la Compagnie Générale Transatlantique est régulier et recevable en la forme; — Que l'appel du garant profitant au

---

(1) La Cour de cassation a énoncé la règle que « l'appel du garant profite au garanti, » dans un arrêt du 28 nov. 1854 (Sir., 55. 1. 744 ; D P., 51. 1. 416) — Elle en a depuis précisé la portée dans deux arrêts, l'un du 19 févr. 1873 (Sir., 73 1. 116; D. P , 73. 257), l'autre du 7 avril 1879 (Sir. 80. 1. 296; D. P., 80. 1. 226). Ces arrêts déclarent que cette règle doit être appliquée seulement s'il existe un lien nécessaire de dépendance et de subordination entre la demande principale et le recours en garantie.

(2) Art. 98 C. com.

(3) Sur la validité des clauses de non garantie, V. Alger, 20 janv. 1892 (*suprà*, p. 117), et la note.

garanti, il profite à Zermati ; — Que Zermati, ayant devant les premiers juges conclu envers toutes parties à sa mise hors de cause, il est opposable par Zermati à Saïd ben Omar frères ;

Au fond : — En ce qui touche la demande de Saïd ben Omar frères contre Zermati : — Attendu qu'il est reconnu par Zermati que, dans le courant d'octobre 1880, Chiche et compagnie, négociants à Alger, ont remis à Zermati, transitaire, trois colis d'une valeur de 932 fr. 40 cent., pour les faire parvenir à Saïd ben Omar frères, commerçants à Guelma ; — Que Zermati, en sa qualité de commissionnaire, est responsable envers les destinataires de l'arrivée des marchandises, et qu'il est tenu, en cas de perte, de leur en payer la valeur ;

En ce qui concerne la demande en garantie de Zermati contre la Compagnie Générale Transatlantique : — Attendu que, en dehors de l'aveu de ladite Compagnie, il est établi, par le manifeste signé, le 19 octobre 1880, par le capitaine du navire *Charles-Quint*, que les trois colis précités ont été remis par Zermati à la Compagnie Générale Transatlantique pour être transportés à Bône, et qu'ils ont été chargés à cette destination à bord dudit navire le même jour ; — Que la Compagnie allègue que ces marchandises ont été perdues à la suite de l'accident survenu, le 20 octobre 1880, au *Charles-Quint*, lequel, à sa sortie de la rade de Djidjelli, dans ses mouvements en arrière et en avant nécessaires pour prendre la mer, a touché sur des récifs et subi de telles avaries qu'il avait dû être échoué sur les petits fonds de la rade, à raison des voies d'eau qui s'étaient produites ; — Qu'il résulte des documents produits, et notamment du rapport de mer du capitaine du *Charles-Quint*, que cet accident a été causé par une fausse manœuvre due à la faute du capitaine, du mécanicien ou de l'équipage ; — Que la Compagnie, propriétaire du navire, est, en conséquence, responsable de la perte de la marchandise, suivant les dispositions de l'art. 216 C. com. et 1384 C. civ. ; — Qu'elle soutient, il est vrai, qu'elle s'est exonérée de cette responsabilité par l'art. 8 de ses connaissements aux termes duquel « elle ne répond pas des barateries des marins ou de toutes personnes embarquées à bord du navire, à quelque titre que ce soit » ; — Que, invoquant ainsi une convention dérogatoire au droit commun, il lui incombe de rapporter la preuve que cette convention est intervenue entre elle et le chargeur ; — Qu'elle ne fait point cette preuve par la production d'un connaissement dont ses adversaires dénient l'existence, et qu'elle n'offre point de la faire autrement ; — Qu'il échet, en conséquence, de repousser l'exception propo-

sée par la Compagnie générale transatlantique et de la condamner à garantir Zermati ;

Sur la demande de Saïd ben Omar frères en dommages-intérêts : — Adoptant les motifs des premiers juges ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel en la forme ; — Le rejette au fond ; — Dit que la Compagnie générale transatlantique ne justifie pas de la cause d'exonération qu'elle invoque ; — Confirme, au surplus, le jugement attaqué.

MM. BLANCKAERT, *prés.* ; BROCARD, *subst. du proc. gén.* — Mes BORDET et AMAR, *av.*

Propriété, Algérie, loi française, législation algérienne, dérogation, immeuble domanial, titre français, titre musulman, ventes successives, transcription, hypothèque, antichrèse ou rahnia, antériorité, preuve testimoniale, appel, jugement interlocutoire, recevabilité.

C'est à raison de la qualité des contractants et non point de l'origine de la propriété que la législation de l'Algérie, notamment l'art. 16 de la loi du 16 juin 1851, déroge au principe général de l'art. 3 C. civ. ;

En conséquence, bien que s'agissant d'un immeuble d'origine domaniale, concédé, au début, par l'État français, un acte translatif de la propriété de cet immeuble est, antérieurement à la loi du 26 juillet 1873, valablement intervenu, entre musulmans, dans les formes de la loi musulmane ; — Et cet acte, quoique non transcrit, est opposable à un second acquéreur par acte notarié et transcrit (1re espèce) (1) ;

L'immeuble auquel la loi française devient applicable par l'effet, spécialement, d'un jugement d'adjudication émané d'un tribunal français ne passe sous le régime de cette loi

---

(1) Sur le conflit de la loi française et de la loi musulmane en matière de transactions immobilières V. sous civ. cass. 23 juill. 1890 (*Rev. Alg.* 1890, 2. 536) la note où se trouve rapportée la jurisprudence antérieure. — *Adde :* trib. d'Oran, 16 juin 1890 (*Rev. Alg.* 1890. 2. 552) ; Alger, 23 juin 1891 (*Rev. Alg.* 1891. 2. 461).

qu'avec les charges dont il a été grevé sous le régime de la coutume musulmane et dont il est légalement justifié ;

L'art. 37 § 4 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, qui autorisait la preuve testimoniale dans les contestations en toute matière, entre Français et indigènes, ayant été abrogé par l'art. 77 du décret du 17 avril 1889, un musulman ne peut être légalement admis à prouver par témoins l'existence, à son profit, d'un prétendu droit d'antichrèse ou de rahnia consenti antérieurement à une inscription hypothécaire prise par un Français sur le même immeuble ;

Est interlocutoire et susceptible d'appel le jugement qui a, dans ce sens, admis la preuve testimoniale (2e espèce).

PREMIÈRE ESPÈCE

COUR DE NIMES (Ch. réun.)

20 juillet 1891

(Chaloum Lebhar c. El Aïd ben Belkassem) (1)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'intervention, 1° de El Aïd ben Belkassem comme tuteur de ses deux fils mineurs ; 2° de Belkassem, fils majeur, est régulière en la forme, et que la qualité prise par les intervenants d'héritiers testamentaires de Fathma bent Ali n'a pas été contestée ; — Attendu que par voie de conséquence il y a lieu de mettre hors de cause : 1° El

---

(1) Dans cette affaire, l'arrêt de la Cour d'Alger du 31 décembre 1884 avait été cassé le 3 août 1887 ; la Cour d'Aix avait jugé comme la Cour d'Alger le 22 mai 1888 ; son arrêt a été cassé le 23 juillet 1890 (*Rev. Alg.*, 1886. 2. 93 ; 1888. 2. 348 ; 1888. 2. 395 ; 1890. 2. 536). — Sur renvoi, la Cour de Nîmes a rendu l'arrêt que nous rapportons. — Le pourvoi contre cet arrêt a été admis par arrêt de la Chambre des requêtes du 8 février 1892, au rapport de M. Babinet, sur les conclusions conformes de M. l'avocat général Chévrier.

Aïd ben Belkassem, veuf de Fathma ; 2° Lakhdar ben El-Oukal et 3° Mohammed ben El-Oukal cités dedant cette Cour par l'appelant comme héritiers naturels de Fathma ;

Attendu qu'il résulte des documents produits et qu'il n'a pas été contesté en fait que l'immeuble dont est procès a appartenu au domaine de l'État jusqu'à la concession qui en a été faite le 29 août 1860 par le général commandant la division d'Alger, à Boitelle (Hyacinthe), Français, et que celui-ci a vendu ledit immeuble à El Aïd Belkassem, par acte de Franck, notaire à Alger, en date du 10 décembre 1861 ; — Attendu que l'appelant soutient que, par l'effet desdits actes de concession et de vente, l'immeuble dont s'agit est devenu terre française et a été, dès lors, pour la forme des transactions et leurs effets quant aux tiers, soumis aux prescriptions de la loi française; que, par suite, Chaloum Lebhar, ayant acheté de Belkassem par acte du dit notaire Franck en date du 30 avril 1878, enregistré et transcrit le 4 mai suivant, ne peut être évincé à raison des droits que Belkassem aurait cédés sur le même immeuble à sa femme Fathma bent Ali par acte reçu par le cadi dans les formes de la loi musulmane le 22 ou le 26 août 1868, acte enregistré seulement le 30 août 1889 et non transcrit ; — Attendu que la distinction prétendue entre les terres françaises et musulmanes ne se trouve adoptée dans aucune des dispositions relatives à l'Algérie et invoquées dans le débat ; que les dérogations apportées au principe général de l'art. 3 C. civ. sur le statut réel et notamment par l'art. 16 de la loi du 16 juin 1851 n'ont pris en considération que la qualité des contractants et non l'origine de la propriété ; — Attendu qu'en 1868, lors de la cession au profit de Fathma bent Ali par Belkassem, son mari, tous deux musulmans, les prescriptions de la loi musulmane ont été observées ; qu'à cette date l'enregistrement des transactions passées dans cette forme n'était pas encore exigé, et que la transcription sur le registre du cadi a donné à cette cession une date certaine ;

Attendu que s'il est vrai que la législation de cette époque, ainsi interprétée, exposait à des surprises, à supposer que les actes du cadi n'auraient pu être facilement retrouvés, la loi du 26 juillet 1873 a voulu mettre un terme à ces inconvénients ; — Attendu que cette loi n'a disposé que pour l'avenir, de même que la loi de 1855 sur la transcription dont on invoque le bénéfice pour l'appelant, et qu'à raison de cette non rétroactivité l'acte invoqué par les intimés a conservé toute sa valeur et doit avoir tous ses effets ;

Attendu qu'on ne peut soutenir non plus que, dans le conflit

entre la législation musulmane et la législation française, celle-ci doit être adoptée de préférence ; — Attendu qu'il n'y avait pas conflit entre deux droits paraissant égaux et contradictoires ; qu'il s'agissait seulement de savoir si Fathma avait ou non un droit qui, à raison de l'observation des lois régissant cette personne et de l'antériorité, était opposable aux tiers et notamment à Chaloum Lebhar ;

Attendu que le moyen tiré de la fraude n'est appuyé de l'articulation d'aucun fait pertinent autre que le lien unissant les contractants ; que la date de l'enregistrement s'explique par l'inutilité de cette formalité entre musulmans en 1868 ; que la date de l'acte rend impossible la supposition d'un concert pour frustrer les droits de Chaloum qui n'est entré en relation avec Belkassem qu'en 1878 ; qu'il n'est même pas allégué que la situation de Belkassem en 1868 pouvait faire supposer une précaution prise contre tous autres créanciers, ni que les faits énoncés comme cause de la cession de 1868 étaient simulés ;

Par ces motifs : — Confirme le jugement rendu par le tribunal civil d'Alger en date du 13 février 1884.

MM. LANDRY, *prem. prés.* ; LEFAVERAIS, *subst. du proc. gén.* — Mes CARCASSONNE et MARSON, *av.*

DEUXIÈME ESPÈCE

COUR D'ALGER (2e Ch.)

28 janvier 1892

(Comptoir d'escompte de Tizi-Ouzou c. Amar ben El Haoussine)

Le 28 avril 1884, le sieur Figuès a inscrit une hypothèque résultant d'un jugement rendu le 27 mars 1884 contre Belkassem ben Mohamed. Par acte postérieur du 31 mai 1884, un acte de rahnia pour 660 fr. a été consenti par Amar ben Mohamed sur une parcelle Imoula à Amar ben El Haoussine. Ce dernier prétendait en outre avoir droit à un acte de rahnia passé à un indigène dont il est héritier sur une parcelle Taourirt par le père de Belkassem et de Amar ben Mohamed. Les deux parcelles étaient indivises entre les deux freres Ben Mohamed. — L'inscription du sieur Figuès ne frappait que la part de Belkassem ; l'acte de rahnia consenti par Amar ne frappait que la part de celui-ci dans la parcelle Imoula, et l'acte était postérieur à l'inscription. Mais l'acte de rahnia sur la parcelle

Taourirt aurait frappé la part de Belkassem grevée de l'inscription de Figuès. On demandait à prouver par témoins l'existence de cet acte avant l'inscription de Figuès. — On répondait : « Il faudrait au moins que l'acte eût une date certaine antérieure, et même qu'il eût été transcrit auparavant, pour pouvoir être opposé à l'hypothèque inscrite résultant d'un titre français. »

ARRÊT

LA COUR, — Sur la recevabilité de l'appel : — Attendu que la décision attaquée a reconnu pertinents et admissibles les faits articulés par Amar ben el Haoussine ; — Qu'elle a de plus préjugé l'admissibilité de la preuve testimoniale entre Français et indigènes ; — Qu'elle est par suite interlocutoire ; — Qu'en conséquence, l'appel d'ailleurs régulier en la forme est recevable ;

Au fond : — Attendu que sur licitation poursuivie par Figuès ès-qualités exerçant les droits de son débiteur Belkassem ben Mohamed, ledit Figuès a été, par un jugement du tribunal de Tizi-Ouzou du 9 février 1888, déclaré adjudicataire des divers immeubles indivis entre Belkassem et son frère Amar ben Mohamed et parmi lesquels se trouvaient les deux parcelles Imoula et Taourirt bou Akli qui font l'objet du litige ; — Que, par suite de cette adjudication, ces deux parcelles sont soumises au statut réel français ; — Que toutefois elles ne sont entrées dans ce statut qu'avec les charges dont elles ont été entièrement grevées sous le régime de la coutume musulmane, et dont il est dûment justifié ;

Attendu, en ce qui touche la parcelle Imoula, que, suivant acte du cadi-notaire de Tizi-Ouzou, en date du 31 mai 1884, Amar ben Mohamed avait grevé cette parcelle d'une rahnia de 660 fr. au profit de l'intimé ; — Que vainement Figuès soutient que cet acte est entaché de fraude dans le but de frustrer les tiers ; — Que la fraude ne se présume pas et que Figuès ne l'établit pas ; — Qu'il échet donc de faire état de cet acte ; — Qu'il y a lieu toutefois de remarquer que le partage du 7 mars 1884, aux termes duquel la parcelle Imoula était dévolue à Amar ben Mohamed, a été annulé comme frauduleux par jugement du tribunal de Tizi-Ouzou, en date du 21 avril 1887, passé en force de chose jugée et que, par suite, Amar ben Mohamed est censé n'en avoir jamais été propriétaire exclusif et en est demeuré copropriétaire par indivis pour moitié avec son frère Belkassem ; — Que, en conséquence, Amar ben Mohamed n'a pu valablement grever de rahnia au profit de l'intimé que sa

moitié indivise de la parcelle Imoula ; — Que, d'autre part, Figuès avait, dès le 28 avril 1884, pris une inscription hypothécaire sur les immeubles présents et à venir de Belkassem ben Mohamed et par conséquent sur la parcelle Imoula, en vertu d'un jugement de défaut du tribunal de Tîzi-Ouzou, en date du 27 mars 1884, dûment exécuté par l'adjudication du 9 février 1888 ; — Que les droits résultant de cette inscription au profit de Figuès doivent primer, aux termes de l'art. 2091 C. civ., ceux conférés à l'intimé par l'acte précité du 31 mai 1884 ; — Que, Figuès ayant régulièrement poursuivi la vente de la parcelle Imoula, comprise dans le gage de sa créance hypothécaire, les droits de l'intimé ne peuvent plus être exercés que sur la part du prix de vente afférente à son débiteur, Amar ben Mohamed ;

Attendu, en ce qui touche la parcelle Taourirt bou Akli, que l'intimé soutient qu'en 1871, pendant l'insurrection, cette parcelle a été grevée d'une rahnia de 650 fr. par Mohamed Saïd Nait Amar, père de Belkassem et de Amar au profit de Saïd ben Mohamed el Haoussine, dont l'intimé est le neveu et le seul héritier ; — Que cette constitution de rahnia n'est établie par aucun titre ; — Que l'intimé est obligé de convenir qu'il est dans l'impossibilité d'en justifier ni par un inventaire de la succession du constituant ou du bénéficiaire primitif, ni par l'acte de partage précité du 7 mars 1884 ; — Qu'il se borne à en offrir la preuve par témoins ; — Que s'il est vrai que, sous l'empire de l'art. 37, § 4 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, les tribunaux pouvaient, dans les contestations en toute matière entre Français et indigène, admettre la preuve testimoniale, il importe de retenir que cette disposition a été formellement abrogée par l'art. 77 du décret du 17 avril 1889 et que l'art. 2 de ce décret n'autorise au profit des indigènes les modes de preuves propres à la coutume musulmane qu'en matière personnelle et mobilière, ce qui n'est pas le cas de l'espèce ; — Que, en conséquence, la preuve testimoniale offerte par l'intimé, qui d'ailleurs dans les conditions de la cause ne présenterait point de garanties suffisantes de sincérité et serait dangereuse, n'est point légalement admissible à l'encontre de Figuès ; — Qu'il échet donc de dire que l'intimé ne justifie point à l'égard de Figuès, sur la parcelle Taourirt bou Akli, de droits antérieurs à l'adjudication prononcée au profit de ce dernier le 9 février 1888 ;

Par ces motifs : — Infirme, etc.

MM. BLANKAERT, *prés.* ; BROCARD, *subst. du proc. gén.* ; — Mes HONEL et JOUYNE, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

—

11 février 1892

—

Acquiescement, jugement, nomination d'experts, prestation de serment, présence de la partie. — Jugement par défaut, remise de cause, demande, audience. — Commissionnaire de transports, compagnie de chemins de fer, transport maritime, avaries, responsabilité, fin de non-recevoir, garantie.

—

Le fait, par une partie, d'assister à la prestation de serment des experts nommés par un jugement n'équivaut pas à un acquiescement, si rien, dans les circonstances de la cause, n'implique l'intention de renoncer au droit d'appel (1).

La simple demande de renvoi est insuffisante pour lier la cause et n'autorise qu'une décision par défaut si la partie qui a formé cette demande n'assiste pas à la nouvelle audience.

Les art. 435 et 436 C. com. ne régissent que les rapports du transporteur maritime avec le destinataire et non avec les transporteurs intermédiaires ;

Par suite la compagnie de chemins de fer qui fait constater contradictoirement avec la compagnie maritime, devenue expéditeur à son égard, les avaries de la marchandise à transporter existant au moment où elle a reçu cette marchandise, limite sa responsabilité, conserve ses droits à l'égard de la compagnie maritime, et peut demander que celle-ci prenne son lieu et place pour répondre à l'action de l'expéditeur à raison des avaries antérieures au transport qu'elle-même a effectué (2).

---

(1) Sur les circonstances d'où peut résulter l'acquiescement tacite en matière d'expertise ou d'enquête, V. Alger, 13 nov. 1879 (*Bull. jud. Alg*, 1880, p. 263) ; 6 juill. 1881 (*op. cit.*, 1881, p. 373) ; 21 mai 1884 (*op. cit.*, 1884, p. 178). Cpr., Alger, 21 nov. 1878 (*op. cit.*, 1880, p. 260).

(2) Sur l'influence des réserves faites par le dernier voiturier contre le voiturier antérieur, V. Cass, 28 juin 1853 (J. P., 55. 2. 431 ; Duverdy, *Traité du contrat de transport*, nos 126 et 127, éd. 1874. V. aussi règlement du 1er août 1869 rapporté dans Sarrut, no 737, p. 449.

Sur le caractère de la fin de non recevoir opposable à l'action d'avaries dirigée contre une compagnie maritime, lorsqu'il y a transports successifs par eau et par terre, V. Cass., 22 juill. 1873 (Sir., 73. 1. 401) et la note.

(Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée c. Compagnie générale transatlantique)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'il échet de joindre comme connexes les trois appels interjetés par la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, à l'encontre des jugements des 4 juillet et 7 septembre 1889, et 22 mai 1890 pour être statué par un seul et même arrêt ;

Sur la recevabilité des appels : — Attendu que la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée a régulièrement interjeté appel des trois jugements susvisés, tant à l'égard de la Compagnie générale transatlantique qu'à l'égard de la Compagnie de l'Horme par exploits des 29 août et 7 décembre 1889, 4 juillet 1890 et 23 janvier 1892; — Que l'on objecte vainement que la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, ayant assisté à la prestation de serment des experts nommés par le jugement du 7 décembre 1889, a acquiescé à ce jugement; — Que rien, en effet, dans les circonstances de la cause, n'implique l'intention de cette compagnie, en assistant à cette prestation de serment, de renoncer à son droit d'appel; — Que la Compagnie de l'Horme n'a formé appel incident qu'à l'égard de la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, appelant principal; — Que ces appels sont en conséquence recevables en la forme;

Au fond : — Attendu, en ce qui touche le jugement du 4 juillet 1889, que c'est à tort que les premiers juges ont statué contradictoirement à l'égard de la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée; — Que Me Otten, pour cette compagnie, s'était borné, à l'audience du 20 juin, à demander le renvoi de la cause; — Que dans ces conditions la cause n'était point liée, et la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée pouvait faire défaut à l'audience de renvoi; — Qu'en son absence à cette audience, les premiers juges ne pouvaient statuer que par défaut à son égard;

Attendu, en ce qui touche la déchéance opposée à la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée en vertu des art. 435 et 436 C. com., que lesdits articles ne régissent que les rapports du transporteur maritime avec le destinataire ou réceptionnaire et non avec les transporteurs intermédiaires; — Que, en faisant constater contradictoirement avec la Compagnie générale transatlantique, devenue expéditeur à son égard, les avaries de la marchandise à transporter, existant au moment où elle l'a reçue, la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée a dûment limité sa responsabilité et conservé ses droits à

l'égard de la Compagnie générale transatlantique ; — Qu'elle est recevable par suite à demander que celle-ci prenne son lieu et place pour répondre à l'action de la Compagnie de l'Horme à raison des avaries de la marchandise transportée, antérieure au transport qu'elle a effectué ; — Que la Cour puise dans les documents de la cause, et notamment dans l'expertise ordonnée par les premiers juges, les éléments nécessaires pour faire droit au fond sur la demande de la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée ;

Attendu qu'il est établi par les déclarations d'expéditions en petite vitesse établies contradictoirement par les représentants de la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée et de la Compagnie générale transatlantique, portant les numéros 1,582, 4,219, etc., et dûment enregistrés à Blida, le 25 septembre 1889, que les foudres nos 228, 229, etc., présentaient des avaries déterminées au moment où la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée les a reçus de la Compagnie générale transatlantique ; — Que la responsabilité de ces avaries et de leurs conséquences incombe par suite à celle-ci ; — Qu'il résulte de l'expertise que les réparations qu'elles ont necessitées doivent être évaluées à 140 fr. ; — Qu'il en résulte encore que, les foudres avariés étant d'une contenance totale de 1,375 hectolitres, les réfections nécessitées par leur longue immobilisation ont entraîné une dépense de 893 fr. 75 cent. ; — Qu'il en résulte enfin que leur valeur totale étant de 11,695 fr., la perte d'intérêts, à raison de six pour cent sur la moitié de cette somme, est de 350 fr. 85 cent. ; — Qu'il échet en conséquence de mettre à la charge de la Compagnie générale transatlantique ces trois sommes, soit ensemble 1,384 fr. 85 cent. ;

Homologuant en tant que de besoin le rapport des experts, et adoptant au surplus les motifs non contraires des premiers juges ;

Par ces motifs : — Joint comme connexes les trois appels de la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée ; — Reçoit en la forme les appels principal et incident ; — Rejette comme non fondé l'appel incident ; — Faisant droit à l'appel principal ; — Infirme le jugement du 4 juillet 1889 en ce qu'il a statué contradictoirement à l'égard de la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, et, émendant, dit ce jugement rendu par défaut ; — Infirme le jugement du 22 mai 1890, en ce qu'il a condamné la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée à payer à la Compagnie de l'Horme, sous réserve des réductions proportionnelles spécifiées, la somme de 4,142 fr. 40 cent. ; — Émendant, décharge ladite Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée de ces condamnations jusqu'à concurrence de la somme de 1,384 fr.

85 cent. ; — Ordonne que cette somme sera mise à la charge de la Compagnie générale transatlantique; — Condamne celle-ci à la restituer à la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée qui l'a payée à la Compagnie l'Horme en exécution provisoire du jugement déféré ; — Confirme pour le surplus le jugement entrepris.

MM. BLANCKAERT, *prés.;* BROCARD, *subst. du proc. gén.* — Mes CHÉRONNET et BORDET, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

15 février 1892

Privilège du vendeur, immeuble saisi, vendeur de meubles, prix non payé, immeubles par destination.

Si le vendeur de meubles dont le prix est encore dû peut exiger, en principe, que les objets par lui vendus soient détachés de l'immeuble saisi, afin qu'il exerce sur eux son privilège, il n'en saurait être ainsi lorsque ces meubles sont devenus immeubles par destination, le privilège du vendeur ne devant pas l'emporter sur des hypothèques qui, de leur nature, s'étendent aux améliorations et aux augmentations faites à l'immeuble, et les affectent avec l'immeuble lui-même (C. civ., art. 2118 et 2133).

(Compagnie des Fonderies et Forges de l'Horme c. Bertagna)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est recevable en la forme ;

Sur la recevabilité de la demande formée par la société appelante contre Bertagna : — Adoptant les motifs des premiers juges ;

Au fond : — Attendu que tout le débat porte en réalité sur l'interprétation à donner à l'art. 17 du cahier des charges dressé pour parvenir à la vente de l'immeuble pour l'exploitation duquel la compagnie appelante a vendu à la partie saisie les foudres dont le prix lui est encore dû pour partie ;

Attendu que les prétentions de la compagnie appelante ne tendent à rien moins qu'à se faire payer par Bertagna, adjudicataire de cet immeuble, en sus de son prix d'adjudication, la somme de 35,394 fr. 66 cent., représentant le solde qui serait dû sur la vente de ces foudres;

Attendu que Bertagna soutient que l'art. 17 du cahier des charges précité, sur lequel la compagnie appelante appuie ses prétentions, n'impose en aucune manière à l'adjudicataire l'obligation de payer le restant dû sur les foudres dont s'agit, en sus de son prix d'adjudication;

Attendu, en effet, que cette clause du cahier des charges n'a eu d'autre but que de faire connaître au futur adjudicataire l'existence de la créance de la compagnie venderesse des foudres et de l'avertir qu'il aurait personnellement, et à ses périls et risques, à la payer ou à la contester;

Attendu, au surplus, que les foudres dont s'agit au procès sont devenus immeubles par destination; que la compagnie venderesse des foudres, dont une partie lui est encore due, se trouve en présence de créanciers hypothécaires de l'immeuble accru par l'immobilisation des foudres; que s'il est juste et conforme au principe que le vendeur de meubles dont le prix est encore dû puisse exiger que les objets par lui vendus soient détachés de l'immeuble, afin qu'il y exerce son droit privilégié, il n'en saurait être ainsi lorsque, comme dans l'espèce, ces objets sont devenus immeubles par destination, le privilège du vendeur ne devant pas l'emporter sur des hypothèques qui, de leur nature, s'étendent aux améliorations et augmentations faites à l'immeuble et les affectent avec l'immeuble lui-même (C. civ., art. 2118 et 2133); — Attendu, en conséquence, que les foudres attachés à l'immeuble saisi et vendu aux enchères publiques ont été saisis et vendus comme et avec l'immeuble lui-même; que leur valeur représentative s'est confondue dans le prix total de l'adjudication, avec d'autant plus de raison qu'il semble résulter du texte et de l'esprit de l'art. 17 du cahier des charges que cet article n'a nullement dérogé à ce principe;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel en la forme; — Et statuant au fond : — Dit bien jugé, mal et sans grief appelé; — Confirme, en conséquence, la décision attaquée, qui sortira son plein et entier effet.

MM. ZEYS, *prem. prés.*; MARSAN, *av. gén.* — Mes HURÉ et JOUYNE, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

7 décembre 1891

Vente d'immeubles, Tunisie, adjudication, droit de carroube, liquidation, décrets beylicaux, loi, usages locaux, abrogation, jugement d'adjudication, transcription, notaire indigène, droit de timbre proportionnel.

En établissant par les décret beylicaux de janvier 1840 et du 4 janvier 1882 (1), *à l'aide d'une formule aussi générale que possible, le droit de carroube de 6 1/4 pour °/₀ sur la transmission des immeubles tunisiens, le législateur a montré l'intention de rendre la taxe exigible par le seul fait que la mutation se produit, quelle que soit d'ailleurs la forme employée par les parties, et alors même que la mutation se trouverait contenue dans un acte encore inconnu au jour de la promulgation des décrets, par exemple dans une adjudication aux enchères publiques à la barre des tribunaux français organisés par la loi du 27 mars 1883* (2), *qui n'a pas dérogé aux traités conclus par le bey avec les puissances étrangères au point de vue des obligations imposées aux Européens possesseurs d'immeubles dans la régence ;*

Cette volonté du législateur résulte, en outre, des décrets des 2 septembre 1875 (3) *et 8 octobre 1889* (4), *qui interdisent aux*

(1) *Décret du 4 janvier 1882 fixant le droit de mutation en cas de vente d'immeubles.* — Le droit de mutation en cas de vente d'immeubles étant variable dans les différentes parties de la régence, nous avons jugé utile de la rendre uniforme sur tous les points. — En conséquence, nous avons décrété que cette taxe serait partout égale à celle qui se paye à Tunis, c'est-à-dire de 6 1/4 pour cent du prix de vente des immeubles.

(2) V. cette loi *Rev. Alg.*, 1885. 3. 39.

(3) *Décret du 2 septembre 1875.* — Avant de dresser les actes de vente d'oliviers ou d'autres biens soumis au kanoun et d'autoriser le vendeur à toucher le prix de vente, les notaires doivent se faire présenter la quittance de tous les droits, frappant l'immeuble vendu, afférents à l'époque antérieure de la vente. — Mention sera faite, dans l'acte de vente, de la production de cette quittance et de sa date. — Au cas où elle ne serait pas présentée par le vendeur, le notaire ne l'autorisera pas à toucher le prix et refusera à l'acheteur l'inscription de la vente, le tout sous sa responsabilité personnelle.

(4) V. ce décret *Rev. Alg.*, 1889. 3. 140.

notaires tunisiens de passer un acte de vente immobilière sans s'être assurés au préalable de l'acquittement du droit de carroube.

En admettant que l'usage puisse suffire en Tunisie pour abroger une loi, il faut, dans tous les cas, qu'il s'agisse d'un usage fixe, certain, général et constant.

L'administration du timbre doit percevoir, en vertu du décret du 8 novembre 1871, un droit de timbre proportionnel et non pas un droit fixe sur tous les actes portant mutation de sommes d'argent et notamment sur la transcription du jugement d'adjudication faite, par les notaires indigènes, à la suite de l'acte arabe de propriété établi précédemment au nom des débiteurs saisis.

L'État peut réclamer le paiement du droit de carroube aussi bien à l'acheteur qu'au vendeur (Décr. 14 avril 1873; 2 sept. 1875; 8 oct. 1889; 13 août 1887, art. 9; 14 juin 1886, art. 21; 19 nov. 1888);

Ce droit de carroube doit être liquidé sur tout ce qui est payé par l'acheteur au profit du vendeur, et, par conséquent, sur les frais faits jusqu'au jour de l'adjudication définitive quand ces frais sont mis à la charge de l'acheteur.

(Giacomo Cardoso c. Gouvernement tunisien)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, suivant jugement du tribunal de Tunis, en date du 16 novembre 1889, le sieur Giacomo Cardoso a été déclaré adjudicataire d'un quart de l'enchir Beni-Ayach, saisi à l'encontre d'El Moktar ben Slama et de ses enfants, tous sujets tunisiens; — Attendu que l'adjudication a été prononcée moyennant le prix de 7,000 fr. outre les frais, qui se sont élevés, d'après la quittance de l'avoué poursuivant, à 500 fr. 60 cent.; — Attendu que, le 31 juillet 1890, le sieur Cardoso, adjudicataire, a requis soit personnellement, soit au nom de ses copropriétaires indivis, l'immatriculation dudit enchir Beni-Ayach; — Attendu que le conservateur de la propriété foncière a liquidé à 781 piastres 31 centièmes le droit de carroube dû à raison de 6 piastres 25 centièmes 0/0 sur le montant du prix d'adjudication et des frais susmentionnés; — Attendu que, pour ne pas retarder l'immatriculation, le sieur Cardoso a versé cette somme

comme contraint et forcé, se réservant le droit de la réclamer ultérieurement; — Attendu que, par exploit de l'huissier Martin, en date du 5 novembre 1890, et conformément à la procédure édictée par l'art. 35 du décret du 14 juin 1886, le sieur Cardoso a, en effet, assigné le gouvernement tunisien, en la personne de M. Malirat, conservateur de la propriété foncière à Tunis, pour obtenir la restitution des 781 piastres 31 centièmes perçues par ce fonctionnaire à titre de droit de carroube ;

Attendu que le demandeur fonde son action en répétition sur ce que les ventes d'immeubles effectuées à la barre des tribunaux français en Tunisie ne sont pas assujetties à l'impôt de 6 1/4 0/0 grevant les ventes immobilières consenties à l'amiable ;

Attendu que le premier argument invoqué à l'appui de cette thèse par le sieur Cardoso consiste à dire que l'organisation de la justice française en Tunisie ne date que du 27 mars 1883 ; que par suite les adjudications poursuivies à la barre des tribunaux français n'ont pas pu être visées par les décrets qui ont établi un droit de carroube sur les ventes d'immeubles faites dans la régence, puisque le plus récent de ces décrets remonte au 4 janvier 1882 ; — Attendu que ce raisonnement du sieur Cardoso serait admissible si les lois qui ont créé l'impôt de la carroube en avaient subordonné l'exigibilité à la passation d'un acte déterminé ; — Attendu que s'il en était ainsi on ne pourrait sans doute percevoir la taxe que lorsqu'on se trouverait en présence de l'un des actes indiqués par le législateur ; — Mais attendu que les décrets beylicaux de janvier 1840 et du 4 janvier 1882 se servent d'une formule aussi générale que possible ; — Attendu qu'ils établissent l'impôt sur les ventes d'immeubles faites dans la régence, sans se préoccuper des actes par lesquels ces ventes peuvent se manifester ; — Attendu qu'en ne faisant point de distinction et en n'exigeant l'accomplissement d'aucune autre formalité que la transmission de l'immeuble, le législateur a clairement montré son intention d'imposer la mutation même, et de rendre la taxe exigible par le seul fait que la mutation se produit, quelle que soit d'ailleurs la forme employée par les parties et alors même que la mutation se trouverait contenue dans un acte encore inconnu au jour de la promulgation des décrets ; — Attendu que la volonté du législateur sur ce point résulte en outre d'une règle édictée par un décret du 2 septembre 1875 ; — Attendu que ce décret interdit aux notaires tunisiens de passer un acte de vente immobilière sans s'être assurés au préalable de l'acquittement du droit de la car-

roube; — Attendu que, si les parties ne peuvent se procurer un titre de vente régulier sans avoir payé préalablement l'impôt, c'est bien parce que la cause de cet impôt se trouve dans le seul fait de la transmission de l'immeuble et non point dans la forme qui la constate ; — Attendu que la règle du décret de 1875 a été rappelée aux notaires par un décret plus récent du 8 octobre 1889 ; — Attendu que le préambule de ce décret est ainsi conçu : « Considérant que, d'après la législation en vigueur, les ventes de propriétés immobilières, soit rurales, soit urbaines, sont soumises dans toute la régence à un droit de 6 1/4 0/0 » ; — Attendu que le législateur de 1889 n'aurait pas été aussi affirmatif, si à cette époque il y avait eu une distinction à faire pour les ventes d'immeubles poursuivies à la barre des tribunaux français, ventes qui se pratiquaient déjà depuis six ans ; — Attendu que l'on ne voit pas d'ailleurs pourquoi une exemption serait faite au profit de ces dernières ventes ; — Attendu que les traités conclus entre le bey de Tunis et les puissances étrangères ne permettent aux Européens de posséder des immeubles dans la régence qu'à la condition de payer les mêmes taxes municipales et fiscales que les indigènes et de remplir les obligations imposées par la loi à la propriété détenue par les indigènes ou mises à leur charge ; — Attendu que la loi qui a organisé la juridiction française en Tunisie n'a pas dérogé à cette disposition des traités ; — Attendu qu'il importe donc peu qu'il s'agisse d'une vente effectuée par l'intermédiaire d'une autorité européenne ou contre un Européen ; — Attendu qu'il importe peu également qu'il s'agisse d'une vente passée sous une forme qui n'existait pas encore au moment de la promulgation des décrets de 1840 et de 1882 ; — Attendu qu'il suffit que les jugements d'adjudication des tribunaux français en Tunisie contiennent des mutations à titre onéreux relatives à des immeubles situés dans la régence pour que les décrets susvisés soient applicables et pour que l'impôt soit dû ;

Attendu que, dans un deuxième argument, M. Cardoso soutient que malgré la généralité des termes employés dans les décrets de 1840 et de 1882, il existe un grand nombre de mutations immobilières pour lesquelles le trésor tunisien ne perçoit pas le droit de carroube ; — Attendu que le demandeur cite à titre d'exemple les mutations à titre gratuit, les partages provenant des dissolutions de sociétés ou de communautés et les échanges ; — Mais attendu qu'il n'est pas prouvé d'abord que dans toutes les hypothèses dont parle M. Cardoso et notamment dans les partages provenant des dissolutions de sociétés ou de communautés, l'État ne perçoive pas

l'impôt quand il se trouve réellement en présence d'une transmission immobilière faite à titre onéreux ; — Attendu, au surplus, que le tribunal n'est saisi actuellement que d'une question relative aux ventes, c'est-à-dire aux mutations par lesquelles une personne acquiert, moyennant un prix, un immeuble qui ne lui appartenait pas précédemment ; — Attendu qu'il existe pour ce genre de mutations un texte formel qui assujettit au droit de carroube les ventes immobilières dans la régence, abstraction faite de la forme sous laquelle ces ventes se manifestent ; — Attendu que cela suffit pour soumettre à l'impôt les ventes judiciaires aussi bien que les autres ;

Attendu que le sieur Cardoso invoque un troisième argument fondé sur l'usage ; — Attendu qu'il prétend que depuis que les Européens ont été admis à posséder des immeubles en Tunisie et depuis qu'il a pu être procédé à des expropriations forcées devant les tribunaux consulaires, les jugements d'adjudication prononcés par les tribunaux n'ont jamais été assujettis au droit de carroube ; — Mais attendu qu'en admettant qu'un usage puisse suffire en Tunisie pour abroger une loi, il faut dans tous les cas qu'il s'agisse d'un usage fixe, certain, général et constant ; — Attendu que l'usage dont parle le sieur Cardoso ne présente point ces caractères ; — Attendu que le sieur Cardoso produit sans doute un certificat attestant que ni les fermiers privés, ni les administrations publiques n'ont jamais réclamé le paiement de la taxe sur les immeubles vendus aux enchères publiques par les soins de l'autorité consulaire italienne ; — Mais attendu qu'il ne prouve pas qu'il en ait été de même pour les ventes forcées poursuivies devant les autres consulats ; — Attendu d'ailleurs que l'argument ne pourrait avoir de valeur que si le sieur Cardoso justifiait : 1° que contrairement aux réserves contenues sur ce point dans les traités internationaux, le gouvernement tunisien permettait aux étrangers de faire valoir librement leur droit de propriété sur des immeubles situés dans la régence, au moyen d'un simple jugement d'adjudication prononcé dans un consulat ; 2° que le trésor ou ses fermiers ne réclamaient jamais l'impôt, lorsque ces jugements d'adjudication parvenaient d'une façon quelconque à leur connaissance ; — Attendu que le sieur Cardoso ne fait pas cette double preuve ; — Attendu qu'il est permis de croire, au contraire, que les Européens ou les indigènes qui achetaient des immeubles à la barre d'un tribunal consulaire ne manquaient pas de faire transcrire par des notaires l'adjudication à la suite du titre arabe ; — Attendu qu'en l'absence de ce

titre, ils faisaient constater leur acquisition par un acte notarié conformément aux lois du pays ; — Attendu que dans les deux cas les notaires ne devaient passer l'acte qui leur était demandé qu'après s'être assurés de l'acquittement du droit de carroube ; — Attendu que de cette manière les adjudications prononcées par un tribunal consulaire subissaient elles-mêmes le plus souvent l'obligation de payer le droit de mutation ; — Attendu en outre que, depuis la loi fondamentale de 1882 et postérieurement à l'organisation de la juridiction française en Tunisie, M. le conservateur de la propriété foncière a perçu plusieurs fois le droit de carroube sur des ventes constatées par des jugements d'adjudication ; — Attendu que deux précédents procès, qui se sont déroulés devant le tribunal, prouvent également que les fermiers ont eux-mêmes réclamé le droit dont il s'agit ; — Attendu que l'usage invoqué par le sieur Cardoso n'est donc nullement démontré ; — Attendu, enfin, qu'avant l'installation des tribunaux français, les immeubles expropriés contre des Tunisiens étaient toujours vendus devant les autorités indigènes ; — Attendu que le sieur Cardoso reconnaît que les ventes forcées effectuées par ces autorités n'ont jamais échappé au paiement de l'impôt ; — Attendu qu'il s'agit précisément, dans l'espèce, d'une expropriation poursuivie contre des sujets tunisiens ; — Attendu que l'usage serait donc plutôt contraire au sieur Cardoso et ne justifierait point sa demande en répétition ;

Attendu que cette demande est d'autant moins fondée, qu'en fait le sieur Cardoso a fait transcrire son acquisition par des notaires indigènes à la suite de l'acte arabe de propriété établi précédemment au nom des débiteurs saisis ; — Attendu que d'après les décrets précités de 1875 et 1889, les notaires n'auraient pas dû opérer cette transcription sans exiger au préalable la justification du paiement de l'impôt ; — Attendu que le conservateur de la propriété foncière était donc autorisé à réclamer lui-même au moment de la réquisition d'immatriculation, et en vertu des art. 21 et 29 du décret du 14 juin 1886, une taxe qui n'avait pas été payée en temps utile ; — Attendu que le sieur Cardoso ne conteste pas qu'en principe les notaires ne puissent rédiger ou transcrire un acte de vente immobilière sans s'être assurés du paiement des droits fiscaux ; — Attendu qu'il soutient toutefois qu'il s'est borné à faire mentionner le jugement d'adjudication sur le titre arabe, et que cette mention ne suffisait pas pour permettre d'exiger l'acquittement du droit de carroube ; — Mais attendu que la simple lecture de l'acte dressé par les notaires indigènes démontre que cet acte reproduit dans ses parties essentielles la grosse

du jugement d'adjudication et constate d'une façon aussi formelle que possible la mutation opérée au profit du sieur Cardoso; — Attendu que cela suffisait pour empêcher les notaires de rédiger la transcription sans exiger la justification préalable de l'acquittement de l'impôt;

Attendu que le sieur Cardoso objecte encore que l'acte de transcription dont il s'agit a été soumis à l'administration du timbre, et que celle-ci n'a réclamé qu'un droit fixe au lieu d'exiger le droit proportionnel perçu pour les ventes ordinaires; — Mais attendu que l'administration du timbre a commis sur ce point une erreur, dont le conservateur de la propriété foncière demande la rectification; — Attendu en effet que le décret du 8 novembre 1871 assujettit à un droit proportionnel tous les actes portant mutation de sommes d'argent; — Attendu que ce décret s'applique aux actes notariés et notamment aux actes de vente; — Attendu que dans l'espèce, se trouvant en présence d'un acte notarié constatant une mutation immobilière dont le prix s'etait élevé avec les frais à 7,500 fr., l'administration aurait dû percevoir un droit de timbre proportionnel de 140 piastres; — Attendu qu'elle n'a perçu cependant qu'un droit fixe de 25 centièmes de piastre; — Attendu que, dans son mémoire signifié le 17 février 1891, le conservateur a pris des conclusions reconventionnelles tendant à faire condamner le demandeur au paiement de la différence; — Attendu qu'il échet d'accueillir lesdites conclusions et de condamner Cardoso à payer de ce chef une somme de 139 piastres 75 centièmes;

Attendu que le sieur Cardoso soutient, dans ses mémoires, qu'en admettant que les ventes d'immeubles opérées à la barre des tribunaux français soient vraiment assujetties, comme les autres, au droit de mutation, l'État ne peut du moins s'adresser à l'adjudicataire pour obtenir le paiement de cette taxe; — Attendu que le sieur Cardoso invoque à l'appui de ce nouveau système le passage d'un décret du 14 avril 1873, où il est dit que le vendeur est le seul redevable du droit sur le prix de la vente qu'il opère; — Mais attendu que le passage cité par le sieur Cardoso ne doit pas être pris isolément; — Attendu qu'il convient de le rapprocher des autres dispositions contenues dans le même décret; — Attendu que l'ensemble du texte du décret dont il s'agit démontre que le législateur n'a eu d'autre but que de combattre des fraudes commises au détriment du trésor et d'étendre la base de la liquidation du droit de carroube; — Attendu qu'à cet effet il a voulu décider que, lorsque les parties conviendraient de laisser les droits fiscaux à la charge de l'acheteur, ces droits

seraient considérés comme une partie du prix profitant au vendeur et entreraient eux-mêmes en ligne de compte pour le calcul du droit de mutation; — Attendu que, ce qui prouve bien que le législateur n'a pas entendu dégager l'acquéreur de toute responsabilité au sujet du paiement des droits fiscaux, c'est que, dans les décrets susvisés de 1875 et de 1888, il n'a fait aucune distinction; — Attendu qu'il a imposé aux notaires la justification de l'acquittement de l'impôt vis-à-vis de toute personne requérant leur ministère et, par conséquent, vis-à-vis de l'acquéreur aussi bien que vis-à-vis du vendeur; — Attendu, en outre, que l'art. 9 du décret du 13 août 1887 a établi une solidarité entre le vendeur et l'acquéreur pour la perception des taxes dépendant des mahsoulats; — Attendu que le droit de carroube sur les transmissions d'immeubles, à titre onéreux, a été compris précisément dans les mahsoulats jusqu'au 13 octobre 1889; — Attendu que, depuis cette date, l'État a pris en régie la perception dudit impôt; — Mais attendu qu'il le recouvre dans les mêmes conditions que les fermiers, et qu'il doit jouir, en conséquence, des avantages édictés précédemment au profit de ces derniers; — Attendu, au surplus, que le sieur Cardoso doit exécuter les clauses du cahier des charges qu'il a librement acceptées; — Attendu que les art. 5 et 8 de ce cahier des charges imposent formellement à l'adjudicataire l'obligation de payer les droits dus au trésor;

Attendu, enfin, qu'il s'agit, dans l'espèce, d'un immeuble pour lequel le sieur Cardoso a requis l'immatriculation; — Attendu que l'art. 21 du décret du 14 juin 1886, modifié par celui du 19 novembre 1888, oblige le conservateur à réclamer, s'il y a lieu, au requérant l'immatriculation les droits et amendes applicables à la dernière mutation; — Attendu que M. Malirat était donc fondé à exiger, comme il l'a fait, du sieur Cardoso lui-même le paiement des droits relatifs à la mutation par laquelle ledit sieur Cardoso était devenu propriétaire de l'immeuble à immatriculer;

Attendu que dans son assignation et dans son mémoire le sieur Cardoso conclut subsidiairement à la restitution des 29 fr. 90 cent. perçus sur les frais d'adjudication, par le motif que ces frais ont été payés à l'officier ministériel chargé de poursuivre la vente et non pas au vendeur; — Mais attendu que le droit de carroube doit être liquidé sur tout ce qui fait en réalité partie du prix, c'est-à-dire sur tout ce qui est payé par l'acheteur au profit du vendeur; — Attendu que les frais profitent assurément au vendeur, puisque c'est grâce à eux que le vendeur ou ses créanciers bénéficient de la vente de

l'immeuble ; — Attendu, en conséquence, que lorsqu'ils sont laissés comme dans l'espèce à la charge de l'acheteur, ils doivent être compris dans la somme imposable : — Attendu que le conservateur est allé trop loin, sans doute, en percevant le droit de carroube même sur la remise proportionnelle allouée au défenseur poursuivant ; — Attendu que les seuls frais qui puissent être imposés sont ceux qui ont été faits jusqu'au jour de l'adjudication définitive ; — Mais attendu que le conservateur a tenu compte de cette erreur et n'a point perçu le droit de carroube sur les droits fiscaux, bien qu'ils aient été mis eux-mêmes à la charge de l'acheteur et bien qu'ils aient dû être considérés aussi comme faisant partie du prix de vente, en vertu du décret précité du 14 avril 1873 ; — Attendu que cette compensation est avantageuse au sieur Cardoso ; qu'il n'a, par suite, aucune restitution à demander ;

Par ces motifs : — Statuant contradictoirement en dernier ressort : — Déboute le sieur Giacomo Cardoso de toutes ses demandes, fins et conclusions tant principales que subsidiaires ; — Le condamne à payer au conservateur une somme de 139 piastres 75 cent., montant de la différence qui aurait dû être perçue à titre de droit de timbre pour la transcription notariée faite sur le titre arabe d'un résumé de la grosse du jugement d'adjudication avec intérêts de droit à 5 0/0 depuis le jour de la signification du mémoire dans lequel le conservateur a formulé cette demande reconventionnelle ; — Condamne aussi Giacomo Cardoso aux dépens.

MM. FABRY, *prés.* ; FROPO, *subst.* — Me CARDOSO, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

2 décembre 1891

Nationalité, Tunisie, musulman algérien, établissement, sénatus-consulte du 14 juillet 1865, extranéité.

L'indigène musulman algérien, établi en Tunisie avant la loi du 26 juin 1889 et les traités qui ont placé la Tunisie sous le protectorat de la France, doit être présumé fixé dans ce pays sans esprit de retour, surtout s'il ne s'est pas fait inscrire au consulat de France pour se prévaloir des avantages inhé-

rents à la qualité de Français et s'il a fait, au contraire, à ce consulat une déclaration constatant qu'il était sujet tunisien;

Bien que sujet français par sa naissance, aux termes du sénatus-consulte du 14 juillet 1865, cet indigène doit être considéré comme étranger, aux termes de l'ancien art. 17 C. civ., la loi du 26 juin 1889 n'ayant pas d'effet rétroactif.

(Min. pub. c. Mohamed ben Amor et Ahmed ben Mohamed)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que les inculpés déclinent la compétence de la juridiction française parce qu'ils sont sujets tunisiens ;

Attendu que l'inculpé Mohamed ben Amor est un indigène musulman et qu'il reconnaît être né à Alger; qu'il est donc, par sa naissance, sujet français aux termes du sénatus-consulte du 14 juillet 1865 ; — Mais attendu qu'antérieurement à la loi du 26 juin 1889, l'art. 17 C. civ. décidait que la qualité de Français se perdait par l'établissement fait en pays étranger sans esprit de retour; — Attendu que la loi du 26 juin 1889 n'a pas pu produire un effet rétroactif et restituer leur qualité de Français aux individus qui l'avaient définitivement perdue; — Attendu, enfin, que l'absence d'esprit de retour doit se présumer plus facilement chez un simple sujet que chez un citoyen, alors surtout qu'il s'agit d'un musulman s'établissant en pays musulman ; — Attendu qu'il résulte des renseignements fournis par la défense, et non contredits par l'accusation, que l'inculpé Mohamed ben Amor s'est fixe à Tunis depuis vingt-cinq ans, c'est-à-dire à une époque bien antérieure à la loi du 26 juin 1889 et aux traités qui ont placé la Tunisie sous le protectorat de la France; — Attendu que cet établissement a certainement eu lieu sans esprit de retour ; qu'en effet, l'inculpé Mohamed ben Amor ne s'est pas fait inscrire au consulat de France pour se prévaloir des avantages inhérents à la qualité de Français ; qu'il a même fait à ce consulat une déclaration constatant qu'il était sujet tunisien ; — Attendu, en outre, qu'il a vendu les propriétés qu'il avait en Algérie ; qu'il a acheté une maison à Tunis et qu'il s'y est marié ; — Attendu, enfin, que l'autre inculpé, Ahmed ben Mohamed, est né à Tunis de ce mariage au moment où son père avait déjà perdu la nationalité française ;

Par ces motifs : — Se déclare incompétent, etc.

MM. FABRY, *prés.*; VIAL, *subst.* — Me JOBARD, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

14 décembre 1891

Expropriation publique, Tunisie, fixation de l'indemnité, expertise, décret beylical du 30 août 1858, tribunal français, premier ressort, loi du 3 mai 1841 et ordonnance du 1er octobre 1844, applicabilité.

L'art. 11 du décret beylical du 30 août 1858, qui décide qu'on doit suivre l'avis de la majorité des experts désignés pour fixer l'indemnité due en cas d'expropriation, ne déterminant pas la manière dont cette majorité doit être formée, il convient d'admettre, en l'absence de toute disposition légale, que l'opinion des experts doit, pour lier le juge, être émise à la majorité absolue des suffrages;

Par suite, le tribunal de première instance, appelé à connaître de cette expertise, peut, si cette majorité absolue n'est pas atteinte, fixer l'indemnité d'après les circonstances de la cause;

Le tribunal français, auquel le différend est soumis, à raison de la nationalité européenne du propriétaire exproprié, ne statue qu'en premier ressort, la loi du 3 mai 1841 et l'ordonnance du 1er octobre 1844, spéciales à l'Algérie, n'ayant jamais été rendues applicables à la Tunisie (1).

(Compagnie du port de Bizerte c. Attia)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'un décret beylical du 9 septembre 1890 a prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique d'un terrain appartenant au sieur Attia et qui doit servir à l'installation des chantiers de construction du port de Bizerte ; — Attendu que la compagnie concessionnaire de ces travaux a, en vertu d'une délégation de M. le directeur général des travaux publics, suivi les formalités prescrites par les lois locales pour entrer en possession de ce terrain ; et que,

(1) V. trib. de Tunis, 17 juin et 13 juill. 1891 (*Rev. Alg.*, 1891. 2. 485 et 489) et les notes.

ces offres n'ayant pas été acceptées par l'exproprié, elle a fait procéder à l'expertise prévue par l'art. 11 du décret beylical du 30 août 1858 qui a en Tunisie réglementé cette matière; — Attendu que les experts ont déposé leur rapport au greffe le 25 juillet 1891 ; que cinq d'entre eux concluent que le terrain enlevé au sieur Attia lui soit payé à raison de 90 cent. le mètre, le sixième expert évalue ce terrain à 0 fr. 75 cent. le mètre; le septième à 1 fr. 65 cent.; et qu'enfin les cinq derniers experts ont déclaré que les documents produits ne suffisaient pas pour leur permettre de se faire une opinion; — Attendu que dans ses conclusious dernières le sieur Attia ne conteste pas la régularité de la procédure, mais prétend que l'appréciation des experts est inexacte et demande que l'indemnité à laquelle il a droit soit calculée à raison de 2 fr. 50 cent. le mètre carré;

Attendu que l'art. 11 du décret beylical du 30 août 1858 décide que pour fixer l'indemnité due en cas d'expropriation on doit suivre l'avis de la majorité des experts, et que, s'il y a partage, on s'adresse pour trancher le différend à l'autorité judiciaire représentée à cette époque par le cadi; — Mais attendu que ce texte ne détermine pas la manière dont la majorité doit être formée; — Attendu qu'il faut donc admettre, en l'absence de toute disposition contraire, que l'opinion des experts doit être souveraine et, pour lier le juge, être émise à la majorité absolue des suffrages; — Attendu que cette solution, qui ménage le mieux les interêts des parties, est la plus rationnelle et la plus équitable ; qu'elle est aussi la plus conforme à l'esprit de la loi tunisienne qui s'est montrée soucieuse en cette matière de respecter les droits des particuliers; — Attendu que dans l'espèce actuelle, sur douze experts nommés, il ne s'en est pas trouvé sept pour adopter le même avis; que par conséquent les parties ont le droit de se pourvoir devant l'autorité judiciaire et que cette dernière conserve une entière liberté d'appréciation ;

Attendu, au fond, que si la nécessité sociale prime les intérêts privés et s'il est inadmissible que des propriétaires cherchent à entraver l'exécution des travaux publics pour se créer un moyen de spéculation et de chantage, il faut aussi que ces travaux qui doivent profiter à tous ne deviennent pas pour quelques-uns une cause de préjudice; — Attendu que la loi tunisienne s'est inspirée de cette règle et qu'elle dispose dans le texte mentionné ci-dessus que, si le propriétaire exproprié refuse ou demande un prix exorbitant « le bien sera estimé largement et en tenant compte de l'époque et de l'état des lieux, de manière à écarter toute lésion »; —

Attendu que le sieur Attia justifie que l'immeuble dont il s'agit a été acheté par lui le 10 juin 1887 au prix de 2,800 piastres ; qu'il avait une contenance de six merdja, soit de 3,720 mètres ; qu'il a donc été payé à raison de 0 fr. 75 cent. le mètre ; — Attendu qu'il faut ajouter à ce prix les droits de mutation, les honoraires des notaires et les frais de courtage ; — Attendu enfin que depuis l'époque de la vente jusqu'au moment de l'expropriation, c'est-à-dire pendant l'espace de trois ans, l'immeuble a certainement acquis une plus-value indépendante des travaux de construction du port de Bizerte en vue desquels a été faite l'expropriation ; que cette plus-value a pour causes le vote de la loi douanière et tout cet ensemble de mesures qui constituent le développement du régime du protectorat et qui, en augmentant d'une façon inconnue jusqu'alors la prospérité de la régence, ont profité à tous ses habitants ; — Attendu qu'en tenant compte de ces diverses circonstances le tribunal possède des éléments suffisants pour fixer à 1 fr. 65 le mètre la valeur du terrain exproprié ;

Attendu que la Compagnie du port de Bizerte soutient que le tribunal doit statuer en dernier ressort sur le litige qui lui est actuellement soumis ; — Attendu que, lorsqu'on s'adresse au cadi pour départager les experts, la décision de ce magistrat indigène n'est susceptible d'aucun recours ; — Mais attendu que, le propriétaire exproprié étant de nationalité européenne, la Compagnie demanderesse a porté le différend devant la juridiction française ; qu'elle doit donc suivre les règles de procédure édictées par les lois qui sont en vigueur devant cette juridiction ; — Attendu, sans doute, qu'en France les décisions du jury d'expropriation sont sans appel ; et qu'en Algérie l'indemnité due à l'exproprié est fixée par un jugement du tribunal civil qui prononce en dernier ressort ; — Mais attendu que ces règles contenues dans la loi du 3 mai 1841 et l'ordonnance du 1er octobre 1844 sont spéciales, l'une au territoire continental de la France et l'autre à l'Algérie ; qu'elles n'ont jamais été rendues applicables à la Tunisie ; qu'il faut donc, en l'absence de toute disposition contraire, s'en tenir au droit commun ;

Attendu, toutefois, que le décret d'expropriation constitue contre l'exproprié un titre authentique duquel provision est due ;

Par ces motifs : — Statuant contradictoirement et en premier ressort : — Fixe à 1 fr. 65 cent. le mètre carré, soit, pour une surface de 14 ares 75 centiares, à 2,433 fr. 75 cent. l'indemnité due au sieur Abraham Attia, en raison de l'expropriation

dont il s'agit ; — Dit que contre paiement ou en cas de refus du sieur Attia contre dépôt de cette somme à la Caisse des dépôts et consignations, la Compagnie du port de Bizerte pourra, même avec l'emploi de la force publique, prendre possession du terrain exproprié ; — Ordonne, en ce qui concerne cette prise de possession dans les conditions qui viennent d'être indiquées, l'exécution provisoire nonobstant appel sans caution ; — Réserve aux parties leurs droits dans le cas où la parcelle expropriée aurait une contenance plus ou moins grande que celle qui a été mentionnée, etc.

MM. FABRY, *prés.* ; FROPO, *subst.* — Mes GUEYDAN et BESSIÈRE, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

28 décembre 1891

Prescription, Tunisie, Français, obligation, capitulations, loi française, applicabilité.

Le débiteur français qui a contracté une dette en Tunisie sous l'empire de la loi française, notamment à l'époque où, en raison des capitulations, l'exécution de son engagement aurait dû être poursuivie devant le tribunal consulaire de France, peut invoquer la prescription de cinq ans édictée par l'art. 2277 C. civ.

(Consorts Xicluna c. Salomon Cohen)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'il est reconnu que le sieur Salomon Cohen est de nationalité française et qu'il a contracté sa dette en Tunisie à un moment où, en raison du régime des capitulations, l'exécution de son engagement aurait dû être poursuivie devant le tribunal consulaire de France ; — Attendu que cette obligation a donc pris naissance sous l'empire de la loi française, et que, dès lors, le sieur Salomon Cohen invoque à bon droit les dispositions de l'art. 2277 C. civ. ;

Par ces motifs : — Dit que les intérêts ne courront que depuis le commencement des cinq années antérieures à l'exploit introductif d'instance, etc.

MM. FABRY, *prés.* ; FROPO, *subst.* — Mes CAMILLERI et BRULAT, *av.*

ALFRED DAIN

La mort vient d'enlever à l'École de droit un maître éminent et à la *Revue Algérienne* un collaborateur de la première heure. Alfred Dain a succombé, le 15 avril dernier, à l'implacable maladie qui courbait lentement son corps vers la tombe, sans ternir, jusqu'au dernier jour, l'éclat de cette remarquable et brillante intelligence. Sa perte sera vivement ressentie de tous ceux qui ont connu la droiture et l'élévation de son caractère, le charme séduisant de son esprit, l'exquise affabilité de ses relations.

MARIE-FRANÇOIS-JOSEPH-ALFRED DAIN était né à Marie-Galante, le 26 novembre 1851. Après avoir été un des meilleurs élèves du lycée d'Orléans, il entrait au ministère de l'instruction publique, où bientôt le directeur de l'enseignement supérieur, M. du Mesnil, qui avait apprécié sa grande valeur, se l'attachait comme secrétaire. Il n'eût tenu qu'à lui de faire dans cette administration un chemin rapide et de s'y élever aux plus hautes fonctions. Mais l'étude du droit a pour lui plus d'attrait. Pendant cinq ans, après ses heures de bureau, il passe une partie de ses nuits à préparer ses

examens de licence et de doctorat, où il obtient toujours l'éloge du jury ; puis il demande un congé pour faire sa thèse de docteur, et le mémoire qu'il présente sur la « condition des associations non reconnues » est couronné par la Faculté de Paris.

Ses occupations au ministère, en lui donnant l'occasion de suivre l'élaboration du décret qui devait instituer à Alger l'enseignement supérieur, avaient fait naître chez lui le désir d'aller professer dans la nouvelle Université dont la création était projetée ; et lorsque, sur l'initiative parlementaire, ce projet eût été réalisé par la loi du 20 décembre 1879, Dain fut chargé à l'École de droit d'un cours de code civil.

L'année suivante il prenait part au concours d'agrégation, et, du premier coup, il y conquérait la première place.

Il fut plus tard, sur sa demande, transféré dans la chaire de droit criminel et chargé du cours de droit international privé.

Ceux qui ont eu la bonne fortune d'écouter ses leçons savent qu'il possédait, à un rare degré de perfection, tous les dons du professeur, et un de ses élèves a exprimé sur sa tombe, au nom de ses camarades, dans un langage touchant, les profonds regrets qu'il laisse parmi nos étudiants.

Mais ses qualités de jurisconsulte se révélaient encore dans des travaux d'un autre ordre. Chaque fois que l'École de droit fut consultée sur les réformes à introduire dans la législation algérienne, c'est à Dain qu'elle confia le soin d'exposer ses vues et de formuler ses conclusions. C'est ainsi qu'il présenta en son nom au gouverneur général deux rapports, l'un sur la naturalisation des étrangers en Algérie, l'autre sur les modifications à apporter à la loi du 26 juillet 1873.

Depuis lors, il se consacra plus spécialement à la question du régime foncier et hypothécaire. En 1885, le ministre de l'instruction publique et le gouverneur général le chargèrent d'une mission en Tunisie, à l'effet d'y étudier la tentative faite par le gouvernement de la régence pour appliquer la législa-

tion immobilière connue sous le nom d'Act Torrens et de rechercher si la loi foncière tunisienne pourrait fournir la solution de quelques-uns des problèmes que soulevait en Algérie l'organisation de la propriété. Le travail qu'il publia à son retour, dans la *Revue*, fut très remarqué dans le monde des économistes et le désigna plus tard au choix du ministre des finances comme membre de la commission extraparlementaire du cadastre.

Ces services exceptionnels avaient été récompensés par les palmes d'officier de l'instruction publique, le titre de correspondant du ministère et une promotion au choix sur le tableau des professeurs de Faculté. Depuis longtemps aussi, Dain représentait l'École de droit au conseil académique et au conseil général.

Il semble que toutes ces occupations, auxquelles les joies de la famille faisaient une douce diversion, devaient suffire à remplir son existence. Et cependant sa dévorante activité ne sut pas s'en contenter. Aux lauriers de l'École, à la réputation de juriste qu'il s'était acquise, il voulut ajouter les succès de la barre. Là, comme partout, l'ancien secrétaire de la conférence du stage du barreau de Paris se plaça vite aux premiers rangs.

Mais il avait trop présumé de ses forces. Sa santé déjà délicate et qui eût exigé de grands ménagements ne pouvait résister longtemps au labeur et aux fiévreuses émotions de la vie d'avocat, qui brisent souvent les constitutions les plus robustes. Lorsqu'il le reconnut, il était trop tard. C'est en vain qu'il se condamna pendant un an à un isolement et à un repos absolus ; la secousse avait été trop forte et le mal était sans remède.

Chacun en avait le triste sentiment lorsqu'il revint à l'automne reprendre sa place parmi nous. Mais lui, avec cette indomptable énergie qui ne l'a jamais abandonné, voulait lutter jusqu'au bout. Le 6 avril, quelques jours avant la crise dont il ne devait plus se relever, il montait encore dans sa chaire, à son poste de combat, se faisant un point d'honneur

de ne pas devancer l'heure des vacances.... Il s'est éteint doucement, dans les bras de la digne et fidèle compagne dont la tendresse affectueuse a charmé sa vie et adouci ses souffrances. C'est à elle que Dieu confie la lourde tâche d'élever les jeunes enfants qui faisaient sa joie et qui devaient être son orgueil. Elle n'aura, pour les guider dans le droit chemin, qu'à leur parler de leur père, à leur retracer sa vie toute de devoir, de travail et de nobles succès.

ROBERT ESTOUBLON.

COUR D'ALGER (2e Ch.)

—

14 janvier 1892

—

Propriété, Algérie, acte notarié, droits indivis, vente, statut réel français, licitation, loi du 26 juillet 1873, titre définitif, non opposabilité ; succession musulmane, droits héréditaires, indétermination, sursis, compétence ; habous, vente, caducité.

—

L'acte notarié qui constate une vente ou cession, par un cohéritier, de droits indivis entre musulmans sur un immeuble jusque là régi par la loi musulmane a pour effet de soumettre la totalité de cet immeuble à l'application du statut réel français (1) ;

En conséquence, le commissaire enquêteur est sans pouvoirs pour procéder sur cet immeuble aux opérations de la loi du 26 juillet 1873 ; — Et le titre définitif de propriété délivré ensuite de ces opérations n'est pas opposable au cohéritier dont les droits n'ont pas été aliénés, et qui, dès lors, est recevable à demander la licitation de l'immeuble ;

A défaut de détermination des droits appartenant à chacun des héritiers sur l'immeuble indivis, la juridiction française doit surseoir à ordonner la licitation jusqu'à ce que la quotité de ces droits ait été fixée par la juridiction musulmane, seule compétente à cet effet ;

A supposer que l'immenble indivis ait été constitué habous à l'exclusion de tel ou tel héritier, la vente, par un dévolutaire, de tout ou partie des biens compris dans la fondation pieuse entraîne la caducité du habous (2).

---

(1) Sur le conflit de la loi française et de la loi musulmane en matière de transactions immobilières, V. *suprà*, p. 125 les arrêts rapportés et la note.

(2) V. Alger, 16 oct. 1891 (*Rev. Alg.*, 1891. 2. 516) et la note.

(Catus c. Zohra bent Iklef ben Kouïder)

Le TRIBUNAL DE BLIDA, par JUGEMENT du 13 mars 1889, a statué dans les termes suivants :

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'il appert d'un acte du 3 avril 1873, de la mahakma de Cherchell, que diverses propriétés sises fraction des Beni-Djeman, Oued-Djer, Soumatas, furent délimitées ; — Que lesdites limites sont complètement indiquées audit acte et que, leur identité étant en outre déterminée par leurs noms indigènes, elles y sont reconnues être la propriété exclusive de Iklef ben Kouider ben Ali ben Touas ;

Attendu que, celui-ci étant décédé à une époque inconnue, mais concomitante à cet acte, Saul Bacri, négociant à Blida, mis en relations avec la veuve et le frère consanguin du *de cujus*, se faisait consentir par les deux susnommés, en l'étude de Me Vassor, notaire à Blida, le 26 septembre 1873, une promesse de vente de leurs droits dans lesdites terres, ledit acte enregistré le 2 octobre suivant ; — Que, par acte du 11 février 1874, de la mahakma de Cherchell, il était constaté que la succession du *de cujus* se trouve dévolue, dans des proportions que l'on a omis d'indiquer : 1° à la fille du *de cujus*, alors mineure, Zohra ; 2° au frère consanguin du *de cujus* Ahmed ; 3° à la veuve du *de cujus* Keltoum bent Djethon ben Dahman ;

Attendu que, réalisant la promesse de vente susénoncée, Saul Bacri et ces deux derniers, qui n'étaient autres que ses vendeurs, firent dresser, à la date du 20 février 1874, par ledit Me Vassor, acte authentique par lequel ils vendaient à Saul Bacri tous leurs droits indivis, dans les terres susdites, avec la mineure Zohra dont ils déclarent expressément reconnaître dans ledit acte les droits de cohéritière du *de cujus* et qui n'est point partie à l'acte ; — Que ledit contrat était, le 24 mars 1874, transcrit au bureau des hypothèques de Blida, vol. 358, n° 58 ;

Attendu que, par acte de Me Népoty, notaire à Blida, du 2 juillet 1879, enregistré, Saul Bacri, contractant avec Léon Catus, négociant à Alger, vendait, cédait, transportait et abandonnait, sous la simple garantie de ses faits personnels, à ce dernier, qui accepte, tous les droits et biens immobiliers, sans réserve, acquis par lui des indigènes susnommés aux termes des contrats qui viennent d'être analysés, reçus par Me Vassor ; — Attendu que la promesse de vente et le contrat du 20 février 1874 sont analysés audit acte, et qu'en subrogeant Catus à ses droits, Bacri y explique bien que la propriété de feu Iklef ben Kouider ben Ali ben Touas appartenait, par indivis, à Ahmed et à la dame Keltoum, ses vendeurs, et encore à une dame Zohra, fille de Keltoum ; — Attendu que Bacri, qui n'avait payé qu'une partie seulement de son prix à ses vendeurs et avait été, dans l'intervalle, actionné en vain par eux en payement du surplus, s'engageait, moyennant le paiement par Catus du prix principal de 5 000 fr., à remettre à ce dernier les titres définitifs de propriété qui lui seraient délivrés directement par l'administration des domaines, par suite des formalités de publicité qu'il a accomplies sur ses acquisitions ; — Attendu, en effet, qu'un arrêté du gouverneur général, du 5 janvier 1876, avait soumis à l'application de la loi du 26 juillet 1873 la circonscription de l'Oued-Djer ; — Attendu que le commissaire enquêteur, visant précisément l'acte notarié rapporté

le 20 février 1874 par Me Vassor et réservant expressément les droits de Zohra copropriétaire indivise des vendeurs de Bacri, procéda, sur lesdites terres, entrées pourtant dans le statut réel français depuis le 24 mars 1874, à toutes ses opérations ; — Attendu que, loin d'appeler sur la situation l'attention de ce commissaire enquêteur, Saul Bacri se serait fait, au préjudice de la susdite Zohra, attribuer la totalité des droits qu'elle avait possédés dans la succession du *de cujus* ; — Attendu que les titres définitifs ayant été délivrés par M. Capifali, directeur des domaines du département d'Alger, le 20 décembre 1879, furent transcrits, le 26 avril 1880, au bureau des hypothèques de Blida sous le nom de Saul Bacri, vol. 14, nos 78 et s , sous les nos 4,854 et s. du répertoire des titres de propriété, en exécution de l'art. 17 de la loi du 26 juillet 1873 ;

Attendu que c'est dans ces circonstances que Zohra, mariée dans l'intervalle, a, par exploit introductif du 24 octobre 1888, enregistré, assigné Catus devant ce tribunal, pour, par les motifs y déduits, voir ordonner la licitation des immeubles indivis qu'elle désigne, le partage n'en étant pas possible en nature ; condamner Catus à des dommages-intérêts, à fixer par état, pour l'indue jouissance, avec intérêts de droit depuis le mois de juillet 1879 ; — Attendu que Catus lui répond par les deux moyens ci-après : — 1° Le titre définitif délivré crée, à son encontre, une invincible fin de non recevoir ; — 2° La demanderesse ne justifie pas suffisamment, par un titre, de ses droits de copropriétaire ;

Sur le premier moyen : — Attendu qu'il est aujourd'hui au-dessus de toute controverse que l'acte notarié ou administratif rend français l'immeuble auquel il s'applique ; qu'il en est ainsi alors même que c'est un immeuble indivis qui fait l'objet du contrat ; — Qu'en effet, le droit réel français, auquel ce contrat notarié donne ainsi naissance, investit l'immeuble en totalité comme en détail : *est totus in toto et in qualibet parte ;* — Qu'une fois acquis, ce caractère de terre française, désormais indélébile, rend le commissaire enquêteur absolument incompétent pour soumettre ledit immeuble aux opérations de la loi du 26 juillet 1873, lesquelles ne sont applicables exclusivement qu'aux immeubles non entrés, à un titre quelconque, dans le statut réel français en Algérie ; — Attendu, dès lors, que, dans l'espèce, il n'y a pas même à examiner si Catus, ou plutôt son auteur Bacri, a surpris ou non la bonne foi du commissaire enquêteur pour se faire attribuer plus de droits qu'il n'en avait reçu de ses vendeurs, en vertu du contrat de Me Vassor, du 20 février 1874 ; — Qu'en effet, les titres définitifs derrière lesquels se retranche Catus, sans appeler en cause Bacri, qui se les est fait délivrer en son nom, constituent si peu une fin de non recevoir invincible à l'encontre de la demanderesse qu'il échet, au contraire, de reconnaître qu'ils ne lui sont pas opposables, étant radicalement nuls ;

Sur le deuxième moyen : — Attendu, tout d'abord, que c'est le contrat du 20 février 1874, reçu Me Vassor, parfaitement opposable à Catus, qui est aux droits de Saul Bacri, qui contient la constatation que la demanderesse a réellement des droits , — Qu'en effet, l'acte de la mahakma de Cherchell, du 11 février 1874, acte commun à tous les cohéritiers du *de cujus*, est la première pièce annexée audit contrat par le notaire ; — Que toutefois, avant d'ordonner la licitation demandée et de commettre un notaire pour partager le prix entre les ayants droit, il faut que la propor-

tion dans laquelle possèdent indivisément ces copropriétaires soit déterminée, pour que le notaire qui devra être commis sache dans quelle proportion faire les attributions du prix ; — Qu'il échet de remarquer que l'origine de propriété est une succession musulmane qui ne paraît jamais avoir été liquidée ; — Qu'il eût été prudent, pour Saul Bacri, de n'acheter, comme le fait tout acheteur sérieux, qu'après s'être fait produire un jugement passé en force de chose jugée, ou, tout au moins, un acte de féda contradictoire en présence de tous les cohéritiers, sans exception, y compris le tuteur désigné par le cadi à la demanderesse, alors mineure, et desquels eût résulté la détermination exacte des proportions dans lesquelles chaque cohéritier hérite, ce qui reste à faire aujourd'hui ; — Que c'est là une question absolument préjudicielle à la licitation qui est demandée, et qui, aux termes du décret du 10 septembre 1886, est du ressort exclusif de la juridiction musulmane ;

Par ces motifs : — Vidant le délibéré du 27 février dernier : — Déclare nuls et inopposables à la demanderesse les titres définitifs délivrés à Saul Bacri, et que prétend lui opposer Catus ; — Dit que, l'acte du 11 février 1874 renfermant une lacune en ce qu'il a omis d'indiquer la proportion exacte dans laquelle doit être répartie l'hérédité de feu Iklef ben Kouider ben Ali ben Touas, il échet de reconnaître que la demanderesse a des droits dans cette hérédité, mais toutefois de la renvoyer devant la juridiction musulmane pour faire juger contradictoirement avec les vendeurs de Bacri quelle en est la proportion exacte ; — Surseoit, en conséquence, à ordonner la licitation jusqu'à ce que la partie la plus diligente ait produit le document susdit ; — D'ores et déjà, déboute Catus de toutes ses conclusions sans exception ; — Le condamne en tous les dépens.

Sur l'APPEL de Catus, la Cour a statué comme suit :

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme ;

Au fond : — Attendu que, en admettant que les biens litigieux aient été réellement constitués habous en 1828, ainsi que l'allègue Catus, suivant la coutume musulmane, le habous serait frappé de caducité par suite de la vente de tout ou partie de ces biens consentie à Bacri par Ahmed ben Kouïder ben Touas et Keltoum bent Iklef ben Touas, aux termes d'un acte de Me Vassor, notaire à Blida, en date du 20 février 1874, enregistré le 4 avril ;

Par ces motifs et ceux des premiers juges : — Reçoit en la forme l'appel de Catus ; — L'en déboute au fond et confirme le jugement entrepris ; — Condamne Catus aux dépens.

MM. BLANKAERT, *prés.* ; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes CHÉRONNET et GOUTTEBARON, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

Prescription civile, Tunisie, obligation, loi applicable, rite, défendeur, choix, rite hanéfite, prescription de quinze ans, suspension.

C'est la loi tunisienne qui est applicable aux contestations relatives aux obligations nées en Tunisie à une époque où l'exécution de ces obligations aurait dû être poursuivie devant la justice beylicale (1re et 2e espèces).

Dans le rite hanéfite, les actions personnelles et mobilières se prescrivent par quinze ans (1re et 2e espèces) (1) ;

Et le choix du rite appartient au défendeur (1re espèce) (2).

Les princes peuvent, comme les simples particuliers, se prévaloir de la prescription ;

Toutefois, les juges ont la faculté d'en relever le créancier lorsqu'il s'est trouvé en fait dans l'impossibilité d'agir, par exemple parce qu'il avait pour adversaire un homme puissant (1re espèce).

PREMIÈRE ESPÈCE

25 janvier 1892

(Abdesselem Khaznadar c. Hamida ben Ayed)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, par deux requêtes en date du 4 et du 27 novembre 1891, les sieurs Abdelsalem ben Mustapha Khaznadar et Hussein ben Mustapha Khaznadar ont formé opposition à un jugement de défaut en date du 29 juin 1891 les condamnant à payer au sieur Hamida ben Ayed une somme principale de 217,012 piastres 9 caroubes et demie ; — Attendu que cette opposition est régulière en la forme et que

(1) V. trib de Tunis, 17 janv. 1889 (*Rev. Alg.*, 1889. 2. 142) ; 22 janv. 1890 (*Rev. Alg*, 1890. 2 327) ; 27 avril 1891 (*Rev. Alg.*, 1891. 2. 366).

(2) V. Req., 20 avril 1891 (*Rev. Alg.*, 1891. 2. 424) et la note.

les deux instances sont connexes ; qu'il y a lieu de les joindre pour statuer sur le tout par un seul jugement ;

Attendu, au fond, que le sieur Hamida ben Ayed avait assigné les opposants comme héritiers de leur mère la princesse Khaltsoum, veuve de Mustapha Khaznadar ; et que c'est en raison de cette qualité qu'il conclut encore aujourd'hui contre eux ; — Attendu qu'il prétend, à l'appui de sa demande, qu'il avait été chargé par Mustapha Khaznadar de dessécher le lac Sidjoumi, situé près de Tunis, et qu'il a fait pour l'exécution de ce mandat des avances dont le montant s'élève à la somme réclamée ; — Mais attendu qu'il n'est nullement justifié que Mustapha Khaznadar ait agi dans cette circonstance comme mandataire de sa femme la princesse Khaltsoum ou que cette dernière ait profité de cette entreprise ; — Attendu que le lac Sidjoumi existe encore et qu'il n'est pas démontré que la parcelle qui en a été détachée et qui a appartenu à la princesse Khaltsoum provienne des travaux de desséchement exécutés par le sieur Hamida ben Ayed ; — Attendu qu'en raison du long espace de temps qui s'est écoulé depuis ces travaux, l'expertise demandée ne pourrait produire aucun résultat certain, et que dans ces conditions la créance du sieur Hamida ben Ayed n'est pas suffisamment établie ;

Attendu que les défendeurs invoquent, en outre, la prescription ; — Attendu que, d'après les conclusions mêmes du sieur Hamida ben Ayed, le mandat qui sert de cause à sa créance lui a été conféré pendant l'année 1865 et que son exécution était achevée au moment où Mustapha Khaznadar fut révoqué de ses fonctions de premier ministre, c'est-à-dire en 1873 ; — Attendu que le sieur Hamida ben Ayed n'a introduit sa demande actuelle que par exploit du 11 juin 1891 ; — Attendu, il est vrai, que dans l'intervalle il a exercé diverses instances pour être payé par le gouvernement tunisien qu'il considérait à ce moment comme son véritable débiteur ; — Mais attendu que ces démarches n'ont pu produire aucun effet interruptif à l'encontre des consorts Khaznadar qui n'ont dans cette affaire avec le gouvernement tunisien aucun lien de solidarité ; — Attendu que l'obligation dont il s'agit au procès a pris naissance en Tunisie sous l'empire de la loi tunisienne ; que les opposants peuvent donc invoquer la prescription de quinze ans admise dans la régence par le rite hanafite, dont le choix leur appartient en leur qualité de défendeurs ; — Attendu que, sans contester aux juges la faculté d'appliquer cette prescription, le sieur Hamida ben Ayed soutient que les princes ne peuvent pas s'en prévaloir et que les consorts Khaznadar ne peuvent pas avoir à ce sujet plus de droit que leur mère ; — Mais

attendu que cette règle n'existe pas ; qu'il est vrai seulement que d'après le droit musulman les juges peuvent relever le créancier de la prescription lorsqu'il s'est trouvé en fait dans l'impossibilité d'agir, par exemple lorsqu'il avait pour adversaire un homme puissant ; — Mais attendu que cette impossibilité n'existait pas dans l'espèce ; qu'en effet, à partir de l'année 1873, la mère des opposants s'est trouvée être l'épouse d'un ministre déchu, et que le sieur Hamida ben Ayed qui avait dans la régence une situation très importante et qui jouissait, en outre, de la protection du consulat d'Angleterre, pouvait facilement faire valoir contre elle ses prétendus droits ;

Par ces motifs : — Statuant contradictoirement et en premier ressort ; — Reçoit en la forme les oppositions dont il s'agit ; — Joint les causes et met à néant en ce qui concerne les deux opposants le jugement de défaut du 29 juin 1891 ; — Déclare le sieur Hamida ben Ayed mal fondé dans ses demandes, fins et conclusions tant principales que subsidiaires ; — L'en déboute et le condamne aux dépens.

MM. FABRY, *prés.* ; FROPO, *subst.* — Mes PIÉTRI et ABÉASIS, *av.*

DEUXIÈME ESPÈCE

—

29 février 1892

—

(Cheloumou Guez c. consorts Ben Zahra)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que par exploit du 28 novembre 1891 la dame Menaa et le sieur Amar ben Mohamed ben Zahra ont interjeté appel d'un jugement de M. le juge de paix de Nabeul, en date du 20 novembre 1891, les condamnant, comme héritiers de feu Mohamed ben Zahra, à payer au sieur Cheloumou Guez une somme de 1,426 piastres, montant de six obligations ; — Attendu que cet appel est recevable en la forme ; — Attendu, au fond, que le sieur Cheloumou Guez produit à l'appui de sa demande six obligations souscrites devant des notaires tunisiens, par feu Mohamed ben Zahra, payables à première réquisition et dont la plus récente porte la date du 10 juillet 1875 ; — Attendu que les appelants soutiennent que

le débiteur est mort dans un état complet d'indigence et qu'il y a lieu d'appliquer à leur profit la règle du droit musulman d'après laquelle les héritiers ne sont pas tenus au-delà des forces de la succession ; — Attendu qu'ils invoquent, en outre, la prescription de quinze ans, admise par la loi tunisienne ;

Attendu, sur le premier point, qu'en présence de deux actes de notoriété contradictoires produits par les parties, il y a tout au moins doute sur le point de savoir si le défunt a laissé des biens, si les appelants en ont hérité et si cet actif était suffisant pour payer la créance de l'intimé ; — Attendu, en ce qui concerne le second moyen, que la dette dont il s'agit a pris naissance en Tunisie sous l'empire de la loi tunisienne, à une époque où son exécution aurait dû être poursuivie devant la justice beylicale ; — Attendu dès lors qu'elle est soumise à la prescription de quinze ans établie par le droit tunisien ; — Attendu que cette prescription était acquise au moment de l'exploit introductif d'instance, qui porte la date du 1er septembre 1891 ;

Attendu que l'intimé soutient que la prescription a été interrompue parce que les obligations dont il est porteur contiennent une mention d'après laquelle elles ont été présentées le 3 du mois de rabia et tani 1297 de l'hégire à un fonctionnaire tunisien qui a donné ou reçu l'ordre de les faire payer ; — Mais attendu que le sieur Cheloumou Guez ne justifie pas que les appelants ou leur auteur aient été appelés dans cette procédure et que dès lors elle n'a pu produire à leur égard aucun effet interruptif ; — Attendu, en outre, qu'il appartenait au sieur Cheloumou Guez de suivre l'instance introduite par lui devant les autorités tunisiennes à une époque où les tribunaux français n'existaient pas encore dans la régence ; que loin de continuer cette instance il l'a abandonnée et laissée périmer pour des motifs qu'il n'indique pas ; — Attendu qu'il ne saurait dans ces conditions s'en prévaloir pour reprendre le litige devant une autre juridiction ;

Attendu que l'intimé succombant dans sa demande principale il n'échet de statuer sur ses conclusions accessoires en dommages-intérêts ;

Attendu que les appelants lui réclament des dommages-intérêts pour procès vexatoire, mais qu'ils n'établissent pas avoir subi un préjudice ;

Par ces motifs : — Statuant contradictoirement et en dernier ressort ; — Reçoit en la forme l'appel de la dame Menaa et du sieur Amar ben Mohamed ben Zahra, met le jugement dont est appel à néant et faisant ce que le premier juge aurait dû faire ; — Déboute le sieur Cheloumou Guez de ses deman-

des, fins et conclusions ; — Déboute les appelants de leur demande de dommages-intérêts ; — Ordonne la restitution de l'amende ; — Condamne le sieur Cheloumou Guez aux dépens.

MM. FABRY, *prés.* ; FROPO, *subst.* — Mes CAMILLERI et BESSIÈRE, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

23 novembre 1891

Adultère, plainte de la femme, désistement, extinction de l'action publique, délit, dépens.

Il appartient à la femme d'arrêter, en se désistant de sa plainte en adultère, l'exercice de l'action publique contre son mari qui entretenait une concubine au domicile conjugal (1) ;

Dans ce cas, s'il ne peut exister de doute sur l'existence du délit et si le désistement seul met obstacle à la condamnation, il y a lieu de laisser à la charge des prévenus les frais exposés par le trésor (2).

(Min. pub. c. Passeron et Ribaut)

ARRÊT

LA COUR, — Au fond : — Attendu que la dame Passeron,

(1) V. en ce sens Paris, 11 avril 1850 (S. 50. 2 226 ; D. P. 50. 5. 17). — Toutefois, postérieurement à cet arrêt, la Cour de Paris, revenant sur sa première jurisprudence, a décidé que la femme ne peut se désister de sa plainte puisqu'elle n'a pas la faculte de consentir à reprendre son mari au domicile conjugal qui, en fait, demeure le domicile de ce dernier. Paris, 12 mars 1858 (S. 58 2. 439 ; P. 58. 920). — Partant de ce même principe d'irrévocabilité de la plainte de la femme, la Cour d'Aix a jugé que le décès de la femme n'exerçait aucune influence sur la plainte. Aix, 14 juill 1876 (S. 77. 2. 136 ; P 77. 589). V. en ce sens, contre notre arrêt, Chauveau et Helie, *Theorie du C. pén* , t 4. n° 1463 ; Morin, *Journ de dr. crim* , année 1850, p. 128, art 4708 ; Blanche, t. 5, n° 201.

(2) Il y a lieu de rapprocher de cette décision la théorie contraire de l'arrêt précité de la Cour de Paris, du 11 avril 1850, qui laisse à la charge du

ayant adressé une plainte en adultère contre son mari, François Passeron, lequel aurait entretenu une concubine au domicile conjugal, a déclaré à l'audience et avant qu'il soit procédé à l'audition des témoins que, pour des considérations de famille et l'honneur du nom qu'elle portait, elle se désistait de sa plainte ; — Qu'il échet de rechercher si le désistement de la femme a pour conséquence l'extinction de l'action publique; — Attendu que le mari qui entretient une concubine au domicile conjugal ne peut être poursuivi que sur la plainte de sa femme; que l'action immorale du mari paraît donc constituer un délit d'ordre purement privé qui intéresse moins la société que la femme elle-même, et que l'action publique n'est dans ce cas spécial qu'une conséquence de l'action privée; que la femme doit rester seule juge de la question de savoir si le mari est indigne de continuer à habiter avec elle dans la maison conjugale, et si elle ne doit pas, soit dans l'intérêt de ses enfants, soit dans celui de l'honneur du foyer, pardonner à son mari et reprendre la vie commune, en retirant une plainte qu'elle avait adressée peut-être sous l'empire d'un premier sentiment d'irritation ; — Attendu que, si l'on refusait à la femme le droit d'arrêter les poursuites par son désistement, on irait à l'encontre de la tendance du législateur, qui est en général si favorable à toutes circonstances et dispositions de lois qui sont de nature à amener la réconciliation entre les époux; — Attendu que la loi donne au mari le droit exprès d'arrêter les poursuites à l'égard de sa femme et que la même faveur et la même faculté doivent appartenir à celle-ci, l'état des mœurs et de la législation tendant de plus en plus à donner à la femme les mêmes droits qu'au mari en matière d'adultère; que l'art. 339 C. pén. ne reproduit pas, il est vrai, la disposition formelle énoncée dans l'art. 337 du même Code ; mais que cette omission ne suffit pas pour que l'on puisse en tirer la conséquence formelle que le même droit a été refusé à la femme; — Qu'il y a donc lieu de décider que le désistement de la dame Passeron a eu pour conséquence l'extinction de l'action publique tant à l'égard de Passeron qu'à l'égard de sa complice;

En ce qui concerne les frais avancés par le trésor : — Attendu qu'au vu des pièces versées au procès, il ne peut exister de doute sur l'existence du délit reproché à Passeron et à sa complice ; que le désistement seul met obstacle à la condamnation qu'auraient certainement encourue les deux prévenus,

---

mari, au cas de désistement de la plainte formée par celui-ci, les dépens faits à la requête du ministère public.

au cas où la dame Passeron ne se serait pas désistée de sa plainte ; qu'il y a donc lieu de laisser à la charge des prévenus les frais avancés par le trésor (Cour de Montpellier, 25 mai 1835; Cour de Paris, 11 avril 1850);

Par ces motifs : — Infirme purement et simplement le jugement dont est appel, décharge les prévenus des condamnations contre eux prononcées; — Laisse toutefois à leur charge les frais avancés par le trésor et dit qu'ils seront solidairement tenus desdits frais.

MM. CUNIAC, *prés.;* COLAUD DE LA SALCETTE, *av. gén.* — Me VANDIER, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

—

26 novembre 1891

—

Appel, libération des causes du jugement, menaces d'exécution, acquiescement. — Navire, transports maritimes, obligations de la compagnie, durée, remise des marchandises au destinataire, débarquement sur chalands, fin de non recevoir, art. 435 et 436 C. com., caractère.

—

La libération des causes d'un jugement frappé d'appel ne vaut pas acquiescement si elle n'est intervenue que sur des menaces d'exécution et si les circonstances du procès n'établissent pas la volonté d'acquiescer (1).

Les obligations d'une compagnie de transports maritimes ne cessent qu'au moment précis où la marchandise transportée est mise à la disposition du destinataire et non au moment du débarquement opéré sur les chalands de l'acco-

---

(1) La jurisprudence décide qu'il en est ainsi surtout quand les poursuites exercées par la partie qui a obtenu gain de cause offrent un certain caractère de gravité. V. dans ce sens : Nîmes, 28 oct. 1885 (*Bull. d'Aix*, 166, 1885); Cass. 20 juin 1881 (S 82. 1. 201; D. P. 81. 1. 355); 26 juill. 1887 (D. P., 87. 1. 379). — On a jugé toutefois que la partie qui assiste, sans faire de protestations ni réserves, à un procès-verbal de carence dressé chez elle est considérée comme ayant acquiescé au jugement en vertu duquel le procès-verbal a été dressé. Riom, 27 févr 1844 (S. 45. 2. 39); Cass., 10 août 1841 (S. 41. 1. 742); 21 mars 1843 (S 43. 1. 403).

nier de cette compagnie, qui peut seule, dans ce cas, invoquer la fin de non recevoir tirée des art. 435 et 436 C. com., laquelle n'est pas d'ordre public (1).

(Société des fournitures militaires et autres c. Schiaffino)

ARRÊT

LA COUR, — Sur l'irrecevabilité de l'appel fondée sur l'acquiescement de Schiaffino: — Attendu que c'est sur les menaces d'exécution du jugement entrepris que Schiaffino a consenti à se libérer ; que rien, ni dans les circonstances de la cause, ni dans les documents versés au procès, n'établit qu'en ce faisant Schiaffino ait entendu acquiescer audit jugement ;

Attendu que l'argument fondé sur ce qu'il y a lieu, dans l'espèce, de considérer le transport par mer comme terminé au moment du débarquement de la marchandise sur les chalands de Schiaffino n'est pas sérieux ; qu'en effet il serait contraire à la réalité des faits de diviser l'opération du transport en deux parties distinctes; que, dans la commune intention des parties, la marchandise devait être transportée de Marseille à Alger et que les obligations de la Société des transports maritimes n'étaient remplies qu'au moment précis où cette marchandise était mise à la disposition du destinataire ou de Perch, Puthet et C^ie^, ses mandataires; que si, par exemple, la Société des transports maritimes opérait elle-même ses débarquements la difficulté ne se poserait même pas ; qu'il importe peu qu'il soit procédé à cette opération complémentaire par la société elle-même ou par l'entremise de Schiaffino, lequel n'est, dans la circonstance et à ce point de vue spécial, que son préposé ; que le destinataire ne paie qu'un prix unique, en vertu d'une convention unique, pour le transport de l'objet transporté de Marseille à quai d'Alger ; — Attendu que l'argument proposé par la Société des transports maritimes n'a donc aucune valeur ni de fait, ni de droit ; — Attendu que Schiaffino n'a aucune qualité pour invoquer le bénéfice des articles susvisés ; qu'en effet, c'est pour atténuer dans une certaine mesure la responsabilité qui pèse sur les agents de transport que la loi a limité à six mois et un an pour le transport non maritime, et à un mois pour le transport maritime, la durée

(1) Les fins de non recevoir des art. 435 et 436 ne sont pas d'ordre public. V. Cass., 15 juill. 1872 (S 74. 1. 317 ; D. P. 73. 1. 150); 17 déc. 1884 (S. 86. 1. 461) ; 21 juill. 1887 (Gaz. Pal 87. 2. supp 43). — Cpr. Bordeaux, 17 févr. 1876 (S. 78. 1. 257 ; D. P. 78. 1. 193 et la note).

du recours en responsabilité dont ils peuvent être l'objet ; — Attendu qu'il appartenait en conséquence à la seule Société des transports maritimes de se prévaloir de la tardivité de l'action dirigée contre elle; — Attendu que, cette société ne le faisant pas, il échet de repousser l'exception de Schiaffino, laquelle n'est pas d'ordre public, et de statuer au fond ; —

Attendu à cet égard, que les premiers juges ont sainement apprécié les faits de la cause et qu'il y a lieu de confirmer la décision attaquée, sans qu'il y ait utilité, dès lors, d'apprécier la valeur de l'appel dirigé contre les autres intimés;

Par ces motifs : — Confirme purement et simplement le jugement du 4 mars 1891 pour être exécuté suivant sa forme et teneur.

MM. ZEYS, *prem. prés.;* ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes SOUBIRANNE, AMAR, JOUYNE, BLASSELLE et HURÉ, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

18 janvier 1892

Hypothèque, Tunisie, immeuble non immatriculé, usages locaux, validité, conditions, acte, date certaine.

D'après les usages tunisiens, applicables aux immeubles non immatriculés, l'hypothèque, assimilée au gage, se constitue par la remise du titre de propriété de l'immeuble entre les mains du créancier, mais n'est opposable aux tiers que si elle est constatée par un acte authentique ou par un acte sous seing privé enregistré (1).

(David Mani c. Bayada fils et autres)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le sieur David Mani demande la nullité de diverses saisies-arrêts pratiquées par les sieurs Bayada fils, Coyotopoulo, Chaloum Sitbon, Isaac de Haï Bessis

---

(1) V. trib. de Tunis, 29 juin 1891 (*Rev. Alg* , 1891. 2. 543), et la note.

et la Banque de Tunisie, sur une somme due par la municipalité de Tunis au sieur Mohammed ben Achour pour indemnité d'expropriation ; — Attendu que, le sieur Bessis n'ayant pas comparu, il est intervenu un jugement de défaut profit joint, qui lui a été régulièrement notifié avec réassignation ;

Attendu que le sieur David Mani prétend que la somme dont il s'agit doit lui être attribuée par préférence parce qu'une hypothèque lui a été consentie par le sieur Mohammed ben Achour sur l'immeuble exproprié ; — Attendu qu'il justifie être créancier du sieur Mohammed ben Achour pour une somme supérieure au montant de l'indemnité d'expropriation, et qu'il n'existe aucun motif pour douter de la sincérité de cette créance ; — Mais attendu qu'il ne prouve pas suffisamment que son débiteur ait constitué à son profit une hypothèque valable et opposable aux tiers ; — Attendu que l'immeuble exproprié n'était pas immatriculé ; — Attendu que, pour ces sortes d'immeubles, l'hypothèque est, d'après les usages tunisiens, assimilée au gage ; qu'elle se constitue par la remise du titre de propriété de l'immeuble entre les mains du créancier, mais que, pour être opposable aux tiers, elle doit être constatée par un acte authentique ou par un acte sous seing privé enregistré ; — Attendu que l'acte sous seing privé dont se prévaut le demandeur n'a pas été enregistré ; que les circonstances invoquées par le sieur Mani sont insuffisantes pour faire acquérir à cet acte une date certaine ; que, dès lors, il n'est pas opposable aux créanciers opposants ; — Attendu que, dans ces conditions, le sieur Mani ne peut prétendre à aucun privilège, mais qu'il doit venir au marc le franc avec les autres créanciers ; — Attendu que le sieur Coyotopoulo déclare avoir été désintéressé ;

Par ces motifs : — Donne itératif défaut contre le sieur Isaac de Haï Bessis, et statuant en premier ressort par un jugement qui ne sera pas susceptible d'opposition ; — Donne acte au sieur Coyotopoulo de ce qu'il n'est plus créancier de Mohammed ben Achour, et dit que mainlevée est donnée de la saisie-arrêt faite en son nom ; — Déclare, pour le surplus, le sieur David Mani mal fondé dans sa demande ; — Lui réserve, toutefois, le droit de faire valoir ses droits de créancier chirographaire suivant la procédure de la distribution par contribution ; — Condamne le sieur David Mani aux dépens.

MM. FABRY, *prés.* ; FROPO, *subst.* — Mes BODOY, BRULAT, GUEYDAN et PIÉTRI, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

—

24 octobre 1891

—

Diffamation, presse, fonction du plaignant, caractère public, énonciation, compétence, citation, qualification des faits incriminés, titre de la prévention.

—

Bien que l'auteur de la diffamation ait énoncé dans un article de journal la fonction du plaignant qui pourrait être considéré comme chargé d'un service public de la nature de ceux prévus à l'art. 31 de la loi du 29 juillet 1881, la juridiction correctionnelle n'en reste pas moins valablement saisie si l'examen de l'article incriminé démontre que le prévenu n'a pas entendu prendre le plaignant à partie pour les actes de son ministère, mais a voulu seulement le signaler d'une façon claire à l'opinion publique, en empêchant toute équivoque sur sa personne;

La précision et la qualification des faits incriminés et des textes de loi relatifs à la poursuite, exigées par l'art. 60 de la loi de 1881, ne s'appliquent pas à la personne poursuivie; il n'est donc pas nécessaire que la qualification porte sur le titre d'auteur principal ou de complice de chacun des prévenus.

(Salomon Jaïs c. Myot et Batail)

ARRÊT

LA COUR, — Sur l'exception d'incompétence soulevée par Myot et Batail : — Attendu que, sans qu'il y ait lieu de rechercher si un courtier assermenté rentre dans la catégorie des citoyens chargés d'un service ou d'un mandat public temporaire ou permanent visée par l'art. 31 de la loi du 29 juillet 1881, il ressort de l'examen de l'article incriminé que les imputations réputées diffamatoires contre le sieur Jaïs Salomon ont exclusivement trait à des actes de sa vie privée et ne l'atteignent point à raison de sa qualité ou de sa fonction; — Qu'en le qualifiant d'abord de courtier juif, qu'en le désignant ensuite par son nom et sa qualité de Jaïs, courtier, l'auteur

de l'article incriminé n'a nullement entendu le prendre à partie pour les actes de son ministère; qu'il n'a eu qu'une pensée, qu'un but, le signaler clairement à l'attention publique et empêcher toute équivoque sur sa personnalité; — Que, dès lors, la diffamation, si elle existe, n'est relative ni aux fonctions du plaignant, ni à sa qualité; — Que le délit imputé aux prévenus n'est pas de ceux que prévoit l'art. 31 de la loi du 29 juillet 1881; que, par suite, c'est à bon droit que la juridiction correctionnelle en est saisie;

Sur la nullité de la citation invoquée par Batail : — Attendu qu'aux termes de l'art. 60 § 3 de la loi du 20 juillet 1881, la citation doit préciser et qualifier les faits incriminés et aussi indiquer le texte applicable à la poursuite, le tout à peine de nullité; — Attendu que l'exploit du 27 juin 1891 indique le numéro du journal le *Radical algérien* où figure l'article incriminé, précise ledit article, le qualifie de diffamatoire et d'injurieux à l'égard de Jaïs Salomon, désigne comme les auteurs du délit Myot, gérant du journal, Batail, auteur de l'article incriminé sous pseudonyme de Jean Gascq, indique, enfin, comme applicables à la poursuite les art. 29, 32, 33, §§ 2, 42, 43, 45, 52 de la loi du 29 juillet 1881 et l'art. 60 C. pén.; — Attendu, en conséquence, que cette citation précise et qualifie suffisamment les faits incriminés et vise les textes de lois applicables à la poursuite; — Attendu que Batail soutient que la qualification aurait dû porter non seulement sur le fait, mais encore sur le titre même de la prévention à l'égard de chacun des prévenus, lesquels, d'après lui, auraient dû être qualifiés d'auteur principal ou de complice; — Mais atttendu que la précision et la qualification requise par l'art. 60 susrappelé s'appliquent non pas à la personne poursuivie, mais au fait incriminé d'après le texte de la loi; — Attendu, au surplus, que Batail n'a pu se méprendre au vu des articles visés par la citation sur la nature de l'objet de la prévention relevée à son encontre; que la citation l'a mis à même de préparer ses moyens de défense soit en fait, soit en droit; — Attendu, en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'accueillir sa prétention sur ce moyen de nullité;

Par ces motifs : — Rejette l'exception d'incompétence soulevée par Myot et Batail et le moyen de nullité de citation invoqué par Batail; — Se déclare compétente; — Reconnaît valable la citation donnée aux prévenus par Salomon Jaïs; — Dit qu'il sera plaidé au fond à l'audience de ce jour.

MM. CUNIAC, *prés.;* BROCARD, *subst. du proc. gén.* — Mes BORDET, PUJADE et GIRARD DE MOURICAUD, *av.*

Page gauche du registre.

DÉPARTEMENT DU RHONE

—

Conservation des Hypothèques

DE

VILLEFRANCHE

Modèle **A**

TITRE DE PROPRIÉTÉ { *Vol. 1.* / *N° 1.*

COMMUNE DE BAGNOLS

—

RÉFÉRENCE AU CADASTRE : *Section* **A**, *Numéro* **1**.

CONTENANCE PRIMITIVE : Hectares 6 — Ares 26 — Centiares 63

Déductions (Démembrements)

NUMÉROS des INSCRIPTIONS	CONTENANCES H.	A.	C.
761/21	»	39	55

Désignation de l'immeuble

Une propriété consistant en bâtiments d'habitation et d'exploitation, cour, jardin, prairies, vignes, terres labourables, bois, d'une contenance totale de six hectares vingt-six ares soixante-trois centiares.

DATE de la notification au détenteur à fin de dépôt de la copie du titre, et des mentions sur la copie	ÉNONCIATIONS CONSTITUTIVES DU TITRE DE PROPRIÉTÉ — Volume et numéro des inscriptions	NOMS DES PROPRIÉTAIRES, ETC. ; ANALYSE DES ACTES	MENTION DES MODIFICATIONS apportées aux énonciations figurant dans la colonne 3 — NATURE	Rappel des vol. et num. de la col. 2	NATURE	Rappel des vol. et num. de la col. 2
1	2	3	4	5	6	7
		Propriétaire inscrit en vertu de la décision d'immatriculation : Bellot, Joseph-Denis, marchand de chevaux, né à Fleurie, le 15 juin 1845, demeurant à Mâcon. Ce 1er janvier 1890 (1). *Le Conservateur,*	Vente partielle Vente totale	761/21 780/310		
Mentionné le 1er janvier 1890.	615/223	Du 8 mars 1886 : Inscription d'hypothèque légale pour *vingt-six mille six cents francs*,..... 26.600 *Le Conservateur,*	Radiat. part. Radiat. part.	755/228 765/228		
Mentionné le 1er janvier 1890.	698/2185	Du 23 octobre 1886 : Inscription d'hypothèque conventionnelle pour *six mille cinq cents francs*..... 6.500 *Le Conservateur,*	Radiation définitive.	765/229		
Mentionné le 1er janvier 1890.	701/2695	Du 27 décembre 1886 : Inscription d'hypothèque conventionnelle pour *quatre mille quatre cents francs*..... 4.400 *Le Conservateur,*	Radiat. part.	782/216		
Mentionné le 5 avril 1890.	755/228	Du 5 avril 1890 : Radié l'inscription de 8 mars 1886 615/223, jusqu'à concurrence de *douze mille francs*. 12.000. *Le Conservateur,*				
Mentionné le 5 janvier 1891.	761/21	Du 5 janvier 1891 : Vente d'une parcelle de vigne de 39 ares 55 centiares indiquée au plan par la lettre *a*. *Le Conservateur,*				

(1) Date de l'immatriculation.

Page droite du registre.

Désignation de l'immeuble (*suite*)

Additions (Remembrements)

NUMÉROS des INSCRIPTIONS	CONTENANCES H.	A.	C.

DATE de la notification au détenteur à fin de dépôt de la copie du titre, et des mentions sur la copie	ÉNONCIATIONS CONSTITUTIVES DU TITRE DE PROPRIÉTÉ — Volume et numéro des inscriptions	NOMS DES PROPRIÉTAIRES, ETC. ; ANALYSE DES ACTES	MENTION DES MODIFICATIONS apportées aux énonciations figurant dans la colonne 3 — NATURE	Rappel des vol. et num. de la col. 2	NATURE	Rappel des vol. et num. de la col. 2
1	2	3	4	5	6	7
Mentionné le 10 mars 1891.	763/50	Du 10 mars 1891 : Inscription d'hypothèque conventionnelle pour *deux mille cent francs*..... 2.100 *Le Conservateur,*	Radiation définitive.	782/110		
Mentionné le 15 mai 1891.	765/228	Du 15 mai 1891 : Radié l'inscription du 8 mars 1886 615/223, jusqu'à concurrence de *deux mille francs*. 2.000 fr. *Le Conservateur,*				
Mentionné le 15 mai 1891.	765/229	Du 15 mai 1891 : Radié définitivement l'inscription du 23 octobre 1886 698/2.185. *Le Conservateur,*				
Notifié le 25 juin 1891. Mentionné le 15 janvier 1892.	167/20	Du 25 juin 1891 : Saisie immobilière. *Le Conservateur,*				
Notifié le 15 décembre 1891. Mentionné le 15 janvier 1892.	780/310	Du 15 décembre 1891 : Adjudication sur surenchère de la *totalité* de l'immeuble compris au présent titre, tranchée devant le tribunal civil de Villefranche, le 10 décembre 1891. Acquéreur : Perroud, Joséphine-Marie, née à Bagnols, le 8 mai 1857, femme de M. Grand, Paul, cultivateur, avec lequel elle demeure à Bagnols ; mariée sous le régime dotal suivant contrat passé devant Me Perret, notaire, à..... le 12 septembre 1879. Prix : 28,000 fr. dont *vingt-six mille francs* non payés. 26.000 *Le Conservateur,*				
Mentionné le 20 janvier 1892.	782/110	Du 20 janvier 1892 : Radié définitivement l'inscription du 10 mars 1891 763/50. *Le Conservateur,*				
Mentionné le 3 février 1892.	782/216	Du 3 février 1892 : Radié l'inscription du 27 décembre 1886 701/2.695 jusqu'à concurrence de *deux mille francs*. 2.000 fr. *Le Conservateur,*				

Page gauche du registre.

DÉPARTEMENT DU RHONE

—

Conservation des Hypothèques

DE

VILLEFRANCHE

Modèle **A'**

—

TITRE DE PROPRIÉTÉ { *Vol. 700.* / *N° 1100.*

COMMUNE DE BAGNOLS

—

Désignation de l'immeuble

RÉFÉRENCE AU CADASTRE { 1° *Section* **A**, *Numéro* **200.** / 2° *Section* **A**, *Numéro* **201.**

1° Une parcelle de vigne de la contenance de trente-neuf ares cinquante-cinq centiares (Section A, Numéro 200) ;

2° Maison avec jardin d'une contenance de deux ares (Section A, Numéro 201).

CONTENANCE PRIMITIVE

Hectares	Ares	Centiares
»	39	55

Déductions (Démembrements)

NUMÉROS des INSCRIPTIONS	CONTENANCES H. A. C.

DATE de la notification au détenteur à fin de dépôt de la copie du titre, et des mentions sur la copie	ÉNONCIATIONS CONSTITUTIVES DU TITRE DE PROPRIÉTÉ — Volume et numéro des inscriptions	NOMS DES PROPRIÉTAIRES, ETC. ; ANALYSE DES ACTES	MENTION DES MODIFICATIONS apportées aux énonciations figurant dans la colonne 3 — NATURE	Rappel des vol. et num. de la col. 2	NATURE	Rappel des vol. et num. de la col. 2
1	2	3	4	5	6	7
	761/21	Du 5 janvier 1891 : Acquisition.	Radiation définitive	782/216		
		Propriétaire : Debize, Antoine, instituteur, demeurant à Anse, né à Alais (Gard), le 7 janvier 1850.	Acquisition	782/217		
		Prix restant dû : *deux mille francs* 2.000	Concession de servitude	782/218		
		Le Conservateur,				
Mentionné le 5 janvier 1891.	615/223	Du 8 mars 1886 : Inscription d'hypothèque légale pour *vingt-six mille six cents francs* 26.600	Radiation définitive	782/401		
		Radiée : le 5 avril 1890 755/228, jusqu'à concurrence de 12,000 fr. ;				
		Ce 5 janvier 1891.				
		Le Conservateur,				
Mentionné le 5 janvier 1891.	701/2695	Du 27 décembre 1886 : Inscription d'hypothèque conventionnelle pour *quatre mille quatre cents francs* 4.400	Radiation définitive	782/216		
		Ce 5 janvier 1891.				
		Le Conservateur,				
Mentionné le 3 février 1892.	782/216	Du 3 février 1892 : Radié l'inscription du 5 janvier 1891 761/21, en tant qu'elle conserve le prix de 2.000.				
		Radié définitivement l'inscription du 27 décembre 1886 701/2,695.				
		Le Conservateur,				

Désignation de l'immeuble (*suite*)

Page droite du registre.

Additions (Remembrements)

NUMÉROS des INSCRIPTIONS	CONTENANCES H. A. C.
782/217	» 02 »

DATE de la notification au détenteur à fin de dépôt de la copie du titre et des mentions sur la copie	ÉNONCIATIONS CONSTITUTIVES DU TITRE DE PROPRIÉTÉ — Volume et numéro des inscriptions	NOMS DES PROPRIÉTAIRES, ETC. ; ANALYSE DES ACTES	MENTION DES MODIFICATIONS apportées aux énonciations figurant dans la colonne 3 — NATURE	Rappel des vol. et num. de la col. 2	NATURE	Rappel des vol. et num. de la col. 2
1	2	3	4	5	6	7
Mentionné le 3 février 1892.	782/217	Du 3 février 1892 : Acquisition par donation :	Action en révocation	782/615		
		Propriétaire : Debize, Antoine, susnommé ;				
		Une maison avec jardin situés à Bagnols, d'une contenance de deux ares, contigus à la parcelle de vigne acquise le 5 janvier 1891 761/21.				
		Le Conservateur,				
Mentionné le 3 février 1892.	782/218	Du 3 février 1892 : Concession d'une servitude de passage sur la parcelle désignée au numéro 1° et figurée au plan par la ligne *c d* au profit des propriétaires actuels et futurs de l'immeuble désigné au titre vol. 2 n° 3.				
		Le Conservateur,				
Mentionné le 7 juin 1892.	782/401	Du 7 juin 1892 : Radié définitivement l'inscription du 8 mars 1886 615/223.				
		Le Conservateur,				
Notifié le 18 juillet 1892.	782/615	Du 15 juillet 1892 : Inscription provisoire d'une action en révocation de la donation inscrite le 3 février 1892 782/217.				
		Le Conservateur,				

Département du Rhône

Arrondissement de Villefranche

Commune de Bagnols.

Déductions :

SECTION A

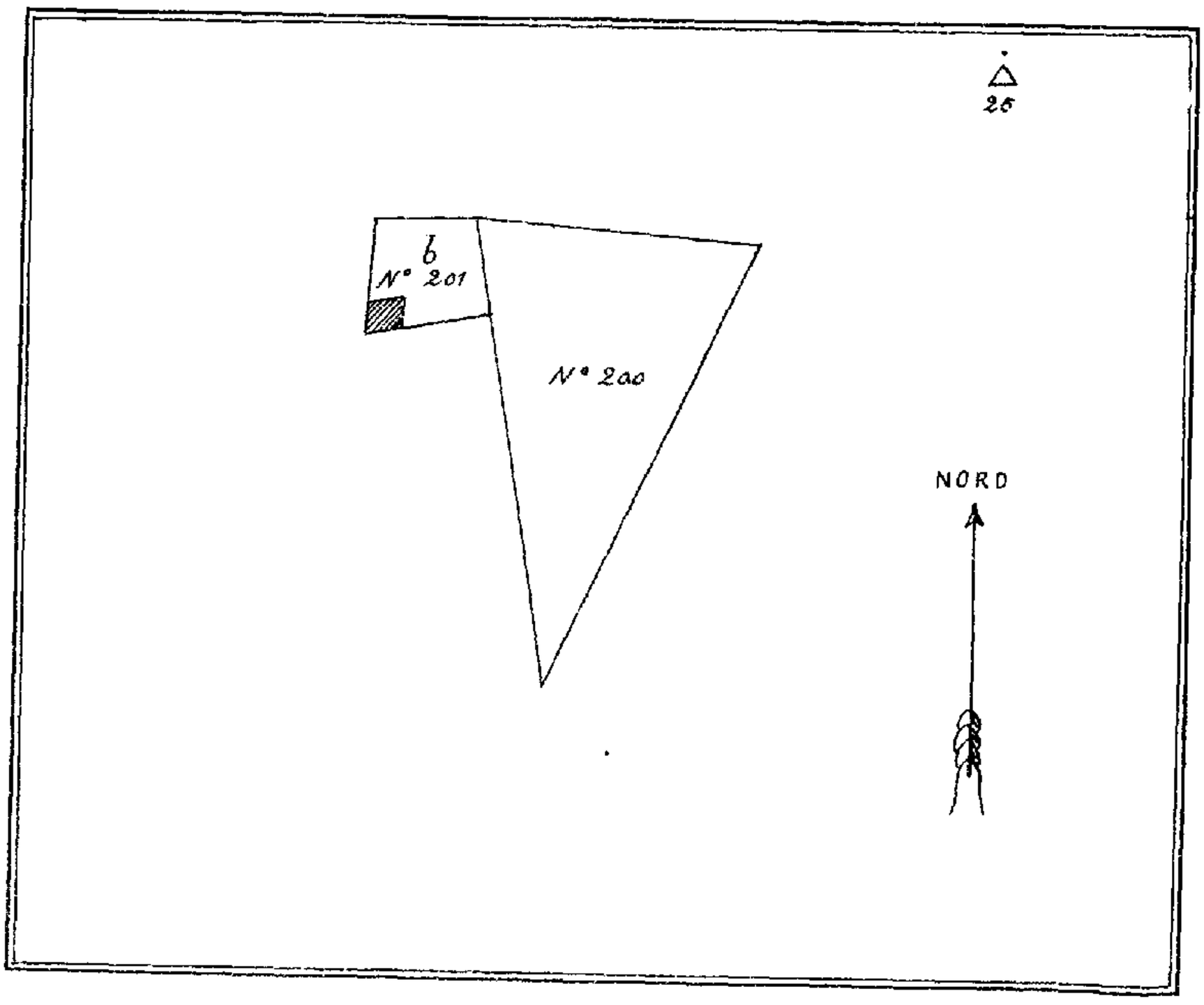
Numéros { 200 / 201

Echelle 1

Contenance primitive : " ha, 39 a 53 c

Additions

1° " ha 02 a " c

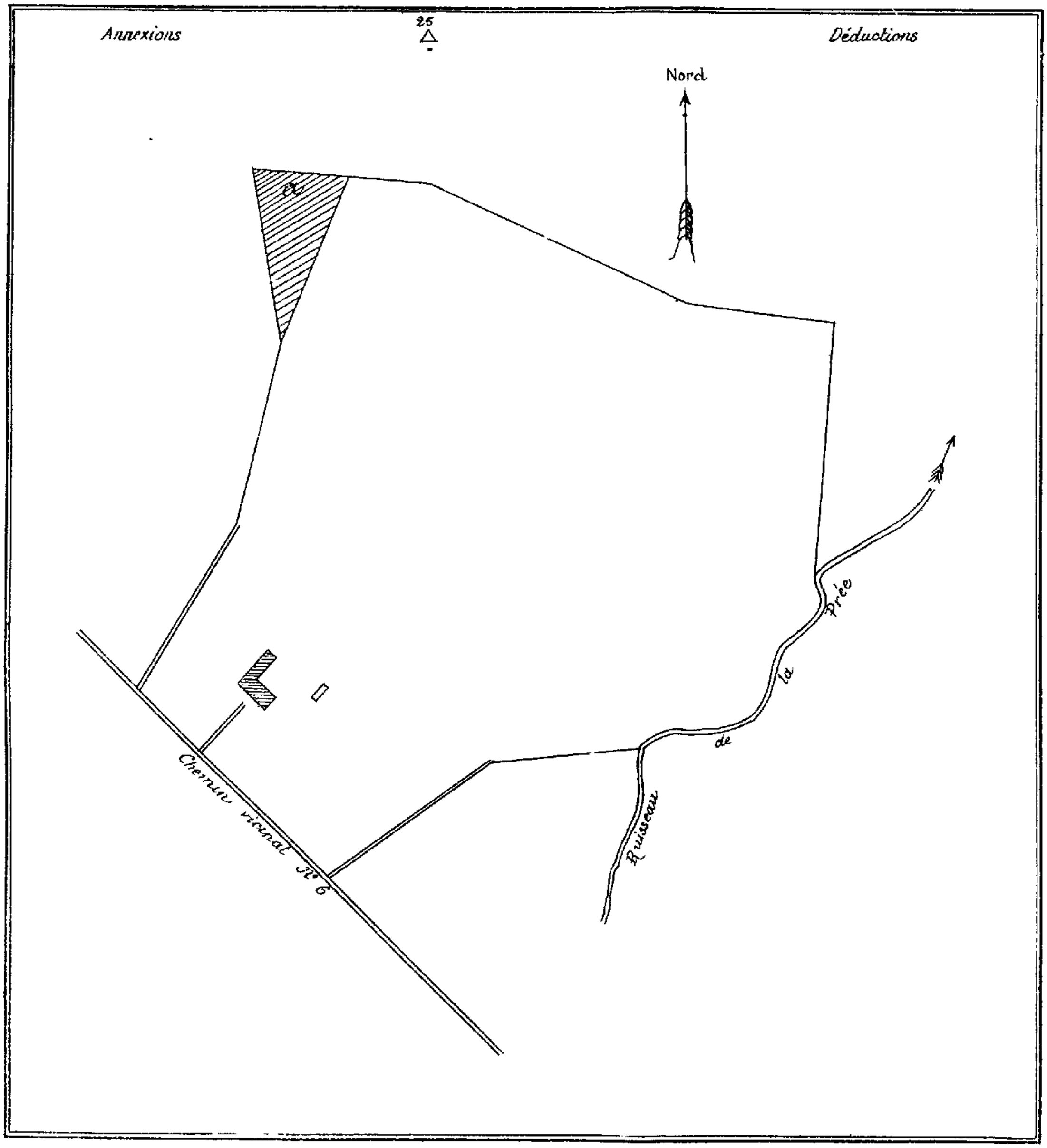


Département du Rhône
Arrondissement de Villefranche
Commune de Bagnols

SECTION A
Numéro 1

Echelle 1

Contenance primitive 6 H. 26 A 63 C



Modèle **B**

Modèle **B**

DÉPARTEMENT DU RHONE

Conservation des Hypothèques

DE

VILLEFRANCHE

COMMUNE DE BAGNOLS

Distrait du Vol^e
N°

TITRE DE PROPRIÉTÉ

Vol. 1.
N° 1.

PREMIÈRE SECTION

Désignation de l'immeuble

Désignation de l'immeuble

RÉFÉRENCE AU CADASTRE : *Section* **A**, *Numéro* **1**

CONTENANCE PRIMITIVE

Hectares	Ares	Centiares
6	26	63

Une propriété consistant en bâtiments d'habitations, cour, jardins, prairies, terres labourables, bois, d'une contenance totale de six hectares, vingt-six ares, soixante-trois centiares.

Déductions (Démembrements)

NUMEROS des INSCRIPTIONS	CONTENANCES H.	A.	C.
761/21	»	39	55

DEUXIÈME SECTION. — **Désignation des propriétaires**

DATE de la notification au détenteur à fin de dépôt de la copie du titre, et des mentions sur la copie	NOM, PRÉNOMS, DATE ET LIEU DE LA NAISSANCE POUR LA FEMME : NOM DU MARI, INDICATION DU RÉGIME MATRIMONIAL	FORMALITÉS DATES	FORMALITÉS VOLUME ET NUMÉRO
	Bellot, Joseph-Denis, marchand de chevaux, né à Fleurie, le 25 juin 1845, demeurant à Mâcon. *Le Conservateur :*	1er janvier 1890 (Décision ordonnant l'immatriculation).	
Notifié le 15 décembre 1891. Mentionné le 15 janvier 1892.	Perroud, Marie-Joséphine, née à Bagnols, le 8 mai 1857, femme de M. Grand, Paul, cultivateur, avec lequel elle demeure à Bagnols. Mariée sous le régime dotal, suivant contrat passé devant Me Perret, notaire à ...., le 12 septembre 1879. *Le Conservateur :*	15 décembre 1891	780/310

Additions (Remembrements)

NUMEROS des INSCRIPTIONS	CONTENANCES H. A. C.

Désignation de l'immeuble (*suite*)

uccessifs par suite d'aliénation totale

DATE de la notification au détenteur à fin de dépôt de la copie du titre, et des mentions sur la copie	CHANGEMENTS CONCERNANT LE DOMICILE, L'ÉTAT CIVIL, LA CAPACITÉ, ACTIONS EN REVENDICATION, NULLITÉ, RESCISION, ETC.	FORMALITÉS — DATES	FORMALITÉS — VOLUME ET NUMÉRO	RADIATION de la SAISIE
Notifié le 25 juin 1891.	Saisie immobilière. *Le Conservateur :*	25 juin 1891	167/20	

Modèle

TROISIÈME SECTION. — **Aliénations partielles et**

DATE de la notification au détenteur à fin de dépôt de la copie du titre, et des mentions sur la copie	DÉSIGNATION USUFRUIT, BAUX A LONGUE DURÉE, ANTICHRÈSE, SERVITUDES, ETC.	FORMALITÉS DATES	FORMALITÉS VOLUME ET NUMÉRO
Mentionné le 5 janvier 1891.	*Vente* d'une parcelle de vigne de 39 ares, 55 centiares, indiquée au plan par la lettre *a*. *Le Conservateur :*	5 janvier 1891	761/21
Mentionné le 7 juin 1892.	*Concession d'une servitude* de passage figurée au plan par la ligne *b c d*. *Le Conservateur :*	7 juin 1892	783/515

QUATRIÈME SECTION.

DATE de la notification au détenteur à fin de dépôt de la copie du titre et des mentions sur la copie	NATURE, SOMMES (en toutes lettres)	FORMALITÉS DATES	FORMALITÉS VOLUME ET NUMÉRO
Mentionné le 1er janvier 1890.	Légale : vingt-six mille six cents francs ..... 26.600 *Le Conservateur :*	8 mars 1886	615/223
Mentionné le 1er janvier 1890.	Conventionnelle : six mille cinq cents francs ..... 6 500 *Le Conservateur :*	23 octobre 1886	698/2185
Mentionné le 1er janvier 1890.	Conventionnelle : quatre mille quatre cents francs ..... 4.400 *Le Conservateur :*	27 décembre 1886	701/2695
Notifié le 15 décembre 1891. Mentionné le 15 janvier 1892.	Judiciaire : vingt-six mille francs. 26.000 *Le Conservateur :*	15 décembre 1891	780/310

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

14 mars 1892

Vente à réméré, Tunisie, usages locaux, résiliation, délai, ensemencement de terres, location, droits du vendeur et de l'acheteur.

D'après les usages qui régissent en Tunisie la vente à réméré des propriétés rurales, lorsque le vendeur n'a pas demandé la résiliation de la vente dans le mois qui a suivi la date du contrat, l'acheteur n'est plus tenu d'y consentir qu'après l'expiration d'une année, mais, cette année écoulée, il ne peut à aucun titre s'opposer à cette résiliation ;

Toutefois, si l'acheteur a ensemencé personnellement une partie de l'immeuble, il pourra détenir les parcelles ensemencées jusqu'à la fin de la récolte en payant un loyer, à dire d'expert, pour le temps restant à courir jusqu'à cette date ;

Et s'il a consenti des locations, le vendeur sera tenu de les respecter, sauf à bénéficier lui-même du prix de ces locations pour la période restant à courir au moment de la résiliation de la vente jusqu'à la fin des baux.

(Youssef ben Mustapha c. Hadj Salah)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'aux termes de deux actes passés devant des notaires indigènes, le 2 janvier et le 12 mars 1891, Youssef ben Mustapha bach Mamelouk a emprunté une somme de 16,000 piastres aux sieurs Hamida ben el Hadj Essadok et Hadj Salah ben Mohamed Kantach ; — Attendu que par les mêmes actes il a cédé en garantie à ses créanciers à titre de vente à réméré et de nantissement, conformément au rite hanéfite, la moitié d'une propriété rurale connue sous le nom d'enchir Halouane-el-Kebir ; — Attendu qu'au mois d'octobre dernier Hamida ben El Hadj Essadok a reçu le remboursement de sa part de créance et a accepté la résiliation du contrat de gage qui lui avait été consenti ; — Attendu que Hadj Salah ben Mohamed a refusé, au contraire, de résilier

ce contrat, malgré les offres réelles qui lui ont été faites par exploit de l'huissier Patel, en date du 15 décembre 1891 ; — Attendu que Youssef ben Mustapha a fait alors assigner ledit sieur Hadj Salah pour le contraindre à restituer, contre paiement de sa créance, le titre de propriété et la possession de l'immeuble engagé ; — Attendu que le défendeur s'oppose à la restitution qui lui est demandée, en alléguant qu'il ne peut être obligé de subir l'exercice du réméré avant la fin de l'année agricole, c'est-à-dire avant le 15 août 1892 ;

Attendu que, d'après les usages qui régissent en Tunisie la vente à réméré des propriétés rurales, lorsque le vendeur n'a pas demandé la résiliation de la vente dans le mois qui a suivi la date du contrat, l'acheteur n'est plus tenu d'y consentir qu'après l'expiration d'une année ; — Attendu que Hadj Salah ben Mohamed était donc fondé, au mois de décembre 1891, à repousser les offres de son débiteur ; — Mais attendu qu'il ne peut plus les refuser aujourd'hui, car il s'est écoulé plus d'un an depuis la rédaction du contrat, et à partir de la deuxième année, l'acheteur ne peut à aucun titre s'opposer à la résilation demandée par le vendeur ;

Attendu que Hadj Salah objecte, sans doute, qu'il a ensemencé personnellement une partie de l'immeuble et qu'il a loué le reste à des indigènes ; — Mais attendu que ces circonstances ne sauraient empêcher la rescision immédiate du nantissement ; — Attendu que, si des semences ont été faites par Hadj Salak, celui-ci pourra seulement continuer à détenir les parcelles ensemencées jusqu'à la fin de la récolte, en payant un loyer à dire d'expert pour le temps restant à courir jusqu'à cette date ; — Attendu, d'autre part, que, si des locations ont été consenties par le créancier acheteur à réméré, Youssef ben Mustapha sera tenu de les respecter, sauf à bénéficier lui-même du prix de ces locations pour la période restant à courir au moment de la résiliation de la vente, jusqu'à la fin des baux ; — Mais attendu que Hadj Salah ben Mohamed ne peut se dispenser de restituer, dès à présent, le titre de propriété de l'enchir Halouane-el-Kebir ; qu'il ne peut davantage refuser le délaissement des parcelles de cet enchir, qui ne sont ni louées, ni ensemencées ; qu'il ne peut enfin conserver les autres parties de l'immeuble sans permettre au vendeur de percevoir des loyers dans les conditions qui viennent d'être indiquées ; — Attendu, toutefois, que le tribunal ne possède pas des éléments suffisants pour apprécier si, en fait, la possession de tout ou partie du domaine donné en gage au défendeur peut être immédiatement reprise par Youssef ben Mustapha ; qu'il est nécessaire, pour éclaircir ce

point, de recourir à une expertise ; qu'il importe également de confier à un expert le soin d'établir les droits réciproques des parties, pour le cas où les ensemencements et les locations dont parle Hadj Salah existeraient réellement ;

Par ces motifs : — Statuant contradictoirement en premier ressort : — Dit que, plus d'un an s'étant écoulé depuis le contrat de vente à réméré passé entre les parties, Hadj Salah ben Mohamed ne peut refuser la résiliation de ce contrat ; — Prononce en tant que de besoin la résiliation dont il s'agit ; — Condamne Hadj Salah ben Mohamed à restituer à Youssef ben Mustapha le titre de propriété de l'enchir Halouane-el-Kebir qui lui a été remis en garantie ; — Ordonne que cette restitution aura lieu sur l'offre qui sera faite par huissier au défendeur du montant de sa créance, et ce sous une contrainte de 25 fr. de dommages-intérêts par chaque jour de retard, à dater du procès-verbal d'offres et pendant un mois, passé lequel délai il sera fait droit ; — Et faute par les parties de s'être entendues sur le choix d'un ou de trois autres experts dans les trois jours de la signification du présent jugement ; — Nomme M. Henry, lequel, serment préalablement prêté devant M. le président de cette Chambre ou son dévolutaire, aura pour mission : 1° de se rendre sur l'enchir Halouane-el-Kebir, de vérifier quelle est la partie de ce domaine qui a été vendue à réméré à El Hadj Salah ben Mohamed, de voir si celui-ci a fait des ensemencements sur cette partie de l'immeuble et s'il y a consenti des locations ; 2° dans le cas où des semences auraient été faites, d'indiquer les parcelles de terre dont Hadj Salah conservera provisoirement la possession et de déterminer le prix du loyer que ledit sieur Hadj Salah devra payer au demandeur, pour le temps restant à courir depuis le jour du prononcé du présent jugement jusqu'à la fin de l'année agricole ; 3° dans le cas où des locations auraient été consenties régulièrement par l'acheteur à réméré, de préciser la part des loyers appartenant à chacune des parties, la part de Hadj Salah devant être établie d'après la période écoulée depuis le début des locations jusqu'au jour du prononcé du présent jugement, et celle revenant à Youssef devant être fixée d'après le temps restant à courir depuis cette dernière date jusqu'à la fin des baux ; 4° d'établir d'une façon générale les comptes des parties ; — Dit que si l'expert ne constate ni ensemencements, ni locations, il pourra remettre immédiatement Youssef ben Mustapha en possession de sa propriété, après s'être assuré, d'ailleurs, que le montant de la créance de Hadj Salah aura été payé ou consigné ; — Ordonne que pour accomplir sa mis-

sion l'expert aura recours à toutes mesures d'information, entendra tous témoins, ainsi que les dires et explications des parties ; qu'il conciliera celles-ci, si faire se peut, et dressera de ses opérations rapport pour être déposé au greffe, par les parties conclu et par le tribunal statué ce que de droit ; — Dit qu'en cas d'empêchement ou de refus l'expert sera remplacé par simple ordonnance de M. le président de cette chambre ou de son dévolutaire, à la requête de la partie la plus diligente ; — Condamne Hadj Salah ben Mohamed aux dépens.

MM. FABRY, *prés.* ; FROPO, *subst.* — Mes PIÉTRI et BESSIÈRE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

14 mars 1892

Domaine public, Tunisie, forteresse, classement, ville de Monastir, mur d'enceinte.

En Tunisie, le domaine public comprend non pas tous les ouvrages défensifs, mais seulement les ouvrages de défense ou forteresse « classés » (Décr. beyl. 24 sept. 1885) (1) ;

Spécialement, le mur d'enceinte de la ville de Monastir n'est pas compris dans cette catégorie (Décr. beyl. 19 oct. 1883).

(Ali Mabrouk c. Casella)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme ;

Au fond : — Attendu qu'il n'est pas contesté que l'objet du litige fait partie ou, tout au moins, a fait partie du mur d'enceinte ou des fortifications de la ville de Monastir ; — Attendu que le jugement entrepris pose en principe que les ouvrages destinés à protéger les centres de population sont du domaine public ou tout au moins appartiennent à l'État ; qu'il convient d'examiner le mérite de cette proposition alternative, sous l'empire de la législation tunisienne, seule appli-

(1) V. ce décret *Rev. Alg.*, 1885. 3. 179.

cable en l'espèce; — Attendu que le décret beylical du 24 septembre 1885, après avoir énuméré toutes les dépendances du domaine public tunisien, ajoute à cette énumération, dans son art. 6, « les ouvrages de défense ou de forteresse classés, » non les autres; que, d'un autre côté, le décret beylical du 19 octobre 1883, portant classement des places de guerre et postes militaires de la régence, ne mentionne ni la ville, ni les ouvrages défensifs de Monastir; qu'il faut en conclure, en premier lieu, que le principe admis comme incontestable par les premiers juges que les ouvrages défensifs sont du domaine public n'est pas applicable à la généralité des places de guerre, et, en second lieu, que spécialement l'ancien mur d'enceinte de Monastir ne fait nullement partie du domaine public tunisien;

Attendu qu'il pourrait assurément se faire que cette ancienne fortification appartînt au domaine privé de l'État, mais que l'État ne réclame rien; que l'État n'est pas en cause, et que, dès lors, le tribunal n'avait pas à examiner une semblable question; qu'il devait seulement décider le bien ou le mal fondé des prétentions respectives de l'administration des habbous et de Casella; — Attendu, à ce point de vue, le seul intéressant au procès, que l'administration des habbous produit des documents d'une authenticité incontestable qui établissent, à n'en pouvoir douter, son droit à la propriété de l'ancien mur de l'enceinte qui fait l'objet de la contestation entre les parties; que ce droit n'a, jusqu'à ce jour, jamais été contredit par personne; qu'en l'année 1873, notamment, un propriétaire indigène, ayant voulu percer une porte dans le même mur, dut payer au préalable une indemnité à l'administration des habbous; que Casella lui-même, avant les faits qui ont donné naissance à l'instance actuelle, semble avoir reconnu la légitimité des prétentions de cette administration, en sollicitant d'elle l'autorisation de pratiquer dans ce mur les ouvertures dont elle se plaint; — Attendu que Casella n'oppose aux documents dont il vient d'être parlé rien de probant, et que du cahier des charges sur lequel il base sa résistance il ne résulte pas avec certitude que le mur dont s'agit au procès soit compris dans les immeubles dont il est devenu adjudicataire;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme; — Au fond : — Dit bien appelé, mal jugé; — Infirme la décision attaquée; — Et statuant à nouveau : — Déclare Ali Mabrouk, ès qualité, bien fondé dans sa demande contre Casella; — En conséquence, condamne ce dernier à remettre les lieux en leur état primitif, dans le mois de la signification

du présent arrêt; — Dit que, faute de ce faire, il y sera contraint par le paiement d'une somme de 25 fr. par chaque jour de retard, et ce pendant un mois, passé lequel délai il sera fait droit; — Déboute l'administration des habbous de sa demande en dommages-intérêts, qui n'est pas suffisamment justifiée; — Condamne l'intimé aux dépens de première instance et d'appel.

MM. HUGUES, *ff. prés.*; MARSAN, *av. gén.* — Mes JOUYNE et CHÉRONNET, *av.*

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE

14 octobre 1891

Navire, danger de perte, assistance, caractère, rémunération, appréciation des tribunaux.

Le secours porté par un navire à un autre navire en danger de se perdre près d'un port maritime constitue, non pas le sauvetage d'une épave donnant droit à une part de la propriété sauvée, mais seulement une assistance dont la rémunération, non réglementée par la loi maritime, doit être, dans le silence du Code, équitablement fixée par les tribunaux (1);

Cette rémunération est d'autant plus légitime qu'un danger

---

(1) L'art. 27 (liv. IV, tit. IX) de l'ordonnance de 1681, encore en vigueur, est ainsi conçu :

« Si toutefois les effets naufragés ont été trouvés en pleine mer ou tirés » de son fond, la troisième partie en sera délivrée incessamment et sans » frais, en espèces ou en deniers, à ceux qui les auront sauvés... »

Ce texte, bien qu'il parle seulement des effets naufragés, est applicable au navire lui-même. Toutefois, certaines conditions doivent être réunies pour qu'il soit applicable : il faut notamment que le bâtiment ait été abandonné par l'équipage; que le sauveteur, en termes plus précis, ait « trouvé » le navire naufragé. Un navire en détresse, faisant des signaux d'alarme, ne serait pas, fût-il sur le point de sombrer, un navire « trouvé »; ceux qui viendraient à son secours ne pourraient réclamer que des frais de sauvetage à arbitrer. — V. Dufour, t. 1, n° 249; Cpr. Rouen, 4 juill. 1871 (S., 71. 2. 134; D. P., 72. 2. 115); Rennes, 22 mai 1867 (S., 68. 2. 114; D. P., 70. 2. 77); Trib. com. Havre, 18 févr. 1865 (*Rev. du Havre*, 1865. 1. 64); Aix, 26 juill. 1866 (S., 67. 2. 227; D. P., 68. 2. 7).

a été couru en prêtant l'assistance, et que le secours, d'ailleurs réclamé, a été donné par un commerçant à un autre commerçant dans le cours d'une opération commerciale.

(Compagnie générale transatlantique c. E. et E. Arbib frères)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'il est acquis aux débats que vers le soir du 7 janvier 1891, et durant une tempête, le steamer anglais l'*Arbib-Brothers,* venant de Tripoli avec une cargaison d'alfa, rompit son arbre de transmission à quelques milles d'Alger, subit encore d'autres avaries et devint impuissant à se conduire; — Que durant toute la nuit il fit des signaux de détresse; — Que le matin du 8, poussé par la bourrasque contre la terre, et la situation étant très périlleuse, il mit à sa corne le signal « besoin de secours immédiat, » qui fut aperçu de la côte; — Qu'à huit heures, la direction du port d'Alger invita le paquebot de la Compagnie transatlantique le *Kléber*, qui se trouvait alors dans le bassin, à se porter au secours de l'*Arbib-Brothers ;* qu'aussitôt et sur les ordres de l'agent de la Compagnie transatlantique, le *Kléber* poussa ses feux, élongea ses remorques ; que vers dix heures il quitta le port par une mer furieuse et put se placer à proximité du navire anglais ; — Qu'ayant signalé « voulez-vous que je vous remorque », l'*Arbib* ayant répondu « oui » par la flamme, il commença ses manœuvres d'assistance ;

Attendu qu'il résulte de l'instruction opérée par le tribunal que, par la violence du vent, les rafales de neige et le mauvais état de la mer, le *Kléber* courait alors le danger d'aborder l'*Arbib*, ou de se jeter à la côte ; que dans l'un ou l'autre cas il pouvait se perdre ; qu'en fait, ses efforts répétés demeurèrent stériles durant plusieurs heures; que, dans le même temps, le navire *Gergovia* et la chaloupe de pêche *Grondin* tentèrent de se rapprocher du navire anglais et de lui jeter des amarres ; qu'ils durent y renoncer et rallier Alger ; — Que le paquebot *Eugène Péreire*, venant de Marseille, fit vainement la même tentative, chassa sur ses ancres dans la tourmente et s'éloigna ; — Que vers quatre heures et demie, le jour étant prêt de tomber, et l'*Arbib* paraissant perdu si la nuit le retrouvait en détresse, le *Kléber,* par une manœuvre hardie, vint mouiller à l'avant du navire anglais, et mit à la mer un canot monté par trois hommes ; — Que ceux-ci réussirent, non sans danger, à souder les remorques ; — Qu'à cinq heures, le *Kléber* ramenait l'*Arbib-Brothers* dans le

port d'Alger ; — Que le *Kléber* représentait une valeur d'environ 1,500,000 fr., l'*Arbib* environ 850,000 fr. ; — Que les frais spéciaux du *Kléber*, en cette opération, s'élèvent à 1,366 fr. 20 cent. ;

Attendu que la Compagnie transatlantique demande au procès le salaire du service ainsi rendu par son paquebot ; — Attendu que les propriétaires de l'*Arbib* ont fait plaider que l'assistance des navigateurs entre eux serait un devoir d'humanité, une loi du droit des gens ; que cette nature de salut ne saurait être pour son auteur une occasion de lucre, de bénéfice pécuniaire que le Code maritime français serait muet à cet égard, ce qui indiquerait bien le désintéressement du secours ; — Qu'au surplus, et en fait, il ne serait résulté pour le *Kléber* aucun préjudice de son assistance, puisqu'il se trouvait à cette époque en repos dans le port d'Alger et qu'il n'a subi aucune avarie, aucun déroutement, aucun retard ; — Qu'enfin aux termes de son cahier des charges, et comme contre-partie de la subvention qui lui est octroyée par l'Etat français, la Compagnie transatlantique aurait l'obligation d'obéir à toute réquisition de l'autorité maritime ; — Qu'en l'espèce, l'assistance du *Kléber* constituerait un service commandé, et que ce serait une raison de plus d'écarter toute rémunération lucrative ;

Attendu que l'*Arbib-Brothers*, dans les faits de la cause, n'était point une épave, qu'il s'agit donc, au procès, non d'un sauvetage donnant droit à une part de la propriété sauvée, mais seulement d'une assistance ; — Attendu que la loi maritime ne réglemente pas particulièrement la rémunération de l'assistance ; — Que toutefois le silence du Code ne doit point être interprété comme exclusif de cette rémunération ; — Qu'au contraire, l'intérêt général et l'équité appellent souvent, en cas d'assistance, non seulement un remboursement, mais encore un salaire ; — Que d'une part, en effet, l'empressement de l'assistance en mer doit être stimulé, sans quoi les secours pourraient rester paresseux ; — Que, d'autre part, il ne serait pas juste que des dangers aient été courus pour rendre un service le plus signalé qui se puisse réclamer, qu'une propriété ait été risquée afin de tenter d'en sauver une autre sans que ces efforts, dépassant peut-être le strict devoir, soient l'objet d'une rémunération pécuniaire ; — Qu'il doit surtout en être ainsi décidé lorsque, comme en l'espèce, le secours, d'ailleurs réclamé, est donné par un commerçant à un autre commerçant, en cours d'opérations commerciales ; — Qu'enfin, et par considération de ce qui se passe ailleurs chez les nations maritimes, statuer autrement serait une duperie ;

Attendu que les propriétaires de l'*Arbib* ne font nullement la preuve que la Compagnie transatlantique, subventionnée par l'État français, soit soumise aux réquisitions de l'autorité maritime pour le secours des navires en détresse et que l'assistance du *Kléber* ait constitué de la sorte un service commandé ; — Attendu que cette fin de non recevoir doit être par conséquent écartée ; — Attendu qu'en l'état, et par application du temps employé, des dangers courus, des frais faits et de la valeur des choses préservées, comme il a été dit ci-dessus, le tribunal arbitre à la somme de 100,000 fr. la rémunération du service rendu ;

Par ces motifs : — Condamne les sieurs E. et E. Arbib frères à payer à la Compagnie générale transatlantique la somme de 100,000 fr. pour les causes sus énoncées, etc.

M. DERVILLE, *prés.* — Mes TRIBOULET et FLEURET, *agr.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

15 décembre 1891

Vente de substances falsifiées, vins d'Algérie, vinage, arrêté du gouverneur général du 7 juin 1890, usages du commerce, acceptation de l'acheteur, vente sur échantillon, non conformité, validité, réduction du prix.

Il est d'un usage constant que les vins vendus sous le nom de « vins d'équipage », devant peser 12°05, sont généralement renforcés en alcool ; ce vinage, licite quand le vin possède une richesse naturelle assez élevée pour que l'addition d'alcool ne nuise ni à son goût, ni à sa qualité, est d'ailleurs nécessaire, les vins d'Algérie n'atteignant qu'à de rares exceptions un degré alcoolique aussi élevé ;

La clause du marché stipulant que les vins ne doivent pas être « plâtrés artificiellement » ne s'applique pas au vinage, qui reste autorisé, malgré le silence du marché, s'il résulte des circonstances de la cause que, dans la commune intention des parties, le degré alcoolique prévu pouvait être obtenu par le vinage, et si, notamment, les échantillons-type remis à l'acheteur étaient eux-mêmes vinés ;

L'acheteur est non recevable à critiquer un vinage fait en dehors des prescriptions de l'arrêté du gouverneur général du 7 juin 1890, s'il a stipulé l'agréage en cave (1).

En matière de vente sur échantillon, la rigueur du principe en vertu duquel la non conformité de la marchandise offerte avec l'échantillon entraîne la résiliation du marché peut subir divers tempéraments, soit à raison de l'insignifiance de la non conformité, soit à raison d'une certaine latitude accordée à l'exécution par la commune intention des parties, surtout quand la nature de la marchandise sujette à des manipulations ne permet pas facilement d'arriver à une exactitude mathématique ; il y a lieu toutefois, tout en maintenant le marché, d'accorder à l'acheteur une réduction de prix conforme aux usages locaux (2).

La réception de la marchandise ne saurait équivaloir à son acceptation lorsque l'acheteur ne peut avoir connaissance des vices que par l'agréage (3).

(Compagnie générale Transatlantique c. Latrille)

Le TRIBUNAL DE COMMERCE D'ALGER avait rendu, le 11 juillet 1891, un JUGEMENT dont voici, en partie, le texte :

LE TRIBUNAL, — Attendu que Latrille fils assigne la Compagnie générale Transatlantique en paiement de la somme de 148,500 fr. montant des 6,000 hectolitres de vins vendus, et en 15,000 fr. de dommages-intérêts, — Voir dire qu'elle sera tenue de prendre livraison des vins achetés, dans le delai de un mois et qu'à defaut de fourniture des futailles nécessaires au logement de ce vin, il sera autorisé à les fournir aux frais de la défenderesse ; — S'entendre en outre condamner à tous les depens et aux intérêts de droit ; — Attendu que la Compagnie génerale Transatlantique oppose à cette demande que les vins du demandeur ne réunissent pas les qualités requises par le contrat ; — Qu'ils sont défectueux et n'atteignent pas le degré

(1) L'arrêté du gouverneur général du 7 juin 1890, qui réglemente aujourd'hui le vinage en Algérie, n'autorise cette opération qu'en douane et seulement par le producteur.

(2) V. en sens contraire Rouen, 22 juill. 1872 (D. P., 73. 2. 100). Cpr. Douai, 23 août 1872 ; Bordeaux, 24 juill. 1878 (J. P., 78, p. 1277) ; Rouen, 26 juill. 1878 (J. P., 78, p. 1127) ; Bordeaux, 11 janv. 1888 (J. P., 1890, p. 85).

(3) V. dans le même sens Bordeaux, 27 août 1831 (Dall. J. G. texte 672 et 568 1°) ; Req., 22 nov. 1832 (Dall. J. G., texte, 255).

alcoolique convenu ; — Qu'elle a acquis la certitude que Latrille fils ne possède pas la quantité qu'il s'est engagé à fournir avant fin mai ; — Qu'il est donc évident qu'il n'est pas en mesure d'exécuter les engagements pris par lui ; — Qu'elle se porte dès lors reconventionnellement demanderesse en résiliation de contrat et en 5,000 fr. de dommages intérêts pour préjudice causé ;

Attendu qu'avant de statuer au fond, le tribunal, par jugement préparatoire du 13 juin 1891, nomma expert en la cause M. Lapierre, avec mission de se rendre dans les docks de la Compagnie générale Transatlantique et dans les caves de Latrille, voir si les vins sont conformes au marché intervenu, les déguster, les peser et faire toutes les constatations nécessaires à la reconnaissance de l'etat et de la qualité de la marchandise ; — Attendu que l'expert a déposé son rapport le 19 juin ; que ce rapport fut signifié à la Compagnie générale Transatlantique par exploit de Prunelle, huissier à Alger, en date du 29 juin, et que les parties reviennent devant le tribunal pour voir statuer au fond ; — Attendu qu'il appartient au tribunal de rechercher quelle était l'intention commune des parties en signant le marché du 10 mars 1891 et de s'assurer notamment : 1° si les vins vendus sous la dénomination de vin d'équipage non platrés artificiellement doivent être, ainsi que l'exige la Compagnie générale Transatlantique, des vins naturels, où s'ils peuvent être remontés en alcool, ainsi que le prétend Latrille fils ; 2° si les vins présentés par Latrille dans les magasins de la Compagnie générale Transatlantique et dans ses caves réunissent les conditions stipulées au marché et sont conformes au type déposé à titre d'échantillon ;

Sur le premier point : — Attendu qu'il est d'un usage constant que les vins vendus sous le nom de vin d'équipage devant peser 12°05 sont généralement renforcés en alcool ; — Qu'il importe toutefois de remarquer que ce vinage ne peut se faire que dans une certaine proportion, qu'autant que le vin possede une richesse assez élevée pour que l'addition d'alcool ne nuise ni à son goût, ni à sa qualité ; — Qu'il ressort des débats et des constatations que les vins achetés par Latrille chez divers propriétaires atteignent naturellement 10° et 10° 1/2 ; — Que ce titre alcoolique est suffisant pour permettre le vinage jusqu'à 12° 1/2 ; — Que le tribunal possède des éléments d'information suffisants pour dire que les vins d'Algérie n'atteignent qu'à de rares exceptions le degré indiqué au marché et que pour y arriver il est indispensable de recourir au vinage ; — Que ce fait est en outre confirmé par la chambre syndicale des courtiers consultée sur ce point par le demandeur ; — Que c'est donc à tort que la demanderesse exige des vins pesant naturellement 12° 1/2 ; — Que la stipulation « non plâtrés artificiellement » énoncée dans le contrat ne saurait être appliquée au vinage ;

Sur le second point : — Attendu qu'il résulte du travail de l'expert Lapierre que les vins de Latrille sont francs de goût, loyaux, marchands, réunissant les qualités requises par le marché, sauf cependant le degré alcoolique de 175 fûts entreposés à la Compagnie générale Transatlantique qui n'atteignent que 12° fort, — Que ces vins n'offrent aucune différence avec l'échantillon servant de type ; — Attendu que la Compagnie générale Transatlantique critique ce rapport en opposant les appréciations de son expert particulier, qui ne peuvent cependant être admises ; — Que le tri-

bunal ne peut s'en rapporter qu'aux dires et constatations de l'homme de l'art désigné par lui, lequel d'ailleurs fut agréé par la défenderesse lors de sa nomination ; — Que, du reste, elle a déclaré pendant les debats que son courtier agréeur ne refusait pas les vins de Latrille et réunissant les qualités requises par le contrat intervenu ; — Attendu qu'aux termes du marché, l'agréage devait avoir lieu dans les caves du vendeur au moment de l'entonnage ; — Que la Compagnie générale Transatlantique a commis une négligence en recevant dans ses magasins 175 fûts qu'elle n'a pas préalablement agreés à l'entonnage ; — Que puisqu'elle a passé outre à cet agréage, elle doit en assumer la responsabilité et garder les vins dont elle a pris livraison ; — Attendu cependant qu'il est établi que ces 175 fûts livrés n'atteignent pas le degré alcoolique convenu ; qu'il convient donc, conformément aux usages de la place, d'accorder à l'acheteur un rabais que le tribunal estime à 0,75 par hectolitre, etc.

Sur APPEL de la Compagnie générale Transatlantique, la Cour a jugé dans les termes suivants :

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que le 10 mars 1891, Latrille fils vendait à la Compagnie générale Transatlantique, au prix de 24 fr. 75 l'hectolitre, une quantité de 6,000 hectolitres de vin rouge d'équipage, franc de goût et de couleur, à 12° 1/2 d'alcool, dont l'agréage devait être fait en cave d'abord au moment de l'entonnage, et ensuite définitivement, à quai, où la compagnie devait en prendre livraison le 31 mai au plus tard, ou avant ce terme, à son gré, le vendeur en étant responsable jusqu'à cette époque et l'acheteur devant fournir les fûts nécessaires ; — Attendu que, la compagnie paraissant avoir oublié ce marché et son obligation de fournir les fûts, sans lesquels l'exécution était impossible, Latrille le lui rappelait par lettre en date du 23 avril 1891, qui restait sans effet jusqu'au 25 mai, époque à laquelle la compagnie commandait 6 fûts transports qui étaient livrés et agréés le 2 juin ; — Que, du 28 mai au 6 juin, Latrille livrait à quai 175 demi-muids qui étaient transportés dans les magasins de la Compagnie, où ils étaient soumis le 10 juin à l'agréage, sans que cette opération ait été faite préalablement en cave, ainsi qu'il était convenu ; — Que le 30 il rappelait à la compagnie que le délai fixé pour l'exécution du marché expirait, faisant ressortir, en outre, les embarras de toute sorte que lui causait son peu d'empressement à exécuter les conventions ; — Que les 31 mai et 7 juin il lui signalait le mauvais état de plusieurs fûts qui avaient été mis à sa disposition, déclinant toute responsabilité

à cet égard ; — Qu'ainsi Latrille a fait toutes les diligences nécesaires pour que le marché reçût son commencement d'exécution ; — Attendu que la compagnie s'appuie vainement, pour demander la résiliation, sur les constatations relevées dans un acte extrajudiciaire du 10 juin ; — Qu'elle savait fort bien, en contractant avec Latrille, dans quelles conditions se trouvait celui-ci ; qu'elle ne pouvait ignorer notamment l'exiguité de ses magasins ; — Qu'elle n'avait donc qu'à se contenter, elle qui était si en retard dans l'exécution de son marché, de savoir que son vendeur avait chez ses fournisseurs une quantité suffisante de vin pour satisfaire à l'exigence de ses commandes ; — Qu'elle est donc mal fondée à prétendre que, Latrille n'ayant pas en cave la quantité de vin faisant l'objet du marché, elle était en droit de demander la résiliation ;

Sur le vinage : — Attendu que le marché ne spécifie pas si le degré alcoolique stipulé pouvait être obtenu par le vinage ; — Attendu que l'affirmative résulte des faits de la cause ; — Attendu, en effet, que les deux échantillons type étaient vinés ; — Que leur acceptation par la compagnie suffirait à elle seule pour faire rejeter ses prétentions ; — Qu'au surplus elle ne pouvait l'ignorer, son courtier agréeur ayant dégusté ce vin et ayant pu facilement se rendre compte du vinage par le goût de l'alcool qui devait être alors très prononcé et qui l'était encore suffisamment le 19 juin, ainsi que l'a constaté l'expert judiciaire ; — Attendu que, sans qu'il soit nécessaire d'examiner la partie de l'arrêté du gouverneur général en date du 7 juin 1890, sur le vinage, le fait seul par la compagnie d'avoir stipulé l'agréage en cave d'un vin qu'elle savait devoir être viné la rend non recevable à critiquer un vinage fait en dehors des prescriptions du dit arrêté, d'où il suit que les griefs de la compagnie à cet égard doivent être écartés ;

Sur la non conformité des vins à l'échantillon : — Attendu, en droit, qu'en matière de vente sur échantillon, il est de principe que la non conformité de la marchandise offerte avec l'échantillon entraine la résiliation du marché ; — Attendu toutefois, en fait, que la rigueur de ce principe peut subir divers tempéraments, soit à raison de l'insignifiance de la non conformité, soit à raison d'une certaine latitude accordée à l'exécution par la commune intention des parties, alors surtout qu'il s'agit de marchandises susceptibles de manipulations dans lesquelles il n'est pas toujours facile d'arriver, du premier abord, à une exactitude mathématique ; — Attendu, en fait, que le vin faisant l'objet du marché, dénommé vin d'équipage, devait peser 12° 1/2 d'alcool ; — Qu'une première

livraison de 6 fûts transports dépassait ce degré; — Qu'il résulte du rapport dressé, le 19 juin, par l'expert commis par justice que le vin des 175 demi-muids est loyal et marchand et réunit les qualités stipulées au marché, sauf en ce qui concerne le degré alcoolique, que le courtier de la compagnie a constaté être inférieur de 3/10 de degré ; — Attendu, tout d'abord, qu'on peut s'étonner de la rigueur avec laquelle la compagnie réclame la résiliation complète d'un marché de 148,500 fr. pour une différence de 3/10 de degré estimés 750 fr., quand il est constant que sur tous les autres points le vin offert est conforme à l'usage de vin d'équipage auquel il était destiné; — Attendu, d'autre part, qu'en recherchant dans l'acte du 10 mars l'intention des parties sur l'exécution de leur convention, on est frappé de cette circonstance particulière que la marchandise ne sera reçue qu'après un double agréage fait, l'un dans la cave du vendeur, et l'autre sur le quai; — Qu'il faut induire de là qu'une certaine latitude était ainsi laissée au vendeur pour lui permettre, entre ces deux opérations, de rendre son vin absolument conforme aux exigences du marché; — Attendu que c'est par une omission soit de la compagnie, soit de son agréeur, que l'agréage en cave n'a pas eu lieu, ce qui n'a pas permis à Latrille de reconnaître et de rectifier la légère imperfection relevée dans l'agréage, qu'on ne lui a notifiée que le 12 juin, postérieurement à l'assignation introductive d'instance; — Qu'il y a là une faute dont la compagnie doit supporter la responsabilité; — Attendu que la compagnie est bien près de le reconnaître, puisque, dans ses conclusions subsidiaires, elle semble disposée à accepter, avec une majoration, la bonification qui lui a été accordée; — Mais attendu que le chiffre de 0 fr. 75, concédé suivant les usages locaux en pareille matière, doit être considéré comme suffisant; que c'est donc à bon droit que, tenant compte de l'intention des parties contractantes et de l'insuffisance infinitésimale du degré alcoolique, les premiers juges ont rejeté la demande reconventionnelle de la compagnie en résiliation et ordonné son exécution;

Sur l'appel incident : — Attendu que la réception de la marchandise ne peut équivaloir à son acceptation, lorsque, dans l'espèce, l'acheteur ne peut avoir connaissance des vices que par l'agréage; — Que, cette opération n'ayant été faite que pour les 6 fûts transports et les 175 demi-muids, on ne saurait imposer à l'acheteur le paiement immédiat de la marchandise non encore agréée;

Sur le paiement intégral du prix du marché : — Attendu que pour appuyer utilement sa prétention auprès des pre-

miers juges Latrille devait, ce qu'il n'a pas fait, justifier d'offres réelles et de consignation après agréage; que, soit que cette formalité ait été remplie avant ou après le jugement dont est appel, il appartient au tribunal de commerce seul de connaître de l'exécution de son jugement qu'il s'est réservée ;

Sur les plus amples dommages et intérêts réclamés en vertu de l'art. 464 C. pr. civ. : — Attendu qu'il convient de les réserver, la question ne pouvant être résolue qu'après l'exécution complète du jugement frappé d'appel ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel principal comme régulier en la forme ; — Et faisant droit à l'appel incident en ce qui touche seulement le paiement immédiat des six fûts transports ; — Confirme le jugement déféré ; ordonne qu'il sortira son plein et entier effet ; — Et y ajoutant ; — Condamne la compagnie à payer en deniers ou quittances à Latrille le prix des 6 fûts transports agréés et reçus le 2 juin 1891 ; — Réserve la question des plus amples dommages-intérêts réclamés en vertu de l'art. 464 C. pr. civ., etc.

MM. POUCHERET, *ff. prés.* ; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes ROBE et CHÉRONNET, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

26 mars 1892

Adjoint indigène, terrain communal, location, perception du prix, concussion, fonctions, caractère.

Le fait par un adjoint indigène de louer à un tiers, en cette qualite, un terrain appartenant à la commune, et d'en percevoir le prix de location, ne constitue pas le délit de concussion prévu et réprimé par l'art. 174 C. pén. (1) ;

S'il ne donne pas à ce prix de location la destination convenue, l'adjoint indigène commet un abus dans l'exercice de

(1) Pour qu'il y ait concussion, il faut qu'il y ait « perception illégitime ». Une perception est illégitime lorsqu'elle n'est pas régulièrement autorisée par la loi ou les règlements, ou lorsque, légale en elle-même, elle a pour objet une somme que la partie avait déjà payée, ou qu'elle ne devait pas, ou encore une somme supérieure à celle que la partie devait payer. — V. Dall , J. G., v° *Forfaiture,* n° 70.

ses fonctions administratives, et non une infraction tombant sous l'application de l'art. 408 C. pén.;

Ce fonctionnaire ne peut être considéré comme officier public, dans le sens général donné à ce mot ; il échappe, par suite, à l'application de l'art. 408 § 2 C. pén. (1).

(Min. pub. c. Mohamed ou Iddir)

Sur les poursuites exercées par le ministère public contre le sieur Mohamed ou Iddir, prévenu de concussion et contre lequel on demandait l'application de l'art. 174 C pén., le TRIBUNAL DE TIZI-OUZOU prononça le JUGEMENT suivant, à la date du 30 décembre 1891 :

LE TRIBUNAL, — Attendu que Mohamed ou Iddir est prévenu de s'être, depuis moins de trois ans, à Tizi-Ouzou, étant président du douar Belloua, rendu coupable du délit de concussion en recevant 40 fr. qu'il savait n'être pas dus ; — Attendu que le prevenu aurait, d'apres la prévention, loué au nommé Mohamed ben Ali Achour et pour une année le cimetière arabe appartenant à la commune moyennant le prix susindiqué qu'il aurait perçu sans lui donner ensuite la destination convenue ; — Attendu que ledit Mohamed ben Ali Achour aurait ainsi payé audit Mohamed ladite somme de 40 fr. en parfaite connaissance de cause et pour du terrain prétendu loué pendant la durée du bail fixee à une annee ; — Attendu que, ledit Mohamed ben Ali Achour n'ayant fait que payer librement le montant d'une location dont il a profité et qui était due en principe, la perception des 40 fr. dont s'agit par le prévenu ne serait des lors par elle-même et en ce qui concerne cet indigène entachée d'aucune illegalité ; — Attendu qu'il en résulte en conséquence que le fait tel qu'il résulte des circonstances qui précedent ne présente point les caractères essentiels du delit de concussion, mais plutôt ceux du délit d'abus de confiance ; qu'il échet toutefois d'examiner si, conformément aux conclusions de la défense, les fonctions d'adjoint indigène lui confèrent en même temps les qualités d'officier public et aggravent ainsi sa situation en le rendant passible pour les actes de cette nature de la juridiction exceptionnelle prévue par le 2e § de l'art. 408 C. pén. ;

Attendu que par la nature de leurs services, le concours de ces agents n'est point strictement nécessaire pour des actes d'un intérêt public ou privé (Alger, 2 mars 1877) ; qu'il s'en suit qu'ils ne peuvent être considérés comme officiers publics dans le sens général donne à ce mot, (V. Dalloz, *Répertoire*, *Off. publics*, n° 207) ; qu'ils ne sauraient dès lors et à aucun titre béneficier des dispositions de l'art 408 § 2 C. pén. ; — Attendu, en conséquence, que l'exception soulevée par le prévenu n'est point admissible.

---

(1) En ce sens Alger, 2 mars 1877 *(Bull. jud. Alg.*, 1877, p. 248).

Par ces motifs : — Rejette l'exception ; — Se déclare compétent et retient l'affaire ; — Dit qu'il sera passé immédiatement outre aux débats ; — Condamne le prévenu aux dépens de l'incident, etc.

Mohamed ou Iddir a relevé APPEL de cette décision, et la Cour a statué en ces termes :

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel du prévenu est régulier en la forme ;

Au fond : — Attendu que le fait reproché au prévenu et tel qu'il résulte de l'information ne saurait constituer à son égard ni le délit de concussion prévu et puni par l'art. 174 C. pén. ni celui d'abus de confiance réprimé par l'art. 408 du même Code ;

Attendu, en effet, qu'en sa qualité d'adjoint indigène, ayant donné à bail pour la durée d'une année au nommé Mohamed ben Ali ou Achour le terrain du cimetière musulman appartenant à la commune de Tizi-Ouzou, moyennant la somme de 40 fr., il a pu recevoir, sans que sa personnalité pût être engagée au point de vue répressif, cette somme qui était réellement due par le preneur et payée volontairement par lui ; que, par suite, les éléments du delit de concussion ne se retrouvent point dans l'espèce ;

Attendu, d'autre part, que, sans avoir à examiner la qualité de Mohamed ou Iddir, les éléments de l'abus de confiance ne se retrouvent pas davantage dans le fait incriminé ; qu'il n'y a eu de la part de Mohamed ou Iddir aucun abus de mandat ; — Que si tant est qu'il ait touché le prix de location qui aurait été versé entre ses mains par le nommé Mohamed ben Ali ou Achour, il n'avait point mandat de le recevoir ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé ; — Attendu, dès lors, que le fait retenu à l'encontre du prévenu, quelque répréhensible qu'il fût, s'il était établi, ne saurait constituer qu'un abus commis dans l'exercice de ses fonctions administratives et non une infraction tombant sous l'application de la loi pénale ;

Par ces motifs : — Reçoit comme régulier en la forme l'appel du prévenu et y faisant droit : — Infirme et met à néant le jugement dont est appel ; — Renvoie le prévenu des fins de la poursuite sans dépens.

MM. CUNIAC, *prés.-rap.* ; HONEL, *subst. du proc. gén.* — Me JOUYNE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

—

15 mars 1892

—

Compétence, Tunisie, tribunaux français, matière immobilière, indigènes tunisiens, immeuble non immatriculé.

—

Les tribunaux français de Tunisie sont compétents pour connaître de la contestation élevée par des indigènes tunisiens au sujet de la propriété d'immeubles non immatriculés;

Cette incompétence, se rattachant à l'ordre des juridictions, peut être proposée pour la première fois en appel (1).

(Consorts Boucharnia c. Dame Gagnal)

LA COUR, — Attendu que les époux Thomas, intimés, n'ont pas constitué de défenseur ou d'avoué; qu'il y a lieu de statuer par défaut à leur égard; — Et pour le profit: — Attendu que l'appel est régulier en la forme;

Au fond: — Attendu que les consorts Boucharnia ont intenté devant le tribunal de 1re instance de Tunis une action contre les époux Thomas, à l'effet d'être reconnus seuls propriétaires d'un enchir situé au lieu dit Ezzaouane, dont une partie est actuellement en la possession de la dame Thomas; — Que, par jugement du 10 juillet 1890, le tribunal, statuant au fond, a déclaré qu'ils n'avaient pas justifié de leurs droits de propriété, et les a déboutés de leur demande; — Attendu que les consorts Boucharnia ont interjeté appel de cette décision, et que, devant la Cour, ils déclinent la compétence de la juridiction française en soutenant que le tribunal de Tunis ne pouvait connaître d'un litige ayant pour objet une revendication d'immeubles formée par un sujet tunisien; — Attendu que si les appelants ont eux-mêmes saisi le tribunal français de leur action, ils n'en ont pas moins conservé le droit de proposer en appel une exception d'incompétence *ratione materiæ*, cette exception se rattachant directement à l'ordre des juridictions, que la volonté des parties, formelle ou tacite, ne saurait modifier; — Qu'il y a donc lieu d'examiner si elle est fondée;

(1) V. Alger, 15 oct. 1891 (*Rev. Alg.*, 1891. 2. 510) et la note.

Attendu qu'au début aucune loi française, ni aucun arrêté ni décret du bey de Tunis n'avait conféré aux tribunaux français la connaissance des actions immobilières dans lesquelles une des parties en cause était tunisienne ; — Que, plus tard, le décret du 31 juillet 1884 a attribué cette compétence aux dits tribunaux, mais qu'il l'a restreinte aux litiges concernant les immeubles ayant subi la formalité de l'immatriculation ; — Qu'en conséquence, les tribunaux indigènes ont en l'état actuel conservé la connaissance des actions intéressant tous les autres immeubles ; — Attendu, en fait, que la Cour est saisie d'une contestation élevée par des indigènes tunisiens au sujet de la propriété d'un immeuble non immatriculé ; — Que la juridiction française est donc incompétente;

Par ces motifs : — Donne défaut contre les époux Thomas, intimés, faute de constitution de défenseur ou d'avoué ; — Et pour le profit : — Reçoit l'appel comme régnlier en la forme ; — Et y faisant droit : — Dit qu'il a été bien appelé et mal jugé ; — Dit recevable et bien fondée l'exception d'incompétence proposée par les appelants ; — Infirme, en conséquence, le jugement déféré ; — Décharge les appelants des condamnations prononcées contre eux au dit jugement ; — Statuant à nouveau : — Dit la juridiction française en Tunisie incompétente ; — Condamne les intimés en tous les dépens.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Me CHÉRONNET, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

27 janvier 1892

Louage de services, durée illimitée, rupture du contrat, faculté de chaque partie, loi du 27 décembre 1890, droit à indemnité, renonciation.

Dans les contrats de louage de services à durée illimitée, chacune des parties peut, quand bon lui semble, provoquer la résiliation du contrat, sans que, en principe, l'exercice d'une telle faculté donne naissance à aucune obligation de dommages-intérêts, l'art. 1342 C. civ. étant inapplicable à ce cas (1) ;

(1) V. trib. com. d'Alger, 26 juill. 1890 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 523) et la

Toutefois, si le droit strict autorise la brusque rupture du contrat au gré de l'une des parties, l'équité veut impérieusement aussi que l'autre partie soit indemnisée du tort qui résulte pour elle d'un congédiement inattendu, et la loi du 27 décembre 1890 a d'ailleurs formellement consacré, à son profit, le droit à une indemnité (1) ;

L'abandon d'un droit ne se présume pas : il doit être exprès et formel, et ne ressort pas suffisamment, par exemple, du silence gardé par la partie congédiée au moment du règlement de son salaire.

(Leber c. Pech)

ARRÊT

LA COUR, — Reçoit, comme régulier en la forme, l'appel relevé par Leber contre le jugement du tribunal de Blida du 31 décembre 1890 ; — Disant droit au fond sur le mérite de cet appel ;

Attendu qu'il est constant, en fait, dans la cause, qu'au cours de mars 1890, Pech a pris Leber à son service en qualité de surveillant ou de directeur de l'exploitation agricole de son domaine d'Abziza ; qu'il lui a alloué 500 fr. d'appointements mensuels ; que Leber est entré en fonctions le 1er avril ; que le 31 mai suivant, deux mois de salaires lui ont été payés ; que le même jour il a été soudainement congédié sans motifs expliqués ou connus au procès ;

Attendu qu'il a intenté alors contre Pech une action en paiement de 3,000 fr. à titre d'indemnité de congédiement ; — Attendu que, saisis de cette demande, les premiers juges l'ont rejetée à tort ;

Attendu que la convention intervenue entre Pech et Leber constituait un louage de services à durée illimitée (art. 1780

---

note. — *Adde :* Req., 2 mai 1881 (D. P. 82. 1. 164) ; Toulouse, 24 juin 1882 (D. P. 84. 2. 140) ; Civ. cass., 17 mai 1887 (D. P. 87. 1. 140). — V. aussi Besançon, 27 mai 1874 (D. P. 76. 2. 72). Ce dernier arrêt décide que le patron qui, sans motif et d'une manière intempestive, renvoie un employé engagé au service de sa maison pour une durée illimitée lui doit un délai suffisant pour qu'il puisse se procurer un emploi semblable dans la même localité.

(1) V. le rapport présenté par M. Cuvinot au nom de la commission du Sénat, le 25 juin 1885, avec le texte de la loi du 27 décembre 1890 (D. P. 91. 4. 33, 34 et 35).

C. civ.) ; — Attendu qu'il est, à la vérité, de jurisprudence que dans des contrats de cette nature chacune des parties peut, quand bon lui semble, provoquer la résiliation du contrat, que l'exercice d'une telle faculté ne donne naissance à aucune obligation de dommages-intérêts, que l'art. 1382 C. civ. est inapplicable à ce cas ; que nul, en effet, n'est en faute et passible de réparation s'il ne fait qu'user de son droit ; — Mais attendu que l'art. 1135 du même Code dispose que les conventions obligent non seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites que l'équité, l'usage ou la loi donnent à l'obligation d'après sa nature ;

Attendu que si le droit strict autorise la brusque rupture de contrat de louage de services au gré de l'une des parties, l'équité veut impérieusement aussi que l'autre partie soit indemnisée du tort qui résulte pour elle d'un congédiement inattendu ; — Que la nécessité d'une satisfaction de cette sorte devient, en pareille occurrence, une suite équitable de l'obligation d'après sa nature ; — Attendu que l'art. 1794 C. civ. fait de ce principe une application remarquée ; — Que, tout en décidant, en effet, que le maître peut résilier, par sa seule volonté, un marché à forfait, cet article soumet le maître à l'obligation néanmoins de dédommager l'entrepreneur de toutes ses dépenses et de tout ce qu'il aurait pu gagner dans l'entreprise ; — Attendu que, depuis la convention de Leber et de Pech, la loi du 27 décembre 1890 a formellement, en matière de louage de services, consacré au profit de celui qui subit la résiliation du contrat le droit à une indemnité ; — Qu'elle porte textuellement que tout contrat de cette nature sous stipulation de durée peut être rompu à tout moment par la volonté d'un seul des contractants, mais à charge de dommages-intérêts envers l'autre, pour la fixation desquels les tribunaux doivent tenir compte de la nature des services rendus et de la nature des contrats ;

Attendu que, pour écarter les demandes de Leber, le tribunal dans l'espèce invoque la convention elle-même des parties ; — Mais que vainement, à cet égard, il s'appuie sur les termes d'une lettre de Pech du 15 mars 1890, où celui-ci, s'expliquant sur l'étendue de ses engagements envers Leber, exprime la volonté de ne s'obliger que jusqu'à concurrence de 500 fr. par mois ; — Attendu qu'il est bien évident qu'une telle stipulation ne se refère qu'au chiffre seul de ses appointements ; qu'elle ne vise pas le cas alors imprévu d'un congédiement se produisant deux mois après le contrat ; — Qu'elle n'est donc pas exclusive de l'indemnité à laquelle ce congédiement a, depuis, donné ouverture ;

Attendu que vainement encore le même tribunal argumente du silence gardé par Leber au moment du règlement de ses deux mois de salaire ; — Attendu que l'abandon d'un droit ne se présume pas ; qu'il doit être exprès et formel, qu'il ne ressort pas suffisamment de la circonstance invoquée ; — Qu'en fait, il reste même établi que, dès ce moment, Leber s'est mis en mesure de réclamer judiciairement à Pech l'indemnité que celui-ci lui refusait ;

Attendu qu'en l'état des documents de la cause, l'enquête sollicitée par Leber n'aurait aucune utilité ; — Que, dès lors, sans avoir à rechercher si la preuve par lui offerte est juridiquement admissible, il n'échet pas de l'ordonner ; — Attendu que la Cour trouve dans les faits du procès les éléments d'appréciation qui lui sont nécessaires pour déterminer le quantum équitable des dédommagements qui reviennent à Leber ; — Que ce quantum doit comprendre un mois d'appointements au moins ;

Par ces motifs : — Dit mal jugé, bien appelé ; — Infirme, en conséquence, le jugement entrepris ; — Statuant par nouvelle décision : — Sans s'arrêter aux offres de preuve de Leber lesquelles sont déclarées inutiles dans la cause et rejetées à ce titre ; — Sans s'arrêter non plus aux fins, moyens et exceptions de Pech contre les demandes, fins, moyens et exceptions dans lesquels il est déclaré mal fondé et dont il est débouté ; — Dit bien fondées, au contraire, les demandes de Leber ; — Fixe, par suite, à 500 fr. le chiffre de l'indemnité qu'il réclame ; — Condamne Pech à lui payer cette somme avec intérêts de droit ; — Condamne de plus ledit intimé en tous les dépens tant de première instance que d'appel.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.* ; BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes BORDET et JOUYNE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

28 mars 1892

Privilège du bailleur, avances faites au preneur, acquisition d'un cheptel, clause formelle du bail, créance privilégiée.

Les avances faites par le bailleur au preneur pour l'acqui-

sition d'un cheptel, en conformité d'une clause formelle du bail, ont le caractère d'une créance privilégiée en vertu de l'art. 2102 C. civ. (1).

(Mirehouse c. Bouis et autres)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme ; — Attendu que Sandas ou Sanders, Mme veuve Charles, MM. Baroni et Grein, Mme veuve Daubeney, intimés, ne se présentent pas ; — Qu'il y a lieu de statuer par défaut à leur égard ;

Au fond : — Attendu que les premiers juges ont sainement apprécié les faits de la cause en ce qui touche la fixation du solde dû à Mirehouse ; qu'en présence des constatations du jugement entrepris, il est inutile de recourir, de ce chef, à l'enquête ou à l'expertise sollicitées ;

Attendu, toutefois, que c'est à tort que le tribunal de Blida a refusé le caractère privilégié à la créance de 2,208 fr., solde des avances en argent faites par Mirehouse à feu Daubeney ; — Attendu, en effet, qu'aux termes de l'art. 2102 C. civ. le privilège du bailleur s'exerce pour tout ce qui concerne l'exécution du bail ; que le solde dû à Mirehouse provient de plus forte somme avancée à Daubeney pour l'acquisition d'un cheptel, en conformité d'une clause formelle du bail ; qu'il y a donc lieu de modifier de ce chef le jugement attaqué ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Donne défaut contre Sandas ou Sanders, veuve Charles, Grein, veuve Daubeney, intimés défaillants ; — Au fond : — Confirme le jugement du 27 mai 1891 ; — Émendant toutefois : — Dit que Mirehouse sera colloqué par privilège non seulement pour la somme de 190 fr., mais encore pour celle de 2,208 fr., solde des avances par lui faites à Daubeney ; — Donne acte à Théron de ce qu'il s'en rapporte à justice ; — Condamne Mirehouse aux dépens de première instance et d'appel.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes VANDIER et CHÉRONNET, *av.*

---

(1) V. en ce sens : Alger, 25 juin 1878 (D. P., 79. 2. 209-210) ; Req., 19 janv. 1880 (D. P., 82. 1. 79).

COUR D'ALGER (1re Ch.)

—

30 novembre 1891

—

Navire, transports maritimes, marchandises, perte totale, action en dommages-intérêts, art. 433 C. com., prescription, applicabilité, naufrage, délai, point de départ, abordage, faute commune, propriétaire unique, conséquences, protestation du capitaine, art. 435 et 436 C. com., forme, absence de déclaration, demande en justice, délai, prescription, chargeurs, négligence.

—

L'art. 433 C. com., qui déclare prescrite toute demande en délivrance des marchandises un an après l'arrivée du navire, s'applique aussi bien à l'action exercée par le destinataire pour se faire remettre les marchandises qu'à l'action en dommages-intérêts introduite, en cas de perte totale, par le chargeur ou les assureurs ;

Cette prescription, applicable en cas de naufrage, commence alors à courir du jour où les intéressés ont été prévenus du sinistre et ont pu agir utilement ;

Les diligences faites ou les actions intentées par certains intéressés contre la compagnie de transports ne dispensent pas les autres de prendre eux-mêmes les mesures nécessaires à la conservation de leurs droits.

En cas d'abordage imputable à la faute commune des deux capitaines, lorsqu'une compagnie maritime est propriétaire des deux navires, elle encourt, vis-à-vis des chargeurs, une double responsabilité, l'une contractuelle à raison du contrat de transport, l'autre quasi-délictuelle en vertu de l'art. 1382 C. civ. ; et les exceptions ou fins de non recevoir lui servant à se dégager de la première ne sauraient lui permettre en même temps d'éviter la seconde (1).

En l'absence de formules particulières prescrites par la loi, les déclarations contenues dans le rapport déposé par le

---

(1) Sur la responsabilité en cas d'abordage par la faute commune des deux capitaines, V. Alger, 22 oct. 1891 (*suprà*, p. 8) et la note.

capitaine du navire abordé au consulat du premier port où il a pu agir peuvent à la rigueur constituer une exécution suffisante des art. 435 et 436 C. com.

La compagnie de transports ne peut opposer aux chargeurs le défaut de protestation régulière du capitaine, si d'ailleurs les chargeurs ou leurs assureurs ne se trouvaient pas sur les lieux et n'ont pu manifester leur volonté de protester dans les délais (1).

Le délai d'un mois prévu par l'art. 436 C. com. pour l'introduction de la demande en justice a pour point de départ le jour où le chargeur a connu le sinistre. L'observation de ce délai est aussi bien prescrite à peine de nullité que celle du délai de vingt-quatre heures pour la protestation prévue au même article (2).

Si les chargeurs ou les assureurs, tout en se trouvant dans l'impossibilité de protester dans les vingt-quatre heures, ont, du moins, commis une négligence en n'introduisant pas eux-mêmes une action dans le delai légal, la faute du capitaine, sur ce point, ne saurait les relever des suites de leur propre inaction (3).

(Compagnie l'*Italia* c. Compagnie générale Transatlantique)

Le 6 novembre 1890, JUGEMENT DU TRIBUNAL DE TUNIS ainsi conçu :

LE TRIBUNAL, — Attendu que le sieur Pisani avait chargé le 5 juillet 1888 à bord du *Charles-Quint* un group déclaré comme renfermant 6,000 fr. ; qu'il avait en même temps fait assurer cette marchandise par la compagnie l'*Italia;* que, le group dont s'agit n'étant point parvenu à sa destination par suite de l'abordage survenu entre le *Charles-Quint* et la *Ville-de-Brest*, la compagnie l'*Italia* agissant au lieu et place de son assuré en réclame aujourd'hui la valeur à la compagnie générale transatlantique ; — Attendu

(1) V. en ce sens, Alger, 22 oct. 1891 (*suprà*, p. 8) et la note. — V. en sens contraire, Bordeaux, 19 août 1872 (*Journ. de Marseille*, 1874. 2. 213) ; trib. com. Havre, 20 févr. 1878 (*Jusrisp. Havre*, 78. 1. 101) ; trib. com. Seine, 12 juill. 1888 (*Ann. dr. com.*, t. 3, p 17) ; la *Loi* du 2 août 1888 (*Journ. trib. com.*, t. 39, p. 25) ; Autran, *Rev. internat. marit.*, t. 4, p. 269 ; Desjardins, t. 8, n° 1276.

(2) Cpr. Alger, 22 oct. 1891 (*suprà*, p. 8) et la note.

(3) V. en sens contraire, Alger, 15 mars 1890 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 279).

que celle-ci repousse l'action de la demanderesse en invoquant deux exceptions tirées, l'une de l'art. 433 C. com., l'autre des art. 435 et 436 du même Code;

Sur la première de ces exceptions : — Attendu que l'art. 433 C. com. déclare prescrite toute demande en délivrance des marchandises un an après l'arrivée du navire; — Attendu que l'*Italia* prétend que cet article ne lui est pas opposable, en se fondant tout d'abord sur ce que sa demande constitue une action en responsabilité et non pas une action en délivrance du group de valeurs dont elle reconnaît la perte; — Mais attendu que sous le nom de demande en délivrance le législateur a entendu comprendre toutes les actions intentées contre l'armateur ou le capitaine pour lui faire rendre compte du transport; que ces expressions embrassent aussi bien l'action exercée par le destinataire pour se faire remettre les marchandises que celles introduites par le chargeur ou ses assureurs dans le but d'obtenir des dommages-intérêts, en réparation du prejudice causé par la perte des objets transportés, l'indemnité due dans ce dernier cas pour les marchandises; — Que le seul fait de ne pas demander la remise réelle du group chargé par Pisani ne suffit donc pas pour permettre à la compagnie l'*Italia* de repousser la prescription qui lui est opposée; — Attendu que cette compagnie soutient encore que l'art. 433 ne lui est pas applicable parce qu'il parle d'une prescription ayant son point de départ à « l'arrivée du navire » et que cette circonstance n'a pas pu se produire dans l'espèce, le *Charles-Quint* ayant péri en cours de route; — Mais attendu que les mots « arrivée du navire » qui se trouvent à la fin de l'art. 433 sont synonymes de fin de voyage; — Que si le législateur n'a pas employé ces derniers termes, c'est uniquement parce qu'il s'en était déjà servi dans le même article à propos de la prescription édictée pour le paiement du fret ou des salaires des gens de l'équipage et qu'il a voulu éviter une répétition; — Attendu que, lorsque le voyage se termine par un naufrage, la prescription doit commencer à courir du jour où les intéressés ont été prévenus du sinistre et ont pu agir utilement; — Attendu qu'avec le système soutenu par l'*Italia* on devrait écarter la prescription annale au cas de naufrage du navire, alors même que les marchandises sont sauvées et que le fret est dû en totalité ou en partie, sous le prétexte que le point de départ du délai d'un an manque; — Qu'une semblable solution serait évidemment inadmissible; — Qu'en effet, si le législateur n'a pas voulu permettre au capitaine de réclamer son fret au delà d'une année, il n'a pas voulu davantage lui imposer l'obligation de conserver, pendant trente ans, les marchandises à la disposition des réclamants; — Attendu que l'application de la prescription de droit commun, dans le cas où les marchandises ont péri avec le navire, serait tout aussi contraire à l'intention du législateur, le texte de l'art. 433 ne faisant point de distinction et ayant été dicté par l'intérêt du commerce maritime, qui est de ne pas obliger les parties à conserver longtemps la preuve de l'exécution de leurs obligations; — Attendu qu'en fait, le naufrage du *Charles-Quint* a été connu d'une façon notoire à Tunis dès le milieu du mois de juillet 1888; — Que l'*Italia* avoue du reste que son assuré s'est fait remettre, le 9 août de la même année, par l'agent de la compagnie transatlantique, un certificat constatant la perte du navire et du group; — Que malgré cela son assignation n'a été signifiée que le 2 août 1890;

Attendu que cette société prétend sans doute avoir été dans l'impossibilité d'agir, avant qu'une expertise l'eût fixée sur la responsabilité de la compagnie défenderesse ; — Mais attendu que l'*Italia* n'indique même pas la date et les circonstances de l'expertise à laquelle elle fait allusion ; qu'au surplus, les diligences faites ou les actions intentées par d'autres personnes contre la compagnie transatlantique ne la dispensaient pas de prendre elle-même les mesures nécessaires à la conservation de ses droits ; — Attendu qu'elle invoque aussi des pourparlers qui auraient eu lieu entre elle et la compagnie transatlantique au sujet du group perdu vers le commencement de l'année 1889 ; — Mais que ces pourparlers tels qu'ils sont attestés par la lettre de l'*Italia* en date du 20 mai 1889 (seul document produit sur ce point) ne constituent aucun des actes interruptifs prévus par l'art. 434 C. com. ; — Que la prescription annale invoquée par la compagnie transatlantique doit donc être accueillie ; — Attendu toutefois que cette prescription ne peut être utile à la compagnie defenderesse que pour repousser les actions résultant du contrat de transport passé entre elle et Pisani le 5 juillet 1888 ; — Qu'il importe d'observer que la compagnie l'*Italia* poursuit actuellement la compagnie transatlantique non seulement comme subrogee aux droits que possédait son assuré en vertu dudit contrat, mais aussi comme exerçant les droits et actions appartenant à Pisani en qualité de tiers lése par l'abordage du *Charles-Quint* et de la *Ville-de-Brest ;* — Attendu que ces deux navires appartiennent à la même compagnie, que d'après l'*Italia* l'abordage est imputable à la faute commune des deux capitaines, de sorte que la compagnie transatlantique aurait encouru vis-à-vis de Pisani ou de ses assureurs une double responsabilité : l'une contractuelle, du chef du *Charles-Quint*, à bord duquel se trouvait la marchandise embarquee ; l'autre quasi-contractuelle ou quasi-délictuelle du chef de la *Ville-de-Brest* en vertu des principes de droit commun édictées par les art. 216 C. com., 1382 et suivants C. civ. ; — Attendu que ces deux responsabilités sont assurément distinctes et independantes ; — Que les exceptions ou fins de non recevoir servant à la compagnie transatlantique pour se dégager de la première ne lui permettent point d'éviter la seconde ;

Attendu que la compagnie transatlantique prétend il est vrai que si elle se trouve actuellement à l'abri des actions de Pisani ou de ses assureurs, grâce aux clauses de son connaissement et à la prescription de l'art. 433, en ce qui concerne la responsabilité qu'elle a pu encourir comme armateur du *Charles-Quint*, elle se trouve également dégagée, quoique pour d'autres motifs, de ces mêmes actions en ce qui concerne la responsabilité qu'on voudrait lui faire supporter en qualité de propriétaire de la *Ville-de-Brest ;* — Qu'elle invoque à cet effet les art. 435 et 436 C. com., aux termes desquels sont non recevables toutes actions ou indemnités pour dommages causés par l'abordage, dans un lieu où le capitaine a pu agir, s'il n'a point fait de réclamation, si cette réclamation n'a pas été signifiée dans les vingt-quatre heures et n'a pas été suivie dans le mois d'une demande en justice ;

Sur la deuxième exception : — Attendu que la compagnie transatlantique se plaint tout d'abord de ce que ni le capitaine du navire abordé ni les chargeurs de ce navire ne lui aient signifié de protestation en temps utile ; — Attendu que le capitaine Leneveu étant décédé au moment du sinistre n'a pu évidemment remplir aucune formalité ; — Mais attendu qu'aussitôt débarqué à Mehdia, le premier port où il ait pu agir, le capitaine Pierlan-

dini, second du navire coulé, a déposé au consulat de France un rapport contenant le récit détaillé de l'abordage et indiquant formellement son intention d'attribuer à la *Ville-de-Brest* la responsabilité de l'accident ; — Attendu, que soit le capitaine de la *Ville-de-Brest* qui venait de ramener à Mehdia l'équipage et les passagers sauvés, soit le représentant de la compagnie transatlantique que cette dernière possède dans cette localité, n'ont pas manqué de prendre immédiatement connaissance de l'acte dont s'agit ; — Attendu que, la loi n'ayant prescrit aucune formule particulière, ces déclarations du rapport ainsi fait le 7 juillet 1888 par le capitaine Pierlandini, déclarations connues le même jour et du capitaine abordeur et d'un représentant de la compagnie transatlantique, pourraient à la rigueur constituer une exécution suffisante des art. 435 et 436 C. com. ;

Attendu, au surplus, qu'en allant jusqu'à admettre qu'il n'y ait eu réellement ni protestation, ni signification, ni actes équivalents, cela ne permettrait pas encore à la compagnie transatlantique de repousser l'action qui lui est intentée ;

Attendu en effet qu'il n'est point contesté que Pisani ou ses assureurs ne se trouvaient pas sur les lieux du sinistre, et qu'ils n'ont pas été à même de manifester leur volonté de réclamer dans les vingt-quatre heures qui ont suivi le débarquement à Medhia de l'équipage du *Charles-Quint ;* — Que l'absence d'une protestation et d'une signification en temps utile serait donc uniquement le résultat d'une faute ou d'une négligence commise par le capitaine Pierlandini ;

Attendu que, sans rechercher si en principe et d'une façon générale la déchéance encourue par la faute d'un capitaine qui n'a pas protesté régulièrement est ou non opposable aux chargeurs, même lorsque ceux-ci se sont trouvés dans l'impossibilité d'agir, il convient de retenir, en fait, que, tout en étant le second du navire abordé, le sieur Pierlandini était en même temps l'employé ou le préposé de la compagnie propriétaire du navire abordeur *Ville-de-Brest ;* — Qu'il n'ignorait pas que, du chef de ce second navire, sa propre compagnie allait se trouver exposée à de nombreuses actions de la part des chargeurs du *Charles-Quint* et qu'il y avait intérêt pour elle à laisser éteindre lesdites actions par tous les moyens possibles ; — Qu'il ne serait donc pas téméraire d'admettre que le capitaine Pierlandini ait négligé à dessein d'accomplir les formalités prescrites par les art. 435 et 436 C. com. ; — Qu'il serait en tout cas injuste et illicite d'autoriser la compagnie transatlantique à se prévaloir d'une déchéance encourue uniquement par la faute d'un de ses agents, dans son intérêt direct et exclusif ; — Que s'il est possible à un mandant de ne pas répondre d'une faute commise par son préposé, il ne lui est certainement jamais permis d'en tirer profit ; — Qu'une telle solution serait d'autant moins admise qu'en manifestant la volonté de profiter d'un acte répréhensible commis par un de ses capitaines, la compagnie ratifie un acte, le fait sien, s'en rend complice, et qu'elle pourrait conséquemment profiter de ce qu'elle considère elle-même comme une faute personnelle ;

Attendu enfin qu'il n'a pu entrer dans l'esprit du législateur d'imposer toujours et quand même aux chargeurs l'obligation de subir la mauvaise foi d'un capitaine qui hésitera rarement à ne pas sacrifier les droits des propriétaires de la cargaison à ses intérêts personnels et à ceux de sa compagnie ;

Attendu cependant que la compagnie transatlantique ne se plaint pas seulement d'une protestation irréguliere, qu'elle reproche aussi à Pisani et à ses assureurs de ne pas avoir intenté une demande en justice dans le délai d'un mois fixé par l'art. 436 C. com. et augmenté au besoin du délai des distances entre Mehdia et Tunis; — Attendu que le délai dont s'agit a commencé à courir dans l'espece à l'expiration des vingt-quatre heures pendant lesquelles le second du *Charles-Quint*, débarqué à Mehdia, a pu agir et protester, soit le 8 juillet 1888; — Attendu d'autre part que la ville de Tunis était en même temps le domicile de l'assuré et de l'agent général de l'*Italia* qui avait souscrit la police relative au group perdu; — Que le naufrage du *Charles-Quint* a été de notoriété publique dans cette localité, au moins à partir du 15 juillet 1888; — Qu'à dater de cette époque, rien n'était plus facile à Pisani et à l'agent général des assureurs que de vérifier si le capitaine du navire abordé avait rempli les formalités prescrites par la loi, et, dans le cas contraire, d'accomplir eux-mêmes toutes les diligences nécessaires pour assurer leurs recours contre la compagnie transatlantique; — Que néanmoins ils n'ont fait signifier à cette compagnie aucun acte judiciaire ou extrajudiciaire avant le 2 août 1890, date de l'exploit introductif de la présente instance; — Qu'ils se sont bornés à requérir de son agent principal à Tunis, le 9 août 1890, un certificat attestant la perte du navire et de la marchandise; — Attendu qu'en n'indiquant pas les personnes qui doivent introduire en temps utile une demande en justice, le législateur a manifesté son intention d'imposer cette formalité à tous les intéressés du navire abordé, lorsqu'il est établi comme dans l'espèce qu'ils ont connu l'accident et qu'ils ont été à même d'agir en temps voulu; — Qu'un intérêt d'ordre général impose en effet à ceux qui ont à se plaindre d'un abordage de faire examiner et juger sans retard les actions qu'ils désirent intenter; — Attendu que l'assignation dans le délai prescrit par l'art. 436 C. com. est aussi bien exigée à peine de nullité que la signification de la réclamation prévue par le même article; — Qu'il résulte de ce qui precède que, s'il a été impossible à Pisani ou à ses assureurs de protester personnellement dans les vingt-quatre heures ayant suivi le moment où le capitaine Pierlandini a pu agir, ils ont au contraire commis une négligence en n'introduisant pas eux-mêmes une action dans le délai légal, tel qu'il a été fixé ci-dessus; — Que la faute du capitaine Pierlandini sur ce point ne saurait les relever des suites de leur propre inaction; — Que, par conséquent, l'absence de la dernière formalite prescrite par l'art. 436 permet à la compagnie transatlantique de faire déclarer non recevable la demande de l'*Italia;* — Que celle-ci cherche en vain à soutenir que la compagnie défenderesse a renoncé à se prévaloir des déchéances édictees par les art. 435 et 436 C. com. en remettant le certificat du 9 août 1888; — Que rien dans le texte de ce certificat ne permet seulement de supposer, soit que le représentant de la compagnie transatlantique ait reconnu que Pisani se trouvait en règle et en mesure de réclamer, soit que ce représentant ait voulu renoncer aux divers moyens dont il pourrait disposer, lorsque par lui-même ou par ses assureurs Pisani ferait un procès à la compagnie;

Attendu que, la demande de l'*Italia* étant ainsi non recevable, il n'échet de statuer sur le fond du litige;

Par ces motifs: — Déclare la société l'*Italia* non recevable dans sa demande, l'en déboute et la condamne aux dépens.

Sur l'APPEL de la compagnie l'*Italia*,

ARRÊT

LA COUR, — Adoptant les motifs des premiers juges, confirme purement et simplement le jugement dont est appel pour être exécuté selon sa forme et teneur ; — Condamne la compagnie l'*Italia* en tous les dépens.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; GAROT, *av. gén.* — Mes LEMAIRE et ROBE, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

9 avril 1892

Élections municipales, élection du maire et des adjoints, opérations électorales, conseil municipal, convocation, légalité, appréciation, conseil de préfecture, compétence, section de commune, érection en commune distincte, date déterminée, réunion antérieure du conseil municipal.

Il appartient au conseil de préfecture, saisi d'une protestation contre les opérations électorales relatives à la nomination d'un maire et de ses adjoints, d'apprécier la légalité des actes ayant trait à la convocation du conseil municipal ;

Par suite, ce tribunal ne saurait se déclarer incompétent à raison de l'assentiment qu'aurait donné le préfet à la convocation par le maire des conseillers municipaux chargés de procéder à l'élection.

Le conseil municipal d'une commune nouvellement élu depuis le décret qui distrait l'une des sections de cette commune pour l'ériger en commune distincte, en fixant l'effet de cette mesure à partir d'une date déterminée, ne peut se réunir avant cette date pour élire une nouvelle municipalité (1).

(1) V. sur les effets du sectionnement ou de l'érection d'une section en

(Lisbonne et Maurel)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Vu la requête présentée par les sieurs Lisbonne et Maurel, conseillers municipaux de la commune de Sidi-Bel-Abbès (département d'Oran); — La dite requête déposée au secrétariat du contentieux du conseil d'État, le 26 mars 1892 et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler un arrêté en date du 31 décembre 1891, par lequel le conseil de préfecture du département d'Oran, saisi de la protestation formée par les sieurs Lisbonne et Maurel contre les opérations électorales auxquelles il a été procédé le 6 décembre 1891, dans la commune de Sidi-Bel-Abbès, pour la nomination d'un maire et de deux adjoints, s'est déclaré incompétent pour statuer sur leur réclamation contre ces opérations électorales ; — Ce faisant, attendu que, le décret en date du 30 juin 1891, qui distrayait la section de Sidi-Khaled de la commune de Sidi-Bel-Abbès pour l'ériger en commune distincte, disposant que cette mesure n'aurait d'effet qu'à partir du 1er janvier 1892, il ne pouvait être procédé à la nomination d'une nouvelle municipalité dans la commune Sidi-Bel-Abbès qu'à partir de cette dernière date ; qu'ainsi, l'élection à laquelle il a été procédé le 6 décembre 1891, dans cette commune, pour la nomination d'un maire et de deux adjoints, doit être annulée; — Attendu, d'autre part, que c'est à tort que le conseil de préfecture s'est déclaré incompétent pour statuer sur la validité de ces opérations électorales, par le motif que le préfet ayant donné son assentiment à la convocation, par le maire, de conseillers municipaux chargés de procéder à la nomination de la nouvelle municipalité, le conseil de préfecture n'était pas compétent pour connaître d'une décision de cette nature ; — Annuler : 1° l'arrêté du conseil de préfecture du département d'Oran, en date du 31 décembre 1891 ; 2° Les opérations électorales auxquelles il a été procédé le 6 décembre 1891 dans la commune de Sidi-Bel-Abbès, pour la nomination d'un maire et de deux adjoints ; — Vu l'arrêté attaqué ; — Vu la protestation devant le conseil de préfecture ; — Vu la défense présentée par les sieurs Perret, maire, Baguet et Friess, adjoints, déposée au secrétariat du contentieux du conseil d'État le 26 mars 1892 et tendant au rejet de la requête, par les

---

commune relativement aux opérations électorales : Cass., 23 mars 1875 (S., 75. 1. 470 ; *Bull. civ.*, 1875, n° 43).

motifs que le conseil de préfecture ne pouvait connaître de la validité de l'acte par lequel le préfet avait donné son assentiment à la convocation des conseillers municipaux chargés de procéder à la nomination du maire et des deux adjoints de la commune de Sidi-Bel-Abbès, et qu'il s'est avec raison déclaré incompétent ; — Vu la dépêche par laquelle le ministre de l'intérieur transmet le dossier avec ses observations, lesdites requête, défense et observations enregistrées au secrétariat du contentieux du conseil d'État, le 25 mars 1892 ; — Vu le procès-verbal des opérations électorales auxquelles il a été procédé le 6 décembre 1891, dans la commune de Sidi-Bel-Abbès, pour la nomination d'un maire et de deux adjoints ; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ; — Vu la loi du 5 avril 1884 ;

Sur le moyen tiré de ce que le conseil de préfecture s'est à tort déclaré incompétent : — Considérant que le conseil de préfecture avait été saisi d'une protestation contre les opérations électorales auxquelles il a été procédé le 6 décembre 1891 pour la nomination d'un maire et de deux adjoints dans la commune de Sidi-Bel-Abbès, et qu'il lui appartenait, pour statuer sur la validité de ces opérations, d'apprécier la légalité des actes relatifs à la convocation du conseil municipal ; que, par suite, c'est à tort qu'il s'est déclaré incompétent, et qu'il y a lieu d'annuler son arrêté ;

Au fond : — Considérant que le décret en date du 30 juin 1891, qui prononçait l'érection de la section de la commune de Sidi-Khaled en commune distincte, disposait que cette mesure ne devait avoir d'effet qu'à partir du 1er janvier 1892 ; que dès lors, si le conseil municipal de la commune de Sidi-Bel-Abbès pouvait être renouvelé avant le 1er janvier 1892, le conseil municipal nouvellement élu ne pouvait se réunir avant cette date pour nommer une nouvelle municipalité ; qu'ainsi, il y a lieu d'annuler les opérations électorales auxquelles il a été procédé le 6 décembre 1891, dans la commune de Sidi-Bel-Abbès, pour la nomination d'un maire et de deux adjoints ;

Décide : — Art. 1er. — L'arrêté susvisé du conseil de préfecture en date du 31 décembre 1891 est annulé. — Art. 2. — Les opérations électorales auxquelles il a été procédé, le 6 décembre 1891, dans la commune de Sidi-Bel-Abbès, pour la nomination d'un maire et de deux adjoints, sont annulées.

MM. CHANTE-GRELLET, *prés.* ; DUGOURNAY, *rap.* ; JAGERSCHMIDT, *com. du gouv.*

TRIBUNAL DE SIDI-BEL-ABBÈS (Ch. correct.)

—

21 janvier 1892

—

Mariage, indigènes musulmans, loi du 23 mars 1882, déclaration à l'officier de l'état civil, contravention, sanction pénale, loi du 27 juin 1888, loi du 25 juin 1890, indigénat.

—

Aux termes de la loi du 23 mars 1882, les indigènes musulmans, à partir du jour où, conformément à l'art. 14 de cette loi, l'usage du nom patronymique devient obligatoire, sont tenus de faire les déclarations de naissance, de décès, de mariage et de divorce à l'officier de l'état civil ;

L'inobservation de ces prescriptions, en ce qui concerne les naissances et les décès, trouve sa sanction dans l'art. 20 de ladite loi, qui édicte que les crimes, délits et contraventions sont punis conformément à la loi française ;

Mais, en ce qui concerne la déclaration de mariage, la loi de 1882 n'en a pu prévoir le défaut, cette déclaration n'ayant aucune raison d'être dans les mariages français, dont la célébration est constatée par l'acte dressé par l'officier de l'état civil ;

Le Code pénal n'ayant pas eu à réprimer le défaut de déclaration, en matière française, et les dispositions de ce Code étant de droit étroit, on ne saurait dire que l'art. 20 de la loi 1882 a édicté une peine applicable au défaut de déclaration des mariages musulmans ; notamment on ne saurait appliquer à ce défaut de déclaration les dispositions de l'art. 346 C. pén., qui ne réprime que le défaut de déclaration de naissance ;

Avant la loi du 27 juin 1888 sur les infractions spéciales à l'indigénat, confirmée sur ce point par celle du 25 juin 1890, l'omission ou le retard de plus de huit jours dans les déclarations à l'autorité compétente des naissances, décès, mariages ou divorces était passible des peines édictées par les art. 464, 465 et 466 C. pén. ; mais, cette disposition n'ayant pas été reproduite dans les tableaux annexés à ces deux lois, il en

résulte qu'aucune sanction ne se trouve aujourd'hui attachée à l'inobservation des prescriptions des art. 16 et 17 de la loi du 23 mars 1882 (1).

(Min. pub. c. Baza (Zine ben Taïeb) et Merine (Abdelkader ben Zenouki).

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'il résulte des pièces de la procé-

(1) Le jugement ci-dessus met très bien en lumière une lacune que nous avons depuis longtemps signalee dans la législation relative à l'état civil des indigènes de l'Algerie. On sait que la loi du 23 mars 1882 prescrit pour ces indigènes la constitution de l'état civil et la collation d'un nom patronymique. Cette loi est aujourd'hui executée dans un grand nombre de communes, et les opérations en cours permettent d'espérer qu'elle le sera prochainement dans toute la région du Tell, selon le vœu formel de l'art. 22. — Du jour où le travail de constitution de l'etat civil a été homologué, l'usage du nom patronymique devient obligatoire pour les indigènes compris dans l'opération (art. 14, § 1er). Ceux-ci sont, de plus, à partir de cette même date, astreints aux déclarations de naissance, de décès, de mariage et de divorce (art 16).

Pas de difficulté pour les naissances ou les décès. Les actes doivent être établis dans les formes de la loi française (art. 17, § 1er), et les indigènes se conforment assez docilement à cette prescription ; d'ailleurs cette obligation est sanctionnée par l'art. 20, qui punit conformément à la loi française les crimes, delits et contraventions en matière d'état civil.

Mais il n'en est pas de même pour les déclarations de mariage et de divorce. Ici la loi de 1882 n'est pas observée et elle manque de sanction.

D'une part, le défaut de déclaration ne saurait être sanctionné civilement par la nullité du mariage ou du divorce. Car si la loi de 1882 a prescrit la « déclaration » des mariages ou des divorces, elle a laissé subsister les conditions et les formes des mariages ou des divorces entre indigènes telles qu'elles résultent du droit musulman Cette déclaration *post factum* ne constitue donc pas le mariage non plus que le divorce ; elle a simplement pour but d'en assurer la constatation régulière. L'acte de l'état civil n'est ici qu'un moyen de preuve, à défaut duquel le mariage ou le divorce est néanmoins valable et peut être prouvé par tout autre moyen, notamment par la production d'un acte dressé par le cadi

D'autre part, le défaut de déclaration ne reçoit plus aujourd'hui de sanction pénale. Autrefois, la loi du 28 juin 1881 comprenait parmi les infractions spéciales à l'indigénat « l'omission ou le retard dans les déclarations de naissance, décès, mariage et divorce ». Mais cette infraction a été supprimée par la loi du 27 juin 1888, et l'examen des travaux préparatoires de cette loi montre que cette suppression a été décidée par le motif que les faits prévus dans cette catégorie étaient réprimés par les art. 346, 358 et 359 C. pén. Cette idée était exacte pour les naissances et les décès, mais

dure et des aveux mêmes des prévenus Zine ben Taïeb (nom patronymique Baha) et Abdelkader ben Zenouki (nom patronymique Merine) qu'ils ont l'un et l'autre, en octobre 1891, dans la commune du Tessalah, négligé de déclarer à l'officier de l'état civil de cette commune le mariage contracté par le dernier avec Baha Zetti, fille du premier ; — Attendu qu'il est donc constant qu'ils ont contrevenu aux dispositions des art. 16 et 17 de la loi du 23 mars 1882, ainsi conçus : Art. 16 : « Les déclarations de naissance, de décès, de mariage et de divorce deviennent obligatoires pour les indigènes musulmans à partir du jour où, conformément à l'art. 14, l'usage du nom patronymique devient lui-même obligatoire. » — Art. 17 § 2 : « Les actes de mariage et de divorce sont établis sur une simple déclaration, faite dans les trois jours, au

---

fausse en ce qui concerne les mariages et les divorces. Dans nos lois, en effet, le défaut de déclaration des mariages et des divorces n'est ni prévu ni réprimé, par cette raison que ces actes ne peuvent être accomplis à l'insu de l'autorité : le mariage n'existe que s'il a été célébré régulièrement et le divorce doit être prononcé par justice.

La loi du 25 juin 1890 n'a pas comblé cette lacune. Il est vrai que le n° 4 du tableau annexé à cette loi ajoute aux infractions prévues par la loi du 27 juin 1888 l'inexécution des ordres donnés à propos des opérations relatives à l'application « de la loi du 23 mars 1882 (constitution de l'état civil des indigènes musulmans) ». Mais les termes ci-dessus et le silence des travaux préparatoires à ce sujet prouvent que cette addition ne vise que les opérations *administratives* du titre Ier de la loi de 1882, et non les actes de l'état civil, dont il est parlé au titre II.

L'erreur dont il s'agit a été très justement relevée par M. Burdeau dans son rapport sur le budget de l'Algérie pour 1892. « Peut-être se décidera-t-on, dit-il, à voir que, les mœurs et la constitution de la famille indigène étant ce qu'elles sont, on ne peut leur appliquer nos lois sans les y accommoder. »

N'y aurait-il pas une manière d'accommoder sur ce point nos lois aux mœurs indigènes ? La déclaration de mariage doit être faite, aux termes de l'art. 17, par le mari comparaissant devant l'officier de l'état civil avec sa femme ou son représentant légal, en présence de deux témoins ; il resterait peu de chose à faire pour décider que cette comparution constitue un véritable *mariage civil*, les indigènes demeurant libres de faire constater par le cadi leurs conventions matrimoniales, quant à leurs intérêts pécuniaires. L'officier de l'état civil pouvant être l'adjoint indigène, il n'y aurait dans cette prescription rien qui fût de nature à éveiller les susceptibilités des musulmans.

Si cette solution paraît trop radicale, il est tout au moins indispensable et urgent de rétablir, sous une forme ou sous une autre, la sanction pénale que la loi du 27 juin 1888 a eu le tort de faire disparaître.

L. CHARPENTIER.

maire de la commune ou à l'administrateur qui en remplit les fonctions, par le mari et par la femme, ou par le mari et par le représentant de la femme aux termes de la loi musulmane en présence de deux témoins. »

Attendu qu'il reste à rechercher si l'inobservation de ces prescriptions se trouve punie par l'art. 20 de ladite loi et par l'art. 346 C. pén., visés dans le réquisitoire de M. le procureur de la République, en date du 11 décembre 1891 ;

Attendu que le premier de ces articles est ainsi conçu : « Les crimes, délits et contraventions en matière d'état civil sont punis conformément à la loi française. » — Attendu qu'aucune disposition de cette loi ne prévoit et ne pouvait prévoir le défaut de déclaration de mariage, puisque cette déclaration n'aurait aucune raison d'être étant donné les formes mêmes de la célébration du mariage français auquel il est procédé et dont il est dressé acte par l'officier de l'état civil; — Attendu que le Code pénal n'a donc pas eu à réprimer le défaut de déclaration de mariage;

Attendu qu'il reste à rechercher si l'art. 346 visé dans le réquisitoire de M. le procureur de la République du 11 décembre 1891 est applicable à l'espèce ; — Attendu que cet article est ainsi conçu : « Toute personne qui ayant assisté à un accouchement n'aura pas fait la déclaration à elle prescrite par l'art. 56 du Code civil et dans les délais fixés par l'art. 55 du même Code sera punie d'un emprisonnement de six jours à six mois et d'une amende de 16 fr. à 300 fr. » ; — Attendu qu'il est manifeste que cet article ne réprime que le défaut de déclaration de naissance ; — Attendu que la disposition qu'il renferme, étant, comme toutes les dispositions pénales, de droit étroit, ne saurait être étendue au défaut de déclaration des mariages musulmans ;

Attendu que les prescriptions susrappelées des art. 16 et 17 § 2 de la loi du 23 mars 1882 n'étaient point pour cela, dans le principe du moins, dépourvues de sanction ; — Attendu, en effet, qu'aux termes de l'art. 1er § 1er de l'arrêté du préfet d'Oran du 1er octobre 1882, était considérée comme infraction spéciale à l'indigénat et comme telle passible des peines édictées par les art. 464, 465 et 466 C. pén. l'omission ou le retard de plus de huit jours dans les déclarations à l'autorité compétente des naissances, décès, mariages ou divorces ;

Mais attendu que cette disposition n'a pas été reproduite dans le tableau annexé à la loi du 25 juin 1890 qui régit aujourd'hui les infractions dont il s'agit, et que l'omission ou le retard de plus de huit jours dans les déclarations des naissances, décès, mariages ou divorces ne figure plus parmi

lesdites infractions qui sont limitativement indiquées dans ce tableau ;

Attendu qu'il résulte de tout ce qui précède qu'aucune sanction ne se trouve aujourd'hui attachée à l'inobservation des prescriptions des art. 16 et 17 de la loi du 23 mars 1882; et qu'il n'appartient pas aux tribunaux de combler cette lacune ;

Par ces motifs : — Renvoie les susnommés des poursuites sans dépens.

MM. REGNIER, *prés.* ; BEDENNE DE LALAGADE, *subst.*

TRIBUNAL DE SIDI-BEL-ABBÈS (Ch. musulm.)

—

10 mai 1892

—

Mariage, musulmans, promesse contestée, preuve testimoniale, droit de djebr, rite hanéfite, rite malékite, rites orthodoxes, parties, tribunaux, choix, faculté.

—

En droit musulman, et surtout lorsqu'il s'agit d'établir l'existence d'un acte aussi important que le mariage, la preuve testimoniale ne doit être admise par le juge que si elle est complètement concluante et si celui-ci se trouve absolument édifié sur sa sincérité ;

Spécialement, cette preuve doit être rejetée lorsqu'elle est produite contre une jeune fille, après la mort de son père, pour établir le consentement donné par ce dernier à son prétendu mariage ;

Si les indigènes musulmans ont la faculté d'adopter, pour le règlement de leurs intérêts civils, les préceptes admis par l'un des rites orthodoxes, bien que les parties n'appartiennent pas à ce rite au point de vue religieux, les tribunaux peuvent à plus forte raison user de cette faculté dans l'intérêt supérieur de la justice ;

Le rite hanéfite décidant que les enfants des deux sexes ne peuvent contracter mariage, dès qu'ils ont atteint l'age de puberté, que de leur libre consentement, les tribunaux doivent suivre les prescriptions de ce rite comme étant, des quatre

rites orthodoxes, celui qui se rapproche le plus du droit français;

Si le rite malékite accorde au père de famille le droit absolu de djebr, les docteurs de ce rite reconnaissent cependant que le père ne doit jamais l'exercer que dans l'intérêt exclusif de l'enfant (1).

(Zeghari Sid Ahmed c. El Miloud Ould Si Abderrhaman)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que Si Abderrhaman bel Kadi, agissant au nom et comme mandataire de son fils mineur El Miloud, a intenté devant le cadi de Sidi-Bel-Abbès à l'encontre de la nommée Farhouh bent Si El Kadi une action en validité du mariage qui aurait été contracté entre celle-ci et ledit El Miloud; — Attendu qu'à l'appui de sa demande il prétendait qu'à la date du 3 octobre 1883 le père de ladite Farhouh, qui était alors âgée de dix ans, l'avait verbalement promise en mariage à El Miloud moyennant une dot de 600 fr.; — Attendu que de son côté l'appelante Farhouh a nié formellement l'existence de cette promesse de mariage; — Attendu qu'en présence des dires contradictoires des parties le premier juge a mis Si Abderrahman en demeure de justifier sa demande, et que ce dernier a produit plusieurs témoins dont les déclarations ont été conformes à ses allégations; — Attendu qu'en se fondant sur leurs dépositions et sur le serment prêté par Si Abderrhaman le cadi a, par jugement du 25 juin 1891, validé le mariage dont s'agit et ordonné qu'il serait conclu moyennant la dot ci-dessus indiquée; — Attendu que cette décision a été frappée d'appel le 27 du même mois dans les formes et délais de droit; que cet appel est donc régulier et doit être accueilli;

Au fond: — Attendu que la preuve testimoniale, qui jouit dans le droit musulman d'une faveur si grande, ne doit, précisément à cause de son importance, être admise par le juge devant lequel elle est produite que lorsqu'elle est complètement pertinente et concluante, et lorsque celui-ci se trouve édifié sur sa sincérité; que ces principes doivent être rigoureusement suivis lorsque cette preuve a pour but, comme dans l'espèce, d'établir l'existence d'un acte aussi

(1) V. sur le mariage en droit musulman, trib. de Tizi-Ouzou, 11 nov. 1890 (*suprà*, p. 69), et la note; Alger, 3 févr. 1892 (*suprà*, p. 72), et la note; trib. de Tizi-Ouzou, 26 févr. 1892 (*suprà*, p. 76), et la note. — V. aussi l'étude publiée *Rev. Alg.* 1892, 1. 81.

important qu'un acte de mariage (arrêt de la Cour d'Alger du 2 juin 1863); — Attendu que dans l'espèce la preuve testimoniale produite contre une jeune fille, et après la mort de celui qui aurait consenti son prétendu mariage, ne renferme pas tous les éléments voulus pour établir suffisamment l'existence d'une union formellement déniée par l'appelante (même arrêt);

Attendu, au surplus, qu'alors même qu'on admettrait comme prouvée la promesse de mariage invoquée par l'intimé, ses prétentions n'en devraient pas moins être rejetées; — Attendu, en effet, que si les indigènes musulmans ont la faculté d'adopter pour le règlement de leurs intérêts civils les préceptes admis par l'un des rites orthodoxes, bien que les parties n'appartiennent pas à ce rite au point de vue religieux, les tribunaux *a fortiori* peuvent et doivent user de cette même faculté dans l'intérêt supérieur de la morale publique et de la justice (arrêt de la Cour d'Alger du 5 décembre 1884); — Attendu que le rite hanéfite décide que les enfants des deux sexes ne peuvent contracter mariage dès qu'ils ont atteint l'âge de puberté que de leur libre consentement et que les tribunaux doivent suivre les prescriptions de ce rite comme étant, des quatre rites orthodoxes, celui qui se rapproche le plus du droit français; — Attendu que le rite malékite lui-même, tout en accordant le droit de djebr au père de famille, reconnaît que celui-ci ne doit jamais l'exercer que dans l'intérêt exclusif de l'enfant; — Attendu que ce n'est pas un moyen d'oppression mis à la disposition du père; qu'il n'y a aucun résultat avantageux à espérer d'une union à la conclusion de laquelle l'épouse cherche à se soustraire avec une grande énergie (même arrêt); — Attendu qu'il importe d'autant plus d'appliquer ces principes à la cause actuelle qu'il est permis de se demander si le père de l'appelante, dans le cas où il fût vivant aujourd'hui, n'eût pas combattu les prétentions de l'intimé, et que, d'autre part, l'appelante, qui est âgée d'environ dix-huit ans et nubile, s'oppose énergiquement à cette union ainsi qu'il appert du procès-verbal en date du 29 décembre dernier constatant sa comparution et relatant ses dires devant le tribunal réuni en la chambre du conseil; — Attendu qu'il résulte de tout ce qui précède que la demande de l'intimé doit être rejetée et qu'il échet d'infirmer;

Par ces motifs: — Infirme, etc.

MM. REGNIER, *prés.*; BEDENNE DE LALAGADE, *subst.* — Mes LISBONNE et VIVIANI, *av.*

CONSEIL DE GUERRE DE TUNIS

—

13 avril 1892

—

Conseil de guerre, compétence, Tunisie, protectorat, indigène tunisien, vol qualifié au préjudice d'un officier français, sûreté de l'armée, territoire ennemi.

—

Les conseils de guerre en Tunisie connaissent, à l'exclusion des tribunaux de droit commun de ce pays, de tous les crimes et délits commis par des indigènes tunisiens, alors même que ces crimes et délits de seraient pas prévus par le titre II du livre IV du C. de justice militaire, dès qu'ils portent atteinte à la sûreté de l'armée (1).

(Min. pub. c. Mahmoud ben Ahmed Dammak)

Le prévenu, indigène tunisien, était poursuivi devant le conseil de guerre de Tunis pour vol qualifié commis dans le

(1) V. en ce sens cons. de guerre de Tunis, 27 avril 1887 (*Rev. Alg.*, 1888. 2. 320) et la note. — Sur la question de savoir si, au point de vue de la désertion, la Tunisie doit être considérée comme territoire français ou territoire étranger, V. cons. de rév. d'Alger, 23 avril 1885 (*Rev. Alg.* 1885. 2. 254) et la note; cons. de rév. de Paris, 6 juill. 1891 (*Rev. Alg.* 1891. 2 520) et la note.

Les conclusions déposées par le défenseur de l'accusé à l'appui de l'exception d'incompétence par lui soulevée contenaient l'argumentation suivante :

« Par suite des traités d'alliance et de reconnaissance du protectorat en date des 12 mai 1881 et 8 juin 1883, intervenus entre la France et la Tunisie, la situation de nos troupes d'occupation ne peut pas être considérée comme celle d'une armée « sur un territoire ennemi » Le conseil de révision de Paris, dans son jugement du 6 juillet 1891, l'a si bien reconnu qu'il a déclaré que les insoumis et malfaiteurs d'origine française qui cherchent un refuge en Tunisie doivent être considérés comme se trouvant sur le territoire français.

» D'autre part, l'art 63 C. justice militaire ne rend justiciables des conseils de guerre que les individus prévenus d'un des crimes ou délits prévus par le titre II du livre IV du présent Code, c'est-à-dire d'un crime ou délit contre le devoir militaire ou portant atteinte à la sécurité des troupes. Or le crime reproché à Mahmoud ben Ahmed Dammak n'est nullement compris dans le titre II du livre IV du Code militaire. Le vol qualifié dont il est accusé n'est point un crime contre le devoir militaire et ne porte pas atteinte à la sécurité des troupes françaises en Tunisie. L'art. 63 ne

domicile particulier et au préjudice d'un officier français. Sur le déclinatoire d'incompétence proposé par le défenseur, le conseil a statué comme suit :

JUGEMENT

LE CONSEIL, — Vu les conclusions déposées sur le bureau

lui est donc pas applicable, même en admettant que la Tunisie soit considérée comme territoire ennemi.

» En outre, la circulaire du ministre des affaires étrangères du 14 avril 1882 ne vise que les troupes faisant partie du corps d'occupation qui se rendent coupables des délits prévus par les art 211, 212, 218 et 219 C. justice militaire (abandon de poste, sommeil de factionnaire, refus d'obéissance, violation de consigne). Elle ne parle nullement des sujets tunisiens, qui, depuis l'abolition des capitulations, sont demeurés justiciables des tribunaux de droit commun et non des conseils de guerre. Ladite circulaire n'est donc nullement applicable dans l'espèce et ne saurait ainsi rendre le conseil de guerre compétent pour juger un indigène tunisien, accusé de vol qualifié au préjudice d'un officier de l'armée française.

» Enfin les arrêts de la Cour de cassation des 19 janvier, 23 juin, 14 et 28 décembre 1865 ont visé plusieurs faits de l'occupation de Rome par l'armée française pendant ladite année. Or, on ne saurait comparer la situation de la division française d'occupation à Rome avec celle de la brigade d'occupation en Tunisie. La division française à Rome pouvait, en 1864 et 1865, se considérer comme étant en territoire ennemi ; elle devait se protéger et se défendre contre des attaques incessantes, alors qu'aucuns tribunaux de droit commun n'existaient dans cette ville, par suite de la guerre. Cette absence de tribunaux de droit commun est la seule cause de la déclaration de compétence du conseil de guerre en territoire ennemi. En effet, un arrêt rendu par la Cour de cassation le 24 août 1865 est ainsi conçu : « Les crimes commis par les habitants d'un pays étranger » occupé par les troupes françaises (le Mexique) et portant atteinte à la » vie de ceux qui composent l'armée d'occupation sont, en l'absence de » tout autre tribunal de répression régulièrement organisé, de la compé- » tence des conseils de guerre français, alors même que l'accusé ne serait » ni militaire, ni assimilé aux militaires.... »

» Le conseil de guerre, tribunal d'exception, ne peut juger que les personnes désignées par la loi et dans des circonstances également précises, et il en est ainsi surtout lorsqu'il se trouve dans un pays où existent des tribunaux de droit commun.

» La loi du 27 mars 1883 porte organisation de la juridiction française en Tunisie. Le décret du 2 septembre 1885, rendu avec l'assentiment du gouvernement français, a rendu justiciables des tribunaux français organisés par ladite loi du 27 mars 1883 les sujets tunisiens qui commettraient des crimes, en Tunisie, au préjudice des Français ou protégés français. Le tribunal français, tribunal de droit commun, est donc compétent pour statuer sur le vol qualifié qui aurait été commis par l'accusé au préjudice d'un officier français. »

du conseil par le défenseur de l'accusé, dont il a été donné lecture, tendant à ce qu'il plaise au conseil se déclarer incompétent pour juger Mahmoud ben Ahmed Dammak ; — Ouï le commissaire du gouvernement-rapporteur en ses réquisitions, tendant à ce que le conseil de guerre se déclare compétent et qu'il soit passé outre aux débats ;

Attendu qu'il est de jurisprudence constante, affirmée par de nombreux arrêts de la Cour de cassation, notamment ceux des 19 janvier, 23 juin, 14 et 28 décembre 1865 et 13 septembre 1866, que les tribunaux d'un corps expéditionnaire français connaissent en général de tous les crimes et délits commis par des étrangers sur le territoire ennemi, même quand ces crimes ou délits ne rentrent pas dans les prévisions du titre II du livre IV du présent Code, s'ils portent atteinte à la sûreté de l'armée ; et qu'à cet égard, l'art. 63 C. justice militaire doit être complété par l'art. 77, n° 34 du même Code, et par les principes supérieurs du droit des gens ;

Vu les art. 123 et 124 C. justice militaire, dont il a été donné lecture publiquement ;

Par ces motifs : — Déclare qu'il est compétent pour juger le nommé Mahmoud ben Ahmed Dammak, susqualifié, et ordonne qu'il sera passé outre aux débats.

MM. le colonel COURTIEL, *prés.* ; le capitaine BICHEMIN, *com. du gouv.-rap.* ; Me JOBARD, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

20 décembre 1890

Compétence, Tunisie, tribunaux français, Tunisiens, référé, immeuble, nomination de séquestre, action, caractère.

La demande tendant à la nomination d'un séquestre chargé de l'administration de biens immeubles n'a pas le caractère d'une action immobilière ;

En conséquence, la juridiction française en Tunisie est compétente pour ordonner, en état de référé, au cours d'une reddition de comptes de tutelle entre Tunisiens, pendante devant la même juridiction, le séquestre des immeubles, non

immatriculés, appartenant aux mineurs, sauf au tuteur à se pourvoir devant tels juges que de droit, à l'effet, le cas échéant, d'obtenir distraction, à son profit, des immeubles qui lui appartiennent personnellement.

(Mohamed ben Cheik El Hadj Ali Deldoul c. Consorts Ben Mansour).

Le président du tribunal de première instance de Sousse a, le 7 janvier 1890, rendu l'ordonnance de référé suivante :

NOUS, PRÉSIDENT, — Attendu que le défendeur, tuteur des requérants, aurait été condamné, par un jugement du tribunal de Sousse, en date du 20 novembre 1889, à rendre ses comptes de gestion auxdits requérants depuis l'année 1883 jusqu'à ce jour ; — Que sa conduite serait répréhensible à l'égard de ses pupilles dont il aurait jusqu'à présent exploité les propriétés et ce, à son profit ; — Qu'il y aurait donc lieu de prendre des mesures conservatoires à l'encontre du défendeur, qui, en apprenant le résultat du jugement du 20 novembre, aurait aussitôt vendu la récolte des oliviers sis sur la propriété des requerants, ses pupilles ; — Qu'il y aurait urgence à nommer un sequestre ; — Attendu que, quoique régulièrement cité, le défendeur n'a pas constitué défenseur ; — Qu'il y a donc lieu de proceder à son encontre par defaut et d'adjuger aux demandeurs les fins et conclusions de leur demande, qui est justifiée par les documents produits ;

Par ces motifs : — Au principal, renvoyons les parties à se pourvoir ; — Et cependant, dès à présent, et par provision, — Nommons séquestre des propriétés des consorts Deldoul le plus ancien des anciens de l'agriculture de Touza ; — Disons que ledit séquestre vendra les récoltes, de quelque nature qu'elles soient, provenant des propriétés des requérants ou faisant partie de la succession de feu El Hadj Deldoul, leur auteur commun ; — Que ledit séquestre en conservera le prix jusqu'à ce que par justice il en soit autrement ordonné ; — Depens réservés.

Sur l'APPEL de cette ordonnance, la Cour a statué dans les termes suivants :

ARRÊT

LA COUR, — Considérant qu'il ne s'agit point, dans l'espèce, d'une contestation touchant un droit immobilier, mais d'une mesure visant l'administration de biens de mineurs, mesure provoquée par la gestion compromettante d'un tuteur exploitant à son profit les biens de ses pupilles, et qui, sur l'injonction de rendre compte, à lui tuteur, faite par jugement du tribunal de Sousse, aurait depuis, par des ventes inconsidérées

des récoltes, aggravé la situation des mineurs ; — Considérant qu'en l'état, visant l'urgence, le président du tribunal de Sousse, statuant en état de référé, agissait dans les limites et les termes de sa compétence; — Considérant qu'il n'y a pas lieu de faire droit au subsidiaire des conciusions de Cheik Ali Deldoul tendant à obtenir distraction, dans les biens provenant de la succession d'El Hadj Ali Deldoul, d'immeubles prétendus habousés à son profit, l'ordonnance de référé n'ayant pu viser que les biens dévolus aux mineurs héritiers; — Qu'il appartient à l'appelant, en cas de difficultés touchant au droit immobilier par lui prétendu et dont la connaissance est, au surplus, par lui contestée à la juridiction des tribunaux français, de se pourvoir ainsi qu'il avisera devant les juges compétents; — Qu'il échet de confirmer;

Par ces motifs : — Confirme; — Dit que l'ordonnance de référé dont est appel sortira son plein et entier effet pour être exécutée selon sa forme et teneur; — Condamne l'appelant à l'amende et aux dépens.

MM. SAUZÈDE, *prés.*; MARSAN, *av. gén.* — Mes DOUDART DE LA GRÉE et MALLARMÉ, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

11 avril 1892

Navire, acconier, compagnie de transports maritimes, réarrimage, accident, opération étrangère au contrat d'acconage, ouvriers payés par la compagnie, officier du bord, préposé de la compagnie, imprudence, accident, responsabilité.

L'acconier d'une compagnie de transports maritimes ne saurait être responsable dans une mesure quelconque de l'accident survenu à bord pendant le cours d'une opération de réarrimage à l'un des ouvriers de l'équipe fournie par lui sur la demande de la compagnie, si, d'une part, cette opération ne rentre pas dans son contrat d'acconage, et si, d'autre part, les ouvriers sont payés par la compagnie sans l'intervention de l'acconier, demeuré absolument étranger aux arrangements relatifs aux salaires ;

Nul n'étant admis, en dehors des officiers d'un navire, à commander, à désigner et à surveiller les manipulations qui s'opèrent à bord, une compagnie maritime, responsable du fait des officiers, qui sont ses préposés, doit indemniser la victime de l'accident survenu pendant une opération de réarrimage imprudemment faite avec les écoutilles en partie garnies de leurs pommeaux pendant la manœuvre du treuil à vapeur (1).

(Compagnie générale Transatlantique c. Lauro)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les appels sont réguliers en la forme ;

Attendu qu'il est constant, en fait, que le 10 décembre 1889 une équipe d'ouvriers, commandée par un sieur Léonard Lauro, a été requise par la Compagnie Générale Transatlantique pour procéder à un travail de réarrimage à bord du vapeur le *Fournel* ; que l'un de ces ouvriers, Raphaël Lauro, a été grièvement blessé au cours de ce travail ; que l'indemnité allouée par les premiers juges n'est contestée, quant à son principe et quant à sa quotité, par aucun des appelants ; — Attendu qu'il échet purement et simplement de rechercher à la charge de qui cette indemnité doit être mise ;

En ce qui touche les frères Schiaffino : — Attendu qu'il est encore constant que, si les frères Schiaffino sont les acconiers ordinaires de la Compagnie Transatlantique, en vertu d'un contrat dont les termes ne sont contestés par aucune des parties, le travail extraordinaire à effectuer le 10 décembre, à bord du *Fournel*, ne rentrait pas dans ce contrat d'acconage ; — Que la compagnie, lorsqu'elle avait à faire exécuter des manipulations de ce genre, demandait aux frères Schiaffino une équipe d'ouvriers que ceux-ci fournissaient ; que les ouvriers, leur travail terminé, recevaient de la compagnie des bons dont les frères Schiaffino faisaient l'avance par pure complaisance, sans aucun prélèvement de bénéfice, afin de simplifier d'autant la comptabilité de la compagnie ; que ces bons comprenaient non seulement le salaire normal des ouvriers, mais encore, le cas échéant, des gratifications librement et personnellement allouées par la compagnie, sans aucune intervention ou discussion des frères Schiaffino ;

(1) V. Alger, 20 janv. 1892 *(suprà*, p. 117) et les arrêts cités en note.

— Que ces derniers demeuraient ainsi absolument étrangers aux arrangements de la compagnie avec les ouvriers, entre lesquels le chef d'équipe répartissait les sommes touchées, suivant des accords directs auxquels les frères Schiaffino n'intervenaient à aucun titre, les ouvriers étant de cette façon à la solde exclusive de leur chef, lequel avait même contracté des polices d'assurance pour se garantir des conséquences des accidents qui pouvaient se produire durant les travaux; — Attendu que, les circonstances de la cause ainsi caractérisées, on ne voit pas à quel titre les frères Schiaffino seraient, dans une proportion quelconque, responsables de l'événement à la suite duquel Raphaël Lauro a été blessé;

En ce qui touche la Compagnie Générale Transatlantique : — Attendu qu'il est également constant que les ouvriers requis le 10 décembre 1889 travaillaient immédiatement au-dessous d'une écoutille qui n'avait été dégarnie que de deux panneaux sur quatre; que les deux panneaux demeurés en place étaient chargés de huit bordelaises de vin et étançonnés au moyen de deux galiotes mobiles; que, de ces galiotes, l'une, celle de devant, heurtée par la chaîne du treuil, est sortie de son chape; l'autre, celle d'arrière, a glissé à son tour; que les deux panneaux restés sur l'écoutille ont été précipités à fond de cale avec les fûts de vin qu'ils supportaient; que Lauro, atteint à la tête et à la jambe gauche par tel ou tel de ces objets d'un poids considérable, n'est sorti de l'hôpital que le 30 mars 1890; qu'il est estropié pour le restant de ses jours; — Attendu que toute la responsabilité de ce grave accident pèse sur la Compagnie Transatlantique; — Attendu que la prudence la plus élémentaire lui imposait le devoir de faire dégarnir entièrement l'écoutille avant de permettre aux ouvriers de se livrer à leur travail de réarrimage, ce travail consistant à saisir à fond de cale, au moyen de la chaîne du treuil, les fûts déplacés par le mauvais temps, et à les transporter, au moyen du même engin, à leur place normale, manœuvre qui ne pouvait évidemment s'accomplir qu'en promenant en tous sens la chaîne du treuil, et en s'exposant à entraîner par des chocs répétés les galiotes dont on a parlé plus haut; — Attendu que ces mesures de prudence incombaient à la Compagnie Transatlantique, à l'exclusion de tous autres; — Attendu que nul n'est admis, en dehors des officiers d'un navire, à commander, à désigner, à surveiller les manipulations qui s'opèrent à leur bord; — Attendu que, dans l'espèce, les officiers du *Fournel* avaient si bien reconnu les périls de la situation, que l'un d'eux avait expressément recommandé au chef d'équipe de veiller à ce que les galiotes

mobiles ne fussent pas heurtées par la chaîne du treuil ; — Attendu que la compagnie répond évidemment du fait des officiers qui sont ses préposés ;

Attendu qu'il résulte de ce qui précède que le jugement entrepris doit être modifié, en ce qu'il a mis la responsabilité de la faute commise à la charge des frères Schiaffino et de la Compagnie Transatlantique ;

Par ces motifs : — Reçoit les appels comme réguliers en la forme ; — Au fond : — Infirme le jugement rendu le 5 novembre 1891 par le tribunal civil d'Alger ; — Statuant à nouveau : — Condamne la Compagnie Transatlantique à payer à Raphaël Lauro la somme de 12,000 fr. à titre de réparation du préjudice causé, avec intérêts de droit du jour de la demande, soit depuis le 23 janvier 1891 ; — Déboute Lauro de son action contre les frères Schiaffino ; les décharge de toute responsabilité et, par suite, de toutes les condamnations prononcées par le jugement entrepris ; — Condamne la Compagnie Transatlantique en tous les dépens de première instance et d'appel.

MM. ZEYS, *prem. prés.;* MARSAN, *av. gén.* — M^es^ ROBE, CHÉRONNET et MEUNIER, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

27 décembre 1890

Serment décisoire, délation, fait décisif, fait non décisif, complexité, rejet.

Est inadmissible, à raison du vice de complexité, le serment comprenant dans ses termes un fait sans intérêt dans la cause et qui peut être un obstacle à la prestation dudit serment sur le fait décisif.

(Chaubron c. Chaubron)

ARRÊT

LA COUR, — Considérant que Jules Chaubron est appelant d'un jugement rendu par le tribunal de Bône, en date du 28 mars 1890, qui l'a condamné au paiement envers Auguste Chaubron d'une somme principale de 2,000 fr., montant d'une reconnaissance de pareille somme, en date du 1er juillet 1888,

à échéance fin décembre de la même année; — Considérant que l'appel est basé sur ce que la clause exprimée en ladite reconnaissance serait nulle et fausse; que la signature de l'appelant n'aurait été donnée qu'à titre de complaisance;

Considérant que Jules Chaubron défère à nouveau, devant la Cour, le serment décisoire déclaré par les premiers juges inadmissible, à raison de la foi due au titre produit; — Considérant que ce serment est déféré dans les termes suivants : « Je jure avoir prêté 2,000 fr. à mon frère Jules et que ces » 2,000 fr. étaient ma propriété. » — Considérant que, si le serment décisoire peut toujours être déféré comme moyen de preuve touchant la fausseté ou la simulation d'une obligation, notamment sur le point de savoir si des valeurs, énoncées dans une reconnaissance sous signatures privées, ont été réellement fournies, le serment, néanmoins, ne serait admissible que tout autant qu'il porterait sur des faits décisifs tels que la prestation du serment devrait nécessairement entraîner le jugement de la cause; — Considérant que, la partie du serment déféré touchant le point de savoir si les 2,000 fr. prêtés appartenaient au prêteur étant un fait sans intérêt dans la cause et pouvant, à raison du caractère complexe des faits déférés, être un obstacle à la prestation du serment sur le point décisif, à savoir la remise des valeurs portées sur la reconnaissance, il y a lieu de dire le serment non admissible en l'état et, en conséquence, le rejetant, de confirmer le jugement dont est appel;

Par ces motifs : — Donnant défaut contre Auguste Chaubron; — Rejetant comme non admissible, à raison de la complexité, le serment déféré; — Confirme le jugement dont est appel; — Dit qu'il sortira son plein et entier effet; — Condamne Auguste Chaubron aux nouveaux dépens.

MM. SAUZÈDE, *prés.*; MARSAN, *av. gén.* — Me CHÉRONNET, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

3 mars 1892

Saisie immobilière, commandement, copie incomplète du jugement, nullité facultative.

Est facultative pour le juge, en Algérie, en vertu de l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, la nullité prise de

ce qu'un commandement à fin de saisie immobilière ne donne pas copie entière, comme le prescrit l'art. 673 C. pr. civ., du jugement en vertu duquel il est signifié;

Cette nullité doit être rejetée, notamment, si la copie incomplète, donnée en tête du commandement, a suffisamment averti le débiteur des condamnations prononcées contre lui (1).

(Carrère c. Rey)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Rey n'a point constitué défenseur ou avoué; qu'il échet, en conséquence, de statuer par défaut à son égard; — Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme;

Au fond : — Attendu que la nullité proposée est prise de ce que le commandement du 23 septembre 1885 n'avait point donné copie entière des deux jugements du juge de paix en vertu desquels l'huissier déclarait procéder, ainsi que le prescrit l'art. 673 C. pr. civ.; — Attendu qu'il s'agit d'une nullité d'acte d'exploit ou de procédure que, suivant les dispositions de l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, les juges ont la faculté, suivant les circonstances, d'accueillir ou de rejeter; — Que cette faculté est conférée aux juges d'une manière générale et absolue, nonobstant toutes dispositions des lois; — Qu'il échet, dans l'espèce, de rejeter la nullité proposée à raison des circonstances de la cause, et notamment à raison de ce que la copie donnée en tête du commandement du 23 septembre 1885 du jugement du tribunal de Mascara, confirmatif des jugements du juge de paix, avait suffisamment averti les consorts Carrère des condamnations en vertu desquels il était procédé;

Par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges : — Donne défaut contre Rey, faute de constitution d'avoué ou de défenseur; — Reçoit, en la forme, l'appel des consorts

---

(1) En ce sens, Alger, 25 juill. 1881 (*Bull. jud. Alg*, 1881, p 378) — Cpr. sur les nullités facultatives en matière de saisie immobilière, les arrêts rapportés Estoublon, *Jurispr. Alg.*, Table, *v° Saisie immobilière* et *Bull. jud. Alg.*, Table, *eod. verb.*; Alger, 3 dec. 1883 et 3 nov. 1886 (*Rev. Alg.*, 1887. 2. 81); Alger, 11 févr. 1888 (*Rev. Alg*, 1888. 2. 286); Alger, 2 mai 1888 (*Rev. Alg.*, 1889. 2. 469).

Carrère; — Les en déboute, au fond, et confirme le jugement déféré.

MM. BLANCKAERT, *prés.;* BROCARD, *subst. du proc. gén.* — Me DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

19 janvier 1891

Chefâa, coutume kabyle, conditions, personnes investies du droit de retrait, partage, indivision.

En Kabylie, le droit de chefâa appartient non seulement aux copropriétaires ou cohéritiers, mais aux voisins, aux gens de la kharouba, aux habitants du village, aux membres de la confédération (1);

Il importe donc peu, au point de vue de l'exercice de ce droit, qu'il y ait eu partage opéré avant l'aliénation qui donne lieu au retrait.

(Kassi ben Gassem c. Ali ben Allal)

Mohamed ben Aïssa ben Allal, neveu de Ali ben Allal, ayant, par acte du 24 décembre 1889, vendu à Kassi ben Gassem une parcelle de terre appelée Takaat-Amboularmane, Ali ben Allal se présentait le 30 janvier suivant devant le cadi de Bouïra et, aux termes d'un acte de ce jour, demandait à exercer le droit de chefâa sur la terre vendue; — Kassi ben Gassem lui opposait la tardivité de sa demande. — Par jugement du 10 juin 1890 le juge de paix de Bouïra, saisi du litige, faisait droit à la demande de Ali ben Allal. — Kassi ben Gassem ayant interjeté appel, son avocat a déposé des conclusions tendant à l'infirmation du jugement déféré, par le motif que la succession dont dépendait la terre vendue avait été partagée avant la vente, ce que l'appelant offrait de prouver;

Sur quoi, la Cour a statué dans les termes suivants :

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'il résulte des déclarations des par-

(1) V. Hanoteau et Letourneux, *Coutumes Kabyles*, t. 2, p. 402.

ties à l'audience que la terre vendue par l'acte du 24 décembre 1889 est en territoire kabyle; — Attendu que, en Kabylie, le droit de chefâa appartient à tous les membres de la confédération, aux habitants du village, aux gens de la kharouba, aux voisins, etc., et non pas seulement aux copropriétaires ou cohéritiers; — Qu'il importe peu dès lors, pour l'exercice du droit de chefâa, que la terre vendue ait été attribuée en partage au vendeur ou qu'elle soit restée indivise entre les cohéritiers;

Par ces motifs et ceux du premier juge: — Confirme le jugement déféré; — Condamne l'appelant aux dépens.

MM. BLANCKAERT, *prés.-rap.*; BROCARD, *subst. du proc. gén.* — Mes HURÉ et PROBST, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

28 mars 1892

Propriété, Algérie, législation antérieure à la loi du 26 juillet 1873, immeuble, transmission contractuelle, loi musulmane, juge de paix statuant au possessoire, preuve testimoniale.

Avant la loi du 26 juillet 1873, les transmissions d'immeubles entre indigènes musulmans étaient soumises à la loi musulmane, quelle que fût l'origine de la propriété (L. 16 juin 1851, art. 16) (1);

Si déjà à cette époque ces transmissions ne pouvaient être opposées aux tiers dont les droits dérivaient d'actes régis par la loi française, elles étaient opposables aux musulmans qui y avaient été parties et, par suite, à leurs héritiers (2);

Dès lors, une vente d'immeubles entre musulmans consentie sous l'empire de la loi du 16 juin 1851 peut, en cas de contestation, être établie par tous les modes de preuve qu'admet la loi musulmane (3);

Il importe peu que cette contestation ait été portée, à raison

---

(1, 2, 3) V. Alger 22 févr. 1890 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 293), et les arrêts cités en note.

de l'organisation actuelle de la justice en Algérie, devant le juge de paix statuant au possessoire ;

Il n'est pas nécessaire, pour établir une vente, de recourir à la preuve testimoniale, d'ailleurs toujours admissible en matière musulmane, si le droit de propriété sur les parcelles vendues se trouve justifié par les éléments de la cause.

(Consorts Ben Abderrahman c. El Hadj Ali ben Chelil)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel d'Aïcha bent Hamida et de Bel Abbès ben Hamida est régulier en la forme ;

Attendu, en outre, qu'Aïcha bent Hamida étant décédée au cours de l'instance d'appel, ses héritiers, Brahim et Khedidja bent Abderrrahman, ont déclaré reprendre l'instance pendante devant la Cour entre les deux appelants originaires et les intimés Ben Khelil ; — Qu'il y a lieu de leur donner acte de cette déclaration ;

Au fond : — Attendu qu'il est de principe qu'avant la loi du 26 juillet 1873, sur la propriété en Algérie, les transmissions de biens immobiliers entre indigènes musulmans étaient soumises à la loi musulmane ; que l'art. 16 de la loi du 16 juin 1851, sans distinguer entre le cas où la propriété reposait sur un titre français et celui où elle n'avait qu'un titre musulman pour base, était venu confirmer ce principe en disposant que les transmissions d'immeubles de musulman à musulman continueraient à être régies, comme par le passé, par la loi musulmane ; — Que, s'il est vrai que, déjà à cette époque, ces transmissions ne pouvaient être opposées aux tiers dont les droits dérivaient d'actes régis par la loi française, il n'est pas douteux qu'elles étaient opposables aux musulmans qui avaient été parties et, par suite, à leurs héritiers ;

Attendu qu'il résulte de ce qui précède qu'au cas de contestations entre les musulmans qui avaient été parties, ou leurs héritiers, ces transmissions de propriété pouvaient être établies par tous les modes admis par la loi musulmane ; — Attendu que la vente invoquée par les appelants et contestée par les intimés remonterait, si elle avait été consentie, au mois d'octobre 1866 ; qu'elle aurait eu lieu sous l'empire de la loi du 16 juin 1851, entre toutes parties musulmanes ; qu'elle serait donc régie par la loi musulmane, quelle que fût l'origine des biens qui en auraient fait l'objet,

et qu'elle serait opposable aux héritiers du vendeur, les intimés actuels, quels que soient les titres qu'ils invoquent à l'appui de leurs prétentions ; — Qu'il n'est pas sérieux de soutenir, comme le font les intimés dans leurs conclusions, que les appelants ne peuvent plus invoquer le privilège de la loi musulmane, ayant opté pour la loi française, en portant leur demande de possessoire devant le juge de paix, puisqu'ils y ont été contraints par l'organisation actuelle de la justice en Algérie ;

Attendu qu'il y a lieu de rechercher si la preuve de la vente alléguée par les appelants résulte suffisamment des pièces de la procédure écrite ou s'il échet, comme le demandent subsidiairement les appelants, de les autoriser à recourir à la preuve testimoniale, toujours admise en matière musulmane et repoussée à tort par les premiers juges, qui ont cru devoir faire à la cause application des règles de la loi française concernant le commencement de preuve par écrit, qui n'a rien à faire dans un litige de l'espèce ; — Attendu que, des notes extraites du registre de la mahakma de Blida, il résulte qu'en octobre 1866 le caïd Ali ben Hamida, auteur des appelants, a fait une acquisition qui lui a été consentie par El Hadj ben Ahmed bon Khelil, auteur des intimés; que le prix de cette acquisition, fixé à 1,500 fr , a été versé par Ali ben Hamida à El Hadj Mohamed ben Khelil, qui lui-même l'a déposé entre les mains du cadi; que la constatation de la vente par un acte authentique a été renvoyée à une époque ultérieure; que sur le prix de la vente, 1,361 fr. ont été remis, le 25 février 1867, à un nommé Mohamed ben Mustapha El Gadiri, créancier d'El Hadj Mohamed ben Khelil, et, enfin, que le reliquat du prix a été restitué à Ali ben Hamida; — Attendu que, indépendamment des indications fournies par le registre du cadi de Blida qui rendent déjà fort vraisemblable le système des appelants, on trouve, soit dans le rapport de l'expert de Cazenove, soit dans l'enquête faite par le juge de paix de Boufarik au cours d'une instance au possessoire entre les parties actuellement en cause à l'occasion des terrains qui font l'objet du litige soumis à la Cour, des déclarations et des témoignages dont on ne peut méconnaître l'importance, et qui, rapprochés des notes prises sur le registre de la mahakma de Blida, deviennent une preuve en quelque sorte palpable de la légitimité du droit invoqué par les appelants à l'encontre des intimés à la propriété des parcelles litigieuses ; — Attendu, en effet, qu'El Hadj Ali ben Khelil, l'un des intimés, a déclaré, en cours d'expertise, à l'expert de Cazenove, qui l'a retenu dans son procès-verbal, que les parcelles dont s'agit au procès

ont toujours été occupées, sans droit, par les Beni-Hamida, et qu'il n'a eu connaissance de ces parcelles et de leur indue occupation par ses adversaires au procès que depuis environ neuf ans; que, d'un autre côté, des témoignages dont la sincérité n'a été mise en doute par personne, et dont quelques-uns émanent de chefs indigènes dignes de foi, recueillis par le juge de paix lors de l'instance au possessoire dont il a été parlé ci-dessus, il résulte que, en 1888, les appelants ou leur auteur, Ali ben Hamida, étaient en possession des parcelles litigieuses depuis vingt ou vingt-deux ans; qu'El Hadj ben Mohamed ben Khellil, auteur des intimés, avait reconnu avoir vendu la parcelle numéro 80 du plan du service topographique à Ali ben Hamida, auteur des appelants; qu'Ahmed ben Khellil, frère et héritier d'El Hadj Mohamed ben Khellil, interpellé au sujet de cette vente, ne l'avait pas déniée; que, loin de là, il avait exprimé le désir de consulter les cohéritiers sur le point de savoir s'il y avait lieu de la faire constater par un acte régulier, ou, au contraire, de la considérer comme non avenue et de restituer à qui de droit la somme versée par l'intermédiaire du cadi à Mohamed ben Mustapha El Gadire, créancier du vendeur;

Attendu que la réunion de tous ces faits et circonstances jette la plus vive lumière sur la signification des notes du registre de la mahakma de Blida et établit jusqu'à l'évidence la réalité de la vente invoquée par les appelants, et, en outre, démontre que les parcelles acquises en octobre 1866 par leur auteur, Ali ben Hamida, moyennant un prix de 1,500 fr. versé au cadi sont bien celles qui font l'objet de la contestation actuelle;

Attendu qu'il y a lieu, sans qu'il soit besoin de recourir à la preuve testimoniale, subsidiairement réclamée par les appelants et toujours admissible en matière musulmane, de reconnaître, contrairement à la décision attaquée, que les consorts Hamida justifient de leur droit de propriété sur les parcelles objet de la revendication des consorts Ben Khellil; qu'il n'est pas nécessaire, non plus, dans l'espèce, d'examiner le moyen tiré de la prescription sur lequel s'appuient également les appelants, si ce n'est pour constater que la possession de ces parcelles pendant plus de vingt ans, au vu et au su de leurs adversaires et sans que ceux-ci aient pu la dénier ou prétendre qu'elle se trouve entachée de précarité, fortifie singulièrement la preuve de la réalité de la vente indiquée dans les notes du registre de la mahakma;

Attendu, en cet état, que si les appelants se prévalent de cette vente, ils déclarent et reconnaissent qu'en réalité, par

suite de la remise faite par le cadi à leur auteur de la somme de 139 fr. sur celle de 1,500 déposée à la mahakma, ils restent devoir cette somme de 139 fr. sur le prix de la vente aux intimés, héritiers de leur vendeur ; qu'ils offrent aux consorts El Hadj Ali ben Khellil la portion pouvant leur revenir sur cette somme, en leur qualité d'héritiers d'El Hadj Mohamed ben Khellil; qu'il y a lieu de leur donner acte de cette offre, mais qu'il n'y a pas lieu de leur accorder des dommages-intérêts qui ne sont pas suffisamment justifiés ;

Par ces motifs : — En la forme : — Donne acte à Si Brahim ben Abderrahman, Khedidja ben Abderrahman et Mohamed ben El Hadj de ce qu'ils déclarent reprendre l'instance d'appel, et déclare l'appel régulier en la forme ;

Au fond : — Dit les héritiers Ben Hamida bien fondés en leur appel ; — Dit bien appelé, mal jugé ; — Infirme, et, faisant ce que les premiers juges auraient dû faire, déclare les consorts Ben Khellil mal fondés dans leurs revendications des parcelles objet de l'instance ; les en déboute ; — Dit les consorts Ben Hamida propriétaires : 1° de la parcelle de terre de 2 hectares 65 ares 50 centiares faisant partie du lot numéro 80 du plan du service topographique ; 2° de la parcelle de 4 hectares 11 ares 6 centiares faisant partie du lot numéro 109 du même plan ; — Leur donne acte de l'offre qu'ils font aux intimés de la part leur revenant sur la somme de 139 fr. restant due sur le prix de vente de ces parcelles ; — Les déboute du surplus de leurs demandes, fins et conclusions.

MM. HUGUES, *ff. prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes PARISOT et JOUYNE, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

—

14 janvier 1891

—

Succession, coutume kabyle, femmes, exclusion, entretien, aliments.

—

Suivant les coutumes kabyles, les femmes ne participent pas aux successions, même de leur père ou de leur mari ; —

Elles n'ont droit, sur les biens laissés par ceux-ci, qu'au vêtement et à la nourriture (1).

(Fathma bent Sliman c. Rabah ben Aïssa)

Devant le juge de paix de Bouïra, Fathma bent Sliman demandait le délaissement de deux parcelles appelées El-Beka-M'Taa Sliman ou Ahmed et Tirzert N'Tagamint, qu'elle avait recueillies dans la succession de son père Sliman ben Ahmed, et dont Rabah ben Aïssa s'était emparé sans droit depuis cinq ans; elle demandait en outre 1.000 fr. de dommages-intérêts. — Le défendeur répondait que ces parcelles étaient sa propriété, pour les avoir acquises, la première de Ali El Hassem, la deuxième du caïd Hammouch ben Kheddis, suivant actes des 7 octobre 1885 et 14 février 1879; il demandait reconventionnellement 200 fr. de dommages-intérêts. — Après lui avoir vainement accordé un délai pour faire la justification de ses prétentions, le juge de paix, par jugement du 13 juin 1890, a débouté Fathma de sa demande.

Sur l'APPEL interjeté par Fathma, la Cour a statué dans les termes suivants :

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appelante reconnaît avec l'intimé que les terres qu'elle revendique appartiennent au territoire kabyle ; — Que, en conséquence, elles sont régies par les coutumes kabyles; — Attendu que, dans ces coutumes, les femmes ne sont pas admises à participer aux successions, même de leur père ou de leur mari, et qu'elles ont droit seulement au vêtement et à la nourriture sur les biens laissés par ceux-ci ; — Que, en conséquence, en admettant, ainsi que le prétend l'appelante, que les parcelles revendiquées par elle dépendent de la succession de son père, elle ne saurait y avoir aucun droit successoral ; — Que vainement elle prétend à l'audience qu'elles lui ont été attribuées par donation ; — Qu'elle ne produit aucune justification à l'appui de son allégation ; — Que les faits par elle posés en preuve ne sont ni pertinents ni admissibles; — Qu'il n'y a lieu par suite d'autoriser l'enquête demandée ;

Par ces motifs : — Confirme le jugement déféré ; — Dit qu'il

(1) Conf. Alger, 3 nov. 1890 (*Rev. Alg.* 1890. 2. 541) et la note.

sortira son plein et entier effet ; — Condamne l'appelante à l'amende et aux dépens.

MM. BLANKAERT, *prés.-rap.* ; BROCARD, *subst. du proc. gén.* — Mes SUSINI et NEUGASS, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

28 mars 1892

Exécution, arrêt, procès-verbal de carence, absence du débiteur, nullité, acte de procédure, défense au fond.

Ne saurait être considéré comme l'exécution d'un arrêt le procès-verbal de carence qui n'a pas été fait en présence du débiteur lui-même, mais seulement de sa femme (1).

Aux termes de l'art. 173 C. pr. civ. la nullité des actes de procédure doit être proposée avant toute défense au fond ; si, par suite, une partie se borne à conclure, dans une requête d'opposition, à la rétractation d'un arrêt de défaut en invoquant des moyens de fond, elle ne peut plus valablement rectifier à cet égard, par un acte postérieur, les formes de sa requête.

(Canac c. Dormoy)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'opposition est régulière en la forme ; — Attendu, sur la recevabilité de l'opposition, que Dormoy soutient que celle-ci n'est recevable à aucun titre : 1° parce qu'elle est postérieure à l'exécution de l'arrêt de défaut du 4 novembre 1891 ; 2° parce que Canac a conclu au fond avant de demander la nullité de la procédure ;

Sur le premier moyen : — Attendu que le procès-verbal de carence dressé le 20 janvier 1892 ne peut être considéré comme

---

(1) Cpr. Paris, 4 janv. 1840 et Civ. cass., 21 mai 1834 (Dall., J. G., v° *Jugem. par déf.*, 150-5°, 406-6°) ; Douai, 15 juin 1844 (*ibid.*, 150-6°) ; Toulouse, 16 févr. 1850 (D. P., 51. 2. 39).

une exécution de l'arrêt susvisé, puisqu'il n'a pas été fait en présence de Canac lui-même; que, sans doute, il l'a été en présence de la dame Canac, et qu'il est peu vraisemblable qu'elle n'en ait pas rendu compte immédiatement à son mari; mais que, s'agissant, dans l'espèce, d'une déchéance, il convient de s'en tenir à la théorie rigoureuse admise par la jurisprudence;

Sur le deuxième moyen : — Attendu qu'il est constant que, dans sa requête d'opposition du 25 janvier 1892, Canac n'a en rien contesté la validité de la procédure suivie contre lui; qu'il s'est borné à conclure à la rétractation de l'arrêt de défaut du 4 novembre précédent et à l'infirmation du jugement du 4 juillet 1889 par le motif qu'il n'avait jamais joui, ni par lui-même ni par son auteur, des immeubles par lui acquis le 19 novembre 1885, et que, dès lors, il ne saurait être tenu de payer les intérêts de son prix; — Attendu que vainement Canac cherche à opérer le sauvetage de son opposition, en alléguant qu'il s'est empressé, par un acte du 14 mars 1892, de rectifier les erreurs et les lacunes de la requête d'opposition rédigée avec trop de précipitation et sur ces documents incomplets; — Attendu que cette rectification est évidemment inopérante, le bénéfice de la requête d'opposition étant acquis à Dormoy et ne pouvant plus lui être retiré sans son consentement exprès; — Attendu que non moins vainement Canac soutient l'inapplicabilité de l'art. 173 C. pr. civ. à la cause; — Attendu, en effet, qu'il ne s'agit pas dans l'espèce d'un vice de forme ayant trait à la capacité ou à l'intérêt de Canac; qu'il importe peu qu'il ait été à tort pris comme héritier de son père ou comme acquéreur direct et personnel des immeubles dont s'agit, sa qualité de propriétaire, seule intéressante pour lui, demeurant la même dans l'une et l'autre des deux hypothèses; que, si par suite d'une erreur explicable par l'identité de l'un de ses prénoms avec le prénom de son père, erreur dont il est, à certains égards, responsable, puisqu'il est dénommé Philippe Canac, dans le jugement du 4 juillet 1889, où il était demandeur, les époux Fournier ont été à tort compris dans la procédure, il n'en résulte encore aucun grief pour lui; — Attendu, dans ces circonstances, que la nullité proposée est de celles que vise l'art. 173 C. pr. civ. et qu'elle aurait dû être proposée avant toute défense au fond; — Attendu, par conséquent, que l'opposition est irrecevable, et qu'il échet de maintenir l'arrêt de défaut du 4 novembre 1891 et, par suite, le jugement dont est appel;

Attendu que Dormoy demande acte de ce qu'il conclut à la mise hors de cause des époux Fournier;

Par ces motifs : — Reçoit l'opposition comme régulière en la forme ; — Déclare l'opposition irrecevable ; — Maintient l'arrêt de défaut du 4 novembre 1891, et ce faisant confirme en tant que de besoin le jugement entrepris ; — Met toutefois les parties hors de cause ; — Déboute les parties de toutes plus amples fins et conclusions ; — Condamne Canac en tous les dépens.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes NEUGASS et LEMAIRE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

14 mars 1892

Concession de terres domaniales, bail de colonisation, propriété conditionnelle, effet rétroactif, communauté entre époux, acquêt de communauté.

En matière de bail de colonisation, la promesse conditionnelle de propriété n'a pas d'effet rétroactif et l'acquisition de la propriété ne remonte pas au jour du contrat de bail (1) ;

Par suite, si une concession à titre définitif est attribuée, au cours d'un mariage, conformément à l'art. 32 du décret du 30 septembre 1878, à l'un des époux qui jouissait déjà de cette concession, avant le mariage, comme locataire au titre II en vertu d'un bail avec promesse de propriété, consenti par l'État suivant le décret du 15 juillet 1874, cette concession forme un acquêt de communauté et non pas un bien propre à l'époux attributaire (2).

(Dame Laroque c. Cayron)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme ;
Sur la fin de non recevoir opposée par l'intimé et tirée de

(1, 2) V. Alger, 27 oct. et 1er déc. 1884 (*Rev. Alg.*, 1885. 2. 275), et la note ; Alger, 31 mars 1890 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 303) et la note.

ce que la demande de l'appelante, si elle était accueillie par la justice, aurait pour effet de détruire le jugement du 22 mai 1890, qui a ordonné la liquidation de la communauté ayant existé entre les parties, alors cependant que ce jugement est passé en force de chose jugée : — Adoptant les motifs de la décision dont est appel;

Sur l'exception tirée de ce que l'appelante aurait dû agir non par action directe, mais conformément à la procédure prescrite pour le règlement des contestations soulevées devant le notaire liquidateur : — Adoptant également les motifs qui ont déterminé les premiers juges;

Au fond : — Attendu qu'à la date du 28 août 1876, un bail, sous promesse de propriété définitive, a été consenti par l'État à Cayron, alors célibataire, conformément au décret du 15 juillet 1874; — Attendu que Cayron a contracté mariage avec l'appelante le 23 juillet 1878; que ce mariage a été célébré devant l'officier de l'état civil sans contrat, et que, par suite, les époux se sont placés sous le régime de la communauté légale; — Attendu qu'à l'époque où cette communauté a pris naissance, Cayron n'avait sur le lot des terres domaniales qu'il tenait de l'administration d'autres droits que ceux d'un locataire au titre II, c'est-à-dire un droit de jouissance et un droit éventuel à la propriété, la propriété de la concession restant réservée à l'État jusqu'à l'expiration des cinq années fixées pour la durée du bail; — Qu'il est généralement admis par la jurisprudence que, en matière de bail de colonisation, la promesse conditionnelle de propriété n'a pas d'effet rétroactif, et que l'acquisition de la propriété ne remonte pas au jour du contrat de bail; — Attendu qu'il importe peu que, à la date du 16 janvier 1879, environ six mois après la célébration du mariage, il soit intervenu, entre l'administration et les époux Cayron, un nouveau bail de la même concession établi conformément au décret du 15 juillet 1874, avec engagement de résidence de la part des deux époux; que ce nouveau bail, qui s'est substitué au premier, n'a modifié en aucune manière la nature du droit du mari sur les terres louées par l'État; — Attendu que, le 20 février 1879, ce nouveau bail a été transformé, conformément aux dispositions de l'art. 32 du décret du 30 septembre 1878, en concession provisoire, et que le 17 décembre suivant un titre définitif de propriété a été délivré au mari, sans que sur ce titre il ait été fait mention de la femme; — Attendu, en cet état des faits, qu'il est constant que Cayron n'est devenu propriétaire des terres faisant partie du bail de colonisation et de la concession qui a été substituée à ce bail que postérieurement à son union avec l'appe-

lante et au cours de cette union ; que, dès lors, sans qu'il soit besoin d'autres considérations, il en résulte, par l'application à la cause du droit commun, que ces terres sont des acquêts de communauté et ne peuvent, à aucun titre, être considérées comme biens propres à l'un des époux ;

Par ces motifs : — En la forme, reçoit l'appel comme régulier et confirme la décision attaquée en ce qu'elle a rejeté les exceptions présentées par l'intimé ; — Au fond : — Dit bien appelé, mal jugé ; — Infirme le jugement attaqué ; — Et statuant à nouveau : — Dit que l'immeuble faisant l'objet du titre définitif du 17 décembre 1879, bien que délivré au nom du mari seul, est acquêt de communauté ; — Ordonne qu'en conséquence le notaire liquidateur, Me Friess, fera figurer cet immeuble dans la liquidation de la communauté ayant existé entre les parties ; — Emploie les dépens de première instance et d'appel en frais de liquidation de la communauté.

MM. HUGUES, *ff. prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes TILLOY et JOUYNE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

11 avril 1892

Ordre, contestation, mise en cause de la partie saisie, nullité, omission réparée en appel, évocation, expertise, immeuble hypothéqué, valeur vénale, détermination, frais, accessoires de la créance, Crédit foncier, capitalisation des intérêts, statuts, inscription spéciale.

Il ne résulte pas des art. 760 et suiv. C. pr. civ., relatifs aux contestations en matière d'ordre, que la partie saisie doive être mise en cause à peine de nullité ;

Cette omission peut d'ailleurs être réparée en cause d'appel, et dans ce cas il appartient à la Cour d'évoquer le fond aux termes de l'art. 473 du même Code.

Les frais d'une expertise faite à la requête d'un créancier pour connaître la valeur vénale des immeubles hypothéqués et devant faire l'objet de la vente, alors même qu'ils ont été payés postérieurement à la réalisation du gage, doivent être

considérés comme accessoires de la créance et compris dans le règlement provisoire comme les frais d'administration, si l'expertise est antérieure à cette réalisation.

La capitalisation des intérêts prévue par les statuts du Crédit foncier et valablement stipulée dans un contrat est opposable aux créanciers hypothécaires si le Crédit foncier a eu soin de porter les droits qu'il puise à cet égard dans ses statuts à la connaissance des tiers, en prenant une inscription spéciale.

(Crédit foncier c. Biottot et autres)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme ; — Attendu que les consorts Méalin, Paul Aribaud, André et Philippe Krantz, intimés, ne comparaissent pas, ni personne pour eux ; — Qu'il échet de statuer par défaut à leur égard ;

Sur la recevabilité de l'appel : — Attendu que la demande est indéterminée ; que le débat ne roule pas seulement sur une différence d'intérêts et sur des frais d'administration, mais encore sur le point de savoir si la liquidation des intérêts stipulés entre le Crédit foncier et son débiteur peut être opposée aux créanciers hypothécaires ; — Attendu, dès lors, que l'appel est recevable ;

Sur la nullité du jugement : — Attendu que l'appelant, se fondant sur ce que la partie saisie n'a pas été mise en cause, soutient que le jugement serait nul, aux termes des art. 760 et suiv. C. pr. civ. ; — Attendu que rien dans les articles visés ne prescrit, sous peine de nullité, l'observation de la formalité exigée par les intimés ; — Attendu qu'en fût-il ainsi, cette omission a été réparée en cause d'appel, et la Cour peut, aux termes de l'art. 473 C. pr. civ., évoquer le fond ; — Attendu, au surplus, que ce moyen parait avoir été abandonné ;

Au fond : — Attendu, en ce qui touche les frais d'administration s'élevant à la somme de 89 fr. 25 cent., qu'ils sont les accessoires nécessaires et justifiés de la créance ; qu'un doute pourrait tout au plus subsister à l'égard de l'expertise à laquelle il a été procédé par le Crédit foncier, le paiement des frais de cette opération n'ayant eu lieu que le 1er août 1890, c'est-à-dire postérieurement à la réalisation du gage ; — Attendu, toutefois, sur ce point, que la date du paiement des frais n'implique pas que l'expertise ait eu lieu à la même époque ; que le Crédit foncier allègue, avec une grande appa-

rence de raison, qu'il a été procédé, le 21 mars précédent, c'est-à-dire à une époque où il lui importait beaucoup de savoir quelle était la valeur vénale des immeubles hypothéqués, afin de prendre un parti au moment de la vente; — Attendu que les intimés n'ont en rien contredit ni offert de détruire ces affirmations; qu'il est superflu de recourir à la preuve offerte par le Crédit foncier; — Attendu que c'est donc avec raison que la somme de 89 fr. 25 cent. avait été admise par le règlement provisoire, et c'est à tort que les premiers juges ont cru devoir écarter une production justifiée par les contrats intervenus entre les parties et garantie par des inscriptions régulières;

Attendu, sur la capitalisation des intérêts, qu'elle est prévue et imposée par les statuts qui régissent l'institution du Crédit foncier; qu'elle a donc été valablement stipulée dans les contrats dont s'agit; — Attendu que l'argument tiré de ce que, valable entre les parties contractantes, cette stipulation doit demeurer étrangère aux créanciers hypothécaires, par application implicite de l'art. 2151 C. civ., n'est pas sérieux; — Attendu, en effet, que le Crédit foncier a eu soin de sauvegarder les intérêts ainsi capitalisés et de porter les droits qu'il puise dans les statuts à la connaissance des tiers, en prenant de ce chef une inscription spéciale; — Attendu que ces derniers sont donc mal fondés dans des critiques qui ne pourraient être admises qu'à défaut d'une inscription spéciale, le Crédit foncier devant, dans cette hypothèse, être traité comme un créancier ordinaire et suivant les principes du droit commun; — Attendu que ces motifs sont suffisants pour entraîner l'infirmation du jugement attaqué et le maintien du règlement provisoire, sans qu'il soit utile d'examiner les autres moyens proposés;

Par ces motifs: — Donne défaut contre les consorts Méalin, Aribaud, André et Philippe Krantz, intimés défaillants qui ne comparaissent pas ni personne pour eux; — Reçoit l'appel comme régulier en la forme; — Dit l'appel recevable; — Au fond: — Sans s'arrêter au moyen de nullité proposé contre le jugement du 16 juin 1891; — Infirme ledit jugement, et statuant à nouveau; — Dit les intimés mal fondés dans leur contredit; — Dit que les collocations attaquées seront maintenues en leur entier et que le règlement définitif sera établi sur les bases du règlement provisoire; — Condamne les intimés en tous les dépens de première instance et d'appel.

MM. ZEYS, *prem. prés.;* MARSAN, *av. gén.* — Mes BORDET et GARAU, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

—

17 mars 1892

—

Jugement, plumitif d'audience, débat, juge absent, nullité. — Louage d'ouvrage, entreprise de chemins de fer, clauses et conditions générales, tâcheron, principe, inapplication, mesure, exécution des travaux.

—

L'absence, constatée au plumitif d'audience, de l'un des juges qui a pris part au jugement, à l'audience où la cause a été plaidée et mise en délibéré, entraîne la nullité de ce jugement; toutefois la juridiction d'appel peut évoquer et statuer au fond si la cause est en état.

Les clauses et conditions générales des entreprises de chemins de fer, acceptées par l'entrepreneur, ne lient que celui-ci et la compagnie, et sont, en principe, étrangères au contrat intervenu entre l'entrepreneur et le tâcheron, ou du moins ne n'y appliquent que dans la mesure où le tâcheron les a acceptées en ce qui touche seulement l'existence même des travaux pour lesquels il a traité.

(Garès et Laforêt c. Hollender)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les appels sont réguliers et recevables en la forme;

Au fond : — Sur l'exception de nullité du jugement du 9 octobre 1891 : — Attendu qu'il résulte du certificat délivré par le greffe du tribunal de commerce de Constantine qu'il est constaté au plumitif d'audience que l'un des juges qui a pris part au jugement entrepris n'a point assisté à l'audience où la cause a été plaidée et mise en délibéré ; — Que ce jugement est, en conséquence, entaché de nullité ; — Que, toutefois, la cause étant en état de recevoir solution, il échet, en annulant, pour vice de forme, le jugement déféré, d'évoquer et de statuer au fond ;

Sur la déchéance opposée par les appelants et fondée sur

l'art. 26 des clauses et conditions générales des entreprises des chemins de fer l'Est-Algérien : — Attendu que lesdites clauses et conditions générales acceptées par l'entrepreneur ne lient que celui-ci et la compagnie, et qu'elles sont, en principe, étrangères au contrat intervenu entre l'entrepreneur et le tâcheron ; — Qu'il résulte des documents de la cause que, suivant les conventions intervenues entre les parties, Hollender s'est engagé à exécuter ses travaux conformément aux dessins, cahier des charges et conditions générales de la Compagnie de l'Est-Algérien, ainsi qu'aux ordres qui lui seront donnés par les agents de ladite compagnie, et que, en un mot, il s'est mis au lieu et place des entrepreneurs, en ce qui concerne l'exécution de ses travaux ; — Qu'il suit de là que Hollender ne s'est soumis auxdites clauses et conditions générales qu'en ce qui touche l'exécution même des travaux pour lesquels il avait traité, et que, pour le surplus, elles ne lui sont point opposables ; — Que, d'ailleurs, en fait, ainsi que l'ont reconnu les premiers juges, Hollender a agi, à l'égard des entrepreneurs, dans les conditions strictes de l'art. 26 précité, puisque, les appelants lui ayant envoyé, le 5 avril 1890, le décompte que la Compagnie lui avait notifié la veille, il leur a remis ses contredits le 17 du même mois ; — Que l'exception de déchéance proposée par les appelants n'est donc nullement justifiée ;

Sur la nullité de l'expertise : — Attendu que les appelants ont été régulièrement appelés aux opérations de l'expert ; — Qu'ils ont été, en effet, sommés : 1° par exploit du 3 septembre 1890, d'assister à la prestation de serment de l'expert le 5 du même mois ; 2° par exploit du 3 octobre suivant, d'assister à l'ouverture des opérations de l'expertise le 6 octobre dans les bureaux de l'expert ; 3° par exploit du 26 mai 1891, d'assister à la reprise et à la continuation desdites opérations le 30 du même mois ; — Que, dès lors, s'ils n'ont suivi l'expertise qu'à partir de cette dernière date, ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes ; — Que l'expert a, d'ailleurs, complètement rempli sa mission, telle qu'elle avait été déterminée par les jugements des 29 août 1890 et 1er mai 1891 ; — Que la Cour puise dans le rapport et dans les documents de la cause les éléments d'appréciation nécessaires pour faire droit ; — Qu'il n'y a lieu, par suite, d'ordonner une nouvelle expertise ;

Sur la demande de Hollender en paiement de solde des travaux : — Attendu qu'il résulte des documents et explications produits en la cause qu'il échet de fixer ledit solde à la somme de 1,327 fr. 59 cent. ;

Sur les dommages-intérêts demandés par Hollender : —

Attendu que l'intimé ne justifie d'aucun préjudice qui ne soit suffisamment réparé par l'allocation des intérêts de droit et des autres dépens ;

Par ces motifs et ceux des jugements des 29 août 1890 et 1er mai 1891, et s'appropriant, au surplus ceux qui avaient déterminé la décision annulée du 9 octobre 1891 : — Reçoit les appels en la forme ; — Faisant droit, au fond, à l'appel du jugement du 9 octobre 1891 : — Annule pour vice de forme ledit jugement ; — Évoquant et statuant au fond : — Condamne Garès et Laforêt, conjointement et solidairement, à payer à Hollender, avec intérêts de droit, la somme de 13,237 fr. 59 cent. pour solde de travaux exécutés par lui ; — Confirme les jugements des 29 août 1890 et 1er mai 1891.

MM. BLANKAERT, *prés.* ; BROCARD, *subst. du proc. gén.* — Mes JOUYNE et TILLOY, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

18 mars 1892

Louage, bail, destination de la chose louée, art. 1728 C. civ., présomption, profession du preneur.

La destination de la chose louée, suivant laquelle le preneur doit jouir, aux termes de l'art. 1728 C. civ., lorsqu'elle n'est pas fixée par le bail, est déterminée principalement par la profession du preneur, surtout si la présomption qui résulte de cette présompiion se trouve confirmée par les autres circonstances de la cause (1).

(Zacharie Chiche c. Dame Barrois)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les appels principaux de Chiche et de la dame Barrois, et l'appel incident de celle-ci sont réguliers et recevables en la forme ;

(1) Cpr. trib. civ. Seine, 2 nov. 1886 (G. P., 86. 2. 842) ; Lyon, 11 janv. 1882 (G. P , 82. 1. 530). — Toutefois, certains arrêts décident qu'en

Au fond : — En ce qui touche la demande principale contre Chiche : — Attendu que, aux termes des stipulations du bail consenti par Chiche à la dame Barrois, Chiche était tenu d'assurer à celle-ci la paisible jouissance du magasin loué, suivant la destination convenue, et notamment de la prémunir contre toute concurrence de la part de ses autres locataires préjudiciable à son commerce de modes ; — Que l'infraction à ces stipulations, retenue à bon droit par les premiers juges, a cessé le 15 novembre dernier par la sortie de la dame Barrois du magasin loué, par suite de congé signifié à celle-ci par Chiche à la fin de la première période tertiaire de son bail ; — Que, dans ces conditions, ladite infraction ne saurait plus avoir d'autre sanction que l'allocation de dommages-intérêts en réparation du préjudice causé à la dame Barrois ; — Que la Cour a les éléments d'appréciation nécessaires pour déterminer le quantum des réparations dues à la demanderesse ;

Sur la demande en garantie de Chiche contre Chouquet : — Attendu que, aux termes de l'art. 1728 C. civ., le preneur est tenu d'user de la chose louée suivant la destination qui lui a été donnée par le bail, ou suivant celle présumée d'après les circonstances, à défaut de conventions ; — Que, si, dans le bail intervenu entre Chiche et Chouquet, aucune destination n'est donnée formellement au magasin loué, il échet de remarquer que Chouquet s'y attribue la profession de marchand de machines à coudre ; — Que la profession du preneur est la principale circonstance à consulter pour déterminer la destination de l'immeuble loué ; — Que la présomption qui résulte de cette indication de profession est d'ailleurs confirmée par les autres circonstances de la cause ; — Qu'il est donc constant que, dans la commune intention des parties, Chouquet avait loué le magasin dont s'agit pour le faire servir aux usages qu'exigeait sa profession de marchand de machines à coudre ; — Qu'il est établi par les documents et renscignements produits en la cause que Chouquet s'est livré habituellement, dans le magasin loué, au commerce des articles de modes, et qu'il a violé, par suite, les conditions de son contrat ; — Qu'il est tenu de réparer le préjudice qu'il a ainsi causé à son bailleur et de le garantir des condamnations prononcées contre lui par sa faute ;

Par ces motifs et ceux des premiers juges non contraires :

---

l'absence de toute clause spéciale du bail, la destination de la chose louée est déterminée par celle qu'elle avait prédemment avec les locataires antérieurs. — V. trib. civ. Seine, 3 août 1882 (G. P, 83. 2 3442) ; Grenoble, 8 mai 1882 (G. P., 82. 2. 193).

— Reçoit, en la forme, les appels principaux de Chiche et de la dame Barrois et l'appel incident de celle-ci ; — Y faisant droit, au fond : — Infirme le jugement déféré ; — Et statuant à nouveau : — Condamne Chiche à payer à la dame Barrois la somme de 600 fr. pour réparation du préjudice causé ; — Le condamne, en outre, en tous les dépens de première instance et d'appel.

MM. BLANKAERT, *prés.* ; BROCARD, *subst. du proc. gén.* — Mes CHÉRONNET et BORDET, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

14 janvier 1892

Compétence, Tunisie, tribunaux français, action personnelle et mobilière, ouzara, caractère, décision antérieure. — Impôts, Tunisie, commerçant, cessation de commerce, fermier des impôts, dommages-intérêts.

Les tribunaux français en Tunisie sont compétents pour apprécier l'action personnelle et mobilière intentée par un Français contre des indigènes tunisiens ;

Et l'incompétence de ces tribunaux ne saurait résulter du fait que l'ouzara, qui n'est pas une juridiction, aurait déjà statué sur le litige (1).

Tout commerçant qui trouve excessifs les droits imposés aux marchandises qu'il vend a le droit incontestable de cesser son commerce, sans que le fermier des impôts tunisiens puisse trouver dans ce fait la source de dommages-intérêts.

(Nolibé c. Mohamed ben Yaya et autres)

A la date du 19 mars 1888, le TRIBUNAL DE TUNIS a rendu le JUGEMENT suivant :

LE TRIBUNAL, — Sur l'exception d'incompétence soulevée par les

---

(1) Sur le tribunal de l'ouzara. V. *Rev. Alg.* 1886. 3. 131, note.

défendeurs : — Attendu qu'ils déduisent cette exception de ce fait que l'ouzara aurait statué déjà sur le litige soumis au tribunal ; — Mais attendu que Nolibé est Français ; que l'action qu'il intente, qui a pour cause un fait personnel des défendeurs et pour but une allocation des dommages-intérêts derivant de ce fait, est une action personnelle et immobiliere de la compétence du tribunal civil ; — Attendu, au surplus, que l'ouzara n'est pas une juridiction ; qu'enfin aucune exception de litispendance ou de chose jugée ne peut résulter d'un jugement étranger qui n'a pas été déclaré exécutoire apres révision ;

Au fond : — Attendu que Nolibé prétend que les défendeurs en fermant leurs magasins, par suite d'une entente et dans un but qu'il importe peu de définir, lui ont causé un préjudice qu'il évalue à 15,000 fr ; — Mais attendu, d'abord, que le fait articulé par Nolibé ne se produit de sa part qu'à l'état de pure allégation ; — Qu'il n'en offre même pas la preuve ; que ce fait, d'ailleurs, fût-il vrai, il ne saurait entraîner contre les défendeurs, qui n'auraient agi alors que dans le plein exercice de leur droit, aucune responsabilité pécuniaire ;

Sur les dommages-intérêts réclamés par les défendeurs : — Attendu que l'action intentée contre eux par Nolibé est au plus haut point frustatoire ;

Par ces motifs : — Sans avoir égard à l'exception proposée par Mohammed ben Yahia et consorts : — Se déclare compétent, et, statuant au fond : — Déboute purement et simplement Nolibé des fins de sa demande, et le condamne envers chacun des défendeurs en 25 fr. de dommages-intérêts ; — Le condamne en tous les dépens.

Sur APPEL, la Cour a jugé en ces termes :

ARRÊT

LA COUR, — Sur le chef de 11,718 fr. 75 cent. : — Attendu que, le droit réclamé serait-il dû et le décret beylical du 26 moharein 1256 serait-il applicable, ni une expertise, ni une enquête ne pourrait remplacer des procès-verbaux réguliers constatant l'entrée des marchandises que le fermier prétendait sujettes aux droits, que les négociants soutenaient être exemptes en vertu du décret beylical ;

Sur la demande en 15,000 fr. de dommages-intérêts : — Attendu que tout commerçant qui trouve excessifs les droits imposés aux marchandises qu'il vend a le droit incontestable de fermer boutique, de cesser son commerce ; que ce droit appartient à chaque commerçant en particulier et à tous les commerçants réunis ;

Adoptant au surplus les motifs du jugement ; — Attendu que la décision au fond dispense de statuer sur les fins de non recevoir et toutes les autres conclusions ; — Attendu que l'appelant succombe ;

Par ces motifs : — Confirme le jugement rendu par le tribu-

nal de Tunis le 19 mars 1880; — Condamne l'appelante à l'amende et aux dépens.

MM. EYSSAUTIER, *ff. prés.;* ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes PARISOT et GARAU, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

3 mars 1892

Interdiction, acte antérieur, vente, demande en nullité, preuve, faits articulés, pertinence, intervalle lucide, ratification, validité, bonne foi.

L'annulation d'un acte de vente antérieur à l'interdiction, demandée en vertu de l'art. 503 C. civ., ne saurait être prononcée si, l'acte de vente lui-même dans son objet et sa teneur ne présentant aucun indice de démence, le demandeur n'établit pas que la partie, plus tard interdite, était, au moment de la passation de l'acte, dans un état de démence notoire;

L'offre de preuve n'est pas admissible si les faits articulés manquent de précision et de pertinence, soit quant à l'époque où ils se seraient produits, soit quant à leur caractère propre de notoriété;

Il en est d'autant plus ainsi quand le vendeur a formellement ratifié l'acte dont on demande la nullité, dans une période où il avait incontestablement recouvré sa pleine raison et sa complète lucidité d'esprit, et quand les éléments de la cause établissent que les acheteurs ont agi avec une entière bonne foi (1).

(Époux Nicot c. Bonifay)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme;

---

(1) La jurisprudence décide en général que la bonne foi de la partie qui

Au fond : — Attendu que, par jugement du 8 décembre 1890, le tribunal d'Oran a prononcé l'interdiction du sieur Bonifay pour cause de démence; — Attendu que, suivant acte de Me Pottier, notaire à Oran, en date des 7 et 8 février précédent enregistré, Bonifay avait acquis des époux Nicot une propriété d'agrément sise à Sainte-Clotilde, de la contenance de 3 hectares, 53 ares, 4 centiares environ, et sur laquelle sont édifiées une maison de maître et une maison de fermier, pour un prix de 60,000 fr. payable 25,000 fr. fin février et le surplus par fractions de 5,000 fr. tous les mois à compter de fin mars suivant; — Que la dame Bonifay, ès qualités, demande l'annulation de cette vente par application de l'art. 503 C. civ.;

Attendu que, aux termes de cet article, la demande de la dame Bonifay ne peut être recevable qu'à la condition qu'elle prouve 1° que, à l'époque de cette vente, Bonifay était en état de démence; 2° que cette démence était notoire;

Attendu, tout d'abord, qu'il convient de remarquer que l'acte de vente lui-même, dans son objet et sa teneur, ne présente aucun indice de démence; — Que, de la part de Bonifay, après une longue vie de travail, le désir d'acquérir une propriété d'agrément sur les bords de la mer, où il pût, suivant son expression au moment du contrat, aller se reposer et se livrer à son goût pour la pêche, n'avait rien de déraisonnable; — Que le prix de vente accepté par lui n'avait non plus rien d'anormal; — Que l'immeuble vendu en effet était une propriété d'agrément qui revenait au vendeur à un prix au moins égal à celui que consentait Bonifay; — Que cette acquisition n'était point non plus au-dessus des moyens pécuniaires de Bonifay, à la tête d'un commerce considérable dont le chiffre mensuel d'affaires, d'après les documents de la cause, s'élevait à cette époque à près de 100,000 fr.;

Attendu qu'il n'est pas prouvé d'ailleurs que Bonifay fût en état de démence notoire à l'époque où l'acte critiqué a été passé; — Que les faits que les premiers juges ont retenu pour l'établir, et qui se sont produits les 15 et 20 janvier, 8 et 24 février 1890, n'impliquent nullement que Bonifay eût alors perdu la lucidité et la liberté d'esprit nécessaires pour contracter, et trouvent leur explication bien plus sûrement dans son caractère excentrique emporté et brutal, et dans la surexitation alcoolique qui était entrée dans ses habitudes; — Que, parmi les faits articulés à fin de preuve par la dame

---

contracte avec le dément n'empêche pas la nullité de l'acte d'être prononcée. V. Angers, 13 févr. 1846 (D. P. 46 2. 74); Grenoble, 30 juin 1847 (D. P. 48. 2. 150).

Bonifay, les uns reçoivent la même explication, d'autres se seraient manifestés dans des conditions de distance ou d'intimité en présence desquelles il est difficile d'admettre leur notoriété dans le milieu du domicile des parties et la passation de l'acte de vente, les autres enfin manquent de précision ou de pertinence, soit quant à l'époque où ils se seraient produits, soit quant à leur caractère propre; — Que, en conséquence, la preuve offerte ne saurait davantage établir l'état de démence notoire de Bonifay à l'époque de la vente des 7 et 8 février 1890; — Que d'ailleurs dans l'entourage même de Bonifay, son incapacité de contracter était si peu notoire à une époque voisine de la vente que dans les derniers jours de janvier le sieur Josse, de la Compagnie algérienne, son ami, le rappelait d'Alger, en vue de régler les échéances et diriger les affaires de sa maison; — Attendu, au surplus, qu'il est établi 1° par le certificat de sortie dont copie délivrée par le docteur Brémond est produite; 2° par une lettre dudit docteur Brémond à Madame Bonifay en date du 29 mai 1890, enregistré à Oran le 26 juillet suivant, folio 91, case 16, que Bonifay est sorti de la maison de santé du Canet, où il était interné depuis le 8 mars 1890, le 25 mai suivant en état de « guérison au moins provisoire »; — Que la dame Bonifay ne prouve et même n'articule aucun fait précis indiquant que cet état ait cessé avant le 6 ou le 8 juillet suivant, et que Bonifay ait perdu avant cette époque son entière lucidité et sa libre volonté; — Que bien plus le 22 juillet suivant ceux qui dirigeaient en son absence la maison de commerce de Bonifay n'avaient cessé de reconnaître sa capacité et de lui soumettre l'état et le mouvement des affaires, puisque à cette date, soit Madame Bonifay, soit le gérant de la maison lui télégraphiait à Paris « Comptant » meubles, quincaillerie 382, métaux, 3,000, manquons fers, » avez-vous commandé raisin 100,400, reçu caisses vides ne » peuvent pas servir, Bonifay »; — Que, dans ces conditions, dès le 18 juin 1890 Bonifay écrivait d'Oran à Nicat, alors à Marseille : « Bien que je n'aie pu voir mes affaires encore, je » crois pouvoir vous dire que courant juillet je vous comp- » terai les sommes dues et échues » et encore : « J'ai vu Me Pot- » tier, lui paierai d'ici dimanche les 1,200 fr. avancés par » vous »; — Que le 24 du même mois, il lui télégraphiait : « Fin courant 10,000, courant juillet moitié, courant août » moitié, après ferai face échéances mensuelles, Bonifay »; — Qu'il a ainsi exprimé la volonté d'exécuter le contrat des 7 et 8 février; — Qu'il l'a en conséquence formellement ratifié dans une période où il avait incontestablement recouvré sa pleine raison et sa complète lucidité d'esprit;

Attendu surabondamment qu'il résulte de tous les éléments de la cause que les époux Nicot ont agi en l'acte des 7 et 8 février avec une entière bonne foi; — Attendu qu'il suit de ce qui précède que la demande de la dame Bonifay en nullité de cet acte n'est point justifiée et que les premiers l'ont à tort accueillie; — Que, en conséquence, les époux Nicot ont à bon droit et à juste titre procédé à la saisie réelle du 29 juillet 1890;

Par ces motifs: — Reçoit en la forme l'appel des époux Nicot, y faisant droit au fond, et sans s'arrêter aux articulations à fins de preuve de la dame Bonifay lesquelles ne sont point pertinentes et admissibles, infirme le jugement déféré; — Statuant à nouveau, déboute la dame Bonifay de sa demande; — Valide, en conséquence l'acte de vente des 7 et 8 février 1890 et la saisie réelle du 29 juillet 1890, et dit que les poursuites seront continuées; — Ordonne la restitution de l'amende consignée; — Condamne la dame Bonifay ès qualités en tous les dépens.

MM. BLANCKAERT, *prés.*; BROCARD, *subst. du proc. gén.* — Mes CHÉRONNET et DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

—

14 mars 1892

—

Compétence, Tunisie, immeuble immatriculé, contestation entre Tunisiens, expulsion, dommages-intérêts, tribunaux français.

—

Aux termes de l'art. 10 de la loi foncière tunisienne du 1er juillet 1885, les tribunaux français de la régence sont seuls compétents pour connaître, entre Tunisiens, de toutes les contestations auxquelles peuvent donner lieu les immeubles immatriculés, que le procès s'agite au pétitoire ou au possessoire, et de toutes les questions accessoires auxquelles ces contestations peuvent donner naissance;

Il en est ainsi, spécialement, d'une demande à fin d'expulsion d'un immeuble et d'une condamnation à des dommages-intérêts pour indue occupation.

(Ali el Bach c. Maouia ben Boubeker et autres)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, suivant dix exploits de l'huissier Sureau, en date des 23 et 24 décembre 1891, Ali El Bach a assigné un certain nombre d'indigènes pour faire ordonner l'exequatur d'un jugement du tribunal mixte prononçant l'immatriculation d'une propriété connue sous le nom de Enchir Abane, pour faire en outre expulser les défendeurs de ladite propriété et obtenir des dommages-intérêts; — Attendu que toutes ces instances sont connexes et doivent être jointes;

Attendu que les défendeurs soutiennent que le tribunal n'est pas compétent pour connaître du litige parce que toutes les parties en cause sont de nationalité tunisienne; — Mais attendu que le procès a pour objet un immeuble immatriculé; — Attendu qu'aux termes de l'art. 10 de la loi foncière tunisienne du 1er juillet 1885 « les immeubles immatriculés ressortiront exclusivement et d'une manière définitive à la juridiction des tribunaux français »; — Attendu que les défendeurs prétendent que cette règle doit s'appliquer exclusivement aux procès ayant pour objet le statut de l'immeuble; — Mais attendu que c'est là une distinction arbitraire qui n'est nullement contenue dans la loi; — Attendu qu'il résulte de la disposition mentionnée ci-dessus que toutes les contestations auxquelles donnent lieu les immeubles immatriculés rentrent dans la compétence de la juridiction française, que le procès s'agite au pétitoire ou au possessoire; — Qu'il en est de même de toutes les questions accessoires auxquelles peuvent donner naissance de semblables contestations; — Attendu que dans l'instance actuelle le demandeur conclut à ce que les défendeurs soient expulsés de l'immeuble et condamnés à des dommages-intérêts pour l'avoir occupé indûment; — Attendu que c'est là un litige essentiellement immobilier; et que la reconnaissance du droit de propriété du demandeur qui résulte de la décision du tribunal mixte deviendrait illusoire, si le demandeur ne pouvait pas obtenir de la juridiction dont relève désormais l'immeuble, c'est-à-dire de la juridiction française, l'expulsion des occupants;

Par ces motifs : — Statuant contradictoirement et en premier ressort, joint les clauses, se déclare compétent; — Ordonne qu'il sera plaidé au fond, etc.

MM. FABRY, *prés.*; FROPO, *subst.* — Mes PIÉTRI et CARDOSO, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

—

21 mars 1892

—

Interdiction, maladie mortelle, loi musulmane, assimilation, acte entre époux, dol, héritiers collatéraux, préjudice, nullité.

—

La loi musulmane assimile à l'interdit l'individu atteint d'une maladie mortelle et autorise les tribunaux à annuler les actes dolosifs surpris à sa faiblesse et arrachés à ses derniers moments ;

D'après la même loi, un acte souscrit par un individu pendant sa dernière maladie doit être annulé comme entaché de présomption de fraude lorsqu'il consiste dans une déclaration faite par un mari au profit de sa femme et au détriment des parents collatéraux qui sont appelés à lui succéder.

(Veuve Ben Ghalea c. Aïcha Eschadlia)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que la dame Fathma bent El Hadj M'barek ben Mohamed, veuve Ben Ghalea, demande la main-levée des scellés apposés sur les meubles de son défunt mari à la requête de la dame Aïcha Eschadlia bent El Hadj Belkassem, épouse du sieur Fethella ben Amar Gdoula; — Attendu que la défenderesse reconnaît que c'est elle qui a fait procéder à l'apposition des scellés dont il s'agit; — Attendu, dès lors que l'action a été bien intentée;

Attendu qu'il est constant que le défunt Ben Ghalea a laissé pour héritiers des neveux qui, au moment de son décès, étaient encore mineurs et qui n'avaient pas de tuteur; — Attendu que l'art. 910 C. pr. civ. autorisait donc la défenderesse, comme parente de ces héritiers, à requérir l'apposition des scellés et que cette mesure pouvait même être prise d'office par le juge de paix, aux termes de l'art. 911 du même Code ;

Attendu que la veuve Ben Ghalea soutient que tous les objets placés sous scellés sont sa propriété exclusive ; — Attendu qu'elle produit seulement à l'appui de cette prétention

un acte passé le 16 novembre 1891 devant des notaires indigènes par le sieur Ben Ghalea, son mari ; — Attendu que ce dernier reconnaît par cet acte qu'il doit à la demanderesse une somme de 1,350 piastres, qu'il a en outre engagé ses bijoux pour 300 piastres et qu'enfin elle est propriétaire de tous les meubles contenus dans leur appartement commun, à l'exception des vêtements et d'une malle ; — Attendu que la défenderesse allègue vainement que cet acte a été annulé par une décision des magistrats musulmans ; — Attendu que les pièces qu'elle invoque à ce sujet ne constituent pas des sentences rendues par le juge, c'est-à-dire par le cadi ; que ce sont de simples avis donnés par des jurisconsultes à la demande d'une des parties et en l'absence de son adversaire ; que de semblables documents n'ont que la valeur d'une consultation et ne possèdent à aucun titre l'autorité de la chose jugée ;

Mais attendu que l'acte du 16 novembre 1891, qui sert de titre à la demanderesse, constate qu'au moment où Ben Ghalea a fait les déclarations qui s'y trouvent contenues il était malade et alité ; — Attendu qu'il est reconnu qu'il est mort peu de temps après de la maladie dont il était déjà atteint à ce moment ; — Attendu que la loi musulmane, applicable aux parties et à leur auteur en raison de leur statut personnel d'indigènes algériens sujets français, assimile à l'interdit l'individu atteint d'une maladie mortelle et qu'elle autorise les tribunaux à annuler les actes dolosifs surpris à sa faiblesse et arrachés à ses derniers moments (V. Sautayra, *Droit musulman*, t. Ier, p. 389) ; — Attendu que d'après la même loi un acte souscrit par un individu pendant sa dernière maladie doit être annulé comme entaché d'une présomption de fraude lorsqu'il consiste dans une déclaration faite par un mari au profit de sa femme et au détriment des parents collatéraux qui sont appelés à lui succéder (V. Sidi Khalil, *Code musulman*, traduction Seignette, p. 226) ; — Attendu qu'il convient de faire à la cause l'application de ces principes ; que la défenderesse a été désignée comme tutrice d'une partie des héritiers de Ben Ghalea ; qu'elle a donc qualité pour demander l'annulation de l'acte qui fait grief à ces derniers ; — Attendu qu'il y a lieu toutefois de réserver à la veuve du défunt soit la part héréditaire qui lui est attribuée par la loi musulmane, soit les droits de propriété ou de créance qui peuvent lui appartenir pour d'autres causes que l'acte qui fait l'objet du procès ;

Attendu que, la veuve Ben Ghalea succombant dans ses conclusions principales, sa demande accessoire en domma-

ges-intérêts doit être rejetée ; — Attendu que les défendeurs ne justifient d'aucun préjudice ;

Par ces motifs : — Statuant contradictoirement et en premier ressort ; — Dit que l'acte du 16 novembre 1891 est nul et inopérant comme attribuant à la demanderesse la propriété exclusive des sommes, valeurs et objets qui s'y trouvent désignés ; — Déclare en conséquence la veuve Ben Ghalea mal fondée dans la demande de mainlevée pure et simple de scellés qu'elle a formée en vertu de cet acte ; — Lui réserve toutefois les droits qu'elle peut avoir comme héritière et légataire du défunt ; — Lui réserve aussi les droits de propriété et de créance qui peuvent lui appartenir pour d'autres causes que l'acte mentionné ci-dessus ; — Déboute pour le surplus les parties de leurs demandes, fins et conclusions ; — Condamne la demanderesse aux dépens.

MM. FABRY, *prés.* ; FROPO, *subst.* — Mes CARDOSO et BESSIÈRE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

11 avril 1892

Compétence, tribunaux de droit commun, marché de fournitures, commune, dépenses, préfet, approbation, action en paiement, recevabilité.

Il appartient aux tribunaux de droit commun, incompétents pour connaître du contentieux des marchés de travaux publics, de juger les contestations relatives aux marchés de fournitures ;

Doit être considéré comme un simple marché de fournitures le marché portant sur la livraison des tuyaux de conduite d'eau d'une commune, si la pose de ces tuyaux a été effectuée, sans l'intervention du fournisseur, par la commune qui était son propre entrepreneur (1) ;

---

(1) V. en ce sens, trib. conflits, 16 déc. 1876 (D. P., 77. 3. 57) ; Cons. d'Etat, 7 août 1863 (D. P., 64. 3. 12) ; 4 janv. 1884 (D. P., 85. 5. 483) ; 5 avril 1884 (D. P., 85. 5. 271) ; 28 mars 1888 (*Rec.* 88, 339 ; *Rev. gen. d'adm.*, 88. 2. 191).

L'action en paiement de fournitures dirigée contre une commune est irrecevable s'il s'agit d'une dépense non approuvée par le préfet.

(Milano c. Commune d'Aïn-Abessa)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme ;

Sur la question de compétence : — Attendu qu'il est constant que, dans l'espèce, il s'agit non d'un marché de travaux publics, mais d'un simple marché de fournitures conclu entre Milano et la commune d'Aïn-Abessa ; que Milano n'a à aucun moment eu à intervenir dans la construction des conduites d'eau et fontaines de cette commune, soit comme entrepreneur, soit comme surveillant, soit à tout autre titre; que c'est la commune qui était son propre entrepreneur et que Milano s'est borné à lui livrer une certaine quantité de tuyaux dont la pose a été effectuée par des ouvriers embauchés par et pour le compte de la commune ; — Attendu, dans ces conditions, que c'est à tort que le jugement entrepris s'est déclaré incompétent, se fondant sur ce que la canalisation et la pose de tuyaux sont des entreprises de travaux publics ;

Attendu que la seule question qui puisse se poser est celle de savoir si la fourniture de tuyaux faite par Milano à la commune a été autorisée par l'autorité préfectorale ; — Attendu, sur ce point, que cette fourniture s'appliquait : 1° à des travaux de construction d'une fontaine au sud du village ; 2° à des travaux de relèvement de la conduite maîtresse du même centre ; — Attendu que les premiers travaux ont été exécutés en vertu d'une délibération du conseil municipal du 9 janvier 1887 ; que cette délibération a été approuvée par le préfet de Constantine, ainsi qu'il appert de la copie de cette délibération versée au dossier et portant au bas le visa et l'approbation de ce haut fonctionnaire ; que l'approbation des travaux implique nécessairement approbation de la dépense des tuyaux y afférents, et que c'est par suite à bon droit que Milano en demande le paiement à la commune d'Aïn-Abessa, et a saisi de sa demande la juridiction civile ; — Attendu qu'il n'en est pas de même de la dépense des tuyaux employés au relèvement de la conduite maîtresse ; que cette dépense n'a pas, comme la première, été approuvée par l'autorité préfectorale et que par suite le jugement entrepris a, avec raison, admis la fin de non recevoir proposée par la commune contre

l'action à elle intentée par Milano ; — Mais attendu que la Cour ne peut, en l'état des pièces, déterminer dès à présent le montant de la dépense afférente aux travaux de construction de la fontaine Sud et qu'il y a lieu, par suite, de renvoyer les parties devant le tribunal de Sétif pour faire cette ventilation et aussi pour rectifier les erreurs de chiffres alléguées par Milano, en ce qui concerne les fournitures d'un autre ordre, pour lesquelles l'appelant a obtenu jugement :

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Au fond : — Dit mal jugé ; — En conséquence, infirme ; — Dit que c'est à tort que les premiers juges se sont déclarés incompétents pour statuer sur la fourniture de tuyaux faite par Milano pour la fontaine Sud ; — Renvoie les parties devant le tribunal de Sétif autrement composé, pour statuer et sur la demande de Milano en payement des tuyaux fournis pour la fontaine Sud et sur les rectifications à apporter, s'il y a lieu, aux sommes offertes par la commune pour les fournitures de tuyaux ; — Déboute toutes les parties du surplus de leurs conclusions.

MM. HUGUES, *ff. prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes LEMAIRE et CHÉRONNET, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

—

14 mars 1892

—

Nationalité, musulman domicilié en Tunisie, preuve contraire, Algérien, permis de voyage, inscription au consulat de France. — Compétence, Tunisie, litige immobilier entre Tunisiens, tribunaux français, accord des parties, faculté.

—

Les indigènes musulmans domiciliés en Tunisie doivent être considérés, jusqu'à preuve contraire, comme sujets tunisiens ;

Il ne leur suffirait pas, pour établir leur qualité d'Algériens, sujets français, de produire un permis de voyage à eux délivré en Algérie, alors surtout qu'ils n'allèguent même pas avoir sollicité et obtenu leur inscription au consulat de

France, en Tunisie, sur la liste des sujets ou protégés français (1).

Il n'appartient pas aux tribunaux français de Tunisie de connaître des litiges immobiliers entre Tunisiens;

S'ils paraissent autorisés à juger ces litiges, lorsqu'ils en sont saisis par le commun accord des parties, il n'y a là pour eux qu'une simple faculté dont ils ont le droit de ne pas user en se déclarant d'office incompétents;

Ils doivent donc se dessaisir, lorsque l'incompétence est invoquée par le défendeur, alors même que l'exception d'incompétence n'aurait pas été soulevée au début de l'instance.

(Consorts Souissi c. Kazri et Ben Saad)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, par requête du 17 décembre 1891, les sieurs Kazri ben Saad El Feddaoui et Belgassem ben Saad ont formé opposition à un jugement de défaut du 23 novembre 1891 les condamnant à payer aux consorts Souissi une somme de 2,110 fr. à titre de dommages-intérêts, pour indue occupation de diverses parcelles de terre; — Attendu que cette opposition est régulière en la forme;

Attendu que, dans leurs conclusions dernières, les opposants demandent au tribunal de se déclarer incompétent; — Attendu que toutes les parties en cause sont de nationalité tunisienne; — Attendu, en effet, que les consorts Souissi reconnaissent être des indigènes musulmans domiciliés depuis longtemps en Tunisie, où leur père est décédé; — Attendu qu'ils doivent donc être considérés, jusqu'à preuve contraire, comme sujets tunisiens; — Attendu qu'ils n'apportent pas cette preuve; — Qu'ils prétendent être Algériens, sujets français, comme nés dans le canton de la Calle, mais qu'ils ne démontrent pas l'exactitude de cette allégation, et que le permis de voyage produit par eux ne saurait être considéré comme une justification suffisante de leur origine; — Attendu, en outre, qu'ils n'allèguent même pas avoir sollicité et obtenu leur inscription au consulat de France sur la liste des sujets ou protégés français; — Attendu que la nationalité tunisienne des opposants n'est pas contestée;

Attendu, il est vrai, qu'ils n'ont pas soulevé leur exception

(1) V. trib. de Tunis, 2 déc. 1891 (*suprà*, p 143).

d'incompetence au début même de l'instance; — Mais attendu que, d'après les lois et décrets qui l'ont organisée, la juridiction française a été instituée en Tunisie pour juger les procès concernant les Européens; qu'il ne paraît pas, sans doute, être interdit aux Tunisiens de lui soumettre d'un commun accord leurs litiges, mais que, la compétence des tribunaux français n'étant plus fondée dans ce cas sur les dispositions de la loi et résultant simplement du consentement exprès ou tacite des parties, ces tribunaux, bien qu'autorisés à juger la contestation portée devant eux, n'y sont cependant pas obligés et qu'ils peuvent se déclarer d'office incompétents ; — Attendu que, dans le procès actuel, il y a d'autant plus lieu pour le tribunal de se dessaisir que le litige dont il s'agit semble avoir été porté antérieurement par les parties devant la juridiction tunisienne, où il serait encore pendant;

Par ces motifs : — Statuant contradictoirement et en premier ressort ; — Reçoit en la forme l'opposition des sieurs Kazri ben Saad El Feddaoui et Belgacem ben Saad; — Met le jugement dont est opposition à néant; — Se déclare incompétent; — Renvoie les parties à se pourvoir ainsi qu'elles aviseront; — Condamne les consorts Souissi aux dépens.

MM. FABRY, *prés.*; FROPO, *subst.* — Mes ABÉASIS et BODOY, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

21 mars 1892

Mariage, Code civil italien, femme étrangère, nationalité du mari, loi nouvelle, changement de nationalité, étranger, naturalisation, demande en divorce, loi d'origine ; femme italienne, résidence à l'étranger, effets ; loi américaine, absence de nationalité, loi du domicile, statut personnel ; séparation de corps, arrêt, faits postérieurs, demande en divorce, recevabilité.

Aux termes de l'art. 9 du Code civil italien, la femme étrangère acquiert, par son mariage avec un Italien, la nationalité de son mari.

Le mariage, n'étant pas un contrat ordinaire, mais une institution sociale intimement liée à l'organisation de la

famille et qui produit des conséquences indépendantes de la volonté des parties, peut être modifié dans ses effets soit par une loi nouvelle, soit par un changement de nationalité des époux ;

Il en résulte que l'étranger dont la loi nationale n'admet pas le divorce peut cependant le demander en se conformant aux conditions établies par la loi française, si, depuis son mariage, il a obtenu la naturalisation française (1) ;

Il en est ainsi alors même qu'il serait certain que l'étranger a demandé sa naturalisation dans le seul but de pouvoir obtenir son divorce, cette naturalisation, réelle, sérieuse, ordonnée suivant les formes tracées par la loi, et en vertu d'une décision de l'autorité publique compétente, ne pouvant être considérée par une juridiction française comme un acte fictif et frauduleux.

L'art. 11 du Code civil italien décide que la femme de celui qui perd la nationalité italienne devient étrangère à moins qu'elle ne continue à résider en Italie ; — Si donc la femme américaine de l'Italien naturalisé français et résidant sur un territoire français n'a pas, elle-même, demandé sa naturalisation, elle doit être considérée soit comme ayant recouvré sa nationalité d'origine qu'elle avait perdue, aux termes de la loi italienne, par le fait de son mariage, et soumise ainsi à la loi américaine qui admet le divorce, soit comme n'ayant pas de nationalité et se trouvant, par suite, régie, quant à son statut personnel, par la loi de son domicile (2).

---

(1) V. l'arrêt de la Cour d'Alger rendu entre les mêmes parties le 18 févr. 1891 (*Rev. Alg.*, 1891. 2. 332) et la note.

(2) La jurisprudence et la doctrine appliquent, aux étrangers qui n'ont pas de nationalité la loi du domicile, c'est-à-dire la loi française. V. Lyon, 23 févr. 1887 (*Droit* du 7 mai 1887) ; Dijon, 7 avril 1887 (G. P. 87. 1. 665) ; trib. civ. Seine, 22 déc. 1887 et les conclusions du ministère public (G. P., 88. 1. 47). — *Sic*, Chavegrin, *Journ. de dr. internat. priv.*, 1885, 115 ; Féraud-Giraud, *ibid.*, 1885, 390 ; Renault, *Rev. crit.* 1885, 379 ; Laurent, t. 3, p. 258 ; Demolombe, t. 1, n° 172, p. 207 ; Weiss, *Traité de dr. internat. priv.*, p. 552.

Toutefois, en vertu de sa jurisprudence spéciale sur la compétence des tribunaux français entre étrangers, la 4e Chambre du tribunal de la Seine, par jugement du 20 mai 1890 (G. P., 90. 1. 793) s'est déclarée incompétente à l'égard d'étrangers sans nationalité : — « Attendu que la perte de » leur nationalité d'origine, en vertu des lois de leur pays, doit rester sans » influence sur la situation des étrangers vis-à-vis de la loi française et

Malgré l'existence d'un arrêt qui a prononcé la séparation de corps entre les deux époux, une demande en divorce peut être valablement formée avant l'expiration des délais fixés par la loi pour la conversion de la séparation de corps en divorce, si elle repose sur des faits postérieurs à l'arrêt (1).

» qu'il leur appartient, s'ils le jugent à propos, de se mettre en règle à » l'égard de leur gouvernement, sans qu'aucune compensation puisse leur » être due en France pour les déchéances qu'ils ont pu encourir dans leur » pays par le fait de leur absence ». — Cette décision est la conséquence du système général qui amène la 4e Chambre du tribunal de la Seine à juger que la faculté de demander le divorce fait partie des droits proprement dénommés « droits civils » et dont la jouissance, par application de l'art. 11 C. civ., est réservée, en principe, aux seuls nationaux ; que, par suite, l'exception tirée de l'extranéité du défendeur en matière de divorce ou de séparation de corps n'est pas, à proprement parler, une question de compétence *ratione personæ* ou *ratione materiæ*, mais une question de recevabilité ; que, la disposition de l'art. 11 C. civ. étant fondée sur des motifs d'intérêt national, supérieurs à l'intérêt privé et, par conséquent, d'ordre public, l'exception tirée de l'extranéité peut être invoquée en tout état de cause et suppléée, au besoin, d'office par le juge. — Trib civ. Seine, 2 juill. 1889 (*Journ. de dr. internat. priv.*, 1890, 874) ; 16 déc. 1889 (*Droit*, 24 déc. 1889) ; 20 mai 1890 (G. P., 90. 1. 793).

(1) La question de savoir si les époux séparés de corps sont tenus, lorsqu'ils veulent divorcer, de recourir à l'action en conversion, ou peuvent suivre la voie de la demande principale en divorce, est controversée. La demande originaire en séparation de corps constitue-t-elle une option entre deux voies parallèles qui s'excluent mutuellement et une renonciation implicite à l'action en divorce par voie principale ? — Pour la négative, V. les explications fournies au Sénat par M. Labiche (séance du 24 juin 1884) — Pour l'affirmative, V. trib. civ. Seine, 17 mai 1886 (G. P., 86. 1. 834) ; Paris, 22 juill. 1886 (G. P., 86. 2. 509). — Le point tranché par le jugement de Tunis paraît toutefois hors de conteste ; l'action en divorce par voie principale est admissible lorsqu'elle est fondée sur des faits nouveaux constituant des causes de divorce dans les termes des art. 229-232 C. civ. V. l'arrêt de Paris précité. — *Sic*, Carpentier, *Divorce*, n° 400 ; Saint-Marc, *Rev. crit.*, 1885, n° 32. — Signalons cependant le système original soutenu par M. Morael dans son *Traite de la conversion de la séparation de corps en divorce*, nos 150, 152 et 472. D'après cet auteur, il faudrait établir une distinction entre le demandeur et le défendeur originaires à la séparation de corps. Le défendeur pourrait, en se fondant sur des griefs nouveaux, agir par voie principale même après l'expiration du délai de trois ans, la conversion étant un remède suffisant institué par la loi pour prévoir de nouveaux faits, et l'élection d'abord faite par le demandeur ne lui permettant pas de choisir ensuite une autre voie ; enfin, si la séparation de corps était prononcée au profit des deux époux, ni l'un ni l'autre ne pourrait plus tard demander le divorce par voie principale (n° 475).

A. M.

(Awocato c. Dame Awocato)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le sieur Léopold Awocato a assigné en divorce son épouse, la dame Adèle Walter; — Attendu que cette dernière a formé de son côté, contre son mari, une demande reconventionnelle en divorce; — Attendu que la recevabilité de ces deux demandes n'est contestée par aucune des parties; que néanmoins le tribunal doit examiner d'office cette question qui intéresse l'ordre public;

Attendu que le sieur Léopold Awocato et la dame Adèle Walter se sont mariés à Malte, le 30 avril 1878, suivant les formes admises par la législation de ce pays; — Attendu qu'à ce moment le sieur Awocato était Italien, et que la dame Walter était citoyenne des États-Unis d'Amérique, comme née sur le territoire de New-York; — Attendu qu'aux termes de l'art. 9 du Code civil italien elle est devenue Italienne par son mariage, mais qu'il n'est pas établi que d'après la loi américaine elle ait perdu sa nationalité d'origine; — Attendu qu'il est certain, toutefois, que le mariage a été contracté sous l'empire de la loi italienne; — Attendu que cette loi n'admet pas le divorce; — Mais attendu que le mariage n'est pas un contrat ordinaire; qu'il forme une institution sociale qui est intimement liée à l'organisation de la famille et qui produit des conséquences indépendantes de la volonté des parties; — Attendu que ses effets peuvent donc être modifiés soit par une loi nouvelle, soit par un changement survenu dans la nationalité des époux; — Attendu que le sieur Awocato a obtenu la naturalisation française par décret du président de la République en date du 4 juillet 1891; — Attendu qu'il peut donc demander son divorce en se conformant aux conditions établies par la loi française; — Que c'est là une faculté reconnue par le législateur au profit de tous les Français pour des motifs d'ordre public; et que la loi ne distingue pas à ce sujet entre les individus qui possèdent la nationalité française depuis leur naissance et ceux qui l'ont acquise par une circonstance postérieure;

Attendu qu'il n'échet même pas de rechercher si le sieur Awocato a poursuivi sa naturalisation pour faire fraude à la loi italienne, qui interdit le divorce; — Attendu que cette question pourrait être examinée en Italie si, le divorce une fois prononcé, le sieur Awocato allait s'y présenter devant un officier d'état civil pour contracter un nouveau mariage; mais

qu'elle ne saurait se poser devant un tribunal français ; — Attendu, en effet, que la naturalisation française, dont se prévaut le sieur Awocato, a été réelle et sérieuse ; qu'elle a été ordonnée suivant les formes tracées par la loi et en vertu d'une décision de l'autorité publique compétente, et qu'un acte semblable ne saurait être considéré par une juridiction française comme fictif et frauduleux ; — Attendu que cette solution devrait être admise alors même qu'il serait établi d'une façon certaine que le sieur Awocato n'avait d'autre but, en demandant sa naturalisation, que de pouvoir obtenir son divorce ; — Attendu qu'il n'est pas défendu à un étranger de rechercher la nationalité française pour venir se mettre sous la protection des institutions établies par le législateur français et pour profiter des principes d'équité et de justice dont ces institutions sont inspirées ; — Attendu, au surplus, que le sieur Awocato est né en Tunisie, c'est-à-dire dans un pays qui est actuellement placé sous le protectorat de la France ; qu'il paraît n'avoir aucun intérêt en Italie et qu'il est domicilié dans la régence, où se trouve le centre de ses affaires ; — Attendu qu'il avait donc, indépendamment de sa demande de divorce, des motifs sérieux pour solliciter sa naturalisation et que c'est là une raison de plus pour considérer comme réel son changement de nationalité et pour lui faire produire tous ses effets ;

Attendu qu'une difficulté se présenterait cependant si la dame Walter était restée italienne ; — Attendu que, si on accueillait dans ce cas la demande de divorce de la femme, on violerait son statut personnel ; — Attendu que, si l'on déclarait les deux demandes irrecevables, on se mettrait en opposition avec la loi du mari ; — Attendu, enfin, que, si l'on admettait le divorce au profit du mari, tout en le refusant à la femme, on arriverait à ce résultat injuste et choquant de maintenir pour une des parties un mariage qui serait dissous pour l'autre ;

Attendu que c'est là une de ces difficultés que font naître dans l'état actuel du droit international privé les différences de législation des divers peuples et qui ne pourraient être tranchées que par des traités internationaux ; — Mais attendu que l'art. 11 du Code civil italien décide que la femme de celui qui perd la nationalité italienne devient étrangère, à moins qu'elle ne continue à résider en Italie ; — Attendu, sans doute, que la dame Walter n'a pas été naturalisée en même temps que son mari et qu'elle n'a pas rempli les formalités exigées par la loi pour devenir française ; — Mais attendu qu'à la suite du changemeut de nationalité de son mari, elle n'est pas allée

fixer sa résidence en Italie et qu'elle a conservé son domicile à Tunis ; — Attendu qu'elle a donc cessé d'être Italienne et qu'elle ne peut être considérée, dans ces conditions, que comme Américaine ou comme n'ayant pas de nationalité ; — Attendu que la loi américaine admet le divorce dans des conditions plus faciles encore que la loi française ; — Attendu que les individus qui n'ont pas de patrie sont régis, en ce qui concerne leur statut personnel, par la loi de leur domicile ; — Attendu que par suite des traités qui ont établi en Tunisie le protectorat de la France et qui ont supprimé dans ce pays les juridictions consulaires pour leur substituer les tribunaux français, la loi applicable à la dame Walter, en raison de son domicile, ne peut être que la loi française ;

Attendu, dès lors, que, quel que soit le point de vue auquel on se place, sa demande de divorce est aussi bien recevable que celle de son mari ;

Attendu qu'un arrêt de la Cour d'appel d'Alger, rendu le 18 février 1891, antérieurement à la naturalisation du sieur Awocato, a prononcé, entre les deux époux la séparation de corps à leurs torts réciproques ;

Attendu que, s'ils n'invoquaient que les faits qui ont donné lieu à cette décision, cet arrêt pourrait faire obstacle à leurs demandes actuelles et les obligerait, sans doute, à attendre les délais fixés par la loi pour la conversion de la séparation de corps en divorce ; — Mais attendu que la dame Walter a été condamnée, le 1er juillet 1891, par le tribunal de Tunis à 100 fr. d'amende pour coups et blessures volontaires et pour outrages envers un agent de la force publique ; — Attendu qu'il a été établi par cette procédure correctionnelle qu'elle se livrait à la débauche et que son inconduite était une cause de scandale pour ses voisins ; — Attendu qu'il est constant que de son côté le sieur Awocato vit en concubinage ; — Attendu, en outre, qu'il ne s'est pas conformé à l'arrêt de la Cour qui autorisait la dame Awocato à voir l'enfant issue du mariage, et que, prenant à l'égard de sa femme une attitude qui constitue pour une mère l'injure la plus grave, il est allé jusqu'à l'empêcher de recevoir des nouvelles de cette enfant ; — Attendu que ces faits sont postérieurs à l'arrêt de la Cour d'Alger, et qu'ils suffisent amplement pour justifier les demandes de divorce formées réciproquement par les parties ;

Attendu, en ce qui concerne la garde de l'enfant, qu'il convient de maintenir la décision par laquelle la Cour a ordonné qu'elle serait élevée, jusqu'à son mariage ou à sa majorité, dans une maison d'éducation où ses parents pourront la voir, en se conformant à la règle de l'établissement et sans avoir

le droit de la faire sortir ; — Mais attendu qu'en raison de la situation nouvelle des parents, il est de l'intérêt même de cette enfant qu'elle soit éloignée de l'endroit où son père et sa mère ont leur domicile ; — Attendu qu'il y a lieu, dans ces conditions, de la laisser au couvent de Saint-Joseph de Malte, où elle se trouve actuellement et où elle a été, jusqu'à ce jour, convenablement instruite et soignée ; — Attendu, en effet, que les parents du sieur Awocato et de la dame Walter résident à cet endroit ; qu'ils y sont tout au moins fréquemment appelés par leurs intérêts ; qu'ils pourront exercer sur cette enfant une utile surveillance ; et qu'en raison du voisinage de Tunis, il sera facile à son père et à sa mère de recevoir de ses nouvelles et de se rendre auprès d'elle lorsque les circonstances l'exigeront ;

Par ces motifs : — Statuant contradictoirement et en premier ressort : — Prononce, aux torts réciproques des deux époux et avec toutes ses conséquences légales, le divorce entre le sieur Léopold Awocato et la dame Adèle Walter ; — Dit que, conformément à l'art. 251 C. civ., le dispositif du présent jugement sera transcrit sur les registres de l'état civil de Souk-el-Arba, lieu où le sieur Awocato a son domicile ; — Dit que l'enfant issue du mariage sera élevée jusqu'à son mariage, ou à défaut jusqu'à sa majorité, au couvent de Saint-Joseph, à Malte ; — Autorise, toutefois, chacun des époux à la visiter librement, en se conformant d'ailleurs à la règle de l'établissement, sans qu'il leur soit jamais permis de la faire sortir de cet établissement, sous quelque prétexte que ce soit ; — Dit que l'enfant pourra être visitée, dans les mêmes conditions, par les parents de son père et de sa mère, et notamment par la mère de la dame Walter ; — Commet M. le président du tribunal de Tunis pour désigner tout autre établissement de même nature, dans le cas où il deviendrait impossible de maintenir l'enfant dans le couvent de Saint-Joseph.

MM. FABRY, *prés.* ; FROPO, *subst.* — Mes PIÉTRI et GUEYDAN, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

14 janvier 1892

Frais et dépens, expropriation publique, dépossession antérieure, revendication, rejet.

Les dépens de l'action en revendication intentée par un

propriétaire à une commune qui l'a dépossédé de son terrain avant que cette expropriation ait été déclarée d'utilité publique doivent être laissés à la charge de la commune, bien que, la déclaration d'utilité publique étant intervenue avant le jugement sur la revendication, l'action, légitimement introduite, soit rejetée comme n'ayant plus d'objet.

(Coyotopoulo c. Municipalité de la Goulette)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que la municipalité de la Goulette s'est emparée du terrain de Coyotopoulo, pour la construction de son abattoir ; que Coyotopoulo a fait pendant l'année 1889 des démarches pour obtenir le paiement d'une indemnité ou la restitution de son terrain ;

Attendu qu'après le dépôt d'un mémoire préalable à sa majesté le bey de Tunis, il a, le 9 octobre 1889, assigné la municipalité de La Goulette en revendication de son terrain et en démolition des édifices y élevés ;

Attendu que, si dès ce moment Coyotopoulo n'avait plus le droit qu'à une indemnité, soit pour l'occupation anticipée de son terrain, soit pour l'expropriation de sa propriété, il n'en avait pas moins intenté légitimement son action ; — Attendu que, dans ces circonstances, le tribunal aurait dû, en réservant les droits de Coyotopoulo à une indemnité, condamner la municipalité de La Goulette aux dépens, puisque, sans le décret du bey postérieur à sa demande, celle-ci était fondée ; — Attendu que la Cour doit faire ce que les premiers juges auraient dû faire ; — Attendu que la municipalité succombe ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel et réformant le jugement de Tunis du 19 mai 1890 ; — Dit que la demande intentée par Coyotopoulo le 5 janvier 1890 était fondée ; — Que par suite du décret du bey, en date du 5 janvier 1890, son droit s'est transformé en droit à une indemnité ; réserve ce droit ; — Condamne la commune de La Goulette en tous les dépens de première instance et d'appel, au besoin à titre de dommages-intérêts, etc.

MM. EYSSAUTIER, *ff. prés.* ; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes SOUBIRANNE et LEMAIRE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

2 mai 1892

Arrêt, magistrat légalement empêché, remplacement, avocat, empêchement, mention.

La composition des tribunaux étant d'ordre public, est nul l'arrêt qui, tout en constatant le remplacement par un avocat d'un membre de la chambre légalement empêché, ne fait pas mention de cette circonstance essentielle que tous les magistrats, autres que ceux qui ont concouru à l'appel, fussent aussi légalement empêchés (1).

(Caisse agricole et commerciale de Mascara c. Faillite Bails)

La Caisse agricole et commerciale de Mascara s'est pourvue en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel d'Alger du 10 mars 1890 pour : — Violation des art. 4 et 49 du décret du 30 mars 1808, 9 et 18 du décret du 10 juillet 1810, et fausse application de l'art. 30 de la loi du 22 ventôse an XII, en ce que l'arrêt attaqué a été rendu avec le concours d'un avocat, sans qu'il soit constaté que les membres de la Cour étaient empêchés et hors d'état de remplacer les membres absents de la chambre qui a statué.

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique du pourvoi : — Vu les art. 4 et 49 du décret du 30 mars 1808, 9 du décret du 10 juillet 1810; — Attendu que la composition des tribunaux est d'ordre public et qu'aux termes des articles susvisés, les avocats ne peuvent être appelés à concourir aux décisions judiciaires en remplacement des magistrats qu'en cas d'empêchement dûment constaté de ceux-ci; que tout arrêt doit contenir en soi la preuve que la Cour qui l'a rendu était légalement constituée; — Attendu que l'arrêt attaqué constate qu'au nombre des juges qui l'a rendu se trouve Me Parisot, avocat, et que, s'il résulte des énonciations dudit arrêt que Me Parisot remplaçait un membre de la chambre légalement empêché, il n'y est fait aucune mention de cette circonstance essentielle

(1) V. civ. cass., 14 mai 1872 (Estoublon, *Jurispr. Alg*, 1872. 23); civ. cass., 5 avril 1883 (*Bull. jud. Alg.*, 1883, p. 149); Nîmes, 15 juill. 1887 (G. P. 87. 2. 347); cass., 31 mars 1885 (G. P. 85. 1. 618).

que tous les magistrats, autres que ceux qui ont concouru à l'arrêt, fussent légalement empêchés; — Attendu, dès lors, qu'il n'est pas régulièrement établi que la Cour qui a rendu l'arrêt attaqué ait été constituée conformément aux prescriptions des dispositions légales ci-dessus visées, dont la violation entraîne la nullité dudit arrêt;

Par ces motifs, et sans qu'il y ait lieu de statuer sur le deuxième moyen : — Casse.

MM. MAZEAU, *prem. prés.;* DESCOUTURES, *rap.;* DESJARDINS, *av. gén.* — Me LEHMANN, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

27 février 1892

Chemin de fer, mécanicien, passage à niveau, obligation de siffler, conditions, règlement général du 25 octobre 1884, accident, responsabilité.

Le mécanicien d'un train de chemins de fer n'est tenu de siffler à l'approche d'un passage à niveau que dans les conditions prévues au règlement général des chauffeurs et mécaniciens homologué par le ministre des travaux publics, en date du 25 octobre 1884.

(Min. pub. c. Greck)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les appels du prévenu Greck et de la Compagnie des chemins de fer de l'Est-Algérien sont réguliers et recevables en la forme; — Reçoit lesdits appels;

Au fond : — Attendu que le règlement général des mécaniciens et chauffeurs homologué par M. le ministre des travaux publics en date du 25 octobre 1884 énonce à l'art. 25: « A » l'approche des gares, des passages à niveau qu'il ne peut » apercevoir de loin, à l'entrée et à la sortie des souterrains en » courbe, le mécanicien doit faire jouer le sifflet pour signaler » la présence du train. — Il doit toujours siffler au moment » où il dépasse un disque avancé dont les signaux s'adressent » à la voie qu'il parcourt, afin que la gare ou le poste protégé » par ce signal puisse, s'il y a lieu, le manœuvrer sans » retard. Il doit se servir également du sifflet comme moyen

» d'avertissement toutes les fois que la voie ne lui paraît pas » complètement libre » ; — Attendu que des constatations faites par le juge de paix de Bordj-Menaïel et des pièces émanant de la compagnie, il résulte que le passage à niveau où l'accident du 16 août s'est produit est situé sur un alignement droit d'une longueur de 1320 mètres, à 500 mètres de la courbe que décrit la voie du côté de Bordj-Menaïel, c'est-à-dire du côté d'où venait le train; — Attendu, dès lors, que si, contrairement à ses assertions, le mécanicien n'a pas joué du sifflet à l'approche de ce passage, le règlement précité ne lui imposait pas l'obligation de le faire ;

Attendu, en ce qui concerne les arbres en bordure élagués depuis l'accident, que dans l'espèce la Cour n'a pas à rechercher s'ils empêchaient de voir l'approche des trains et si, par suite, leur présence pouvait constituer un danger; qu'à supposer l'affirmative, la responsabilité ne saurait en incomber au mécanicien ; — Attendu que dans ces circonstances il n'y a pas lieu de maintenir la condamnation dont est appel ;

Par ces motifs : — Infirme et met à néant la décision des premiers juges ; — Décharge le prévenu Greck des condamnations portées contre lui par ledit jugement ; — Décharge pareillement la Compagnie de l'Est-Algérien, prise comme civilement responsable, de la condamnation aux frais envers l'État prononcée contre elle ; — Statuant par décision nouvelle ; — Renvoie le prévenu Greck et la Compagnie de l'Est-Algérien des fins de la poursuite sans dépens.

MM. CUNIAC, *prés.* ; QUESLIER, *rap.* ; HONEL, *subst. du proc. gén.* — Me ROBE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

—

2 mai 1892

—

Conclusions, compagnie de chemins de fer, retard dans la livraison, force majeure, circonstances, examen, jugement, nullité.

—

Les conclusions d'une compagnie de chemins de fer tendant à repousser, en alléguant un cas de force majeure, la responsabilité du retard dans la livraison des marchandises, néces-

sitent, à peine de nullité du jugement, l'examen et l'appréciation des circonstances invoquées par cette compagnie (1).

(Compagnie des chemins de fer de l'Est-Algérien c. Dukers)

La compagnie des chemins de fer de l'Est-Algérien s'est pourvue en cassation contre un jugement du tribunal de commerce de Constantine en date du 21 novembre 1890 pour violation des art. 49 et 50 du cahier des charges, des art. 148 C. civ., 97 et 104 C. com. ainsi que de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que le jugement attaqué a condamné la compagnie à raison du préjudice causé par le retard dans la livraison des marchandises adressées, alors que la demanderesse justifiait que ce retard était dû à la force majeure, et ce, sans donner de motifs à l'appui du rejet de l'exception proposée par la compagnie.

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique du pourvoi: — Vu l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810; — Attendu que, pour repousser la demande de Marcel Dukers, la compagnie des chemins de fer de l'Est-Algérien soutenait que les retards dans les livraisons de grains litigieuses n'étaient pas survenues par sa faute, mais par suite d'un cas de force majeure résultant de l'encombrement de ses gares et de leur envahissement par les indigènes qui les avaient prises pour lieu de dépôt de leurs récoltes ; qu'elle avait fait plus qu'elle ne devait d'après les règlements et la situation dans laquelle elle s'était trouvée, et qu'enfin, elle avait rempli son mandat dans la mesure du possible; — Attendu que ces conclusions, rapportées dans les motifs du jugement attaqué, nécessitaient l'examen et l'appréciation des circonstances invoquées par la compagnie comme constituant un cas de force majeure; que cependant, sans s'expliquer à ce sujet, le tribunal de commerce de Constantine a accueilli la demande du destinataire pour l'unique motif que le retard apporté par la compagnie dans les expéditions avait causé à Dukers un préjudice dont il lui était dû réparation; qu'un pareil motif ne répond pas à l'exception de force majeure; — D'où il suit que le jugement attaqué a violé l'article ci-dessus visé;

Par ces motifs : — Casse.

MM. MAZEAU, *prem. prés.*; VILLETARD DE LAGUÉRIE, *rap.*; DESJARDINS, *av. gén.* — Mes SABATIER et FRÉNOY, *av.*

---

(1) Cpr. cass., 26 janv. 1887 (G. P. 87. 2. supp. 84); Cass. 12 nov. 1855 (D. P. 56. 1. 162).

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

—

16 mars 1892

—

Immatriculation, Tunisie, demande, rejet, action possessoire, effet.

La décision du tribunal mixte immobilier qui rejette une demande d'immatriculation se borne à remettre les parties dans l'état où elles étaient avant cette demande et ne produit aucun effet quant à l'attribution de la propriété ou de la possession de l'immeuble, pour laquelle les parties doivent être renvoyées à se pourvoir devant la juridiction compétente (L. 1er juill. 1885, art. 37) (1);

Une pareille décision ne saurait donc être opposée à celui dont la possession réunit tous les caractères exigés par la loi et qui a intenté son action dans l'année du trouble.

(Youssef ben Ali Fedaï c. Bloch et Lefèvre)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, par exploit du 5 janvier 1892, le sieur Youssef ben Ali Fedaï a interjeté appel d'un jugement de M. le juge de paix de Bizerte, en date du 11 décembre 1891, le condamnant à laisser au sieur Bloch la possession d'une parcelle de terre litigieuse entre les parties; — Attendu que cet appel est recevable en la forme;

Attendu que le sieur Bloch et son acquéreur, le sieur Lefèvre, intervenant à l'instance, demandent que le jugement soit confirmé en ce qui concerne la reconnaissance de leur possession; — Mais attendu qu'ils concluent par appel incident à ce que le tribunal leur alloue une somme de 500 fr. qu'ils avaient réclamée à leur adversaire à titre de dommages-intérêts, et qui leur a été refusée par le premier juge; — Attendu que le sieur Youssef ben Ali Fedaï avoue, dans ses conclusions, qu'il s'est emparé du terrain dont il s'agit et qu'il l'a labouré; —

(1) V. trib. mixte de Tunis, 28 déc. 1887 (*Rev. Alg.* 1888. 2. 109), et la note qui explique d'une façon très complète le caractere et le rôle de cette juridiction.

Attendu qu'il n'est pas contesté que le sieur Bloch a intenté son action dans l'année du trouble; — Attendu que l'enquête à laquelle a procédé le premier juge a démontré avec certitude qu'au moment où s'est produit ce trouble le sieur Bloch avait, par lui-même ou par ses auteurs, la possession de ce terrain; que cette possession était paisible, à titre non précaire, et qu'elle réunissait tous les autres caractères exigés par la loi; — Attendu que les témoins entendus dans la contre-enquête à la demande du sieur Youssef ben Ali Feddaï n'ont allégué en sa faveur que des actes de possession dont le moins ancien remonterait à cinq ans environ; que s'il avait pu invoquer des faits plus récents, il n'aurait pas manqué de produire aussi des témoins à ce sujet; que, par conséquent, loin d'être favorable à ses prétentions, la contre-enquête confirme, au contraire, celle de ses adversaires;

Attendu que l'appelant se prévaut vainement de ce qu'il s'est opposé à une demande d'immatriculation formée par le sieur Bloch pour le terrain litigieux, et de ce qu'il a obtenu un jugement du tribunal mixte, en date du 31 août 1891, refusant l'immatriculation de cette parcelle; — Attendu que cette sentence et la procédure qui l'a précédée ne sauraient exercer aucune influence sur la solution du procès qui est actuellement soumis à l'examen du tribunal; — Attendu, en effet, que la mission du tribunal mixte consiste uniquement à décider si l'immatriculation doit ou non être admise; — Attendu que l'immatriculation, une fois ordonnée, met l'immeuble à l'abri de toute revendication ultérieure; — Mais attendu que la décision qui rejette la demande d'immatriculation se borne à remettre les parties dans l'état où elles étaient avant cette demande, et qu'elle n'attribue pas à l'une plutôt qu'à l'autre la propriété ou la possession de l'immeuble; — Attendu que cette règle est formellement tracée dans l'art. 37 de la loi foncière tunisienne du 1er juillet 1885, qui dispose que, dans ce cas, le tribunal mixte doit renvoyer les parties à se pourvoir devant la juridiction compétente; — Attendu que le jugement de rejet prononcé par le tribunal mixte ne produit donc aucun effet au pétitoire, et, qu'à plus forte raison, il ne peut avoir aucune conséquence en ce qui concerne l'action possessoire;

Attendu que, le sieur Youssef ben Ali Fedaï succombant dans ses conclusions principales, sa demande accessoire en dommages-intérêts doit, par cela même, être écartée; — Attendu que les sieurs Bloch et Lefèvre ne justifient d'aucun préjudice; que leur action en dommages-intérêts a donc été à bon droit rejetée par le premier juge;

Par ces motifs : — Statuant contradictoirement et en dernier ressort ; — Reçoit en la forme tant l'appel principal du sieur Youssef ben Ali Fedaï que l'appel incident des sieurs Léonce Bloch et Lefèvre; — Au fond : — Confirme le jugement dont est appel; — Dit qu'il sortira son plein et entier effet; — Déboute, pour le surplus, les parties de leurs demandes, fins et conclusions; — Condamne le sieur Youssef ben Ali Fedaï à l'amende et aux dépens.

MM. FABRY, *prés.*; FROPO, *subst.*—Mes BESSIÈRE et BODOY, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

27 avril 1892

Société commerciale, succursale, compétence, agent.

Si une société ayant des succursales avec des représentants peut être assignée devant le juge du lieu d'une succursale, cette compétence est limitée aux actions intentées par les tiers contre la société, mais ne saurait être étendue à l'action formée contre la société par un de ses agents, alors surtout que cet agent était employé au siège de son principal établissement (1).

(Marcillet et Cie c. Clerget)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Clerget, employé au service de la société Marcillet et Cie, a été congédié le 23 juin 1891 par cette société; — Attendu qu'une somme de 300 fr. lui a été en même temps offerte pour solde de ses appointements; — Qu'à ce sujet une procédure de validité d'offres a été engagée et suivie devant le tribunal d'Alger où elle est encore pendante;

Attendu que, de son côté, et par exploit du 10 juillet 1891,

---

(1) Conf. Req, 22 mai 1854 (S., 54. 1. 696); Req., 3 janv. 1870 (S, 73. 1. 60); Req, 28 mai 1877 (S., 79. 1. 452).

Clerget a ouvert, devant le tribunal de commerce de Blida, contre ladite société, une instance ayant pour objet le paiement : 1° d'une somme de 300 fr. pour ses appointements de juin ; 2° d'une somme de 900 fr. pour trois mois de traitement à titre d'indemnité ; 3° d'une somme de 464 fr. 80 cent. montant de ses appointements arriérés du 1er février 1889 au 30 juin 1890 ; 4° d'une somme de 42 fr. 85 cent. pour frais de voyage en décembre 1888 et juin 1889 ; 5° enfin d'une dernière somme de 70 fr. pour détérioration d'effets ; — Attendu que, sans conclure au fond, les sieurs Marcillet et Cie ont opposé à ces demandes trois exceptions prises : la première, de l'incompétence *ratione loci* du tribunal de Blida pour y statuer; la deuxième, de la litispendance de l'affaire, le tribunal d'Alger se trouvant saisi par la procédure de validité d'offres d'une affaire à peu près identique ou connexe ; 6° de la nécessité d'un sursis à raison d'une plainte criminelle portée devant M. le juge d'instruction d'Alger contre ledit sieur Clerget ; — Attendu que, par le jugement dont est appel, les premiers juges, repoussant l'exception d'incompétence et n'accueillant que pour partie l'exception de litispendance, ont condamné la société Marcillet et Cie à payer à Clerget pour toute indemnité de congédiement la somme de 600 fr., et ont, pour le surplus, rejeté les prétentions de ce dernier ;

Attendu que, devant la Cour, la société appelante ne reproduit que les exceptions d'incompétence et de litispendance par elle émises devant le tribunal ; — Qu'il n'échet donc de statuer que relativement à ces deux exceptions ;

En ce qui touche l'exception d'incompétence : — Attendu qu'aux termes des art. 59 § 5 et 69 § 6 C. pr. civ., les sociétés de commerce doivent être rigoureusement assignées devant le juge du lieu où elles ont leur établissement principal ; — Attendu qu'en général le lieu du principal établissement d'une société de commerce est celui où le chef de cette société se trouve domicilié ;

Attendu, à la vérité, que par dérogation à ces règles il a été admis que lorsqu'une société de cette sorte possède à la fois un établissement principal et des établissements secondaires ou succursales, ces succursales peuvent être considérées par les tiers comme ayant un domicile attributif de juridiction dans l'arrondissement du lieu où elles sont situées ; — Mais attendu que cette dérogation de faveur n'a jamais été reconnue au profit des agents ou préposés de ces sociétés ; — Qu'il existe, en effet, entre ces tiers et ces préposés des différences de situation dont il a toujours été tenu compte ; — Que si les premiers ne sauraient être renvoyés à se pour-

voir, pour l'exécution des engagements pris par la société, devant le lieu de son siège social, lieu le plus souvent éloigné et quelquefois inconnu d'eux, il n'en peut être de même des agents ou préposés de la société en relation journalière avec elle, connaissant exactement le lieu de son siège et, dès lors, constamment en situation de réclamer et d'obtenir d'elle l'exécution directe d'obligations personnelles d'une nature spéciale ; — Attendu, dans l'espèce, que la société Marcillet et Cie, créée pour l'exécution de travaux à effectuer sur la ligne de Blida à Berrouaghia, avait néanmoins son siège principal à Alger, boulevard Gambetta, nº 7, au domicile même du sieur Marcillet, son chef ; — Attendu que ce fait était notoire ; — Qu'il n'a pu, dans tous les cas, être ignoré de Clerget, ainsi que les nombreuses circonstances de la cause le démontrent ; — Attendu que celui-ci était à Alger l'agent principal de ladite société ; — Que c'est à Alger qu'il résidait habituellement pour l'accomplissement des divers mandats que sa fonction comportait ; — Que c'est à Alger qu'il touchait ses appointements ; — Que c'est à Alger enfin que le contrat de louage de services d'où il fait dériver ses droits actuels contre ladite société avait originairement pris naissance ; — Attendu que le tribunal compétent pour statuer sur ses demandes précisées plus haut ne pouvait être, soit aux termes des art. 39 et 69 C. pr. civ. susvisés, soit aux termes de l'art. 420 du même Code, que celui de l'arrondissement d'Alger, et ce, en admettant même, ainsi que le prétend Clerget, que la villa Paul située sur l'arrondissement de Blida fût le siège d'un établissement secondaire de la société et que cet établissement se trouvât pourvu d'agents ayant pouvoir de répondre à des réclamations judiciaires ; — Attendu que c'est donc tout à fait à tort, au mépris des textes susrappelés et des restrictions admises par la jurisprudence indiquée, que les premiers juges ont, dans la cause, témérairement posé en principe « qu'il était ».de jurisprudence absolument constante qu'une société com- » merciale pouvait être assignée soit au siège social, soit au » lieu où elle a son siège principal d'opérations », et qu'en conséquence ils ont en réalité décidé que Clerget, agent de la société Marcillet et Cie, en saisissant de ses demandes le tribunal de Blida, le tribunal du lieu d'un établissement secondaire de cette société, avait régulièrement procédé ; — Qu'il échet de réformer cette décision ;

En ce qui touche l'exception de litispendance : — Attendu que, l'incompétence des premiers juges pour connaître du litige étant reconnue et déclarée, il devient sans intérêt d'examiner dans la cause le mérite de cette dernière exception ;

Par ces motifs : — Faisant droit à l'appel principal de la société Marcillet et Cie ; — Infirme et met à néant le jugement déféré ; décharge ladite société des condamnations et dispositions portées contre elle dans ce jugement ; — Statuant par décision nouvelle et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire ; — Dit que le tribunal de Blida était incompétent *ratione loci* pour connaître des demandes de Clerget, en conséquence renvoie la cause entière et les parties devant les juges compétents pour connaître de ces demandes, etc.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.* ; BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes CHÉRONNET et DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

23 mai 1892

Saisie immobilière, faillite du débiteur, poursuites, créancier chirographaire, créancier hypothécaire, inscription, caducité, ouverture de la faillite, report, continuation.

Le créancier chirographaire a le droit de continuer et de mener à fin la saisie immobilière qu'il a commencée avant le jugement déclaratif de la faillite de son débiteur (1) ;

Par suite, ce droit appartient au créancier hypothécaire dont l'inscription est devenue caduque par suite d'un jugement qui a reporté la date de l'ouverture de la faillite.

---

(1) Conf. Paris, 30 nov. 1839 (D. A , v° *Faillite*, n° 230, note 1) ; Req., 10 mars 1845 (S., 45. 1. 601) ; Paris, 12 avril 1844 (D. A , v° *Faillite*, n° 230, note 2) ; Paris, 3 déc. 1846 (D. P., 51. 2. 93) ; Bordeaux, 10 mars 1852 (D. P., 53. 2. 113) ; Rouen, 10 oct. 1862 (D. P., 63. 2. 24) ; Caen, 12 oct. 1861 (D. P., 63. 2. 24) ; Angers, 22 mai 1876 (S., 74. 2. 251) ; Carré et Chauveau, *Lois de la proc*, v. 1, quest. 2198, p. 410 ; D A., v° *Faillite*, n° 229 ; Feremont et Camberlin, *Code des liquidations et faillites*, t. 1, p. 322, nos 488 et 489 ; Camberlin, *Manuel pratique des trib. de com.*, p. 674 ; Ruben de Couder, *Dict, de dr. com.*, v° *Faillite*, n° 1018. — *Contrà*, Dijon, 18 janv. 1858 (D. P., 60. 2. 78) ; Bordeaux, 13 janv. 1865 (S., 65. 2. 164) ; Renouard, *Traité des faillites*, t. 2, p. 319 ; Bravard et Demangeat, *Des faillites et des banqueroutes*, t. 1, p. 132 et suiv. ; Lyon-Caen et Renault, *Dr. com.*, t. 2, p. 672, n° 2686.

(Maigret, syndic Jean Canerie c. Médalle et Failloufée)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que, si l'art. 571 C. com. interdit aux créanciers chirographaires de procéder à l'expropriation des immeubles de leur débiteur à partir du jugement déclaratif de faillite, l'art. 572 accorde au syndic le droit exclusif de poursuivre la vente au cas seulement où il n'y a pas de procédure en expropriation antérieurement commencée; — Attendu que les termes généraux de ce dernier article s'appliquent aussi bien aux poursuites commencées par les créanciers chirographaires qu'à celles faites par les créanciers hypothécaires;

Attendu que de la combinaison de ces deux articles il résulte qu'après la déclaration de faillite le créancier chirographaire ne peut commencer une poursuite de ce genre, mais qu'il peut continuer celle commencée; — Attendu que cette solution est conforme aux principes qui régissent la matière; — Que la faillite, qui dessaisit à la fois le failli de l'administration de ses biens et le créancier chirographaire de l'exercice de ses droits, ne produit ses effets qu'en prenant les biens du failli dans l'état où ils se trouvent et sous la réserve du respect des actes consommés et des droits légitimement acquis, par l'effet d'une mainmise véritable, actes et droits auxquels il ne saurait être porté aucune atteinte; — Attendu que, s'il en était autrement, les frais avancés par le créancier pour parvenir à la vente deviendraient des frais inutiles qu'aucune disposition de la loi n'autoriserait à mettre à la charge de la masse et qu'il serait inique de faire supporter au créancier poursuivant, lequel aurait agi dans la limite de son droit; — Qu'ainsi encore, la procédure commencée, fort dispendieuse par elle-même, ne profiterait à personne et nuirait à un créancier qui n'aurait d'autre tort que d'avoir usé de son droit;

Attendu que le poursuivant a pu compter sur un privilège pour les frais exposés par lui en vue d'une réalisation à toute une catégorie de créanciers et que ce privilège s'évanouirait au cas de substitution d'une nouvelle procédure de vente à la procédure d'expropriation commencée; — Que ces frais auraient été faits en pure perte et qu'en les supposant même dus par la faillite, ils ne seraient jamais exigibles qu'en monnaie de faillite; — Attendu encore que la poursuite valablement entreprise ne saurait s'étendre au moment où la faillite est déclarée, sans nuire à tous les créanciers inscrits;

— Qu'en effet, la saisie pratiquée a eu pour résultat de paralyser leur action puisque leur propre saisie ne pouvait pas être transcrite ; — Attendu, enfin, que, la poursuite devenant à une certaine époque commune à tous les créanciers hypothécaires, ceux-ci peuvent demander la subrogation en cas d'interruption ou de ralentissement ; — Qu'on ne comprendrait pas la clôture d'une poursuite entamée prononcée contre le saisissant, alors qu'il serait loisible à un créancier hypothécaire intervenant de la reprendre valablement ; — Attendu qu'il échet, par conséquent, de confirmer le jugement dont est appel ;

Par ces motifs : — Confirme, etc.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes CHÉRONNET et PARISOT, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

6 avril 1892

Saisie-exécution, revendication, partie saisie, mise en cause, demande, appel, recevabilité.

En matière de revendication d'objets saisis, la partie saisie doit être appelée en cause aussi bien devant la juridiction du premier degré que devant celle du second degré, et ce à peine d'irrecevabilité de la demande ou de l'appel (1).

(Ferhet ben Amokran c. Comptoir d'escompte de Mila)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que le sieur Ferhat ben Amokran a interjeté appel d'un jugement du tribunal civil de Constantine, du 22 janvier 1891, qui repousse comme non recevable son opposition à un précédent jugement par défaut du même tribunal, du 13 mai 1890, lequel jugement déclarait ledit appelant déchu du bénéfice des mesures préparatoires ordonnées

(1) V. dans ce sens, Paris, 31 mai 1862 (D. P., 63. 5. 334) ; 9 août 1862, 16 mai 1853, 20 août 1864 (D. P., 66. 5. 420) ; Chambéry, 29 avril 1872 (D. P., 73. 5. 410).

avant faire droit à son profit et le déboutant de sa demande en revendication d'objets, de récoltes et d'animaux saisis par le Comptoir d'escompte de Mila sur le sieur El Hadj Haoussine ben Dridi; — Attendu que cet appel ne saurait être accueilli; — Attendu, en effet, qu'il est constant que ledit appelant n'a intimé devant la Cour que le créancier saisissant; — Qu'il est pourtant de jurisprudence qu'en pareille matière et en de semblables instances, la partie saisie doit être appelée dans la cause aussi bien devant la juridiction du premier degré que devant la juridiction du second degré, et ce à peine d'irrecevabilité de la demande ou de l'appel; — Qu'il échet donc de faire droit à la fin de non recevoir opposée de ce chef par l'intimé à l'appel du sieur Ferhat ben Amokran;

Par ces motifs : — Dit irrecevable, en l'état, l'appel relevé par ce dernier contre le jugement susvisé du 22 janvier 1891 ; — Ordonne, en conséquence, que ce jugement sera exécuté selon sa forme et teneur; — Condamne l'appelant à l'amende et aux dépens d'appel.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.;* BOURROUILLOU, *av. gen.* — Mes CHÉRONNET et GARAU, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

—

2 février 1891

—

Louage, bail à ferme, contenance, déficit, action en diminution de prix, durée, prescription. — Motifs des jugements, conclusions, chef spécial, ensemble des motifs, motifs satisfaisants.

—

Aux termes des art. 1765 et 1622 C. civ. l'action du preneur en diminution du prix du bail pour défaut de contenance du fonds affermé doit être intentée dans l'année du contrat, à peine de déchéance.

Est suffisamment motivé l'arrêt auquel le pourvoi reproche de n'avoir pas répondu à une partie des conclusions d'appel, alors que cette partie des conclusions trouve une réponse dans l'ensemble des motifs de l'arrêt.

(Sens-Olive c. Rabon)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen, tiré de la violation et fausse application des art. 1765, 1617, 1618, 1619 et 1622 C. civ. : — Attendu qu'aux termes de l'art. 1765 C. civ. « si, dans un bail à ferme, on donne aux fonds une contenance moindre ou plus grande que celle qu'ils ont réellement, il n'y a lieu à augmentation ou diminution de prix, pour le fermier, que dans les cas et suivant les règlements exprimés au titre de la vente » ; — Qu'ainsi, les droits et les obligations des parties, à raison d'un déficit ou d'un excédant de contenance des fonds donnés à ferme, sont régis, à tous égards, par les règles tracées au titre de la vente ; — Que ces règles doivent être appliquées dans leur entier, et, notamment, pour la durée de l'action, aussi bien que pour les cas où elle est ouverte, la durée de l'action étant une disposition essentielle que l'on ne peut pas séparer de l'action elle-même ; — Que l'art. 1622 dispose que « l'action en supplément de prix de la part du vendeur, et celle en diminution de prix ou en résiliation du contrat de la part de l'acquéreur doivent être intentées dans l'année à compter du jour du contrat, à peine de déchéance » ; — Que, par suite, cette déchéance s'applique à l'action en supplément ou diminution du prix de fermage ;

Attendu que, en appliquant cette déchéance à une action en diminution du prix du bail intentée par le preneur après sept années de jouissance et le paiement du prix stipulé au contrat, l'arrêt attaqué n'a ni violé ni faussement appliqué les articles du Code civil visés au pourvoi ;

Sur le second moyen pris de la violation des art. 1134, 1622 et 1765 C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810 : — Attendu que ce moyen a uniquement pour base un défaut de motifs, le pourvoi reprochant à l'arrêt attaqué de n'avoir pas répondu à la partie d'un chef de ses conclusions d'appel dans laquelle il soutenait que la clause de garantie de contenance indiquait l'intention commune et formelle des contractants de subordonner le montant du prix de location à un mesurage subséquent ; — Attendu que cette partie des conclusions trouve une réponse dans l'ensemble des motifs de l'arrêt ; — Qu'il relate, en effet, l'objet, les conditions du bail et la clause, relative à la garantie de contenance, portant qu'en cas de différence en plus ou en moins, il y aurait lieu à une augmentation ou à une diminution des fermages ; — Qu'il discute les consé-

quences de cette stipulation ; — Qu'il rapporte les circonstances dans lesquelles s'est engagée l'action du demandeur en cassation et déclare que l'instance ouverte dans ces conditions n'a pour objet qu'une demande en diminution de prix pour déficit dans la contenance, action soumise à la prescription annale de l'art. 1622 ; — Qu'ainsi la décision attaquée se trouve dûment motivée et ne viole ni l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, ni, par voie de conséquence, les art. 1134, 1622 et 1765 C. civ., invoqués par le pourvoi ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour d'Alger, du 28 décembre 1889 (1).

MM. BÉDARRIDES, *prés.*; GEORGE-LEMAIRE, *rapp.*; BERTRAND, *av. gén.* — Me DARESTE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

—

24 janvier 1891

—

Servitude, droit musulman, acquisition, prescription, irrigation, discontinuité, possession, droit antérieur à la conquête, maintien, destination du père de famille.

—

Les servitudes, même discontinues, peuvent, en droit musulman, s'acquérir par la prescription ;

En conséquence, à la supposer discontinue, à raison de son mode d'exercice, une servitude d'irrigation, établie par la possession antérieurement à la conquête, doit être maintenue conformément à l'art. 691 C. civ. ;

Le maintien de cette servitude est encore justifié aux termes de l'art. 694, lorsque les fonds dominant et servant ont antérieurement appartenu à l'État et qu'il y a ainsi destination du père de famille.

(Bernard c. Lenepveu)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'art. 691 C. civ. ne permet pas

(1) V. cet arrêt *Rev. Alg.* 1890. 2. 386.

d'attaquer les servitudes discontinues acquises par la possession dans les pays où elles pouvaient s'acquérir de cette manière; — Qu'il est certain qu'en droit musulman ces servitudes peuvent se prescrire par la possession; — Que le bassin litigieux et certaines de ses amorces remontent à plusieurs siècles; — Qu'il résulte de l'expertise et de l'enquête qui ont servi de base au jugement du tribunal de première instance qu'avant la conquête française on se servait de ce bassin et de ses eaux pour l'irrigation de toute la contrée, comme le fait aujourd'hui le syndicat qui n'a fait que continuer ce qui se faisait au temps de l'odjak; — Que même en admettant que le fait d'ouvrir et de fermer les vannes d'irrigation, pour régler le débit et le passage de l'eau, puisse être considéré comme une discontinuation de la servitude, cet argument, tiré de l'art. 691, et celui tiré de l'art. 694 C. civ. suffiraient pour faire rejeter les prétentions de Bernard, l'État, de qui émanent toutes les propriétés de ce quartier et notamment celle de la redoute où est située le bassin, étant un véritable père de famille au sens légal du mot; — Mais attendu, d'ailleurs, qu'une servitude d'irrigation, établie comme elle l'est dans l'espèce, est une servitude apparente et continue;

Par ces motifs : — Confirme purement et simplement le jugement attaqué, pour être exécuté suivant sa forme et teneur; — Déboute les parties de leurs plus amples fins et conclusions; — Condamne Bernard aux dépens.

MM. LOURDAU, *prés.;* CUNIAC, *av. gén.* — Mes CHÉRONNET et DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

9 mai 1892

Serment décisoire, caractère, terminaison du litige.

Le serment décisoire, prévu aux art. 1358 et suiv. C. civ., qui peut, aux termes desdits articles, être déféré sur quelque espèce de contestation que ce soit et en tout état de cause, est celui qui met fin définitivement et absolument à la contestation dans un sens ou dans l'autre, soit qu'on le prête, soit qu'on refuse de le prêter (1).

(1) V. dans le même sens, Civ. cass., 5 mai 1886 (D. P., 86. 1. 467).

(Abdelkader ben Ali Turqui c. d'Humières)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme ; — Au fond : — Attendu qu'il y a lieu d'adopter les motifs qui ont déterminé les premiers juges;

Attendu, il est vrai, qu'en cause d'appel et par des conclusions additionnelles, l'appelant demande acte de ce qu'il déclare déférer à l'intimé le serment décisoire suivant : — « Je jure que j'ai exécuté la clause du bail m'imposant de » construire dans la première année du bail un hangard-» écurie pouvant contenir 80 animaux, et qu'Abdelkader ben » Turqui ne m'a point sollicité à fréquentes reprises, posté-» rieurement à cette époque, de faire procéder à cette » construction. » — Attendu que le serment ainsi formulé aurait certainement pour effet de terminer définitivement le litige, si la demande de l'appelant avait pour objet d'obtenir soit des dommages-intérêts, soit même la résiliation du bail pour inexécution des clauses et conditions du contrat; mais qu'il n'en est pas ainsi dans l'espèce, où il s'agit de rechercher la cause véritable de la perte des animaux appartenant à Abdelkader ben Turqui et d'établir à qui en incombe la responsabilité; — Que le refus pour d'Humières de prêter le serment qu'on veut lui déférer ne prouverait en aucune façon qu'il est exclusivement responsable de l'incendie qui a fait périr ces animaux, car on ne pourrait inférer de ce refus qu'un incendie n'aurait pas éclaté dans un hangard-écurie établi conformément aux prétentions d'Abdelkader ben Turqui, et que, dans tous les cas, cet incendie a entraîné la perte des animaux uniquement parce qu'ils se trouvaient enfermés dans le hangard-écurie, mis à cet effet, depuis deux années déjà, à la disposition d'Abdelkader ben Turqui ; — Attendu que le refus de ce même serment ne démontrerait pas davantage (ce qui pourtant est essentiel dans une affaire de cette nature, où les responsabilités peuvent être partagées) qu'aucune négligence, aucune faute ne peuvent être mises à la charge d'Abdelkader ben Turqui ou de quelqu'un de ses préposés, et qu'on ne saurait pas davantage en déduire que les animaux n'eussent pas péri asphyxiés, si la toiture du hangard-écurie eût été en tuiles; — Attendu que le serment ainsi déféré, ne pouvant terminer le litige que dans le cas où il serait prêté par d'Humières et étant tout à fait inopérant au cas où celui-ci se refuserait à le prêter, n'est pas le serment décisoire prévu

aux art. 1358 et suivants C. civ., qui peut, aux termes desdits articles, être déféré sur quelque espèce de contestation que ce soit, et en tout état de cause; que le serment décisoire dont parle le législateur est celui qui met fin définitivement et absolument à la contestation dans un sens ou dans l'autre, soit qu'on le prête, soit qu'on refuse de le prêter; — Attendu, dès lors, qu'il n'y a pas lieu de donner acte à Abdelkader ben Turqui de ce qu'il déclare déférer à son adversaire dans le procès le serment formulé comme il est dit plus haut, et qu'il échet de confirmer purement et simplement la décision des premiers juges;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme; — Au fond : — Dit bien jugé, mal et sans grief appelé; — Confirme, en conséquence, le jugement déféré; — Ordonne qu'il sortira son plein et entier effet, pour être exécuté suivant sa forme et teneur; — Condamne l'appelant à l'amende et aux dépens.

MM. HUGUES, *ff. prés.;* MARSAN, *av. gén.* — Mes MALLARMÉ et CHÉRONNET, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

6 avril 1892

Serment décisoire, transaction, mineur, tuteur, délation.

Le serment décisoire, emportant transaction de la part de celui qui le prête, ne saurait, hors le cas spécial de l'art. 2275 C. civ. relatif aux prescriptions de courte durée, être déféré au tuteur, qui n'a pas le pouvoir de transiger seul sur les intérêts des mineurs (1).

(Bernasconi et Ritter c. Missé)

ARRÊT

LA COUR, — Donne itératif défaut contre Gerbaud, non comparant ni personne pour lui, quoique dûment réassigné en

(1) Sur le caractere transactionnel du serment décisoire. V. trib. Brignoles 17 déc. 1879 (D. P. 80. 2. 249).

exécution d'un arrêt de défaut profit joint intervenu dans la cause à la date du 2 décembre 1891; — Et procédant à l'égard de toutes parties en cause; — Donne acte, tout d'abord, à la veuve Missé, ès-qualités, de ce qu'elle déclare reprendre l'instance au lieu et place de son défunt mari, décédé en cours de cette instance; — Tenant, par suite, ladite instance pour régulièrement reprise et y statuant; — Reçoit comme réguliers en la forme tant l'appel principal que l'appel incident relevés contre le jugement du tribunal civil d'Alger, du 19 mai 1891;

Et au fond: — Attendu que les sieurs Bernasconi et Ritter soutiennent, à l'appui de leur appel principal, qu'indépendamment de la signification qui lui a été par eux faite le 18 septembre 1889, Missé n'ignorait pas, au moment de l'introduction de leurs meubles dans les lieux loués à Gerbaud, que ces meubles n'appartenaient pas à ce dernier; — Qu'ils concluent, en conséquence, à l'infirmation du jugement déféré et à l'adjudication, par suite, de leur demande en distraction desdits meubles;

Attendu que, subsidiairement, ils défèrent aux intimés ayants droit de feu sieur Missé le serment litis décisoire sur ce point du procès; — Qu'ils demandent, dès lors, que lesdits intimés soient tenus d'affirmer «qu'il n'est pas à leur con-
» naissance que Missé, leur auteur, ait été averti par Gerbaud,
» antérieurement à la conclusion du bail du 15 septembre
» 1889, qu'il s'était obligé de louer les meubles destinés à
» garnir les chambres de l'hôtel ayant fait l'objet du bail»;

Attendu, tout d'abord qu'un serment de cette nature ne saurait être déféré à des mineurs; — Or, attendu que les héritiers de feu sieur Missé sont tous mineurs; — Attendu que la veuve de celui-ci procède, sans doute, en leur nom dans la cause, et ce en qualité de tutrice; — Mais attendu que le serment déféré ne peut être prêté par elle en cette qualité; — Attendu, en effet, que le serment décisoire emporte transaction de la part de celui qui le prête; — Qu'il suit de là que le tuteur, qui n'a pas le pouvoir de transiger seul sur les intérêts des mineurs, ne doit pas, en cette qualité, être soumis à ce serment; — Attendu que l'art. 2275 C. civ. permet, à la vérité, la délation du serment aux tuteurs des mineurs; — Mais attendu qu'il s'agit là d'une disposition exceptionnelle dont l'application doit être restreinte au cas spécial qu'elle précise et prévoit, et qui a trait à la délation du serment à des tuteurs qui opposent, au nom des mineurs, des prescriptions de courte durée; — Attendu que ce dernier cas n'est pas celui de l'espèce;

Attendu, néanmoins, que rien ne s'oppose à ce que le ser-

ment déféré par les appelants à la veuve Missé, qui agit aussi dans la cause en son nom personnel, ne lui soit déféré et prêté par elle en cette dernière qualité ;

Par ces motifs : — Avant faire droit définitivement sur les prétentions respectives des parties devant la Cour; — Sans s'arrêter au serment déféré à ladite dame veuve Missé prise comme tutrice naturelle et légale de ses enfants mineurs, lequel serment est déclaré inadmissible ; — Ordonne, néanmoins, que ladite dame veuve Missé, prise en son nom personnel seulement, sera tenue d'affirmer par serment, à l'audience du 2 mai 1892, les faits ci-dessus visés et énoncés dans la formule du serment déféré ; — Pour, après ladite prestation, être par les parties conclu et par la Cour statué ce qu'il appartiendra ; — Dépens réservés.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.;* BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes PARISOT et CHÉRONNET, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

4 avril 1891

Mariage, loi autrichienne, exclusion de communauté, constitution de dot, acte sous seing privé, validité, Tunisie, usages, créanciers du mari, contestation, irrecevabilité.

Le mariage contracté suivant l'intention présumée des époux (1) *sous l'empire de la loi autrichienne, qui est tirée, en grande partie, du droit romain, ne comporte pas de communauté de biens entre les époux, mais la constitution d'une dot apportée soit par la femme, soit par un tiers agissant en son nom* (2).

(1) Jugé que, lorsque deux étrangers se marient en France, leur union est régie par leur intention commune, pourvu que cette intention soit manifeste. Aix (*Bull. d'Aix*, 87. 198) Aix, 22 juin 1886. V. dans le même sens trib civ. Marseille, 12 févr. 1887 (*Rev. d'Aix*, 88. 2. 9). — En sens contraire Guillouard, *Traité du contrat de mariage*, vol. 1, nº 333 et les arrêts rapportés en note, lesquels considèrent les étrangers qui sont domiciliés en France et qui s'y marient sans faire de contrat de mariage comme devant être réputés mariés sous le régime de la communauté, régime de droit commun.

(2) En Autriche le régime de l'union des biens, assez analogue à notre

Cette constitution de dot peut avoir lieu valablement, en Tunisie, par acte sous seing privé, tant aux termes de la loi autrichienne qu'en vertu des usages existant à Tunis et consacrés par la Cour de cassation, sans que les créanciers du mari puissent plus tard en contester la valeur ou s'opposer à la séparation de biens légitimement demandée par la femme dont la dot se trouve en péril, si d'ailleurs les circonstances qui ont accompagné la rédaction de l'acte de constitution excluent tout soupçon d'antidate ou de fraude.

(Dame Ravasini c. Ravasini)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que la dame Virginie Fedriani épouse du sieur Guido Ravasini demande sa séparation de biens ; — Attendu que cette demande a été régulièrement formée et qu'elle a reçu la publicité prescrite par la loi ; — Attendu que le sieur Ravasini s'en rapporte à justice, mais qu'un de ses créanciers, le sieur Forti, intervient à l'instance et s'oppose à l'admission de la demande ;

Attendu que le sieur Ravasini et la dame Fedriani ont contracté mariage à Tunis le 9 février 1871 ; — Attendu que le sieur Ravasini était à cette époque sujet autrichien, comme originaire de Trieste, et que, suivant l'intention présumée des époux, c'était la loi autrichienne qui était destinée à régir leurs intérêts pécuniaires ; — Attendu que, d'après cette loi qui est tirée en grande partie du droit romain, il n'existe entre les époux aucune communauté de biens, mais que le mariage comporte en général une dot, et que l'on entend par là ce qui est apporté au mari, soit par la femme, soit par un tiers agissant en son nom, pour l'aider à supporter les charges du ménage ; — Attendu que la dot est constituée par la femme elle-même si elle a des biens, et, dans le cas contraire, par ses ascendants ; — Attendu que la constitution de dot peut avoir lieu même après le mariage ; qu'il n'est pas nécessaire pour sa validité qu'elle soit constatée par acte authentique ; que les créanciers du mari peuvent toutefois en demander l'annulation en cas de simulation ou de fraude ; — Attendu enfin que la

régime d'exclusion de communauté, et qui donne au mari l'administration et la jouissance des biens personnels de la femme, est de droit commun en l'absence de conventions contraires. V. Lehr, *Éléments de droit civil germanique*, p. 324 et s.

femme a le droit de reprendre l'administration de ses biens lorsqu'ils sont mis en péril par le mauvais état des affaires du mari ;

Attendu qu'un acte signé par le sieur Gaetano Fedriani, père de la demanderesse, prouve que ce dernier a constitué en dot à sa fille une somme de 40,000 piastres soit en argent, soit en vêtements et bijoux ; — Attendu qu'une mention de cet acte indique qu'il a été dressé à Tunis antérieurement au mariage et dans le courant du mois de février 1871 ; — Attendu que par une quittance du 28 janvier 1875, le sieur Ravasini a reconnu qu'il avait reçu le solde de sa dot ; — Attendu que le chiffre de cette dot était loin d'être en disproportion avec la situation de fortune que possédait à ce moment le sieur Gaetano Fedriani ; — Attendu que l'acte par lequel elle a été constituée a été signé par des personnes très honorables, MM. Pelufo, Bogo, Pinna, consul d'Italie, et Herfeld, consul d'Autriche, qui y sont intervenus comme témoins et qui ont quelques jours après assisté en la même qualité à la célébration du mariage ; — Attendu que ces circonstances excluent tout soupçon d'antidate et de fraude ;

Attendu, il est vrai, que cet acte a été rédigé sous signature privée ; mais qu'il était conforme à la loi autrichienne et aux usages qui étaient suivis à cette époque en Tunisie pour les contrats de mariage entre Européens alors surtout que comme dans l'espèce les deux époux n'appartenaient pas à la même nationalité ; — Attendu qu'un arrêt de la Cour de cassation du 18 avril 1865 a reconnu la régularité de ces usages (V. Féraud-Giraud, t. 2, p. 115) ;

Attendu que la dot de la demanderesse est certainement en péril ; que son mari se trouve, en effet, actuellement dans une situation embarrassée et qu'il est poursuivi avec une extrême rigueur par un de ses créanciers, le sieur Forti, qui a fait saisir ses biens meubles et immeubles ; — Attendu que la dame Fedriani est donc fondée à demander sa séparation de biens pour la sauvegarde de ses intérêts ; que le sieur Forti, auquel toutes les pièces du procès ont été, du reste, communiquées en temps utile, s'oppose vainement à cette demande et qu'il lui appartiendra seulement de surveiller la liquidation des reprises de la femme pour empêcher qu'elle n'ait lieu d'une façon contraire à ses droits ;

Attendu que la demanderesse réclame à tort pour les frais de l'instance un privilège que la loi ne reconnaît pas ;

Attendu que par décret du 14 novembre 1882 le sieur Ravasini a obtenu sa naturalisation italienne ; — Attendu, en conséquence, que les époux Ravasini doivent être renvoyés

pour la liquidation des reprises de la femme devant l'autorité consulaire italienne qui remplit à leur égard les fonctions de notaire;

Par ces motifs : — Statuant contradictoirement et en premier ressort; — Reçoit le sieur Forti dans son intervention, mais dit qu'il s'oppose à tort à la demande de séparation de biens dont il s'agit et le condamne aux dépens de son intervention; — Ordonne que la dame Virginie Fedriani, épouse du sieur Guido Ravasini, sera et demeurera séparée quant aux biens d'avec son mari et qu'elle reprendra l'administration de son patrimoine; — La renvoie devant l'autorité consulaire italienne pour la liquidation de ses reprises; — Nomme M. Martineau des Chesnez juge-commissaire à cette liquidation; — Dit qu'en cas d'empêchement de ce magistrat, il sera remplacé par ordonnance de M. le président de cette chambre ou par son dévolutaire sur requête présentée par la partie la plus diligente; — Condamne envers la dame Fedriani le sieur Ravasini aux dépens.

MM. FABRY, *prés.*; FROPO, *subst.* — Mes BRULAT, ABÉASIS et GUEYDAN, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

5 avril 1892

Navire, acconier, responsabilité, exécution du contrat, temps normal, marchandises, réception, présomption, contrat, clause spéciale, entretien et conservation de la marchandise, avaries, perte totale, erreur de livraison, vol.

Les acconiers ont, en principe, comme les voituriers, la garde et la responsabilité des objets ou marchandises confiés à leurs soins, et ce, pendant tout le temps normalement nécessaire à l'exécution de leurs obligations;

Dès lors, cette responsabilité, qui existe tant que la marchandise portée sur l'accon n'est pas arrivée à destination, c'est-à-dire à quai, n'a plus sa raison d'être et cesse de subsister à une époque éloignée de plusieurs semaines, de

plusieurs jours même, de l'époque du débarquement. Il naît, à ce moment, par la force des choses, au profit de l'acconier, une présomption de réception et de prise en charge, par la compagnie, des marchandises demeurées à quai ;

La clause du contrat d'acconage stipulant au profit de la compagnie l'obligation à la charge de l'acconier d'accepter toute responsabilité pour l'entretien et la conservation de la marchandise jusqu'à parfaite livraison vise seulement les mesures de préservation des marchandises contre les avaries auxquelles elles se trouvent exposées, mais n'assujettit l'acconier à aucune responsabilité au cas de perte totale pouvant résulter soit des erreurs commises dans les livraisons par la Compagnie aux destinataires, soit aussi de vols perpétrés sur les quais (1).

(Compagnie générale transatlantique c. Conquy et Schiaffino frères)

ARRÊT

LA COUR, — Reçoit, comme régulier en la forme, l'appel relevé par la Compagnie générale transatlantique contre un jugement du tribunal de commerce d'Alger, du 4 juillet 1891, lequel maintient en principe un précédent jugement de défaut du 28 février de la même année, rendu au profit des sieurs Conquy et Schiaffino frères ; — Disant droit, au fond, sur le mérite de cet appel ;

Attendu que Conquy avait fait assigner ladite Compagnie générale transatlantique devant les premiers juges : 1° en paiement d'une somme de 2,121 fr. 50 cent., représentant la valeur des manquants de diverses marchandises chargées à sa destination sur le bateau de cette compagnie ; 2° en 500 fr. de dommages-intérêts ; — Attendu que la Compagnie avait appelé en garantie les sieurs Schiaffino frères, ses acconiers ; — Attendu que, par les jugements précités, le tribunal a fait droit aux demandes de Conquy, sous réduction, toutefois, du

---

(1) Sur la responsabilité des acconiers, V. trib. com. Marseille, 19 mars 1852 (*Journ. de Marseille*, t. XXXI. 1. 76) et 1er févr. 1855 (*Journ. de Marseille*, t. XXXIII. 1. 52). — V. aussi Alger, 11 avril 1892 (*suprà*, p. 208).

chiffre de la demande en dommages-intérêts à 150 fr. ; — Qu'il a, de plus, rejeté comme non fondée l'action récursoire de la Compagnie contre les sieurs Schiaffino ; — Attendu que la Compagnie a fait appel de ces décisions ; — Attendu que, devant la Cour, les parties persistent dans leurs prétentions respectives originaires ; — Qu'il échet de statuer ;

A cet égard : — En ce qui touche les demandes de Conquy contre la Compagnie : — Attendu que ces demandes ne paraissent pas sérieusement contestées ; — Qu'elles sont d'ailleurs justes et fondées ; — Qu'il y a lieu de les admettre par les mêmes raisons que celles qui ont déterminé les premiers juges ;

En ce qui touche l'action en recours de la Compagnie contre les sieurs Schiaffino frères, ses acconiers : — Attendu que, pour faire accueillir cette action, la Compagnie se fonde sur les art. 1er et 5 de la convention intervenue entre les sieurs Schiaffino frères et elle à la date du 10 mars 1885 ; — Attendu que dans les parties invoquées comme ayant trait aux difficultés du procès, ces deux articles s'énoncent ainsi qu'il suit :

« Art. 1er. — Les soussignés prendront les marchandises » de débarquement à bord, dans les cales, et les apporteront » dans les magasins de la Compagnie, situés sur les quais » d'Alger, où elles seront arrimees par marques et numéros. » La marchandise sera reçue par eux à bord, et la reconnaissance faite contradictoirement, comme d'usage, entre les » représentants des capitaines ou de l'agent et eux-mêmes ou » leur représentant. Les reçus de débarquement, tant en » temps de pluie qu'en celui de beau fixe, porteront les réserves et annotations que l'état des colis pourrait exiger. En » dehors de ces réserves, les soussignés sont responsables » de la remise des colis en bon état à quai et dans les magasins, où ils seront arrimés et bâchés avec soin sous leur » responsabilité. MM. Schiaffino frères s'engagent, en outre, » à fournir deux pointeurs chargés de la reconnaissance et » du pointage des marchandises sur quai et en magasin ; les » bordereaux de réception seront signés de part et d'autre » avec les annotations que les colis pourraient exiger. — » Art. 5. — La Compagnie générale transatlantique paiera les » prix suivants aux soussignés : bâchage, 9 centimes par » cent kilog. ou tonneau de mer compris au manifeste d'entrée pour bâchage et mise sur tréteaux, fourniture du matériel nécessaire comprise, l'entrepreneur acceptant toute » responsabilité pour l'entretien et la conservation de la marchandise jusqu'à parfaite livraison ».

Attendu qu'appuyée sur ces articles, la Compagnie soutient que ses acconiers, prenant contre récépissé les marchandises à bord et les transportant dans les magasins ou à quai, sont, en thèse générale, responsables de leur perte jusqu'à livraison constatée par l'échange des bordereaux de pointage, et, en conséquence, ils doivent, spécialement dans l'espèce, répondre des marchandises égarées ou perdues au préjudice de Conquy, marchandises dont ils n'ont été déchargés, depuis les reçus du bord, par aucun autre reçu établissant la livraison de ces marchandises à la Compagnie;

Attendu que des circonstances de la cause il ressort qu'au cours de l'exécution des conventions dont il vient d'être parlé de sérieuses difficultés se sont élevées entre les parties au sujet du pointage et de la reconnaissance à quai des marchandises débarquées; que la correspondance desdites parties révèle l'existence et la nature de ces difficultés, et de plus les réclamations réitérées des sieurs Schiaffino pour en obtenir la solution; — Qu'ainsi, à la date du 21 octobre 1890, ces derniers écrivaient à l'agent principal de la Compagnie, relativement à la perte ou à l'avarie de diverses marchandises : — « Nous venons vous demander que la reconnaissance » contradictoire soit faite par lots au moment de la mise à » quai; nous ne serons pas exposés à avoir après bâchage un » tiers ou une moitié de la marchandise refusée par avarie.... » Une reconnaissance contradictoire entre votre honorable » Compagnie et nous, au moment de la mise à quai, déterminerait les responsabilités, et nous espérons que vous ne » vous refuserez pas à prendre la mesure que nous jugeons » équitable. » — Que, par autre lettre du 25 novembre de la même année, visant l'art. 1er lui-même de leurs conventions, ils disaient : — « Nous venons vous prier de nous faire savoir » si vous êtes disposé à mettre un pointeur pour la reconnaissance des marchandises qui ne sont pas en magasin. » — Que, le 15 décembre, enfin, suivant acte de Hugon, huissier à Alger, dudit jour, ils faisaient sommation formelle à la Compagnie d'avoir, immédiatement et sans délai, à tenir sur les quais, tant à leur disposition qu'à celle de leurs pointeurs, les agents nécessaires pour assurer le service du pointage à quai contradictoirement; — Que, le 18 août, ils écrivaient encore : — « Toutes les marchandises dont nous donnons » reçu à bord sont mises à quai; il appartient à vous d'en » faire la reconnaissance contradictoirement avec nos » employés; mais vous vous y êtes constamment refusé. » — Attendu qu'il ne semble pas qu'il ait été jamais donné satisfaction par la Compagnie à ces réclamations des sieurs

Schiaffino; — Qu'il a dû en résulter, nécessairement, que jamais les dispositions finales de l'art. 1er de la convention du 10 mars n'ont pu être observées ni de part, ni d'autre; — Que la Cour est autorisée à conclure de là qu'habituellement et en fait les marchandises se trouvaient débarquées à quai par les acconiers, sans aucune reconnaissance contradictoire et livrées ensuite en cet état par la Compagnie aux destinataires;

Attendu que, relativement aux marchandises de Conquy, c'est bien ainsi que les choses paraissent s'être passées au débarquement; — Attendu qu'à cet égard, le jugement entrepris énonce que lesdites marchandises sont arrivées à quai d'Alger le 10 ou le 11 octobre 1890; — Attendu que ce n'est que quinze jours après, c'est-à-dire le 1er novembre 1890, que la Compagnie a avisé les sieurs Schiaffino frères d'avoir à rassembler les marchandises dispersées sur les quais; — Attendu que le 11 du même mois seulement, neuf jours encore après, elle a invité Conquy à venir retirer les marchandises tenues à sa disposition; — Attendu que de ce dernier fait les premiers juges ont tiré la conséquence que la Compagnie avait, en réalité, reçu, à ce moment, des sieurs Schiaffino frères toutes les marchandises débarquées par eux; — Attendu que, quoi qu'il en soit sur ce dernier point, il demeure certain qu'à défaut d'entente des parties sur l'exécution de la clause finale de l'art. 1er de leurs conventions du 10 mars 1885, c'est-à-dire sur le mode de réception à quai des marchandises débarquées, et à défaut également de toute fixation de délai pour la remise à la Compagnie de ces marchandises à quai, c'est aux règles de droit commun qu'il faut recourir pour la solution des difficultés qui se produisent à cette occasion;

Attendu que, comme les voituriers, les acconiers ont, en principe, la garde et la responsabilité des objets ou marchandises confiés à leurs soins; — Mais attendu que cette responsabilité ne saurait être indéfinie; — Qu'elle se limite naturellement au temps normalement nécessaire à l'exécution complète de leurs obligations; — Qu'elle existe, d'abord, tant que la marchandise portée sur l'accon n'est pas arrivée à destination, c'est-à-dire à quai; — Mais qu'elle n'a plus sa raison d'être et cesse, dès lors, de subsister à une époque éloignée de plusieurs semaines, de plusieurs jours même, de l'époque du débarquement; — Qu'alors, par la force des choses, naît au profit de l'acconier une présomption de réception et de prise en charge par la Compagnie des marchandises demeurées à quai; — Que cette présomption, en harmonie

avec l'esprit des conventions et des faits, est conforme, dans ses conséquences, aux règles de la plus stricte équité ; — Qu'il ne peut dépendre, en effet, des Compagnies maritimes d'aggraver, par leur négligence à recevoir la marchandise et *a fortiori* par leur refus de concourir à l'accomplissement des formalités nécessaires à cette réception, la situation de leurs acconiers, de prolonger leur garde et leur responsabilité, de leur créer des obligations de surveillance nouvelles et de les soumettre ainsi à des charges onéreuses non formellement prévues dans les stipulations de leurs conventions ;

Attendu, à la vérité, que la Compagnie générale transatlantique prétend, en l'espèce, rencontrer dans les dispositions de l'art. 5 précité des stipulations de cette nature obligeant les sieurs Schiaffino à conserver, jusqu'après livraison, la garde et la responsabilité des marchandises par eux mises à quai ;

Attendu que cet article est étranger à la cause ; — Qu'il impose bien à ces derniers l'obligation de conservation et de soin après le débarquement ; — Mais que ces obligations ont pour but seulement des mesures de préservation des marchandises contre les avaries auxquelles elles se trouvent exposées ; qu'elles n'ont point trait à leur garde proprement dite ; qu'elles n'assujettissent les acconiers à aucune responsabilité au cas de perte totale pouvant résulter soit des erreurs commises dans les livraisons par la Compagnie aux destinataires, soit aussi des vols perpetrés sur les quais ;

Attendu que de toutes ces considérations il résulte donc que c'est à bon droit que les premiers juges ont repoussé, comme n'ayant pas de fondement, l'action en garantie de la Compagnie générale transatlantique contre les sieurs Schiaffino frères ; — Qu'il échet, par suite, sur ce point, de confirmer encore leur décision ;

Par ces motifs : — Dit mal et sans cause appelé, bien jugé ; — Déclare la Compagnie générale transatlantique mal fondée dans son appel ; — L'en déboute ; — En conséquence, ordonne que le jugement entrepris sortira son plein et entier effet, tant au profit du sieur Conquy que des sieurs Schiaffino frères ; — Condamne la dite Compagnie générale transatlantique à l'amende et aux dépens de première instance et d'appel.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.* ; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes BORDET, CHÉRONNET et JOUYNE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

—

11 mai 1892

—

Divorce, appel, compétence de la Cour, étendue, mesure provisoire, résidence ou voyages de la femme, autorisation.

—

L'appel saisissant la Cour d'une demande en divorce la saisit en même temps du soin de décider toutes les mesures provisoires que cette demande peut entraîner, notamment les questions relatives à la résidence de la femme ou aux voyages que cette femme demande à faire.

(Vatel c. Dame Vatel)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Me Gronier déclare n'avoir reçu ni pièces, ni instructions pour conclure ; — Attendu que l'appel est régulier en la forme ;

Au fond : — Adoptant les motifs des premiers juges ;

Sur la demande de l'intimée à l'effet d'être autorisée à se rendre à Paris et aux eaux pour cause de santé ; — Attendu que l'appel saisissant la Cour de la demande en divorce la saisit en même temps du soin de décider toutes les mesures provisoires que cette demande peut entraîner ; — Que la Cour est compétente pour statuer sur les questions de résidence et sur la demande de l'intimée tendant à être autorisée, à raison de sa santé, à éviter les chaleurs de l'été, en allant en France et aux eaux reconnues nécessaires ;

Attendu que la dame Vatel ne peut s'adresser qu'à la Cour, saisie de l'instance par l'appel, pour obtenir l'autorisation de résider en France, pendant les mois de l'été, chez Madame Bourgeois, sa cousine, 123, avenue des Champs-Élysées, et celle de suivre le traitement des eaux qui sera ordonné par le médecin qu'elle a l'intention de consulter à Paris ; mais qu'elle doit faire connaître au sieur Vatel l'époque de son arrivée et de son départ de la station thermale qui lui sera désignée ;

Par ces motifs : — En la forme : — Reçoit l'appel comme régulier ; — Donne défaut congé contre le sieur Eugène Vatel

et contre Me Gronier, son avoué, faute de conclure ; — Donne acte à Me Gronier de ce qu'il déclare n'avoir ni pièces ni instructions pour conclure ;

Au fond : — Dit mal appelé, bien jugé ; — Confirme, en conséquence, la décision attaquée, qui sortira son plein et entier effet ; — Dit que la dame Vatel est autorisée à passer les chaleurs de l'été en France, chez sa cousine, Madame Bourgeois, demeurant 123, avenue des Champs-Élysées ; — Dit qu'elle est autorisée à se rendre dans la station thermale qui lui sera indiquée par un médecin de Paris, sous la condition d'aviser le sieur Vatel de son arrivée et de son départ de cette station thermale ; — Condamne l'appelant à l'amende et aux dépens de son appel.

MM. Hugues, *ff. prés.* ; Marsan, *av. gén.* — Me Chéronnet, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

—

5 mai 1892

—

Succession musulmane, héritier, dettes successorales, forces de la succession, obligation à due concurrence, biens vendus, prix distribué aux créanciers, biens habous, dévolution aux héritiers, absence d'obligation, créancier désintéressé, transaction, dette du de cujus cautionnée par l'héritier, conséquences.

—

Dans la coutume musulmane, les héritiers ne peuvent être tenus des dettes d'une succession que jusqu'à concurrence des forces de cette succession qu'ils ont recueillie. Ils ne sont tenus dans aucune limite, si les biens meubles ou immeubles ont été vendus au profit des créanciers successoraux et s'ils n'ont recueilli que les biens habous dont ils n'ont pas la propriété ;

Le fait, par l'un des héritiers, d'avoir désintéressé, par une transaction, un créancier du de cujus *ne saurait constituer, de la part de cet héritier, une acceptation de la succession, si l'héritier avait lui-même cautionné la dette son auteur.*

La coutume musulmane admet la preuve testimoniale en toute matière.

(Époux Revol c. Consorts Sellami)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'opposition des époux Revol est régulière et recevable en la forme;

Au fond : — Attendu que, dans la coutume musulmane, les héritiers ne peuvent être tenus des dettes d'une succession que jusqu'à concurrence des forces de cette succession qu'ils ont recueillie; — Qu'il a été établi, par l'ensemble de l'enquête et de la contre-enquête suivies devant les premiers juges, que tous les biens meubles et immeubles de la succession de Mahmoud Sellami, à l'exception des biens habous dont il n'avait point la propriété, ont été vendus et que le prix en a été employé à désintéresser jusqu'à due concurrence les héritiers de ladite succession; — Que l'on objecte vainement que Hassouna Sellami, l'un des héritiers, a ultérieurement désintéressé un créancier de Mahmoud en versant à la veuve Frendo, à titre de transaction, une somme de 1,500 piastres en paiement d'une créance de plus forte somme due par Mahmoud; — Que, en effet, il est établi par une reconnaissance de Hassouna et de Mahmoud lui-même que, antérieurement à la mort de celui-ci, en juillet 1867, Hassouna avait cautionné la dette de son père à l'égard de Frendo; — Que, par suite, en consentant la transaction précitée, il n'a fait que s'acquitter de sa propre obligation;

Attendu que la coutume musulmane admet la preuve testimoniale en toute matière; — Que l'on ne saurait, dans l'espèce, méconnaître l'autorité de témoignages émanant de personnes qui, par leur caractère et leur situation, sont dignes de foi, tels, notamment, que l'oukil des habous et le notaire tunisien de Sfax (premier témoin de l'enquête et cinquième témoin de la contre-enquête); — Que c'est avec raison, par suite, que les premiers juges ont admis, d'après l'ensemble de l'enquête et de la contre-enquête, que le terrain vendu par les intimés à Mohamed ben Hadj Ahmed Bouzid était frappé de habous entre les mains de Mahmoud;

Par ces motifs et ceux des premiers juges : — Reçoit en la forme l'opposition et l'appel des époux Revol; — Les en déboute au fond et maintient l'arrêt dont est opposition; — Condamne les époux Revol aux dépens de première instance et d'appel.

MM. BLANKAERT, *prés.;* BROCARD, *subst. du proc. gén.* — Mes CIRIER et MEUNIER, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

—

4 avril 1892

—

Exploit, jugement, signification, copie, omission de la date, nullité non facultative, mandat, pouvoir de transiger, arbitrage, renonciation à toute voie de recours, excès de pouvoir, exploit signifié, mention de l'arbitrage, requête du mandant, absence de ratification.

—

La signification d'un jugement dont la copie ne mentionne aucune date est nulle et ne peut faire courir les délais d'appel. Cette nullité n'est pas de celles qui sont facultatives en Algérie.

Le mandataire investi du droit de transiger, de compromettre, de se désister d'un appel, ne peut dispenser des arbitres d'observer les formes prescrites par la loi, ou renoncer par avance à tout recours contre la sentence arbitrale rendue, sans dépasser les limites de son mandat. L'exploit signifié à la requête du mandant et qui somme l'adversaire d'avoir à verser ses pièces ès-mains des arbitres que les parties ont choisis ne saurait être regardé comme une ratification des engagements pris par le mandataire, si rien n'établit que cet exploit ait été signifié sur les instructions directes du mandant.

(Marquier de Villemagne c. Montferrand)

ARRÊT

LA COUR, — En la forme : — Attendu que les appels sont réguliers; — Attendu que ces deux appels sont connexes; qu'il y a lieu d'en ordonner la jonction;

Sur la tardivité de l'appel : — Attendu que la copie, signifiée à Marquier de Villemagne, du jugement du tribunal de Bougie ne mentionne aucune date; que, dès lors, le point de départ de délai d'appel est demeuré inconnu audit Marquier

de Villemagne, et que ce délai ne pouvait courir contre lui ; — Attendu que l'omission d'une formalité aussi importante ne saurait à aucun point de vue constituer une nullité facultative; — Attendu qu'il suit de là que l'appel est recevable ;

Sur le fond : — Attendu qu'il suffit d'examiner la procuration conférée à la demoiselle de Rochon pour constater qu'elle a outrepassé, à tous égards, les pouvoirs dont son mandant l'avait investie ; — Attendu que la demoiselle de Rochon était, à la vérité, investie du droit de transiger, de compromettre, de se désister d'un appel ; mais que rien ne l'autorisait soit à dispenser les arbitres d'observer les formes prescrites par la loi, soit à renoncer à l'avance à tout recours contre la sentence rendue ; — Attendu que l'on objecte vainement que Marquier de Villemagne a ratifié les actes de sa mandante par l'exploit du 1er août 1890, par lequel il sommait Montferrand d'avoir à verser ses pièces ès-mains de l'un des arbitres ; qu'en effet, rien n'établit que cet exploit ait été signifié sur les instructions directes de Marquier de Villemagne ;

Par ces motifs : — Reçoit les appels comme réguliers en la forme ; — En ordonne la jonction en raison de leur connexité ; — Dit les appels recevables ; — Au fond : — Infirme le jugement entrepris et statuant à nouveau : — Annule le compromis du 19 février 1890 et la sentence arbitrale qui en a été la suite ; — Condamne l'intimé en tous les dépens.

MM. ZEYS, *prem. prés.;* MARSAN, *av. gén.* — Mes HONEL et MEUNIER, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

16 mai 1892

Hypothèque, Tunisie, remise de titre, validité, condition essentielle, débiteur, disposition du titre, Italien, mineur, dette contractée par la mère, profit du mineur, art. 1307 du Code civil italien, obligation proportionnelle.

En Tunisie, la remise en gage faite par un débiteur à son créancier d'un titre de propriété ne saurait constituer pour

celui-ci une hypothèque valable qu'à la condition essentielle que le débiteur ait eu le droit de disposer de ce titre.

Si des mineurs italiens ne peuvent être obligés au remboursement intégral des sommes empruntées par leur mère en son nom personnel et pour la garantie desquelles cette dernière a donné en gage des titres de propriété leur appartenant, ils doivent, du moins, aux termes de l'art. 1307 C. civ. italien, dans le cas où tout ou partie de ces sommes auraient tourné à leur profit, être tenus envers le prêteur jusqu'à concurrence du profit qu'ils en ont retiré.

(Banque de Tunisie c. Veuve Grecco et autres)

ARRÊT

LA COUR. — Attendu que l'appel est régulier en la forme ; — Attendu, en outre, qu'il y a lieu de donner acte à Suzzoni, ès-qualités, de ce qu'il déclare reprendre l'instance actuellement pendante devant la Cour entre la Banque de Tunisie et les mineurs Grecco, ses pupilles ;

Au fond : — Attendu que les mineurs Grecco ne sauraient être tenus de rembourser à la Banque de Tunisie le montant intégral, en capital et intérêts, des trois emprunts successifs contractés par la veuve Grecco, leur mère, non en sa qualité de tutrice qu'elle a dissimulée avec le plus grand soin, mais uniquement en son nom personnel ; — Attendu que vainement la Banque de Tunisie objecte que, tenant les titres qui lui ont été donnés en gage de la dame veuve Grecco qui les détenait matériellement, l'hypothèque qui lui a été consentie est valable, l'hypothèque, suivant la coutume tunisienne, consistant uniquement dans la détention matérielle du titre de propriété ;

Attendu que cette objection ne peut être fondée que tout autant que celui qui remet ainsi en gage un titre de propriété a le droit de disposer de ce titre ; que cette condition essentielle à la validité de l'hypothèque ne se rencontre pas dans la cause, puisque la dame Grecco ne détenait les titres de propriété qu'elle a remis à la Banque que comme tutrice de ses enfants mineurs, à qui seuls les titres de propriété appartenaient légalement ; — Attendu, toutefois, que si les mineurs Grecco ne peuvent être obligés au remboursement intégral,

en capital et intérêts, des sommes empruntées par leur mère en son nom personnel, ils doivent, aux termes de l'art. 1307 du Code civil italien, dans le cas où tout ou partie de ces sommes aurait tourné à leur profit, être tenus envers le prêteur jusqu'à concurrence du profit qu'ils en ont retiré ;

Mais attendu que les éléments de la cause ne permettent pas de déterminer, quant à présent, si les mineurs Grecco ont ou non profité des sommes empruntées par leur mère, ni, en cas d'affirmative, dans quelles limites ils en ont profité ; — Qu'il y a donc lieu, sur ce point, tout en confirmant le jugement en ce qu'il a déclaré nulle et de nul effet l'hypothèque consentie par la veuve Grecco sur les immeubles appartenant à ses enfants mineurs, et condamné la Banque à restituer au nouveau tuteur de ceux-ci les titres de propriété de ces immeubles, d'accueillir les conclusions subsidiaires de la Banque à l'effet d'être autorisée à établir dans quelle mesure les sommes par elle prêtées à la veuve Grecco ont profité à ses enfants mineurs ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Donne acte à Suzzoni, tuteur des enfants Grecco, de ce qu'il reprend l'instance, et à la veuve Grecco de ce qu'elle déclare s'en rapporter à justice ; — Au fond ; — Confirme la décision attaquée ; — Dit, en conséquence, que la constitution d'hypothèque consentie par la veuve Grecco au profit de la Banque de Tunisie en son nom personnel et sur des immeubles appartenant à ses enfants mineurs est nulle et de nul effet ;

Émendant, toutefois, autorise la Banque de Tunisie à prouver, tant par titres que par témoins : — 1° que les sommes par elle avancées ont servi à l'amélioration et à l'exhaussement des immeubles qui lui avaient été donnés en gage ; — 2° que ces immeubles ont acquis une plus-value répondant à l'emploi de tout ou partie de ces sommes ; — Réserve aux intimés la preuve contraire ; — Commet le juge de paix de Tunis à l'effet de recevoir la déposition des témoins, s'il y a lieu ; — Pour, cette preuve rapportée et les procès-verbaux d'enquête déposés au greffe de la Cour, être de nouveau conclu, plaidé et statué ce que de droit ; — Ordonne la restitution de l'amende consignée et réserve les dépens.

MM. HUGUES, *ff. prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes CHÉRONNET et PARISOT, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

—

12 mai 1892

—

Jugement interlocutoire, expertise, préjugé du fond, appel, recevabilité, saisie immobilière, adjudication, étendue, immeuble par destination, principe, exception, cahier des charges, désignation limitative.

—

Si la mission confiée à des experts par un jugement est de telle nature que ce jugement préjuge, dans une certaine mesure, le fond de l'affaire, la décision rendue est interlocutoire et, par conséquent, susceptible d'appel.

En principe, l'adjudication d'un immeuble comprend tous les objets que le propriétaire du fond y a placés pour les besoins de l'exploitation ; cette règle doit souffrir cependant exception au cas où le cahier des charges, qui fait la loi des parties, a expressément et limitativement déterminé ceux de ces immeubles par destination qui seraient vendus avec le fonds, les autres restant la propriété du saisi.

(Corcellet et autres c. Braco)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Braco Teillard et Cie et les consorts de Thiollaz, bien que dûment cités, n'ont point constitué défenseur ou avoué; qu'il échet de statuer par défaut à leur égard;

Sur la recevabilité de l'appel : — Attendu que le jugement déféré, en conférant aux experts commis la mission de déterminer, parmi les objets vendus par les consorts de Thiollaz aux appelants, ceux qui devaient être considérés comme immeubles par destination comme se trouvant au moment de la vente sur le domaine de Bordj-Sammar pour le service de l'exploitation de ce domaine, a, dans une certaine mesure, préjugé le fond du litige; — Qu'il est, par suite, interlocutoire; — Que l'appel, d'ailleurs régulier en la forme, est, en conséquence, recevable;

Au fond : — A l'égard de Teillard et Cie : — Attendu que Teillard et Cie résistent à la demande de Corcellet et consorts et se prétendent propriétaires de ceux des objets à eux verbalement vendus par ces derniers qui se trouvaient sur le domaine de Bordj-Sammar au moment de l'adjudication du 13 mai 1890, pour le service de l'exploitation de ce domaine, par le motif qu'ils étaient compris dans l'adjudication prononcée à leur profit;

Attendu que s'il est vrai que, en principe, l'adjudication d'un immeuble comprend tous les objets que le propriétaire du fonds y a placés pour le service de l'exploitation de ce fonds, cette règle doit recevoir une exception au cas où le cahier des charges, qui fait la loi des parties, a expressément et limitativement déterminé ceux de ces immeubles par destination qui seraient vendus avec le fonds; — Que le cahier des charges, sur lequel a été prononcée l'adjudication du 13 mai 1890, précisait que ce qui était mis en vente, c'est la propriété avec les immeubles par destination qui se trouvent sur lesdits biens et dont la désignation suit en cinquante-sept articles; — Que, aux termes de l'art. 1er des conditions, l'adjudicataire devait prendre les biens dans l'état où ils seront au jour de l'adjudication, ainsi que le matériel d'exploitation et les animaux décrits dans l'état ci-dessus;

Attendu qu'il suit de là que les consorts de Thiollaz n'ont point cessé, par l'effet de l'adjudication du 13 mai 1890, d'être propriétaires des immeubles par destination non désignés au cahier des charges, et qu'ils ont pu les vendre à Corcellet et consorts, avec d'autres objets mobiliers leur appartenant, pour un prix payé comptant; — Que non seulement Teillard et Cie n'ont jamais nié avoir, en juin 1890, acquis de Corcellet et consorts, pour un prix de 11,712 fr., les meubles et objets mobiliers achetés par ceux-ci des consorts de Thiollaz, mais qu'il résulte des pièces de la procédure qu'ils ont virtuellement reconnu cette vente; — Qu'ils en doivent, en conséquence, le prix à Corcellet et consorts;

A l'égard de Braco : — Attendu que, suivant acte sous seing privé en date du 15 mai 1890, enregistré à Bône le 20 du même mois, folio 136, case 3, les consorts de Thiollaz ont vendu à Corcellet et consorts tous les instruments et objets mobiliers existant sur le domaine de Bordj-Sammar, non compris dans le procès-verbal de saisie qui a précédé la mise en vente dudit domaine et non compris ensuite dans l'adjudication; — Qu'il suit de ce qui précède que, lors de la saisie pratiquée à la requête de Braco, le 7 juillet 1890, à la charge des consorts de Thiollaz sur lesdit objets mobiliers et sur leur prix de

vente, les objets saisis n'étaient plus la propriété des consorts de Thiollaz, partie saisie, et que leur prix de vente leur avait été payé par les consorts Corcellet; — Que Braco a objecté, il est vrai, que la vente du 15 mai 1890 avait été faite par les consorts de Thiollaz, en fraude des droits de leurs créanciers; — Mais que, la fraude ne se présumant pas, et Braco ne l'ayant point prouvée ni offert de la prouver, il échet de valider la vente consentie à Corcellet et consorts et d'en faire état; — Attendu, en conséquence, que la saisie de Braco ne peut faire obstacle à ce que Teillard et Compagnie s'acquittent envers Corcellet et consorts du prix des objets mobiliers qui ont fait l'objet de la vente de juin 1890;

Par ces motifs : — Donne défaut contre Braco, les consorts de Thiollaz, Teillard et C^ie^, faute d'avoir constitué défenseur ou avoué; — Reçoit en la forme l'appel de Corcellet et consorts; — Y faisant droit, au fond : — Infirme le jugement déféré; — Et statuant à nouveau : — Dit que la saisie pratiquée à la requête de Braco ne saurait faire obstacle au paiement par Teillard et C^ie^ du prix des objets mobiliers qu'ils ont acquis de Corcellet et consorts, et condamne Teillard et C^ie^ à payer à ceux-ci la somme 11,712 fr. 20 cent.; — Ordonne la restitution de l'amende consignée; — Condamne solidairement Braco, Teillard et C^ie^ en tous les dépens de première instance et d'appel.

MM. BLANKAERT, *prés.*; BROCARD, *subst. du proc. gén.* — M^e^ DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

28 juin 1891

Preuve testimoniale, bail, art. 1347 C. civ., applicabilité, art. 1715 C. civ., interdiction générale, bail de colonage partiaire, commencement de preuve par écrit.

L'art. 1347 C. civ., qui se réfère aux matières pour lesquelles

la preuve testimoniale est admissible jusqu'à 150 fr., ne s'applique pas au contrat de bail pour lequel l'art. 1715 du même Code interdit cette preuve même au-dessous de 150 fr., quand le bail n'a reçu encore aucune exécution et que l'une des parties le dénie (1) ;

L'interdiction de l'art. 1715 est générale; elle vise le bail de colonage partiaire comme les autres baux, et cela qu'il y ait ou non un commencement de preuve par écrit (2).

(Julien Panis c. De Préneuf)

La Cour d'Alger avait rendu, à la date du 10 juin 1891, l'arrêt dont la teneur suit :

LA COUR, — Attendu que l'opposition de Panis est régulière en la forme; — Attendu, en fait, que Panis, locataire de Préneuf à certaines conditions déterminées, n'ayant pu remplir ses obligations, a consenti la résiliation de son bail; — Attendu que cette résiliation a été constatée par un acte sous signature privée en date du 23 mars 1888, déposé aux minutes de Fabre, notaire à Boufarik; — Attendu que, par le même acte, les parties ont pris, l'une à l'égard de l'autre, une situation nouvelle, Panis devenant le gérant de la propriété Préneuf, moyennant des appointements de 200 fr. par mois et un intérêt dans les produits du vignoble; — Attendu que, les choses ainsi réglées, Panis, près d'un an plus tard, a prétendu que l'acte du 23 mars 1888 n'était qu'une vaine apparence, qu'il était destiné uniquement à empêcher l'intervention de ses créanciers; qu'en réalité de Préneuf lui avait promis de détruire, au moyen d'une contre-lettre, les effets désastreux pour lui de la résiliation à laquelle il s'était prêté, et de lui consentir un nouveau bail; — Attendu que de Préneuf, tout en reconnaissant qu'il y a eu entre

---

(1) La Cour de cassation admet toutefois le tribunal à recourir à l'interrogatoire sur faits et articles pour etablir l'existence du bail verbal qui n'a reçu aucune exécution. — V. Cass., 12 janv. 1864 (S. 64. 1. 88 ; D. 64. 1. 142 ; P. 64. 421) ; 26 janv. 1885 (S. 85. 1 109 ; D. 85. 1. 234 ; P. 85. 1. 245). — V. aussi : Caen, 12 nov. 1883 (*Gaz. Pal.*, 83. 2. 180, 4e partie ; S. 84. 2 15 ; P. 84. 1. 103 ; D. 85. 1. 234). — *Contrà* : Caen, 21 mai 1875 (*Rec. de Rouen*, 1875. 127).

(2) Sur la question de savoir si l'art. 1715 C. civ. est applicable même au cas où il existe un commencement de preuve par écrit. — V. dans le sens de nos arrêts : Paris, 30 nov. 1876 (*Gaz. Trib.*, 29 janv. 1877) ; Toulouse, 17 août 1882 (D. 84. 2. 140) ; Cass. 19 févr 1873 (S. 73. 1. 99 ; D. 74. 1. 265), 19 avril 1877 (*Droit*, 21 avril 1877) — En sens contraire : Cass., 18 nov. 1864 (D. 65 1 105) ; 1er août 1867 (S. 67. 1. 372 ; D. 73. 5. 302) ; Aubry et Roux, t. 4, § 364 texte, et note 18, p. 468.

lui et Panis des pourparlers dans ce sens, avant ou au moment de la signature de l'acte de résiliation, conteste l'engagement dont excipe l'appelant ; — Attendu que celui-ci reconnaît de son côté que le bail dont s'agit n'a reçu aucun commencement d'exécution ; que, bien mieux, l'accord ne s'est jamais fait sur la proportion dans laquelle il toucherait sa part des produits du vignoble, de Préneuf ne lui en offrant que la moitié alors qu'il en exigeait les 3/5, et la dame de Préneuf devant être consultée sur le mérite de ces prétentions contraires ;

Attendu que, les faits ainsi analysés, Panis, s'armant des énonciations de l'interrogatoire sur les faits et articles auquel il a soumis de Préneuf, et des déclarations de ce dernier dans le cours d'une procédure criminelle où il a été entendu comme témoin, énonciations et déclarations auxquelles il attribue les caractères d'un commencement de preuve par écrit, demande à établir par témoins l'existence du bail allégué par lui ; — Attendu, en droit, qu'il est sans intérêt de rechercher si les énonciations et déclarations susvisées peuvent ou non constituer un commencement de preuve par écrit ; — Attendu que, en fût-il ainsi, les parties sont régies, pour le différend qui les divise, par l'art. 1715 C. civ., dont les termes, précis et impératifs, sont exclusifs de toute admission d'une preuve par témoins ; — Attendu, en effet, que cet article porte que si le bail fait sans écrit n'a encore reçu aucune exécution, et si l'une des parties le nie, ce qui est bien l'hypothèse de l'instance actuelle, la preuve ne peut être reçue par témoins, quelque modique qu'en soit le prix ; — Attendu, il est vrai, que pour éluder la rigueur de ces principes, Panis soutient que l'art. 1715 déroge uniquement à l'art. 1341 du même Code, en ce sens que, s'agît-il d'un bail dont le prix serait inférieur à 150 fr., la preuve testimoniale serait irrecevable, mais que rien ne permet que le législateur ait entendu écarter l'art. 1347 de la théorie du bail qui n'a encore reçu aucune exécution ; — Attendu qu'il n'est ni rationnel, ni juridique d'isoler l'art. 1341, de l'art. 1347, l'un étant la règle, le second l'exception ; qu'aux termes du premier la preuve testimoniale n'est pas admise au-dessus de 150 fr. ; qu'aux termes du second, ce principe fléchit lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit ; — Attendu que l'art. 1715, en prescrivant absolument la preuve testimoniale, quelque modique que soit le prix du bail, indique, par son énoncé même, que le législateur s'est proposé de proscrire complètement ce genre de preuve, que celle-ci s'offre seule ou avec l'adjonction d'un commencement de preuve par écrit ; — Attendu que le § 2 de l'art. 1715, en indiquant la délation du serment comme la ressource suprême du plaideur qui allègue l'existence du bail, confirme encore cette interprétation qui est basée sur des considérations d'intérêt général et particulier dont la doctrine et la jurisprudence ont fait ressortir l'importance ;

Attendu, sur les dommages-intérêts alloués et sur ceux plus amples sollicités en vertu de l'art. 464 C. pr. civ., qu'il n'est justifié d'aucun préjudice autre que celui qui résulte de toute action judiciaire ; — Attendu que ceux alloués l'avaient été sur la croyance que Panis s'était perpétué sur les lieux, ce qui constituait une erreur de fait ; — Qu'il échet, dès lors, non-seulement de rapporter à cet égard l'arrêt de défaut, mais encore de débouter de Préneuf de ses conclusions nouvelles ;

Par ces motifs : — Reçoit l'opposition de Panis comme régulière en

la forme ; — Maintient l'arrêt de défaut du 30 décembre 1890, en ce qu'il a confirmé le jugement du 22 février 1890 et débouté Panis de sa demande ; — Rapporte ledit arrêt en ce qu'il a élevé les dommages-intérêts alloués par les premiers juges, et réforme, par suite, le jugement du 22 février 1890 de ce chef ; — Déboute de Préneuf de la dite demande en dommages-intérêts ; — Condamne Panis en tous les dépens.

Le sieur Panis s'est pourvu en cassation contre cet arrêt et a fourni, à l'appui de son pourvoi, le moyen suivant :

Moyen unique : — Violation de l'art. 1347 C. civ.; fausse application des art. 1341 et 1715 du même Code, en ce que l'arrêt attaqué, en présence d'un commencement de preuve par écrit, a refusé d'admettre la preuve testimoniale à l'effet d'établir les conditions auxquelles avait été consentie la résiliation d'un bail, quand cette résiliation était reconnue et avait reçu son exécution, sous le prétexte que, même en cas de commencement de preuve par écrit, l'art. 1715 prohiberait la preuve testimoniale pour les contrats de louage, et que cette règle, établie pour les baux à ferme, s'étendrait même au colonage partiaire.

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique tiré de la violation de l'art. 1347 C. civ., ainsi que des art. 1341 et 1715 du même Code : — Attendu qu'aux termes de l'art. 1715 C. civ., la preuve d'un bail fait sans écrit, qui n'a encore reçu aucune exécution et que l'une des parties nie, ne peut être faite par témoins, quelque modique qu'en soit le prix, et que le serment peut seulement être déféré à celui qui le nie ; que l'art. 1347, qui se réfère aux matières pour lesquelles la preuve testimoniale est admissible jusqu'à 150 fr., ne s'applique pas au contrat de bail pour lequel l'art. 1715 interdit cette preuve même au-dessous de 150 fr. et cela qu'il y eût ou non un commencement de preuve par écrit; que cette interdiction est générale et qu'elle vise le bail de colonage partiaire, comme les autres baux ;

Attendu que, dans l'espèce, Panis prétendait n'avoir consenti à la résiliation du bail qu'il avait contracté avec de Préneuf qu'à la condition que ce bail serait remplacé par un colonage partiaire, qui était nié par de Préneuf, en invoquant un commencement de preuve par écrit; — Qu'en

le déboutant de sa demande, l'arrêt attaqué n'a fait qu'une juste application de l'art. 1715 et n'a violé ni l'art. 1341, ni l'art. 1347;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi.

MM. MANAU, *prés.*; PETIT, *rap.*; BAUDOUIN, *av. gén.* — Me DUFOURMANTELLE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

—

11 mai 1892

—

Récusation, jugement, appel, délai de cinq jours, caractère, sanction, nullité.

—

L'appel d'un jugement intervenu sur une demande en récusation doit être formé, à peine de nullité, dans le délai de cinq jours à partir du jugement.

(Perrette)

ARRÊT

LA COUR, — Vu les pièces produites devant la Cour et consistant en deux expéditions certifiées conformes par le greffier du tribunal de Guelma, l'une d'un jugement de ce tribunal en date du 13 février 1891, énonçant le rejet de la demande en récusation formée par un sieur Perrette à l'encontre du juge de paix de Tébessa, la seconde en date du 11 avril 1891, portant appel de ce jugement; — Vu l'ordonnance de soit communiqué du 3 mai courant à M. le procureur général; — Vu les conclusions écrites de M. Marsan, avocat général, en date à Alger du 8 mai tendant à l'irrecevabilté de l'appel; — Sur le rapport fait à l'audience publique du 9 mai, par M. Hugues, conseiller rapporteur à ce commis par ordonnance de M. le premier président, en date du 3 mai courant, et après en avoir délibéré conformément à la loi;

Sur la recevabilité de l'appel : — Attendu que l'appel d'un

jugement intervenu sur une demande en récusation doit être formé dans le délai de cinq jours à partir du jugement ; — Qu'il résulte du texte comme de l'esprit de la loi que ce délai est fatal et prescrit à peine de nullité ; — Qu'en organisant en cette matière une procédure rapide et des plus sommaires, le législateur a voulu que le magistrat objet de la récusation restât le moins longtemps possible sous le coup de cette récusation ;

Attendu que le jugement entrepris est du 13 février 1891 ; que l'appelant n'a formé son appel que le 11 avril suivant, et que, par suite, son appel est irrecevable en la forme ;

Par ces motifs : — Dit l'appel de Perrette non recevable en la forme, et condamne l'appelant à l'amende et aux dépens d'appel.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; MARSAN, *av. gén.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

29 juin 1892

Compétence, déclaration d'office d'incompétence, instance d'appel, moyen rejeté en première instance, jugement sur l'exception, autorité de la chose jugée. — Cassation, moyen nouveau, mélange de fait et de droit, irrecevabilité.

La Cour d'appel d'Alger ne peut se déclarer d'office incompétente pour connaître d'un litige immobilier soulevé entre un Tunisien et un Anglo-Maltais, si le tribunal français de Tunis avait repoussé la même exception d'incompétence et renvoyé les parties à plaider au fond par un premier jugement non frappé d'appel et ayant acquis, entre les parties, l'autorité de la chose jugée.

Est irrecevable comme nouveau le moyen soumis à la Cour de cassation, qui, mélangé de fait et de droit, n'a pu être apprécié par les juges d'appel (1).

---

(1) La Cour de cassation reconnaît comme moyen nouveau non seule-

(Ali ben Amor c. Salvo Sapiano)

Moyen unique: — Violation des principes généraux en matière de compétence et fausse application de l'art. 1er du décret beylical du 31 juillet 1884 (9 chaoual 1301 et de l'art. 20 de la loi du 12 juillet 1885 (30 ramadan 1302), sur la propriété foncière en Tunisie, en ce que la Cour d'appel d'Alger ne s'est point d'office déclarée incompétente pour connaître d'un litige immobilier soulevé entre un Tunisien et un Anglo-Maltais.

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique pris de ce que la Cour d'appel aurait dû d'office déclarer le tribunal français de Tunis incompétent pour accueillir, le 26 juillet 1889, la demande en revendication d'immeuble formée contre un indigène tunisien; — Attendu que par un premier jugement du 13 mars 1889, le tribunal de Tunis avait repoussé la même exception d'incompétence proposée par le défendeur Ali ben Amor et renvoyé les parties à plaider au fond; — Que ce jugement n'a pas été frappé d'appel et a acquis entre les parties l'autorité de la chose jugée; que, dès lors, le pourvoi est irrecevable; — Attendu, d'ailleurs, que sur le fond, Ali ben Amor a fait défaut, d'abord devant le tribunal de Tunis, puis, sur son appel, devant la Cour d'Alger qui s'est bornée à rendre un arrêt de défaut congé; qu'ainsi le moyen lui-même serait irrecevable comme nouveau, puisque, mélangé de fait et de droit, il n'a pû être apprécié par les juges d'appel;

Par ces motifs: — Rejette le pourvoi.

MM. MANAU, *prés.;* BABINET, *rap.;* BAUDOUIN, *av. gén.* — Me FRÉNOY, *av.*

---

ment le moyen qui n'a été invoqué ni en première instance, ni en appel, mais même celui qui, invoqué devant les premiers juges, n'a pas été soumis à l'appréciation des juges d'appel. — V. Cass., 6 janv. 1886 (*Gaz. Pal.* 86. 1. 469); 26 mai 1886 (*Gaz. Pal.* 86. 1. 919; S. 86. 1. 349; D. P. 87. 1. 431); 2 août 1887 (*Gaz. Pal.* 87. 2. 446); 3 janv. 1888 (D. P. 88. 1. 57).

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

18 juillet 1892

Étranger, Algérie, résidence, droits civils, jouissance, statut personnel, question d'état, compétence.

Il est de principe, en France, conformément à l'art. 11 C. civ., que les étrangers ne sont pas justiciables des tribunaux français en matière de contestations intéressant leur statut personnel et soulevant des questions d'état ;

Et aucune dérogation formelle à ce principe ne se rencontre dans l'art. 33 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, où la formule « affaires civiles et commerciales » ne doit s'entendre que des intérêts pécuniaires exclusivement ;

Si, en Algérie, il a été fait au profit des étrangers diverses concessions partielles de droits civils dont chacune se renferme dans son objet spécial, il n'est pas possible d'en conclure que les simples résidants y jouissent de ceux des droits civils que ces concessions ne comprennent pas ;

En conséquence, les tribunaux français en Algérie, comme en France, sont incompétents pour connaître d'une demande en séparation de corps entre israélites-marocains non admis à domicile ;

Alors surtout que, la loi rabbinique, qui régit les israélites au Maroc, n'admettant pas la séparation de corps, l'invocation faite par l'époux demandeur à la protection de la juridiction française ne pourrait avoir d'autre issue juridique qu'une déclaration d'irrecevabilité de son action (1).

---

(1) V. sur cette importante question, la dissertation de M. Audinet, professeur à la Faculté de droit d'Aix (*Rev. Alg.*, 1887. 1. 211). — V. aussi Alger, 13 sept. 1848 (Estoublon, *Jurispr. Alg.*, 1848. 23); 19 mars 1851 (*op. cit.*, 1851. 16) et sur pourvoi, Req., 26 juill. 1852 (*op. cit.*, 1852. 32), Alger, 18 nov. 1852 (*op. cit.*, 1852. 48) ; 19 févr. 1855 (*op. cit.*, 1855. 16) ; 17 mars 1863 (*op. cit*, 1863 11); 23 juin 1866 (*op. cit.*, 1866. 33); 15 janv. 1868 (*op. cit.*, 1868. 1); 3 juill. 1877 (*Bull. jud. Alg.*, 1877. 342); 12 janv. 1880 (*op. cit.*, 1880. 164); 24 nov. 1880 (*op. cit.*, 1880. 143); 2 janv. 1882 (*op. cit*, 1882. 163); 24 juill. 1882 (*op. cit.*, 1882. 311); trib. de Sétif, 1er mai 1883 (*op. cit.*, 1883. 156); trib. d'Alger, 8 mars 1884 (*op. cit.*, 1884. 88) ; Req., 3 juin 1885 (*Rev Alg.*, 1886. 2. 349); Alger, 18 mai 1886 (*Rev. Alg.*,

(Dame Suissa c. Suissa)

La dame Suissa s'est pourvue en cassation contre l'arrêt de la Cour d'Alger du 21 avril 1890 (1), confirmant un jugement du 6 février 1889 (2), par lequel le tribunal d'Oran s'était déclaré incompétent pour connaître de la demande en séparation de corps par elle formée contre son mari.

Le moyen unique invoqué par le pourvoi était la violation des art. 27 de l'ordonnance du 10 août 1834, 33 et 37 de celle du 26 septembre 1842, en ce que l'arrêt attaqué avait déclaré l'incompétence des tribunaux français en Algérie, pour statuer sur les questions d'état entre étrangers, alors que ces tribunaux connaissent des affaires civiles et commerciales entre toutes personnes.

M. le conseiller Babinet a présenté dans cette affaire le rapport suivant :

Les faits de la cause sont bien précisés par le jugement du tribunal civil d'Oran, du 6 février 1889, et par l'arrêt du 21 avril 1890, qui en a adopté les motifs en les complétant.

Le pourvoi, dans un moyen unique, relève la violation des art. 27 de l'ordonnance du 10 avril 1834, 33 et 37 de celle du 26 septembre 1842, en ce que l'arrêt attaqué a déclaré les tribunaux français incompétents pour statuer sur les questions d'état entre étrangers, alors qu'ils connaissent des affaires civiles et commerciales entre toutes personnes.

Les principes sur la compétence de nos tribunaux en France, à l'égard des étrangers, sont bien établis par la jurisprudence et par Aubry et Rau (t. 8, § 748 bis, p. 143)

Le principe, pour les contestations personnelles et mobilières, c'est l'incompétence obligatoire, si le défendeur la propose, et facultative, même s'il consentait à être jugé. Il en est spécialement ainsi pour les actions relatives à l'état des personnes et aux demandes en séparation de corps ou de biens, sauf, bien entendu, en ce qui concerne les mesures provisoires ou conservatoires que nécessiteraient les circonstances, nonobstant l'incompétence au fond. — Par une exception notable, la compétence des tribunaux français est admise lorsque le débat intéresse un étranger autorisé à fixer son domicile en France (Civ , 23 juillet 1855, J. P. 1857, 221).

Mais, en Algérie, les étrangers ont toujours été dispensés de l'obligation de demander une autorisation d'établir leur domicile pour arriver à la

---

1887. 2. 348) et la note ; trib. d'Alger, 27 janv. 1887 (*Rev. Alg.*, 1887. 2. 352) et la note ; Alger, 2 mai 1888 (*Rev. Alg.*, 1888. 2. 229) ; trib. de Mostaganem, 25 mai 1881 et trib. d'Oran, 6 févr. 1889 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 162) ; Alger, 21 avril 1890 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 400) ; 24 déc. 1889 (*Rev. Alg* , 1890. 2. 350) ; 18 févr. 1891 (*Rev. Alg.*, 1891. 2. 332) ; 27 janv. 1892 (*suprà*, p 110.)

(1, 2) V. ces jugement et arrêt (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 165 et 400) et les notes.

naturalisation. D'après l'ordonnance du 16 avril 1843, art 2, en Algérie la résidence habituelle vaut domicile. (V. aussi les art. 15 et suivants du décret du 21 avril 1866). D'ailleurs, les art. 18 à 20 de l'ordonnance précitée dispensent les étrangers résidant en Algérie de fournir la caution *judicatum solvi*, et les autorisent, en outre, à exiger cette caution des étrangers non résidant (Dalloz, v° *Organisation de l'Algérie*, n° 634). Et l'art 21 les admet au bénéfice de la cession de biens. — Le but de ces mesures a été d'encourager la colonisation en assurant aux étrangers la protection de la justice française — Cette protection eût été insuffisante, si elle n'avait couvert que leurs intérêts pécuniaires à l'exclusion de leurs intérêts de famille — Pas de distinction dans l'ordonnance du 10 août 1834 qui, créant en Algérie des tribunaux composés d'un juge unique, leur attribue connaissance de toutes les affaires civiles et commerciales entre Français, entre Français et indigenes et étrangers, *entre étrangers*, enfin entre indigènes de la même religion quand ils y consentent. — L'ordonnance du 28 février-27 avril 1841, créant une Cour et des tribunaux de plusieurs juges en Algérie, n'a fait que condenser cette disposition en les chargeant de connaître entre toutes personnes des affaires civiles et commerciales, à l'exception des procès entre musulmans (art. 33). — L'ordonnance du 22 septembre-22 octobre 1842 a calqué son art 33 sur cette loi. — Ainsi les étrangers étaient assimilés aux Français, et la juridiction française ne pouvait ni être déclinée par eux, ni déniée d'office — C'est une grave dérogation aux règles appliquées en France. Mais c'est vainement qu'on a essayé de la restreindre aux contestations en matière pécuniaire. Il n'y a pas, dans les textes, de trace de cette distinction qui serait allée contre le but que se proposait l'administration française. Elle offrait la garantie d'une bonne justice aux colons qui avaient rompu avec leur patrie d'origine pour se fixer en Algérie avec leurs familles. Pourquoi restreindre ce bienfait en excluant les questions de statut personnel qui compliquent souvent les débats d'ordre matériel ou se confondent avec eux? — On ne pouvait surtout le refuser à ceux qui, résidant en Algérie, sont assimilés aux étrangers qui ont légalement établi leur domicile en France.

La Cour d'Alger a rendu, sur ce point, des décisions contradictoires. Si ses arrêts du 4 mars 1874 et du 13 mai 1886 ont admis l'incompétence des tribunaux français, leur compétence a été, au contraire, énergiquement proclamée par l'arrêt d'Alger du 23 juin 1866 (S. 66. 2. 334) et démontrée par un travail de M. Eugène Audinet, professeur à Aix, dans la *Revue Algérienne*, 1887, p. 20 et suiv.

Le tribunal de première instance s'est exclusivement attaché à la nationalité du défendeur, sans tenir compte de sa résidence immémoriale en Algérie et d'un domicile remontant, en fait, à quarante ans, pour refuser à sa femme, nee et mariée en Algérie, le droit de s'abriter sous l'égide de la justice française. Le tribunal entend faire application des principes de droit privé international qui ont cours dans la France métropolitaine, et il affirme que les ordonnances de 1834, 1841, 1842 limitent la compétence des tribunaux français aux contestations d'intérêt pécuniaire. — Cette affirmation dénuée de preuves ne peut restreindre la portée de dispositions aussi absolues. La Cour estime qu'une dérogation aussi grave à l'art. 11 C. civ. ne pourrait résulter que d'une disposition formelle, mais cette disposition se lit précisément dans les ordonnances susvisées. La loi n'est pas muette

puisqu'elle a formellement placé les étrangers sur le pied de l'égalité avec les Français. — La Cour a subsidiairement insisté sur le double inconvénient résultant de ce que les tribunaux français seraient exposés à interpréter faussement les lois étrangères, dont ils n'ont qu'une connaissance insuffisante, et à rendre des décisions qui ne seraient pas exécutoires en dehors du territoire. Mais il n'y a là rien d'exceptionnel. C'est ce qui se passe en matière de succession d'un étranger ouverte en France et dont la dévolution s'opère d'après les lois étrangères, sans entraîner l'incompétence des tribunaux français (Civ. 5 mai 1875, J. P. 75, p. 1036, et Req 22 févr. 1882, J. P. 82, p. 993). — Cet argument reste donc sans valeur.

En résumé, l'arrêt attaqué a refusé de tenir compte de lois spéciales à l'Algérie qui donnaient compétence aux tribunaux français.

Observations. — Vous ne pouvez, tout d'abord, vous arrêter à la prétendue violation de l'ordonnance de 1834, qui a été abrogée dès 1841 Sous son empire, la femme Suissa aurait probablement été renvoyée en tout cas devant les tribunaux rabbiniques institués alors, à raison de la nature du litige.

La cause de cette femme israélite n'était pas fort intéressante ; incontestablement étrangère comme son mari, elle est mariée sous le régime d'une loi religieuse qui ne l'autorise pas à demander la séparation de corps, de sorte que. si la juridiction française était compétente, son premier soin devait être d'écarter l'action comme irrecevable. C'est donc sans intérêt, au fond, que la demanderesse soulève une question de droit et propose une solution qui aurait pour résultat d'ajouter une anomalie de plus à la législation si compliquée, pour ne pas dire si confuse, de l'Algérie.

Les faits, constatés souverainement par l'arrêt attaqué, n'ont pu être discutés sérieusement par le pourvoi — Suissa et sa femme sont des israélites marocains. Les efforts de la demanderesse pour jeter du doute à cet égard ont complètement échoué. Il avait été fait allusion, au cours du procès, au décret du 24 octobre 1870, qui a naturalisé en bloc tous les israélites en Algérie. Mais il n'est plus question de ce texte applicable aux israélites vraiment algériens, et qui ne s'étend même pas à ceux du M'zab, parce que cette contrée n'a été annexée à l'Algérie que postérieurement, et le 21 décembre 1882 ; c'est du moins ce qu'a jugé la Cour d'Alger le 26 février 1891 (J. P. 91, p 1184). — Suissa n'est pas seulement un israélite etranger. Il appartient au Maroc, où ses coreligionnaires sont justiciables de tribunaux rabbiniques en plein exercice, capables d'appliquer en matière de questions d'état les constitutions de Castille, qui sont la loi des époux Suissa. Vous avez remarqué cette constatation de l'arrêt. Elle a eu pour but d'écarter une difficulté indiquée par votre arrêt du 8 avril 1851 (J. P. 52. 1. 89 et D. P. 51. 37) et développée par M. Féraud-Giraud *(Journ. du droit international privé*, 1880, p. 388). L'étranger qui n'aurait pas de nationalité déterminée et ne justifierait d'aucun domicile, d'aucun lieu, ne peut décliner la compétence de nos tribunaux, même à l'égard d'un autre étranger « en se jouant en quelque sorte de sa partie adverse et en la réduisant à l'impossible. » — Dans l'espèce, le mari, en rentrant dans son pays et en fixant son domicile à Tanger, ne s'est pas placé dans la situation d'un fugitif qui cherche à rendre impossible l'action de sa femme. Celle-ci y trouvera des tribunaux capables d'appliquer la loi qui est celle des époux.

Il est reconnu par tous ceux qui ont étudié la matière que la doctrine de l'arrêt attaqué qui a refusé de se déclarer compétent entre étrangers, pour une contestation engageant leur état civil, est conforme aux principes adoptés par toute la jurisprudence métropolitaine d'après l'art. 11 C. civ. — Le pourvoi est donc obligé de faire la preuve qu'il existe en Algérie une exception consacrée par une loi formelle. Or le texte qu'il invoque, celui de l'art. 33 de l'ordonnance de 1842, est-il décisif, lorsqu'il admet la compétence de la juridiction française entre toutes personnes pour toutes affaires civiles et commerciales ?

Il importe bien de constater l'état de la jurisprudence de la Cour d'Alger à cet égard afin de mesurer la perturbation profonde qui résulterait de l'admission du pourvoi. A en croire la demanderesse, elle ne présenterait que des contradictions ; — Plus sincère, M. Audinet d'Aix, dans sa longue dissertation favorable au pourvoi (*Rev. Alg.*, 1887, 1re partie, p. 211 à 235) reconnait l'existence d'une jurisprudence que « l'on peut aujourd'hui con» sidérer *comme fixée*, malgré les contradictions qu'elle rencontre, en ce » sens que, pour juger les contestations relatives à l'état et à la capacité des » parties, les tribunaux, en Algérie, sont incompétents comme en France. » — La Cour d'Alger le déclarait des le 12 novembre 1848 à propos d'une contestation de légitimité (Concinti et Galesso, Ménerville, vo *Competence*, no 32.) — Le 19 mars 1851, elle le décidait encore (affaire Bonici) et le pourvoi contre cet arrêt était rejeté par notre Chambre, le 26 juillet 1852 (J. P. 53, 170) ; — Après avoir constaté que les droits des frères Bonici à sa succession dépendaient de la nullité du mariage que ce Maltais avait contracté à Bône devant un curé et de la légitimité de ses enfants, l'arrêt de notre Cour dit que l'action ainsi formée etait purement personnelle et que, les demandeurs et les défendeurs étant étrangers, *aucune loi* n'obligeait un tribunal français à juger des parties qui n'étaient pas ses justiciables, que, dès lors, en se déclarant incompétente, la Cour d'Alger s'est conformée aux principes de la matière ; — *Aucune loi*, dit la Cour. Elle réfute ainsi d'avance l'effort de M. Audinet qui, pour atténuer la portée de cet arrêt, suppose qu'on n'avait peut-être pas dénoncé à la Cour la violation de l'ordonnance de 1842 ; — L'arrêt de 1852 a été détruit par l'incendie de 1870, et nous n'avons pu vérifier la formule de pourvoi ; mais Ménerville, vo *Compétence*, p. 785, nous apprend que l'arrêt d'Alger avait discuté l'art. 37 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, qui veut qu'entre étrangers on juge d'après la loi de leur pays, et avait pensé qu'en cette matière la loi ne devait pas être séparée de la juridiction. Ainsi la question de l'influence de la loi spéciale à l'Algérie était posée *ipso facto* ; — La Cour d'Alger a jugé dans le même sens par ses arrêts du 19 février 1855 (Attard, demande en séparation de corps entre Maltais (*Rev. Alg.*, 1887, 1re partie, p. 228, note) ; — du 17 décembre 1860, contestation de légitimité (*Journal de Robe*, 1861, p. 23) ; — du 4 mars 1874 (J. P. 74, 470, Puig-y-Thomas, dation de conseil judiciaire) ; — du 18 mai 1886, *Rev. Alg.*, 1887, 2e partie, p 347) dans notre affaire Suissa ; — Un seul arrêt discordant s'est intercalé au milieu de cette série, c'est celui du 23 juin 1866, (J. P. 66 1270, affaire Schomberg, séparation de corps entre Bavarois). Il fallait que ses auteurs fussent bien désireux d'affirmer leur opinion contraire à celle de leurs prédécesseurs sur la portée de l'ordonnance de 1842, car le mari étranger avait renoncé, en fait, à l'exception d'incompétence, d'abord soulevée, et

avait accepté la juridiction française, ce qui suffisait pour rendre inutile une déclaration de principe contraire à votre arrêt de 1852.

Vous penserez peut-être, comme l'ont répété les derniers arrêts d'Alger, que l'ordonnance de 1842 n'est pas formelle et demande à être interprétée, et que, si l'on conçoit l'utilité d'une extension de la juridiction française entre étrangers aux affaires civiles et commerciales, il ne s'ensuit pas que les questions d'état doivent y être comprises. — Ce ne serait pas un bon moyen de favoriser la colonisation que de blesser les consciences, d'empiéter sur la foi intérieure et de provoquer, comme cela a eu lieu pour Suissa, le départ d'étrangers qu'on veut retenir. Il n'existe aucune raison sérieuse pour déroger sur ce point au droit commun.

Le pourvoi a vainement essayé de se rattacher à une considération puisée dans les règles applicables aux étrangers qui ont demandé l'autorisation d'établir leur domicile en pays français. Alors, en effet, d'après l'arrêt de la chambre civile du 23 juillet 1855 (J. P., 57, 220), entre deux époux étrangers autorisés à domicile en France, une demande en séparation de corps a pu être portée devant nos tribunaux, suivant les formes prévues par nos lois. Et le pourvoi se prevaut de ce qu'en Algérie les étrangers ont toujours été dispensés de demander l'autorisation de domicile pour arriver à la naturalisation.

Nous nous bornerons à renvoyer à la dissertation où M. Audinet lui-même renonce à rattacher la solution qu'il préconise à l'idée que tout étranger en Algérie serait considéré comme domicilié de droit. — L'arrêt de la chambre civile du 20 mai 1862 (D P. 62 202, J. P. 52. 561, affaire Frantzel) lui paraît décisif en sens contraire Cet arrêt de cassation, rendu au rapport de M. Renouard, contre les conclusions de M. de Raynal et après un long delibéré en chambre du conseil, n'attribue aux étrangers résidant sans « autorisation en Algérie que certains droits » civils accordés en considération de la situation particulière de l'Algerie, » sans qu'il soit possible de conclure de ces concessions partielles, dont » chacune se renferme dans son objet spécial, que les etrangers résidant » en Algérie y jouissent de ceux des droits civils que ces concessions ne » comprennent pas. »

Ainsi aucun des arguments produits successivement par le pourvoi ne semble autoriser une dérogation au droit commun qui placerait l'étranger résidant sinplement en Algérie, dans une condition plus défavorable, au point de vue des questions d'état, que ses compatriotes en France, et qui constituerait un démenti à votre doctrine de 1852, suivie désormais invariablement par les tribunaux en Algérie.

Vous déciderez si vous ne devez pas rejeter le pourvoi.

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique pris de la violation des art. 27 de l'ordonnance du 10 avril 1834, 33 et 37 de l'ordonnance du 26 septembre 1842: — Attendu, en fait, que la Cour d'appel a établi, sans contestation possible, que les époux Suissa, malgré une résidence prolongée en Algérie, n'ont pas cessé d'être des israélites étrangers, non admis à domicile et

soumis aux lois spéciales à leurs coreligionnaires dans le Maroc, où il existe des tribunaux rabbiniques de plein exercice, compétents en matière de dissolution des mariages;

Attendu qu'il est encore décidé par l'arrêt attaqué que la loi applicable à l'espèce n'admet pas la séparation de corps entre israélites, de sorte que l'invocation faite par la dame Suissa à la protection de la juridiction française ne pourrait avoir d'autre issue juridique qu'une déclaration d'irrecevabilité de son action contre son mari;

Attendu qu'il est de principe en France, conformément à l'art. 11 C. civ., que les étrangers ne sont pas justiciables des tribunaux français en matière de contestations intéressant leur statut personnel et soulevant des questions d'état;

Attendu qu'aucune dérogation formelle à ce principe ne se rencontre dans l'art. 33 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, où la formule « affaires civiles et commerciales » ne doit s'entendre que des intérêts pécuniaires exclusivement; qu'il ne peut être question de l'ordonnance de 1834, abrogée dès 1841;

Attendu que si, en Algérie, il a été fait au profit des étrangers diverses concessions partielles de droits civils, dont chacune se renferme dans son objet spécial, il n'est pas possible d'en conclure que les simples résidants y jouissent de ceux des droits civils que ces concessions ne comprennent pas;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi.

MM. MANAU, *prés.*; BABINET, *rap.*; BAUDOUIN, *av. gén.* — Me LEHMANN, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

25 juin 1892

Impôts, Tunisie, impôt achour, paiement, poursuite, établissement, légalité, séparation des pouvoirs, tribunaux civils, compétence, décrets beylicaux, Européens, traités, applicabilité, commission de recensement, évaluation, quittance des droits, demande en décharge ou réduction, formalités, délai.

Le décret beylical du 27 novembre 1888, en disposant, dans ses art. 3 et 4, que les juridictions civiles ne doivent pas

entraver l'action de l'administration, soit en faisant obstacle à l'exécution des règlements légalement pris par elle, soit en prononçant l'annulation des actes émanant de cette autorité, n'a d'autre but que de consacrer le principe de la séparation des pouvoirs judiciaire et administratif, mais n'enlève point à ces juridictions le droit de constater la régularité des actes administratifs produits devant elles dans les contestations entre l'administration et les particuliers, et de se refuser à en tenir compte si toutes les conditions imposées par la loi pour leur validité n'ont pas été remplies ;

Spécialement, il appartient à un juge de paix, saisi d'une demande en paiement de l'impôt achour, ou dîme des céréales, formée par l'administration contre un particulier, d'apprécier si les formalités légales prescrites pour l'établissement dudit impôt ont été observées à l'égard de ce dernier.

En Tunisie, les rôles de la dîme des céréales sont préparés, rendus exécutoires et mis en recouvrement suivant certaines règles traditionnelles codifiées sur les points principaux par trois décrets des 4 novembre 1868, 4 octobre 1869 et 25 juin 1871, visés par le résident général de la République française ;

Et il résulte des divers traités par lesquels le gouvernement tunisien a autorisé les sujets des nations européennes à posséder des immeubles dans la régence que ces règles sont applicables aux Européens, assimilés aux indigènes en matière d'impôts fonciers.

Aucune disposition légale n'oblige l'administration à prévenir le propriétaire du passage de la commission de recensement qui, d'après la législation ci-dessus, est chargée d'établir les rôles de l'achour ;

D'autre part, le propriétaire ne saurait se fonder, pour établir qu'il a été imposé sans examen et sans mesurage préalables de son immeuble, sur ce qu'il n'aurait pas reçu, de l'officier qui fait partie de ladite commission, la quittance des droits dus pour le mesurage ou l'évaluation des surfaces ensemencées dans sa propriété, la délivrance de cette quittance n'étant qu'une mesure d'ordre intérieur indépendante de la confection des rôles.

Si le décret du 25 juin 1871 énumère plusieurs cas fortuits ou de force majeure qui permettent au propriétaire d'obtenir

une exemption du versement de la dîme même après l'établissement des rôles, aucun décret spécial n'a déterminé la procédure à suivre pour réclamer contre une erreur ou une fausse application dudit impôt ;

Et en supposant qu'il puisse le faire après que les rôles ont éte sanctionnés par le bey, il doit en tous cas former sa demande en décharge ou en réduction à un moment où il est encore possible de contrôler matériellement les erreurs dont il se plaint.

(Administration des finances c. Potin)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que l'administration des finances du gouvernement tunisien réclame au sieur Paul Potin une somme de 1,223 piastres 25 cent. à titre de droits d'achour ou de dîme sur les céréales qu'il a ensemencées dans sa propriété de Cedria pendant les années 1303 à 1308 de l'hégire ; — Attendu qu'assigné en paiement de cette somme devant M. le juge de paix du canton sud de Tunis, le sieur Potin a reconnu devoir les annuités de 1307 et de 1308, mais a contesté les taxes antérieures en prétendant que les rôles n'avaient pas été établis régulièrement ; — Attendu que le juge de paix a pense que les art. 3 et 4 du décret du 27 novembre 1888 sur le contentieux administratif ne lui permettaient pas d'apprécier le mérite des prétentions du sieur Potin ; — Attendu qu'il s'est borné en conséquence à donner acte au défendeur de ce qu'il offrait de payer une partie des impôts réclamés et s'est déclaré incompétent pour statuer sur le surplus de la demande ; — Attendu que l'administration des finances a interjeté appel de ce jugement ; que son appel est recevable en la forme ;

Attendu que le décret beylical du 27 novembre 1888, invoqué par le premier juge à l'appui de sa décision, dispose, dans ses art. 3 et 4, que les juridictions civiles ne doivent pas entraver l'action de l'administration, soit en faisant obstacle à l'exécution des règlements légalement pris par elle, soit en prononçant l'annulation des actes émanant de cette autorité ; — Mais attendu que les dispositions dont il s'agit n'ont d'autre but que de rappeler les principes généraux de la separation des pouvoirs, principes qui défendent à l'autorité judiciaire de s'immiscer dans les attributions de l'autorité admi-

nistrative ; — Attendu que la juridiction civile ne saurait sans doute réformer ou annuler par voie de disposition générale un acte administratif, car il ne lui appartient pas de se prononcer sur l'utilité ou l'opportunité des mesures prises par l'administration ; — Mais attendu que lorsqu'un acte de cette nature est produit devant les tribunaux civils, ceux-ci ont le droit d'en constater la régularité ; — Attendu qu'ils peuvent notamment se refuser à tenir compte dudit acte en faveur des prétentions de la partie qui l'invoque, si toutes les conditions imposées par la loi pour sa validité n'ont pas été remplies ;

Attendu que le pouvoir de l'autorité judiciaire sur ce point existe certainement en Tunisie, où, d'après l'art. 1er du décret précité du 27 novembre 1888, les juridictions civiles connaissent des contestations entre les autorités administratives et les particuliers ; — Attendu que la compétence ainsi attribuée aux tribunaux français leur permet assurément d'apprécier la légalité des actes qui servent de titre à l'administration dans les divers procès où elle est intéressée ; — Attendu qu'en fait le sieur Potin soutenait en première instance comme il soutient encore aujourd'hui que les formalités légales prescrites pour l'établissement des droits d'achour n'avaient pas été observées à son égard et qu'il avait été mal imposé pour les exercices de 1303 à 1306 ; — Attendu que les considérations qui viennent d'être exposées démontrent que le juge de paix était compétent pour examiner une semblable prétention ;

Attendu qu'il pouvait d'autant mieux se prononcer sur le différend qui lui était soumis que l'exception opposée par le sieur Potin ne constituait pas une véritable demande reconventionnelle ; — Attendu qu'elle contenait simplement un moyen de défense à l'action principale ; qu'elle n'obligeait nullement le premier juge à décider si les rôles produits par l'administration des finances devaient être d'une manière générale déclarés nuls et non avenus ; — Attendu qu'il s'agissait uniquement de savoir si ces rôles étaient suffisants pour contraindre le sieur Potin au paiement des taxes qui y étaient portées ; — Attendu que les prohibitions contenues dans les art. 3 et 4 du décret de 1888 n'étaient donc pas applicables au litige actuel ;

Attendu, d'autre part, qu'en admettant même que le sieur Potin ait réellement formé une demande reconventionnelle contraire aux textes susvisés, le premier juge aurait eu tort néanmoins de se dessaisir entièrement du litige ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 8 de la loi du 25 mai 1838, lorsque le juge de paix se trouve en présence d'une demande principale

qui rentre dans sa juridiction et d'une demande reconventionnelle qui excède les limites de sa compétence, il peut renvoyer sur le tout les parties à se pourvoir devant le tribunal de première instance, sans préliminaire de conciliation ; — Mais attendu que cet article suppose que le tribunal civil a le droit de juger les deux demandes portées originairement en justice de paix ; — Attendu que, dans l'espèce, il se serait agi d'une demande reconventionnelle qui aurait échappé à la juridiction du tribunal de première instance, aussi bien qu'à celle du juge de paix, en vertu du principe de la séparation des pouvoirs ; — Attendu que l'on ne se serait donc pas trouvé dans l'hypothèse prévue par la loi du 25 mai 1838, de sorte que le premier juge aurait dû retenir la demande principale et renvoyer simplement le défendeur à se pourvoir ainsi qu'il aviserait pour ses conclusions reconventionnelles ;

Attendu que dans ces conditions, quel que soit le point de vue auquel on se place, le jugement entrepris doit être réformé ;

Attendu que, l'affaire étant en état de recevoir une solution immédiate, il échet de statuer au fond par évocation ;

Attendu qu'il a été déjà exposé que les prétentions du sieur Potin consistent à dire que les rôles de 1303 à 1306 ont été, en ce qui le concerne, établis irrégulièrement ; — Attendu que les rôles de la dîme des céréales, en Tunisie, sont préparés, rendus exécutoires et mis en recouvrement suivant certaines règles traditionnelles codifiées sur les points principaux par trois décrets du 4 novembre 1868, du 4 octobre 1869 et du 25 juin 1871 ; — Attendu que les règles dont il s'agit sont sûrement opposables aux Européens, car ceux-ci sont assimilés aux indigènes en matière d'impôts fonciers ; — Attendu que c'est là ce qui résulte des divers traités par lesquels le gouvernement tunisien a autorisé les sujets des nations européennes à posséder des immeubles dans la régence ; — Attendu que les trois décrets précités ont d'ailleurs été visés par M. le résident général de la République française, de sorte que les propriétaires européens n'ont aucun motif pour refuser de s'y conformer ; — Attendu que, d'après la législation qui vient d'être indiquée, les rôles de l'achour sont établis tous les ans par des commissions qui visitent les propriétés rurales et qui évaluent les quantités de céréales semées dans chaque domaine ; — Attendu que les rôles ainsi rédigés sont remis à la direction générale des finances, qui en vérifie la régularité et qui les soumet ensuite à la sanction de S. A. le bey ; — Attendu que ces différentes formalités ont été accomplies pour toutes les impositions réclamées au sieur

Potin ; — Attendu que chaque année un rôle a été préparé pour le territoire dans lequel est situé l'enchir Cedria ; — Attendu qu'au commencement et à la fin de chacun de ces rôles, on trouve des indications attestant que des commissions régulièrement nommées ont visité ledit enchir et en ont mesuré les parties semées d'orge ou de blé ; — Attendu qu'en 1303, en 1304 et en 1306, les commissions ont signalé que parmi les parcelles du domaine de Cedria qui se trouvaient ensemencées les unes étaient cultivées par des indigènes et les autres par le sieur Potin personnellement ; — Mais attendu que l'administration des finances a tenu compte de cette indication ; — Attendu qu'elle ne réclame au sieur Potin que les droits afférents aux parcelles qui sont mentionnées dans les rôles comme ensemencées en son nom personnel ; — Attendu, d'autre part, que les rôles contestés ont tous été sanctionnés à leurs dates respectives par S. A. le bey ; — Attendu qu'ils sont donc réguliers et qu'ils remplissent toutes les conditions exigées par la loi pour leur validité ;

Attendu que le sieur Potin se plaint de ne pas avoir été prévenu du passage des commissions de recensement ; — Mais attendu qu'aucune disposition légale n'imposait à l'administration de lui envoyer un avertissement à cet égard ; — Attendu qu'il incombe aux propriétaires de se tenir au courant de l'arrivée des commissions, qui passent du reste toutes les années à peu près à la même époque, et qui opèrent aussi bien en présence qu'en l'absence des agriculteurs ; — Attendu que depuis 1307 l'administration annonce par un avis inséré au *Journal officiel* le départ des commissions d'achour ; — Mais attendu qu'elle le fait à titre gracieux et sans y être obligée ; — Attendu que les contribuables ne peuvent donc se prévaloir de l'absence de cette formalité, surtout pour soutenir que les rôles des années antérieures sont entachés d'irrégularité ;

Attendu que le sieur Potin se plaint également de ne pas avoir reçu, pour les années 1303 à 1306, la quittance dont il est parlé dans une circulaire du mois d'août 1871 ; — Attendu qu'il soutient que cette quittance lui aurait été certainement remise si les commissions étaient venues sur son domaine et si elles y avaient trouvé des parcelles semées de céréales ; — Attendu qu'aux termes de la circulaire citée par l'intimé, l'officier qui fait partie de la commission d'achour doit délivrer aux agriculteurs un billet signé et prouvant qu'ils ont payé les deux piastres fixées par le décret du 4 novembre 1868 pour le mesurage ou l'évaluation des surfaces ensemencées dans leur propriété ; — Mais attendu que cette prescription n'a pas

force de loi ; --- Attendu qu'elle se réfère à des instructions qui sont données chaque année aux commissions de recensement afin d'assurer la bonne exécution de leur mandat ; — Attendu que les membres de ces commissions reçoivent leur indemnité directement des contribuables et en dehors de l'administration ; — Attendu que celle-ci, pour éviter des malversations, oblige l'officier contrôleur à remettre une quittance ; — Attendu qu'elle exige même depuis 1307 que les quittances soient extraites d'un carnet à souches ; — Mais attendu que ce sont là des mesures d'ordre intérieur et administratif qui ne sont point soumises au visa résidentiel et qui sont indépendantes de la confection des rôles ; — Attendu que, malgré les recommandations qui leur sont faites, il peut arriver que des membres d'une commission perçoivent leur rétribution sans délivrer de reçus ; — Attendu qu'ils s'exposent alors à une répression ; — Mais attendu que le rôle qu'ils ont préparé et qui a été plus tard sanctionné par le bey n'en conserve pas moins toute sa valeur légale ; — Attendu que l'absence des billets auxquels le sieur Potin fait allusion ne saurait donc constituer une preuve suffisante pour établir qu'il a été imposé sans examen et sans mesurage préalables de son immeuble ; — Attendu qu'il doit en être d'autant plus ainsi qu'un certain nombre d'agriculteurs refusent quelquefois de payer aux mesureurs des champs l'indemnité qu'ils réclament ; — Attendu que ces propriétaires se mettent ainsi volontairement dans l'impossibilité de produire des quittances ; — Attendu, d'autre part, qu'avant l'établissement des carnets à souche, l'administration n'avait aucun moyen pour vérifier si les quittances dont il s'agit avaient été réellement délivrées ; — Attendu, dès lors, que, s'il avait suffi aux cultivateurs d'invoquer l'absence de ces reçus pour soutenir qu'ils n'avaient pas été régulièrement imposés, la perception des droits d'achour serait devenue impossible dans la plupart des cas ;

Attendu que le sieur Potin insiste cependant et cherche encore à contredire les énonciations des rôles qui lui sont opposés, en soutenant qu'il n'a jamais cultivé de céréales dans son domaine de Cedria, pendant les années 1303, 1304, 1305 et 1306 ; — Mais attendu qu'il ne prouve pas cette allégation ; — Attendu que dans le cours de ses conclusions il offre sans doute d'en faire la preuve par témoins ; — Mais attendu qu'il ne précise aucun fait pertinent et concluant ; — Attendu au surplus que l'enquête sollicitée par l'intimé ne saurait être admise ; — Attendu en effet que la dernière prétention du sieur Potin revient à dire qu'une erreur a été com-

mise à son préjudice dans la confection des rôles et qu'il doit être déchargé d'une taxe qui lui a été imposée sans motif ; — Attendu que le décret du 25 juin 1871 énumère plusieurs cas fortuits ou de force majeure qui permettent aux propriétaires d'obtenir une exemption du versement de la dîme, même après l'établissement des rôles ; — Mais attendu qu'en ce qui concerne les droits d'achour et contrairement à ce qui existe pour les taxes municipales, aucun décret spécial n'a déterminé la procédure à suivre pour réclamer contre une erreur ou une fausse application de l'impôt ; — Attendu que les contribuables peuvent sans doute adresser leurs réclamations avant que les rôles n'aient été sanctionnés par S. A. le bey ; — Attendu qu'en supposant qu'ils puissent le faire également après cette époque, ils doivent en tous cas former leur demande en décharge ou en réduction à un moment où il est encore possible de contrôler matériellement les erreurs dont ils se plaignent ; — Attendu que la preuve testimoniale serait difficilement efficace, car les dépositions des témoins du propriétaire seraient contredites par les affirmations des membres de la commission de recensement ; — Attendu que, dans le procès actuel, il serait impossible précisément de procéder aujourd'hui à une vérification matérielle en raison du long temps écoulé depuis la mise en recouvrement des rôles contestés ; — Attendu que l'offre de preuve faite par le sieur Potin est donc tardive et doit être écartée ; — Attendu que l'intimé objecte que, s'il n'a pas réclamé plus tôt, c'est parce qu'il n'avait pas été poursuivi antérieurement ; — Mais attendu que l'administration comme tout autre créancier est libre de choisir le moment qu'elle croit opportun pour exercer des poursuites contre ses débiteurs ; — Attendu au surplus qu'en devenant propriétaire en Tunisie, le sieur Potin n'ignorait pas qu'il devait payer la dîme comme les indigènes ; — Attendu par suite qu'il lui incombait de se renseigner chaque année sur les opérations de la commission d'achour afin de pouvoir au besoin réclamer en temps utile ; — Attendu que s'il ne pouvait pas comparaître devant cette commission, il lui était facile de prendre connaissance de ses travaux auprès des autorités chez qui les rôles étaient déposés ; — Attendu que s'il a négligé les précautions nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts, il doit seul actuellement en supporter les conséquences ; — Attendu qu'en l'état des considérations qui précèdent les conclusions de l'administration des finances doivent donc être accueillies, non seulement pour les impôts de 1307 et de 1308 reconnus par l'intimé, mais encore pour les taxes de 1303 à 1306 ;

Par ces motifs : — Statuant contradictoirement en dernier ressort ; — Reçoit en la forme l'appel de l'administration des finances ; — Au fond, annule le jugement entrepris et faisant ce que le premier juge aurait dû faire ; — Condamne le sieur Paul Potin à payer à ladite administration une somme de 733 fr. 95 cent. montant des droits d'achour pour les années 1303 à 1308 inclusivement, avec intérêts de droit à 5 pour 100 par an depuis le 2 janvier 1892, date originaire de la demande en justice ; — Déboute en conséquence le sieur Potin de toutes ses conclusions principales et subsidiaires ; — Ordonne la restitution de l'amende ; — Condamne l'intimé à tous les dépens de première instance et d'appel.

MM. FABRY, *prés.;* VIAL, *ff. subst.* — Mᵉˢ GUEYDAN et BODOY, *av.*

JUSTICE DE PAIX D'ALGER (Canton nord)

10 mai 1892

Mandat ad litem, justice musulmane, décret du 17 avril 1889, agent d'affaires, avocat.

L'art. 29 du décret du 17 avril 1889 sur la justice musulmane, en édictant que les parties, lorsqu'elles ne comparaîtront pas en personne par suite d'un empêchement absolu, ne pourront se faire représenter que soit par un parent, soit par un notable de leur tribu justifiant de sa qualité de mandataire, soit par un oukil, exclut, par là même, du droit de représenter ou d'assister les parties toute autre personne et notamment les agents d'affaires;

Il n'est fait exception à cette règle que pour les avocats, qui tiennent de la loi le droit de plaider devant toutes les juridictions.

(Mohamed ben Ahmed c. Fathma bent Moussa)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le décret du 17 avril 1889, sur la réorganisation de la justice musulmane en Algérie, dans son

art. 29, édicte que, lorsque les parties ne comparaîtront point en personne, par suite d'un empêchement absolu, elles ne pourront se faire représenter que soit par un parent, soit par un notable de leur tribu, justifiant de sa qualité de mandataire, soit par un oukil; — Attendu que les termes de cet article sont précis, formels, limitatifs et impératifs; qu'en conséquence, nulle personne autre que l'une de celles ci-dessus énumérées ne saurait être admise à se présenter pour les parties, qui doivent toujours se présenter elles-mêmes, hormis le cas d'un empêchement absolu; — Attendu que c'est en vain que la demanderesse soutient qu'il y a, malgré les dispositions du décret susvisé, une distinction à faire et à établir entre le fait de représenter et celui d'assister; — Attendu, en effet, que le but évident de la loi a été tant de simplifier la procédure et d'éviter des frais aux parties que d'écarter des indigènes, en dehors de leurs parents, des notables de leur tribu ou des oukils, régulièrement investis de leurs fonctions par l'autorité judiciaire, toutes autres personnes à elles étrangères et ne présentant pas les mêmes garanties; — Attendu, au surplus, que le droit pour les agents d'affaires de représenter ou d'assister les parties devant certaines juridictions est essentiellement un droit d'exception; — Qu'ainsi, ils ne peuvent représenter ou assister les justiciables qu'autant que la loi les y a formellement autorisés;

Attendu qu'on objecterait vainement encore que le tribunal de céans, jugeant en matière musulmane, admet à la barre, au mépris des prescriptions dudit art. 29 susrelaté, les avocats inscrits au barreau d'Alger ou à tous autres barreaux; — Qu'en effet, cette critique n'est point fondée, les membres du barreau tenant de la loi même, ainsi que l'a si bien précisé M. le procureur général dans sa circulaire générale du 12 novembre 1889, le droit de plaider devant toutes les juridictions; que ce privilège de leur ordre a dispensé le législateur de désigner, dans le texte du décret du 17 avril 1889, les avocats comme ayant le droit de représenter les parties en matière musulmane; — Que cette indication eût été superflue; — Que la prérogative que les membres du barreau tiennent de la loi n'a nul besoin d'être consacrée par un nouveau texte de loi; — Que, pour dépouiller les avocats de cette prérogative, une disposition expresse de loi serait nécessaire et indispensable; — Or, attendu que le sieur Merz, agent d'affaires, bien qu'il jouisse, à juste titre, d'une fort bonne réputation et de la considération publique, et bien qu'on ne puisse lui contester une sérieuse connaissance du droit en général, n'est cependant pas avocat, et pas davantage

parent de la partie qui demande à se faire assister de lui ; que ledit sieur Merz n'est point non plus oukil ;

Par ces motifs : — Jugeant contradictoirement et en dernier ressort, dit que le sieur Merz, agent d'affaires à Alger, que la demanderesse présente au tribunal de céans pour soutenir ses intérêts, ne peut et ne devra être entendu ; — Ordonne que ladite demanderesse sera tenue de faire valoir elle-même ses moyens, si mieux elle n'aime faire le choix d'un oukil ou d'un avocat, auquel cas le tribunal renvoie la cause et les parties à l'audience de huitaine pour plaider au fond.

M. BROCHER, *juge de paix*. — Me DIVIELLE, *av*.

COUR D'ALGER (2e Ch.)

27 janvier 1892

Vente commerciale, céréales, poids, tare, chambre de commerce d'Alger, règlement, usages.

Il résulte d'un règlement émané de la chambre de commerce d'Alger qu'il est d'usage, à défaut de convention entre les parties, d'accorder 650 grammes de tare par sac de céréales.

(Caliati et Ksentini c. Lévy)

ARRÊT

LA COUR, — Reçoit comme régulier en la forme tant l'appel principal relevé par Luidgi Caliati et Mohamed Ksentini que l'appel incident relevé par Salomon Lévy contre le jugement du tribunal de Sétif, statuant commercialement, du 20 mai 1891 ; — Et statuant au fond sur le mérite desdits appels :

Attendu qu'aux termes d'une convention verbale intervenue entre les parties, Lévy a vendu à Caliati et Ksentini une certaine quantité d'orge au prix de 10 fr. 50 cent. le quintal ; — Que cette convention a reçu son exécution ;

Attendu que Lévy, se prétendant créancier de ses acheteurs d'une certaine somme, reliquat du montant total de sa créance et d'une certaine quantité de sacs, a assigné ceux-ci devant

le tribunal de commerce de Sétif, suivant exploit de Périllat, huissier à Boufarik, du 21 mars 1891, pour s'entendre condamner à lui payer 480 fr. 25 cent. et à lui restituer 971 sacs, et, faute d'opérer cette restitution, au paiement de la somme de 1,446 fr. représentative de la valeur desdits sacs ; — Attendu qu'à l'audience, Lévy a prétendu que c'était par suite d'une erreur qu'il n'avait porté sa demande qu'à 480 fr. 25 cent. comme reliquat de la somme à lui due ; qu'il l'a élevée à 952 fr. 40 cent. ; — Attendu que Caliati et Ksentini, pour résister à cette demande, ont justifié qu'ils avaient réexpédié à Lévy 4,216 sacs vides ; qu'ils ne restaient dès lors détenteurs que de 22 sacs qu'ils étaient prêts à lui remettre et, en second lieu, ont prétendu ne devoir à Lévy que la somme de 480 fr. 25 cent., le poids des sacs devant être défalqué du poids total de l'orge expédiée, ainsi qu'une somme de 27 fr. 26 cent. payée par eux pour excédant de port ; — Attendu que par le jugement entrepris le tribunal de Sétif a débouté Lévy de sa demande en restitution de sacs et a condamné les défendeurs au paiement, à son profit, d'une somme de 925 fr. 15 cent., mettant les dépens un tiers à la charge de Lévy, les deux autres tiers à la charge de Caliati et Ksentini ;

Attendu que les parties sont d'accord tant sur le quantum de la marchandise livrée et reçue que sur le prix ; que le reliquat de compte s'élève bien à 952 fr. 40 cent. ; — Qu'il importe simplement de rechercher si c'est à bon droit que les premiers juges n'ont pas cru devoir admettre les prétentions des défendeurs relatives à la défalcation du poids des sacs du poids de la marchandise expédiée ;

Attendu que Lévy a produit une attestation des principaux négociants de Sétif de laquelle il résulte que la Compagnie de l'Est-Algérien ne fait entrer en ligne de compte pour le prix du transport que le poids net des grains expédiés et que, par suite, ses récépissés ou bulletins d'expédition ne mentionnent que ce poids ; — Mais attendu que c'est là une pièce dépourvue de tout caractère officiel qui ne saurait suppléer à une déclaration régulière de la Compagnie des chemins de fer de l'Est-Algérien, pièce qui n'est pas produite aux débats ; — Attendu qu'aux termes d'un règlement émanant de la chambre de commerce d'Alger, versé dans la cause, il ressort qu'à défaut de convention entre les parties, il est d'usage d'accorder 650 grammes de tare par sac de céréales ; — Qu'aucune convention n'étant alléguée, quant à ce, il y a lieu pour la Cour, dans l'espèce, de se conformer à l'usage établi ; — Que, par suite, le compte d'entre les parties doit être apuré comme suit : — Avoir de Lévy 952 fr. 40 cent., duquel il y a lieu de

déduire le poids de 4,237 sacs à 650 grammes l'un 2,754 kilog. au prix de 10 fr. 50 cent. les 100 kilog. 289 fr. 17 cent., ce qui constitue Lévy créancier de la différence de 663 fr. 23 cent;

Et attendu que les parties ne justifient pas du mérite de leurs plus amples conclusions; qu'il n'y a lieu, dès lors, de s'y arrêter;

Par ces motifs : — Infirme et met à néant le jugement entrepris dans ses dispositions relatives au paiement de la somme réclamée par Lévy; — Statuant à nouveau de ce chef; — Condamne Luidji Caliati et Mohamed Ksentini solidairement à payer à Salomon Lévy, pour solde de compte la somme de 663 fr. 23 cent. avec intérêts de droit; — Confirme pour le surplus le jugement attaqué; — Émendant toutefois en ce qui concerne la répartition des frais; — Fait masse des dépens de première instance et d'appel pour être supportés par moitié par les parties; — Condamne Salomon Lévy à l'amende de son appel incident.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.*; BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes CHÉRONNET et LEMAIRE, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

25 avril 1892

Antiquités et objets d'art, Tunisie, monuments historiques, propriétaire, servitude, expropriation, indemnité.

Aux termes des décrets beylicaux des 7 novembre 1882 et 7 mars 1886, relatifs aux antiquités et objets d'art, les monuments anciens édifiés sur des terrains appartenant à des particuliers ne cessent pas d'appartenir aux propriétaires du sol pour devenir la propriété de l'État;

Ces terrains sont simplement grevés d'une servitude d'utilité publique consistant dans l'interdiction pour les propriétaires de détruire lesdits monuments sans une autorisation de l'administration;

Et les propriétaires doivent recevoir une indemnité dans le cas où l'administration voudrait faire passer les monuments dans le domaine de l'État.

(Sadok ben Ali et autres c. Rabourdin)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que les sieurs Sadok ben Ali, Ferhat ben Salah et Mabrouk ben Mohamed réclament au sieur Rabourdin une somme de 3,000 fr. à titre de dommages-intérêts pour avoir fait enlever des pierres qui se trouvaient sur leur propriété et dont il s'est servi pour construire une maison sur un terrain voisin ; — Attendu que le sieur Rabourdin ne nie pas le fait qui lui est imputé ; — Mais attendu qu'il prétend que les pierres dont il s'agit faisaient partie d'une ruine romaine et que par suite elles appartenaient à l'État en vertu des décrets beylicaux du 7 novembre 1882 et du 7 mars 1886, relatifs aux antiquités et objets d'art ; — Mais attendu que l'interprétation donnée à ces textes par les défendeurs n'est pas exacte ;

Attendu qu'aux termes de ces décrets les terrains appartenant aux particuliers et sur lesquels se trouvent des monuments anciens sont simplement grevés d'une servitude d'utilité publique ; — Attendu que malgré cette servitude l'édifice ne cesse pas d'appartenir au propriétaire du sol, mais qu'il est interdit de le détruire sans une autorisation de l'administration ; — Attendu qu'après avoir obtenu cette autorisation, le propriétaire rentre dans le plein exercice de ses droits ; — Attendu enfin que le décret du 7 mars 1886, dérogeant à celui du 7 novembre 1882, décide que ce propriétaire doit recevoir une indemnité dans le cas où l'administration voudrait faire passer le monument dans le domaine de l'État ; — Attendu que dans ces conditions le sieur Rabourdin soutient vainement que les demandeurs n'ont pas qualité pour agir contre lui ; — Attendu que les poursuites dont il a été l'objet de la part de l'autorité publique pour infraction aux décrets mentionnés ci-dessus ne sauraient évidemment faire obstacle à l'instance en dommages-intérêts que lui intentent les demandeurs pour atteinte portée à leur propriété ; — Attendu, en effet, que lorsque deux droits sont lésés par un même acte, chacun d'eux peut réclamer à la justice une protection distincte ;

Attendu que le défendeur invoque aussi à tort une convention passée par lui le 1er décembre 1891 avec son entrepreneur et aux termes de laquelle ce dernier s'était engagé à lui fournir les pierres nécessaires à la construction de sa maison ; — Attendu que les faits qui lui sont reprochés et dont il se reconnaît l'auteur sont en

partie antérieurs à ce marché ; — Attendu, en outre, que, même après ce contrat, c'est sur ses instructions et par son ordre qu'a été continué l'enlèvement des pierres qui se trouvaient sur la propriété des demandeurs et qui appartenaient à ces derniers ; — Attendu qu'il avoue en effet dans ses conclusions que pour faciliter le travail de son entrepreneur il s'est fait autoriser par l'administration des beaux-arts à détruire ces ruines ; — Attendu qu'il justifie en effet de cette autorisation ; — Mais attendu qu'elle ne lui a été donnée que sous réserve des droits des tiers ; — Attendu, en ce qui concerne le montant des dommages, que le chiffre indiqué par les demandeurs paraît d'autant plus exagéré qu'ils n'avaient pas eux-mêmes la pleine et libre disposition des matériaux dont il s'agit ; — Attendu qu'en tenant compte de cette circonstance le tribunal possède des éléments suffisants pour fixer à 300 fr. la somme qui leur est dûe, soit pour l'enlèvement des pierres, soit pour les circonstances qui ont accompagné cet enlèvement et notamment pour les dégâts causés à leurs récoltes ; — Attendu qu'en recevant cette somme ils seront complètement indemnisés du préjudice produit à leur égard par le fait du sieur Rabourdin et qu'il n'échet de leur donner acte de leurs réserves ;

Par ces motifs : — Statuant contradictoirement et en dernier ressort ; — Condamne le sieur Rabourdin à payer aux demandeurs une somme de 300 fr. à titre de dommages-intérêts pour les causes mentionnées ci-dessus et ce avec intérêts légaux à 5 p. 100 depuis le 14 décembre 1891, date de la demande ; — Déboute pour le surplus les parties de leurs fins et conclusions ; — Condamne le sieur Rabourdin aux dépens.

MM. FABRY, *prés.* ; FROPO, *subst.* — Mes ABÉASIS et BESSIÈRE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

26 juillet 1892

Tribunaux, Algérie, justice musulmane, décret du 17 avril 1889, assesseur musulman, voix consultative, présomption de régularité, mention de l'arrêt attaqué.

En Algerie, ou le decret du 17 avril 1889 (art. 40) ne donne aux assesseurs musulmans dans les décisions judiciaires auxquelles ils participent que voix consultative, il y a pré-

somption que cette disposition légale a été suivie, si la décision attaquée énonce que l'assesseur musulman a siégé, et porte la mention qu'il a été délibéré conformément à la loi.

(Saad ben El Djemoni et autres c. Mohamed ben Amar)

Le pourvoi, formé contre un jugement du tribunal de Batna, du 16 juillet 1891, se fondait sur ce moyen unique que le tribunal avait commis un excès de pouvoir consistant en ce que l'assesseur musulman qui n'avait que voix consultative, d'après l'art. 40 du décret du 17 avril 1889, avait participé à la décision au même titre que les juges français.

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique, pris d'un excès de pouvoir, en ce que l'assesseur musulman aurait, au mépris de l'art. 40 du décret du 17 avril 1889, participé à la décision avec voix délibérative : — Attendu que l'indication dans le jugement de la qualité d'assesseur en laquelle Si Zerrouch a siégé suffisait déjà pour établir, en vertu d'une présomption légale et en l'absence de preuve contraire, que ce magistrat a dû se renfermer dans le rôle que lui attribuait la loi ; — Attendu, en outre, que le jugement débute par cette formule « après délibéré conformément à la loi », laquelle implique l'observation rigoureuse de l'art. 40 susvisé ; — Attendu, dès lors, que le moyen manque en fait;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi.

MM. MANAU, *prés.* ; BABINET, *rap.* ; CHÉVRIER, *av gén.* — Me LEHMANN, *av.*

TRIBUNAL DE GUELMA (Ch. civ.)

16 juin 1892

Nationalité, individu né en Algérie d'un étranger, incorporation dans la milice algérienne mobilisée en 1870-1871, qualité de Français, réclamation, délai, loi du 22 mars 1849.

Si, à l'origine, les milices algériennes, ayant pour objet le

maintien de l'ordre intérieur et de la tranquillité publique, formaient une institution purement civile, les détachements de cette milice mobilisés en 1870-1871 ont constitué une véritable force armée ;

En conséquence, l'individu né en Algérie d'un étranger doit, lorsqu'il a fait partie de ces détachements, être considéré camme ayant servi dans l'armée française et peut, dès lors, réclamer la qualité de Français même après l'année qui suit sa majorité, conformément à la loi du 22 mars 1849.

(Pidat c. Isacchi)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, sur appel du sieur Séraphin Pidat d'une décision de la commission municipale de Souk-Ahras par laquelle le sieur Isacchi, Louis-Jean-Henri-Léopold a été maintenu sur les listes électorales, le juge de paix de Souk-Ahras, par jugement du 22 février 1892, a, conformément à l'art. 22 du décret du 2 février 1852, renvoyé les parties à se pourvoir devant les juges compétents pour la solution de la question préjudicielle de nationalité soulevée par Séraphin Pidat et a fixé à ce dernier un délai de vingt jours pour justifier de ses diligences ; — Attendu que par exploit de Brémond, huissier à Souk-Ahras, en date du 9 mars 1892, enregistré, Séraphin Pidat a assigné Isacchi devant le tribunal pour « y venir justifier de sa qualité de Français » ;

Attendu qu'Isacchi, Louis-Jean-Henri-Léopold, suivant extrait des registres de l'état civil de la commune de Bône, est né à Bône, en novembre 1845 ; — Que ses parents étaient de nationalité italienne; — Qu'ainsi qu'il est attesté par acte de notoriété en date du 1er août 1883, enregistré, il a constamment résidé en Algérie ; — Qu'il n'a pas fait, dans l'année qui a suivi l'époque de sa majorité, la déclaration prescrite par l'art. 9 C. civ. (texte antérieur à la loi du 26 juin 1889); — Qu'il a fait cette déclaration le 17 août 1883, à la mairie de Souk-Ahras, invoquant, comme ayant été incorporé à Bône dans la milice mobilisée en 1870-1871, la disposition de la loi du 22 mars 1849 qui admet l'individu né en France d'un étranger à réclamer la qualité de Français même après l'année qui suit sa majorité, s'il sert ou a servi dans les armées françaises de terre ou de mer ; — Attendu qu'en cet état de la cause, avant d'examiner si Isacchi justifie pleinement avoir été incorporé en 1870-1871 dans la milice mobilisée, il échet d'apprécier quel est le caractère de cette milice et si la qualification « armée française » lui est applicable ;

Attendu que les milices, ayant eu pour premier élément une garde urbaine créée pour la ville d'Alger dès le 24 décembre 1830, établies sur toute la colonie par arrêté du 28 octobre 1836 et le décret du 12 juin 1852, réorganisées par le décret du 7 décembre 1859, sont formées de tous les Français âgés de plus de dix-huit ans et aptes au service, et des étrangers, musulmans et israélites, admis en vertu d'arrêtés spéciaux ; qu'ayant pour objet le maintien de l'ordre intérieur et de la tranquillité publique, sous l'autorité des maires, commissaires civils, sous-préfets et préfets, elles représentaient alors une institution essentiellement civile ; — Mais qu'en 1870-1871 le retrait de l'armée d'Afrique suivi de l'insurrection arabe et kabyle a eu nécessairement pour effet de leur assigner un rôle plus actif et de leur créer un état nouveau ; — Que, par suite des circonstances, de nombreuses décisions, notamment les circulaires des 11 et 13 août 1870, les arrêtés du 10 septembre et du 11 octobre 1870, la circulaire du 30 novembre 1870, l'arrêté du 31 mars 1871, ont modifié leur caractère ; — Qu'il ressort de l'ensemble de ces dispositions que la milice algérienne de 1870-1871, en ce qui concerne du moins les détachements mobilisés, constituait non plus une garde de police mais une force armée, affectée aux opérations de guerre, conduite, administrée, soldée militairement et placée sous le commandement militaire ; — Qu'ainsi, en sa proclamation du 20 avril 1871, le gouverneur général, vice-amiral de Gueydon, attestant la confusion à cette époque, dans le but unique de la défense commune, de tous les éléments capables de pourvoir à la résistance, s'exprimait dans les termes suivants : « Miliciens » mobilisés, mobiles, soldats de toutes armes, vous ne for- » mez qu'une seule et même armée, l'armée de la France » ; — Que de même, sur le territoire de la métropole, au cours des événements de 1870-1871, à défaut des troupes régulières, la lutte était soutenue presque entièrement par les gardes nationales mobiles ou mobilisées ; — Qu'il a été jugé (arrêt de la Cour de cassation, chambre civile, du 4 mai 1881) que l'étranger né en France qui a servi pendant la guerre de 1870-1871 dans la garde nationale mobilisée, même sans avoir pris part à aucune bataille ou à la défense d'aucune place, a droit au bénéfice de la loi du 22 mars 1849 ; — Que cette décision s'applique à la cause actuelle puisque l'arrêté du 31 mars 1871 a confondu les milices dans la garde nationale et, par la promulgation en Algérie de la législation en vigueur en France sur la garde nationale, les a soumises au même régime ; — Attendu qu'aucun doute ne saurait donc subsister que la milice algérienne mobilisée en 1870-1871 était bien partie de l'armée française ;

Attendu qu'Isacchi produit : 1° un certificat du maire de Bône du 25 février 1892, enregistré ; 2° un extrait délivré à la date du 31 mai 1892 et certifié conforme, qui sera enregistré en même temps que le présent jugement, du registre d'armement et du contrôle nominatif de la milice de Bône; 3° la copie certifiée conforme, qui sera également enregistrée, d'un télégramme du commissaire extraordinaire au préfet de Constantine et au maire de Bône en date du 5 février 1871 ; — Qu'il est établi par ces documents qu'Isacchi dit Luigi a fait partie de la milice de Bône, qu'il a appartenu, du 26 juillet 1870 au 3 février 1872, à la 2me compagnie mobilisée et avec ce corps a fait, en détachement, l'expédition sur Souk-Ahras sous les ordres du général Pouget, commandant la subdivision de Bône ; — Attendu qu'il y a lieu en conséquence de décider qu'Isacchi, ayant servi dans l'armée française a acquis la qualité de Français par sa declaration faite à la mairie de Souk-Ahras le 17 août 1883 ;

Par ces motifs : — Dit qu'Isacchi, Louis-Jean-Henri-Léopold a acquis la qualité de Français à la date du 17 août 1883 ; — Déboute Séraphin Pidat de toutes fins et conclusions contraires ; — Le condamne aux dépens.

MM. LAGRESILLE, *prés.* ; BOURDEAU, *proc. de la Rép.* — Mes COTONI et PANISSE, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

9 mars 1892

Appel, jugement en dernier ressort, requête civile, jugement, irrecevabilité de l'appel.

La requête civile étant une voie de recours qui ne modifie ni la nature de la contestation, ni le degré de juridiction fixé par la demande originaire, un jugement qui statue sur une requête civile dirigée contre un autre jugement rendu en dernier ressort n'est pas lui-même susceptible d'appel.

(Dahman ben Daoud c. Brahim ben Salah)

Par jugement du 2 juin 1891, de M. le juge de paix du canton nord d'Alger, le sieur Dahman ben Daoud a été condamné à

payer au sieur Brahim ben Salah la somme de 300 fr. pour les causes portées audit jugement ; — Cette décision était rendue en dernier ressort, la demande ayant été elle-même de 300 fr. ; — Après en avoir inutilement interjeté appel et avoir vu déclarer par la Cour cet appel irrecevable, le sieur Dahman ben Daoud s'est pourvu en requête civile contre le même jugement ; — Le premier juge a déclaré cette requête irrecevable ; — Ledit sieur Dahman ben Daoud a encore relevé appel de ce jugement. Il ne se présente pas devant la Cour ; — L'intimé conclut à la confirmation du jugement attaqué et à 100 fr. de dommages-intérêts supplémentaires à raison du nouveau recours vexatoire de l'appelant ;

ARRÊT

LA COUR, — Donne défaut congé contre le sieur Dahman ben Daoud non comparant ni personne pour lui ; — Et pour le profit ;

Attendu que ledit sieur Dahman ben Daoud a interjeté appel d'un jugement de M. le juge de paix du canton nord d'Alger, du 29 décembre 1891, qui rejette, comme irrecevable, sa requête civile contre un jugement de ce même magistrat du 2 juin 1891 ; — Attendu que ce dernier jugement statuait sur une demande inférieure au taux du dernier ressort ; — Qu'il n'était donc pas susceptible d'appel ainsi que l'a décidé un arrêt de défaut de cette chambre du 20 juillet 1891 ; — Attendu qu'un jugement qui statue sur une requête civile dirigée contre un autre jugement rendu en dernier ressort n'est pas lui-même susceptible d'appel ; — Qu'en effet, la requête civile est une voie de recours qui ne modifie pas la nature de la contestation ; — Que le degré de juridiction reste celui fixé par la demande originaire ;

Attendu qu'il est de principe que le rescindant et le rescisoire doivent être jugés par la même juridiction (art. 502 C. pr. civ.) ; — Qu'il est bien évident que le rescindant ne peut être jugé devant cette juridiction que dans les limites de la compétence déterminée par la demande ; qu'*a fortiori* il en est de même du rescisoire ; — Attendu que de ce qui précède il suit donc que dans l'espèce l'appel du jugement du 29 décembre 1891 est irrecevable ;

Attendu que l'intimé réclame reconventionnellement à l'appelant des dommages-intérêts supplémentaires pour réparation du préjudice qui lui a été causé par l'abus de ce nouveau recours ; — Mais attendu que cette demande est elle-même irrecevable en l'état ; qu'en effet l'avis délivré à l'appe-

lant pour faire juger l'appel ne fait pas connaître à ce dernier l'existence de cette demande reconventionnelle ; — Qu'il est de règle, en matière de défaut, que le juge ne doit adjuger que les conclusions prises contre le défaillant dans l'acte introductif d'instance et non celles qui, hors sa présence et à son insu, sont ajoutées à l'audience contre lui ;

Par ces motifs : — Dit irrecevable l'appel relevé par Dahman ben Daoud contre le jugement entrepris ; — Ordonne, en conséquence, que ce jugement sera exécuté selon sa forme et teneur nonobstant cet appel et sans y avoir égard ; — Dit également irrecevable dans la cause la demande en dommages-intérêts reconventionnellement formée par l'intimé contre l'appelant ; — Condamne ledit appelant à l'amende et aux dépens d'appel.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.* ; BOURROUILLOU, *av. gén.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

—

23 mars 1892

—

Habous, aliénation par le dévolutaire, caducité, héritiers du constituant, partage du prix.

—

L'aliénation, par le dévolutaire du habous, de l'immeuble habousé entraîne la nullité du habous au regard des héritiers du constituant, entre lesquels il y a lieu, dès lors, de partager le prix dudit immeuble au prorata de leurs parts héréditaires (1).

(Ameur ben M'hamed Es Saâdi c. Kheira et Fathma bent Es Saâdi.)

Kheira bent M'hamed Es Saâdi, agissant tant en son nom qu'au nom de sa sœur mineure Fathma, actionnait devant le cadi de Bou Saâda son frère Ameur ben M'hamed Es Saâdi

---

(1) V., sur les effets de l'aliénation des biens habous, les arrêts rapportés (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 57) et la note. Ajt. Alger, 16 oct. 1891 (*Rev. Alg.*, 1891. 2. 516) ; 14 janv. 1892 (*suprà*, p. 149).

pour s'entendre condamner à leur délaisser leur part et portion dans un jardin dit « Djenan El Hesbaya, provenant de la succession de leur père. Ce jardin, disait-elle, a été constitué habous par nos ancêtres et est toujours demeuré entre les mains de mon frère Ameur, mais il vient de le vendre au nommé Si Ameur ben El Mihoub; c'est pourquoi nous demandons notre part; — Le défendeur reconnut la vente, mais il excipa d'un habous constaté par acte de notoriété dressé à sa requête en 1884; — La demanderesse Kheira ayant contesté la validité dudit acte ensemble la constitution du habous qu'il relatait, le cadi procéda à une enquête; — Des dépositions recueillies par ce magistrat, il résulta que M'hamed Es Saâdi n'avait pu constituer en habous le jardin El Hesbaya, puisque cette terre avait été achetée par ledit M'hamed et ses frères avec leurs oncles et que, par suite, un partage avait eu lieu entre eux.

Se basant sur ces témoignages, le cadi rendait, à la date du 10 juin 1891, un jugement aux termes duquel il annulait le habous invoqué par le défendeur et disait que les demanderesses prendraient la part leur revenant dans les immeubles de leur père prétendus habousés ou autres.

APPEL de cette décision a été interjeté par Ameur ben M'hamed Es-Saâdi;

ARRÊT

LA COUR, — Reçoit l'appel comme régulier en la forme; — Au fond : — Attendu que le habous invoqué par le défendeur ne paraissait pas pouvoir donner lieu à un débat puisque la demanderesse elle-même, dans l'exposé de sa demande, en avait reconnu la validité; — Que ses protestations tardives contre cette constitution de habous ne sauraient prévaloir contre ses déclarations formelles ainsi conçues : « Le jardin El Hesbaya a été constitué habous par nos ancêtres au profit des enfants du sexe masculin, il n'a jamais fait l'objet d'un partage entre les héritiers et est constamment demeuré aux mains du défendeur »; — Attendu que, dans ces conditions, c'est à tort que le cadi a cru devoir, se référant aux conclusions de l'enquête à laquelle il avait procédé, méconnaître l'existence du habous érigé au profit de la descendance mâle de Mohamed El Saâdi;

Mais attendu qu'il est constant et non dénié par le dévolutaire du habous, le nommé Ameur ben M'Hamed El Saâdi,

qu'il a vendu le jardin El Hesbaya à un nommé Si Ameur ben El Mihoub ; — Qu'en raison de cette vente le habous est manifestement devenu caduc et doit par suite être considéré comme nul au regard des héritiers du constituant, qui recouvrent leurs droits et doivent dès lors participer au partage, au prorata de leur part héréditaire, du prix de l'immeuble habousé, cet immeuble ayant été aliéné par le dévolutaire du habous ;

Par ces motifs : — Donnant acte à la dame Fathma bent M'Hamed de son désistement ; — Dit, en la forme, l'appel recevable ; — Au fond ; — Infirme le jugement dont est appel ; — Statuant à nouveau, dit nul le habous constitué par le sieur M'Hamed El Saâdi par suite de la vente du jardin qui en faisait l'objet ; — En conséquence, dit que ladite dame Kheira a droit à sa part héréditaire dans le prix du jardin aliéné ; — Renvoie les parties devant le cadi de Bou-Saâda pour la détermination de cette part ; — Condamne l'appelant à l'amende et aux dépens.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.* ; BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes JOUYNE et MALLARMÉ, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

11 juillet 1892

Navire, abordage, faute du capitaine, marchandises, perte, armateur, clause d'irresponsabilité, légalité.

Est licite et obligatoire la clause par laquelle le propriétaire d'un navire stipule qu'il ne sera pas responsable des fautes du capitaine ou de l'équipage (1).

(Compagnie générale transatlantique c. Aïdane)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la première branche du moyen unique du pourvoi, violation et fausse application des art. 1134 et 1384 C.

(1) V. en ce sens, Alger, 20 janv. 1892 (*suprà*, p. 117) et la note.

civ., 216, 221, 222 et 283 C. com., et en général des règles qui régissent les contrats de transports maritimes : — Attendu qu'il est constaté, en fait, par le jugement attaqué que l'art. 8 du connaissement du navire le *Charles-Quint* de la Compagnie générale transatlantique, à bord duquel auraient été chargées les deux caisses de marchandises, portait que « la Compagnie ne répondait pas des barateries, fautes ou négligences quelconques du capitaine et des gens de l'équipage; » — Que, d'autre part, le même jugement déclare que l'abordage, à la suite duquel le *Charles-Quint* a péri avec son chargement, est imputable au capitaine dudit navire;

Attendu, en droit, que les conventions tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites, si elles ne sont pas défendues par la loi ou contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs; qu'aucune loi ne défend au propriétaire d'un navire de convenir qu'il ne sera pas responsable des fautes du capitaine ou de l'équipage; qu'une telle convention n'est pas davantage contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs; — Que, dès lors, en refusant de tenir compte de la clause de non responsabilité susénoncée et en condamnant, malgré cette clause, la Compagnie générale transatlantique à payer à Aïdane la somme de 382 fr. pour la valeur des deux caisses de marchandises qui ont eté perdues dans le naufrage du *Charles-Quint,* le jugement attaqué a violé l'article de loi ci-dessus visé;

Par ces motifs : — Casse le jugement rendu par la justice de paix de Sfax, le 27 janvier 1889, et renvoie le litige devant la justice de paix de Tunis.

MM. MAZEAU, *prem. prés.;* DURAND, *rap.;* REYNAUD, *av. gén.* — Me CHAUFFARD, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

—

25 juillet 1892

—

Responsabilité, transports maritimes, passager, bagages, livraison, retard, faute du transporteur, dommages-intérêts, clause limitative, validité.

—

La convention qui, sans exclure la responsabilité du transporteur, limite d'avance les dommages-intérêts qui pourront lui être réclamés en cas de retard dans la remise des objets

transportés et détermine ainsi à forfait, en dehors des cas de force majeure dont il ne répond pas légalement, les conséquences de sa faute, n'a rien de contraire à la loi ni à l'ordre public ; elle est donc licite et oblige en principe ceux qui l'ont faite ;

Il en est ainsi spécialement de la clause d'un billet de passage aux termes de laquelle l'indemnité due par la compagnie de transports au passager, en cas de retard dans la livraison de ses bagages, ne peut être supérieure au prix de passage (1).

(Compagnie générale transatlantique c. Sébénico)

Pourvoi contre un jugement rendu par le juge de paix de la Goulette, le 2 décembre 1890.

Moyen unique du pourvoi : — Violation des art. 1108 et 1134 C. civ. et fausse application des art. 1382 et 1383 même Code, violation de l'art. 102 C. com. et plus spécialement des règles qui régissent les contrats de transports maritimes, en ce que le jugement attaqué a écarté la clause stipulant qu'en cas de retard dans la livraison, l'indemnité ne pourrait être supérieure au prix de passage, sous le seul prétexte que ladite clause ne pouvait être valable qu'au cas où aucune faute ne serait imputable au transporteur, bien que celle-ci dût recevoir son application dans tous les cas, sauf dans celui où le retard allégué proviendrait du dol ou de la fraude de ce dernier.

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique : — Vu l'art. 1134 C. civ. ; — Attendu que la convention qui, sans exclure la responsabilité du transporteur, limite d'avance les dommages-intérêts qui pourront lui être réclamés en cas de retard dans la remise des objets transportés, et détermine ainsi à forfait, en dehors des cas de force majeure dont il ne répond pas légalement, les conséquences de sa faute, n'a rien de contraire à la loi ni à l'ordre public ; qu'elle est donc licite et oblige en principe ceux qui l'ont faite ;

Attendu cependant que le jugement attaqué a refusé d'appliquer dans l'espèce la clause du billet de passage délivré à

(1) V. Alger, 9 mai 1891 (*Rev. Alg.*, 1891. 2. 3) et la note.

Sébénico, le 18 septembre 1890, aux termes de laquelle l'indemnité due par la Compagnie transatlantique au passager, en cas de retard dans la livraison de ses bagages, ne peut être supérieure au prix de passage, et que, pour statuer ainsi, il s'est fondé uniquement sur ce qu'une telle clause ne peut être valable qu'au cas où aucune faute n'est imputable à la Compagnie ; — Qu'il a dès lors violé l'article de loi ci-dessus visé ;

Par ces motifs : — Casse.

MM. MERVILLE, *prés.* ; DURAND, *rap.* ; REYNAUD, *av. gén.* — Mes CHAUFFARD et LÉGÉ, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

11 juillet 1892

Navire, abordage, faute respective des deux capitaines, armateurs, marchandises, perte, responsabilité.

Le juge saisi d'un litige concernant la responsabilité d'un abordage entre deux navires a pu tirer du fait que la même compagnie était à la fois propriétaire du navire abordé et du navire abordeur la conséquence que l'inaction du capitaine du navire abordé n'a été que l'effet de l'exécution des volontés de ladite compagnie, et déclarer, dès lors, que, l'inaccomplissement des prescriptions des art. 435 et 436 C. com. ne résultant que d'une faute qui lui était personnelle, elle était sans droit à en exciper.

Lorsque l'abordage a été causé par la faute respective des capitaines des deux navires, et qu'il est impossible de déterminer la part qui incombe à chacun d'eux dans l'accident, le juge a le droit de condamner l'armateur du navire abordeur à réparer la totalité du dommage subi par les parties lésées (1).

(1) Sur la responsabilité en cas d'abordage par la faute commune des deux capitaines, V. Alger, 30 nov. 1891 (*suprà*, p. 188) et la note.

(Compagnie générale transatlantique c. Haddad)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen, tiré de la violation des art. 435 et 436 C. com., et aussi de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 : — Attendu que d'après l'art. 1353 C. civ. le juge peut, dans le cas où la loi admet la preuve testimoniale, fonder sa décision sur des présomptions dont il apprécie souverainement la gravité ; que, dans la cause, le litige étant de nature commerciale, la preuve par témoins était admissible ; — Que l'arrêt attaqué a donc pu tirer du fait que la Compagnie transatlantique était à la fois propriétaire du navire abordé et du navire abordeur la conséquence que l'inaction du capitaine du navire abordé n'a été que l'effet de l'exécution des volontés de ladite compagnie, et déclarer, dès lors, que l'inaccomplissement des prescriptions des art. 435 et 436 C. com. ne résultant, dans ces circonstances, que d'une faute qui lui était personnelle, elle était sans droit à en exciper ; — Que, d'un autre côté, en déclarant que le capitaine était spécialement chargé de la conservation de tous les droits pouvant survivre à la perte des marchandises en cas de naufrage, et spécialement de l'accomplissement des formalités édictées par les art. 435 et 436 C. com., l'arrêt attaqué a répondu aux conclusions de la compagnie tendant à faire déclarer non recevable l'action de Haddah, pour ne pas s'être personnellement conformé aux prescriptions desdits articles, et a satisfait ainsi à l'exigence de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 ;

Sur le deuxième moyen, pris de la violation de l'art. 407 C. com. et de la fausse application des art. 1382 et suivants C. civ., en ce que l'arrêt attaqué, tout en reconnaissant qu'il était impossible de déterminer la part de responsabilité de chacun des capitaines dans l'accident, et que, par suite, il y avait doute dans les causes de l'abordage, a néanmoins, sous prétexte de solidarité légale, condamné la compagnie, prise comme armateur de la *Ville-de-Brest*, à réparer pour le tout le préjudice causé par l'abordage au sieur Haddah : — Attendu, en droit, que le cas où l'abordage a été causé par la faute respective des capitaines des deux navires n'est pas prévu par l'art. 407 C. com. ; que, d'autre part, d'après les principes de droit commun, quand il y a participation de plusieurs à un fait dommageable, la réparation doit en être ordonnée pour le tout contre chacun, s'il est impossible de déterminer la proportion dans laquelle chaque faute a concouru à produire

le dommage subi par la partie lésée ; — Attendu que, dans l'espèce, il est déclaré par l'arrêt attaqué que les capitaines du *Charles-Quint* et de la *Ville-de-Brest* sont coauteurs de la collision de ces deux navires, et qu'il n'est pas possible de déterminer la part qui incombe à chacun d'eux dans cet accident ; que, dès lors, en condamnant la Compagnie transatlantique, en tant qu'armateur de la *Ville-de-Brest* à payer à Haddah la valeur totale de ses marchandises, ledit arrêt n'a violé aucun des articles de loi invoqués par le deuxième moyen ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi.

MM. MAZEAU, *prem. prés.* ; DURAND, *rap.* ; REYNAUD, *av. gén.* — Me CHAUFFARD, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

11 juillet 1892

Protectorat, Tunisie, indigène israélite, protégé français, majorité, âge, droit rabbinique, applicabilité, obligation, capacité.

Les indigènes protégés d'une puissance européenne restent soumis, en ce qui concerne leur statut personnel, à leurs lois et coutumes locales ;

En conséquence, la majorité des israélites tunisiens, même protégés français, doit être fixée, pour les hommes, d'après le droit rabbinique, à l'âge de treize ans, et ceux-ci deviennent, à partir de cet âge, capables de contracter.

(Pérès c. Montelatecci)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que Montelatecci est porteur de six billets souscrits par Moïse Pérès, le 10 mars 1886, et formant ensemble une somme de 630 fr. ; — Attendu qu'assigné en paiement de cette somme devant M. le juge de paix du canton sud de Tunis, Moïse Pérès a opposé plusieurs exceptions, qu'il a soutenu notamment qu'il était mineur et, dès lors,

incapable de contracter au moment de la souscription des billets précités; — Attendu que le juge de paix a admis ce dernier moyen et a débouté le demandeur de ses fins et conclusions;

Attendu que Montelatecci a fait appel de cette décision; que son appel est régulier en la forme et qu'il échet de le recevoir comme tel;

Attendu que Moïse Pérès déclare formellement qu'il avait déjà renoncé en première instance à l'exception d'incompétence dont Montelatecci parle dans ses conclusions; — Attendu que l'on ne trouve, en effet, aucune trace de cette exception dans le jugement frappé d'appel; que, par conséquent, les prétentions émises sur ce point par Montelatecci sont absolument sans objet et qu'il n'y a pas lieu de les examiner;

Mais attendu que Moïse Pérès reproduit devant le tribunal les trois autres exceptions qu'il avait soulevées en justice de paix; qu'il convient donc de vérifier si ces trois moyens sont ou non justifiés;

Attendu que l'intimé soutient d'abord qu'il était mineur lorsqu'il a signé les billets dont on lui réclame le paiement; — Mais attendu qu'il est israélite tunisien; qu'il prétend jouir, sans doute, de la protection française; mais que, en admettant que cette allégation soit fondée, Pérès ne pourrait point se prévaloir pour cela des dispositions du Code civil français qui fixent à vingt et un ans l'époque de la majorité; — Attendu, en effet, que les indigènes qui sont simplement protégés d'une nation européenne restent soumis, en ce qui concerne leur statut personnel, à leurs lois et coutumes locales;

Attendu que, d'après le droit rabbinique applicable aux israélites tunisiens, la majorité est fixée pour les hommes à l'âge de treize ans; — Attendu que Pérès avoue que, le 10 mars 1886, à l'époque de la signature des billets, il avait au moins vingt ans et demi; — Attendu que, d'après la déposition d'un témoin qu'il a fait entendre devant le juge de paix, il aurait même eu déjà à cette date vingt et un ans accomplis; — Attendu qu'il était donc capable de s'obliger, et que la décision contraire du premier juge doit être infirmée;

Attendu que Moïse Pérès invoque, en second lieu, la prescription quinquennale de l'art. 189 C. com.; — Mais attendu que les billets qui font l'objet du présent procès ont une cause purement civile; qu'il n'est pas démontré d'ailleurs que l'intimé fût commerçant au moment où il les a souscrits; que, par suite, la prescription spéciale édictée par l'article

précité pour les billets à ordre commerciaux ne s'applique pas dans l'espèce;

Attendu que Pérès conteste, enfin, la sincérité de la cause indiquée sur les titres produits par l'appelant; — Attendu qu'il prétend que les valeurs dont il s'agit se rapportent à une dette de jeu et ne peuvent donner lieu à une action en justice; — Mais attendu qu'il ne prouve pas et n'offre point de prouver cette dernière prétention; qu'il n'a donc, en réalité, aucune raison pour se soustraire au paiement des obligations qu'il a contractées;

Par ces motifs : — Statuant contradictoirement et en dernier ressort;

Reçoit en la forme l'appel du sieur Montelatecci; — Au fond, réforme et annule le jugement entrepris, et, statuant à nouveau; — Condamne Moïse Pérès à payer à Montelatecci la somme de 630 fr., montant des six billets mentionnés ci-dessus avec intérêts de droit à 5 0/0 par an depuis le 12 avril 1886 pour le billet protesté; et, à partir du 30 janvier 1892, jour de la demande en justice, pour le surplus des obligations réclamées; — Condamne Moise Pérès aux dépens de première instance et d'appel.

MM. FABRY, *prés.*; FROPO, *subst.* — Mes ABÉASIS et VIGNALE, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

4 février 1892

Mariage, coutumes kabyles, répudiation, divorce, droits du mari, abus, préjudice causé à la femme, dommages-intérêts.

S'il est vrai que suivant les coutumes kabyles le mari ait seul le droit de répudier sa femme et même de la renvoyer sans répudiation, sans que celle-ci ait, de son côté, le droit de demander le divorce, l'exercice de pareils droits ne saurait aller jusqu'à l'injustice et jusqu'à l'abus;

Et si les mauvais procédés du mari ont causé à la femme un préjudice, celle-ci est en droit de demander des dommages-intérêts.

(Saïd Naït Ma Ouali c. Yamina bent Yaya)

Devant le juge de paix du canton Sud d'Alger, saisi des demandes de la dame Yamina bent Yaya contre son mari, le sieur Saïd Naït Ma Ouali, ladite dame Yamina exposait que depuis deux années ce dernier l'avait renvoyée du domicile conjugal sans motifs, en lui disant d'aller habiter chez son père, ce qu'elle avait fait ; — Son mari ne lui donnant plus les ressources nécessaires à ses besoins et la laissant même dans le dénuement le plus complet, elle expliquait que, son père étant trop pauvre pour la garder auprès de lui, elle avait tenté de revenir auprès de son mari ; que celui-ci s'était obstinément refusé à la recevoir ; que dans ces circonstances elle s'était adressée à la justice pour obtenir le divorce et des aliments ; que par jugement du 31 octobre 1890, le juge de paix avait fait droit à ses demandes, mais que ce jugement avait été réformé le 20 janvier 1891 par le motif que, d'après la coutume kabyle, la femme n'avait pas le droit d'intenter une demande de divorce ; — Elle ajoutait enfin qu'en l'état de ces faits et en présence du refus de son mari de la répudier ou de l'entretenir, elle lui réclamait 900 fr. pour l'indemniser de ses dépenses d'entretien et d'alimentation pendant plus de deux années ;

A cette demande, le défendeur répondait qu'il n'avait pas renvoyé sa femme du domicile conjugal, que c'était elle qui l'avait spontanément abandonné ; il déclarait qu'il ne voulait pas la reprendre, mais qu'il était prêt à la répudier, moyennant le paiement d'une somme de 200 fr. ;

Après enquête et contre-enquête et sursis à statuer pour permettre au mari de régler la situation en répudiant la demanderesse, sursis demeuré sans résultat, le premier juge a, par jugement du 10 octobre 1891, condamné le défendeur à payer à sa femme une somme de 400 fr. pour les causes de sa demande.

Saïd Naït Ma Ouali a interjeté appel de cette décision.

Sur quoi, la Cour a statué en ces termes :

ARRÊT

LA COUR, — Reçoit, comme régulier en la forme, l'appel relevé par Saïd Naït Ma Ouali contre le jugement de M. le juge de paix du canton Sud d'Alger, du 10 octobre 1891 ; — Et disant droit au fond sur le mérite de cet appel ;

Attendu que les époux sont kabyles ; — Que l'appelant

demande qu'il soit fait dans la cause application de la coutume de son pays, et que, par suite, les prétentions de l'intimée soient repoussées, offrant de répudier celle-ci moyennant le paiement des sommes qu'il lui demande ;

Mais attendu que, s'il est vrai que suivant les coutumes dont s'agit le mari kabyle ait seul le droit de répudier sa femme sans que celle-ci ait, de son côté, celui de demander le divorce ; que s'il est vrai encore que le même mari puisse renvoyer sa femme sans répudiation, il n'en demeure pas moins certain que l'exercice de pareils droits ne saurait aller jusqu'à l'injustice et jusqu'à l'abus ;

Attendu, dans l'espèce, que l'appelant, en introduisant chez lui une autre femme à laquelle il s'est marié depuis, devant le cadi d'Alger, s'est rendu coupable vis-à-vis de l'intimée d'un fait qui créait à celle-ci une position intolérable au domicile conjugal ; — Attendu que c'est dans ces conditions, ainsi que cela ressort des circonstances de la cause et à raison aussi du dénuement dans lequel elle était laissée, que cette dernière s'est éloignée dudit domicile ; — Attendu que le premier juge constate même que c'est son mari qui l'en a formellement renvoyée ; — Attendu que vainement toutefois depuis l'intimée a cherché à y revenir, que sa tentative a échoué ; qu'ainsi que l'attestent les témoins entendus par le juge de paix, son mari a refusé de la recevoir ; — Attendu que celui-ci a constamment refusé, en outre, de la répudier, subordonnant cette répudiation au paiement de sommes qu'il savait cette dernière impuisante à lui verser ; — Attendu que pendant plus de deux années il l'a méchamment, de la sorte, maintenue dans une situation équivoque et critique ; — Que durant toute cette période de temps il l'a laissée sans secours ; — Que l'intimée a dû pourvoir, comme elle l'a pu, à l'aide des modiques ressources de son vieux père, aux nécessités de son entretien, de sa nourriture, de son habillement et de son logement ;

Attendu que ces procédés excessifs de l'appelant à l'égard de sa femme ont causé à celle-ci des dommages dont réparation lui est due ;

Attendu que le premier juge n'a pas exagéré, eu égard aux faits de la cause, le chiffre de cette réparation ; — Qu'il échet donc de maintenir sa décision ; — Qu'il échet, de plus, de réserver à l'intimée dans l'avenir, pour le cas où par le fait de son mari la situation actuelle se prolongerait et où le préjudice qui lui est causé se renouvellerait, le droit de recourir à de nouvelles actions ou réparations de ce préjudice ;

Par ces motifs et ceux du premier juge, en tant qu'ils ne

contrarient pas ceux du présent arrêt : — Sans s'arrêter ni avoir égard aux fins et moyens de l'appelant, fins et moyens dans lesquels il est déclaré mal fondé et dont il est débouté ; — Confirme le jugement dont est appel ; — Ordonne, en conséquence, qu'il sortira son plein et entier effet ; — Réserve à l'intimé tous ses droits à de nouveaux dommages-intérêts pour le cas où ledit appelant persisterait dans l'injuste attitude qu'il a gardée jusqu'à ce jour vis-à-vis de sa femme et où il en résulterait de nouveau préjudice pour celle-ci ; — Condamne le même appelant à l'amende et aux dépens de l'instance d'appel.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.* ; BOURROUILLOU, *av. gén.* — Me MARTIN, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

8 juin 1892

Compétence, tribunaux de commerce, incapacité reconnue d'une partie, étendue d'application, juge de l'action, juge de l'exception, capacité, exception, statut personnel. — Interdiction, prodigue, faible d'esprit, droit musulman, rite malékite, incapacité, actes antérieurs à l'interdiction, effets.

Si les tribunaux de commerce n'ont point compétence pour statuer sur l'état des parties en cause devant eux, il en est différemment lorsque cet état n'est point mis en discussion, que, notamment, il s'agit de se prononcer sur les conséquences et l'étendue d'une incapacité reconnue et incontestée, rien ne s'opposant alors à l'application pure et simple de la règle qui veut que le juge de l'action soit aussi le juge de l'exception.

L'exception tirée de la capacité de l'une des parties se rattache au statut personnel de cette partie et reste soumise aux règles de ce statut.

Suivant la loi islamique, dans le rite malékite, le faible d'esprit fait partie de cette classe de personnes qui, d'après ce rite seulement, peuvent être frappées d'interdiction (1) ;

La même loi considère le prodigue comme un faible d'esprit (2) ;

(1, 2) V. en ce sens, Alger, 27 juill. 1891 (*Rev. Alg.*, 1891. 2. 547), et le renvoi en note.

Les effets de l'incapacité résultant de cette interdiction sont absolus ;

Ils ne sont subordonnés à aucune condition de forme et, spécialement, ne sont point assujettis à l'accomplissement de conditions de publicité analogues à celles qui sont édictées par l'art. 501 de notre Code civil (1);

En cas de prodigalité comme en cas de démence, et contrairement à la distinction faite par notre droit français, les effets de l'incapacité atteignent même les actes antérieurs à l'interdiction, si la cause de l'interdiction existait à l'époque où ces actes ont été faits (2).

(M'hamed ben Achour c. Binhas)

ARRÊT

La Cour, — Reçoit, comme régulier en la forme, l'appel relevé par le sieur M'hamed ben Achour, ès-qualités, contre le jugement du tribunal de commerce de Sousse, du 19 mai 1890 ; — Et statuant, au fond, sur le mérite de cet appel ;

Attendu que le sieur Fridja Daniel Binhas a fait assigner le sieur M'hamed ben Achour et le sieur Mohamed ben El Hadj Ali Lebben devant le tribunal de Sousse, pour les faire condamner à lui payer, avec intérêts à 6 0/0, une somme de 8,012 piastres tunisiennes, montant d'un billet souscrit pour cause de prêt par ledit sieur Mohamed ben El Hadj Ali Lebben, le 2 septembre 1888, à échéance du 2 mars 1889;

Attendu qu'à cette demande, les défendeurs ont opposé une exception tirée de l'incapacité du souscripteur du billet au moment de la création de ce billet ; — Qu'ils ont, à cet égard, soutenu que celui-ci avait été, en effet, pourvu d'un tuteur, par décision du cadi de Kairouan, du 16 octobre 1888, et que, les causes qui avaient motivé cette mesure remontant à l'époque de la reconnaissance de la dette objet du litige, cette reconnaissance était nulle, et que, dès lors, la demande du sieur Binhas devait être rejetée ;

Attendu que les premiers juges, repoussant l'exception proposée, ont, au contraire, directement accueilli les prétentions de ce dernier ; — Que les motifs de rejet de l'exception des défendeurs sont pris de cette circonstance : 1° que l'inter-

---

(1) V. en ce sens, Alger, 11 oct 1842 (Estoublon, *Jurispr. Alg* , 1842. 21) ; 7 fevr. 1843 (*op. cit.*, 1843. 3)

(2) V. en ce sens, Alger, 27 juill. 1891 (*Rev Alg.*, 1891. 2. 547), et le renvoi en note.

diction prononcée contre le sieur Mohamed ben El Hadj Ali Lebben n'avait pas reçu de publicité suffisante, et 2° de ce qu'il s'agissait dans la cause, non d'un cas d'imbécillité ou de démence, mais d'un cas de prodigalité, et que, par suite, il n'était pas possible de faire remonter à une date antérieure à l'interdiction l'effet de l'incapacité qui en résultait ;

Attendu que l'appelant demande l'infirmation de cette décision et le rejet, au fond, des demandes du sieur Fridja Daniel Binhas ; — Qu'il échet de statuer ;

Attendu que les premiers juges avaient été saisis tant de l'action du demandeur que de l'exception des défendeurs en qualité de juges de commerce ; — Attendu, par suite, qu'à leur examen s'imposait d'office, tout d'abord, le point préjudiciel de savoir si, compétents pour connaître de l'action, ils l'étaient également pour statuer sur l'exception, et s'il ne convenait pas, comme au cas de l'art. 426 C. pr. civ., de surseoir à prononcer sur le fond jusqu'à ce que l'exception, qui soulevait un cas de capacité, eût été appréciée par les juges civils compétents ; — Attendu qu'en abordant directement les questions du fond, les premiers juges ont implicitement écarté cette solution ; — Que les faits de la cause ne comportent pas, à cet égard, d'autre décision expresse ; — Attendu, en effet, que si les tribunaux de commerce n'ont point compétence pour statuer sur l'état des parties en cause devant eux, il en est différemment lorsque cet état n'est point mis en discussion ; que, notamment, il ne s'agit que de se prononcer sur les conséquences et l'étendue d'une incapacité reconnue et hors de conteste ; — Que rien ne s'oppose alors à l'application pure et simple de la règle qui veut que le juge de l'action soit aussi le juge de l'exception ;

Attendu que, l'exception opposée à l'action du sieur Fridja Daniel Binhas ayant trait à la capacite de l'une des parties, c'est-à-dire à son statut personnel, c'est d'après les règles de ce statut, dans l'espèce, de la loi islamique, que doivent être appréciés le fondement et la portée des moyens invoqués contre la demande ;

Attendu que, suivant cette loi, le faible d'esprit fait partie, dans le rite malékite, de cette classe de personnes qui, d'après ce rite seulement, peuvent être frappées d'interdiction ;

Attendu que le prodigue est un faible d'esprit ; — Que les auteurs musulmans estiment, en effet, que celui-là est véritablement faible d'esprit, *safih,* qui dilapide ses biens ;

Attendu que c'est à raison d'une faiblesse intellectuelle de cette nature, c'est-à-dire d'actes multiples de dissipation, que le sieur Mohamed ben El Hadj Ali Lebben a été pourvu d'un

tuteur et par suite interdit ; — Que les témoignages qui ont été recueillis préalablement à cette mesure et qui l'ont déterminée ont fait connaître, en effet, que ledit Mohamed ben El Hadj Ali Lebben « était complètement dépourvu de raison » pour gérer ses affaires ; qu'il dépensait son argent sans » mesure ni prévoyance ; qu'il était absolument incapable de » discerner ses véritables intérêts ; que, par toutes ces rai- » sons, il appartenait à la catégorie des gens qui doivent être » interdits et placés sons la tutelle d'autrui » ;

Attendu que, les causes de l'interdiction du sieur Mohamed ben El Hadj Ali Lebben étant justifiées et la régularité de cette interdiction étant incontestée, il n'y a plus qu'à rechercher l'étendue de l'incapacité qui en est la conséquence, au point de vue de la validité des engagements de l'interdit, spécialement de ceux qu'il a pris le 2 septembre 1888, vis-à-vis du sieur Fridja Daniel Binhas ;

Attendu qu'en droit musulman, les effets de cette incapacité sont absolus ; qu'ils ne sont subordonnés à aucune condition de forme ; qu'ils ne dépendent d'aucune distinction à faire entre les causes de l'interdiction ; — Qu'ainsi en premier lieu et tout d'abord ils ne sont point assujettis à l'accomplissement de conditions de publicité analogues à celles qui sont édictées par l'art. 501 de notre Code civil ; que dès lors l'inobservation de conditions pareilles ne saurait arbitrairement faire naître au profit des tiers des fins de non recevoir opposables à l'interdit ; — Qu'ainsi, en deuxième lieu, il n'y a pas à distinguer, comme dans notre droit français (art. 502 C. civ.), entre le cas de démence et le cas de prodigalité ; que, dans l'un et l'autre cas, les effets de l'incapacité atteignent même les actes antérieurs à l'interdiction, si la cause de l'interdiction existait à l'époque où ces actes ont été faits ;

Attendu que le billet dont le paiement est actuellement poursuivi contre l'interdit par Binhas a été souscrit le 2 septembre 1888, c'est-à-dire antérieurement à l'interdiction prononcée le 18 octobre suivant ; — Attendu qu'à l'époque de la création de ce billet, les causes de l'interdiction existaient déjà en la personne de l'interdit ; — Que ce point de fait ressort d'abord des déclarations des témoins dont les dépositions ont été rapportées plus haut ; qu'à ces déclarations faites à la date du 30 septembre 1888 ces témoins ajoutent, en effet, qu'ils savent pertinemment ce qu'ils rapportent par suite des longues relations qu'ils ont entretenues avec le sieur Mohamed ben El Hadj Ali Lebben, ce qui semble nécessairement impliquer que cet état de choses date d'une époque bien antérieure

même au 2 septembre 1888 ; — Que ce même point de fait résulte aussi de plusieurs décisions de la Cour dans des affaires semblables à celles du procès actuel ; — Que, spécialement, par arrêt du 2 juillet 1890, la Cour a rejeté la demande d'un sieur Khelifa ben Strouk en paiement d'une somme de 11,958 piastres, montant d'un billet souscrit par l'interdit, le 5 août 1888, c'est-à-dire un mois avant celui créé par le même au profit du sieur Fridja Daniel Binhas ; — Attendu que relativement à ce dernier billet du 2 septembre 1888, la demande de Binhas doit donc subir le même sort que celle du sieur Khelifa ben Strouk ; — Qu'en effet, les causes d'interdiction constatées au 9 août 1888 existaient, *a fortiori,* au 2 septembre suivant ;

Attendu qu'il échet donc de repousser les demandes de l'intimé, et par suite de repousser la décision des premiers juges qui les a indûment accueillies ;

Par ces motifs : — Dit mal jugé, bien appelé ; — Infirme et met à néant le jugement dont est appel ; — Décharge l'appelant ès-qualités des dispositions et condamnations portées dans ce jugement contre le sieur Mohamed ben El Hadj Ali Lebben ; — Statuant à nouveau et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire ; — Sans s'arrêter ni avoir égard aux fins, conclusions et moyens de l'intime à l'appui de ses demandes, fins, conclusions et moyens dans lesquels il est déclaré mal fondé et dont il est débouté ; — Sans qu'il soit nécessaire non plus de recourir à l'enquête offerte par l'appelant dans ses conclusions subsidiaires ; — D'ores et déjà, dit justifiée l'exception de nullité soulevée par ledit appelant contre les demandes de l'intimé ; — En conséquence, dit nul et de nul effet l'engagement pris envers Binhas par l'interdit, le 2 septembre 1888 ; — Par suite, déclare celui-ci mal fondé dans ses dites demandes au sujet de cet engagement ; l'en déboute et le condamne aux dépens tant de première instance que d'appel.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.* ; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes MALLARMÉ et CHÉRONNET, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

11 mai 1892

Jugement, partie définitive, premier ressort, partie

soumise à la voie de l'opposition, appel partiel, recevabilité, conciliation, amende de non comparution, défaut de consignation, objet du litige, art. 56 C. pr. civ., inapplication, affaires non soumises au préliminaire de conciliation, absence de faute du défaillant, amende non encourue.

Le jugement qui comprend deux parties distinctes, l'une contradictoire, définitive et en premier ressort, ayant trait à la condamnation à l'amende pour non comparution devant le juge de conciliation, l'autre rendue par défaut sur le fond et susceptible d'opposition, peut être valablement frappé d'appel en ce qui concerne seulement la première partie ;

Cet appel est recevable, bien que l'amende de 10 francs prononcée par le jugement entrepris, et relative au défaut de comparution en conciliation n'ait pas été consignée, puisqu'il a précisément pour objet de faire décider que l'art. 56 C. pr. civ. était inapplicable et que l'amende ne devait pas être prononcée ;

L'amende de non comparution en conciliation, n'ayant été édictée que pour punir la faute du défaillant, ne peut être valablement prononcée dans les affaires non soumises au préliminaire de conciliation (1).

(El Hadj Mohamed ben Zabboub c. Ben Khelifa)

ARRÊT

LA COUR. — Sur la recevabilité de l'appel : — Attendu, en premier lieu, que le jugement entrepris comprend deux parties fort distinctes : l'une relative à la condamnation à l'amende pour non comparution devant le juge de conciliation, qui est contradictoire et définitive ; l'autre rendue sur le fond et par défaut faute de plaider, qui est susceptible d'opposition ; que

(1) V. en ce sens : Bioche, *Journ. de proc.*, n° 1913 ; Chauveau sur Carré, quest. 247. — En sens contraire : Trib. civ de la Seine, 28 fevr. 1841 (*Journ. de proc.*, n° 1913) ; Limoges, 14 août 1860 (S. 61. 2. 39 ; D. P. 61. 2. 105).

si cette seconde partie ne peut encore être frappée d'appel, il n'en est pas de même de la première partie, la décision en ce qui concerne cette partie ayant été rendue définitivement et en premier ressort, et la voie de l'opposition ne lui étant pas ouverte ;

Attendu, en second lieu, que c'est vainement que les intimés soutiennent que l'appel est irrecevable par le motif que les appelants n'ont pas satisfait aux dispositions de l'art. 56 C. pr. civ., et que, dès lors, toute audience doit leur être refusée jusqu'à ce qu'ils aient payé l'amende de 10 francs, à laquelle le jugement entrepris les a condamnés pour n'avoir pas comparu en conciliation ; — Attendu, en effet, que les consorts Ben Zabboub ont relevé appel de cette condamnation, précisément pour faire décider que c'est à tort que les premiers juges l'ont prononcée, et pour faire juger que l'art. 56 est inapplicable à l'espèce ; — Attendu qu'il est nécessaire, dans ces circonstances, d'examiner si le litige rentre dans la catégorie de ceux qui sont soumis aux préliminaires de la conciliation, ou si, au contraire, il en est dispensé ; — Attendu, sur ce point, qu'il n'est pas douteux qu'au nombre des parties en cause se trouvent des mineurs placés sous la tutelle de Belkassem ben El Khammar ; que, dès lors, l'affaire était dispensée du préliminaire de conciliation ; qu'il en résulte qu'aucune amende ne pouvait être prononcée, l'amende n'ayant été édictée que pour punir la faute du défaillant, et aucune faute ne pouvant être, dans ce cas, imputée à celui-ci, puisque la cause ne comportait aucune tentative conciliation obligatoire ;

Par ces motifs, et sans s'arrêter aux autres fins et conclusions des parties : — En la forme : — Reçoit comme régulier l'appel formé par les consorts Ben Zabboub contre la partie du jugement entrepris portant condamnation à l'amende et refusant audience sur le fond ;

Au fond : — Dit que, les dispositions de l'art. 56 ne s'appliquant pas à la cause, c'est à tort que les premiers juges ont rendu la décision attaquée ; — En conséquence, décharge les appelants de l'amende prononcée contre eux ; — Ordonne la restitution de l'amende consignée et condamne les intimés en tous les dépens.

MM. HUGUES, *ff. prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes GOUTTEBARON et LEMAIRE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

—

1er juin 1892

—

Folle enchère, poursuites, justification, obligation de l'adjudicataire, inexécution, ordre chronologique, pièce correspondante, production, grosse du jugement d'adjudication, délivrance à l'adjudicataire, délivrance au fol enchérisseur.

—

Tout intéressé, sans distinction, peut poursuivre une folle enchère, à la condition de justifier que l'adjudicataire a manqué à ses obligations, et de le mettre, une dernière fois, en demeure de les remplir ;

Cette justification a lieu à l'aide du certificat du greffier, du jugement d'adjudication ou du bordereau d'ordre suivant le rang qu'occupe, dans l'ordre chronologique des obligations de l'adjudicataire, celle dont l'inexécution a motivé les poursuites de folle enchère, sans qu'il y ait à rechercher si l'un ou l'autre de ces documents a été délivré, le droit du fol enchérisseur ne pouvant rester soumis à la délivrance, encore lointaine, d'un titre dont la production n'est pas imposée par la loi ;

Le fol enchérisseur peut se faire délivrer une grosse du jugement d'adjudication sans se préoccuper de celle que l'adjudicataire a obtenue en vue de la purge à laquelle il doit procéder, et ce, dans le but de se procurer le titre en vertu duquel il entend procéder à la folle enchère.

(Carrère c. Consorts Sens-Olive et autres)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les appels principaux et incident sont réguliers ;

Attendu que le sieur Bouyac, greffier du tribunal civil de Bône, intimé, ne comparaît pas, ni personne pour lui ; qu'il échet de statuer par défaut à son égard ;

Attendu que les appels enrôles sous les nos 424 et 425 sont connexes; qu'il y a lieu d'en ordonner la jonction ;

Au fond : — Attendu que la poursuite de folle enchère est la sanction des obligations imposées à l'adjudicataire par le cahier des charges; — Attendu que cette procédure est ouverte à toute partie intéressée, sans distinction; — Attendu que de la combinaison des art. 734 et 735 C. pr. civ. il ressort que le fol enchérisseur doit justifier que l'adjudicataire a manqué à ses obligations, et le mettre une dernière fois en demeure de les remplir ;

Attendu que cette justification a lieu par des procédés différents, suivant la nature des obligations dont il est débiteur; que tantôt c'est le certificat du greffier, tantôt le jugement d'adjudication, tantôt le bordereau d'ordre qui servent de titre, selon qu'il s'agit de l'inexécution des conditions qui devaient être remplies avant la délivrance du jugement, ou après cette délivrance mais avant celle des bordereaux, ou après celle des bordereaux; — Attendu qu'il importe peu que l'un ou l'autre de ces documents ait été délivré, le seul point de fait à considérer étant de savoir à quelle obligation, chronologiquement parlant, l'adjudicataire s'est soustrait; que décider autrement, ce serait soumettre le droit de celui qui entend poursuivre la folle enchère à la délivrance encore lointaine d'un titre dont la production n'est pas imposée par la loi ; — Attendu qu'il échet de faire application de ces principes à la cause actuelle;

Attendu que les consorts Sens étaient tenus, aux termes de l'art. 13 du cahier des charges, qu'ils ont accepté par le fait même de l'adjudication et qui ne contient aucune clause illicite, de payer, par trimestre et à terme échu, les intérêts du prix et ce à compter de leur entrée en jouissance et jusqu'au paiement dudit prix ; — Attendu qu'ils n'ont pas contesté que, l'adjudication ayant eu lieu le 29 janvier 1889, les consorts Sens ont eu la jouissance de l'immeuble dès le 1er février suivant, c'est-à-dire trois jours après, aux termes de l'art. 3 du cahier des charges ;

Attendu que, par conséquent, l'obligation à laquelle les consorts Sens s'étaient soumis est indépendante de la délivrance du jugement d'adjudication et est antérieure à cette délivrance;

Attendu que, par une seconde conséquence, il était loisible aux consorts Carrère de se faire délivrer une grosse du jugement d'adjudication, sans se préoccuper de celle que les consorts Sens s'étaient fait délivrer en vue de la purge à laquelle ils devaient procéder, et ce dans le but de se procurer le titre en vertu duquel ils entendaient procéder à la folle enchère;

Attendu, enfin, que l'opposition des consorts Sens a mal procédé, et que c'est avec raison que les premiers juges les ont déclaré mal fondés en la susdite opposition et ont ordonné la continuation des poursuites ;

Attendu, d'autre part, que le jugement du 19 mai 1891, contraire à l'exposé de principes qui précède et contradictoire avec celui du 14 avril précédent, ne saurait être maintenu, à aucun titre, par les motifs qui lui servent de base ; qu'en effet, la circonstance que la grosse du jugement d'adjudication a été délivrée aux consorts Sens et qu'un ordre a été ouvert est sans aucun intérêt dans la cause, en raison même de la nature de l'obligation qui pesait sur eux et de l'époque à laquelle elle a pris naissance ;

Mais attendu que, les consorts Sens ayant, pour échapper à la poursuite de folle enchère, consigné les intérêts échus et n'ayant fait ainsi que remplir, tardivement il est vrai, l'obligation à laquelle ils ne pouvaient se soustraire, il y a lieu d'ordonner la discontinuation des poursuites et de maintenir la consignation opérée ;

Attendu que la demande en dommages-intérêts formulée par les consorts Sens manque absolument de fondement ; — Attendu que la demande en dommages-intérêts formée par les consorts Carrère est mal fondée, aucun préjudice n'étant justifié ;

Par ces motifs : — Reçoit les appels principaux et incident comme réguliers en la forme ; — Donne défaut contre le sieur Bouyac qui ne comparaît pas, ni personne pour lui ; — Ordonne la jonction de ces appels, à raison de leur connexité ; — Au fond : — Confirme le jugement du 14 avril 1891, rendu par le tribunal civil de Bône, pour être exécuté suivant sa forme et teneur ;

Infirme, sauf en ce qui touche le chef relatif aux dommages-intérêts, le jugement rendu le 19 mai 1891 ; — Ordonne, néanmoins, la discontinuation des poursuites, sous le bénéfice du maintien de la consignation opérée ;

Déboute respectivement les parties de toutes plus amples fins et conclusions, et notamment de leurs demandes en dommages-intérêts ; — Condamne les consorts Sens en tous les dépens tant de première instance que d'appel.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes GARAU et CHÉRONNET, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

—

27 mai 1892

—

Vente d'immeubles, indigènes musulmans, période antérieure à la loi du 26 juillet 1873, acte, cadi, qualité, décret du 31 décembre 1859, signature du cadi et des adels, sanction, coutume musulmane, identité du comparant, établissement.

—

Antérieurement à la promulgation de la loi du 26 juillet 1873, le cadi avait qualité pour recevoir tous actes publics et constater toute mutation de propriété immobilière entre musulmans, alors même qu'il s'agissait d'un immeuble concédé au vendeur par acte administratif.

Si, aux termes de l'art. 44 du décret du 31 décembre 1859, les actes dressés par les cadis devaient être signés par le cadi et les deux adels qui les avaient reçus, cette formalité n'était point prescrite à peine de nullité.

D'après la coutume musulmane, il n'y a lieu d'établir spécialement l'identité du comparant que dans le cas où celui-ci n'est point connu du cadi et de ses adels.

(Attard c. Sghir ben Mabrouck)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'il échet de joindre comme connexes les deux appels interjetés par les consorts Attard de deux jugements du tribunal de Sétif en date des 9 novembre 1886 et 18 novembre 1890 pour statuer sur le tout par un seul et même arrêt ;

Attendu que ces appels sont réguliers et recevables en la la forme ;

Au fond : — Attendu que Sghir ben Mabrouck n'a point rapporté la preuve que, fixé à Souk-Ahrras depuis septembre 1874, il n'a quitté cette localité que fin janvier 1881 pour venir habiter Sétif ; — Que, en effet, les divers témoins de l'enquête entendus tant à Guelma qu'à Sétif, tout en affirmant que Sghir ben Mabrouck s'est fixé à Souk-Ahrras en quittant le service militaire, c'est-à-dire d'après son livret en septembre 1874,

n'apportent aucune précision dans l'indication de l'époque où il s'est rendu à Sétif, les uns affirmant qu'il est resté deux ans à Souk-Ahrras, employé chez le maire ou à la mairie, les autres déclarant qu'ils ne l'ont connu à Sétif que depuis qu'il est chaouch au tribunal, ou alors qu'il était employé chez le pharmacien Delcamp, cinq ou six ans après l'insurrection, ou dix ans environ après son entrée au service militaire en 1866; — Que, si l'on considère l'incertitude que les indigènes apportent en général dans la mensuration ou l'appréciation du temps, l'on ne peut évidemment faire état des témoignages qui ne portent point sur des dates précises ou des événements certains : — Que Sghir ben Mabrouck n'a pas davantage établi que le 22 décembre 1875 il était à la mairie de Souk-Ahrras en qualité de chaouch auxiliaire, remplaçant le titulaire nommé Ali ben Mohamed ben Zemati ; — Que non seulement aucun témoin n'est venu attester ce fait, mais qu'une déclaration du maire de Souk-Ahrras, délivrée en 1890 et qui sera enregistrée en même temps que le présent arrêt, certifie qu'il n'existe aucune trace de la nomination de Sghir ben Mabrouck comme chaouch de la mairie de cette ville et qu'il résulte des renseignements recueillis qu'il y est inconnu ; — Que les témoignages de l'enquête, sans précision suffisante sur les deux premiers moyens de faux proposés, ne sauraient prévaloir contre les déclarations, très précises, au contraire, du cinquième et du sixième témoin de la contre-enquête, Ben El Hadj ben Brahim et Mohamed ben Salah, le premier, aoun en exercice à la mahakma, à la même époque, et actuellement à celle de Mondovi, lesquels affirment tous les deux formellement la présence de Sghir ben Mabrouck, dont l'identité était certaine pour eux, à l'acte incriminé ; — Que sur le troisième moyen de faux, s'il est constaté par l'enquête comme par les documents de la cause que l'acte du 22 décembre 1875 ne porte la signature que du cadi et de l'un des adels qui l'ont assisté, et que l'identité du comparant n'y est point spécialement mentionnée, cette circonstance ne saurait suffire à établir la fausseté de cet acte par prétendue substitution de personne ;

Attendu, en conséquence, que, les moyens de faux proposés par Sghir ben Mabrouck n'étant point justifiés, son inscription en faux doit être rejetée ; — Qu'il échet, par suite, de faire application à Sghir ben Mabrouck des dispositions de l'art. 246 C. pr. civ. ;

Sur l'appel du jugement du 9 novembre 1886 : — Attendu qu'il résulte de ce qui précède que la vente de l'immeuble revendiqué consentie en 1856 par Ahmed ben El Kerrat, agis-

sant en qualité de tuteur de son neveu Sghir ben Mabrouck alors mineur, à l'auteur des appelants a été dûment ratifiée par ledit Sghir suivant acte du cadi de Sétif du 22 décembre 1875 ; — Que les appelants sont en conséquence légitimes propriétaires de l'immeuble revendiqué ;

Attendu que Sghir ben Mabrouck objecte, il est vrai, que, l'immeuble litigieux lui ayant été concédé par acte administratif français, la vente qui en a été faite en 1856 par acte du cadi est nulle, le cadi étant incompétent pour recevoir ledit acte ; — Attendu que cette objection n'est point fondée ; — Que, en effet, antérieurement à la promulgation de la loi du 26 juillet 1873, le cadi avait qualité pour recevoir tous actes publics et constater toutes mutations de propriété immobilière entre musulmans ;

Attendu que l'intimé objecte vainement encore que l'acte du 22 décembre 1875, portant ratification de ladite vente par le mineur devenu majeur, est entaché de nullité comme n'étant signé que d'un seul des deux adels qui y ont assisté le cadi, et comme n'établissant pas l'identité du comparant ; — Que, en effet, si aux termes de l'art. 44 du décret du 31 décembre 1859, sous l'empire duquel cet acte a été passé, les actes dressés par les cadis devaient être signés par le cadi et les deux adels qui les avaient reçus, il échet de retenir que cette formalité n'était point prescrite à peine de nullité ; — Qu'il résulte d'ailleurs tant de l'enquête que des énonciations de l'acte dont s'agit que cet acte a été reçu par le cadi assisté de deux adels ; — Que, d'autre part, dans la coutume musulmane, il n'y a lieu d'établir spécialement l'identité du comparant que dans le cas où celui-ci n'est point connu du cadi et de ses adels, ce qui, d'après l'enquête, ne serait point le cas de l'espèce ;

Par ces motifs : — Reçoit en la forme les deux appels ; — Y faisant droit au fond, infirme les jugements déférés ; — Statuant à nouveau : — Rejette l'inscription en faux contre l'acte de ratification du 22 décembre 1875 formée par Sghir ben Mabrouk et condamne celui-ci en 300 fr. d'amende ; — Décharge les appelants des condamnations prononcées contre eux ; — Et déboute Sghir ben Mabrouch de sa demande en revendication ; — Ordonne la restitution des amendes consignées ; — Condamne Sghir ben Mabrouck en tous les dépens de première instance et d'appel.

MM. BLANCKAERT, *prés.* ; EON, *av. gén.* — Mes CHÉRONNET et LEMAIRE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

—

22 juin 1891

—

Propriété, Algérie, opérations du commissaire enquêteur, contestation, délai de trois mois, déchéance, citation en conciliation, ajournement.

—

La citation en conciliation devant le juge de paix étant le premier acte de toute contestation judiciaire, aucune déchéance n'est encourue si cette citation a été donnée dans le délai de trois mois imparti par l'art. 18 de la loi du 26 juillet 1873 pour contester les opérations du commissaire enquêteur, alors même que l'exploit introductif d'instance n'aurait été signifié qu'après l'expiration de ce délai (1).

(Moktar ben El Maguerie ben Djilali c. Bouchakor ben Ali et autre.)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme ;

Au fond : — Attendu que Moktar ben El Maguerie oppose à l'action des intimés une fin de non recevoir tirée de la déchéance qu'ils auraient, suivant lui, encourue pour n'avoir contesté les opérations du commissaire enquêteur sur les deux parcelles litigieuses qu'après le délai de trois mois imparti à cet effet par l'art. 18 de la loi du 26 juillet 1873 ; — Attendu qu'il est constant que la publication des opérations prévues à l'art. 17 de cette loi, qui fait courir le délai de trois mois de l'art. 18, a eu lieu le 31 janvier 1885 ; que, dès le 1er avril suivant, les intimés, par exploit d'huissier enregistré, signifiaient à l'administration des domaines leur intention de contester le travail du commissaire enquêteur et que le 20 du même mois ils assignaient à cet effet l'appelant en conciliation devant le juge de paix ; — Attendu que la citation en conciliation est incontestablement le premier acte de toute contestation judiciaire ; qu'à la date du 20 avril le délai de l'art. 18 n'était point expiré ; qu'il en résulte qu'à cette date

(1) Cpr. Alger, 24 nov. 1879 (*Bull. jud. Alg.*, 1880. 116) ; 25 mars 1886 (*Rev. Alg.*, 1886. 2. 284) et la note.

aucune déchéance n'était encourue et qu'il est indifférent que l'exploit introductif d'instance devant le tribunal d'Orléansville, qui n'était que le second acte de la procédure, n'ait été donné que le 8 mai suivant ;

Attendu, en second lieu, que Mokhtar ben El Maguerie oppose à la décision frappée d'appel qu'en admettant que les intimés ne soient pas déchus du droit de contester le travail du commissaire enquêteur, un tiers seulement des parcelles litigieuses peut être l'objet de leur contestation ; — Qu'il se fonde sur ce que, tant dans leur citation en conciliation du 20 avril 1885 que dans leur exploit introductif d'instance ils n'ont revendiqué que le tiers de ces parcelles et que le débat n'a pu, par suite, s'étendre aux deux autres tiers en cours de la procédure de première instance ; — Attendu, sur ce point, que, dans l'espèce, les intimés, aussi bien dans leur citation en conciliation que dans l'exploit introductif, se sont en fait réservé spécialement la faculté de modifier leur première demande en cours d'instance, ces deux pièces se terminant par ces mots « sous toutes réserves » ; et que cette modification ne porte du reste que sur les deux parcelles primitivement mentionnées dans ces pièces sans y comprendre des parcelles nouvelles ; — Attendu, dès lors, qu'il n'y a pas lieu d'accueillir sur ce point la prétention de Mokhtar ben El Maguerie ;

Attendu, en ce qui concerne l'examen de la décision frappée d'appel, que le jugement du 24 avril 1853, du cadi Mohamed Ezzouaoui, non produit à l'expert Lubac et aux premiers juges et sur lequel se fonde Mokhtar ben El Maguerie pour demander la réforme du jugement attaqué, ne saurait prévaloir ni contre les constatations de l'expertise, ni contre un jugement du cadi de la 54me circonscription judiciaire du 12 mai 1877, auquel Mokhtar ben El Maguerie était partie et qui consacre les droits de Zohra bent Mohamed ben Kouider, auteur des intimés ; que ce jugement constitue la chose jugée à son égard ; — Que, du reste, Moktar ben El Maguerie ne justifie pas être aux droits de Si ben Arfa au profit de qui avait été rendu le jugement précité du 24 avril 1853 ; qu'il suit de là qu'il est sans qualité pour offrir le remboursement du réméré dû aux intimés et qu'il n'y a pas lieu d'accueillir cette offre ;

Par ces motifs : — Déclare l'appel recevable en la forme ; — Au fond : — Dit mal appelé, bien jugé ; — Dit Mokhtar ben El Maguerie mal fondé dans son appel ; — Le déboute tant de cet appel que de son offre de remboursement du réméré ; — Confirme en conséquence le jugement attaqué qui sortira son plein et entier effet pour être exécuté selon sa forme et

teneur ; — Ordonne la confiscation de l'amende consignée ; — Et condamne l'appelant en tous les dépens.

MM. HUGUES, *ff. prés.* ; GAROT, *subst. du proc. gén.* — Mes MEUNIER et SOUBIRANNE, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

6 octobre 1891

Compétence, servitude, immeubles soumis à l'application de l'ordonnance du 21 juillet 1846 ou dispensés de cette application, musulmans, loi française, applicabilité, incompétence de la juridiction musulmane.

La juridiction musulmane est incompétente pour statuer, entre musulmans, sur un litige relatif à une servitude de puisage concernant deux immeubles situés dans les territoires qui ont été soumis à l'application de l'ordonnance du 21 juillet 1846 ou qui ont été dispensés des mesures prescrites par ladite ordonnance, ces immeubles étant régis par la loi française, aux termes de l'art. 2 de la loi du 26 juillet 1873 (1).

(Omar ben bou Yali c. Mohamed ben Bachir)

Le 14 novembre 1890, devant le tribunal de paix du canton sud d'Alger, Mohamed ben Bachir a formé contre Omar ben bou Yali une demande en 400 fr. de dommages-intérêts pour trouble apporté à la jouissance du demandeur sur l'eau d'un puits situé à l'angle d'une parcelle de terrain occupé par le défendeur. — A la suite d'expertise et d'enquête, le premier juge a, par jugement du 6 juin 1891, accueilli la demande ; ce jugement, réservant la question de propriété, maintient Mohamed ben Bachir en possession du droit de puisage qui lui était contesté, condamne Omar ben bou Yali en 40 fr. de dom-

---

(1) Conf. Alger, 14 avril 1874 (Estoublon, *Jurispr. Alg.*, 1874. 25) ; 23 janv. 1883 (*Bull. jud. Alg.*, 1883. 55) ; 25 nov. 1890 (*Rev. Alg.*, 1891. 2. 323 et la note.

mages-intérêts à raison du trouble apporté par lui à la paisible jouissance de son adversaire.

Sur l'APPEL, la Cour a statué en ces termes :

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme ;

Attendu que la demande engagée par Mohamed ben Bachir, intimé, a eu pour objet de se faire maintenir en possession d'une servitude de puisage qu'il prétend exister au profit de l'immeuble dont il est propriétaire sur un puits formant dépendance de l'immeuble de l'appelant Omar ben bou Yali ; qu'il s'agit, dès lors, d'une action réelle ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 2 de la loi du 26 juillet 1873, la loi française régit les immeubles situés dans les territoires qui ont été soumis à l'application de l'ordonnance du 21 juillet 1846 et implicitement les immeubles situés dans les territoires dispensés des mesures prescrites par cette ordonnance ; — Que l'art. 1^er^, § 5 de ladite ordonnance comprend la commune de Draria dans l'énumération des territoires dont s'agit ; — Que l'immeuble du demandeur et celui du défendeur sont l'un et l'autre situés dans cette commune, ainsi qu'il appert des titres d'acquisition par eux versés au procès ; — Qu'il suit de là que la juridiction musulmane est incompétente pour statuer sur le litige ; — Que cette incompétence peut être invoquée par les parties en tout état de cause, sans que la prétendue tardivité d'une pareille exception devienne, dans aucun cas, à l'encontre de la partie qui s'en prévaut, un motif de condamnation à des dommages-intérêts ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel en la forme ; — Et statuant sur le mérite dudit appel : — Déclare la juridiction musulmane incompétente pour statuer sur le litige ; — Infirme et annule en conséquence le jugement rendu entre parties le 6 juin 1891 par M. le juge de paix du canton sud d'Alger ; — Rejette les conclusions reconventionnelles en nouveaux dommages-intérêts prises devant la Cour par le demandeur intimé, le renvoie à se pourvoir devant la juridiction compétente ; — Donne mainlevée de l'amende consignée sur l'appel ; — Condamne Mohamed ben Bachir aux entiers dépens de première instance et d'appel.

MM. DUCOS, *ff. prés.* ; BOURROUILLOU, *av. gén.* — M^es^ VANDIER et DIVIELLE, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

2 novembre 1891

Compétence, immeuble, litige, matière musulmane, arrêt, titre français.

Un arrêt rendu, en matière musulmane, par la chambre des appels musulmans de la Cour d'Alger ne saurait constituer un titre français, ayant pour effet d'attribuer à la juridiction des tribunaux français les litiges relatifs à l'immeuble qui en a été l'objet (1).

(Bouzian ben Mohamed El Arbi c. El Hadj ben Mohamed ben Brahim)

Devant le tribunal de paix d'Aïn-Bessem, au mois de décembre 1889, Bouzian ben Mohamed El Arbi, demeurant aux Ouled-Brahim, douar El-Ret'han, commune de Bir-Rabalou, procédant comme membre du groupe des Ouled-Gassem, a actionné : 1° El Hadj ben Mohamed ben Brahim ; 2° le caïd Mohamed ben bou Djemâa, demeurant l'un et l'autre au susdit lieu des Ouled-Brahim, en partage de la terre Derika sur laquelle le demandeur prétend avoir droit à deux cinquièmes. Un cinquième appartient à son groupe, disait-il, en vertu du partage qui eût lieu autrefois de ladite terre en cinq cinquièmes ; un autre cinquième appartient également à son groupe pour l'avoir acquis des Ouled-Grim, qui en furent originairement propriétaires ; les défendeurs ont fait labourer et pacager sur une moitié dudit terrain, comprenant les deux cinquièmes dont s'agit. — Les défendeurs ont résisté à cette demande.

Par jugement du 12 juin 1890, le juge de paix s'est déclaré incompétent. Cette décision est motivée sur ce que la terre Dirika est un grand domaine sur laquelle la chambre spéciale des appels musulmans s'est prononcée par son arrêt du 10 décembre 1872 ; qu'il y a donc titre français, et qu'aux termes du décret du 17 avril 1889, il appartient aux tribunaux civils seuls de se prononcer sur ces sortes de contestations.

Sur l'APPEL de Bouzian ben Mohamed,

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme ;

(1) V. Trib. d'Oran, 16 juin 1890 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 526) et la note.

Attendu que le premier juge fonde sa déclaration d'incompétence sur ce que, par un arrêt rendu le 16 décembre 1892, la Cour d'Alger, chambre spéciale des appels musulmans, aurait statué au sujet de la terre qui donne lieu au litige actuel, et sur ce que ledit arrêt constituerait un titre français, dont la connaissance est exclusivement réservée aux tribunaux français par les art. 1, 2 et 6 du décret du 17 avril 1889 ; — Attendu qu'une pareille appréciation repose sur une erreur manifeste; qu'un litige pour lequel la juridiction musulmane est compétente en premier resort ne change pas de nature et ne saurait devenir un litige français par cela seul qu'il est soumis au juge du second degré ; que cette transformation est tout aussi impossible devant la Cour, chambre des appels musulmans, que devant les autres tribunaux d'Algérie chargés de statuer sur l'appel des jugements des cadis ou des juges de paix siégeant en audience musulmane ; — Qu'un arrêt musulman est si peu un titre français que c'est au cadi que l'exécution en a été attribuée et que ce n'est pas suivant les formes de la loi française que s'opère cette exécution ; — Que, dès lors, il échet d'infirmer le jugement déféré ; — Attendu que, par suite de sa déclaration d'incompétence, le tribunal de paix d'Aïn-Bessem n'a pas statué au fond ; qu'il n'y a lieu à évocation ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Statuant sur le mérite dudit appel : — Infirme le jugement déféré ; — Dit la juridiction musulmane compétente, et, pour être jugé au fond, renvoie la cause et les parties devant le tribunal d'Aïn-Bessem ; — Dit que ce tribunal sera autrement composé et que M. le suppléant qui n'a pas connu de la contestation qui divise les parties sera appelé à statuer ; — Dépens réservés.

MM. DUCOS, *ff. prés., rap.;* BROCARD, *subst. du proc. gén.* — Mes CHAMBON et PROBST, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

23 janvier 1892

Compétence criminelle, tribunal correctionnel, poursuite du ministère public et de la partie civile, jonction d'office, violation de domicile, délit, arrestation arbitraire et séquestration, crime, connexité, divisibilité.

Le tribunal correctionnel, saisi simultanément par la cita-

tion du ministère public et celle de la partie civile, d'une part, du même fait délictueux, commis dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, et par les mêmes personnes, et d'autre part de faits auxquels il attribue le caractère de crime et à l'égard desquels il prononce son incompétence, prononce à bon droit d'office la jonction des deux instances.

Les faits d'arrestation illégale et de séquestration retenus à la charge d'un brigadier de police constituent le crime prévu et réprimé par l'art. 114 C. pén. et non le délit réprimé par l'art. 343 du même Code ;

En conséquence, la juridiction correctionnelle est incompétente pour en connaître.

Aucune disposition de loi n'autorisant les tribunaux correctionnels à se déclarer incompétents pour d'autres causes que celles spécifiées aux art. 213 et 214 C. inst. crim., ces tribunaux ne peuvent refuser de statuer sur des faits qui sont de leur compétence, sous prétexte de la connexité de ces faits avec d'autres non actuellement poursuivis, mais qui pourraient donner lieu à une poursuite devant une juridiction différente.

(Min. pub. et Bouïs c. Torre et autres)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que par exploit d'Élie Akoun, huissier à Médéa, en date du 22 septembre 1891, le ministère public a fait citer le nommé Torre Paul, brigadier de police en cette ville, devant le tribunal correctionnel de Blida sous l'inculpation de violation de domicile du sieur Bouïs, capitaine au 1er régiment de spahis, en garnison à Médéah, délit prévu et puni par l'art. 184, § 1er C. pén. ; — Que, de son côté, le sieur Bouïs a, par exploit du même huissier en date du 28 septembre, fait citer devant ledit tribunal et pour la même audience le nommé Torre Paul et les agents de police Élie Pierre, Marin François et El Afsi ben Ahmed, sous la même inculpation de violation de domicile ; et, de plus, sous l'inculpation d'arrestation illégale et de séquestration de sa personne, délits réprimés par l'article susvisé et les art. 341 et 343 C. pén., et demande, à leur encontre, la somme de 100,000 fr. à titre de dommages-intérêts du préjudice à lui causé ; — Attendu que le tribunal correctionnel de Blida se trouvait ainsi saisi sumul-

tanément et par la citation du ministère public et par celle de la partie civile, d'une part, d'un même fait délictueux, commis dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, et par les mêmes personnes, et, de l'autre, de faits auxquels il a justement attribué le caractère de crime et à l'égard desquels il a proclamé son incompétence ; — Attendu, dans ces circonstances, que c'est avec raison qu'il a proclamé d'office la jonction des deux instances;

Sur la question de compétence : — Attendu, en droit, que les faits d'arrestation illégale et de séquestration, s'ils pouvaient être retenus à la charge du brigadier de police Torre et des agents Élie, Marin et El Hassi ben Ahmed, constitueraient le crime prévu et puni par l'art. 114 C. pén. et non le délit réprimé par l'art. 343 du même Code ; qu'en déclarant la juridiction correctionnelle incompétente pour en connaître, les premiers juges, loin d'avoir méconnu les règles de la compétence et violé les articles susvisés, en ont fait une juste et légale appréciation ; — Attendu que, les faits d'arrestation arbitraire et de séquestration étant ainsi écartés, le tribunal était en présence d'un fait de violation de domicile, ne constituant qu'un simple délit appartenant à la juridiction correctionnelle ; — Attendu que le tribunal, se fondant sur ce que ce délit était intimement uni au crime susénoncé par les liens soit de l'indivisibité, soit de la connexité, a décidé qu'il fallait le laisser juger, s'il y avait lieu, par la juridiction qui pouvait les apprécier dans leur ensemble, et a, par suite, déclaré la juridiction correctionnelle incompétente pour en connaître;

Attendu que les faits incriminés tels qu'ils sont constatés par le jugement dont est appel étaient certainement connexes, mais non indivisibles puisqu'ils s'étaient produits, en des lieux différents, à la suite l'un de l'autre, et n'étaient pas la suite nécessaire l'un de l'autre ; — Attendu que, dans cette situation, le tribunal, compétemment saisi du délit, devait en retenir la connaissance ; — Qu'en effet, la poursuite du crime ne pouvant être exercée que par le ministère public et n'ayant pas encore été introduite, le jugement d'incompétence ne pouvait saisir et n'a pas saisi le juge criminel, de telle sorte que le tribunal, se dessaisissant de la connaissance du délit, a laissé le plaignant sans juridiction assurée pour le jugement de sa poursuite en réparations civiles à raison de ce délit ; — Attendu d'ailleurs qu'aucune disposition de loi n'autorise les tribunaux correctionnels à se déclarer incompétents pour d'autres causes que celles spécifiées aux art. 213 et 214 C. inst. crim. et qu'ils ne peuvent refuser de statuer sur des faits qui sont de leur compétence sous prétexte de la connexité de

ces faits avec d'autres actuellement poursuivis, mais qui pourraient donner lieu à une poursuite devant une juridiction différente, etc. ;

Par ces motifs : — Reçoit comme réguliers en la forme l'appel du ministère public et de la partie civile ; — Au fond, y faisant droit ; — Infirme et met à néant le jugement dont est appel ; — Statuant à nouveau et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire ; — Joint les deux instances engagées d'une part par le ministère public, de l'autre par la partie civile ; — Dit le délit de violation de domicile connexe du crime d'arrestation arbitraire et de séquestration, mais non indivisible ; — Déclare la juridiction correctionnelle incompétente pour connaître des faits ayant le caractère de crimes aux termes de l'art. 114 C. pén., mais compétente pour retenir la connaissance du fait délictueux dont elle est saisie, etc.

MM. CUNIAC, *prés.* ; HONEL, *subst. du proc. gén.* — Mes MENEAU et MALLARMÉ, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

3 février 1892

Concession de terres domaniales, décret du 30 septembre 1878, interdiction temporaire de revendre à indigène non naturalisé, acheteur, inobservation, retour à l'État.

Lorsque le concessionnaire d'un immeuble par acte administratif s'est engagé dans ledit acte, pour lui ou ses ayants cause, à n'aliéner ledit immeuble que dans les conditions de l'art. 28 du décret du 30 septembre 1878, la vente, consentie par l'acquéreur dudit immeuble à un indigène naturalisé avant le délai de dix ans, s'il s'agit d'un lot de village, et de vingt ans, s'il s'agit d'un lot rural, depuis la délivrance du titre définitif, a pour effet d'opérer le retour de l'immeuble à l'État en exécution de l'art. 29 du même décret, sans que ledit acquéreur puisse exciper de sa bonne foi.

(Abdelkader ben Tahar c. Préfet d'Oran)

ARRÊT

LA COUR, — Considérant qu'aux termes d'un acte adminis-

tratif en date du 16 septembre 1880, le sieur Charles Rollin, concessionnaire de l'État sous l'empire du décret du 15 juillet 1874, était, dans les conditions de l'art. 25 du décret du 30 septembre 1878, déclaré propriétaire à titre définitif de divers immeubles domaniaux en nature de terrain à bâtir et de terres de culture ; — Considérant qu'audit acte et de stipulation expresse, le sieur Rollin s'engageait pour lui ou ses ayants-cause à n'aliéner lesdits immeubles que dans les conditions de l'art. 28 du décret de 1878, c'est-à-dire s'interdisait toute vente à indigène non naturalisé, pendant dix ans, s'agissant d'un lot de village, et pendant vingt ans, s'agissant d'un lot rural, du jour de la délivrance du titre définitif, soit dans la cause du 16 septembre 1880; — Considérant qu'en l'état, il appartenait à l'acquéreur Abd El Kader ben Tahar de se reporter pour la détermination de ses droits au cahier des charges et au titre de propriété de son vendeur ;

Adoptant au surplus les motifs des premiers juges et mettant hors de cause le Crédit foncier de France étranger au litige et à tort appelé;

Par ces motifs : — Donne itératif défaut contre les époux Rollin réassignés ; — Dit et ordonne que les immeubles feront retour à l'État en exécution de l'art. 29 du décret du 30 septembre 1878; — Condamne l'appelant à l'amende et aux nouveaux dépens.

MM. SAUZÈDE, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes REY et JOUYNE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

8 février 1892

Exécution des jugements, matière musulmane, compétence, juge des référés, question touchant au fond du droit, juridiction musulmane, incompétence du tribunal civil, caractère d'ordre public.

Aux termes de l'art. 49 du décret du 17 avril 1889, les difficultés nées à l'occasion de l'exécution d'un jugement en matière musulmane doivent être portées devant le juge des référés (1);

(1) Cpr Alger, 10 déc. 1889 (*Rev. Alg.*, 1891. 2. 416) et les renvois en note.

Toutefois, ce juge doit renvoyer devant le tribunal compétent l'examen des questions dont il est saisi lorsqu'elles touchent au fond du droit ;

Et lorsque le litige s'agite entre musulmans, c'est la juridiction musulmane et non le tribunal civil qui doit en connaître ;

L'incompétence du tribunal civil, étant en pareil cas d'ordre public, ne saurait être couverte par l'acquiescement des parties au jugement incompétemment rendu.

(Taïeb ben Ziadi c. Mohamed ben El Colli)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel de l'ordonnance du 16 juin 1891 et les appels des jugements des 23 et 26 juin 1891 sont réguliers et recevables en la forme ;

Attendu, en fait, qu'il résulte des documents de la cause, et notamment d'un procès-verbal dressé par le cadi de Baâli, le 1er juin 1891, d'une part, que des contestations se sont élevées devant ce magistrat, à l'occasion de l'exécution d'un jugement rendu au profit des intimés par le tribunal de Batna, jugeant en matière musulmane ; d'autre part, que le cadi prénommé chargé de l'exécution, en présence des difficultés soulevées par les parties, a renvoyé celles-ci devant le juge des référés ; — Attendu que c'est dans ces conditions que Ferhat ben El Hadj, bénéficiaire du jugement, a fait assigner devant le président du tribunal de Batna, statuant comme juge des référés : 1° Taïeb ben Ziadi, détenteur, à titre de locataire, d'une terre appartenant indivisément aux débiteurs de Ferhat ; 2° le cadi de Baâli ; — Attendu que Taïeb ben Ziadi a soutenu en première instance et soutient en appel que le juge des référés, non plus que le tribunal civil n'avaient compétence et qu'ils avaient été mal à propos saisis ;

Attendu, en droit, que l'art. 49 du décret du 17 avril 1889 dispose qu'au cas de dificultés sur l'exécution des jugements, il est statué en référé conformément aux art. 806 et suivants C. pr. civ. et au décret du 19 août 1854 ; — Attendu que, s'agissant dans l'espèce d'une difficulté née à l'occasion de l'exécution d'un jugement en matière musulmane, le juge des référés a été compétemment saisi ; que cette voie était la seule ouverte aux parties et la seule légale ; — Attendu, toutefois, que la question portée devant le président du tribunal de

Batna, juge des référés, touchait au fond du droit, puisqu'elle comportait une attribution de sommes ; que, par suite, le devoir de ce magistrat était de renvoyer les parties devant le tribunal compétent ; qu'il l'a compris ainsi lui-même ; qu'en effet, on lit dans l'ordonnance par lui rendue que, l'examen des contestations devant porter sur le fond du droit échappant à la compétence du juge des référés, il y a lieu de renvoyer les parties devant le tribunal, seul juge compétent ;

Mais attendu que, le litige s'agitant entre musulmans, c'est la juridiction musulmane qui était compétente ; — Attendu que c'est à tort que le magistrat saisi a renvoyé la cause et les parties devant le tribunal civil de Batna ; qu'il suit de là que les jugements des 23 et 26 juin doivent être mis à néant comme incompétemment rendus ; — Qu'il est vainement allégué que que Taïeb ben Ziadi aurait acquiescé à ces jugements ; que l'incompétence *ratione materiæ* est d'ordre public ; que les parties ne peuvent y renoncer et qu'il appartiendrait à la Cour de la prononcer d'office ;

Attendu que Si Mohamed El Colli, cadi de Baâli, n'a aucun intérêt aux débats, qu'il n'a agi qu'en qualité de délégué de la justice pour assurer l'exécution d'une de ses décisions, et qu'il n'a fait que se conformer aux prescriptions de la loi ; qu'il échet, en conséquence, de le maintenir hors de cause ;

Par ces motifs : — Reçoit les appels comme réguliers en la forme ; — Ce faisant ; — Dit que c'est à bon droit que le juge des référés a été saisi, s'agissant d'une difficulté d'exécution relative à un jugement rendu en matière musulmane ; — Dit, toutefois, que c'est à tort que le juge des référés, après avoir constaté que la difficulté qui lui était soumise touchait au fond du droit, a renvoyé les parties devant le tribunal civil ; — Dit que c'est à tort que le tribunal civil s'est déclaré compétent et qu'il a retenu l'affaire ; — En conséquence, confirme, mais quant à la compétence seulement, l'ordonnance du 16 juin 1891 ; — Annule les jugements des 23 et 26 juin 1891, comme non compétemment rendus ; — Et faisant ce que le juge des référés aurait dû faire : — Renvoie la cause et les parties devant la juridiction musulmane, seule compétente ; — Maintient Si Mohamed El Colli, cadi de Bâali, hors de cause ; — Le déclare valablement libéré des sommes qu'il a payées en exécution de son mandat ; — Dit qu'il appartiendra à la juridiction compétente de décider à qui reviennent les sommes litigieuses ; — Et statuant sur les dépens tant de première instance que d'appel : — Dit qu'il en sera fait masse pour être supportés, savoir : 1/3 par l'appelant, 2/3 par Ferah ben El

Hadj ; — Ordonne la restitution de l'amende; — Déboute les parties de leur plus amples fins et conclusions.

MM. HUGUES, *ff. prés.;* MARSAN, *av. gén.* — Mes GOUTTEBARON et LEMAIRE, *av.*

TRIBUNAL DE SIDI-BEL-ABBÈS (Ch. civ.)

23 février 1892

Succession vacante, Algérie, conditions, immixtion du curateur, défaut de qualité, responsabilité.

En Algérie comme en France, pour qu'une hérédité soit réputée vacante, il faut, d'une part, qu'aucun prétendant ne se soit présenté pour la réclamer, et que, d'autre part, il n'existe pas de parent connu qui en soit légalement saisi ;

En conséquence, si le défunt a laissé à son décès, sur les lieux mêmes où sa succession s'est ouverte, un frère investi de la saisine légale, ladite succession n'est pas vacante, le curateur qui s'y est immiscé n'a ni droit ni qualité pour agir, et il est personnellement responsable du préjudice que cette immixtion a pu causer à des tiers (1).

(L... c. Algeier et consorts)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — En ce qui touche la demande principale en nullité du bail du 15 novembre 1889 :

Sur la fin de non recevoir tirée de ce que c'est à tort que la succession de Joseph Algeier a été considérée comme vacante

---

(1) Sur les conditions requises pour qu'une succession soit réputée vacante et sur les pouvoirs du curateur, aux termes de la législation spéciale qui régit l'Algérie, V. Alger, 22 nov. 1859 (Estoublon, *Jurispr. Alg.*, 1859, 54) ; 28 janv. 1861 (*op. cit.*, 1861, 7) ; 8 nov 1864 (*op. cit.*, 1864, 33) ; 24 juill. 1866 (*op. cit.*, 1866, 38) ; 7 déc. 1867 (*op. cit.*, 1867, 42) ; 2 févr. 1870 (*op. cit.*, 1870, 3) ; 21 mars 1871 (*op cit.*, 1871, 11) ; 7 déc. 1872 *op. cit.*, 1872, 44) ; 2 mars 1874 (*op. cit.*, 1874, 13) ; 14 juin 1877 (*Bull. jud. Alg.*, 1877, 292) ; Req , 20 oct. 1885 (*Rev. Alg* , 1887. 2. 407).

par L... qui n'avait par suite aucune qualité pour l'administrer comme curateur et pour intenter ladite demande en nullité : — Attendu qu'il s'agit tout d'abord de déterminer dans quel cas une succession est réputée vacante ; — Attendu que les principes en cette matière se trouvent posés dans l'art. 812, qui est ainsi conçu : « Lorsque, après l'expiration des délais » pour faire inventaire et pour délibérer, il ne se présente » personne qui réclame une succession, qu'il n'y a pas d'hé- » ritier connu ou que les héritiers connus y ont renoncé, » cette succession est présumée vacante » ; — Attendu qu'il en résulte que, pour qu'une hérédité soit réputée vacante, il faut, d'une part, qu'aucun prétendant ne se soit présenté pour la réclamer, et que, d'autre part, il n'existe pas de parent connu qui en soit légalement saisi : — Attendu que l'art. 811 précité n'attache au concours de ces deux circonstances qu'une présomption de vacance, dont le seul effet est d'autoriser la nomination d'un curateur à l'hérédité réputée vacante, mais que cette présomption cesse, avec tous ses effets, au moment où l'une ou l'autre de ces circonstances vient à manquer; de sorte qu'elle ne devient absolue et que l'hérédité n'est définitivement vacante dans le sens des art. 539 et 713 que lorsqu'il est certain que ces deux circonstances existent en réalité et ne peuvent plus cesser d'exister (Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, tome VI, chapitre VII, § 641, note 1) ;

Attendu, à la vérité, que des règles spéciales ont été édictées en Algérie dans le but de sauvegarder les intérêts et les droits des parents que les personnes décédées dans ce pays pouvaient avoir laissés loin d'elles, et qui pouvaient n'être avisés du décès de ces derniers qu'après un assez long temps ; — Attendu que, dans ce but, on a modifié les formalités à remplir pour instituer un administrateur de la succession vacante en supprimant le délai durant lequel la vacance ne peut être déclarée d'après l'art. 811 précité, et en désignant les curateurs appelés à représenter l'hérédité sans qu'il soit besoin de recourir aux dispositions de l'art. 812 C. civ., qui donne compétence aux tribunaux de première instance pour statuer sur cette désignation ; — Mais attendu qu'il n'en est pas moins certain que, en Algérie comme en France, une succession ne doit être réputée vacante qu'autant que les deux conditions ci-dessus indiquées (absence d'un prétendant quelconque qui la réclame et existence de parents connus qui en soient légalement saisis) se trouvent reunies ; — Attendu, en effet, qu'aux termes de l'art. 2 de l'ordonnance du 26 décembre 1842, « une succession est présumée vacante lorsqu'au » moment de son ouverture aucun héritier ne se présente,

» soit en personne, soit par un mandataire spécial, ou lorsque » les héritiers présents ou connus y ont renoncé » ; — Attendu qu'il ressort de cette disposition que le principe de la vacance tel que l'institue le Code civil a été formellement maintenu pour l'Algérie avec ses effets et ses conséquences juridiques ; — Attendu que, dès l'instant où il existe un héritier légitime connu qui n'a pas renoncé, la succession est occupée, cet héritier étant, d'après l'art. 724 dudit Code, saisi de plein droit des biens, droits et actions du défunt ;

Attendu, en fait, que feu Joseph Algeier, qui est décédé le 22 février 1890, a laissé à sa survivance et comme héritier légitime son frère Fridolin Algeier, domicilié et demeurant sur les lieux mêmes où la succession s'est ouverte ; que dès le moment de ce décès, ledit Fridolin a donc été investi de la saisine légale ; — Attendu que L... n'a pu ignorer ni ses liens ne parenté ni sa qualité héréditaire ; — Attendu qu'il reconnaît en effet, dans ses conclusions en date du 8 février 1892, enregistrées, que quelques jours après le décès dont il s'agit il fut, en qualité de curateur, l'objet de poursuites en saisie réelle, concurremment avec ledit Fridolin, à raison d'immeubles dépendant de la succession de son frère Joseph, pour une créance d'un sieur Moreau ; — Attendu que L... reconnaît encore, dans les mêmes conclusions, que le *de cujus* avait laissé un frère sur la propriété saisie, en ajoutant que rien ne pouvait indiquer que celui-ci fût héritier et le seul héritier de Joseph Algeier ; — Attendu que cette dernière prétention ne saurait être accueillie ; — Attendu, en effet, qu'une fois avisé de la présence d'un frère du défunt sur les lieux de l'ouverture de la succession, L... eût dû le considérer comme un héritier légitime à défaut de postérité laissée par Joseph Algeier, et ce, sans avoir à se préoccuper de savoir si d'autres héritiers existaient ailleurs ; — Attendu que cette dernière circonstance ne pouvait en effet enlever à l'héritier légitime présent la saisine légale ; — Attendu que cela est si vrai que, dans le cas en question, l'art. 34 de l'ordonnance du 26 décembre 1842 n'accorde au curateur d'autre droit que celui de faire apposer les scellés et d'assister à l'inventaire et à la vente des effets mobiliers, formalités auxquelles il est procédé à la diligence des héritiers présents ; — Attendu que ceux-ci conservent donc, même lorsqu'il y a lieu de présumer qu'ils ne sont pas seuls à succéder, l'administration de l'hérédité ; — Attendu qu'il a été jugé qu'au cas de la présence d'un conjoint, successeur irrégulier, l'intervention du curateur doit se borner à un droit de surveillance et de contradiction au besoin, mais que le législateur n'a nullement

entendu proscrire même à l'encontre de ce successeur le droit d'administration (Alger, 22 novembre 1859); — Attendu que ce droit d'administration doit *a fortiori* être reconnu à l'héritier légitime investi de la saisine, comme l'était Fridolin Algeier;

Attendu qu'il résulte de tout ce qui précède que c'est sans droit ni qualité que L... s'est emparé comme curateur de la succession de Joseph Algeier;

Attendu que vainement L... prétend le contraire en invoquant l'autorité de la chose jugée résultant d'après lui du jugement de ce siège en date du 31 juillet 1890, — Attendu que cette prétention n'est fondée ni en droit ni en fait; — Attendu en effet que d'une part la décision dont il s'agit a été rendue sur appel d'une ordonnance de référé de M. le juge de paix de Boukanéfis du 24 juin précédent qui avait nommé un séquestre avec mission d'effectuer les récoltes existant sur le terrain dépendant de la succession d'Algeier; — Attendu d'autre part que, dans son jugement du 31 juillet 1890, le tribunal s'est borné à constater que, les récoltes en question étant litigieuses, le juge de paix de Boukanéfis avait à bon droit ordonné la mesure conservatoire susindiquée, mais qu'il n'a nullement statué sur d'autres points, et qu'il n'a pas décidé que L... aurait à bon droit pris en charge, en qualité de curateur, la succession d'Algeier; — Attendu que cette dernière question n'a donc pas été et ne pouvait être vidée par la décision en question, puisqu'il est de principe que les ordonnances de référé, ne statuant qu'au provisoire, ne peuvent être invoquées devant les juges du principal comme ayant l'autorité de la chose jugée (Req., 4 nov., 1853, Dall., *Code civil annoté,* art. 1351, n° 89);

Attendu que vainement encore L... invoque à l'appui de ses prétentions un arrêt de la Cour de cassation en date du 20 octobre 1885, décidant qu'en Algérie, la curatelle à succession vacante s'ouvre de plein droit dès que le curateur nommé conformément à l'ordonnance du 26 décembre 1842 est avisé du décès d'une personne qui ne laisse pas d'héritiers apparents; que la curatelle ne cesse qu'à dater du jour où des héritiers ayant justifié de leur qualité se sont fait remettre la succession, et que, si la qualité de l'héritier qui se présente est contestée, le curateur conserve ses fonctions; — Attendu qu'on ne saurait tirer de cet arrêt aucun argument pour l'appliquer à la cause actuelle; — Attendu en effet que l'espèce dans laquelle il est intervenu était toute différente de celle qui est soumise au tribunal, puisque dans celle-là le curateur était entré de plein droit en fonctions en l'absence d'héritiers

présents connus, et, postérieurement à cette ouverture régulière de la curatelle, un seul héritier s'était fait connaître dont la qualité était discutée et dont la présence ne pouvait par conséquent produire aucun effet ; — Attendu que la Cour de cassation a donc pu, dans l'arrêt précité, considérer l'intervention et le contrôle du curateur comme aussi nécessaires que légitimes, mais que le tribunal ne saurait décider de même dans le cas actuel puisqu'aucune contestation n'a jamais été soulevée sur le lien de parenté ni sur la qualité héréditaire de Fridolin Algeier, qui avait été légalement saisi de la succession de son frère Joseph ; — Attendu que c'est donc à tort que L... s'est immiscé comme curateur dans ladite succession, et à tort également qu'il a, en cette qualité, d'une part provoqué la nomination d'un séquestre chargé d'effectuer la récolte dépendant de cette succession, et d'autre part intenté son action en nullité du bail, qui doit être rejetée, comme irrecevable ;

En ce qui touche la demande reconventionnelle des sieurs Ben Amara et N'hamany : — Attendu qu'il est constant qu'en agissant comme il l'a fait, et notamment en provoquant la nomination d'un séquestre, nomination qui a eu pour effet de priver Ben Amara et N'hamany de la jouissance et de la libre disposition de récoltes qui leur appartenaient, L... leur a causé un préjudice dont il leur doit réparation aux termes de l'art. 1382 C. civ. ; — Mais attendu que le tribunal ne possède pas en l'état les éléments d'appréciation suffisants pour en évaluer l'importance, et qu'il échet de décider que les dommages-intérêts seront fixés par état conformément aux art. 523 et suivants C. pr. civ. ; — Attendu au surplus que les actes dans lesquels L... a excédé ses pouvoirs doivent être assimilés aux actes faits par un tiers qui aurait agi sans mandat et qu'il doit être en conséquence condamné comme responsable personnellement de ces actes et de ceux du séquestre qu'il a fait nommer ;

Par ces motifs : — Statuant contradictoirement et en premier ressort ; — Déclare L... non recevable en sa demande en nullité de bail ; — Déclare de même mal fondée la nomination du séquestre faite par l'ordonnance de référé du 24 juin 1890 ; — Condamne L... en son nom personnel à payer aux sieur Ben Amara et N'hamany tels dommages-intérêts qui seront fixés ultérieurement par état conformément aux art. 523 et suivants C. pr. civ. ; — Et le condamne en tous les dépens.

MM. REGNIER, *prés.* ; DE LALAGARDE, *subst.* — Mes LISBONNE et GARAU, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

—

2 mars 1892

—

Faux, action publique, action civile, suspension.

—

Si, en matière de faux spécialement, l'exercice de l'action civile doit, aux termes des art. 3 C. inst. crim., 239 et 240 C. pr. civ., demeurer suspendu tant qu'il n'a pas été prononcé sur l'action publique, ce principe ne peut être appliqué qu'autant que l'action publique a déjà pris son cours.

(Consorts Mohamed ben Tahar c. Ali ben Ahmed)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que, par arrêt du 6 janvier 1891, la Cour, chambre des appels musulmans, a, avant faire droit sur l'appel relevé par le sieur Mahieddine contre le jugement de M. le juge de paix de Tablat, du 9 août 1890, donné mission au sieur Panchioni, expert, autorisé à se faire assister, en cas de besoin, d'un interprète : — 1° De vérifier l'authenticité et la sincérité de deux actes de donation de 1843 et de 1848, produits par l'intimé, en prenant tous renseignements utiles auprès de toutes personnes et notamment du fils de Ameur ben Ahmed, de qui ces actes paraissaient émaner ; — 2° De rechercher qui a eu la possession des biens donnés par lesdits actes, après la date à laquelle ils ont été faits, et après le décès du donateur, Si Mohamed ben Ahmed Mahieddin; si c'est Ali, l'intimé, ou bien Si Tahar, père des demandeurs; et s'il est vrai, comme le prétendent ces derniers, que Si Tahar les a possédés jusqu'à sa mort en 1867, et que Si Ali ne les a possédés qu'à partir de ce moment et comme tuteur des fils de Si Tahar; — 3° De rechercher si la parcelle de El-Maadjeur fait partie du Bou-Jouffa ou du Bou-Maâli, et si elle a été acquise à réméré par Si Tahar ou par Si Ali pour son compte ou pour celui des demandeurs, ses pupilles; — 4° De rechercher si la parcelle Si-Mezala fait partie du haouch Mouchen et si la vente à réméré de cette parcelle a été consentie au profit de Si Tahar ou de Si Ali; — Attendu que la Cour a, en outre, prescrit à l'expert de faire application de tous titres et d'entendre tous témoins utiles; — Attendu que ledit expert a procédé, avec le plus grand soin, à l'accomplissement de sa

mission; — Qu'il a déposé rapport écrit de ses opérations ; — Attendu qu'il consigne, dans son rapport, les résultats de ses recherches ainsi qu'il suit :

Sur la première question, authenticité des titres et donation de 1843 et de 1848 : — Attendu que l'expert affirme : — 1° Que le titre de 1843 est authentique, malgré une surcharge sur la date de 1848 au lieu de 1861 ; — 2° Que le titre de 1848 est absolument faux; — 3° Que le titre de 1843 n'a point trait à des biens fonds, mais à des bœufs de labours et à des semences;

Sur la deuxième question, possession des biens portés auxdits actes après le décès du donateur, Si Mohamed ben Mahieddine : — Attendu que l'expert déclare que c'est Si Tahar, frère du précédent, qui a possédé ces biens jusqu'à sa mort, en 1867, et que Si Ali ne les a possédés ensuite que comme tuteur des fils de Si Tahar;

Sur la troisième question, possession de la parcelle El-Maadjeur du douar Bou-Maali : — Attendu que l'expert exprime l'avis que cette parcelle a été acquise à réméré par Si Tahar; que Si Ali ne l'a possédée ensuite que comme tuteur des fils de Si Tahar; qu'il a fait des actes d'augment sur le réméré au nom de ses pupilles; que les actes d'augment où la parcelle est portée appartenant aux quatre frères sont faux;

Sur la quatrième question, possession de la parcelle de Si-Mezala : — Attendu que l'expert constate que la vente à réméré de cette parcelle remonte à Si Tahar; que Si Ali a versé un augment au propriétaire, mais n'a point remboursé le réméré primitif aux fils de Si Tahar; qu'il jouit indûment de cette parcelle;

Attendu qu'au cours de l'instance et depuis le dépôt du rapport de l'expert, le sieur Ahmed ben Tahar ben Mahieddine, frère de l'appelant, et la dame Aïcha bent Ahmed ben Kereddine, veuve de Si Tahar ben Mahieddine, sont intervenus dans la cause; — Attendu que leur intervention n'est pas contestée; — Attendu que l'appelant et les intervenants exposent, tout d'abord, qu'ils ont récemment adressé à M. le procureur général une plainte en faux contre le sieur Ali ben Ahmed relativement aux trois actes faux par lui invoqués à l'appui de ses prétentions; — Attendu qu'ils demandent, en conséquence, qu'il soit sursis à statuer jusqu'à la décision à intervenir sur ladite plainte; — Attendu que subsidiairement ils concluent à l'homologation du rapport de l'expert, et, en conséquence, à la reprise de possession des terres revendiquées par eux;

En ce qui touche la demande de sursis : — Attendu que si, en matière de faux spécialement, l'exercice de l'action civile

doit, aux termes des art. 3 C. inst. crim., 239 et 240 C. pr. civ., demeurer suspendu tant qu'il n'a pas été prononcé sur l'action publique, ce principe ne peut être appliqué qu'autant que l'action publique a déjà pris son cours; — Attendu, dans l'espèce, qu'il est constant que jusqu'à ce jour aucune suite n'a été donnée à la plainte dont il vient d'être parlé; que, dès lors, l'action publique ne se trouve pas encore intentée; — Attendu, en conséquence, que rien ne s'oppose en l'état à ce qu'il soit passé outre au jugement de l'action civile;

En ce qui touche le fond : — Attendu que les conclusions de l'expert, ci-dessus mentionnées, sont de sa part le résultat de recherches et d'investigations consciencieuses; — Que, notamment, ses affirmations relatives à la fausseté matérielle de trois titres versés dans la cause par l'intimé s'appuient sur les déclarations raisonnées du sieur Hureaux, interprète judiciaire, à l'examen duquel ces trois titres ont été soumis; — Attendu que, vainement, ledit intimé, sur ce point comme sur tous les autres, conteste les conclusions du rapport; — Que ces contestations ne révèlent rien qui puisse permettre à à la Cour de s'écarter des appréciations formulées dans ce rapport; — Qu'il échet donc d'homologuer dans toutes ses parties le travail de l'expert et, en conséquence, de dire et de juger, contrairement à la décision du premier juge, que les trois titres susspécifiés invoqués par l'intimé sont faux; que l'appelant et les intervenants en qualité d'héritiers de Si Tahar ben Ahmed Mahieddine ou de dévolutaires des habous institués par celui-ci et par Mohamed ben Ahmed et ben Mahieddine, son frère, sont propriétaires à titre définitif des parcelles de El-Gueddin, Chaabet-el-Bir et Medjet-Chennat dont se compose la terre de Bou-Jouffa, et propriétaires à titre de réméré des deux autres parcelles de El-Maadjeur et de Si-Mezala; — Attendu que les titres sincères produits par l'intimé et visés par l'expert ne sauraient prévaloir contre les droits bien établis des revendiquants, ni justifier, par suite, ses prétentions sur les terres objet du litige; — Que ces titres, en effet, ou ne s'appliquent pas nettement auxdites terres ou se contredisent entre eux, ou se trouvent en contradiction flagrante avec un état de choses et des droits héréditaires hors de toute conteste; — Attendu que c'est à tort que l'intimé s'est emparé, au préjudice des consorts Ben Tahar, des terres par eux revendiquées; — Qu'il doit être déclaré tenu d'en restituer sans délai la libre possession à ces derniers; — Attendu que son injuste usurpation a causé à ceux-ci un préjudice dont réparation leur est due; — Attendu que la Cour trouve dans la cause les éléments de décision qui lui sont

nécessaires pour déterminer le quantum équitable de cette réparation;

Par ces motifs: — Reçoit comme régulière et au surplus comme non contestée l'intervention dans la cause du sieur Ahmed ben Tahar et de la dame Aïcha, veuve du feu sieur Ben Tahar ben Ahmed; — Et statuant tant sur les conclusions de l'appelant que sur celles des intervenants; — Rejette les demandes de sursis par eux formulées; — Prononçant au fond, infirme et met à néant le jugement du 9 août 1890; — Statuant par décision nouvelle, homologue le rapport de l'expert Panchioni susmentionné; — Ce faisant, dit nul et de nul effet, comme matériellement faux, l'acte de donation du mois de décembre 1848 par Ali ben Ahmed ben Mahieddine à l'appui de ses prétentions sur les terres de Bou Jouffa; — Dit également nuls et de nul effet comme matériellement faux les deux actes d'augment numérotés 4822 et 4823 sur leur texte original par l'expert Dumas, lesdits deux actes produits par le même Ali ben Ahmed ben Mahieddine à l'appui de ses prétentions sur la parcelle de El-Mahadiem; — Dit les autres titres visés au rapport de l'expert et invoqués par ledit sieur Ali insuffisants pour établir ses prétendus droits sur les terres revendiquées contre lui par les consorts Ben Tahar; — En conséquence, déclare bien fondées les revendications de ces derniers; — Les dit, par suite, propriétaires selon leurs droits, et à raison de leurs qualités susénoncées, des terres de Bou-Jouffa, de El-Maadjeur et de Si-Mezala comprises dans leurs demandes; — Dit l'intimé tenu de leur en délaisser, sans délai, la libre possession et jouissance; — Et à défaut de ce faire, autorise lesdits consorts Ben Tahar à en faire expulser le sieur Ali ben Ahmed par toutes les voies de droit et au besoin avec l'assistance de la force publique; — Et pour réparation du préjudice causé aux revendiquants par l'indue occupation de l'intimé, condamne celui-ci à leur payer la somme de 1,500 fr. à titre de dommages-intérêts; — Déboute les parties du surplus de leurs conclusions, fins et demandes; — Donne acte aux consorts Ben Tahar, sur leur demande, de ce qu'ils déclarent ne point abandonner la poursuite en faux et maintenir la plainte qu'ils ont adressée à M. le procureur général à la date du 4 janvier 1892; — Ordonne que l'acte de donation du mois de décembre 1848 et les deux actes d'augment numéros 4822 et 4823, reconnus faux, seront, après avoir été visés chacun *ne varietur* par le président et le greffier de cette Chambre, déposés au greffe de la Cour pour être tenus à la disposition de M. le procureur général, en cas de poursuites criminelles; — Condamne le sieur Ali ben El

Mahieddine en tous les dépens tant de première instance que d'appel.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.*, *rap.*; BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes CHÉRONNET et CHARPENTIER, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

16 mars 1892

Donation, droit musulman, preuve testimoniale, acte de notoriété, conditions de validité, défaut d'acceptation et de prise de possession du donataire, institution d'hérédité, héritiers légitimes, enfants, quotité disponible, habous, aliénabilité, transmission par succession.

En droit musulman la donation peut, comme toutes les autres conventions, s'établir par témoins et résulter notamment d'un acte de notoriété (1).

Aux termes du décret du 30 octobre 1858, les biens habous peuvent être transmis à titre gratuit comme à titre onéreux, notamment par succession.

L'acte qui ne remplit pas, en tant que donation, toutes les conditions exigées pour sa validité par le droit musulman, spécialement l'acceptation et la prise de possession régulière du donataire, doit être néanmoins maintenu lorsque, sous couleur de donation, il constitue en réalité une institution d'hérédité valable;

Toutefois, lorsqu'il existe des héritiers légitimes, les legs qui résultent dudit acte doivent être réduits dans la limite de la quotité disponible;

Dans le cas où le défunt laisse des enfants, la quotité disponible est du tiers de la succession.

(Mohamed ben Ali c. Mahmi ben Tahar)

ARRÊT

LA COUR, — Reçoit, comme régulier en la forme, l'appel relevé

(1) V. Alger, 31 oct. 1888 (*Rev. Alg.*, 1889. 2. 495).

par le sieur Mohamed ben Ali contre le jugement de M. le juge de paix du canton de Tablat du 9 juin 1891 ; et disant droit au fond sur le mérite de cet appel;

Attendu que, devant la Cour, comme devant le premier juge, l'intimé oppose à la demande en remise des biens composant la succession de feu sieur El Haddi un acte de libéralité du défunt à son profit et au profit de ses deux frères; — Attendu que l'appelant soutient qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter à cet acte, qu'en effet cette libération est nulle : 1° comme résultant de témoignages seulement; 2° comme comprenant des biens habousés; et 3° enfin comme ne complétant pas les conditions voulues pour la validité;

Sur le premier de ces moyens: — Attendu qu'en droit musulman la donation comme toutes les autres conventions d'ailleurs peut s'établir par témoins; — Que notamment elle peut résulter d'un acte de notoriété; — Attendu que dans l'espèce un acte de cette nature est produit par l'intimé pour établir l'existence de la donation qu'il invoque; — Que cet acte porte la date du 27 novembre 1890; — Qu'il a été reçu par le suppléant du cadi de l'Arba; qu'il en ressort que cinq témoins musulmans ont attesté devant ce magistrat les dernières volontés du défunt qui étaient qu'au moment où sonnerait pour lui l'heure suprême le sieur Mahdi ben Tahar et ses deux frères Sid Ahmed et Sid Mohamed, enfants de Sid Tahar Amar, seraient investis, à titre de donataires, de la totalité des biens laissés par lui; — Attendu que l'honorabilité desdits témoins n'est pas contestée, qu'ils n'ont jamais été récusés jusqu'à ce jour; — Qu'aucune raison de suspecter leurs témoignages n'est alléguée;

Sur le deuxième moyen : — Attendu qu'en admettant que les biens objet de la libéralité de El Haddi aient été biens habous, ce qui n'est pas établi, il n'en reste pas moins certain qu'aux termes du décret du 30 octobre 1858 ces mêmes biens pouvaient être transmis aussi bien à titre gratuit qu'à titre onéreux et que dès lors ils ont été valablement compris dans la succession du défunt;

Sur le troisième moyen : — Attendu que cette disposition ne remplit pas, il est vrai, pour sa validité en tant que donation toutes les conditions exigées par le droit musulman, qu'ainsi l'acceptation des donataires et leur prise de possession régulière paraissent y faire défaut; — Mais attendu que la libéralité qu'elle a pour but n'en doit pas moins être maintenue; — Attendu que, sous couleur de donation elle constitue, en réalité, une institution d'hérédité valable en faveur des enfants Sid Tahar; — Attendu toutefois que les legs qui en résultent

au profit de ceux-ci ne peuvent comprendre, au préjudice des héritiers légitimes, que la quotité disponible; — Que cette quotité disponible est, d'après les règles du droit musulman, du tiers seulement de la succession du disposant; — Qu'il suit de là que l'appelant a droit aux deux autres tiers de cette succession et qu'ainsi sa demande était fondée pour ces deux tiers; — Qu'en conséquence c'est à tort que le premier juge l'a rejetée purement et simplement pour la totalité;

Par ces motifs : — Infirme et met à néant le jugement entrepris; — Statuant par décision nouvelle et faisant ce que le premier juge aurait dû faire; — Dit valable, comme legs, au profit des enfants de feu sieur Tahar ben Amar, la disposition attestée par les cinq témoins musulmans dans l'acte de notoriété précité du 27 novembre 1890; — Réduit néanmoins au tiers des biens de la succession du sieur El Hadi l'effet de cette proposition au profit des légataires; — Dit que le demandeur a droit aux deux autres tiers de la succession; — Renvoie les parties à faire valoir leurs droits ainsi déterminés, lors de la liquidation de cette succession, devant le magistrat compétent; — Ce faisant, les déboute du surplus de leurs demandes, fins et conclusions; — Fait masse des dépens tant de première instance que d'appel pour être partagés par moitié entre elles.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.*; BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes NEUGASS et JOUYNE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

24 mars 1892

Vente de substances médicamenteuses, Algérie, pharmacie, indigène musulman, exercice, substances vénéneuses, préparations médicamenteuses, vente.

Si l'art. 11 d'un premier décret du 12 juillet 1851 autorise les indigènes musulmans ou juifs à pratiquer la médecine, la chirurgie et l'art des accouchements sans être munis d'un diplôme, il resulte des termes d'un second décret du même jour que nul ne peut exercer en Algérie la profession de pharmacien ou d'herboriste s'il n'a été examiné et reçu dans

les formes prescrites par les art. 1, 2 et 3 de la loi du 21 germinal an XI ;

Le troisième décret du 12 juillet 1851, en disposant, dans son art. 2, que les indigènes musulmans ou israélites peuvent se livrer au commerce en gros ou en détail d'une ou plusieurs des substances vénéneuses comprises dans le tableau annexé au décret du 8 juillet 1850, à la condition d'obtenir de l'autorité compétente une autorisation spécifiant les substances dont la vente est permise à l'impétrant, n'autorise pas les indigènes qui ne pratiquent pas la médecine à se livrer à la vente des remèdes et des préparations médicamenteuses (1).

(Yaya ben Ahmed c. Min. pub.)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen tiré de la violation du décret du 12 juillet 1851 et de la violation par fausse application de l'art. 36 de la loi du 21 germinal an XI : — Attendu, en fait, qu'il est constaté par l'arrêt entrepris que Yaya ben Ahmed, négociant à Guelma, débitait journellement, dans son magasin, aux musulmans, ses coréligionnaires, une préparation médicamenteuse ayant pour base l'iodure de potassium ;

Attendu, en droit, que si l'art. 11 d'un premier décret du 12 juillet 1851 autorise les indigènes musulmans ou juifs à pratiquer la médecine, la chirurgie et l'art des accouchements sans être munis d'un diplôme, il résulte des termes d'un second décret du même jour que nul ne peut exercer en Algérie la profession de pharmacien et d'herboriste, s'il n'a été examiné et reçu dans les formes prescrites par les art. 1, 2 et 3 de la loi du 21 germinal an XI ; — Attendu qu'à la vérité un troisième décret portant la même date dispose, en son art. 2, que les indigènes musulmans ou israélites peuvent se livrer au commerce en gros ou en détail d'une ou plusieurs des substances vénéneuses comprises dans le tableau annexé au décret du 8 juillet 1850, à la condition d'obtenir de l'autorité compétente une autorisation spécifiant les substances dont la vente est permise à l'impétrant, mais que cette excep-

(1) V. Alger, 2 mai 1857 (Estoublon, *Jurispr. Alg* , 1867. 16) ; 2 mai 1872 (*op. cit.*, 1872. 19) ; Crim. cass., 30 juill. 1872 (*op. cit* , 1872. 38) ; Aix, 10 mai 1873 (*op. cit.*, 1873. 24) ; Trib. de Blida, 5 oct. 1888 et Alger, 2 nov. 1889 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 290) ; Alger, 23 janv. 1892 (*suprà*, p. 103).

tion doit être limitée au cas prévu par ledit décret, et ne saurait autoriser les indigènes qui ne pratiquent pas la médecine à se livrer à la vente des remèdes et des préparations médicamenteuses ;

D'où il suit qu'en condamnant le demandeur à 25 fr. d'amende pour avoir débité une préparation médicamenteuse, l'arrêt attaqué n'a ni violé, ni faussement appliqué les dispositions des textes susvisés ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour d'appel d'Alger du 23 janvier 1892.

MM. LŒW, *prés.*; VÉTELAY, *rap.*; BAUDOUIN, *av. gén.* — Me MIMEREL, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

25 avril 1892

Abatage, Tunisie, impôts des mahsoulats, ville de Bizerte, abrogation, actes de l'autorité publique, texte arabe, texte français, tribunaux français, preuve.

La taxe d'abatage dans la ville de *Bizerte, telle qu'elle résultait des usages antérieurs, a été abrogée par le décret beylical du 29 février 1888, supprimant le monopole de la tannerie et des peaux ;*

Aux termes d'un décret beylical du 27 janvier 1883, lorsqu'il s'agit d'interpréter un acte de l'autorité publique, dont le texte arabe a été traduit en français, c'est le texte français qui fait foi devant les juridictions françaises.

(Guttieres c. El Kaïroui)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le sieur Guiseppe Guttieres, fermier de l'impôt des mahsoubats à Bizerte, réclame à divers bouchers de cette ville une somme de 200 fr. représentant les droits qui seraient dûs pour chaque tête de mouton ou de chèvre abattue, à raison de 8 caroubes par tête ; — Attendu que les défendeurs contestent l'existence de cette taxe ; —

Attendu qu'il incombe au sieur Guttieres d'établir l'exigibilité de l'impôt dont il poursuit le recouvrement et que le doute doit s'interpréter contre lui ; — Attendu qu'il n'apporte pas des preuves suffisantes à l'appui de sa demande et que ses prétentions sont contraires à l'avis de l'administration financière compétente ; — Attendu que, sans doute, cet avis ne lie pas le tribunal, mais qu'il paraît conforme aux textes relatifs à la matière ;

Attendu, en effet, que les usages dont se prévaut le sieur Guttieres ont été abrogés par le décret du 29 février 1888 supprimant le monopole des peaux ; — Attendu, il est vrai, que ce décret a laissé subsister les droits de patente ; — Mais attendu que la taxe réclamée par le demandeur ne présente nullement ce caractère et qu'elle consistait dans le rachat du privilège accordé au fermier d'exploiter certaines boutiques ; — Attendu que ce privilège a été formellement supprimé par l'art. 1er du cahier des charges des mahsoulats qui sert de titre au sieur Guttieres ; — Attendu qu'il est dès lors interdit à ce dernier de réclamer les droits qui en étaient la conséquence ; — Attendu que le texte français dudit cahier des charges est conçu en termes généraux ; qu'il est d'une clarté parfaite et qu'il condamne absolument les prétentions du demandeur ; — Attendu que le sieur Guttieres se prévaut vainement du texte arabe pour combattre cette interprétation ; — Attendu d'une part que ce texte ne paraît pas avoir le sens qu'il voudrait lui attribuer ; — Attendu d'autre part qu'un décret beylical du 27 janvier 1883, revêtu du visa de M. le ministre résident, décide que lorsqu'il s'agit d'interpréter un acte de l'autorité publique c'est le texte français qui fait foi devant les juridictions françaises ;

Attendu que les faits allégués par le demandeur et dont il voudrait faire la preuve ne sont pas pertinents ; qu'en effet les anciens usages n'ont pas pu survivre au décret et au cahier des charges qui les ont abolis ; et que si la taxe abrogée a continué néanmoins à être recouvrée par suite de l'ignorance des contribuables et d'une fausse interprétation donnée à ces textes par les fermiers, il s'agit là d'une perception illégale qui constituait un véritable abus et qui n'a pu faire naître aucun droit au profit des adjudicataires de l'impôt ;

Attendu que, le sieur Guttieres succombant dans sa demande principale, ses conclusions accessoires en dommages-intérêts doivent par cela même être rejetées ; — Attendu toutefois qu'en raison des errements suivis par ses prédécesseurs il paraît avoir été de bonne foi et que, du reste, les défendeurs ne justifient pas avoir subi un préjudice ; — Attendu que dans

ces conditions il convient seulement de leur donner acte de leurs réserves en ce qui concerne la restitution des taxes indûment perçues ;

Par ces motifs : — Statuant contradictoirement et en dernier ressort ; — Déboute le sieur Guttieres de ses demandes, fins et conclusions tant principales que subsidiaires ; — Déboute les défendeurs de leur demande reconventionnelle en dommages-intérêts ; — Leur donne acte toutefois de leurs réserves en ce qui concerne la restitution des sommes indûment perçues ; — Condamne le sieur Guttieres aux dépens.

MM. FABRY, *prés.* ; FROPO, *subst.* — Mes BODOY et ABÉASIS, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

27 avril 1892

Compétence, société commerciale, employé, congédiement, appointements, indemnité, action, principal établissement, succursale.

Une société de commerce doit être rigoureusement assignée devant le juge du lieu où elle a son principal établissement (C. pr. civ., art. 59 § 5 et 69 § 6) ;

Et le lieu du principal établissement de la société est celui où son chef se trouve domicilié ;

Si, par dérogation à ces règles, il est admis qu'une succursale de la société peut être considérée par les tiers comme ayant un domicile attributif de juridiction dans l'arrondissement du lieu où elle est située, cette dérogation de faveur ne saurait être reconnue au profit des agents ou préposés de ladite société réclamant de celle-ci l'exécution d'obligations personnelles, spécialement le paiement de leurs appointements et d'une indemnité de congédiement (1).

(Marcillet et Cie c. Clerget)

ARRÊT

LA COUR, — Reçoit comme réguliers en la forme tant l'appel

(1) V. Alger, 11 juill. 1888 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 78) et les notes.

principal que l'appel incident subsidiairement relevés tant par les sieurs Marcillet et C^ie^ que par le sieur Clerget contre le jugement du tribunal de commerce de Blida du 30 juillet 1891 ; — Et statuant au fond sur ces appels :

« Attendu que Clerget, employé au service de la société Marcillet et C^ie^, a été congédié le 23 juin 1891 par cette société ; — Attendu qu'une somme de 390 fr. lui a été, en même temps, offerte pour solde de ses appointements ; — Qu'à ce sujet une procédure de validité d'offres a été engagée et suivie devant le tribunal d'Alger, où elle est encore pendante ;

Attendu que, de son côté, et par exploit du 10 juillet 1891, Clerget a ouvert devant le tribunal de commerce de Blida contre ladite société une instance ayant pour objet le paiement : 1° d'une somme de 300 fr. pour ses appointements de juin ; 2° d'une somme de 900 fr. pour trois mois de traitement à titre d'indemnité ; 3° d'une somme de 464 fr. 80, montant de ses appointements arriérés, du 1^er^ février 1889 au 30 juin suivant ; 4° d'une somme de 42 fr. 85 pour frais de voyage en décembre 1888 et juin 1889 ; 5° d'une dernière somme de 70 fr. pour détérioration d'effets ;

« Attendu que, sans conclure au fond, les sieurs Marcillet et C^ie^ ont opposé à ces demandes trois exceptions prises, la première de l'incompétence *ratione loci* du tribunal de Blida pour y statuer, la deuxième de la litispendance de l'affaire, le tribunal d'Alger se trouvant saisi par la procédure de la validité d'offre d'une affaire à peu près identique ou connexe, la troisième de la nécessité d'un sursis à raison d'une plainte criminelle portée devant M. le jugé d'instruction d'Alger contre ledit sieur Clerget ; — Attendu que, par le jugement dont est appel, les premiers juges, repoussant l'exception d'incompétence et n'accueillant que pour partie l'exception de litispendance, ont condamné la société Marcillet et C^ie^ à payer à Clerget pour toute indemnité de congédiement une somme de 600 fr., et ont, pour le surplus, rejeté les prétentions de ce dernier ; — Attendu que, devant la Cour, la société appelante ne reproduit que les exceptions d'incompétence et de litispendance par elle émises devant le tribunal ; — Qu'il n'échet donc de statuer que relativement à deux exceptions ;

En ce qui touche l'exception d'incompétence : — Attendu qu'aux termes des art. 59 § 5 et 69 § 6 C. pr. civ. les sociétés de commerce doivent être rigoureusement assignées devant le juge du lieu où elles ont leur établissement principal ; — Attendu qu'en général le lieu du principal établissement d'une société commerciale est celui où le chef de cette société se trouve domicilié ; — Attendu, à la vérité, que par dérogation

à ces règles il a été admis que, lorsqu'une société de cette sorte possède à la fois un établissement principal et des établissements secondaires ou succursales, ces succursales peuvent être considérées par les tiers comme ayant un domicile attributif de juridiction dans l'arrondissement du lieu où elles sont situées ; — Mais attendu que cette dérogation de faveur n'a jamais été reconnue au profit des agents ou préposés ; — Qu'il existe entre les premiers et ces derniers des différences de situation dont il a été toujours tenu compte ; — Que si les premiers ne sauraient être renvoyés à se pourvoir pour l'exécution des engagements pris par la société devant le lieu de son siège, lieu le plus souvent éloigné et quelquefois inconnu d'eux, il n'en peut être de même des agents ou préposés de la société en relation journalière avec elle, connaissant exactement le lieu de son siège et dès lors constamment en situation de réclamer et d'obtenir d'elle l'exécution directe d'obligations personnelles d'une nature spéciale ; — Attendu, dans l'espèce, que la société Marcillet et C^ie^, quoique créée pour l'exécution de travaux à effectuer sur la ligne de Blida à Berrouaghia, avait néanmoins son siège principal à Alger, boulevard Gambetta, n° 7, au domicile même du sieur Marcillet, son chef ; — Attendu que ce fait était notoire ; — Qu'il n'a pu dans tous les cas être ignoré de Clerget, ainsi que les nombreuses circonstances de la cause le démontrent ; — Attendu que celui-ci était à Alger l'agent principal de ladite société ; — Que c'est à Alger qu'il résidait habituellement pour l'accomplissement des divers mandats que sa fonction comportait ; — Que c'est à Alger qu'il touchait ses appointements ; — Que c'est à Alger, enfin, que le contrat de louage de services d'où il fait dériver ses droits actuels contre ladite société avait originairement pris naissance ; — Attendu que le tribunal compétent pour statuer sur ses demandes précisées plus haut ne pouvait donc être, soit aux termes des art. 59 et 69 C. pr. civ. susvisés, soit aux termes de l'art. 420 du même Code, que celui de l'arrondissement d'Alger, et ce, en admettant même qu'ainsi que le prétend Clerget, la villa St-Paul, située sur l'arrondissement de Blida, fût le siège d'un établissement secondaire de la société et que cet établissement se trouvât pourvu d'agents ayant pouvoir de répondre à des réclamations judiciaires ; — Attendu que c'est donc tout à fait à tort, au mépris des textes susrappelés et des restrictions admises par la jurisprudence invoquée, que les premiers juges ont, dans la cause, témérairement posé en principe « qu'il » était de jurisprudence absolument constante qu'une société » commerciale pouvait être assignée soit au siège social, soit

» au lieu où elle a son siège principal d'opérations », et, qu'en conséquence, ils ont en réalité décidé que Clerget, agent de la société Marcillet et C^ie^, en saisissant de ses demandes le tribunal de Blida, tribunal du lieu d'un établissement secondaire de cette société, avait régulièrement procédé ; — Qu'il échet de réformer leur décision ;

En ce qui touche l'exception de litispendance : — Attendu que, l'incompétence des premiers juges pour connaître du litige étant reconnue et déclarée, il devient sans intérêt d'examiner dans la cause le mérite de cette dernière exception ;

Par ces motifs : — Faisant droit à l'appel principal de la société Marcillet et C^ie^ ; — Infirme et met à néant le jugement déféré ; — Décharge ladite société des condamnations et dispositions portées contre elle dans ce jugement ; — Statuant par décision nouvelle et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire ; — Dit que le tribunal était incompétent *ratione loci* pour connaître des demandes de Clerget ; — En conséquence renvoie la cause entière et les parties devant les juges compétents pour connaître de ces demandes ; — Ce fait, dit qu'il n'y a lieu de statuer sur l'exception de litispendance cumulativement invoquée par la société appelante avec l'exception d'incompétence sur laquelle il vient d'être prononcé ; — Condamne Clerget aux entiers dépens de première instance et d'appel.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.* ; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — M^es^ CHÉRONNET et DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1^re^ Ch.)

—

16 mai 1892

—

Impôts, Tunisie, mahsoulats, marché de fournitures pour l'armée, caractères, vente publique, acte de commerce, soumission.

—

Le marché par lequel un particulier s'engage à fournir personnellement et directement à l'administration militaire les fourrages ou céréales dont elle aura besoin pour la consommation journalière des troupes, moyennant le prix convenu lors de l'adjudication, n'est ni un contrat de commission ni un louage d'ouvrage ou d'industrie, mais une vente

ou promesse de vente aux enchères publiques, portant sur des marchandises dont les quantités se déterminent au fur et à mesure des besoins de la troupe ;

Par suite les céréales ainsi livrées se trouvent dans les conditions voulues pour être soumises aux droits de mahsoulats établis en Tunisie sur les ventes publiques des marchandises de cette nature.

Le fait par l'adjudicataire de fournir un cautionnement ne suffit pas pour donner à ce marché, essentiellemeмt commercial, un caractère civil ;

Toutes ventes de marchandises faites avec publicité, alors même qu'elles constituent une opération civile, sont d'ailleurs soumises à l'impôt des mahsoulats.

L'art. 38 du décret beylical du 3 octobre 1884, aux termes duquel les marchandises étrangères ayant acquitté les droits d'entrée peuvent circuler librement par terre d'une localité à une autre de la régence, a simplement pour but de dispenser ces marchandises des droits de porte établis dans certaines villes ; mais les céréales étrangères restent soumises à l'impôt des mahsoulats prévu par le décret du 9 août 1887, lorsqu'elles sont apportées volontairement sur les marchés de la régence.

(Riccardo Pariente c. Giacomo Calo)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que Riccardo Pariente réclame à Giacomo Calo des droits dits mahsoulats sur un certain nombre de ventes de céréales consenties à l'administration militaire pour les troupes stationnées dans le territoire du Kef ; —Attendu que Giacomo Calo refuse le paiement de ces droits en invoquant divers motifs qui doivent être examinés successivement ;

Attendu qu'il prétend d'abord que les denrées déposées dans ses magasins et destinées aux fournitures de l'armée sont présumées, jusqu'à preuve contraire, avoir déjà acquitté l'impôt des mahsoulats ou avoir été achetées dans des conditions qui les dispensaient du paiement de cet impot ; — Mais attendu que cette première considération est étrangère au procès ; — Attendu, en effet, que les droits réclamés par Riccardo Pariente ne se rapportent pas aux acquisitions faites

par le fournisseur, ni aux marchandises entreposées dans ses magasins ; — Attendu que les droits en question se réfèrent uniquement à celle de ces marchandises qui ont été revendues et livrées à l'administration militaire ;

Attendu que Giacomo Calo soutient, il est vrai, que les livraisons dont il sagit ne sont elles-mêmes assujetties à aucune taxe au profit du fermier des mahsoulats ; — Attendu qu'il fonde cette dernière prétention sur la nature du contrat qu'il a passé avec l'administration ; — Attendu que, d'après le défendeur, le marché par lequel il s'est engagé à assurer la consommation journalière des troupes cantonnées dans la région du Kef ne constituerait pas une vente, mais bien un contrat spécial tenant en même temps de la commission et du louage d'ouvrage ou d'industrie ;

Attendu, toutefois, que la qualité de commissionnaire que Giacomo Calo voudrait s'attribuer ne saurait être accueillie ; — Attendu, en effet, que ses fonctions ne consistent pas à jouer un rôle d'intermédiaire et à acheter des marchandises pour le compte de l'armée ; — Attendu qu'aux termes mêmes du contrat d'adjudication, le service entrepris par le défendeur consiste à fournir personnellement et directement à l'administration militaire les fourrages ou céréales dont elle a besoin ; — Attendu qu'en dehors des approvisionnements qui peuvent lui être imposés dans certains cas spécifiés au cahier des charges, Giacomo Calo reste libre de se procurer comme il l'entend les denrées destinées à l'exécution de son marché ; — Attendu qu'il peut, si bon lui semble en être lui-même le producteur ; — Attendu que, s'il les achète, il le fait en son nom, sous sa responsabilité personnelle, sans qu'aucun lien de droit puisse exister entre ses propres vendeurs et l'administration ; — Attendu, d'autre part, que les obligations de l'autorité militaire ne consistent pas à rembourser au défendeur toutes ses dépenses et à lui allouer en outre un salaire ou une commission ; — Attendu que Giacomo Calo reçoit simplement le prix des marchandises qu'il a livrées au taux convenu lors de l'adjudication et sans que l'administration ait à se préoccuper des débours qu'il a pu faire pour se mettre en mesure d'exécuter ses engagements ; — Attendu que la convention intervenue entre l'Etat et le défendeur ne réunit donc pas les éléments du contrat de commission ; — Attendu qu'elle présente au contraire tous les caractères d'une vente ou promesse de vente portant sur des marchandises dont les quantités se déterminent au fur et à mesure des besoins de la troupe ;

Attendu que l'on ne saurait voir non plus dans la conven-

tion dont il s'agit un louage d'ouvrage et d'industrie; — Attendu, en effet, que Giacomo Calo ne justifie pas qu'il soit tenu d'exécuter pour l'administration de l'armée un ouvrage ou un travail quelconque, moyennant un prix spécial et déterminé; — Attendu qu'il peut être obligé, sans doute, de tenir les denrées à la disposition de l'autorité militaire dans des entrepôts spéciaux; qu'il peut être astreint également à une certaine manipulation pour mettre les grains en sac ou pour préparer les balles de fourrage; — Mais attendu que ce sont là des opérations de peu d'importance absolument accessoires à la fourniture de la marchandise, et qui se trouvent d'ailleurs dans la plupart des ventes; — Attendu qu'en retour des avantages que l'adjudication procure au fournisseur, l'État peut, lui aussi, imposer des charges relatives aux approvisionnements, à l'installation des locaux et du matériel nécessaires au service des distributions; — Mais attendu que ces charges sont des conditions tout à fait secondaires du marché de fournitures et ne peuvent enlever à ce marché son véritable caractère de vente;

Attendu que les livraisons faites aux troupes du Kef par Giacomo Calo ne sont donc pas autre chose que l'exécution de la vente qu'il a souscrite en se rendant adjudicataire; — Attendu que cette vente a eu lieu incontestablement avec publicité, puisqu'elle a été précédée d'enchères publiques dans lesquelles les concurrents sont venus offrir eux-mêmes leurs marchandises à l'armee, — Attendu, par conséquent, que les fourrages et les grains ainsi livrés par le défendeur se trouvent dans les conditions voulues pour être soumis aux droits de mahsoulats établis en Tunisie sur les ventes publiques de marchandises de même nature;

Attendu que Giacomo Calo prétend néanmoins pouvoir encore échapper au paiement de la taxe sous prétexte que le prix versé par l'administration est destiné à rémunérer, non seulement la valeur intrinsèque des denrées, mais aussi leur transport, leur manipulation et les risques de toutes sortes résultant pour le fournisseur de son contrat d'adjudication;

Attendu, toutefois, que cette objection n'est pas plus fondée que les précédentes; — Attendu, en effet, que les droits de mahsoulats sont établis sur le prix des marchandises au moment de leur livraison; — Attendu que ce prix se compose nécessairement de plusieurs éléments; qu'il comprend, avec la valeur intrinsèque de l'objet vendu, la rétribution des frais généraux que le vendeur est obligé de débourser, notamment pour se conformer aux conditions spéciales de transport ou autres stipulées par l'acheteur; — Attendu que l'impôt frappe

sur l'ensemble de la somme que le vendeur retire de la transaction; qu'il n'y a pas à distinguer entre les diverses causes que cette somme est destinée à rémunérer; que, pour qu'elle soit imposable, il suffit qu'elle soit payée à l'occasion d'un contrat qui présente, dans sa partie principale et essentielle, le caractère d'une vente faite avec publicité;

Attendu que Giacomo Calo invoque pourtant un nouveau moyen tiré de ce que le marché qu'il a conclu avec l'administration serait un contrat purement civil à raison du cautionnement qu'il a dû déposer; — Mais attendu que le seul fait du dépôt d'un cautionnement ne suffit pas pour donner à un marché un caractère civil; — Attendu que la personne qui achète des marchandises pour les revendre à l'autorité militaire dans un but de spéculation accomplit assurément un acte de commerce, alors même que des garanties particulières lui seraient imposées pour assurer l'exécution de ses obligations; — Attendu au surplus que la taxe des mahsoulats n'est pas nécessairement restreinte aux ventes commerciales; — Attendu que le propriétaire qui vend les produits de sa ferme fait une opération civile; — Attendu que sa vente est néanmoins soumise à l'impôt quand elle est faite comme dans l'espèce avec publicité;

Attendu que Giacomo Calo se prévaut encore de l'art. 38 du décret beylical du 3 octobre 1885, d'après lequel « les marchandises étrangères ayant acquitté les droits d'entrée peuvent circuler librement par terre d'une localité à une autre de la régence »; — Mais attendu que le défendeur devrait prouver d'abord que les denrées qu'il a vendues à l'autorité militaire avaient une provenance étrangère; — Attendu qu'il ne fait pas et n'offre point de faire cette preuve; — Attendu en outre que la disposition précitée a simplement pour but d'autoriser la libre circulation des marchandises étrangères et de les dispenser des droits de porte établis dans certaines villes; — Attendu que les droits d'entrée ou de circulation visés dans l'art. 38 du décret du 3 octobre 1884 sont absolument distincts et indépendants de la taxe des mahsoulats réclamée aujourd'hui par Riccardo Pariente; — Attendu, en effet, qu'après avoir, le cas échéant, échappé aux droits de porte, les céréales étrangères se trouvent soumises au contraire aux droits prévus par le décret du 9 août 1887, lorsqu'elles sont apportées volontairement sur les marchés de la régence; — Attendu, d'autre part, que l'art. 3 dudit décret interdit la vente et le stationnement des céréales en dehors des marchés, sauf pour les transactions accomplies sans publicité par le propriétaire producteur dans sa ferme ou ses entrepôts; — Attendu

que cette dernière dérogation au principe est essentiellement limitative et que toute vente faite dans d'autres conditions est considérée comme vente publique prohibée, tombant sous l'application des dispositions pénales édictées par l'art. 6 du décret susvisé ; — Attendu qu'en fait il n'est pas douteux que le défendeur ait accompli une vente publique ; qu'il ne peut donc pas, quelle que soit la provenance des marchandises vendues, bénéficier de l'exception de l'impôt ;

Attendu que Giacomo Calo soutient, enfin, qu'il a acheté sur les marchés du Kef les denrées fournies à l'administration militaire, et qu'il a payé au moment de cette acquisition les taxes revenant au fermier des mahsoulats ; — Mais attendu que cette prétention, qui n'est que la reproduction du premier moyen soulevé par le défendeur, ne saurait être prise en considération ; — Attendu, en effet, que l'impôt établi par les décrets beylicaux du 8 janvier 1840 et du 9 août 1887 frappe toutes les ventes successives dont les fourrages et les céréales sont l'objet avant d'être livrées à la consommation ; — Attendu que les taxes demandées actuellement à Giacomo Calo se rapportent non pas aux acquisitions qu'il a faites, mais bien au reventes qu'il a consenties lui-même ; — Attendu que la preuve qu'il offre de fournir, au sujet des achats qu'il dit avoir faits sur les marchés du Kef, serait donc inopérante ;

Attendu que le défendeur ne possède en réalité aucune raison plausible pour se soustraire à la demande de Riccardo Pariente ; — Attendu qu'il ne conteste pas d'ailleurs avoir réellement fourni de l'orge et du fourrage à la garnison du Kef depuis le fermage de son adversaire ; qu'ainsi l'existence des ventes dont se plaint le demandeur se trouve par cela même établie ;

Mais attendu que, si le principe de la créance de Riccardo Pariente ne peut pas être contesté, le tribunal ne possède pas des éléments suffisants pour fixer, dès à présent, le chiffre de cette créance, et qu'il échet de recourir à une expertise ; — Attendu, en outre, que, si Riccardo Pariente peut réclamer un droit de 6 1/4 % sur les ventes de foin et de paille, en vertu du décret du 8 janvier 1840, il ne peut du moins demander, d'après le décret du 9 août 1887, qu'un droit de 4 piastre par caffis sur les quantités d'orge vendues ; qu'il ne prouve pas que son cahier des charges lui permette de percevoir une taxe plus élevée ;

Par ces motifs : — Statuant contradictoirement en dernier ressort : — Déboute Giacomo Calo de toutes les exceptions qu'il a soulevées, dit notamment n'y avoir lieu d'ordonner l'enquête qu'il demande pour établir qu'il a acheté sur les

marchés du Kef les denrées revendues ensuite à l'administration militaire et qu'il a acquitté les taxes de mahsoulats grevant ces acquisitions ; — Mais avant faire droit au fond, à défaut par les parties de s'être entendues dans les trois jours de la signification du présent jugement sur le choix d'un ou de trois autres experts ; — Nomme M. Henry, lequel serment préalablement prêté devant M. le président de cette chambre ou son dévolutaire, aura pour mission : 1° de rechercher quelles ont été les fournitures de denrées, notamment de paille, foin et orge faites par Giacomo Calo aux troupes de la circonscription des mahsoulats du Kef pendant le fermage de Riccardo Pariente ; 2° d'apprécier l'importance de ces fournitures et d'indiquer les sommes dues à titre d'impôt par le défendeur, en tenant compte d'un droit de 6 1/4 % sur le prix des ventes de foin ou de paille et d'un droit de 4 piastres par caffis pour les ventes d'orge ; 3° de vérifier si les agissements de Giacomo Calo ont causé un préjudice au demandeur et si oui d'en évaluer le montant ; 4° d'établir d'une façon générale les comptes des parties ; — Ordonne qu'à cet effet l'expert aura recours à toutes mesures d'information, s'entourera de tous documents utiles, notamment auprès de l'intendance militaire ; qu'il entendra les dires et explications des parties, qu'il les conciliera si faire se peut et dressera de ses opérations rapport pour être déposé au greffe, par les parties conclu et par le tribunal statué ce que de droit, etc. ; — Réserve pour le surplus les conclusions des parties ; — Réserve aussi les dépens.

MM. FABRY, *prés.* ; VIAL, *f. subst.* — Mes PIÉTRI et BODOY, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

—

23 mai 1892

—

Responsabilité, accident, compagnie de chemins de fer, art. 1382 C. civ., exercice de l'action, intérêt, qualité, mesure de la responsabilité, appréciation.

—

L'action en réparation du préjudice causé par accident, fondée sur l'art. 1382 C. civ., n'appartient pas seulement à la victime même de l'accident ou à ses héritiers, mais aussi à quiconque, héritier ou non de cette victime, se trouve direc-

tement lésé par les conséquences de cet accident qui lui a causé un préjudice soit matériel, soit moral;

L'action déjà intentée à l'auteur de l'accident par la veuve de la victime ne saurait empêcher l'exercice de l'action en responsabilité introduite par un autre intéressé, notamment par la mère de celle-ci, s'il n'apparaît pas que les juges, dans la première décision, aient apprécié les conséquences de la mort de la victime sous le rapport de la totalité du préjudice que cette mort a pu entraîner pour toute la famille;

La circonstance qu'un employé était au service d'une compagnie de chemins de fer depuis trois ou quatre jours seulement ne fait qu'aggraver la responsabilité que la compagnie encourt, à raison de l'accident survenu, s'il en résulte que la compagnie a confié une manœuvre périlleuse ou tout au moins délicate à un ouvrier nouveau et inexpérimenté.

(Veuve Blanc c. Compagnie de l'Est-Algérien)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est recevable en la forme; —

Au fond : — Attendu que la Compagnie de l'Est-Algérien ne conteste pas le principe de sa responsabilité dans l'accident qui a amené la mort du fils de l'appelante, mais qu'elle oppose à celle-ci, pour repousser sa demande en dommages-intérêts : 1° deux fins de non recevoir tirées, la première, de son défaut de qualité pour agir en son nom personnel, et la deuxième de ce que, la veuve et le fils de la victime ayant déjà reçu satisfaction par un jugement du 30 avril 1891, il y aurait chose jugée définitivement et irrévocablement; 2° et des considérations de fait dont paraissent s'être inspirés les premiers juges pour rendre la décision dont est appel;

En ce qui concerne la première fin de non recevoir : — Attendu que l'action pour réparation du préjudice causé par un accident, accordée par l'art. 1382 C. civ., n'appartient pas seulement, comme le soutient à tort la Compagnie, à la victime même de l'accident ou à ses héritiers, mais qu'elle appartient encore à quiconque, héritier ou non de cette victime, se trouve directement lésé par les conséquences de cet accident;

Attendu qu'il est manifeste que l'accident qui a privé la veuve Marie Vidal de son fils a causé à celle-ci un préjudice

direct et personnel qui lui donne qualite suffisante pour en demander réparation à l'auteur responsable; — Que, vainement, pour résister à cette demande, la Compagnie ajoute que, dans tous les cas, la mort du fils n'a procuré à la mère aucun préjudice matériel, réparable en argent; — Que, sans doute, dans bien des cas, un préjudice moral est plus difficile à réparer que le préjudice matériel; qu'une somme d'argent quelconque ne saurait rendre un fils à l'affection d'une mère; mais qu'il ne suit pas de là que l'auteur responsable d'un accident puisse se soustraire aux conséquences de sa responsabilité, sous prétexte que le préjudice qu'il a causé est si grand, qu'il est irréparable; que c'est, sans doute, pour empêcher toute argumentation semblable que le législateur a pris soin, dans l'art. 1382, de comprendre tous les cas possibles de préjudice, aussi bien le préjudice moral que le préjudice matériel;

En ce qui concerne la deuxième fin de non recevoir : — Attendu que, s'il est vrai que, déjà, par un jugement du 30 avril 1891, la veuve de la victime, agissant tant en son nom personnel que comme tutrice de son fils mineur, ait obtenu condamnation à des dommages-intérêts contre la Compagnie de l'Est-Algérien, en réparation de la mort du sieur Blanc, cette décision ne saurait être opposée à l'appelante, en premier lieu, parce qu'elle n'y a pas été partie, et que, en ce qui la concerne personnellement, elle doit être considérée comme *res inter alios acta;* en second lieu, parce qu'il n'apparaît d'aucune des énonciations de ce premier jugement que les juges qui l'ont rendu aient apprécié les conséquences de la mort de Blanc sous le rapport de la totalité du préjudice que cette mort a pu entraîner pour toute la famille; — Attendu que, vainement encore, sur ce point, la Compagnie objecte que si, après la veuve et les enfants, la mère ou tout autre parent ou intéressé pouvait demander réparation du même accident, il en résulterait que l'individu responsable d'un dommage serait exposé à l'infini à des actions successives de la part de tous ceux qui, à un titre quelconque, tiraient avantage de la vie ou du travail de la victime; — Attendu, en effet, que, s'il est vrai que l'action de l'art. 1382 C. civ. soit ouverte à quiconque, héritier ou non de la victime, a souffert des suites de l'accident arrivé à celle-ci, c'est à la condition d'établir qu'il éprouve réellement un dommage, et l'action n'est recevable de sa part, même dans ce cas, que s'il est lésé dans un droit acquis et s'il souffre un préjudice personnel et direct; que, par suite, les inconvénients signalés par la Compagnie intimée ne sont pas à craindre, et que l'action ne

saurait s'étendre indéfiniment et appartenir, par exemple, aux fournisseurs, aux serviteurs du défunt et à tous ceux qui profitaient, d'une manière quelconque, de ses libéralités, de ses prodigalités ou de sa bienfaisance;

Attendu que, pour rejeter au fond la demande de l'appelante contre la Compagnie, le jugement entrepris invoque des considérations de fait qui ne sauraient résister à un examen quelque peu sérieux; — Attendu, en effet, que la circonstance que le sieur Blanc n'était que depuis trois ou quatre jours au service de la Compagnie, loin d'atténuer l'imprudence et la faute de la Compagnie, semble l'aggraver dans une certaine mesure, puisqu'il en résulte qu'elle a confié une manœuvre périlleuse ou tout au moins délicate à un ouvrier nouveau et inexpérimenté; — Qu'il est peu juridique de s'appuyer sur cette hypothèse, invoquée par les premiers juges, que si Blanc avait vécu, il aurait probablement vu s'augmenter le nombre de ses enfants, par suite ses charges de famille, et n'aurait pu, dès lors, dans l'avenir, servir des aliments à l'appelante, sa mère; car cette autre hypothèse se présente aussitôt à l'esprit que, si Blanc avait vécu, il pouvait, d'année en année, obtenir un avancement normal et régulier, et accroître ses ressources de manière à pouvoir non seulement pourvoir à l'entretien de ses enfants et de sa femme, mais encore venir efficacement en aide a sa vieille mère;

Attendu qu'il reste à examiner dans quelle mesure la demande de la dame Marie Vidal doit être accueillie; que la Cour possède des éléments d'appréciation qui lui permettent de fixer à une somme de 3,000 fr. le préjudice souffert par l'appelante, en suite de la mort de son fils, dont la Compagnie intimée est responsable;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier; — Au fond; — Dit bien appelé, mal jugé; — Infirme, en conséquence, le jugement déféré; — Et statuant à nouveau; — Déclare la dame Marie Vidal, veuve Joseph Blanc, bien fondée dans sa demande en dommages-intérêts; par suite, condamne la Compagnie de l'Est-Algérien à lui payer la somme de 3,000 fr. avec intérêts de droit, à partir de la demande en justice, à titre de réparation civile; — Ordonne la restitution de l'amende consignée; — Condamne la Compagnie de l'Est-Algérien en tous les dépens de première instance et d'appel.

MM. HUGUES, *ff. prés.*; MARSAN, *av. gén.* — M^es^ BASSET et ROBE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

—

23 mai 1892

—

Faillite, immeuble, expropriation, poursuites commencées avant le jugement déclaratif, créanciers chirographaires, continuation.

—

Il résulte de la combinaison des art. 571 et 572 C. com. et des termes généraux de ce dernier article que, si les créanciers chirographaires ne peuvent, après la déclaration de faillite de leur débiteur, commencer des poursuites en expropriation de ses immeubles, ils ont du moins le droit de continuer des poursuites déjà commencées.

(Maigret, syndic Canerie c. Médalle et Faillaufée)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les causes inscrites sous les nos 452 et 453 du rôle de l'année courante sont connexes et qu'il y a lieu de les joindre pour statuer sur elles par un seul et même arrêt; — Attendu que les appels sont réguliers en la forme;

Au fond : — Attendu que, si l'art. 571 C. com. interdit aux créanciers chirographaires de procéder à l'expropriation des immeubles de leur débiteur à partir du jugement déclaratif de faillite, l'art. 572 accorde au syndic le droit exclusif d'en poursuivre la vente au cas seulement où il n'y a pas de procédure en expropriation antérieurement commencée; — Attendu que les termes généraux de ce dernier article s'appliquent aussi bien aux poursuites commencées par les créanciers chirographaires qu'à celles faites par les créanciers hypothécaires; — Attendu que de la combinaison de ces deux articles il résulte qu'après la déclaration de faillite le créancier chirographaire ne peut commencer une poursuite de ce genre, mais qu'il peut continuer celle commencée; — Attendu que cette solution est conforme aux principes qui régissent la matière; que la faillite, qui dessaisit à la fois le failli de l'administration de ses biens et le créancier chirographaire de l'exercice de ses droits, ne produit ses effets qu'en prenant

les biens du failli dans l'état où ils se trouvent, et sous la réserve du respect des actes consommés et des droits légitimement acquis, par l'effet d'une main mise véritable, actes et droits auxquels il ne saurait être porté aucune atteinte ; — Attendu que, s'il en était autrement, les frais avancés par le créancier pour parvenir à la vente deviendraient des frais inutiles, qu'aucune disposition de la loi n'autoriserait à mettre à la charge de la masse, et qu'il serait inique de faire supporter au créancier poursuivant, lequel aurait agi dans la limite de son droit ; — Qu'ainsi encore, la procédure commencée, fort dispendieuse par elle-même, ne profiterait à personne et nuirait à un créancier qui n'aurait d'autre tort que d'avoir usé de ses droits ; — Attendu que le poursuivant a pu compter sur un privilège pour les frais exposés par lui en vue d'une réalisation utile à toute une catégorie de créanciers et que ce privilège s'évanouirait au cas de substitution d'une nouvelle procédure de vente à la procédure d'expropriation commencée ; — Que ces frais auraient été faits en pure perte, et qu'en les supposant même dus par la faillite, ils ne seraient jamais exigibles qu'en monnaie de faillite ; — Attendu encore que la poursuite valablement entreprise ne saurait s'éteindre au moment où la faillite est délarée sans nuire à tous les créanciers inscrits ; qu'en effet la saisie pratiquee a eu pour conséquence de paralyser leur action puisque leur propre saisie ne pouvait pas être transcrite ; — Attendu enfin que, la poursuite devenant, à une certaine époque, commune à tous les créanciers hypothécaires, ceux-ci peuvent demander la subrogation en cas d'interruption ou de ralentissement ; qu'on ne comprendrait pas la clôture d'une poursuite entamée, prononcée contre le saisissant, alors qu'il serait loisible à un créancier hypothécaire intervenant de la reprendre valablement ; — Attendu qu'il échet par conséquent de confirmer le jugement entrepris du 12 août 1891 ;

Attendu, en ce qui touche l'appel du jugement du 2 septembre 1891, que cet appel est nul en la forme, pour avoir été signifié à Maigret à domicile et à personne, et pour n'avoir pas été notifié au greffier ;

Par ces motifs : — Joint comme connexes les appels interjetés des jugements du tribunal civil de Constantine en date des 12 août et 2 septembre 1891 ; — Reçoit lesdits appels comme réguliers en la forme ; — Confirme purement et simplement le jugement du 12 août 1891 ; — Déclare nul et de nul effet l'appel relevé contre le jugement du 2 septembre 1891 ; — Condamne le syndic ès-qualités en tous les dépens d'appel en ce qui touche le jugement du 12 août 1891 ; — Condamne

Médalle aux dépens d'appel du jugement du 25 septembre 1891.

MM. ZEYS, *prem. prés.*; MARSAN, *av. gén.* — Mes LEMAIRE et CHÉRONNET, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

8 juin 1892

Jugement par défaut, opposition, premier jugement par défaut, décision contradictoire intermédiaire, nomination d'experts, recevabilité, tribunaux de commerce, défaut faute de comparaître, défaut faute de conclure, assignation après expertise, caractère du défaut.

Est susceptible d'opposition le jugement rendu par défaut contre une partie qui avait déjà laissé prononcer dans la même cause un premier jugement par défaut, si, entre ces deux décisions, il est intervenu contradictoirement un jugement interlocutoire qui a nommé des experts, le second jugement par défaut statuant alors sur les conclusions des experts, c'est-à-dire sur une cause modifiée par des éléments de décision nouveaux.

Il est de jurisprudence qu'il existe devant les tribunaux de commerce, comme devant les tribunaux civils, deux sortes de défaut, le défaut faute de comparaître, et le défaut faute de conclure ;

L'assignation donnée à une partie à comparaître devant le tribunal qui a précédemment rendu un jugement préparatoire d'expertise, pour voir statuer sur les conclusions de l'expert, n'ouvre pas une instance nouvelle, mais continue simplement l'instance contradictoire déjà engagée ; si la partie assignée ne comparaît pas, le défaut pris contre elle est donc un défaut faute de conclure non susceptible d'opposition après l'expiration du délai de huit jours à partir de la signification fixé par l'art. 436 C. pr. civ., dont l'art. 643 C. com. n'a fait que restreindre l'application aux jugements par défaut faute de conclure.

(Rigoutier c. Cauwin Yvôse)

ARRÊT

LA COUR, — Reçoit comme régulier et recevable en la forme l'appel relevé par Rigoutier contre le jugement du tribunal de commerce de Bône, du 11 novembre 1891 ; — Et disant droit, au fond, sur le mérite de cet appel ;

Attendu, en fait, qu'à la date du 3 décembre 1888, Cauwin Yvôse a fait assigner Rigoutier devant le tribunal de commerce de Bône, en paiement d'une somme de 1,539 fr. 55 pour prix de marchandises vendues, de location de sacs et de bâches au cours des années 1886 et 1887 ; — Attendu que par un premier jugement de défaut du 26 décembre 1888, du même tribunal, il a été fait droit à cette demande ; — Attendu que Rigoutier a formé opposition à ce jugement ; — Attendu que, par un deuxième jugement, rendu contradictoirement cette fois entre les parties, le 17 juillet 1889, le tribunal, avant faire droit sur la demande de Cauwin Yvôse, a nommé Delpont, expert, à l'effet d'établir les comptes de celles-ci ; — Attendu que l'expert nommé a procédé à l'accomplissement de sa mission ; qu'il a dressé rapport de ses opérations ; — Attendu qu'assigné à nouveau en homologation de ce rapport devant le tribunal, Rigoutier ne s'y est pas présenté ; — Attendu que, par un troisième jugement du 6 mai 1891, le tribunal a donné défaut contre ce dernier et ordonné que le jugement de défaut du 26 décembre 1888 sortirait son plein et entier effet ; — Attendu que Rigoutier a encore formé opposition à cette décision ; — Attendu que, par un quatrième et dernier jugement contradictoirement rendu entre les parties, le tribunal a déclaré cette opposition irrecevable et décidé que le jugement du 6 mai 1891 (le troisième) sortirait son plein et entier effet ;

Attendu que Rigoutier demande à la Cour la réformation de ce quatrième jugement ; — Qu'il soutient, d'une part, que son opposition était recevable, et d'autre part, qu'au fond, il ne devait rien à Cauwin Yvôse ;

En ce qui touche l'opposition de l'appelant au troisième des jugements susmentionnés, jugement du 6 mai 1891 : — Attendu que les premiers juges l'ont déclarée irrecevable en vertu de l'art. 165 du Code de procédure civile, qui dispose que l'opposition ne peut être jamais admise contre un jugement qui a débouté d'une première opposition ; — Mais attendu qu'en cela ils ont fait à la cause une application inexacte de la règle posée par l'article précité ; — Attendu, en effet, que l'opposi-

tion de Rigoutier au jugement du 6 mai 1891 ne constituait pas l'opposition interdite par la loi c'est-à-dire celle qui est faite à un jugement qui a débouté d'une première opposition ; — Que le jugement de défaut auquel il était formé opposition était la suite d'un jugement interlocutoire, contradictoirement rendu entre les parties ; — Que ce jugement de défaut statuait, après expertise, sur les conclusions de l'expert, c'est-à-dire sur des éléments de décision nouveaux, en d'autres termes, sur une cause modifiée par ces éléments nouveaux ; — Que l'opposition à ce jugement n'avait donc aucun rapport avec l'opposition prohibée par l'art. 165 ; — Attendu que, pour décider le contraire, les premiers juges se sont appuyés, il est vrai, sur la décision d'un arrêt de la Cour de Lyon, du 17 juillet 1889 ; — Mais attendu que, pour les raisons qui ont été exposées plus haut, la Cour suprême n'a pas admis cette jurisprudence (Rejet du 3 août 1840) ; — Qu'il échet donc, sur ce point, de rectifier le jugement entrepris ;

Attendu que l'opposition de Rigoutier n'en doit pas moins, pour d'autres motifs que ceux que les premiers juges ont retenus, être reconnue et déclarée irrecevable ; — Qu'il se rencontre effectivement au procès une autre cause d'irrecevabilité ;

A cet égard : — Attendu qu'il est de jurisprudence qu'il existe devant les tribunaux de commerce, comme devant les tribunaux civils, deux sortes de défaut, le défaut faute de comparaître et le défaut faute de conclure ; — Attendu qu'il est généralement admis que, lorsqu'un jugement préparatoire a été contradictoirement rendu, le jugement de défaut qui intervient sur le préparatoire est un jugement de défaut faute de conclure et non un jugement de défaut faute de comparaître ; — Attendu, dans l'espèce, qu'il est constant que Rigoutier s'était présenté en personne dans l'instance qui a abouti, sur son opposition, au jugement du 17 juillet 1889, qui ordonnait le compte ; — Attendu que l'assignation donnée pour faire vider le litige, après le compte, n'avait pas ouvert une instance nouvelle ; qu'elle n'avait fait que continuer l'instance contradictoire déjà engagée ; que, dès lors, le défaut pris contre Rigoutier, sur cette assignation, n'a plus été, devant le tribunal, qu'un défaut de conclure qui aurait dû même être qualifié tel par le jugement du 6 mai 1891 ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 436 C. pr. civ., l'opposition aux jugements de défaut des tribunaux de commerce n'est plus recevable huitaine après le jour de la signification ; — Attendu que l'art. 643 C. com. a, sans doute, introduit, depuis cet article, dans la procédure commerciale relative aux jugements de défaut,

l'application des art. 156, 158 et 159 C. pr. civ. ; — Mais attendu que l'art. 643 n'a point abrogé l'art. 436 précité, qu'il l'a seulement modifié ; qu'il n'a fait qu'étendre, en effet, à la procédure commerciale les règles de la procédure civile relatives aux jugements de défaut faute de comparaître ; — Que l'art. 436 est, dès lors, toujours demeuré en vigueur, mais applicable seulement, désormais, aux jugements par défaut faute de conclure ; — Attendu que, le jugement du 6 mai 1892, auquel il a été formé opposition par Rigoutier, ayant été, ainsi qu'il a été dit plus haut, un jugement de défaut faute de conclure, c'est donc huitaine après le jour de sa signification que cette opposition devait être formée ; — Or, attendu que le jugement du 6 mai a été signifié à Rigoutier le 17 juillet 1891, et que l'opposition de ce dernier n'a été notifiée à Cauwin Yvôse que le 29 septembre suivant ; — Qu'elle est donc tardive et qu'à ce titre elle demeure irrecevable ;

Sur le fond : — Attendu que Rigoutier prétend faire déduire des sommes qui lui sont réclamées par Cauwin Yvôse : 1° une valeur de 500 fr., portant la date du 15 mai 1886, à échéance du 16 août même année, passée à l'ordre du sieur Vassalo, qui était le représentant de Cauwin Yvôse ; 2° une autre valeur de 330 fr. 15 cent., directement souscrite par Vassalo ; — Mais attendu qu'il n'est point établi que ces valeurs aient été remises à Vassalo ou encaissées par lui pour le compte de Cauwin Yvôse ;

Attendu que les autres réclamations formulées par Rigoutier au sujet des demandes de Cauwin Yvôse ne sont point assez justifiées pour que la Cour puisse s'y arrêter ; — Qu'elles n'ont pas été produites, d'ailleurs, devant l'expert ; que, si elles lui ont été présentées, il est certain que ce dernier les a écartées ; — Qu'en l'état il convient de maintenir, dans toutes ses conséquences, le jugement confirmatif des décisions antérieures qui ont admis les prétentions entières de Cauwin Yvôse ;

Par ces motifs : — Dit mal fondée l'exception d'irrecevabilité prise des dispositions de l'art. 165 C. pr. civ. ; — Mais dit irrecevable par application à la cause des dispositions de l'art. 436 du même Code, comme tardive, l'opposition de Rigoutier au jugement de défaut du 6 mai 1891 ; — Maintient, en ce dernier sens, dans son dispositif, le jugement du 11 novembre de la même année ; — Ordonne, par suite, que ce jugement, qui confirme, en réalité, par voie de conséquence, les jugements antérieurs des 6 mai 1891 et 26 décembre 1888, accueillant l'intégralité des demandes de Cauwin Yvôse contre Rigoutier, sortira son plein et entier effet quant à ce ; —

Déboute Rigoutier de toutes ses fins, conclusions et demandes contraires aux décisions du présent arrêt ; — Le condamne, en outre, à l'amende et aux entiers dépens de l'instance d'appel.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.*; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes LEMAIRE et ROBE, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

—

8 juin 1892

—

Louage, bail, obligations du bailleur, art. 1719 C. civ., accessoires nécessaires de la chose louée, jouissance, concession d'eau, intention des parties.

—

L'obligation de livrer la chose louée et celle d'en faire jouir paisiblement le preneur, que l'art. 1719 C. civ. impose au bailleur, comprennent les accessoires de cette chose, alors surtout que ces accessoires, bien que non formellement désignés à l'acte de bail, sont pourtant, au moment du contrat, entrés dans les prévisions des parties ;

Il en est ainsi spécialement de la jouissance d'une concession d'eau affectée au service d'un immeuble loué à usage d'hôtel et de café, l'eau étant manifestement indispensable à un établissement de cette nature, et celà surtout si le bailleur a, depuis le commencement du bail, subi pendant un certain temps la charge des redevances relatives à cette concession.

(Giglio c. Robert)

ARRÊT

LA COUR. — Reçoit, comme régulier en la forme, l'appel relevé par Giglio contre le jugement du tribunal civil de Blida, du 3 novembre 1891 ; — Et disant droit, au fond, sur le mérite de cet appel ;

Attendu que Robert a, suivant acte sous seing privé en date du 1er novembre 1888, enregistré, loué à Giglio, moyennant un loyer annuel de 1,320 fr., et pour une période de trois,

six ou neuf années, une maison sise à Médéa, rues de Valmy et de Lodi ; — Attendu qu'à cette époque, ladite maison se trouvait pourvue d'une conduite d'eau provenant d'une concession en cours ; — Attendu qu'à la date du 9 juin 1890, Robert a cru devoir définitivement supprimer à Giglio la jouissance de cette conduite d'eau ; — Attendu que Giglio l'a assigné devant le tribunal de Blida pour obtenir la restitution, dans l'immeuble, de cette jouissance ; — Attendu que, par le jugement précité, les premiers juges ont repoussé la demande de Giglio ; — Que pour le décider ainsi, ils se sont fondés principalement sur le silence de l'acte de bail au sujet de la jouissance de cette eau ; — Mais attendu que leur décision doit être réformée ;

Attendu, en effet, qu'en l'absence de toute convention expresse des parties au sujet de la conduite d'eau lors existante, c'est d'après l'intention qui pouvait animer les parties au moment du bail et les circonstances de la cause révélatrice de cette intention que la contestation devait être appréciée et tranchée ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 1719 du Code civil, le bailleur est obligé par la nature du contrat et sans qu'il soit besoin d'aucune stipulation particulière : 1° de délivrer au preneur la chose louée ; 2° d'entretenir cette chose en état de servir à l'usage pour laquelle elle a été louée ; 3° enfin, d'en faire jouir paisiblement le preneur pendant la durée du bail ; — Attendu que l'obligation de livrer la chose louée et celle d'en faire jouir paisiblement le preneur comprennent les accessoires nécessaires de cette chose, alors surtout que ces accessoires sont, au moment du contrat, formellement entrés dans les prévisions des parties ; — Attendu qu'il est certain, dans l'espèce, qu'en fait, la jouissance de la concession d'eau faisait partie des accessoires de l'immeuble loué ; — Attendu, en effet, qu'au su et au vu du bailleur, ainsi que l'établissent les documents de la cause, ledit immeuble était loué à usage d'hôtel et de café ; — Que l'eau était manifestement indispensable à un établissement de cette nature ; — Que l'on peut même énoncer sans hésiter, d'une part, que la considération de cet avantage, existant lors du contrat, avait été nécessairement envisagée par le preneur et était devenue pour lui, par suite, une des causes déterminantes de son bail ; d'autre part, qu'au même moment, le bailleur avait implicitement adhéré à cette continuation, au profit du preneur, de l'état de choses existant, puisque dès le début du bail et ultérieurement pendant plus de dix-huit mois, il en avait volontairement subi la charge ; — Qu'il ressort, en effet, d'une attestation écrite du receveur municipal de Médéa, attestation versée

au procès, que, du 5 novembre 1888 au 9 juin 1890, ledit bailleur a régulièrement payé de ses deniers personnels et sans répétition aucune contre son preneur les redevances dues à la ville de Médéa pour la concession d'eau afférente à son immeuble ; — Attendu qu'en privant soudainement et d'une manière définitive ce dernier du bénéfice de cette concession, Robert a manifestement contrevenu aux obligations que lui imposaient les dispositions de l'art. 1719 précité et l'esprit de sa convention du 1er novembre 1888 ; — Attendu que ce manquement à ses obligations a occasionné à son locataire un préjudice dont réparation est due à ce dernier ; — Attendu que la Cour trouve dans les circonstances et documents de la cause les éléments nécessaires pour déterminer le quantum de cette réparation ;

Par ces motifs : — Dit mal jugé, bien appelé ; — En conséquence, infirme et met à néant le jugement dont est appel ; — Statuant par décision nouvelle, et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire : — Dit et ordonne que, dans le délai de huitaine à compter de la signification du présent arrêt, Robert sera tenu de restituer à Giglio, son locataire, la jouissance de l'eau d'alimentation dans l'immeuble loué, et ce à peine de 5 fr. par jour de retard, pendant le délai de deux mois, passé lequel il sera à nouveau fait droit par la Cour s'il y échet ; — Condamne de plus ledit sieur Robert à payer à l'appelant, pour réparation du préjudice causé à ce dernier, à ce jour, par la privation de l'eau dont s'agit, la somme de 300 fr. avec intérêts de droit ; — Déboute les parties du surplus de leurs demandes, fins et conclusions contraires ; — Condamne Robert aux dépens tant de première instance que d'appel.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.* ; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes NEUGASS et HANNEDOUCHE, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

9 juin 1892

Exploit, notification, acte, musulman, analyse en langue arabe, interprète, défaut de signature, nullité facultative.

Est facultative pour le juge, en Algérie, aux termes de

l'art. 68 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, la nullité fondée sur ce que la traduction analytique en langue arabe, par un interprète assermenté, d'un exploit notifié à un musulman n'est pas signée par ledit interprète;

Et cette nullité doit être rejetée lorsqu'il résulte des circonstances que l'indigène qui a reçu ladite signification a été suffisamment éclairé sur son objet (1).

(Consorts Azzedine)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que El Mekki ben El Hadj Azzedine, Khelil Djourdan, Khmis Djourdan et Pierre Mercier bien que dûment assignés, n'ont point constitué défenseur ou avoué; qu'il échet de statuer par défaut à leur égard;

Sur la recevabilité de l'appel: — Attendu que, si l'art. 68 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 dispose que toute notification faite à un musulman en matière civile ou criminelle sera accompagnée d'une analyse sommaire en langue arabe faite et certifiée par un interprète assermenté, l'art. 63 de la même ordonnance attribue au juge la faculté d'accueillir ou rejeter, suivant les circonstances, les nullités des actes d'exploits et de procédure; — Attendu que la traduction analytique en langue arabe qui accompagne l'exploit du 11 juin 1891, portant notification aux consorts Mohamed ben El Hadj Azzedine du jugement entrepris n'est point signée par l'interprète judiciaire de qui elle émane; — Que cette notification n'est donc point régulière; — Que toutefois il résulte des circonstances de la cause que les appelants ont été suffisamment éclairés sur son objet; — Qu'il échet par cette considération, de rejeter la nullité proposée à l'égard de cet exploit, et en conséquence d'en faire état pour déterminer le point de départ du délai d'appel;

Attendu que les consorts Mohamed ben Hadj Azzedine n'ont interjeté appel du jugement du 13 avril 1891 que les 20 et 24 août 1891, c'est-à-dire après l'expiration du délai imparti par la loi; — Que l'appel est en conséquence irrecevable;

Par ces motifs: — Donne défaut contre El Mekki ben El Hadj Azzedine et consorts, — Dit irrecevable l'appel de Mohamed ben El Hadj Azzedine et consorts; — Dit en con-

(1) V. Crim. rej., 4 sept. 1890 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 508) et la jurisprudence citée en note.

séquence que le jugement entrepris sortira son plein et entier effet.

MM. BLANCKAERT, *prés.*; BUSSIÈRE, *subst. du proc. gén.* — Me LEMAIRE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

13 juin 1892

Voiturier, retard dans la livraison, laissé pour compte, indemnité, mode de fixation, lettre de voiture, stipulation, destinataire, obligation, art. 438 et 436 C. com., déchéance couverte.

Le simple retard, même préjudiciable, dans la livraison de la marchandise ne peut donner lieu au laissé pour compte, mais engendre deux indemnités distinctes: l'une, pour le simple retard, qui peut être stipulée dans la lettre de voiture et qui oblige les parties, notamment le destinataire, pour le compte duquel le chargeur est considéré comme ayant agi, l'autre, résultant du préjudice causé par le retard, qui doit être fixée par les tribunaux d'après les circonstances de la cause;

Les pourparlers intervenus entre le voiturier et le destinataire, la reconnaissance tacite ou expresse par le voiturier qu'il est en faute, ont pour effet de suspendre tous délais et de dispenser le destinataire de toute signification de protestation s'il a été stipulé que la fin de non recevoir tirée des art. 435 et 436 serait opposable même au cas de simple retard, cette fin de non recevoir n'étant pas d'ordre public.

(Compagnie générale transatlantique c. Messaud)

ARRÊT

LA COUR, — En la forme: — Attendu que les appels principal et incident sont réguliers;

Au fond: — Attendu qu'en cas de retard dans l'arrivée des marchandises à destination, le voiturier peut être condamné

à deux indemnités distinctes : l'une pour le simple retard, en dehors de tout préjudice éprouvé, l'autre en réparation du préjudice causé par le retard ; — Attendu que si la lettre de voiture fixe l'indemnité due pour le retard, cette stipulation oblige les parties et notamment le destinataire, pour le compte duquel le chargeur est considéré comme ayant agi ; — Attendu, quant à l'indemnité due pour le préjudice éprouvé par suite du retard, qu'elle doit être fixée par les tribunaux, d'après les circonstances spéciales du procès, sans préjudice de l'autre ; — Attendu encore que, en principe général, le simple retard même préjudiciable, ne peut donner lieu au laissé pour compte, toute obligation de faire se résolvant en dommages-intérêts ; — Attendu, enfin, que si rien ne met obstacle à ce que le voiturier stipule que la fin de non recevoir tirée des art. 435 et 436 pourra être opposée, même en cas de simple retard, cette fin de non recevoir n'est pas d'ordre public, et que les parties peuvent être considérées comme y ayant renoncé, et, dès lors, dispensées, par leurs agissements mêmes, de remplir les formalités prescrites par ces articles ; — Attendu, spécialement, que les pourparlers intervenus entre les voituriers et les destinataires, la reconnaissance tacite ou expresse par le voiturier qu'il est en faute, ont pour effet de suspendre tous délais et de dispenser les destinataires de toute signification de protestation ;

Attendu, en fait, que la Compagnie générale transatlantique était en retard, par suite d'une fausse direction donnée à la marchandise ; qu'elle a reconnu ce retard et l'a même aggravé en conservant dans ses magasins d'Alger, du 22 décembre, jour de leur arrivée, au 26 décembre, les marchandises livrables à Bankhart-Stuart pour le compte de Messaud ; — Attendu que, du chef de ce retard, la compagnie s'est fait sa loi en se soumettant à l'avance à la perte du fret, aux termes de l'art. 19 du connaissement ; — Attendu que, par sa négligence à livrer la marchandise au moment de l'arrivée, elle a encouru une responsabilité spéciale, non prévue par le connaissement ; — Attendu, d'autre part, que le préjudice causé à Messaud n'est pas contestable, puisque la marchandise devait lui procurer des bénéfices à l'occasion des fêtes de Noël et du nouvel an, et que, même en acceptant cette marchandise le 26 décembre, il était évidemment privé d'une portion des bénéfices sur lesquels il était en droit de compter ; qu'il a dû se remplacer de marchandises de même nature à un moment où rien n'indiquait que la livraison lui serait faite en temps opportun ; — Attendu, toutefois, que le laissé pour compte n'était en rien justifié, la détérioration de la marchandise étant simplement

alléguée ; — Attendu que c'est donc à bon droit que les premiers juges, mettant à la charge de Messaud les conséquences de son laissé pour compte, ne lui ont alloué qu'une partie des dommages-intérêts réclamés par lui ;

Par ces motifs et ceux des premiers juges qui ne sont pas contraires à ceux qui précèdent : — Reçoit les appels principal et incident comme réguliers en la forme ; — Au fond ; — Confirme purement et simplement le jugement attaqué et ordonne qu'il sortira son plein et entier effet pour être exécuté selon sa forme et teneur ; — Donne acte à Bankhart de ce qu'il s'en rapporte à justice ; — Déboute les parties de toutes leurs plus amples fins et conclusions ; — Condamne l'appelante aux dépens de première instance et d'appel.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes ROBE et LEMAIRE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

11 juillet 1892

Divorce, sévices et injures graves, abus de la morphine, responsabilité.

Le fait, de la part d'une femme, d'avoir exercé des violences ou voies de fait non seulement sur les domestiques, mais encore sur la personne de son mari, d'avoir adressé à son mari des propos insultants, d'avoir, à diverses reprises, quitté le domicile conjugal, constitue des sévices et injures graves de nature à entraîner le divorce prononcé aux torts de la femme et qui ne sauraient trouver une excuse dans l'abus que la femme aurait fait de la morphine, prise, au début, pour guérir une affection névralgique, et, dans la suite, pour satisfaire une passion créée par l'usage immodéré de cette substance.

(Dame Menestrey c. Menestrey)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme ;

Au fond : — Attendu que les époux Menestrey ont contracté mariage devant l'officier de l'état civil de Duperré, le 1er mars 1880 ; que cette union paraît avoir été relativement heureuse pendant les premières années, mais que, dès 1885, sans qu'on puisse en attribuer la cause à autre chose qu'à une passion dégradante de la dame Menestrey dont il va être parlé ci-après, mais, en tous cas, sans que la conduite du mari à son égard puisse être blâmée, son repos a été troublé par des scènes de ménage qui n'ont fait que s'accentuer davantage les années suivantes ; — Qu'il résulte, en effet, de l'enquête à laquelle il a été procédé : 1° que dans le courant des années 1886, 1887, 1888 et jusqu'en 1890, la dame Menestrey s'est livrée, dans le domicile conjugal et à diverses reprises, à des violences et voies de fait, non seulement sur les domestiques, mais encore sur la personne de son mari ; 2° que dans les mêmes circonstances de temps et de lieu elle a traité son mari de voleur, de canaille, de m..., ajoutant qu'il entretenait des relations contre nature avec les chaouchs et les cavaliers de l'administration ; 3° qu'à trois reprises différentes, en 1888 et 1891, elle a quitté le domicile conjugal pour se soustraire à l'autorité de son mari ; — Que s'il est vrai que les deux premières fugues aient été couvertes par la réconciliation au moins apparente survenue postérieurement entre époux, il n'en est pas de même de la troisième, en date du mois de mars 1891, qui a été la cause déterminante de l'action en divorce introduite par le mari, après une sommation de réintégrer le domicile conjugal restée sans effet ; — Qu'il faut donc reconnaître que ce fait, d'une gravité exceptionnelle, a fait revivre les anciens griefs ;

Attendu que, sans méconnaître la réalité des faits susrappelés, la dame Menestrey soutient qu'elle n'a agi que sous l'influence de la morphinomanie, qu'elle voudrait faire admettre comme étant une cause d'irresponsabilité ;

Attendu, à cet égard, qu'il est constant, en fait, que, dès 1881, la dame Menestrey a fait usage de la morphine pour calmer des névralgies utérines dont elle souffrait ; que, dès 1885, malgré les sages conseils de son mari, elle en a fait un usage immodéré ; qu'il est non moins constant que son mari a fait tous ses efforts pour la préserver de cette passion, mais que sa surveillance de tous les instants a été impuissante à obtenir ce résultat ; — Que, pour se soustraire à cette surveillance, la dame Menestrey a abandonné trois fois le domicile conjugal et a contracté des emprunts pour se procurer de la morphine ; qu'il est donc permis d'affirmer que cette passion a été la conséquence de son obstination ;

Attendu, enfin, que l'ivresse morphinique, pour être moins abjecte que l'ivresse alcoolique, ne saurait, pas plus que cette dernière, dégager la responsabilité de la personne qui s'y livre habituellement et volontairement, dans le but non de supprimer une douleur trop vive, mais de se procurer des sensations extatiques qui peuvent lui paraître agréables et qui, cependant, à raison de l'état de nervosité qui en sera la suite, l'expose à devenir une cause d'insupportable ennui, parfois même de danger pour son entourage ;

Attendu que les faits susanalysés constituent des sévices et injures graves ; que c'est donc à bon droit que les premiers juges en ont fait la base de leur décision ;

Sur la demande en preuve : — Attendu que la Cour tient pour certain l'existence de la maladie de la dame Menestrey et admet volontiers que les médecins qui l'ont traitée lui avaient conseillé de faire usage de la morphine, mais un usage modéré, tout différent de l'abus qu'elle en a fait ; — Attendu, dès lors, que la preuve offerte manque de pertinence ;

Sur la demande de provision alimentaire : — Attendu que Menestrey a été condamné à payer à sa femme, pendant le cours du procès, une provision alimentaire de 150 fr. par mois ; qu'il a cessé de la lui servir à partir du jugement de divorce ; — Attendu que les exigences de la vie sont restées les mêmes pour la dame Menestrey au cours de son appel ; qu'il convient donc de condamner le mari au paiement des termes arriérés de ladite provision, à partir du jugement jusqu'à ce jour ;

Sur la demande de provision *ad litem* : — Attendu qu'il n'y a pas lieu de s'y arrêter, une provision de 500 fr. ayant été déjà payée en cours d'appel ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel en la forme ; — Et sans s'arrêter ni avoir égard à l'offre de preuve de la dame Menestrey ; — Confirme le jugement déféré, pour être exécuté selon sa forme et teneur ; — Condamne Menestrey à payer à l'appelante les termes arriérés de la provision de 150 fr. depuis le jour du jugement jusqu'au prononcé du présent arrêt ; — Déboute ladite appelante de ses autres fins, demandes et conclusions, et la condamne à l'amende de son appel et aux dépens ; — Ordonne la transcription du présent arrêt sur les registres des mariages de la commune de Duperré.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes GOUTTE-BARON et LEMAIRE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

15 juin 1892

Mariage, israélites algériens, comparution devant l'officier de l'état civil français, loi française, applicabilité, communauté de biens, décret du 24 octobre 1870, art. 37 de l'ordonnance du 26 septembre 1842.

Le mariage contracté par des israélites indigènes devant l'officier de l'état civil français place les époux sous l'empire de la loi française ;

En conséquence, si les époux se sont mariés sans contrat, ils sont soumis au régime de la communauté légale.

De même, les israélites indigènes qui, en se mariant antérieurement au décret du 24 octobre 1870, se sont volontairement abstenus de comparaître devant l'officier de l'état civil français ont clairement manifesté par là leur intention de placer leur régime matrimonial sous l'empire du droit mosaïque ;

Alors qu'une ketouba a été dressée, le jour même du mariage, pour régler leurs conventions matrimoniales ;

En conséquence, ce mariage n'a engendré aucune communauté de biens entre les époux ;

On objecterait vainement que, les immeubles des époux étant régis par la loi française aux termes ds l'art. 3 C. civ., ceux que les époux ont acquis au cours du mariage, même contracté en la forme rabbinique, sont communs entre eux ; cet article ne pouvant recevoir application au cas où les époux se sont mariés sous l'empire de l'art. 37 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, d'après lequel les indigènes sont présumés avoir contracté entre eux selon la loi du pays, à moins de convention contraire (1).

---

(1) V. sur ces questions, Alger, 16 nov. 1858 (Estoublon, *Jurispr. Alg.*, 1858. 50) ; Alger, 19 janv. 1860 (*op. cit.*, 1860. 1), et sur pourvoi, civ. cass., 15 avril 1862 (*op. cit.*, 1862. 25) ; trib. d'Alger, 27 juin 1861 (*op. cit.*, 1861. 43) ; Aix, 2 juin 1864 (*op. cit.*, 1864 19) ; Alger, 7 juin 1865 (*op. cit* , 1865. 30) ; 19 mars 1866 (*op. cit.*, 1866. 22) ; 26 juill. 1869 (*op. cit.*, 1869. 26) ; 8 mars 1871 (*op. cit.*, 1871. 10) ; 26 mars 1873 (*op. cit.*, 1873. 19) ; 14 juill. 1873 (*op. cit.*, 1873. 38) ; 29 déc. 1875 (*op. cit.*, 1875. 54) ; 13 nov. 1882 (*Bull. jud. Alg* , 1883. 150) ; 7 mai et 6 juin 1883 (*Bull. jud. Alg.*, 1883. 175) ; 29

(Consorts Aknine c. Valensy et préfet d'Oran)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les appels principal et incident sont réguliers en la forme ;

Au fond :

Sur l'appel principal : — Attendu que, les consorts Valensy ayant saisi immobilièrement diverses propriétés appartenant à Abraham Aknine, leur débiteur hypothécaire, les consorts Aknine, neveux de ce dernier, ont, antérieurement à la publication du cahier des charges dans les délais légaux, demandé la nullité et la discontinuation des poursuites et subsidiairement la distraction à leur profit de la moitié des immeubles saisis ; — Attendu qu'ils basaient cette demande sur ce que : — 1° Les immeubles saisis ont été vendus successivement à leur oncle Abraham par leur père Moïse Aknin, et ce, en vertu d'actes notariés en date du 26 juin 1877, du 5 janvier et 5 décembre 1878, enregistrés et transcrits ; — 2° Moïse Aknin, leur père, israélite algérien, s'est marié deux fois, une première fois avec défunte dame Esther Karoubi devant l'officier de l'état civil français, sans contrat préalable devant notaire ; — Une seconde fois, après la dissolution du premier mariage arrivée après le décès d'Esther Karoubi, le 29 septembre 1862, avec la défunte dame Faheri Karoubi, dans la forme rabbinique, et le décès de celle-ci est survenu le 6 août 1870 ; — 3° De la première union sont nés six enfants, dont une fille Fahri, décédée le 27 mars 1875 ; de la seconde sont issus deux enfants : Messaouda, née en 1866 et Élie né en 1868 ;

Attendu, en cet état des faits, qui ne sont contestés par aucune des parties en cause, que les appelants prétendent qu'à la mort de leur mère, ils sont devenus copropriétaires des immeubles dont s'agit au procès comme héritiers naturels et de droit de celle-ci dans la moitié lui appartenant, le régime matrimonial des époux étant celui de la communauté légale ; et que par suite la vente consentie par leur père à leur oncle Abraham de la totalité des immeubles dépendant de cette communauté est nulle en ce qui concerne la moitié qui n'était pas la propriété du vendeur, mais bien leur propriété personnelle ; — Attendu qu'il convient d'examiner le mérite de cette prétention : — 1° En ce qui concerne les biens acquis

---

déc. 1885 (*Rev. Alg* , 1885. 2. 178) et la note où sont exposés les arguments provoqués pour et contre la doctrine de l'arrêt ; trib. de Sétif, 1er févr. 1888 (*Rev. Alg.*, 1888. 2. 284).

par Moïse Aknin au cours de son premier mariage ; — 2° En ce qui concerne ceux acquis par lui au cours de la seconde union ;

Attendu, sur le premier point, que, si pendant un certain nombre d'années il a été jugé que le mariage contracté devant l'officier de l'état civil français par les israélites indigènes n'avait point pour effet de les soustraire à la loi mosaïque, qui continuait à régir leurs intérêts matrimoniaux, il est admis sans conteste aujourd'hui, et ce principe est souverainement consacré par la Cour de cassation, qu'un semblable mariage place les époux sous l'empire de la loi française ; d'où la conséquence inéluctable que Moïse Aknine et sa première femme Esther Karoubi, mariés à la commune, sans contrat notarié, ont été unis sous le régime de la communauté légale, et que les enfants issus de ce premier mariage ont hérité, à la mort de leur mère, de la moitié des biens meubles et immeubles dépendant de cette communauté ; qu'il est bien certain que Moïse Aknine, en vendant seul comme il l'a fait, et sans le concours des enfants issus de son mariage avec Esther Karoubi, la totalité desdits immeubles, a consenti une vente radicalement nulle pour la part et portion de ces immeubles appartenant à ses enfants ;

Attendu, il est vrai, que les premiers juges, se fondant sur ce qu'entre les ventes de ces immeubles, qui ont eu lieu dans le courant des années 1877 et 1878, et l'action en justice des appelants, qui ne s'est produite que le 12 novembre 1890, il s'était écoulé plus de dix ans, ont déclaré que les actes de vente constituaient un juste titre pour l'acquéreur, dont la bonne foi ne pouvait être douteuse en présence des incertitudes de la jurisprudence à l'époque de ces acquisitions, et ont, en conséquence, décidé que Abrahim Akim avait, dans tous les cas, purgé les vices de ces acquisitions par le bénéfice de la prescription décennale ; — Mais attendu que les appelants objectent à bon droit que le bénéfice de la prescription décennale ne saurait être acquis dans l'espèce à Abraham Aknine, par le motif qu'elle n'a pu courir contre Messaouda et Élie Aknine, qui ont atteint leur majorité, la première seulement en 1887, le second seulement en 1889 ; que c'est à cette dernière date seulement qu'aurait pu commencer utilement pour Abraham Aknine la prescription de l'art. 2265 C. civ. ; — Que Messaouda et Élie Aknine, bien qu'issus du second mariage de leur père, et n'ayant rien à prétendre dans les biens dépendant de la communauté ayant existé pendant ce mariage, ont incontestablement hérité de leur sœur consanguine Fahri, décédée en 1875, la part si minime qu'elle soit à eux attribuée

par la loi en leur qualité de frère et sœur consanguins dans les droits appartenant à la défunte sur les immeubles dépendant de la succession de sa mère ; — Que c'est donc à tort que les premiers juges, ne se préoccupant que de l'état de minorité de Fahri au moment de son décès, ce qui était absolument indifférent dans la cause, et méconnaissant les dispositions de l'art. 752 C. civ., ont déclaré non fondée la demande des appelants en ce qui concerne les immeubles dépendant de la communauté de biens ayant existé entre Moïse Aknine et sa première femme, Esther Karoubi, qu'il y a lieu, dès lors, de réformer de ce chef leur décision ;

Attendu, sur le second point, que Moïse Aknine et sa seconde femme Fahri Karoubi, en se mariant en 1863, c'est-à-dire antérieurement au décret du 24 octobre 1870 sur la naturalisation collective des israélites indigènes, suivant la loi rabbinique, et en s'abstenant en connaissance de cause de comparaître devant l'officier de l'état civil français, ont clairement manifesté leur intention de placer leur régime matrimonial sous l'empire du droit mosaïque ; que cette intention est encore rendue plus manifeste par la rédaction d'une ketouba le jour de ce deuxième mariage ; qu'il en résulte que le mariage n'a engendré entre les époux aucune communauté de biens ;

Attendu que vainement les appelants objectent que, conformément à l'art. 3 C. civ., les immeubles sont régis par la loi française, et qu'ils en tirent cette conséquence que ceux acquis au cours du mariage, ce mariage eût-il été célébré en la forme rabbinique, demeurent communs, à défaut de contrat de mariage préalable ; — Que cet article ne saurait recevoir application dans la cause, en présence de cette disposition de l'art. 37 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, encore en vigueur au moment où se mariaient Moïse Aknine et Fahri Karoubi, que les indigènes sont présumés avoir contracté entre eux selon la loi du pays à moins de convention contraire, l'art. 2 du sénatus-consulte de 1865 ou tout autre texte législatif postérieur n'ayant pu rétroactivement modifier le régime matrimonial existant depuis 1863 entre les époux Aknine ; — Qu'il y a lieu par suite de confirmer sur ce point le jugement entrepris ;

Sur l'appel incident : — Attendu qu'en dehors des immeubles sur lesquels les appelants peuvent prétendre un droit de propriété, ceux-ci se sont opposés à la vente de terrains spécifiés au jugement dont est appel et qui appartiennent à Abraham Aknine sans jamais avoir été la propriété soit de Moïse Aknine, soit de ses deux femmes ; — Qu'il est certain qu'en ce qui concerne ces terrains, l'action des appelants est

incontestablement vexatoire et a causé aux consorts Valensy, par le retard qu'elle a apporté au moment favorable à la réalisation de leur gage, un préjudice dont il leur est dû réparation ; — Qu'en ce qui concerne ces terrains, si les premiers juges ont à bon droit décidé que la demande en nullité de la poursuite ne saurait être admise, c'est à tort qu'ils ont refusé de reconnaître l'existence d'un préjudice et d'accorder des dommages-intérêts ; — Que les appelants, s'ils ont pu de bonne foi se méprendre sur la portée de leur droit en ce qui touche les immeubles acquis par Moïse Aknine au cours de son second mariage, n'ont pu ignorer qu'ils n'avaient rien à prétendre sur des biens n'ayant jamais appartenu à leurs père et mère ; — Mais attendu que la demande en 10,000 fr. de dommages-intérêts est exagérée, et que la Cour possède des éléments d'appréciation lui permettant d'évaluer à sa juste mesure la réparation à laquelle les consorts Valensy peuvent équitablement prétendre ;

Par ces motifs, et sans s'arrêter aux autres fins et conclusions des parties dont elles sont respectivement démises : — En la forme reçoit l'appel principal et l'appel incident comme réguliers et donne défaut contre les intimés qui n'ont pas constitué avoué ; — Donne acte à M. le préfet, ès-qualités qu'il agit, des déclarations faites en son nom dans les conclusions de Me Garau, défenseur de l'administration, et statuant contradictoirement entre toutes les parties ;

Au fond : — Sur l'appel principal :- — Confirme la décision attaquée en ce qu'elle a ordonné la continuation des poursuites des consorts Valensy sur les immeubles appartenant à Abraham Aknine, tant ceux qui n'ont jamais été la propriété de Moïse Aknine et de sa première femme, Esther Karoubi, que ceux ayant été acquis par Moïse Aknine au cours de son second mariage, immeubles sur lesquels les appelants ne sauraient prétendre un droit de propriété quelconque ; — Dit, en conséquence, que la procédure commencée suivra son cours et fixe au 27 juillet prochain le jour de la vente de ces immeubles aux enchères publiques ; — Infirme, au contraire, le jugement dont est appel, dans la partie relative aux immeubles provenant de la communauté de biens ayant existé entre Aknin et Esther Karoubi, sa première femme ; — Ordonne en conséquence qu'à l'égard de ces immeubles encore indivis entre Moïse Aknine et les enfants de ce dernier, il sera sursis à la vente jusqu'après la liquidation ou le partage de ces mêmes immeubles entre tous les ayants droit,

Sur l'appel incident : — Dit bien appelé, mal jugé, et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire, condamne les

appelants à payer aux consorts Valensy une somme de 100 fr. à titre de dommages-intérêts, laquelle s'ajoutant aux frais du procès, qui sont mis entièrement à la charge des appelants au même titre, sera une réparation suffisante ; — Ordonne la restitution des amendes consignées tant sur l'appel principal que sur l'appel incident, et condamne les appelants en tous les dépens d'appel ; — Réserve, en l'état, toutes les questions qui peuvent être relatives à la prescription au regard des appelants qui avaient atteint leur majorité à l'époque des ventes d'immeubles consenties par Moïse Aknin à son frère Abraham.

MM. HUGUES, *ff. prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes AMAR et CHÉRONNET, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

11 juillet 1892

Appel, délai de distance, calcul, ordonnance du 16 avril 1843, tardivité, force majeure.

Le délai de distance qu'il y a lieu d'ajouter au délai ordinaire d'appel, aux termes des art. 16 et 6 de l'ordonnance du 16 avril 1843, doit être calculé non sur la distance entre le domicile de l'appelant et le siège du tribunal où le jugement a été rendu, mais sur la distance entre le domicile de l'appelant et celui de l'intimé (1).

L'appelant peut être relevé de la déchéance encourue par lui à raison de la tardivité de son appel, si cette tardivité ne procède en rien de son fait et provient d'un cas de force majeure.

(Vermot-Desroche c. Metzger)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme ;

Sur la recevabilité de l'appel : — Attendu que le délai de distance que l'on doit ajouter au délai ordinaire d'appel, aux

(1) En ce sens, Alger, 16 juin 1879 (*Bull. jud. Alg.*, 1880. 68) ; 21 mars 1888 (*Rev. Alg.*, 1888. 2. 214).

termes des art. 16 et 6 de l'ordonnance du 16 avril 1843, doit être calculé non pas sur la distance entre le domicile de l'appelant et le siège du tribunal où le jugement a été rendu, ce qui serait irrationnel et sans utilité pour les parties, mais sur la distance entre le domicile de l'appelant et celui de l'intimé ; — Attendu qu'il suit de là que l'appel est tardif ; — Attendu, toutefois, que cette tardivité n'est en rien le fait de l'appelant, l'absence de l'huissier, appelé en ce moment sous les drapeaux, ayant obligé Vermot-Desroche à se pourvoir en désignation d'un nouvel huissier, ce qui a entraîné des retards inévitables, eu égard à l'éloignement de ce dernier ; — Attendu qu'il convient d'assimiler cette situation à un cas de force majeure, et, par suite, de relever Vermot-Desroche de la déchéance qu'il pourrait encourir ;

Au fond : — Attendu que les premiers juges ont sainement apprécié les faits de la cause ; — Qu'il échet de confirmer la décision attaquée, sans s'arrêter aux conclusions subsidiaires de l'appelant ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Dit l'appel recevable ; — Au fond : — Confirme purement et simplement le jugement entrepris ; — Ordonne qu'il sortira son plein et entier effet pour être exécuté selon sa teneur ; — Condamne l'appelant à l'amende et aux dépens ; — Met les parties hors de cause pour leurs plus amples fins et conclusions.

MM. ZEYS, *prem. prés.;* MARSAN, *av. gén.* — Mes DOUDART DE LA GRÉE et SOUBIRANNE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

12 juillet 1892

Faillite, action, intervention du failli, recevabilité, créanciers, action directe, recevabilité, conditions, appel, mise en cause du syndic.

Bien que le failli soit dessaisi de l'administration de ses biens, les tribunaux peuvent le recevoir en tout état de cause partie intervenante lorsqu'il apprécie et fait reconnaître que, pour un motif quelconque, ses intérêts sont menacés;

De même, les créanciers exercent sur les actes du syndic un contrôle permanent, dont la sanction naturelle consiste dans le droit de dénoncer aux juges compétents tous les actes

dont ils estiment avoir à se plaindre, et, par voie de conséquence, d'agir personnellement et directement chaque fois que les actes ou les omissions du syndic leur portent grief, à la condition toutefois de ne pas paralyser l'administration de ce dernier, de ne pas organiser, d'une façon détournée, des conflits d'intérêts opposés, de ne pas exposer la masse à supporter les frais du procès et de ne pas viser au bénéfice exclusif de la décision à intervenir ;

Par suite, est recevable l'appel relevé par un créancier, dans les délais de la loi, d'un jugement prononcé contre le syndic, qui n'avait pas lui-même relevé appel, et la procédure est régulière si le syndic a été mis en cause devant la Cour (1).

(Robert c. Gachet)

ARRÊT

LA COUR, — En la forme : — Attendu que l'appel est régulier;

Au fond : — Attendu que, si la déclaration de faillite a pour effet de dessaisir le failli de l'administration de ses biens pour la remettre entre les mains d'un mandataire de justice, il n'en est pas moins vrai que les tribunaux peuvent, en tout état de cause, recevoir le failli partie intervenante lorsque celui-ci apprécie et fait reconnaître que, pour un motif quelconque, ses intérêts sont menacés ;

Attendu qu'il serait contraire à toute logique, ce droit d'intervention accordé au failli, dessaisi de l'administration de ses biens, de contraindre les créanciers, dans le silence de la loi, à suivre docilement la fortune d'un syndic, sans qu'ils puissent se prémunir contre les négligences, les omissions, les fautes de celui qui est leur mandataire commun, tout comme il est celui du failli; — Attendu que dans l'économie de la loi sur les faillites il n'apparaît pas que les créanciers soient dépouillés, par le fait de la faillite de leur débiteur, du droit de surveiller leurs intérêts et de les sauvegarder lorsqu'ils les trouvent en péril; — Attendu que la nomination du syndic n'a d'autre but que d'imprimer à la liquidation de

(1) En ce sens, Cass. (motifs), 13 nov. 1867 (S. 68. 1. 116) ; Paris, 1er févr. 1831 (S 32. 2. 84); Amiens, 19 dec. 1851 (S. 53. 2. 226) : Lyon, 2 févr. 1884 (S. 86. 1. 481); note au Sirey sous Cass., 18 févr. 1863 (S. 63. 1. 285); Rodière, note au Journal du Palais, sous le même arrêt; Ripert, sous Chambéry, 29 déc. 1877 (S. 78. 2. 231); Cass., 8 juin 1886 (S 88. 1 481); Alauzet, *Comm. du Code de com.*, VI, n° 2614 ; Boistel, *Précis de dr. com.*, n° 976. — En sens contraire, Cass., 9 avril 1829 (S. chr.) ; 22 déc. 1835 (S 36. 1. 349); 18 févr. 1863 (S. 63. 1. 285); Caen, 20 juill. 1887 (S. 88. 2. 236); Lyon-Caen et Renault, *Précis de dr. com.*, II, n° 2865.

la faillite une direction unique, d'empêcher que cette liquidation ne s'opère à grands frais par la multiplicité des instances individuelles engagées par les créanciers, d'épargner aux faillis, aux créanciers, les périls qui résulteraient du conflit des intérêts opposés; — Attendu que, sous ces réserves, il est incontestable que les créanciers admis régulièrement au passif, exercent un contrôle permanent sur les actes du syndic; qu'à ce titre, ils sont appelés à assister à toutes les phases de la liquidation et notamment à la vérification des créances, aux termes de l'art. 494 C. com.; qu'ils peuvent à ce moment fournir tous les contredits qui leur paraissent utiles; — Attendu que ce droit de surveillance serait illusoire si le syndic, ne tenant aucun compte de leurs avis, de leurs conseils, de leurs injonctions, s'avisait d'administrer la faillite comme s'il s'agissait de ses intérêts propres; que la sanction naturelle et obligee de ce droit consiste dans celui de dénoncer aux juges compétents tous les actes dont ils estiment avoir à se plaindre, et, par voie de conséquence, d'agir personnellement et directement chaque fois que les actes ou les omissions du syndic leur portent grief; — Attendu que décider autrement, ce serait créer une nouvelle classe d'incapables et au dessaisissement du failli ajouter celui des créanciers; — Attendu néanmoins que la liberté d'action des créanciers doit être contenue dans de justes bornes, qu'il ne peut appartenir à ceux-ci de paralyser l'administration du syndic, de l'annihiler, d'organiser, par voie détournée, les conflits que la présence du mandataire légal a précisément pour but d'empêcher;

Attendu qu'il est non moins évident que le créancier qui estime ses intérêts être en péril ne saurait exposer la masse aux dépenses et aux conséquences des actions, parfois téméraires, qu'il penserait pouvoir engager; qu'enfin il ne saurait non plus élever la prétention de tirer un profit exclusif de la décision qu'il aurait réussi à obtenir; — Attendu que, réduite à ces termes, l'initiative d'un créancier, qui ne paralyse pas l'administration du syndic, qui s'expose seul aux hasards malheureux d'un procès, qui agit dans l'intérêt de la masse, en se soumettant même, par la force des choses, à une action en dommages-intérêts lorsque ses agissements téméraires ou malheureux ont porté préjudice à autrui, n'offre que des avantages et n'est tenue en échec par aucun texte de loi;

Attendu, dans l'espèce, que Robert, estimant utile de soumettre à la juridiction d'appel le jugement du tribunal de commerce d'Oran du 28 mai 1890, n'a fait qu'user d'une faculté que sa qualité même lui donne; — Attendu qu'il est constant,

en fait, que, sur les sept créanciers vérifiés, quatre se sont prononcés formellement en faveur de cet appel, et que, si le syndic n'a pas agi en conformité de cette opinion, c'est surtout parce que l'actif alors disponible ne lui offrait pas les ressources nécessaires; — Attendu, dès lors, que, loin de paralyser l'administration du syndic, Robert l'a facilitée, en prenant à sa charge les dépens de la procédure en cours, en exposant simplement la faillite à voir confirmer le jugement entrepris, en lui fournissant, au contraire, l'occasion et les moyens de faire prononcer, au profit de la masse, l'infirmation dudit jugement;

Attendu, en ce qui touche l'appel en cause du syndic, qui était déchu du droit de relever appel, qu'il suffit évidemment que Robert se soit trouvé dans les délais de la loi pour que la procédure soit régulière; — Attendu, en effet, que l'absence du syndic eût laissé la masse sans représentant pour demander l'attribution des avantages éventuels qu'elle peut espérer tirer de la décision à intervenir sur le fond du litige;

Par ces motifs: — Reçoit l'appel comme régulier en la forme; — Dit l'appel recevable; — Dit l'intervention du syndic recevable; — Ordonne qu'il sera plaidé au fond à une audience ultérieure; — Tous moyens au fond réservés, ainsi que les dépens.

MM. ZEYS, *prem. prés.*; MARSAN, *av. gén.* — Mes DOUDART DE LA GRÉE et GARAU, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

26 juillet 1892

Compétence, Tunisie, demande en distraction, question préjudicielle, débat spécial, matière immobilière, tribunaux français, incompétence, caractère.

La demande en distraction soumise à un tribunal français, en Tunisie, ne forme point, par elle-même, un obstacle au moyen d'incompétence proposé par son auteur, avant toutes conclusions au fond, sur la question préjudicielle de validité de habous que cette demande a fait naître et qui constitue un débat spécial, non assimilable à une demande incidente que le tribunal peut retenir pour la juger en même temps que la demande principale.

L'incompétence des tribunaux français de Tunisie, en ma-

tière immobilière, est une incompétence ratione materiæ, *pouvant être invoquée pour la première fois en appel* (1).

(Administration des habous c. Mohamed Sghir ben Cheikh N'hassen)

ARRÊT

LA COUR, — En la forme : — Attendu que l'appel est régulier ; — Attendu que les intimés ne se présentent pas, ni personne pour eux, et qu'il y a lieu de donner défaut à leur égard ;

Au fond : — Attendu que les premiers juges basent leur décision : 1° sur ce que l'incompétence des tribunaux français en matière immobilière aurait, en Tunisie, un caractère essentiellement personnel et ne pourrait plus être opposée par la partie ayant déjà conclu au fond ; que l'administration des habous, après avoir saisi le tribunal français d'une demande en distraction, ne pouvait être admise ensuite à invoquer son incompétence ; 2° sur ce que la demande avait un caractère incident, et devait, par suite, être jugée en même temps et par le même tribunal que la demande principale ;

Attendu que la demande en distraction était la seule voie ouverte à l'appelante pour suspendre l'effet de la procédure de saisie et empêcher la vente de l'immeuble litigieux ; que sur cette demande, Bayada et fils ayant contesté les droits invoqués par l'appelante, un débat spécial s'est ouvert sur une question préjudicielle de validité de habous ; qu'en cet état, l'appelante, sans prendre de conclusions au fond, a soulevé l'incompétence du tribunal pour la question préjudicielle ; que les premiers juges ne pouvaient donc regarder la demande en distraction comme formant obstacle au déclinatoire d'incompétence, qui ne portait que sur une question préjudicielle née postérieurement à la demande en distraction ;

Attendu qu'ils ne pouvaient pas davantage retenir la contestation spéciale de propriété et de validité de habous comme une demande incidente relevant des mêmes juges que la demande principale ; que si une demande en distraction peut être, en effet, regardée comme une demande incidente, les questions préjudicielles nées de cette demande incidente n'en conservent pas moins leur existence propre, leurs caractères distincts ; qu'elles n'en demeurent pas moins soumises aux juridictions qui doivent en connaître, sauf au tribunal civil à remettre sa décision, et sur la demande principale relative à la

(1) Jurisprudence divisée : — V. Alger, 15 oct. 1891 (*Rev. Alg.*, 1891. 2. 510) et la note ; 15 mars 1892 (*suprà*, p. 182) ; Trib. de Tunis, 14 mars 1892 (*suprà*, p. 243).

vente de l'immeuble et sur la demande incidente en distraction, jusqu'après la solution donnée par la juridiction compétente à ces questions préjudicielles ; — Attendu, au surplus, qu'il est manifeste que l'incompétence soulevée par l'appelante n'a pas le caractère personnel que lui attribue le tribunal de Tunis ; que c'est là une incompétence essentiellement *ratione materiæ*, pouvant être soulevée même en appel ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel et donne défaut contre les intimés ; — Au fond : — Dit bien appelé, mal jugé ; — Infirme ; — Et statuant à nouveau : — Dit le tribunal de Tunis incompétent pour connaître de la contestation relative à la validité du habous de 1868 ; — Renvoie les parties à se pourvoir devant la juridiction compétente ; — Dit qu'il sera sursis à statuer sur la demande en distraction et sur les poursuites en saisie immobilière jusqu'après la solution de la question préjudicielle de validité du habous ; — Condamne Bayada et fils aux dépens de première instance et d'appel.

MM. HUGUES, *ff. prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Me DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

CONSEIL DE PRÉFECTURE D'ALGER

11 juin 1892

Élections municipales, bulletins de vote, mentions, dépouillement, membres du bureau, ballotage, candidats, même nombre de voix, privilège de l'âge, électorat, éligibilité, conditions.

Il y a lieu de faire entrer en ligne de compte dans une élection municipale les bulletins relatifs au scrutin de ballotage portant en face du nom des candidats le nombre de voix obtenues par chacun d'eux au premier tour de scrutin, ce fait ne pouvant porter aucune atteinte à la sincérité du résultat du vote, et ces bulletins ne rentrant dans aucune des catégories spécifiées par l'art. 28 de la loi du 5 avril 1884.

Le fait que dans la plupart des bureaux le dépouillement a été fait par les membres du bureau quoique le nombre des électeurs ait été supérieur à trois cents ne constitue qu'une irrégularité sans influence sur la sincérité et le résultat du vote (1).

(1) V. Cons. d'État, 7 nov. 1884 (*Rec.*, 1884, 770 ; 1er mai 1885 (*Rec.*, 1885, 467) ; 12 juin 1885 (*Rec.*, 1885, 579).

Est valablement admis en ligne de compte par les membres du bureau le bulletin de vote écrit à la main sur papier quadrillé et portant en tête : « Attention ! les vrais, les voici ! » (1).

Aux termes de l'art. 30 de la loi du 5 avril 1884, si au second tour plusieurs candidats obtiennent le même nombre de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Aucun texte de loi ne fixe le moment où les bulletins de vote doivent être réunis en paquets.

Le candidat, non inscrit sur les listes électorales de la commune, qui n'acquitte dans cette commune aucune contribution et qui n'y est même pas domicilié, n'est ni électeur ni éligible dans ladite commune.

(Élections municipales d'Alger)

JUGEMENT

LE CONSEIL, — Vu l'arrêté préfectoral du 6 avril 1892 convoquant pour le dimanche 1er mai suivant et en cas de ballotage pour le 8 du même mois les électeurs français et indigènes musulmans à l'effet de procéder au renouvellement intégral des conseils municipaux ; — Vu en date du 8 mai (2e tour de scrutin) les procès-verbaux des opérations de l'assemblée des électeurs français des 2e, 3e, 4e, 5e, 6e, 7e, 9e bureaux électoraux d'Alger pour l'élection de conseillers municipaux français, etc. ;

Vu les décrets organique et réglementaire du 2 février 1852, ensemble le décret révisionnel du 13 janvier 1866 ; — Vu la loi organique municipale du 5 avril 1884 ;

Sur le grief invoqué par les sieurs Jeannin, Calvet, Roger et consorts, Favega, Martin des Pallières, Lestienne, Salvat et consorts, Benedetti et consorts, qu'on n'aurait pas dû faire entrer en ligne de compte les bulletins portant en face du nom des candidats le nombre de voix obtenues par chacun d'eux au premier tour de scrutin : — Considérant qu'aux termes de l'art. 28 de la loi municipale du 5 avril 1884 les bulletins blancs ou illisibles, ceux qui ne contiennent pas une désignation suffisante, ou dans lesquels les votants se sont fait connaître, n'entrent pas en compte dans le résultat du dépouillement mais sont annexés au procès-verbal ; — Considérant que les bulletins dont s'agit ne font partie d'aucune des catégories spécifiées par ledit art. 38 ; — Considérant que le fait incriminé ne peut porter aucune atteinte à la sincérité du résultat du vote ; — Qu'il y a lieu par suite de rejeter ce grief comme non fondé ;

(1) V. Cons. d'État, 7 nov. 1884 (*Rec.*, 1885. 763 à 765) ; 23 déc. 1884 (*Rec.* 1884. 938) ; 3 juill. 1885 (*Rec.*, 1885. 644).

Sur le grief tiré de ce que dans la plupart des bureaux le dépouillement a été fait par les membres du bureau, quoique le nombre des électeurs ait été supérieur à 300 (art. 25 de la loi du 5 avril 1884) : — Considérant que c'est une irrégularité qui n'a aucune influence sur la sincérité et le résultat du vote ; — Considérant par suite qu'il y a lieu de rejeter ce chef de réclamation comme non fondé ;

En ce qui a trait à la réclamation des sieurs Roger et consorts relativement à un bulletin sur papier rayé, écrit à la main et portant en tête : attention les vrais, les voici ! : — Considérant que ledit bulletin ne porte aucun signe extérieur, que le papier employé est un papier quadrillé dont l'emploi est autorisé ; — Considérant qu'on ne peut regarder cette indication fantaisiste comme un signe intérieur de reconnaissance ; — Qu'il y a lieu par suite de décider que c'est à juste titre que les membres du bureau l'on admis en ligne de compte ;

En ce qui touche la protestation du sieur Begey contre la prétention du sieur Cabué, président d'un bureau de vote, de ne pas faire entrer en ligne de compte les bulletins sur lesquels figure en face du nom de chaque candidat le nombre de voix obtenues par lui au premier tour de scrutin : — Considérant que c'est à tort que le bureau électoral n'a pas tenu compte des bulletins ci-dessus indiqués ; — Considérant qu'il y a lieu par le conseil d'attribuer par suite 15 voix aux sieurs Pluque, Margerel, Brisson, Tacconis, Tixier, Henriot, Brenta, Tilloy, Cat, Parisot, Charpentier, Casset, de Gineste, Saurin, Duc ; 14 voix aux sieurs Serpaggi, Simeray, Blanc, Auguste ; 13 voix aux sieurs Guillemin, Crispo, Lauras, Saliba, Courgeon, Begey ; 9 aux sieurs Rahoux, Ducos, Iché, Lowe, Fèvre, Maire ; 11 au sieur Tustes ; 10 aux sieurs Mercier et Pujade ; 2 aux sieurs Troussel, Blachette, Wails ; et 1 aux sieurs Dupuy, avoué, Pagès, Vivarez, Batail, Pujade, Sarton, Saint-Germain, Fravega, Mulsan, Baroni, Hunebelle, Cestin, Martin des Pallières, Philibert, Warot, Joseph et Warot, Médard ; — Considérant que le nombre total des voix attribuées aux candidats susdésignés se trouve par suite ainsi modifié : Brisson, 3,005 au lieu de 2,990 ; Margerel, 3,000 au lieu de 2,985 ; Tilloy, 2,870 au lieu de 2,855 ; Parisot, 2,862 au lieu de 2,847 ; Pluque, 2,786 au lieu de 2,771 ; Simeray, 2,772 au lieu de 2,758, Serpaggi, 2,770 au lieu de 2,756 ; Guillemin, 2,701 au lieu de 2,688 ; Cat, 2,666 au lieu de 2,651 ; de Gineste, 2,607 au lieu de 2,592 ; Saurin, 2,599 au lieu de 2,584 ; Casset, 2,579 au lieu de 2,564 ; Duc, 2,539 au lieu de 8,524 ; Tixier, 2,469 au lieu de 2,455 ; Tacconis, 2,473 au lieu de 2,458 ; Brenta, 2,465 au lieu de 2,451 ;

Courgeon, 2,427 au lieu de 2,414; Charpentier, 2,418 au lieu de 2,403 ; Lauras, 2,414 au lieu de 2,401 ; Blanc, Auguste, 2,389 au lieu de 2,375 ; Saliba, 2,380 au lieu de 2,367 ; Henriot, 2,371 au lieu de 2,357 ; Rahoux, 2,364 au lieu de 2,352 ; Nivoy, 2,291 sans changement ; Mertz, 2,140 au lieu de 2,136 ; Brand, 2,132 au lieu de 2,119; Fèvre, 2,037 au lieu de 2,025 ; Vivarez, 1,978 au lieu de 1,977 ; Mercier, 1,955 au lieu de 1,952 ; Crispo, 1,964 au lieu de 1,951 ; Iché, 1,954 au lieu de 1,942 ; de Redon, 1,915 au lieu de 1,911 ; Saint-Germain, 1,911 au lieu de 1,910 ; Pujade, 1,907 au lieu de 1,904 et Ducos, 1,907 au lieu de 1,895 ; — Considérant que les nouvelles voix ajoutées à celles déjà obtenues par les autres candidats ne modifient en rien le résultat du scrutin ; — Considérant qu'il suit de ce qui précède qu'il y a lieu de décider que le sieur Crispo, ayant obtenu 1,964, sera inscrit sur le tableau des conseillers municipaux avant le sieur Mercier qui n'en a obtenu que 1,955 ; — Considérant que les sieurs Pujade et Ducos ont obtenu le même nombre de voix : 1,907 ; — Considerant qu'aux termes de l'art. 30 de la loi du 5 avril 1884, si plusieurs candidats, au second tour, obtiennent le même nombre de voix, l'élection est acquise au plus âgé ; -- Considérant que le sieur Pujade, né en 1829, est plus âgé que le sieur Ducos, né en 1849 ; qu'il y a lieu de décider que l'élection du sieur Pujade demeure validée ;

Sur la réclamation des sieurs Cavalles et Cavallier : — Considérant qu'aucun texte de loi ne fixe le moment où les bulletins de vote doivent être réunis en paquet ; qu'il y a lieu de rejeter ce grief comme non fondé ;

Sur le grief tiré de ce que l'urne électorale n'était fermée que par un cadenas (protestation des sieurs Fayard et consorts) : — Considérant qu'il n'est pas allégué qu'il y ait eu fraude ou manœuvre de nature à porter atteinte à la sincérité du vote ; — Qu'il y a lieu par suite de rejeter ce grief comme non fondé ;

En ce qui a trait à la protestation du sieur Benedetti et consorts contre l'élection des sieurs Saliba, Cat, Brand et Brisson : — Considérant qu'il résulte de l'instruction de l'affaire que les sieurs Saliba, Brand et Cat se trouvent remplir les conditions imposées pour être éligibles ; — Que par suite leur élection doit être validée ; — Considérant que le sieur Brisson n'est pas inscrit sur les listes électorales d'Alger, qu'il n'y acquitte aucune contribution, qu'il n'y est même pas domicilié ; que dans ces conditions il n'y est ni électeur ni éligible ; — Que comme conséquence il y a lieu pour le conseil de prononcer l'annulation de son élection ;

Par ces motifs : — Arrête :

Art. 1er. — Sont rejetées comme non fondées les protestations contre les élections d'Alger, deuxième tour de scrutin : 1° des sieurs Jeannin, Calvet, Roger et consorts ; 2° des sieurs Fravega, Martin des Pallières et consorts ; 3° des sieurs Roger et consorts ; 4° des sieurs Cavalles, Scelle et Cavallier ; 5° des sieurs Fayard et consorts ;

Art. 2. — Sur la réclamation du sieur Begey : — Le nom du sieur Crispo, qui a obtenu 1,964 suffrages, devra précéder sur le tableau des conseillers municipaux celui du sieur Mercier, qui n'en a obtenu que 1,955.

Art. 3. — Les sieurs Pujade et Ducos ayant obtenu le même nombre de suffrages : 1,907, le sieur Pujade, étant plus âgé, est déclaré élu.

Art. 4. — L'élection du sieur Brisson est invalidée.

MM. GARY, *prés.* ; DIDAY, *rapp.* ; PIGALLE, *subst. du com. du gouv.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

13 juin 1892

Compétence, Tunisie, immeuble immatriculé, contestation, indue occupation, question accessoire, tribunaux français, litige entre Européens et Tunisiens, action personnelle et mobilière, cession de créance, influence sur la compétence.

D'après l'art. 20 de la loi foncière du 1er juillet 1885, toutes les contestations relatives à des immeubles immatriculés, en Tunisie, et toutes les questions accessoires auxquelles peuvent donner naissance ces contestations sont de la compétence des tribunaux français (1) ;

Il en est ainsi, spécialement, de la question de savoir si une parcelle de terrain, visée dans le jugement du tribunal mixte, a été ou non possédée, pendant un certain temps, par des personnes qui n'en étaient pas propriétaires ;

Il importe peu que les faits d'indue occupation qui servent de base à la demande se rapportent à une époque où l'immatriculation du terrain litigieux n'avait pas encore été ordonnée, si l'instance a été introduite à une date postérieure à l'immatriculation ;

La loi foncière ne distingue pas non plus entre les actions réelles et les actions purement personnelles et mobilières ;

(1) V. trib. de Tunis, 14 mars 1892 (*suprà*, p. 237).

Depuis la promulgation du décret du 31 juillet 1884, les tribunaux français connaissent, en Tunisie, de toutes les actions personnelles et mobilières dans lesquelles un Européen est en cause, soit comme demandeur, soit comme défendeur (1);

Et les Européens peuvent saisir la juridiction française, non seulement quand ils sont devenus directement créanciers d'un Tunisien, mais encore lorsqu'ils ont acquis des droits contre ce débiteur, en vertu d'une cession ou d'une subrogation qui leur a été consentie par un autre indigène;

Les défendeurs tunisiens conservent, d'ailleurs, le droit d'opposer au cessionnaire toutes les exceptions relatives à l'existence de la dette ou à leur libération;

Ils peuvent aussi demander la nullité de la cession lorsque celle-ci est fictive et n'a eu d'autre but que de détourner le débiteur cédé de ses juges naturels.

(Abraham Attia c. Consorts Edderadji)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, suivant exploit de l'huissier Meysonnasse en date du 8 juillet 1890, le sieur Abraham Attia, agissant comme cessionnaire du sieur Tahar Zaouch, a assigné les consorts El Derradji pour les faire condamner au paiement d'une somme de 40,000 fr. à titre de réparation du préjudice causé par l'indue occupation d'une parcelle de terre dépendant de l'enchir Gouriat; — Attendu que les consorts El Derradji ont soutenu que la cession consentie par Tahar Zaouch à Abraham Attia était purement fictive et en ont demandé la nullité; — Attendu qu'ils ont été déboutés de cette prétention par un jugement de ce tribunal, en date du 16 février 1891; — Attendu que le même jugement a autorisé Abraham Attia à faire la preuve des actes dommageables qu'il reprochait aux défendeurs; — Attendu que l'enquête et la contre-enquête ont eu lieu devant M. le juge de paix de Bizerte, le 29 juillet dernier; — Attendu qu'à la suite de ces opérations Abraham Attia a repris l'instance et a demandé : 1° une somme de 67,200 piastres pour la valeur des récoltes dont le cédant Tahar Zaouch aurait été privé par la faute des consorts El Derradji; 2° une autre somme de 5,000 piastres pour frais nécessités par la résistance des défendeurs

(1) V. Alger, 14 janv. 1892 (*suprà*, p. 232). — Sur la compétence des tribunaux français en Tunisie, V. les décisions rapportées *Rev. Alg.*, 1890. 2. 17 et suiv.

à l'immatriculation du terrain litigieux; — Attendu que, Me Cardoso n'ayant signifié aucunes conclusions, il est intervenu un jugement de défaut prononcé le 22 février 1892 et condamnant les consorts El Derradji à payer à Abraham Attia une somme totale de 38,600 fr.; — Attendu que les consorts El Derradji ont fait opposition à ce jugement; que leur opposition est régulière en la forme; qu'il échet de la recevoir comme telle;

Attendu que les opposants soulèvent de nouveau une exception; — Attendu qu'ils déclinent la compétence du tribunal français, en alléguant qu'ils sont sujets tunisiens et que Tahar Zaouch, le cédant de leur adversaire, était lui-même sujet du bey; — Mais attendu que la parcelle de terre que l'on reproche aux consorts El Derradji d'avoir indûment occupée a été immatriculée au profit de Tahar Zaouch par un jugement du tribunal mixte, en date du 25 avril 1889; — Attendu qu'aux termes de l'art. 21 de la loi foncière du 1er juillet 1885, les immeubles immatriculés sont soumis exclusivement et d'une manière définitive à la juridiction des tribunaux français; — Attendu qu'il résulte de cette disposition que toutes les contestations auxquelles donnent lieu les immeubles immatriculés rentrent dans la compétence de la juridiction française; qu'il en est de même de toutes les questions accessoires auxquelles peuvent donner naissance de semblables contestations; — Attendu que cette interprétation large et générale de l'art. 21 de la loi de 1885 est conforme à l'esprit du législateur, qui a voulu assurer aux immatriculants le droit de s'adresser aux tribunaux français pour tous les procès qui auraient un rapport quelconque avec l'immeuble immatriculé; — Attendu que l'intention du législateur sur ce point ressort notamment du paragraphe deux de l'article précité où il est dit : « qu'en cas de contestation sur les limites ou les servitudes d'immeubles contigüs, lorsque l'un d'eux sera immatriculé et que l'autre ne le sera pas, la juridiction française sera seule compétente; » — Attendu que, dans l'espèce, on se trouve assurément en présence d'une contestation relative à un terrain immatriculé, puisqu'il s'agit de savoir si la parcelle visée dans le jugement du tribunal mixte, en date du 25 avril 1889, a été ou non possédée, pendant un certain temps, par des personnes qui n'en étaient pas propriétaires; — Attendu que les consorts El Derradji objectent, sans doute, que les faits d'indue occupation qui servent de base à la demande d'Abraham Attias se rapportent à une époque où l'immatriculation du terrain litigieux n'avait pas encore été ordonnée; — Mais attendu que la loi foncière ne fait aucune

distinction; — Attendu qu'en décidant que les immeubles immatriculés ressortiront exclusivement et d'une manière définitive à la juridiction des tribunaux français, le législateur n'a tenu compte ni de la cause, ni de l'origine de la contestation; — Attendu que l'objection des consorts El Derradji aurait peut-être de l'importance au point de vue de la loi applicable à la solution du litige; — Mais attendu qu'en ce qui concerne la compétence, il suffit, pour que les tribunaux français soient valablement saisis, que l'instance ait été introduite à une date postérieure à l'immatriculation; — Attendu que tel est le cas de l'action d'Abraham Attia; qu'il n'échet donc de s'arrêter au premier argument soutenu par les opposants;

Attendu que ceux-ci prétendent encore que les règles de compétence établies par la loi foncière s'appliquent uniquement aux actions qui touchent à des droits réels, ou qui tendent à revendiquer un immeuble; — Mais attendu que cette nouvelle distinction est elle-même purement arbitraire et n'est pas contenue dans la loi;

Attendu au surplus qu'en admettant qu'une action ayant le caractère de celle d'Abraham Attia ne puisse pas être régie par l'art. 20 de la loi du 1er juillet 1885, il ne s'en suivrait pas qu'en fait le tribunal soit obligé de se déclarer incompétent; — Attendu en effet que les consorts El Derradji soutiennent eux-mêmes que le litige actuel doit être considéré comme ayant simplement pour objet une demande personnelle et mobilière; — Attendu que depuis la promulgation du décret du 31 juillet 1884 les tribunaux connaissent en Tunisie de toutes les actions personnelles et mobilières dans lesquelles un Européen est en cause, soit comme demandeur, soit comme défendeur; — Attendu qu'il n'est fait exception à cette règle que pour certains cas spéciaux prévus par l'art. 2 dudit décret et qui n'existent pas dans l'espèce; — Attendu qu'il n'est pas contesté qu'Abraham Attia soit Européen;

Attendu que les consorts El Derradji soutiennent il est vrai que le sieur Attia les poursuit en qualité de cessionnaire de Tahar Zaouch, sujet tunisien, et qu'ils peuvent dès lors lui opposer toutes les exceptions dont ils auraient pu se prévaloir à l'encontre du cédant; — Mais attendu que le cessionnaire n'entre pas quant à la créance cédée et aux moyens de la faire valoir, d'une manière tellement absolue dans la place du cédant, qu'il soit autorisé à profiter des avantages attachés à la condition personnelle de ce dernier et qu'on doive en sens inverse lui refuser la faculté d'invoquer en vertu de sa condition personnelle des bénéfices dont ne jouissait pas le cédant;

— Attendu que la substitution d'un nouveau créancier à un autre peut, à ce double point de vue, apporter certaines modifications aux droits des parties ; — Attendu que le sieur Attia trouve précisément dans sa condition personnelle d'Européen le droit d'assigner les consorts El Derradji devant les tribunaux français ; — Attendu qu'en promulguant le décret susvisé du 31 juillet 1884 le législateur a eu pour but de garantir aux Européens venant en Tunisie la faculté de soumettre leurs contestations à des juges qui soient au courant de leurs lois et de leurs coutumes ; — Attendu que le décret dont il s'agit contient une règle d'ordre public, qu'il est conçu en termes généraux et ne fait pas de distinction ; — Attendu qu'il faut en conclure que les Européens peuvent saisir la juridiction française non seulement quand ils sont devenus directement créanciers d'un Tunisien mais encore lorsqu'ils ont acquis des droits contre ce débiteur en vertu d'une cession ou d'une subrogation qui leur a été consentie par un autre indigène ; — Attendu que les défendeurs tunisiens ne sont du reste nullement lésés par cette nouvelle législation ; — Attendu qu'ils conservent le droit d'opposer au cessionnaire toutes les exceptions relatives à l'existence de la dette ou à leur libération ; — Attendu qu'ils peuvent aussi demander la nullité de la cession, lorsqu'elle est fictive et qu'elle n'a eu d'autre but que de détourner le débiteur cédé de ses juges naturels ; — Attendu que les consorts El Derradji ont déjà eu recours à ce dernier moyen ; — Attendu que les motifs qu'ils ont donnés pour faire annuler la cession d'Abraham Attia prouvent qu'ils reconnaissent eux-mêmes que la qualité de cessionnaire d'un Tunisien ne suffit pas pour enlever à un Européen le droit de s'adresser à la justice française ; — Attendu que le jugement qui a débouté les consorts El Derradji de leur fin de non recevoir est devenu définitif ; qu'ils ne peuvent donc plus aujourd'hui demander leur renvoi devant les tribunaux musulmans ;

Attendu que, les opposants ayant conclu au fond, le tribunal peut statuer en même temps sur l'exception d'incompétence et sur le fond du litige par une seule décision ;

Attendu qu'il résulte du procès-verbal d'enquête que les consorts El Derradji ont réellement occupé pendant cinq ans, soit de 1302 à 1306 de l'hégire, le terrain appartenant à Tahar Zaouch ; — Attendu qu'un seul des témoins entendus à la requête d'Abraham Attia s'est exprimé avec un peu d'hésitation ; — Attendu que tous les autres ont déposé d'une façon nette, précise et concordante ; — Attendu que plusieurs de ces témoins habitent sur le territoire de Mateur auprès de l'im-

meuble en litige ; — Attendu que ceux dont le domicile est plus éloigné ont expliqué, dans des conditions qui paraissent sincères, comment ils ont su que les consorts El Derradji avaient possédé l'immeuble dont il s'agit ; — Attendu que l'on relève au contraire des contradictions assez importantes dans les déclarations des témoins de la contre-enquête ; — Attendu notamment que le nommé Yousef Zouahi a prétendu qu'il ignorait si les mandataires de Tahar Zaouch avaient cultivé eux-mêmes le terrain contesté ou s'ils l'avaient donné en location ; — Attendu que d'après le cheik Abid ben Salem ce terrain n'aurait été loué qu'en partie ; — Attendu que les autres témoins vont plus loin et soutiennent que le terrain était loué en totalité ; — Attendu que personne n'a pu d'ailleurs indiquer le nom d'un seul des prétendus locataires de Tahar Zaouch ; — Attendu que les témoins cités par les consorts El Derradji sont également en désaccord sur le temps pendant lequel Tahar Zaouch aurait possédé la parcelle litigieuse ; — Attendu que les mêmes témoins n'ont pas fourni de renseignements sur la contenance et sur les revenus de cette parcelle ; qu'il est donc impossible de faire état de leurs dépositions ; — Attendu que la tentative de corruption mentionnée dans les conclusions des opposants n'est pas établie ; qu'elle ne concerne du reste aucun des témoins entendus dans l'enquête ; — Attendu au surplus qu'il résulte d'une touidja dressée le 24 mars 1885 que Mohamed ben El Hadj Ali El Derradji, l'un des opposants, a reconnu à cette époque la possession qu'il conteste aujourd'hui ; — Attendu que, lors de leur opposition devant le tribunal mixte, les consorts El Derradji ont aussi invoqué en leur faveur les actes de jouissance qu'ils refusent d'avouer actuellement ; — Attendu enfin que les consorts El Derradji n'ont pu se méprendre sur l'irrégularité de leur possession et qu'ils savaient n'avoir aucun droit sur le terrain précité ; — Attendu, en effet, que le magistrat du tribunal mixte qui s'est transporté sur les lieux a constaté que le titre de Tahar Zaouch s'appliquait sans difficulté à la parcelle occupée par les opposants et que, au contraire, cette parcelle n'était nullement comprise dans les limites du titre de propriété produit par les consorts El Derradji ; — Attendu que, dans ces conditions, il ne saurait y avoir de doute sur le fait d'indue occupation dont se prévaut Abraham Attia pour réclamer des dommages-intérêts ;

Attendu, toutefois, que la somme demandée de ce chef est exagérée ; — Attendu que l'immeuble possédé indûment par les consorts El Derradji a, sans doute, une contenance de huit méchias, soit de 80 hectares ; — Mais attendu qu'il n'est

pas prouvé que Tahar Zaouch ait dû cultiver chaque année la totalité de cet immeuble; qu'en outre, il faut tenir compte des frais et des risques inhérents aux semences et aux récoltes; qu'enfin, ce n'est qu'en 1886 que Tahar Zaouch a commencé des démarches pour reprendre la jouissance de son terrain; qu'il est donc resté deux ans sans protester contre les agissements de ses adversaires; — Attendu qu'en l'état de ces diverses considérations, le tribunal possède des éléments suffisants pour fixer à 3,000 fr. l'indemnité due par les consorts El Derradji au sujet de l'occupation d'une partie de l'enchir Gouriat;

En ce qui concerne les frais nécessités par la résistance des opposants à l'immatriculation de ladite parcelle : — Attendu que cette créance n'est pas comprise dans la cession consentie à Abraham Attia; qu'il incombera donc à Tahar Zaouch de poursuivre directement, s'il le juge utile, le remboursement des frais dont il s'agit; qu'aucune justification n'est fournie d'ailleurs, quant à présent, au tribunal sur cette deuxième partie de la demande;

Attendu que les consorts El Derradji réclament, de leur côté, 10,000 fr. de dommages-intérêts pour procès vexatoire; — Mais attendu que les considérations exposées ci-dessus démontrent suffisamment qu'une semblable prétention ne saurait être accueillie;

Par ces motifs : — Statuant contradictoirement en premier ressort; — Reçoit en la forme l'opposition des consorts El Derradji; — Se déclare compétent pour connaître du litige; — Et attendu que les opposants ont conclu au fond; — Condamne conjointement et solidairement les consorts El Derradji à payer à Abraham Attias une somme fixe de 3,000 fr. à titre d'indemnité pour indue occupation d'une partie de l'enchir Gouriat; — Décharge les opposants des autres condamnations prononcées contre eux par le jugement de défaut; — Déboute, en conséquence, Abraham Attias du surplus de ses demandes, fins et conclusions; le déboute, notamment, de sa demande en remboursement de frais d'immatriculation; — Déboute aussi les consorts El Derradji de leur demande en dommages-intérêts; — Et attendu que les parties succombent sur certains chefs de leurs conclusions, fait masse de tous les dépeus y compris les frais de l'enquête; — Dit que ces dépens seront supportés pour un tiers par Attia et pour les deux autres tiers par les consorts El Derradji solidairement.

MM. FABRY, *prés.;* VIAL, *ff. subst.* — Mes PIÉTRI et CARDOSO, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. de révision musulm.)

—

5 novembre 1892

—

Interdiction, droit musulman, démence, conseil judiciaire, tutelle, mokaddem, nomination, pouvoirs.

—

Si, dans la loi musulmane, le mokaddem est nommé par le cadi, astreint au contrôle de ce magistrat et révocable à son gré, il n'en a pas moins la qualité d'un véritable tuteur;

Par suite, le déplacement du cadi qui l'a nommé ne saurait avoir pour effet de faire cesser ses pouvoirs, tant qu'il n'a pas été relevé de ses fonctions par le nouveau cadi.

En droit musulman, il n'existe pas de conseil judiciaire; toute cause d'interdiction donne indistinctement ouverture à la tutelle, et la personne frappée de démence est, à cet égard, dans la même situation que l'impubère (1).

(Min. pub. c. Abdallah ben Djeddah et autres)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen proposé par les intervenants: — Attendu que les critiques, si fondées qu'elles puissent être, formulées contre la clandestinité de la procédure d'interdiction dirigée contre El Alia ne sauraient être accueillies en présence du jugement du 21 mai 1889 qui a acquis l'autorité de la chose jugée;

Sur le deuxième moyen proposé par les intervenants: — Attendu que le mokaddem est un véritable tuteur, astreint il est vrai au contrôle du cadi et révocable au gré de ce dernier; — Attendu que le déplacement du cadi de Miliana n'a eu, à aucun égard, pour effet de faire cesser les pouvoirs du mokaddem, lequel pouvait simplement être relevé de ses fonctions par le nouveau cadi, ce qui n'a pas eu lieu;

Sur le troisième moyen, proposé par le procureur général: — Attendu qu'il n'existe pas de conseil judiciaire en droit musulman, toute cause d'interdiction donnant indistinctement ouverture à la tutelle et la personne frappée de démence étant,

---

(1) V. Alger, 2 juill. 1890 *(Rev. Alg*, 1890, 2. 514) et la note; 27 juill. 1891 *(Rev. Alg.*, 2. 547); 8 juin 1892 (*suprà*, p. 335).

à cet égard, placée dans la même situation que l'impubère; — Attendu que le tribunal de Blida ne pouvait que maintenir ou lever l'interdiction prononcée contre El Alia; — Attendu que ce moyen est donc fondé; — Attendu qu'il est souverainement constaté en fait par ladite décision que El Alia jouit de la plénitude de ses facultés intellectuelles; — Attendu dès lors que le tribunal de Blida a violé les principes du droit musulman en ne restituant pas à El Alia la libre administration de sa personne et de ses biens;

Par ces motifs: — Statuant comme chambre de révision; — Casse et annule le jugement du 21 juillet 1892; — Évoquant aux termes de l'art. 55 du décret du 25 mai 1892; — Dit et déclare El Alia bent Bou Alam, épouse de Si El Hadj Mohamed ben Chériffa, relevée de toute interdiction; — Dit et ordonne qu'elle reprendra l'entière administration de ses biens et de sa personne, conformément aux droits que lui confère le droit musulman en sa qualité de femme mariée; — Donne acte à Abdallah ben Djeddah de ce qu'il ne s'oppose pas à la mainlevée de l'interdiction; — Le condamne en tous les dépens de première instance et d'appel.

MM. ZEYS, *prem. prés.;* BOURROUILLOU, *av. gén.* — Me POURQUERY DE BOISSERIN, *av.*

TRIBUNAL D'ALGER (Ch. musulm.)

—

31 octobre 1892

—

Mariage, coutumes kabyles, femme, droit d'insurrection, domicile conjugal, réintégration.

—

La coutume kabyle permet à la femme mariée, à laquelle tout droit à divorce ou à répudiation est interdit, de se mettre par sa fuite du domicile conjugal en état d'insurrection;

Le mari n'a plus alors que l'option entre deux partis : ou réclamer à qui l'a reçu le montant de ce qu'il a payé pour avoir sa femme, le mariage étant alors dissous, ou laisser celle-ci dans l'état d'insurrection, qui laisse subsister les liens du mariage;

En conséquence, la femme kabyle ne saurait être contrainte

à réintégrer le domicile conjugal lorsque son état d'insurrection est justifié par les mauvais traitements de son mari (1).

(El Hadj Boudjema ben Ismaël c. Fathma bent Mohamed)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que El Hadj Boudjema ben Ismaël est appelant d'un jugement rendu, entre lui et Fathma bent Mohamed ou Taous, par le juge de paix du canton nord d'Alger ; — Que cet appel est régulier en la forme ;

Au fond : — Attendu qu'il résulte de l'enquête à laquelle il a été procédé devant le premier juge que la femme Fathma a été, de la part de son mari, l'objet de coups et mauvais traitements ; qu'il la logeait dans un véritable taudis ; que ces attestations précises et formelles n'ont pu être combattues par la contr'enquête à laquelle le mari a fait procéder devant le magistrat commis ;

Attendu qu'en l'état de ces constatations, le premier juge a cependant ordonné la réintégration par la femme Fathma du domicile conjugal ; qu'il a adouci autant qu'il lui était possible la rigueur de la loi par la précaution qu'il a prise d'obliger le mari à habiter près de gens honnêtes qui surveilleraient sa conduite et l'empêcheraient de recommencer à exercer contre sa femme les sévices révélés par l'enquête ;

Attendu qu'il n'est pas contesté que les deux époux sont Kabyles ; — Qu'en cette qualité, ils sont soumis à une loi personnelle qui permettait au premier juge de n'avoir pas à employer contre l'intimée une mesure contre laquelle protestent les motifs de sa décision ; — Attendu que l'intimée a réclamé le bénéfice de ce statut personnel ; — Attendu en effet que la coutume kabyle permet à la femme mariée, à laquelle tout droit à divorce ou à répudiation est interdit, de se mettre par sa fuite du domicile conjugal en état d' « insurrection », son mari n'ayant plus alors que l'option entre ces deux partis : ou de réclamer à qui l'a reçu le montant de ce qu'il a payé pour avoir sa femme, le mariage étant alors dissous, ou de laisser sa femme dans la situation d' « insurrection » qui permette aux liens du mariage de subsister (Letourneux et Hanoteau, *La Kabylie*, tome 2, page 182) ;

Attendu que, si l'on ne veut pas admettre que ce droit de quitter le domicile conjugal accordé à la femme dans le but

---

(1) V. Alger, 4 févr. 1892 *(suprà*, p. 332).

de contre-balancer celui du mari de la répudier ou divorcer à sa volonté soit absolu, indépendant de toute condition de temps ou de circonstances, il est certain qu'il se justifie lorsque la femme n'en use, comme au procès actuel, que pour se soustraire aux mauvais traitements de son mari ;

Attendu que le premier juge, ne se rendant point compte de la coutume qui régissait l'union de ces deux époux, a rendu une décision qu'il échet d'infirmer au principal ; — Attendu que les dommages-intérêts accordés à la femme ne sont pas suffisamment justifiés et que, de ce chef également, il y a lieu à infirmation ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme, y faisant droit ; — Infirme le jugement entrepris, dit qu'il sera tenu pour nul et de nul effet ; — Dit, que la dame Fathma bent Mohamed ou Taous est en état d' « insurrection » contre son mari conformément à la coutume kabyle, le droit d'option de son mari restant sauf ; — Condamne ladite dame aux dépens tant de première instance que d'appel.

MM. AUGIER, *prés.* ; DE MONTESSUS, *subst.* — Mes CHAMBON et ESCRIVA, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

30 mai 1892

Immatriculation, Tunisie, loi du 1er juillet 1885, litispendance, règle, modification, tribunal du châra, litige immobilier entre Italien et Français, tribunal mixte, demande d'immatriculation, opposition, renvoi devant le tribunal français, validité.

La loi beylicale du 1er juillet 1885 sur la propriété foncière dans la régence de Tunis a eu, dans tous les cas, pour effet de modifier les règles de la procédure relative à la litispendance dans la matière de l'immatriculation des immeubles en Tunisie ;

Par suite, la demande d'immatriculation portée par un Français devant le tribunal mixte et frappée d'opposition par un adversaire de nationalité italienne, justiciable des

tribunaux français depuis la suspension des capitulations, est valablement renvoyée devant le tribunal mixte, conformément à ladite loi, alors même que la contestation sur la propriété de l'immeuble aurait été soumise, avant cette loi, au tribunal du châra, à ce moment seul compétent, lequel n'aurait prononcé aucune décision, et cela surtout si les deux parties ont invoqué le bénéfice de la loi de 1885, l'une par sa procédure d'immatriculation, l'autre par son opposition à cette demande (1).

(Costa frères, Spizzichino et Cariglio c. Pellicot)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme ;

Au fond : — Attendu que cet appel se fonde sur deux motifs, tirés, le premier, de ce que le tribunal du châra, ayant été primitivement saisi du litige, ne pouvait être dessaisi, au profit du tribunal français, qu'en violation de l'art. 12 de la convention intervenue avec l'Italie au sujet de l'abolition des capitulations, le second, de ce que, en admettant que l'instance primitivement introduite devant le châra fût périmée, c'était cette juridiction qui seule pouvait décider si cette péremption était ou non accomplie ;

Sur le premier motif : — Attendu qu'il n'est pas contesté que l'intimé, antérieurement à l'établissement des juridictions françaises en Tunisie, a saisi le tribunal du châra, alors seul compétent en cette matière, d'une contestation, entre lui et les appelants, sur la propriété de l'enchir El-Menchar, situé sur le territoire de Bizerte ; qu'il n'est pas contesté non plus qu'aucune décision n'est intervenue depuis lors de la part de ce tribunal sur le mérite de cette contestation ; — Attendu

(1) V. sur le fonctionnement du tribunal mixte et la procédure d'immatriculation les art. 18 et suivants de la loi du 1er-12 juillet 1885 (*Rev. Alg.* 1885. 3. 145), modifiée par le décret beylical du 16 mai 1886 (*Rev. Alg.* 1886. 3 97). — V. aussi trib mixte de Tunis, 17 févr. 1890 (*Rev. Alg.* 1890. 2. 176). Ce jugement décide que le devoir du tribunal mixte est d'examiner soigneusement les droits prétendus par le demandeur en immatriculation, et, si ces droits sont insuffisants, de rejeter la demande même d'office et en dehors de toute opposition. — Cpr. Alger, 11 avril 1891 (*Rev. Alg.* 1891. — 2. 317). — Sur l'organisation et le fonctionnement du tribunal du châra, V. *Rev. Alg.* 1886. 3. 121, note. — Spécialement sur la question de litispendance indiquée à notre arrêt, Cpr. trib. de Sousse, 21 févr. 1888 (*Rev. Alg.* 1888. 2. 440).

qu'en cet état des choses, le même intimé a saisi, par une réquisition en date du 7 décembre 1888, le tribunal mixte d'une demande d'immatriculation de l'enchir El-Menchar, dont il se prétendait propriétaire; que, les appelants ayant formé opposition à cette demande, le tribunal mixte, par jugement du 27 janvier 1890, conformément à l'art. 36 de la loi beylicale du 1er juillet 1885, sur la propriété foncière dans la régence, a renvoyé les parties devant le tribunal français de Tunis, pour faire statuer d'abord sur la question de propriété foncière dans la régence, et ce, ainsi que le constate ce jugement, sur la réquisition formelle des appelants eux-mêmes ; — Attendu que ce renvoi a été ordonné conformément à l'art. 36 de la loi précitée du 1er juillet 1885, qui dispose que, dans le cas où une opposition à une immatriculation requise par un justiciable des tribunaux français serait formée par un justiciable des mêmes tribunaux, il sera loisible à ce dernier de la porter devant la juridiction française, pourvu qu'il le fasse avant toute défense au fond devant le tribunal mixte ; — Attendu qu'il n'est point douteux que les appelants, qui appartiennent à la nationalité italienne, sont, comme l'intimé, qui est de nationalité française, devenus justiciables des tribunaux français depuis la suppression des capitulations, et qu'après avoir usé de la faculté qui leur était attribuée par l'art. 36 de la loi précitée, ils ne sauraient, alléguant une prétendue litispendance, se dérober à la compétence du tribunal français, sous la protection duquel ils se sont volontairement placés eux-mêmes, en exécution d'une loi qui a eu dans tous les cas pour effet de modifier les règles de la procédure relatives à la litispendance dans la matière de l'immatriculation des immeubles en Tunisie ; — Attendu, en conséquence, qu'en admettant qu'il ait pu, à un moment donné, y avoir lieu à litispendance dans l'espèce, cette situation a naturellement pris fin par le bénéfice de la loi du 1er juin 1885, auquel appelants et intimé ont eu recours : l'intimé dans sa procédure en immatriculation, les appelants dans leur opposition à cette demande ; qu'ainsi dessaisi de la connaissance du litige, le tribunal du châra ne pouvait plus être appelé à statuer sur la question de péremption de la procédure antérieure à la demande en immatriculation ; — Que, sans qu'il soit nécessaire d'examiner plus amplement les autres moyens des parties tels qu'ils sont exposés dans leurs conclusions respectives, il y a lieu de confirmer purement et simplement le jugement dont est appel ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Au fond : — Dit mal appelé, bien jugé ; — Confirme,

en conséquence, le jugement entrepris, qui sortira son plein et entier effet ; — Condamne les appelants à l'amende et aux dépens d'appel.

MM. HUGUES, *ff. prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes CHÉRONNET et LEMAIRE, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

2 juin 1892

Société, associés, obligation in solidum, société de fait, participation, caractère, différence.

Doit être considérée, non comme une participation, dont le caractère essentiel est d'être occulte, mais comme une société de fait, dont les obligations sont opposables in solidum *à tous les associés, l'association dans laquelle tous les membres devaient prendre, suivant la commune intention des parties, et ont pris en fait une part active et apparente aux opérations sociales, donnant ainsi aux tiers le droit de suivre leur foi, de compter sur leur crédit ;*

Il en est ainsi spécialement du cas où tous les associés ont ratifié un marché passé par l'un d'eux en concourant, au nom de l'association, à un emprunt fait pour les besoins de ce marché et dont ils ont donné reçu.

(Bargeron c. Vachellerie)

ARRÊT

LA COUR. — Attendu qu'il échet de joindre, comme connexes, les appels interjetés par Jorrand, Cluzet et Delorme, Bourdu et Bargeron, pour être statué sur le tout par un seul et même arrêt ; — Attendu que Jorrand, bien que dûment réassigné, n'a pas constitué défenseur ou avoué ; qu'il échet, en conséquence, de donner contre lui itératif défaut et de statuer définitivement à l'égard de toutes les parties ; — Attendu que les appels sont réguliers et recevables en la forme ;

Au fond : — Attendu que le caractère essentiel et dominant

de la participation est d'être occulte, de ne point se manifester aux tiers, de sorte que les tiers ne connaissent que celui ou ceux avec qui ils traitent et ne puissent avoir en vue que le crédit personnel de ceux-ci ; — Attendu que l'association conclue entre les appelants, le 7 juin 1890, ne présente pas ce caractère ; — Que, en effet, il a été stipulé par cette convention que Cluzet devait, de concert avec Jarrand, diriger les opérations de vendanges, achat de raisins, de vins, expéditions en France ou vente sur place ; que Delorme devait se rendre à Paris dès les premiers arrivages de vins pour les placer au mieux des intérêts de chacun, et enfin que les autres associés, au cas de déplacement ou de dépenses pour les affaires sociales, préléveraient leurs frais sur les frais généraux ; — Qu'il suit de là que, dans la commune intention des parties, tous les associés devaient prendre une part active et apparente aux opérations sociales, et donner ainsi aux tiers le droit de suivre leur foi, de compter sur leur crédit ; — Attendu, au surplus, que, d'après l'ensemble des faits et circonstances de la cause, il n'est pas douteux que l'association, loin de rester occulte, n'ait eu principalement pour but d'assurer à Jorrand le crédit nécessaire à l'intérêt commun et dont il paraissait dépourvu ; — Attendu, d'autre part, qu'il résulte des renseignements produits aux débats que, en fait, les associés ont tous pris, au regard des tiers, une part plus ou moins active aux opérations de la société ; — Que, notamment, ainsi que l'ont retenu les premiers juges, tous les appelants ont ratifié le marché de 9,000 hectolitres de vin passé par Jorrand avec Vachellerie et Bonnefon, en concourrant, au nom de l'association, à l'emprunt, pour les besoins de ce marché, d'une somme de 7,000 fr. dont ils ont donné reçu ; — Que, vainement, Bourdu et Bargeron objectent aujourd'hui qu'il n'ont point donné mandat à Prosper Bargeron pour consentir cette ratification et cet emprunt ; — Que, en effet, ils n'ont point contesté, devant les premiers juges, l'existence de ce mandat, dont se prévalaient Vachellerie et Boneffon, et l'ont ainsi virtuellement reconnu ; — Attendu, dans ces conditions, que c'est à bon droit que les premiers juges ont refusé de reconnaître à l'association du 7 juin 1890 le caractère d'une participation restée ignorée des tiers, et dont le coparticipant qui a traité soit seul obligé envers ceux-ci ; — Qu'ils ont, avec raison, considéré cette association comme une société de fait dont les obligations sont opposables *in solidum* à tous les associés ;

Par ces motifs et ceux des premiers juges non contraires, et sans s'arrêter à l'offre de preuve de Cluzet et Delorme, les

faits articulés n'étant point pertinents et admissibles ; — Donne itératif défaut contre Jorrand ; — Et statuant définitivement à l'égard de toutes parties : — Reçoit les appels, en la forme ; les rejette au fond ; — Confirme le jugement déféré ; — Ordonne la confiscation des amendes consignées ; — Condamne les appelants aux dépens.

MM. BLANKAERT, *prés.* ; EON, *subst. du proc. gén.* — Mes JOUYNE et CHÉRONNET, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

23 mai 1892

Paiement, imputation légale, imputation conventionnelle, tiers, validité, stipulation formelle, nécessité, caution, limites de la convention. — Ordre, contredit, motifs, justification, appréciation du juge.

Il n'y a lieu à imputation légale qu'à défaut d'imputation conventionnelle, et cette dernière, opposable aux tiers, doit être sanctionnée par les tribunaux.

Au cas de coexistence de deux créances dont l'une seulement est cautionnée, le créancier et le débiteur principal, agissant de bonne foi, sont libres d'imputer le paiement sur la créance non cautionnée ;

Toutefois, les imputations conventionnelles devant être formellement stipulées, le créancier ne peut imputer, à raison de la convention intervenue, que les sommes qui lui ont été spécialement déléguées, et les autres sommes ne peuvent faire l'objet que d'imputations légales (1).

L'art. 758 C. pr. civ. n'ayant prescrit aucune forme spéciale pour la motivité des contredits, l'appréciation de la suffisance des motifs et des justifications fournis par les contredisants se trouve laissée aux magistrats.

---

(1) Cpr. sur les effets de l'imputation conventionnelle : Civ. rej., 8 déc. 1874 (D. P. 75. 1. 33) ; Req., 5 déc. 1887 (D. P. 88. 1. 430) ; Lyon, 4 mai 1881 (D. P. 82. 2. 217).

(Lévy Valensi c. Hadj Hamou ben Yaya)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les causes inscrites sous les numéros 559 et 560 du rôle de l'année 1892 de la Cour concernent le même litige; qu'il y a lieu, en conséquence, de les joindre; — Attendu que l'appel de Hadj Hamou ben Yaya et l'appel de Lévy Valensi sont réguliers en la forme;

Au fond : — En ce qui concerne l'appel de Hadj Hamou ben Yaya : — Attendu que c'est à tort que cet indigène prétend que l'imputation conventionnelle prévue par l'acte du 15 mai 1887, notaire Cousinard à Oran, enregistré, ne lui est pas opposable; — Attendu, en effet, qu'il est de jurisprudence et de doctrine qu'il n'y a lieu à imputation légale qu'à défaut d'imputation conventionnelle, et que cette dernière est opposable aux tiers et doit être sanctionnée par les tribunaux; — Attendu qu'il a été décidé également qu'au cas de coexistence de deux créances, dont l'une seulement est cautionnée, le créancier et le débiteur principal, agissant de bonne foi, sont libres d'imputer le paiement sur la créance non cautionnée; — Attendu que ces principes doivent recevoir leur application dans l'espèce; que, vainement, Hadj Hamou ben Yaya oppose que l'imputation ne pouvait se faire parce qu'il n'y avait pas paiement, mais simplement obligation; — Qu'en effet, il n'est pas douteux que les parties étaient maîtresses de convenir entre elles que, lorsque le paiement aurait lieu, l'imputation des sommes payées se ferait sur telle ou telle partie de la créance; — Mais attendu, d'un autre côté, que les imputations conventionnelles doivent être formellement stipulées, et que, dans le procès soumis à l'appréciation de la Cour, elles ne sauraient, dès lors, résulter que du seul acte qui en fasse mention, l'acte du 15 mai 1887 précité; qu'il suit de là que toutes les sommes touchées par Valensi, autres que celles qui lui étaient spécialement déléguées audit acte, ne peuvent faire l'objet que d'imputations légales; — Attendu, en outre, qu'il échet de décider, par application du même principe, qu'une somme de 2,877 fr. 54 cent., partie d'un billet de 500 fr. du caïd Ben Moksi, délégué par le même acte, ayant fait l'objet d'une innovation de créance ne portant pas stipulation d'imputation conventionnelle, cette somme doit s'ajouter à celles qui doivent être imputées légalement; — Attendu, par suite, qu'il n'y a lieu d'imputer conventionnellement que les loyers Albarrassin et Karsenty, perçus par Valensi jusqu'au 15 no-

vembre 1888, les 2,122 fr. 46 cent. touchés par lui sur le premier billet Ben Moksi, avant la novation dont il vient d'être parlé, et les 2,500 fr. par lui touchés de Seliman El-Bakri, le tout sous déduction des retours impayés et frais divers d'encaissement; — Attendu qu'en prenant pour base le détail et les dates des perceptions établis par Valensi et en les imputant conformément à l'acte qu'il invoque, d'abord sur les intérêts et le capital d'une obligation du 9 février 1886, notaire Cousinard à Oran, enregistrée, puis sur les intérêts et le capital de 1,500 fr., il résulte que les imputations conventionnelles éteignent complètement les intérêts et le capital de l'obligation précitée du 9 février 1886, et réduisent les intérêts des 1,500 fr. à la somme de 979 fr. 82 cent.; que les autres sommes perçues par Valensi doivent s'imputer d'abord sur ces 979 fr. 82 cent. et sur les intérêts de 30,000 fr. de première hypothèque, puis, proportionnellement, sur ce capital de 30,000 fr. et sur les 15,000 fr. du quatrième rang; — Que, par suite, de toutes ces imputations ainsi faites, Valensi doit être colloqué au premier rang seulement pour les 29,966 fr. 82 cent. de capital et au quatrième rang pour 14,916 fr. 51 cent. de capital;

En ce qui concerne l'appel de Lévy Valensi : — Sur l'exception tirée de l'art. 758 C. pr. civ. : — Attendu que cet article, en obligeant le contredisant à motiver et justifier son dire, ne fait que rappeler ce principe général de droit, que tout demandeur est tenu de justifier sa demande; — Qu'au surplus, aucune forme spéciale n'est prescrite pour la motivité des contredits; qu'aucune indication n'est formulée par cet article sur les pièces qui doivent être produites obligatoirement; que le législateur a laissé toute latitude aux magistrats pour apprécier la suffisance des motifs des justifications; — Adoptant, au surplus, sur ce point, les motifs du jugement entrepris;

Sur les autres fins et conclusions de cet appelant : — Attendu qu'il y est répondu suffisamment dans les considérations qui précèdent, relatives à l'appel de sa partie adverse;

Par ces motifs : — Joint les causes inscrites sous les numéros 559 et 560 du rôle de l'année courante; — Statuant par un seul et même arrêt : — Reçoit les appels comme réguliers en la forme; — Au fond : — Confirme la décision attaquée; — Émendant toutefois : — Dit et ordonne que Valensi ne sera colloqué au premier rang dans le règlement définitif de l'ordre Touati que pour la somme de 29,966 fr. 82 cent.; — Déboute les parties du surplus de leurs fins et conclusions, etc.

MM. HUGUES, *f. prés.*; MARSAN, *av. gén.* — Mes CHÉRONNET et DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

4 juillet 1892

Degré de juridiction, commandement, demande en nullité, détermination du ressort, causes du commandement.

Dans les instances en nullité de commandement, c'est le commandement qui tient lieu de demande principale, les exceptions opposées à cette demande ne constituant que des défenses à cette demande ;

Par suite, le degré de juridiction doit se déterminer d'après le chiffre de la créance indiquée au commandement, sans qu'il y ait lieu de tenir compte, pour l'appréciation du ressort, des demandes reconventionnelles en dommages-intérêts fondées sur le préjudice résultant de la poursuite elle-même (L. 11 avril 1838, art. 2).

(Mohamed ould Rabah et autres c. Hadj Daoud ben M'hamed)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les consorts Ben Yacoub (parties de Me Gronier) ont, par exploit de Panisson, huissier à Boghari, des 21 et 22 avril 1891, en vertu d'un arrêt de la Cour d'Alger, du 10 mai 1890, signifié aux consorts Ben Khalifa (parties de Me Saurin), commandement d'avoir à leur payer la somme de 487 fr. 88 cent., montant du coût de la grosse dudit arrêt, de sa signification et, en outre, du coût du commandement; — Attendu que, par autre exploit du même huissier, du 2 mai 1891, lesdits consorts Khalifa ont formé opposition à ce commandement; — Qu'ils en ont demandé la nullité; qu'ils ont conclu, de plus, à la condamnation de leurs adversaires en 200 fr. de dommages-intérêts; — Attendu que, par jugement du 24 novembre 1891, le tribunal de Blida les a déboutés de leurs demandes et a, en conséquence, ordonné la continuation pure et simple des poursuites commencées contre eux; — Attendu que les opposants ont fait appel de cette décision;

Mais attendu que cet appel est irrecevable; — Attendu, à cet égard, qu'il est de jurisprudence que, dans les instances de la nature de celle dont s'agit au procès, c'est d'après le

chiffre de la créance indiquée au commandement que s'apprécie la valeur du litige et que, par suite, se détermine le degré de juridiction; — Que dans ces instances, en effet, le commandement tient lieu de demande principale, et que les exceptions aux fins du commandement ne constituent plus, dès lors, que des défenses à cette demande; — Attendu que le commandement des 21 et 22 avril n'avait pour objet que le paiement d'une somme inférieure à 1,500 fr.; — Que le litige se trouvait donc, quant à la demande originaire, dans les limites du dernier ressort; — Attendu que la demande reconventionnelle en 200 fr. de dommages-intérêts ne pouvait avoir pour effet d'élever le taux du ressort de l'affaire et de rendre, par suite, susceptible d'appel la décision à intervenir; — Que cette demande avait effectivement pour but d'obtenir la réparation du prétendu préjudice causé aux opposants, d'après eux, par la poursuite elle-même, c'est-à-dire par la demande principale; — Qu'aux termes de l'art. 2 de la loi du 11 avril 1838, il est toujours statué en dernier ressort sur les demandes en dommages-intérêts qui se fondent sur la demande principale; — Attendu que de ce qui précède il suit donc que les premiers juges ont souverainement statué sur la contestation portée devant eux;

Par ces motifs : — Déclare les consorts Khalifa non recevables dans leur appel; — Ordonne, en conséquence, que le jugement déféré sera exécuté selon sa forme et teneur; — Condamne lesdits appelants à l'amende et aux dépens de leur appel.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.*; BUSSIÈRE, *subst. du proc. gén.* — Mes AMAR et BRANTHOMME, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

—

5 mai 1892

—

Chose jugée, juge correctionnel, exception de propriété, admission, demande en revendication, juge civil, cause et objet différents.

—

La décision des juges correctionnels qui admet, sur des titres apparents, une exception de propriété, non point comme demande soit principale, soit reconventionnelle, mais comme

moyen pour repousser la demande et déclarer que les faits relevés ne constituent pas une infraction, ne contient pas les éléments de l'autorité de la chose jugée au point de vue de la demande en revendication formée, plus tard, devant les juges civils, puisque cette demande n'a ni le même objet ni la même cause que la première (1).

(Souladié c. Consorts El Haouri)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les intimés, bien que dûment assignés, n'ont point constitué défenseur ou avoué; qu'il échet en conséquence, de statuer par défaut à leur égard ; — Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme ;

Au fond :

Sur l'exception de la chose jugée : — Attendu que l'autorité de la chose jugée ne peut être opposée à une demande que lorsque la décision invoquée a statué sur une demande ayant même objet et même cause ; — Que le jugement du tribunal correctionnel de Blida du 11 mai 1887, sur lequel les intimés basaient leur exception, a statué sur une poursuite intentée par les consorts Souladié ou leur auteur contre les intimés et leur berger pour garde à vue de bestiaux sur la terre dite El Blad, appartenant aux consorts Souladié ; — Que, ceux-ci agissant aujourd'hui en revendication de ladite terre El Blad, il est manifeste que la demande actuelle n'a point le même objet ; — Que cette objection n'est point fondée ; — Que, en effet, il suffit de se reporter au dispositif du jugement du 11 mars 1887, pour reconnaître que ce jugement a simplement décidé que, les prévenus ayant produit des titres apparents de propriété, et leur exception préjudicielle étant par suite fondée, les faits relevés par la demande ne constituaient ni délit ni contravention ; — Qu'il suit de là que l'exception de propriété a été admise par ledit jugement, non point comme demande soit principale, soit reconventionnelle, mais comme moyen pour repousser la demande ; — Que c'est donc à tort par suite que les premiers juges ont admis l'exception de chose jugée proposée par les intimés ; — Qu'il échet en conséquence d'infirmer leur décision ;

Sur la revendication : — Attendu que les appelants justi-

(1) Cpr. Cass., 11 avril 1865 (D. P. 65. 1. 268) ; 17 juill. 1876 (D. P. 77. 1. 263) ; 6 nov. 1888 (Gaz. Pal. 89. 1. 533).

fient qu'ils sont propriétaires de la terre dite El Blad, qu'ils revendiquent, pour l'avoir acquise, suivant acte de Me Gineste, notaire à Médéa, du 15 avril 1884, enregistré, des héritiers d'Antoine-Joseph Bruat, lequel l'avait acquise lui-même de divers indigènes aux termes d'un acte de Me Poutauborde, notaire à Alger, du 2 juillet 1853, enregistré ; — Que la demande est donc fondée ; — Attendu que le trouble apporté par les intimés dans la libre jouissance de la propriété des appelants a causé à ceux-ci un préjudice qu'il incombe auxdits intimés de réparer, et dont la Cour a les éléments nécessaires pour apprécier la mesure ;

Par ces motifs : — Donne défaut contre les consorts El Haouari faute d'avoir constitué défenseur ou avoué ; — Reçoit en la forme l'appel des consorts Souladié et y faisant droit au fond, infirme le jugement déféré ; — Statuant à nouveau, dit non fondée l'exception de chose jugée ; — Dit les consorts Souladié seuls propriétaires de l'immeuble ayant fait l'objet des ventes des 2 juillet 1853 et 15 avril 1884 ; — Condamne les consorts El Haouari à payer aux consorts Souladié la somme de 200 fr. pour réparation du préjudice causé ; — Ordonne la restitution de l'amende consignée ; — Condamne les consorts El Haouari en tous les dépens.

MM. BLANKAERT, *prés.* ; BROCARD, *subst. du proc. gén.* — Me LEMAIRE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

6 juillet 1892

Vente d'immeubles, revendication, mise en cause du vendeur, omission, action en garantie, déchéance.

L'acheteur qui, dans le procès en éviction dirigé contre lui, néglige d'appeler en cause son vendeur n'est pas pour cela déchu de son action en garantie contre ce dernier, à moins que le vendeur ne prouve qu'il existait des moyens suffisants pour faire rejeter la demande en revendication.

(Administration des habous c. Oudin)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen, pris de la violation des

art. 1626, 1636, 1640, 1382 C. civ. et encore des art. 2, 13, 83 de la loi du 1er juillet 1885 pour la Tunisie : — Attendu que, contrairement aux allégations du pourvoi, l'arrêt attaqué a constaté qu'Oudin avait subi une éviction que le vendeur avait prévue et dont il a connu en temps utile l'existence, sans avoir entrepris d'en contester l'importance au point de vue de l'art. 1636 ; — Attendu que, s'il est vrai qu'Oudin a eu tort de ne pas appeler en cause son vendeur dans le procès en éviction, l'art. 1640 n'attache pas à cette omission une déchéance de l'action en garantie contre le vendeur, à moins que celui-ci ne prouve qu'il existait des moyens suffisants pour faire rejeter la demande en revendication ; — Attendu qu'il est souverainement affirmé par l'arrêt attaqué que le vendeur n'a pas justifié de moyens de ce genre, pas plus qu'il n'a prouvé la collusion ou la fraude imputées à Oudin ; — Qu'ainsi l'arrêt attaqué n'a violé ni l'art. 1640 ni l'art. 1382 C. civ. ;

Sur le deuxième moyen, pris de la violation soit des art. 1235, 1315, 1634 et 1635, soit des art. 2, 13, 83 de la loi du 1er juillet 1885 : — Attendu que le moyen manque en fait, puisque l'arrêt attaqué n'a pas examiné et résolu la question que suppose le pourvoi, et qu'il n'a pas fait au vendeur l'application arbitraire et erronée d'une clause du contrat d'enzel stipulant une prestation par un adjudicataire autre qu'Oudin ;

Attendu qu'en réalité, après avoir admis en principe la résiliation de l'enzel, la Cour d'appel a passé à l'examen de la réclamation formée par l'acquéreur évincé pour ses impenses, c'est-à-dire les améliorations utiles dont il avait le droit de répéter la valeur d'après l'art. 1640 ; — Attendu que, pour fixer le remboursement à 50,000 piastres, il a suffi à la Cour de vérifier que cette évaluation était précisément celle que les deux parties avaient donnée d'un commun accord aux constructions faites par Oudin sur l'enchir Bouhouta et dont il devait être indemnisé s'il ne restait pas adjudicataire ; qu'elle a ainsi sainement appliqué l'art. 1634 C. civ. ;

Sur le troisième moyen, pris de la violation des art. 1630 et 1652 C. civ. : — Attendu que les questions de fait et de droit soulevées par ce moyen n'ont pas été soumises aux juges d'appel ; — Qu'il est donc nouveau et par suite irrecevable ;

Attendu, en dernier lieu, que les divers articles susvisés de la loi tunisienne du 1er juillet 1885 ne modifient en rien les principes exposés ci-dessus et n'ont pas été davantage invoqués devant les juges du fait ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour d'appel d'Alger du 20 juillet 1891.

MM. MANAU, *prés.* ; PETIT, *rap.* ; CHÉVRIER, *av. gén.* — Me DARESTE, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

5 avril 1892

Appel, garanti, intérêt suffisant, clause pénale, art. 1152 C. civ., pouvoir du juge, circonstances de la cause, application au contrat d'affrètement, art. 288 C. com., rupture du voyage, indemnité.

L'appel du garanti dont le recours contre le garant a été pleinement assuré par la décision de première instance ne saurait être repoussé par une fin de non recevoir prise du défaut d'intérêt de cet appel, l'efficacité du recours n'étant jamais subordonnée qu'à la solvabilité du garant et l'intérêt, même éventuel, suffisant à fonder l'action.

Si l'art. 1152 C. civ. décide qu'on ne peut allouer à une partie ni une somme plus forte, ni une somme moindre que celle prévue dans une convention à titre de clause pénale, les juges conservent, du moins, toujours le pouvoir de s'assurer d'abord de l'existence des circonstances et des faits qui donnent ouverture à l'application de la clause et de mesurer ensuite l'étendue de la responsabilité véritablement encourue ;

Ainsi les juges peuvent, à raison des circonstances de la cause, appliquer les dispositions de l'art. 288 C. com. et attribuer la moitié du fret quand l'affréteur a rompu le voyage, au lieu de l'indemnité prévue, à titre de clause pénale, au contrat d'affrètement.

(Société des carrières de Chemton c. Cardiglia)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'aux termes d'une charte-partie intervenue à Tunis, le 15 novembre 1890, entre le capitaine Cardiglia, commandant le voilier la *Theresa,* Olivari et la Société

anonyme des carrières de Chemton, celle-ci a affrété, au compte du sieur Roussel, de Paris, la moitié dudit navire pour le transport de 4 à 500 tonnes de marbre, de Bône à New-York ; — Attendu qu'à la même époque, les sieurs Quenot et Cie, d'Oran, avaient affrété aussi l'autre moitié du même bâtiment pour un transport de crin végétal, d'Oran à même destination, après chargement, à Bône, du marbre de la société ; — Attendu que, Roussel n'ayant pas voulu réaliser la commande du marbre, la convention relative au transport de cette marchandise n'a pu s'exécuter ; — Attendu que le capitaine Cardiglia a assigné alors ladite Société de Chemton devant le tribunal de Tunis, en paiement : 1° de 12,480 fr., montant de la totalité de son fret ; 2° de 260 fr., pour gratification promise ; — 3° de 203 fr. 20 cent., pour frais occasionnés par le refus de charger à Bône ; et 4° de 5,000 fr. de dommages-intérêts pour réparation du préjudice causé par ce refus ; — Attendu que la société a appelé en garantie ledit sieur Roussel ; — Attendu que, par jugement du 11 juin 1891, le tribunal de Tunis a, en premier lieu, fait droit aux trois premiers chefs des demandes de Cardiglia et en a repoussé le quatrième ; — Qu'il a, en dernier lieu, accueilli par défaut la demande en garantie de la Société des carrières de Chemton contre ledit sieur Roussel ; — Attendu que, de son côté, Cardiglia a relevé appel incident de la même décision ; — Attendu qu'il oppose, tout d'abord, à l'appel principal de la société une fin de non-recevoir prise du défaut d'intérêt de cet appel ; qu'il soutient, en effet, que ladite société a obtenu, au moyen du recours en garantie qui lui a été accordé, toutes les satisfactions qu'elle était en droit d'espérer dans la cause ; — Mais attendu que l'intérêt du garanti à faire écarter pour le tout ou même pour partie la demande principale ne saurait être révoqué en doute ; — Que l'efficacité du recours n'est, en effet, jamais subordonnée qu'à la solvabilité du garant ; — Que cet intérêt, alors même qu'il n'est qu'éventuel, suffit à fonder l'action, et, dans l'espèce, à justifier l'appel ;

Au fond :

Sur l'appel principal : — Attendu que la société demande l'infirmation du jugement entrepris, et, au principal le rejet pur et simple des prétentions de Cardiglia ; — Attendu que ce dernier conclut, de son côté, à la confirmation de ce même jugement ; — Attendu que, pour obtenir le payement de la totalité de son fret, il excipe des dispositions de l'art. 3 de la charte-partie ; — Que cet article est ainsi conçu : « .... Les » staries tant ordinaires qu'extraordinaires une fois écoulées, » le contrat n'ayant eu son effet soit antérieurement, soit en

» partie, par la faute de l'affréteur, le capitaine pourra, après » avoir accompli les formalités prescrites par la loi, partir » avec ce qu'il aura, de même à vide, pour sa destination, où » étant arrivé, le fret lui sera payé vide pour plein.... » ; — Attendu qu'une telle stipulation constitue, à la vérité, une clause pénale proprement dite fixant, au cas d'inexécution partielle ou totale du contrat d'affrètement, une indemnité conventionnelle éventuelle qui, sur ce point, fait, en principe la loi des parties ; — Qu'aux termes de l'art. 1152 C. civ., il ne peut être alloué, par suite, ni une somme plus forte ni une somme moindre que celle convenue ; — Mais attendu qu'en pareil cas, les juges conservent néanmoins toujours le pouvoir de s'assurer d'abord de l'existence des circonstances et des faits qui donnent ouverture à l'application de la clause, d'apprécier ensuite la nature, l'importance et la portée de ces circonstances et de ces faits, et, en conséquence, de mesurer l'étendue de la responsabilité véritablement encourue ; — Attendu, en l'espèce, qu'il est impossible de ne pas prendre en considération deux circonstances qui modifient et atténuent, dans une notable mesure, le caractère du manquement à la convention, et placent, dès lors, ce manquement sous l'empire des dispositions des lois spéciales qui régissent la matière ; — Attendu qu'il est constant, en fait, d'une part, que, dès avant le départ de Gênes pour Bône du navire affrété, départ qui a eu lieu le 11 décembre 1891, ladite société avait, à la date du 9, prévenu le capitaine qu'il lui serait impossible de charger les marbres à destination de New-York ; — Attendu qu'il est établi, d'autre part, que ledit capitaine a reçu d'Oran, des sieurs Quenod et C^ie^, à défaut de marbre, un complet chargement de crin végétal pour la même destination, ainsi que l'attestent ces derniers ; — Attendu que si ces deux circonstances ne peuvent permettre d'exonérer, d'une manière absolue, la Société de Chemton de la responsabilité qui résulte pour elle de l'inexécution de ses engagements, elles ne sauraient toutefois lui faire équitablement encourir dans toute sa rigueur l'application de l'art. 4 de la charte-partie ; — Qu'à défaut de cette application possible, la situation des parties demeure alors naturellement soumise aux règles de l'art. 288 C. com., qui la prévoit et dispose, en ce cas, que « si l'affréteur, sans avoir rien chargé, rompt le » voyage avant le départ, il paiera, en indemnité au capitaine, » la moitié du fret convenu par la charte-partie pour la totalité » du chargement qu'il devait faire » : — Attendu que, par application de ce texte à l'espèce, il convient donc de réduire à la moitié le prix du fret alloué au capitaine Cardiglia par

le jugement attaqué; — Attendu qu'il échet également de débouter ledit capitaine de sa demande en paiement de 260 fr. pour gratification; — Que cette gratification a pour objet la rémunération habituellement passée pour soins donnés à la marchandise transportée; — Que le transport n'ayant point eu lieu et la cause de l'obligation faisant ainsi défaut, aucune somme n'est due de ce chef; — Attendu que la somme de 203 fr. 50 cent. pour dépenses faites pendant le séjour du navire dans le port de Bône ne saurait, non plus, être accordée au capitaine; — Que, dès avant son départ de Gênes, il avait été avisé, ainsi qu'il a été dit plus haut, qu'il ne trouverait pas de marbres à charger à Bône; — Que le voyage de Gênes à Bône était donc inutile, et que les dépenses spéciales qu'il a pu entraîner ne doivent pas être, en conséquence, à la charge de la société;

Sur l'appel incident de Cardiglia: — Attendu que les premiers juges ont, à bon droit, rejeté les demandes de ce dernier en 5,000 fr. de dommages-intérêts; — Qu'il y a lieu de maintenir purement et simplement leur décision sur ce point; — Que l'allocation de dommages-intérêts coustituerait, en effet, au profit du capitaine, un double emploi avec l'attribution de la moitié du fret, attribution qui ne lui est déjà faite qu'à titre d'indemnité et de réparation du préjudice causé par l'inexécution de la charte partie;

Par ces motifs: — Rejette, comme mal fondée, la fin de non-recevoir proposée contre l'appel principal de la Société des carrières de Chemton; — Reçoit, comme réguliers en la forme, tant ledit appel que celui incidemment relevé par le sieur Cardiglia; — Et y statuant au fond:

En ce qui touche l'appel principal: — Le dit bien fondé pour partie; — Émendant: — Réduit à 6,240 fr. le montant de l'indemnité principale allouée au sieur Cardiglia; — Déboute celui-ci de ses demandes en paiement: 1° de la somme de 203 fr. 50 cent. pour dépenses de voyage; — Dit, par suite, que le jugement entrepris ne sortira effet que jusqu'à concurrence de la dite somme principale de 6,240 fr.;

En ce qui touche l'appel incident: — Le dit mal fondé; — En démet l'appelant; — Confirme du chef des 5,000 fr. de dommages-intérêts demandés le jugement déféré; — Fait masse de tous les dépens tant de première instance que d'appel, pour être supportés par moitié entre les parties, etc.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.;* BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes CHÉRONNET et LEMAIRE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

—

5 juillet 1892

—

Partage, caractère provisionnel, jouissance, effet à l'égard des héritiers, mineurs, majorité, partage définitif.

—

Le partage déclaré provisionnel par les art. 466 et 840 C. civ. est, en ce qui concerne la jouissance des choses partagées, opposable aux héritiers, même mineurs;

Par suite, si, conformément à cet acte, les copartageants ont été mis en possession, pour en jouir, des objets compris dans leurs lots respectifs, les mineurs, devenus majeurs, qui peuvent demander un partage définitif, ne sont pas recevables à se plaindre de l'exécution ainsi donnée au partage provisionnel.

(Banque de l'Algérie c. Dame Albou)

Pourvoi contre un arrrêt rendu par la Cour d'appel d'Alger le 30 juin 1891.

Moyen unique du pourvoi : — Violation des art. 466, 823 à 840 C. civ., 969 à 984 C. pr. civ., en ce que l'arrêt attaqué a condamné la Banque à remettre aux défendeurs partie des valeurs déposées dans ses caisses par leur auteur, bien que des mineurs fussent intéressés au partage et que le partage eût été homologué sans l'observation d'aucune des formalités prescrites par la loi.

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique, tiré de la violation des art. 466, 823 à 840 C. civ., 969 à 984 C. pr. civ. : — Attendu que le partage déclaré provisionnel par les art. 466 et 840 C. civ. est, en ce qui concerne la jouissance des choses partagées, opposable aux héritiers, même mineurs ; — Que si donc, conformément à cet acte, les copartageants ont été mis en possession, pour en jouir, des objets compris dans leurs lots respectifs, les mineurs, devenus majeurs, qui peuvent deman-

der un partage définitif ne sont pas recevables à se plaindre de l'exécution ainsi donnée au partage provisionnel ;

Attendu, dans l'espèce, qu'un jugement du 16 mai 1890, rendu contradictoirement avec tous les ayants droit à la succession Azoubil ou leurs représentants légaux, a entériné leurs conclusions tendant à l'attribution immédiate, en leur faveur, de sommes d'argent et de titres au porteur, déposés à la Banque de l'Algérie ; qu'il en a opéré la répartition entre eux, dans la proportion de leur quote-part héréditaire, et qu'il a autorisé chacun d'eux à toucher directement le montant de cette attribution sur sa simple quittance, qui serait libératoire ; — Attendu que, même en supposant que le jugement du 16 mai 1890 pût être considéré comme ayant homologué un partage purement provisionnel, le paiement qu'en vertu de cette décision la Banque de l'Algérie aurait fait aux défendeurs éventuels n'en serait pas moins régulier et valable ; — Que c'est à tort, par conséquent, qu'elle a refusé de le faire ; — D'où il suit que la condamnation prononcée contre elle par l'arrêt attaqué est justifiée ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi.

MM. MANAU, *prés.* ; BALLOT-BEAUPRÉ, *rap.* ; CHÉVRIER, *av. gén.* — Me DUFOURMANTELLE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

4 juillet 1892

Degré de juridiction, appel, taux de la demande, modification.

Il ne dépend pas des parties, en restreignant ou en augmentant leurs demandes en cause d'appel, de modifier le taux du premier ou du dernier ressort tel qu'il résulte de la demande formée devant les premiers juges.

(Jacob de Nessim Taïeb c. Eliaou Boccara)

ARRÊT

LA COUR, — En la forme : — Attendu que l'appel est régulier ;

Au fond : — Sur la recevabilité de l'appel : — Attendu qu'il ne dépend pas des parties, en restreignant ou en augmentant leurs demandes, de modifier le taux du premier ou du dernier ressort ; — Que, pour apprécier si un jugement est ou non susceptible d'appel, il faut examiner quel était le chiffre de la demande telle qu'elle a été soumise aux premiers juges ; — Attendu que le tribunal de Tunis n'a été saisi qu'à la charge d'appel de la demande originaire ; d'où cette conséquence que l'appel est recevable ;

Au fond : — Attendu que les premiers juges ont sainement apprécié les faits de la cause, et qu'il échet de confirmer le jugement entrepris ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Dit l'appel recevable ; — Au fond : — Confirme purement et simplement le jugement attaqué et ordonne qu'il sortira son plein et entier effet ; — Donne acte à Taïeb, en tant que besoin, de son désistement partiel d'appel ; — Condamne l'appelant aux dépens d'appel ; — Met les parties hors de cause pour toutes leurs plus amples fins et conclusions.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes GARAU et LEMAIRE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

27 juillet 1892

Mariage, acte de naissance des futurs époux, officier de l'état civil, production, impossibilité, acte de notoriété, filiation, force probante.

L'acte de notoriété dressé, pour suppléer l'acte de naissance des futurs époux, conformément aux art. 70 et 71 C. civ. ne peut être invoqué pour établir le mariage de leur père et leur filiation légitime, à défaut de registres de l'état civil.

(Consorts Ben Zaquin)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme ;

Au fond : — Attendu que les consorts Zaquin allèguent que leur père Moïse est né à Oran en 1818; qu'il s'est marié dans cette localité avec Esther ben Yaloub, et qu'ils sont issus de cette union; qu'ils demandent l'homologation d'un acte de notoriété dressé à Oran, le 9 juin 1876, dans la forme indiquée par les art. 70 et 71 C. civ., à l'effet de constater seulement la naissance de leur père, mais qui mentionne la déclaration des témoins relativement au mariage dudit Moïse et la naissance de ses enfants; — Attendu que l'acte de notoriété dont il est question dans les articles précités ne peut servir que pour le mariage de la personne qui le produit; — Qu'il résulte du contexte de l'acte du 9 juin 1876 que cet acte n'a point été dressé en vue du mariage de Moïse ben Zaquin; — Attendu que le mariage et la filiation légitime ne peuvent s'établir que par un acte de notoriété dont la force probante, en supposant qu'il ait été dressé conformément à la loi, ne peut s'étendre au delà de l'objet pour lequel il a été fait; — Que la loi, d'ailleurs, indique la procédure à suivre lorsqu'il n'existe pas de registres de l'état civil pour constater le mariage et la filiation, procédure à laquelle on ne peut substituer arbitrairement celle de l'art. 71 C. civ.; — Qu'il suit de ce qui précède qu'il n'y a pas lieu d'homologuer l'acte du 9 juin 1876;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel en la forme; — Au fond : — Confirme le jugement entrepris; — Dit, en conséquence, qu'il n'y a pas lieu de faire droit à la requête des consorts Ben Zaquin; — Condamne les appelants à l'amende et aux dépens.

MM. HUGUES, *ff. prés.*; MARSAN, *av. gén.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

20 mars 1888

Louage, bail à colonat partiaire, créance de fournisseur, propriétaire, responsabilité, conditions, privilège du bailleur, application.

Le créancier du prix de fournitures faites à un colon partiaire dans l'intéret de la ferme ne peut réclamer son paiement au propriétaire qu'il prétendrait faire considérer comme un véritable associé, s'il ne résulte, en fait, d'aucune

des circonstances de la cause ni que le propriétaire se soit engagé envers le créancier comme débiteur principal ou comme caution, ni qu'il ait donné, implicitement ou explicitement, mandat au fermier de l'engager pour l'achat du matériel d'exploitation nécessaire à la ferme, ni que l'engagement contracté par le fermier ait été pris au nom et pour le compte de l'association, ni que le créancier lui-même ait clairement entendu traiter avec cette association (1) ;

---

(1) Le bail à colonat partiaire dans lequel le propriétaire donne les fonds, et le colon la semence et la culture, pour partager les fruits, est-il un louage ou une société ? Trois systèmes ont été présentés à cet égard :

Certains auteurs et, en général, la jurisprudence voient dans ce contrat un louage ordinaire régi par les règles ordinaires des baux à ferme, sauf sur les points qui font l'objet des art. 1763, 1764 et 1771 C. civ. Telle paraît avoir été l'idée de Pothier. — V. Paris, 21 juin 1856 (S. 56. 2. 560 ; D. P. 57. 2 26) ; Lyon, 9 juill. 1860 (S. 60. 2. 520 ; D. P. 60. 5. 340) ; Alger, 25 juin 1878 (S. 78. 2. 327 ; D. P. 79. 2. 207 et *Bull. jud Alg.*, 1878, p. 333 avec la note) ; Cass., 23 déc 1862 (S 63. 1 196 ; D P. 63. 1. 173) ; 8 févr. 1875 (D. P. 75. 1. 169). — Aubry et Rau, t. 4, p. 371, n° 509, texte et note 16 ; Laurent, t. 25, n° 477 ; Guillouard, t. 2, n° 614.

D'autres, s'appuyant sur la tradition du droit romain et de l'ancien droit, y trouvent un contrat de société : Agen, 7 févr. 1850 (S. 50. 2. 208 ; D. P. 50 5. 478) ; Grenoble, 20 mars 1863 (S. 63. 2. 108 ; D. P. 63. 2. 237) ; Troplong, t. 2, n° 537 et s ; Dall , v° *Louage à colonage partiaire*, n° 3 ; Pont, *Societes*, n° 85.

Enfin, d'apres un troisième système, le colonat partiaire serait un contrat innomé participant à la fois du louage et de la société, auquel on devrait appliquer les règles des baux à ferme, sauf pour la liberté de la jouissance, qui relève du louage d'ouvrage, et pour la fixité du prix, qui ressort du contrat de société : Limoges, 26 août 1848 (S. 49. 2. 321 ; D. P. 49. 2. 173) ; Bordeaux, 28 juin 1854 (S. 55. 2. 21 ; D. P. 54. 2. 272) ; — Marcadé, t. 6, p. 516, sur l'art. 1763 ; Latreille, v° *Contrat de colonage*, *Rev. crit.*, t. 25, ann. 1864, p. 393 et s.

La loi du 18 juillet 1889 sur le Code rural, promulguée depuis notre arrêt, et dont le titre IV est consacré au bail à colonat partiaire, a défini ce contrat, dans son art. 1er : « Un contrat par lequel le possesseur d'un » héritage rural le remet pour un certain temps à un preneur qui s'engage » à le cultiver sous la condition d'en partager les produits avec le » bailleur ». Elle a, d'ailleurs, évité de trancher la question très controversée de la nature de ce contrat. Il ressort des travaux préparatoires que le colonat partiaire participe à la fois, dans une mesure plus ou moins grande, du louage et de la société. V. le rapport de M. Million, à la Chambre des députés (D. P. 90. 4. 23, note 1). — Ajoutons qu'au point de vue de l'enregistrement, le législateur a toujours considéré le bail à colonat partiaire comme un louage (loi du 22 frimaire an VII, art 15, n° 1 ; loi du 23 août 1871, art. 11 ; loi du 28 février 1872, art. 6). — V. à cet égard, 12 avril 1873 (D. P. 73. 3. 103) ; 20 janv. et 18 avril 1873 (D. P. 73.

Il en est ainsi même dans le cas où le propriétaire aurait, après le départ du fermier, conservé à son bénéfice le matériel et les produits de la ferme, surtout si le créancier ne démontre pas que la valeur de ces objets était supérieure au montant de la créance du propriétaire sur le fermier, créance privilégiée aussi bien dans le bail à colonat partiaire que dans le bail à ferme proprement dit (C. civ., art. 2102; L. 25 mai 1838, art. 3) (1).

(Tabarly c. Barraud)

ARRÊT

LA COUR, — Reçoit, comme régulier en la forme, l'appel relevé par Tabarly contre un jugement du tribunal civil de Sidi-bel-Abbès du 7 décembre 1886; — Et disant droit au fond sur le mérite de cet appel;

Attendu que Tabarly réclame à Barraud une somme de 1,909 fr. 70 cent. pour prix de diverses fournitures faites au sieur Rossignol, son fermier; — Attendu qu'il fonde sa demande sur ce que, un bail à mi-fruits existant entre Rossignol et Barraud, et un tel bail participant du contrat de société, Barraud est tenu, comme associé, des dettes contractées par son coassocié dans l'intérêt de la société; sur ce que, d'ailleurs, cette dette a été contractée dans l'intérêt de la société et a tourné à son profit; sur ce que, enfin, Barraud, au départ de Rossignol de la ferme, s'est approprié tout le matériel acheté et tous les produits de cette ferme au détriment des créanciers intéressés, offrant d'établir ce dernier fait par témoins en cas de déni;

Attendu que les prétentions de Tabarly ont été repoussées à bon droit par les premiers juges; — Attendu, en effet, qu'en

---

5. 201); Cass., 8 févr. 1875 (D. P. 75. 1. 169); Garnier, *Rép. de l'enregistrement*, t. 1, nos 2581 et 15166.

(1) La question de l'existence du privilège du propriétaire sur les objets appartenant au colon et garnissant la ferme n'était déjà plus contestable depuis la loi du 25 mai 1838 (art. 2) qui a implicitement admis ce privilege en fixant la compétence du juge de paix appelé à connaître de la demande en validité de la saisie-gagerie pratiquée sur le colon par le propriétaire. L'art. 10 de la loi du 18 juillet 1889 a fixé, d'ailleurs, à la fois l'existence et l'étendue de ce privilège : « Le bailleur exerce le privilège de l'art. 2102 » C. civ. sur les meubles, effets, bestiaux et portions de récolte apparte- » nant au colon, pour le paiement du reliquat de compte à rendre par » celui-ci. » — V. rapport de M. Million, précité (D. P. 90. 4. 25, note 3.)

admettant avec l'appelant que le colonage ait, non le caractère du louage proprement dit, mais celui du contrat de société, ou même d'un contrat mixte tenant à la fois du louage et de la société, il n'en résulterait pas, dans l'espèce, que Barraud dût être obligé envers Tabarly ; — Attendu qu'étant donné l'hypothèse d'une association, il ne pourrait s'agir au procès que d'une association civile ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 1165 C. civ., les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes et qu'elles n'engagent jamais les tiers en dehors de leur consentement et de leur volonté ; — Que, suivant l'art. 1862 du même Code, dans les sociétés autres que celles de commerce, les associés ne sont pas tenus solidairement des dettes sociales, et l'un des associés ne peut obliger les autres si ceux-ci ne lui en ont conféré le pouvoir ; — Que, d'après l'art. 1864, la stipulation que l'obligation est contractée pour le compte de la société ne lie que l'associé contractant et non les autres, à moins que ceux-ci ne lui aient donné pouvoir et que la chose n'ait tourné au profit de la société ; — Qu'il suit de ces textes que dans une société civile l'associé qui n'a pas figuré à l'engagement et qui n'a pas donné pouvoir de contracter cet engagement ne peut être engagé par l'associé qui a contracté qu'à la double condition qu'il ait déclaré que l'engagement était pris pour le compte de la société et que la chose ait tourné au profit de la société ; qu'à défaut de l'une ou l'autre de ces conditions, l'associé non contractant n'est pas lié et que, par suite, le tiers envers lequel l'engagement a été pris n'a aucune action contre lui ; qu'isolée, l'action *de in rem verso* n'a ainsi pas d'effet ; que l'art. 1864 est formel ; qu'il ne se contente pas du résultat de l'affaire ; qu'il exige impérieusement que l'engagement qui a tourné au profit de la société ait été, dès le début, expressément pris au nom et pour le compte de la société ;

Attendu que, dans la cause, il ne résulte, en fait, d'aucun des documents qui y sont versés ni que Barraud se soit engagé envers Tabarly comme débiteur principal ou comme caution, ni qu'il ait donné, implicitement ou explicitement, mandat à Rossignol de l'engager pour l'achat du matériel d'exploitation nécessaire à la ferme, ni que l'engagement contracté par Rossignol ait été pris au nom et pour le compte de l'association, ni que Tabarly lui-même ait clairement entendu traiter avec cette association ;

Attendu que, vainement, l'appelant insiste sur ce fait que le matériel et les produits de la ferme seraient, à la sortie du locataire, demeurés en la possession du propriétaire qui seul en aurait bénéficié ; — Attendu qu'il faut bien reconnaître que

le droit de ce dernier sur ces objets primait celui de tous les autres créanciers ; — Que dans le bail à colonage partiaire, en effet, comme dans le bail à ferme proprement dit, le propriétaire jouit, soit pour sa part dans la récolte, soit pour avances qu'il a faites au preneur, du privilège que l'art. 2102 C. civ. accorde au bailleur ; — Que ce point a été, sans doute, autrefois l'objet de vives controverses dans la jurisprudence ; — Mais qu'il n'est susceptible d'aucun doute aujourd'hui en présence de la loi du 25 mai 1838 ; — Que l'art. 3 de cette loi, en réglant la compétence du juge qui connaît de la demande en validité de la saisie-gagerie pratiquée par le propriétaire au préjudice du colon partiaire, reconnaît, par cela même, l'existence du privilège du propriétaire dans le bail à colonage ; — Attendu, cela étant, que pour que la prétention de Tabarly, au sujet de la rétention par Barraud des objets dont s'agit, puisse avoir quelque suite, il faudrait que l'appelant établit tout d'abord que la valeur de ces objets s'est trouvée supérieure à la garantie des créances de Barraud sur Rossignol ; — Attendu qu'aucune démonstration de ce genre n'est faite par Tabarly ; — Que ses offres de preuves se bornent au fait de l'appropriation par Barraud des récoltes, des produits et du matériel de la ferme ; — Qu'ainsi limitées, lesdites offres ne sont ni pertinentes, ni concluantes, et que, dès lors, elles ne sauraient être admises ;

Par ces motifs et ceux au surplus des premiers juges : — Sans s'arrêter ni avoir égard aux fins, conclusions, moyens et offres de preuves de l'appelant qui sont rejetées ; — Confirme le jugement attaqué ; — Ordonne qu'il sortira son plein et entier effet ; — Condamne Tabarly à l'amende et aux dépens de son appel.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.*; COLAUD DE LA SALCETTE, *av. gén.* — Mes VÉROLA et TILLOY, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

13 juillet 1892

Autorisation maritale, consentement tacite, conditions, billet souscrit par la femme, nullité, endossement par le mari, défaut de concomitance.

A défaut d'autorisation expresse donnée par le mari à la

femme pour s'obliger, l'existence du consentement tacite du mari, résultant du concours de celui-ci dans l'acte de sa femme, ne saurait être admise par la justice qu'en présence d'une certitude absolue ;

Et cette certitude n'existe pas lorsque le billet souscrit par la femme n'a été endossé par le mari qu'à une date postérieure ;

Il importe peu que le corps d'écriture du billet, au pied duquel se trouvent la signature de la femme et le « bon pour, » soient l'œuvre du mari, s'il n'est pas suffisamment certain que ce corps d'écriture ait précédé ou accompagné la souscription du billet par la femme, et s'il est même vraisemblable que ce billet n'a été rempli de la main du mari qu'après la signature de la femme, pour les besoins de la négociation, c'est-à-dire à une époque postérieure à cette signature.

(Époux Deghida c. Boumasse)

ARRÊT

LA COUR, — Reçoit comme régulier en la forme l'appel relevé par les époux Deghida contre le jugement du tribunal de commerce d'Alger, du 18 avril 1891 dont est cas dans la cause; — Disant droit, au fond, sur le mérite de l'appel;

Attendu que Boumasse réclame aux appelants le paiement : 1° D'une traite de 7,500 fr. tirée sur Deghida seul et acceptée par lui, et 2° d'un billet de 2,000 fr. souscrit par la dame Deghida à l'ordre de son mari, endossé par ce dernier et protesté aussi à l'échéance faute de paiement, desquels effets ledit sieur Boumasse est aujourd'hui porteur ;

En ce qui touche la traite de 7,500 fr. : — Attendu que le sieur Deghida ne conteste pas sa dette de ce chef; — Qu'ainsi le jugement qui l'a condamné envers Boumasse au paiement du montant de cette dette doit être confirmé;

En ce qui touche le billet de 2,000 fr. : — Attendu que la dame Deghida oppose à la réclamation de Boumasse deux exceptions ; — Qu'elle prétend que la valeur dont le paiement lui est demandé est nulle : — 1° Parce qu'elle a été souscrite sans l'autorisation de son mari, et 2° parce qu'elle est sans cause;

Sur la première de ces exceptions : — Attendu qu'aux termes

de l'art. 217 C. civ., l'autorisation nécessaire à la femme pour s'obliger doit résulter soit du consentement par écrit, consentement exprès, soit du concours de son mari dans l'acte, consentement tacite; — Attendu, dans l'espèce, que le consentement exprès n'existe pas; — Attendu que le concours du mari à la création du billet ne résulte pas non plus d'une manière suffisante des circonstances de la cause; — Qu'il n'est pas établi que l'autorisation maritale, lors de la création de ce billet, ait, en effet, précédé ou accompagné les obligations prises par la femme; — Que de la date de l'endos, d'où ressortirait surtout la participation du mari à ces obligations, il appert, au contraire, que cette participation n'aurait réellement eu lieu qu'à un moment ultérieur; — Que le billet dont s'agit, en effet, a été souscrit le 30 octobre 1889; qu'il n'a été endossé par le mari que le 31 du même mois, c'est-à-dire le lendemain seulement; — Qu'il n'y a donc pas eu là concomitance absolue de l'obligation et de l'autorisation, concomitance voulue par la loi; — Attendu, à la vérité, qu'il est allégué que le corps d'écriture du billet au pied duquel se trouvent la signature de la femme et le « bon pour » seraient l'œuvre du mari; — Mais attendu qu'il n'est pas suffisamment certain que ce corps d'écriture ait précédé ou accompagné la souscription du billet par la femme; — Qu'il est même vraisemblable que ce billet n'a dû être rempli de la main du mari qu'après la signature de la femme, pour les besoins de la négociation, c'est-à-dire à une époque postérieure à cette signature; — Attendu que l'existence du consentement tacite ne saurait être admise par la justice qu'autant qu'il y a certitude absolue que le consentement a été réellement donné, et surtout qu'il a été fourni dans toutes les conditions requises pour sa validité; — Attendu qu'en dehors de cette certitude, l'obligation de la femme doit demeurer sans effet;

Sur la deuxième exception relative à la cause du billet : — Attendu que la cause qui est exprimée est certainement fausse; — Que le billet est, en effet, causé valeur en compte; — Qu'il semble bien sûr qu'aucun compte n'a jamais existé entre Deghida et sa femme; — Que ce compte présupposerait entre les époux des opérations dont la réalité n'est ni prouvée, ni même alléguée; — Qu'il est même permis d'affirmer, en l'état de ces faits, que le billet est tout à fait sans cause; — Qu'il paraît constant qu'aucune valeur n'a été véritablement fournie à la femme en échange de la valeur souscrite; — Attendu que le sieur Boumasse n'a pu, en sa qualité de commerçant, ignorer les vices dont était entaché l'effet dont il a volontairement accepté la transmission; — Que cette

circonstance ne lui permet pas de bénéficier des avantages attachés à sa qualité de tiers porteur; — Qu'il demeure, dès lors, passible des exceptions opposées à sa demande;

Attendu que, de ce qui précède, il résulte que le billet sur lequel il se fonde est nul, et que, dès lors, c'est à tort que les premiers juges ont condamné la femme Deghida à lui en payer le montant; — Qu'il échet, en conséquence, de réformer leur décision quant à ce;

Par ces motifs : — Confirme, dans ses dispositions relatives à la traite de 7,500 fr., le jugement attaqué; — Ordonne que, quant à ce chef de demande, ledit jugement sortira son plein et entier effet; — Infirme, au contraire, le même jugement dans ses dispositions relatives au billet de 2,000 fr. souscrit par la dame Deghida; — Statuant à nouveau, dit nul, pour défaut d'autorisation maritale et pour défaut de cause, ledit billet; — En conséquence, déclare mal fondée contre la dame Deghida la demande de Boumasse en paiement dudit billet; — En déboute ce dernier; — Condamne Deghida aux dépens de l'instance d'appel afférents à la demande de Boumasse en paiement de la traite de 7,500 fr.; — Condamne, au contraire, Boumasse aux dépens tant de première instance que d'appel afférents à sa demande contre la dame Deghida en paiement du billet de 2,000 fr.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.*; MARSAN, *av. gén.*—Mes BASSET et SOUBIRANNE, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

8 juillet 1892

Aoun, justice musulmane, décret du 18 avril 1889, fonctions, caractère, saisie-exécution, défaut de qualité.

Aux termes du décret du 17 avril 1889 sur la justice musulmane en Algérie, les aouns n'ont aucun caractère d'officiers publics ou ministériels, et leurs fonctions dans les mahakmas sont exclusivement limitées à la remise des avis de comparution;

Spécialement, ils n'ont pas qualité pour procéder à une saisie-exécution.

(Min. pub. c. El Hadj Ahmed bel Hafsi)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que la réalité de la saisie ne résulte suffisamment ni de l'extrait du registre de la mahakma de Guelma joint au dossier, ni de l'audition des témoins ; — Attendu en effet que le bachadel de Guelma, n'ayant pas lui-même opéré cette saisie, ne pouvait se baser pour en relater l'existence que sur une déclaration de l'aoun Si El Amri ben Ahmed qui l'avait effectuée, déclaration confirmée par le témoignage de Bachir ben Mohamed et de Mustapha ben Brahim ; — Or attendu que l'aoun Si El Amri ben Ahmed est décédé depuis ; que Mustapha ben Brahim n'a pas été entendu sur ce point et que la déposition de Bachir ben Mohamed n'a pas été reçue ; — Attendu que, parmi les autres témoins entendus, un seul, Ali ben Mabrouk, déclare avoir vu l'aoun saisir les quatres charges de blé et en confier la garde à El Hadj Ahmed bel Hafsi, partie saisie ; — Mais attendu que la déposition d'Ali ben Mabrouk est suspecte, puisqu'il existait un motif d'animosité entre lui et le prévenu, à raison d'une circonstance spécifiée dans la procédure ;

Attendu au surplus que l'aoun Si El Amri n'avait pas qualité pour procéder à un acte de cette nature ; — Attendu en effet que les aouns n'ont aucun caractère d'officiers publics ou ministériels et qu'aux termes du décret du 17 avril 1889 sur l'organisation de la justice musulmane en Algérie, leurs fonctions dans les mahakmas sont exclusivement limitées à la remise des avis de comparution ; — Qu'ainsi à supposer la réalité du fait contesté par El Hadj Ahmed bel Hafsi, les quatre charges de blé n'auraient pas été mises légalement sous main de justice ; — Attendu que, pour qu'il y ait détournement d'objets saisis, il est nécessaire que les faits de détournement aient été commis au préjudice d'un acte présentant le caractère extérieur d'une saisie et que cette saisie soit l'œuvre d'un officier public compétent ; — Que tout autre acte ne serait qu'un simulacre de saisie, dont le débiteur peut ne pas tenir compte et qui ne lui enlève pas le droit de disposer librement des objets prétendus saisis ;

Par ces motifs : — Infirme et met à néant le jugement dont est appel ; — Décharge le prévenu des condamnations prononcées contre lui.

MM. CUNIAC, *prés.* ; HONEL, *subst. du proc. gén.* — Me TILLOY, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

—

30 juin 1892

—

Vente, cession de droits successifs, art. 2052 C. civ., transaction, non applicabilité, cession de droits sociaux, art. 1872 C. civ., forfait, absence de fraude, action en rescision, irrecevabilité.

—

La disposition de l'art. 2052 C. civ. est inapplicable à l'acte de cession de droits successifs qui intervient après une assignation en licitation et partage des immeubles de la succession, dont les termes n'impliquent pas, de la part des parties, l'intention de transiger sur l'objet de ce litige.

Les règles qui régissent les cessions de droits successifs s'appliquant également aux cessions de droits sociaux, en vertu de l'art. 1872 C. civ., l'action en rescision ne peut être admise contre la vente de droits sociaux faite sans fraude et aux risques et périls de l'acquéreur.

(Haziza c. Haziza)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme ;

Au fond : — Attendu que, s'il est vrai que, antérieurement à l'acte du 8 mars 1888, les intimés avaient assigné les appelants en licitation et partage d'immeubles dépendant de la succession de Chaloum Haziza, père et époux des demanderesses, rien, dans les termes dudit acte, n'implique de la part des parties l'intention de transiger sur l'objet de ce litige ; — Que, par suite, les dispositions de l'art. 2052 C. civ. ne sauraient être appliquées à cet acte ;

Attendu que la convention précitée a pour objet, il est vrai, une cession par les dames Haziza et Lévy à Mardochée et Isaac Haziza de tous les droits mobiliers et immobiliers appartenant à feu Chaloum Haziza leur époux et père, dans la société existant entre celui-ci et lesdits Mardochée et Isaac, c'est-à-dire une vente de droits sociaux à des coassociés et non une vente de droits successifs à des cohéritiers ; mais qu'il échet

de retenir que, aux termes de l'art. 1872 C. civ., les dispositions qui régissent le partage des successions s'appliquent aux partages entre associés ; — Qu'en conséquence l'art. 889 C. civ. est applicable à l'acte du 8 mars 1888 ; — Qu'il suit de là que l'action en rescision ne peut être admise contre la vente de droits sociaux consacrée par cet acte, si elle a été faite aux risques et périls des acquéreurs et sans fraude ; — Attendu qu'il est expressément stipulé en l'acte dont s'agit que la vente est faite aux risques et périls de Mardochée et d'Isaac Haziza ; — Qu'il résulte, de plus, de l'ensemble des dispositions y précitées que, dans la commune intention des parties, elle est consentie à forfait ; — Attendu, en outre, qu'il n'est pas établi que cette vente soit entachée de fraude ; — Que la fraude ne se présume pas et doit être formellement établie ; — Que, pour le prouver, les dames Haziza et Levy se bornent à alléguer que la cession critiquée ne renfermait aucun alea pour les cessionnaires seuls, ceux-ci connaissant seuls la situation exacte de l'actif et du passif de la société qu'ils dirigeaient ; — Qu'en admettant que cette allégation soit fondée en fait, elle n'impliquerait de la part des appelants aucune manœuvre dans le but de tromper les intimés et de surprendre leur consentement ; — Que, au surplus, s'il est à présumer que les intimées, étrangères aux affaires, n'ont pu, aussi bien que les appelants, se rendre compte de la valeur des droits cédés, il est à remarquer qu'elles étaient assistées, en l'acte du 8 mars 1888, de Menahim Levy, leur gendre et époux, lequel, rompu aux affaires et parfaitement au courant des opérations sociales, a pu, autant que Mardochée et Isaac Haziza, apprécier l'alea de l'opération, sur lequel l'attention était appelée par les poursuites dont la société était l'objet et les précédentes réalisations d'immeubles ;

Attendu, en conséquence, que, l'action en rescision des intimées n'étant ni recevable ni fondée. elles sont sans droit ni qualité pour demander la liquidation de la société ayant existé entre Chaloum Haziza et ses frères Mardochée et Isaac ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel en la forme ; — Y faisant droit, au fond : — Infirme le jugement déféré ; — Et statuant à nouveau : — Déboute les dames Haziza et Levy de leurs demandes, fins et conclusions ; — Ordonne la restitution de l'amende consignée ; — Condamne les intimées en tous les dépens de première instance et d'appel.

MM. BLANKAERT, *prés.* ; BUSSIÈRE, *subst. du proc. gén.* — Mes CHÉRONNET et DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

—

11 juillet 1892

—

Avaries, expert, Code de commerce italien, pouvoir du président, navigation, art. 435 et 436 C. com., protestation, formes, journal de bord, signification, mention.

—

Le Code de commerce italien attribue au président seul la désignation des experts en toutes matières commerciales.

Les art. 435 et 436 C. com. ne soumettant à aucune forme spéciale les protestations qu'ils prescrivent, en matière maritime, ces protestations peuvent résulter de tout acte et même de toute circonstance de nature à ne laisser aucun doute sur les intentions de la partie qui proteste, par exemple d'une requête présentée au président du tribunal et suivie d'une ordonnance exécutée;

Les indications du journal de bord, qui mentionne les incidents d'une traversée pénible et formule des craintes au sujet de la cargaison qui a peut-être subi quelques avaries, ne peuvent être tenues pour une reconnaissance d'avaries qui dispense le destinataire de la marchandise de faire la signification prescrite par l'art. 436 C. com.

(Mazel c. Serra)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme ;

Au fond : — Attendu, en ce qui touche l'application de l'art. 106 C. com., qu'il importe peu, dans la cause, que la nomination de l'expert ait été demandée et accordée par le président seul, et qu'il est sans intérêt de rechercher si cet article est spécial au commerce terrestre; — Attendu, en effet, que Serra est sujet italien, et que le Code de commerce italien attribue au président seul la désignation des experts en toutes matières commerciales, — Attendu, d'ailleurs, que ce moyen manque d'intérêt en raison de ce qui va suivre;

Attendu, en ce qui touche l'application des art. 435 et 436 C. com., que la loi ne soumet, à la vérité, les protestations à aucune forme sacramentelle; qu'elles peuvent résulter de

tout acte et même de toute circonstance de nature à ne laisser aucun doute sur les intentions de la partie qui proteste ; — Attendu, à cet égard, que la requête présentée au président, l'ordonnance qui s'en est suivie, l'exécution, enfin, de cette ordonnance sont autant d'actes qui doivent rationnellement être considérés comme des protestations utiles et conformes au vœu de la loi ;

Attendu qu'il en est autrement de la signification exigée par l'art. 436 susvisé ; que celle-ci a été omise complètement ; — Attendu que vainement Mazel soutient l'inutilité de cette signification, en se fondant sur ce qu'il y aurait eu reconnaissance d'avaries ; — Attendu que, dans son journal de bord, Serra, après avoir enregistré les incidents d'une traversée pénible, se borne à formuler des craintes au sujet de la cargaison, qui, dit-il, a peut-être subi quelques avaries ; — Attendu qu'il serait abusif de tenir cette simple réflexion pour une reconnaissance d'avaries ; — Attendu que la procédure d'expertise suivie par Mazel se trouve, par conséquent, frappée de nullité ;

Attendu, au fond, que les premiers juges ont sainement apprécié les faits de la cause ;

Par ces motifs et ceux des premiers juges qui ne sont pas contraires à ceux qui précèdent : — Reçoit l'appel en la forme ; — Au fond : — Confirme purement et simplement le jugement du tribunal de Mostaganem, du 21 août 1890, pour être exécuté selon sa forme et teneur ; — Condamne l'appelant à l'amende et aux dépens.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes TILLOY et JOUYNE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

28 juin 1892

Gage, caractère civil, faillite du débiteur, réalisation, tribunal civil, compétence, art. 2078 C. civ., droit du créancier gagiste, sursis, droit au bail, vente mobilière, art. 2118 C. civ., non applicabilité.

La faillite du débiteur ne peut ni transformer en gage commercial un gage qui était, de sa nature, purement civil,

ni modifier la procédure à suivre pour parvenir à la réalisation de ce gage;

Par suite, le tribunal civil est compétemment saisi par le créancier gagiste d'une demande de mise en vente aux enchères publiques du droit au bail d'un immeuble qui forme le gage de ce créancier ;

Ce tribunal ne peut, sans méconnaître les dispositions de l'art. 2078 C. civ., accorder un sursis à la vente sollicitée par le syndic, le droit de réalisation du créancier gagiste à l'échéance étant absolu, et ne pouvant être ni arrêté, ni suspendu dans son exercice, ni modifié dans son caractère par le mode de réalisation que le créancier a choisi en usant de la faculté d'option de l'art. 2078 C. civ.;

Les dispositions de l'art. 2215 C. civ., qui n'autorise l'adjudication d'un immeuble saisi qu'après un jugement définitif en dernier ressort ou passé en force de jugée, ne s'appliquent pas à la vente aux enchères d'un droit au bail, c'est-à-dire à une vente mobilière faite à la demande du créancier nanti du gage.

(Roussel c. Époux Jullien)

ARRÊT

LA COUR, — En la forme : — Attendu que Roussel, ès qualité de syndic de la faillite Baillès, a interjeté appel de deux jugements des 24 mars et 24 avril 1892, et que, de leur côté, les époux Jullien sont appelants d'un jugement du 6 mai suivant, rendu par le tribunal civil d'Alger; que ces appels sont réguliers; — Attendu que ces jugements ont été rendus entre les mêmes parties et ont pour objet le même litige; qu'il y a lieu, dès lors, de joindre les causes et de statuer par un seul et même arrêt;—Attendu, en outre, que les époux Bouthet des Gennetières et les dames veuves Chabot et Courapied, créanciers chirographaires de la faillite Baillès, déclarent intervenir dans l'instance d'appel, et que leur intervention est régulière;

Au fond : — Sur l'appel des jugements des 24 mars et 29 avril 1892 : — Attendu que la qualité de créancier gagiste des époux Jullien a été reconnue par arrêt de cette Cour, du 21 mars 1891, passé en force de chose jugée ; qu'elle fait la loi des parties et doit être respectée, quelque regrettables, d'ailleurs, que puissent en être les conséquences pour les créanciers chirographaires de la faillite Baillès; — Attendu que le gage dont excipent les époux Jullien a été constitué aux

termes d'un acte sous seings privés, du 28 mai 1881, dûment enregistré et signifié, n'ayant vis-à-vis d'eux aucun caractère commercial et soumis, quant à ses effets, aux dispositions du Code civil réglant la matière du nantissement; qu'il importe peu que, dans le courant de l'année 1888, les époux Baillès, leurs débiteurs, aient été déclarés en faillite; que cette circonstance n'a pu transformer en gage commercial un gage qui était de sa nature purement civil, ni modifier la procédure à suivre pour parvenir à sa réalisation; que c'est donc avec raison que les créanciers gagistes, au lieu de s'adresser à la juridiction consulaire, ont saisi le tribunal civil de leur demande de mise en vente aux enchères publiques du droit au bail de la forêt des Beni-Ghobri, droit au bail formant le gage de leur créance; — Attendu, par suite, que l'exception d'incompétence soulevée par le syndic de la faillite Baillès n'est pas fondée, et que c'est à bon droit qu'elle a été repoussée par les premiers juges;

Attendu, en outre, que le droit qu'a le créancier gagiste de réaliser son gage à l'échéance est absolu; que, selon les termes formels de l'art. 2078 C. civ., s'il ne peut, à défaut de paiement, disposer du gage, il doit s'adresser à justice pour faire ordonner, à son choix, que le gage lui demeurera en paiement et jusqu'à due concurrence, d'après une estimation faite par experts, ou qu'il sera vendu aux enchères publiques; que ce droit d'option appartient au créancier gagiste seulement; que les époux Jullien ont opté pour la vente aux enchères publiques, qui a été précisément ordonnée par les jugements du 24 et 29 avril 1892 dont est appel; que le tribunal, en ordonnant la vente, n'a fait que se conformer à une prescription formelle et impérative à laquelle il ne pouvait qu'obéir;

Attendu, au surplus, que le législateur qui, en édictant l'art. 2078 précité, a voulu sauvegarder les intérêts du créancier gagiste, n'a eu garde de négliger ceux du débiteur; qu'en effet, il accorde à celui-ci la faculté de retirer à tout moment et en toute circonstance le gage, sous la seule condition du paiement au préalable, en principal, intérêts et frais, de la dette pour la garantie de laquelle le gage a été constitué; que cette faculté passe au syndic du débiteur failli, sous la même condition, aux termes des art. 547, 548 C. com.; — Attendu que ni le syndic, ni les créanciers chirographaires intervenant n'ont offert d'user de cette faculté, et qu'il y a lieu, dès lors, de confirmer purement et simplement les jugements des 24 mars et 29 avril 1892;

Attendu que le syndic de la faillite Baillès ne se borne pas,

dans ses conclusions, à opposer à l'action des époux Jullien en réalisation de leur gage l'exception d'incompétence et à conclure subsidiairement au fond au débouté de la demande; qu'il allègue qu'une somme de 51,006 fr. due à l'administration forestière, grevant la masse de la faillite, doit être supportée par le passif au prorata des créanciers, et qu'il demande, en conséquence, que les époux Jullien soient condamnés à en payer leur part, qu'il évalue à la somme de 17,341 fr. 25 cent.; — Attendu que cette prétention du syndic a été écartée par les jugements des 24 mars et 29 avril 1892, et qu'il y a lieu, sur ce point, d'adopter les motifs qui ont déterminé les premiers juges;

Sur l'appel du jugement du 6 mai 1892 : — Attendu qu'en demandant la mise en vente aux enchères publiques de leur gage mobilier à l'audience par eux fixée du 6 mai 1892, toutes les formalités exigées par la loi ayant été remplies, les époux Jullien usaient d'un droit absolu, reconnu et consacré par l'arrêt définitif du 21 mars 1891; que les premiers juges, en accordant le sursis demandé par le syndic, ont méconnu à la fois l'autorité qui s'attache à la chose jugée et les dispositions impératives de l'art. 2078; que c'est à tort qu'ils ont fait application à l'espèce du caractère suspensif de l'appel et des dispositions de l'art. 2215 C. civ., relatives aux adjudicataires d'immeubles sur saisie; — Attendu, en effet, d'une part, que c'est en vertu de l'arrêt définitif du 21 mars 1891, passé en force de chose jugée, que la vente du gage mobilier était requise à l'audience du 6 mai 1892, et non en vertu des jugements des 24 mars et 29 avril 1892, frappés d'appel par le syndic, et que, d'autre part, il ne s'agissait pas d'une vente d'immeubles sur expropriation, mais bien d'une vente d'un droit au bail, c'est-à-dire d'une vente mobilière à la demande du créancier nanti du gage; — Attendu que l'action de ce créancier ne pouvait être paralysée en aucune manière; qu'elle ne pouvait être ni arrêtée, ni suspendue dans son exercice; que, sous aucun prétexte, la vente ne pouvait être, malgré lui, remise ou ajournée sans porter atteinte à son droit; — Attendu que le créancier gagiste aurait pu faire ordonner par le tribunal que le gage lui demeurerait en paiement et jusqu'à due concurence de sa créance, d'après une estimation faite par experts; que le choix qu'il a fait, dans l'espèce, de la vente aux enchères publiques n'a pu modifier le droit, qu'il tient de la loi, de réaliser immédiatement son gage; qu'il est manifeste, dans ces conditions, que la règle de l'exécution provisoire reprenait tout son empire; qu'il n'appartenait pas aux juges des criées ou des ventes de

suspendre l'effet de l'exécution provisoire ordonnée, nonobstant opposition et appel, par les jugements des 24 mars et 29 avril 1892; — Attendu qu'en prononçant le sursis demandé par le syndic, le jugement du 6 mai 1892 a méconnu l'autorité de la chose jugée et la règle de l'art. 457 C. pr. civ.; qu'il y a donc lieu d'infirmer cette décision;

Mais attendu que les époux Jullien ne se bornent pas à demander cette réformation; qu'ils allèguent que la résistance apportée par le syndic à la réalisation de leur gage, et qui s'est prolongée pendant plusieurs années, a exposé leur gage au dépérissement et leur a causé un préjudice dont il leur est dû réparation; qu'ils ajoutent que le syndic n'a poursuivi qu'un intérêt personnel, celui de se perpétuer dans l'exploitation de la forêt des Beni-Ghobri, conduite par lui d'une façon désastreuse pour la masse de la faillite, et que le préjudice qui résulte pour eux de cette mauvaise exploitation s'est aggravé et augmenté chaque jour, depuis les jugements des 24 mars, 29 avril et 6 mai 1892; qu'ils demandent, en conséquence, que le syndic soit condamné, personnellement, à leur rembourser le montant en principal, intérêts et frais de la créance gagée, et tenu aussi personnellement de tous les dépens tant de première instance que d'appel; — Attendu que le syndic objecte, non sans quelque raison, qu'il est au moins surprenant que les époux Jullien, si leurs allégations étaient fondées, aient attendu le mois de février 1892 pour porter contre lui de semblables accusations; que si l'exploitation de la forêt des Beni-Ghobri avait été aussi désastreuse qu'ils le prétendent, ceux-ci pouvaient la faire cesser dès l'arrêt du 21 mars 1891 en signalant la conduite de Roussel au tribunal de commerce, qui n'eût pas manqué de relever celui-ci de ses fonctions de syndic; qu'ils pouvaient également recourir à l'administration des forêts, sous le contrôle de laquelle se fait cette exploitation; qu'enfin, en tout état de cause, ils pouvaient obliger le syndic à réunir les créanciers, l'obliger à leur rendre ses comptes et à les justifier, exiger des modifications à sa gestion et à son exploitation;

Attendu, au surplus, qu'il est constant que l'exploitation même de la forêt a été faite non par le syndic, mais par des personnes désignées dans des réunions de créanciers auxquelles les époux Jullien assistaient ou étaient représentés, et sans aucune protestation de leur part; que les époux Jullien, qui critiquent cette exploitation, se tiennent dans des généralités tellement vagues que la Cour ne saurait s'y arrêter, ni en faire la base d'une condamnation en dommages-intérêts; qu'en effet, ils ne citent à l'appui de

leurs allégations à cet égard, à la charge du syndic, aucun fait de négligence, d'incapacité de défaut de surveillance ou autres; qu'il n'est donc pas nécessaire, en l'état des faits, de faire procéder par experts à une vérification des comptes et de la gestion de syndic, comme le demande le syndic lui-même pour sa justification; — Attendu, à un autre point de vue, que la résistance apportée par le syndic à l'exercice du droit du créancier gagiste s'explique et se justifie, sans lui donner pour cause le mobile que lui attribuent les époux Jullien; que, ceux-ci ayant émis la prétention que leur gage comprenait non seulement la somme de 80,000 fr. stipulée en l'acte précitée du 28 mai 1881, mais encore une somme de 25,450 fr. et 2,000 fr. environ d'intérêts, il était du devoir du syndic, dans l'intérêt de la masse de la faillite, de lutter contre cette prétention et de frapper d'appel le jugement du tribunal de commerce du 3 juillet 1889, qui l'avait admise; — Qu'on ne saurait d'autant moins lui faire un grief d'avoir résisté alors aux époux Jullien que l'arrêt du 21 mars 1891, intervenu sur son appel, n'avait reconnu l'existence du privilège invoqué par les époux Jullien que jusqu'à concurrence seulement de la somme de 80,000 fr. portée en l'acte constitutif du gage; qu'on peut également trouver une explication de son appel des jugements des 24 mars et 29 avril et de sa demande de sursis de la vente du gage dont s'agit au procès dans son désir légitime de sauvegarder les intérêts des créanciers chirographaires, sans compromettre ceux des époux Jullien; — Qu'il est, en effet, constant en fait que la perception des prochaines récoltes de liège pourra produire une somme suffisante pour éteindre la créance privilégiée et pour payer, en grande partie au moins, les créanciers chirographaires, tandis que la vente du droit au bail demandée par les époux Jullien ne sera profitable qu'à ces derniers; que sa demande de sursis de la vente procède de la même pensée et d'une erreur de droit bien excusable; puisqu'elle a été partagée par le tribunal lui-même;

Sur l'intervention des créanciers chirographaires : — Attendu que les intervenants allèguent, non sans raison, que la vente du droit au bail aux enchères publiques de la forêt des Beni-Ghobri sera désastreuse pour eux, si elle a lieu avant la récolte du liège qui doit s'opérer cette année, avant le mois d'août, et dont ils évaluent le rendement approximatif à 200,000 fr. au moins, chiffre qui n'est pas exagéré si l'on considère le nombre des arbres qui seront soumis au démasclage; que seuls les époux Jullien seront en mesure de tirer avantage de cette vente, qui n'a pas reçu une publicité

suffisante et dont le cahier des charges a été rédigé de façon à éloigner les enchérisseurs et à permettre au créancier poursuivant de rester adjudicataire pour un prix dérisoire; — Attendu que les intervenants, se basant sur ces considérations qui sont pour la plupart justifiées, concluent à ce que la vente du droit au bail ne soit effectuée qu'après l'enlèvement du liège de la récolte de 1892 et demandent, pour la sauvegarde des droits de toutes les parties, la nomination d'un séquestre chargé de faire et de vendre cette récolte; — Attendu que, quelque intéressante que soit, dans l'espèce, la situation des créanciers chirographaires, ceux-ci, en l'état des faits de la cause et de la législation qui régit la matière, ainsi qu'il est expliqué dans les motifs qui précèdent, n'ont, comme le syndic, qu'un droit, celui de rembourser la créance des époux Jullien, s'ils veulent mettre obstacle au droit absolu qu'ont ces derniers de poursuivre par la vente aux enchères publiques la réalisation de leur gage; — Qu'en aucun cas et sous aucun prétexte, ils ne peuvent faire échec au privilège des époux Jullien et retarder, par la nomination d'un séquestre ou de tout autre moyen de procédure, la vente poursuivie, bien rigoureusement peut-être, mais régulièrement et légalement, par les créanciers gagistes;

Par ces motifs, et sans s'arrêter aux autres fins, moyens et conclusions des parties, dont elles sont respectivement déboutées : — En la forme : — Reçoit comme réguliers les appels de Roussel, ès qualité, et des époux Jullien; — Joint ces appels, comme réguliers, pour être statué par un seul et même arrêt, et reçoit comme régulière l'intervention des époux Bouthet de Gennetières et des veuves Chabot et Courapied;

Au fond : — En ce qui concerne l'appel des jugements des 24 mars et 29 avril 1892: — Dit bien jugé, mal et sans grief appelé; — Déboute, en conséquence, le syndic Roussel de son appel, comme non fondé; — Dit, par suite, que ces jugements sortiront leur plein et entier effet pour être exécutés selon leur forme et teneur;

En ce qui concerne l'appel du jugement du 6 mai 1892 : — Dit bien appelé, mal jugé; infirme; — Et statuant à nouveau : — Dit qu'en raison de l'exécution provisoire ordonnée, l'appel n'était pas suspensif; — Dit, en outre, que l'art. 2215 C. civ. était inapplicable à l'espèce, et qu'il n'y avait pas lieu de surseoir à la vente; — Ordonne, en conséquence, qu'il sera procédé à ladite vente aux formes de droit; — Déboute les époux Jullien de leurs demandes en dommages-intérêts, tant ceux basés sur les prétendus agissements du syndic que ceux

REVUE ALGÉRIENNE ET TUNISIENNE

DE

LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE

ERRATUM

Dans le numéro d'octobre-novembre, deuxième partie, pages 467 et 468 :

Au lieu de 25 février 1854 ;

Lire 25 février *1851*.

basés sur l'art. 464 C. pr. civ.; — Déboute les intervenants de leur demande en sursis de la vente du droit au bail jusqu'après l'enlèvement de la récolte du liège et en nomination d'un séquestre; — Condamne les intervenants aux dépens de leur intervention, et Roussel, ès-qualité, aux dépens de première instance et d'appel.

MM. HUGUES, *ff. prés.*; MARSAN, *av. gén.*— Mes DE SAMBŒUF et CHÉRONNET, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

2 avril 1892

Poudre, Algérie, introduction, ordonnance du 4 septembre 1844, abrogation, lois des 28 avril 1816, 21 avril 1818 et 2 juin 1875, Algérie, applicabilité, douanes, confiscation, caractère, tribunaux répressifs, fait, qualification, appréciation.

L'introduction de la poudre en Algérie, autrefois prévue par l'ordonnance du 4 septembre 1844, est actuellement réprimée par les lois de douanes des 28 avril 1816, 21 avril 1818 et 2 juin 1875, promulguées dans la colonie à la date du 25 février 1854;

Les tribunaux répressifs ne sont pas liés par la qualification donnée aux faits qui leur sont déférés; ils puisent dans la plénitude de leurs attributions la faculté de modifier le caractère juridique qui a été attribué à ces faits par l'ordonnance ou la citation qui les a saisis, à la condition toutefois de ne pas toucher aux éléments qui les constituent;

En matière de douanes, la confiscation des marchandises saisies et celle des moyens peuvent être prononcées sans qu'il soit nécessaire d'appeler en cause les propriétaires;

Cette confiscation ne saurait être considérée comme une peine, et perd le caractère spécial qui lui est attribuée par l'art. 11, C. pén.; elle ne constitue qu'une réparation sui generis *du dommage causé par le fait délictueux.*

(Administration des douanes c. Frau et Canalda)

ARRÊT

LA COUR, - Attendu que les appels sont réguliers en la forme; qu'il échet de les recevoir;

Au fond :

En ce qui touche Marie Canalda : — Attendu que sa participation au délit de contrebande dont s'agit n'est pas démontrée ; que si sa situation personnelle vis-à-vis de Camallonga permet, jusqu'à un certain point, de la présumer, elle ne suffit pas pour l'établir; que, dans ces conditions, elle doit être mise hors de cause, et qu'il convient de réformer de ce chef le jugement entrepris ;

En ce qui touche Frau : — Attendu qu'il est vainement allégué par l'appelant qu'il n'appartenait pas aux premiers juges, saisis par une ordonnance de renvoi visant l'ordonnance du 4 septembre 1844 relative à l'introduction de la poudre en Algérie, d'accueillir l'action de l'administration des douanes tendant à l'application au prévenu des lois des 28 avril 1816, 21 avril 1818 et 2 juin 1875 ; que ces lois étaient les seules applicables en l'espèce par suite de la promulgation qui en a été faite dans la colonie à la date du 25 février 1854; qu'il est de principe, d'autre part, que les tribunaux répressifs ne sont pas liés par la qualification donnée aux faits qui leur sont déférés; qu'ils puisent dans la plénitude de leurs attributions la faculté de modifier le caractère juridique qui leur a été attribué par l'ordonnance ou la citation qui les saisis, à la condition toutefois de ne pas toucher aux éléments qui les constituent ; — Attendu qu'il est manifeste que la substitution des lois de douanes à l'ordonnance de 1844 a laissé intactes les circonstances de fait soumises à l'appréciation du tribunal et qui, dans l'un et l'autre cas, se référaient à l'introduction ou à l'importation en Algérie d'une certaine quantité de poudre ; que, dans ces conditions, on ne saurait faire grief à l'administration des douanes, agissant comme partie civile pour la revendication de ses droits et la sauvegarde de ses intérêts, d'avoir conclu à l'application de la seule législation en vigueur et le tribunal de l'avoir ordonnée; — Attendu, d'autre part, que Frau soutient à tort qu'il n'a pas coopéré à l'importation de la poudre saisie; que, détenteur en qualité de consignataire, des marchandises qui servaient à la dissimuler, il en a pris livraison par la fausse déclaration qu'il a faite à la douane, de leur mise à la consommation ; que c'est donc par son fait personnel que cette importation s'est définitivement realisée, et que, dès lors, la responsabilité doit lui en incomber; qu'il lui était d'ailleurs loisible, avant de rien déclarer, de vérifier la nature des marchandises arrivées à sa consignation, et que, ne l'ayant pas fait, il ne peut que s'en prendre à lui-même des conséquences résultant de ce défaut de précaution ; — Atttendu que, si sa bonne foi peut être admise dans une certaine mesure, elle ne saurait avoir

pour effet de l'exonérer des condamnations civiles prononcées à la requête de l'administration des douanes, toute appréciation du fait intentionnel étant interdite aux magistrats, mais qu'il convient d'en tenir compte, comme l'ont fait les premiers juges, dans l'application de la peine requise par le ministère public ;

En ce qui touche Giner : — Attendu que, par le fait de son intervention, Giner a accepté le débat et que, dès lors, il est mal venu à prétendre que, n'ayant reçu aucune citation, tant du ministère public que de la partie civile, il est resté étranger à la cause ; qu'il convient, au surplus, de remarquer que, la loi du 2 juin 1875 imposant l'obligation aux magistrats de prononcer, avec la confiscation des marchandises saisies, celle des moyens, il importait peu que cette confiscation fût ordonnée en la présence ou en l'absence de Giner, puisqu'elle ne pouvait être éludée et qu'il n'avait aucun moyen de s'y opposer ; — Que l'art. 1er de la loi du 22 août 1791 dispose expressément que la confiscation peut être prononcée sans que l'appel en cause des propriétaires soit nécessaire ; — Attendu qu'il est prétendu sans motifs par l'appelant que, la confiscation étant une peine, elle ne pouvait être par lui encourue, alors qu'il ne figurait pas dans le procès-verbal dressé contre les prévenus par le service de la douane et qu'il n'avait pas été compris dans les poursuites ; qu'il est de principe, en effet, qu'en matière de douanes, la confiscation ne saurait être considérée comme une peine et qu'elle perd le caractère spécial qui lui est attribué par l'art. 11 C. pén. ; qu'elle ne constitue qu'une réparation *sui generis* du dommage causé par le fait délictueux ; que c'est donc à juste titre qu'elle a été prononcée par les premiers juges faisant droit aux conclusions de la partie civile et par application non pas de la loi de 1791, ainsi qu'il est à tort énoncé par Giner dans ses conclusions, mais de l'art. 4 de la loi du 20 juin 1875 visé dans le procès-verbal de saisie ; — Attendu qu'il est inutile et sans objet de rechercher si Giner est resté étranger au fait de contrebande déféré, cette circonstance n'étant pas de nature à influer sur la décision à intervenir ; — Qu'il échet, en conséquence, de confirmer, tant au regard de Frau que de Giner, le jugement entrepris dont la Cour, en tant que de besoin, s'approprie les motifs, et de les débouter de tous leurs autres moyens, fins et conclusions ;

Par ces motifs : — Reçoit les appels comme réguliers en la forme ; — Infirme en ce qui concerne Marie Canalda ; — La décharge de la condamnation prononcée à son encontre et la renvoie des fins des poursuites sans dépens ; — Confirme

purement et simplement, en ce qui concerne Frau et Giner, etc.

MM. CUNIAC, *prés.*; BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes PROBST, LE DENTU et GOUTTEBARON, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

16 novembre 1892

Qualités des jugements, règlement, arrêt, premier président ou dévolutaire; — Notaire, responsabilité, prêt hypothécaire, destination de l'immeuble, dépréciation, secret professionnel, faute, preuve.

Lorsque sommation a été faite de comparaître au règlement des qualités d'un arrêt, rendu par la 1re Chambre de la Cour, devant le premier président de cette Cour, président de la 1re chambre ou son dévolutaire, que le premier président n'a pas connu de l'affaire et que le president de la 1re chambre est légalement empêché de proceder audit règlement, les qualités sont valablement réglées par le plus ancien des conseillers ayant participé à la décision.

Le notaire par le ministère duquel a eu lieu un placement hypothécaire ne saurait être déclaré responsable de la dépréciation subie par l'immeuble, pour n'avoir fait connaître au créancier ni le nom de l'emprunteur ni la destination honteuse dudit immeuble, lorsque le créancier a débattu lui-même avec l'emprunteur les conditions du prêt et qu'il ne prouve pas avoir ignoré la destination dont il s'agit (1).

(Duval c. M...)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen tiré de la violation de l'art. 145 C. pr. civ. : — Attendu que la signification des qualités de l'arrêt du 25 novembre 1890, qui a été faite à Me Moatti, avoué de Duval, contenait sommation, pour le cas où Me Moatti formerait opposition, de comparaître et se trouver, le lundi 15 décembre, par devant M. le premier président de la 1re Chambre, ou son dévolutaire ayant statué dans la cause; que ces derniers mots indiquaient clairement qu'au cas où le premier président n'aurait pas connu de l'affaire, le règlement des qualités serait fait par le magistrat

(1) V. *Rev. Alg.* 1891, 2. 102, l'arrêt de la Cour d'Alger du 25 novembre 1890 contre lequel le pourvoi était formé, et la note.

qui aurait, à son défaut, présidé la 1re Chambre dans la cause; — Attendu que ces qualités ont été réglées, en l'absence de ce magistrat, M. Lourdau, président, légalement empêché, par M. Hugues, le plus ancien des conseillers ayant participé à la décision, c'est-à-dire par le magistrat compétent après sommation de comparaître, régulièrement donnée;

Sur le moyen pris de la violation des art. 1382, 1383, 1992 C. civ. et de la loi du 25 ventôse an XI, des principes en matière de responsabilité notariale et du secret professionnel, de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, ainsi que de la fausse application des règles en matière de preuve et notamment de l'art. 1315 C. civ.: — Attendu que Duval a intenté une action en responsabilité contre Me M... en soutenant que ce notaire lui a fait faire un placement hypothécaire de 9,000 fr. sans lui avoir fait connaître ni le nom de l'emprunteur, ni la destination honteuse de l'immeuble donné en garantie; — Attendu que la Cour d'appel, dont l'arrêt satisfait aux exigences de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, déclare que Duval, qui était demandeur, a débattu lui-même avec l'emprunteur les conditions du prêt et qu'il ne prouve pas qu'il ait ignoré la destination dudit immeuble, ce qui suffit pour justifier le rejet de son action;

Par ces motifs : — Rejette.

MM. MANAU, *prés.*; PETIT, *rap.*; CHEVRIER, *av. gén.* — Me LEHMANN, *av.*

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE D'ALGER

25 août 1892

Roulage, police, falot, lanterne, voitures particulières servant au transport des personnes, vélocipèdes, assimilation, arrêté préfectoral, contravention.

Si les vélocipèdes doivent être assimilés à des voitures, ils ne peuvent l'être qu'aux voitures particulières servant au transport des personnes;

Ces voitures n'étant, aux termes du décret du 26 février 1858, tenues d'être pourvues, pendant la nuit, d'un falot ou d'une lanterne allumée, qu'autant qu'il a été pris, à ce sujet, un arrêté spécial par le préfet du département, il s'ensuit que les velocipèdes ne sont assujettis à cette obligation que dans les mêmes conditions;

Par suite, en l'absence d'un arrêté préfectoral, ne commet aucune contravention le vélocipédiste dont l'appareil n'est pas muni, pendant la nuit, d'un falot ou d'une lanterne allumée.

(Min. pub. c. Juvin et autres)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'en supposant que les machines dites vélocipèdes puissent être assimilées aux voitures en général, il est à remarquer que les deux seuls règlements, à savoir la loi du 30 mai 1851 et le décret du 10 août 1852 qui régissent la matière, ne sauraient leur être applicables ; — Qu'en effet, la loi de 1851, d'un côté, ne prescrit pas aux voitures d'avoir une lanterne allumée, et, d'un autre côté, le décret de 1852 ne l'impose qu'aux voitures ne servant pas au transport des personnes ; -- Attendu qu'il est incontestable que, si le vélocipède pouvait être raisonnablement considéré comme un moyen de locomotion du genre de ceux dont s'occupent les lois susvisées, il devrait tout au moins être assimilé aux voitures servant au transport des personnes ; — Que, dès lors, le décret du 10 août 1852 ne saurait lui être applicable ; — Attendu qu'il en est tellement ainsi que le décret du 24 février 1858, dans son art. 2, porte que les préfets pourront appliquer, par des arrêtés spéciaux, aux voitures particulières servant au transport des personnes les dispositions du § 1er de l'art. 15 du décret du 10 août 1852, relatif à l'éclairage des voitures de roulage ; — Qu'il résulte donc des termes dudit décret de 1858 que le falot ou la lanterne allumée n'est obligatoire pour les voitures servant au transport des personnes qu'autant qu'il existe un arrêté spécial pris, à ce sujet, par le préfet ;

Attendu que la Cour de Cassation a aussi décidé, par un arrêt du 24 août 1853, que l'obligation imposée par l'art. 15 du décret du 10 août 1852 n'est pas opposable aux voitures particulières servant au transport des personnes ; — Qu'en conséquence, cette obligation est encore moins applicable aux machines dites vélocipèdes ; — Qu'il faudrait tout au moins un arrêté du préfet qui ordonnât que les vélocipèdes soient pourvus d'un falot ou d'une lanterne allumée pour qu'il pût y avoir contravention ; — Or, attendu qu'aucun arrêté préfectoral n'a été pris à cet égard ; — Que le fait reproché aux prévenus ne constitue donc pas une contravention ;

Par ces motifs : — Relaxe sans dépens.

M. BROCHE, *juge de paix*. — Me BASSET, *av*.

TRIBUNAL D'ALGER (Ch. musulm.)

—

28 novembre 1892

—

Contrainte par corps, abolition, loi du 22 juillet 1867, décret du 12 août 1867, promulgation en Algérie, abolition en matière musulmane.—Compétence, créance d'un Européen contre un musulman, billet, cession à un musulman, incompétence de la juridiction musulmane.

—

La promulgation en Algérie de la loi du 22 juillet 1867, par le décret du 12 août suivant, a eu pour effet d'abolir dans ce pays la contrainte par corps, en matière civile et commerciale, tant à l'égard des musulmans qu'à l'égard des Européens et étrangers (1);

En admettant même que le décret ci-dessus ait laissé subsister cette mesure de coercition en matière musulmane, sa suppression résulterait tout au moins, en matière personnelle et mobilière, des décrets des 10 septembre 1886 et 17 avril 1889, qui soumettent les musulmans, en cette matière, à la loi française (2);

On ne saurait objecter qu'aux termes de l'art. 36 du dernier de ces décrets, les jugements des juges de paix sont exécutés par les soins des cadis « selon les règles » de la loi musulmane, qui admet la contrainte par corps pour toute dette entre toutes personnes; ces mots se référant simplement aux formes générales de la procédure à suivre, dans le but de soustraire les indigènes aux formalités coûteuses de la procédure française (3);

En conséquence, cette voie de rigueur n'appartient pas à un musulman qui poursuit contre un de ses coreligionnaires

---

(1, 2, 3) Cette décision est nouvelle en jurisprudence. Il était admis jusqu'ici que la promulgation de la loi du 22 juillet 1867 avait laissé subsister la contrainte par corps en matière musulmane, et cette voie de coercition était journellement pratiquée Le jugement que nous rapportons provoquera sans doute un arrêt de principe de la chambre de révision de la Cour.

le paiement d'une créance à lui cédée par un Européen et résulant de billets souscrits par le débiteur (1);

D'ailleurs, en pareil cas, l'action exercée par le cessionnaire musulman est de la compétence, non de la juridiction musulmane, mais de la juridiction française, lorsque le cessionnaire n'invoque d'autres droits que ceux du cédant (2);

C'est en effet à cette dernière juridiction que le débiteur indigène est présumé s'être soumis en souscrivant des billets au profit d'un Européen, et il ne saurait dépendre du créancier de le priver, par une cession faite à son insu, du bénéfice de la juridiction qu'il a choisie (3).

(Si Salem c. Ali Mohamed ben Allel)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Sans qu'il y ait lieu de s'arrêter à des conclusions écrites produites en cours de délibéré et, par conséquent, tardives :

Attendu que Salem ben Mohamed ben Amran a, à la barre et par conclusions orales, décliné la compétence du tribunal par ce motif que Ali ben Mohamed ben Allel n'agit qu'aux droits des sieurs Becker frères, banquiers à Palestro, lesquels lui ont cédé leur créance pour un prix de 925 fr.; que, dès lors, l'intimé, poursuivant, en vertu d'une subrogation aux droits de créanciers français, en vertu d'un titre français, ne peut ce que Becker frères n'auraient pu faire, c'est-à-dire saisir la juridiction musulmane, qui, pour arriver à l'exécution de ses décisions, autorise la contrainte par corps, alors que la juridiction française, plus favorable, à laquelle l'appelant s'était soumis par la souscription des billets, ne permet plus l'emploi de cette mesure de coercition;

Attendu que l'appelant proteste surtout contre cette conséquence de l'action de Ali ben Mohamed ben Allel;

(1, 2, 3) Cpr. sur les effets de la cession de créance opérée entre Européens et musulmans quant à la compétence et aux voies d'exécution dont peut user le cessionnaire, C. de just. d'Alger, 7 et 22 févr. 1831 (Estoublon, *Jurispr. Alg* , 1831. 1); Alger, 16 juin 1879 *(Bull. jud. Alg.*, 1883. 114); trib. de Sétif, 5 nov. 1885 (*Rev. Alg.*, 1886 3. 137), et la note; Alger, 4 mai 1885 *(Rev. Alg.*, 1885. 3. 279), et la note. — Ce sont là encore deux points de droit sur lesquels il serait intéressant que la chambre de révision eût à se prononcer.

Attendu que, si ce motif était unique, il y aurait lieu de rejeter les conclusions de l'appelant;

Attendu, en effet, que la contrainte par corps a été abolie, en matière civile et commerciale, par la loi du 22 juillet 1867, promulguée régulièrement en Algérie par décret du 12 août suivant; qu'on ne peut juridiquement soutenir que, supprimée pour les Européens, Français et étrangers, elle subsiste encore pour les musulmans; — Qu'il faudrait, pour qu'il en fût ainsi, trouver un texte précis autorisant cette distinction;

Attendu que ce texte n'existe pas, ainsi qu'il est facile de s'en assurer par une rapide revue de la législation algérienne;

Attendu que, dès que les circonstances permirent d'établir dans ce qu'on l'on appelait alors les possessions du nord de l'Afrique une justice régulière, une ordonnance (du 10 août 1834) organisa le service judiciaire, sans autre épithète;

Attendu que ce document législatif règle, par des dispositions distinctes quant aux articles, mais comprises, toutefois, dans le même titre, la compétence et les attributions des tribunaux français et indigènes (titre II);

Attendu que dans le titre III, sur la procédure devant les « tribunaux français et indigènes, » il est dit, art. 48 : « que la » forme de procéder, en matière civile et commerciale, est » celle des tribunaux de commerce; que, devant les cadis et » les autres tribunaux indigènes, la procédure usitée dans le » pays sera suivie; » que, dans cet article, on distingue seulement les procédures;

Attendu que l'art. 60 statue : « que tout jugement portant » condamnation au paiement d'une somme d'argent ou à la » délivrance de valeurs ou objets mobiliers pourra, lors de » sa prononciation, être déclaré exécutoire par la voie de la » contrainte par corps; » — Que par ces mots, « tout jugement, » l'ordonnance organique comprend, dans une disposition de fond et non de procédure, toute décision judiciaire musulmane ou française;

Attendu que la nouvelle organisation judiciaire de l'ordonnance du 27 avril 1841 et celle de l'ordonnance du 26 septembre 1842 répètent, dans leurs art. 72, la disposition commune à tous les justiciables de l'art. 60 de l'ordonnance de 1834, les cadis continuant, d'ailleurs, de connaître entre musulmans de toutes affaires « civiles ou commerciales » (art. 45 de l'ord. de 1842);

Attendu qu'il resulte clairement de ces trois documents législatifs, antérieurs à toute réglementation spéciale de la justice musulmane, que, en ce qui touche la contrainte par corps, musulmans et Européens y étaient assujettis en ma-

tière civile et commerciale de par la volonté du législateur français;

Attendu que dans les décrets qui, de 1854 à 1867, se sont occupés de l'organisation particulière de la justice entre musulmans, c'est-à-dire les décrets des 1er octobre 1854, 14 janvier 1860 et 13 décembre 1866, il n'existe aucune dérogation à ce droit commun touchant la contrainte; — Qu'on trouve seulement dans le décret de 1859, art. 58, que les jugements définitifs émanés des cadis et les jugements et arrêts rendus en appel s'exécutent suivant les « voies actuellement en vigueur, » et dans le décret de 1866, art. 38, que les jugements émanés des cadis s'exécutent « par les soins de ces magistrats suivant les lois actuellement en vigueur en tant qu'il n'y est pas dérogé par le présent décret » ;

Attendu que toute la question qui pouvait peut-être se poser à ce moment était celle de savoir si la contrainte par corps, applicable à tous les habitants de l'Algérie, était, pour les musulmans qui la subissaient, exécutée en pratique selon leurs usages qui, outre qu'ils permettent la contrainte pour toute dette contre toute personne, sans distinction de durée, autorisent la bastonnade répétée à l'égard de certains débiteurs jugés de mauvaise foi dans leur déclaration d'insolvabilité (V. Sidi-Khelil, trad. Perron, t. IV, p. 31 à 37);

Attendu que la loi du 22 juillet 1867 trouva donc à sa promulgation tous les Algériens régis, quant au principe de la contrainte, par la législation française de 1834 à 1842; qu'en abolissant cette contrainte, elle abolit, par voie de conséquence, la législation y relative, et que, ne faisant aucune distinction entre les justiciables, ils se trouvèrent, par cela même, tous affranchis de cette rigueur; — Qu'il suffit de se rappeler, pour reconnaître la nécessité de ce résultat, que les lois sur la contrainte personnelle sont, comme les lois spéciales auxquelles les unit une si étroite analogie, éminemment d'ordre général et, partant, ne peuvent émaner que du pouvoir souverain, c'est-à-dire, en Algérie, du législateur français;

Attendu que ces considérations, tirées des textes organiques et de la nature même de la contrainte, sont corroborées par des documents d'espèce, tels que : 1° le décret du 16 décembre 1852, appliquant aux chefs indigènes pourvus d'un commandement les dispositions du deuxième paragraphe de l'art. 72 de l'ordonnance de 1842 sur les militaires présents en Algérie (Ménerville, t. I, p. 244); 2° un arrêt de la Cour d'Alger, en date du 15 février 1859, rendu après avis de l'assesseur musulman, et portant qu'il n'existe aucune différence entre l'interdit

européen et l'interdit musulman, auquel l'arrêt applique expressément l'art. 2064 C. civ., encore en vigueur, et l'art 509 du même Code (Estoublon, *Jurispr. Alg.*, 1859, p. 5) (1);

Attendu que le silence de tous les auteurs de recueils de la législation algérienne, Ménerville, Sautayra, Hugues et Lapra, Narbonne, confirment, de surcroît, la théorie de la suppression absolue de la contrainte par corps, dont ils ne s'occupent plus après 1867;

Attendu que, sans qu'il soit utile de prolonger cette discussion de la thèse de l'appelant pour l'époque antérieure à 1886, il est certain tout au moins que, depuis les décrets du 10 septembre 1886 et du 17 avril 1889, appliquant aux musulmans, en matière personnelle et mobilière, comme est celle de l'espèce, la loi française, on ne peut, sans contradiction flagrante, autoriser pour arriver à l'exécution des jugements rendus en conformité de cette loi une contrainte effacée de ses Codes, en matière civile, depuis plus de vingt ans;

Attendu que l'appelant croit trouver la justification de ses craintes dans la teneur de l'art. 36 du décret du 17 avril 1889 ainsi conçu : — « Les jugements des juges de » paix sont exécutés selon les règles de la loi musulmane » par les soins des cadis... » — Attendu qu'il voit, à tort, dans ces mots, « selon les règles, » autre chose qu'une indication des formes de procédure à suivre, devenue de style dans tous les décrets spéciaux sur la justice musulmane, et qui a pour unique objet de soustraire les indigènes aux formalités coûteuses de la procédure française; — Attendu que les lois touchant les biens du débiteur, considérés comme garanties de l'exécution de ses obligations, et celles touchant la contrainte sur sa personne, sont des lois de fond en même temps que d'ordre public et général, ainsi qu'il a été dit; — Que l'exemple s'en trouve dans le Code civil français, lequel dans ses articles anciens 2059 et suivants établit la contrainte par corps, et dans son art. 2092 actuel donne aux créanciers tous les biens de leur débiteur comme garantie de leur créance; — Attendu que, pour l'exécution de ces dispositions de fond, avant la loi de 1867, le Code de procédure civile, art. 780 et suivants, réglementait la manière dont la contrainte serait appliquée en matière civile, et que, dans ses art. 545 et suivants actuels, sous le titre « Des règles générales sur l'exécution forcée des jugements et actes, » le même Code dispose quant aux mesures d'exécution sur les biens; —

(1) V. aussi Alger, 15 janv. 1859 (Estoublon, *Jurispr. Alg.*, 1859, 37).

Attendu, dès lors, que les expressions diverses employées par les différents décrets ou ordonnances sur la justice musulmane, « exécution selon les voies » (ord. de 1842), « selon les formes » (décr. de 1886), « selon les règles de la loi musulmane » (décr. de 1889), ne visent que les moyens matériels et de pure procédure de mettre à exécution une décision musulmane, exécution qui ne peut être réalisée que par le paiement de ses causes et non par une coercition corporelle, qui laisse le débiteur, après qu'il l'a subie, obligé à toute sa dette; — Attendu que l'interprétation de l'appelant implique, outre cette confusion des termes juridiques et des législations de fond et de forme ou d'exécution, la volonté, nulle part manifestée, du législateur français de revenir sur ses intentions si claires et si formelles d'établir, entre tous les justiciables, en une matière d'ordre public, une assimilation humaine, équitable et exempte de dangers;

Attendu que la théorie contraire favoriserait un dangereux abus; qu'il arriverait certainement, aujourd'hui encore que le créancier européen d'un indigène, cédant fictivement ses droits à un coreligionnaire de son débiteur, poursuivrait, celui-ci, par le moyen de ce prête-nom, devant une juridiction interdite à lui créancier et en pouvoir d'autoriser l'emploi d'une rigueur que la loi française a jugée odieuse et supprimée;

Attendu, quant à la nature même des droits de l'intimé, qu'il prétend avoir payé à Becker frères le montant de quatre billets souscrits et payables en 1888 par Si Salem en qualité de caution ou d'obligé principal et dont le total s'élève à 725 fr., pour lesquels le jugement entrepris a prononcé condamnation; qu'il produit, à l'appui de ses dires, deux reçus à enregistrer signés Becker frères, les 30 juin et 20 juillet 1891, le premier de 225 fr., le deuxième de 700 fr., de sorte qu'il aurait payé 925 fr. une mauvaise créance impayée depuis quatre ans pour 200 fr. de plus qu'elle ne vaut, même après jugement; — Attendu, quoi qu'il soit permis de penser de la sincérité d'une cession consentie dans des conditions si particulières, qu'elle ne saurait donner au cessionnaire d'autres droits que ceux du cédant, dès qu'il n'invoque pas un droit propre, tel que celui, par exemple, d'endosseur, figurant à l'acte et pouvant, à l'égard d'un autre indigène, justifier la compétence du tribunal en matière musulmane; — Attendu, en effet, que la souscription d'un billet par un indigène au profit d'un Européen fait présumer de sa part le choix de la juridiction française pourvue du droit de juger le bénéficiaire en cas de procès; qu'il ne peut dépendre de celui-ci de le

priver à son insu, par une cession à un tiers, des garanties qu'il a cru trouver dans cette juridiction ; que ce que Becker frères ne pouvaient faire, Ben Allel, leur cessionnaire, ne le peut davantage;

Attendu, en conséquence, que le premier juge a méconnu l'ordre des juridictions; que sa décision doit être infirmée pour incompétence;

Par ces motifs : — Dit bien appelé, mal jugé; — Infirme le jugement attaqué; — Dit qu'il sera tenu pour nul et de nul effet, et, faisant ce que le premier juge aurait dû faire, se déclare incompétent; — Renvoie l'intimé à se pourvoir ainsi qu'il avisera; — Le condamne en tous les dépens; — Ordonne la restitution de l'amende consignée.

MM. AUGIER, *prés.*; LANG, *juge supp. ff. de subst.* — Me BROQUIÈRE, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

—

28 juillet 1892

—

Jugement par défaut, exécution, opposition, réitération, tardiveté, nullité facultative.

—

Il n'y a pas lieu de considérer comme facultative pour le juge en Algérie, aux termes de l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, la nullité fondée sur ce que l'opposition à un jugement par défaut contre partie n'a pas été réitérée dans le délai prescrit par l'art. 162 C. pr. civ. (1).

(Gonzalvès c. Veuve Deport)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que la dame Deport a formé, à la date du 14 janvier 1891, opposition à un arrêt de défaut rendu par la Cour de céans, le 18 octobre 1890 ; — Que ledit arrêt a été signifié à l'opposante le 8 janvier 1891, avec cette mention :

---

(1) V. en ce sens: civ. cass., 18 mai 1887 (*Rev Alg.* 1888. 2. 6) et la note. — Cpr. Alger, 27 fevr. 1849 (Estoublon, *Jurispr. Alg.* 1849. 5). Alger, 18 oct. 1871 (*op. cit*, 1871. 22).

« parlant à sa personne » ; — Que le même arrêt lui a été signifié de nouveau dans les mêmes conditions, cette fois avec commandement, le 4 avril 1891 ; — Que le 16 avril 1891, l'huissier instrumentaire s'est présenté au domicile de ladite dame Deport et lui a fait itératif commandement, en parlant à elle-même ; — Que l'huissier, n'ayant trouvé au domicile de ladite dame aucun meuble ou objet saisissable, a dressé en présence de celle-ci et parlant encore à sa personne un procès-verbal de carence ; — Que cet acte doit être considéré comme une exécution de l'arrêt du 18 octobre 1890, sans que la dame Deport puisse exciper de l'opposition faite par elle le 14 janvier 1891, et qu'elle a tardivement renouvelée, à la date du 20 juin de la même année ; — Qu'en vain, la dame Deport soutient que la nullité de procédure invoquée par Gonzalvès doit être considérée comme simplement facultative aux termes de l'ordonnance du 26 septembre 1842 ; — Qu'en effet, cet article ne vise que les nullités commises dans les exploits ou actes de procédure, sans qu'il soit permis aux tribunaux de relever les parties des déchéances ou forclusions encourues faute de l'accomplissement de formalités pour lesquelles des délais impératifs ont été fixés ;

Par ces motifs : — Rejette comme irrecevable l'opposition formée par la dame Deport à l'arrêt du 18 octobre 1890 ; — Maintient ledit arrêt en sa forme et teneur, et condamne la dame Deport aux dépens.

MM. SCHINDLER, *ff. prés.* ; BUSSIÈRES, *subst. du proc. gén.* — Mes SOUBIRANNE et MALLARMÉ, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

12 octobre 1892

Compétence, matière musulmane, arrondissement d'Alger, jugement, appel, chambre musulmane de la Cour, décret du 25 mai 1892, suppression, arrêt, interprétation.

L'art. 1er du décret du 25 mai 1892 a abrogé les art. 37 et 38 du décret du 17 avril 1889, qui attribuaient juridiction à la Cour pour la connaissance des appels des jugements en

premier ressort rendus dans l'arrondissement judiciaire d'Alger par les juges de paix et les cadis, et a investi le tribunal civil d'Alger de cette juridiction ;

Dès lors, il n'existe plus à la Cour, pour ledit arrondissement, de chambre spéciale des appels entre musulmans ayant qualité pour interpréter un arrêt rendu par ladite chambre antérieurement au décret dont il s'agit (1).

(Kaddour ben Braham et autres c. Mohamed ben Kellil)

Un arrêt de la Cour d'appel, chambre musulmane, en date du 8 février 1892, statuant sur l'appel interjeté par les nommés Kaddour ben Braham, Mohamed ben Mohamed Forcade, Souma bent Braham et Ali ben Braham contre un jugement de M. le juge de paix du canton nord d'Alger, du 3 février 1891, a déclaré la compétence du premier juge et sursis à statuer sur la question de paiement des loyers d'une maison sise à Alger, rue Sidi-Ali, loyers dont une partie était réclamée par le nommé Mohamed ben Khelil, demandeur, jusqu'à ce qu'il ait été procédé par le cadi compétent à la constatation de la qualité d'héritier dudit demandeur ainsi qu'à l'établissement d'une fréda ; — Muni de la grosse de cet arrêt, Mohamed ben Khellil en demanda l'exécution au cadi hanéfite d'Alger qui, en présence des parties, procéda aux mesures préparatoires ordonnées par la Cour ; — Le nommé Khaddour ben Braham, se disant malékite, souleva alors des difficultés et s'opposa à l'exécution de l'arrêt précité par le cadi hanéfite ;

Dans ces circonstances, Mohamed ben Khelil a présenté à la Cour une requête tendant à l'interprétation de l'arrêt du 8 février 1892 et à la désignation d'un cadi pour procéder à son exécution.

ARRÊT

LA COUR, — Vu la requête présentée par Mohamed ben Khelil, le 11 octobre 1892, en interprétation d'un arrêt rendu le 8 février 1892 par la chambre musulmane de la Cour d'appel d'Alger ;

Attendu qu'il n'existe plus à la Cour de chambre spéciale

(1) La chambre musulmane de la Cour est seulement maintenue pour juger les appels des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux de Tizi-Ouzou et de Bougie (D. 29 août 1874, art. 8).

des appels entre musulmans pour les litiges de l'arrondissement judiciaire d'Alger ; — Qu'en effet, en abrogeant les art. 37 et 38 du décret du 17 avril 1889, qui attribuaient juridiction à la Cour pour la connaissance des appels des jugements en premier ressort rendus, dans l'arrondissement judiciaire d'Alger, par les juges de paix et les cadis, et en investissant le tribunal civil d'Alger de cette juridiction, l'art. 1er du décret du 25 mai 1892 a fait disparaître une anomalie qui, d'ailleurs, n'était qu'exceptionnelle et provisoire ; — Attendu que la requête présentée à la Cour se réfère à un litige pour la connaissance duquel la Cour n'a plus compétence ni pouvoir de juridiction ;

Par ces motifs : — Dit n'y avoir lieu à examiner la requête présentée ; — Condamne Mohamed ben Khelil aux dépens de l'incident.

MM. PARISOT, *ff. prés.* ; BOURROUILLOU, *av. gén.* — Me BALLESTEROS, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

—

16 novembre 1892

—

Voiturier, compagnie de chemins de fer, marchandises, retard dans la livraison, responsabilité, force majeure, circonstances, juges, examen, omission, jugement, défaut de motifs.

—

Lorsqu'une compagnie de chemins de fer, pour repousser la demande d'indemnité formée contre elle à raison du retard apporté dans la livraison de marchandises, soutient que ce retard n'est pas survenu par sa faute mais par le cas de force majeure résultant de l'encombrement de ses gares, par suite de circonstances qu'elle précise, ces conclusions nécessitent l'appréciation des circonstances invoquées par la compagnie ;

En conséquence, viole les art. 102 C. com. et 7 de la loi du 20 avril 1810 le jugement qui, pour rejeter l'exception invoquée par la compagnie, se borne à affirmer que, s'agissant d'un retard causé par l'insuffisance de son matériel et de son personnel, il y a lieu de rendre ladite compagnie passible de dommages-intérêts, sans s'expliquer sur la question de

savoir si les faits d'encombrement de ses gares précisés par elle avaient ou non, eu égard aux conditions dans lesquelles ils s'étaient produits, le caractère constitutif de la force majeure, l'exonérant de toute faute à raison de l'insuffisance de matériel et de personnel.

(Compagnie des chemins de fer de l'Est-Algérien c. Clarac)

La compagnie des chemins de fer de l'Est-Algérien s'est pourvue contre un jugement du tribunal de commerce de Constantine en date du 20 mars 1891, rendu au profit du sieur Clarac, pour violation des art. 49 et 50 du cahier des charges de la compagnie, des art. 1148 C. civ., 97, 104 C. com. et 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que le jugement attaqué a condamné la compagnie à payer au sieur Clarac la somme de 425 fr. à titre de réparation du préjudice souffert par suite du retard dans la livraison d'une expédition de blé, sous prétexte que ce retard aurait été causé par l'insuffisance du personnel et du matériel de la compagnie, sans s'expliquer sur les conclusions de la compagnie tendant à faire déclarer que cette insuffisance avait été causée par l'encombrement inattendu des gares, lequel constituait un cas de force majeure.

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique du pourvoi :

Vu les art. 102 C. com. et 7 de la loi du 20 avril 1810 ;

Attendu que, pour repousser la demande de Clarac, la compagnie de l'Est-Algérien soutenait que « le retard dans la livraison des grains litigieux n'était pas survenu par sa faute mais par le cas de force majeure résultant de l'encombrement de ses gares pendant la campagne de 1890 et l'exonérant de toute responsabilité ; que cet encombrement s'y était produit par suite de la transformation de ses gares en entrepôt par les négociants en céréales qui y avaient apporté, dès le commencement de la campagne, toutes les quantités de grains qu'ils achetèrent ou avaient déjà achetées avant la moisson ; que ces marchandises arrivèrent brusquement et en quantité telle que toutes les prévisions avaient été dépassées, et qu'entre les quantités de céréales transportées en 1889 et 1890, il existait une différence de 5,100 tonnes pour cette dernière année » ;

Attendu que ces conclusions rapportées dans les qualités du jugement attaqué nécessitaient l'examen et l'appréciation des circonstances invoquées par la compagnie comme constituant un cas de force majeure ; que cependant le tribunal de commerce de Constantine les a repoussées et a accueilli la demande en indemnité du destinataire, en se fondant uniquement sur ce que, en ce qui concernait le cas de force majeure, les motifs invoqués par la compagnie ne sauraient le justifier ; qu'il s'agit d'un retard causé par l'insuffisance de son matériel et de son personnel, et qu'il y a lieu dès lors de la rendre passible de dommages-intérêts ;

Mais attendu qu'un tel motif ne sufit pas à justifier le rejet de l'exception invoquée par la compagnie ; qu'il ne s'explique pas en effet sur la question de savoir si, comme le soutenait la compagnie, les faits d'encombrement de ses gares précisés par elle avaient eu ou non, eu égard aux conditions dans lesquelles ils se sont produits, le caractère constitutif de la force majeure, cas auquel l'insuffisance du matériel et du personnel de la compagnie ne lui était plus imputable à faute ; qu'en omettant de se livrer à cet examen, le jugement n'a pas donné de base légale à sa décision, en quoi il a violé les articles de loi susvisés ;

Par ces motifs : — Casse... et renvoie devant le tribunal de commerce d'Alger.

MM. MAZEAU, *prem. prés.* ; VILLETARD DE LAGUÉRIE, *rap.* ; BERTRAND, *av. gén.* — Me SABATIER, *av.*

TRIBUNAL DE GUELMA (Ch. civ.)

27 janvier 1892

Notaire, Algérie, honoraires dus au prédécesseur, paiement au successeur, libération, arrêté du 30 décembre 1842.

Si l'art. 52 de l'arrêté ministériel du 30 décembre 1842, spécial à l'Algérie, n'a modifié l'art. 59 de la loi du 25 ventôse an XI sur le notariat qu'en ce qui concerne le mode de règlement de l'indemnité due par le nouveau titulaire d'une étude à son prédécesseur pour le recouvrement des frais et

honoraires encore dus à dernier, il n'a fait que consacrer l'application du principe même de ladite indemnité, dont la conséquence est de donner au successeur qualité pour opérer ce recouvrement (1);

En conséquence, est libératoire le paiement des frais et honoraires effectué par un client entre les mains dudit successeur.

(Héritiers Bernard c. Delagarde)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, par quittance en date du 3 décembre 1888 enregistrée, les héritiers Bernard justifient avoir versé aux mains de Robinot-Bertrand, successeur de Delagarde, la somme de 300 fr., montant des honoraires d'un acte de donation entre époux, passé à la date du 14 avril 1880, lesdits honoraires dus à Delagarde, mais devenus exigibles, par décès du donateur, au cours de l'exercice de Robinot-Bertrand ; — Qu'en cet état de cause il s'agit uniquement d'examiner si le paiement ainsi fait est libératoire vis-à-vis de Delagarde ;

Attendu qu'à l'appui de cette prétention les héritiers Bernard invoquent l'art. 52 de l'arrêté du 30 décembre 1842 : « Nonobstant la disposition de l'art. 14 du présent arrêté, le » nouveau titulaire, ou le notaire qui recevra les minutes » dans le cas de suppression d'office, sera tenu d'indemniser » l'ancien titulaire ou ses héritiers jusqu'à concurrence du » montant des recouvrements qui pourraient être à exercer » au profit de ceux-ci à raison des actes dont les frais, hono- » raires ou droits quelconques resteraient dus » ; — Qu'en effet, l'obligation de la part du nouveau titulaire de fournir indemnité en raison du recouvrement des frais et honoraires restés dus à son prédécesseur suppose nécessairement que le nouveau titulaire a qualité pour percevoir lesdits frais et hono-

---

(1) Jugé au contraire que l'ancien titulaire conserve le droit de faire les recouvrements des frais et honoraires qui lui sont dus lorsqu' il n'est pas intervenu de règlement pour l'indemnité relative à ces recouvrements : Alger, 30 déc. 1886 (*Rev. Alg.* 1887 2. 263). — Jugé encore que, s'agissant d'honoraires devenus exigibles depuis le décès du notaire rédacteur de l'acte et encaissés par le nouveau titulaire, celui-ci est tenu de les restituer à la succession de son prédécesseur : Trib. de Philippeville, 24 avril 1890 (*Rev. Alg.* 1890. 2. 355).

raires ; — Que ce pouvoir, corrélatif à la garde de la minute dont le nouveau titulaire est devenu dépositaire, ressort d'ailleurs de l'ensemble de la législation qui régit le notariat, notamment de l'art. 59 de la loi du 25 ventôse an XI ; — Que, si la disposition précitée de l'arrêté du 30 décembre 1842 a modifié l'art. 59 de la loi du 25 ventôse an VI en ce qui concerne le mode de règlement de l'indemnité, elle n'a fait, quant au principe, qu'en consacrer l'application en Algérie ; — Qu'en admettant qu'il soit loisible néanmoins à l'ancien titulaire de retenir et d'exercer par lui-même le recouvrement des sommes lui restant dues, ce ne serait qu'à la condition de donner avis aux débiteurs de sa volonté à cet égard (art. 2005 C. civ) et sous réserve des paiements déjà faits aux mains du nouveau titulaire ; — Que tel n'est pas le cas dans la cause ;

Par ces motifs : — Dit qu'en payant à Robinot-Bertrand, les héritiers Bernard se sont bien libérés des honoraires dus à Delagarde pour l'acte de donation du 14 avril 1880 ; — Dit en conséquence que Delagarde sera tenu de donner mainlevée pure et simple de l'inscription prise contre les héritiers Bernard, au bureau des hypothèques de Guelma, le 26 juin 1891, vol. 31, n° 19, sinon et faute par lui de ce faire dans le délai de quinzaine à partir de la signification du présent jugement, dit que ce jugement tiendra lieu de mainlevée et que M. le conservateur des hypothèques de Guelma sera tenu d'opérer la radiation de ladite inscription, à quoi faire contraint, quoi faisant déchargé ; — Condamne Delagarde aux dépens.

MM. LAGRÉSILLE, *prés.* ; DEMANGEAT, *subst.* — Mes FABREGUETTES et PANISSE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

6 décembre 1892

Expropriation publique, Algérie, jugement, visite de lieux, absence d'un juge, procédure, irrégularité, fixation de l'indemnité, appel, recevabilité.

Si d'après l'art. 45 de l'ordonnance du 1er octobre 1844 les décisions rendues par les tribunaux civils d'Algérie, en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, sont souveraines et sans appel, c'est seulement en ce qui concerne la fixation du montant de l'indemnité ;

Par suite, le droit commun demeure maintenu pour tout ce qui, dans ces décisions, est étranger à cet objet, et le droit d'appel reste ouvert, non seulement à l'égard de toute autre décision que contiendra le jugement et que les parties auraient provoquée par leurs conclusions, mais encore pour ce qui a trait à la régularité de la procédure et aux formes à observer pour imprimer aux jugements la légalité nécessaire (1) ;

Il en est ainsi spécialement des conclusions de l'appelant tendant à l'infirmation du jugement par le motif que l'un des juges qui l'ont rendu n'a pas assisté à la visite des lieux ordonnée par le tribunal entier et au renvoi de la cause devant un autre tribunal pour être procédé à la fixation des indemnités ;

En conséquence, doit être cassé pour violation de l'art. 45 précité, l'arrêt qui déclare l'appel irrecevable en se fondant sur ce que le jugement entrepris avait statué sur le règlement de l'indemnité et était en dernier ressort.

(El-Hadj Ahmed Blidi c. Compagnie des chemins de fer de l'Est-Algérien)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique : — Vu l'art. 45 de l'ordonnance du 1er octobre 1844 ;

Attendu que si, d'après cet article, les décisions rendues par les tribunaux civils d'Algérie, en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, sont souveraines et sans appel, c'est « seulement en ce qui concerne la fixation du montant des indemnités » ; que, par suite, le droit commun demeure maintenu pour tout ce qui, dans ces décisions, est étranger à cet objet, et le droit d'appel reste ouvert, non seulement à l'égard de toute autre décision que contiendrait le jugement et que les parties auraient provoquée par leurs conclusions, mais encore pour ce qui a trait à la régularité de la procédure et aux formes à observer pour imprimer aux jugements la légalité nécessaire ;

(1) Sur l'application du principe que l'appel est recevable en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, lorsque la décision n'a pas trait à la fixation de l'indemnité, V. Req., 16 juill. 1890 (*Rev. Alg.* 1890 2. 517) et la note où se trouve rapportée toute la jurisprudence. — Ajt. Alger, 20 mai 1891 (*Rev. Alg.* 1891. 2. 511)

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué [illegible], devant la Cour d'appel, Blidi a conclu à ce qu'il « plaise à la Cour dire que, l'un des juges qui ont concouru au jugement n'ayant pas assisté à la visite des lieux ordonnée par le tribunal entier, ce jugement est entaché d'une nullité absolue, infirmer en conséquence ledit jugement, et, statuant à nouveau, renvoyer la cause et les parties devant le tribunal de Bougie, composé d'autres juges, pour être procédé à la fixation des indemnités » ;

Attendu que le grief ainsi formulé, quel qu'en fût le mérite, s'attaquait, non à la disposition du jugement qui avait fixé le montant de l'indemnité due à Blidi à la somme de 54,368 fr. 12, mais à la composition prétendue irrégulière du tribunal qui avait rendu la décision ; qu'il ne rentrait pas dès lors dans l'exception établie par l'art. 45 précité, et qu'en déférant à la Cour d'appel l'appréciation de ce grief, l'appelant ne faisait qu'user du droit consacré par cet article ;

D'où il suit, qu'en déclarant l'appel irrecevable en se fondant sur ce que le jugement entrepris avait statué sur le règlement de l'indemnité et était en dernier ressort, l'arrêt attaqué a faussement appliqué et par suite violé l'art. 45 de l'ordonnance susvisée ;

Par ces motifs : — Casse.

MM. MAZEAU, *prem. prés.* ; VILLETARD DE LAGUÉRIE, *rap.* ; BERTRAND, *av. gén.* — Mes DUFOURMANTELLE et SABATIER, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

17 octobre 1892

Faillite, droits des femmes, libéralité du mari, droits des créanciers, assurance sur la vie, art. 559 et 564 C. com., inapplicabilité, restitution des primes.

Les dispositions des art. 559 et 564 C. com. se réfèrent aux libéralités faites par le mari à sa femme, soit par contrat de mariage, soit en cours de mariage, mais en tant seulement que ces libéralités ont eu pour but et pour résultat de diminuer le gage des créanciers du mari ;

Elles ne sont donc pas applicables à une assurance sur la

vie contractée par le mari au profit de sa femme, cette assurance n'ayant jamais fait partie du patrimoine de l'assuré, et le bénéfice ne pouvant par suite en appartenir pas plus aux créanciers de l'assuré qu'à l'assuré lui-même ;

Les créanciers peuvent seulement réclamer la restitution des primes que la femme ne pourra établir avoir été payées soit par elle-même, soit par des tiers (1).

(Caisse générale des familles et Torregrossa, syndic Bérenguier c. Veuve Bérenguier)

Le 3 avril 1891, le TRIBUNAL CIVIL D'ALGER a rendu le JUGEMENT suivant :

LE TRIBUNAL, — Attendu que par exploit de Laffont, huissier à Alger, en date du 11 août 1890, enregistré, la veuve Bérenguier a fait assigner la Banque de l'Algérie et la Caisse générale des familles ; qu'elle conclut contre la première de ces sociétés à la main-levée d'une opposition pratiquée par exploit du 22 mars 1890, enregistré, avec allocation de 2,000 fr. à titre de dommages-intérêts, qu'elle réclame à la seconde le paiement de 10,000 fr , montant de l'assurance qui fait l'objet du procès ; — Attendu que, par requête signifiée le 28 novembre dernier, le sieur Torregrossa, agissant comme syndic de la faillite Bérenguier, est intervenu dans la cause et qu'il reclame au profit de la masse des créanciers l'attribution du capital de l'assurance dont s'agit ; — Qu'il échet d'examiner ces différentes prétentions ;

1° En ce qui touche la Banque de l'Algérie : — Attendu qu'elle déclare avoir donné main-levée de son opposition ; — Qu'il y a lieu de lui donner acte de cette déclaration ; — Attendu que le préjudice causé à la demanderesse par l'opposition de la Banque sera suffisamment réparé au moyen de la condamnation de cette société aux dépens envers la veuve Berenguier ;

2° En ce qui touche l'intervention du syndic : — Attendu que suivant police n° 70,971, enregistree à Alger, le 1er décembre 1890, folio 44, case 1, Jean-Baptiste-Dominique Bérenguier avait contracté une assurance de 10,000 fr. payable à son décès au profit de sa femme, née Catherine Pisani ; — Attendu que Bérenguier est décédé à Cherchell, le 24 février 1890, et que la dame Bérenguier s'est présentée pour recueillir le bénéfice de l'assurance ; — Attendu que Bérenguier a été déclaré en faillite le 22 mai 1890 par jugement du tribunal de Blida, statuant en matière commerciale, ainsi que le constate, sans indication concernant l'époque de la cessation des paiements, un certificat dûment enregistré délivre le 30 janvier dernier par le greffier en chef dudit tribunal ;

Attendu que l'assurance stipulee par Bérenguier au profit de Catherine

---

(1) V. Alger, 29 janv. et 9 juin 1885 (*Rev. Alg.* 1885. 2. 189 et 317) ; Alger, 17 mars 1888 (*Rev. Alg.* 1888. 2. 431).

Pisani, sa femme, nominativement désignée dans la police, donne à la demanderesse le droit de se faire payer par la compagnie le capital assuré; — Attendu que ce capital doit être réputé n'avoir jamais fait partie du patrimoine du mari;

Attendu que vainement le syndic se prévaut, à l'appui de sa demande, des dispositions des art. 559 et 564 C com.; — Qu'en effet, ces articles ont pour but de conserver aux créanciers leur gage et de faire rentrer dans la masse de la faillite les valeurs qui en auraient été distraites à leur détriment; qu'ils sont donc inapplicables à une assurance qui n'a jamais fait partie du patrimoine de l'assuré et dont le benéfice n'appartient pas plus aux créanciers de ce dernier qu'à l'assuré lui-même (Cass., ch. civ., 22 février 1888);

Attendu, en ce qui concerne la restitution des primes, que la demanderesse n'établit pas que la prime annuelle de 400 fr. ait été payée soit par elle-même, soit par des tiers; — Attendu que le montant de ces primes doit donc être restitué aux créanciers puisque c'est à leur préjudice qu'il est sorti du patrimoine du failli; — Attendu que les primes exigibles par semestre et d'avance ont été payées depuis le 24 mai 1886 jusqu'au 24 novembre 1889 inclusivement; qu'elles se sont ainsi élevées à une somme de 1,000 fr., dont la restitution doit être ordonnée au profit de la masse;

3° En ce qui concerne la Caisse générale des familles: — Attendu qu'elle conclut à la validite des offres réelles qu'elle a faites à la demanderesse suivant exploit du 10 novembre 1890 enregistré, lesdites offres suivies de la consignation; — Attendu que la Caisse générale des familles n'était pas fondée à exiger que la veuve Bérenguier lui rapportât main-levée des oppositions pratiquées les 22 mars et 14 mai 1890 tant à la requête de la Banque de l'Algérie qu'à celle d'un sieur Loché ès-qualités; qu'il faut retenir, en effet, que si ces oppositions ont été suivies d'une demande en validité, ce qui n'est pas établi, il est constant qu'aucune dénonciation de cette demande n'a jamais été signifiée à la Caisse générale des familles; — Attendu, enfin, que cette compagnie n'a pas offert les intérêts du capital de 10,000 fr, alors que, mise en demeure pas l'assignation du 11 août 1890, elle était redevable desdits intérêts depuis le jour de cette assignation;

Par ces motifs: — Sans s'arrêter ni avoir égard à toutes les conclusions contraires des parties dans lesquelles celles-ci sont déclarées mal fondées et dont elles sont déboutées, non plus qu'aux offres de la Caisse générale des familles qui sont rejetées comme insuffisantes; — Donne acte à la Banque de l'Algérie de ce qu'elle déclare donner mainlevée de son opposition susénoncée; — Ce faisant, met ladite Banque hors d'instance; — Condamne la Caisse générale des familles à payer à la demanderesse la somme de 10,000 fr., capital de l'assurance, avec intérêts au taux légal depuis le 11 août 1890, jour de la demande; — Reçoit en la forme l'intervention de Torregrossa, ès-qualités; — Déclare Torregrossa mal fondé dans sa demande tendant à l'attribution au profit de la masse du capital de l'assurance; — Le déboute de ladite demande; — Faisant droit au contraire sur la partie subsidiaire de ses conclusions: — Condamne la veuve Bérenguier à payer à Torregrossa, en sa qualité de syndic, la somme de 1,000 fr. à titre de restitution des primes payées par feu Bérenguier, avec intérêts de droit depuis le 28 novembre 1890, jour de la demande; — Condamne la Banque de l'Algérie et la Caisse générale

des familles, chacune en ce qui les concerne, aux dépens envers la veuve Bérenguier ; — Et attendu que le syndic et la veuve Bérenguier succombent respectivement sur quelques chefs ; — Fait masse des dépens en ce qui les concerne pour être supportes savoir : 4|5 par Torregrossa et 1/5 par la veuve Bérenguier ; — Autorise le syndic à employer ces dépens en frais de syndicat.

Sur APPEL de la Caisse générale des familles et du sieur Torregrossa, la Cour a statué en ces termes :

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les appels relevés par le syndic de la faillite Bérenguier et par la compagnie la Caisse générale des familles sont réguliers en la forme ;

Sur l'appel du syndic : — Attendu qu'à la date du 2 juin 1886, Bérenguier, alors commerçant, a souscrit à la compagnie la Caisse générale des familles une police d'assurance de 10,000 fr. au profit de sa femme, née Pisani, ou, à défaut, au profit de leurs enfants ou de la personne désignée par endossement ; — Attendu que le syndic, intervenant dans l'instance engagée contre la compagnie d'assurances par la dame Bérenguier au décès de son mari, a demandé le versement du capital de cette assurance à la masse de la faillite en se fondant sur les art. 559 et 564 C. com. ; — Attendu que ces dispositions se réfèrent aux libéralités faites par le mari à sa femme, soit par contrat de mariage, soit au cours du mariage, mais en tant seulement que ces libéralités ont eu pour but et pour résultat de diminuer le gage des créanciers ; — Attendu que tel n'a pas été le résultat de la disposition résultant pour la veuve Bérenguier du contrat d'assurances susmentionné ; — Qu'en effet, Bérenguier n'a jamais été propriétaire du montant d'une assurance contractée non pour lui mais pour un tiers ; que, dès lors, le capital de cette assurance n'étant jamais sorti de son patrimoine, la masse des créanciers n'a pu en être diminuée ; qu'admettre les prétentions du syndic ce serait faire bénéficier la faillite d'un capital sur lequel elle ne pouvait ni ne devait compter, qu'elle ne pouvait et ne devait prétendre droit qu'au remboursement des primes payées par le failli ;

Sur l'appel de la compagnie la Caisse générale des familles : — Adoptant les motifs des premiers juges ;

Par ces motifs : — Reçoit les appels comme réguliers en la forme ; — Les déclare mal fondés au fond ; — Confirme en conséquence le jugement déféré pour être exécuté selon sa

forme et teneur; — Condamne les appelants aux dépens de leur appel.

MM. POUCHERET, *ff. prés.*; HONEL, *subst. du proc. gén.* — Mes DE SAMBŒUF, MALLARMÉ et SOUBIRANNE, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

—

31 octobre 1892

—

Appel, justice en Kabylie, ressorts des tribunaux de Tizi-Ouzou et de Bougie, chambre musulmane de la Cour, compétence, procédure, conclusions écrites, décret du 29 août 1874, décret du 13 décembre 1866.

—

Les ressorts des tribunaux de Tizi-Ouzou et de Bougie demeurant provisoirement soumis, d'après les art. 72 et 77 du décret du 17 avril 1889, au régime du décret du 29 août 1874, et l'art. 9 de ce dernier décret rendant applicables devant les juridictions d'appel, entre indigènes kabyles ou arabes ou musulmans étrangers, les dispositions des art. 33, 34 et 35 § 1, 2, 3 et 4 du décret du 13 décembre 1866, il y a lieu de décider que les parties ne sont pas tenues de déposer devant la Cour, statuant sur l'appel d'un jugement rendu par les tribunaux de ces ressorts, des conclusions signées par un défenseur, un avoué ou un avocat.

(Chérif ben Aïssa et autres c. Hadj Ali ben Saïd)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme;

Sur les conclusions de l'intimé tendant à ce qu'il soit donné défaut contre les appelants faute par eux d'avoir déposé des conclusions signées par un défenseur, un avoué ou un avocat : — Attendu qu'il appert du texte même des art. 72 et 77 du décret du 17 avril 1889 que les ressorts des tribunaux de Tizi-Ouzou et de Bougie demeurent provisoirement soumis au régime du décret du 29 août 1874; — Attendu que l'art. 9 de ce décret rend applicables devant les juridictions d'appel, entre indigènes kabyles ou arabes ou musulmans étrangers, les dispositions des art. 33, 34 et 35 § 1, 2, 3 et 4 du décret du 13 décembre 1866; — Atttendu qu'aucun de ces articles n'exige le dépôt par les parties de conclusions signées par un

défenseur, un avoué ou un avocat ; — Qu'en l'espèce, il échet donc de repousser les conclusions dont s'agit ;

Par ces motifs : — Dit que, les appelants comparaissant en personne ou par mandataire régulier, l'arrêt à intervenir sera rendu contradictoirement avec eux, etc.

MM. PARISOT, *ff. prés.* ; BOURROUILLOU, *av. gén.* — Me VANDIER, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

19 octobre 1892

Donation, coutumes kabyles, dernière maladie du donateur, nullité.

D'après les hanouns kabyles, aussi bien que suivant la coutume musulmane, la donation faite au cours de la maladie dont est mort le donateur est radicalement nulle (1).

(M'ahmed ou Kerri c. Tessadi bent el Hadj Hamar et autres)

Devant le tribunal de Tizi-Ouzou, les intimées demanderesses réclamaient à M'ahmed ou Kerri les biens de leur père que celui-ci détenait indûment sous prétexte de sa qualité d'aceb. Elles disaient qu'elles étaient donataires de leur père et demandaient à le prouver. — M'ahmed ou Kerri déniait la donation et prétendait garder les biens en sa dite qualité d'aceb, offrant de nourrir et d'entretenir sous son toit les femmes, filles ou en état de veuvage. — La réclamation portait sur des terres désignées dans un acte du mois de chaban 1297 de l'hégyre (1882), et sur des biens mobiliers, savoir : — 1° un bœuf ou 150 fr. ; 2° 25 fr. touchés par M'ahmed lors du divorce de Tessadit ; 3° 25 fr. prix d'un mouton appartenant à celle-ci ; 4° 150 fr., dot de Smina, touchés par M'ahmed ; 5° 50 fr., valeur de deux burnous laissés par le défunt. — M'ahmed ou Kerri répondait en ce qui concerne la demande relative aux biens mobiliers que le *de cujus* n'avait laissé aucun des biens mobiliers qu'on lui réclamait et qu'il reconnaissait seulement avoir touché 140 fr. pour la dot de Smina, mais qu'il avait

(1) Cpr. Alger, 31 oct. 1888 (*Rev. Alg.*, 1889. 2. 495) ; Alger, 11 déc. 1889 (*Rev Alg.*, 1890. 2. 344) ; Alger, 1er juin 1891 (*Rev. Alg.*, 1891. 2. 514).

payé 500 fr. de dettes laissées par Amar ou Kerri ; — Enfin la femme du *de cujus*, la nommée Fenoudja bent Saïd, est intervenue pour attester les droits de ses filles, mais elle a déclaré qu'ayant convolé en secondes noces, elle avait perdu ses droits de donataire.

Sur ces explications des parties, le tribunal a admis les demanderesses à prouver que El Hadj Amar ou Kerri leur avait fait donation de tous ses biens, meubles et immeubles en toute propriété ; que cette donation avait été faite en présence du défendeur ; qu'elles ont vécu sur lesdits biens, en ont joui et ont habité la maison jusqu'à l'année dernière, époque à laquelle elles en ont été chassées. Le jugement a réservé la preuve contraire.

La mesure préparatoire ayant été exécutée, le tribunal, par jugement du 4 juin 1892, a condamné M'ahmed ou Kerri à délaisser au profit des demanderesses tous les immeubles énumérés dans l'acte de 1882, et a réservé aux demanderesses tous droits et actions à faire valoir ultérieurement en ce qui concerne la restitution des biens meubles.

Sur APPEL de ce jugement par M'ahmed ou Kerri,

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'il résulte des enquête et contre-enquête ordonnées par le tribunal que la donation dont excipent les parties intimées a été faite par le donateur au cours de la maladie dont il est mort ; — Attendu que, d'après la coutume musulmane aussi bien que d'après les kanouns kabyles, une donation faite dans un pareil cas est radicalement nulle ; — Qu'il échet, en conséquence, d'annuler la donation invoquée, ainsi que de donner acte de la déclaration de M'ahmed ou Kerri qu'il est prêt à loger, nourrir et entretenir les femmes non en puissance de mari, conformément aux usages ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel en la forme ; — Au fond : — Infirme le jugement déféré, et statuant à nouveau ; — Dit nulle et de nul effet la donation dont s'agit ; — Donne acte à toutes parties de l'engagement pris par M'ahmed ou Kerri de loger, nourrir et entretenir les femmes non en puissance de mari ou qui deviendraient veuves ; — Condamne les intimés en tous les dépens de première instance et d'appel.

MM. PARISOT, *f. prés.* ; BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes BALLESTEROS et VINCENT, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

27 janvier 1891

Avoué, constitution, révocation, nouvelle constitution, signification, pouvoirs.

S'il est loisible à chaque partie de révoquer l'avoué qu'elle a constitué, c'est à la condition d'en constituer immédiatement un autre et de notifier à l'avoué de l'autre partie et la révocation et la constitution de l'avoué substitué ;

En l'absence de cette double formalité, l'avoué constitué continue, au regard de celui de l'autre partie, de représenter son client, et tous les actes faits contre lui par cet avoué sont réguliers et valables.

(Époux Hadj Ahmed ben Laghouati c. Cadi hanéfi d'Alger et veuve El Mecheri.)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'il échet, vu la connexité, de joindre les appels des jugements des 12 avril 1889 et 15 janvier 1891 et la demande en défense ;

Sur l'appel du jugement du 12 avril 1889 : — Attendu que dans l'instance en partage et liquidation de la succession de Messaoud el Mecheri, les époux Laghouati avaient Me Durand pour avoué constitué ; — Attendu que, s'il est loisible à chaque partie de révoquer l'avoué qu'elle a constitué, c'est à la condition d'en constituer immédiatement un autre et de notifier à l'avoué de l'autre partie et la révocation et la constitution de l'avoué substitué ; — Qu'en l'absence de cette double formalité, l'avoué constitué continue, au regard de celui de l'autre partie, de représenter son client et que tous les actes faits contre lui par cet avoué son réguliers et valables ; — Attendu qu'il n'existe dans les pièces versées au débat aucun acte de révocation contenant constitution d'un nouvel avoué et signifié à Me Berlandier ; — Que cette constitution ne se rencontre pas même dans l'acte de surenchère bien que la loi exige cette constitution à peine de nullité ; — Attendu qu'au regard de Me Berlandier, le mandat donné à Me Durand subsistait toujours et que c'est à bon droit que la notification du jugement du 12 avril 1889 sur la surenchère, qui n'est qu'une suite de la licitation, a été faite le 28 août suivant aux époux Laghouati, en l'étude de Me Durand, conformément d'ailleurs

aux prescriptions de l'art. 9 du cahier des charges ; — Attendu que les époux Laghouati n'ont relevé appel de ce jugement que le 8 décembre 1891 ; que cet appel est donc irrecevable ;

Sur l'appel interjeté par les consorts Laghouati et la dame Zohra ben Mohamed el Djadi du jugement du 15 janvier 1891 : — Attendu que ces appels sont réguliers en la forme ;

Au fond : — Adoptant les motifs des premiers juges ;

Sur la demande en défenses : — Attendu qu'en présence du jugement d'adjudication du 12 avril 1889 il y avait lieu de faire application dans la cause des dispositions de l'art. 135 C. pr. civ. et d'ordonner l'exécution provisoire du jugement en ce qui touche l'expulsion des lieux ; — Que, dès lors, la demande à fin de défenses n'est point justifiée ;

Par ces motifs : — Joint les instances ; — Donne acte au tuteur de Mohamed ben Aïssa de ce qu'il a repris en son nom les deux instances ; — Donne acte à Zohra bent Mohamed Djadi de ce qu'elle s'en rapporte à justice sur l'appel du jugement du 12 avril 1889 ; — Lui donne acte ainsi qu'aux consorts Laghouati de ce qu'ils se réservent le droit de demander la nullité du jugement d'adjudication ; — Met hors de cause Isaac Sadia Jaïs ; — Déclare les époux Laghouati non recevables en leur appel du jugement du 12 avril 1889 ; — Les déclare mal fondés dans leur appel du jugement du 15 janvier 1891 et les en déboute ; — Déclare aussi Zohra bent Mohamed Djadi mal fondée en son appel contre le même jugement et l'en déboute ; — Confirme le jugement entrepris ; — Dit qu'il sortira son plein et entier effet ; — Et sans s'arrêter à la demande à fin de défenses des consorts Laghouati ; — Ordonne que ledit jugement sera exécuté par provision en ce qui touche l'expulsion des lieux dont s'agit ; — Condamne les appelants aux dépens.

MM. ZEYS, *prem. prés.* ; GAROT, *subst. du proc. gén.* — Mes CHÉRONNET, GOUTTEBARON et PARISOT, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

17 novembre 1892

Appel, désistement, refus d'acceptation, motif, appel incident éventuel, impossibilité.

L'intimé ne peut refuser d'accepter le désistement régulier

de l'appelant par le motif que ce désistement aurait pour résultat de le priver du droit de relever appel incident du jugement entrepris, aucun état ne pouvant être fait d'un appel incident éventuel.

(Elie Zerbib c. Henri et Abraham Namia)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que suivant acte sous seing privé du 25 octobre 1892, enregistré à Alger, le 26 du même mois, folio 48, case 3, Zerbib a déclaré se désister purement et simplement de son appel, voulant que ledit appel soit considéré comme nul et non avenu, et offrant de payer tous frais légitimement dus, sur taxe; — Que ce désistement a été dûment signifié aux intimés, le 27 octobre suivant; — Attendu que Gaudry déclare ne point accepter ce désistement, par ce motif qu'il aurait pour résultat de le priver du droit de relever appel incident du jugement entrepris; — Attendu qu'aucun appel incident n'a été formé jusqu'à ce jour; — Qu'il ne saurait être fait état d'un appel incident éventuel;

Par ces motifs : — Donne acte aux parties du désistement pur et simple de son appel que Zerbib a signifié le 27 octobre dernier; — Dit en conséquence, que le jugement déféré sortira son plein et entier effet; — Condamne Zerbib aux dépens.

MM. BLANCKAERT, *prés.;* ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes NEUGASS et DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

7 novembre 1892

Saisie-arrêt, ordonnance sur requête, juridiction gracieuse, ordonnance sur assignation, appel, recevabilité, créance, justification.

Si l'ordonnance sur requête, par laquelle le président du tribunal autorise une saisie-arrêt, dans le cas de l'art. 558 C. pr. civ., appartient à la juridiction gracieuse de ce magistrat et n'est pas, dès lors, susceptible d'appel, il en est autrement de l'ordonnance rendue sur assignation, après un débat contradictoire, qui est un acte de la juridiction contentieuse du président, et qui, tirant son principe des pouvoirs à lui

conférés par l'art. 889 du même Code, constitue une véritable ordonnance de référé ;

Rien ne s'oppose à ce que le président qui a autorisé une saisie-arrêt par une ordonnance sur requête qu'il s'est réservé la faculté de modifier retire, après meilleure information, l'autorisation accordée, alors même que la demande en validité de saisie-arrêt, serait soumise au tribunal, s'il n'a pas encore été statué sur ladite demande ;

De ce qu'aux termes de l'art. 558 C. pr. civ., la saisie-arrêt peut être autorisée par le juge lorsqu'il n'y a pas de titre, il n'en résulte pas que cette mesure doive être ordonnée arbitrairement à la demande de toute personne se disant créancière ; celle-ci est toujours tenue de produire des justifications de nature à établir que sa créance est certaine.

(Époux Soual c. Jérôme)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la recevabilité de l'appel : — Attendu que l'ordonnance du 13 mai 1892 ne saurait en rien être assimilée à celle par laquelle la saisie-arrêt a été autorisée, — Attendu que celle-ci procède de l'art. 558 C. pr. civ., et qu'elle a été rendue en vertu de la juridiction gracieuse du président du tribunal et sur simple requête; — Attendu que, tout au contraire, la seconde ordonnance est un acte de la juridiction contentieuse du président; qu'elle est intervenue sur assignation après un débat contradictoire ; qu'elle tire son principe des pouvoirs que l'art. 889 C. pr. civ. confère au juge des référés ; qu'elle constitue une véritable ordonnance de référé et que les décisions de ce genre sont susceptibles d'appel ;

Sur la compétence : — Attendu que, le président s'étant expressément réservé la faculté de modifier son ordonnance, rien ne s'oppose à ce que, soilicité de le faire, et mieux informé à la suite des explications qui lui sont fournies, il retire l'autorisation qu'il avait donnée sur les dires d'une seule partie ; — Attendu, il est vrai, qu'il est allégué qu'à la date du 13 mai, le tribunal était déjà saisi d'une demande en validité, mais que ce fait est sans influence sur la compétence du président, pourvu qu'il ne soit encore intervenu aucune décision du fait du tribunal, ce qui est le cas dans l'espèce ;

Au fond : — Attendu que si, aux termes de l'art. 558 C. pr. civ., la saisie-arrêt peut être autorisée par le juge lorsqu'il n'y a pas de titre, il n'en résulte pas que cette mesure doive être ordonnée arbitrairement à la demande de toute personne

se disant créancière; que celle-ci est toujours tenue de produire des justifications de nature à établir que sa créance est au moins certaine, la saisie-arrêt étant au premier chef vexatoire par elle-même et ne se légitimant, dès lors, que dans des cas nettement définis; — Attendu que Jérôme a, il est vrai, fait procéder à des réparations dont le chiffre paraît exact, eu égard à la vérification et aux réductions dont il a été l'objet de la part des experts commis; mais que, d'une part, la partie adverse conteste avec énergie le principe même de la créance résultant de l'exécution de ces réparations, en se fondant sur les clauses du bail; que, d'autre part, il y aura lieu, cette première question une fois vidée, de procéder à un compte dans le but d'opérer le départ des réparations incombant au propriétaire et des réparations locatives; — Attendu que ces considérations, qui ont vraisemblablement déterminé le juge des référés à rapporter son ordonnance originaire, conservent toute leur importance devant la Cour, alors surtout qu'une instance est engagée devant le tribunal de Bône où elle n'a encore reçu aucune solution;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme; — Dit l'appel recevable; — Dit bien et valablement rendue l'ordonnance du 13 mai 1892; — La confirme; — Condamne Jérôme à l'amende et aux dépens tant de première instance que d'appel.

MM. ZEYS, *prem. prés.*; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Me[s] CHÉRONNET et LE DENTU, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

29 septembre 1892

Compétence criminelle, indigène, crime commis en territoire militaire, conseil de guerre, condamnation par contumace, rattachement du lieu du crime au territoire civil, arrestation, Cour d'assises, compétence, renvoi devant la chambre d'accusation.

Lorsqu'un indigène a été condamné par contumace par un conseil de guerre pour crime commis en territoire militaire et a été ensuite mis en état d'arrestation à une époque où le territoire de la tribu à laquelle il appartenait et celui du lieu

où le crime avait été commis avaient été détachés de la zone militaire et remis à l'autorité civile, l'affaire doit être portée d'abord devant la chambre d'accusation, et l'ordonnance du juge d'instruction qui renvoie directement le prévenu devant la Cour d'assises viole les art. 133, 217 et suivants et 476 C. inst. crim., ainsi que les règles de la compétence.

(Lakdar ben El Eulmi — Intérêt de la loi)

ARRÊT

LA COUR, — Statuant sur le réquisitoire présenté par M. le procureur général, d'ordre de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, contre une ordonnance rendue le 22 février 1892 par le juge d'instruction près le tribunal de Bône, portant renvoi devant la Cour d'assises de Bône du nommé Lakdar ben El Eulmi; — Vu la lettre de M. le garde des sceaux du 27 août 1892; — Vu le réquisitoire de M. le procureur général du 1er septembre suivant; — Vu les art. 441, 133, 217 et suivants et 476 C. inst. crim.;

Attendu que Lakdar ben El Eulmi a été condamné par contumace, le 2 septembre 1880, aux travaux forcés à perpétuité, par le 1er conseil de guerre de Constantine pour homicide volontaire; — Qu'il a été mis en état d'arrestation en juin 1892; qu'à cette époque, la juridiction militaire avait cessé d'être compétente pour connaître dudit crime d'homicide, par suite du détachement de la zone militaire et de la remise à l'autorité civile du territoire de la tribu à laquelle appartenait le condamné et du lieu du Rosfat où le crime avait été commis;

Attendu que le juge d'instruction près le tribunal de Bône, saisi de l'affaire à la suite de l'arrestation du contumax, a, par ordonnance du 23 juin 1892, renvoyé directement Lakdar ben El Eulmi devant la Cour d'assises de Bône; — Attendu que, si le jugement par contumace rendu par la juridiction militaire était anéanti de plein droit par suite de l'arrestation du condamné et si la juridiction criminelle de droit commun était devenue seule compétente pour connaître des faits incriminés, cette juridiction ne pouvait être saisie que dans la forme ordinaire et selon les règles tracées par le Code d'instruction criminelle pour les mises en accusation; — Que l'affaire devait être portée d'abord devant la chambre d'accusation, qui n'avait pas encore connu de la prévention, à laquelle seule il appartenait de statuer sur ladite prévention et de prononcer, s'il y a lieu, le renvoi du prévenu devant la Cour d'assises; — Qu'en renvoyant directement le prévenu devant cette Cour, le juge d'instruction près le tribunal de

Bône a violé les art. 133, 217 et suivants et 476 C. inst. crim., et les règles de la compétence ;

Par ces motifs : — Casse et annule, tant dans l'intérêt de la loi que du prévenu, l'ordonnance dont il s'agit.

MM. LŒW, *prés.* ; BERTRAND, *av. gén.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

10 novembre 1892

Succession musulmane, héritiers, lots, tirage au sort, partage fait par la djemaâ, expertise, validité.

Bien que l'art. 834 C. civ. prescrive, en matière de partage, le tirage au sort des lots établis, les tribunaux peuvent, sans porter atteinte à cette garantie et à raison des circonstances de la cause, ordonner le partage sur les bases d'attributions fixées par des experts et conformes à celles primitivement déterminées, entre cohéritiers musulmans, par une djemaâ de notables, surtout en présence du fait de l'entrée en possession et de la jouissance par chaque héritier du lot primitif.

(El Hadj Mohamed ben Ahmed c. Douadi ben Hamoud)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme ;

Au fond : — Attendu qu'il est formellement établi par les documents de la cause, et notamment par les constatations contenues en un jugement du cadi de Coléa, en date du 25 janvier 1889, et par les témoignages reçus en un acte de notoriété du même cadi, en date du 1er novembre suivant, que, quelques jours après le décès de Néfissa bent Mustapha ben Mohamed ben Balaouan, un partage des biens de sa succession a été opéré par les soins d'une djemaâ de notables entre l'appelant et l'auteur des intimés, ses seuls héritiers ; — Que les immeubles de la succession ont été partagés en deux lots identiques à ceux formés par les experts commis par les premiers juges, — Que chacun des héritiers est entré en possession du lot qui lui a été dévolu ; que l'appelant a reçu des intimés une somme de 250 fr., montant d'une soulte dont était grevé le lot de l'auteur de ceux-ci ; que, depuis, l'appelant

a constamment joui du jardin composant son lot et y a fait construire, en 1889 et 1890, une maison dont les travaux ont coûté 900 fr.; — Que, dans ces conditions, si l'art. 834 C. civ. prescrit le tirage au sort des lots composés par les experts, comme garantie de parfaite égalité, les premiers juges ont pu, sans porter atteinte à cette garantie, ordonner le partage sur les bases d'attributions fixées par les experts et qui avaient été antérieurement acceptées par chacun des héritiers, tous deux majeurs;

Par ces motifs et ceux des premiers juges non contraires : — Reçoit, en la forme, l'appel de Hadj Mohamed ben Bou Harroua; — L'en déboute au fond et confirme le jugement déféré; — Condamne l'appelant aux dépens.

MM. BLANKAERT, *prés.*; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes DOUDART DE LA GRÉE et CHÉRONNET, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

4 novembre 1892

Autorité municipale, débit de boissons, heure de clôture, arrêté préfectoral, légalité.

L'arrêté préfectoral qui fixe l'heure de la clôture des débits de boissons dans les communes du département est pris dans la limite des pouvoirs que la loi du 18 juillet 1837 réservait et que celle du 5 avril 1884 réserve encore, en matière municipale, à l'administration supérieure, et cet arrêté est obligatoire dans celles desdites communes où aucun arrêté ultérieur, soit du préfet, soit du maire n'est intervenu pour le modifier.

(Min. pub. c. Ballaud)

ARRÊT

LA COUR, — Statuant sur le pourvoi du ministère public près le tribunal de simple police de Mostaganem contre un jugement du 13 juillet 1892, de ce tribunal, relaxant un sieur Ballaud d'une poursuite pour contravention aux règlements relatifs à la clôture des cabarets;

Attendu qu'il était constaté par un procès-verbal régulier

que le sieur Ballaud, cabaretier à Mazagran, commune rurale du canton de Mostaganem, tenait, le 21 juin dernier, son débit ouvert passé dix heures du soir ; — Et attendu qu'un arrêté du préfet d'Oran, du 9 mai 1874, avait fixé à dix heures au plus tard dans les communes rurales du département la clôture des débits de boissons y existant ; — Qu'aucun arrêté ultérieur, soit du préfet, soit du maire, n'avait modifié cette disposition prise en 1874 et sous l'empire de la loi de 1837, dans la limite des pouvoirs que cette loi réservait et que la loi de 1884 réserve encore, en matière de police municipale, à l'administration supérieure ; — Qu'il suit de là qu'en refusant à cet arrêté la sanction de l'art. 471, n° 15 C. pén., sous le prétexte que la réglementation des heures de clôture des débits de boissons appartiendrait aujourd'hui exclusivement aux maires, aux termes de la dernière de ces deux lois, et qu'à défaut d'arrêté municipal sur la matière il n'existerait à Mazagran aucun règlement actuellement applicable, le juge de police de Mostaganem a faussement interprété la loi du 5 avril 1884 et formellement violé l'art. 471 précité ;

Par ces motifs : — Casse et renvoie devant le tribunal de simple police de Tiaret.

MM. Lœw, *prés.*; Paul Dupré, *rap.*, Baudouin, *av. gén.*

COUR D'ALGER (Ch. musulm.)

10 octobre 1892

Prescription, droit musulman, acquisition, tribu, possession, précarité.

Le fait par les indigènes musulmans d'une tribu d'avoir conduit leurs troupeaux sur une terre et d'y avoir coupé des broussailles ou du jonc depuis un temps immémorial ne saurait constituer une prescription acquisitive au profit de cette tribu, s'il résulte des documents de la cause que ces actes de jouissance n'ont été exercés qu'à titre purement précaire.

(El Hadj Larbi Naït Sliman c. Ahmed ben Sliman)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme;

Attendu qu'il résulte des dépositions des témoins entendus par M. le juge de paix d'Akbou que, depuis un temps immémorial, les gens de Takaatz ont toujours conduit leurs troupeaux en pacage sur la terre Aguellon, et qu'ils ont coupé soit des broussailles, soit des joncs, sur ladite parcelle, sans difficulté de la part de qui que ce fût; — Mais attendu qu'il ressort, d'une façon non moins incontestable, de divers jugements versés au procès qu'en 1887, plusieurs indigènes des Beni-Ourlis ont revendiqué contre les consorts Sliman, représentés par l'un d'eux, Hamana, la propriété de la terre litigieuse dans la jouissance de laquelle ils prétendaient avoir été troublés par le susnommé; — Attendu que ces revendications dirigées contre Hamana et non contre les gens de Takaatz suffisent pour démontrer l'inanité des prétendus droits de propriété de ces derniers sur Aguellon, et établissent, au contraire, que s'ils ont conduit leurs troupeaux sur ladite parcelle et s'ils y ont fait des coupes de broussailles et de jonc, ces actes de jouissance n'ont été exercés qu'à titre purement précaire et qu'ils manquent, par suite, du caractère essentiel pour servir de base à la prescription qu'ils invoquent; — Attendu que les premiers juges en ont cependant décidé autrement, et que, se fondant sur une prétendue possession immémoriale par les gens de Takaatz de la terre litigieuse, ils ont fait droit à leur demande et condamné El Hadj Larbi Naït Sliman au délaissement de la parcelle en litige; — Qu'il échet, dès lors, d'infirmer leur décision;

Sur la demande en 500 fr. de dommages-intérêts formée en appel par El Hadj Larbi Naït Sliman: — Attendu que cette demande non formulée en première instance constitue une demande nouvelle; — Qu'il n'y a lieu, par suite, de l'accueillir;

En ce qui touche les dépens: — Attendu qu'ils doivent être supportés par la partie qui succombe;

Par ces motifs: — Reçoit en la forme l'appel de El Hadj Larbi Naït Sliman; — Y faisant droit au fond; — Dit qu'il a été mal jugé, bien appelé; — Infirme le jugement déféré; — Statuant à nouveau: — Dit la djemâa de Takaatz mal fondée dans sa demande en revendication de la terre Aguellon; l'en déboute; — Dit n'y avoir lieu à faire droit à la demande de dommages-intérêts de l'appelant; — Condamne Ahmed ben Sliman, ès-qualités qu'il agit, aux dépens de première instance et d'appel.

MM. PARISOT, *f. prés.*; BOURROUILLOU, *av. gén.* — Mes BROUSSAIS et BALLERO, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

—

3 novembre 1892

—

Compétence, Tunisie, saisie immobilière, adjudication, habous, inaliénabilité, demande en nullité, question préjudicielle, sursis.

—

En Tunisie, les droits résultant d'un jugement rendu par la juridiction française, dans l'espèce un jugement d'adjudication sur saisie immobilière, ne peuvent être appréciés que par cette juridiction ;

En conséquence, c'est la juridiction française qui est compétente pour statuer sur une demande en nullité de ladite adjudication (1);

Toutefois, si la demande dont il s'agit est fondée sur ce que l'immeuble, ayant été habousé, serait inaliénable, la juridiction française est incompétente, aux termes du décret beylical du 31 juillet 1884, pour connaître de la question préjudicielle de validité du habous, et doit surseoir à statuer sur la demande en nullité de l'adjudication jusqu'après la décision du tribunal tunisien sur ladite question préjudicielle (2).

(Administration des habous c. Héritiers Minard)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme ;

Au fond : — Sur la compétence : — Attendu que le tribunal de Tunis était saisi par l'administration des habous d'une action en nullité de l'adjudication tranchée au profit de l'auteur des consorts Minart par jugement du tribunal de Tunis du 14 décembre 1889, d'un immeuble sis au Kef, ensuite de saisie réelle de cet immeuble pratiquée à l'encontre de Belkassem ben Mabrouck Chérif ; — Que la nullité de l'adjudication était prise de ce que l'immeuble adjugé avait été constitué habous et par suite frappé d'inaliénabilité par El Hadj Ahmed ben Ali Chérif au profit de son fils Mabrouck, et sa postérité, suivant acte du 1er juillet 1869, enregistré ;

---

(1) V. Alger, 12 janv. 1891 (*Rev. Alg.* 1891. 2. 70).

(2) V. Alger, 19 mai 1891 (*Rev. Alg.* 1891. 2. 465); Alger, 26 juill. 1892 (*suprà*, p. 412).

Attendu que le jugement d'adjudication du 14 décembre 1889 a été rendu par le tribunal de Tunis dans les limites incontestables de sa compétence ; — Que les droits résultant d'un jugement rendu par la juridiction française ne peuvent être appréciés que par la juridiction française ; — Que c'est à bon droit, par suite, que le tribunal de Tunis a affirmé sa compétence sur la demande en nullité de l'adjudication contestée, en retenant la cause ;

Attendu, toutefois, que, cette demande en nullité étant fondée sur le caractère d'inaliénabilité dont l'immeuble saisi sur Belkassem ben Mabrouk aurait été frappé par la constitution du habous précité, elle présentait à juger une question préjudicielle de validité de ce habous contestée ; — Que la juridiction française était incompétente pour connaître de cette question ; — Que, en effet, le décret beylical du 31 juillet 1884 a expressément réservé aux tribunaux religieux le règlement des contestations relatives au statut personnel ou aux successions des sujets tunisiens ; — Que les habous rentrent essentiellement dans ces matières ;

Attendu, en conséquence, qu'il échet, tout en retenant la cause, de surseoir à statuer sur la demande en nullité de l'adjudication du 14 décembre 1889 jusqu'à ce que la question préjudicielle de validité du habous ait été vidée par la juridiction compétente ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel en la forme ; — Y faisant droit au fond : — Surseoit à statuer sur la demande en nullité de l'adjudication dont s'agit jusqu'à ce que la question préjudicielle de validité du habous du 1er juillet 1869 ait été tranchée par les juges compétents ; — Impartit à l'appelante, à cet effet, un délai de trois mois à partir de ce jour, passé lequel délai, faute par elle de justifier de ses diligences devant les juges compétents, il sera statué au fond ; — Dépens réservés.

MM. BLANKAERT, *prés.* ; GAROT, *subst. du proc. gén.* — Mes LEMAIRE et SOUBIRANNE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

13 juin 1892

Propriété, Algérie, acte notarié, titre administratif délivré en vertu de la loi du 26 juillet 1873, conflit.

Le titre nouveau délivré en exécution de la loi du 26 juillet

1873 ne peut prévaloir contre un titre authentique français antérieur (1).

(Gimenès c. Kada Boudia)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier en la forme ;
Au fond : — Attendu que Gimenès fonde son appel en premier lieu sur ce que le titre de propriété de Kada Boudia, bien qu'étant un acte notarié et transcrit dès le 2 novembre 1881, ne saurait prévaloir contre le sien qui, quoique postérieur en date, est également notarié et a été suivi de la purge spéciale de la loi de 1873 et de la délivrance d'un titre nouveau, point de départ unique de la propriété ; — Attendu qu'il est constant que le titre administratif qu'il invoque ne lui a été délivré que le 20 juin 1886 au cours de l'instance actuelle commencée entre Kada Boudia et lui par ajournement du 24 avril 1884, et que dès lors ce titre ne saurait avoir au regard de Kada Boudia la portée que Gimenès lui attribue pour la solution du litige ; — Attendu, en effet, qu'il est de principe en cette matière que le titre nouveau délivré en vertu de la loi de 1873 est nul en présence d'un titre authentique français antérieur, et qu'il n'est opposable qu'aux tiers non porteurs d'actes ayant ce caractère ;

Attendu, en second lieu, que l'appelant critique l'expertise qui a eu lieu en vertu du jugement préparatoire du 27 mai 1884, par le motif que ladite expertise tire des enquête et contre-enquête auxquelles il a été procédé en vertu d'un second jugement préparatoire, en date du 9 mars 1886, sur ses conclusions, des déductions contraires aux constatations du jugement dont est appel, et conclut à un supplément d'expertise ; — Attendu que les critiques formulées ainsi contre l'expertise ne sont pas de nature à faire ajourner encore la solution d'un litige qui n'a que trop duré eu égard à son importance réelle ; qu'il suffit de se reporter au rapport des experts pour se convaincre qu'ils ont apporté le plus grand soin à l'exécution de leur mission ; que d'un autre côté l'enquête et la contre-enquête, loin d'infirmer leur travail, a confirmé au contraire l'exactitude de leurs constatations en ce qui concerne notamment la limite de la propriété de l'appelant et de celle de l'intimé ; que le supplément d'expertise demandé ne saurait être accueilli dans les circonstances de la cause ;

(1) V. Alger, 14 janv. 1892 (*suprà*, p. 149) et la note.

Attendu, toutefois, que, tout en confirmant le jugement attaqué, il y a lieu de modifier sur un point la décision des premiers juges, celui relatif à l'indemnité d'indue occupation de la parcelle qui fait l'objet du procès, que le tribunal a fixé à la somme de 300 fr. soit à raison de 50 fr. par an ; — Attendu, en effet, que cette somme est trop élevée en raison de la nature du terrain et de sa situation géographique ; que les appréciations des experts à cet égard sont justement critiquables, qu'il est difficile d'admettre que 7 hectares de terres incultes et couvertes de broussailles sises dans la tribu de Djafra puissent produire un revenu annuel de 50 fr. ; que la Cour possède des éléments d'appréciation qui lui permettent de fixer à la somme de 60 fr. seulement le préjudice éprouvé par l'intimé par suite de l'indue occupation de l'appelant ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Au fond : — Confirme la décision attaquée en ce qu'elle a assigné pour limite des propriétés de Gimenès et de Kada Boudia la ligne A D du plan annexé au rapport des experts, ordonné que Gimenès serait tenu de délaisser à Kada Boudia la parcelle empiétée dans la quinzaine de la signification du jugement attaqué et fixé à 479 fr. 46 la somme due par ce dernier à Gimenès pour travaux de défrichement ; — Émendant toutefois, réduit à 60 fr. la somme que Gimenès est tenu de payer à Kada Boudia pour indue occupation ; — Déboute l'appelant du surplus de ses fins et conclusions ; — Condamne l'appelant aux dépens d'appel.

MM. HUGUES, *ff. prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes VIVIANI et JOUYNE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

2 mai 1892

Propriété, Algérie, loi du 26 juillet 1873, purge spéciale, immeuble, désignation, tiers, domaine de l'État, revendication, délai, déchéance, vente d'immeubles, chose d'autrui, nullité, dommages-intérêts, défaut de contenance, action en réduction, délai, déchéance, action en bornage.

La prescription de trois mois établie par l'art. 27 de la loi du 26 juillet 1873 ne court point contre les tiers lorsque l'acte

d'acquisition déposé et publié pour parvenir à la purge spéciale édictée par ladite loi ne contient aucune énonciation de nature à les avertir de leurs droits et à les mettre en demeure d'agir pour les faire valoir (1);

Il en est ainsi, spécialement, en ce qui concerne l'État, lorsque, dans le contrat de vente publié, la terre vendue est simplement qualifiée de terre de culture, broussailles, palmiers nains et pâture et que la désignation qui en est faite est visiblement exclusive d'une partie quelconque des forêts domaniales.

Lorsqu'une vente d'immeubles comprend des terrains appartenant à autrui et d'autres qui n'ont jamais existé, il y a lieu d'appliquer distinctement à ce contrat, d'une part l'art. 1599 C. civ., et d'autre part les art. 1617 et 1619 du même Code ;

Par application du premier article, la vente est nulle et l'acheteur peut demander des dommages-intérêts s'il a été de bonne foi ;

En vertu des deux derniers articles, l'acheteur a le droit de demander une réduction proportionnelle du prix, pourvu qu'il exerce son action dans l'année de la vente ;

Une action en bornage intentée dans le délai ci-dessus n'aurait pas pour effet d'interrompre la prescription prévue par l'art. 1622 C. civ.

(Demarchi c. l'État et autres)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel relevé par Demarchi contre toutes parties à l'encontre des jugements des 21 avril 1891 et 28 mars 1888 est régulier en la forme ;

Au fond : — En ce qui concerne la disposition du jugement du 21 avril 1891 qui a refusé de joindre l'instance actuellement soumise à l'examen de la Cour à celle d'opposition formée aux poursuites pratiquées à l'encontre de l'appelant : — Adoptant les motifs qui ont déterminé les premiers juges ;

Sur la demande formée par l'appelant contre le domaine de l'Etat : — Attendu que c'est à bon droit que le jugement du 21 avril 1891 a reconnu par l'examen des plans et titres produits par le domaine que les prétentions de Demarchi tendent à

(1) En ce sens, Alger, 30 mai 1891 (*Rev. Alg.* 1891. 2. 517) et la note.

englober dans la propriété qu'il a acquise du sieur El Boudia une partie des forêts de Tenirah, de Moxi et de Bouyetas, dont l'État a été, en vertu de la loi du 16 juin 1851, reconnu propriétaire à titre définitif, à la suite de l'application du sénatus-consulte du 22 avril 1863, par les décrets de répartition des 9 mars et 30 novembre 1867, et ce, conformément aux limites résultant du procès-verbal de bornage du 20 octobre 1866 et du 27 mars 1867, limites qui avaient alors été déterminées sur les indications d'un certain nombre d'indigènes, au nombre desquels se trouvait le propre vendeur de Demarchi, El Hadj Boudia lui-même ; — Attendu, en effet, que le jugement précité constate, d'une part, que les décrets de répartition des 9 mars et 30 octobre 1867 ont été transcrits au bureau des hypothèques d'Oran le 2 mai 1867 et le 6 janvier 1868, et, d'autre part, que les forêts de Tenirah et de Bouyetas forment, d'après les titres mêmes invoqués par l'appelant, les limites nord et sud de la propriété qu'il a acquise d'El Hadj Boudia ;

Attendu, il est vrai, que l'appelant oppose à l'État la déchéance encourue par ceux qui n'ont pas fait opposition dans le délai de trois mois fixé par l'art. 27 de la loi du 26 juillet 1873, mais que cette déchéance ne saurait être invoquée utilement dans l'espèce ; qu'il résulte des circonstances de la cause que l'acte d'acquisition du 1er mars 1883, reçu notaire Gaillot, à Sidi-bel-Abbès, enregistré, tel qu'il a été déposé et publié pour parvenir à la purge spéciale de la loi précitée, ne contient aucune énonciation qui pût avertir l'État que cette acquisition pouvait lui être préjudiciable ; que le plan du terrain ainsi acquis et établi par le géomètre Erradès, loin de faire corps avec le contrat d'acquisition et d'avoir été, en même temps que ce contrat, porté à la connaissance des tiers intéressés, est resté annexé à un acte de notoriété reçu par le même notaire Gaillot le 26 février 1883, également enregistré, et n'a été l'objet d'aucune publicité ; que la publication qui a été faite du contrat d'acquisition, bien loin d'éveiller l'attention de l'État, était au contraire de nature à endormir sa vigilance et à lui persuader que son intérêt personnel ne se trouvait pas engagé dans la mutation de propriété qui venait de s'opérer, puisque, conformément à la teneur du contrat intervenu entre le vendeur et l'acquéreur, la terre dont s'agit au procès était simplement qualifiée de terre de culture, broussailles, palmiers nains et pâture, située aux Djafra-ben-Djafra, douar-commune de l'Oued-Sefioun, connue sous le Es-Sensale, El-Krelabil, Er-Rachedi et El-Kroms, et joignant au nord la forêt de Tenirah, au midi la forêt de Bouyetas et le

Djebel-M'ta-Es-Sensale, au levant le melk de Sidi-Mimoun et la terre de Kada-Boudia, et au couchant la propriété de Mme Dumas et un ravin, ce qui était visiblement exclusif d'une partie quelconque des forêts propriété de l'État ; — Attendu que dans ces conditions la prescription de trois mois établie par l'art. 27 de la loi du 26 juillet 1873 n'a pu courir contre l'État, en vertu du principe que la prescription ne court pas contre celui qui ne peut agir, ce qui doit s'entendre non seulement de l'incapable, mais encore de celui qui n'a pas été suffisamment et régulièrement averti ;

Adoptant au surplus les motifs du jugement entrepris qui ne sont pas contraires à ceux qui précèdent ;

Sur la demande formée par Demarchi contre Mohamed ben Brahim, Mimoun ben Hassein, Bouzian Ould Adda et El Hadj ben Naceur ben Hassein : — Attendu qu'il y a lieu, sur ce point, de confirmer purement et simplement le jugement du 28 mars 1888 qui a ordonné une expertise à l'effet de déterminer la ligne séparative de la terre acquise par Demarchi du melk Sidi-Mimoun, appartenant à ces indigènes et qui est indiqué par le contrat d'acquisition et par les publications qui ont eu lieu pour la purge spéciale faite par application des art. 27 et 30 de la loi du 26 juillet 1873 comme formant, avec la terre de Kada ben Boudia, la limite orientale de l'acquisition de Demarchi ; — Qu'il y a lieu également de confirmer le jugement du 21 avril 1891, qui a rendu commun aux cointéressés de Mohamed ben Brahim le jugement du 28 mars 1888 intervenu entre Demarchi et Mohamed ben Brahim seul ; — Attendu, en effet, que les griefs allégués par l'appelant contre ces deux décisions ne sont pas sérieux ; que s'il est vrai que l'un des experts désignés soit décédé, il sera procédé à son remplacement comme il est dit dans le jugement du 28 mars 1888 et que les critiques élevées contre un autre des experts ne sont pas de nature à faire suspecter sérieusement soit sa compétence, soit son impartialité ; — Attendu, d'un autre côté, que Mohamed ben Brahim et ses cointéressés se trouvent, au regard de l'acquisition de Demarchi, dans la même situation que le domaine de l'État ; que, comme celui-ci, ils n'ont pas été suffisamment et régulièrement avertis par le dépôt et la publication du contrat qui ne comprenait point le plan du géomètre Errudès ; que l'acquisition de Demarchi pouvait englober une partie du melk Sidi-Mimoun indiqué comme formant une des limites de cette acquisition ; qu'il en résulte que, pas plus que l'État, ils n'ont encouru la déchéance édictée par l'art. 27 de la loi du 26 juillet 1873 ; que la seule différence existant entre l'État et ces indigènes, c'est que le domaine

forestier lui appartenant est suffisamment délimité sur le terrain et sur les plans de l'administration pour que les premiers juges aient pu d'ores et déjà mettre l'État hors de cause, tandis que la ligne séparative du melk Sidi-Mimoun et de l'acquisition de Demarchi n'est pas assez nettement tranchée pour que l'on puisse se dispenser d'ordonner, avant dire droit, une mesure préparatoire d'instruction, comme l'a fait le jugement du 28 mars 1888, rendu commun à tous les propriétaires du melk Sidi-Mimoun par jugement du 21 avril 1891 ;

Sur la demande de Demarchi contre Kada ben Boudia : — Attendu que c'est à tort que les premiers juges ont ordonné la mise hors de cause de cet indigène et condamné Demarchi à lui payer des dommages-intérêts ; — Attendu, en effet, qu'ils ont motivé cette décision sur ce que Kada ben Boudia n'aurait agi que comme mandataire de son père, El Hadj Boudia, et non pour son compte personnel ; — Mais attendu que ce n'est pas en qualités de mandataire de son père, le vendeur de Demarchi, que celui-ci a appelé dans l'instance Kada ben Boudia ; que Demarchi l'a mis en cause comme propriétaire limitrophe de la terre acquise par lui, et comme ayant commis des empiètements sur cette terre, au même titre que ses autres voisins Mohamed ben Brahim et consorts du melk Sidi-Mimoun ; — Attendu, dès lors, qu'il y a lieu d'infirmer cette disposition du jugement du 21 avril 1891 et non seulement de retenir Kada ben Boudia dans l'instance, mais encore de rendre commune avec cet indigène l'expertise ordonnée par le jugement du 28 mars 1888 et d'étendre le travail de vérification des experts à la limite séparative de la propriété acquise par Demarchi et de la terre appartenant en propre à Kada ben Boudia ; que les motifs de décider ainsi sont les mêmes que pour Mohamed ben Brahim et ses cointéressés ;

Sur les demandes de Demarchi contre El Hadj Boudia :

En ce qui concerne l'exception de chose jugée opposée par El Hadj Boudia à Demarchi : — Attendu qu'il n'y a aucune identité d'objet entre l'instance actuellement soumise à l'appréciation de la Cour et les demandes en justice sur lesquelles il a été statué le 12 février et le 18 novembre 1884 ; que dans l'espèce actuelle il s'agit d'une demande en délivrance de partie de chose vendue, tandis que dans les instances précédentes invoquées par El Hadj ben Boudia à l'appui de son exception il n'était question que de dommages-intérêts demandés pour privation de jouissance ; que les jugements du 12 février et du 18 novembre 1884 ont écarté les demandes successives de Demarchi en se fondant sur ce que celui-ci ne se trouvait en présence que de troubles de fait, alors que la

demande actuelle repose uniquement et exclusivement sur des troubles de droit ; — Qu'il y a lieu de confirmer, sur ce point, le jugement du 21 avril 1891 ;

En ce qui concerne l'exception de déchéance également opposée par El Hadj Boudia à Demarchi : — Attendu que, lors d'une action en bornage provoquée par Demarchi entre celui-ci et quelques-unes des parties en cause, il a été constaté par des experts qui furent alors nommés par le juge de paix de Bou-kanéfis que sur les 1,055 hectares vendus par El Hadj Boudia à Demarchi, il n'en existait en réalité que 877, d'où un manquant de 178 hectares, et que sur ces 877 hectares existant, 452 étaient revendiqués par l'État ou par les propriétaires limitrophes, tels que Mohamed ben Brahim et ses cointéressés, et aussi Kada ben El Hadj Boudia, fils et mandataire du vendeur ; — Qu'il en résulte qu'El Hadj Boudia n'a pas seulement livré à son acquéreur une propriété d'une étendue inférieure à celle portée en l'acte du 1er mars 1882, ce qui rentre dans l'hypothèse de l'art. 1622 C. civ., mais encore qu'il peut se faire, suivant les résultats de l'expertise à laquelle il doit être procédé en vertu des jugements dont est appel, qu'il lui ait vendu un certain nombre d'hectares appartenant à autrui ;

Attendu qu'il convient dans ces circonstances de distinguer en ce qui concerne la déchéance invoquée par El Hadj Boudia entre les 178 hectares manquant et ceux qui dans les limites des 877 hectares existant réellement seraient reconnus appartenir à autrui ;

Attendu, en effet, en ce qui touche les hectares existant réellement, mais qui sont l'objet des entreprises et des revendications des propriétaires voisins, qu'aux termes de l'art. 1599 C. civ., la vente de ces hectares, étant frappée de nullité, ne pourrait donner, conformément au même article, ouverture à une action en dommages-intérêts au profit de Demarchi et à l'encontre de El Hadj Boudia, si Demarchi a ignoré que ces hectares n'étaient pas la propriété de son vendeur ; — Attendu que c'est donc à tort que les premiers juges, confondant ces hectares avec les 178 qui n'ont jamais existé, ont accueilli l'exception de déchéance invoquée par le vendeur ; qu'ils auraient dû réserver à Demarchi son droit éventuel suivant les resultats de l'expertise ordonnée et maintenir, à ce point de vue, El Hadj Boudia en cause pour qu'il pût assister à cette expertise et en surveiller les opérations ;

Attendu, en ce qui touche les 178 hectares manquant comme n'ayant jamais existé, qu'il était loisible à Demarchi de contraindre son vendeur à subir une diminution proportionnelle du prix convenu, aux termes des art. 1617 et 1619 C.

civ.; — Mais attendu que l'action en diminution de prix doit être formée par l'acquéreur dans l'année de la vente à peine de déchéance, ainsi qu'il est expressément prescrit par l'art. 1622 du même Code; qu'ainsi l'a voulu le législateur en vue d'abréger un délai qui, trop prolongé, aurait jeté une trop longue incertitude sur la propriété et qui, renfermé dans l'espace de douze mois, lui a paru suffisant pour sauvegarder les intérêts des parties contractantes; — Attendu que, dans l'espèce, soit que l'on prenne pour point de départ de ce délai la date de l'acte de vente (1er mars 1883), soit que l'on fixe ce départ à la date de l'arrêté administratif qui accorde à Demarchi, à la suite des formalités de sa purge spéciale, le titre définitif de propriété (24 juin 1887), il faut reconnaître que plus d'un an s'est écoulé entre la vente et l'action actuelle intentée par Demarchi à El Hadj Boudia, son vendeur, la première assignation relative à cette action n'ayant été donnée que le 1er juillet 1889; — Attendu, il est vrai, que, postérieurement à la délivrance de son titre définitif du 24 juin 1887 et antérieurement à son assignation du 1er juillet 1889, il a intenté une action en bornage, mais que cette action avait un tout autre but qu'une demande en réduction de prix et n'a pu être interruptive du délai d'un an fixé par l'art. 1622 C. civ., et, par suite, retarder l'événement de la déchéance prescrite par cet article, déchéance d'ordre public, à laquelle les parties ne pourraient se soustraire par des conventions particulières ayant pour but de proroger le délai d'un an imparti pour l'exercice de l'action en diminution de prix;

Attendu, par suite, que, sans s'arrêter aux autres fins et conclusions de l'appelant, qui sont sans application dans l'espèce, il y a lieu de confirmer sur ce point le jugement du 21 avril 1891;

Par ces motifs : — En la forme, reçoit l'appel formé par Demarchi contre les jugements des 28 mars 1888 et 21 avril 1891 comme régulier; — Au fond : — Confirme la disposition du jugement du 21 avril 1891 qui a refusé de joindre l'instance actuellement soumise à la Cour à l'opposition formée aux poursuites pratiquées à l'encontre de l'appelant; — Confirme de même la disposition de ce jugement qui a mis hors de cause le domaine de l'État en reconnaissant d'ores et déjà celui-ci propriétaire des forêts de Tenirah, Moxi et Bouyetas en vertu de la loi du 16 juin 1851 et de l'application qui a été faite à ces forêts du sénatus-consulte du 22 avril 1863; — Confirme pareillement le jugement du 28 mars 1888, rendu entre Demarchi et Mohamed ben Brahim, qui a ordonné une expertise, et la disposition du jugement du 21 avril 1891 qui a

rendu ce jugement commun à quatre autres indigènes, propriétaires, comme Mohamed ben Brahim, du melk Sidi-Mimoun ; — Enfin, confirme la disposition du jugement du 21 avril 1891 qui a déclaré l'appelant non recevable en ses demandes contre El Hadj Boudia et l'en déboute pour ce qui concerne les 178 hectares manquant, et émendant (en ce qui concerne les autres), réserve éventuellement à Demarchi son recours contre El Hadj Boudia en dommages-intérêts s'il y a lieu, et maintient cet indigène en cause pour qu'il puisse assister à l'expertise ordonnée et la contredire ; — Infirme la disposition du jugement du 21 avril 1892, qui a mis hors de cause Kada ben El Hadj Boudia et a condamné Demarchi à lui payer une somme de 100 fr. à titre de dommages-intérêts ; — En conséquence, décharge Demarchi de ladite condamnation ; — Dit que Kada ben El Hadj Boudia sera conservé dans l'instance en la qualité en laquelle il a été appelé, de propriétaire limitrophe de l'immeuble acquis par Demarchi, et que l'expertise ordonnée par le jugement du 28 mars 1888 et rendue commune aux cointéressés de Mohamed ben Brahim sera également commune à Kada ben El Hadj Boudia et faite contradictoirement avec lui ; — Dit, en conséquence, que, sous la réserve de la présente modification apportée au jugement du 21 avril 1891, les jugements dont est appel sortiront leur plein et entier effet pour être exécutés selon leur forme et teneur, etc.

MM. HUGUES, *ff. prés.*; MARSAN, *av. gén.* — Mes GARAU, JOUYNE, MEUNIER et VIVIANI, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

24 novembre 1892

Succession musulmane, héritiers, obligation aux dettes, divisibilité, demande en justice, jugement, dernier ressort, appel, irrecevabilité.

Dans la coutume musulmane, les héritiers, nonobstant toute acceptation ou répudiation de la succession, sont tenus des dettes jusqu'à concurrence des forces de la succession et ne peuvent en être tenus au delà (1);

(1) En ce sens, Alger, 6 et 31 déc. 1845 (Estoublon, *Jurispr. Alg.*, 1845, 21 et 26) ; 22 oct. 1862 (*op. cit.*, 1862, 45) ; 21 juill. 1875 (*op. cit.*, 1875, 34) ; 2 avril 1878 (*Bull. jud. Alg.*, 1878, 211) ; 5 mai 1892 (*suprà*, p. 288).

Comme dans la loi française, les dettes se divisent de plein droit entre tous les héritiers suivant la part et portion de chacun dans l'hérédité ;

Si donc le montant de la demande formée par un créancier de la succession contre les héritiers, ès-qualités, tout en dépassant le taux du dernier ressort, se décompose en fractions dont chacune n'atteint pas ce taux quand on la divise par le nombre des héritiers, le jugement rendu est susceptible d'appel.

(Consorts Houri c. Consorts Gazedallah)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'opposition est régulière et recevable en la forme;

Au fond : — Sur la recevabilité de l'appel : — Attendu que, dans la coutume musulmane, les heritiers, nonobstant toute acceptation ou répudiation de la succession, sont tenus jusqu'à concurrence des forces de la succession et ne peuvent être tenus au delà ; — Que les consorts Gazedallah sont nécessairement pris en la cause comme héritiers de Mohamed ben Hassein ben Ezark, dit Gazedallah ; — Que, dans la coutume musulmane aussi bien que dans la loi française, les dettes d'une succession se divisent de plein droit entre tous les héritiers suivant la part et portion de chacun dans l'hérédité ; — Qu'il suit de là que, en admettant même que la demande de 4,000 fr. de dommages-intérêts doive entrer en compte pour la détermination du taux du ressort, les premiers juges ont statué à l'égard de chacun des défendeurs dans les limites de la compétence en dernier ressort;

Par ces motifs : — Reçoit, en la forme, l'opposition des consorts Gazedallah; — Faisant droit au fond : — Rétracte l'arrêt du 23 juin 1892 ; — Et statuant à nouveau : — Dit irrecevable l'appel des consorts Houri ; — Dit, en conséquence, que le jugement déféré sortira son plein et entier effet pour être exécuté selon sa forme et teneur ; — Ordonne la confiscation de l'amende consignée ; — Condamne les consorts Houri aux dépens d'appel.

MM. BLANKAERT, *prés.* ; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes MEUNIER et SOUBIRANNE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

—

3 novembre 1892

—

Compétence, Tunisie, servitude, contestation, Tunisien en cause, immeuble non immatriculé, incompétence des tribunaux français, ordre public.

—

Les tribunaux français sont incompétents pour connaître des actions immobilières auxquelles un Tunisien est partie, si ce n'est lorsque l'immeuble est immatriculé ;

Cette incompétence, touchant à l'ordre des juridictions instituées en Tunisie en vertu de traités internationaux, est essentiellement d'ordre public et peut, dès lors, être invoquée en tout état de cause (1).

(Fredj ben Mikalef c. Mohamed Sellami)

Le 17 mai 1888, le tribunal de Tunis avait rendu le JUGEMENT suivant :

LE TRIBUNAL, — Attendu que le sieur Mohamed ben Mohamed Sellami, propriétaire à Sfax, demande que son voisin le sieur Feradj ben Mikeël el Guenichi, soit tenu de le réintégrer dans la jouissance d'une servitude de passage appartenant au demandeur sur un jardin situé dans la banlieue de Sfax et possédé par le défendeur ; — Attendu que le sieur Mohamed Sellami réclame en outre au défendeur une somme de 2,000 fr. de dommages-intérêts pour avoir empêché, par la fermeture d'une porte, le libre exercice de cette servitude, et demande reconventionnellement au sieur Mohamed ben Mohamed Sellami 1,000 fr. de dommages-intérêts pour procès vexatoire ; — Attendu que l'existence de la servitude dont il s'agit est établie par une expertise à laquelle il a été procédé dans le courant de l'année 1886, avec l'autorisation du cadi de Sfax ;

Attendu que le défendeur prétend qu'à la suite d'une seconde expertise faite dans le courant de l'année 1874, le sieur Mohamed ben M'ahmed Sellami a renoncé à cette servitude ; — Mais attendu que les termes de l'acte produit par le défendeur ne sont pas assez précis pour qu'on puisse en tirer une semblable conséquence : — Attendu, en outre, qu'un des notaires qui ont assisté à cette seconde expertise, le sieur El Hadj Ahmed

---

(1) La jurisprudence de la Cour paraît fixée aujourd'hui en ce sens contrairement à celle des tribunaux français de Tunisie. V. Alger, 26 juill. 1892 *(suprà,* p. 412) et la note.

el Hachicha a déclaré, le 25 août 1884, dans une enquête faite par M. le juge de paix de Sfax, que, dans cette expertise, l'existence de la servitude avait été formellement reconnue et que loin d'y renoncer le sieur Sellami en avait fait déterminer l'assiette ; — Attendu que dans la même enquête le sieur Ali ben Hadj Hamouda Triki, vendeur du sieur Ferradj ben Mikalef Guenichi, a dû avouer que la propriété vendue était grevée de ce droit de passage et que cette servitude avait été expressément mentionnée dans l'acte de vente non produit par le défendeur ; — Attendu que le témoignage du vendeur est confirmé par une attestation de deux témoins de cet acte de vente ; — Attendu que le défendeur invoque la prescription, mais qu'il ne justifie pas sur ce point ses prétentions qui sont contredites par l'enquête mentionnée ci-dessus ;

Attendu qu'il y a donc lieu d'admettre l'existence de cette servitude, mais que la condamnation du défendeur aux dépens de l'instance constituera une réparation suffisante du préjudice causé par lui au demandeur ;

Par ces motifs : — Dit que dans la huitaine du présent jugement le défendeur sera tenu de réintégrer le demandeur dans l'exercice de la servitude de passage objet du litige et d'ouvrir la porte établie pour empêcher ce passage ; — Dit que, faute par le défendeur de ce faire, le demandeur est autorisé à faire abattre lui-même cette porte, en se faisant assister par la force publique ; — Rejette pour le surplus les conclusions des parties ; — Condamne le défendeur aux dépens.

Sur APPEL, la Cour a statué en ces termes :

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Me Saurin, avoué constitué pour l'intimé, déclare n'avoir ni pièces ni instructions pour conclure ; qu'il échet en conséquence de donner défaut contre l'intimé et son avoué, faute de conclure ;

Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme ;

Sur la compétence : — Attendu qu'il s'agit au procès d'une contestation sur un droit immobilier ; — Qu'aucune loi française, ni aucun décret ou arrêté du bey de Tunis, rendu dans les conditions déterminées par la loi du 27 mars 1883, n'a attribué compétence aux tribunaux français pour les actions immobilières auxquelles un Tunisien est partie, si ce n'est au cas où l'immeuble litigieux aurait été immatriculé, auquel cas la loi du 12 juillet 1885 soumet les litiges immobiliers à la juridiction française ; — Qu'il résulte des éléments de la cause que la propriété litigieuse n'a point été immatriculée ; — Que le tribunal de Tunis était en conséquence incompétent en la cause ; — Que cette incompétence, touchant à l'ordre des juridictions instituées en Tunisie en vertu des traités internationaux, est essentiellement d'ordre public et peut, dès lors, être invoquée en tout état de cause ;

Par ces motifs : — Donne défaut contre l'intimé et Me Saurin, son avoué, faute de conclure ; — Donne acte à Me Saurin de ce qu'il déclare n'avoir reçu ni pièces ni instructions ; — Reçoit l'appel en la forme ; — Y faisant droit au fond : — Infirme le jugement déféré ; — Et statuant à nouveau ; — Dit la juridiction française incompétente pour connaître du litige, et renvoie les parties à se pourvoir devant telle juridiction que de droit ; — Ordonne la restitution de l'amende consignée ; — Condamne Mohamed ben Mohamed Sellami en tous les dépens de première instance et d'appel.

MM. BLANKAERT, *prés.* ; GAROT, *subst. du proc. gén.* — Me SOUBIRANNE, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

9 décembre 1892

Armes et munitions de guerre, indigène, prêt, cadeau, décret du 12 décembre 1851, vente, achat, loi du 24 mai 1834, débit, distribution, inapplicabilité.

Le fait d'avoir prêté un fusil et donné une boîte de poudre à un indigène ne tombe pas sous l'application des art. 1 et 2 du décret du 12 décembre 1851, lesquels ne visent que la vente et l'achat ;

Ce fait ne constitue pas davantage le délit de débit ou distribution d'armes et de poudre, réprimé par les art. 2 et 3 de la loi du 24 mai 1834.

(Métivet c. Min. pub.)

ARRÊT

LA COUR, — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Et statuant sur le fond ;

Attendu qu'il résulte des déclarations tant de l'appelant Métivet que de « Nègre » Sliman ben Messaoud que, dans le cours de la présente année, « Nègre » Sliman a confié un fusil à Métivet pour le faire réparer, et que, sur la demande de cet indigène, Métivet lui a prêté le sien, jusqu'à ce que l'autre fût

remis en état; que Métivet déclare avoir, à plusieurs reprises et toujours inutilement, réclamé à « Nègre » Sliman le fusil qu'il lui avait prêté; que pour parvenir à rentrer en possession de son arme, il a imaginé de dénoncer « Nègre » Sliman à la gendarmerie, comme détenteur d'un fusil, sans autorisation; que « Nègre » Sliman a convenu du fait, expliquant comment ce fusil se trouvait entre ses mains; qu'il a ajouté qu'un jour, accompagnant Métivet à la chasse, ce dernier lui avait donné une boîte de poudre; fait nié par Métivet, mais attesté par d'autres indigènes; que c'est dans ces conditions que Métivet a été poursuivi devant le tribunal correctionnel, et condamné, par application des art. 1 et 2 du décret du 12 décembre 1851, à la peine de un mois de prison et 200 fr. d'amende, pour avoir débité ou distribué, sans autorisation, une arme de guerre et de la poudre à l'indigène « Nègre » Sliman;

Attendu que les art. 1 et 2 précités n'interdisent et ne punissent que la vente aux indigènes et l'achat par ceux-ci des armes, poudres et autres objets énumérés en l'art. 1; qu'il est constant qu'il n'y a pas eu vente, dans l'espèce; que Métivet ne pouvait donc encourir les peines édictées par l'art. 2; qu'il n'est point passible davantage des peines prononcées par les art. 2 et 3 de la loi du 24 mai 1834 contre ceux qui, sans y être légalement autorisés, auront débité ou distribué de la poudre ou des armes de guerre, le débit ou la distribution impliquant vente ou remise à plusieurs personnes;

Par ces motifs : — Infirme le jugement dont est appel; — Déclare Métivet acquitté de la prévention.

MM. LEFÉBURE, *ff. prés.*; DUCROS, *rap.*; EON, *av. gén.* — Me VINCENT, *av.*

TRIBUNAL D'ALGER (Ch. musulm.)

21 novembre 1892

Habous, rite hanéfite, réserve d'usufruit au profit du constituant, exclusion des femmes, aliénation volontaire, antichrèse, interdiction, effets, séquestre.

Est régulier, dans le rite hanéfite, l'acte par lequel le disposant constitue habous toute sa fortune mobilière et

immobilière, avec réserve d'usufruit pour lui-même pendant sa vie et au bénéfice de ses enfants mâles ou de leurs descendants en ligne masculine, à l'exclusion des femmes, sauf le cas où celles-ci deviendraient veuves ou se trouveraient dans le besoin ;

La femme musulmane a qualité pour demander la nullité du habous qui l'exclut de la succession à laquelle elle aurait été appelée à défaut de cet acte ;

Dans le rite hanéfite comme dans le rite malékite, toute aliénation ou mise en gage des biens habousés est interdite, à moins de clause formelle dans l'acte de constitution de habous (1) ;

Si le rite hanéfite autorise la vente à charge de remploi, ce n'est qu'au cas où cette vente serait nécessaire pour raison de vétusté (2) ;

Mais l'interdiction faite par la loi musulmane d'aliéner les biens habousés, à peine de nullité du habous, ne vise que l'aliénation volontaire ; elle est donc sans application au cas où ces biens ont été l'objet d'un séquestre (3).

(Yamina bent Rabah et autres c. Mohamed ben Sliman ben Rabah).

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que les dames Yamina, Zohra, Keroufa bent Sliman ben Rabah et Yamina bent Ali ben Moussa sont appelantes d'un jugement rendu, entre elles et Mohamed ben Sliman ben Rabah, le 26 avril 1892, par le juge de paix de Ménerville; — Que cet appel est régulier en la forme;

Au fond : — Attendu que les appelantes agissent en qualité d'héritières éventuelles de Sliman ben Rabah dont elles sont : Yamina bent Ali ben Mohamed ben Moussa, la veuve, et Yamina, Zohra et Keroufa bent Sliman ben Rabah, les sœurs; — Attendu qu'il est constant que Sliman ben Rabah, par un acte passé devant Sid Ahmed ben Mohamed El Menouar, cadi

(1, 2, 3) V. sur les effets de l'aliénation du habous, les arrêts rapportés *Rev. Alg*, 1890. 2. 57, et la jurisprudence résumée en note. — Ajt. Alger, 20 mars 1889 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 216) ; Alger, 26 janv., 14 juin et 16 oct 1891 (*Rev. Alg.*, 1891. 2 418. 411 et 516).

des Issers, le 27 octobre 1860, a, en même temps que ses frères Saïd Khelifa et Ahmed, constitué habous toute sa fortune mobilière et immobilière, avec réserve d'usufruit pour lui-même pendant sa vie et au bénéfice de ses enfants mâles ou de leurs descendants en ligne masculine à l'exclusion des femmes, sauf le cas où elles deviendraient veuves ou se trouveraient dans le besoin; — Attendu que ce habous a été, de la déclaration même de Sliman ben Rabah, constitué selon les dispositions du rite hanéfite; qu'il est d'ailleurs régulier; — Attendu que les appelantes, en leurs qualités respectives, ont soutenu devant le premier juge que ce habous devait être annulé, parce que Mohamed, fils de Sliman ben Rabah, avait contrevenu à la loi du habous en aliénant les biens qui en sont l'objet et dont le prix doit, dès lors, faire retour à la succession de Sliman ben Rabah pour être partagé conformément aux droits des héritiers; — Attendu que les appelantes invoquent, à l'appui de leur allégation d'aliénation de partie tout au moins des biens habousés, ce fait que Sliman ben Rabah avait tout d'abord vu ses biens séquestrés par le gouvernement français, et qu'il avait dû les racheter; qu'elles donnent, à tort, à cette dépossession momentanée de Sliman ben Rabah la portée d'une aliénation volontaire, seule prohibée par la loi musulmane en ce qui touche les habous; que ce premier moyen doit être rejeté;

Attendu, d'autre part, qu'elles ont prétendu devant le premier juge que l'intimé Mohamed avait lui-même aliéné partie du habous; — Attendu que Mohamed soutient que ce deuxième moyen n'est pas mieux fondé que le premier; qu'il avoue, il est vrai, avoir, sinon vendu, du moins donné en antichrèse partie des biens habousés; mais qu'il dit en avoir eu le droit, l'acte constitutif du habous ne portant défense ni d'aliéner, ni d'antichréser; — Attendu que le premier juge a accueilli cette défense et a repoussé la demande des appelantes, lesquelles, dit le jugement, n'étant ni veuves, ni indigentes, ne peuvent avoir accès au habous;

Attendu sur ce dernier point, qui tendrait à établir le défaut de qualité des appelantes en première instance, que le premier juge a méconnu le droit éventuel que possèdent les femmes dépouillées de leurs droits successoraux par le habous de provoquer la déclaration judiciaire de la nullité de ce habous, nullité qui les ferait rentrer dans l'exercice de leurs droits légitimes d'héritières; que ce n'est point pour avoir part au habous qu'elles sont venues devant lui, mais pour en faire prononcer la nullité; que, à cet effet, elles n'avaient à établir que leur qualité d'héritières non contestée;

Attendu, quant à la légitimité de l'antichrèse consentie par Mohamed, qu'à moins de clause formelle dans l'acte de constitution de habous, toute aliénation ou mise en gage des biens habousés est interdite ; — Attendu que le premier juge a, tout au contraire de ce qui est de l'essence même du habous, supposé qu'il était aliénable ou susceptible d'antichrèse dès que l'acte de constitution n'en défendait ni l'aliénation, ni la mise en gage ; que les textes de droit musulman cités dans le rapport du cadi sur lequel est fondé le jugement, notamment les passages de Sidi Khellil et de Sidi Ahmed Decadiro, visent, le premier la nécessité de l'autorisation d'aliéner, l'autre la déchéance du dévolutaire au cas d'aliénation ; que la doctrine est conforme en ces points ; — Attendu que, s'il est vrai que cette doctrine autorise la vente des biens habousés à charge de remploi, ce n'est qu'au cas où la vente desdits biens serait nécessaire pour raison de vétusté ; — Attendu qu'il n'est pas permis d'antichréser les biens habousés, par ce motif que l'antichrèse comporte une éventualité d'aliénation contraire à la nature du habous qui a pour objet des biens dont on ne peut disposer ; — Qu'il résulte des considérations qui précèdent que le premier juge a fait en la cause une fausse application de la loi et qu'il y a lieu d'infirmer son jugement ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel ; — Dit mal jugé, bien appelé ; — Infirme en conséquence le jugement entrepris ; — Et faisant ce que le premier juge aurait dû faire : — Dit nul et de nul effet au regard des appelantes le habous constitué par Sliman ben Rabah au profit de ses enfants ou descendants mâles en ce qui touche Mohamed ben Sliman ; — Ordonne que l'intimé sera tenu de restituer à la succession de Sliman ben Rabah les biens qu'il détient à titre d'usufruitier du habous ainsi constitué, pour les appelantes exercer leurs droits d'héritières sur lesdits biens conformément à la loi ; — Commet le cadi de Ménerville ou son dévolutaire, bach-adel ou adel, pour l'exécution du présent jugement ; — Déboute les appelantes du surplus de leur demande, notamment en ce qui concerne les aliénations consenties par leur cousin Ahmed ben Saïd aux consorts Zemoure, lequel Ahmed ben Saïd n'a été appelé ni en première instance ni en cause d'appel ; — Condamne l'intimé en tous les dépens tant de première instance que d'appel.

MM. AUGIER, *prés.* ; LANG, *juge suppl. ff. subst.* — Mes LANGLOIS et PROBST, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

—

15 novembre 1892

—

Rente viagère, vente d'immeubles, prix, conversion en rentes, arrérages, paiement, retard, exigibilité du prix, option au vendeur, légataire universel, transmission.

—

Lorsqu'un contrat de vente, aux termes duquel le prix est converti en une rente viagère, contient une clause d'après laquelle, au cas de retard dans le paiement des arrérages de cette rente, le prix devient exigible de plein droit à la volonté du vendeur, s'il arrive que le retard dans le paiement des arrérages se produise du vivant du vendeur, sans que celui-ci ait usé de son droit de demander le paiement du prix, cette faculté d'option, toute personnelle au vendeur, s'éteint avec lui et ne passe pas à son légataire universel.

(Montlaur c. Filho)

Pourvoi contre un arrêt rendu par la Cour d'appel d'Alger, le 8 juin 1891.

Moyen unique: — Violation des art. 1184 et 1654 C. civ. en ce que l'arrêt attaqué a déclaré le vendeur d'un immeuble déchu du droit d'exercer l'action en paiement du prix stipulé, pour avoir préalablement intenté l'action en résolution de la vente, alors que la loi lui accorde le droit d'user à son gré et dans l'ordre qui lui plaît de l'un ou de l'autre de ces moyens légaux, et des art. 724 et 1122 du même Code, en ce que l'arrêt attaqué a jugé que le droit d'option appartenant au vendeur impayé s'éteignait avec lui, comme s'il était exclusivement attaché à sa personne.

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique, pris de la violation des art. 1184 et 1654 C. civ., 724 et 1122 du même Code:

Attendu, d'après les constatations de l'arrêt attaqué, qu'à la date du 1er décembre 1879, la veuve Caraby a vendu à Filho une maison pour le prix de 10,000 fr. converti d'un commun accord en une rente viagère de 1,800 fr. et que ledit acte con-

tenait une clause d'après laquelle, au cas de retard dans le paiement des arrérages de cette rente et après un commandement resté sans effet, le prix principal de 10,000 fr. deviendrait exigible de plein droit, si bon semblait à la venderesse et sans qu'elle eût à rembourser les arrérages échus, qui lui resteraient acquis à titre d'indemnité;

Attendu qu'après le décès de la veuve Caraby, le demandeur en cassation, Montlaur, son légataire universel, arguant de ce que le retard prévu dans le paiement des arrérages de la rente s'était produit du vivant de ladite dame et avait été constaté par un commandement de payer resté sans effet, qu'ainsi les conditions d'exigibilité du prix de la vente avaient été remplies, s'est prétendu fondé à réclamer ce prix aux défendeurs éventuels; que tel a été l'objet du litige et que le pourvoi veut faire décider que cette prétention aurait dû être accueillie;

Attendu d'abord que, pour repousser les prétentions de Montlaur, l'arrêt attaqué ne s'est pas fondé sur ce qu'une action en résolution de la vente dont il s'agit avait été préalablement intentée par la dame Caraby; que la première partie du moyen de cassation qui dirige ce reproche contre l'arrêt, d'après les art. 1184 et 1654 C. civ., manque ainsi en fait;

Attendu que la Cour d'Alger a rejeté la demande de Montlaur, par la raison que, si incontestablement, puisque le retard dans le paiement des arrérages était un fait constant, la dame Caraby eût été en droit de réclamer le paiement de la somme de 10,000 fr., prix principal de la vente, la clause du contrat qui lui attribuait ce droit n'en faisait toutefois pour elle qu'une faculté, qui, à défaut de manifestation de sa volonté d'en user, s'était éteinte avec elle; que la justesse de cette appréciation découle de la nature même du droit dont il s'agit qui exigeait, de la part de la crédirentière, une option entre le prix de la vente et la continuation des arrérages de la rente; que c'était bien là un droit subordonné à la manifestation de la volonté personnelle de la venderesse, ainsi d'ailleurs qu'il était dit dans le contrat; — Que, dès lors, la dame Caraby, ayant laissé passer le temps où elle a pu l'exercer, ne l'a pas fait sien; qu'il n'a donc pu appartenir au légataire universel; qu'ainsi la décision attaquée n'est pas en opposition avec les art. 724 et 1122 C. civ., et se trouve, au contraire, pleinement justifiée;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi.

MM. DEMANGEAT, *ff. prés.*; DENIS, *rap.*; CHÉVRIER, *av. gén.* — Me LEHMANN, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

17 novembre 1892

Courses de taureaux, mise à mort des taureaux, autorisation municipale, déchéance de la concession.

Les entrepreneurs de courses de taureaux ne peuvent donner une course dans laquelle des taureaux sont mis à mort qu'à la condition d'y être spécialement autorisés par l'autorité municipale, seule compétente à cet effet ;

En conséquence, ils ne sont pas fondés à réclamer des dommages-intérêts aux concessionnaires des arènes où doivent avoir lieu les courses, sous prétexte que ceux-ci se sont opposés à ce que des taureaux fussent mis à mort, alors surtout que l'autorité municipale n'a donné aucune autorisation de cette nature et que les concessionnaires risqueraient, en ne s'y opposant pas, d'encourir la déchéance de leur concession.

(Daudet et autres c. Pastor et Sellès)

Le 28 décembre 1891, JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL D'ORAN ainsi conçu :

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que suivant arrêté en date, à Oran, du 5 octobre 1887, approuvé le même jour par le préfet du département, le maire de la ville d'Oran a concédé à un sieur Agramont le droit exclusif de construire et exploiter des arènes à Oran, pendant trois années consécutives, à partir de la première représentation, pour y donner des courses de taureaux, aux conditions stipulées dans ledit arrêté ; — Attendu qu'Agramont a, avec l'autorisation du maire, cédé à Daudet et consorts les droits résultant de cette concession ; — Attendu que les droits et obligations respectifs des parties en cause, nés du contrat de bail intervenu entre elles, sont déterminés par la teneur d'un acte sous seing privé en date, à Oran, du 29 mai 1891 (revêtu d'un timbre oblitéré de quittance, mais non enregistré), contenant un reçu de 1250 fr., délivré, au nom de la direction des arènes, par J. Corbeto à Francisco Pastor ; — Attendu que cet acte constate que la location des arenes de la ville d'Oran a été consentie

par la direction de ces arènes à Pastor à partir du 1er juin 1891 pour expirer le 7 juillet alors prochain et ne contient pour le surplus que les stipulations suivantes : « M Pastor reconnaît prendre la place des arènes en bon état, et s'engage à la rendre de même suivant inventaire à lui remis. — En outre, M Pastor se conforme à donner des courses de taureaux suivant le règlement de la police municipale de la ville d'Oran » ;

Attendu que les art. 4 et 5 de l'arrêté précité du 5 octobre 1887 auquel se réfère cet acte sont expressément conçus comme suit : — « Art. 4. Les courses de taureaux seront autorisées dans les mêmes conditions qu'à Nîmes — Art. 5. Il ne sera ni annoncé ni donné de courses dans lesquelles soient mis à mort des taureaux, que sur une autorisation spéciale demandée par l'entrepreneur avant chaque représentation, avec le projet du programme à l'appui ; aucune modification ne pourrait être apportée au programme, sans annuler de plein droit l'autorisation » ;

Attendu que Pastor et consorts ont fait placarder à Oran et ailleurs des affiches rédigées en français et en espagnol, annonçant, pour le dimanche 5 juillet 1891, des courses dans lesquelles « travailleront huit taureaux dont quatre seront à la mode de Dax » ; — Attendu que tous les journaux d'Oran ont en outre publié une note de la direction des arènes annonçant que, le dimanche 5 juillet 1891, une grande course de taureaux aurait lieu à Oran, dans laquelle quatre taureaux seront travaillés « comme d'habitude à Oran et les quatre autres comme à Dax, dans les courses des 14 et 15 juin dernier » ; — Qu'à la suite de cette note on lisait : — 1° Dans le numéro daté du 4 juillet 1891, paru à Oran le 3, de l'un de ces journaux : « Nous devons dire à nos lecteurs qu'un télégramme nous apprend que les 14 et 15 juin, à Dax, quatre taureaux ont eté mis à mort, etc. » — 2° Et dans le numéro daté du 5 juillet 1891, paru à Oran, la veille, d'un autre de ces journaux : « Nos renseignements particuliers nous permettent d'affirmer que les 14 et 15 juin dernier, quatre taureaux ont été mis à mort à Dax, etc. » ; — Attendu que quatre taureaux avaient en effet été mis à mort dans les courses de Dax des 14 et 15 juin 1891; — Attendu que l'annonce contenue dans les placards et dans les journaux signifiait donc manifestement que quatre taureaux seraient mis à mort dans les courses du 5 juillet ; — Que cette interprétation s'imposait nécessairement à l'esprit de tout lecteur ;

Attendu que par acte extrajudiciaire de Monbrun, huissier à Oran, du 3 juillet dernier enregistré, Daudet et consorts rappelaient à Pastor, à Selles et à Rey les règlements municipaux en vigueur, interdisant la mort du taureau et leur faisaient, en conséquence, défense de laisser ou faire mettre à mort aucun taureau ; — Attendu qu'en réponse à cette communication, les trois susnommés répondaient chacun séparément que, si, le dimanche suivant, le président ou l'autorité qui présidait les courses autorisait à faire des courses semblables à celles de Dax, des 14 et 15 juin, ils le feraient aussi ; — Attendu que, le 3 juillet 1891, Daudet et consorts avisaient le maire de la ville d'Oran du contexte de la note susvisée de la direction des arènes, appelaient son attention sur ce que cette note annonçait la mort du taureau et le priaient de prendre les mesures qu'il jugerait nécessaires ; — Attendu que le 4 juillet dernier Pastor et consorts faisaient notifier à Daudet, à Corbetto et à Slobet un acte extrajudiciaire par lequel ils manifestaient à nouveau les prétentions déjà formulées par eux dans

leurs réponses consignées en l'acte précité du 3 juillet et les sommaient en outre d'avoir, en leur qualité de propriétaires des arènes, à autoriser les courses du 5 juillet dans les conditions indiquées par eux au dit acte, ou de formuler le motif de leur refus ; — Attendu que Daudet et consorts déclarèrent à l'huissier instrumentaire, en réponse à cette sommation, que le maire seul avait qualité pour autoriser la mort du taureau, qu'il l'avait refusée, et qu'ils ne pouvaient donner au requérant une autorisation de cette nature sans outrepasser les droits à eux concédés et par suite la leur refusaient ;

Attendu qu'il n'est nullement démontré que le maire de la ville d'Oran ait autorisé la mise à mort d'aucun taureau pour les courses indiquées comme devant avoir lieu le 5 juillet 1891 ; — Attendu que Pastor, Sellès et Rey ont laissé subsister, sans en modifier la teneur par aucune affiche, insertion ou annonce, les affiches ou insertions annonçant la mort de quatre taureaux ; — Attendu, par suite, que la résistance opposée par Daudet et consorts aux prétentions susrapportées des demandeurs était des plus légitimes, puisqu'une adhésion à ces pretentions les aurait exposés à encourir la résiliation de la concession à eux faite et la fermeture des arènes ;

Attendu, il est vrai, que Daudet et consorts avaient un intérêt personnel incontestable à ce que lesdites courses n'eussent pas lieu, car ils avaient organisé d'autres courses qui devaient être données le 14 juillet dernier et l'ont été à cette date ; — Mais attendu que cette circonstance doit rester sans influence pour la solution du litige, alors que le contrat intervenu entre eux et les demandeurs interdisait au concessionnaire la mise à mort d'aucun taureau sans une autorisation spéciale de la municipalité, autorisation que ces derniers ne leur ont pas rapportée et dont l'existence n'est même pas établie par eux ;

Par ces motifs : — Statuant contradictoirement et en premier ressort ; — Déclare Pastor, Sellès et Rey mal fondés dans leur demande, les en déboute ; — Les condamne aux dépens envers les défendeurs ; — Ordonne l'enregistrement, aux frais avancés et irrepétibles des demandeurs Pastor et consorts, de l'acte sous seing privé susénoncé du 29 mai 1891, par eux versé aux débats.

Sur l'APPEL de Pastor et consorts, la Cour a ainsi statué :

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme ;

Au fond : — Attendu que les appelants n'établissent point que le maire d'Oran ait accordé ou même fût disposé à accorder l'autorisation exceptionnelle de mise à mort de taureaux à la course du 5 juillet 1891 ; — Qu'il résulte au contraire de l'ensemble des éléments de la cause que, en présence des affiches et annonces de la direction des arènes portant qu'au cours de cette course quatre taureaux seraient mis à mort, le

maire avait pris des mesures rigoureuses de police dans le but d'empêcher l'ouverture des portes des arènes pour la course ainsi annoncée ;

Par ces motifs : — Confirme.

MM. BLANKAERT, *prés.*; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Mes CHÉRONNET et DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

25 octobre 1892

Étranger, sujet espagnol, traité international du 6 février 1862, Algérie, promulgation, droits civils, jouissance, séparation de corps, tribunaux français, compétence.

Il résulte de l'art. 2 du traité international conclu entre l'Espagne et la France, le 6 février 1862, promulgué le 18 mars suivant, que les Espagnols jouissent en France de tous les droits civils attachés à la qualité de Français;

Par suite, en Algérie, les tribunaux français sont compétents pour connaître d'une demande en séparation de corps formée par une femme espagnole contre son mari (1).

(Dame Marco c. Marco)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les premiers juges se sont déclarés incompétents pour connaître d'une demande en séparation de corps formée par la dame Marco contre son mari, par le motif que les deux époux sont de nationalité espagnole ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 2 du traité international conclu entre l'Espagne et la France, le 6 février 1862, promulgué en Algérie le 18 mars suivant, les Espagnols en France et les Français en Espagne jouissent d'une protection absolue pour leurs biens et leurs personnes, et spécialement d'un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice, soit en demandant, soit en défendant; d'où il suit que les Espagnols

(1) V. Req., 18 juill. 1892 *(suprà*, p. 297), et la note.

jouissent en France de tous les droits civils attachés à la qualité de Français; qu'ainsi la dame Marco était fondée à porter devant la juridiction française sa demande en séparation formée contre son mari; qu'il y a donc lieu d'infirmer le jugement d'incompétence dont est appel;

Par ces motifs : — Infirme.

MM. HUGUES, *ff. prés.*; ALLARD, *subst. du proc. gén.* — Me TILLOY, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

6 juillet 1892

Autorisation maritale, femme mariée, séparation de biens, divorce, capacité, billet à ordre, aval, acte d'administration.

Les effets du divorce ne remontant au jour de la demande qu'au regard des époux seulement et non dans les rapports de ceux-ci avec les tiers, il y a lieu de déclarer nul l'aval donné, sur un billet à ordre, sans l'autorisation de son mari, par une femme judiciairement séparée de biens, dont le divorce n'a été prononcé que postérieurement, lorsque cet engagement n'a pas le caractère d'un acte d'administration.

(Dame Renézé c. De la Forest Divonne et Doucet)

ARRÊT

LA COUR, — Reçoit, comme régulière en la forme, l'opposition de la dame Renézé à l'arrêt de défaut congé de cette chambre du 30 décembre 1891, ladite opposition signifiée à la date du 29 janvier 1892; — Ce faisant, donne itératif défaut contre Doucet non comparant, ni personne pour lui, quoique régulièrement réassigné en exécution d'un autre arrêt de défaut profit joint de cette même chambre du 14 février suivant;

Et statuant par arrêt définitif au fond à l'égard de toutes les parties en cause;

Attendu que le sieur de la Forest Divonne réclame à la dame

Renézé et au sieur Doucet, solidairement responsables, le paiement d'une somme de 5,500 fr. en principal, montant de huit billets à ordre souscrits par le sieur Doucet le 10 juillet 1888 aux échéances des 1er janvier 1890, 1891 et 1892, lesquels billets auraient été avalisés par ladite dame Renézé le jour même de leur souscription ; — Attendu que cette dernière, devant le tribunal, a, en ce qui la concerne, formellement résisté à cette demande; qu'elle a exposé et expliqué devant les premiers juges, comme elle fait devant la Cour, que lesdits billets et avals qu'ils portent étaient le résultat d'abus de blancs-seings commis à son préjudice par le sieur Doucet ; que quatre écritures figuraient dans ces billets, que les encres elles-mêmes dont on s'était servi étaient de nature et de couleurs différentes, que les mots « bon pour aval », n'émanaient pas d'elle, qu'enfin certaines signatures y semblaient suspectes ;

Attendu que, dans ces circonstances, elle a, pour se soustraire, suivant elle, à d'injustes réclamations, soutenu que les billets dont s'agit ne lui étaient pas opposables : 1° parce qu'au moment où ils auraient été, à la rigueur, avalisés par elle, elle n'avait pas capacité pour s'obliger ; — 2° parce que ces mêmes effets, provenant de blancs-seings remplis postérieurement à sa signature, ne portaient pas, de sa main, le « bon pour » et l'indication de la somme, formalités expressément voulues par l'art. 1326 C. civ. ; — Attendu que le tribunal, écartant le premier de ces moyens, et admettant, relativement au second, que lesdits billets, dans l'état où ils se trouvaient, constituaient tout au moins, au profit du sieur de la Forest Divonne, des commencements de preuve par écrit qui pouvaient être complétés, a, par jugement du 26 décembre 1890, déféré à ce dernier un serment supplétoire dans les termes qui suivent : « Je jure que Doucet me doit bien » la somme de 5,500 fr. que je lui ai prêtée en 1887 et pour le » paiement de laquelle il a signé à mon ordre les billets que » vous me représentez et que j'ai produits à l'appui de ma » demande ; que ces billets ont été stipulés payables à mon » domicile à Azzefoun ; je jure en outre que la femme Renézé » s'est portée garante solidaire du paiement de cette somme » et qu'à cet effet elle a avalisé chacun de ces effets » ;

Attendu que la dame Renézé a seule relevé appel de cette décision à l'encontre du sieur de la Forest Divonne et du sieur Doucet ; — Qu'elle en demande, sur son opposition, la réformation avec rejet au fond des prétentions de son adversaire par les motifs qu'elle a fait valoir devant les premiers juges ; — Attendu que, de son côté, le sieur de la Forest

Divonne conclut, au contraire, au débouté de l'opposition de la dame Renézé et au maintien de l'arrêt de défaut du 30 décembre 1891 confirmatif du jugement précité du 26 décembre 1890; — Qu'il échet de statuer;

Sur l'appel de la dame Renézé au regard du sieur de la Forest Divonne:

En ce qui touche le moyen du défaut de capacité de contracter: — Attendu qu'aux termes de l'art. 217 C. civ., la femme qui se trouve dans les liens de la puissance maritale ne peut s'obliger sans le concours du mari dans l'acte ou son consentement exprès; — Attendu qu'à la date du 18 juillet 1888, date de la souscription des billets dont s'agit et des avals attribués à la dame Renézé, celle-ci n'avait que la qualité de femme judiciairement séparée de biens d'avec le sieur Cardozo, son mari; — Que cette séparation avait été prononcée entre les époux par un jugement du tribunal de la Seine du 20 avril 1876; — Qu'une séparation de corps entre les mêmes était intervenue plus tard suivant un deuxième jugement du même tribunal du 30 avril 1881; — Attendu que, postérieurement sans doute, cette séparation de corps avait été convertie en divorce par un troisième jugement du même tribunal du 11 juin 1888; — Mais attendu que ce dernier jugement n'avait pas restitué, au 10 juillet de la même année, à la dame Renézé la pleine et entière disposition de ses droits; — Que ce jugement avait été, en effet, rendu par défaut à sa date et qu'au 10 juillet suivant il n'était pas devenu définitif, les formalités exigées par la loi pour lui faire obtenir ce caractère n'ayant pu être encore accomplies à cette dernière époque; — Attendu, à la vérité, que ce résultat a pu être acquis depuis; — Mais attendu qu'il est de jurisprudence que les effets du divorce ne remontent au jour de la demande qu'au regard des époux seulement; — Attendu que de ce qui précède il suit donc qu'au temps des avals dont le sieur de la Forest Divonne excipe, la dame Renézé n'avait ni capacité ni pouvoir de les fournir;

Attendu que l'art. 1449 C. civ. relève exceptionnellement, il est vrai, la femme séparée de biens de l'incapacité générale portée contre elle par l'art. 217; — Mais attendu que la disposition de l'art. 1449 doit être restreinte aux cas spéciaux que ce texte prévoit; — Que la loi, qui permet à la femme séparée de biens de disposer de son mobilier et de l'aliéner, de s'obliger, dès lors, jusqu'à concurrence de la valeur de ce mobilier, limite cette faculté aux actes d'administration; — Attendu qu'il s'agit de voir, dans l'espèce, si les engagements invoqués contre la dame Renézé ont valablement constitué des

actes de cette nature, s'ils y ont eu pour but admissible l'administration des biens de cette dernière et si, en réalité, ils lui ont personnellement profité ;

Attendu que le sieur de la Forest Divonne soutient à cet égard que les 5.500 fr. qui lui ont été empruntés en 1887 par Doucet ont été dépensés sur une concession obtenue de l'administration par ce dernier, revendue ensuite par lui à la dame Renézé et vendue à nouveau par celle-ci à un tiers ; qu'ils y ont servi à des travaux d'amélioration et de culture et qu'ainsi ils ont profité aussi bien à Doucet qu'à la dame Renézé qui vivait avec ce dernier sur cette propriété ; — Attendu que les premiers juges ont accepté ces affirmations du sieur de la Forest Divonne ; qu'ainsi visant les faits qui précèdent, ils ont déclaré que les 5,500 fr. prêtés par celui-ci n'avaient pu évidemment que profiter soit à la concession exploitée conjointement par le sieur Doucet et à la dame Renézé, soit à la communauté ou association de fait ayant existé entre eux ; — Attendu que ces allégations du sieur de la Forest Divonne et ces appréciations du tribunal sont vivement contestées par la dame Renézé ; — Attendu que leur bien fondé ne résulte d'aucun fait précis ni d'aucune pièce ; — Qu'à cet égard le dossier du sieur de la Forest Divonne est vide de tous documents ; — Qu'elles ne sont donc nullement prouvées ; — Qu'il n'est, en effet établi, ni que l'argent prêté par ce dernier à Doucet ait été directement remis à la dame Renézé, ni que celui-ci en ait personnellement disposé, ni même que cet argent ait été positivement employé aux cultures et aux améliorations de la concession dont s'agit ;

Attendu que l'état obéré des affaires de Doucet, sa situation vis-à-vis de la dite dame Renézé, l'empire qu'il exerçait sur elle font plutôt présumer que c'est lui qui a reçu et qui s'est servi desdits fonds pour ses besoins personnels ; — Qu'il est démontré par les pièces du procès que la dame Renézé possédait à cette époque des ressources propres lui permettant de pourvoir soit aux nécessités de l'existence commune soit aux besoins de l'exploitation agricole susmentionnée ; — Attendu que les engagements de cette dernière au 10 juillet 1888 n'ont donc pu constituer au plus que des actes de cautionnement de la dette préexistante du sieur Doucet envers le sieur de la Forest Divonne ; — Attendu que des engagements de cette nature ne sont évidemment pas par eux-mêmes des actes d'administration proprement dits ; — Qu'ils demeurent étrangers à ceux que l'art. 1449 prévoit et autorise ; — Qu'ils ne sauraient, dans l'espèce, être compris au nombre de ces derniers ; — Qu'il se serait agi, en effet, d'obligations

contractées dans l'intérêt et pour l'administration d'une propriété acquise et exploitée par une femme séparée de biens et son concubin, en dehors de toute autorisation ou de consentement possible du mari; — Attendu que les engagements dont le sieur de la Forest Divonne se prévaut contre la dame Renézé demeurent donc sous l'application des règles de l'art. 217 C. civ.; — Que par suite ils doivent être déclarés nuls;

Attendu que de tout ce que dessus il suit que la décision des premiers juges doit être nécessairement réformée au regard de la dame Renézé;

Sur l'appel de cette deuxième au regard de Doucet: — Attendu que cet appel est dénué de tout motif; — Qu'aucune conclusion directe n'est prise contre Doucet; — Que celui-ci fait défaut; — Que le sieur de la Forest Divonne conclut à la confirmation de la décision attaquée; — Qu'il échet, en l'état de ces faits, de maintenir purement et simplement cette décision;

Sur les dommages-intérêts réclamés par la dame Renézé au sieur de la Forest Divonne: — Attendu que le préjudice allégué n'est pas justifié; — Attendu, au surplus, que l'allocation à la dame Renézé des dépens de première instance et d'appel constituera au profit de celle-ci un dédommagement suffisant des torts et griefs dont elle se plaint;

Par ces motifs: — Dit bien fondée l'opposition de la dame Renézé à l'arrêt de défaut de cette chambre du 30 décembre 1891; — Rétracte en conséquence ledit arrêt; — Statuant à nouveau:

En ce qui concerne l'appel relevé par la dame Renézé à l'encontre du sieur de la Forest Divonne: — Dit cet appel également bien fondé; — Infirme et met à néant le jugement déféré; — Décharge la dame Renézé des dispositions de ce jugement; — Prononçant par décision nouvelle et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire; — Déclare nuls et de nul effet les engagements attribués à la dame Renézé par le sieur de la Forest Divonne dans les huit billets susmentionnés; — Dit, en conséquence, mal fondée l'action dirigée contre elle en paiement de ces billets; — En déboute de la Forest Divonne; — Déboute la dame Renézé de sa demande en 5,000 fr. de dommages-intérêts; — Condamne de la Forest Divonne aux dépens tant de première instance que d'appel afférents à sa demande contre la dame Renézé;

En ce qui concerne l'appel de la dame Renézé au regard de Doucet: — En démet l'appelante; — En tant que de besoin maintient au profit du sieur de la Forest Divonne le jugement

attaqué et ordonne qu'il sera exécuté selon sa forme et teneur ; — Condamne la dame Renézé aux dépens de cet appel ; — Dit que dans ces derniers dépens seront compris les frais de l'arrêt de défaut-joint et de sa signification avec réassignation.

MM. DEDREUIL-PAULET, *prés.* ; BUSSIÈRE, *subst. du proc. gén.* — Mes CHÉRONNET et VANDIER, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

5 avril 1892

Acte sous seing privé, billet souscrit par un indigène, bon et approuvé, omission, défaut de traduction, interprète, arrêté du 9 juin 1831, nullité.

Lorsque sur un billet souscrit par un indigène la mention du bon et approuvé avec l'indication de la valeur souscrite ne précède pas la signature en caractères indigènes du souscripteur, ou qu'à défaut de ce bon et approuvé la traduction littérale du corps du billet n'est pas libellée par un interprète traducteur assermenté présent à l'obligation, l'interprète n'ayant figuré audit billet que pour certifier la signature du souscripteur, ce billet est nul à l'égard des héritiers de ce dernier, comme fait en violation soit des formalités de l'arrêté du 9 juin 1831, soit des prescriptions de l'art. 1326 C. civ. (1).

(Héritiers ben Yaya c. Guelpa et Fronzi)

ARRÊT

LA COUR, — Considérant que les consorts Ben Yaya sont appelants d'un jugement rendu par le tribunal de Mostaganem le 15 octobre 1890, les condamnant avec exécution provisoire au paiement envers les sieurs Guelpa et Fronzi d'une somme de 9,000 fr. aux termes de dix billets à ordre paraissant souscrits par le sieur M'Hamed ben Yaya auteur des appelants ;

---

(1) V. Alger, 25 avril 1891 (*Rev. Alg.* 1891. 2. 325) et la note.

Considérant, et sans qu'il soit nécessaire d'insister sur cette circonstance néanmoins significative que les billets échelonnés à échéances diverses du 7 novembre 1888 au 8 juin 1890 n'ont été produits et leur recouvrement poursuivi que depuis le décès du prétendu souscripteur, qu'il convient de dire qu'ils apparaissent tout d'abord, quant à la date d'apposition de la signature M'Hamed ben Yaya et leur date de souscription, avec tous les caractères de billets de complaisance et de valeurs créées par les porteurs actuels sur blancs seings obtenus du souscripteur désigné; — Qu'en l'état, l'interprète ne figurant auxdits billets que pour certifier la signature M'Hamed ben Yaya, la formalité du bon et approuvé avec l'indication de la valeur souscrite ne précédant pas la signature en caractères indigènes du souscripteur, et, à défaut de ce bon et approuvé ainsi formulé, la traduction littérale du corps des billets n'étant pas libellée par l'interprète-traducteur assermenté présent à l'obligation, il échet de dire nul au regard des héritiers et de nul effet ces billets comme faits soit en violation des formalités de l'arrêté du 9 juin 1831, soit des prescriptions de l'art. 1326 C. civ.; — Qu'il échet en conséquence et sans s'arrêter au subsidiaire de Guelpa et Fronzi en nomination d'experts, à l'effet de rechercher les origines de la dette de M'Hamed ben Yaya et d'établir les comptes des parties, renvoyant les intimés à se pourvoir ainsi qu'ils aviseront, d'infirmer le jugement dont est appel;

Par ces motifs : — Dit nul et de nul effet les billets à ordre produits; — Déboute les sieurs Guelpa et Fronzi de leur demande basée sur lesdits billets; — Infirme en conséquence; — Dit n'y avoir lieu à faire droit au subsidiaire tendant à expertise.

MM. SAUZÈDE, *prés.*; MARSAN, *av. gén.* — Mes MALLARMÉ et NEUGASS, *av.*

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

TROISIÈME PARTIE

LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS, ETC.

LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS, ETC.

25 novembre 1891. — Décret portant fixation du prix de vente en Algérie des cartouches de poudre de mine comprimée *(Mob.*, 2 déc. 1891).

3 décembre 1891. — Avenant à la convention postale et télégraphique franco-tunisienne conclue le 20 mars 1888. *(J. O. T.*, 3 déc. 1891.)

Attendu qu'il y a intérêt à mettre fin aux difficultés que soulève l'interprétation des art. 3 et 6 de la convention postale et télégraphique franco-tunisienne signée à Paris le 20 mars 1888 (1);

Considérant, d'autre part, qu'il y a lieu de tenir compte au gouvernement beylical des charges résultant de la participation de la Tunisie, jusqu'à concurrence d'une somme de cinq cent mille fr., dans les dépenses de construction du câble qui doit relier Marseille à Bizerte et à Tunis;

Il a été convenu ce qui suit :

Art. 1er. — L'art. 6 de la convention du 20 mars 1888 est abrogé et remplacé par les dispositions qui font l'objet des articles ci-après :

Art. 2. — Il ne sera fait aucun compte entre la France et l'Algérie d'une part, et la Tunisie d'autre part. Chaque administration conservera, pour ce trafic, l'intégralité des taxes perçues, soit au départ, soit à l'arrivée, dans tous les cas où les règlements en vigueur autorisent cette perception sur le destinataire.

Art. 3. — En ce qui concerne les télégrammes taxés, en Tunisie, à destination de pays autres que la France et l'Algérie, l'office tunisien conservera intégralement :

1° La part terminale, dont la quotité est égale à celle que la France perçoit dans ses relations avec les mêmes pays étrangers et dont le montant se confond avec la part de transit territorial français ;

2° La part de transit afférente au parcours sous-marin des câbles directs franco-algériens et franco-tunisiens, ou, lorsque les correspondances seront acheminées par une voie autre que celle desdits câbles franço-algériens et

(1) *Rev. Alg.*, 1888. 3. 138.

tunisiens, la part française de transit qui, dans ce cas seulement, est applicable au parcours terrestre de l'Algérie.

Art. 4. — En compensation de la part contributive que le gouvernement beylical s'engage à verser au trésor français dans les dépenses de construction du câble qui doit relier Marseille à Bizerte et à Tunis, l'office tunisien conservera en outre chaque année, *mais seulement jusqu'à concurrence d'une somme totale de vingt-cinq mille francs par an :*

1° Les frais de transit postaux afférents au transport au delà du territoire français des correspondances de toute nature qui sont expédiées de Tunisie, à découvert ou en dépêches closes, par la voie de la France ou au moyen des services français ;

2° Le montant des parts étrangères des télégrammes internationaux de départ, y compris les taxes accessoires afférentes à ces mêmes télégrammes (telles que réponses payées, accusés de réception, frais d'exprès et de poste, etc.) ;

3° Le montant intégral des taxes recouvrées à l'arrivée sur le destinataire, d'un télégramme international « à faire suivre », « sémaphorique », etc.

Art. 5. — Le paiement aux offices étrangers des frais de transit postaux et de parts de taxes télégraphiques (soit terminales, soit de transit) qui leur reviennent sera effectué aux frais et par les soins de l'administration française, dans la limite fixée par l'article précédent.

Au delà de vingt-cinq mille francs, l'office tunisien créditera l'administration française du surplus des frais de transit postaux afférents au transport au delà du territoire français et des parts de taxes télégraphiques étrangères prévues aux paragraphes 2 et 3 de l'art. 4 ; l'administration française, après réception des sommes ainsi décomptées par l'office tunisien, en versera le montant aux offices étrangers.

Art. 6. — L'office tunisien ne recevra aucune part de taxe terminale quelconque, ni pour les télégrammes d'arrivée franco-tunisiens ou algéro-tunisiens, ni pour les télégrammes internationaux d'arrivée.

De même, l'intégralité des taxes de transit des câbles appartiendra exclusivement à la France pour tous les télégrammes reçus en Tunisie, quelle que soit d'ailleurs la provenance de ces télégrammes.

Art. 7. — Le gouvernement français reste déchargé de toutes dépenses autres que celles prévues par l'art. 4 ci-dessus, sauf en ce qui concerne l'entretien des câbles sous-marins qui lui appartiennent exclusivement.

Art. 8. — Le présent acte, dont les dispositions entreront en vigueur à partir du 1er janvier 1892, aura la même durée et expirera en même temps que la convention primitive qu'il modifie.

12 décembre 1891. — Arrêté du min. des trav. publics portant fixation des indemnités de résidence à allouer aux conducteurs et commis des ponts et chaussées et aux contrôleurs et commis des mines nommés au service de l'Algérie. (*B. O.*, 1892, p. 80.)

12 décembre 1891. — Décret du bey fixant la perception des tarifs des droits d'exportation d'après le nouveau système monétaire. (*J. O. T.*, 17 déc. 1891.)

Vu le décret du 1er juillet 1891 (25 kaada 1308) qui fixe le franc comme unité monétaire de la régence ;

Afin de mettre les tarifs des douanes en harmonie avec la monnaie nouvelle et en vue de l'adoption progressive, dans la régence, du système métrique des poids et mesures,

Art. 1er. — A partir du 1er janvier 1892, les droits d'exportation seront reçus conformément au tarif annexé au présent décret.

Les droits d'importation continueront d'être exigibles en vertu des tarifs en vigueur sur la valeur déclarée en francs.

Art. 2. — A compter de la même date, le coût des formules délivrées par la douane pour l'établissement des déclarations d'importation, de transit, sera de cinq centimes le franc.

12 décembre 1891. — Décret du bey relatif aux marchandises expédiées directement par terre d'un lieu à un autre de la régence, empruntant le territoire algérien et la voie ferrée de Tunis à Ghardimaou et à Tébessa. *(J. O. T.,* 17 déc. 1891.)

Vu le décret du 14 hidjé 1301, réglementant les douanes et les monopoles de l'État;

En vue de faciliter les relations commerciales entre le nord de la régence et le Djérid,

Art. 1er. — A compter du 1er janvier 1892, les marchandises expédiées directement par terre d'un lieu à un autre de la régence, en empruntant le territoire algérien et la voie ferrée de Tunis à Ghardimaou et à Tébessa, ne seront sujettes, en Tunisie, à aucun droit d'entrée ni de sortie, moyennant l'accomplissement des formalités ci-après :

Art. 2. — Les marchandises, qu'elles soient sujettes à des droits de sortie ou exemptes de ces droits, seront déclarées, vérifiées et expédiées par déclaration de sortie ou par passavant, portant engagement par le transporteur de les réimporter à un bureau nommément désigné de la frontière de terre, dans un délai qui ne pourra excéder vingt jours.

Les droits d'exportation, s'il y a lieu, seront consignés au bureau du départ.

Art. 3. — Les sommes consignées en conformité de l'art. 2 ci-dessus seront remboursées sur la production :

1° De la déclaration de sortie ou du passavant délivré au moment de l'expédition;

2° Du certificat de décharge du bureau désigné pour la rentrée des marchandises.

Toute demande de remboursement devra être introduite dans les trois mois qui suivront la date de la consignation; faute de quoi, les sommes consignées seront définitivement acquises au trésor.

Art. 4. — Il ne sera pas délivré de certificats de décharge pour les marchandises qui seront représentées au bureau de destination après le délai fixé par la déclaration de sortie ou par le passavant.

Ces marchandises acquitteront, au bureau où elles auront été présentées après le delai, les droits d'entrée comme si elles venaient de l'étranger.

Art. 5. — Dans le cas où, lors de la visite au bureau de rentrée, les marchandises mentionnées dans la déclaration de sortie ou le passavant se trouveraient différentes dans l'espèce ou la qualité, il sera fait application de l'art. 7 du décret du 14 hidjé 1301, et les droits consignés seront acquis au trésor.

Si la quantité est inférieure à celle portée dans la déclaration de sortie

ou le passavant, le certificat de décharge ne s'appliquera qu'à la quantité représentée, et les droits consignés seront acquis au trésor, en tant qu'ils se rapportent à la quantité non représentée.

S'il y a excédant, cet excédant sera considéré comme importé en contrebande et il sera fait application de l'art. 7 du décret du 14 hidjé 1301.

15 décembre 1891. — Décret du bey interdisant l'introduction en Tunisie des monnaies de cuivre et de billon de fabrication étrangère. *(J. O. T.,* 17 déc. 1891.)

Vu notre décret du 25 kaada 1308 (1er juillet 1891) sur la réforme du système des monnaies en Tunisie,

Art. 1er. — L'introduction en Tunisie des monnaies de cuivre et de billon de fabrication étrangère est interdite sous les peines portées par les lois concernant les marchandises prohibées à l'entrée du territoire de la régence.

Art. 2. — Ces monnaies continueront à n'être pas admises dans les caisses publiques.

24 décembre 1891. — Décret du bey promulguant le budget de l'État pour l'exercice 1892. *(J. O. T.,* 24 déc. 1891.)

Vu les décrets des 12 mars 1883 (3 djoumadi-el-aoual 1300) et 16 décembre 1890 (4 djoumadi-el-aoual 1308), sur l'établissement et le règlement du budget de l'État ;

Vu le décret du 1er juillet 1891 (25 kaada 1308), sur la réforme monétaire, qui a substitué le franc à la piastre comme unité monétaire de la régence,

Art. 1er. — Le budget de l'État pour l'exercice 1892, qui commencera le 1er janvier 1892, est arrêté, en francs, conformément aux tableaux annexés au présent décret.

Art. 2. — A partir de cet exercice inclusivement, les documents de comptabilité de l'État seront établis et présentés en francs.

31 décembre 1891. — Décret relatif au dénombrement de la population de l'Algérie. *(Mob.,* 10 janv. 1892.)

Sur le rapport du ministre de l'intérieur ;

Vu les nouveaux états de population dressés officiellement par les préfets de l'Algérie, en exécution du décret du 10 mars 1891 ;

Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

Art. 1er. — Les tableaux de la population ci-annexés :

1° Des départements de l'Algérie;

2° Des arrondissements et des territoires de commandement ;

3° Des communes,

Seront considérés comme seuls authentiques à partir du 1er janvier 1892.

Dénombrement de la population de l'Algérie

Tableau n° 1, indiquant la population de chaque département.

DÉPARTEMENTS	TERRITOIRES ADMINISTRÉS PAR L'AUTORITÉ CIVILE			TERRITOIRES DE COMMANDEMENT		POPULATION NON COMPRIS L'ARMÉE		
	Nombre des arrondissements	Nombre des communes de plein exercice	Nombre des communes mixtes	Nombre des communes mixtes	Nombre des communes indigènes	des territoires administrés par l'autorité civile	des territoires de commandement	TOTAL
Alger	5	100	21	3	5	1.275.650	192.477	1.468.127
Oran	5	78	18	3	2	817.450	124.616	942.066
Constantine	7	71	34	»	4	1.543.867	170.672	1.714.539
TOTAUX	17	249	73	6	11	3.636.967	487.765	4.124.732

Tableau n° 2, indiquant la population des arrondissements, celle des territoires de commandement et le nombre des communes dans les deux territoires.

ARRONDISSEMENTS	NOMBRE de COMMUNES	POPULATION TOTALE non compris l'armée
DÉPARTEMENT D'ALGER (Territoire civil)		
Arrondissement d'Alger.....	69	519.763
— de Médéa.....	8	86.094
— de Miliana.....	17	142.190
— d'Orléansville.....	9	151.860
— de Tizi-Ouzou.....	18	375.743
Territoires de commandement.....	8	192.477
TOTAUX.....	129	1.468.127
DÉPARTEMENT D'ORAN (Territoire civil)		
Arrondissement de Mascara	9	134.372
— de Mostaganem.....	26	271.210
— d'Oran.....	40	225.512
— de Sidi-Bel-Abbès...	11	67.946
— de Tlemcen.....	10	118.410
Territoires de commandement.....	5	424.616
TOTAUX.....	101	1.242.066
DÉPARTEMENT DE CONSTANTINE (Territoire civil)		
Arrondissement de Batna.....	8	142.620
— de Bône.....	16	116.499
— de Bougie.....	14	376.140
— de Constantine.....	29	440.399
— de Guelma.....	12	126.165
— de Philippeville.....	13	124.307
— de Sétif.....	13	217.737
Territoires de commandement.....	4	170.672
TOTAUX.....	109	1.714.539

11 janvier 1892. — Loi relative à l'établissement du tarif général des douanes. (*Mob.*, 10 févr. 1892.)

Art. 7. — Les dispositions de l'art. 10 de la loi du 29 décembre 1884, relatives à l'Algérie, sont maintenues en vigueur.

26 janvier 1892. — **Loi** portant fixation du budget des dépenses et des recettes pour l'exercice 1892. (*B. O.*, 1892, p. 102) (1).

. . . . . .

Art. 32. — Il est ajouté au droit d'octroi de mer établi sur les alcools introduits en Algérie une taxe de consommation de 30 fr. par hectolitre d'alcool pur qui sera perçue au profit du trésor.

. . . . . .

Art 68. — La contribution de l'État dans les dépenses des communes de l'Algérie pour constructions d'écoles ou de classes destinées aux indigènes payable sur le crédit de 400,000 fr. inscrit au chapitre 19 du budget général de l'Algérie (ministere de l'instruction publique) ne pourra être inférieure à 40 pour 100 de la dépense ni supérieure à 80 pour 100.

Elle sera d'ailleurs calculée d'après les règles fixées par l'art. 8 de la loi du 20 juin 1885.

Il n'est pas dérogé autrement aux dispositions de la loi du 18 juin 1885 et des lois antérieures.

---

(1) *Rapport* fait au nom de la commission du budget (*) chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1892 (ministère de l'intérieur, service de l'Algérie), par M. Burdeau, député.

Messieurs, les propositions que votre commission du budget a l'honneur de vous soumettre, d'accord avec le Gouvernement, relativement aux dépenses et aux recettes de l'Algérie en 1892, different sur plusieurs points de celles qui vous ont été présentées les années précédentes :

1° Les dépenses de l'Algérie sont jusqu'ici réparties entre neuf ministères : intérieur, finances, justice et cultes, instruction publique et beaux-arts, commerce, postes et télégraphes, agriculture, travaux publics, guerre et enfin marine. Dans le budget de chacun de ces ministères, elles ne sont même pas groupées ensemble, mais disséminées dans des chapitres épars, et parfois confondues dans un même chapitre avec les dépenses de la métropole. Il est par suite impossible, avec les seuls documents parlementaires, d'en dresser un tableau complet et certain. Nous vous proposons de les grouper en un état, qui ne constituera nullement un budget spécial, mais qui permettra à la Chambre de connaître, par la lecture d'une seule colonne de chiffres et d'un seul total, l'ensemble et la distribution des crédits réclamés pour l'Algérie.

Toutefois, nous ne vous demanderons pas de comprendre dans ce tableau

(*) Cette commission est composée de MM. Casimir Perier (Aube), *président* ; Antonin Proust, Camille Pelletan, *vice-présidents ;* Barthou, Raymond Poincaré, Millerand, Jonnart, *secretaires ;* Emmanuel Arène, Burdeau, Georges Cochery, Peytral, Jacques Piou, Cabart-Danneville, Godefroy Cavaignac Pichon (Seine). Maurice-Faure (Drôme), Clausel de Coussergues, Emile Jamais, Terrier, Sarrien, Delcassé, Merlou, Gerville-Reache, Adrien Bastid, Baihaut, César Duval, Leydet, Felix Faure (Seine-Inférieure), Charles Dupuy (Haute-Loire), Henri Brisson, Hervieu, Joseph Reinach, baron Reille.

les dépenses de guerre et de marine, non plus que celles de la dette publique, qui peuvent se rattacher à l'Algérie.

Les recettes de l'Algérie sont également dispersées à travers les tableaux des voies et moyens du budget, sans que nulle part elles apparaissent avec leur valeur totale. Nous vous proposons de les unifier en un seul tableau.

2° Les crédits que votre commission vous demande d'accorder à l'Algérie pour 1892 s'élèvent à 63,131,777 fr. Si l'on en défalque les crédits pour garanties d'intérêt aux compagnies de chemins de fer, soit 20.200.000 fr., il reste pour les dépenses civiles de la colonie un budget de 42 millions 931,777 fr.

Or les crédits ouverts au même titre pour 1891 s'élevaient seulement à 39,377,381 fr., ou plus exactement, si l'on y ajoute certaines dépenses relatives aux lycées et collèges, à l'école des beaux-arts d'Alger et aux monuments historiques qui sont omises à tort dans les états communiqués par l'instruction publique à la comptabilité publique, à 39 millions 803,818 fr.

Le budget des dépenses que vous soumettent le Gouvernement et votre commission est donc à première vue, par rapport à celui de l'année courante, en augmentation de 3,127,959 fr. (*).

3° En regard de cet accroissement de dépenses se place déjà une recette nouvelle de 1,576,000 fr., à provenir du principal de la taxe sur les propriétés bâties instituée par la loi des contributions directes votée par vous le 11 juillet dernier. Nous vous demandons, d'accord sur ce point comme sur les autres avec le Gouvernement, d'y ajouter une recette de 1,800,000 fr. correspondant à une surtaxe de 30 fr. par hectolitre d'alcool. Ces deux recettes nouvelles produisent un total de 3,376,000 fr. supérieur à l'augmentation de dépenses.

Telles sont les modifications que votre commission à l'honneur de vous soumettre : nous allons nous efforcer de les justifier.

Les crédits affectés à l'Algérie pour ses services civils (non comprise sa part dans notre dette publique et dans les avances pour garanties d'intérêts aux chemins de fer) n'ont reçu aucun développement au cours des huit derniers exercices. Après s'être éleves, d'un mouvement presque régulier, et à raison de treize à quatorze cent mille fr. par an, entre 1871 et 1884, ils sont, depuis cette époque, restés stationnaires et ont parfois été ramenés bien au-dessous du niveau de 1884, comme en temoigne le tableau ci-après (**) :

(*) En pénétrant plus avant dans la structure des deux budgets, nous aurons à faire subir à ces chiffres des rectifications de détail ; mais la physionomie de l'opération n'en sera pas altérée.

(**) Les éléments de ce tableau ont été extraits du *Relevé des dépenses de l'Algérie*, publié par le ministère des finances. On a éliminé : 1° les dépenses exceptionnelles ; 2° les dépenses sur ressources spéciales — On n'y a ajouté ni les dépenses des lycées et collèges, ni celles des beaux-arts, ni celles des pensions. On les fera entrer en ligne de compte plus loin, quand il s'agira d'etablir une balance des recettes et des dépenses de l'Algérie. Ici il ne s'agissait que de comparer entre eux des budgets successifs des dépenses, et il n'etait pas nécessaire de leur faire subir une correction qui les eût affectés tous à peu près uniformément.

1re Période.		2e Période.	
	Fr.		Fr.
1871.....	23.068.062	1885.....	41.251.863
1872.....	25.711.214		
1873.....	23.355.789	1886.....	40.333.667
1874.....	23.706.433		
1875.....	25.783.177	1887.....	38.908.080
1876.....	28.184.839		
1877.....	29.975.579	1888.....	39.394.270
1878.....	30.846.569		
1879.....	31.184.695	1889.....	40.126.858
1880.....	33.757.624		
1881.....	37.481.356	1890.....	39.090.342
1882.....	34.998.367		
1883.....	37.628.346	1891.....	39.377.881
1884.....	41.430.847		

Il est difficile de ne pas voir dans cette réduction persistante l'indice d'une volonté bien arrêtée du parlement : manifestement, les chambres françaises sont résolues à ne plus accroître les sacrifices de la métropole en faveur de la colonie. Quel est le sens exact, quels sont les motifs de cette résolution? Trois hypothèses sont possibles.

Ou bien le parlement a des doutes sur l'efficacité des sacrifices déjà faits pour la colonie, sacrifices qui, d'après le dernier *relevé*, comprenant les dépenses militaires et les depenses de garanties, montent à trois milliards 902 millions à la date du 31 décembre 1890, et qui s'accroissent d'un déficit de 70 à 80 millions par an. L'augmentation des besoins de la colonie indiquerait que les dépenses antérieures n'ont pas été fécondes et, dès lors, il serait temps de limiter nos pertes.

Ou bien, au contraire, on considère que l'Algérie est arrivée à un état de prospérité suffisante ; elle est sortie de la période de premier établissement et de croissance rapide : son budget, ses services publics peuvent être désormais renfermés dans le cadre actuel, comme ceux d'un pays adulte, qui a complété son outillage et qui n'a plus à pourvoir qu'à des frais d'entretien.

Reste, enfin, une troisième façon de voir : les dépenses faites en Algérie ont été fructueuses. Sans doute, elles n'ont pas suffi encore à pourvoir l'Algérie des services et des travaux publics dont elle a besoin : l'Algérie doit poursuivre sa croissance, et son budget doit se développer encore. Mais il faut qu'il le fasse sans surcharger la métropole : sa richesse, longtemps ménagée par le fisc et déjà considérable, lui permet de subvenir aux progrès de ses besoins et d'alléger progressivement les sacrifices de la France.

Nous avons à examiner ces trois hypothèses : pour juger la première, il suffira de rappeler quelques faits essentiels où se résument les résultats économiques déjà obtenus en Algérie. Pour pouvoir nous prononcer sur la seconde, nous devrons exposer sommairement le dégré de développement

de notre œuvre en Algérie dans ses deux parties : l'établissement d'une colonie française et la pacification des indigènes par l'amelioration de leur état matériel et moral. Nous aurons, enfin, si nous nous rangeons à la troisième hypothèse, à vous soumettre les voies et moyens propres à procurer à la fois le développement des ressources de l'Algérie et l'allègement progressif des charges de la métropole.

I

DES RÉSULTATS OBTENUS EN ALGÉRIE AU COURS DES VINGT DERNIÈRES ANNÉES

La production agricole

C'est du sol que l'Algérie tire toute sa richesse : sur les 200 millions de marchandises qu'elle exportait en 1887, les produits agricoles proprement dits comptaient pour près des trois quarts (143,900,000 fr.); il faudrait même dire les quatre cinquiemes, si l'on range l'alfa, comme il semble assez naturel, parmi les produits agricoles (12,200,000 fr. d'exportation). C'est donc à son agriculture qu'il faut regarder tout d'abord, si l'on veut se rendre compte de ses progrès économiques.

Les céréales constituent la principale production de l'Algérie : l'étendue qui leur est consacrée s'est accrue rapidement de 1863 à 1876. En effet, dans la période de 1863-1867, — nous calculons de préférence sur des périodes de plusieurs années pour éliminer les variations accidentelles dues aux sécheresses, aux sauterelles et aux divers fléaux, — elle ne dépassait pas en moyenne 2,200,000 hectares; dans la période de 1873-1877, elle a atteint la moyenne de 2,730,000 hectares, soit une augmentation de près d'un quart en une douzaine d'années. L'indigène, profitant de la paix imposée par nous, avait multiplié les défrichements. Aussi la production annuelle moyenne, qui avait été de 10,700,000 quintaux en 1863-1867, s'est-elle élevée à 15,170,000 quintaux en 1873-1877. Depuis lors, la surface cultivée en céréales ne s'est pas considérablement accrue, et la moyenne est restée aux environs de 2,800,000 hectares; mais un élément nouveau s'est introduit : la propriété européenne et les méthodes de culture qu'elle traîne à sa suite. Déjà la grande commission d'enquête de 1868 constatait qu' « une culture européenne se reconnaît bien vite à l'absence de toute végétation parasite, au soin avec lequel elle est tenue, à ses sillons creusés profond et tracés droit. » La statistique confirme cette appréciation : à mesure que la propriété européenne s'étend, la production moyenne de l'hectare planté en ceréales va s'élevant. En 1873-77, elle n'arrivait qu'à 4 quintaux 77, restant ainsi exactement au niveau où elle se trouvait en 1866; la propriété européenne n'atteignait pas alors 900,000 hectares (877,693 hectares en 1875). Mais elle monte successivement à 1,015,000 en 1878, à 1,080,000 en 1881, à 1,180,000 en 1884, et, enfin, à 1,355,000 en 1887. On voit alors la production à l'hectare monter de son côté de plus d'un quart et s'elever à 6 quintaux, moyenne de 1882-1887. Aussi la production totale en céréales, malgré la secheresse et malgré les sauterelles, arrive-t-elle à la moyenne de 16,900,000 quintaux durant la même période. Dans le dernier quart de siècle, elle s'est accrue de 60 0/0.

Un autre indice de progrès, plus remarquable encore, c'est la stabilité relative des récoltes : elle ressort avec évidence des tableaux ci-après où se trouvent réunis les résultats annuels et les moyennes de trois périodes quinquennales régulièrement espacées de 1863 à 1886.

RÉCOLTES EN CÉRÉALES : TROIS PÉRIODES QUINQUENNALES

(Chiffres en milliers de quintaux)

1re PÉRIODE		2e PÉRIODE		3e PÉRIODE	
1863.....	20.405	1873.....	12.384	1883.....	14.678
1864.....	14 568	1874.....	15 793	1884.....	21.008
1865.....	8.329	1875.....	19.672	1885.....	16.607
1866.....	6.468	1876.....	18.316	1886.....	17.164
1867.....	3.880	1877.....	9.686	1887.....	15.030
Moyennes quinquennales....	10.730		15.170		16.893

Les oscillations, dans la première période, sont énormes : entre la plus forte récolte, qui vaut 187 0/0 d'une récolte moyenne, et la plus faible, qui n'en représente que les 35 0/0, l'écart est presque comme de 5 1/2 à 1.

Dans la seconde période, elles s'atténuent : la plus forte récolte, à peu près aussi riche pourtant que dans la période antérieure, ne représente plus que 129 0/0 de la moyenne, et la plus faible vaut 63 0/0. L'écart entre les deux extrêmes n'est plus que comme de 2 à 1.

Enfin, dans la période la plus récente, la moyenne s'est relevée si notablement, que l'année la plus forte, une année qui n'avait pas eu son égale depuis trente ans, n'arrive qu'à 127 0/0 de la moyenne. Quant à la faible, elle vaut encore plus des quatre cinquièmes (83 0/0) d'une récolte satisfaisante. Entre les extrêmes, la différence est seulement celle de 1 1/2 à 1. Malgré les sauterelles et la sécheresse, qui ont sévi sur toute cette période, les récoltes ont résisté, n'ont jamais fléchi au delà de ce que dix ans plus tôt on regardait comme une bonne moyenne. Le cultivateur, moins pauvre qu'autrefois, n'est plus réduit, après une année mauvaise, à laisser sa terre en friche faute de grains pour l'ensemencer ; il laboure plus profond, et met sa semence mieux à l'abri de la sécheresse ; il se défend mieux des fléaux naturels. Les années de disette ont disparu : la prospérité agricole de l'Algérie possède une première base solide dans la culture des céréales.

Il est probable qu'on en pourra dire autant, dans peu d'années, de l'élevage des bestiaux, qui semble entrer à son tour dans la voie du progrès. Les bestiaux, surtout les moutons, étaient depuis longtemps une des richesses de l'indigène, mais cette richesse était extrêmement aléatoire. Sans parler d'années exceptionnelles, comme celles de 1865 à 1867, qui lui enlevèrent les trois quarts de son bétail, toute période de sécheresse

prolongée décimait ses troupeaux, qui périssaient sans aucun profit pour personne. Après avoir possédé 14 millions et demi de têtes de bétail (moyenne de 1876-1878), il était réduit à 11 millions en 1881, et à 9.900.000 en 1882. Encore de ce nombre faudrait-il déduire plus de 500.000 têtes appartenant à l'européen, dont le troupeau ne cesse de se développer. Aujourd'hui, le propriétaire de bétail a du moins cette ressource de l'amener par nos routes jusqu'auprès du littoral, où il le vend à un prix ordinairement suffisant. Aussi le bétail algérien va-t-il se développant notablement : la moyenne des trois dernières années monte à 17.150.000 têtes, dont 670.000 aux européens.

La constitution du vignoble algérien est une œuvre essentiellement européenne, et principalement française : en 1878, il ne s'étendait que sur 17.600 hectares, fournissant 338.000 hectolitres de vin ; en dix ans, il a envahi une surface huit fois plus grande, et ses jeunes ceps donnent huit fois plus de vin.

	Étendue du vignoble.	Production en vins.
1878.....	16.600 hectares	338.000 hectolitres
1879.....	20.000 —	351.000 —
1880.....	13.700 —	432.000 —
1881.....	30.200 —	288.000 —
1882.....	39.800 —	681.000 —
1883.....	46.200 —	821.000 —
1884.....	56.000 —	890.000 —
1885.....	69.900 —	967.000 —
1886.....	79.000 —	1.667.000 —
1887.....	87.800 —	1.903.000 —
1888.....	125.400 —	2.761.000 —
1889.....	—	2.578.000 —

Il est à noter qu'en 1889, il n'y avait encore que 106.300 hectares de vignes en rapport. On peut évaluer aujourd'hui à 150.000 hectares environ la surface du vignoble, jeune ou adulte. Le phylloxera, dont nous nous occuperons plus loin, ne l'a encore atteint que sur un centième de son étendue. Si on réussit à écarter ce péril, le vignoble algérien donnera dans peu d'années quatre à cinq millions d'hectolitres, et ne s'arrêtera pas là.

Nous ne possédons pas d'évaluation recente de la production agricole de l'Algérie, mais l'on peut prendre pour base la statistique agricole de 1882, qui porte presque à 700 millions la valeur annuelle des produits de la terre dans notre colonie. En voici la répartition, ramenée à un petit nombre d'articles :

Céréales.....	483.000.000
Légumes.....	19.300.000
Pommes de terre.....	8.500.000
Fourrages.....	55.900.000
Chanvre et lin.....	1.700.000
Tabac.....	7.100.000
A reporter...	575.500.000

Report.....	575.500.000
Vignes.....	47.300.000
Oliviers.....	21.500.000
Fruits.....	45.400.000
Total....	689.700.000

Il est très difficile de juger le degré de certitude d'une pareille évaluation, qui repose sur des prix variables d'une année à l'autre, d'un lieu à l'autre, et sur bien d'autres éléments difficiles à apprécier, tels que la part du produit consommée par le producteur. Il faudrait y ajouter, ce semble, les bestiaux vendus, avec les laines et peaux dont la portion exportée vaut à elle seule une cinquantaine de millions; les produits forestiers, qui fournissent 6 à 7 millions à l'exportation; l'alfa, qui en donne une dizaine. On arriverait ainsi, en tenant compte des progrès réalisés depuis 1882, à estimer aux environs de 800 millions la valeur des produits que la terre d'Algérie fournit à ceux qui la cultivent. Mais, laissant de côté ces calculs, nous nous bornerons à une comparaison qui n'est pas sans portée : la même statistique de 1882, en groupant les mêmes éléments par la même méthode, évalue à 11 milliards 302 millions la production agricole de la France. D'où le résultat suivant :

La production agricole représente par tête d'habitant :

En France.....	300 fr.
En Algérie.....	208

Ainsi, dans un pays où les sept huitièmes de la population sont des indigènes, hier encore dans une condition barbare, l'habitant moyen était arrivé, dès 1882, à représenter, pour la productivité agricole, les deux tiers d'un Français. Évidemment, l'agriculteur européen, qui possède à lui seul 85 0/0 du matériel agricole, et 95 0/0 de la plus précieuse des cultures, la vigne, qui tire de la terre 8 quintaux de céréales là où l'indigène en tire 5, doit être dans ce résultat pour beaucoup plus que sa part numérique. On peut s'avancer jusqu'à dire qu'il produit sensiblement plus qu'un cultivateur français. Il le doit sans doute, non à son énergie seule, mais aussi à la fertilité de la terre et à l'étendue considérable de ses propriétés (5 hectares 86 par unité de population agricole, contre 2 hectares 15 en France). Il n'en est pas moins vrai que ce simple fait est de nature à nous donner une idée assez haute de l'importance agricole acquise par l'Algérie entre nos mains.

La circulation

Le trafic des routes et des chemins de fer. — Cette production grandissante devait donner lieu à une circulation plus considérable des marchandises et des personnes. Sur les routes qui, tout inachevées qu'elles sont (2.576 kilomètres en 1888) représentent, avec leurs affluents, les chemins vicinaux

(9.798 kilomètres en 1889), le seul réseau circulatoire à peu près complet de l'Algérie, le mouvement des marchandises atteignait, aux derniers comptages (1888), le chiffre de 146 millions de tonnes kilométriques. C'est l'équivalent du mouvement de sept à huit départements français moyens, ou des dix-huit départements dont les routes sont le moins animées. Il est probable que, si le réseau algérien était moins incomplet, la proportion serait encore plus à l'avantage de la colonie: dès à présent, sur chaque kilomètre de route en Algérie il passe chaque année 57.096 tonnes de tonnage utile; la moyenne de nos routes de France, dont le réseau est depuis longtemps complet et bien entretenu, ne dépasse pas 45.870 tonnes.

En ce qui concerne les chemins de fer, la comparaison serait beaucoup moins favorable à l'Algérie (*) : tandis que chaque habitant fournit en France 29 fr. 50 de trafic (1889) représentés par 217 kilomètres de voyage et 282 tonnes kilométriques, on ne trouve en Algérie qu'une recette de 5 fr. 53 par habitant, résultant de 333 kilomètres de voyage et 267 tonnes kilométriques. Mais on ne peut oublier que le réseau de l'Algérie est très nouveau, puisque la moitié de sa longueur n'a pas neuf années d'existence et que les quatre cinquièmes n'ont pas treize ans; qu'avec ses hauts tarifs, il fait payer en moyenne, par kilomètre parcouru, 31 0/0 de plus à un voyageur et 104 0/0 de plus aux marchandises, ce qui doit en écarter une quantité notable; — et qu'enfin la partie voisine de la côte étant de beaucoup la plus riche en trafic et les marchandises se rendant presque toutes aux ports de mer, le parcours moyen des objets transportés est, par la nature des choses, beaucoup plus court et moins fructueux qu'en France (75 kilom. 4 contre 127 kilomètres). On ne peut donc comparer sainement le trafic des voies ferrées algériennes qu'avec lui-même. Ainsi envisagé, il se développe avec une rapidité satisfaisante : en 1878, sur un réseau de 759 kilomètres, il produisait une recette de 7,007,000 francs; en 1890, sur 2,814 kilomètres, il a donné 24,662,000 francs, et cette somme paraît devoir être dépassée d'au moins 6 à 7 0/0 en 1871.

On jugera mieux de l'importance de ce dévelppement, à l'aide d'un rapprochement. Sur un réseau qui s'accroît, le développement de recettes dépend de deux facteurs : l'extension du réseau et l'augmentation des affaires dans la région exploitée. Comparons le réseau algérien au réseau français à ce point de vue, en nous efforçant d'éliminer l'influence du premier facteur et, à cet effet, choisissons sur chaque réseau deux périodes où l'extension des lignes a eu, de part et d'autre, une importance à peu près semblable. Pour le réseau français (intérêt général et intérêt local réunis), ce sera la période de 1868 à 1889 : dans ces vingt et une années, l'accroissement de la longueur exploitée a été de 262 0/0 et celui de la recette de 202 0/0. En Algérie, prenons la période de 1878 à 1890 : en douze ans, le réseau s'est accru de 370 0/0 et la recette de 351 0/0. Ainsi la vitesse d'accroissement de la recette a été, par rapport à la vitesse d'accroissement du réseau, plus grande en Algérie qu'en France. Tandis qu'en France, chaque fois que le réseau s'augmentait de 1 0/0, la recette croissait de 0,84 0/0, en Algérie, à chaque 1 0/0 de longueur qui s'ajoutait au réseau,

(*) Dans les chiffres qui suivent, la Tunisie est toujours exclue.

la recette grandissait de 0,94 0/0. C'est ce qui ressort du tableau ci-après :

ACCROISSEMENT DE LA LONGUEUR ET ACCROISSEMENT DE LA RECETTE

CHEMINS DE FER FRANÇAIS				
	1868	1889		
Long. exploitée.	13.563 kil.	35.608 kil.	Accroissement de la longueur : 262 0/0.	Rapport entre les 2 accroissements : 84 0/0.
Recette.....	569.000.000	1.172.000 000	Accroissement de la recette: 202 0/0.	

CHEMINS DE FER ALGÉRIENS				
	1878	1890		
Long. exploitée.	750 kil.	2.816 kil.	Accroissement de la longueur : 370 0/0.	Rapport entre les 2 accroissements : 94 0/0.
Recette.....	7.007.000	24.662.000	Accroissement de la recette : 351 0/0.	

Les relations postales et télégraphiques. — Les communications postales et télégraphiques ne nous offrent pas une preuve moins significative du développement de l'activité économique en Algérie. Les recettes des postes et des télégraphes s'y sont accrues, dans les dix dernières années, avec une régularité et une vitesse également remarquables. Entre 1881 et 1890, elles ont passé de 2,793,000 fr. à 3,948,000 fr., soit un accroissement de 34 0/0. Dans la même période, en France, l'augmentation n'avait été que de 30 0/0. Voici les chiffres d'où ressortent ces proportions :

RECETTES DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES 1881-1890

	France.	Algerie.
1881.....	152.032.000 fr.	2.792.000 fr.
1882.....	154.562.000	2.940.000

	France.	Algérie.
1883.....	161.143.000 fr.	3.139.000 fr.
1884.....	163.014.000	3.210.000
1885.....	166.994.000	3.492.000
1886.....	165.940.000	3.599.000
1887.....	173.057.000	3.577.000
1888.....	180.936.000	3.770 000
1889.....	192.192.000	3.836.000
1890.....	197.664.000	3.948.000

L'augmentation plus rapide de l'Algérie est due assurément, pour une grande partie au moins, à un développement plus large des services correspondants : tandis que, dans l'ensemble, le total des crédits des postes et des télégraphes ne montait, durant la dernière période décennale, que de 18 0/0 (117,800,000 fr. en 1881, contre 143,700,000 en 1890), le chiffre correspondant, pour l'Algérie seule, s'élevait de 32 0/0 (2,861,000 fr. en 1881 ; 3,788,000 en 1890). Mais il faut tenir compte de deux faits : d'abord, une partie des créations nouvelles a été faite dans des régions écartées, où le service est très coûteux et rapporte fort peu, ainsi dans les postes de l'Extrême-Sud ; en outre, les crédits ont cessé de s'accroître depuis 1886, presque aucun service nouveau n'a été organisé depuis cinq ans, et les recettes ont cependant progressé de 9, 7 0/0, par le seul fait des progrès de la circulation entre les centres déjà desservis.

Dans le même temps, il est vrai, les recettes en France montaient de 16 0/0 ; mais si l'on prend en considération que les dépenses s'accroissaient aussi de 5, 6 0/0, on arrivera à cette conclusion que le mouvement ascensionnel des correspondances postales et télégraphiques en Algérie est au moins aussi puissant actuellement qu'en France.

La navigation. — Les progrès de la navigation dans les ports algériens sont plus brillants encore. Il suffit pour s'en convaincre, de jeter un coup d'œil sur les chiffres essentiels :

MOUVEMENT DE LA NAVIGATION EN ALGÉRIE

	1868	1878	1888
	tonnes.	tonnes.	tonnes.
Pavillon français.	1.061.000	1.725.000	3.513.000
Pavillons étrangers	215.000	372.000	783.000
Mouvement total.	1.276.000	2.097.000	4.296.000

Le progrès serait plus manifeste encore si l'on tenait compte de ce que les voiliers disparaissent progressivement devant les vapeurs, dont la puissance de transport est au moins triple. Les chiffres ci-dessus, convertis en tonnes de navires à vapeur, deviendraient respectivement les suivants :

1,008.000 1,837,000 4,124,000

L'accroissement ressort ainsi, pour la première période décennale, à 82 0/0, et pour la seconde seule à 125 0/0. Notons que le pavillon français couvre 81 0/0 de ce tonnage. L'Algérie fournit ainsi, à notre seule marine à vapeur, près de la moitié du fret dont elle vit.

Le commerce extérieur

La production agricole, la circulation sur les voies de terre et de fer, les correspondances postales télégraphiques, la navigation, ne sont que des indices, souvent très importants, mais partiels après tout, de l'activité économique d'un pays. On admet généralement que les chiffres du commerce extérieur représentent, d'une manière plus complète, cette même activité : cela est vrai surtout d'un pays neuf et pauvre en industrie, qui est dans la nécessité de beaucoup importer pour créer son outillage et pourvoir aux besoins autres que ceux de l'alimentation, et de beaucoup exporter pour payer ses dettes d'établissement. L'Algérie donne lieu sur ce point à des constatations très satisfaisantes. La progression de son commerce se marque dans les chiffres suivants :

COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'ALGÉRIE

(Les chiffres sont en millions de francs)

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	TOTAL
1830-1840 (moyenne décennale)	15 »	2 1	17 1
1841-1850 —	71 9	3 7	75 6
1851-1860 —	80 8	31 1	111 9
1861-1870 —	172 6	81 6	254 2
1871-1874 —	»	»	»
1875 (une année)	192 3	143 9	336 2
1876 —	213 5	166 5	380 »
1877 —	216 5	133 6	350 1
1878 —	236 »	131 6	367 6
1879 —	272 1	151 9	424 »
1880 —	303 4	168 8	472 2
1876-1880 (moyenne quinquennale)	280 3	150 4	430 7
1881	342 2	143 5	485 7
1882	411 9	150 »	556 »
1883	320 3	144 1	464 4
1884	289 8	175 8	465 7
1885	237 9	196 4	433 3
1881-1885 (moyenne quinquennale)	320 4	161 4	482 3
1886	222 1	196 4	418 5
1887	220 »	200 4	420 4
1888	216 1	210 6	426 7
1889	249 2	251 6	500 0
1886-1889 (moyenne de 4 ans)	226 8	214 7	431 5

Les importations subissent des oscillations considérables ; mais, si l'on élimine les années où elles ont été accrues accidentellement par les consommations extraordinaires que provoquaient soit la répression d'une insurrection, soit d'autres entreprises militaires (insurrection du Sud oranais, 1881-1882 ; occupation de la Tunisie, 1881), on verra disparaître les variations brusques, et ce qui se dégagera sera un progrès assez régulier jusqu'en 1878 et un état à peu près stationnaire dans les douze dernières années. Ce n'est pas que les besoins de l'Algérie aient décru dans l'intervalle, bien au contraire ; mais elle est en mesure de satisfaire elle même à certains d'entre eux : c'est ainsi qu'après avoir importé, de 1870 à 1878, une quantité de vins et d'eaux-de-vie qui variait de 16 millions à 24 millions par an, elle n'en a plus emprunté au dehors que 10 à 12 millions de 1887 à 1889.

L'exportation, en revanche, s'est accrue d'une façon à peu près constante, fait bien remarquable dans un pays à ce point soumis aux vicissitudes des récoltes. Elle s'est peu à peu rapprochée du chiffre de l'importation, et elle a fini par l'atteindre ; elle le dépasse même déjà en 1889 : le producteur algérien a commencé le remboursement des avances que lui ont faites ses fournisseurs du dehors.

Cette progression du commerce de l'Algérie peut être comparée, sans trop de désavantage, à celle du commerce de la métropole. Assurément, le Français moyen reste encore bien supérieur à l'Algérien moyen par la puissance de commercer avec le dehors : il exporte ou importe 210 francs par an, et l'habitant de l'Algérie (indigène compris) 131 francs seulement. Mais c'est déjà un fait digne d'attention, qu'une population, dont les sept huitièmes sont encore voisins de la vie barbare, soit arrivée à un pouvoir commercial à 62 0/0 de celui de la France. La proportion monterait même à 68 0/0, si nous considérions à part l'exportation.

Ce mouvement d'échanges s'est toujours fait en majeure partie avec la France ; il tend à se monopoliser de plus en plus à notre profit : en 1885, l'étranger y participait encore pour 24 0/0 ; en 1889, sa part se réduit à 19 0/0. Il n'est pas surprenant, dès lors, que l'Algérie prenne, parmi les clients de la métropole, un rang de plus en plus élevé. En 1868, elle n'arrivait qu'au douzième rang parmi les consommateurs des produits français ; actuellement, elle dispute à la Suisse le cinquième rang : elle ne se laisse distancer d'une façon notable que par l'Angleterre, la Belgique, l'Allemagne et les États-Unis.

LA RICHESSE IMMOBILIÈRE : PROPRIÉTÉ BATIE

Nous ne rappellerons ici que pour mémoire le développement de la propriété bâtie en Algérie : le revenu net imposable de la propriété bâtie s'est élevé de 28,400,000 francs, chiffre de 1886, à 47,500,000 francs, chiffre de 1891. Les constructions nouvelles étant exemptes durant cinq années, le revenu imposable en 1886 correspond aux constructions existantes de 1881, et celui de 1891 aux constructions de 1886. Si maintenant l'on tient compte de ce que le revenu net imposable ne représente que les trois quarts de la valeur locative qui, elle-même, d'après les déclarations répétées du conseil supérieur, représente 6 ou 7 0[0 du capital employé, on

constatera que les propriétés bâties de l'Algérie représentaient, en 1881, un revenu de 38 millions environ et un capital d'à peu près 500 millions. Peut-être même faudrait-il majorer un peu ce chiffre, par la double raison que les constructions élevées sur les terres de colonisation sont exemptes d'impôts durant dix années, et que le revenu net des usines se calcule en réduisant d'un tiers la valeur locative.

En calculant de même, on établira aisément que les propriétés bâties en 1886 donnaient un revenu brut de près de 60 millions et représentaient un capital d'au moins 800 millions. Le capital annuellement consacré à des constructions avait donc été de 50 à 60 millions. Si, comme tous les indices extérieurs portent à le croire (accroissement de la population des villes, cherté grandissante des terrains à bâtir et des loyers), le même mouvement s'est continué dans la dernière période quinquennale, la valeur de la propriété bâtie en Algérie doit actuellement dépasser un milliard et donner un revenu brut d'environ 70 à 75 millions.

En d'autres termes, la valeur de la propriété bâtie en Algérie a doublé, ou peu s'en faut, dans le cours des dix dernières années. En France, elle a mis trente-six ans à tripler (revenu net lors de l'enquête de 1851-53 : 701 millions; en 1887-89 : 2.059 millions; accroissement : 190 0/0), ce qui est un taux d'augmentation beaucoup moins élevé. Seul, le département de la Seine offre l'exemple d'une croissance à peu près aussi rapide : en trente-six ans, la propriété bâtie y a plus que quadruplé de valeur, passant, dans cet intervalle, de 145 millions de revenu net à 623 millions.

En Algérie, il est vrai, la propriété bâtie est grevée d'hypothèques pour près de 40 0/0 de sa valeur (299.400.000 fr. d'hypothèques conventionnelles à la date du 1er mars 1887). Il en est d'ailleurs à peu près de même de la propriété non bâtie qui, à la même date, portait pour 304.300.000 de francs d'hypothèques conventionnelles. C'est assez ordinairement le sort de la propriété dans les pays neufs, où chacun s'efforce d'étendre ses entreprises, en ajoutant à ses propres ressources toutes celles que peut y ajouter le crédit, même obtenu à un taux onéreux. Dans chaque bien foncier, derrière le propriétaire légal se dissimulent un ou plusieurs copropriétaires, assez souvent destinés à le déposséder. De là, bien des ruines et des malheurs privés. Les murs des villes de l'Algérie, sans cesse couverts d'affiches qui annoncent des ventes judiciaires d'immeubles, attestent que ces ruines et ces malheurs sont communs en Algérie, et que la fortune immobilière est loin d'y avoir acquis une assiette solide. Il ne faut pas exagérer l'importance de ce fait; en France même, on évalue la dette hypothécaire de la propriété non bâtie à 13 ou 14 0/0; celle de la propriété bâtie est assurément supérieure. Les mêmes charges paraissent atteindre, pour la propriété rurale, en Hollande 20 0/0, et en Allemagne 30 0/0 (*). Dans ces divers pays, elles sont sans doute plus légères à porter qu'en Algérie, parce que le loyer de l'argent y est moins élevé. Mais, légères ou lourdes, elles n'empêchent pas la propriété immobilière d'exister, et d'être, quand elle se developpe comme en Algérie, l'indice d'un puissant et fructueux déploiement de capitaux.

(*) *Bulletin statistique du Ministère des Finances*, 1886, 2e semestre, p. 87.

Le peuplement : Recensement de 1891

Le but essentiel de notre établissement en Algérie, c'est d'y créer, avec le concours d'émigrants européens assimilables, une race de Français qui puisse civiliser et rapprocher de nous les indigènes. Quelques signes de prospérité que pût nous donner d'ailleurs notre colonie, si les Français n'y devenaient pas progressivement assez nombreux pour encadrer les autres éléments, nous douterions de son avenir. Si même seulement les indigènes dépérissaient et disparaissaient sous notre tutelle, nous considérerions notre entreprise comme manquée en une des parties qui pourraient nous procurer un jour le plus de gloire et d'avantages solides. Examinons donc quel est, au point de vue de leur expansion, le sort des trois groupes de population que nous essayons de faire vivre et s'unir sur le sol algérien.

L'accroissement de la race indigène est de nature à rassurer entièrement ceux qui redouteraient sa décadence comme un malheur dont notre domination serait responsable. Il est même à première vue surprenant et fait pour inquiéter, quand on songe que la première condition pour civiliser les indigènes, c'est de les mélanger à une proportion grandissante d'éléments européens. Les recensements de 1872 à 1886 donnent en effet les résultats suivants :

POPULATION INDIGÈNE	
1872.....	1.961.000
1876.....	2.274.000
1881.....	2.581.000
1886.....	2.961.000

L'accroissement, si ces chiffres devaient être tenus pour exacts, ressortirait à 1 million d'habitants en 14 ans, ce qui correspondrait à un doublement de la population en 24 ans. Même dans cette hypothèse, il ne faudrait pas s'alarmer outre mesure : l'élément européen, en effet, s'est accru plus rapidement encore dans la même periode ; du chiffre de 245.917 unités (armée française et population en bloc (*) non comprises), qu'il comptait en 1872, il était arrivé en 1886 à 422,225 ; de ce pas il doublerait en dix-neuf ans.

Mais le recensement de la population indigène, jusqu'en 1881, ne se faisait que d'une façon très grossière ; on se contentait le plus souvent des déclarations des chefs de douars. Aujourd'hui même, dans les territoires soumis au commandement militaire, on n'y apporte pas une rigueur beaucoup plus grande. Il faut donc faire dans l'accroissement du nombre des indigènes une part à la précision de plus en plus grande des opérations de recensement (**).

(*) C'est-à-dire les lycées, collèges, hôpitaux et prisons, avec plus de 12,000 habitants.

(**) Une des preuves de l'inexactitude des recensements relatifs aux indigènes, c'est l'écart énorme accusé entre les deux sexes : le sexe masculin serait au sexe feminin dans la proportion de 112 0/0. C'est là un écart tout à fait invraisemblable, et qui provient sans doute de la négligence ou plutôt de la repugnance qu'apportent les indigènes à déclarer le nombre de leurs femmes et surtout de leurs filles.

Nous ne possédons pas les résultats complets du recensement de 1891, mais le tableau suivant, qui donne les résultats connus à la date du 6 octobre, nous permet déjà d'affirmer que les indigènes, tout en multipliant avec rapidité, ne croissent pas aussi vite qu'on le pensait.

DÉNOMBREMENT DE 1891

NATIONALITÉ	ALGER	ORAN	CONSTANTINE	TOTAL	OBSERVATIONS
Français	122.241	79.079	71 342	272.662	(1) Les troupes de terre et de mer de l'Algérie ne sont pas comprises dans ce chiffre. Les résultats du recensement de cette catégorie d'habitants ont été centralisés au ministère de la guerre, qui ne les a pas encore communiqués au gouvernement général.
Israélites....	15.045	19.873	12.759	47.677	
Indigènes..	1.262.426	718.006	1.586.791	3.267.223	
Tunisiens...	268	51	2.484	2.803	
Marocains...	1.791	13 058	849	15.698	
Étrangers...	67.587	112.019	40.314	219.920	
TOTAUX ...	1.469.358	942.086	1.714.539	4.125.993 (1)	

On le voit, entre le recensement de 1886 et celui de 1891, les indigènes se sont augmentés de 303 unités, soit 9,20 0/0 en cinq années. Ce chiffre représente vraisemblablement, avec plus d'exactitude qu'aucun des précédents, l'augmentation réelle de la population indigène dans une période quinquennale. Si l'on admettait qu'il en est ainsi, on constate que l'accroissement des indigènes se poursuit selon une progression géométrique dont la raison est de 1 3/4 0/0 par an, tandis que celui des Européens, déduit des vingt dernières années, marcherait sur le pied d'un peu plus de 3 1/2 0/0 par an. A ce compte et si cette progression devait se maintenir, les indigènes doubleraient en quarante-six ans, ce qui est un accroissement sans exemple en Europe, où la Russie même n'arrive qu'à un accroissement de 1,29 0/0 par an ; mais de leur côté les Européens d'Algérie doubleraient en vingt ans, dépassant ainsi le mouvement des États-Unis d'Amérique eux-mêmes.

Dans un quart de siècle les Européens d'Algérie auraient largement dépassé le chiffre de 1 million, tandis que les indigènes n'arriveraient guère qu'à 5 millions. En 1872, ils étaient près de dix contre un (exactement 9,7 contre un) ; en 1891, ils sont à peine plus de sept contre un (exactement 7,2). Dans vingt-cinq ans, ils ne seraient plus même cinq contre un. En réalité, le mouvement parallèle des deux populations n'est pas inquiétant : il faut souhaiter qu'il se poursuive à l'avenir dans les mêmes conditions que par le passé. Le Tell peut porter autant d'habitants, à superficie égale, que la France : déjà, dans certaines de ses parties, telles que le Djurdjura, il en nourrit trois fois plus, s'il doit un jour contenir dans ses quatorze millions d'hectares, prolongés par les hauts plateaux, dix millions d'habitants, nous ne pouvons rien espérer de plus heureux que de les voir se composer de deux millions et demi à trois

millions d'Européens, mêlés à sept millions d'indigènes ; or ce serait à ce résultat que nous conduirait dans un demi-siècle environ la progression actuelle, telle qu'elle s'est établie depuis vingt ans pour les Européens, telle qu'elle paraît ressortir des derniers recensements pour les indigènes. Mais sans entrer dans ces conjectures, ce qui est actuellement certain, c'est que le développement de l'élément européen est extrêmement puissant, et que celui de l'élément arabe et kabyle, tout en étant très marqué, ne menace nullement de noyer les colons, qui prennent, au contraire, une place grandissante dans le peuplement de l'Algérie.

Rapprochons ce développement de celui de la population européenne dans les colonies australiennes (Australie, Tasmanie, Nouvelle-Zélande), qui a été si souvent cité en exemple. Nous possédons un recensement de cette population en 1850, c'est-à-dire soixante-trois ans après le débarquement des 800 premiers convicts anglais ; elle s'élevait alors à 505,960 habitants. Après soixante et une années, en 1891, la colonie européenne en Algérie arrivait à 492,000 individus (population en bloc comprise) ; il est probable qu'en 1893 elle dépassera sensiblement celle de l'Australie en 1850.

Il ne suffit pas que l'élément européen se développe en Algérie : il faut que les Français y prédominent. Le recensement de 1876 avait fait naître à cet égard des inquiétudes ; les Européens non français égalaient, ou bien peu s'en fallait, le nombre de nos nationaux ; ils etaient 155,072 contre 155,363 ; et, symptôme plus grave encore, ils paraissaient animés d'une force de croissance bien supérieure, puisqu'en quatre ans ils s'étaient augmentés de 38,556 unités, et les Français de 26,764 seulement.

Déjà, en 1851, une situation analogue s'était rencontrée : les Français n'étaient que 67,433 en face de 65,549 Européens étrangers. Ils avaient alors reconquis assez vite leur supériorité et, en 1866, ils étaient 112,119 contre 95,871.

Il en est arrivé autant après 1876 : au recensement suivant, les Français dépassaient de 14,000 et, en 1886, de 16,000 les etrangers vivant dans la colonie. Mais les chiffres de 1891 nous rassurent définitivement : ils attribuent aux Français une supériorité désormais bien nette ; elle serait de 53,000 unités, en y comprenant la population dite en bloc (lycées, collèges, prisons, etc) ; elle sera d'environ 40,000 quand un dépouillement plus complet du recensement aura permis de dégager cette population, qui était de 12,300 individus en 1886 (*).

L'accroissement de notre population n'est pas dû seulement à l'afflux des colons français, mais à son développement propre, par l'excès des naissances sur les décès.

(*) On remarquera, toutefois, en lisant le tableau ci-après, que la population étrangère à Oran, en grande majorité espagnole, continue à dépasser notablement la population française. Elle a même accru son avance, qui n'était que de 28,547 unités et qui est en 1891 de 32,940. En revanche, à Constantine et à Alger, où les étrangers sont surtout Italiens et Maltais, ils ont baissé de nombre : ils perdent 824 unités à Alger et 1,167 à Constantine.

NATALITÉ ET MORTALITÉ DANS LA COLONIE FRANÇAISE ET DANS LA COLONIE ÉTRANGÈRE (1873-1887)

PÉRIODES triennales	NAISSANCES				DÉCÈS			
	FRANÇAIS		ÉTRANGERS		FRANÇAIS		ÉTRANGERS	
	Moyenne triennale	0/00	Moyenne triennale	0/00	Moyenne triennale	0/00	Moyenne triennale	0/00
1873-75.	5.572	39 »	4.968	37.5	4.805	35.3	4.237	32 »
1876-78.	6.037	36.5	5.519	34.5	5.507	33.4	5.212	32.6
1879-81.	6.632	35.5	6.370	36.8	5.745	31 »	5.883	33.4
1882-84.	7.148	34 8	7.587	39.9	6.156	30 »	6.485	34.1
1885-87.	7.725	35.2	8.050	39.7	6.737	30.7	6.838	33.7

On le voit, l'excédent des naissances sur les décès est, chez les Français, successivement, dans chacune des cinq périodes triennales, de 3,7 0/00 par an, 3,1 0/00, 4,5 0/00, 3,8 0/00 et 4,7 0/00. C'est là un fait nouveau. Jusqu'à ces dix dernières années, les décès l'emportaient; on peut en conçlure qu'aujourd'hui l'acclimatation de la race française est faite. On conçoit qu'elle y ait eu d'autant plus de peine que c'est elle qui a fourni la majeure partie des pionniers qui sont établis dans les régions nouvelles, ordinairement insalubres. En effet, dans les communes mixtes et indigènes, en 1886, on comptait, sur 34,874 habitants européens, 70 0/0 de Français; ou, pour figurer les faits autrement, sur 100 Français vivant en Algérie, 11 s'établissent dans ces contrées difficiles; sur 100 étrangers, 5 seulement s'y hasardent. Malgré cette cause de mortalité, nos décès deviennent moins fréquents que ceux des étrangers, puisque, dans les six années de 1882 à 1887, nous n'avons perdu que 30,4 de nos nationaux sur 1,000, tandis que les étrangers en perdaient 33,9.

EXCÉDENT DES NAISSANCES SUR LES DÉCÈS (1873 à 1887)

	FRANÇAIS Moyenne triennale	ÉTRANGERS Moyenne triennale	TOTAL MOYEN
1873-75.	737	731	1.468
1876-78.	530	307	837
1879-81.	887	487	1.374
1882-84.	992	1.102	2.094
1885-87.	998	1.215	2.203

Manifestement, chez les Français la propagation est assurée par des excédents plus stables, mais chez les étrangers elle devient plus rapide

dans les dernières années. Bien que, sur la période de quinze ans, les Français gardent un faible avantage, avec un excédent annuel de 4,77 0/00 contre 4.65 0/00, il est difficile de croire que les étrangers ne soient pas actuellement mieux doués que nous à cet égard.

Ce fait est fâcheux, mais il est largement contre-balancé par l'émigration, qui, après avoir été égale des deux côtés, est décidément beaucoup plus abondante du nôtre. Les lois récentes, qui ont facilité la naturalisation des fils d'étrangers nés dans la colonie et composant les équipages caboteurs, y ajouteront un appoint notable. Jusque-là, la naturalisation n'avait fait que des progrès très lents : la moyenne annuelle, après avoir été, entre 1865 et 1877, de 274 naturalisations, s'était élevée successivement, en 1877-1881, à 519 ; puis en 1882-1886, à 646. A partir de 1887 et jusqu'à 1889, elle s'élève à 1862. Elle ne fera que croître selon toute vraisemblance, et l'on peut admettre que bientôt tous les enfants d'étrangers augmenteront la population de noms français. Ce sera pour nous un bénéfice très grand, si l'élément d'origine française continue à accroître suffisamment sa supériorité, pour imprégner les nouveaux venus de ses idées, de ses habitudes, de ses sentiments patriotiques.

Conclusion

Les faits que nous venons de rappeler ne sont pas de nature à entretenir dans les esprits impartiaux la pensée que l'Algérie a absorbé inutilement l'or et le sang français. Une colonie d'un demi-million d'âmes, installée au milieu d'une race belliqueuse et fanatique, en moins d'années qu'il n'en a fallu au peuple le plus colonisateur du monde pour créer, sur un continent où nul ne lui disputait la terre, un établissement égal au développement ; — dans cette colonie, la primauté numérique, et, plus encore, la supériorité économique et sociale assurées sans conteste à l'élément français, tandis que l'élément étranger se laisse sans difficulté grave acheminer par l'effet de nos lois vers l'assimilation ; — la race vaincue, résignée progressivement à notre domination, et se déshabituant peu à peu des insurrections, en même temps qu'elle s'attache au sol, et fait à notre exemple ses premiers progrès dans l'art agricole ; — la vitalité économique de tout cet établissement, attestée par des progrès dans la production, la circulation, le commerce, la propriété immobilière, qui soutiennent la comparaison avec ceux de notre pays aux époques les plus récentes et les plus prospères : ce sont là des résultats qui, peut-être, en comptabilité commerciale, ne balancent pas un sacrifice de 3 milliards 800 millions, pour adopter le calcul de ceux qui mettent à la charge du compte de l'Algérie jusqu'aux frais des troupes que la France y entretient à meilleur marché que chez elle, et qu'elle en retire au premier indice d'un péril national, ou même au premier besoin. Il se peut, il est même à peu près certain que les bénéfices retirés de l'Algérie par nos négociants qui lui vendent 200 millions de marchandises par an, par nos capitalistes qui y trouvent un loyer élevé de leur argent, par nos armateurs qui lui doivent plus de la moitié du fret de leurs navires à vapeur, n'équivalent pas encore aux intérêts et à l'amortissement des sommes que le pays a consacrées et qu'il consacre à sa colonie. Peut-être, toutefois, en réfléchissant qu'il y a un quart de million de Fran-

çais qui vivent, qui s'établissent, qui commencent à payer leurs dettes d'établissement, qui se constituent pour eux ou leurs fils un vaste et riche domaine, trouverait-on que le bilan même purement commercial de notre entreprise n'est point si défavorable. Mais, en tout cas, ceux qui pensent que les affaires d'un grand pays ne tiennent pas tout entières dans les chiffres d'un budget, tous ceux qui se préoccupent de conserver à notre race, à notre langue, à notre génie national, une place suffisante sur le globe, jugeront que les résultats obtenus en Algérie en valaient la peine. Si graves que puissent être parfois les critiques que nous aurons à exprimer par la suite contre l'administration de notre colonie, elles doivent être placées sous le bénéfice de cette constatation première. Lorsque Prévot-Paradol, dans des pages qui, sur bien des points, furent prophétiques, se demandait si nous saurions mettre à profit cette chance suprême, qui nous était présentée par le destin, de multiplier le nombre des Français et de nous maintenir en quantité respectable sur la terre, cette chance qui « s'appelle d'un nom qui devrait être plus populaire en France, l'Algérie », notre colonie alors ne comptait guère plus de 200,000 Européens, dont 110,000 Français, possédant à eux tous 6 à 700,000 hectares de terre ; sa production agricole essentielle se chiffrait par 8 à 10 millions de quintaux de céréales et quelques 100,000 hectolitres de vin ; son exportation n'atteignait pas 80 millions ; elle avait à peu près 400 kilomètres de chemins de fer. Si Paradol pouvait, aujourd'hui, après vingt-trois ans écoulés, voir l'Algérie telle que l'ont faite les efforts réunis de la métropole et des colons, il y trouverait une population européenne et française plus que doublées et possédant deux fois plus de terres; une récolte presque double en céréales, et une récolte trente fois plus considérable en vins; une exportation presque triplée, tous les signes enfin de vigueur et de rapide croissance auxquels, dans l'histoire, on reconnaît les colonies approchant de l'âge adulte, et déjà presque sûres de leur avenir. Peut-être, en face de ces faits, jugerait-il que les années écoulées et l'argent dépensé n'ont pas été perdus, et que le jour n'est plus aussi lointain où l'Algérie pourra « peser de notre côté dans l'arrangement des affaires humaines », et contribuer à « maintenir un certain équilibre entre notre puissance et celle des autres grandes nations de la terre ».

II

DE L'ÉTAT DES SERVICES PUBLICS ET DE LEURS BESOINS

Dans la vie d'une colonie, ce n'est pas en général au moment où elle commence à prospérer qu'il est sage de restreindre les dépenses publiques ou même d'en arrêter l'accroissement Mais il pourrait se faire qu'une administration imparfaite eût laissé se développer certaines dépenses au delà de ce qui est utile, et, dans ce cas, avant d'accorder aucune augmentation de crédits, il conviendrait de réduire ceux qui auraient été accrus abusivement, et surtout de corriger la méthode administrative qui aurait permis ces abus. Considérons à ces deux points de vue les services essentiels dont se compose l'administration de l'Algérie. Nous commencerons

par ceux qui intéressent principalement les colons ; nous arriverons ensuite à ceux qui concernent surtout les indigènes. Pour ceux qui n'appellent pas d'observations d'une portée générale au point de vue budgétaire, nous nous bornerons à présenter des remarques de détail au cours de l'examen des chapitres du budget.

Service de la colonisation

Les résultats de la colonisation peuvent être tenus pour satisfaisants, nous l'avons vu, si l'on compare le développement de l'Algérie avec celui d'autres colonies de peuplement. Mais l'élément d'origine française n'y a peut-être pas la grande prépondérance numérique qui lui serait nécessaire pour jouer le double rôle qui lui revient : assimiler les étrangers, civiliser les indigènes. C'est de ce fait que l'on tire le principal argument pour justifier la colonisation officielle. On sait en quoi elle consiste : l'État prend une partie des terres de son domaine ou les acquiert des indigènes, de façon à constituer un territoire suffisant pour nourrir de 40 à 400 familles françaises ; il divise ces terres en lots d'une trentaine d'hectares, il trace le plan d'un village comprenant les emplacements à bâtir et les jardins; il construit les rues et les chemins d'accès, il amène des eaux potables, il bâtit les édifices publics nécessaires à la vie municipale ? une mairie, une école, une église, un lavoir ; cela fait, il concède gratuitement à des pères de familles, français ou algériens, ces lots de terres, sous la condition ou d'y résider pendant cinq ans, ou du moins de bâtir et de mettre le sol en valeur ; après quoi, le concessionnaire devient propriétaire. Certains lots plus étendus, d'environ 100 hectares, appeles lots de ferme, sont, au contraire, vendus à l'adjudication. Parfois, dans les centres de colonisation déjà pourvus d'une certaine population, les lots ordinaires sont eux-mêmes mis en vente. Une somme variable, qui a été jusqu'à 4,400,000 francs en 1878, qui n'est plus en 1891 que de 2,800,0000 francs, est affectée à cet ensemble d'opérations.

Des statistiques ont été dressées par les soins du gouverneur général, d'où il résulterait que les périodes où la colonisation s'est le plus développée sont aussi celles où l'intervention de l'État a été la plus énergique. On cite, à titre d'exemple, la période de 1840-1851, où le général Bugeaud pratiqua le système de la concession gratuite, et où l'assemblée législative donna aux colons, en outre d'un lot de terre, une maison, une paire de bœufs, des semences et des vivres ; au cours de ces onze années, la population implantée dans de nouveaux centres atteignit le chiffre de 14,957 personnes, et la population des anciens centres agricoles s'accrut de 29,088 unités, en tout 44,045 colons acquis par la colonisation officielle. De même, entre 1871 et 1878, grâce aux crédits et aux terrains accordés en faveur de l'immigration par l'assemblée nationale, la population des centres coloniaux se serait augmentée de 8,974 feux, soit 43,501 personnes. Un troisième fait enfin vient, d'après la même opinion, confirmer les deux précédents : pendant la période de 1860 à 1871, la concession gratuite fut un moment abolie et remplacée par la vente à prix fixe, et il ne se créa que 11 villages, avec 437 feux et 4,582 habitants.

Cet argument serait d'une grande valeur, si l'on pouvait ajouter foi à

tous les chiffres sur lesquels il s'appuie. Malheureusement, ils sont pour la plupart évidemment erronés. Ainsi, on nous dit, dans la notice publiée en 1889 par le gouverneur général sur la colonisation, que, de 1871 à 1878, l'administration a installé solidement 8,794 familles de colons, comprenant 43,051 personnes. Or, d'après la *Statistique de l'Algérie*, document publié tous les trois ans, et qui n'est pas établi pour démontrer une thèse préconçue, la population agricole européenne de toute la colonie, étrangers et Français compris, n'a monté que de 19,763 unités dans la période en question (*). On ne comprend pas comment le nombre des colons français aurait pu s'accroître de 43,000, quand le nombre total des colons montait de 20,000 à peine. Il en est de même des chiffres que l'on cite pour la période 1860-1871 : la notice citée plus haut affirme que les colons nouveaux installés durant cette période n'ont été qu'au nombre de 4,582; ce qui est certain, c'est que la population agricole européenne, durant ces onze années, s'est accrue de 32,000 unités; il n'est guère croyable que la différence, soit près de 28,000 personnes, ait été fournie exclusivement par les étrangers, car ce chiffre de 28,000 représente précisément le nombre total dont ils se sont augmentés au cours de la période, et personne n'admettra que durant onze ans tous les étrangers venus en Algérie se soient fait une règle absolue de ne s'installer que dans les campagnes : c'est le contraire qui arrive constamment; nous l'avons vu plus haut.

Ecartant ces chiffres douteux, nous nous en rapporterons à une statistique plus sûre, celle de la population agricole en Algérie; on peut la résumer par période de dix ans et de vingt ans, en très peu de chiffres :

ACCROISSEMENTS SUCCESSIFS DE LA POPULATION AGRICOLE EUROPÉENNE

Par périodes d'environ dix ans.		Par périodes d'environ vingt ans.	
1830-40	2.580	1830-51	42.493
1840-51	40.913		
1851-60	44.045	1851-71	76.234
1860-71	32.209		
1871-78	19.763	1871-89	88.868
1878-89	69.105		

Le fait saillant qui resssort de ce tableau, c'est que chaque période de vingt ans correspond à un afflux de colons agriculteurs de plus en plus rapide; à mesure que la colonie devient nombreuse, elle paraît acquérir une nouvelle force d'attraction. Si ce mouvement se ralentit parfois, comme de 1860 à 1871, ce n'est pas à l'arrêt de la colonisation officielle seul qu'il faut s'en prendre, car de 1871 à 1878, au moment du plus grand effort de l'État pour implanter administrativement des colons, le ralentissement est plus grand encore, et c'est alors aussi que les étrangers menacent de nous arracher la prépondérance numérique. Au contraire, le progrès n'a jamais été plus rapide que depuis le rejet du fameux projet de 50 millions, qui devait donner à la colonisation officielle toute son ampleur.

(*) Population agricole européenne :

En 1871	118.747.
En 1878	138.510.

En réalité donc, les régimes assez variés par lesquels a passé la colonisation ne semblent pas avoir eu sur l'afflux des colons cette influence décisive que l'on imagine parfois. D'autres causes sans doute ont agi plus puissamment. Ce n'est pas par un simple hasard sans doute que le ralentissement de 1860 à 1878 coincide avec une série d'événements malheureux : la famine de 1866 qui appauvrit la colonie, la guerre de 1870 et l'insurrection de 1871 qui suspendirent un moment l'émigration française. Entre 1878 et 1889, au contraire, l'augmentation rapide de la population agricole correspond à des phénomèmes economiques favorables: les ravages du phylloxera en France, qui disposent nos vignerons à quitter leurs terres, la création du vignoble africain, le développement des voies ferrées. De ces faits, on est en droit, semble-t-il, de conclure que l'État se fait illusion quand il croit déterminer, à l'aide de quelques millions par an, le mouvement de la colonisation: il ne fait qu'y collaborer, et les facteurs les plus actifs et les plus constants de tout le progrès sont les travaux publics et la force d'attraction croissante de la colonie elle-même.

Est-ce à dire qu'il faille condamner absolument la colonisation officielle? Les peuples colonisateurs les plus confiants dans l'initiative privée ne l'ont pas cru. En Australie, sur le premier million d'habitants, plus du tiers avait été amené par l'administration (102.000 convicts transportés avant 1830; 253.903 colons officiels de 1847 à 1859). Au Cap, à trois reprises, en 1820, en 1856, et enfin de 1858 à 1867, l'État transporta à ses frais, installa, nourrit parfois et dota de terres à titre gratuit des colons empruntés à l'Écosse, à l'Allemagne et à d'autres pays. Au Natal, un Office des terres et de l'immigration accueille les colons, leur attribue des emplacements, et n'exige d'eux que la résidence obligatoire et une rente du sol fixee à un taux ordinairement très faible. En Algérie, du reste, il est des cas nombreux où l'intervention de l'État est purement et simplement indispensable. Si l'on comptait sur l'initiative des colons qui consentiraient à s'installer çà et là, à leur guise, sur un terrain acheté à l'administration ou aux indigènes, on risquerait d'attendre longtemps; le colon hésite à s'établir isolément, et il n'a pas tort: il manquerait des approvisionnements les plus nécessaires, de soins médicaux, d'instruction pour ses enfants; il serait exposé aux coups de main des voleurs, aux dangers toujours à prévoir des insurrections. Il est donc nécessaire, sauf les cas exceptionnels, que les colons vivent groupés, qu'ils forment des villages. Or il n'est pas aisé de trouver ou de constituer un domaine assez compact et comprenant les quelques milliers d'hectares nécessaires à la vie de cinquante, cent ou deux cents familles françaises. L'État lui-même, qui dispose encore d'environ 250.000 hectares (275.046 à la date de 1889) utilisables pour la colonisation, ne possède souvent que des parcelles dispersées qu'il faut réunir par voie d'achat aux indigènes ou d'échanges Ce sont là, dans l'état de la propriété indigène, souvent encore possédée collectivement, des opérations fort difficiles; les propriétaires sont parfois innombrables, leurs droits sont enchevêtrés à l'infini, et telle compagnie de chemins de fer, qui croyait avoir acquis définitivement un terrain, s'est vu contester sa propriété par des ayants droit qui se révélaient brusquement et dont elle a dû racheter les droits, et cela jusqu'à cinquante et soixante fois de suite pour le même terrain. L'État, armé du droit d'expropriation, dont il use avec de réels

ménagements d'ailleurs, est en mesure de réaliser plus vite et sûrement de telles transactions; il y met toutefois un temps considérable. A Fornaka (département d'Oran), l'État possède des terrains qui lui ont été dévolus par suite de l'application de la loi de 1873 sur la propriété individuelle; il eut l'idée d'en profiter pour créer un centre de colonisation. Pour arriver à constituer un domaine de 2.884 hectares qui ne fût pas trop éparpillé, il fallut acquérir, de 440 propriétaires différents, un total de 567 parcelles, ce qui exigea 33 liquidations en argent et 131 actes d'échange, le tout suivi des formalités d'expropriation nécessaires pour bien purger le sol de toutes inscriptions et charges. Il a fallu sept années pour terminer cette œuvre. A Taourga, on a mis moitié moins de temps, mais on avait détaché de son service un sous-inspecteur des domaines, qui se consacra à l'énorme et ingrate besogne de l'acquisition d'une propriété certaine et quelques milliers d'hectares en pays de propriété collective ou indivise.

Peut-on espérer que des colons se livreront à cette entreprise? Évidemment non. L'État est donc, en bien des circontances, obligé d'intervenir pour constituer la propriété sur laquelle s'établira un village. Et dès lors, il est assez naturel qu'il allotisse les terres, qu'il fasse le tracé du village, comme il en a choisi l'emplacement, et qu'il le pourvoie des organes et des services publics indispensables à son existence. Mais au moins, qu'il borne là son rôle; quand il choisit les colons, quand il leur donne des terres en cadeau, il assume une responsabilité superflue, il s'expose à des sollicitations et à des soupçons, et enfin va contre son véritable but. Qu'est-ce qu'un bon colon, un colon tel que l'État devrait les choisir? C'est celui qui a un capital suffisant et qui s'attache à sa terre. Il y a un moyen simple de s'assurer qu'il remplit ces deux conditions : ce n'est pas d'exiger de lui des certificats, que le maire de sa commune refusera rarement, et que le député apostillera après une enquête peut-être sommaire; c'est de lui faire payer sa terre, soit comptant, soit par annuités, sauf à lui faire remise de quelques termes si la récolte a été mauvaise, ou à lui restituer même une partie de ces versements à mesure qu'il bâtira et fera valoir son lot, par lui-même ou par des fermiers français.

Chaque fois que des terres ont été mises en vente, elles ont trouvé preneur à des prix satisfaisants.

Voici les résultats pour les cinq dernières années :

ANNÉES	SUPERFICIE vendue	PRIX DE VENTE	PRIX MOYEN de l'hectare
	hectares	fr.	fr.
1er octobre 1885, 1er octobre 1886. . .	13.181	911.107	69
— 1886, — 1887. . .	13.531	1.172.490	86
— 1887, — 1888. . .	1.638	284.920	165
— 1888, — 1889. . .	1.036	158.069	102
— 1889, — 1890. . .	3.782	249.904	66
	33.168	2.776.490	83

L'administration a pu constater, par les résultats obtenus durant les deux premières années, que la vente des terres répondait à un besoin public : cette constatation paraît lui avoir suffi, puisqu'elle a aussitôt arrêté, ou du moins réduit des neuf dixièmes les opérations de vente. Elle a allégué, il est vrai (Exposé au conseil supérieur, 1887), que sur les 35,000 premiers hectares vendus, il s'était installé seulement 150 Français, les terres ayant été pour le surplus, simplement louées à des indigènes. On se demande comment accorder cette déclaration avec cette autre, tirée de la même source, que les terrains mis en vente autour des centres de colonisation officielle auraient été rapidement peuplés. En tout cas, rien n'empêche d'assurer au colon résidant un avantage considérable, par les remises et restitutions dont nous parlions plus haut.

En outre, si l'État veut faire sérieusement la vente des terres, il faut qu'il ne se montre pas pédantesquement étranger aux conditions élémentaires d'un commerce sérieux et actif. La première de toutes, c'est la publicité. De temps en temps, le gouvernement général, par les organes officiels, annonce des adjudications de terres ; après quoi, il s'étonne que les vignerons de la haute Bourgogne et les cultivateurs de la Beauce ne prennent pas le train et le bateau pour venir miser aux enchères.

Un commerçant qui procéderait de la sorte aurait bientôt fait faillite. Quel est celui d'entre nous qui a reçu jamais les notices que le gouvernement général devrait répandre à profusion, et où les avantages et les conditions d'un établissement en Algérie seraient exposés avec précision, avec détails, avec vérité ? On rencontre, parfois, celles que distribuent le gouvernement du Canada, celui de la Plata, celui même du Chili. Il paraît que le gouvernement de l'Algérie en a publié aussi ; mais il y a mis décidément trop de discrétion, car nous n'avons pu rencontrer un seul de ces documents. Où sont les affiches qui devraient faire connaître, dans tous les cantons de France, les occasions d'acquérir en Algérie des domaines de 30 à 100 hectares de terres fertiles, pour des sommes de 2,000 à 10,000 francs payables à terme ? Où sont les agences de renseignements où l'on devrait pouvoir apprendre, en un moment, ce qu'a besoin de savoir le futur colon, pour organiser son départ et pour faire ses débuts sur la terre algérienne ? Tous ces organes indispensables sont représentés par un crédit de 5,000 francs au budget de la colonisation. Quand on aura créé ces services, quand on les aura animés d'un zèle suffisant, tout en les préservant des vices de certaines agences d'émigration, et quand on aura persévéré suffisamment dans cette méthode, alors, si les colons continuent à venir avec la même lenteur, on pourra accuser l'esprit casanier des Français.

Chaque année, 12 à 15,000 Français s'expatrient pour des contrées vingt fois plus lointaines, et souvent moins fertiles que l'Algérie ; ceux-là ne sont pas casaniers. Le gouvernement de l'Algérie ne nous a pas encore démontré qu'il soit impossible d'en détourner quelques-uns au profit de notre colonie ; il l'a à peine essayé.

Dès 1887, le gouvernement général affirmait que « la concession gratuite, au moins comme système général, était condamnée », et faisait un grand éloge de la vente des terres. Il est vrai qu'alors il avait formé le projet d'en verser le produit dans une caisse de colonisation, dont il aurait eu la

disposition. Le projet fut écarté et, en effet, la méthode des caisses multiples et des comptes spéciaux a fait assez de tort à nos finances pour que le Parlement y répugne. Mais le jour où l'Algérie, en vendant la partie de son domaine propre à la colonisation, laquelle pourrait rapporter 15 ou 16 millions au moins, réaliserait des recettes nouvelles, la métropole pourrait en tenir compte et doter plus largement les services qui intéressent la colonisation. En attendant, il est nécessaire de marquer que la France n'entend pas persévérer dans une politique qui, de 1871 à 1881 seulement, a absorbé 57 millions pour installer en Algérie 3,600 familles françaises, comprenant 14,000 personnes, soit un peu plus de 13,000 francs par famille installée (*).

(*) Il est vrai qu'il y faut ajouter 3,801 familles d'Algériens, car plus de la moitié des concessions sont réservées à des Algeriens. Ils sont indispensables, dit-on, pour enseigner aux autres l'agriculture et l'hygiène propres au pays. Nous voulons le croire, bien que certains villages très prospères, comme Vesoul-Benian, se soient passés de ce secours Mais on reconnaîtra que, pour cette œuvre d'éducation, il n'était pas indispensable de mettre dans les villages neufs plus de maîtres que d'élèves.

Voici les chiffres qui justifient les conclusions ci-dessus.

Du 16 octobre 1871 à la fin de 1881, il a été fait :

318 créations (190 villages nouveaux, 47 agrandis, 81 fermes isolées) d'une étendue de 466,873 hectares.

La dépense a été de.....	41.973.000 fr.	valeur du terrain.
Plus.....	15.224.000	de travaux.
Total.....	57.197.000	

Il s'y est installé 9,858 familles : 4,992 émigrantes, 4,886 algériennes.

Ont été évincées ou sont déchues :

3,198 familles : 2,016 métropolitaines, 1,182 algériennes.

Qui ont été remplacées par :

3,433 familles nouvelles : 1,921 métropolitaines, 1,512 algériennes.

Il en a succombé encore une partie (2,671), et les résidantes au 31 octobre 1881 étaient au nombre de :

7,423 familles : 3,622 de France, 3,801 d'Algérie.

Comprenant 28,245 personnes : 14,026 de France, 14,219 d'Algérie.

Si l'on veut se rendre compte des succès et insuccès de la colonisation officielle en considérant la prospérité de chaque centre créé, on trouvera, à l'annexe I, la liste des centre créés ou entièrement repeuplés à nouveau depuis 1871. Il en résulte que 215 centres ont été créés dans cette période de vingt années ; il y a eté implanté, lors de la création, 38,000 colons ; on y trouve aujourd'hui 50,400 habitants. L'augmentation est donc de moins de 12,000 habitants, soit 31 0/0. Pour une période qui est en moyenne de 10 ans au plus, c'est là une augmentation assez notable, quelque bien inférieure à la moyenne de l'Algérie.

On constate en outre que sur ces 215 centres, 134 se sont développés, et 81 sont restés stationnaires ou même ont reculé. Comme termes extrêmes, notons que 17 ont perdu plus de 50 0/0 de leur chiffre initial de population : ce sont des villages en général très mal situés ou pourvus dès le début d'une population insuffisante. En revanche, 47 se sont accrus de plus de 100 0/0 et sont devenus de véritables villes, comme Tizi-Ouzou (1,310 européens en 1886), Bouïra (1,109), Dra-el-Mizan (658), Aïn-Bessem (579), Carnot (495), Saint-Lucien (554), Cassaigne (521), etc.

La plupart des insuccès marqués se sont produits dans le département de Constantine, où quinze villages ont à peu près avorté : ainsi Aïn-Melouk,

Votre commission vous propose de frapper d'une réduction ce crédit, qui pourra être établi et développé, si le système de la vente, proclamé depuis quatre ans comme étant la règle en Algérie (*Exposé au conseil supérieur*, 1887, p. x), le devient en réalité et produit les recettes dont il s'est déjà montré capable.

La colonisation officielle, d'ailleurs, est de plus en plus soulagée dans sa tâche depuis quelques années par la colonisation libre : celle-ci prospère à Bougie, à Dellys, dans bien d'autres endroits ; elle apporte avec elle des capitaux, elle amène des fermiers, des chefs de métiers, des contremaîtres français ; elle utilise abondamment la main-d'œuvre étrangère et surtout indigène, au grand bénéfice du rapprochement des races. Elle n'a aucune part, elle n'en demande aucune, aux crédits de la colonisation officielle. Ce qu'elle demande, et ce qui est, en effet le ressort le plus puissant dont dispose l'État pour hâter la colonisation, c'est le développement des routes, des voies ferrées, des barrages d'irrigation, bref de tous les travaux d'utilité publique. C'est de ce côté qu'il convient de reporter une partie de nos efforts, ainsi que nous l'allons voir avec plus de détail.

Les travaux publics : les routes

Quand, il y a un demi-siècle, les premiers colons commencèrent à cultiver la Mitidja, « l'infecte Mitidja, comme l'appelait le général Duvivier (*), foyer de maladies et de mort, domaine des chacals et des bandits arabes, » aujourd'hui l'une des plus heureuses contrées de l'Algérie et du monde, ils travaillaient les pieds dans les marais, sous la menace des fusils des Hadjoutes embusqués ; entre 1835 et 1841, dans le seul village de Bou-Farik, 36 colons étaient tués à l'ennemi, 38 étaient enlevés et allaient finir dans une horrible captivité. En 1842, sur 300 habitants, 92 mouraient des fièvres pernicieuses. Les survivants, lorsqu'ils avaient réussi à engranger quelques sacs de blé, allaient les vendre à Alger : c'était une véritable expédition ; pas de routes tracées ; les chariots, traînés par des bœufs, suivaient de mauvaises pistes ; pas de ponts : à chaque rivière, à chaque ravin, on déchargeait la voiture, qui passait d'abord à vide ; les hommes ensuite transportaient d'une rive à l'autre les sacs de blé, sur leur dos. De Blidah à Alger, le voyage durait quatre jours. De la sécurité, des travaux d'assainissement et d'aménagement des eaux, des moyens de communication, voilà ce qui faisait défaut dans ces débuts de la colonisation. C'est ce que réclament encore aujourd'hui les colons : il a été fait beaucoup pour leur donner satisfaction ; il reste beaucoup à faire.

tombé de 105 habitants à 42 ; Blad-Youssef, de 192 à 32 ; Bou-Malek, de 112 à 33 ; Strasbourg, de 420 à 180 ; Sidi-Embark, de 539 à 91.

Comme on le voit par ces quelques exemples, il arrive aux villages même les plus fortement peuplés au début de se dépeupler : le mauvais choix des colons en est parfois la cause ; mais plus fréquemment, l'emplacement est malsain ou même dangereux. Dans ces dernières années, grâce aux commissions des centres, les échecs provenant de causes de cette nature sont devenus plus rares.

(*) *La solution de la question algérienne*, 1841.

Les routes nationales de l'Algérie atteignent la longueur de 2,930 kilomètres classés. La région qu'elles desservent, en exceptant les voies de pénétration dans le désert, comprend le Tell et la moitié des Hauts-Plateaux, soit 18 à 20 millions d'hectares. La France, pour ses 53 millions d'hectares, possède 37,000 kilomètres de routes : le réseau algérien est donc, à superficie égale, de quatre à cinq fois moins serré que celui de la métropole.

En y regardant de plus près, il faut encore en rabattre : 2,930 kilomètres, c'est la longueur classée ; mais là-dessus, il y a 415 kilomètres de lacunes, où la route n'est plus qu'une simple piste, et 167 kilomètres de route tracée, mais non empierrée. Il reste 2,348 kilomètres de route à l'état d'entretien. Les besoins de la colonie, tels qu'ils sont constatés par les programmes de travaux des ingénieurs de l'État, exigeraient 9,200 kilomètres.

Cet état de choses n'a rien en soi de surprenant ni d'alarmant : l'Algérie est un pays trop neuf pour posséder tout son réseau de circulation. Mais voici qui est plus grave : ce réseau ne s'accroît qu'avec lenteur extrême ; au cours des douze dernières années, de 1880 et 1891 inclusivement, il n'a été executé que 369 kil. 6 de routes nouvelles, soit un peu moins de 31 kilomètres par an. A ce compte, pour créer le réseau complet de 9,200 kilomètres, il faudrait encore deux siècles et quart. Même si nous bornons notre ambition à combler les lacunes des routes existantes, il faudrait, pour cette tâche modeste et qui, pour une grande partie, est de première urgence, une vingtaine d'annees.

En réalité, il faudrait même beaucoup plus. L'ensemble des crédits affectés aux routes de l'Algérie n'ayant pas été accrus depuis plusieurs années (4,550,000 fr. en 1885, 4,446,000 fr. en 1891, et les frais d'entretien croissant avec la longueur des routes à entretenir, on a été conduit à confondre en un seul chapitre les crédits de construction et les crédits d'entretien, pour développer ceux-ci aux dépens de ceux-là. Et l'empiètement a été d'autant plus rapide, que l'entretien des routes est très onéreux en Algérie. La circulation des marchandises, nous l'avons dit, y est fort active ; en outre, à de certaines époques, il s'y déverse un million de moutons (*) et plus 50,000 bœufs que les tarifs élevés éloignent presque tous des vois ferrées, et qui encombrent et enfoncent les voies de terre. Les matériaux d'empierrement coûtent cher et s'usent vite, soit par l'effet du climat et de la circulation, soit parce que plus d'une fois un entrepreneur, mal surveillé, a remplacé les pierres de carrière, imposées d'après le cahier des charges, par des cailloux roulés et déjà à demi délités. La dépense d'entretien s'élève ainsi à 1,140 francs par kilomètre et par an, chiffre extrordinairement supérieur à la moyenne de la France (683 fr. 50), et même à celle des départements les plus semblables à l'Algérie par les conditions physiques, tels que le Var (740 fr.) et les Pyrénées-Orientales (989 fr.). Et le pire, c'est que, même pour ce prix, l'entretien n'est pas très

(*) Exportation en France :

1888.....	735.000	moutons	et	18.000	bœufs.
1889.....	992.000	—	et	33.000	—
1890.....	975.000	—	et	53.000	—

satisfaisant (*) : la proportion des routes n'est guère que les trois quarts de ce qu'elle est en France; les routes en mauvais état sont deux fois plus nombreuses :

Etat des routes

Routes :

	En bon état.	Laissant à désirer.	En mauvais état.
France.....	58.16 0/0	33.42 0/0	8.42 0/0
Algérie.....	43.50 0/0	38.40 0/0	18.10 0/0

Il était inévitable que la dépense d'entretien, croissant par la nature des choses, et enflée peut-être par une gestion insuffisamment rigoureuse, dévorât peu à peu les crédits de construction des routes. C'est ce qui est arrivé : dans la période de douze ans précitée (1880-1891), les sommes affectées aux constructions ont rapidement décru (**) : la moyenne annuelle étant de 722,000 francs durant les six premières années, elle est tombée à 190,000 durant les six dernières années Encore quelques années, et le crédit disparaîtra tout à fait. La vérité est donc que, dans l'état actuel du service et du crédit, le réseau des routes algériennes n'arrivera jamais aux 9,200 kilomètres projetés par les ingénieurs, qu'il n'arrivera jamais à completer les 2,930 kilomètres aujourd'hui classés, qu'il végétera éternellement aux environs de 2,500 kilomètres.

Votre commission vous proposera d'accroître le crédit de construction des routes en Algérie; elle vous proposera aussi de mettre ce crédit à l'abri de tout empiètement, en revenant à l'ancienne répartition qui le classait dans un chapitre à part.

Le réseau ferré de l'Algérie. — Lignes d'intérêt général
Les conventions

Le réseau des chemins de fer de l'Algérie était resté stationnaire à 513 kilomètres jusqu'en 1877 : dans les quinze dernières années, il a presque sextuplé d'etendue. La recette totale quadruplait dans le même espace de temps, en sorte que la recette kilométrique, malgré le nombre de lignes neuves et encore peu productives, se maintenait assez près de son niveau primitif.

(*) Cette année même, une ville de 12,000 habitants, Médéa, est restée trois mois privée de toute communication : la route d'accès avait été dégradée par les pluies, et les réparations se faisaient avec lenteur.

(**)

1880.....	770.800 fr.	1886.....	87.900 fr.
1881.....	1.002.600 »	1887.....	78.600 »
1882.....	701.300 »	1888.....	111.300 »
1883.....	509.300 »	1889.....	250.800 »
1884.....	663.300 »	1890.....	515.800 »
1885.....	654.000 »	1891.....	121.900 »

ANNÉES	RECETTES	LONGUEUR exploitée	RECETTE kilométrique
1872	5.416.180	513	10.557
1873	5.737.696	»	11.165
1874	6.441.543	»	12.556
1875	6.180.943	»	12.048
1876	6 708.475	»	13.076
1877	6.438.253	601	10.712
1878	7.007.739	759	9.232
1879	8.811.228	1.288	6.841
1880	11.775.902	1.310	8.989
1881	13.747.390	1.530	8.985
1882	15.607.571	1.737	8.985
1883	15.838.669	1.769	8.953
1884	16.164.222	1.900	8.507
1885	20.513.659	2.023	10.140
1886	20.121.156	2.232	9.014
1887	19.940.532	2.401	8.275
1888	19.867.877	2.562	7.754
1889	29.886.020	2.795	7.472
1890	24.662.765	2.816	8.758

De tels résultats devaient, ce semble, être de nature à satisfaire à la fois la colonie, qui se voyait doter avec une grande rapidité d'un réseau construit à raison de 200 kilomètres par an, et la métropole, dont les efforts étaient évidemment suivis de résultats. Il n'en est rien : la métropole se plaint que le réseau algérien est d'un coût exhorbitant, et les travaux s'y sont ralentis au point que, dans les deux dernières années, il n'a pas été ouvert 70 kilomètres en tout de lignes nouvelles. Quant à la colonie, elle réclame avec véhémence contre une exploitation qu'elle accuse d'aboutir, par son insuffisance et sa lenteur, à de véritables crises de transport, et dont les tarifs lui semblent exorbitants.

Ces reproches paraissent fondés sur des faits et des chiffres incontestables.

Les dépenses de premier établissement des chemins algériens ont été très élevées. Pour 2,795 kilomètres qui étaient ouverts à la fin de 1889, elles atteignaient 558,700,000 fr., soit 200,000 fr. par kilomètre. Pour des lignes où chaque kilomètre de rails n'avait à transporter, à cette date, que 45,300 voyageurs et 36,300 tonnes par an, c'est là une consommation de capitaux très considérable. Elle le paraîtra surtout si l'on prend un point de comparaison : on peut, en effet, comparer le réseau algérien avec le réseau d'intérêt local français. Celui-ci a transporté 38,100 voyageurs et 22,600 tonnes par kilomètre en 1889 : il représente donc un trafic égal en activité aux trois quarts du trafic algérien. Or le premier établissement de ce réseau n'a coûté, pour 3,122 kilomètres exploités au 31 décembre 1890, que 350,784,000 fr., soit 112,000 fr. par kilomètre. Le réseau algérien revient donc presque au double du réseau d'intérêt local français. Même en admettant que le premier, destiné à porter quelque jour un trafic beaucoup plus

considérable que le second, dût coûter sensiblement plus à établir, on est en droit de se demander si, pour bien des lignes, une dépense plus modeste n'aurait pas été suffisante ; en d'autres termes, s'il n'eût pas été possible de doter l'Algérie de plusieurs centaines de kilomètres de plus qu'on ne l'a fait, et de drainer ainsi un trafic bien plus étendu, avec le demi-milliard qu'on a consacré à lui donner un réseau fort incomplet encore.

Cette énorme dépense de capitaux, jointe à la faiblesse du trafic total, a fait que le réseau algérien impose au trésor, pour la garantie d'intérêt qui lui a été consentie, des charges vraiment exorbitantes.

Elles se sont élevées progressivement, du chiffre de 2 à 4 millions, limites entre lesquelles elles avaient oscillé de 1872 à 1878, jusqu'à 22 millions en 1889.

Elles ont quelque peu reculé depuis, tombant au-dessous de 20 millions (19,963,000 fr.) en 1890, et elles semblent devoir descendre encore un peu plus bas en 1891 et 1892. Ces chiffres n'en sont pas moins exorbitants ; il en résulte que, dans les trois dernières années écoulées, l'État a concouru pour 60,600,000 fr. aux frais des compagnies de l'Algérie, soit presque autant que le trafic, qui fournissait 65,400,000 fr. En d'autres termes, chaque fois qu'un voyageur ou expéditeur payait 1 fr. à un guichet de chemin de fer, l'État était obligé de payer 92 cent. Si un pareil système devait être généralisé, il n'y a pas de finances au monde qui n'en fussent immédiatement mises en faillite.

Le voyageur et l'expéditeur, si fortement secourus par l'État, n'en payent pas moins d'un prix très élevé les services que leur rendent les chemins de fer. En France, un voyageur paye en moyenne aux compagnies, pour un kilomètre parcouru, 4 centimes 40 ; en Algérie, il paye un tiers de plus, soit 5 centimes 82. Une tonne de marchandises fait un kilomètre, en France, moyennant une redevance de 5 centimes 55 ; en Algérie, c'est un peu plus du double : 11 centimes 32.

On conçoit que le public algérien ne soit pas absolument satisfait de tarifs semblables. Mais ce qui paraît lui être plus difficile à supporter, c'est l'irrégularité et l'insuffisance du service, sur certaines lignes, et principalement sur l'Est-Algérien. Les trains réalisent, d'après les horaires, des marches d'environ vingt-cinq kilomètres à l'heure en moyenne ; en fait, ils vont beaucoup moins vite, grâce au mauvais entretien de la voie et à la négligence des services, qui semblent considérer les retards les plus exorbitants comme un fait normal Un voyageur sur ce réseau constatait récemment que, sur un ensemble de trajets exécutés en une quinzaine de jours, et formant un total de 1,380 kilomètres, il avait eu sept retards de plus d'une heure chacun : ces 1,380 kilomètres avaient exigé 82 heures, ce qui met la vitesse marchande à un peu moins de 17 kilomètres. Les Chambres de commerce ont renoncé, de guerre lasse, à protester contre ces retards : celle d'Alger a demandé modestement, il y a dix-huit mois (16 avril 1890), que les compagnies voulussent bien prévenir le public de tout retard ou toute interruption de service de nature à durer plus de vingt-quatre heures, ainsi que de la reprise du service. Après des instances reitérées, elle a, en moins d'un an (février 1891), obtenu une réponse satisfaisante ; mais de tels succès sont rares. Désormais le régime de l'interruption de service est régularisé en Algérie, et le public en a pris le

pli. La direction des chemins de fer, aux travaux publics, a fait d'ailleurs cette constatation que sur l'Est-Algérien, dans le second semestre de 1890, les déraillements se sont succédé presque quotidiennement.

Mais il y a mieux encore : chaque année, au moment de la récolte, les expéditions sont particulièrement pressées, puisqu'il s'agit, pour le cultivateur indigène ou le colon, de réaliser ses denrées et de faire face à ses engagements, et, pour l'intermédiaire, d'exécuter des livraisons à date fixe. C'est le moment où certaines compagnies manquent régulièrement à leurs obligations. Déjà en 1885 (*), le préfet de Constantine signalait que le Bône-Guelma s'était mis à refuser les marchandises, ce qui naturellement lui avait attiré un certain nombre de procès de la part des expéditeurs. Au même moment, l'Est-Algérien était réduit, pour ses gares d'El-Achir à Constantine et d'El-Guerra à Batna, à peu près à la même extrémité. Mais l'an dernier, les choses sont allées beaucoup trop loin : dès le mois d'août l'Est-Algérien manquait de wagons; non seulement il ne pouvait plus expédier les marchandises, mais il n'avait ni hangar, ni bâches, ni moyen quelconque de les abriter dans ses gares. La compagnie prit alors une résolution : elle décida de refuser les marchandises, et cessa de délivrer des récépissés aux expéditeurs qui venaient à tout hasard les lui confier. Elle s'autorisait d'une disposition insérée dans un tarif spécial. Le public et avec lui les tribunaux ont d'ailleurs fort mal pris la chose, et elle a été condamnée à de fortes indemnités.

Cette crise de transports n'avait au reste rien d'extraordinaire ; on aurait pu la prédire à coup sûr : en fait de matériel, il manquait à la compagnie, d'après l'estimation du contrôle, douze locomotives et six cents wagons. Quant au personnel, on jugera de son insuffisance numérique par un trait : dans une gare assez importante, puisqu'en septembre 1890 elle a reçu ou expédié près de quatre cents expéditions en grande vitesse, et de trois cents en petite vitesse, et enfin plus de huit cents dépêches, il n'y a eu, durant cette période, pour tout personnel, qu'un chef, un facteur et un journalier; encore, le facteur étant tombé malade, le chef finit-il par rester seul avec le journalier : tous deux étaient sur pied vingt heures sur vingt-quatre, bien entendu sans suffire aux besoins du trafic.

On conçoit qu'après de telles constatations, l'administration des travaux publics ait déclaré que la compagnie s'est montrée « impuissante à exploiter régulièrement ses lignes ».

Pour être entièrement équitable, il faut convenir que sur plusieurs points, notamment en ce qui regarde la cherté du premier établissement, la cherté de l'exploitation et l'insuffisance du service à de certains moments, les compagnies allèguent des excuses dont il est bon de tenir compte pour mesurer exactement leur responsabilité.

La construction des voies ferrées de l'Algérie a été entreprise sans que l'on connût encore par une expérience suffisamment longue la structure géologique du sol, ni le régime des eaux : de là, dans le tracé de la voie, des tâtonnements souvent coûteux. Le sol du Tell, composé de marnes et de schistes, a peu de stabilité, et les couches, une fois entamées, donnent lieu à des glissements continus, et mettent plusieurs années à retrouver

(*) Voir les délibérations du Conseil supérieur.

leur assiette : au bout de quinze ans d'exploitation et de réfections, le chemin de fer de Philippeville à Constantine, pour lequel la compagnie a dépassé à ses dépens le capital garanti, a encore des mouvements notables.

D'autres causes encore concourent au coût élevé de la voie : les traverses en bois, qui durent de quinze à vingt ans en France, ne dépassent guère huit ans en Algérie ; les rails en fer, sous l'action des hautes températures de l'été, subissent un travail moléculaire qui en affaiblit la force de résistance : tandis qu'en France ils peuvent supporter le passage de 80 à 100.000 trains, ils ne durent guère en Algérie au delà de 60 à 80.000 trains. Les machines elles-mêmes subissent l'action d'eaux beaucoup plus chargées de matières salines qu'en France et s'usent plus vite (*). Enfin la main-d'œuvre européenne, à égalité de prix, ne rend, sous un climat plus difficile, que les deux tiers de ce qu'elle rend en France, et la main-d'œuvre indigène, beaucoup moins productive, n'offre qu'en apparence une économie notable ; et d'autre part, comme tout le matériel, rails, wagons, locomotives, matières premières, vient de France, le prix en est majoré par les frets.

En ce qui regarde les crises de transport, il faut considérer que les compagnies ont affaire à un trafic dont le régime ressemble beaucoup à celui des rivières de l'Algérie : maigre pendant huit ou dix mois, il devient torrentiel après la récolte, alors que l'agriculteur, pressé souvent de dettes, et désireux d'ailleurs d'arriver sur le marché français avant ses concurrents placés sous un climat plus tardif, réalise en hâte ses produits. Ces variations pourront s'atténuer quand le cultivateur aura plus d'avances, et déjà à certains signes, cette année, on croit constater qu'il se presse moins de vendre. Mais elles ont été jusqu'ici énormes : en France, sur le P.-L.-M. pendant l'année 1890, le rapport de la semaine la plus chargée de trafic à la semaine la plus pauvre a été de 158 0/0 ; en Algérie, sur la ligne d'Alger à Oran, il a été de 211 0/0 ; sur la ligne de Constantine à Maison-Carrée, de 480 0/0 ; sur la ligne de Philippeville à Constantine, de 576 0/0 De là, pour l'exploitation, un problème malaisé. Sur quel pied et en vue de quel trafic doit être organisé le personnel ? Si c'est en vue du trafic d'hiver, il sera insuffisant pour le trafic d'été ; si c'est en vue du trafic d'été, il coûtera excessivement cher, et l'exploitation, qui se fait déjà à 88,9 0/0 (coefficient de 1889), sera plus onéreuse encore.

Il faut avouer que, dans de pareilles conditions, l'exploitation peut difficilement être aussi régulière et les tarifs aussi peu élevés qu'en France. Les compagnies ajoutent d'ailleurs qu'elles ont spontanément opéré des réductions sur les tarifs qui leur étaient alloués par le cahier des charges.

Ces considérations ne sont pas sans valeur ; mais ce n'est pas là qu'il faut chercher la cause ni du coût parfois excessif des lignes, ni de l'élévation des tarifs, ni de l'insuffisance de l'exploitation. La cause véritable réside dans ce fait, que les conventions n'ont pas intéressé les compagnies à faire au meilleur marché possible la meilleure voie possible, et qu'elles ne les intéressent actuellement ni à provoquer le trafic ni à desservir avec soin celui qui se présente. Pour tout dire d'un mot, la prospérité des compagnies de chemins de fer en Algérie ne suit nullement dans ses variations celle

(*) La teneur moyenne des eaux utilisées par le P.-L.-M. algérien serait de 744 milligrammes par litre, tandis que, sur le réseau métropolitain de la même compagnie, elle serait que de 440 milligrammes.

de leur réseau. La situation de ce dernier est médiocre : celle des compagnies est excellente. Tandis que leurs déficits grandissaient, leurs actions et obligations montaient. En 1890, elles avaient réalisé d'une part un déficit de 166 millions et demi ; en d'autres termes, elles avaient mangé une somme égale à plus du quart de leur capital actions et obligations. Or ce capital, bien loin d'avoir baissé, était estimé en Bourse à 201 millions et demi au-dessus du cours d'émission, soit un boni de plus d'un tiers. C'est, dira-t-on, qu'elles avaient participé à la hausse générale de toutes les bonnes valeurs. Mais c'est précisément là le fait qui mérite explication : comment des valeurs représentant une entreprise industrielle tombée dans un profond déficit peuvent-elles être de bonnes valeurs ? Faut-il donc croire que la prospérité de ces valeurs est sans lien aucun avec celle de l'entreprise, c'est-à-dire que les porteurs de titres de chemins algériens sont les seuls contribuables français qui soient désintéressés du sort des chemins algériens ?

Rien n'est plus invraisemblable ; et cependant, pour la plupart de ces compagnies, rien n'est plus vrai.

Toutes vivent, exception faite de la ligne d'Arzew à Kralfallah, sous le régime de la garantie d'intérêt. Mais la garantie peut être organisée de deux façons. En voici une d'abord : ce qu'on garantit à la compagnie, c'est, en premier lieu, sur son capital d'établissement, un intérêt de tant pour cent des sommes dépensées réellement et utilement, sous le contrôle de l'État ; c'est ensuite, si ses recettes ne couvrent pas ses frais d'exploitation, le déficit réel qui en résulte, les frais étant d'ailleurs soumis au contrôle de l'Etat. Dans cette conception de la garantie, la compagnie peut être intéressée à économiser sur la dépense et à accroître la recette, soit qu'on lui abandonne une partie des économies ou des bonis réalisés par elle sur le compte d'exploitation, soit qu'on lui réserve une partie du bénéfice net qu'elle produira un jour si elle arrive à payer, outre ses frais d'exploitation et les intérêts de son premier établissement, les avances consenties par l'Etat au titre de la garantie. Quand cette dernière perspective est suffisamment proche, elle peut constituer un stimulant efficace pour les exploitants, et corriger l'excès de quiétude qui est la conséquence la plus fâcheuse du système de la garantie. On peut dire que tout l'effort d'un Etat qui est entré dans ce système devrait être, pour créer aux compagnies un intérêt de cette nature, aussi voisin et aussi tangible qu'il se pourrait.

Il y a un autre procédé : c'est de garantir au concessionnaire un intérêt calculé sur un capital fixé à forfait, en sorte que, s'il réussit, même au détriment du bon établissement de la voie et du matériel, à ne pas atteindre le chiffre forfaitaire, il encaissera un boni ; c'est ensuite de lui garantir, pour ses dépenses d'exploitation, une somme fixée à forfait quelle que soit la dépense réelle, quels que soient le trafic et la recette, en sorte que, si le concessionnaire réussit, même aux dépens du trafic et de la recette, à ne pas dépenser le chiffre forfaitaire du barème d'exploitation, le surplus tombera dans sa poche. De cette manière, plus la voie aura été établie à bas prix et comme en vue d'un trafic misérable, plus en outre le trafic aura été maintenu en effet dans des limites restreintes, soit par la pauvreté du pays exploité, soit par l'insuffisance du matériel, soit par l'exagération des tarifs, plus la compagnie réalisera des bénéfices importants. Le système

se réduit donc à une régie désintéressée, où le régisseur maître des tarifs, paye les frais d'exploitation et encaisse une rente fixe sur l'État, tandis que ce dernier touche les recettes s'il y en a.

Ce système surprenant est, au fond, celui qui a été appliqué à la plupart des lignes de l'Algérie.

Le P.-L.-M. jouit d'une garantie de 5 0/0 sur un capital forfaitaire. Par une exception unique, il est juste de le dire, le P.-L.-M. a dépassé spontanément ce capital, pour assurer le bon état de sa voie par des travaux complémentaires (*).

Le Bône-Guelma a une garantie de 6 0/0 sur un capital forfaitaire pour ses lignes de Bône à Guelma, de Guelma au Kroubs et de Duvivier à Souk-Ahras ; une garantie de 5 0/0 sur un capital forfaitaire pour ses lignes de Souk-Ahras à Sidi-el-Hamessi et de Souk-Ahras à Tébessa. Pour toutes, il a des barèmes forfaitaires d'exploitation qui lui assurent une rente minimum de 7,700 fr., ou de 7,000 fr., ou de 5,000 fr., selon les lignes.

L'Est-Algérien a, pour les lignes qui lui ont éte concédées jusqu'en 1880, une garantie de 6 0/0 sur un capital forfaitaire, avec des barèmes d'exploitation fixes de 7,000 et 7,460 fr. Pour les lignes concédées après 1880, la garantie est toujours fixée sur un capital forfaitaire ; seulement elle est de 5 0/0. Les barèmes d'exploitation ici ne répondent plus à l'idéal du barème forfaitaire : quand la recette est trop faible, la garantie d'exploitation est égale à la dépense réelle, et il n'y a plus de boni de ce chef.

Avec la Franco-Algérienne, on s'éloigne encore de la pureté du système. A vrai dire, pour les lignes de Mostaganem à Tiaret et de Mecheria à Aïn-Sefra, la garantie est accordée sur un capital à forfait. Mais, pour l'Aïn-Thizy à Mascara, elle n'est plus accordée que sur dépense réelle, et, pour le Kralfallah-Mecheria, on a adopté un système mixte. Enfin, pour l'Arzew-Kralfallah, il n'y a eu ni garantie d'intérêt, ni subvention directe, la Franco-Algérienne étant considérée comme payée par des concessions de terres. Quant à la garantie d'exploitation elle est en général calculée sur la dépense réelle, quand la recette est inférieure à 6,500 francs ; elle est calculée à forfait, quand la recette dépasse 6,500 francs. Pour la ligne de Mecheria à Aïn-Sefra, le barème d'exploitation est représenté par la formule 3,500 + R/3, c'est-à-dire que la dépense garantie est égale à une somme fixe minima de 3,500 francs par kilomètre, plus le tiers de la recette brute.

Le régime de l'Ouest-Algérien est celui qui désintéresse le moins la compagnie des affaires de son réseau. Sauf la ligne de Sainte-Barbe-du-Tlélat à Sidi-bel-Abbès, qui jouit d'une garantie de 6 0/0 sur un capital forfaitaire, le reste de son réseau n'a qu'une garantie portant sur la dépense réelle, et cette garantie varie de 6 0/0 à 5 0/0 et 4,85 0/0 selon les lignes. Quant aux barèmes d'exploitation, ils ont le caractère forfaitaire pour les lignes concédées jusqu'en 1885 ; pour les lignes concédées depuis, l'une, celle de Tabia à Tlemcen, n'a que ses dépenses réelles d'exploitation, tant que la recette kilométrique ne dépasse pas 7,000 francs ; l'autre, celle de Blida à Berrouaghia, est régie par la formule 3,500 + R/3. Signa-

(*) Il est vrai qu'il en réclame le remboursement, mais rien ne permet de supposer que jamais cette prétention soit accueillie.

lons enfin ce point important que la compagnie ne peut pas distribuer en dividendes ses bonis d'exploitation avant d'avoir remboursé toutes les avances de l'État.

On le voit, le système de la garantie forfaitaire n'a pas été appliqué partout sans réserve; mais il l'a été à peu près dans toute son ampleur au Bône-Guelma et à l'Est-Algérien. Quelques légères corrections y ont été apportées depuis : le minimum du barème d'exploitation a été abaissé en quelques cas à 5,000 francs, ce qui laisse peu de place aux bonis; le Bône-Guelma a consenti à porter au compte de réserve et non au dividende ses bonis d'exploitation. Il n'en est pas moins vrai qu'on assiste à des spectacles comme ceux-ci :

En 1890, le Bône-Guelma, grâce à une récolte excellente, arrive à couvrir ses frais d'exploitation; il a même un excédant de recettes net de 271 francs par kilomètre. Le simple bon sens indiquerait que cet excédant doit soulager les charges de la garantie et venir en déduction de ce que le Trésor aura à décaisser pour assurer aux actionnaires 6 0|0 du capital versé. Le simple bon sens a tort : le Bône-Guelma touche d'abord ses 6 0|0, ce qui permet aux actions de conserver et d'accroître leur forte prime; après quoi, il encaisse 271 francs de recettes nettes par kilomètre; mais ce n'est pas tout : l'État est obligé, par-dessus le marché, de lui verser, « pour insuffisance de recettes, » entendez pour bonis d'exploitation, la somme de 346,926 fr. 49.

L'Est-Algérien, jusqu'en 1890, n'a qu'un très médiocre trafic : aussi fait-il de bonnes affaires; ses dépenses d'exploitation sont faibles et son barème lui laisse 251,000 francs de bonis en 1886, — 202,000 francs en 1887, 575,000 francs en 1888, — 475,000 francs en 1889. Par malheur, en 1890, la récolte est bonne : la compagnie est obligée, malgré tout, à faire quelques dépenses d'exploitation; elle a d'autres déboires que nous avons indiqués : bref, son barème la laisse en déficit de 63,000 francs. En même temps, elle est réduite à acheter sept locomotives et 250 wagons; sa réserve en reçoit un coup sensible. Pour peu que les régions desservies par elle aient encore quelques bonnes récoltes, voilà une compagnie dans l'embarras.

La plupart des conventions des chemins de fer algériens sont donc de nature à mettre les intérêts des compagnies en opposition avec ceux de leur réseau, des régions desservies, du Trésor. Si les compagnies ont néanmoins fait des efforts, parfois sensibles, pour améliorer leur matériel et leur voie même à leurs dépens; si elles ont proposé quelques réductions de tarif intelligentes, c'est que les hommes qui les dirigeaient valent mieux que les conventions qui les régissent. Il y a chez les administrateurs de chemins de fer un point d'honneur professionnel, et ceux des compagnies de l'Algérie n'échappent pas à la règle.

Comment réformer les conventions? Le rachat, sauf pour le P.-L.-M., rachetable depuis 1876, mais qui rembourse ses avances de garantie, et pour l'Ouest-Algérien, rachetable à toute époque, mais qui est un des réseaux les moins lourds au Trésor, — n'est pas possible avant un certain nombre d'années. On a su obtenir la renonciation de l'État, pour le Bône-Guelma, jusqu'au 7 mai 1902; pour l'Est-Algérien, jusqu'au 15 décembre 1904. Mais il y a dans le cahier des charges des clauses par lesquelles les compagnies s'engagent à entretenir constamment en bon état le chemin de

fer et toutes ses dépendances, « de manière que la circulation y soit toujours facile et sûre » (voir cahier des charges du Constantine-Sétif, art. 30), et il y a d'autres clauses qui prévoient, pour le cas où l'exploitation « viendrait à être interrompue en totalité ou en partie », une procédure pouvant aboutir à la déchéance (voir même cahier des charges, art. 39). L'Est-Algérien, en particulier, est répréhensible, de l'avis de l'Administration, pour « l'impuissance où il s'est montré d'assurer le trafic ». Aussi votre Commission a-t-elle cru devoir, par une démarche spéciale, appeler l'attention du ministre des travaux publics sur la nécessité d'opérer, relativement aux défectuosités qui peuvent exister dans la voie, le matériel et l'exploitation de l'Est-Algérien, toutes les constatations qui pourraient être de nature à servir de base à la procédure de déchéance.

Les faits passés ne sont d'ailleurs pas la seule arme qui soit aux mains de l'État : le compte de premier établissement de l'Est-Algérien est clos, et la compagnie n'a plus, pour faire face aux réparations de la voie et aux compléments de matériel que le contrôle peut juger strictement nécessaires, qu'une réserve assez faible. Cette réserve une fois employée, comment la compagnie ferait-elle face aux dépenses qui lui incomberaient à peine de déchéance ? Elle ne pourrait que retrancher sur le dividende de ses actionnaires pour gager, avec l'autorisation de l'État, des obligations nouvelles (*) ; et elle se serait placée d'avance, pour les émettre, dans des conditions de crédit évidemment peu favorables, ce qui l'obligerait à accroître d'autant son sacrifice.

Le ministre des travaux publics a chargé une commission spéciale d'examiner la question de l'Est-Algérien. Votre commission du budget n'avait qu'à attendre le résultat de ses travaux, non sans insister sur l'extrême urgence d'une solution. A quelques conclusions qu'ils aboutissent, on peut espérer qu'aux conventions actuelles de l'Est-Algérien succédera un régime unifie, excluant les barèmes calculés de façon à laisser des bonis à une mauvaise exploitation et les forfaits de travaux établis de manière à primer une construction défectueuse. Il deviendra alors possible de reviser les tarifs, qui seraient utilement abaissés au grand profit du trafic : la création d'une quatrième classe de voyageurs, diverses réductions sur les bestiaux, sur les denrées, sur les matériaux de constructions, etc , seraient étudiées avec profit. Puis, une fois que l'un des réseaux serait pourvu d'un régime favorable à l'allègement des charges du Trésor par une gestion économique et par le développement du trafic, il resterait à partir de cette base pour ramener à un régime plus uniforme les conventions du réseau algérien tout entier, et peut-être pour procéder à un remaniement de ce réseau, en ce moment assez mal distribué (**).

(*) « Ces travaux (les travaux complémentaires), quand ils deviendront nécessaires, n'augmenteront par le montant du capital garanti. » (Colson, *La garantie d'intérêts*, p. 112.)

(**) L'une des raisons qu'allègue pour sa justification l'Est-Algérien, c'est qu'il n'aboutit à la mer que par Bougie où il n'y a pas de port, par Maison-Carrée où il devient tributaire du P.-L.-M., et par Constantine où il devient encore tributaire de la même Compagnie Il en résulte, par exemple, que son charbon lui revient plus cher en frais de transport que ne lui produit la marchandise qu'il traîne. De plus, au moment où il a le

Lignes d intérêt local

Le besoin de chemins de fer est si vivement ressenti en Algérie que les départements, inquiets de l'arrêt presque complet des entreprises faites sous la garantie de l'Etat, se montrent disposés à créer eux-mêmes certaines lignes au titre de l'intérêt local ou comme tramways à vapeur sur route. C'est ainsi que le conseil général de Constantine a projeté les lignes suivantes :

1° De Philippeville à Bône, par le Filfila	93	kilomètres.
2° De Constantine à l'Oued-Atménia	40	—
3° De Constantine à Mila	56	—
4° De Djidjelli à El-Milia.	42	—
soit une longueur totale de.	231	kilomètres,

pour lesquels on prévoit une dépense de 13 millions environ. De son côté, le conseil général d'Alger provoque la création de quatre lignes : 1° d'Alger à Coléah ; 2° d'Alger à Rovigo ; 3° de Dellys à Boghni; 4° de Marengo à El-Affroun. En principe, on ne saurait trop encourager les départements algériens à prendre à leur charge les entreprises d'intérêt départemental, pour lesquelles on leur a reproché parfois de trop recourir à la bourse de l'Etat.

Mais il faut d'abord que les ressources qu'ils songent à y affecter leur appartiennent ; il ne faudrait pas, par exemple, comme il en a été question pour les lignes de Constantine, songer à faire payer la dépense par l'Etat, en confisquant, avant même qu'il n'ait eté perçu, le principal nouvellement créé de la taxe sur les propriété bâties. On a blâmé parfois les finances ottomanes d'affecter une ressource déterminée de l'Etat à gager une dépense d'État déterminée ; ce qu'on n'a pas vu encore, c'est un État abandonnant une de ses ressources pour gager les intérêts et l'amortissement d'une entreprise dont un autre que lui-même deviendrait ensuite propriétaire sans bourse délier.

Une autre condition, c'est que les lignes projetées soient bien rigoureusement des lignes d'intérêt local, et qu'elles n'aient pas pour objet ni de doubler une ligne d'intérêt général déjà existante, ni de précéder l'État dans la création d'une ligne d'intérêt général, en un mot de détourner un trafic appartenant ou devant revenir au réseau d'intérêt général. Or, à l'égard des lignes projetées par le département d'Alger, si l'on peut écarter à peu près les objections de ce genre en ce qui regarde le projet de Marengo à El-Affroun, celui de Dellys à Boghni, et même peut-être celui d'Alger à Rovigo, — malgré que ce dernier longe le P.-L.-M. entre Alger et Maison-Carrée, — il semble qu'à tout le moins il faille examiner de près, à ce point de vue, la ligne projetée d'Alger à Coléah.

Cette ligne fait en réalité partie de la ligne d'Alger à Blidah par Coléah, qui elle-même a été considérée comme faisant partie de la grande ligne future d'Alger à Laghouat, aujourd'hui en voie de construction pour la partie entre Blidah et Berrouaghia, et livrée à l'exploitation depuis quelplus grand besoin de son matériel, le P.-L.-M. le lui retient : c'est ainsi que, le 31 octobre 1890, au moment de la crise des transports, cent soixante wagons de l'Est-Algérien etaient immobilisés en gare de Philippeville ; en outre, deux de ses trains étaient arrêtés en vue de la gare.

ques semaines sur un parcours de 45 kilomètres. Le projet de loi de concession de Blidah-Berrouaghia disait, dans son exposé des motifs : « Cette ligne permettra ultérieurement l'établissement d'une grande ligne pénétrante dont le chemin de fer de Blidah à Berrouaghia ne serait qu'une section, et qui partirait d'Alger même pour aboutir à Laghouat. » Ces considérations étaient reproduites dans les rapports présentés sur ce projet à la Chambre et au Sénat. Au reste, le caractère d'intérêt général de l'Alger-Coléah a été reconnu par le conseil général d'Alger lui-même, qui en a à plusieurs reprises réclamé la construction au titre de l'intérêt général.

Ce n'est pas seulement comme section d'une ligne future stratégique que l'Alger-Coléah a le caractère d'intérêt général. Une des règles les plus certaines qui ont présidé à la création du réseau français est celle-ci : que les lignes productives doivent servir de compensation aux lignes improductives dont l'Etat a été amené à assumer la charge directe ou indirecte. Or la ligne d'Alger à Blidah par Coléah est une de celles qui promettent d'être productives ; elle desservirait le Sahel et la Mitidja occidentale, régions aussi riches que celles qui s'étendent entre Maison-Carrée et Blidah par Boufarik ; on sait que cette dernière ligne arrive à 30,000 fr. au kilomètre. Le Conseil général d'Alger la déclare riche, et il a donné une preuve de sa sincérité en la faisant accepter par le preneur de la ligne pauvre de Dellys à Boghni comme une compensation équivalant à une garantie d'intérêts.

Peut-être dira-t-on : laissons construire la ligne de Coléah par le département d'Alger ; si plus tard l'État en a besoin pour compléter la ligne de Laghouat, il en sera quitte pour racheter (*).

Le rachat, en effet, serait alors la seule issue : à la sortie d'Alger par Saint-Eugène, se trouve un défilé étroit, entre des rochers et la mer ; là il n'y a pas de place pour deux lignes ; il faudrait donc racheter l'Alger-Coléah, ce qui ne serait pas une opération simple, cette ligne étant incorporée dans un réseau départemental dont elle constituerait la véritable base financière. Puis, après le rachat, il faudrait probablement la reconstruire ; un tramway de banlieue n'est généralement pas établi de façon à porter le trafic d'une ligne stratégique importante.

Il y a déjà des précédents nombreux à une pareille opération en Algérie. Ils constituent de sévères leçons qui devraient nous servir. On se demande comment l'État a pu faire des conventions si onéreuses, si contraires aux intérêts du commerce algérien ; c'est qu'il ne les a pas faites : il les a trouvées toutes faites, aux mains des concessionnaires qui avaient su les obtenir des Conseils généraux, pour des lignes dites d'intérêt local, mais qui bientôt se révélaient comme d'intérêt général, et devaient être rachetées. Comment le Bône-Guelma est-il en possession d'un intérêt de 6 0/0 sur un capital fixé à forfait ? C'est qu'en 1875 la Société des Batignolles avait fait insérer ces conditions dans un traité signé à son profit par le département de Constantine et les communes de Bône et de Guelma. Comment l'Est-Algérien est-il nanti, sur une partie de ses lignes, d'un intérêt forfaitaire

(*) C'est ce que prévoit le Conseil général d'Alger, dans une délibération du 8 juillet dernier : « Les études seront faites à un double point de vue : d'une part... en prévision du rachat possible de la ligne par l'État... »

de 6 0/0 avec des barèmes forfaitaires d'exploitation ? C'est qu'en 1875, un M. Joret avait négocié, et qu'il finit par obtenir en 1877, du Conseil général d'Alger, ces divers avantages pour les lignes d'intérêt local de Maison-Carrée à l'Alma, et de l'Alma à Ménerville. Pourquoi l'Ouest-Algérien a-t-il, dans les mêmes conditions d'intérêt à 6 0/0 et de forfait d'établissement, la ligne de Bel-Abbès à Sainte-Barbe-du-Tlélat ? C'est qu'il la tient avec ces conditions du département d'Oran, qui l'a concédée en 1874. L'Etat, il est vrai, n'a pas échappé lui-même à des fautes toutes semblables: il a surtout eu le tort de trop persévérer dans la voie où il s'était engagé pour plusieurs compagnies à la suite des départements. Il s'en détourne depuis quelques années. Nous espérons qu'il n'y reviendra pas.

Il n'y aurait qu'un seul cas où toute objection devrait disparaître pour la ligne de Coléa : ce serait celui où l'Etat y renoncerait définitivement. Cette ligne sera utile et l'on ne peut en priver indéfinitivement les populations intéressées. Mais ce n'est probablement pas au moment où le département d'Alger reconnaît qu'elle offre assez d'intérêt pour motiver de sa part un sacrifice d'au moins 5 millions, — c'est le coût prévu de l'infrastructure dont il est disposé à se charger, — ce n'est pas au moment où un pareil concours peut être invoqué que l'État semble devoir renoncer à un projet depuis longtemps mûri.

Services des postes et télégraphes

En ce qui concerne les postes et télégraphes, nous noterons un simple fait : jusqu'en 1886, elles étaient traitées en Algérie comme un service public bien plus que comme une branche de revenus publics ; elles coûtaient plus qu'elles ne rapportaient. L'écart était allé jusqu'à 422,000 francs en 1884 : les dépenses à cette date étaient aux recettes dans le rapport de 113 0/0, tandis qu'en France le même rapport était de 83 0/0. Il est d'ailleurs à noter que dans les pays neufs, tels que les Etats-Unis et l'Australie, il est d'usage de ne pas faire de bénéfices sur les postes et télégraphes. Depuis 1886, la proportion a été renversée : les dépenses ont été ramenées au niveau des recettes, puis réduites au-dessous. En 1890, l'écart a été de 160,000 francs à l'avantage des recettes.

Ce résultat n'a pas été obtenu sans imposer au développement des moyens de correspondance offerts au public une restriction très sévère. De 1886 à 1888, il n'a été consacré aux améliorations postales et télégraphiques en Algérie que 121,130 francs, ce qui a permis de créer, en trois ans, 12 recettes et 8 bureaux télégraphiques seulement. Depuis 1888, on a fait mieux ; on a renoncé résolument à accorder aucune amélioration à l'Algérie. Sur les 25 recettes accordées chaque année par le budget, même pendant cette période d'économies, l'Algérie n'en a plus obtenu une seule ; en 1891 même, le budget a prévu la création de 188 recettes : il n'y en a pas une pour l'Algérie ; enfin, dans le projet de budget pour 1892, bien que 150 recettes soient demandées, il n'en est pas réservé une pour notre colonie. Ce délaissement est d'autant mois justifié que la progression des recettes de l'Algérie a été constante.

Régime des eaux, barrages, r'dirs. — Puits artésiens

Les travaux d'hydraulique sont, pour l'agriculture de l'Algérie, une

nécessité de premier ordre : le régime des eaux, qui paraît avoir été meilleur autrefois, y est profondément troublé ; les pluies, tombant en abondance en certaines saisons sur les pentes dénudées, roulent sans obstacle en entraînant les terres avec elles, et s'écoulent en torrents troubles vers la mer dans l'espace de quelques jours, à moins qu'elles ne s'amassent en marais pestilentiels au voisinage du littoral, comme au lac Halloula et au lac Fezzarah. Le reste de l'année, l'eau manque presque partout, sauf dans quelques régions privilégiées telles que les environs de Tlemcen. Le débit des fleuves offre les variations les plus extraordinaires : la Macta, le plus régulier de tous, roule 800 mètres cubes à la seconde dans ses crues, et n'en a plus que 2 dans la saison sèche ; le Chélif varie de 1 mèt. c. 5 à 1,500 mètres cubes ; la Seybouse, de 150 litres à 1,000 mètres cubes. Tant que le régime des eaux n'aura pas été corrigé par l'opération très longue et très coûteuse du reboisement, il sera nécessaire d'avoir des barrages destinés à emmagasiner les eaux nécessaires à la culture. Un programme dressé en 1860 par les soins du gouvernement général porte à 60 millions la somme nécessaire pour doter l'Algérie des travaux d'hydraulique agricole dont elle a besoin. Comme le crédit qui est affecté à cet usage ne dépasse pas 600,000 francs, il faudrait, avec le budget actuel, un siècle pour mener à bien ce programme.

Il n'est pas sûr qu'à ce compte, il ne fût pas préférable d'y renoncer. Les grands barrages, de 14 millions de mètres cubes, comme celui du Hamiz ; de 18 millions, comme celui des Grands-Cheurfas ; de 30 millions, comme celui de l'Oued-Fergoug, exigent de 3 à 5 millions de francs chacun. Les crédits alloués annuellement sont faibles ; les travaux, par suite, durent dix, vingt, et parfois trente ans : le barrage du Hamiz, commencé en 1863, n'est pas tout à fait terminé ; on s'occupe de faire la ventellerie. Les colons qui se sont établis dans la région à desservir se lassent parfois de cette longue attente, et quand le barrage est terminé, on s'aperçoit que les terrains à irriguer sont plantés en vignes et n'ont pas besoin d'irrigation ; il faut, alors, au prix de travaux supplémentaires onéreux, conduire l'eau assez loin, jusqu'à des cultures qui veulent bien la recevoir. L'administration a la plus grande peine à décider les colons à se former en syndicats aptes à assurer la location des eaux, le payement des canaux secondaires, l'entretien de l'ouvrage. Elle sera amenée sans doute, si elle ne veut pas laisser inutiles les dépenses déjà faites par le trésor, à accorder des facilités nouvelles aux colons, à exécuter à ses frais les canaux secondaires, ne laissant à leur charge que les filioles ou canaux tertiaires, et même à abaisser extrêmement bas le prix des eaux.

Il est donc évident, si l'on veut poursuivre l'exécution des grands barrages, qu'il faudra accroître, et porter à plusieurs millions peut-être, le crédit de 600,000 fr., et surtout concentrer tous les efforts sur deux ou trois ouvrages au plus, de façon à en assurer le prompt achèvement. Mais c'est une question de savoir s'il convient de réaliser entièrement le programme des grands barrages-réservoirs.

Ils offrent en effet deux graves inconvénients. Le premier est qu'ils s'envasent avec rapidité : les eaux de pluie, n'étant pas filtrées par la terre, sont si chargées de troubles qu'un barrage de 15 millions de mètres cubes est exposé à être rempli en vingt ans d'une vase compacte et presque

inattaquable. On estime que, pour dévaser les 85 millions de mètres cubes dont se combleront en peu d'années les barrages de l'Algérie, il faudrait, avec les procédés de dragage jusqu'ici pratiqués, une dépense de 60 millions de francs. Il coûterait moins cher de refaire les barrages. Un inventeur, M. Jandin, essaye aujourd'hui un système nouveau, qui réduirait la dépense des trois quarts au moins ; mais elle resterait encore exorbitante.

Les grands barrages ont un autre vice plus radical : les eaux amassées en masses profondes acquièrent des pressions énormes, fouillent les assises ou les côtés de l'ouvrage, et tout à coup l'emportent dans un cataclysme qui dévaste les campagnes. Le barrage des Grands-Cheurfas a été ainsi détruit le 8 fevrier 1885, deux ans après qu'il eut été achevé : les réparations durent encore ; le barrage de l'Oued-Fergoug avait été culbuté de même dans la nuit du 14 au 15 décembre 1881 ; le désastre du barrage de l'Habra, qui noya Saint-Denis-du-Sig, est encore plus célèbre.

Peut-être se décidera-t-on à revenir à des ouvrages plus modestes qui, multipliés en suffisance, rendraient les mêmes services, seraient faciles à dévaser et n'auraient pas à supporter des pressions à la longue irrésistibles. Avec nos grands travaux, nous n'avons réussi à mettre en mesure d'être irrigués que 134,000 hectares de terre, qui sont loin de profiter toutes de cette faculté. Or, les indigènes, avec des barrages primitifs en clayonnages et terre mélangée, ont depuis longtemps, presque sans concours de notre part, avec des dépenses minimes, réussi à assurer l'irrigation d'une superficie qui est probablement supérieure. Dans le seul département de Constantine, et en ne considérant que le Tell et les Hauts-Plateaux, il y a plus de 50,000 hectares ainsi irrigués : 22,000 dans la Medjana, 8,000 dans le Hodna, 17,500 dans le cercle de Bouçaada, et 3,500 dans le cercle de Sétif. Nos ingénieurs trouveraient profit à méditer cet exemple ; et il est probable alors que les 60 millions du programme, au lieu de rendre irrigables 3 ou 400,000 hectares, permettraient de desservir quelque jour une surface se chiffrant par millions d'hectares.

Un autre genre de travaux, beaucoup moins coûteux et qui pourraient être féconds en résultats, c'est la création de vastes abreuvoirs sur les Hauts-Plateaux. Les Hauts-Plateaux offrent, pendant une grande partie de l'année, des pâturages analogues à ceux de l'Australie ou de la Crau d'Arles, et par conséquent favorables à l'élevage des bestiaux et surtout des moutons. Actuellement déjà les indigènes y font vivre, année moyenne, 8 à 10 millions de moutons, ce qui, à surface égale, représente quatre à cinq fois moins de têtes que dans les plaines de la Crau. La cause qui en limite ainsi le nombre, c'est surtout la rareté des points d'eau, ou r'dirs, cuvettes naturelles où les pluies s'amassent et se conservent jusqu'à ce que le soleil les ait vaporisées. Dans bien des cas, comme l'ont montré, dans une note justement réputée, MM. Pomel et Pouyanne, il suffirait de garnir d'une légère maçonnerie ou d'un peu de ciment certains bas-fonds, parfois d'établir sur des perches une légère couverture d'alfa, aisée à renouveler, et qui protégerait l'eau contre le soleil, et enfin de conduire l'eau par quelques tubes en poterie à des abreuvoirs où les troupeaux la boiraient sans l'infecter et sans la piétiner, pour avoir des provisions de liquides permettant aux troupeaux le séjour dans des pâturages aujourd'hui inaccessibles faute d'eau. MM. Pomel et Pouyanne estiment qu'on pourrait

avec une faible dépense quintupler les troupeaux des Hauts-Plateaux. L'expérience n'est pas coûteuse : des études préliminaires faites dans le Sersou, en 1890, permettraient de la poursuivre avec méthode. Mais le budget actuel ne contient pas de crédit pour une pareille dépense.

Faisons enfin remarquer que les puits artésiens, qui dans le Sahara ont rendu de si grands services, sauvé le Souf de la ruine, créé l'Oued-Rir, attaché les indigènes à la France par l'admiration et la reconnaissance, pourraient être également utilisés dans le Tell. Les sondages n'y ont jamais été poussés au delà de 150 mètres : il vaudrait la peine de les reprendre avec plus de persévérance. Quelques puits artésiens coûtent moins qu'un barrage et peuvent le suppléer parfois avec avantage.

Les forêts : exploitation, reboisement.

Le premier de tous les colons algériens, c'est l'État. Il possède un domaine rural qui surpasse tous les autres en etendue, et duquel dépend l'avenir de tous les autres : ce sont les forêts. Sur 3 millions d'hectares de sol forestier en Algérie, l'État en détient 2 millions et demi (*).

Il les détient avec raison, non seulement en vertu des droits du Beylick, dont il est l'héritier, mais au nom de l'intérêt général : le climat, le régime des eaux, l'avenir de l'agriculture sont liés au maintien, à la reconstitution des forêts algériennes. En les conservant, l'État rendrait à l'Algérie un service essentiel, que seul il peut rendre ; en même temps, il tirerait de cet immense domaine un revenu qui pourrait devenir considérable. Comment s'acquitte-t-il de cette double tâche ?

Les forêts de l'Algérie sont depuis longtemps menacées de destruction ; elles paraissent avoir été florissantes à l'époque carthaginoise et romaine,

(*) Statistique des forêts algériennes au 31 décembre 1889 :

	Hectares.		
Forêts de l'État, à lui attribuées en suite des opérations du sénatus-consulte	751.964		Total des forêts de l'Etat : 2.498.612 hectares.
Forêts de l'État, détenues en vertu de la présomption légale (loi du 16 juin 1851).....	1.002.292		
Forêts de l'État, sous la surveillance de l'autorité militaire.....	744.356		
Forêts communales régulièrement soumises au régime forestier	78.685	—	
Forêts appartenant à des particuliers.....	468.395	—	
Total.....	3.045.692	—	

On y peut ajouter environ 200,000 hectares de terres de parcours contenant des broussailles et même des arbres de haute futaie, soit en tout 3,240,000 hectares de terrains boisés, dont 2,080,000 dans la région méditerranéenne, et 1,160,000 sur les Hauts-Plateaux et les versants sahariens.

et même après l'invasion des Arabes (*). Ces derniers semblent les avoir sacrifiées à leurs troupeaux ; un explorateur d'avant 1830, le capitaine Pélissier, constatatait que « l'exercice du droit de vaine pâture réduisait la plupart des bois à l'état de broussailles et de taillis. » Les choses n'ont pas notablement changé depuis lors et le voyageur est trop souvent surpris d'apprendre qu'une région à peine couverte de broussailles, où poussent quelques maigres chênes zéens épars à de grandes distances les uns des autres, constitue une forêt. Il en conclut, et les colons aussi parfois concluent, que ces pretendues forêts devraient être déclassées et livrées au défrichement. On devrait conclure plutôt qu'il faut les reboiser d'abord et les mieux défendre ensuite. A mesure que les forêts dépérissent, par une coincidence digne de réflexion, les sommets de l'Algérie condensent moins de nuages et le climat devient plus sec. Il résulte d'observations pluviométriques, faites à Alger pendant quarante ans, que la quantité de pluie tombée en cette ville va diminuant :

De 1836 à 1848, la moyenne annuelle était de.	800	millimètres
De 1049 à 1861, elle tombe à.....	770	—
De 1862 à 1876, —	639	—

Nos colons et les indigènes eux-mêmes signalent sur nombre de points la disparition ou l'affaiblissement des sources. Une ligue du reboisement s'est formée en Algérie et ne cesse de dénoncer le péril. Mais personne n'en a parlé en termes plus saisissants que notre collègue, l'honorable M. Bourlier, dans une des séances du Conseil supérieur, en 1881 : « Le déboisement sans discernement qui se pratique dans les lieux les plus inaccessibles et sur des sols impropres à la culture, paraît aux yeux de tous une des causes les plus puissantes de cette perturbation... Si nous n'y prenons garde, dans peu d'années, le Tell deviendra comme le prolongement du Sahara. »

Sans aller jusqu'à croire le danger aussi pressant, il convient de le voir. L'État avait deux choses à faire pour y parer : défendre les forêts, procéder au reboisement.

On peut défendre les forêts en les surveillant, ou en réprimant les déprédations, dont les plus graves sont les incendies (**). Mais pour recourir au premier moyen, il faudrait des gardes en nombre suffisant : or, sur le tiers de la surface, soit 820,000 hectares, l'État n'a pas un seul garde ; ces 820,000 hectares ne sont même pas placés sous l'action du service des forêts. Pour le reste, soit 1,680,000 hectares, il dispose de 374 gardes du service actif, ce qui fait que chaque garde a à surveiller en moyenne 4,500 hectares. En France, où l'on tombe peut-être dans un excès contraire, chaque garde a un triage de 6 à 800 hectares. Comme au milieu

(*) Plutarque raconte que Pompée put encore y chasser l'éléphant, Mohammed-ben-Ali-el-Kairouani, historien arabe du x^e^ siècle, rapporte que « de Tripoli à Tanger, tout ce vaste espace n'était qu'un ombrage continu ». Il est probable enfin que les villes romaines, dont les vestiges subsistent dans l'intérieur, devaient avoir à leur portée l'eau et le bois ; elle ne les auraient plus aujourd'hui.

(**) De 1876 à 1884, les incendies ont fait des dégâts évalués à 13,400,000 fr., soit environ 1,500,000 fr. par an.

des populations pastorales accoutumées à utiliser les bois en guise de pâturages, et à les défraichir de temps en temps par l'incendie, les difficultés de la surveillance sont au moins égales à ce qu'elles sont en France, il faudrait donc que les gardes algériens eussent six ou sept fois plus d'activité et d'habileté que leurs collègues de France. Que fait-on pour assurer ce résultat? Le voici : toutes les fois qu'un garde, en France, se rend intolérable par sa négligence ou par des fautes qui ne méritent pas la révocation, il a chance d'être envoyé en Algérie, où il vient abaisser le niveau moyen d'un corps honorable, qui devrait être en son entier un corps d'élite. En outre, on sait qu'un garde, pour exercer une surveillance constante, doit avoir son habitation au milieu de son triage : en conséquence, la moitié des gardes (183 sur 374) n'ont pas de maison forestière ; on leur donne une petite indemnité de logement, et ils vont s'établir là où ils peuvent trouver à s'établir au meilleur marché, parfois très loin de leur section. Il est vrai que, pour s'y rendre, ils ont un cheval ; mais comme ils sont pauvres et que leurs chefs sont loin, quelques-uns ont soin d'acheter leur cheval jeune, et de le ménager, afin de faire un petit gain en le revendant plus tard à la remonte. On comprend si leur surveillance, dans ces conditions, doit être intermittente ; au lieu de décourager d'avance les déprédateurs, elle procède par surprise et par coups de hasard. Plus d'un indigène ajoute qu'à défaut de délits vrais, tel garde en a inventé parfois de fictifs, et même que certains procès-verbaux ont été annulés à la suite d'un cadeau fait à propos. De trop nombreuses révocations prouvent que malheureusement ces accusations n'ont pas été absolument toujours de pures calomnies. La surveillance aurait donc besoin d'être renforcée et contrôlée ; seulement, il y faudrait des crédits, qui ne sont pas au budget.

On a tâché d'y suppléer par une répression vigoureuse des délits : quelques-uns proposaient de faire payer par la tribu la plus voisine tous les dégâts commis dans une forêt. On a pas poussé aussi loin l'application de la responsabilité collective. On se contente de l'appliquer quand la tribu a refusé de travailler à l'extinction de l'incendie, ou quand il y a des preuves d'un concert préalable et général, le feu ayant pris sur plusieurs points à la fois par exemple. On frappe alors la tribu d'une amende, ou bien l'on séquestre et l'on vend une partie de ses terres, et l'on indemnise les victimes. Lors des incendies de 1881, les taxes frappées sur 46 tribus ou fractions ont atteint 2,200,000 fr. soit le huitième du produit total de l'impôt arabe dans toute l'Algérie ; il y a eu en outre des terres séquestrées, et dont la location a produit des sommes notables, et enfin des amendes collectives imposées aux douars ; le Domaine enfin a gardé 10,935 hectares, destinés à la colonisation.

Une pareille pénalité a pour effet de décourager parfois les tribus, écrasées sous un fardeau trop lourd ; obligées de payer la taxe, de payer la location de leurs terres séquestrées, elles restent de longues annees sans se libérer ; la liquidation des pénalités pécuniaires pour les incendies de 1886 dure encore et n'est pas près de se terminer. Mieux vaudrait, quand une amende sérieuse, mais payable en peu d'années, ne paraît pas suffisante, frapper de transplantation quelques douars plus coupables : l'effet moral d'une pareille mesure serait profond ; et les exilés, établis sur

de nouvelles terres, fussent-elles ingrates, ne seraient pas accablés d'éternelles amendes et pourraient se relever.

Quoi qu'il en soit, une arme qui peut avoir des effets aussi pénibles ne devrait être maniée qu'avec précaution. Mais ce n'est pas ainsi que l'entendent certains concessionnaires de forêts ; bien qu'en les leur concédant pour un prix dérisoire, l'État ait stipulé que les risques d'incendie resteraient à leur charge, et que les amendes, pour ne pas perdre leur caractère de pénalité, ne leur reviendraient pas, il leur est attribué une indemnité qui devrait, d'après une règle proposée par le gouvernement général, s'élever à 40 0/0 de leurs pertes. En réalité, elle monte fort au delà. La forêt de l'Oued-Oudina, contenant 2,400 hectares de chênes-liège, et achetée 22,000 fr. en 1869 par le sous-préfet de l'arrondissement, a été incendiée en 1881 ; dans l'intervalle elle avait été démasclée, ce qui en avait doublé, on pourrait dire pour être large, triplé la valeur. Elle a été portée sur l'état des indemnités pour 121,000 fr. Une autre forêt, de 11,089 hectares, avait été concédée en 1862, avec cette condition que 1,460 hectares seulement seraient payés ; les 9,620 hectares restant étaient donnés à titre gratuit par l'État, en considération, disait le rapport de l'inspecteur des forêts, de ce que cette portion, ayant été incendiée, ne rapporterait jamais plus rien. Elle a été incendiée en 1887, et les propriétaires réclament 2 millions d'indemnité, dont 500,000 fr. pour la partie jadis cédée gratuitement et qui ne devait rien rapporter. Il est vrai que les douars responsables sont hors d'état de payer, même en se dépouillant ; on a essayé de leur faire emprunter la somme nécessaire au Crédit foncier ; ils n'ont pas paru solvables. C'est d'ailleurs un bruit accrédité en Algérie, que les incendies sont une cause de profit pour les concessionnaires de forêts, parce qu'on leur paye au moins leurs perte, et parfois même plus qu'ils ne réclament. On a prétendu en citer des exemples, et tel notaire, dans l'annonce d'une vente de forêt, en tire un argument pour encourager les amateurs à venir acheter des propriétés si sûres et si faciles à exploiter (*).

On conçoit qu'un incendie cesse d'être regardé comme un fléau que les colons doivent s'efforcer de conjurer ; on en trouve un exemple curieux dans l'exposé du gouverneur général en 1886 : « Quant aux propositions qui s'appliquent aux collectivités de la commune mixte d'Aïn-Fezza, il ressort des enquêtes, d'une part, que les incendies survenus dans cette commune ont été causés par des incinérations de chaumes, pratiquées plutôt par les Européens que par les indigènes et, d'autre part, que les colons ont refusé d'aider à l'extinction des incendies, tandis que les indigènes ont, au contraire, fait preuve de bonne volonté.

En matière d'incendies de forêts, l'essentiel, aux yeux de quelques-uns, n'est pas d'éteindre le feu, c'est de prouver que la responsabilité collective doit être mise en jeu. Dans cette voie, on peut aller loin : à la Calle, il y peu d'années, un incendie détruisait les forêts d'un concessionnaire français ; le feu était venu de Tunisie ; l'incendié n'en réclama pas moins, et avec insistance, l'application de la responsabilité collective aux indigènes

(*) Ainsi l'annonce de la vente aux enchères de la forêt des Beni-Amran, le 1er février 1887. Elle est célèbre en Algérie, mais il est malaisé de s'en procurer un exemplaire. La Commission en a eu un sous les yeux.

des douars algériens les plus voisins. Il est difficile de penser, en présence de tels faits, fussent-ils exceptionnels, que la responsabilité collective puisse remplacer une surveillance sérieuse des forêts par un personnel assez nombreux, recruté avec soin, logé en bonne situation et surtout recevant l'impulsion d'un chef qui connaisse les nécessités locales et sache concilier, dans les cas graves, la sauvegarde des forêts avec les besoins d'une population pastorale.

Toute cette organisation ne sera pas sans demander de fortes sommes d'argent. Le reboisement en exige davantage; la Ligue du reboisement estime à 230 millions l'achat des terrains à reboiser et les frais de plantation et d'entretien; un programme plus modeste, dressé par le gouvernement général et ne portant que les travaux urgents, s'élève à dix-sept millions. C'est une entreprise qui n'a même pas été commencée; elle ne pouvait l'être, faute de crédits.

Pourtant, quand bien même ces dépenses, en y joignant celles des chemins d'exploitation, des fossés de protection et du démasclage des chênes-liège ne devraient avoir pour résultat que de rendre à l'Algérie les forêts dont son climat a besoin, elles seraient déjà nécessaires. Mais il faut ajouter que ces dépenses finiraient par être fructueuses : il y a une façon infaillible, en sylviculture comme en agriculture, de gaspiller son argent : c'est d'en dépenser trop peu. Les forêts de l'État, en France, qui n'ont qu'un million d'hectares à peine, coûtent treize millions par an, ce qui passe pour être un peu cher; mais elles sont bien moins chères que celles de l'Algérie, puisqu'elles rapportent environ 25 millions. Les deux millions et demi d'hectares de forêts algériennes coûtent moins de deux millions (1,955,000 fr.), mais elles ont rapporté, année moyenne, depuis dix ans, un peu moins de 500,000 francs brut (477,000 fr.).

Il ne faut pas espérer qu'elles donnent, sur la majeure partie de leur étendue, des produits sérieux avant longtemps Mais du moins les 270,000 hectares de chênes-liège qui restent à l'Etat pourraient lui rapporter avant longtemps des revenus notables. On évalue à huit ou dix millions le total auquel pourrait monter progressivement le revenu annuel de ce domaine, après une douzaine d'années de mise en valeur, et moyennant une dépense annuelle supplémentaire d'environ un million et demi. Evidemment un pareil chiffre est aléatoire; mais on peut prendre pour base ce fait que les 170,000 hectares concédés à des particuliers ont donné :

En 1868.....	1.471.000	francs.
En 1877.....	3.310.000	—
Et en 1887.....	5.198.000	—

de liège exporté brut, et que leur production va s'améliorant encore. Il faut seulement que l'État ne renouvelle pas les fautes qu'il a déjà commises dans l'exploitation de ses forêts de chênes-liège. Il y a une trentaine d'années, il en possédait 440,000 hectares. Obéissant à cette théorie, souvent juste d'ailleurs, qu'il est médiocre exploitant, il les concéda moyennant redevance. Les concessionnaires se montrèrent habiles; ils exploitèrent alternativement leurs forêts quand elles prospéraient, et les incendies quand il y avait lieu : ils ne cessaient, en effet, de réclamer des indemnités. Pour mettre fin à leurs plaintes, après les incendies de 1865, on imagina de leur vendre les forêts qui leur étaient affermées. Une

commission spéciale fut chargée d'en fixer le prix : elle les évalua à 400 francs l'hectare (*). Les concessionnaires offraient 270 francs Un décret du 7 août 1867 leur accorda plus qu'ils ne demandaient, en leur laissant les forêts à des prix qui variaient entre 225 et 325 francs, et dont la moyenne était de 257 francs; le même décret leur abandonnait, en outre, gratuitement, à titre d'indemnité pour les incendies éventuels, d'abord la propriété des parties déjà incendiées, puis un tiers de la superficie restante. Enfin, il leur était accordé de longs délais : le paiement devait avoir lieu en vingt annuités.

Ces libéralités encouragèrent les concessionnaires à en réclamer d'autres. Ils commencèrent une nouvelle campagne, pour demander : 1° une baisse de prix qui devait tomber à 200 francs ; 2° un allongement de délais, les vingt annuités devant monter à quatre-vingt-dix ; 3° enfin, la garantie de l'Etat en cas d'incendie. Ils reniaient leurs offres premières, et les remplaçaient par des offres qui valaient à peu près cinq fois moins (**); enfin, tout en recevant une compensation pour la valeur des risques d'incendie, ils essayaient de mettre ces risques à la charge de l'État.

Ils ne réussirent pas sur ce dernier point. Mais ils surent tirer bon parti du seul refus qu'on leur eût opposé; finalement, l'Etat consentit, pour compenser une seconde ou troisième fois les risques en question, à abaisser le prix à 60 francs l'hectare et à admettre que le paiement, ajourné durant dix ans, se fît ensuite à l'aide de dix annuités de deux francs et de dix autres annuités de quatre francs.

Un calcul simple établit que la valeur actuelle de 60 francs, payables dans ces conditions, était de 25 fr. 12. Si l'on tient compte du tiers donné gratis, le prix tombe à 16 fr 75. C'est seize fois moins que la valeur admise d'abord par les concessionnaires eux-mêmes.

L'opération était belle pour eux. Moyennant les deux millions au plus, valeur actuelle, qu'il leur en coûtait, ils entraient en possession d'un domaine qui produit plus de cinq millions de liège par an. De temps en temps, on voit reparaître, même dans les assemblees délibérantes de l'Algérie, l'idée que l'État ferait bien de vendre encore une partie de ses chênes-liège. On comprend l'intérêt d'une pareille combinaison pour certaines personnes. Il est douteux que les représentants de l'État soient tentés d'y revenir.

A défaut de la vente, certains se contenteraient d'adjuger à des particuliers la récolte de liège ou même seulement le démasclage. Il y a, là encore, en effet, quelques spéculations assez fructueuses à tenter : la vente de la récolte, dont on a déjà essayé, a abouti à ce résultat que les amateurs, avant l'adjudication, étaient d'accord pour la déprécier, et cela avec d'autant plus de raison, qu'il est bien difficile d'en juger la valeur d'avance. Une fois adjudicataires, ils exploitaient à blanc la forêt, arrachant jusqu'aux lièges jeunes et sans épaisseur; pour les surveiller, il aurait fallu dépenser

(*) On calculait que l'hectare contient en moyenne 160 arbres, dont chacun à son tour donne tous les dix ans un produit brut de 2 fr 25, soit 40 francs, par an, que l'on capitalisait, vu les frais, à 10 0/0.

(**) Valeur actuelle de 90 annuites de 3 francs chacune, l'argent étant supposé valoir 5 0/0, taux ordinaire de 1867 : 59 fr. 30.

en gardiens autant qu'ils dépensaient eux-mêmes en ouvriers, et plus qu'ils ne paient à l'État. Quant au démasclage à l'entreprise, on en a essayé aussi; il revenait à 9, 12 et même 15 centimes par pied : l'Etat s'en tire à quatre ou cinq centimes.

Plus récemment enfin, on a essayé de nouveau de l'affermage ; on a réussi à amodier environ 50,000 hectares pour quatorze ans ; l'État doit en tirer 916,000 francs, payables par quart dans les quatre dernières années du fermage. Il est vrai que, quand ces quatre années arrivent, les concessionnaires découvrent assez généralement qu'ils ont souffert d'incendies ou d'autres fléaux, et demandent un allongement de leur concession. On avouera d'ailleurs qu'un rendement de 1 franc par an et par hestare n'est pas un résultat merveilleux, et que c'est payer un peu cher la satisfaction de ne pas laisser exploiter par l'État. Nos forêts de chênes-liège de France, bien que médiocres et très mêlées d'essences de moindre valeur, rapportent cependant à l'Etat plus de 14 francs à l'hectare (pour 175,372 hectares, 2,585,727 francs en 1887).

La seule voie qui reste ouverte est donc celle de l'exploitation directe, réduite, bien entendu, aux opérations nécessaires pour mettre le liège brut détaché à la disposition du preneur sur le lieu même de la production. Et c'est dans cette voie d'ailleurs que l'administration s'est engagée finalement ; avec l'aide des crédits dont elle dispose, elle a pu déjà démascler un certain nombre de pieds, qui rendront, dix ans après le démasclage, environ pour 1 franc de liège chacun, au cours actuel de la denrée :

Arbres démasclés en	1883	64.723
—	1884	618.474
—	1885	969.754
—	1886	1.110.227
—	1887	1.157.567
—	1888	3.215.356
—	1889	2.656.093

Il y a à l'heure actuelle, en y comprenant les travaux de 1890 et 1891, environ 14 millions de chênes-liège démasclés, correspondant à 120,000 hectares Il en reste à démascler à peu près autant. Mais, pour assurer une mise en valeur méthodique, fondée sur la révolution décennale du liège, il faudrait achever le travail en cinq ou six ans. La richesse des chênes-liège ne profitera à l'État que s'il fait les sacrifices nécessaires. Elle nous serait bien nécessaire pourtant, pour procéder à l'œuvre de la reconstitution et de l'exploitation du reste des forêts.

La sécurité

La sécurité en Algérie semble, au premier coup d'œil, satisfaisante, et les insurrections y deviennent rares ; le voyageur européen peut circuler partout avec autant de tranquillité que dans nos campagnes. Et cependant il n'est pas douteux que, depuis quelques années, les colons se sentent moins protégés dans leurs personnes et dans leurs propriétés. Leur mécontentement et leur anxiété se sont fait jour dans des publications qui ne sont pas sans autorité : ainsi une brochure publiée par le comice agricole

de Guelma en 1890, et où sont relatés plusieurs centaines de délits et attentats, depuis le simple maraudage jusqu'à l'assassinat, commis dans le voisinage, de 1880 à 1889, et restés pour la plupart entièrement impunis. Les statistiques judiciaires elles-mêmes révèlent en partie le mal. Bien qu'elles ne soient nulle part groupées avec méthode, on peut tirer de divers tableaux épars les chiffres suivants :

ATTENTATS CONTRE LES PERSONNES OU LES PROPRIÉTÉS CLASSÉS D'APRÈS LA NATIONALITÉ DE L'AUTEUR

	FRANÇAIS	ÉTRANGERS	INDIGÈNES	INCONNUS	TOTAL
1884-85	1.976	1.827	10.937	2.574	14.211
1885-86	2.015	2.417	14.715	»	19.157
1886-87	2.039	2.580	14.063	323	19.005
1887-88	1.989	2.642	13.248	379	18.258
1888-89	2.118	2.957	15.088	585	20.748
1889-90	2.113	2.609	12.343	299	17.364

Il est difficile de ne pas remarquer, dans la colonne des totaux, une certaine tendance à l'augmentation, surtout si l'on prend pour point de comparaison l'année 1884-1885 ; et, ce qui est plus frappant encore, c'est que l'augmentation est attribuable, pour les quatre cinquièmes, aux indigènes seuls, les étrangers fournissant à peu près le reste, et les Français ne présentant qu'un très faible accroissement de criminalité. Mais un fait plus fâcheux encore se révèle, si l'on considère à part les attentats commis par les indigènes contre les propriétés ou les personnes des Européens.

	ATTENTATS COMMIS PAR LES INDIGÈNES		TOTAL
	contre les personnes des Européens	contre leurs propriétés	
1884-85	1.041	2.934	3.975
1885-86	902	1.721	2.623
1886-87	1.585	2.376	3.961
1887-88	2.123	2.875	4.998
1888-89	2.613	3.019	5.632
1889-90	2.080	3.934	6.014

Ici l'augmentation, qui dans le tableau précédent était masquée par une diminution des attentats dont les indigènes sont victimes, apparaît dans toute son ampleur : dans les six dernières années, le respect des indigènes pour la vie et les biens des Européens a diminué de moitié.

Cette statistique elle-même ne dit probablement pas toute la vérité. Ce dont se plaignent le plus les membres du comice de Guelma et beaucoup d'autres Algériens, c'est que bien des attentats ne soient l'objet d'aucune poursuite. Ils citent à l'appui de leur dire des exemples ; ils citent surtout ce fait, que la *bechara* a pris dans ces derniers temps un développement sans exemple : quand un colon a été volé, il se trouve toujours quelque indigène qui vient lui offrir confidentiellement de lui faire restituer son bien, moyennant un prix à débattre ; ce prix est ce qu'on appelle la *bechara*. Les agences de Londres, qui rendent à prix débattu les titres de bourse volés, n'ont, on le voit, rien inventé. Naguère, le colon repoussait l'offre de *bechara*, et se fiait à la justice et à lui-même pour retrouver le voleur et son butin. Mais il paraîtrait que la justice, par des raisons d'économie, évite souvent de poursuivre d'office les simples vols, et invite les victimes à se porter partie civile. Comme le voleur est généralement sans ressources, le volé est à peu près sûr d'avoir à payer les frais ; il préfère s'abstenir. Un autre recours, sur lequel il semblait pouvoir compter, lui échappe également : c'est de traduire en justice, comme complice, celui qui offre la *bechara*. En effet, la Cour d'Alger hésite à considérer comme illicite l'offre de *bechara*. Les victimes se le tiennent pour dit, et, se conformant respectueusement à l'avis de la Cour, traitent à l'amiable avec leurs voleurs. L'administration des contributions directes aura à voir si, dans ces conditions, elle ne devrait pas classer les courtiers en *bechara* parmi les patentables. Cette façon de diminuer le nombre des poursuites judiciaires n'est peut-être pas la plus recommandable. Les frais de justice ont été réduits de moitié en Algérie dans ces dernières années : c'est un résultat excellent, dans la mesure où il est dû à la répression d'un certain nombre d'abus, et notamment des frais excessifs comptés par les huissiers ; mais il vaudrait mieux renoncer à une partie de cette économie que de négliger la poursuite de certains délits.

Quoi qu'il en soit, et même en s'en tenant aux attentats poursuivis, la sécurité en Algérie devient insuffisante. Si l'on considère l'imperfection des moyens de répression, on n'en sera pas étonné. En France, il y a 20,000 gendarmes ; en Algérie, à ne tenir compte que du chiffre de la population, il devrait y en avoir plus de 2.000 ; encore serait-il prudent d'accroître ce nombre à cause de l'étendue du territoire à protéger. Or il y en a en tout 1.100. Quand le régime civil a été substitué, dans tout le Tell et sur une grande partie des Hauts-Plateaux, au régime militaire, il aurait fallu renforcer la gendarmerie. C'est le contraire qu'on a fait : elle avait auparavant pour auxiliaires 600 spahis et 100 tirailleurs mis à la disposition des bureaux arabes ; on a bien remplacé ces 700 hommes par des auxiliaires indigènes, seulement on n'en a créé que 125. L'affaiblissement est trop manifeste.

D'ailleurs les gendarmes, fussent-ils assez nombreux, ne pourraient tout faire ; quand il s'agit de recueillir des renseignements parmi les indigènes sur les auteurs d'un crime, de découvrir la retraite d'un bandit également redouté des Arabes et des colons, de surveiller le commerce clandestin des armes et les voyages des Khouan, émissaires des confréries religieuses chargés d'attiser contre nous le fanatisme, il faut des agents spéciaux et quelques sommes d'argent. Ce sont là des besoins urgents depuis longtemps

reconnus de toutes les personnes compétentes ; les fonds manquent pour y donner satisfaction.

La responsabilité collective des douars et la responsabilité des chefs seraient des moyens, il est vrai, plus économiques, et l'on peut en tirer parti à la condition, comme l'exposait en 1883 le gouverneur général, que le crime résulte d'un concert insurrectionnel, trahissant manifestement la complicité de la tribu tout entière, et que l'œuvre de justice se heurte à un parti pris évident de dérouter les recherches et de cacher aux autorités la présence de malfaiteurs dans la tribu. Il pourrait être utile alors de procéder à l'arrestation d'un chef et de quelques notables, comme régulièrement prévenus de complicité, peut-être même d'édicter des amendes collectives. Mais ce sont là des cas de plus en plus rares, et même dans ces cas l'efficacité de ces mesures de rigueur pour aider à l'œuvre de la justice ne doit pas être exagérée ; elles n'aident guère à la découverte des coupables. Mais ce qui est vrai, c'est qu'elles font sur les populations une impression salutaire : après les incendies de 1881, toutes les amendes collectives, compliquées de séquestre, n'ont pas amené la livraison d'un seul incendiaire ; seulement, dans les années suivantes, les incendies sont devenus presque insignifiants.

Quant à faire de ces moyens extraordinaires un système régulier de protection de la sécurité, rien ne serait plus faux ni plus dangereux. Si l'on frappe la tribu, les coups tomberont presque tous sur les innocents ; le plus souvent le coupable est un mauvais sujet, redoute des siens, parmi lesquels il exerce ses méfaits aussi bien que chez nous, et qui ne sont pas dans la confidence de ses entreprises ; fréquemment, il n'appartient pas au douar sur le territoire duquel il est venu commettre son attentat. Si l'on veut se borner à frapper le chef, il pourra arriver de deux choses l'une : ou bien le chef sera un homme sans scrupules qui livrera à tout hasard un innocent, choisi parmi ses adversaires, plutôt que de se laisser punir pour un crime qui n'est pas le sien ; ou bien ce seront ses ennemis qui, pour le faire tomber en disgrâce, organiseront des attentats entourés de tout le mystère nécessaire. Les exemples de faits dans ces deux genres ne sont pas rares. Enfin, comme le faisait observer le procureur général près la Cour d'Alger en 1883, si l'on fait de la responsabilité des indigènes une manière d'assurance au profit des colons contre les vols, la justice perdra ses auxiliaires les plus sûrs ; le volé se gardera bien de l'aider à découvrir le voleur, puisque cette découverte, en supprimant la responsabilité collective du douar, l'exposerait à ne pas rentrer aussi sûrement dans ses pertes. On pourrait même imaginer une industrie spéciale, qui consisterait à simuler des vols et à les faire payer par le douar voisin : ce serait l'escroquerie à la responsabilité collective.

En réalité, la responsabilité collective et la responsabilité des chefs ne sont pas des instruments de justice ; c'est plutôt une abdication de la justice, renonçant à son œuvre véritable qui est de trouver et de frapper la personne même du malfaiteur. Il serait plus digne de nous de mieux armer la justice pour ses investigations, par un service suffisant de renseignements, de police mobile et de gendarmerie ; de stimuler son action en lui déconseillant toute économie qui serait faite aux dépens de l'activité des poursuites ; enfin de multiplier ses représentants les plus utiles, les

juges de paix à compétence étendue, mesure nécessaire à d'autres égards encore, comme nous aurons occasion de le voir.

Le malfaiteur une fois saisi et condamné, on devrait espérer que la répression va être sérieuse : c'est ce que ne permet guère notre système pénitentiaire. Nous prenons des misérables, accoutumés à aller en haillons même dans le cœur de l'hiver, à coucher sur la dure et sous la pluie, à se contenter d'une alimentation irrégulière et insuffisante, — c'est le sort, non seulement des déclassés, mais de tous les indigènes pauvres, et celui des plus aisés n'en diffère pas beaucoup, — et nous les installons dans des pénitenciers où ils sont habillés confortablement, abrités du chaud et du froid, munis de couvertures pour la nuit, nourris d'une nourriture grossière, mais suffisante même pour des Européens, et qu'ils peuvent, avec quelques sous de leurs gratifications, rendre presque agréable. On les fait travailler, il est vrai, mais comme il est entendu que le travail des détenus est médiocre, on en met quatre fois plus qu'il n'en faudrait sur un ouvrage déterminé.

A Berrouaghia, on a installé, il y a plusieurs années, des détenus sur un domaine de 250 hectares; ils l'ont défriché et planté de vignes, travail pénible, mais pour lequel ils étaient près d'un millier, ce qui en allégeait singulièrement le poids.

Aujourd'hui le domaine est en valeur ; il n'y a plus qu'à l'entretenir et à récolter; c'est de quoi occuper à peine cent cinquante travailleurs libres. Il avait été dit au début que, ce moment arrivé, les détenus seraient transportés ailleurs, pour recommencer les défrichements, et qu'on livrerait à la colonisation libre, par la voie de la vente, le domaine une fois constitué. Mais il paraît que les détenus préfèrent jouir du fruit de leurs labeurs ; ils sont maintenant au nombre de onze cents. Ils vivent, ainsi que les six ou sept cents autres détenus de l'Algérie, à l'abri d'un budget qui leur octroie plus de 2 millions de crédits par an, et auquel ils rendent en retour, par un travail modéré, une recette de 400.000 fr. environ.

Ceux que l'on transportait à Cayenne, naguère, étaient plus sévèrement punis d'abord; l'indigène souffre, loin de son pays natal; mais il apprenait assez vite de ses compagnons une nouvelle consolante: c'est qu'on pouvait s'échapper à peu près à date fixe; de 1872 à 1891, 922 indigènes se sont évadés de Cayenne; depuis, 99 d'entre eux ont été arrêtés en Algérie. Un bien plus grand nombre y tiennent la campagne. Il paraît que l'argent manque pour transporter à la Nouvelle-Calédonie, d'où l'on ne s'évade guère, les indigènes restant à Cayenne.

Un nouveau régime de répression est nécessaire en Algérie, contre les indigènes surtout; ici, le Trésor n'aurait rien à débourser ; au contraire, on pourrait se rapprocher de la vraie regle, qui devrait être que le détenu rapportera à la société ce qu'il lui coûte, et qu'il cessera d'être pensionné aux dépens des honnêtes gens, souvent exposés à plus de privations et de fatigues que lui. En 1890, le Conseil supérieur a émis le vœu « que le gouvernement réglemente les établissements pénitentiaires de l'Algérie, de manière à faire utilement profiter la colonie du travail des détenus ». Ce vœu est, semble-t-il, aisé à satisfaire : il ne manque pas de travaux d'assainissement, de défrichement, de routes à faire en Algérie ; avant d'y user les forces et la santé des travailleurs libres, qu'on y emploie les criminels.

Enfin, il faut bien le reconnaître, la solution du problème de la sécurité est à chercher plus profondément encore dans une organisation active et sévère de la répression : une bonne administration des indigènes, la fin de certaines vexations, auraient plus d'efficacité pour arrêter l'augmentation du nombre des misérables sans terre et sans asile dont se recrute « l'armée roulante ». Nous y reviendrons plus loin.

L'instruction publique des colons : enseignement des langues indigènes

L'instruction en Algérie est deux fois plus utile aux colons qu'ailleurs : elle doit d'abord rendre au citoyen, au travailleur les mêmes services que chez nous : elle doit ensuite préparer la fusion entre Français et étrangers, et les rendre tous aptes à entrer en communication directe avec l'indigène, qu'ils doivent tâcher de civiliser.

Les écoles primaires en Algérie sont très fréquentées : en 1888, les élèves non indigènes des écoles primaires publiques représentaient un septième de la population européenne, tandis qu'en France, le rapport des élèves dans les mêmes écoles à la population totale n'était que comme un est à neuf.

Les Français, considérés à part, fournissent une moyenne plus honorable encore : les trois cinquièmes des élèves des écoles sortent de leurs familles, et les deux cinquièmes seulement de celles des étrangers. Mais c'est déjà un résultat bien remarquable que la colonie étrangère fournisse une population scolaire d'environ 23,000 elèves, soit plus de 10 0/0 de son effectif total. Elle se classe ainsi à un très bon rang parmi les pays de l'Europe, à un rang très supérieur à celui où restent l'Espagne et même l'Italie. On voit par là qu'elle subit l'influence de notre exemple. Dans les classes, d'ailleurs, où les deux populations d'élèves sont juxtaposées, l'accord et la fusion s'opèrent rapidement, partout où les Français sont en majorité ; dans le département d'Oran, les résultats sont moins bons dans quelques écoles.

D'autre part, jusqu'à ces trois dernières années, la métropole avait élevé constamment ses sacrifices à la hauteur des besoins reconnus ; tandis que, de 1882 à 1886, la population scolaire non musulmane montait de 42,400 élèves à 52,700, le nombre des maîtres s'elevait de 1,050 à 1,320, chaque maître correspondant ainsi, à la fin de la période comme au début, à 40 ou 41 élèves. Mais, depuis trois ans, l'Algérie a subi la règle imposée à la France, que nul emploi nouveau ne serait créé, à moins d'être racheté par la suppression d'un autre emploi. Cette règle a été pénible à observer en France, où la population ne s'est pas accrue de 3 0/00 par an dans cet intervalle ; en Algérie, où la population européenne a crû de 30 0/00 par an, elle n'a pu être maintenue qu'en négligeant certains besoins. Tandis que la population scolaire non musulmane passait, entre 1886 et 1890, de 52,700 élèves à 70,000, le nombre des maîtres montait seulement de 1,320 à 1,456 Quantité de communes, nouvelles ou nouvellement développées, lasses de réclamer des instituteurs, ont fini par demander la permission de les prendre à leur charge, ce qui leur a été accordé ; plusieurs centres de colonisation ont demandé que les fonds fussent pris sur le crédit affecté à subventionner leurs chemins d'accès, leurs adductions d'eau, leurs planta-

tions. Une centaine de mille francs ont été trouvés par ces divers moyens, et ce fait atteste suffisamment que les dépenses d'instruction primaire en Algérie, même à ne considérer que les colons, ne peuvent demeurer stationnaires.

Une des choses qui surprennent le visiteur dans les écoles françaises de la colonie, c'est que nulle part les enfants européens, destinés à vivre au milieu des indigènes, et, s'il se peut, à prendre ascendant sur eux, n'apprennent l'arabe ni le kabyle. S'il est un fait certain pourtant, c'est d'abord que l'indigène éprouve une considération particulière pour celui qui parle sa langue ; c'est ensuite que tout Européen qui peut converser avec les indigènes dans leur langue contracte pour eux des sentiments plus sympathiques. Il est étrange d'ailleurs qu'au moment où nous faisons certains efforts pour répandre notre langue parmi les indigènes, entreprise qui exigera la persévérance de plusieurs générations, nous leur laissions le privilège de parler à la fois leur langue et la nôtre.

C'est surtout dans les écoles de filles que l'enseignement du kabyle et de l'arabe seraient utiles : le Français n'est pas admis dans la famille indigène, mais la Française y pénètre aisément. Si elle pouvait entrer en communication intellectuelle avec la femme kabyle ou arabe, elle ferait plus pour le rapprochement des races, pour l'introduction de nos usages et même de nos idées, que ne pourront jamais faire les hommes.

Dans les lycees et collèges, les langues indigènes sont à peu près aussi complètement inconnues que dans les écoles primaires ; aussi l'ignorance où reste à cet égard l'immense majorité des fils de colons se retrouve-t-elle chez les fonctionnaires : parmi ces derniers, nous le verrons, ceux qui savent le kabyle ou l'arabe ne sont que des exceptions en nombre négligeable, et l'on pourrait poser en axiome qu'un des caractères du fonctionnaire français chargé d'administrer des indigènes de l'Algérie, c'est de ne pas pouvoir communiquer avec eux.

Pour ne parler ici que des établissements d'instruction, il importerait de prendre des mesures afin d'y introduire l'enseignement des langues indigènes. Peut-être à l'école primaire faudrait-il quelque peu rogner sur les autres matières du programme : on pourrait s'en consoler en pensant qu'après tout il n'est peut-être pas si absurde de donner à un jeune Algérien une instruction differente, en quelques parties secondaires, de celle qui convient à des Français de France. Les frais de cet enseignement pourraient d'ailleurs être fort réduits, si l'on enseignait d'abord l'une des langues indigènes aux élèves des écoles normales de l'Algérie, et si, en attendant qu'ils soient devenus assez nombreux, on employait de préférence dans les écoles françaises les instituteurs sachant bien le kabyle ou l'arabe. On croit bien faire en les envoyant dans les écoles indigènes : s'ils ont le goût et l'aptitude nécessaires, rien de mieux ; mais s'ils n'ont d'autres raisons d'être désignés pour ces postes que leur connaissance de la langue, on se trompe : il est assez difficile de décider un jeune élève indigène à prononcer les premiers mots de français ; l'instituteur qui sait l'arabe se rebute souvent, et il est telle école où on l'a vu se laisser aller peu à peu à parler arabe : mieux vaudrait pour lui ne connaître que les élements les plus simples de la langue indigène.

Les écoles supérieures d'Alger ne sont pas devenues populaires parmi

les colons, et, dans le Conseil supérieur même, on leur reproche souvent les 100,000 fr. de subvention annuelle qu'elles coûtent à la ville d'Alger et aux départements. On conçoit qu'une colonie, où chacun est occupé de faire son établissement, soit moins sensible aux intérêts supérieurs de la pure science. Lorsque fut discutée à la Chambre, en 1879, la loi qui les instituait, le rapporteur, Paul Bert, recommandait à l'institut qui allait naître de ne pas s'efforcer à devenir un groupe nouveau de facultés, mais de songer toujours qu'il devait être un organisme algérien, destiné à pourvoir à des besoins algériens. A l'école de droit, non seulement la préparation, jusqu'à certains grades, des hommes de loi et des magistrats, mais l'enseignement à tous les candidats aux postes administratifs des coutumes indigènes et du droit musulman ; — à l'école de médecine, en outre de la préparation des médecins, celle de praticiens, indigènes ou français, se destinant à vivre parmi les indigènes et à remplacer par une médication raisonnable les remèdes et les procédés généralement ineptes des *toubib* ; à l'école des sciences, le soin d'étudier les ressources minéralogiques et la structure géologique du pays (*), les besoins et les dangers de son agriculture, les moyens de lutter contre les sauterelles, le phylloxéra, l'altise ; — à l'école des lettres, la tâche de constituer l'histoire, l'archéologie, la géographie de l'Afrique du Nord, d'approfondir les langues locales, de faire des études de colonisation comparée propres à guider les efforts du gouvernement. Le cadre dans lequel se meut actuellement l'enseignement des écoles supérieures d'Alger, surtout l'école des lettres, ne leur permet pas toujours de se souvenir de ce programme, qui pourtant à nos yeux reste toujours le vrai. En s'en rapprochant, elles multiplieront les services déjà notables qu'elles rendent à la colonie.

C'est au prix de réformes et d'efforts multiples, dirigés dans le sens que nous avons essayé d'indiquer, au prix d'une meilleure direction des crédits de colonisation, au prix d'une nouvelle impulsion donnée aux travaux publics, d'une revision attentive des conditions dans lesquelles s'établissent et s'exploitent les chemins de fer, d'une exploitation des forêts, plus attentive et plus onéreuse d'abord, mais féconde par suite en recettes pour le Trésor et en effets heureux pour l'agriculture algérienne, au prix enfin de quelques sacrifices pour la sûreté, et d'une orientation nouvelle de l'enseignement à tous ses degrés, que la colonisation, déjà prospère, pourra acquérir son plein développement. Quelques-unes de ces opérations peuvent se faire sans dépenses ; quelques-unes peuvent même procurer des économies ; dans l'ensemble et pour commencer, elles réclameraient des crédits que le budget de l'Algérie ne possède pas.

III

DES SERVICES PUBLICS QUI CONCERNENT EN PARTICULIER LES INDIGÈNES

La tâche que la France paraît avoir assumée à l'égard des indigènes de l'Algérie est sans précédent dans l'histoire des colonies. Jusqu'ici le peuple

(*) MM. Pouyanne et Pomel ont accompli, de manière à obtenir l'approbation des hommes compétents, cette partie de la tâche.

colonisateur s'était conduit, à l'égard du premier occupant, de l'une des trois façons suivantes : il l'avait exterminé, comme aux Etats-Unis et dans l'Australie ; ou bien il l'avait asservi et exploité, comme aux Indes anglaises et hollandaises ; ou bien enfin il se l'était assimilé par le mariage et par la religion, comme dans les pays hispano-américains, où l'Espagne a la gloire, peut-être unique, d'avoir doté l'humanité d'une race nouvelle. L'indigène est trop brave, nous sommes trop humains, pour que l'extermination soit un procédé applicable en Algérie. Toutes les fois qu'on essaiera de mettre en honneur les idées de « refoulement » ou de « cantonnement », comme vers 1860, on ne fera que provoquer des réactions allant jusqu'au sentimentalisme, comme celle dont témoignent le sénatus-consulte de 1863 et le régime dit du « royaume arabe ». L'indigène a trop de fierté, le Kabyle en particulier, trop d'horreur du travail servile, et l'Arabe trop peu de goût du travail en général, pour qu'il soit possible de les mettre en exploitation réglée : les cas d'exploitation d'indigènes par l'usure ou par l'abus des frais de justice, que nous aurons à citer, nous semblent abominables et restent exceptionnels. Quant à l'assimilation, il n'y en a d'exemple jusqu'ici que par l'union des deux races dans le mariage et l'unification des religions : or la religion musulmane se défend sans aucun désavantage contre les tentatives de prosélytisme de la religion chrétienne ; à part les orphelins recueillis, baptisés et élevés par les soins de l'archevêque Lavigerie, lors de la famine de 1866, on ne trouverait assurément pas cent exemples de conversions de musulmans en Algérie. Quant aux unions illégitimes, elles sont extrêmement rares (*), et les unions illégitimes ne valent pas qu'on en fasse mention.

C'est qu'une race barbare, déjà pourvue d'une demi-civilisation, d'un état social à peu près régulier, de mœurs consacrées par une tradition solide, d'une religion profondément enracinée, ne peut plus être soumise aux mêmes procédés de conquête qu'une race voisine de l'état sauvage. Il faut recourir à d'autres moyens pour gagner sur elle.

La France a eu constamment la volonté d'exercer au profit du peuple conquis autant qu'à son propre profit la tutelle dont, au nom de son droit de légitime défense, au nom de la sécurité universelle mise en péril par la piraterie barbaresque, elle a dû prendre la charge. La façon même dont s'est exercée, dans l'ensemble, l'influence des colons atteste cette volonté. Ils ont apporté parmi les indigènes l'exemple de notre agriculture, de notre industrie, de notre bien-être, le spectacle de nos grandes inventions ; ils ont donné par le commerce une plus-value à leur blé, à leurs bestiaux, à leurs terres ; ils leur offrent de l'occupation et des salaires jadis inconnus, en un mot, ils les attachent par des intérêts et des besoins nouveaux, au régime créé par notre établissement, et ils travaillent au rapprochement

(*) Mariages entre Européens et indigènes :

6 en 1882
7 en 1883
5 en 1884
0 en 1885
4 en 1886
1 en 1887

} soit 23 en six années.

des races. Mais le succès de ces efforts dépend dans une large mesure de la direction qui leur sera imprimée par l'administration et par les lois. Il ne suffit pas qu'une race supérieure, et même animée de bonnes intentions, se trouve placée au contact d'une race inférieure, pour que celle-ci profite infailliblement. Si on la laisse entièrement sous l'action de ses institutions et de ses idées primitives, elle demeurera réfractaire à la civilisation, ou elle n'en copiera que les dehors et les vices. Si on lui impose des institutions trop nouvelles, inintelligibles et impraticables pour elle, elle y résistera ou elle dépérira Le seul moyen de gagner sur elle, c'est de prendre pour base ses mœurs mêmes, son état social, intellectuel et religieux, et de développer par degrés toute cette organisation, en y introduisant peu à peu l'esprit d'une civilisation plus haute. A l'égard des peuples sauvages ou déprimés, on peut procéder par extermination, par asservissement ou par assimilation : à l'égard d'une race demi-civilisée, on ne peut plus procéder que par éducation.

Il suffit de lire le budget de l'Algérie, pour voir que nous consacrons à l'amélioration du sort des indigènes des efforts et des sommes considérables. Mais ces efforts ont-ils été dirigés avec méthode et dans un sens bien arrêté une fois pour toutes?

Administration des indigènes : communes mixtes, communes de plein exercice

Après la soumission achevée, nous avons trouvé l'indigène soumis à l'arbitraire des bureaux arabes ; n'ayant pas même un nom, un âge certain, une identité établie, faute d'état civil ; ne possédant le plus souvent, en guise de propriété, qu'une part de jouissance sur des terres collectives ou indivises ; n'ayant de recours dans ses litiges qu'à la justice ordinairement vénale des cadis, jugeant d'après les commentateurs, souvent contradictoires et obscurs, du Coran Et nous avons entrepris de le doter d'un regime d'administration civile, destinée dans notre pensée à l'acheminer vers l'exercice des droits municipaux, vers le droit de suffrage, vers la naturalisation ; de donner à chaque individu un état civil ; d'en faire un propriétaire au sens français du mot ; de lui assurer les bienfaits d'une justice rendue par des magistrats intègres, jugeant, sauf en matière de statut personnel et provisoirement en matière de propriété, d'après le Code français.

Nous marchions ainsi, à pas hardis, dans la voie de l'assimilation immédiate, non pas des races, mais des institutions. Toutefois, en même temps, ayant trouvé devant nous un système d'impôts barbare et sans unité; un enseignement public réduit à la récitation machinale et abêtissante du Coran écrit dans une langue que ne comprennent pas les élèves; une religion qui peut passer pour la plus formidable machine de guerre qui ait été dressée contre la civilisation occidentale, nous ne faisions, pour modifier des institutions qui tiennent si profondément à toute la vie matérielle, intellectuelle et morale des indigènes, que des efforts nuls ou insignifiants. Nous semblions osciller ainsi, suivant le cas, entre cette idée : que l'assimilation peut être faite par les lois, décrétée et réalisée en peu d'années, et cette autre : que l'indigène est, par certaines parties les plus essentielles en somme de tout son être moral, réfractaire à notre civilisation.

Il faudrait pourtant prendre un parti; et peut-être le parti à prendre est-il intermédiaire entre les deux extrêmes : peut-être ne faut-il ni espérer de donner à l'indigène, d'un seul coup, aucune de nos institutions, ni désespérer de l'accommoder à toutes progressivement, sans blesser au vif aucun de ses sentiments actuels, et en prenant pour auxiliaire le temps. Qu'est-ce que cinq ou six générations, quand il s'agit de faire franchir à un peuple un espace au moins égal à celui qui nous sépare de la quasi-barbarie du VIII[e] ou du X[e] siècle?

L'administration des indigènes a été partagée en trois autorités : dans les communes indigènes, ils sont soumis à l'autorité militaire; dans les communes mixtes, à des administrateurs civils, assistés, pour les affaires de chaque douar, d'un adjoint indigène ou caïd, et du conseil des notables ou djemâa; dans les communes de plein exercice, au conseil municipal, où ils ont des représentants, et au maire élu. Le territoire civil se développe constamment au détriment du territoire militaire qui, en 1887, ne comptait plus que 450,000 habitants (*); de leur côté, les communes de plein exercice s'agrandissent sans cesse aux dépens des communes mixtes : elles englobent, dès à présent, plus de 610,000 indigènes. Ainsi par un progrès constant, les indigènes sont appelés à un régime de plus en plus libéral, de plus en plus semblable à celui dont jouit l'électeur municipal français.

Voilà du moins l'apparence. Entrons dans le détail des faits.

Chose remarquable, l'indigène n'aspire pas à s'élever de l'un à l'autre des degrés que nous venons d'indiquer. Il n'y pas d'exemple d'un douar qui ait demandé à être délivré de l'autorité militaire pour être placé dans une commune mixte, ni à passer d'une commune mixte à une commune de plein exercice. Il est vrai qu'on ne les a pas habitués à se voir consulter sur ces opérations. Mais cela même est un fait à noter : un peuple qu'on appelle à la liberté a un moyen de montrer qu'il en est digne : c'est de la réclamer lui-même avec énergie et persévérance.

Dans les communes mixtes, l'administrateur est censé consulter, sur les affaires propres de chaque douar, la djemâa; il doit pouvoir par là contrôler discrètement le caïd, qui est chargé de le renseigner pour la répartition de l'impôt, pour l'exécution des prestations, pour le choix des hommes de corvée, pour la découverte des fauteurs de troubles ou des malfaiteurs. Seulement, pour entrer en relations actives avec la djemâa, pour en comprendre les débats, pour démêler les intrigues du douar, il faudrait plusieurs conditions : que l'administrateur fût un homme capable et intègre, qu'il sût la langue, qu'il se fixât longtemps parmi les mêmes administrés.

De ces trois conditions, la première n'a pas toujours été remplie au moment de la création du corps des administrations civiles, alors qu'il fallut en dix-huit mois, en 1880 et 1881, trouver des administrateurs pour 926.000 indigènes, répartis sur 5.830.000 hectares de territoire et divisés en 70 communes mixtes (**). En trois ans, on eut à relever de leurs fonctions, pour incapacité et fautes graves, 24 administrateurs ou administrateurs adjoints.

(*) Voir le *Tableau des circonscriptions* administratives au 30 septembre 1887, publication officielle.

(**) Au recensement de 1886 on comptait 76 communes mixtes, avec une superficie de 10,372,000 hectares et une population de 2,201,000 habitants.

Depuis, le corps, tout en conservant ses meilleurs éléments, s'est fortifié d'un certain nombre d'hommes de valeur et le niveau général s'est considérablement élevé; il serait plus satisfaisant encore si les conditions d'admission étaient toujours rigoureusement observées, sans égard aucun pour les recommandations, notamment les conditions qui visent la connaissance du droit ou une durée de dix ans de services civils en Algérie. Un examen spécial, comportant des notions de coutumes indigènes et de droit administratif algérien, a été institué à l'école de droit d'Alger: il devrait assurer à ceux qui l'on subi avec succès un droit de préférence pour l'entrée dans la carrière et pour l'avancement; en réalité, il est à peu près compté pour rien.

Quant à la connaissance de la langue indigène, elle est absolument exigible, d'après un arrêté organique du 30 décembre 1876, fortifié par un autre arrêté du 12 juin 1882. En fait, sur 199 administrateurs et adjoints, il y en a 16 qui touchent la prime allouée aux fonctionnaires pour le brevet ou le certificat de langue arabe ou kabyle (*). Une prescription administrative les oblige à subir un examen semestriel pour attester au moins leurs progrès dans cette étude. Ils le subissent avec courage cinq et dix fois de suite; ils le subiront bien plus longtemps encore si on ne met pas un terme à leur persévérance. Veut-on sérieusement, oui ou non, que les administrateurs communiquent avec les indigènes directement et sans être à la merci d'un khodja? Qu'on leur fixe un délai, de cinq ou six ans si l'on veut. Mais que, ce délai passé, on exécute impitoyablement la condition que les administrateurs ont acceptée en entrant en fonctions. Peut-être serait-il nécessaire de faire dès à présent deux ou trois exemples parmi ceux qui font le moins preuve de bonne volonté. Sinon, il sera beaucoup plus loyal de ne pas maintenir pour la montre, mais de rapporter les arrêtés, bafoués cent fois par an, de 1876 et de 1882, et de déclarer que pour donner des ordres aux indigènes, pour les leur expliquer, pour entendre leurs plaintes, pour interroger et punir les auteurs d'une rixe ou d'un autre de ces méfaits qui sont spécifiés au code de l'indigénat, il est superflu de les comprendre et encore plus d'être compris d'eux.

S'il est un spectacle plus pénible que celui d'administrateurs réduits à communiquer avec les indigènes par l'intermédiaire indispensable d'un khodja, c'est celui d'administrateurs qui roulent de commune en commune, sans avoir le temps ni de connaître leur circonscription ni de s'y attacher, et qui, se sentant là comme en camp volant, se donnent garde de commencer aucune entreprise. On n'imagine pas ce qu'une commune peut voir ainsi passer d'administrateurs par le bordj où ils ont à peine le temps de s'installer avant de partir.

Notons enfin que bien souvent un administrateur revient plusieurs fois au cours de sa carrière dans un poste où il avait passé déjà: on se demande pourquoi, s'il y avait réussi, on ne l'y a pas laissé; et pourquoi, s'il a échoué, on l'y ramène.

Il est malaisé dans ces conditions qu'un administrateur réussisse à connaître les lieux et les gens de sa circonscription, la situation et la compo-

(*) Sur 16 sous-préfets, 4 touchent la prime. Dans toute la magistrature algérienne, il y a 4 magistrats primés: aucun parmi les juges de paix.

sition des douars, les antécédents et le caractère des caids, les rivalités de famille et les divisions des factions ou sofs Encore bien moins pourrait-il présider fructueusement une djemâa, débrouiller dans les dires de chacun la part de la vérité et celle de la passion ou de l'intrigue. Depuis 1879, ces conseils de notables ont cessé à peu près partout d'être réunis. On parle de faire élire par les indigènes des représentants dans une serie d'assemblées qui sont fort loin d'eux et de leurs intérêts locaux. Il ne serait peut-être pas d'une mauvaise méthode, avant de les consulter sur un programme de chemins de fer ou sur l'organisation politique de l'Algérie, de leur demander leur avis à propos de l'emploi de leur quatrième journée de prestation ou de la répartition des taxes sur les récoltes et sur les bestiaux. Un administrateur habile contrôlerait ainsi les dires et les agissements de ses caids. Ceux-ci ont un pouvoir étendu : ils aident à établir l'assiette de l'impôt, ils désignent les hommes de corvée pour les réquisitions ; ils dénoncent les fauteurs de troubles. Or ils sont souvent mal payés ; ils reçoivent le dixieme ou le douzième de l'impôt arabe comme traitement, ce qui fait qu'ils n'ont à peu près aucun espoir d'avancement et que, dans les communes et les années pauvres, leur remise ne paye pas l'avoine de leur cheval : elle s'est élevée parfois à 16 ou 17 francs pour une année dans certains douars (les Sidi-Ghalem, les Beni-Ournid de Remcht). Un chef si peu rétribue, au milieu de populations accoutumees depuis des siècles à voir toutes les autorités prévariquer, aurait besoin d'être tenu, par un contrôle exact, à l'abri des tentations (*) La restauration des djemâa, la stabilite des administrateurs, permettraient de couper court à des abus dont l'indigène trop souvent nous croit complices.

Les indigènes des communes mixtes sont soumis à des pénalités spéciales, pour des infractions définies par ce qu'on appelle le Code de l'indigénat, et qui en France ne constitueraient à aucun degré des délits. Ce sont, par exemple, les propos tenus en public contre la France et son gouvernement ; le refus de fournir contre payement les vivres, l'eau, le bois, les moyens de transports necessaires aux agents de l'autorite en service commandé ; le fait de quitter le douar et de voyager sans permis, de donner asile à des voyageurs sans permis, de se réunir pour un pèlerinage ou un repas public, etc. Les pénalités vont jusqu'à cinq jours de prison et quinze francs d'amende.

L'énumération seule des délits suffit pour nous rappeler que la conquête de l'Algérie date d'hier, et que nous avons affaire à une population toujours travaillée par des ferments de révolte, entretenue dans des sentiments de malveillance par les membres des anciennes familles dont nous avons détruit la puissance, et par les emissaires des congrégations religieuses, à jamais irréconciliables avec l'infidèle. Le code de l'indigénat, très attaqué dans les Chambres il y a peu d'années, et qui n'avait, en 1888, été prorogé qu'à titre précaire, pour deux ans, a reçu, par la loi du 25 juin 1890, une nouvelle et plus durable prorogation, qui est de sept ans. Les administra-

(*) On pourrait aussi, tout en conservant aux caids un intérêt dans la bonne rentrée des impôts, verser une partie de leurs remises dans un fonds commun qui permettrait de leur allouer un traitement proportionnel à leur zèle et à leurs services généraux : la moyenne ressortirait à un taux de 12 ou 1,300 francs.

teurs, avertis des répugnances de la métropole et exposés à l'exercice du droit d'appel au sous-préfet par les indigènes, qui en usent largement, ne se servent de leurs pouvoirs qu'avec discrétion : le nombre des infractions punies n'a pas cessé de décroître; jusqu'en 1883, il y avait eu, année moyenne, une punition sur 60 habitants; dans les années suivantes, on est tombé à une punition pour 70, pour 75, pour 80, pour 90, et, enfin, en 1888 et 1889, à une punition pour cent habitants. Le bon ordre d'ailleurs ne paraît pas avoir eu à souffrir de cette décroissance. La répression, semble-t-il, n'a plus besoin d'être ni lourde, ni réitérée : elle est prompte, et c'est assez pour qu'elle soit efficace. Les indigènes honnêtes et paisibles, dont le nombre va grandissant, sont loin de s'en plaindre.

Arrivons aux communes de plein exercice : là l'indigène peut réclamer son inscription sur une liste spéciale d'électeurs municipaux, sous des conditions assez faciles à remplir, puisque la proportion des inscrits est de 1 sur 9 habitants (66,800 sur 611,000). Les électeurs indigènes ont donc leurs conseillers municipaux, qui ne peuvent toutefois être en nombre supérieur au tiers du conseil. C'est de quoi exercer une influence réelle sur les affaires de la commune, et il semble que les indigènes devraient se sentir intéressés aux élections et aux délibérations municipales.

La vérité est que leur zèle est très variable, et qu'il part de motifs très originaux. Dans la même commune, à Tlemcen, on a vu le nombre des inscrits passer de 900 à 1,700, puis retomber de 1,700 à 900 en trois années successives. La raison en était dans une division des indigènes en deux fractions, les Hadris, ou descendants des anciens Maures, et les Koulouglis, descendants bâtards des Turcs; chacune des deux fractions voulait, par orgueil, prouver sa supériorité numérique, et prétendait, par intérêt, garder pour elle les menues faveurs, telles que bons d'abatage gratuit ou au rabais (*), bons de pains, etc., qu'il est d'usage de faire passer par les mains des conseillers indigènes. La plupart de ces inscriptions étaient d'ailleurs indues, et elle ne résistèrent pas à un simple examen : les fraudes sont cependant aisées autant que nombreuses, la plupart des indigènes n'ayant pas d'état civil et ne sachant pas leur âge exact. Parfois les débats électoraux ont un autre caractère, et les candidats font assaut entre eux de fanatisme, ou étalent à l'envi leurs titres de noblesse qui les rattachent à la descendance du prophète : récemment, dans une grande ville, un candidat faillit être élu, parce qu'il montrait des parchemins qui le faisaient descendre d'Ali; il fut supplanté par un autre qui promit de protester violemment contre un nouveau procédé d'abatage introduit dans les abattoirs municipaux et qui n'était pas suffisamment coranique. Le vote se fait avec une discipline d'autant plus grande que l'immense majorité des électeurs ne sait pas lire un bulletin, même écrit en arabe.

Une fois dans le conseil d'ailleurs, les indigènes poussent la bonne tenue jusqu'au mutisme; leur vote est à peu près infailliblement assuré au maire. On pourrait nommer les rares indigènes qui font exception à cette

(*) La taxe d'abatage est une des recettes municipales; lors des fêtes publiques, on l'abaisse au profit des indigènes; lors d'une fête de famille chez un notable, on l'en exempte, et cette exemption est pour lui un honneur.

règle. Ils se contentent en général du prestige de leur situation, et s'arrangent pour en tirer parti en se mettant bien avec l'autorité, tout en sauvant les apparences aux yeux de leurs coreligionnaires Il est permis de trouver qu'après une expérience d'un quart de siècle (le décret qui a introduit les électeurs indigènes est du 27 décembre 1866), les progrès des indigènes dans l'exercice du *self government* sont un peu lents.

Les municipalités françaises suppléent-elles à l'inertie des indigènes par une sollicitude particulièrement active ? A voir la répartition de certains budgets et les maigres allocations qui y figurent, — quand elles y figurent, — pour la police et le vicinalité des douars ; quand on constate que plusieurs maires négligent entièrement l'état civil des indigènes, trop enclins à ne pas faire les déclarations légales, on conçoit quelques doutes à cet égard. Ce qui est certain, c'est que les communes de plein exercice manifestent un vif désir d'annexer les indigènes. On en trouvera peut-être la raison dans deux courtes citations extraites des delibérations du conseil supérieur : « Il est généralement impossible de constituer, sans l'adjonction de douars, des communes offrant des conditions de prospérité. » (Exposé du gouverneur général pour 1882, p. 15). « Un indigène rapporte en moyenne 2 francs à la commune dont il dépend (*) » (Séance du 11 février 1884, p. 191). Il faudrait ajouter à ces deux francs les journées de prestations, qui sont d'un fort produit, et dont certaines municipalités disposent pour des usages tout autres que la vicinalité Il ne faut donc pas s'étonner s'il s'est produit fréquemment ce fait que l'annexion de douars à une commune de plein exercice coincidât avec des entreprises de travaux ; il ne faut pas s'étonner non plus que les municipalités n'hésitent point à assumer la tutelle de populations indigènes dépassant dix, vingt et trente fois le nombre des habitants français, comme à Guettar el Aich, où 67 habitants français ont la tutelle de 1,527 indigènes ; aux Ouled-Rahmoun, où les nombres respectifs sont 166 et 3,099 ; à Bizot, 201 et 7,711 ; à Bordj-Menaiel, 538 et 13,121 ; à Tizi-Ouzou, 1,232 et 29,603, et dans combien d'autres communes, car la plupart seraient à citer.

C'est assurément une idée bienveillante et juste que d'associer les indigènes à l'administration des affaires communales, mais à une condition, c'est que la commune ne soit pas une création artificielle, et que les intérêts des indigènes soient réellement et par la nature des choses mêlés à ceux des Français. Quand la population indigène est confondue avec les Européens, quand elle forme un quartier ou un faubourg de la ville, comme à Alger, à Constantine, à Oran, à Tlemcen, à Blidah, etc., alors la représentation des indigènes dans le Conseil est justifiée, et l'on peut attendre avec bon espoir, dut-on attendre longtemps, que les indigènes sachent en tirer sérieusement parti. Mais il ne faudrait à aucun prix qu'une idée généreuse servît de prétexte à une sorte d'exploitation de l'indigène, et que, sous couleur d'émanciper l'indigène, on fît du douar un domaine de rapport pour la commune.

Quand un douar est bien nettement distinct et séparé d'intérêts d'avec

(*) Il faudrait dire un peu plus aujourd'hui ; une forte part de ce produit provient de l'octroi de mer : un indigène de commune de plein exercice compte dans le partage pour le huitième d'un Européen.

toute agglomération européenne, si l'on veut former les indigènes à l'exercice de quelques libertés, on laissera ou l'on restituera au douar son existence propre. On rendra aux djemaâs, sous le contrôle de l'administrateur, la vie et le droit d'être consultées dans les questions strictement locales. On pourra même les faire nommer selon les formes de notre droit électoral.

C'est ainsi qu'on préparera les indigènes à désirer et à savoir utiliser de nouveaux droits électoraux. Cette méthode serait plus prudente peut-être que celle qui, dès à présent, grouperait des douars inconnus les uns des autres dans de vastes collèges, chargés d'envoyer dans les conseils généraux et au conseil supérieur des représentants du département ou de la colonie ; de rétablir en les agrandissant encore les tribus et les confédérations d'autrefois, si difficilement brisées il y a vingt ans ; de faire reparaître, avec le prestige de l'élection, les anciens grands chefs et toute l'aristocratie jadis abattus par nos mains ; peut-être enfin de créer nous-mêmes une Algérie indigène, ayant conscience d'elle-même comme unité distincte, et de faire une nation, vouée d'ailleurs à l'avortement, de ce qui n'est qu'une race, heureusement perfectible.

Sans doute, plusieurs communes de plein exercice allégueront que la perte de leurs douars annexés sera une ruine pour leur budget. C'est la preuve la plus forte que leur budget s'equilibre aux dépens des indigènes. Mais il n'est pas impossible de faire la part de leurs besoins, sans blesser la justice. Assurément les indigènes bénéficient du développement de nos centres, même quand ils ne vivent pas tout auprès : leurs terres, leurs denrées, leurs salaires, haussent de valeur grâce aux colons. Il n'y aurait donc rien d'exorbitant à allouer aux communes dont la population est faible une partie de ce qui revient aux indigènes sur l'octroi de mer. Ce qui est essentiel, c'est que les indigènes gardent, pour leurs besoins locaux, une sérieuse portion de leurs ressources et de leurs prestations. Ces règles une fois posées, on pourrait rendre aux créations de communes de plein exercice l'impulsion qu'on leur a refusée, par de justes scrupules, depuis quelques années. On conçoit, par exemple, qu'à Sebdou on hésite à donner, avec la liberté municipale, la tutelle de 9,500 indigènes à 226 Français, qui, sur 47,000 fr. de recettes, en fournissent 7,000 environ. Mais s'il ne s'agit que de faire une commune de Sebdou chef-lieu, avec les 500 ou 600 indigènes ou Européens qui y habitent, la difficulté s'affaiblit singulièrement. De même à Beni-Mansour, où 332 Français, avec 14,000 francs de recettes (bientôt accrues des centimes de l'impôt foncier), pourraient suffire à leurs dépenses municipales, tandis qu'on hésiterait à leur remettre le sort de 17,000 indigènes et les 67,000 fr. de taxes qu'ils produisent.

C'est surtout en Kabylie que des administrateurs prudents et fermes pourraient faire utilement l'essai de consultation des conseils locaux indigènes. La commune est toute créée d'avance et elle a généralement des racines dans le passé : c'est le village ou *thaddert*, dont l'unité géographique frappe les yeux mêmes tant elle est compacte. Le Kabyle saura gré à qui lui rendra ses assemblées, même en leur enlevant le caractère tumultueux qu'elles avaient jadis, et en substituant aux batailles des çofs les élections, les délibérations et les votes d'un conseil restreint en nombre.

Création de l'état civil des indigènes

Une loi du 23 mars 1882 a décidé l'établissement d'un état civil des indigènes. Jusque-là, les indigènes n'avaient pas de noms patronymiques, ni aucune preuve de la date de leur naissance. Il leur suffisait que, dans le douar, dans la tribu où devait s'écouler leur vie, leur filiation et leur place dans la famille fussent connues de tous. Nulle administration générale ne venait faire de ces tribus un ensemble dont les éléments fussent exposés à des relations d'intérêt et à des confusions de noms : pas de registres des cotes d'impôt; pas de police ni de justice ayant à exercer son action sur des millions d'individus qui tous doivent se distinguer par leurs noms. On s'étonne seulement que nous soyons restés un demi-siècle avant de nous aviser des nécessités nouvelles naissant du régime créé par nous. On s'étonne plus encore que, la loi une fois votée, il ait fallu près de six ans pour en assurer la mise en train, puisqu'à la fin de 1886, il n'y avait eu que 4,703 indigènes pourvus de leur état civil. Jusqu'en 1890 inclusivement le travail n'a pas marché vite, puisqu'au bout de la neuvième année, on ne comptait encore que 523,000 indigènes pourvus. Cette année enfin, les opérations ont pris une allure nouvelle : dans les six premiers mois, elles englobaient un nombre d'indigènes justement égal à celui des neuf années précédentes. Ce n'est pas que les crédits employés aient été dix-huit fois plus considérables que dans un des semestres antérieurs ; c'est que la dépense a été sévèrement réglée ; de 3 francs par tête, chiffre qu'elle a atteint à de certains moments, elle est tombée à moins de 20 centimes De tels faits ne sont pas absolument exceptionnels en Algérie ; ils attestent qu'un champ assez ample est ouvert aux progrès de l'administration et du contrôle dans la colonie.

Il restait encore, au 1er juillet dernier, environ 2 millions et demi d'indigènes à recenser ; un léger supplément de crédits permettrait d'achever le travail en moins de deux ans. Il n'y aurait plus alors qu'à tenir les registres à hauteur. En France, rien n'est plus simple, et, sauf quelques exceptions criminelles, les faits de l'état civil sont toujours déclarés par qui de droit. En Algérie, les indigènes déclarent assez volontiers les naissances et les décès, mais non les mariages ni les divorces, qui sont des actes plutôt familiaux que publics. Assurément, s'il y avait une sanction quelconque, même minime, au défaut de déclaration, ils s'exécuteraient et en prendraient vite l'habitude. Mais une difficulté s'oppose à l'établissement de cette sanction ; la loi de 1882 a placé les indigènes, pour tout ce qui concerne l'état civil, sous le régime français. Or nos codes, qui ont frappé d'une peine la non-déclaration des naissances et des décès n'ont rien édicté contre la non-déclaration des mariages et des divorces, par la raison simple que ces actes ne peuvent pas, de leur nature, être accomplis à l'insu de l'autorité. Peut-être se décidera-t-on à voir que, les mœurs et la constitution de la famille indigène étant ce qu'elles sont, on ne peut leur appliquer nos lois sans les y accommoder, et que la véritable assimilation ne consiste pas du tout à transporter les textes de nos codes en Algérie, mais à en faire prévaloir peu à peu l'esprit, les principes et les dispositions essentielles dans un milieu nouveau.

Le service de la constitution de la propriété individuelle chez les indigènes

Avant la conquête, et jusqu'au sénatus-consulte de 1853, il n'y avait en Algérie qu'un propriétaire au sens plein du mot : le Beylick, auquel l'Etat français avait succédé dans ses droits. Toutes les terres lui appartenaient à titre éminent. Toutefois, exception faite des eaux, des forêts et des montagnes, le Beylick tolérait, sur une partie du reste de son domaine, des tenanciers à titres divers : les uns, en échange d'un service militaire ; c'était les tribus *maghzen ;* les autres, en retour d'une rente (c'est l'origine de l'impôt dit *kokkor* dans la province de Constantine) ; le plus grand nombre, enfin, au prix de la dîme des récoltes et des troupeaux (impôts *achour* et *zekkat).* Au travers de ce système déjà compliqué venait se placer une autre sorte de propriété : celle à laquelle prétendaient les défricheurs de terres incultes et leurs descendants, fort de l'axiome coranique, que « la terre appartient à qui la vivifie ». Comme d'ailleurs les Turcs n'ont laissé aucun registre, aucun document fixant les limites du domaine beylical et les droits que s'était réservés le bey sur les terres concédées par lui, il est complètement impossible de déterminer les bases et les bornes de la propriété publique et des biens des particuliers.

En outre, ces biens sont possédés de deux façons très diverses : tantôt la terre est l'objet d'une jouissance collective entre tous les individus d'une même tribu ou d'une même fraction : c'est ce qu'on appelle la terre *arch ;* tantôt elle est l'objet d'un droit de jouissance privatif appartenant à un seul individu : c'est alors une terre *melk.*

Ajoutons que l'immense majorité des biens n'ont ni plan ni bornes, et que les terres *melk* elles-mêmes, à la mort de l'ascendant qui les réunissait dans sa main, deviennent en fait pour ses héritiers l'objet d'une jouissance collective, bien que chacun d'entre eux conserve en principe un droit spécial à une fraction du bien, déterminée d'après la loi musulmane.

Le premier problème que l'administration française se soit posé, c'est de savoir comment un colon pouvait se rendre propriétaire, au sens français, d'une portion des terres placées sous un régime si éloigné de nos idées et si compliqué. On est arrivé ensuite à penser qu'il faudrait résoudre d'abord cet autre problème : comment rendre l'indigène propriétaire, et apte à disposer de son bien, à le vendre ? Comment briser l'indivision dans laquelle il est comme emprisonné, lui et sa terre ? Ce problème résolu, l'indigène devenait enfin une personne, il était indépendant parce qu'il était propriétaire ; de son côté, le colon pouvait acquerir sans difficulté ; enfin, le prix des terres achetées par lui allait mettre aux mains de l'indigène un petit capital, de quoi échapper aux usuriers et perfectionner sa culture.

Le premier pas vers ce but si élevé, ce fut le sénatus-consulte du 22 avril 1863 Le sénatus-consulte se proposait d'abord de tracer la limite entre le domaine public et le domaine des particuliers, les biens collectifs, destinés à être possédés en commun par une tribu ou un douar, et les biens propres des particuliers, possédés indivisement ou non ; ensuite, on aborderait ce dernier bloc lui-même, et on fixerait à chaque individu sa propriété privée. Et pour rendre cette tâche possible, il la simplifiait par un acte d'une générosité extrême : il transformait en droit de propriété, incom-

mutable et absolu, les droits variables et obscurs qu'exerçaient sur leurs territoires ordinaires les tribus. Il suffisait qu'une tribu eût la jouissance « traditionnelle » d'un terrain, pour qu'elle en devînt propriétaire par le fait même.

On se mit à l'œuvre avec activité, et, en 1870, déjà 376 tribus, occupant 6,970,000 hectares, avaient été divisées en 676 douars ; ceux-ci avaient été limités, et leurs biens, *melk* ou *arch*, dégagés du domaine public. Encore sept ou huit années de ce travail, et le Tell tout entier aurait été soumis aux opérations du sénatus-consulte. Toutefois, il faut noter ce fait capital, que nulle part on n'avait abordé la dernière opération, la fixation des propriétés revenant à titre privatif à chaque individu.

En 1873, on crut pouvoir aborder cette opération. La loi du 26 juillet de cette année décida qu'on entreprendrait : 1° dans les territoires *melk*, ou de propriété privée, de constater par actes authentiques les droits des propriétaires ; 2° dans les territoires *arch*, de constater les droits de jouissance exercés en fait par les indigènes, et de les constituer propriétaires de leurs jouissances constatées ; 3° de délivrer à chacun un titre de la propriété ainsi constatée ou constituée.

Le programme semblait nettement tracé, et l'on y peut voir un exemple excellent d'un plan résolument arrêté pour assimiler d'un coup et sur un point essentiel, par la voie légale, l'indigène au Français.

Un premier malheur, mais réparable et qui n'atteint pas la loi elle-même, c'est qu'on multiplia les fautes dans l'exécution.

La première opération à accomplir, c'était de dresser le plan des territoires à répartir. Il existait déjà un service du cadastre ; on en créa deux coup sur coup : l'un sous le nom de service topographique, l'autre sous le nom de service des levés généraux. Tous les trois se mirent à agir de connivence, et l'on put constater bientôt que des dizaines de milliers d'hectares avaient été levées deux fois et trois fois.

Au conseil supérieur, en 1885, M. Lesueur, aujourd'hui sénateur, a cité des exemples nombreux dans le seul département de Constantine : 5,000 hectares levés en double dans le douar de l'Estaya ; 17,000, en double, dans les douars de M'chat, des Ouled Aout, de Tamendjar, d'El-M'çid, de Beni-Fta; 10,000 hectares, en double, dans les douars des Beni-Mahamen, de Tazia et de Metletin; 17,000, en double, dans le douar d'Aïn-Mellouk ; 3,000 hectares, en triple, dans le dour de Bou-Zitoun. Il y en avait beaucoup d'autres, en tout pour 1,015,000 francs de travaux inutiles. Le gouverneur général déclara « qu'il ne contesterait pas le bien fondé des observations de l'honorable M. Lesueur ».

Le service n'était pas seulement mal organisé, il était en outre mal composé. On avait pris pour le former des gens de toutes mains. Un géomètre chef du service topographique, pour les deux départements d'Alger et d'Oran, se refusa à laisser vérifier ses travaux, qui paraissaient d'un prix de revient énorme : comme on passait outre, il intenta au gouvernement un procès, qu'il termina du reste à l'amiable. Un certain nombre de commissaires enquêteurs, convaincus de ne pas apporter dans les opérations « le soin, la correction et la régularité nécessaires », furent révoqués (*Exposé du Gouverneur général en 1882*). « Recruté sans garanties suffisantes, dit l'*Exposé de 1883*, le personnel de ces commissions, sauf quelques excep-

tions, est resté pendant longtemps inférieur à sa tâche. L'absence de tout contrôle organisé et le mode de rémunération des travaux, consistant uniquement en indemnités proportionnelles au nombre d'hectares et de parcelles reconnues, incitaient les agents à une production hâtive et défectueuse. La création ultérieure d'un service de contrôle, en fournissant à l'administration les moyens de constater la mauvaise exécution des travaux et la fréquente nécessité de les réviser, n'avait pas augmenté les moyens d'action de l'administration sur les commissaires enquêteurs qui, en fait, continuaient à être de véritables entrepreneurs, n'offrant pour toute garantie pécuniaire que la retenue du cinquième de leurs indemnités. On peut juger de la valeur des travaux produits dans ces conditions par ce simple fait, qu'en 1882, à Alger, sur 27 dossiers, concernant un total de 259,000 hectares, 7 étaient jugés acceptables, 6 pouvaient le devenir après correction, et 7 étaient entièrement inacceptables; à Constantine, sur 32 dossiers, 19 avaient dû être entièrement recommencés.

Mais ce qui était bien plus grave, c'est qu'après dix ans on découvrait dans la loi des vices profonds, qui rendaient très douteuse la valeur de tout le travail déjà fait. En premier lieu, on avait négligé de reprendre les opérations du sénatus-consulte de 1863, interrompues par la guerre et l'insurrection. On aurait pu à la rigueur appliquer néanmoins la loi de 1873, à condition de se tenir soigneusement dans la limite des territoires soumis au sénatus-consulte: 7 millions d'hectares offraient un champ bien assez vaste. Mais on marchait avec une telle étourderie, que l'on fit 77,000 hectares sans s'apercevoir que les opérations manquaient de la base indispensable du sénatus-consulte : c'était à recommencer.

Une autre difficulté, c'est que, quand il s'agit de delivrer des titres aux proprietaires, on s'aperçut qu'ils n'avaient ni état civil, ni même un nom patronymique. Des centaines de titres se trouvaient porter le même nom de propriétaire, et l'on ne savait comment discerner à quel individu revenait chaque titre. On imagina d'abord de donner un nom patronymique au propriétaire, en même temps qu'on déterminait sa propriété : seulement, comme il arrivait que le même indigène avait des terres assez distinctes entre elles, et soumises à différentes commissions d'enquête, un seul propriétaire se trouvait possesseur de deux ou trois états civils : quelques-uns en faisaient une collection, soigneusement conservée dans le fond de leur chechia. On s'avisa enfin qu'il fallait une loi pour régulariser la constitution de l'état civil des indigènes : elle fut votée en 1883, et l'exécution en sera peut-être terminée en 1893. Dans l'intervalle, on aura rédigé, sur plus d'un point, les titres comme on aura pu.

Enfin la loi de 1873 avait négligé d'enlever aux cadis, ou juges-notaires musulmans, le soin de faire les partages et les licitations des biens soumis à la loi française. Ce qui devrait en résulter, le premier président de la Cour d'Alger, M. Cammartin, l'annonçait très clairement dans son discours de rentrée de 1875 ; « Si les partages et les licitations du cadi sont appelés à se substituer au titre français, il arrivera nécessairement, dans un temps prochain, que la propriété immobilière des indigènes se trouvera établie sur des actes dont l'insuffisance n'est plus à constater, ou sur de simples traditions. Les titres français ne seront plus, dès lors, que des documents historiques, rappelant les efforts et les sacrifices qu'aura coûtés leur déli-

vrance et qu'on pourra, sans inconvénient, renfermer dans la tombe de ceux qui les auront obtenus. » Les trois quarts des titres délivrés (1,125,000 hectares sur 1,612,000) l'ont été sous ce régime bizarre : qui peut dire combien, parmi ces titres, sont déjà enfouis sous des actes musulmans intervenus depuis ?

On a depuis porté remède à la plupart des erreurs : le personnel a été réformé, si les services n'ont pas été simplifiés ; la loi de 1887 a amendé sur plusieurs points la loi de 1873. Il reste à savoir si, même sous cette forme nouvelle, elle donne des résultats qui vaillent ce qu'elle coûte.

Les frais en sont fort elevés. Au début la loi de 1873 fut un gouffre où l'argent s'engloutissait. En décembre 1881, on s'aperçut tout à coup qu'on avait dépensé 5,647,000 francs ; qu'on etait engagé, en outre, pour un million 698,000 francs et qu'il restait libre, sur les fonds affectes au service de la loi, à peu près 6,000 francs Le deficit s'était creusé sans que personne pût le savoir, personne n'ayant jamais été maître de la dépense. On s'en prit à un des bureaux du gouvernement général, qui n'avait exercé qu'un « contrôle insuffisant et une direction défectueuse, » et on le supprima. Après quoi, on pria la métropole de combler le trou. La métropole finit par fournir les fonds nécessaires (loi du 24 décembre 1884), mais à titre d'avances. Au 31 décembre dernier, elle en avait recouvré le quart. On peut évaluer à seize millions les sommes qui auront été dépensées à la fin de l'année courante pour la constitution de la propriété individuelle. Les opérations auront été entreprises sur 2,600,000 hectares et les titres délivrés sur 1,800,000. C'est à peu près comme si tout le travail était termine sur 2,200,000 hectares. En d'autres termes, la constitution de la proprieté revient en moyenne à sept francs au moins par hectare. Si nous ne considerons que les trois dernières années, où l'on a fait en moyenne 200,000 hectares et dépensé un million, le prix tombe à cinq francs l'hectare. C'est bien de la dépense pour des terres qui, nous l'avons vu, vendues à la colonisation, montent à 80 francs à peu près, et dont beaucoup ne valent assurément pas 20 francs actuellement. Pour les douze millions d'hectares du Tell qui restent à constituer, il faudrait à ce compte encore 60 millions, et l'opération, à 200,000 hectares et un million de francs par an, durerait jusqu'après le milieu du vingtième siècle. Comme ce sont les indigènes qui en font les frais, à l'aide de quatre centimes additionnels aux impôts arabes, il y en a dans le Tell qui seraient destinés à attendre soixante ans le résultat de leurs sacrifices. Ils sont toutefois plus heureux encore que les habitants des régions de l'intérieur, les 60,000 indigènes des territoires de commandement, qui paient depuis longtemps, et qui, étant entièrement en dehors du programme, ne recevront jamais rien en retour de leurs déboursés Quant aux Kabyles, leur sort est plus bizarre : la propriété individuelle chez eux est bien assise ; l'indivision est inconnue ; le morcellement est porté à un degré tel, qu'un cadastre dressé à l'échelle la plus gigantesque, fût-ce à un millième, ne pourrait porter toutes les parcelles (il y en a de deux mètres de côté, il y en a qui sont constituées par une branche de frêne) ; quand on a essayé de porter chez eux les bienfaits de la loi de 1873, on a échoué ridiculement : ils n'en paient pas moins, et, si la loi subsistait en son entier, ils paieraient jusqu'en 1950, sans pouvoir rien recevoir en retour.

Une loi qui revient si cher doit avoir eu, d'autre part, de bien admirables effets pour être maintenue jusqu'ici. Voyons-les. On avait espéré qu'elle enrichirait le domaine de territoires considérables qui devaient être reconnus bien vacants ; que les colons y trouveraient le moyen d'acquérir avec sûreté de la terre ; que les indigènes en tireraient un peu d'aisance.

En fait, le domaine s'est vu attribuer jusqu'en 1885, sur 1,864,000 hectares, 22,000 hectares de terres, ou plutôt de parcelles souvent éparpillées, et ne se prêtant pas dès lors à la colonisation.

Quant aux Européens acheteurs de terres, ils ont continué à en acquérir, mais la loi ne les y aide pas très puissamment : ce qui faisait toute la valeur de la loi, c'est que les titres qui en naissaient devaient, dans la pensée du législateur, être l'origine unique de toute propriété, et qu'ils anéantissaient tous titres antérieurs et contraires. Mais la Cour de cassation a établi en jurisprudence que les titres notariés ou administratifs antérieurs à l'application de la loi sont opposables aux propriétaires établis par cette loi. L'acquéreur d'un bien placé sous le regime de la loi de 1873 a donc toujours à redouter de voir surgir un titre qui peut ruiner le sien. Toute sa sécurité disparaît.

Quant à l'indigène, avant la loi de 1887, il souffrait cruellement de la loi de 1873 : on ne lui remettait pas le plus souvent des terres réellement limitées et distinctes de toutes autres, mais un titre établissant qu'il avait droit, avec dix, cent, cinq cents de ses coreligionnaires, à une part déterminée, mais idéale, de telles et telles terres On lui apprenait en outre que ses copropriétaires et lui n'étaient plus tenus de rester dans l'indivision. Survenait un usurier, qui offrait de lui acheter sa part idéale pour une somme souvent minime, ou qui, mieux encore, lui prêtait sur cette part, finissait par s'en rendre acquéreur, et réclamait la licitation du tout. Bien conduite, en face de centaines de copropriétaires et de parcelles innombrables (*), la licitation pouvait aboutir à dévorer entièrement en frais et honoraires la valeur de tout le territoire d'une tribu. Nous en verrons plus loin un exemple. — La loi de 1887 ne prête plus à cet abus : les immeubles sont l'objet d'un partage réel, toutes les fois qu'ils sont commodément partageables. Mais il arrive autre chose : c'est que le commissaire enquêteur, pour faire son partage réel et pour mieux grouper les parcelles, bouleverse souvent les arrangements des indigènes, attribue à celui-ci une terre qui était possédee par celui-là, prépare les titres, et s'en va content, parce que les indigènes, soumis devant l'autorite, n'ont pas osé élever de protestation. Il n'est pas parti que chacun revient à l'etat antérieur, sauf quelques mauvais sujets qui se croient avantagés par le nouveau partage et qui essayent de pêcher en eau trouble. Il serait surprenant qu'il en fût autrement, et qu'un étranger, en quelques journées de séjour parmi des gens qu'il ne comprend pas, dont les habitudes et les arrangements lui sont inconnus, arrivât à changer à l'amiable la base même de toute leur existence matérielle, leur tenure de la terre. Il a simplement semé parmi eux des titres qui restent de pures fictions, en attendant qu'ils deviennent des causes de discorde.

(*) Souvent un indigène était propriétaire d'un certain nombre de cent millièmes, de millionièmes et même de dix-millionièmes de parcelle.

La stérilité de toute l'entreprise a fini par frapper le Gouvernement général : arrivé à son quinzieme million environ, il s'est avisé que les quatorze autres avaient peut-être été dépensés à tort. Depuis trois ans, en fait, l'application de la loi est fort ralentie : sur 3 inspecteurs du service, 2 ont été supprimés ; on a cesse de pourvoir aux vacances parmi les commissaires enquêteurs ; on a réduit de 53,000 fr. le service topographique qui en absorbait 370,000. Enfin, ce qui est plus net, le Gouvernement général a institué une commission qui a condamné le maintien de la loi de 1873-1887 ; ses services compétents adoptent cet avis, déclarent que « le système suivi jusqu'à ce jour ne donne pas les résultats qu'on doit desirer », et en fournissent les raisons les plus fortes. La loi, disent-ils, est partie d'une idée erronée : on a cru pouvoir franciser la propriété avant de franciser les hommes. L'idée même de la propriété, telle que l'ont faite chez nous le droit romain et de longs siecles de tâtonnements et de progrès, est étrangère à l'esprit arabe. C'est par degrés seulement qu'on pourra l'introduire.

La commission administrative n'a pas encore achevé ses travaux ; on peut espérer d'elle une solution Elle ne la trouvera sans doute pas dans une application brusque d'une partie du Code français à des populations musulmanes. Avant d'arriver à la propriété individuelle, peut-être sera-t-il nécessaire de constituer la propriété familiale ; avant de conférer en son entier le droit d'user et d'abuser à des hommes qu'a rendus imprévoyants une certitude traditionnelle de ne jamais manquer de terre, la propriété collective leur interdisant de se dépouiller, peut-être faudra-t-il leur mesurer ce droit comme on le mesure d'abord aux colons concessionnaires, qui ne peuvent pas d'emblee vendre ou donner hypothèque. En attendant la solution, il sera sage de ne plus entamer de nouvelles opérations, de se borner à achever celles qui sont en cours, et de reporter une partie des fonds ainsi rendus libres sur l'exécution du sénatus-consulte, dont l'utilité n'est pas contestée.

La justice aux indigènes

En matière de justice, nous avons fait un grand effort pour introduire les tribunaux, les lois et la procédure de France dans le règlement des affaires indigènes. Quand il s'agit de justice criminelle ou correctionnelle, il n'y a qu'à approuver : les principes du droit criminel, les règles générales relatives au respect des personnes, de leurs biens, de leur liberté, de leur vie et de l'ordre public, sont vrais partout, et l'application de ces principes fait partie de l'œuvre de conquête et de pacification du pays. On peut seulement se demander si, chez des populations où le faux témoignage est considéré comme honorable quand il s'agit de sauver un coreligionnaire, il ne serait pas nécessaire de modifier les règles de la procédure judiciaire, et aussi de faire une plus fréquente et plus sevère application des peines portées contre les faux témoins. Peut-être serait-il sage également d'admettre dans le jury, lorsque l'accusé est indigène, une minorité formée de ses coreligionnaires : on soulagerait ainsi les Français d'un service qui

devient assez lourd (*) ; on trouverait chez les jurés indigènes, qui seraient en général peu portés à l'indulgence, un concours qui ajouterait, aux yeux des Arabes, à l'autorité des arrêts ; on leur donnerait enfin une marque, dont beaucoup d'entre eux sont dignes, de notre confiance dans leur esprit de justice.

La justice civile, pour les litiges entre indigènes, est restée jusqu'à ces dernières années aux mains des juges musulmans, ou cadis : c'était une conséquence de notre résolution, inscrite dans la capitulation d'Alger, et maintenue depuis bénévolement en dépit des insurrections qui ont déchiré le pacte, de respecter la religion et les biens de nos sujets, ce qui impliquait le maintien de leur statut personnel et de leur droit successoral, institutions qui dérivent du Coran.

Mais il faut bien reconnaître que la justice des cadis avait une réputation détestable : elle était souvent incapable et plus souvent encore vénale. En vain, pour leurs jugements en matière immobilière, leur fournissait-on des modèles : leurs décisions étaient, selon l'appréciation d'un premier président de la Cour d'Alger, M. Cammartin, remplies d'énonciations incomplètes et vagues ; le plaideur n'y puisait aucun titre précis de propriété ; la Cour d'appel souvent ne savait quel sens y donner. Quant à la vénalité, le procureur général constatait, en 1880, que « presque journellement il y avait urgence à déplacer, à suspendre, à révoquer un cadi ». Les indigènes n'étaient pas les derniers à s'en plaindre : dans un des conseils généraux, en 1882, un membre musulman s'exprimait ainsi : « Quel est celui qui n'a pas entendu dire que la justice musulmane était quelque peu empreinte de vénalité ? Je me rappelle, messieurs, qu'étant encore jeune homme, je perdis un procès devant le cadi, ce qui m'affecta beaucoup. Mon adversaire vint me trouver et me dit : — Pourquoi tant t'émouvoir ? J'avais donné cent francs de plus que toi (**). »

C'était là une plaie à guérir : le décret du 10 septembre 1886 y a procédé par voie d'amputation. Les cadis se virent enlever, au profit des juges de paix à compétence étendue, la plupart de leurs attributions : on les reduisit aux litiges concernant l'état des personnes aux partages des successions. Le nombre de leurs tribunaux, ou *mahakmas*, tomba de 136 à 60.

On pensait que « cette réforme serait favorablement accueillie par les musulmans qui, depuis de longues années se plaignaient de leurs magistrats ». (Rapport de M. Etienne sur le budget de l'Algérie pour 1887.) En fait, les musulmans expriment très haut le regret d'avoir perdu leurs cadis : il n'y a pas de plainte plus unanime en Algérie.

Cette plainte est-elle absolument sans motifs ? Il faut le dire d'abord :

(*) En 1890, il y a eu, en Algérie, 30 sessions d'assises, pour lesquelles ont été convoques 1,020 jurés (720 titulaires, 300 supplémentaires).

(**) On a parfois allégué comme une excuse l'insuffisance des traitements des cadis qui sont de 1,000 à 1,200 francs. Mais on oublie que les cadis sont en même temps notaires et qu'à ce titre ils touchent des honoraires dont le tarif a été fixé en 1868 ; le produit en est généralement élevé ; le cadi d'Alger touche ainsi 300 fr par mois ; celui d'Orléansville, 900 fr. par mois, etc. (Déclaration de M. le premier président Sautayra, au conseil supérieur, en 1883.) Ces émoluments ont éte réduits depuis ; ils restent considérables.

les indigènes tiennent par routine à toutes leurs institutions. Un fait aurait dû nous avertir qu'ils n'accepteraient pas avec empressement notre justice.

L'article 2 du décret du 13 décembre 1866 leur avait accordé la faculté de porter leurs litiges, d'un commun accord entre les deux parties, devant les tribunaux français : vingt ans plus tard, en 1886, le premier président d'Alger constatait que pas un n'avait usé de ce droit (conseil supérieur, 1886, p. 449), même dans les villes où, divisés en deux partis qui se haïssent, les Hadris et les Koulouglis, ils n'ont qu'un cadi, lequel est du rite maléki, et offre peu de garantie par conséquent aux Koulouglis, qui sont du rite hanéfi. Mais en dehors même de ces répugnances, nos juges de paix peuvent-ils donner satisfaction aux besoins légitimes des indigènes ? On peut craindre qu'ils ne soient, ni par le nombre, ni par les connaissances, en mesure d'expedier rapidement et bien la masse des affaires qui leur sont confiées.

Un juge de paix à compétence étendue a une autorité considérable et une circonscription très vaste : en matière civile et commerciale, il statue en dernier ressort jusqu'à 500 francs, et à charge d'appel jusqu'à 1,000 francs ; il peut infliger jusqu'à six mois de prison (décret du 19 août 1854, article 2) ; en matière de référés, il a les attributions d'un président de tribunal ; en matière criminelle, il a celles d'un juge d'instruction Sa juridiction s'étend sur une surface moyenne de 1,200 kilomètres carrés, à peu près un arrondissement ; sa circonscription égale parfois certains départements français, et, dans ses transports, il peut avoir à franchir 60 et 80 kilomètres à l'aller, et autant au retour. Il ignore toujours la langue indigène : en 1882, le procureur général en faisait l'aveu public ; « avec regret », disait-il. Regret superflu, car, depuis, les juges de paix à compétence étendue ont persisté fermement dans leur ignorance. Pas un ne touche la prime instituée pour la connaissance de l'arabe ou du kabyle. Pas un ne peut entendre les dires des plaideurs, autrement que comme les traduit l'interprète. Celui-ci est l'objet, dans toute l'Algérie, des accusations les plus vives et les plus précises. Ces accusations sont erronées parfois, et c'est ainsi qu'il est arrivé à un interprète de Tizi-Ouzou d'être dénoncé de la façon la plus retentissante comme un juif enrichi par ses fonctions et finalement poursuivi pour assassinat, alors qu'il était musulman d'origine, naturalisé Français, marié à une Française, et père de quatre fils, dont deux sont officiers au titre français et les deux autres instituteurs (*). Admettons que toutes les accusations dressées contre les interprètes soient nées pareillement de simples méprises. Il n'en reste pas moins vrai qu'il n'y a pas de justice sûre d'elle-même ni du respect des justiciables, si le juge ne peut les comprendre ni les interroger, ou du moins contrôler très sérieusement les traductions de son interprète.

Il faudrait aussi, de toute évidence, qu'il fût versé dans les coutumes et le droit des indigènes : il se contente ordinairement d'être licencié en droit. Les justices de paix sont devenues, comme bien d'autres carrières en Algérie, un déversoir où l'on envoie les fonctionnaires recommandés

(*) Ahmed-ben-Mohamed, c'était le nom de cet interprète, est mort le 3 avril dernier ; ses funérailles ont été l'occasion d'une manifestation publique de l'estime et de la sympathie qu'il avait inspirées aux Français comme aux indigènes.

que les économies budgetaires ne permettent plus de placer dans la métropole : ils seraient parfois très distingués en France ; dans la colonie, il leur arrive d'être dépaysés et déplacés.

Nous avons transporté chez les musulmans, avec nos licenciés en droit, notre code de procédure. Nous trouvons, chez nous, que notre procédure est longue et coûteuse. Là bas, elle a en face d'elle une population processive et naive, que les hommes de loi n'ont pas de peine à lancer dans les instances les plus compliquées et les plus ruineuses. — Comme si ce n'était pas assez, un décret du 17 avril 1889 est venu supprimer les derniers moyens qui pouvaient rester aux indigenes de faire leurs affaires en justice avec aussi peu d'intermédiaires que possible : il a distingué la postulation d'avec la plaidoirie, ce qui, devant les tribunaux civils, oblige l'indigène, déjà forcé de recourir à un avocat, à constituer en outre un avoué. Il a supprimé la conférence, dans laquelle un magistrat, delégué par le tribunal ou la Cour, mettait en rapport les plaideurs, s'efforçant et réussissant parfois à terminer l'affaire sans frais. — La loi de 1873, nous l'avons vu, a rendu les licitations tres fréquentes : notre procédure vient à la rescousse et les rend très cheres. Elle exige qu'une copie entière du jugement ordonnant la licitation soit remise aux intéressés : cette copie est accompagnée d'une traduction, qui augmente considérablement le prix. — Quand il s'agit de procéder au partage, notre Code civil exige qu'il y ait un tirage au sort par lots, et, dans les partages musulmans, le lotissement est extrêmement difficile, le denominateur commun des parts indivises étant un nombre très éleve : comment faire, par exemple, pour partager une parcelle de 8 hectares 45 ares, entre 55 attributaires dont le plus fort a droit à $\frac{2,640,000}{19,800,000}$ et le plus faible à $\frac{50,688}{19,800,000}$ (*) ? La licitation dans ces conditions est une véritable ruine. Entre les mains d'un homme de loi sans scrupules, elle peut devenir un moyen de spoliation.

En voici un exemple qui date du mois d'avril de la présente année : dans un douar de 513 personnes, voisin de Mostaganem, et possédant indivisément un assez pauvre domaine de 292 hectares, un chaouch israélite, employé dans l'étude d'un avocat défenseur, achete, pour une somme de 20 francs, une part infinitesimale de la proprieté, et réclame la licitation. Elle a lieu, après avoir occasionné pour 10,994 francs de frais, la procédure ayant été conduite par l'avocat défenseur et au profit de son étude. L'opération avait été menée de main de maître, car les frais montaient juste au niveau de ce que pouvait rapporter la vente de la propriété : celle-ci fut adjugée pour quatre-vingts francs. Les 513 indigènes seront trop heureux si l'acquéreur, lui-même ancien clerc de l'avocat défenseur, veut bien les garder comme fermiers, moyennant une redevance écrasante.

Ce n'est pas pour faciliter de pareils abus que la France a introduit dans la colonie ses magistrats et ses institutions judiciaires. Notre faute est peut-être, en les y introduisant, de n'avoir pas assez mesuré l'ampleur et la complexité de l'entreprise. Il y a une partie de l'erreur à laquelle on pourrait remédier avec quelques crédits budgétaires, si on en disposait :

(*) Exemple tiré des titres délivrés par le domaine au douar des Harrar (près Duperré). Titre nº 64.

on pourrait multiplier les juges de paix et leurs suppléants, de façon à réduire leurs circonscriptions à la mesure des forces d'un homme ; rehausser leur traitement, de façon à pouvoir imposer aux débutants dans la carrière des conditions plus sévères, telles qu'un examen portant sur les langues et coutumes indigènes; peut-être leur donner les moyens de transport indispensables en pays musulman. avec une indemnité de cheval. La justice devenue ainsi plus prompte ferait moins regretter les cadis : peut-être d'ailleurs ceux-ci pourraient-ils être utilisés à condition d'être contrôlés de près; dans les litiges d'importance infime, où le plus grand intérêt des deux parties est la promptitude de la solution, une décision expéditive, fût-elle rendue par un cadi, vaut mieux qu'un jugement plus savant, mais qu'il faut aller chercher à dix lieues et après huit jours de délai.

Au-dessus de ces questions de personnel, il y en a d'autres : la simplification de la procédure est la première ; rétablir la conférence entre les plaideurs ; supprimer l'obligation des conclusions ; en matière de partage, autoriser le tribunal à faire des attributions en nature, soit directement, soit par le ministère du juge de paix assisté d'un expert (*) ; remettre aux indigènes, au lieu d'une copie avec traduction entière du jugement de la licitation, un extrait traduit de ce jugement, ce sont là quelques-unes des améliorations qui ont été déjà indiquées par les hommes du métier. Elles auraient l'inconvénient de réduire les profits des officiers ministériels, des notaires et des huissiers en particulier ; mais ces profits sont assez considérables pour que la question soit posée aux yeux des gens compétents et indépendants, de savoir s'il convient de les laisser exploiter leurs études, qu'ils n'ont pas eu à acquérir, ou s'il ne vaut pas mieux les constituer à l'état d'agents publics : une partie des sommes qu'ils accusent comme honoraires suffirait à leur assurer des émoluments en proportion avec leurs services, et ils cesseraient d'être intéressés à multiplier et à compliquer les procès. Un projet conçu dans cet esprit et étudié par le parquet général évalue à 1,500,000 francs la recette nette qu'encaisserait ainsi le Trésor. Mais il vaudrait mieux encore que le Trésor encaissât beaucoup moins, et que l'on n'eût plus le spectacle attristant de tribus entières spoliées et réduites à une longue misère par un abus de la procédure française.

Enfin, une tâche non moins importante, ce serait, puisque le droit musulman règlera longtemps encore les questions de statut personnel et de succession parmi les indigènes, de donner à ce droit, par la jurisprudence et par l'enseignement, une certaine unité. Actuellement, chaque tribunal civil juge des appels musulmans, sauf dans le département d'Alger où la Cour a une chambre spéciale à laquelle toutes ces affaires sont déférées : en les centralisant à Alger, on obtiendrait une jurisprudence unique, sur laquelle pourrait se modeler l'enseignement à l'école de droit et dans les médersas, ou écoles des futurs cadis.

Le droit musulman est tout entier dans les interprétations du Coran par les commentateurs ; actuellement, comme le faisait remarquer M. Sabatier

(*) Réforme indiquée par un praticien distingué dans le *Moniteur de l'Algérie* des 16, 17 et 18 mars 1886.

(Rapport sur le budget de l'Algérie pour 1889), nous laissons enseigner dans les medersas les commentaires de Sidi Khelil, qui est un des docteurs les plus fanatiques de l'Islam. Rien ne nous y oblige, et il serait aisé de trouver chez d'autres les éléments d'un enseignement aussi orthodoxe et plus progressiste. Nous rencontrerions d'autant moins de résistance, que les médersas, réformées à peu de frais, pourraient être fermées aux élèves qui nous arrivent des zaouias déjà pleins d'une ferveur fanatique, et ne s'ouvrir qu'aux élèves sortis de nos écoles indigènes ; en leur donnant une année d'enseignement de plus, ils répareraient leur infériorité en matière de connaissance de l'arabe et du Coran, et fourniraient des cadis déjà moins éloignés de nos idées en matière de justice. C'est ainsi que, peu à peu, le droit musulman se pénétrerait d'un esprit nouveau et se rapprocherait du nôtre.

L'usure

Les licitations ruineuses, les abus de procédure ne sont malheureusement pas les seules formes de la spoliation auxquelles soient exposés les indigènes. L'usure existait, sans doute, en Algérie avant nous ; dans des régions où n'a jamais pénétré le banquier européen et où les israélites ont échoué, dans la grande Kabylie, les indigènes la pratiquent entre eux avec âpreté. Ce qui est regrettable, c'est que notre civilisation ait fourni à l'usure des instruments nouveaux et plus puissants ; chez des gens qui n'ont pas la moindre idée d'une échéance, qui sont toujours prêts à signer ou à laisser écrire tous les papiers que l'on voudra en échange de quelques avances ou d'un simple délai, le billet à ordre, compliqué des intérêts composés et des frais d'huissier et de justice, devait exercer des ravages considérables. En voici un cas particulier qui peut servir de type, parce qu'on y trouve réunis à peu près tous les procédés de l'usure algérienne, perfectionnés par notre civilisation. Les faits se sont passés sur le territoire de Tlemcen et de Sebdou ; ils intéressent huit douars et plus de mille chefs de famille. Ils ont été recueillis sur place, puis contrôlés auprès de l'administrateur de Sebdou, de la préfecture d'Oran, du parquet de Tlemcen et du parquet général.

Deux indigènes de Tlemcen, soutenus par deux banquiers français, avaient entrepris de faire des prêts aux indigènes. La misère qui suivit la sécheresse de 1882 leur facilita leur entrée aux affaires : ils avancèrent à ces malheureux, soit des grains ou des vivres, soit des sommes d'argent, en échange de billets gagés sur leurs terres, et portant de 15 à 25 0/0 d'intérêt par an, non compris les honoraires des géomètres et les frais d'actes, qui s'élevaient à 20 ou 30 0/0 une fois payés du montant des billets, et qui étaient retenus d'avance. Tous les mois, les billets étaient renouvelés, accrus des intérêts et d'une commission ; tous les ans, à la récolte, les prêteurs exigeaient de leur obligé quatre ou cinq sacs de blé pour chaque centaine de francs du montant du billet, soit 25 à 30 0/0, cette remise tenant lieu des frais ordinaires de renouvellement, mais ne venant pas en déduction de la somme due. Celle-ci s'accroissait avec une telle rapidité qu'en peu d'années l'indigène voyait passer chez son prêteur la presque totalité de sa récolte. Ces malheureuses populations, perdant courage,

finirent par renoncer à cultiver leurs champs et à élever leurs troupeaux au profit des usuriers, et les deux prêteurs indigènes se virent à découvert de sommes très fortes sans moyen de les faire rentrer, et pressés par leurs banquiers, qui d'ailleurs avaient gardé pour eux-mêmes une forte partie des bénéfices, en leur escomptant à 12 0/0, plus les commissions, le papier des indigènes. Les associés conçurent alors le projet de se rendre propriétaires des biens des indigènes, pour les revendre au gouvernement général, qu'on pressait en même temps de créer un centre de colonisation au milieu des douars endettés, à Aïn-Sabra. Heureusement les indigènes firent de la résistance à cette dernière entreprise, et le gouvernement général lui-même ne s'y prêta point. Les usuriers n'avaient plus d'autre refuge que la fuite et la faillite : les deux indigènes disparurent, laissant un passif de 1,400,000 francs, et les deux banquiers français suspendirent leurs paiements. Un établissement de crédit, qui leur avait escompté à son tour les billets des indigènes, et qui en avait deux mille dans son portefeuille, se trouva alors seul en face de ces derniers et entama contre eux une série de procès qui aboutit, coup sur coup, à huit cents condamnations contre ces infortunés. Heureusement, les deux usuriers indigènes avaient poussé trop loin l'avidité : parmi les billets, on découvrit qu'un grand nombre portait en guise de signature une croix accompagnée de l'affirmation de deux témoins, déclarant qu'ils avaient assisté à la remise des espèces ; une nouvelle série de 51 jugements décida que ces billets étaient ou sans valeur ou même faux. L'établissement poursuivant se détermina à retirer toutes ses plaintes : il se contente aujourd'hui de demander aux emprunteurs de le payer par acomptes selon leurs moyens. Il a tenu à un simple hasard que la ruine de mille familles fût entièrement et brutalement consommée.

Bien rarement les ravages de l'usure se sont exercés avec autant de violence et sur une aussi nombreuse masse de population. Mais les faits isolés, si l'on en pouvait faire un total, atteindraient une importance bien plus considérable. On n'y saurait trop prendre garde. Le plus grand danger pour l'Algérie, ce serait qu'il s'y formât un prolétariat indigène, une armée de déclassés, sans feu ni lieu, prêts au brigandage et à l'insurrection. Certes, la suppression de l'usure n'est pas chose aisée : tant qu'il y aura des gens imprévoyants et des gens avides, et qu'ils pourront se rencontrer, l'usure saura s'introduire dans leurs transactions. On pourrait dire toutefois que la liberté du taux de l'intérêt n'était pas la plus essentielle à reconnaître avant toute autre en Algérie, chez des hommes qui, en affaires, sont presque tous des enfants. Mais il faut s'empresser d'ajouter que l'administration française a fait, là où elle en était maîtresse, dans les communes mixtes, un effort énergique et bien dirigé, pour enlever à l'usure ses victimes, en lui substituant le crédit mutuel. Cette entreprise fait trop d'honneur au gouvernement général et à ses auxiliaires pour qu'on ne la signale pas ici une fois de plus.

Dans chaque commune mixte, les indigènes sont invités à former une société de prévoyance ; on ne les y contraint par aucune espèce de pénalité, mais les caïds savent que la bienveillance des administrateurs est à ce prix. Chacun des sociétaires verse 2 fr. par an et par charrue correspondant à une dizaine d'hectares de terres labourées, plus une certaine quan-

tité de grain proportionnée à la récolte et rachetable en argent. C'est par là que les sociétés de prévoyance sont, aux yeux des indigènes, comme une extension des anciens silos communs de réserve auxquels ils étaient accoutumés. Ces cotisations forment un fonds surveillé par un conseil pris parmi les sociétaires (pourquoi ne confierait-on pas ce soin à la djemâa ?).

Quand un sociétaire a besoin d'une avance, le conseil décide, d'après la connaissance très précise qu'il a de ses besoins et de son honorabilité, si on doit la lui prêter et dans quelle mesure. Le prêt porte intérêt à 5 0/0 quand il est fait en argent, à 10 0/0 quand il est fait en grain. Ces intérêts ne sont pas distribués ; ils viennent accroître le fonds social.

Les fonds de toutes les sociétés d'une même commune mixte sont versés au receveur des contributions diverses, qui fait fonctions de trésorier ; mais chaque douar fait caisse à part et a sa comptabilité spéciale. Il n'y a pas de billets : mais lorsque arrive l'échéance convenue pour le prêt, le khiela ou cavalier du caid va avertir l'emprunteur de payer ; et comme, s'il ne remboursait pas au fur et à mesure de ses moyens, c'est au douar qu'il ferait tort, il craint de mécontenter ses voisins, et s'exécute : les pertes sont presque nulles Il ne manque plus à cette institution que la sanction d'une loi qui donnera aux sociétés de prévoyance des indigènes la personnalité civile, et qui permettra aux inspecteurs des finances de contrôler la gestion des receveurs et à la caisse des dépôts de servir un intérêt aux fonds déposés chez elle. Le projet en a été déposé il y a dix-huit mois : il serait à désirer qu'on en pût hâter la solution.

Ces sociétés ont pris un rapide développement :

	Nombre de sociétaires.	Avoir des sociétés.
31 décembre 1886.....	60.293	1.698.000 fr.
— 1887.....	105.210	2.405.000
— 1888.....	122.356	2.714.000
— 1889.....	133.520	3.129.000
— 1890.....	159.588	3.625.000

Il n'y a rien de téméraire à espérer que les trois cent mille chefs de famille indigènes vivant dans les communes mixtes seront dans peu d'années membres de sociétés de prévoyance. On trouvera peut-être moyen d'y englober les indigènes des communes de plein exercice. Alors les fonds s'accroîtront, par les versements et les intérêts capitalisés, de un ou deux millions par an. Ce serait pour les usuriers la plus redoutable des concurrences : ils ne garderaient plus de clientèle que parmi les très mauvais débiteurs, qui sont leurs victimes désignées par la nature. On aurait, dans ce succès, un exemple excellent de ce que peut pour le bien des indigènes une amélioration de leurs propres institutions, vivifiées et transformées sans violence dans le sens de nos idées.

Les impôts arabes

Nous avons conservé en Algérie, pour les indigènes, le système tradi-

tionnel d'impôts tel qu'il existait avant la conquête; il consiste en principe dans le prélèvement de la dîme des récoltes et des troupeaux, et il a sa base dans les prescriptions mêmes du Coran. Il faut toutefois mettre à part la Kabylie, où l'impôt a plutôt le caractère d'un tribut de guerre et prend la forme d'une capitation.

En pays arabe, les deux impôts généraux sont l'achour et le zekkat. L'achour est la dîme des récoltes. Avant 1845, il était payable en nature. Depuis, on a établi des règles d'assiette et un tarif de conversion : l'unité imposable est la charrue, qui est de 10 hectares en moyenne; on classe chaque terre, après inspection de la récolte, dans une des quatre catégories : très bonne, bonne, passable ou mauvaise, et elle est censée avoir produit, selon la catégorie, de 20 à 5 quintaux de blé et de 40 à 10 quintaux d'orge, dont le dixième revient à l'État. Reste à faire la conversion en argent : un arrêté du gouverneur général fixe la valeur des deux denrées; depuis 1874, elle est fixée à 22 francs pour le quintal de blé, à 11 francs pour le quintal d'orge.

Le zekkat est la dîme des bestiaux ; d'abord payable en nature, il est devenu payable en argent sur tarif de conversion : le tarif est, depuis 1874, de 4 francs par chameau, 3 francs par bœuf, 0 fr. 25 par chèvre, 0 fr. 20 par mouton.

Ce sont là les règles générales. Voici les exceptions :

Dans le département de Constantine, l'achour ne varie pas avec la récolte : il est fixé invariablement à 25 francs par charrue ; seulement, en cas de mauvaise récolte, des dégrèvements peuvent être accordés par le gouverneur général. En outre, dans ce même département, l'achour se complète par le hokkor, taxe de 20 francs par charrue. qui est la rente jadis payée au Beylick comme propriétaire éminent du sol.

Dans les oasis du Sahara, l'achour et le zekkat sont remplacés par un impôt sur les palmiers, qui varie de 0 fr. 25 à 0 fr. 50 par pied.

La Kabylie a sa taxe propre; elle s'appelle aussi *lezma*, mais elle n'a aucun rapport avec la *lezma* des palmiers. C'est une taxe de capitation, que doivent tous les habitants mâles adultes Tous sont rangés dans cinq catégories d'après leurs ressources, et payent 5, 10, 15, 50 ou 100 francs par tête. Les indigents sont exempts, mais le fisc reconnaît peu d'indigents; dans l'arrondissement de Tizi-Ouzou, sur 366,638 habitants, 85,769 sont imposés à la *lezma;* c'est presque un sur quatre; les femmes et les enfants étant exempts, on ne voit pas qu'il reste beaucoup de marge pour les indigents.

A ces impôts s'ajoutent 22 centimes additionnels; mais par une curieuse anomalie, quand il s'agit de la *lezma* kabyle, les centimes ne s'ajoutent pas au principal ; ils sont prélevés au profit de qui de droit (services de l'assistance, de la propriété individuelle, etc.), sur le principal même.

Le produit des impôts arabes qui, il y a dix ans, avait semblé fléchir, a progressé assez régulièrement, de 15,721,000 francs en 1882 à 20,980,000 francs en 1886 ; depuis, il a baissé de plus d'un million. Il suit les variations des récoltes, et, comme celles-ci, il subit des oscillations de moins en moins fortes. Il est difficile de dire s'il est trop lourd ou s'il pourrait être aggravé ; mais il est probable qu'il paraîtrait fort supportable à l'indigène, s'il ne s'y ajoutait de nombreuses charges plus arbitraires, telles que

les journées de garde autour des forêts quand on redoute les incendies ; les corvées pour la lutte contre les sauterelles, que les indigènes font assez volontiers quand il s'agit de leurs récoltes, mais qu'on leur a imposées parfois comme une rétribution au profit des seuls colons ; les services d'escorte aux fonctionnaires en tournée, etc.

Ce n'est donc pas d'un allègement d'impôts que les indigènes auraient le besoin le plus urgent. Mais il est aisé de constater que leurs impôts sont fort inégalement assis selon les régions. Sans doute, il convient de laisser à la culture si spéciale des oasis son régime propre, et il est de bonne politique de conserver pour les Kabyles un système d'impôts à part, les deux races devant demeurer distinctes autant que possible et aussi médiocrement disposées que par le passé à se prêter un mutuel appui en cas de troubles. Mais, dans l'intérieur de chacune des trois régions fiscales, il y a des différences inexplicables et qui appelleraient l'examen.

Pourquoi la charrue n'a-t-elle pas partout une étendue uniforme ? Pourquoi surtout cette étendue est-elle en moyenne plus grande dans les pays plus riches, en sorte que les terres les plus pauvres ont chance d'être plus taxées ? Pourquoi l'achour est-il variable dans deux départements, et fixe dans le troisième ? Si la variabilité est un système plus conforme aux habitudes d'imprévoyance de l'indigène, qui ne peut payer que sur ce qu'il récolte l'année même, pourquoi ne pas l'appliquer partout ? Et si la fixité est préférable, à cause de la stabilité qu'elle assure aux recettes de l'État et des départements, pourquoi ne pas la généraliser ? Pourquoi la lezma kabyle a-t-elle, en petite Kabylie, le caractère d'un impôt de répartition, fixé à forfait pour chaque village, et, dans la grande Kabylie, le caractère d'un impôt proportionnel à la richesse de chacun ?

Ces questions et plusieurs autres ont rarement été posées. On paraît s'en tenir à cette idée qui a prévalu en 1885 dans le conseil de gouvernement, qu'il faut s'abstenir de toute amélioration partielle et attendre le jour où l'on pourra remplacer les impôts arabes par l'impôt foncier à la manière de France. Ce jour-là arrivera le lendemain de l'achèvement de la constitution de la propriété individuelle ; les réformateurs algériens de l'impôt arabe ne sont pas des gens pressés.

Il est cependant des améliorations que l'on pourrait faire sans bouleverser les habitudes séculaires des indigènes, et qui leur seraient sensibles. On pourrait en trouver plusieurs dans la suppression des anomalies citées plus haut, et qui toutes ont sans doute leurs origines historiques, mais qui ne se justifient plus, comme au temps où telle tribu était ménagée parce qu'elle était maghzen, et telle autre frappée parce qu'elle s'était récemment insurgée. Mais il est une amélioration qui ne soulèverait aucune difficulté de la part du contribuable, et qui lui procurerait du soulagement, sans rien coûter au Trésor : ce serait une réforme de la perception.

Il en résulte que les indigènes n'ont pas à payer seulement : 1° le zekkat ; 2° l'achour ; ils payent en outre : 3° s'ils ont un commerce, les patentes ; puis ils doivent à la commune : 4° les centimes additionnels à l'impôt foncier sur les propriétés bâties (à partir de 1892, ils payeront à l'État le principal) ; plus : 5° la taxe sur les loyers, les trois journées de prestation, la taxe sur les chiens ; plus enfin : 6° la quatrième journée de prestation, destinée aux chemins ruraux. Or, pour chacune de ces six

séries de taxes, l'Administration émet des rôles spéciaux, et elle les émet à des dates successives, s'échelonnant sur toute l'année : pour la taxe sur les loyers et les trois journées de prestation, c'est de février à mai ; la quatrième journée de prestation est réclamée un peu avant ou un peu après, selon les lieux et les années ; le zekkat se présente d'avril à juillet ; la taxe foncière, de juin à juillet ; la lezma kabyle, en juillet ou août ; l'achour, en août ou septembre. Il en résulte que le contribuable est convoqué quatre ou cinq fois dans l'année, s'il est Kabyle ; cinq ou six fois, s'il est Arabe.

Ces déplacements sont peu onéreux pour les impôts dits arabes : des frais de tournée sont prévus sur le fonds commun pour les agents de perception ; le recouvrement se fait donc dans le douar ou village. Mais pour les impôts européens, il n'y a pas de frais de tournée. L'indigène est donc obligé de se rendre à la recette : il fait ainsi jusqu'à 120 kilomètres aller et retour compris pour acquitter une cote extrêmement faible ; en Kabylie, la taxe des loyers oscille entre 0 fr. 10 et 1 fr. 35 par cote ; la cote individuelle sur les propriétés bâties est de 1 fr. 31 en moyenne.

Serait-il donc impossible d'éviter ces vexations ? Il suffirait d'unifier les rôles. Il n'y aurait de difficulté sensible que pour l'achour et le zekkat. Les répartiteurs font deux tournées pour l'achour : une au printemps, pour constater les contenances ensemencées, une en été, pour constater l'état de la récolte. Les rôles du zekkat sont prêts dès la première et émis aussitôt. Mais on pourrait en retarder l'émission. On pourrait surtout supprimer une des deux tournées : sur les deux cinquièmes du territoire, car telle est l'étendue du département de Constantine, on se contente d'une tournée, qui suffit pour établir l'achour et le zekkat. Il est vrai que là l'achour ne varie pas avec la récolte, et qu'ailleurs il varie. Mais si le système de l'achour fixe est bon à Constantine, on ne voit pas pourquoi il serait impraticable ailleurs : ce qui est certain, c'est que bien des indigènes le réclament, notamment dans la province d'Oran.

Cette unification une fois faite, celle de la foncière-bâtie suivrait aisément : il n'y aurait qu'à la confier au même service que l'achour et le zekkat ; aujourd'hui, elle appartient aux contributions directes, l'achour et le zekkat aux contributions diverses ; et l'on donne de cette séparation la raison suivante : c'est que les contributions directes ont eu le mérite de faire le recensement qui a servi de base à la foncière-bâtie : c'est le système des parts de fondateur appliqué en matière d'attributions fiscales. Le reste des rôles spéciaux se défend par des arguments d'une valeur analogue. Il n'y a peut-être pas là un obstacle absolu à une réforme qui, sans altérer les bases traditionnelles de l'impôt arabe, introduirait plus de simplicité et de bienveillance dans la perception.

Dans une partie de la Petite-Kabylie, où existe la lezma de répartition, les djemâas sont chargées de répartir l'impôt, sous le contrôle des agents du fisc français. Cette institution pourrait être étendue : nous y reviendrons à propos des réductions de crédits que pourrait supporter le service des répartiteurs.

L'instruction des indigènes

Les Algériens n'ont jamais cessé, par la voix de leurs conseils électifs,

de proclamer le nécessité d'instruire les indigènes. On peut citer comme exemple de ce genre de délibération le vœu du conseil supérieur, en date du mois de novembre 1885, et signé par dix-sept délégués des conseils généraux, sur dix-huit qui font partie de cette assemblée : le conseil supérieur déclare :

« Qu'il est du devoir de la France d'initier autant que possible à la civilisation les indigènes de l'Algérie, et qu'à cet effet une des premières mesures à prendre est d'ouvrir chez eux des écoles où on leur enseigne les éléments de l'instruction primaire française. »

Ces vœux n'ont été suivis que de peu d'effet. En 1866, il existait dans la colonie un certain nombre d'écoles arabes-françaises; elles déclinèrent rapidement et, en 1882, il n'en subsistait plus que 13; le nombre d'élèves musulmans reçus soit dans ces écoles, soit dans les écoles françaises, s'élevait à 3.172. Depuis, il a été ouvert chaque année 10 ou 12 écoles indigènes; en 1890, il en existait 122, et le nombre des élèves musulmans montait un peu au-dessus de 11.000. C'est un progrès assurément; mais, de ce pas pour arriver à offrir aux indigènes à peu près autant de moyens d'instruction qu'on en offrait aux Français il y a soixante ans, il faudrait deux siècles : ou plutôt, on n'y arriverait jamais, car le nombre des enfants à instruire croît beaucoup plus vite, par le simple développement de la population musulmane, que le nombre des élèves reçus dans les écoles.

On accuse le Gouvernement français qui, en effet, après avoir inscrit au budget un crédit de 219,000 francs pour l'instruction des 500,000 enfants indigènes d'âge scolaire, s'en est tenu là. Mais la faute n'en est pas au budget seul : les municipalités algériennes n'ont pas, dans la pratique, montré une grande confiance dans le développement des écoles indigènes. Les autorités académiques ont eu parfois bien de la peine à les persuader de faire les frais des constructions nécessaires, même avec le concours de l'État, concours un peu limité, il est vrai, par les barèmes joints à la loi de 1885. Dans les huit dernières années, elles n'ont créé que 12 écoles indigènes; les communes mixtes en ont créé 71, c'est-à-dire deux fois plus eu égard à la population; et les communes indigènes, placées sous l'autorité militaire, 26, c'est-à-dire également deux fois plus.

C'est qu'au fond, chez les colons même les plus bienveillants envers les indigènes, on rencontre bien des doutes sur l'utilité de donner l'instruction aux Arabes et aux Kabyles. Ils font observer que les indigènes ne manifestent pas le désir de s'instruire : leurs enfants ne fréquentent pas nos écoles, qui leur sont pourtant ouvertes ; chaque fois qu'il a été question de leur appliquer nos lois scolaires, ils sont sortis de leur mutisme, leurs conseillers municipaux eux-mêmes ont pris la parole pour protester avec vivacité, au nom de leur religion qu'ils jugeaient menacée; à tout le moins objectaient-ils que leur pauvreté ne leur permet pas de se priver des services de leurs enfants, si l'on ne donne à ceux-ci une petite rétribution pour prix de leur assiduité. Il est de notoriété publique, d'ailleurs, qu'un indigène qui envoie ses enfants à l'école se croit pour cela seul en droit de nous demander une place ou des faveurs, tant il est persuade que nous lui devons du retour. A cette répugnance de l'indigène pour l'instruction s'ajoute son peu d'aptitude à la recevoir : jusque vers la puberté il montre à vrai dire une intelligence assez ouverte ; mais alors survient une crise,

analogue à celle que subissent à un certain âge les animaux incapables de domestication et qu'on a essayé d'apprivoiser, et l'indigène retombe dans son hostilité farouche à toutes nos idées. Parfois cependant il garde de notre enseignement un vernis superficiel ; alors le mal est pire : il croit indigne de lui de vivre comme ses pareils, il se met à solliciter une place et s'il ne l'obtient pas, il vient dans nos villes et roule aux pires métiers.

Telles sont les objections. Elles ne demeurent pas sans réponse. Pour ce qui est de la répugnance des indigènes contre l'instruction, elle est assurément beaucoup plus violente et plus aveugle que celle à laquelle se sont heurtées, en quelques parties du territoire, nos récentes lois scolaires ; mais sont-telles d'une nature absolument différente ? On a réussi à calmer peu à peu en France ces sentiments en soulageant les parents pauvres à l'aide des quatre millions de fournitures scolaires, de vêtements, d'aliments, que les caisses des écoles distribuent aux enfants. On a passé outre aux objections tirées de la religion, non sans y avoir fait droit dans la mesure de ce qui était juste, en assurant la neutralité de l'école et en donnant aux élèves les facilités légitimes pour l'accomplissement de leurs devoirs religieux. Des moyens analogues auraient un effet semblable en Algérie : il y a peu d'années encore, dans les communes pourvues d'écoles indigènes, un thaleb se chargeait, moyennant une modeste rétribution, de conduire les enfants à l'école, de les y surveiller, et de leur enseigner les versets indispensables du Coran en dehors des heures de classes : c'était assez pour rassurer la conscience des parents. Depuis, les municipalités ont cru devoir supprimer le thaleb, oubliant peut-être qu'il n'entrait pas à l'école pour y exercer une sorte d'inspection, mais pour y faire un service subalterne, sous le contrôle de l'instituteur, et que l'enseignement coranique, bien loin de prendre, dans ces conditions, le pas sur le nôtre, se trouvait subordonné et contrôlé infiniment mieux qu'à la zaouïa. Cependant à Alger, à Oran, à Batna, à Tlemcen, le thaleb a été conservé. Il serait aisé de le ramener partout, au moins dans les régions où son concours est utile au succès de l'école : en Kabylie, il serait le plus ordinairement superflu.

D'ailleurs, même dans des conditions parfaites, les quelques efforts faits depuis 1882 pour l'instruction des indigènes n'ont pas été perdus : leur nombre s'est accru en même temps que celui des écoles mises à leur disposition ; à chaque école nouvelle a correspondu une centaine d'élèves nouveaux. Leur assiduité même paraît à peu près suffisante : dans 23 écoles recensées deux fois à l'improviste en 1888, sur 2,285 inscrits, il y eut 563 absents la première fois, soit 24 0/0, et 397 la seconde, soit 17 0/0. Ce sont là des résultats qui permettent d'espérer, d'autant que l'obligation n'a pas encore été promulguée, et que bien des pères indigènes refusent d'envoyer leurs enfants à l'école, disant à l'instituteur : « Pourquoi me demandes-tu de faire ce que mon voisin n'est pas obligé de faire ? La loi doit être égale pour tous. » Ils ne conçoivent encore l'instruction que comme un service rendu au beylik (*).

(*) « Sois patient », disait récemment à ce propos un vieil adjoint indigène de Tlemcen, Mokhtar-el-Msifi, qui avait échoué aux élections municipales pour s'être déclaré en faveur de l'instruction des filles : « Celui qui n'a pas goûté du pain ne peut pas l'aimer encore. »

Reste l'inaptitude des indigènes à l'instruction. Il est vrai que la plupart désapprennent assez vite ce qu'ils avaient appris à l'école ; mais le fait s'explique sans qu'on l'attribue à la crise de la puberté : celle-ci n'est pas si profonde qu'elle empêche les élèves indigènes de nos écoles normales et des medersas de poursuivre leur développement intellectuel. En réalité, il ne s'agit guère là que d'habitudes vicieuses, qu'une meilleure éducation combattrait.

La cause la plus certaine de l'ignorance où retombent nos élèves, c'est la barbarie du milieu où ils sont replongés après leurs études primaires : faute d'argent, nous avons disséminé quelques rares écoles sur un vaste territoire ; nos élèves sont comme perdus dans une masse ignorante. Si l'on se décide à entamer une expérience sérieuse de ce que l'instruction peut sur les indigènes, il faudra concentrer les efforts à la fois sur les villes, où il est facile de saisir une population scolaire nombreuse et d'ailleurs en contact permanent avec nous, et sur une plusieurs régions choisies : lorsque des générations compactes d'enfants formés par nos maîtres, et parlant le français, se succèderont jusqu'à former une minorité notable, puis une majorité dans une contrée déterminée, ils s'entretiendront entre eux dans les idées et les connaissances élémentaires que nous aurons pu leur inculquer. La Petite-Kabylie, avec ses populations denses, pressées dans des villages considérables, et dont l'esprit est moins ferme au savoir et au progrès, est tout indiquée pour cette tentative.

Nous arrivons au point essentiel : A quoi sert l'instruction pour les indigènes, si elle ne fait que des déclassés ? Ici, tout dépend de ce que sera notre enseignement. Tout d'abord nous l'avions trop conçu sur le type français : des maîtres dévoués et capables, mais insuffisamment avertis de la différence profonde entre les pays, enseignaient à de jeunes Kabyles les malheurs de Brunehaut, ou les secrets de la règle des participes. De nouveaux programmes sont en vigueur depuis deux ans ; peut-être pourrait-on y restreindre encore la part faite à la grammaire, et s'en tenir à ce « français réduit » qui a réussi dans nos écoles de Bretagne ; il serait également meilleur de ne pas donner trop de temps à l'histoire des temps anciens et feodaux, qui occupe une moitié des programmes d'histoire, ni même aux catastrophes de nos gouvernements et aux révolutions, qui occupent une partie de l'autre moitié. Autre chose est de former de futurs citoyens, des esprits libres, raisonneurs, critiques même ; autre chose d'initier de pauvres Arabes ou Kabyles aux premières notions de la langue française, du calcul, à quelques idées saines sur la place respective de l'Algérie et de la France dans le monde, et sur les découvertes et les idées qui font la force de la civilisation moderne. Que le jeune indigène, sorti de nos écoles, ne soit pas reçu au certificat primaire, comme on l'a trop rêvé pour lui ; qu'il sache suivre une conversation simple en français, rédiger une lettre et faire un compte, qu'il ait une idée vraie des forces dont dispose la France, et des intentions bienveillantes qui l'animent envers les races algériennes, qu'à tout cela s'ajoute un certain sentiment du bien, tel que des enfants le contractent naturellement sous la direction d'un maître juste et bon ; c'est tout ce que nous pouvons actuellement espérer pour nos élèves indigènes.

Après avoir conçu le projet de les préparer au certificat ou du moins de

les diriger dans ce sens, on avait songé à faire des indigènes, par un solide enseignement professionnel, de bons ouvriers, aptes à gagner largement leur vie. Ce serait fort bien, s'il ne s'agissait que d'en instruire quelques-uns, qui seraient destinés à quitter leur douar, pour venir vivre dans nos centres. Mais ce n'est pas là une solution générale : on ne peut pas plus songer à faire de tous les indigènes autant d'ouvriers serruriers, forgerons ou maçons, qu'à en faire autant d'instituteurs. La marque certaine à laquelle on reconnaîtra une instruction convenablement dirigée, c'est qu'elle rendra les indigènes plus aptes à réussir dans leur milieu sans les déclasser ; qu'un jeune Kabyle sache utiliser les engrais les plus simples, choisir ses semences, employer une pioche ou, s'il se peut, une charrue à la place de son misérable araire de bois, ou bien qu'il puisse réparer sa maison avec plus de solidité et de propreté, confectionner des coffrets moins grossiers, raccommoder moins imparfaitement ses outils, faire en un mot ce que font les siens, mais plus adroitement et mieux ; qu'il ait surtout des habitudes de méthode et de suite dans le travail, ce sera assez pour qu'on apprécie autour de lui les bienfaits de l'école française.

Les maîtres qui se chargeront de cette tâche devront y être préparés, car elle diffère profondément de celle des autres instituteurs : elle est beaucoup plus difficile si l'on songe que le maître ici doit faire ce qu'ailleurs font à sa place, ou avec lui, la famille et l'entourage : donner à l'enfant les premiers principes, les premières habitudes d'une morale et d'une civilisation nouvelles. On a songé à y employer des indigènes préparés dans des cours annexés à nos écoles normales ; ils peuvent rendre des services si on les emploie avec discrétion, dans des classes placées sous la surveillance immédiate et constante d'un maître français. Livrés à eux-mêmes, ils sont trop peu francisés, — la plupart refusent même la naturalisation, — pour franciser à leur tour des indigènes.

Enfin, un problème difficile et qu'il faudra aborder quelque jour, c'est celui de l'instruction des filles indigènes. Dans quelques villes, où déjà le contact des colons a affaibli les préjugés, comme à Constantine et à Bougie, dans certaines tribus, où un chef intelligent nous seconde, comme font le président des Beni-Yahia (Djurjura) et l'agha de Touggourt, l'école de filles reçoit des élèves ; et quand l'institutrice est habile, quand elle sait enseigner aux enfants un peu de couture, de broderie selon la mode indigène, l'art de faire des tellis, ces sacs à tous usages, qui sont une pièce essentielle du mobilier arabe, elle obtient des succès auprès des familles, et ses elèves plus tard ne perdent pas toute relation avec elle. La jeune fille indigène, en Kabylie surtout, est beaucoup plus rapidement éducable que le jeune homme. Il existe près de Fort-National, à Taddert-ou-Fellah, une sorte d'orphelinat où sont élevées une vingtaine de jeunes filles kabyles sans parents directs. Il sera fermé quelque jour, car on ne sait quel sort faire à ces enfants, transformées par l'influence d'une femme de bien, purifiées des vices indigènes, qui parlent avec naturel et raisonnent avec rectitude en français, qui sont habiles aux travaux féminins et qui s'y plaisent, et qui enfin ont conscience de leur amélioration : on hésite à les rejeter malgré elles dans un milieu grossier et naïvement corrompu, et elles ne peuvent pourtant pas devenir toutes des institutrices. Taddert-ou-Fellah disparaîtra donc, pour être venu trop tôt. Mais ceux qui l'auront

visité n'oublieront pas les résultats obtenus, et les prières ardentes de ces jeunes filles, suppliant la France de ne pas les rejeter dans la barbarie. Un jour cet appel sera entendu : alors commencera la vraie et définitive conquête de l'Algérie.

A n'envisager que les difficultés financières, — et ce sont peut-être les moins grandes, — l'organisation d'un système complet d'instruction des enfants indigènes, qui représentent en nombre le dixième environ des enfants de la métropole, serait une œuvre colossale, qui absorberait, pour la construction de 6.000 ou 8.000 écoles, près de 60 à 80 millions, et pour les frais permanents de personnel et de matériel, 10 à 12 millions par an. Où trouver les ressources nécessaires? Le budget ne contient que 219.000 francs : faut-il pourtant ajourner indéfiniment une entreprise si nécessaire, la seule qui, une fois résolument entamée, nous donnera le droit de dire que nous avons fait notre devoir de tuteur du peuple arabe ?

La religion : le clergé musulman, les confréries

On ne saurait bien administrer, encore moins modifier les indigènes algériens, en restant étranger aux choses de leur religion. C'est de là que dépend toute leur vie civile et politique. Le Coran n'est pas seulement le livre où ils puisent leur croyance et leur morale : il règle la constitution de la famille, le régime des successions et celui des biens fonciers; il contient un Code civil et un Code pénal ; il pose les principes de l'organisation politique ; il commande l'obéissance envers les chefs de la foi et fixe l'étendue de leurs pouvoirs (*). Ses prescriptions ne sont pas connues directement de la masse des fidèles, qui ne comprennent même pas les quelques chapitres qu'on leur apprend par cœur à la zaouia ; mais il y a des docteurs, imans de la foi, marabouts, simples tolba, qui ont mission de les interpréter pour la foule : la foule les écoute avec respect ; le musulman qui manque, même en secret, aux commandements essentiels de sa religion, est en minorité ; celui qui y manque publiquement est une exception ; on peut douter s'il en est un seul qui se soit émancipé de la croyance de ses pères. Pris en masse, les indigenes sont profondément soumis à leur religion et à ses interprètes : aucune autre autorité n'a sur eux une prise aussi forte. Il n'y a donc qu'une chance pour nous d'arriver à prendre la direction de leurs esprits et de leurs sentiments, c'est que leur religion disparaisse ou que, par des changements insensibles, elle s'accomode de nos idées essentielles, de la neutralité religieuse de l'État, de l'égalité

(*) Le résumé en 58 articles des dogmes fondamentaux de l'Islam par le « très vénéré » iman Nedjem-ed-Din-Massafi (mort à Bagdad en 1142) s'exprime ainsi :

« Les musulmans doivent être gouvernés par un iman qui ait le droit et l'autorité : de veiller à l'observation des preceptes et de la loi, de faire exécuter les peines légales, de défendre les frontières, de lever les armées, de percevoir les dîmes fiscales, de réprimer les rebelles et les brigands, de célébrer la prière publique du vendredi et les fêtes du Beiram, de juger les citoyens, de vider les différends qui s'élevent entre les sujets, d'admettre les preuves juridiques dans les causes litigieuses, de marier les enfants mineurs de l'un et l'autre sexe qui manquent de tuteurs naturels, de procéder enfin au partage du butin légal. »

morale des sexes, des progrès incessants de la raison humaine et de la civilisation. En attendant, il est de toute nécessité que nous nous intéressions à la vie religieuse des indigènes, pour en connaître les mouvements, et, s'il est possible, pour prendre pied sur ce terrain.

Nous avons trouvé devant nous, en Algérie, deux sortes de chefs religieux : d'un côté, les muftis et les marabouts, chargés du service des mosquées, et qui constituent le clergé proprement dit ; dès les premiers jours de la conquête, ce clergé nous avait spontanément apporté des gages de conciliation, en demandant à Bourmont de lui dicter la prière publique qu'il substituerait à la prière d'usage, où Dieu était invoqué en faveur du sultan de Constantinople (*). De l'autre côté étaient les confréries religieuses, les Khouan, qui s'appliquent à conserver dans sa pureté la foi musulmane et la haine de l'infidèle. Notre politique envers les uns et les autres peut se résumer ainsi : nous avons essayé de combattre les Khouan, nous avons délaissé le clergé des mosquées.

Les Khouan forment une sorte de conspiration permanente contre nous. Il ne faudrait pas aller jusqu'à voir leur main dans toutes les insurrections. Lorsque El-Mokhrani souleva celle de 1871, il n'invoqua que des raisons politiques, et c'est plus tard seulement que l'insurrection devint, comme on l'a appelée, une « Khouannerie ». Après celle de l'Aurès, en 1879, la Commission d'enquête déclara que « le fanatisme religieux n'avait figuré qu'à l'arrière-plan et comme drapeau dans le mouvement ». Mais ce qui est certain, c'est que toutes les insurrections trouvent en eux des auxiliaires tout prêts. Ils les rendent possibles en entretenant l'agitation dans les esprits : tandis que leurs chefs vivent à l'abri de toute répression dans les oasis de la Tripolitaine ou plus loin encore, leurs moqaddems, parcourent secrètement l'Algérie, organisent une correspondance quasi régulière avec l'extérieur, ou bien, fixés auprès d'un tombeau vénéré, dans quelque zaouïa, ils attirent à eux les pèlerins, entretiennent l'espoir d'une prompte arrivée du « Maître de l'heure » qui doit délivrer les musulmans, multiplient les collectes dont ils font deux parts, l'une pour le soulagement des pauvres, et l'autre pour une réserve qui sera utilisée en cas d'insurrection (**). Nos mesures de rigueur, surtout quand elles étaient collectives, les ont obligés à cacher mieux leurs menees, sans nuire aucunement à leur crédit : on constate même que certaines confréries, frappées par nous pour leur rôle insurrectionnel, comme les Rahmànya et les Derkaoua, ont prospéré plus que jamais ; d'autres, que nous avons ménagées à cause de quelques services, comme les Tidanjya et les Hansalya, ont perdu dans la faveur des fidèles. On espère aujourd'hui des résultats meilleurs d'un service de renseignements qu'on projette d'organiser, et qui permettrait de saisir et d'expulser un à un les émissaires étrangers, et de réduire à l'impuissance par l'internement les turbulents de l'intérieur.

(*) Voici le texte qu'acccpta Bourmont :

« Fortifie, ô mon Dieu, quiconque fortifiera la religion musulmane ! Vivifie les bons sentiments du cœur de quiconque vivifiera la tradition du Prophète ! Protège-nous, mon Dieu, contre les troubles de ce monde et les peines de l'autre, car tu es tout-puissant ! »

(**) Le commandant Rinn, dans son ouvrage *Marabouts et Khouan*, évalue à 168,000 le nombre de leurs affiliés.

Il sera bon d'essayer de ce moyen, mais tant qu'il existera des besoins religieux chez les indigènes, il faut bien se persuader qu'on ne peut leur refuser toute satisfaction Le clergé des mosquées était mieux en situation, lors de notre arrivée en Algérie, de leur en donner une suffisante. Mais il vivait du revenu d'un domaine, modeste d'ailleurs, les biens habbous : or, nous avons réuni ces biens au domaine, par l'arrêté du 8 septembre 1830, et la loi du 16 juin 1851 a consommé cette confiscation en même temps que l'État prenait à sa charge les besoins du personnel du culte et la conservation des mosquées (*).

Nous nous acquittons de cet engagement en consacrant chaque année 166,000 francs à l'entretien du clergé, 50,000 francs aux frais matériels du culte et 45,000 francs à la conservation des mosquées. Pour un peuple de trois millions et demi de croyants, c'est peu : on en jugera par une simple comparaison.

	SOMMES allouées au budget de 1891	POPULATION recensement de 1891	CRÉDITS par tête
Catholiques	808.183	482.000	1 67
Protestants	94.058	(1) 10.000	9 40
Israélites	25.925	47.600	0 54
Musulmans algériens	261.340	3.567.000	0 073

(1) Il y avait 7,500 protestants en 1881. On n'a pas de chiffre plus récent.

Le budget alloue donc, en dépenses du culte, pour un musulman, sept fois moins que pour un israélite, 32 fois moins que pour un catholique (en comptant tous les Européens non protestants pour des catholiques, ce qui est une exagération criante), et 120 fois moins que pour un protestant.

Il en résulte que le nombre des ministres du culte (muftis ou imans) mis par nous à la disposition des musulmans est de moins de 100 ; que l'immense majorité des mosquées n'en ont aucun pour les desservir, et que beaucoup de ces mosquées, même des plus dignes d'être conservées comme monuments historiques, sont profondément délabrées. Les traitements d'ailleurs sont très faibles : nous payons 1,200 francs des muftis qui sont, aux yeux de leurs coreligionnaires, de hauts dignitaires, et nous n'avons pas même songé à entretenir un cheikh-ul-islam ou chef de la religion, qui, à défaut d'autres services, aurait du moins dispensé les muftis de chercher leur direction religieuse auprès des docteurs des mosquées de Fez, ou du medjelès de Tetouan (**).

(*) Les biens habbous se composent actuellement de 4,768 parcelles, d'une contenance totale de de 5 150 hectares, dont la meilleure partie est formée d'immeubles urbains. Le génie les detient presque tous, et les a réunis à son énorme domaine. Un tiers, formé d'immeubles ruraux, reste libre et rapporte à l'Etat 71,782 francs par an.

(**) Il y a peu de temps qu'une lettre adressée par le mufti d'une des

Ainsi réduit, le clergé musulman a dû chercher les moyens de subsister par lui-même. Auprès de chaque mosquée, de chaque tombeau, il a surgi un marabout, qni s'est ingénié à vivre de ziaras ou quêtes, et qui y réussit. Nous avons même essayé d'interdire les ziaras, et cette interdiction est même un des articles du code de l'indigénat. Mais un tel article est parfois impossible à appliquer contre le sentiment des populations ; et nos administrateurs bien souvent ont eux-mêmes prescrit, en allouant une subvention insuffisante pour la réfection d'une mosquée, que le surplus serait fourni par des ziaras. Il s'est ainsi formé tout un clergé à demi-clandestin, dont les ressources échappent à notre contrôle, qui ne nous est lié par aucune obligation, et qui pour assurer sa popularité fait parfois assaut de fanatisme avec les Khouan mêmes. Il suffirait d'être impartiaux entre tous les cultes en Algérie, et de remplir les devoirs que nous avons assumés, pour améliorer cette situation. Moins dédaignés, moins mal payés, multipliés dans une mesure discrète et de façon à occuper toutes les mosquées importantes, les muftis et les imans prendraient une autorité qu'il ne leur serait pas loisible d'exercer contre nous. Les marabouts eux-mêmes, secourus à l'occasion, autorisés à faire quelques ziaras à condition que le produit en fût géré, sous notre contrôle, par un conseil de notables, par la djemâa par exemple, faisant office de conseil de fabrique, cesseraient des hostilités qui ne seraient plus pour eux un gagne-pain indispensable. Les zaouias elles-mêmes n'échapperaient pas à notre action, si au lieu de procéder à leur égard par suppression, ce qui les oblige à devenir secrètes, nous attachions le thaleb à l'école la plus voisine, avec une rétribution : le jour où les enfants pourraient, à la condition de suivre la classe française, avoir gratis les leçons de Coran qu'ils paient aujourd'hui 1 franc ou 1 fr. 50 par mois, il est douteux que la zaouïa en conservât un grand nombre.

Toutes ces meures ne procureraient, sans doute, dans les débuts surtout, qu'un apaisement superficiel. Seule, la multiplication des rapports d'intérêt avec les colons, l'augmentation du bien-être, cette cause si puissante de pacification, et, enfin, le progrès de l'instruction, pourront préparer des modifications plus profondes. Celles-ci se réaliseront-elles à leur tour ? On cite beaucoup de textes pour démontrer que le Coran est incompatible avec notre civilisation, et que le fond de sa doctrine est le djehad, l'appel à la guerre contre les infidèles; on en a cité beaucoup d'autres pour montrer que le Coran contient aussi des conseils de tolérance et de respect pour les chrétiens, des préceptes de soumission envers l'autorité établie, fût-elle celle des infidèles, et jusqu'à l'éloge de la science et de l'enseignement. C'est un sujet de controverse probablement inépuisable. Mais les faits ont ici plus de portée que les textes : la religion musulmane a reçu déjà deux coups sensibles, qui toutefois n'ont soulevé aucune révolte. Dès 1842, nous avons substitué aux peines éditées par le Coran notre Code pénal : c'était un progrès vers des mœurs plus douces; il a été introduit sans bruit; il n'est pas sans importance. En ce moment même, nos écoles, où sont

grandes villes de l'Algérie au medjelès de Tetouan a été saisie par un de nos sous-préfets. Elle posait cette question : « Est-il permis à un musulman d'obéir aux infidèles ? »

installés des maîtres qui jamais ne parlent de religion et qui réussissent, par leur savoir et leur caractère, à inspirer le respect autour d'eux, révèlent aux musulmans qu'il y a une science et une morale en dehors du Coran. Nous pourrions, sur d'autres points encore, et par des actes qui frapperaient, proclamer cette subordination des prescriptions religieuses à des principes supérieurs. Nous n'avons presque jamais combattu l'abominable pratique du mariage des filles non nubiles ; souvent ces unions aboutissent à des accidents mortels ; elles devraient être réprimées comme des crimes. Un usage religieux est d'enterrer les morts à une profondeur insuffisante : il y a là parfois une cause grave d'insalubrité pour les alentours; notre devoir serait de la faire cesser. En opposant ainsi à certaines habitudes religieuses des règles élémentaires de morale et d'hygiène, suffisamment évidentes pour être comprises de tous, nous introduirions dans l'islam même des germes de progrès. Sans doute, il a été jusqu'ici bien rebelle à toute évolution Mais quand il s'agit de la transformation d'un peuple, il faut entreprendre même des œuvres que les siècles futurs verront seuls s'achever. Le christianisme au moyen âge a bien paru aussi inconciliable avec tout régime social et politique autre qu'une théocratie superposée à une féodalité. Il a pourtant permis aux sociétés occidentales d'arriver à la conception de l'état laïque et de la souveraineté nationale, qui, peu à peu, prévaut partout.

Ici encore, c'est du côté de la Kabylie qu'il semble possible d'attendre les progrès les moins lents. Le Kabyle, sans être mauvais musulman, — il a suivi avec élan ses marabouts en 1871, — est avant tout un peuple laborieux, économe, attaché à ses intérêts matériels. Tout en obéissant aux préceptes essentiels du Coran, il les adoucit parfois pour son usage ; en matière de constitution de la famille et de possession du sol, il a maintenu ses *kanouns* ou coutumes locales contre le Coran. Il est vrai que les kanouns correspondent parfois, et surtout à l'égard des droits de la femme, à un état moral plus arriéré encore ; mais du moins on ne rencontre plus là ce corps de doctrines compact qui forme la religion musulmane, et l'on peut espérer beaucoup d'une race qui s'est montrée plutôt intéressée que fanatique.

La naturalisation des indigènes

On jugera peut-être, par ce qui précède, que l'assimilation des indigènes ne saurait être l'effet de quelques lignes d'écriture, même revêtues de la puissance légale. Des esprits généreux avaient espéré qu'il pourrait y être procédé avec rapidité, par la naturalisation accordée facilement, donnée peut-être d'un coup à la masse des musulmans. Contre la naturalisation en masse, tous protestent vivement, parce qu'elle leur enlèverait leur statut personnel et parce qu'elle les astreindrait au service militaire (*). Quant à la naturalisation individuelle, elle est fort rare : il n'y en

(*) On jugera de l'énergie de cette protestation, par la pétition ci-après, revêtue de la signature de 1,971 habitants de Tlemcen, et qui date de six mois à peine. Elle est remarquable, en quelques passages, par un ton d'ironie presque insolente, que les indigènes se sont bien rarement permis en s'adressant à des autorités françaises :

a pas 736 exemples dans les vingt-cinq dernières années, et l'on peut se demander si elle constitue, même pour les quelques indigènes qui l'ont acceptée, un acte bien sérieux. Beaucoup, en effet, paraissent ignorer pro-

« Monsieur le ministre des affaires gouvernementales,

» La France s'était à peine établie à Alger qu'elle s'occupa d'y faire régner la justice et d'y répandre les bienfaits de sa civilisation. Son premier soin fut de s'engager envers les musulmans à leur laisser leur culte, leur loi divine, leurs propriétés, à respecter leurs femmes et leurs personnes en leur permettant le libre exercice de leurs coutumes et de leur droit traditionnel ; il en fut de même lorsque sur notre appel ses soldats entrèrent à Tlemcen.

» Ce sont là des actes qui ont été souvent renouvelés par vos hommes les plus remarquables.

» Depuis que la France a pris possession de notre territoire, nous musulmans de Tlemcen, nous n'avons cessé de lui être soumis, de prendre de toutes nos forces, sans restriction, la défense de ses droits, comme, du reste, il convenait de le faire.

» C'est ainsi que nous nous sommes efforcés de repousser les insurgés, les fauteurs de trouble tels que Bou Amama et d'autres avant lui. Nous nous sommes pliés à votre législation, nous avons obéi aux arrêts judiciaires ou administratifs prononçant contre nous des peines collectives ou individuelles, nous avons respecté les lois financières, acquitté l'impôt spécial dit zekkat et achour. Nous avons rempli les engagements contractés envers la France par nos pères, ne demandant qu'une chose, c'est qu'on nous laissât notre religion dont notre société ne peut se séparer.

» Chez nous, la société est fille de la religion.

» Nous avons lu les deux propositions formulées par M. Martineau, l'une relative à la naturalisation en masse des musulmans, et l'autre tendant à leur imposer le service militaire. La Chambre des députés a donné son approbation à ces deux projets et les a renvoyés à l'examen d'une commission spéciale.

» De l'adoption de ces deux mesures résultera nécessairement la ruine des bases de notre culte, elle détruira le principe même de notre loi. Ce sera la fin du respect juré de nos femmes, de nos personnes, de ce respect garanti à tous et dont nous ne pourrons jamais nous passer.

» Toutefois nous sommes bien persuadés qu'on a seulement en vue l'amélioration de notre état ; qu'on veut nous mettre sur le pied d'égalité avec les citoyens français, nous rendre aptes aux fonctions publiques, nous amener à un degré convenable d'instruction, nous mettre sous les armes et nous enseigner les exercices militaires. Certes, c'est là un noble but inspiré par les meilleures intentions. Nous en sommes profondément reconnaissants. Mais, comme tous ces desseins contrarient notre foi, atteignent ce qui est essentiel en nous, ne sont pas en rapport avec notre ignorance, que nous ne nous sentons pas dignes de goûter au fruit de l'égalité, que nous ne revendiquons nullement le droit de suffrage, nous ne donnons point notre consentement à ces modifications projetées dans notre société, nous ne voulons point nous couvrir d'un vêtement qui n'est pas fait à notre mesure. Pour le moment, nous ne voyons pas l'utilité de ces réformes de nos institutions, nous n'en comprenons pas le bienfait. Nous aurions nous-mêmes sollicité ces réformes, si nous n'eussions pas trouvé que les inconvénients en seraient plus grands pour nous que les avantages purement humains qui en découlent, notamment la faculté de porter des armes de guerre. Nous ne sacrifierons pas notre religion à notre monde, et le musulman est tellement attaché à sa religion et à son monde qu'il entend ne se séparer ni de l'un, ni de l'autre.

» D'ailleurs, tenir aussi vivement que nous le faisons à notre culte,

fondément leurs obligations nouvelles : ils continuent à se marier devant le cadi (sur 287 dont on a suivi le sort, 21 sont dans ce cas); ils ont

n'est-ce pas d'une façon absolue la preuve la plus concluante de notre fidélité à remplir toujours les engagements pris par nos pères envers le gouvernement français ? et puis, chacun de nous n'est-il pas libre d'entrer en parfaite communion d'idées avec vous, comme le prouvent de nombreux exemples ?

» Une autre conséquence des deux projets livrés à l'examen de la Chambre, c'est l'annulation de la convention que nous a consentie la France et qui est devenue chose acquise et consacrée par un long usage. Cette convention constitue, pour ainsi dire, une donation opérée par l'aieul, en échange de certains avantages Il y a eu fait de possession et d'exécution de la part de tous les intéresses, de telle sorte que le petit-fils ne saurait révoquer un droit fondé sur une obligation accomplie ni au point de vue légal, ni même pour raison de politique africaine, puisque, lors de la conclusion du contrat en 1830, il n'y avait pas, en ce qui regarde l'Algérie, de politique européenne.

» Monsieur le ministre, depuis que la nouvelle de ces projets de réforme nous est arrivée, la vie n'a pour nous aucun attrait, nous somme tous, même nos enfants, dans l'inquiétude et l'appréhension.

» Le gouvernement français, dont la justice repose sur les principes de liberté, loin de nourrir des intentions nuisibles à nos croyances religieuses — car il est le gardien naturel des conventions et des cultes — agira, nous en sommes sûrs, de la manière à s'attirer l'affection des populations; il évitera avec soin l'emploi des moyens qui amèneraient un effet opposé à celui qu'on attend.

» Avant de se lancer dans la voie des réformes, il aura égard aux temps, aux lieux, aux individus; il sait que chaque chose se fait à son époque déterminée. Ses hommes d'Etat pleins de sentiment d'équité et de droiture n'auront pas recours à des conseils qui ne produiraient que désappointement. Ne sait-il pas d'ailleurs que l'Algerie est immense; qu'elle est voisine de l'étranger, que l'étranger est même chez elle, qu'elle renferme des populations de médiocre intelligence qu'il serait imprudent d'habituer au métier des armes?

» Nous vous faisons l'exposé de notre situation, Monsieur le Ministre, pour vous dévoiler notre cœur et vous inspirer le désir d'éloigner de nous les maux que creerait l'adoption des projets de M. Martineau. Nous tenons absolument à rester tels que nous sommes, avec notre culte, notre loi, nos coutumes que vous nous avez conservées jusqu'ici. Mais nous verrions avec plaisir, avec reconnaissance, l'Etat remedier à des dommages provenant des causes autres que celles dont nous vous entretenons.

» Nous espérons, Monsieur le ministre, que vous accueillerez favorablement nos doleances, que vous en tiendrez compte et ne laisserez pas porter atteinte à notre foi et à nos personnes. De cette façon le calme reviendra dans les esprits.

» Notre confiance dans une solution favorable est tout aussi grande que celle que nous avons conçue en 1887 lorsque nous demandâmes, en nous appuyant sur des raisons qu'etudient aujourd'hui les chefs du Gouvernement, que le soin d'interpréter notre loi fût rendu au cadi.

» Nous avons adressé à M. le président de la République l'original de la présente pétition signée par nos édiles de Tlemcen, par les directeurs de notre culte et de notre loi, nos commerçants, nos propriétaires, nos agriculteurs, nos industriels au nombre de 1971.

» Fait à Tlemcen, le 7 avril 1891.

» Pour traduction : *Signé,* ARNAUD,
» Interprète principal de l'armée. »

plusieurs femmes, ils négligent de déclarer à l'état civil les enfants qui leur naisent après leur naturalisation. Il est vrai que, quand on leur rappelle les peines portées contre la polygamie, ils s'en tirent en déclarant qu'une seule de leurs femme est légitime, et que les autres sont des concubines. Ce qui est bien significatif, c'est que leurs femmes appuient énergiquement ce mensonge. Quand on leur fait remarquer que leurs enfants, sauf ceux de la femme dite légitime, sont adultérins et ne peuvent ni être reconnus, ni hériter, ils tombent dans une profonde indignation. Il est à espérer qu'en dépit du laisser aller ordinaire en ces matières, la loi leur sera appliquée au moins sur ce dernier point; mais leur mésaventure n'encouragera pas beaucoup ceux qui, pour obtenir un grade dans l'armée ou une place ailleurs, auraient sollicité la naturalisation. Il faut s'y résigner : la naturalisation des indigènes sera le dernier terme d'une longue évolution. On pourrait presque dire aujourd'hui qu'il n'y a de francisés que les indigènes qui, après naturalisation, ont épousé des Françaises : ce n'est pas à l'action de nos lois que ceux-là doivent leur transformation.

DES VOIES ET MOYENS

Votre commission estime donc, Messieurs, que les besoins de l'Algérie sont incontestables, et qu'ils grandissent avec l'importance de la colonie. Il faut à l'Algérie des ressources nouvelles pour compléter le réseau de ses routes et de ses communications postales, pour améliorer par un système de barrages et par des travaux d'assainissement son régime hydraulique, pour refaire et exploiter ses forêts ; il lui en faut pour assurer mieux la sécurité publique, la distribution de la justice, la diffusion d'une instruction appropriée parmi les indigènes, la surveillance et la protection du culte musulman. Et ces ressources nécessaires, le budget actuel de l'Algérie ne les contient pas.

Peut-on demander à la métropole de les fournir ? Pour répondre à cette question, il suffit de considérer l'étendue des sacrifices qu'elle fait déjà dans l'état actuel.

Charges imposées à la métropole par l'Algérie.

Voici l'énumération, telle qu'elle ressort du budget de 1891, de toutes les dépenses, sans distinction, que la France fait en Algérie ; nous verrons ensuite quelle est la part qui doit réellement être considérée comme charges provenant de la colonie :

1° Dépenses portées aux budgets des ministères civils (intérieur, finances, travaux publics, instruction publique, commerce, agriculture.....	39.377.881 fr. (*)
A reporter.....	39.377.881 fr.

(*) Nous négligeons les 2,100,000 fr. de crédits supplémentaires pour la lutte contre les sauterelles : ces crédits ont le caractère de secours accidentels, et paraissent d'ailleurs devoir n'être pas entièrement dépensés.

	Report.....	39.377.881 fr.
2° Garanties d'intérêts aux compagnïes de chemins de fer.....		21.006.000
3° Dettes proprement algériennes :		
Annuité à la Compagnie algérienne.	4.997.765 fr.	8.658.797
Annuité à la Compagnie P.-L.-M..	3.661.032	
4° Dépenses de la guerre.....		52.497.475
5° Dépenses de la marine		496.406
6° Pensions civiles. Il est impossible de distinguer directement la part de l'Algérie dans les dépenses de cet ordre. Mais on sait que les retenues correspondantes sont aux pensions en général dans le rapport de 39,4 0/0. Ces retenues sont portées aux recettes de 1891 pour 871.400 fr. Les pensions peuvent donc être évaluées à.....		2.211.000
	Total.....	124.247.559 fr.

Ces dépenses ne doivent pas toutes être comptées à la charge de l'Algérie. Les dépenses militaires d'abord : ce n'est pas à cause de l'Algérie seulement que nous tenons sur pied un 19° corps d'armée ; sans cela, pourquoi la plus grande masse des troupes qui le composent seraient-elles stationnées près du littoral, sur les points où le calme est le plus complet ? Pourquoi, depuis 1886, l'effectif de ce corps aurait-il été augmenté, au milieu d'une paix complète, de 15,064 hommes ? La vérité est que le 19° corps fait partie de notre armée, et que ses dépenses font partie du budget de la défense nationale. On pourrait seulement dire qu'une portion des troupes de l'Algérie constitue une force de police, nécessitée par les circonstances locales, et aux frais de laquelle il sera juste qu'un jour la colonie contribue. Le moment où elle le pourra est encore éloigné : jusque-là, il est inutile de lui porter en compte aucune dépense de ce chef.

On peut même laisser confondues parmi les charges de la dette publique les annuités algériennes. Elles sont, à vrai dire, placées dans le budget des finances, sous une rubrique spéciale ; mais il n'y a pas plus de raison de les réclamer à l'Algérie que de lui demander compte des déficits de ses budgets passés, payés par la métropole, et qui pourraient être regardés comme ayant contribué à grossir notre dette consolidée en 3 et 4 1/2 0/0.

Peut-on faire, sur la liste ci-dessus, d'autres retranchements encore ? Ce serait aller déjà bien loin, de rayer les pensions civiles, à moins de supprimer les retenues correspondantes qui sont portées aux recettes de l'Algérie. Quant aux garanties d'intérêts aux chemins de fer, on peut faire abandon de celles qui ont été payées dans le passé, et que l'État d'ailleurs ne recouvrera pas pour la plupart ; mais en ce qui concerne celles qui restent à payer dans le présent et l'avenir, ce serait se faire une illusion gratuite que de les considérer pour la plupart comme des avances recouvrables : le gouvernement a rejeté cette illusion ; il vous propose de les considérer comme des dépenses ordinaires du budget, et votre commission a ratifié d'autre part cette proposition.

On peut donc dire que les dépenses de l'Algérie en 1891 s'élèvent au moins au total suivant :

1° Dépenses civiles.	39.377.881 fr.
2° Garanties d'intérêts aux chemins de fer	21.006.000 »
3° Pensions	2.210.000 »
Total.	62.587.881 fr.

D'autre part :

Les recettes prévues atteignent	40.720.831 fr. (*)

L'État aura donc, en dehors des dépenses militaires et des anciennes annuités algériennes, à payer pour la colonie en 1891 une différence de . . . . . 21.867.050 fr.

Si l'on veut laisser hors de compte les pensions civiles, la charge reste encore de 20,528,450 francs.

On peut se demander s'il est beaucoup de colonies qui, à importance égale, et après soixante années d'une existence soutenue par les sacrifices de la métropole, aient continué à en recevoir une subvention annuelle de 21 millions.

Le budget spécial

L'idée de faire un nouvel appel à la France étant écartée, une autre conception a surgi : celle de doter l'Algérie d'un budget spécial, qui s'équilibrerait en dépenses et en recettes, et dont la colonie aurait la libre disposition, sous le contrôle du gouvernement et du parlement français. La colonie se serait trouvée par là encouragée, pensait-on, à apporter plus d'économie dans ses dépenses : le rapporteur, près du conseil supérieur, du projet du budget spécial de 1892 signale même les chapitres où il serait possible de les faire porter, et les ajourne au moment où l'Algérie saura que ces économies seront faites à son profit. Elle aurait la libre disposition des plus-values de ses recettes, et cette perspective l'engagerait peut-être même à s'imposer des taxes nouvelles, quand elle serait sûre d'en bénéficier pour ses propres dépenses. Enfin, pourvue d'une sorte de personnalité civile, elle pourrait faire des emprunts, tout au moins sous la forme d'annuités consenties à des compagnies qui se chargeraient des grands travaux publics. Bref, pour acheter tous ces avantages, l'Algérie consentirait à entrer en compte avec la France, et à la rembourser de ses sacrifices passés sur un prélèvement sur les plus-values de l'avenir.

Ce projet a soulevé de graves objections de principe, qu'on ne pourrait sacrifier que s'il devait procurer en retour tous les avantages que ses partisans s'en promettent. Il serait difficile de négliger ce premier argument, qu'en dotant l'Algérie de finances autonomes, on l'achemine vers une autonomie plus complète. Assurément, toute pensée de séparation est loin des Algériens : leur patriotisme est plutôt surexcité par le contact

(*) Les huit premiers mois ont déjà donné, il est vrai, un excédent de recettes, par rapport aux prévisions, de 1,310,800 francs. Si cet excédent se maintient et s'accroît, il pourra contrebalancer les dépenses qui auront été faites sur les 2,100,000 francs de crédits supplementaires votés pour la lutte contre les sauterelles.

quotidien des étrangers et des indigènes ; et, d'ailleurs, ce n'est qu'en s'appuyant sur la mère-patrie qu'une minorité, représentant à peine 7 °/₀ de la population totale, peut espérer de garder sa suprématie. Mais il n'est pas moins vrai que le budget spécial amènerait entre la métropole et la colonie, à propos des remboursements annuels faits à celle-là par celle-ci, des règlements de compte comme de clerc à maître : l'Algérie, traitée en débiteur de la métropole, paraîtrait-elle aussi bien que par le passé partie intégrante de la patrie ? N'arriverait-on pas à considérer la clôture de son compte comme une libération des obligations contractées dans le passé avec la France ? — De même on ne saurait faire fi de cette autre crainte, que la création d'un budget spécial, formé de recettes et de dépenses prises sur le budget métropolitain, ne fût une atteinte portée à l'unité de notre budget, si laboricusement obtenue au cours des dernières années. Sans doute, dans la nature des choses, on ne voit pas qu'il soit nécessaire à l'unité du budget de la France de comprendre le budget de l'Algérie, pas plus du moins que de comprendre celui du Tonkin ou celui de l'Imprimerie nationale. Mais il y a cette différence que ces derniers ont toujours fait compte à part, tandis qu'en séparant aujourd'hui le budget de l'Algérie, on créerait un précédent en faveur d'autres séparations qui sont soutenables au même degré.

Au moins, à ces inconvénients, peut-on opposer des avantages égaux ? Le budget spécial intéressera, dit-on, l'Algérie à trouver des économies et à consentir des charges nouvelles. On peut l'espérer, mais le budget spécial n'est pas le seul moyen d'atteindre ce résultat : il suffit que l'Algérie se persuade bien de cette vérité, assez éclatante déjà, que la métropole ne veut plns augmenter ses sacrifices.

On dit encore : le budget spécial créera à l'Algérie des ressources plus élastiques et même il lui permettra de commencer à rembourser la métropole. C'est en effet ce qu'on pourrait croire en lisant le projet de budget spécial préparé pour 1892, par le conseil supérieur : on y voit les recettes de l'Algérie monter au chiffre de 43,700,000 francs, soit une augmentation de 3,000,000 de francs, par rapport à 1890, ce qui permet, en absorbant un excédent de 600,000 francs resté libre en 1890, d'attribuer 1,800,000 francs de crédits nouveaux à la colonie, et de faire en même temps un remboursement de somme égale à la France (*). Seulement, il n'est pas bien difficile de voir à quoi est dû ce relèvement des recettes. Il provient, jusqu'à concurrence de 1,265,000 francs, du produit présumé de l'impôt sur les successions en Algérie, qui n'était pas encore voté, et dont l'application en 1892 reste douteuse, et pour le surplus de ce qu'on appelle l'accroissement normal des recettes. On pose en principe que les recettes de l'Algérie s'accroissent de 1,200,000 à 1,500,000 francs par année

(*) Voici les chiffres exacts, d'après le rapport présenté au conseil supérieur :

Crédits alloués pour 1890.....	40.123.898 fr.
Crédits demandés pour 1892.....	43.722.856
Augmentation.....	3.598.688
Part de cette augmentation attribuée à la métropole.	1.796.295
Part réservée à l'Algérie.....	1.802.393

moyenne, et l'on absorbe d'avance cette plus-value. Or il est bien vrai que les recettes de l'Algérie se sont augmentées depuis vingt ans, et même de tout temps, d'une somme de l'ordre indiqué, mais cette somme n'est qu'une moyenne, et les années mauvaises ou sans augmentation ont été à peu près aussi nombreuses que les autres. Si l'on jette un coup d'œil sur le graphique ci-joint, on verra que sur les cinquante dernières années il y en a eu vingt-cinq de la première catégorie et vingt-cinq de la seconde. Les années de hausse tendent, signe heureux, à devenir plus nombreuses et plus décidément prospères ; mais les années de baisse ne sont pas rares encore, et nous sortons à peine d'une période qui aurait dû nous servir de leçon. Nulle part le respect de la règle de l'antépénultième année n'est plus impérieusement commandé par les faits qu'en Algérie. En réalité, les plus-values y sont moins escomptables qu'ailleurs. Le budget spécial, dans ces conditions, ne crée donc ni recettes nouvelles, ni élasticité plus grande ; il ne crée qu'une illusion et un danger nouveau de déficit.

Il reste l'avantage de pouvoir gager, sur les ressources du budget spécial, des emprunts algériens. « Il nous faudra emprunter, dit le rapport du conseil supérieur, déjà cité, et l'emprunt n'est possible qu'avec le budget spécial. » Les colonies australasiennes doivent, ajoute-t-on, à leur faculté d'emprunter, leur prospérité extraordinaire : à la date de 1889, elles avaient emprunté 4,379 millions, soit 1,156 francs par tête de colon. On pourrait répondre que l'Algérie a tort de jalouser les emprunts des colonies anglaises : elle n'est pas sans avoir aussi quelques dettes ; pour ne parler que des plus connues, elle a les 70 millions encore dus au P.-L.-M. (nous tenons compte de l'amortissement) et les 60 millions environ de la Compagnie algérienne, plus les 160 millions des garanties (intérêts non compris), soit un total assez voisin de 300 millions, ce qui fait le chiffre déjà respectable de 600 francs par tête de colon. Ce qui fait qu'elle ne s'en aperçoit pas, c'est qu'à la différence des colonies australasiennes, elle n'en paye point les intérêts. Mais le poids en est assez sensible néanmoins et, avant d'en contracter de nouvelles, elle devra s'assurer des ressources libres et suffisantes pour y faire face. Or ces ressources, le budget spécial ne les fournit pas. Il fait apparaître, il est vrai, un excédent de 1,800 francs dont il dispose généreusement en faveur de la métropole ; mais cet excédent, outre qu'il provient d'un jeu arbitraire d'évaluations, est fictif par une autre raison encore : c'est qu'on l'obtient en laissant hors des comptes la plus grosse de toutes les dépenses algériennes, les garanties aux chemins de fer. Ce paradoxe de comptabilité pouvait encore se soutenir, tant que la France payait les garanties sur des emprunts à court terme, comme si elle en avait attendu la rentrée prochaine. Mais l'incorporation des garanties dans le budget lui a porté le coup mortel.

Il est évident, désormais, que les garanties sont une des dépenses ordinaires de l'Algérie, une dépense susceptible sans doute de réduction, mais destinée à durer de longues années encore. Ainsi, c'est sur un budget en déficit d'une vingtaine de millions qu'on propose de gager des emprunts. Certes, ils réussiraient, ces emprunts, mais pourquoi ? parce que tout le monde sait que, dans le passé, la France a toujours soldé, et avec raison, les différences de l'Algérie, qu'elle ne peut pas changer en un jour les mœurs fondées à la longue sur cet état de choses, et qu'elle serait toujours

là pour payer, si une mauvaise récolte ou une gestion imprudente mettait la colonie dans l'impuissance de s'acquitter. En sorte que, malgré toute la spécialité possible du budget algérien, les engagements de l'Algérie seraient au fond des engagements de la France : seulement ils seraient contractés à un taux plus onéreux. S'ils sont nécessaires, la France n'a besoin pour les faire d'aucune personne interposée.

La question revient donc, budget spécial à part, à savoir si les ressources dont l'Algérie a besoin doivent être demandées à l'emprunt. La France paraît convaincue, d'une manière générale, qu'elle a assez de sa dette de 30 milliards. Mais, en nous plaçant au point de vue de la colonie elle-même, est-ce bien de ressources éphémères comme celle d'un emprunt que l'Algérie a besoin ? Snpposons qu'elle trouve tout à coup assez de millions pour faire exécuter sous peu d'années, du moins en grande partie, les 70 millions de routes, les 82 millions de ports, les 17 millions de reboisement, les 100 millions de barrages, de r'dirs et d'asséchements compris dans le programme récent du gouvernement général, sans oublier 30 ou 40 millions pour la part de l'État dans les constructions scolaires, et 12 ou 15 millions pour le démasclage des chênes-liège et la mise en valeur des autres forêts, est-ce que, ces sommes une fois absorbées, un problème nouveau ne se poserait pas : où trouver l'argent pour payer l'entretien de 6,000 kilomètres de routes nouvelles à 1,000 francs le kilomètre, pour entretenir des barrages dont la solidité est toujours précaire, pour payer un millier de gardes forestiers et plusieurs milliers d'instituteurs nouveaux ? Et même, eût-on cet argent, comment improviser le personnel nécessaire, opération difficile partout, et qui en Algérie a particulièrement mal tourné toutes les fois qu'on l'a essayée ? Ce qu'il faut à l'Algérie, ce n'est pas une brusque consommation de capitaux, à laquelle succèderait un arrêt non moins brusque, ce sont des ressources régulièrement croissantes et un développement progressivement accéléré des travaux neufs, des services correspondants, et même des autres services publics qui, comme la justice et la sûreté, n'ont rien à voir avec les emprunts.

Il n'y a qu'un moyen connu de se procurer de pareilles ressources, c'est d'accepter des taxes nouvelles. L'Algérie peut-elle faire cet effort ?

Exemptions fiscales de l'Algérie ; ressources de l'avenir.

On sait sous quel régime de faveur l'Algérie a été placée en matière d'impôts. Il résulte d'une étude attentive faite par les régies financières, que l'Algérie paye, en matière de contributions directes, 61 0/0 de ce que paye, à valeur égale, la métropole ; en matière de douanes, 37 0/0 ; pour la plupart des droits d'enregistrement, 31 0/0 ; en matière de contributions indirectes, 30 0/0. Voici la liste de ces exemptions :

Contributions directes :

Exemption totale de la contribution foncière (propriétés non bâties) ;
— — personnelle mobilière (*) ;
— — portes et fenêtres ;

(*) Il y a toutefois une taxe sur les loyers, mais perçue au profit des communes.

Exemption totale de la taxe sur les biens de mainmorte ;
— du droit de vérification des alcoomètres ;
— — sur les voitures, chevaux, mulets et mules ;
— de la taxe sur les billards ;
— — cercles ;
— du droit d'inspection des fabriques et dépôts d'eaux minérales ;

Exemption partielle des patentes.

Contributions indirectes :

Exemption totale de droits sur les boissons, sels, allumettes chimiques, huiles, bougies, vinaigres, voitures publiques et chemins de fer ;

Exemption partielle (environ 25 0/0) sur la garantie des matières d'or et d'argent ;

Exemption partielle (environ 6 0/0) sur les divers timbres ;
— (— 10 0/0) sur les droits divers ;
— sur le prix des tabacs et poudres (environ 30 0/0).

Douanes :

— (80 0/0) des droits sur les cafés ;
— (environ 55 0/0) des droits sur les sucres ;
— (— 75 0/0) des droits sur la vanille.

Enregistrement :

Exemption totale des droits sur les mutations par décès ;
— — locations verbales ;

Exemption de moitié du droit et des décimes sur tous les autres droits d'enregistrement, de greffe et d'hypothèque.

Seuls les droits de timbre et le droit de 4 0/0 sur les revenus des valeurs mobilières sont perçus comme en France.

Certes, ces exemptions ont été longtemps justifiées, et elles le sont encore dans une large mesure par la nécessité de ménager la richesse publique imparfaitement assise en Algérie. Mais à mesure que cette richesse s'assied, elles perdent de leur légitimité. L'assimilation fiscale de l'Algérie à la métropole, ou plus exactement l'établissement en Algérie d'un régime fiscal équivalent à celui de la métropole, est une œuvre qui devra être poursuivie avec prudence, mais il est temps de l'entreprendre.

Il y a là, d'après les évaluations modérées des régies financières, une ressource de plus de 28 millions (*), qui demandera, pour être complètement mise au jour, un laps de temps considérable ; mais dût-elle n'appa-

(*) Savoir :

Contributions directes.....	3.209.463	francs.
Contributions indirectes.....	2.729.300	—
Douanes.....	9.532.378	—
Enregistrement.....	7.873.583	—
Total.....	23.344.724	—

raître tout entière qu'après de longues années de progrès lents et continus, l'Algérie porte là, en elle-même, les moyens financiers nécessaires à son développement progressif. Elle les trouvera difficilement ailleurs; elle se consumerait en vain à les chercher dans le cercle où elle tourne depuis plusieurs années. Ce n'est pas un programme suffisant à proposer à un pays jeune, dont les forces et les besoins grandissent à la fois, que le maintien absolu de toutes les exemptions d'impôts. Il y aurait plus de prévoyance de la part de la colonie à s'occuper elle-même de créer, pour les nouvelles dépenses algériennes, des ressources algériennes.

Si l'on veut bien réfléchir que d'ordinaire les colonies, après avoir dépassé la période des débuts pénibles, se développent avec une vitesse accélérée; et que l'Algérie, au cours des vingt-cinq dernières années, a doublé sa population européenne, son commerce, sa propriété bâtie, sa navigation, on admettra peut-être comme une conjecture peu téméraire qu'après un nouveau quart de siècle écoulé, elle pourra supporter des charges fiscales dont les tarifs seront supérieurs d'une moitié environ à ceux qu'elle paie aujourd'hui. Si l'on ajoute aux 28 millions ainsi consentis la somme à peu près égale que donne le développement naturel des taxes existantes, dont le produit s'accroît sur le pied de 1 à 3 0/0 par an; si l'on songe que les forêts, une fois mises en valeur, doivent donner un produit estimé à huit ou dix millions par an pour les chênes-liège seuls, on verra que les recettes de l'Algérie, après avoir presque doublé de 1850 à 1870, puis doublé encore de 1870 à 1890 (*), pourront bien faire plus que doubler dans un quart de siècle et dépasser le chiffre de 100 millions. Ce serait assez pour faire face à la fois:

A l'accroissement normal des services civils existants, calculé sur le pied de 200,000 francs par an, comme le voulait le projet de budget spécial, et arrivant à une majoration finale de 5 ou 6 millions;

A un budget de travaux neufs, s'élevant progressivement jusqu'à 18 ou 20 millions par an, de façon à fournir en tout plus de 300 millions de ressources nouvelles, c'est-à-dire de quoi exécuter un programme algérien suffisamment ambitieux;

Aux dépenses d'entretien de ces travaux, montant à la fin jusqu'à 5 ou 6 millions par an;

Aux dépenses nouvelles de la justice, des cultes, de l'enseignement, destinées à monter jusqu'à 10 millions environ;

Enfin, à l'incorporation dans les charges de l'Algérie de 12 ou 14 millions de garantie aux chemins de fer, et d'une contribution de quatre ou cinq millions pour les dépenses de gendarmerie et de police militaire que continuera à supporter la France;

Toutes charges qui s'élèveraient à une soixantaine de millions, et, avec les dépenses civiles actuelles, égaleraient les ressources de l'Algérie portées à 100 millions.

Certes, des prévisions si lointaines ne peuvent être que des conjectures; mais elles s'appuient sur l'exemple du passé, et l'on peut dire que

(*) Moyenne de 1846-1850 : 12,180,000 francs.
Moyenne de 1870-1874 : 19,100,000 francs.
Moyenne de 1885-1890 : 37,250,000 francs.

ce qu'elles offrent de douteux, c'est seulement le point de savoir si elles se réaliseront plus tôt ou plus tard. Les Algériens eux-mêmes pourront contribuer à en hâter, à en diriger la réalisation : suivant que, prenant sagement conseil de leurs propres forces, ils croiront pouvoir mettre plus ou moins de hardiesse à accepter l'égalité fiscale avec la métropole, ils développeront plus ou moins vite les ressources sur lesquelles s'établira leur budget. Assurément, ils n'auront pas plus que les autres contribuables français de garanties spéciales inscrites dans la loi, et leur assurant que le développement de leurs recettes profitera aux dépenses qui les intéressent le plus directement. Ils seront soumis au sort commun. Mais avec quelle force ne pourront-ils pas soutenir que le Trésor ne doit point chercher à réaliser de bénéfices sur sa colonie ni même de longtemps à récupérer ses avances anciennes, et que c'est sous d'autres formes que le pays doit recueillir le fruit de ses sacrifices, par l'accroissement de son commerce, par le placement fructueux de ses capitaux, par la création enfin d'une France nouvelle, capable d'ajouter à la gloire et à la puissance de la patrie. Pour nous, tout ce que nous demandons, c'est que la France puisse retirer progressivement la subvention qu'elle fournit encore à l'Algérie. L'intérêt de la colonie est d'accord ici avec celui de la métropole : en se prolongeant indéfiniment, la subvention retarderait le développement en Algérie de l'habitude virile de compter sur soi-même, seule vertu qui puisse assurer, d'une façon durable, la prospérité d'un pays neuf.

Dans une pareille conception, le budget spécial n'est pas refusé à l'Algérie; il apparaît comme le terme possible d'un progrès régulier vers l'équilibre. L'Algérie pourrait même hâter beaucoup ce terme, si toutefois le budget spécial lui semblait offrir des avantages supérieurs : il suffirait que, dans le programme tracé plus haut, elle mît en tête l'incorporation des garanties d'intérêt et ralentit d'autant les autres parties. Peut-être serait-ce payer un peu chèrement un avantage plus appparent que réel.

Résumé des propositions budgétaires de la commission

C'est en se référant à ces règles générales que votre commission vous propose, messieurs, de fixer le budget de l'Algérie pour 1892.

Elle vous propose d'abord d'unifier ce budget, qui désormais formera un ensemble en dépenses et en recettes, dont il sera facile de suivre, d'une année à l'autre, les mouvements; le Parlement pourra ainsi s'assurer, d'un seul coup d'œil, si le budget de l'Algérie s'avance vers un état d'équilibre. Actuellement, un rapporteur attentif peut bien, à la rigueur, faire un total des crédits de l'Algérie qui, épars dans des budgets différents, y constituent du moins des chapitres distincts, ou même des articles spéciaux; encore faut-il avouer qu'en fait, il n'est pas arrivé une seule fois qu'ils aient figuré tous et sans oubli dans un travail quelconque; mais il y a une quantité de dépenses algériennes qui sont, dans les documents parlementaires, confondues sous des rubriques où rien ne les signale. Rien n'est plus difficile que de les en dégager; on a réussi à en trouver pour 2,114,822 francs, dont 611,255 francs qui étaient enveloppés dans huit chapitres différents du budget de l'instruction publique, et 465,940 francs

dans quatre chapitres de l'agriculture. On conçoit combien sont mal assises, dans de pareilles conditions, les bases de toutes comparaisons entre les budgets successifs de l'Algérie. Votre commission vous demande, pour en finir avec ces obscurités, de décider, par la loi même des finances, que nulle dépense ne pourra désormais être faite pour l'Algérie, si elle n'a été portée dans la section du budget consacrée à l'Algérie.

Les crédits de cette section continueront, d'ailleurs, à être mis à la disposition des divers ministres entre lesquels est partagée l'administration de l'Algérie, jusqu'à ce que le Parlement en ait ordonné autrement. C'est ce que faisait observer déjà, en 1881, le ministre des finances, lorsqu'il proposait à la commission extra-parlementaire chargée d'étudier l'organisation de l'Algérie une forme du budget parfaitement semblable à celle que nous vous apportons :

« Le ministre des finances approuve la répartition entre les budgets des ministères des crédits affectés aux divers services algériens ; mais il croit utile que tous les services algériens, tant en recettes qu'en dépenses, continuent à figurer dans un budget spécial qui, au lieu d'être une annexe du budget de l'intérieur, deviendrait une annexe du budget général de l'État. Les ministres, chacun en ce qui le concerne, interviendraient dans sa préparation, et disposeraient des crédits qui leur seraient ouverts de ce chef dans les mêmes formes et conditions et sous les mêmes responsabilités que pour le budget métropolitain » — « Cette combinaison, ajoute le ministre, serait très pratique et n'offrirait aucune difficulté (*). »

Votre commission n'a pas cru qu'il fût d'une bonne méthode de régler par la loi de finances une question d'organisation générale comme celle des rattachements. Elle s'est bornée à prendre les mesures propres à faciliter l'exercice du contrôle parlementaire sur le budget algérien. Il n'est pas impossible, au reste, que cette simple unification conduise à d'autres conséquences : si la discussion du budget de l'Algérie, au lieu d'être morcelée, prend à l'avenir le caractère d'un débat d'ensemble, d'une sorte d'enquête annuelle sur l'état de la colonie, on s'apercevra sans doute assez vite qu'il serait bon, pour le gouvernement lui-même, de centraliser les renseignements nécessaires pour soutenir le débat, et peut-être d'unifier l'action directrice et la responsabilité. Dans l'état actuel, l'Algérie, prise dans son unité si originale et si distincte, n'est représentée, dans notre organisme gouvernemental, par aucune administration qui en fasse son affaire essentielle : on s'occupe d'elle partout, et partout elle est reléguée au second plan. L'Algérie mérite un intérêt plus attentif.

Dans le cadre nouveau où nous avons rassemblé les dépenses et les recettes de l'Algérie, nous n'avons cru devoir admettre ni les dépenses militaires, ni celles de la dette publique, — exception faite des remboursements d'avances pour travaux des ports, qui correspondent à des opérations en cours, ni celles des lignes de navigation, ni même celles de la dette viagère, qu'on devra y comprendre quelque jour, mais qui sont actuellement impossibles à isoler.

(*) Procès-verbaux, 2e sous-commission ; annexe A à la séance du 18 juin 1881.

Quant aux dépenses restantes, qui sont celles des finances, de l'intérieur, de la justice, des cultes, de l'instruction publique, des beaux-arts, du commerce, des postes et télégraphes, de l'agriculture et des travaux publics (celles-ci comprenant les garanties d'intérêts aux chemins de fer), votre commission vous propose de les accroître, de manière à donner un commencement de satisfaction à tous les besoins pressants, dont l'énumération vous a été indiquée plus haut. Les plus importantes de ces augmentations portent sur les points suivants :

Travaux agricoles hydrauliques, défense contre le phylloxera et les sauterelles, forêts, pour 915,000 fr. ;

Travaux de routes et de ports, pour 850,000 fr. ;

Dépenses de sûreté, d'hygiène, d'assistance, pour 470,000 fr. ;

Organisation de la justice et de l'état civil des indigènes pour 130,000 fr. ;

Instruction publique, pour 880,000 fr. ;

Culte musulman, pour 130,000 fr.

Elles s'élèvent au total à 3,692,284 fr. Elles assurent à l'Algérie la possibilité de faire un premier pas, mais décisif, dans l'exécution d'un programme général d'amélioration et de travaux dont les lignes principales ont été, du reste, tracées par le conseil supérieur, avec la compétence incontestée qui appartient à cette assemblée.

A ces dépenses, nous proposons de faire face :

D'abord avec une série de réductions portant principalement : sur l'administration des finances (pour 155.600 francs), sur les dépenses de colonisation (315.000 francs), sur le personnel des travaux publics (20.000 francs) et s'élevant au total de 548.720 francs.

En second lieu, à l'aide de deux ressources nouvelles : l'une provient du principal de l'impôt foncier sur les propriétes bâties, établi par la récente loi des contributions directes ; elle monte à 1.576.000 francs. L'autre, que votre commission vous propose de voter, consiste en une taxe de 30 francs par hectolitre d'alcool, et est évaluée à 1.800.000 francs. Soit un total de recettes nouvelles de 3.376.000 francs. Ce total, joint aux 548.720 francs d'économies, suffit non seulement à couvrir les dépenses nouvelles, mais laisse un excédent de 232.436 francs, qui vient alléger, dans une faible mesure, les charges de la métropole.

Elles sont encore allégées d'autre part : 1° les remboursements d'avances pour travaux des ports diminuent automatiquement, entre 1891 et 1892, de 151.728 francs ; 2° les garanties d'intérêts, évaluées par l'administration des travaux publics à 21.006.000 francs pour 1891, sont fixées par elle à 20.200.000 francs pour 1892. Votre commission a demandé sur ce chiffre certains renseignements qui lui permettront sans doute de vous proposer une réduction appréciable. En l'état, la réduction déjà acquise est de 806.000 francs. En tenant compte des mouvements naturels de diverses recettes calculées d'après les règles ordinaires, on arrive à fixer à un peu plus d'un million de francs (1.008.323 fr.) la réduction des charges de la métropole en 1892 par rapport à 1891 (*).

(*) Cette différence n'apparaît pas quand on compare les chiffres des dépenses et des recettes en 1891, tels que nous les avons cités précédem-

Ainsi, par l'effet de sa prospérité, qui diminue les déficits de ses chemins de fer, par l'effet des taxes nouvelles qu'elle a paru, aux yeux mêmes du Parlement, apte à supporter désormais, l'Algérie peut, d'une part, rompre le cercle où l'enfermaient ses credits lentement diminués, donner à ses services publics et à ses travaux productifs une expansion devenue nécessaire, et, d'autre part, alléger dans une mesure très faible, mais non à dédaigner, les sacrifices de la France.

La taxe de 30 francs sur l'alcool

Il nous reste à justifier nos propositions relatives à l'établissement d'une taxe de 30 francs sur l'alcool.

L'alcool en Algérie paye un droit de 45 francs par hectolitre ; ce droit est perçu, soit à l'importation, soit à la production; il fait partie de l'octroi de mer, et revient par suite aux communes algériennes. Le droit que nous proposons d'y ajouter porterait la taxe totale à 75 francs, soit un peu moins de la moitié de la taxe correspondante en France dans les communes sans octroi.

Ce n'est pas là, pour une consommation de luxe, une charge tellement intolérable qu'il faille l'éviter à tout prix, dût-on même condamner indéfiniment l'Algérie à un budget insuffisant. En réalité, il y a longtemps qu'une surtaxe a été prévue, annoncée, et même admise par les représentants des populations intéressées.

L'alcool, en effet, est en Algérie, au moins autant qu'en France, une des plus élastiques de toutes les matières imposables. La consommation qui s'en fait dans la colonie va croissant avec rapidité : elle a atteint, en 1890, le chiffre de 60,290 hectolitres; cette consommation est presque esclusivement le fait des Européens ; mais, même en comptant chaque Israélite pour un consommateur moyen, et, en comptant, — conformément aux règles de répartition de l'octroi de mer, — chaque indigène pour 1/8 de consommateur quand il réside dans un commune de plein exercice, et pour 1/40 quand il réside dans une commune mixte ; en comptant de même les indigènes des territoires militaires, on arrive à trouver que chaque consommateur moyen absorbe 8 litres 10 d'alcool par an (*).

ment d'après l'*état des dépenses et des recettes de l'Algérie* C'est que cet *état* est dressé avec des éléments incomplets, comme nous l'avons expliqué plus haut ; pour le rendre comparable avec le budget proposé pour 1892, il faudrait y ajouter des services représentant, dans ce dernier budget, 2.114.822 francs de dépenses, et en retrancher d'autres services qui representent, dans le même budget, 960.000 francs. Quelle charge exacte ces mêmes services représentent-ils dans le budget de 1891? On a essayé de s'en rendre compte, et cette recherche est l'occasion d'une série de pointages minutieux dont le résultat n'est pas encore connu au moment où ce rapport est confié à l'impression. Il n'offre, d'ailleurs, d'autre interêt que de permettre de vérifier par une voie nouvelle les chiffres établis plus haut.

(*) Voici les éléments du calcul, d'après le dernier recensement :

492,000 Europeens, soit	492,000	consommateurs moyens.
55,000 militaires, soit	55,000	— —
47,000 israélites, soit.	47,000	— —

3,500,000 indigènes, savoir :

En France, la moyenne officielle est de 3 litres 85 ; mais, en supposant que la fraude soit à peu près le tiers de la consommation officielle en France, et qu'il n'y ait pas de fraude en Algérie, et c'est être loin de compte, il subsisterait encore l'écart énorme de 5 litres à 8 litres 10, soit 62 0/0 de différence. Il n'y a que trois départements en France qui dépassent la moyenne algérienne : la Seine-Inférieure, avec 13 litres 40 ; la Somme, avec 9 litres 30 ; l'Aisne, avec 8 litres 20. Une consommation aussi puissamment développée est de force à supporter une partie des charges qu'elle paye dans la métropole.

Aussi, dès 1884, le gouvernement français avait-il compris dans son projet de budget l'établissement, en Algérie, de la taxe de 156 fr. 25 sur l'alcool. De grands efforts furent faits pour écarter cette charge, et ces efforts furent couronnés de succès. Toutefois, au conseil supérieur même, la proposition surgit d'élever à 80 francs le droit d'octroi de mer sur l'alcool qui était alors de 40 francs : elle fut écartée ; mais elle était si bien fondée que, récemment, le même conseil supérieur la reprit et la vota sans discussion et sans contradiction, le 22 mars 1890. Le conseil général d'Alger, qui s'était fait remarquer par son opposition très ferme contre toute surtaxe relative à l'alcool, cédait cette fois, à son tour, sur le principe et consentait à une augmentation de 5 francs ; enfin, la chambre de commerce d'Alger, en repoussant d'autres surtaxes d'octroi de mer, votées en même temps par le conseil supérieur, sur les pétroles, fers, bois, etc., déclarait « préférable d'augmenter la taxe de l'alcool au lieu de frapper ces produits ; il n'a pas, comme eux, disait-elle, le caractère d'une denrée de première nécessité, et sa consommation exagérée est contraire à l'hygiène de la population ». Enfin, le gouvernement général, s'efforçant de prendre une moyenne entre ces diverses opinions, adhérait à une surtaxe de 15 fr.

Si prévue que fût la surtaxe, il fallait s'attendre pourtant à des objections de la part des principaux intéressés, qui sont les distillateurs algériens. Leurs arguments ont été exposés à la commission du budget. On peut résumer ainsi cet exposé : en principe, la distillerie algérienne doit être encouragée, parce qu'elle est une industrie algérienne, et que l'Algérie est pauvre en industries ; à cet effet, il faut, ou bien ne pas établir la taxe, ou bien l'établir seulement contre les alcools d'importation, ou enfin accorder aux distillateurs algériens, sous la forme d'une tolérance de fabrication ou d'un abonnement à forfait, une détaxe d'environ 50 0/0 du droit d'octroi et du droit du trésor. Cette doctrine a été défendue dans la commission de l'octroi de mer par le représentant de l'administration des contributions diverses, et la commission l'a adoptée dans une large mesure, en votant d'abord l'ajournement du droit de 30 francs, et subsidiairement une détaxe de 30 0/0 sur les distillateurs algériens.

On pourrait objecter que les distilleries algériennes sont loin d'avoir le caractère d'industrie locale qu'on leur attribue : elles consomment à peu

				Consommateurs moyens.
650,000	environ	dans les communes de	plein exercice, ou .	80,000
2,200,000	—	— —	mixtes, ou.	55,000
650,000	—	—	territoires militaires, ou	16,000
			Total.	745,000

près exclusivement des grains étrangers, et elles les travaillent par les acides, ce qui rend leurs drêches impropres à la nourriture du bétail ; elles n'ont donc que peu de rapports avec l'agriculture de l'Algérie. Il faut toutefois faire une exception pour la distillerie agricole, qui pourrait rendre, en Algérie comme en France, les services qu'elle rend à l'agriculture en Prusse, en Hollande et ailleurs encore ; malheureusement, elle existe à peine en Algérie, où nous ne lui connaissons qu'un représentant, et c'est seulement par une loi générale sur la fabrication des alcools qu'il sera possible de régler son sort futur et de l'encourager. Mais, sans entrer plus avant dans cette discussion, il suffit de considérer que ce que la distillerie algérienne demande c'est simplement le retour à des pratiques anciennes, déjà sévèrement condamnées.

Elle demande d'abord que la taxe nouvelle, au lieu d'être établie dans l'intérêt du Trésor, le soit dans son intérêt à elle : cette taxe de 30 fr. serait payée par les alcools français entrant en Algérie, mais elle ne le serait pas par les alcools distillés par des Algériens. Ce serait une protection organisée contre la métropole. Il suffit d'énoncer clairement un pareil système pour le condamner. On s'étonnerait que quelques personnes eussent pu concevoir l'espérance de le faire adopter, si l'on pouvait oublier qu'il était appliqué en Algérie il y a peu d'années encore. Jusqu'en 1884, l'octroi de mer n'était pas payé par les alcools algériens, il ne frappait que les alcools des distilleries françaises, fournis par les Bouches-du-Rhône, le Pas-de-Calais et le Nord principalement. C'est à la faveur de ce système que les distilleries algériennes se sont, pour la plupart, fondées : elles sont en partie le produit d'une combinaison fiscale. Les distillateurs de la métropole réclamèrent vivement contre un pareil régime, et le Gouvernement français finit, en 1884, par signifier son intention d'abolir l'octroi de mer ou de l'étendre aux alcools produits en Algérie. Au même moment, les communes algériennes constataient que ce régime d'inégalité devant l'impôt finissait par leur être préjudiciable à elles-mêmes. L'importation d'alcool français avait subi une baisse rapide, et avec elle le produit de cet article de l'octroi de mer :

	Alcool importé (hectolitres).	Droits perçus à l'octroi de mer.
1880.....	41.700	1.670.000 fr.
1881.....	23.900	959.000
1882.....	3.950	159.000
1883.....	3.600	145.000

Le conseil supérieur, consulté, adhéra donc au principe de l'extension de l'octroi de mer aux alcools algériens ; mais, à titre d'adoucissement, le gouverneur général obtint que le droit sur ces alcools serait réduit de moitié jusqu'au 1er janvier 1887.

La distillerie algérienne demande subsidiairement, si le droit de 30 fr. est établi, qu'il soit l'objet d'une modération de 50 0/0, soit par voie de tolérance, soit par voie d'abonnement à forfait. La modération de 50 0/0, c'est précisément le régime d'exception consenti en 1884, jusqu'au 1er janvier 1887 ; cette faveur ne pouvait pas s'éterniser, et elle ne pourrait revivre

sans constituer une iniquité à l'égard des distilleries de la métropole. Quant au régime de l'abonnement, il serait intéressant d'en faire l'histoire : il est né, en effet, en 1887, au moment précis où la détaxe de 50 0/0 allait disparaître, et il l'a remplacée avec avantage. Pleine de confiance dans les assujettis, l'administration des contributions diverses s'est hâtée de les exempter des rigueurs de l'exercice : le budget a continué de porter les crédits nécessaires pour les employés chargés de ce service, mais le service a à peu près disparu, et une enquête faite au mois d'avril dernier par l'inspection des finances a amené cette constatation que, dans un cas particulier et pour une distillerie très importante, les droits avaient cessé d'être perçus sur une quantité d'alcool qui était égale au moins à 50 0/0 de la production totale. L'administration n'a pas contesté le fait ; elle a ajouté qu'il était général, et qu'il constitue le fond même de la tolérance administrative sans laquelle la distillerie algérienne succomberait. C'est là une doctrine fiscale assez originale. On pourrait encore aller plus loin, car il arrive parfois que, même avec cette tolérance, une distillerie succombe : pour bien faire les choses, il faudrait accorder aux distillateurs une garantie d'intérêts.

Ces objections ne nous paraissent donc pas de nature à dissuader la Chambre de voter la taxe de 30 francs. Il est vrai que la commission de l'octroi de mer en a ajouté une autre : c'est que la taxe donnerait lieu à une fraude ; l'alcool qui aura acquitté le droit de 30 francs en Algérie peut, pour les besoins du commerce, avoir à être exporté en France, où il rentrera sous le régime de la taxe de 156 fr. 25 ; il faudra bien alors lui tenir compte des 30 fr. dus seulement en Algérie ; les bouilleurs de cru algériens pourront trouver là un débouché pour leurs produits et une fraude lucrative : ils n'auront qu'à envoyer leurs produits en France, et à réclamer le remboursement des 30 fr. qu'ils n'auront pas payés.

Cette objection repose sur une connaissance insuffisante du texte proposé par votre commission : ce texte, en effet, a fait du droit de 30 francs une simple addition à la taxe de l'octroi de mer, qui est déjà perçue par les soins de l'État : le droit est donc placé, quant à la perception, sous le même régime que la taxe d'octroi de mer. Celle-ci n'est pas remboursable à la sortie ; le droit de 30 francs ne le sera pas davantage.

Mais ce qui est surprenant, c'est de voir une commission administrative parler des bouilleurs de cru algériens comme s'ils étaient en possession du même privilège qu'en France : en fait ce privilège n'existe pas en Algérie. L'article 2 du décret du 26 décembre 1884, qui organise le régime de l'octroi de mer, exige que « toute personne récoltant ou fabriquant un produit sujet à l'octroi de mer » soit imposée. L'article 9 du décret du 27 juin 1887 précise le mode de perception des droits dus par les bouilleurs de cru. Il est d'ailleurs de bon sens que le privilège des bouilleurs de cru est incompatible avec un régime des alcools qui les frappe exclusivement à la production et qui laisse la circulation et la consommation entièrement libres

Il est possible, il est même malheureusement certain que, dans la pratique, les décrets précités sont appliqués avec une négligence extrême. C'est là un abus dont la suppression sera deux fois nécessaire le jour où il portera préjudice aux recettes, non seulement des communes, mais du Trésor. Il est extraordinaire de voir la commission conclure que l'État

doit renoncer à toute recette sur les acools plutôt que d'empêcher cet abus.

Nous croyons intéressant de citer les conclusions par lesquelles la commission de l'octroi de mer repousse un droit que le conseil supérieur et le gouvernement général ont reconnu applicable, car entre les 15 ou 35 fr. de surtaxe admis par ces deux autorités et les 30 fr. que nous proposons, la seule différence, c'est que la surtaxe était perçue au profit des communes algériennes.

« La commission, — considérant que le temps manque pour étudier d'ici au 1er janvier 1892 (*) les diverses questions que soulève l'établissement d'un droit à percevoir au profit du Trésor sur les alcools importés ou fabriqués en Algérie,

» Est d'avis, dans l'intérêt *politique* et économique, et en vue d'empêcher la fraude qui se produirait dans la métropole sur les alcools d'origine algérienne, qu'il y a lieu d'ajourner la perception du droit du Trésor dont il est question plus haut jusqu'à ce qu'on ait donné à l'organisme administratif de l'Algérie les moyens suffisants pour assurer la surveillance des alcools dans la colonie. »

Le dit organisme, après cette délibération, est entré en vacances, sans plus s'expliquer sur les moyens de surveillance en question. L'attention du ministre des finances a été heureusement attirée sur une administration si préoccupée de faire de la politique et de soigner les intérêts des assujettis, et si peu pressée de défendre ceux du Trésor.

Quand bien même le droit de 30 francs n'aurait pas dû être établi, il serait urgent de remédier au régime de fraude organisée et permise sous lequel vit, sans qu'on puisse le lui reprocher d'ailleurs, l'industrie des alcools en Algérie. Votre commission vous propose d'assurer l'application de la loi aux alcools algériens par le vote d'un crédit de 72,000 francs, dont la justification sera fournie plus loin avec détail Les communes de l'Algérie même y gagneront, et le produit de l'octroi de mer en sera amélioré.

Le rendement du nouveau droit peut être évalué aisément : en 1890, la consommation de l'acool en Algérie a été, nous l'avons vu, de 60.299 hectolitres; imposés à 30 francs, ils rendront au Trésor, en chiffres ronds, 1,800,000 francs.

Ainsi complété en recette par le droit sur l'alcool, le budget de l'Algérie se résume dans les deux chiffres suivants :

Dépenses (garanties d'intérêts comprises, mais pensions civiles non comprises.	63.131.777
Recettes (retenues pour les pensions non comprises). . .	43.611.650
La charge de la métropole ressort donc à (**)	19.520.127

Tel est le budget, messieurs, que votre commission, en complet accord

(*) La délibération est du 31 juillet dernier.

(**) Nous avons exclu, en recettes et en dépenses, le service des pensions civiles Les retenues, jusqu'ici comptees recettes algériennes, sont jointes aux recettes de la France. C'est le regime sous lequel vit la Tunisie.

Le chiffre de 19,520,127 francs, comparé au deficit de 20,528,450 francs pour 1891, fait bien ressortir la différence annoncée de 1,008,223 à l'avantage de 1892.

12 janvier 1892. — Loi sur le recrutement en Tunisie. (*J. O. T.*, 14 janv. 1892.)

Vu la loi du 15 redjeb 1276, sur le recrutement ;
Vu la nécessité de réunir dans un seul texte les différents articles de cette loi dont plusieurs ont été modifiés depuis sa promulgation ;

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — La présente loi a pour but d'assurer, chaque année, par voie du tirage au sort, le prélèvement des contingents nécessaires pour tenir au complet les effectifs :

1° De la garde beylicale et du service des ports ;

2° Des régiments de tirailleurs et de spahis entretenus par la France dans la régence.

Art. 2 — Tous nos sujets musulmans sont soumis à la loi sur le recrutement.

Art. 3. — La durée du service militaire est de deux ans, à l'expiration desquels les soldats sont libérés.

Art. 4. — Les hommes libérés chaque année du service actif sont remplacés, par voie du tirage au sort, et conformément à la présente loi, par des jeunes gens de 18 à 26 ans.

Le temps pendant lequel les populations du territoire de recrutement restent soumises au tirage au sort est donc de huit années.

Art. 5. — Les contingents sont prélevés sur les populations désignées par décret pris chaque année sur la proposition de notre ministre de la guerre et de notre premier ministre.

Art. 6. — Le territoire dont les populations sont appelées à prendre part au tirage au sort porte le nom de « territoire de recrutement ».

Art. 7. — Le territoire de recrutement est divisé en circonscriptions de recrutement ; chacune de ces circonscriptions est elle-même subdivisée en cantons de tirage au sort ; chaque canton comprend une ou plusieurs fractions, un ou plusieurs villages.

Art. 8. — Notre ministre de la guerre détermine chaque année ces différentes divisions et subdivisions.

RECENSEMENT

Art. 9. — Tous les ans, dans le courant du mois de novembre, les cheikhs du territoire du recrutement procèdent, sous la surveillance des gouverneurs, au recensement des jeunes gens qui seront en âge de servir, au 1er janvier de l'année suivante.

Art. 10. — L'âge pour le service militaire est fixé à 18 ans accomplis.

---

sur tous les points avec le gouvernement, a l'honneur de recommander à votre approbation. Lorsque, en juillet dernier, elle vous en a soumis le principe essentiel, en vous proposant de voter l'établissement, en Algérie, de la contribution foncière sur les propriétés bâties, avec cette réserve que la recette ainsi créée bénéficierait dans une large mesure à la colonie, elle a eu le bonheur d'obtenir votre sanction pour cette proposition. Le présent projet de budget n'est, dans la pensée de votre commission, que la mise en œuvre de ce vote de principe.

Art. 11. — Les jeunes gens ainsi recensés chaque année sont inscrits sur des listes spéciales dites « listes de recensement ».

Art. 12. — Les gouverneurs doivent faire inscrire :

1° Tous les jeunes gens qui auront 18 ans accomplis au 1er janvier de l'année suivante ;

2° Tous les jeunes gens qui, par suite d'omission, n'auraient pas été inscrits les années précédentes, bien qu'ayant atteint l'âge du service militaire ;

3° Tous les jeunes gens qui, n'étant pas originaires du territoire de recrutement, habitent ce territoire.

Art. 13 — Les jeunes gens originaires du territoire de recrutement et habitant un territoire non soumis à l'application de la loi sont recensés par les soins des gouverneurs de leur pays d'origine.

Art 14. — Les listes de recensement sont établies en double expédition, elles sont certifiées exactes et signées par les gouverneurs.

L'une de ces expéditions est affichée par les soins du gouverneur. Ce chef indigène donne au recensement la plus grande publicité.

La seconde expédition doit parvenir, le 1er janvier au plus tard, au ministère de la guerre (administration centrale de l'armée tunisienne).

Art. 15. — Les listes de recensement sont transcrites, à l'administration centrale, sur des registres dits « registres de recrutement ».

Art. 16. — Il est ouvert un registre par canton.

Art. 17. — Tous les jeunes gens recensés restent inscrits sur les registres du recrutement jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de 26 ans.

RECRUTEMENT

Art. 18. — Le contingent à prélever chaque année pour remplacer les soldats libérés est déterminé par décret.

Art. 19. — Le contingent est réparti par canton, proportionnellement au nombre des inscrits de chaque canton.

Art. 20. — Tous les ans, vers la fin d'avril, notre ministre de la guerre forme des commissions dites « commissions du tirage au sort ».

Le nombre de ces commissions est égal à celui des circonscriptions de recrutement.

Chacune d'elles porte le même numéro que la circonscription sur le territoire de laquelle elle doit opérer.

Art. 21. — En dehors du gouverneur du lieu, président, chacune de ces commissions est composée de la façon suivante :

1° Un officier français ;

2° Un personnage tunisien désigné par décret, ayant tous les deux voix délibérative ;

3° Un médecin militaire ;

4° Un interprète militaire.

Art. 22. — Ces commissions se transportent aux chefs-lieux de chaque canton en suivant un itinéraire publié à l'avance par un tableau dit « tableau de la répartition du contingent et itinéraires des commissions ».

Art. 23. — Ce tableau, dont les gouverneurs reçoivent des exemplaires en nombre suffisant pour le faire afficher dans chaque chef-lieu de canton, comporte :

1° Les chefs-lieux de cantons avec les villes, villages et fractions qui en dépendent ;

2° Le nombre des inscrits par canton ;

3° Le nombre des recrues à prélever dans chaque canton ;

4° L'itinéraire de chaque commission ainsi que les dates auxquelles doivent avoir lieu, dans chaque canton, les opérations du tirage au sort.

Art. 24. — Tous les jeunes gens inscrits sur les registres du recrutement doivent être réunis, par les soins du gouverneur, au chef-lieu du canton auquel ils appartiennent, la veille du jour fixé pour le commencement des opérations.

Art. 25. — Les gouverneurs doivent assister à toutes les séances qui ont lieu sur le territoire de leur circonscription. Ils les président.

Art. 26. — Ils fixent l'heure à laquelle doit commencer chaque séance ; ils en prononcent la clôture.

Art. 27. — Les séances sont publiques. Tous les cheikhs doivent y assister.

Art. 28. — En cas d'empêchement, les gouverneurs sont remplacés, pendant les séances, par leur khalifa ; à défaut de khalifa, par le plus ancien cheikh du canton.

Mais khalifa ou cheikh, tout en ayant voix délibérative, ne peuvent pas présider les séances. La présidence est exercée, dans ce cas, par le personnage tunisien dont il est fait mention à l'art. 21.

Art 29. — Les gouverneurs intérimaires nommés par décret jouissent des mêmes prérogatives que les titulaires.

Art. 30. — Dans chaque chef-lieu de canton, les opérations ont lieu de la façon suivante :

1° Appel des inscrits ;
2° Tirage au sort ;
3° Prélèvement du contingent.

Art. 31. — Tous les inscrits doivent se présenter à la commission et répondre à l'appel, à moins d'impossibilité absolue et dûment constatée, ou d'autorisation spéciale qui ne peut être accordée que par notre ministre de la guerre.

Art 32. — Dans le cas d'impossibilité absolue, le cheikh tire au sort pour l'absent.

Dans le cas d'autorisation, notre ministre de la guerre fait connaître à la commission s'il y a lieu de faire tirer le cheikh pour l'absent ou s'il y a lieu de prononcer l'exemption de ce dernier.

Art. 33. — La commission fait connaître à chaque inscrit l'âge porté sur le registre ; elle rectifie les âges, le cas échéant.

Art. 34. — Sont rayés, au fur et à mesure de l'appel, les jeunes gens figurant à tort sur les registres (décédés, incorporés et non rayés, etc.)

Sont ajoutés ceux qui, omis par les cheikhs sur les listes de recensement, sont présentés à la commission.

Art. 35. — Sont portés sur une liste spéciale tous ceux qui ne répondent pas à l'appel et qui ne se trouvent pas dans l'un des cas prévus à l'art. 32.

Cette liste constituera la liste des inscrits d'office comme absents au tirage au sort. Ces inscrits d'office, activement recherchés, sont remis à l'autorité militaire dès qu'ils viennent à être arrêtés.

Art. 36. — En faisant l'appel, la commission examine la situation des jeunes gens qui, devant être exemptés pour un an, ne prennent pas part au tirage au sort, ce sont :

1° Les élèves maîtres ayant contracté l'engagement de servir pendant dix ans comme instituteurs ou moueddeb publics, à la condition qu'ils seront nommés instituteurs ou moueddeb par le gouvernement ;

2° Les élèves du collège Sadiki jusqu'à l'achèvement de leurs études ;

3° Les indigènes qui auront obtenu le certificat d'études primaires ;

4° Les élèves qui sont inscrits depuis un an au moins et qui suivent régulièrement les cours des mosquées. Ces éleves devront justifier devant une commission, de connaissances suffisantes en langue arabe ;

5° Les titulaires des fonctions religieuses, cadis, muftis ;

6° Les quarante-deux professeurs de la grande mosquée ;
7° Les prédicateurs des mosquées et les imans exerçant eux-mêmes leur ministère ;
8° Les secrétaires titulaires du ministère, les cheikhs collecteurs, les khalifas et les gouverneurs ;
9° Les janissaires, les interpretes, les censaux et domestiques des consulats munis d'un amra du bey ;
10° Les chaouchs, cavaliers-guides, khodjas attachés à l'armée française, ainsi que les cavaliers du maghzen ;
11° Les cavaliers des oudjaks des circonscriptions de contrôle ;
12° Les gardiens des phares.

Art. 37. — Tous les jeunes gens qui réclament le bénéfice de l'exemption doivent être en possession d'une pièce authentique attestant qu'ils sont dans l'un des douze cas prévus par l'article précédent.

Art. 38. — La commission classe à part les inscrits d'office des années précédentes qui sont présents.

Ces jeunes gens ne doivent pas, en principe, être admis à prendre part au tirage au sort.

Art. 39. — Ils sont examinés en premier lieu ; s'ils doivent être incorporés, ils comptent dans le contingent à prélever sur le canton et sont inscrits en tête de la liste des appelés avec la mention « pris d'office ».

Art. 40 — Ils peuvent être également réformés ou ajournés pour l'un des trois premiers cas prévus à l'art. 45.

Enfin, si, après enquête, la commission excuse l'absence qui a motivé l'inscription d'office de l'année ou des années précédentes, ils sont admis, comme faveur spéciale, à prendre part au tirage au sort.

Art. 41. — L'ordre dans lequel les fractions ou villages d'un même canton doivent participer au tirage est déterminé par le sort.

Dans chaque fraction ou village, le tirage a lieu en suivant l'ordre d'inscription des noms sur les registres.

Un nombre de numéros successifs, à partir du n° 1 et égal au nombre des jeunes gens qui doivent prendre part au tirage au sort, est mis dans un sac.

Ce sac est remis à l'un des membres de la commission.

A l'appel de son nom, l'homme s'approche, plonge la main dans le sac, en extrait un numéro, et le remet au président de la commission, qui en donne lecture à haute voix.

Ce numéro est inscrit sur le registre de recrutement en regard du nom de l'homme.

Art. 42. — L'opération du tirage au sort ne peut pas être recommencée.

Art. 43. — La commission examine les hommes en suivant l'ordre des numéros qu'ils ont tirés et en commençant par le numéro le plus bas.

Art. 44. — Sont réformés, et reçoivent de la commission un certificat de réforme, les jeunes gens qui sont déclarés impropres à tout jamais au service militaire.

Art. 45. — Sont ajournés à l'année suivante :
1° Ceux dont la taille est inférieure à 1m54 ;
2° Ceux qui sont trop faibles de constitution ;
3° Ceux qui, tout en étant malades au point de ne pouvoir être incorporés dans l'année, sont cependant susceptibles de guérison ;
4° Le plus jeune des fils ayant un frère consanguin sous les drapeaux ;
5° Le plus jeune des frères consanguins tombés au sort en même temps ;
6° Le fils seul soutien de sa mère veuve ou bien ayant à sa charge des frères ou sœurs en bas âge ;
7° Le fils seul soutien d'un père aveugle, septuagénaire, ou infirme au point de ne pouvoir subvenir à ses besoins.

Art. 46. — L'examen des jeunes gens cesse dès que le contingent imposé au canton est atteint.

Art. 47. — Néanmoins, et bien que le contingent imposé au canton soit atteint, la commission examine les jeunes gens dont le numéro de tirage n'a pas été appelé, afin de prononcer, conformément aux dispositions de l'art. 44, la réforme des jeunes gens impropres à tout jamais au service militaire.

Art. 48. — Les jeunes gens désignés par le sort peuvent se faire remplacer, si toutefois leur situation de fortune le leur permet. Il leur est interdit de se procurer de l'argent nécessaire au remplacement soit en empruntant, soit en vendant ou en hypothéquant leurs biens immobiliers.

Art. 49. — Les jeunes gens qui désirent bénéficier de l'art. 48 doivent, à leur arrivée au corps auquel ils sont affectés et pendant les quinze jours qui suivent cette arrivée, présenter au chef de corps, qui peut l'accepter ou le refuser, un homme consentant a servir à leur place.

Art. 50. — Passé le délai précité, tout appelé qui ne s'est pas fait remplacer est tenu de servir lui-même.

Art. 51. — Le remplacé est responsable de son remplaçant pendant un an.

Art. 52. — Si ce dernier déserte, le remplacé est appelé sous les drapeaux pour faire son service.

Art. 53 — Mais si le remplaçant est réformé, ou s'il meurt avant l'expiration de la première année, le remplacé n'est plus responsable et n'est pas appelé sous les drapeaux.

Art. 54. — Les pris d'office ne peuvent se faire remplacer.

INCORPORATION

Art. 55. — A l'époque fixée pour la réunion des contingents, les gouverneurs envoient les recrues de leur territoire aux chefs-lieux des circonscriptions désignées d'avance comme lieu de concentration, et les font remettre aux commandants des cadres de conduite envoyés par les corps pour les recevoir.

Art. 56. — Aussitôt après l'incorporation des recrues, tous les appeles qui n'ont pas rejoint sont déclarés insoumis.

Art. 57. — Dès qu'un insoumis est arrêté, il est remis à l'autorité militaire.

Art. 58. — Tout Tunisien peut être admis à contracter un engagement volontaire dès qu'il a atteint l'âge du service militaire.

Ces engagements sont reçus par les différents corps ou services conformément aux règles qui les régissent.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES APRÈS L'INCORPORATION

Art. 59. — Aussitôt après l'incorporation sont rayés des registres de recrutement :

1° Tous ceux qui ont été réformés ;

2° Tous ceux qui ont été incorporés, soit comme appelés, soit comme inscrits d'office, soit comme engagés volontaires ;

3° Tous ceux qui se sont fait remplacer ;

4° Tous les inscrits ayant 26 ans, à l'exception des inscrits d'office non arrêtés qui, eux, restent sur les registres jusqu'à 30 ans ;

5° Tous ceux qui auront été exemptés comme ayant obtenu le certificat d'études primaires après vérification à l'administration centrale de l'armée tunisienne.

Art. 60. — Tous les jeunes gens rayés des registres sans avoir été incor-

porés ou réformés, reçoivent du ministre de la guerre un certificat dit : « *Certificat de libération du tirage au sort* ».

PÉNALITÉS

Art. 61. — Tout inscrit d'office, tout insoumis qui n'a pas été arrêté à l'âge de 30 ans, est porte sur un registre spécial dit : « *Registre des réfractaires* », sur lequel il reste inscrit jusqu'a l'âge de 33 ans.

Art. 62. — L'inscrit d'office arrêté peut être puni de 1 mois à 1 an de prison. A l'expiration de sa peine, il fait 2 ans de service.

Art. 63. — L'insoumis arrêté est puni de 1 mois à 6 mois de prison. A l'expiration de sa peine, il fait 2 ans de service, après lesquels il peut être maintenu un certain temps sous les drapeaux. Ce temps ne peut pas excéder 6 mois.

Art. 64. — Tout réfractaire arrêté est puni, par le tribunal de l'Ouzara, de 1 a 3 ans de prison. A l'expiration de sa peine il est renvoyé dans ses foyers.

Art. 65. — Tous les militaires qui se seront mal conduits pendant la durée de leur service peuvent être maintenus sous les drapeaux pendant un nombre de jours egal au nombre de jours de prison subis pendant la deuxième année de service.

Art. 66 — Tout homme qui s'est rendu impropre au service militaire, soit temporairement, soit d'une manière permanente, dans le but de se soustraire aux obligations imposées par la loi du recrutement, est passible d'une peine de 2 à 5 ans de prison.

Art. 67. — Quiconque recèle un homme avant ou après le tirage est condamné à une amende de 60 à 600 francs, ou à une peine de 1 à 6 mois de prison.

Art. 68. — Tout chef indigene qui commet pareille faute sera puni d'une amende de 120 à 1,200 francs, sans prejudice des peines administratives qui pourront lui être infligées.

Art. 69. — Tout chef indigène qu commet des erreurs reconnues volontaires dans l'etablissement des listes de recensement, est passible d'une amende de 30 à 1,200 francs sans préjudice des peines administratives qui peuvent être infligées.

DISPOSITIONS FINALES

Art. 71. — Pendant toute la durée du service, les militaires ne paient point l'impôt de capitation.

Art. 72. — Toutes les dispositions contenues dans les textes précédents sont et demeurent abrogées.

16 janvier 1892. — Décret relatif à l'établissement dans le département d'Alger de quatre lignes de tramways à traction de locomotives. (*Mob.*, 2 mars 1892.)

Sur le rapport du ministre des travaux publics et la proposition du gouverneur général de l'Algérie ;

Vu les avant-projets présentés pour l'établissement, dans le département d'Alger, de quatre lignes de tramways, etc.

Vu la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local et les tramways ;

Vu les règlements d'administration publique, en date des 18 mai et 6 août 1881, et 20 mars 1882 ;

Le conseil d'État entendu,

Art. 1er. — Est déclaré d'utilité publique l'établissement, dans le département d'Alger, suivant les dispositions générales des plans ci-dessus visés, d'un réseau de tramways, à traction de locomotives, destiné au transport des voyageurs et des marchandises, et comprenant les quatre lignes suivantes :

1° De Saint-Eugène à Rovigo, par ou près Alger, Mustapha, Hussein-Dey, Maison-Carrée et l'Arba, avec embranchement partant du champ de manœuvres, à Mustapha, et se terminant au port d'Alger, à l'est du grand bassin de lançage ;

2° D'El-Affroun à Marengo, par ou près Ameur-el-Aïn et Bourkika ;

3° De Dellys à Boghni, par ou près Camp-du-Maréchal et Dra-ben-Khedda (Mirabeau) ;

4° D'Alger à Coléa, par ou près Guyotville, Staouéli et Zéralda

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations nécessaires pour l'exécution desdits tramways ne sont pas accomplies dans le delai de six ans à partir de la date du présent arrêté.

Art. 2. — Le département d'Alger est autorisé à pourvoir à la construction et à l'exploitation des tramways désignés à l'art. 1er ci-dessus, suivant les dispositions de la loi du 11 juin 1880.

Art. 3. — Sont approuvées :

1° La rétrocession des lignes de tramways de Saint-Eugène à Rovigo, avec embranchement sur le port d'Alger, et d'El-Affroun à Marengo, au profit de M. Caze, telle qu'elle résulte des traités passés, le 1er mai 1891, entre le préfet du département d'Alger et ce rétrocessionnaire, ainsi que des cahiers des charges annexés à ces traités ;

2° La concession des lignes de tramways de Dellys à Boghni et d'Alger à Coléa au profit de M. Caze, telle qu'elle résulte des conventions passées, le 1er mai 1891, entre le préfet du département d'Alger et ce concessionnaire, ainsi que des cahiers des charges annexés à ces conventions.

Art. 4. — Pour l'application des art. 36 et 39 de la loi du 11 juin 1880 et 12 du règlement d'administration publique du 20 mars 1882, le maximum du capital de premier établissement est fixé, pour la ligne d'El-Affroun à Marengo, à 761,816 fr., et pour la ligne de Dellys à Boghni à 3 millions 294,340 fr.

Le maximum de la charge annuelle pouvant résulter pour le trésor des dispositions qui précèdent est fixé à la somme de 15,000 fr. pour la ligne d'El-Affroun à Marengo, et à la somme de 56,000 fr. pour la ligne de Dellys à Boghni.

Art. 5. — Les traités de rétrocession et de concession, ainsi que les cahiers des charges y annexés et les plans d'ensemble ci-dessus resteront annexés au présent décret.

25 janvier 1892. — Loi portant ouverture d'un crédit de 255,600 fr. pour la surveillance des territoires de l'extrême sud. (*J. O.*, 27 janv. 1892.)

25 janvier 1892. — Loi ayant pour objet l'établissement d'un chemin de fer d'Aïn-Sefra à Djenien-Bou-Rezg. (*B. O.*, 1892, p. 192.)

Art. 1er. — Le ministre des travaux publics est autorisé à entreprendre l'établissement d'un chemin de fer d'Aïn-Sefra à Djenien-Bou-Rezg.

Art. 2. — La dépense nécessitée par les travaux prévus à l'art. 1er sera imputée sur les crédits ouverts, pour chaque exercice, au budget de l'Algérie, pour les études et travaux de chemins de fer exécutés par l'État. En ce qui concerne l'exercice 1891, il est ouvert au budget du ministère des travaux publics, chapitre 63, 2e section, un crédit supplémentaire de trois cent mille francs (300,000 fr.) pour les études.

Art. 3. — Il sera statué par une loi spéciale sur les clauses qui seraient ultérieurement stipulées pour la concession ou l'exploitation du chemin de fer désigné à l'art. 1er.

26 janvier 1892. — Décret modifiant les conditions de perception du droit de tonnage au port d'Arzew. (*Mob.*, 10 févr. 1892.)

8 février 1892. — Décret du bey, réglementant la complantation des terres dites sialine dans la région de Sfax. (*J. O. T.*, 11 févr. 1892.)

Vu les décrets du 1er moharrem 1288 (23 mars 1871), du 7 redgeb 1288 (22 septembre 1871), du 20 kada 1292 (16 décembre 1875) et du 20 rabia-el-aoual 1308 (3 novembre 1890) ;

Considérant que les terres dites sialine ont été occupées dans la région de Sfax, dans le but d'être complantées en oliviers ; que la plupart des occupants n'ont pas effectué les formalités nécessaires pour obtenir la délivrance des titres de propriété ; qu'il y a lieu de régulariser cette situation ;

Considérant l'intérêt qu'il y a à développer par des mesures spéciales la culture de l'olivier et des arbres fruitiers dans cette contrée,

TITRE 1er

RÉGULARISATION DES OCCUPATIONS ANCIENNES

Art. 1er. — Les personnes qui, depuis le décret du 23 mars 1871 (1er moharrem 1288) ont occupé des terres sialine dans la région de Sfax, et auxquelles l'Etat n'a pas délivré de titres de propriété, devront en faire la déclaration, avec demande de délivrance de titre, au caid, qui la transmettra à la direction de l'agriculture.

Les personnes qui occupent une surface supérieure à celle faisant l'objet de leur titre sont considérées comme n'ayant pas de titre pour l'excédant, et devront également faire régulariser leur situation pour cet excédant.

Art. 2. — Afin de faciliter aux personnes désignées dans l'article précédent l'obtention d'un titre de propriété, le prix de concession, anciennement fixé à 3 piastres 1/4 par mardja (21 fr. 56 environ par hectare), est abaissé à 15 fr. par hectare.

Art. 3. — Les demandes visées par l'art. 1er seront agréées, quand il y aura lieu, par le directeur de l'agriculture, et notification en sera faite par l'agent local du domaine.

Le prix prévu à l'article précédent sera payé entre les mains dudit agent, moitié au moment de cette notification et moitié quatre ans après, avec faculté d'anticipation.

Le titre de propriété sera délivré, comme il est dit à l'art. 8, après libération totale, et lorsque les conditions prévues à l'art. 6 auront été remplies.

Art. 4. — Les formalités prescrites par l'art. 1er du présent décret devront être remplies dans le délai d'un an à compter de sa promulgation, faute de quoi l'État rentrera en possession de son bien.

TITRE II

CONCESSIONS NOUVELLES

Art. 5. — Quiconque voudra désormais complanter les terres sialine de la région de Sfax remettra au caïd une demande spécifiant l'emplacement, l'étendue et les limites du terrain dont il désire la concession.

Cette demande sera instruite et agréée, s'il y a lieu, par le directeur de l'agriculture.

Art. 6. — Aucune demande ne sera agréée que sous engagement par le pétitionnaire d'effectuer la complantation totale du terrain accordé, en vignes, oliviers ou arbres fruitiers, conformement aux usages du pays, et dans un délai de quatre années à partir de la notification d'acceptation de ladite demande.

A l'expiration de ce delai une commission composée de deux amins ou experts désignés l'un par le directeur de l'agriculture, l'autre par le demandeur et d'un délégué de l'administration constatera l'état de complantation du terrain.

Sur le rapport de cette commission, le directeur de l'agriculture décidera s'il y a lieu de faire la concession.

Dans le cas de l'affirmative et lorsque le prix aura été payé, la vente sera conclue et un titre de propriété sera remis au demandeur comme il est dit dans l'art. 8 ci-dessous. Dans le cas de la négative, l'État reprendra possession du terrain sans qu'aucune indemnité puisse être réclamée par le demandeur.

Art. 7. — Le prix de concession est fixé uniformément à 10 fr. par hectare.

Au moment où leur demande sera agréée, les demandeurs verseront, à titre de dépôt de garantie, de remboursement des frais de mesurage et

d'indemnité de jouissance pendant la période qui leur est accordée pour la complantation, une somme de 5 fr. par hectare.

Lorsque les demandeurs auront rempli les conditions de complantation et qu'ils auront eté avisés par le directeur de l'agriculture qu'il y a lieu de leur accorder la concession, la vente sera réalisée dans le délai d'un mois à dater de cet avis.

Il leur sera tenu compte de la somme de 5 fr par hectare qu'ils auront versée lors de l'agrément de leur demande, et elle viendra en déduction du prix de 10 fr. fixé par le paragraphe premier du premier article.

En cas de non exécution des conditions imposées, cette somme restera acquise à l'État.

Art. 8. — Tout demandeur qui n'aura pas rempli les conditions imposées ne pourra plus refaire de demande de concession pour le même terrain.

Art. 9. — Le titre prévu aux art. 3 et 6 sera délivré par la direction de l'agriculture avec un plan dressé par le service topographique.

Ce titre pourra être, à la volonté du demandeur ou un titre notarié arabe ou un titre foncier d'immatriculation.

Dans ce dernier cas, les frais d'immatriculation seront supportés par l'État.

Art. 10. — Le droit de complantation résultant de l'acceptation des demandes prévues par l'art. 5 est personnel

Toute cession de ce droit faite sans l'agrément exprès du directeur de l'agriculture, entraînera le retrait immédiat de l'autorisation, sans indemnité.

Art. 11. — Les dispositions du titre II ci-dessus sont applicables aux terres domaniales situées entre les oasis d'El Oudiane et de Tozeur.

Art. 12. — Est expressément abrogée toute disposition contraire au présent décret.

10 février 1892. — Circulaire du gouv. gén. relative à l'application de la taxe de consommation de 30 fr. sur les alcools importés ou fabriqués en Algérie. (*Mob.*, 26 mars 1892.)

Monsieur le préfet, — Ainsi que vous le savez, la loi de finances pour l'exercice 1892 a, par son art. 32, établi au profit du trésor une taxe de consommation de 30 fr. par hectolitre d'alcool pur sur les spiritueux introduits ou fabriqués en Algérie.

Cette taxe forme en quelque sorte un complément du droit d'octroi de mer, et il résulte tant du texte de la loi que des déclarations faites par M. le rapporteur du budget de l'Algérie que l'assiette et la perception doivent en être effectuées d'après les règles ordinaires en matière d'octroi.

Par suite les dispositions du décret du 27 juin 1887 et notamment celles inscrites au chapitre II (*des distilleries*) sont applicables dans l'espèce. En vertu de ces prescriptions, les propriétaires distillant les produits de leurs récoltes de vins, marcs, etc., doivent, en particulier, être imposés pour les quantités d'alcool produites par eux. En vue d'assurer cette imposition, les agents des contributions diverses sont tenus de procéder au recensement

des appareils distillatoires et à leur poinçonnage. Le droit n'étant perçu qu'en raison de la durée du travail, les alambics sont, en temps de chômage, placés sous scellés par un employé du service des contributions, ou bien mis hors d'usage par le dépôt d'une des pièces essentielles à la recette de la circonscription ou dans tout autre local agréé par arrêté préfectoral.

Telles sont les dispositions formelles du règlement du 27 juin 1887, dispositions à l'application desquelles il ne m'appartient pas de soustraire les intéressés. Aussi, ai-je donné au service des contributions diverses les instructions nécessaires à l'effet d'exercer sur la fabrication des alcools des bouilleurs de crû la surveillance prévue par ce décret.

Ainsi que je l'indique plus haut, l'opération préalable à l'assiette des droits consiste dans le récolement des appareils distillatoires. J'ai recommandé d'une manière instante au service compétent de procéder à cette opération avec toute la moderation que commandent les intérêts si dignes de sollicitude de nos viticulteurs. Afin d'éviter toute exagération de la part des agents, je leur ai prescrit d'agir de concert avec les municipalités, dont le concours dans la circonstance me paraît indispensable. Je vous prie de vouloir bien, de votre côté, Monsieur le préfet, adresser aux autorités locales des recommandations pressantes pour qu'elles veuillent bien aider le service des contributions diverses dans la tâche delicate qui lui incombe.

Il importe, en effet, d'appliquer les dispositions votees par le Parlement et de bien faire comprendre aux viticulteurs que les conditions mêmes dans lesquelles se fera cette application, à laquelle ils ne peuvent se soustraire, ont pour but de leur donner toutes les garanties que mérite leur intéressante industrie. Les bouilleurs de crû continueront, d'une part, à jouir de l'exemption des droits pour la quantité d'alcool présumée nécessaire aux besoins de leur famille, soit 25 litres d'alcool pur. D'autre part, les eaux-de-vie produites par les propriétaires récoltants ne sont pas, en général, consommées dans le pays ; en raison de leur excellente qualité, elles trouvent très facilement leur écoulement dans la métropole ; c'est ainsi que, pendant l'annee 1891, il a été exporté d'Algérie 10,420 hectolitres d'eau-de-vie calculées à 100 degrés, ce qui en implique plus du double en fait.

La taxe de consommation, de même que le droit d'octroi, n'atteindra donc que les produits, en quantité assez restreinte, versés dans la consommation locale ou employés à remonter les vins trop faibles en alcool. Comme vous le savez, le conseil supérieur de gouvernement s'est préoccupé, au cours de sa dernière session, de la question du vinage, et il a émis le vœu que le bénéfice de la loi du 14 décembre 1875, qui a etabli en France le privilege des bouilleurs de crû, soit étendu à l'Algerie. Il y a là une question qui mérite de fixer toute ma sollicitude et j'aurai soin d'appeler d'une manière toute particulière la bienveillance du gouvernement sur le vœu du conseil supérieur.

Au surplus, l'application de toute taxe donne lieu à certaines difficultés que la pratique révele, et l'expérience seule peut indiquer les modifications à apporter à la réglementation actuelle. Je tiendrais beaucoup à être renseigné à cet égard. Aussi, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien, ainsi que je l'ai demandé à MM. les directeurs des contributions diverses, me faire part, dans le délai de trois mois, des conditions dans lesquelles aura fonctionné le service de surveillance de la fabrication des alcools et

caux-de-vie. Dans le cas où les renseignements que vous voudrez bien me fournir établiraient la convenance de modifier les dispositions réglementaires en vigueur, je serais, au besoin, disposé à provoquer un décret en ce sens.

3 mars 1892. — Décret du bey portant règlement d'administration publique au sujet des syndicats obligatoires des viticulteurs. (*J. O. T.*, 3 mars 1892.)

15 mars 1892. — Loi portant modification à la loi foncière en Tunisie. (*J. O. T.*, 17 mars 1892.)

Vu la loi du 19 ramadan 1302 (1er juillet 1885) modifiée par les lois du 12 chaaban 1303 (16 mai 1886) et 2 rabia el-aouel 1306 (6 novembre 1888) (1),

Art. 1er. — Les art 16 et 22 de la loi foncière ci-dessus visée sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après :

Art. 16. — L'existence d'un droit réel résultera, à l'égard des tiers, de son inscription ; l'annulation de cette dernière ne pourra, en aucun cas, être opposée aux tiers de bonne foi.

Art. 22. — L'immatriculation est facultative.

Peuvent seuls requerir l'immatriculation :

1° Le propriétaire et le copropriétaire ;

2° L'enzeliste et le coenzeliste,

3° Les détenteurs des droits reels énumérés ci-après :

Usufruit, usage et habitation, emphytéose, superficie, antichrèse ;

4° Le créancier hypothécaire, non paye a l'echéance, huit jours après une sommation infructueuse ;

5° Avec le consentement du propriétaire ou enzeliste ou copropriétaire ou coenzeliste, les détenteurs des droits reels énumérés ci-après : servitudes foncieres, hypothèques.

Les frais de l'immatriculation seront, sauf convention contraire, supportés par le requérant

En cas de saisie immobilière ou de licitation, il est procédé conformément au décret sur les ventes immobilières poursuivies devant les tribunaux français.

Toutefois, le copropriétaire ou le coenzeliste non requérants ou leurs créanciers hypothécaires pourront, par voie d'opposition, demander qu'il soit sursis à l'immatriculation jusqu'a ce qu'ils aient fait procéder au partage ou à la licitation des immeubles indivis.

Dans ce dernier cas, l'art. 2 du décret sur les ventes immobilières poursuivies devant les tribunaux français n'est pas applicable (2).

Art. 2. — Les art. 23, 25, 26, 27, 28, 29 et 31 de la loi foncière ci-dessus visée sont abrogés et remplacés par les dispositions ci après :

Art. 23. — Tout requérant l'immatriculation remet au conservateur de la propriété fonciere, qui lui en donne récépissé, une déclaration signée de lui ou d'un fondé de pouvoirs muni d'une procuration spéciale et contenant :

1° Ses nom, prénoms, surnoms, qualités, domicile et état civil ;

2° Élection de domicile dans une locante du territoire tunisien ;

---

(1) V. ces lois *Rev. Alg.*, 1885 3. 145 ; 1886. 3. 97 ; 1888. 3. 199.

(2) V. ce décret *infrà*, p. 147.

3° Description de l'immeuble portant : déclaration de sa valeur vénale et de sa valeur locative; indication de la situation, c'est-à-dire de la circonscription de justice de paix, du caïdat, de la commune ou du territoire, de la contenance, de la rue ou du numéro, s'il s'agit d'un immeuble situé dans une ville, du nom sous lequel il sera immatriculé, de ses tenants et aboutissants, ainsi que des constructions et des plantations qui peuvent s'y trouver;

4° Le détail des droits réels immobiliers existant sur l'immeuble avec la désignation des ayants droit.

Cette pièce est établie en arabe et en français et la traduction est certifiée conforme par un des interprètes assermentés. Un règlement spécial fixera le tarif des traductions.

Dans le cas où le requérant ne peut ou ne sait signer, le conservateur de la propriété foncière est autorisé à signer en son nom la réquisition de l'immatriculation.

Le requérant dépose, en même temps que la déclaration en arabe et en français certifiée par l'interprète assermenté, tous les titres de propriété, contrats, actes publics ou privés et documents quelconques, avec leur traduction, également certifiée comme il est dit ci-dessus, en français et en arabe, de nature à faire connaître les droits réels existant sur l'immeuble.

En ce qui concerne les titres de propriété, le dernier acte de chaque titre doit être traduit in extenso. Pour les autres actes contenus dans le titre ou pour tout autre écrit produit, la traduction littérale peut être remplacée par un relevé sommaire de tous les actes ou écrits établis conformement aux prescriptions d'un règlement à intervenir. Le tribunal mixte, au cours de la procédure en immatriculation, pourra toujours, soit d'office, soit sur la demande des parties, ordonner la traduction in extenso totale ou partielle des titres produits.

Les tiers détenteurs des titres et documents dont il est question ci-dessus sont tenus, sous peine de tous dommages-intérêts, de les déposer, dans les huit jours qui suivent la sommation à eux faite par le requérant l'immatriculation, entre les mains du conservateur, qui leur en délivre un récépissé sans frais.

Le conservateur adresse les titres et documents au traducteur assermenté désigné par le requérant l'immatriculation.

Ce dernier paie directement à l'interprète les frais de traduction.

Il est interdit à l'interprète de communiquer a qui que ce soit les documents ou la traduction.

Les pièces accompagnées de la traduction sont remises directement, par l'interprète, au conservateur, qui en fait l'usage prescrit par l'art. 31 de la présente loi.

Après décision du tribunal mixte, le conservateur remet au déposant, en échange du récépissé dont il est parlé plus haut, soit les titres communiqués, s'ils ne doivent pas être conservés au dossier de l'immeuble, soit, au contraire, copie de l'inscription ou des documents classés au dossier.

Les frais des copies seront, le cas échéant, avancés par la personne qui les demandera, sauf son recours contre le requérant l'immatriculation.

Art. 25. — Dans le plus bref délai possible après le dépôt de la réquisition et au plus tard dans les dix jours, le conservateur fait insérer au *Journal officiel* français et arabe un extrait du texte de cette réquisition.

Il envoie au chef du service topographique, au juge de paix du canton et au caïd du territoire dans lequel se trouve l'immeuble, un placard, extrait du *Journal officiel,* reproduisant cette insertion. Le juge de paix et le caïd lui accusent réception de cette pièce.

Dans les quarante-huit heures, le juge de paix l'affiche en son auditoire où elle reste jusqu'à l'expiration des délais fixés par l'art. 27 ci-après; le

caïd fait publier l'extrait de la réquisition dans les marchés de son territoire.

Art. 26 — Dans les quarante-cinq jours qui suivent cette inscription, le chef du service topographique, après avoir prévenu le cheikh par l'intermédiaire du contrôleur civil, délègue un géomètre assermenté pour procéder au bornage provisoire de l'immeuble, en présence du requérant l'immatriculation ou lui dûment appelé, sans s'arrêter aux protestations qui peuvent se produire, et qui sont toujours consignées au procès-verbal. Les revendications qui se manifestent au cours des opérations sont bornées sur le terrain.

La date fixée pour le bornage est portée à la connaissance du public au moins vingt jours à l'avance et le procès-verbal de bornage constate les diligences faites à cet effet.

La date de la clôture est publiée sommairement au *Journal officiel* arabe et français.

Le procès-verbal de bornage provisoire est remis par le chef du service topographique au conservateur de la propriété foncière.

Art. 27. — Le proces-verbal de l'opération du bornage mentionne les oppositions formulées par les tiers intervenant au cours de cette opération.

A partir du jour de l'insertion au *Journal officiel* de l'avis prescrit par l'art. 27, jusqu'à l'expiration d'un délai de deux mois à dater de l'insertion au *Journal officiel* de l'avis de clôture du procès-verbal de bornage, les oppositions à l'immatriculation et les réclamations contre le bornage sont reçues par le conservateur de la propriété foncière, le juge de paix ou le caïd, lesquels en dressent proces-verbal et le signent avec les parties. Si les parties ne savent ou ne peuvent signer, mention expresse en est faite au procès-verbal.

Les oppositions peuvent également être formées par lettres missives adressées au conservateur, au juge de paix ou au caïd.

Les oppositions reçues par le conservateur et le juge de paix sont mentionnées à leur date sur un registre coté et paraphé par le président du tribunal mixte.

Les oppositions reçues par le caïd sont mentionnées sur le registre dont la tenue est prescrite par le décret du 6 rabia et-tani 1293.

Art. 28. — A l'expiration du délai imparti aux oppositions par l'art. 27, le juge de paix et le caïd envoient au conservateur de la propriété foncière :

1° Les procès-verbaux et pièces relatifs aux oppositions portées devant eux; sinon un certificat négatif;

2° Les certificats constatant l'accomplissement des formalités d'affichage à la justice de paix et de publication dans les marchés.

Art. 29. — Le chef du service topographique est tenu de remettre au conservateur de la propriété foncière, dans un délai de trois mois à dater de l'insertion au *Journal officiel* de l'avis de clôture du procès-verbal de bornage, un plan de l'immeuble, dressé conformément a ce bornage, selon le système métrique, par un géomètre assermenté.

Le mode d'établissement et les frais du plan font l'objet d'un règlement spécial.

Art. 31. — En même temps qu'il envoie au caïd et au juge de paix les placards reproduisant l'insertion au *Journal officiel* le conservateur adresse au greffe du tribunal mixte l'original de cette réquisition ainsi que les titres et pièces déposés à l'appui de cette déclaration. Le président désigne immédiatement un juge de ce tribunal pour procéder aux enquêtes et rapport dans les conditions ci-apres déterminées.

Ce juge, outre les obligations qui lui sont imposées par l'art. 41 ci-après, a pour mission de veiller pendant le cours de la procédure en immatriculation à ce qu'aucun droit immobilier des incapables ou des personnes non présentes dans la régence ne soit lésé ; et à cet effet il procède à toutes

vérifications et enquêtes nécessaires. Les pouvoirs qui lui sont conférés dans ce cas sont discrétionnaires.

Sur la demande du juge rapporteur, faite dans l'intérêt d'incapables ou de non présents, le président du tribunal mixte pourra, dans les conditions établies par l'art. 30, accorder une augmentation de délai à l'effet de former opposition en leur nom à une immatriculation. Avis sera donné de cette prorogation aux fonctionnaires chargés de recevoir les oppositions.

Art. 3. — L'art. 38 de la loi foncière ci-dessus visée est abrogé et remplacé par les dispositions ci-après :

Art. 38. — Toute personne dont les droits auraient été lésés par suite d'une immatriculation ou d'une inscription n'aura jamais de recours sur l'immeuble, mais seulement, en cas de dol, une action personnelle en dommages-intérêts contre l'auteur du dol.

Art. 4. — Les art. 39 et 40 de la loi foncière ci-dessus visée sont abrogés.

Art. 5. — Les art. 41, 42 et 43 de la loi foncière ci-dessus visée sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après :

Art. 41. — Le greffier remet au juge rapporteur commis par le président du tribunal mixte, conformément à l'art. 31, les pièces que lui a transmises le conservateur en vertu des art. 31 et 33.

Ce magistrat fournit au service topographique tous les renseignements nécessaires pour le mettre à même de proceder au bornage et lui communique au besoin les titres de propriété qu'il serait utile de consulter. Il met les opposants en demeure de lui faire parvenir leur requête introductive d'instance dans un délai de quinze jours augmenté des délais de distance en vigueur en Tunisie près de la juridiction française.

Si dans ce délai la requête introductive d'instance n'est pas produite, le tribunal déclare la réclamation déchue.

La requête introductive d'instance doit contenir, indépendamment d'une élection de domicile à Tunis, tous les moyens invoqués par le reclamant et être accompagnée des pieces a l'appui, avec leur traduction en arabe et en français, certifiée comme il est dit a l'art. 23 Le rapporteur invite le requérant l'immatriculation à en prendre connaissance au greffe du tribunal mixte, sans déplacement, et à répondre par écrit dans un délai déterminé.

Après le rapport qui est fait sur chaque affaire par le juge commis, les parties, si elles en ont fait la demande par écrit, peuvent présenter, soit en personne, soit par mandataire, leurs observations verbales, sur les points seulement qui auront été développés dans les requêtes ou mémoires.

Peuvent seuls être choisis comme mandataires : les avocats-défenseurs, les avocats membres du barreau français et les personnes admises à représenter les parties a l'Ouzara.

Les parties sont averties, huit jours au moins à l'avance, du jour où l'affaire sera appelée en séance publique.

Les notifications à faire aux parties intéressées par les magistrats, fonctionnaires et officiers ministériels en matiere d'immatriculation et d'inscription sont faites administrativement par l'intermediaire des contrôleurs civils, des présidents, des municipalités ou des caïds qui en retirent un récépissé et l'adressent à l'auteur de la notification. Une minute de cette notification et l'accusé de réception sont joints au dossier de chaque immeuble.

Les notifications à faire en pareille matière par les parties aux magistrats, fonctionnaires et officiers ministériels peuvent être faites par lettres recommandées à la poste.

Celles que les parties se font entre elles sont remises aux greffiers, qui procèdent administrativement par les intermédiaires indiqués ci-dessus.

Art. 42. — Toute demande en immatriculation fait l'objet d'une décision du tribunal mixte rendue en audience publique, après délibéré hors la présence des parties, et qui statue sur son admissibilité totale ou partielle, fait rectifier le bornage et le plan, s'il y a lieu, et relate les inscriptions à porter sur le titre de propriété.

Elle est signée par tous les membres qui y ont participé et classée aux minutes du greffe. Tout le dossier est renvoyé au conservateur de la propriété fonciere.

Les parties reçoivent du greffe l'avis de la décision du tribunal mixte.

Le conservateur procede à l'immatriculation sur l'expédition conforme de la même décision qui lui est délivrée par le greffier après avoir été contresignée par le président du tribunal mixte.

L'immatriculation n'est effectuée qu'après rectification du bornage et du plan, s'il y a lieu.

Le conservateur annule et annexe à ses archives, comme il est dit à l'art. 50, les anciens titres de propriété produits à l'appui de la réquisition d'immatriculation.

Toutefois, si ces titres concernent, outre la propriété immatriculée, un immeuble distinct de cette propriété, le conservateur remet aux parties le titre commun, après y avoir apposé une mention d'annulation relative à l'immeuble immatriculé.

Cette mention est établie en langue française et signée par le conservateur; elle est suivie de sa traduction en arabe, certifiée par un interprète assermenté.

En même temps qu'il procède à l'immatriculation d'un immeuble, le conservateur inscrit les droits réels immobiliers existant sur cet immeuble, tels qu'ils résultent de la décision du tribunal mixte.

Les parties du domaine public comprises dans un immeuble immatriculé ne sont pas assujetties à l'immatriculation, et les droits qui s'y appliquent subsistent indépendamment de toute inscription.

Art. 43. — Les frais des instances devant le tribunal mixte et devant les autres juridictions sont supportés par la partie qui succombe.

Il n'est passé en taxe, pour les contestations devant le tribunal mixte, que les frais des significations, s'il y a lieu.

Lorsque le tribunal mixte aura ordonné une mesure préparatoire telle qu'expertise, enquête, descente sur les lieux, de nature à occasionner des frais, le président du tribunal mixte fera une évaluation approximative de ces frais ; le montant de cette évaluation devra être déposé, préalablement à l'opération ordonnée, entre les mains du conservateur de la propriété foncière, par le requérant l'immatriculation.

L'opération terminée, les frais de cette opération seront définitivement taxés par le président du tribunal mixte, et le conservateur payera à qui de droit d'après cette taxe.

Art. 6. — Les art. 44, 46, 47, 49, 53 et 55 de la loi foncière ci-dessus visée sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après :

Art. 44. — Chaque immatriculation donne lieu à l'établissement, par le conservateur de la propriété foncière, d'un titre en langue française comportant la description de l'immeuble, sa contenance, les plantations et constructions qui s'y trouvent et l'inscription des droits réels immobiliers existant sur l'immeuble et des charges qui le grèvent.

Le plan y reste annexé.

Chaque titre de propriété porte un numéro d'ordre.

Art. 46. — Lorsqu'un immeuble est divisé, soit par suite de démembrement, soit par suite de partage, il est procédé au bornage de chacun des lots par un géomètre assermenté qui rapporte cette opération sur une

expédition du plan. Il est établi un titre et un plan distincts pour chacune des divisions de l'immeuble.

Toutefois, en cas de mutations partielles, il n'est pas nécessaire d'établir un nouveau titre pour la partie de l'immeuble qui, ne faisant pas l'objet d'une transmission, reste en possession du propriétaire.

Le titre déjà délivré et le plan qui y est joint peuvent être conservés après avoir été revêtus des mentions utiles.

Art. 47. — Le titre de propriété et les inscriptions conservent le droit qu'ils relatent, tant qu'ils n'ont pas été annulés, rayés ou modifiés.

Art. 49. — Lorsque le titre de propriété sera établi au nom d'une femme mariée qui d'après son statut personnel n'aurait pas la libre administration de ses biens, mention de cet état sera faite sur le titre. Lorsque la femme reprendra la libre administration de ses biens, elle pourra obtenir la modification de son titre.

Art. 53. — Toute demande tendant à faire prononcer l'annulation ou la modification de droits réels immobiliers pourra être mentionnée sommairement sur le titre avant d'être portée devant le tribunal. Cette inscription devra être autorisée par ordonnance du président rendue sur requête à charge de lui en référer.

La validité des inscriptions ultérieures restera subordonnée à la décision judiciaire.

Art. 55. — Tout commandement à fin de saisie immobilière pourra être signifié au conservateur de la propriété foncière, qui l'inscrira sur le titre. A partir de cette signification, aucune inscription nouvelle ne pourra être prise sur l'immeuble pendant le cours de l'instance en expropriation ou licitation.

Art. 7. — Les art. 57, 65, 72 et 75 de la loi foncière ci-dessus visée sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après :

Art 57. — Nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique et conformément aux lois tunisiennes en vigueur sur les expropriations.

Art. 65. — Toutes constructions, plantations et ouvrages sur un terrain ou dans l'intérieur, sont présumés faits par le propriétaire à ses frais et lui appartenir, si le contraire n'est prouvé.

Art 72. — Les îles, îlots, atterrissements qui se forment dans le lit des fleuves, des rivières ou des cours d'eau appartiennent à l'État.

Art 75. — Les accroissements ou modifications d'un immeuble par l'un des moyens énoncés dans les art. 68, 69, 71 et 74 ci-dessus, peuvent donner lieu à la rectification du titre de propriété, du bornage et du plan.

Elle sera autorisee par le tribunal de la situation de l'immeuble, sans qu'il soit nécessaire d'accomplir les formalités prescrites par le chapitre II du titre I de la présente loi.

Il sera procédé de même pour la rectification d'un chemin public bordant ou traversant une propriété immatriculée si cette rectification entraîne l'incorporation à ladite propriété de terrains provenant du domaine public.

Art. 8. — Les art. 93, 97, 107, 149 et 152 de la loi foncière ci-dessus visée sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après:

Art. 93. — Il (l'usufruit) peut être établi :

1° Sur la propriété immobilière ;

2° Sur l'enzel;

3° Sur la rente de l'enzel ;

4° Sur l'emphytéose pour le temps de sa durée;

5° Sur la superficie ;

6° Sur les hypothèques.

Art. 97. — Les fruits civils sont les loyers des maisons, les prix des baux

à ferme, les arrérages de la rente de l'enzel et les intérêts des créances hypothécaires.

Art. 107. — L'usufruitier peut jouir par lui-même, donner à ferme dans les conditions du Code français, ou même vendre ou céder son droit à titre gratuit.

Art. 149. — L'emphytéose s'éteint :

1° Par la confusion ;

2° Par la destruction du fonds.

Art. 152. — Le droit de superficie s'éteint :

1° Par la confusion ;

2° Par la destruction du fonds.

Art. 9. — Les art. 156 et 158 de la loi foncière ci-dessus visée sont abrogés

Art. 10 — Les art. 162, 174, 175, 181 et 182 de la loi foncière ci-dessus visée sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après :

Art. 162. — Partie de ces obligations est réglée par les lois locales.

Les autres sont relatives au mur et au fossé mitoyens, aux vues sur la propriété du voisin, a l'égout des toits, au droit de passage.

Art. 174. — Lorsqu'on reconstruit un mur mitoyen ou une maison, les servitudes actives et passives se continuent à l'égard du nouveau mur ou de la nouvelle maison, sans toutefois qu'elles puissent être aggravées.

Art. 175. — Toute clôture qui sépare des fonds de terre est réputée mitoyenne, à moins qu'il n'y en ait qu'un seul en état de clôture, ou s'il n'y a titre ou marque contraire.

Pour les fossés, il y a marque de non-mitoyenneté lorsque la levée ou le rejet de la terre se trouve d'un côté seulement du fossé.

Le fossé est censé appartenir exclusivement à celui du côté duquel le rejet se trouve.

Art. 181. — Le voisin peut exiger que les arbres, arbrisseaux et arbustes, plantés à une distance moindre que la distance légale, soient arrachés ou réduits à la hauteur déterminée dans l'article précédent, a moins qu'il n'y ait titre ou inscription contraire.

Si les arbres meurent, ou s'ils sont coupés ou arrachés, le voisin ne peut les remplacer qu'en observant les distances légales.

Art. 182. — Celui sur le fonds duquel avancent les branches des arbres du voisin peut contraindre celui-ci à les couper. Les fruits tombés naturellement de ces branches lui appartiennent.

Si ce sont les racines qui avancent sur son fonds, il a le droit de les y couper lui-même.

Art. 11. — L'art. 197 de la loi foncière ci-dessus visée est abrogé et remplacé par les dispositions ci-après :

Art. 197. — Les servitudes ne peuvent s'établir que par titre.

Art. 12. — Les art. 198, 199, 200 et 201 de la loi foncière ci-dessus visée sont abrogés.

Art. 13. — L'art. 209 de la loi foncière ci-dessus visée est abrogé et remplacé par les dispositions ci-après :

Art. 209. — Lorsqu'un immeuble se trouve dans un état tel qu'on ne puisse user d'une servitude et que le non usage a duré pendant vingt ans, la radiation de cette servitude est prononcée par jugement.

Art. 14. — Les art. 210, 211, 212, 214, 215 et 216 de la loi foncière ci-dessus visée sont abrogés.

Art. 15. — Les art. 229 et 230 de la loi foncière ci-dessus visée sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après :

Art. 229. — Les créances privilégiées sur le prix des immeubles sont les suivantes et s'exercent suivant l'ordre établi ci-après :

1° Les frais de justice ;

2° Les droits du trésor ;

3° Les arrérages dus au crédi-rentier de l'enzel.

Art. 230. — Ces privilèges, excepte celui du crédi-rentier de l'enzel, ne s'exercent sur le prix des immeubles qu'à défaut de mobilier.

Art. 16. — L'art. 233 de la loi foncière ci-dessus visée est abrogé et remplacé par les dispositions ci-après :

Art. 233. — Sont seuls susceptibles d'hypothèques :

1° La propriété immobilière qui est dans le commerce ;

2° L'usufruit des immeubles pour le temps de sa durée ;

3° L'enzel ;

4° L'emphytéose pour le temps de sa durée ;

5° La superficie.

Art. 17. — Les art. 235 et 236 de la loi foncière ci-dessus visée sont abrogés.

Art. 18. — Les art. 239 et 273 de la loi foncière ci-dessus visée sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après :

Art. 239. — L'hypothèque forcée est celle qui est acquise en vertu d'une décision de justice, sans le consentement du débiteur, et dans les cas ci-après déterminés :

1° Aux mineurs et aux interdits sur les immeubles des tuteurs et de leurs cautions ;

2° A la femme sur les immeubles de son mari, pour sa dot, ses droits matrimoniaux, l'indemnité des obligations du mari dont elle est tenue et le remploi du prix de ses biens aliénés ;

3° Au vendeur, à l'échangiste, ou au copartageant sur l'immeuble vendu, échangé ou partagé, quand il n'a pas été réservé d'hypothèque conventionnelle pour le paiement du prix ou de la soulte d'échange ou de partage.

Art. 273. — Les hypothèques s'éteignent :

1° Par l'extinction de l'obligation principale ;

2° Par la renonciation du créancier ;

3° Par l'accomplissement des formalités et conditions prescrites aux tiers détenteurs pour purger les immeubles par eux acquis.

Art. 19. — L'art. 274 de la loi foncière ci-dessus visée est abrogé.

Art. 20. — L'art. 295 de la loi foncière ci-dessus visée est abrogé et remplacé par les dispositions ci-après :

Art. 295. — La vente forcée des immeubles ne peut être poursuivie qu'en vertu d'un titre inscrit ou exécutoire pour une dette certaine et liquide. Si la dette est en espèces non liquidées, la poursuite est valable ; mais l'adjudication ne pourra être faite qu'après la liquidation.

Art. 21. — Les art. 300 à 341 inclus de la loi foncière ci-dessus visée sont abrogés.

Art. 22. — Les art. 342, 343, 344, 347, 350, 351, 352, 354, 357, 358, 362 de la loi foncière ci-dessus visée sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après :

Art 342. — Tout droit réel relatif à un immeuble déjà immatriculé n'existera, à l'égard des tiers, que par le fait et du jour de son inscription sur le titre par le conservateur de la propriété foncière, sans préjudice des droits et actions réciproques des parties pour l'inexécution de leurs conventions.

Art. 343. — Tous faits ou conventions ayant pour effet de transmettre,

déclarer, modifier ou éteindre un droit réel immobilier, d'en changer le titulaire ou de modifier toute autre condition de son inscription, tous baux d'immeubles excédant une année, toute quittance ou cession d'une somme équivalente à plus d'une année de loyers ou fermages non échus, ou à plus d'une année d'arrérages non échus de la rente de l'enzel seront, pour être opposables aux tiers, constatés par écrit et inscrits sur le titre par le conservateur de la propriété foncière.

Les écrits indiqueront l'état civil des parties contractantes et mentionneront leur contrat de mariage, s'il en a été fait un, ainsi que la date de ce contrat, les noms et résidence de l'officier public qui l'aura reçu. Ils seront, ainsi que toute décision judiciaire ayant le même effet, déposes soit en original, soit en expédition à la conservation de la propriété foncière.

Ils seront conservés dans les archives, et des copies faisant foi de leur contenu et de la date du dépôt pourront être délivrées à toutes époques aux intéressés.

Les signatures des parties apposées au bas des écrits autres que les actes authentiques ou judiciaires seront, avant le dépôt, légalisées :

En ce qui concerne les Européens, par l'une des autorités suivantes :

Le président du tribunal civil ;

Les juges de paix ;

Les contrôleurs civils ;

Les présidents des municipalités, s'ils sont de nationalité européenne ; et au cas contraire, le vice-président de cette nationalité ;

Les consuls, vice-consuls et agents consulaires, pour leurs nationaux et protégés.

En ce qui concerne les indigènes par :

Le premier ministre ou son délégué ;

Le président du tribunal civil ;

Les juges de paix ;

Les contrôleurs civils ;

Les présidents des municipalités s'ils sont indigènes ; et au cas contraire le vice-président indigène ;

Les cadis.

Les écrits rédigés par les notaires tunisiens seront signés, par les parties dont les signatures seront légalisées, ainsi qu'il est dit ci-dessus.

Si les parties ne savent ou ne peuvent signer la reconnaissance de l'écrit aura lieu devant l'une des autorités désignées ci-dessus, en présence de deux témoins du sexe masculin, sachant signer et ayant la capacité nécessaire pour contracter.

Le magistrat ou fonctionnaire certifiera la reconnaissance de l'écrit et la signera avec les témoins.

Les légalisations et reconnaissances devront, dans tous les cas, être revêtues du sceau des magistrats désignés ci-dessus dont les signatures seront elles-mêmes légalisées selon les règles ordinaires.

Si le nom, l'etat ou la demeure des parties ou des témoins ne sont pas connus du magistrat ou du fonctionnaire qui procèdera à la légalisation ou devant lequel aura lieu la reconnaissance de l'écrit, ils devront lui être attestés par deux témoins connus de lui et ayant les mêmes qualités que celles indiquées ci-dessus.

A défaut d'exécution de ces prescriptions, le conservateur refusera l'inscription

Si plusieurs originaux ou expéditions des pièces énumérées ci-dessus lui sont remises pour être inscrites, le conservateur n'en conservera qu'une, et devra remettre les autres aux intéressés après y avoir mentionné que l'inscription a été effectuée.

Art. 344. — Le conservateur tiendra, indépendamment du registre des titres de propriété prévu par l'art. 45 de la présente loi :

1° Un registre d'ordre des formalités préalables à l'immatriculation ;

2° Un registre de dépôt où seront constatées par numéro d'ordre et à mesure qu'elles s'effectueront, les remises des décisions du tribunal mixte ordonnant l'immatriculation ; celles des documents à fin d'inscription, de transcription de saisie, et généralement de tous actes ou écrits à inscrire, transcrire, ou mentionner.

Ce dernier registre est arrêté chaque jour par le conservateur.

Art. 347. — Le conservateur tiendra encore :

1° Une table alphabétique des titulaires des droits réels et des baux inscrits à la conservation de la propriété foncière ;

2° Une table alphabétique des titres de propriété.

Art. 350. — Toute personne au nom de laquelle inscription est prise à la conservation de la propriété foncière doit faire élection de domicile en Tunisie au chef-lieu d'une justice de paix. Faute de quoi toutes significations lui seront valablement faites au greffe de la justice de paix dans le ressort de laquelle sont situés les immeubles.

Il est loisible à celui au nom duquel une inscription a été prise, ou à ses représentants, de changer de domicile par lui élu, à la charge d'en choisir et indiquer un autre dans le même chef-lieu de justice de paix.

Art. 351. — Les inscriptions et transcriptions de saisie sont portées, rayées, réduites ou rectifiées par le conservateur de la propriété foncière au moyen de mentions sommaires faites sur le registre des titres de propriété.

Art. 352. — Le conservateur est tenu de délivrer à tous ceux qui le requièrent, soit un certificat établissant la conformité des copies du titre de propriété avec le même titre, soit copie littérale de toutes les mentions concernant un droit réel immobilier ou de celles qui seront spécialement désignées dans la réquisition des parties, soit certificat qu'il n'en existe aucune.

Il pourra également délivrer, sur réquisition expresse, le relevé sommaire des inscriptions concernant un droit réel immobilier ; ce relevé ne sera fourni qu'a titre de simple renseignement, et n'engagera point la responsabilité du conservateur.

Toute réquisition sera inscrite, datée et signée.

Si le requérant qui se présente à la conservation ne sait écrire, la réquisition sera remplie par le conservateur.

Dans tous les cas, elle devra être reproduite en tête des états ou certificats.

Art. 354. — Si le conservateur a des doutes sur la capacité des parties, il procèdera à une inscription provisoire et imposera au requérant un delai de quinzaine augmenté du délai des distances, pour produire les justifications nécessaires. Ce délai courra à partir du lendemain de la remise de la notification, soit à la partie, soit au domicile élu ; si le dernier jour du délai se trouve être un dimanche ou jour férié, ce jour là ne sera pas compté.

Si les justifications sont faites dans le délai légal, l'inscription définitive prendra date du jour de l'inscription provisoire.

Au cas contraire, l'inscription provisoire sera nulle.

Quand les justifications seront jugées insuffisantes par le conservateur, l'inscription définitive ne pourra être prise, s'il s'agit d'un justiciable des tribunaux français, qu'en vertu d'un jugement du tribunal civil rendu sur simple requête, contradictoirement avec le procureur de la République, et ayant acquis l'autorité de la chose jugée.

L'instance sera introduite dans les huit jours qui suivent l'expiration du délai fixé par le premier alinéa du présent article; l'instruction se fera par simples mémoires remis au parquet.

Le ministère des défenseurs ne sera pas obligatoire.

Les jugements seront rendus dans les trois mois, au plus tard, à compter de l'introduction des instances, sur le rapport d'un juge, fait en audience publique et sur les conclusions du procureur de la République. Ils seront sans appel et ne pourront être attaqués par voie de cassation.

S'il s'agit d'un indigène, l'instance sera introduite dans le même délai, et le jugement sera rendu, dans les trois mois, par le tribunal de l'ouzara.

L'inscription ordonnée par le tribunal prendra rang également du jour de l'inscription provisoire.

Les frais de l'instance resteront, dans tous les cas, à la charge du requérant.

Art 357. — Toute personne intéressée pourra, en produisant les pièces dont le dépôt est prescrit par la présente loi, requérir du conservateur l'inscription, la radiation, la réduction ou la rectification de l'inscription d'un droit réel immobilier. Toutefois, pour être inscrit, ce droit devra être tenu directement du titulaire de l'inscription précédemment prise. En conséquence, dans le cas où un droit réel immobilier aura fait l'objet de plusieurs mutations ou conventions successives, la dernière mutation ou convention ne pourra être inscrite avant les précédentes.

Art. 358. — Le privilège du crédi-rentier de l'enzel sera inscrit d'office par le conservateur au moment de l'immatriculation de l'immeuble, ou au moment du dépôt de l'acte constitutif de l'enzel sur un immeuble déjà immatriculé ou à la requête du crédi-rentier.

Le conservateur devra également, au moment de l'inscription d'un jugement d'adjudication, prendre d'office, au profit du débiteur saisi, du colicitant, ou de leurs ayants droit, une hypothèque pour sûreté du paiement du prix de l'adjudication, dont le paiement préalable ne lui serait pas justifié.

Art. 362 — Le requerant une inscription, la radiation, réduction ou rectification d'une inscription devra remettre au conservateur, pour chaque droit réel, les pièces dont le dépôt est prescrit par la présente loi.

Art. 23. — L'art. 367 de la loi foncière ci-dessus visée est abrogé.

Art. 24. — L'art. 368 de la loi foncière ci-dessus visée est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 368. — Les inscriptions ou mentions sur les titres de droits réels immobiliers et de baux indiquent :

Pour la propriété immobilière : le propriétaire ;

Pour l'enzel : le propriétaire, le crédi-rentier et le montant annuel de la rente ;

Pour l'usufruit des immeubles, l'usage et l'habitation, l'emphytéose et la superficie : le propriétaire et l'usufruitier, l'usager, l'emphytéote et le superficiaire ;

Pour les servitudes foncières : le fonds servant sur le titre de propriété du fonds dominant et réciproquement ;

Pour l'antichèse et l'hypothèque : le propriétaire, le créancier et le montant de la créance;

Pour les baux : le locataire et le prix annuel du bail.

Art. 25. — Les art. 370 et 373 de la loi foncière ci-dessus visée sont abrogés.

16 mars 1892. — Décret du bey fixant le montant et le

mode de perception des frais d'immatriculation en Tunisie. (*J. O. T.*, 17 mars 1892.)

Vu la loi du 19 ramadan 1302 (1er juillet 1885), modifiée par les lois du 12 chaban 1303 (16 mai 1886) et du 2 rabia el aouel 1306 (2 novembre 1888) (1);
Vu la loi du 15 mars 1892 (16 chaban 1309) (2);

Art. 1er. — Les frais d'immatriculation comprennent les rétributions et indemnités fixées et payées comme il est dit ci-après.

Les parties supportent directement les frais occasionnés par les mesures préparatoires qui peuvent être ordonnées par le tribunal mixte.

Art. 2. — Le salaire du conservateur comprend :

1° Une indemnité fixe de 18 fr.;

2° Une rétribution proportionnelle égale au 1 pour 1,000 de la valeur vénale de l'immeuble immatriculé; la perception du droit proportionnel suit les sommes et valeurs de 100 fr. en 100 fr.

Art. 3. — Les rétributions, indemnités et frais des géomètres du service topographique sont fixés conformément au décret du 27 redjeb 1303.

La rétribution des interprètes assistant au bornage est fixée par le décret spécial sur les interprètes.

Art. 4. — Les indemnités fixes du caïd, des greffiers et de l'administration du *Journal officiel* sont fixées ainsi qu'il suit :

Il est alloué au greffier de la justice de paix pour rédaction, copie et transcription de tous actes et pieces, par immatriculation 5 fr.

Il est alloué au caïd pour les correspondances, publications, avis à adresser aux parties, rédaction des certificats et autres actes relatifs à l'immatriculation, une indemnité fixe de 6 fr.

Il est alloué au greffier du tribunal mixte :

1° Pour toutes correspondances relatives à l'immatriculation de chaque immeuble, y compris les avis à adresser aux parties et la tenue des registres, y compris aussi l'expédition des jugements définitifs signée par le greffier et contresignée par le président du tribunal et délivrée au conservateur de la propriété foncière, une indemnité fixe de 10 fr.;

2° Pour l'expédition de tout jugement avant dire droit au fond, signée, contresignée et délivrée comme il est dit ci-dessus, par rôle de 25 lignes à la page et 15 syllabes à la ligne 0,60 cent.

Cette dernière rétribution, qui fait partie des frais d'instance, est supportée et payée dans les conditions prévues par l'art. 43 de la loi ci-dessus visée.

Il sera payé à l'administration du *Journal officiel* français et arabe :

Pour l'insertion dans les deux langues de l'extrait de la déclaration d'immatriculation (art. 25 de la loi du 1er juillet 1885) et de l'avis sommaire de la clôture du procès-verbal de bornage (art. 27 de la même loi) 6 fr.

L'administration du journal sera tenue de remettre au conservateur le nombre nécessaire de placards extraits du *Journal officiel*, édition française et édition arabe, contenant l'insertion.

Art. 5. — Les frais d'immatriculation sont payés sur un article spécial du budget et ordonnancés, savoir :

Pour les paiements au profit des caïds, greffiers, de l'administration du *Journal officiel*, des agents du service topographique ou des interprètes

---

(1) V. *Rev. Alg.*, 1885. 3. 145; 1886. 3. 97; 1888. 3. 199.

(2) V. *suprà*, p. 126.

assistant au bornage provisoire par le directeur général des travaux publics, sur un certificat du chef du service topographique.

Les salaires du conservateur sont preleves directement sur la consignation spécifiée a l'art. 7 ci-après.

Art 6. — Le remboursement partiel des frais d'immatriculation au trésor de l'État est assuré par la perception d'une taxe comprenant :

1° Le chiffre du barême ci-annexé correspondant à la contenance de l'immeuble telle qu'elle résulte du bornage provisoire.

Ce barême est revisable par décret;

2° Une somme égale à 3 pour mille de la valeur vénale de l'immeuble.

Art. 7. — Le montant de la taxe, calculé d'après la contenance présumée de l'immeuble et d'après sa valeur vénale déclarée, est déposé à la conservation fonciere en même temps que la réquisition d'immatriculation.

Il reste consigné jusqu'après l'établissement du plan et le calcul exact de la contenance du bornage provisoire par le service topographique. Le versement au trésor est fait par le conservateur sur le vu d'un certificat du chef du service topographique, rendu exécutoire par le directeur genéral des travaux publics, établissant la contenance.

L'excédent de la consignation est restitué au requérant.

Art. 8. — Dans le cas où les opérations du bornage provisoire feraient apparaître une contenance approximative supérieure à la contenance présumée de la réquisition, le chef du service topographique exigerait, avant de faire exécuter le plan, une consignation complementaire. Le montant total des sommes consignées serait porté à un chiffre suffisant pour couvrir :

1° Le chiffre du barême correspondant à la contenance approximative telle qu'elle résulte du croquis de bornage, majorée de 2 0/0.

2° Le 3 pour mille de la valeur vénale.

Le conservateur pourra toujours, après avoir notifié sa propre évaluation à la partie intéressée, faire procéder à l'expertise pour établir la valeur vénale de l'immeuble.

Art. 9. — Sont abrogés les art. 1 à 3 inclus du décret du 2 redjeb 1303 (16 avril 1886) modifiés par le décret du 13 ramadan 1303 (15 juin 1886) et les tarifs A, B et C annexés au même décret.

BARÊME

du remboursement partiel au trésor de l'État, par les propriétaires, des frais d'immatriculation.

1° Contenances :

de 0 à 100 hectares..... — 1 fr. par hectare.

de 100 à 500 hectares... — 100 fr. et 0 fr. 75 par hectare en plus des cent premiers.

de 500 à 1000 hectares.. — 400 fr. et 0 fr. 50 par hectare en plus des cinq cents premiers.

à partir de 1000 hectares. — 650 fr. et 0 fr. 25 par hectare en plus des mille premiers.

2° En plus trois pour mille de la valeur vénale de l'immeuble.

Le minimum de la perception est de 30 francs.

16 mars 1892. — Décret du bey sur l'organisation du service de la conservation foncière en Tunisie. (*J. O. T.*, 17 mars 1892.)

Vu l'art. 21 de la loi du 19 ramadan 1302 (1er juillet 1885) (1);
Vu le décret du 12 chaban 1303 (16 mai 1886) (2);
Vu le décret du 12 ramadan 1303 (14 juin 1886) sur l'organisation de la conservation foncière (3);
Vu la loi du 15 mars 1892 (16 chaban 1309) (4) :

Art. 1er. — Les art. 1, 2 et 3 sur l'organisation du service de la conservation fonciere sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après :

Art. 1er. — Le conservateur est nommé par nous, sur la proposition du résident général de la République française.

Art. 2. — Le bureau de la conservation sera ouvert aux heures fixées par arrêté du résident général les dimanches et jours fériés exceptés.

Les jours fériés sont :

Le 1er janvier de l'année grégorienne, le lundi qui suit les jours de Pâques, de la Pentecôte et de l'Ascension, le 14 juillet, le 15 août (Assomption), le 1er novembre (Toussaint) et le 25 décembre (Noel).

Art. 3. — Avant d'entrer en fonctions, le conservateur fera enregistrer sa commission au greffe du tribunal civil de Tunis; il prêtera, devant le même tribunal, le serment de remplir avec fidélité les fonctions qui lui sont confiées.

En cas d'absence ou d'empêchement du conservateur, il sera suppléé par un employé désigné par le résident général de la République française, sur la proposition du conservateur. Le préposé demeurera garant de sa gestion, sauf son recours contre ceux qui l'auront remplace.

L'indemnité de l'intérimaire sera fixée par le résident general de la République française, sur la proposition du conservateur.

S'il y a vacance du bureau, par mort ou autrement, le cas de démission excepté, il sera rempli, en attendant la nomination du nouveau titulaire, par un employé désigné par le résident général de la République française.

L'intérimaire demeurera responsable de sa gestion et il aura droit à la totalité des salaires.

Le préposé démissionnaire ne pourra quitter ses fonctions avant l'installation de son successeur, a peine de répondre de tous dommages-intérêts auxquels la vacance momentanée du bureau pourrait donner lieu.

Art. 2. — Les art. 7, 8, 9, 11 et 12 du décret ci-dessus visé sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 7. — Le conservateur qui aura constitué son cautionnement en immeubles aura la faculté de les remplacer, en tout ou en partie, par d'autres immeubles, par des obligations tunisiennes ou par des rentes de l'État français et reciproquement, pourvu que les valeurs substituées réunissent les conditions exigées par le présent décret, notamment par l'art. 4, et que toutes les règles et conditions applicables à la constitution du cautionnement soient observées.

L'affectation des immeubles, obligations ou rentes remplacés cesse de plein droit du jour où le nouveau cautionnement est definitivement constitué.

Lorsqu'il s'agira d'un des changements prévus par le présent article, et que le conservateur ne sera plus en exercice, l'acte ne contiendra affecta-

---

(1) *Rev. Alg.*, 1885. 3. 145.
(2) *Rev. Alg.*, 1886. 3. 97.
(3) *Rev. Alg.*, 1886. 3. 110.
(4) *Suprà*, p. 126.

tion que pour le temps pendant lequel la responsabilité du conservateur envers les tiers pourra rester engagée.

Art. 8. — Le cautionnement sera de trente mille francs (30,000 fr.).

Les règles tracées pour les cautionnements des comptables du trésor par l'art. 2 du décret du 2 janvier 1887 sont applicables à ce cautionnement. Ces règles seront adoptées pour les cautionnements fournis jusqu'a ce jour, les prescriptions antérieures étant en tant que de besoin modifiées.

Art. 9. — Le cautionnement en immeubles sera reçu par le tribunal civil de Tunis, contradictoirement avec le procureur de la République pres le même tribunal. Le conservateur sera tenu d'en justifier au résident général de la République française au plus tard dans le mois de l'enregistrement de sa commission.

L'inscription du cautionnement sera faite à la diligence et aux frais du préposé.

Elle subsistera pendant toute la durée de sa responsabilité.

L'inscription n'a lieu que jusqu'a concurrence du cautionnement fourni et sur les immeubles qui en sont l'objet. Elle est indéfinie. Elle ne peut être ni purgée, ni prescrite, même par les tiers détenteurs, tant que les immeubles sont affectés à la garantie de la gestion du conservateur.

Art. 11. — Les rentes françaises affectees a titre de cautionnement devront être capitalisées au denier vingt, de maniere à présenter, par le résultat de cette capitalisation, un chiffre égal a celui du cautionnement en immeubles dont lesdites rentes tiennent lieu.

Art 12. — La liberation du cautionnement est prononcée par le tribunal civil de Tunis, et par jugement rendu sur simple requête présentée par le proprietaire des immeubles, des obligations ou des rentes, ou par ses ayants droit, et le procureur de la Republique entendu.

Il est produit a l'appui de la requete :

1° Un certificat du résident général de la République française constatant la date a laquelle le conservateur a cesse ses fonctions ;

2° Un certificat du receveur général des finances et du greffier près le tribunal de Tunis constatant qu'il n'existe ni opposition, ni action en garantie ou responsabilité contre le conservateur.

Art. 3. — L'art. 17 du décret ci-dessus visé est abrogé et remplacé par les dispositions ci-apres :

Art. 17. — Il sera payé au conservateur par les requérants, pour les copies qu'il delivrera, outre le papier timbré, les sommes enoncées au tarif faisant l'objet du tableau annexé au present decret.

Art. 4. — Les art. 18, 19 et 20 du décret ci-dessus visé sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après :

Art. 18. — Les registres servant à recevoir les actes de la conservation seront cotés et paraphés conformément à l'art. 349 de la loi du 19 ramadan 1302 (1er juillet 1888). Cette formalité sera remplie sans frais dans les trois jours de la présentation des registres.

Les actes seront datés et consignés de suite, sans blanc et jour par jour; ils seront numerotes suivant le rang qu'ils tiendront dans les registres et signés du préposé.

Art. 19. — Le depôt du double du registre, dont la tenue est prescrite par l'art. 345 de la loi du 19 ramadan 1302 (1er juillet 1885), est effectué par le conservateur dans le délai fixé par la loi.

Le jour même de la reception du registre le greffier dresse acte de la remise et il en fait parvenir le récépissé au conservateur.

Le tout a lieu sans frais.

Les doubles des registres sont gardés au greffe sous clef. Il est interdit

au greffier d'en donner connaissance à toute autre personne qu'au président du tribunal, au procureur de la République, au conservateur de la propriété foncière et aux agents spécialement désignes par le résident général de la République française.

En cas de destruction des registres des dépôts, les doubles conservés au greffe sont immédiatement remis, contre récépissé, au conservateur de la propriété foncière qui procède à la reconstitution de ces registres, sans qu'il puisse en résulter aucune charge nouvelle pour les parties. Cette reconstitution aura lieu dans la même forme dans les cas de destruction des doubles gardés au greffe.

Art. 20. — Tous les registres exclusivement consacrés à l'immatriculation ou à la rédaction des titres de propriété, toutes les copies de titres de propriété délivrées par le conservateur de la propriété foncière, tous les actes expressément exigés par la loi pour parvenir à l'immatriculation et qui ne sont pas soumis au timbre par la législation actuellement en vigueur en seront exempts. Les reconnaissances de dépôts, états, certificats et copies d'actes déposés à la conservation, délivrés par le conservateur, seront sur papier timbré.

Les droits de timbre sont fixés ainsi qu'il suit :

PRIX de chaque feuille	DÉNOMINATION	DIMENSIONS DE LA FEUILLE DÉPLOYÉE ET ROGNÉE		
		Hauteur	Largeur	Superficie
1 F. 20	Grand papier.....	0 3536	0 5000	0 1768
0 F. 90	Moyen papier (1/2 du grand registre)..	0 2973	0 4204	0 1250
0 F. 60	Petit papier (1/2 du grand papier).....	0 2500	0 3536	0 0884
0 F. 30	Demi-feuille (1/2 du petit papier).....	0 2500	0 1768	0 0442

Art. 5. — Les art. 21 et 22 du décret ci-dessus visé sont abrogés.

Art. 6. — Les art. 23, 24, 25 et 26 du décret ci-dessus visé sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après:

Art. 23. — La valeur de la propriété, de l'usufruit et de la jouissance des immeubles et droits réels immobiliers est déterminée, pour la liquidation et le paiement des salaires, ainsi qu'il suit, savoir :

1° Pour l'immatriculation, par la déclaration estimative des parties;

2° Pour les échanges, par une évaluation qui doit être faite en capital, d'après le revenu annuel multiplié par seize, sans distraction des charges;

3° Pour les ventes, adjudications, cessions, rétrocessions, licitations et tous autres actes civils ou judiciaires portant constitution ou translation d'enzel, translation de propriété, de superficie, d'usage ou d'habitation, ou de servitude à titre onéreux, par le prix exprimé en y ajoutant toutes les charges, en capital, ou par estimation d'expert, dans les cas autorisés par le présent décret;

4° Pour les transmissions entre vifs à titre gratuit :

S'il s'agit de la propriété et de l'enzel, par l'évaluation qui sera faite et portée à seize fois le produit des biens ou le prix des baux courants.

S'il s'agit de l'usufruit, par l'évaluation qui en sera portée à huit fois le produit des biens ou le prix des baux courants.

Art. 24. — Si les sommes ou valeurs ne sont pas déterminées dans un jugement donnant lieu au salaire proportionnel, les parties seront tenues

d'y suppléer, avant l'inscription, par une déclaration estimative certifiée et signée au pied de l'acte ou écrit qui restera déposé au bureau de la conservation. Si les parties ne savent ou ne peuvent signer, leur déclaration sera reçue et signée sur l'acte par le conservateur avec les explications nécessaires.

Art. 25. — Si la valeur en capital ou en revenu énoncée dans l'un des actes, écrits ou déclarations prévus par les art. 23 et 24 qui précèdent paraît inférieure à la valeur réelle en capital ou en revenu à l'époque de l'immatriculation ou de l'inscription, l'expertise pourra en être requise par le conservateur dans les deux années à compter de la date de ces formalités.

Art 26. — La demande en expertise sera faite au juge de paix de la situation des biens par une pétition portant nomination d'un expert, et qui sera notifiée à la partie, avec invitation de faire connaître, dans le délai de huitaine, si elle accepte l'expert du conservateur. En cas de désaccord, l'expert sera nommé par le juge de paix sur simple requête, dans les huit jours de la demande.

Le procès-verbal d'expertise sera rapporté, au plus tard, dans le mois qui suivra la remise qui aura été faite à l'expert de l'ordonnance du juge de paix.

Les frais de l'expertise seront à la charge de la partie qui succombera.

La partie sera tenue, dans tous les cas, d'acquitter, sur le supplément d'estimation constaté par le rapport de l'expert, le salaire du conservateur et la taxe de remboursement au trésor.

Il sera, en outre, perçu au profit du trésor, à titre d'amende, une somme égale au montant des taxes et salaires qui n'auront pas été perçus.

Les tuteurs et curateurs supporteront personnellement les peines ci-dessus, lorsqu'ils auront fait des estimations insuffisantes.

Le mari en sera tenu solidairement avec la femme, toutes les fois que celle-ci, pour agir, aura besoin de l'autorisation maritale.

Art. 7. — L'art. 27 du décret ci-dessus visé est abrogé.

Art. 8. — Les art. 28 et 29 du décret ci-dessus visé sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après:

Art. 28. — Les salaires seront payés par le requérant au moment de la réquisition de chaque formalité, sauf le cas où elle sera faite par le ministère public dans l'intérêt des incapables.

Nul ne pourra différer le paiement desdits salaires sous le prétexte de contestation sur la quotité ni pour quelque autre motif que ce soit, sauf à se pourvoir en restitution s'il y a lieu.

Art. 29. — Le recouvrement des salaires qui, par suite d'erreur, omission ou pour toute autre cause, n'auraient pas été versés d'avance en tout ou en partie, sera suivi solidairement contre tous ceux qui auront concouru aux actes, conventions ou déclarations ou qui en profiteront.

Art. 9. — L'art. 30 du décret ci-dessus visé est abrogé.

Art. 10. — L'art 31 du décret ci-dessus visé est abrogé et remplacé par les dispositions ci-après:

Art. 31. — Les salaires régulièrement perçus ne pourront être restitués, quels que soient les événements ultérieurs.

Art. 11. — L'art. 32 du décret ci-dessus visé est abrogé.

Art. 12. — Les art. 33 et 34 du décret ci-dessus visé sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après:

Art. 33. — La solution des difficultés qui pourront s'élever relativement

à la perception des frais d'immatriculation avant l'introduction des instances appartiendra au conservateur.

Art. 34. — Le recouvrement des frais d'immatriculation, ainsi que de tous suppléments exigibles, sera poursuivi par voie de contrainte.

La contrainte sera décernée par le conservateur, visée et rendue exécutoire par le juge de paix et signifiée administrativement dans les conditions prévues par l'art. 41 de la loi du 19 ramadan 1302 (1er juillet 1885).

L'exécution de la contrainte ne pourra être interrompue que par une opposition formée par le redevable et motivée, avec assignation à jour fixe, devant le tribunal civil de Tunis.

Dans ce cas, l'opposant sera tenu d'élire domicile à Tunis.

Art. 13. — Les art. 36, 37, 38, 39 et 40 du décret ci-dessus visé sont abrogés.

Art. 14. — Le tableau annexé au décret ci-dessus visé est modifié et arrêté définitivement selon la rédaction ci-après :

TABLEAU DES SALAIRES DUS AU CONSERVATEUR DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

FORMALITÉS POUR LESQUELLES IL EST DU DES SALAIRES AU CONSERVATEUR	MONTANT des salaires
1° Pour toutes les formalités concernant une immatriculation, jusques et y compris l'établissement du titre de propriété, l'indemnité fixée par l'art. 3 du décret du 16 mars 1892. Cette indemnité sera dans tous les cas acquise, quelle que soit l'issue de la demande d'immatriculation.	
2° Pour l'établissement de chaque titre de propriété, lors de la mutation, du morcellement ou de la division d'une propriété ou d'un enzel immatriculé.....	18 f. 00
3° Pour chaque copie du titre de propriété délivrée, soit au moment de l'établissement du titre, soit ultérieurement, 1 fr. 20 par rôle de 30 lignes à la page et 15 syllabes à la ligne. Ce tarif sera applicable à toutes les copies collationnées et délivrées par le conservateur. Toute page commencée sera comptée pour un demi-rôle et rendra exigible un salaire de 60 cent.	
4° Pour chaque mention faite postérieurement à l'établissement du titre de propriété, soit sur le titre même, soit sur chacune des deux copies.....	1 20
5° Pour l'enregistrement sur les deux registres et pour la reconnaissance des dépôts d'actes à mentionner.....	0 60
6° Pour l'inscription que le conservateur doit faire à la suite du titre de chacun des droits reconnus par la décision ordonnant l'immatriculation ..... Pour toute inscription ultérieure, soit d'office, soit sur la réquisition des parties, concernant l'un des faits et conventions	1 20

FORMALITÉS POUR LESQUELLES IL EST DU DES SALAIRES AU CONSERVATEUR	MONTANT des salaires
prévus par l'art. 343 de la loi du 19 ramadan 1302 un droit proportionnel de 1 pour 1000 sur les adjudications, ventes, reventes, cessions, rétrocessions, échanges, donations entre vifs, et tous autres actes civils et judiciaires, translatifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, avec un minimum de.....	1 f. 20
Sur l'inscription de tous autres faits ou conventions un droit fixe de.....	1 20
7° Pour les certificats constatant simplement la conformité ou la non-conformité des copies du titre de propriété avec le titre même, par chaque copie sur laquelle il est certifié.....	1 20
8° Pour chaque certificat négatif : 1° d'inscription ; 2° de mentions de saisies et dénonciation de saisies ; 3° de mentions de résolution, nullité ou rescision d'actes inscrits, 1 fr. 20 par individu sur lequel il est certifié et par immeuble faisant l'objet d'un titre distinct de propriété.....	1 20
9° Pour les relevés sommaires délivrés en conformité de l'art. 352, 2me alinéa, de la loi du 19 ramadan 1202, 1 fr. 20 par inscription comprise dans chaque relevé.....	1 20
10° Pour chaque duplicata de quittance.....	0 30
11° Pour la mention de chaque procès-verbal de saisie immobilière et de chaque exploit de dénonciation de ce procès-verbal au saisi.....	1 20
12° Pour la mention des notifications prescrites par les art. 691 et 692 du code de procédure français (sommation au saisi, aux créanciers inscrits et aux incapables de prendre connaissance du cahier des charges).....	1 20
13° Pour la radiation de la saisie immobilière	1 20
14° Pour la mention du jugement d'adjudication.....	1 20
15° Pour la mention du jugement de conversion de saisie....	1 20
16° Pour chaque mention d'un jugement de résolution, nullité ou rescision, soit sur le titre, soit sur une copie et en général pour toute mention en dehors du registre des formalités préalables à l'immatriculation non spécialement tarifée.....	1 20
17° Pour l'acte constatant le refus du conservateur d'inscrire ou de mentionner dans les cas prévus par la loi.....	1 20
18° Pour la notification à chaque porteur d'une copie de titre non représentée, et pour toute autre notification faite à la diligence du conservateur, en sus des déboursés.....	1 20

16 mars 1892. — Décret du bey sur les interprètes. *(J. O. T.,* 17 mars 1892.)

Vu les art. 23, 24 et suivants de la loi foncière du 1er juillet 1885 (19 ramadan) modifiée par la loi du 15 mars 1892 (17 chaban 1309) (1) ;

Vu le décret du 2 redjeb 1303 (6 avril 1886), modifié par le décret du 13 ramadan 1303 (15 juin 1886) (2) ;

Vu le décret du 9 djoumadi-el-aoual 1301 (2 février 1887) (3) ;

Art. 1er. — Nul acte ou écrit rédigé en langue arabe ou étrangère ne peut être produit, ou cité dans un écrit produit à la conservation de la propriété foncière ou au tribunal mixte, s'il n'en est remis en même temps une traduction française in extenso ou par extrait, établie comme il est dit à l'art. 23 de la loi foncière.

Art. 2. — Les traductions sont faites et certifiées par les interprètes-traducteurs désignés conformément à l'art. 23 de la loi du 1er juillet 1885 et assermentés.

Art. 3. — Les traductions dûment certifiées font foi en justice de leur contenu, sauf vérification par le tribunal.

Art. 4. — Il y aura à Tunis et, s'il y a lieu, dans les autres localités où la nécessité en sera démontrée, un ou plusieurs interprètes-traducteurs des langues arabe, hébraïque, espagnole, maltaise, anglaise, italienne et allemande.

Art. 5. — Les interprètes-traducteurs recevront du résident général de la République française une lettre de désignation qui leur tiendra lieu de commission. Les interprètes judiciaires pourront être chargés provisoirement des fonctions d'interprètes-traducteurs ; ils seront dispensés des formalités ci-après :

Art. 6. — Les interprètes-traducteurs ne pourront être commissionnés qu'après avoir subi un examen devant une commission spéciale composée :

1° Du président du tribunal mixte ou de son délégué, président ;

2° Du directeur de l'enseignement public ou de son délégué ;

3° D'un juge indigène du tribunal mixte ;

4° D'un interprète désigné par le ministre résident général de la République française, rapporteur.

Art. 7. — Les candidats formeront leur demande par écrit.

Nulle demande ne sera admise :

1° Si le candidat n'est âgé de vingt-un ans accomplis ; il justifiera de son âge, soit par un acte de naissance, soit par les déclarations de témoins connus, reçues par deux adouls, et par toutes pièces probantes qu'il pourra joindre à ces déclarations ;

2° S'il ne produit un certificat de moralité émanant d'une autorité judiciaire ou administrative française ;

3° S'il ne justifie, devant la commission spéciale, qu'il sait parler et

---

(1) *Rev. Alg.*, 1885. 3. 145 et 1892. 3. 126.

(2) *Rev. Alg.*, 1886. 3. 83 et 130.

(3) *Rev. Alg.*, 1887. 3. 61.

écrire correctement la langue française; traduire d'après le langage parlé et l'écriture usuelle les langues pour lesquelles il demande à être commissionné, parler familièrement les mêmes langues et les écrire en caractères usuels, et qu'il possède des notions élémentaires de jurisprudence musulmane et de droit civil français.

Art. 8. — Les interprètes-traducteurs prêteront, devant le tribunal civil de Tunis, le serment suivant :

« Je jure d'interpréter fidèlement les pièces et discours que je serai » chargé de traduire et d'en garder le secret. »

Art. 9. — Avant d'être soumis à prêter serment, les interprètes-traducteurs fourniront un cautionnement en numéraire de 1,200 fr. qui sera affecté, par privilège, à l'acquit des amendes et condamnations qu'ils encourraient à raison de leurs fonctions.

Le cautionnement est versé à la caisse du receveur général des finances. Il ne porte pas intérêt. Toutefois l'interprète-traducteur a la faculté de convertir ce cautionnement en obligations tunisiennes. Dans ce cas, le service des coupons lui est fait.

Le cautionnement en obligations est capitalisé au denier vingt.

Dans les 15 jours qui suivent la réalisation, l'interprète-traducteur est tenu de remplacer ou de compléter le cautionnement dont tout ou partie a été employée en observant les formes et les conditions exigées pour le cautionnement primitif.

L'affectation du cautionnement subsistera pendant toute la durée des fonctions et une année après, passé lequel délai les valeurs servant de cautionnement seront affranchies de plein droit de toutes actions de recours qui n'auraient point été intentées dans cet intervalle.

Art. 10 — Les traductions sont exécutées in-extenso ou par extrait.

Art. 11. — Les traductions in-extenso sont rédigées avec simplicité et brièveté. Les interprètes reproduisent le sens littéral des textes, sauf à en expliquer l'esprit, s'il y a lieu, par des annotations.

Lorsque l'expression à traduire n'a pas de terme correspondant ou équivalent dans la langue de la traduction, ils rappellent textuellement cette expression, en indiquant toutefois le sens qui leur semble devoir y être attaché.

Art. 12. — Les traductions par extrait comprennent un relevé sommaire indiquant, pour chaque acte ou écrit, la nature, la date et l'objet de l'acte ou écrit, les noms et qualités de toutes les parties en cause, ainsi que de toutes personnes qui ont apposé leur signature ou leur sceau sur l'acte ou l'écrit.

La désignation de l'immeuble devra toujours être traduite in-extenso.

Art. 13. — La rémunération des interprètes-traducteurs et des interprètes judiciaires chargés provisoirement de ces fonctions est réglée conformément au tarif ci-annexé.

Art. 14. — Les noms et demeures des interprètes-traducteurs seront affichés dans l'auditoire du tribunal mixte et des justices de paix de la régence.

Art. 15. — L'interprète-traducteur tiendra un registre sur lequel il inscrira :

1° Les noms, profession et domicile de la personne qui aura requis la traduction ;

2° La date de la remise des pièces à traduire ;

3° La nature de chaque pièce ;

4° Le nombre des rôles de texte français. Chaque rôle comprendra 25 lignes à la page et 15 syllabes à la ligne ;

5° Le montant des salaires perçus ;

6° La date de la remise des traductions aux parties ;

7° L'émargement de celles-ci pour tenir lieu de décharge à l'interprète.

Ce registre sera tenu jour par jour, sans blanc surcharge ou interligne ; il sera coté et paraphé par le juge de paix et soumis à toute réquisition aux vérifications de ce magistrat et du président du tribunal mixte.

Art. 16. — En cas de contestation sur la supputation des rôles, la traduction sera taxée sans frais par le juge de paix.

Art. 17. — L'interprète ne pourra refuser son ministère aux personnes qui le requerront, sous peine de dommages-intérêts. Il devra remettre les traductions dans un délai de 15 jours, à peine d'une amende de 5 fr. par jour de retard.

Le délai pourra toutefois être prorogé par le juge de paix si l'importance de la traduction l'exige.

Les frais de traduction seront payés directement par les parties à l'interprète-traducteur.

Toute traduction sera émargée de la quittance des honoraires perçus.

Art. 18. — En cas d'infraction au règlement, la commission de l'interprète-traducteur lui sera retirée

Art. 19. — L'acceptation par l'interprète-traducteur d'un salaire ou indemnité quelconque en sus de ses honoraires sera poursuivie comme concussion, sans préjudice de la restitution des sommes perçues et dommages-intérêts s'il y a lieu.

Art. 20. — L'infidélité ou la mauvaise foi dans la traduction seront punies conformément aux art. 162, 174 et 363 du Code pénal.

Art. 21. — Toute personne qui aura usurpé les fonctions d'interprète-traducteur assermenté sera traduite devant les tribunaux et passible de l'application de l'art. 258 du Code pénal.

Art. 22. — Les interprètes-traducteurs ne pourront s'éloigner pendant plus de trois jours de leur résidence sans autorisation du juge de paix qui devra en prévenir le président du tribunal mixte.

Art. 23. — Les art. 4 à 24 inclus du décret du 2 redjeb 1303 (6 avril 1886) sont abrogés, ainsi que le tarif D annexé à ce décret.

TARIF

SALAIRES DES INTERPRÈTES-TRADUCTEURS

Il est alloué aux interprètes-traducteurs :

1° Pour traduction in-extenso des titres de propriété de l'arabe et de l'hébreu en français et du français en arabe :

Pour chaque rôle du texte français calculé à raison de 25 lignes à la page et 15 syllabes à la ligne. . . . . 3 fr.

2° Pour traduction de tout écrit autre que les titres de propriété, de l'arabe ou de l'hébreu en français ou du français en arabe :

Par chaque rôle du texte français calculé à raison de 25 lignes à la page et 15 syllabes à la ligne. . . . . 2 fr.

3° Pour le relevé prévu à l'art. 23 de la loi foncière et l'art. 12 du décret du 16 mars 1892 en ce qui concerne les titres de propriété, par acte . . . . . 3 fr.

4° Pour le relevé prévu à l'art. 23 de la loi foncière et l'art. 12 du décret du 16 mars 1892 en ce qui concerne tous les autres écrits, pour chaque document . . . . . 2 fr.

5° Pour traduction de toute langue européenne en français :

Par chaque rôle du texte français calculé à raison de 25 lignes à la page et 15 syllabes à la ligne . . . . . 2 fr.

6° Pour légalisation des signatures apposées en caractères arabes ou hébraïques sur chaque acte ou écrit destiné à être produit à la conservation de la propriété foncière. . . . . 0 fr. 60.

7° Pour traductions orales, soit au tribunal mixte, soit au siège de la justice de paix, par vacation de 1 heure sans qu'il puisse en être accordé plus de six par jour. . . . . 2 fr.

8° Lorsqu'il y aura lieu d'assister l'agent du service topographique dans les opérations de bornage, les deux tiers des droits alloués à l'agent, outre le remboursement des dépenses de transport effectué.

Les affiches, lettres, notifications ou avis adressés aux indigènes par le juge-commissaire, les agents du service topographique et le greffier du tribunal mixte, ainsi que tous les autres actes de la procédure d'immatriculation, seront traduits gratis du français en arabe ou en toute autre langue et de l'arabe ou de toute autre langue en français par les interprètes-traducteurs.

16 mars 1892. — Décret du bey sur les rétributions du service topographique. (*J. O. T.*, 17 mars 1892) (1).

16 mars 1892. — Décret du bey sur les ventes immobilières poursuivies devant les tribunaux français. (*J. O. T.*, 17 mars 1892.)

Considérant que les ventes immobilières poursuivies devant les tribunaux français portent parfois sur des immeubles dont ni la consistance matérielle ni l'état juridique ne sont suffisamment définis ; qu'il y a lieu de donner à tous les intéressés le moyen d'obtenir une sécurité complète pour les droits qui font l'objet d'une vente judiciaire ;

Art. 1er. — Il pourra être procédé, conformément aux prescriptions ci-après, à l'immatriculation de tout immeuble qui fera l'objet d'une vente poursuivie devant les tribunaux français.

---

(1) V. les décrets des 1er mai 1886 et 20 nov. 1887 (*Rev. Alg.*, 1886. 3. 95, et 1888. 3. 14.)

CHAPITRE Ier

DE L'IMMATRICULATION PRÉALABLE

L'immatriculation préalable à l'adjudication pourra être requise, savoir :
En matière de saisie par le créancier poursuivant ;
En matière de licitation par l'un des colicitants ;
Pour les biens de mineurs, par les tuteurs ou subrogés tuteurs, avec l'autorisation du conseil de famille.

Les frais de l'immatriculation seront en tous cas avancés par le requérant; leur montant sera compris parmi les dépens à supporter par l'adjudicataire, en sus du prix principal, et annoncés avant l'ouverture des enchères conformément à l'art. 701 du Code de procédure français.

Art 3. — Le tribunal pourra d'office subordonner la vente à l'immatriculation préalable si le titre ne lui a pas été produit avant l'adjudication ou s'il apprécie que le titre produit n'est pas suffisant.

Art. 4. — En matière de saisie, la réquisition d'immatriculation sera établie au nom du saisi par le poursuivant ou son défenseur, qui y joindra la copie, certifiée conforme par le défenseur, du commandement à fin de saisie immobilière et du procès-verbal de saisie.

Il y joindra également tous titres de propriété, contrats, actes publics ou privés ou documents quelconques, dûment traduits, de nature à faire connaître les droits réels existant sur l'immeuble et qui pourraient se trouver entre ses mains.

Le dépôt de ces pièces aura pour effet d'immobiliser les fruits dans les termes des art. 682 et 685 C. pr. civ.

Art. 5. — En matière de licitation et pour les ventes de biens de mineurs, il sera procédé, pour le dépôt de la réquisition d'immatriculation, conformément aux art. 22 à 24 inclus de la loi foncière.

Art. 6. — La procédure d'immatriculation se poursuivra conformément aux dispositions de la loi foncière.

Après l'expiration du délai imparti pour la production des oppositions, à peine de forclusion, et la rédaction du plan définitif, le poursuivant déposera au greffe son cahier des charges, et la procédure de saisie immobilière suivra son cours jusqu'à l'adjudication exclusivement.

Art. 7. — L'adjudication ne pourra avoir lieu qu'après jugement définitif du tribunal mixte.

Au cas où le jugement modifierait la consistance ou la situation juridique de l'immeuble telles qu'elles sont définies par le cahier des charges, le poursuivant serait tenu de faire publier un dire rectificatif pour arriver à l'adjudication.

Art. 8. — Le titre de propriété, établi en vertu de la décision du tribunal mixte ordonnant l'immatriculation, restera entre les mains du conservateur de la propriété foncière jusqu'au moment où la mutation de propriété au nom de l'adjudicataire pourra être effectuée régulièrement.

Toutefois, lorsque l'immatriculation aura été prononcée sur la réquisition d'un saisissant, le titre établi au nom du saisi pourra être délivré à celui-ci s'il est fourni main-levée conventionnelle ou judiciaire de la saisie immobilière pratiquée contre lui.

CHAPITRE II

DE L'IMMATRICULATION POSTÉRIEURE A L'ADJUDICATION

Art. 9. — L'adjudicataire pourra subordonner l'exécution des conditions du cahier des charges à l'immatriculation de l'immeuble.

Art. 10. — S'il veut user de cette faculté il devra, dans les quinze jours de l'adjudication, déposer son prix à la caisse des dépôts et consignations et payer les frais ordinaires de poursuite ; dans la quinzaine suivante, il devra remettre au conservateur de la propriété foncière la déclaration prescrite par l'art. 23 de la loi foncière accompagnée du jugement d'adjudication ; il consignera en même temps à la conservation foncière les frais d'immatriculation ainsi qu'il est dit à l'art. 24 de ladite loi.

Art. 11. — Si la consistance matérielle et l'état juridique de l'immeuble déterminés par l'immatriculation sont conformes aux conditions du cahier des charges, le prix sera distribué après la décision du tribunal mixte.

S'il est établi que la consistance de l'immeuble ou sa situation judiridique ne sont pas telles qu'elles ont été définies par le cahier des charges, l'adjudicataire pourra demander une diminution de prix nonobstant toute clause contraire du cahier des charges.

Il pourra, s'il le préfère, demander la nullité de l'adjudication si la différence de valeur est égale à un vingtième de la valeur vénale.

Art. 12. — Faute de remplir les formalités indiquées par l'art. 2 ci-dessus, l'adjudicataire perdra tout recours contre le propriétaire de l'immeuble, le poursuivant et les créanciers.

Art. 13. — Les dispositions des art. 9 à 12 du présent décret ne sont pas applicables aux ventes poursuivies par un créancier possédant sur l'immeuble des droits réels, acquis pour sûreté de sa créance, à une date certaine antérieure à la promulgation du présent décret, ou au plus tard dans les trois mois qui suivront cette promulgation.

Le créancier seul pourra user de la faculté prévue par les art. 2, 4, 6, 7 et 8 ci-dessus.

19 mars 1892. — Arrêté du rés. gén. de la Rép. fr. sur la constitution d'une chambre de commerce pour la partie nord de la Tunisie. (*J. O. T.*, 24 mars 1892.)

Considérant qu'il importe de donner une représentation distincte aux intérêts commerciaux et industriels français dans la partie nord de la Tunisie,

Art. 1er. — Il est créé une chambre de commerce pour la partie nord de la Tunisie, comprenant les contrôles de Tunis, La Goulette, Bizerte, Béja, Souk-el-Arba, le Kef, Nabeul, Maktar, et le territoire du commandement militaire d'Aïn-Draham.

Cette chambre de commerce a son siège à Tunis.

Elle se compose de douze membres.

Art. 2. — La chambre de commerce de Tunis est élue par un corps électoral composé des personnes suivantes :

Les commerçants, industriels, agents de change et banquiers français ;

Les directeurs fondés de pouvoirs français de maisons de commerce et de compagnies anonymes de finances et d'industrie françaises ;

Les capitaines au long cours et maîtres au cabotage français ayant commandé des bâtiments pendant cinq ans.

Les électeurs doivent être âgés de 25 ans au moins et domiciliés depuis six mois au moins dans la partie nord de la Tunisie.

Ne peuvent être portés sur la liste électorale :

1° Les individus qui, en France, n'auraient pas la jouissance de leurs droits civils et politiques ;

2° Les individus condamnés pour contrebande, pour contraventions aux lois sur les loteries ou pour les delits prévus aux art. 413, 414, 419, 420, 421, 423 et 430 C. pén et aux art. 596 et 597 C. com. ;

3° Les officiers ministériels destitués ;

4° Les faillis non rehabilités.

Art 3. — Les électeurs possédant le droit électoral dans plusieurs circonscriptions ne peuvent exercer ce droit que dans une seule.

Ils feront connaître, au moment de la confection des listes, dans quelle circonscription ils désirent voter et, à défaut d'indication de leur part, il sera statué sur ce point par la commission chargée d'examiner les réclamations.

Art. 4. — La liste des électeurs est dressée dans chaque contrôle par une commission composée du contrôleur civil, du premier vice-président et du premier conseiller municipal français de la municipalité ou commission municipale du chef-lieu.

Dans les territoires de commandement militaire, la commission est composée du commandant du cercle et de deux colons français désignés par le résident général.

Il devra être procédé à une révision de la liste des électeurs six semaines au plus tard avant toute élection nouvelle.

Art. 5. — La liste sera déposée dans les bureaux du contrôle civil ou du commandement militaire immédiatement après sa confection. Des affiches apposées à la porte du contrôle civil ou du commandement militaire annonceront ce dépôt. La liste sera communiquée sans frais à tout requérant, qui pourra en prendre ou en faire relever copie aux heures et dans les conditions déterminées par l'autorité locale.

Art. 6. — Pendant le mois qui suit le dépôt de la liste, tout électeur peut présenter ses réclamations, soit pour obtenir son inscription, soit pour demander celle d'un citoyen omis indûment, ou la radiation d'un citoyen indûment inscrit.

Art. 7. — Les réclamations sont portées devant une commission siégeant à Tunis et composée :

1° Du juge de paix le plus ancien de Tunis, président ;

2° Du contrôleur civil suppléant ;

3° De trois membres de la colonie française désignés par le résident général et pris parmi les membres de la conférence consultative.

Les réclamations sont faites par simple lettre au président de cette commission, sans frais, et la commission statue sans frais ni forme de procédure dans les huit jours qui suivent l'expiration du délai pendant lequel les réclamations peuvent être produites.

La décision sera transmise au contrôleur civil ou au commandant de territoire militaire et notifiée par leurs soins à l'intéressé.

Art. 8. — La décision de la commission n'est susceptible ni d'opposition ni d'appel.

Art. 9. — Sont éligibles tous les électeurs compris dans les catégories mentionnées à l'art. 2 et âgés de trente ans révolus.

Toutefois, plusieurs associés en nom collectif ne peuvent faire en même temps partie de la chambre.

Art. 10. — Le vote a lieu dans le local du contrôle civil ou du commandement militaire, sous la présidence du contrôleur civil ou du commandant militaire, ou de leur délégué, assisté de deux électeurs, qui seront le plus âgé et le plus jeune des électeurs présents. Ce dernier fera fonctions de secrétaire.

Le bureau statue sur toutes les questions qui peuvent s'élever dans le cours des opérations électorales.

Dans les contrôles où il existe une annexe, les électeurs domiciliés dans l'annexe pourront voter dans le local de la suppléance du contrôle civil, dans les mêmes conditions qu'au contrôle civil même.

Art. 11. — Les membres de la chambre de commerce sont élus au scrutin de liste.

Au premier tour de scrutin, nul n'est élu s'il n'a réuni la moitié plus un des suffrages exprimés, et un nombre égal au quart des électeurs inscrits.

Au deuxième tour, qui aura lieu huit jours après, la majorité relative est suffisante.

Le scrutin est ouvert à 8 heures du matin et clos à 2 heures de l'après-midi. Le dépouillement a lieu immédiatement après la clôture du scrutin, par les soins du bureau.

Dès que le dépouillement est achevé, un procès-verbal des opérations est dressé et transmis au résident général, et le résultat du scrutin est affiché à la porte du contrôle civil ou du commandement militaire.

Art. 12. — Tout électeur a le droit d'arguer de nullité les opérations électorales de la circonscription dans laquelle il est inscrit.

Les réclamations doivent, à peine de nullité, être déposées, soit dans les bureaux du contrôle civil ou du commandement militaire dans la circonscription duquel réside le réclamant, soit à la résidence générale dans le délai de cinq jours après le scrutin. Il en sera donné récépissé.

Les réclamations reçues par les contrôleurs civils seront immédiatement transmises par eux au résident général. Les commaudants militaires lui feront parvenir celles dont ils seront saisis, par l'intermédiaire du général commandant le corps d'occupation.

Il est souverainement statué, dans le délai d'un mois à dater du jour de leur dépôt constaté par le récépissé, par la commission d'appel pour la confection des lites électorales.

Art. 13. — Si le résident général estime que les conditions et les formes légalement prescrites n'ont pas été observées, il peut également, dans le délai de quinze jours, à dater de la réception des procès-verbaux, déférer les opérations à la même commission.

Art. 14. — Dans le cas ou l'annulation de tout ou partie des élections a été prononcée, les électeurs sont convoqués à nouveau dans un délai qui ne peut excéder trois mois.

Art. 15. — Les membres de la chambre de commerce sont élus pour six ans. Ils sont renouvelés par tiers tous les deux ans et toujours rééligibles.

Les élections pour les renouvellements ont lieu dans le courant du mois de janvier et les électeurs sont convoqués au moins trois semaines à l'avance. Un tirage au sort effectué par les soins de la chambre déterminera, pour la première fois, les membres qui devront faire partie des deux premières séries sortantes.

Il est pourvu aux vacances accidentelles à chaque élection pour le renouvellement par tiers. Les membres élus pour remplir ces vacances ne restent en charge que le temps pendant lequel les membres qu'ils remplacent devaient y rester.

La chambre de commerce peut désigner dans la partie nord de la régence de Tunis des membres correspondants dont le nombre ne devra pas dépasser six. Les membres correspondants peuvent assister aux délibérations de la chambre, mais avec voix consultative seulement.

Art. 16. — La chambre nomme tous les ans, au mois de janvier, parmi ses membres, un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier. Ces nominations seront faites à la majorité absolue.

Si des elections de renouvellement ont lieu, le bureau de la chambre n'est nommé qu'après ces élections.

Art. 17. — La chambre de commerce a pour attributions :

1° De donner au gouvernement les avis et renseignements qui lui sont demandés sur les faits et les intérêts industriels et commerciaux ;

2° De présenter ses vues sur les moyens d'accroître la prospérité de l'industrie et du commerce ; sur les améliorations à introduire dans toutes les branches de la législation commerciale, y compris les tarifs des douanes et octrois ; sur l'exécution des travaux et l'organisation des services publics qui peuvent intéresser le commerce ou l'industrie, tels que les travaux des ports, rivières, les chemins de fer, etc.

Art. 18. — L'avis de la chambre de commerce est demandé spécialement sur les changements projetés dans la législation commerciale ; sur les créations de bourses et les établissements d'agents de change ou de courtiers ; sur les tarifs des douanes, sur les tarifs et règlements des services des transports et autres établis à l'usage du commerce ; sur les usages commerciaux, les tarifs et règlements de courtage maritime et de courtage en matière d'assurance de marchandises, d'échanges et d'effets publics ; sur les créations de tribunaux de commerce, sur les établissements de banques et de comptoirs d'escompte et de crédit foncier ; sur les projets de travaux publics locaux relatifs au commerce, sur les projets de règlements locaux en matière de commerce ou d'industrie.

Art. 19. — Les établissements pour l'usage du commerce, comme les magasins de sauvetage, entrepôts, bureaux de cautionnement, cours publics pour la propagation des connaissances commerciales et industrielles, sont administrés par la chambre de commerce s'ils ont été formés au moyen de contributions spéciales sur les commerçants français. L'administration de ceux de ces établissements qui ont été formés par dons, legs ou autrement, peut lui être remise, d'après le vœu des souscripteurs ou donateurs. Enfin cette administration peut lui être déléguée pour les établissements de même nature qui seraient créés par l'autorité.

Art. 20. — La chambre de commerce correspond avec le résident général auquel elle envoie régulièrement copie des procès-verbaux de ses séances.

Le résident général fait parvenir ces avis et réclamations, selon le cas, soit au gouvernement français, soit au gouvernement tunisien.

Le résident général a entrée aux séances ; il est président de droit des séances auxquelles il assiste.

Art. 21. — La chambre de commerce peut, en qualité d'établissement d'utilité publique, acquérir, recevoir, posséder et aliéner, après y avoir été autorisee par le résident général.

Art. 22. — La chambre peut se constituer une caisse :

1° par les cotisations annuelles ;

2° par les dons et subventions de toute nature.

Dans les dix premiers mois de l'année, elle adresse au résident général le compte rendu des recettes et des dépenses de l'année suivante.

Ce dernier budget ne devient définitif qu'après avoir reçu le visa du résident général.

Les dispositions du présent article sont applicables aux recettes et aux dépenses ordinaires provenant des contributions prélevées sur les nationaux français, comme aux recettes et dépenses spéciales des établissements à l'usage du commerce dont l'administration est confiée à la chambre.

Art. 23. — Par exception aux dispositions de l'art. 15, les premières élections auront lieu à une date qui sera ultérieurement fixée par un arrêté du résident général de la République française.

19 mars 1892. — Arrêté du rés. gén. sur la constitution d'une chambre de commerce pour la partie sud de la Tunisie. *(J. O. T.,* 24 mars 1892.)

Considérant qu'il importe de donner une représentation distincte aux intérêts commerciaux et industriels français dans la partie sud de la Tunisie,

Art. 1er. — Il est créé une chambre de commerce pour la partie sud de la Tunisie comprenant les contrôles de Sousse, Kairouan, Sfax, Djerba, Tozeur, et les territoires du commandement militaire de Gabès et de Gafsa.

Cette chambre de commerce a son siège à Sousse.

Elle se compose de douze membres.

(La suite comme à l'arrêté précédent).

19 mars 1892. — Arrêté du rés. gén. sur la constitution d'une chambre d'agriculture en Tunisie. *(J. O. T.,* 24 mars 1892.)

Considérant qu'il importe de donner une representation aux intérêts agricoles français en Tunisie,

Art. 1er. — Il est constitué en Tunisie une chambre consultative d'agri-

culture. Elle a son siège à Tunis. Elle est composée de douze membres titulaires.

Art. 2. — La chambre consultative d'agriculture est élue par un collège électoral composé des personnes suivantes :

1° Les agriculteurs français établis en Tunisie depuis six mois au moins et dont la profession unique ou principale est d'exploiter un fonds rural comme propriétaires, usufruitiers, usagers, régisseurs, locataires, fermiers, colons partiaires ou métayers, les contremaîtres, maîtres de chai et chefs de culture attachés depuis un an au moins à une exploitation agricole.

2° Les arboriculteurs, horticulteurs, pépiniéristes, jardiniers et maraîchers français qui, depuis six mois au moins, exercent par eux-mêmes leur industrie en Tunisie, soit comme propriétaires, usufruitiers, usagers, régisseurs, locataires, fermiers, métayers ou colons partiaires.

3° Les propriétaires, usufruitiers ou usagers d'un fonds rural ou de propriétés forestières qui, depuis six mois au moins possèdent lesdites exploitations, qu'ils soient ou non résidents en Tunisie.

(La suite comme aux arrêtés précédents).

20 mars 1892. — Circulaire du premier ministre aux caïds, pour l'exécution du décret du 8 février 1892, réglementant la complantation des terres dites Sialines dans la région de Sfax. *(J. O. T.,* 7 avril 1892) (1).

TITRE Ier

RÉGULARISATION DES OCCUPATIONS ANCIENNES

En vertu de l'art. 1er, vous êtes chargé de recevoir les demandes des personnes qui, ayant occupé des terres sialines et n'ayant pas de titres de propriété, doivent faire régulariser leur situation.

Le gouvernement désire éviter que des occupants, n'ayant pas eu connaissance du décret, ne tombent à leur insu sous le coup de l'art. 4, ce qui les exposerait à perdre tout droit sur le terrain qu'ils ont occupé. Dans ce but, un agent du service topographique, accompagné d'un amin, sera chargé de tracer le périmètre des terrains qui ont été plantés depuis le 23 mars 1871 (1er moharrem 1288). Si l'agent du service topographique et l'amin rencontraient quelques difficultés dans cette opération, vous aurez soin de les aplanir.

Vous inviterez toutes les personnes qui occuperont un terrain dans ce périmètre à produire leurs titres. Celles qui en possèderont devront vous les présenter, et, après que vous aurez constaté qu'elles sont en règle, il ne leur sera rien réclamé. Celles qui ont un titre, mais qui occupent une surface supérieure à celle qui fait l'objet de ce titre, doivent, conformément au paragraphe 2 de l'art. 1er, vous adresser une demande de délivrance de titre pour l'excédent du terrain qu'elles occupent. Enfin, celles qui n'auront point de titres devront, conformément au paragraphe 1er du

(1) V. ce décret *suprà*, p. 121.

même article, vous adresser une demande de délivrance de titre pour la totalité du terrain qu'elles occupent.

Dès qu'une demande de délivrance de titres vous parviendra, vous en remettrez une copie au contrôle civil. Vous vous entendrez ensuite avec le géomètre chargé par le service topographique de lever les plans, pour fixer le jour où il sera procédé au bornage du terrain pour lequel le titre est demandé. Vous porterez cette date *au moins un mois à l'avance* à la connaissance du public par des affiches apposées à la porte du contrôle civil et du caidat, par des publications dans les marchés du territoire et par tous les autres moyens en usage dans le pays, en invitant les personnes qui croiraient avoir des réclamations à formuler à les présenter sur les lieux le jour du bornage. Vous constaterez par un certificat que ces formalités d'affichage et de publication ont été accomplies.

Le géomètre dressera un procès-verbal du bornage, où il mentionnera toutes les réclamations qui auront pu se produire. Vous ferez faire de ce document une traduction en arabe que vous communiquerez dans vos bureaux aux intéressés qui en feront la demande, et vous transmettrez le texte français au directeur de l'agriculture avec la demande de délivrance du titre.

Dans le cas où un territoire complanté serait revendiqué par deux ou plusieurs personnes, vous vous efforceriez d'établir un accord entre les réclamants. Dans le cas où vous n'y parviendriez pas, vous joindrez les revendications au procès-verbal et vous les transmettrez au directeur de l'agriculture qui prendra les mesures nécessaires.

Les demandes agréées par le directeur de l'agriculture vous seront retournées par lui. Aussitôt leur réception, vous notifierez cet agrément aux intéressés en les invitant à verser entre vos mains la somme due en vertu du paragraphe 2 de l'art. 3.

TITRE II

CONCESSIONS NOUVELLES

En vertu de l'art. 5, vous êtes chargé de recevoir les demandes de concession des personnes qui voudraient vivifier par complantation des terrains sialines.

Ces demandes devront spécifier l'emplacement, l'étendue et les limites du terrain demandé. Elles devront, en outre, indiquer si, conformément à la faculté qui lui est laissée par l'art. 9, le demandeur désire un titre foncier d'immatriculation ou un titre notarié arabe. Si cette indication était omise, vous inviterez le demandeur à réparer l'omission.

Dès qu'une de ces demandes complètement en règle sera en votre possession, vous la transmettrez au directeur de l'agriculture après en avoir remis une copie au contrôleur civil.

1° CAS OU IL SERA DEMANDÉ UN TITRE FONCIER D'IMMATRICULATION

Si le demandeur désire un titre foncier d'immatriculation, le directeur de l'agriculture déposera une demande en immatriculation au nom de l'État pour le terrain demandé, afin de pouvoir, quand le délai de complantation sera écoulé, faire, s'il y a lieu, une cession régulière au demandeur.

Au cours de la procédure d'immatriculation, vous devrez assister ou vous faire représenter à l'opération du bornage. Vous n'avez pas à vous occuper des oppositions faites par des personnes prétendant avoir des titres de propriété sur le terrain demandé. Ce sera affaire au tribunal mixte à en apprécier la valeur. Mais si des oppositions sont faites par des personnes qui, sans prétendre à la propriété, invoqueront l'habitude d'ensemencer sur cette partie du domaine beylical, vous avez à les examiner avec une attention particulière.

Vous inviterez ces réclamants à faire la preuve qu'ils ensemencent tout ou partie du terrain demandé depuis dix ans au moins.

S'ils ne peuvent pas faire cette preuve, vous rejetterez leurs réclamations.

S'ils peuvent faire cette preuve, le gouvernement, dans sa sollicitude pour la population locale, est décidé à leur accorder la priorité pour la complantation des parties de terrain qu'ils ont l'habitude d'ensemencer.

Deux cas peuvent alors se présenter.

Dans le premier cas, les réclamants disposeront des ressources nécessaires pour l'acquisition du terrain. Ils devront alors vous adresser une demande de concession rédigée conformément au décret du 8 février 1892.

Dans le second cas, ces personnes n'auront pas les moyens de faire les frais de l'acquisition du terrain. Vous les inviterez alors à accepter un contrat de mgharsa avec la personne qui aura demandé la concession de ce terrain. En vertu de ce contrat, ils pourront devenir propriétaires de la moitié du terrain au moment du partage de la plantation.

Si les réclamants ne veulent ni acquérir le terrain domanial et le planter pour leur compte, ni accepter un contrat de mgharsa avec la personne qui aura demandé la concession de ce terrain pour le planter, et qu'ils n'en prétendent pas moins continuer à jouir du terrain, vous rejetterez leurs réclamations.

L'intention formelle du gouvernement est, en effet, de favoriser la culture de l'olivier. Entre plusieurs demandeurs, c'est donc celui qui voudra planter qui devra toujours avoir la préférence.

Le géomètre chargé de l'opération du bornage dressera un procès-verbal où vous ferez consigner toutes les réclamations que vous aurez reçues et la suite qu'après enquête elles vous paraîtront devoir comporter. Vous ferez faire de ce document une traduction arabe que vous tiendrez dans vos bureaux à la disposition des intéressés qui vous en feront la demande et vous transmettrez le texte français au directeur de l'agriculture.

2° CAS OU IL SERA DEMANDÉ UN TITRE NOTARIÉ ARABE

Si le demandeur désire un titre notarié arabe, le directeur de l'agriculture, d'accord avec l'ingénieur chef du service topographique, désignera le jour où vous procéderez avec le concours d'un géomètre du service au bornage du terrain demandé.

Un mois à l'avance vous porterez cette date à la connaissance du public par des affiches apposées à la porte du contrôle civil et du caïdat, des publications sur les marchés et par tous les autres moyens en usage dans le pays, en invitant les personnes qui auraient des prétentions à émettre sur le terrain demandé à les présenter sur les lieux le jour du bornage.

Vous constaterez par un certificat que ces formalités d'affichage et de publication ont été accomplies.

Si des personnes prétendent avoir des droits de propriété sur le terrain demandé, vous examinerez leurs réclamations. Si des personnes, sans avoir des titres de propriété, invoquent l'habitude d'ensemencer sur cette partie du domaine beylical, vous agirez comme il est dit ci-dessus, c'est-à-dire que vous rejetterez les réclamations de celles qui ne pourront pas prouver qu'elles ensemencent depuis dix ans, que vous offrirez la priorité pour la complantation à celles qui ensemencent depuis dix ans et qui ne peuvent pas acheter le terrain, et que vous rejetterez les réclamations de celles qui ne voudront ni planter pour leur compte, ni planter à mgharsa.

Le géomètre dressera un procès-verbal où il consignera toutes les réclamations. Vous le transmettrez au directeur de l'agriculture après en avoir fait faire une traduction en arabe que vous tiendrez dans vos bureaux à la disposition du public.

Les demandes de concession agréées par le directeur de l'agriculture vous seront retournées par lui. Aussitôt leur réception, vous notifierez cet agrément aux intéressés, en les invitant à verser entre vos mains la somme due en vertu du paragraphe 2 de l'art. 7 du décret.

Les sommes que vous percevrez soit pour la régularisation des occupations anciennes, soit pour les concessions nouvelles, seront perçues par vous comme vos recettes ordinaires. Des instructions vous seront données par le service des finances pour le classement de ces recettes dans vos documents de comptabilité, pour le versement des produits et pour toutes les opérations auxquelles elles peuvent donner lieu.

Vous êtes autorisé à prélever personnellement 10 p. 0/0 sur les encaissements pour vous couvrir de vos propres frais.

24 mars 1892. — Arrêté du gouv. gén. portant organisation du service de la sûreté dans les trois départements de l'Algérie. (*Mob.*, 6 avril 1892.)

25 mars 1892. — Circulaire du gouv. gén. relative à la régularisation selon la loi française des mariages contractés par des militaires indigènes. (*Mob.*, 26 mars 1892.)

Monsieur le préfet, un militaire d'origine indigène, récemment naturalisé français, qui désirait faire régulariser, selon la loi française, le mariage qu'il avait contracté selon la loi musulmane antérieurement à sa naturalisation, s'est vu opposer, par l'officier de l'état civil, un refus basé sur ce qu'une autorisation spéciale du général commandant le 19e corps était nécessaire pour cette régularisation.

M. le ministre de la guerre, dont l'attention avait été appelée sur cette affaire, a fait connaître à M. le général du Bessol, le 5 août 1891, que, suivant avis du conseil d'État du mois d'août 1888, un militaire indigène, dès qu'il a reçu notification du décret qui le naturalise Français, n'a pas besoin d'une autorisation spéciale pour obtenir la régularisation de son mariage.

« Dans l'état actuel de la législation telle qu'elle résulte du sénatus-

consulte du 14 juillet 1865 et du règlement d'administration publique du 21 avril 1866, écrit M. le ministre de la guerre, les droits à la pension que que M. le lieutenant B. Z... se propose évidemment d'assurer à sa femme en demandant la régularisation de son mariage sont reconnus aux veuves et aux orphelins des militaires indigenes de l'Algérie dans les cas suivants :

» 1° Quand le militaire indigène, admis ou non, au prealable, à jouir des droits de citoyen français, a consenti à se marier sous la loi civile française ;

» 2° Quand le militaire indigène, postérieurement à la célébration du mariage, a été admis à jouir des droits de citoyen français.

» Dans ce dernier cas, en effet, sans qu'il y ait lieu de recourir à une réglementation du mariage antérieur contracté suivant la loi musulmane, les droits de la veuve indigene, qui d'ailleurs est Française aux termes de l'art. 1er du sénatus-consulte du 14 juillet 1865, sont ceux qu'aurait toute veuve de militaire naturalisé Français, marié conformément aux lois auxquelles il était soumis avant sa naturalisation, pourvu, toutefois, qu'il ait été monogame.

» Les deux cas qui précèdent sont déterminés dans une note adressée par le conseil d'État à mon département, au mois d'août 1888 : mais il n'est pas fait mention, dans ce document, du cas où un militaire indigène demanderait à transformer en un mariage selon la loi française une union contractée antérieurement sous la loi musulmane, sans avoir l'intention, toutefois, de renoncer à sa nationalité.

» Il semble donc que, dans ces conditions, M. le lieutenant B. Z... doit tout d'abord se mettre en instance à l'effet d'être admis à jouir des droits de citoyen français, dans les formes prescrites par le titre IV du décret du 21 avril 1866.

» Lorsque cette admission lui aura été notifiée, il lui suffira de se présenter, en justifiant qu'il est monogame, devant l'officier de l'état civil français, qui aura à transcrire sur le registre public des mariages l'acte constatant la célébration du mariage antérieur contracté suivant la loi musulmane. »

Afin de prévenir toute difficulté dans les cas analogues qui viendraient à se produire, je vous prie de vouloir bien porter les instructions qui précèdent à la connaissance des maires et administrateurs de votre département par la voie du recueil des actes de votre préfecture.

1er avril 1892. — Décret qui rend applicables en Algérie la loi du 31 mars 1886, relative aux conseils généraux. (*Mob.*, 13 avril 1892.)

Vu le décret du 23 septembre 1875 sur l'organisation des conseils généraux de l'Algérie ;

Vu la loi du 31 mars 1886 ;

Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie ;

Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur,

Art. 1er. — L'art. 30 du décret susvisé du 23 septembre 1875 est complété par l'addition des paragraphes suivants, qui prendront place entre le premier et le second alinéa de la disposition actuelle :

« Toutefois, si le conseil général ne se réunit pas au jour fixé par la loi ou par le décret de convocation en nombre suffisant, pour délibérer, la session sera renvoyée de plein droit au lundi suivant, une convocation spéciale sera faite d'urgence par le préfet.

» Les délibérations alors seront valables, quel que soit le nombre des membres présents La durée légale de la session courra à partir du jour fixé pour la seconde réunion.

» Lorsque, en cours de session, les membres présents ne formeront pas la majorité du conseil, les délibérations seront renvoyées au surlendemain, et alors elles seront valables, quel que soit le nombre des votants.

» Dans les deux cas, les noms des absents seront inscrits au procès-verbal. »

3 mai 1892. — Décret qui rend exécutoire en Algérie le décret du 26 janvier 1892 complétant la nomenclature des établissements insalubres, dangereux ou incommodes *(Mob.*, 25 mai 1892.)

Vu les décrets des 28 mars 1887 (1), 17 août 1888 (2) et 27 juin 1890 (3), qui ont rendu exécutoires en Algérie les décrets des 3 mai 1886, 5 mai 1888 et 15 mars 1890, déterminant la nomenclature et la division, en trois classes, des établissements dangereux, insalubres et incommodes ;

Vu le décret du 26 janvier 1892, qui a complété et modifié la nomenclature des établissements classés ;

Vu le décret du 26 août 1881, sur l'organisation administrative de l'Algérie ;

Sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

Art. 1". — Le décret sus visé, en date du 26 janvier 1891, est rendu exécutoire en Algérie et y sera promulgué à cet effet.

DÉCRET ANNEXE

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies ;

Vu le décret du 15 octobre 1810, l'ordonnance du 14 janvier 1815 et le décret du 25 mars 1852, sur la décentralisation administrative ;

Vu le décret du 3 mai 1886, déterminant la nomenclature et la division, en trois classes, des établissements insalubres, dangereux ou incommodes ;

Vu les décrets du 5 mai 1888 et 15 mars 1890, qui ont complété cette nomenclature ;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures ;

Le conseil d'État entendu,

Art. 1". — La nomenclature des établissements insalubres, dangereux ou incommodes contenue dans les tableaux annexés aux décrets des 3 mai 1886, 5 mai 1888 et 15 mars 1890 est complétée conformément au tableau annexé au présent décret.

(1, 2, 3) V. ces décrets *Rev. Alg.*, 1887. 3. 128, 1888. 3. 182, 1890. 3. 82.

Addition aux nomenclatures annexées aux décrets des 3 mai 1886, 5 mai 1888 et 15 mars 1890.

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES	INCONVÉNIENTS	CLASSES
Cuivre (trituration des composés de).....	Poussières.	3e
Liège (usine pour la trituration du)	Dangers d'incendies.	2e
Sucre (râperies annexées aux fabriques de)	Odeur et altération des eaux.	3e

24 mai 1892. — Décret du bey rendant obligatoire la destruction des nids de moineaux. *(J. O. T.*, **24** mai 1892.)

25 mai 1892. — Décret portant modification des art. 7 § 6, 37, 38, 43 et 44 du décret du 17 avril 1889, sur la justice musulmane et complétant ledit décret *(J. O.*, 29 mai 1892.)

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes (1) ;

(1) RAPPORT DU GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES CULTES

Monsieur le président, le décret du 17 avril 1889, qui a remplacé celui du 10 septembre 1886, sur l'organisation de la justice musulmane, décide que les musulmans résidant en Algérie, non admis à la jouissance des droits de citoyen français, continuent à être régis par leurs droit et coutumes en ce qui concerne : 1° leur statut personnel ; 2° leurs successions ; 3° ceux de leurs immeubles dont la propriété n'est pas établie conformément à la loi du 26 juillet 1873 ou par un titre français, administratif, notarié ou judiciaire.

Pour toutes autres matières que celles ci-dessus spécifiées, les musulmans résidant en Algérie sont justiciables de la juridiction française. Il est seulement stipulé qu'en matière personnelle et mobilière le juge devra tenir compte, pour l'interprétation des conventions, pour l'appréciation des faits et pour l'admission de la preuve, des coutumes et usages des parties. Enfin, les musulmans peuvent renoncer par une déclaration expresse à l'application de leur droit et de leurs coutumes pour se soumettre à la législation française, et ils peuvent, dans tous les cas, saisir, d'un commun accord, de leurs contestations les juges de paix au lieu des cadis.

La substitution du juge français au juge indigène constituait assurément un progrès marqué dans la voie de la civilisation. En pays musulman, il n'y a pas de promulgation d'une loi quelconque, pas de jurisprudence officielle ; il n'y a que de simples opinions, reposant sur des com-

mentaires plus ou moins autorisés du coran ou de la sonna, entre lesquelles le juge peut arbitrairement choisir. Étendre l'autorité de notre justice, c'est travailler utilement à la fusion de deux sociétés qu'il faut tendre toujours à rapprocher et à réunir.

La nouvelle législation, d'après laquelle les musulmans ne doivent désormais être justiciables de leurs magistrats spéciaux qu'en matière personnelle et de successions, n'a pas été toutefois sans soulever, dans la population intéressée, d'assez vives critiques.

Le gouvernement, toujours préoccupé du désir d'assurer satisfaction aux vœux des indigènes en tout ce qu'ils peuvent avoir de légitime, a dû rechercher si, à quelques égards, les doléances dont il recevait l'expression n'étaient pas fondées, et cet examen l'a conduit à reconnaître qu'il y aurait utilité à rendre notre justice française plus expéditive et moins coûteuse.

I. — Déjà, sans doute, le décret du 17 avril 1889 a simplifié dans la plus large mesure les lenteurs inhérentes à notre procédure. Mais la justice des cadis avait du moins le mérite d'être particulièrement rapide. Un grand nombre de contestations naissent sur les marchés; les cadis avaient l'habitude de s'y transporter et d'y rendre immédiatement leurs décisions.

Ces avantages n'avaient point échappé aux auteurs du décret. Il ne leur parut pas qu'il fût possible d'exiger des juges de paix qu'ils se conformassent aux mêmes errements. Par une dérogation très justifiée aux nouvelles règles de compétence qui venaient d'être établies, l'art. 7 réserva seulement au ministre de la justice, et par délégation au gouverneur général, statuant sur la proposition du procureur général, la faculté d'autoriser le cadi à se transporter dans des localités à déterminer, pour y juger exceptionnellement, à la demande de toutes les parties intéressées, et sans déplacement pour celles-ci, les contestations personnelles et mobilières entre indigènes musulmans.

Cette faculté n'est point encore entrée dans la pratique.

Si les contestations qui naissent sur les marchés n'ont pas, en principe, une sérieuse importance, il était néanmoins prudent, sous peine de réduire à l'état de lettre morte le principe suivant lequel la compétence des juges de paix doit être la règle, de limiter la compétence des cadis.

Tel est l'objet, Monsieur le président, de la modification apportée par le présent décret au paragraphe 6 de l'art. 7 du décret du 17 avril 1889. Le taux de la compétence des cadis sur les marchés s'y trouve restreint aux contestations personnelles et mobilières dont la valeur ne dépassera pas 200 francs en principal. Leurs sentences seront, dans les mêmes conditions, toujours en dernier ressort.

II. — Les réclamations présentées contre les frais de notre procédure en instance d'appel ont pu paraître également fondées.

L'art. 43 du décret du 17 avril 1889 impose à l'appelant l'obligation de déposer au greffe, trois jours au moins avant l'audience, des conclusions signées par un défenseur, un avoué ou un avocat. L'intimé peut répondre dans la même forme, un jour au moins avant l'audience.

La dépense qui incombe de ce chef au plaideur est d'autant plus onéreuse que l'indigène n'a pas seulement à rétribuer l'intervention légale et obligatoire du défenseur, de l'avoué et de l'avocat. Dans son ignorance de notre langue, de nos usages, de notre législation, il a d'abord recours à l'inter-

médiaire d'agents d'affaires, trop souvent dépourvus de moralité, que de sages instructions ont déjà exclus des prétoires des justices de paix.

D'autre part, les hommes de loi se trouvent ainsi sollicités à recourir indirectement à ces courtiers pour attirer à eux la clientèle musulmane. Ainsi l'indigène paye non seulement l'intervention de l'officier ministériel ou de l'avocat, mais le courtage de l'intermédiaire. Il dépose entre les mains de ce dernier une provision dépassant presque toujours le chiffre légal. Ne connaissant pas le tarif, n'ayant pas recours à la taxe, il s'imagine que les sommes qu'il a successivement versées à titre de provision ont été absorbées par les frais de justice.

Pour remédier à ces abus préjudiciables aux intérêts bien compris des indigènes et qui peuvent porter atteinte à la dignité professionnelle des auxiliaires autorisés de la justice, il paraît utile de faire revivre l'ancienne institution désignée sous le nom de « conférence. »

Les dispositions que j'ai l'honneur de vous proposer sont empruntées à l'art. 35 du décret du 13 décembre 1866 et tendent à supprimer, dans la limite du possible, tout intermédiaire entre le justiciable et le juge.

Un rapporteur est spécialement chargé d'entendre les parties, de chercher à les concilier et, s'il ne peut y parvenir, de recueillir leurs déclarations pour préciser dans un rapport écrit leurs prétentions respectives. Les parties comparaissent en personne à l'audience. Il leur reste loisible de se faire assister ou représenter par un avocat, un défenseur ou un avoué, mais le ministère de ces conseils n'est plus obligatoire et les honoraires qui pourraient leur être alloués demeurent, dans tous les cas, à la charge exclusive de la partie qui a requis leur assistance. Le ministère public, chargé d'instruire les demandes, sera toujours tenu de formuler son opinion.

Les dispositions ainsi ajoutées aux art. 43 et 44 du décret de 1889 mettront fin aux doléances des indigènes, qui trop souvent et à trop juste titre ont été autorisés à se plaindre des frais excessifs qu'entraîne pour eux la justice française.

III. — Une troisième réforme, consacrée par le présent décret, consiste dans la création d'un pouvoir régulateur chargé d'assurer l'unité de jurisprudence en matière musulmane.

Les appels des sentences des juges de paix et des cadis sont portés devant les tribunaux de première instance, sauf dans l'arrondissement d'Alger, où ils sont soumis à la Cour. Ce système a le très grave inconvénient de créer en matière musulmane, où la loi n'admet pas le pourvoi en cassation, autant de jurisprudences différentes qu'il existe de tribunaux dans le ressort. On ne saurait évidemment, sans léser les intérêts des justiciables en leur imposant des déplacements onéreux, attribuer exclusivement à la Cour d'appel d'Alger, pour toute l'étendue du ressort, la connaissance des décisions frappées d'appel. D'autre part, il serait dangereux de créer un troisième degré de juridiction auquel les indigènes se trouveraient enclins à recourir dans tous les cas.

Pour assurer à la jurisprudence le caractère d'unité qui lui fait défaut, il a paru suffisant de réserver au procureur général le droit de déférer à la Cour les décisions rendues en dernier ressort, qui seraient contraires aux principes du droit musulman.

Vu le décret du 17 avril 1889 (1) ;
Le conseil d'État entendu,

Art. 1er. — Les art. 7 § 6, 37, 38, 43 et 44 du décret du 17 avril 1889 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 7 § 6. — Dans les localités qui seront déterminées par un décret rendu en conseil d'État, le ministre de la justice ou, par délégation, le gouverneur général statuant sur la proposition du procureur général, pourra autoriser le cadi à se transporter sur les marchés qui auront lieu dans ces localités pour y juger, à la demande de toutes les parties intéressées et sans déplacement, entre indigènes musulmans, suivant les formes indiquées par le chapitre 2 du présent décret, les contestations personnelles et mobilières dont la valeur ne dépassera pas 200 fr. en principal. Les sentences rendues par les cadis dans les conditions ci-dessus spécifiées seront toujours en dernier ressort.

» Art. 37. — Les appels des jugements rendus en premier ressort par les

---

L'arrêt rendu par la Cour doit, dans un intérêt d'équité, profiter aux parties. D'où la double conséquence que celles-ci ont la faculte d'intervenir dans l'instance et que le pourvoi est suspensif.

Il convenait, d'autre part, d'éviter que les droits des parties, bien que reconnus par l'autorité compétente, pussent rester trop longtemps en suspens. Le délai dans lequel le pourvoi du procureur général sera recevable est limité à deux mois à dater de la prononciation du jugement. La Cour doit statuer sur requête du ministère public, dans le délai d'un mois à compter de la réception au greffe du pourvoi et des pièces à l'appui.

Les art. 52 et 58 du présent décret (chap. 4 *bis*) règlent l'institution et les conditions du fonctionnement du pouvoir régulateur ainsi reconnu à la Cour d'appel d'Alger. Il est de plus stipulé (chap. 5) que ces dispositions seront exécutoires dans tout le territoire de l'Algérie, même dans les territoires de commandement et les ressorts des tribunaux de Tizi-Ouzou et de Bougie.

En raison des nouvelles attributions ainsi reconnues à la Cour d'appel, il a paru qu'il convenait d'enlever, dès maintenant, à la Cour d'Alger la connaissance des appels des jugements en dernier ressort rendus dans cet arrondissement par les juges de paix et les cadis. Ainsi disparaîtra une anomalie que le décret du 17 avril 1889 (art. 37) avait cru devoir maintenir en s'autorisant exclusivement des difficultés que le tribunal d'Alger pourrait avoir, dans sa composition actuelle, à expédier ces appels. Le Parlement est saisi d'ailleurs de propositions tendant à assurer au tribunal de première instance d'Alger le personnel qui, plus que jamais, lui sera indispensable.

Les dispositions du projet que j'ai l'honneur de soumettre à votre examen avaient déjà reçu, en principe, l'approbation du conseil de gouvernement de l'Algérie. Elles ont été depuis, sur le renvoi que vous avez bien voulu ordonner, soumises à l'examen du conseil d'Etat, et cette haute assemblée les a, à son tour, approuvées sous la réserve de quelques modifications dont j'ai reconnu l'opportunité.

J'ai, en conséquence, Monsieur le président, l'honneur de soumettre à votre signature le décret ci-joint.

(1) *Rev. Alg.*, 1889. 3. 57.

juges de paix et les cadis, conformément aux articles précédents, sont portés, dans toute l'étendue de l'Algérie, même hors du Tell, devant le tribunal civil de l'arrondissement.

» Art. 38. — Dans les tribunaux composés de plusieurs chambres, les appels sont portés devant la chambre désignée par le règlement du tribunal.

» Art. 43. — Le greffier ou l'adel qui a reçu la déclaration d'appel en donne avis au greffier de la juridiction qui doit connaître de l'appel. Le greffier de cette juridiction informe le ministère public et fait inscrire l'affaire au rôle; sur la réquisition du ministère public, le président fixe le jour de l'audience et nomme un magistrat rapporteur.

» Le ministère public avise, dans la forme prévue par l'art. 33 pour les avertissements délivrés par les greffiers, toutes les parties en cause du jour fixé pour l'audience et du nom du rapporteur. Il les prévient en même temps qu'elles devront se présenter la veille ou l'avant-veille de l'audience devant le magistrat rapporteur, selon qu'il aura été décidé par ce dernier. Ces comparutions préalables ont lieu sans publicité, sans l'assistance d'avocats, défenseurs ou avoues, mais en présence du ministère public.

» Les parties comparaissent toujours en personne, à moins d'empêchement absolu; dans ce cas, elles ne peuvent se faire représenter que, soit par un parent, soit par un notable de leur tribu justifiant par écrit de la qualité de mandataire.

» Si le rapporteur ne peut concilier les parties, il dresse acte de leurs prétentions respectives dans un rapport écrit.

» Toute partie qui ne se rend pas à la convocation ou qui ne s'y fait pas régulièrement représenter est, à moins d'impossibilité dûment justifiée, condamné par le magistrat rapporteur à une amende de 5 fr.

» Art. 44. — Les parties comparaissent en personne à l'audience. Elles peuvent se faire assister ou représenter par un avocat, un défenseur ou un avoué, mais le ministère des avocats, défenseurs ou avoués n'est pas obligatoire et les honoraires qui pourraient leur être alloués restent, dans tous les cas, à la charge de la partie qui a requis leur assistance.

» Les parties ne sont pas tenues de déposer des conclusions écrites.

» Le ministère public est toujours entendu dans ses conclusions.

» La décision qui intervient condamne la partie qui succombe aux dépens et en fixe la taxe. Le second paragraphe de l'art. 23 est applicable.

» Si l'une des parties ne comparaît pas à l'audience dans le délai fixé par l'art. 43, il est procédé conformément aux dispositions des art. 31 et 32, puis statué par défaut. Le greffier du tribunal dresse l'avertissement et l'envoie à l'adel du cadi ou au greffier de la justice de paix, qui charge l'âoun d'en faire la remise, conformément à l'art 33.

» Il peut être formé opposition, dans les quinze jours qui suivront le premier acte d'exécution, par une déclaration faite au greffe du tribunal d'appel.

» Faute d'opposition dans ce délai, le jugement devient définitif. »

Art. 2. — Le décret du 17 avril 1889 est complété par les dispositions suivantes, qui seront insérées à la suite de l'art. 51 dudit décret.

Les numéros des art. 52 et suivants du décret du 17 avril 1889 sont modifiés en conséquence.

CHAPITRE IV *bis*

DES DEMANDES EN ANNULATION FORMÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL

« Art. 52. — Si le procureur général près la Cour d'Alger est informé qu'il

ait été rendu en dernier ressort un jugement contraire aux principes des droit et coutumes qui régissent les indigènes musulmans en ce qui concerne leur statut personnel, leurs successions et ceux de leurs immeubles dont la propriété n'est pas établie conformément à la loi du 26 juillet 1873, ou par un titre français administratif, notarié ou judiciaire, il peut déférer ledit jugement à la Cour d'appel, dans le délai de deux mois à dater de sa prononciation.

» Art. 53. — Le pourvoi du procureur général est formé par une déclaration signée de lui au greffe de la Cour d'appel. Cette déclaration est notifiée, par les soins du parquet et dans la forme spécifiée pour la remise des avertissements dans l'art. 33 du décret du 17 avril 1889, aux parties ayant figuré dans l'instance au sujet de laquelle est intervenu le jugement déféré à la Cour d'appel. Celle-ci doit statuer dans le délai d'un mois à compter de la réception au greffe du pourvoi et des pièces à l'appui.

» Le pourvoi sera suspensif.

» Art. 54. — Le pourvoi du procureur général est, sur requête signée de ce magistrat, soumis à la chambre qui est spécialement désignée par le règlement de la Cour d'appel. Les parties ont la faculté d'intervenir dans l'instance.

» Art. 55. — La Cour annule les dispositions du jugement contraire à la loi, et évoquant, s'il y a lieu, applique les principes du droit et les coutumes aux faits tels qu'ils résultent du jugement attaqué, et statue définitivement.

» Les parties peuvent toujours se prévaloir de l'arrêt rendu, alors même qu'elles ne sont pas intervenues dans l'instance suivie devant la Cour.

» Art. 56. — L'arrêt de la Cour est notifié sans frais, par les soins du procureur général, aux parties intéressées. Il est transcrit sur les registres de la juridiction qui a rendu la décision objet du pourvoi, à la suite ou en marge du jugement annulé.

» Art. 57. — La minute de l'arrêt est rédigée conformément à la loi française. Elle est affranchie des droits de timbre et d'enregistrement. Elle mentionne si les parties étaient ou non intervenues dans l'instance et si elles étaient présentes au moment où l'arrêt a été rendu.

» Art. 58. — L'arrêt est exécuté selon les règles de la loi musulmane et, s'il y a lieu, par un agent spécial désigné par la Cour ».

Art. 3. — Les dispositions du chapitre 4 *bis* sont exécutoires dans tout le territoire de l'Algérie, même dans les territoires de commandement et les ressorts des tribunaux de Tizi-Ouzou et de Bougie.

Art. 4. — Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des Lois* et au *Bulletin officiel du gouvernement général de l'Algérie*.

7 avril 1892. — Décrets portant règlement des carrières dans les départements d'Alger, d'Oran et de Constantine (*B. O.*, 1892, p. 610.)

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu le projet de règlement présenté par le préfet d'Alger pour les carrières de ce département ;

Vu l'avis du conseil de gouvernement de l'Algérie et l'avis du gouverneur général ;

Vu l'avis du conseil général des mines ;

Vu la loi du 21 avril 1810 modifiée par la loi du 27 juillet 1880 ;

Le conseil d'État entendu,

Art. 1er. — Les carrières de toute nature, ouvertes ou à ouvrir dans le département d'Alger, sont soumises aux mesures d'ordre et de police ci-après déterminées :

TITRE Ier

DES DÉCLARATIONS

Art. 2. — Aucune exploitation de carrière à ciel ouvert ou par galeries souterraines ne peut avoir lieu si ce n'est en vertu d'une déclaration adressée par l'exploitant au maire de la commune où la carrière est située.

Art. 3. — Aucune carriere abandonnée ne peut être remise en exploitation, aucune carrière à ciel ouvert ne peut être exploitée par galeries souterraines, aucun nouvel étage ne peut être ouvert dans une carrière souterraine s'il n'a été fait une nouvelle déclaration.

Art. 4. — En cas de changement d'exploitant, l'exploitation ne peut être continuée, si ce n'est en vertu d'une déclaration adressée au maire par le nouvel exploitant.

Art. 5. — La déclaration est faite en deux exemplaires.

Elle contient l'énonciation des noms, prénoms et demeure du déclarant, la qualité en laquelle il entend exploiter la carrière.

Elle fait connaître d'une manière précise l'emplacement de la carrière et sa situation par rapport aux habitations, batiments et chemins les plus voisins.

Elle indique la nature de la masse à extraire, l'épaisseur et la nature des terres ou bancs de rochers qui la recouvrent, le mode d'exploitation à ciel ouvert ou par galeries souterraines.

Art. 6. — En cas d'exploitation par galeries souterraines, il est joint à la déclaration un plan des lieux, également en deux expéditions et à l'echelle de 2 millimètres par mètre.

Sur ce plan sont indiquées les désignations cadastrales, s'il en existe, et le périmètre du terrain sous lequel l'exploitant se propose d'établir des fouilles, ainsi que ses tenants et aboutissants ; les chemins, édifices, canaux, rigoles et constructions quelconques existant sur ledit terrain ou dans son voisinage, dans un rayon de 25 mètres au moins ; l'emplacement des orifices, des puits ou des galeries projetés.

Dans le cas où il existerait des travaux souterrains déjà exécutés, il en sera fait mention dans la déclaration.

Art. 7. — En cas d'exploitation par une personne étrangère à la commune où la carrière est située, ou pour le compte d'une société n'ayant pas son siège dans la commune, la déclaration contient élection de domicile dans la commune.

Art. 8. — Les déclarations sont classées dans les archives de la commune. Il en est donné récépissé.

Un des exemplaires de la déclaration et, quand il s'agit de carrières souterraines, du plan qui y est joint, est transmis, sans délai, au préfet, par l'intermédiaire du sous-préfet de l'arrondissement.

Le préfet envoie ces pièces à l'ingénieur des mines, qui les conserve et en inscrit la mention sur un registre spécial.

TITRE II

DES RÈGLES DE L'EXPLOITATION

Section 1re. — Des carrières exploitées à ciel ouvert

Art. 9. — Les bords des fouilles ou excavations sont établis et tenus à

une distance horizontale de 10 mètres au moins des bâtiments ou constructions quelconques, publics et privés, des routes ou chemins, sources, cours d'eau, canaux, fossés, rigoles, conduites d'eau, mares et abreuvoirs servant à l'usage public.

A l'égard des sources servant à l'alimentation publique en eau potable, cette distance peut être augmentée par le préfet, sur le rapport de l'ingénieur des mines, en raison des circonstances locales qui peuvent faire craindre la disparition ou l'amoindrissement de la source.

L'exploitation de la masse est arrêtee, à compter des bords de la fouille, à une distance horizontale réglée à un mètre par chaque metre d'épaisseur des terres de recouvrement, s'il s'agit d'une masse solide, ou à un mètre par chaque mètre de profondeur totale de la fouille, si cette masse, par sa cohésion, est analogue à ces terres de recouvrement.

Toutefois, cette distance peut être augmentée ou diminuée par le préfet, sur le rapport de l'ingénieur des mines, en raison de la nature plus ou moins consistante des terres de recouvrement et de la masse exploitée elle-même.

Le tout sans préjudice des mesures spéciales prescrites ou à prescrire par la législation des chemins de fer.

Art. 10. — L'abord de toute carrière située dans un terrain non clos doit être garanti, sur les points dangereux, par un fossé creusé au pourtour et dont les déblais sont rejetés du côté des travaux, pour y former une berge, ou tout autre moyen de clôture offrant des conditions suffisantes de sûreté et de solidité.

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux carrières abandonnées.

Les travaux de clôture sont, dans ce cas, à la charge du propriétaire du fonds dans lequel la carrière est située, sauf recours contre qui de droit.

Le tout sans préjudice du droit qui appartient à l'autorité municipale de prendre les mesures nécessaires à la sûreté publique.

Art. 11. — Les procédés d'abatage de la masse exploitée ou des terres de recouvrement, qui seraient reconnus dangereux pour les ouvriers, peuvent être interdits par des arrêtés du préfet, rendus sur l'avis de l'ingénieur des mines.

Dans le tirage à la poudre ou à tout autre explosif et en tout ce qui concerne la conduite des travaux, l'exploitant se conformera à toutes les mesures de précaution et de sûreté qui lui seront prescrites par l'autorité.

Section II. — Des carrières souterraines

Art. 12. — Aucune excavation souterraine ne peut être ouverte ou poursuivie que jusqu'à une distance horizontale de 10 mètres des bâtiments ou constructions quelconques, publics ou privés, des routes ou chemins, cours d'eau, canaux, fossés, rigoles, sources, conduites d'eau, mares et abreuvoirs servant à l'usage public.

Cette distance est augmentée de un mètre par chaque mètre de hauteur de l'excavation. Elle peut, en outre, être augmentée à l'égard des sources servant à l'alimentation publique en eau potable, suivant le mode indiqué à l'art. 9.

Art. 13. — Les dispositions de l'art. 10 sont applicables aux orifices des puits verticaux ou inclinés donnant accès dans des carrières souterraines, à moins que l'abord n'en soit suffisamment défendu par l'agglomération des déblais et l'élévation de leur plate-forme.

Art. 14. — Pour tout ce qui concerne la sûreté des ouvriers et du public, notamment pour les moyens de consolidation des puits, galeries et autres excavations, la disposition et les dimensions des piliers de masse, les pré-

cautions à prendre pour prévenir les accidents dans le tirage de la poudre, les exploitants se conformeront aux mesures qui leur seront prescrites par le préfet sur le rapport de l'ingénieur des mines.

Art. 15. — Tout exploitant qui veut abandonner une carrière souterraine est tenu d'en faire la déclaration au préfet, par l'intermédiaire du maire de la commune où la carrière est située. Le préfet fait reconnaître les lieux par l'ingénieur des mines et prescrit, sur son rapport, les mesures qu'il juge nécessaires dans l'intérêt de la sûreté publique.

Art. 16. — Lorsque le préfet, sur le rapport de l'ingénieur des mines, constatera la nécessité de faire dresser ou compléter le plan des travaux d'une carrière souterraine, il pourra requérir l'exploitant de faire lever ou compléter le plan.

Si l'exploitant refuse ou néglige d'obtempérer à cette réquisition dans le délai qui aura été fixé, le plan est levé d'office, à ses frais, à la diligence de l'administration.

Section III. — Dispositions communes aux carrières à ciel ouvert et aux carrières souterraines

Art. 17. — La prescription des art. 9, § 1er et 12, § 1er ne s'applique point aux murs de clôture autres que ceux qui enceignent des cimetières ou des cours attenant à des habitations.

Le préfet peut, sur la demande de l'exploitant, réduire la distance de 10 mètres fixée par lesdits §§, sauf en ce qui concerne les propriétés privées. Il statue sur le rapport de l'ingénieur des mines, après avoir pris l'avis des ingénieurs des ponts et chaussées s'il s'agit du domaine national ou départemental, celui du maire s'il s'agit du domaine communal.

En ce qui concerne les propriétés privées, la distance fixée par les mêmes §§ peut être réduite par le fait seul du consentement du propriétaire intéressé.

Art. 18. — L'exploitant se conformera, en tout ce qui concerne le travail des enfants, filles ou femmes employés dans les carrières, aux dispositions des lois et règlements intervenus ou à intervenir.

TITRE III

DE LA SURVEILLANCE

Art. 19. — L'exploitation des carrières à ciel ouvert est surveillée, sous l'autorité du préfet, par les maires et autres officiers de police municipale, avec le concours des ingénieurs des mines et des agents sous leurs ordres.

Art. 20. — L'exploitation des carrières souterraines est surveillée, sous l'autorité du préfet, par les ingénieurs des mines et les agents sous leurs ordres, sans préjudice de l'action des maires et autres officiers de police municipale.

Art. 21. — Les ingénieurs des mines et les agents sous leurs ordres visitent dans leurs tournées les carrières souterraines.

Ils visiteront aussi, lorsqu'ils le jugeront nécessaire ou lorsqu'ils en seront requis par le préfet, les carrières à ciel ouvert.

Les ingénieurs des mines et les agents sous leurs ordres dressent des procès-verbaux de ces visites. Ils laissent, s'il y a lieu, aux exploitants des instructions écrites pour la conduite des travaux au point de vue de la sécurité ou de la salubrité. Ils en adressent une copie au préfet.

Ils signalent au préfet les vices d'exploitation de nature à occasionner un danger, ou les abus qu'ils auraient observés dans ces visites, et provoquent les mesures dont ils auront reconnu l'utilité.

Art. 22. — Dans le cas où, par une cause quelconque, la sûreté des ouvriers, celle du sol ou des habitations se trouvent compromises, l'exploitant doit en donner immédiatement avis à l'ingénieur des mines ou au contrôleur des mines, ainsi qu'au maire de la commune, s'il s'agit d'une carrière souterraine.

Dans le même cas, les exploitants de carrières à ciel ouvert préviendront le maire de la commune.

De quelque façon que le danger soit parvenu à sa connaissance, le maire en informe le prefet et l'ingénieur des mines ou le contrôleur des mines.

Art. 23. — L'ingénieur des mines, aussitôt qu'il en est prévenu, ou, à son défaut, le contrôleur des mines, se rend sur les lieux, dresse procès-verbal de leur état et envoie ce procès-verbal au préfet, en y joignant l'indication des mesures qu'il juge convenables pour faire cesser le danger.

Le maire peut aussi adresser au préfet ses observations et propositions.

Le préfet ne statue qu'après avoir entendu l'exploitant, sauf le cas de péril imminent.

Art. 24. — Si l'exploitant, sur la notification qui lui est faite de l'arrêté du préfet, ne se conforme pas aux mesures prescrites, dans le délai qui aura été fixé, il y est pourvu d'office et à ses frais par les soins de l'administration.

Art. 25. — En cas de péril imminent reconnu par l'ingénieur, celui-ci fait, sous sa responsabilité, les réquisitions nécessaires aux autorités locales, pour qu'il y soit pourvu sur le champ, ainsi qu'il est pratiqué en matière de voirie, lors du péril imminent de la chute d'un édifice.

Le maire peut, d'ailleurs, toujours prendre, en l'absence de l'ingénieur, toutes les mesures que lui paraît commander l'intérêt de la sûreté publique.

Art. 26. — En cas d'accident qui aurait été suivi de mort ou de blessures, l'exploitant est tenu d'en donner immédiatement avis à l'ingénieur des mines ou au contrôleur des mines, ainsi qu'au maire de la commune, s'il s'agit d'une carrière souterraine.

Dans le même cas, les exploitants de carrières à ciel ouvert devront en donner immédiatement avis au maire de la commune.

De quelque façon que l'accident soit parvenu à sa connaissance, le maire en informe sans délai le préfet et l'ingénieur des mines ou le contrôleur des mines.

Il se transporte immédiatement sur le lieu de l'événement et dresse un procès-verbal qu'il transmet au procureur de la République et dont il envoie copie au préfet.

L'ingénieur des mines ou, à son défaut, le contrôleur des mines, se rend, dans le plus bref délai, sur les lieux. Il visite la carrière, recherche les circonstances et les causes de l'accident, dresse de tout un procès-verbal qu'il transmet au procureur de la République et dont il envoie copie au préfet.

Il est interdit aux exploitants de dénaturer les lieux avant la clôture du procès-verbal de l'ingénieur des mines.

L'ingénieur des mines se conforme, pour les autres mesures à prendre, aux dispositions du décret du 3 janvier 1813.

Art. 27. — Les dispositions des art. 23, 24 et 25 sont applicables à toute époque aux carrières abandonnées dont l'existence compromettrait la sûreté publique.

Les travaux prescrits sont, dans ce cas, à la charge du propriétaire du fonds dans lequel la carrière est située, sauf son recours contre qui de droit.

Art. 28. — Lorsque des travaux ont été exécutés ou des plans levés

d'office, le montant des frais est réglé par le préfet, et le recouvrement en est opéré contre qui de droit par le receveur des contributions diverses.

TITRE IV

DE LA CONSTATATION, DE LA POURSUITE ET DE LA RÉPRESSION DES CONTRAVENTIONS

Art. 29. — Les contraventions aux dispositions du présent règlement ou aux arrêtés préfectoraux rendus en exécution de ce règlement, autres que celles prévues à l'art. 32, sont constatées par les maires et adjoints, par les commissaires de police, gardes champêtres et autres officiers de police judiciaire, et concurremment par les ingénieurs des mines et les agents sous leurs ordres ayant qualité pour verbaliser.

Art. 30. — Les proces-verbaux sont visés pour timbre et enregistrés en débet. Ils sont affirmés dans les formes et délais prescrits par la loi pour ceux de ces procès-verbaux qui ont besoin de l'affirmation.

Art. 31. — Les dits procès-verbaux sont transmis en originaux aux procureurs de la République, et les contrevenants poursuivis d'office devant la juridiction compétente, sans préjudice des dommages-intérêts des parties.

Copies des procès-verbaux sont envoyées au préfet du département, par l'intermédiaire de l'ingénieur en chef.

Art. 32. — Les contraventions qui auraient pour effet de porter atteinte à la conservation des routes nationales ou départementales, des chemins de fer, canaux, rivières, ponts ou autres ouvrages dépendant du domaine public, sont constatées, poursuivies et réprimées conformement aux lois sur la police de la grande voirie.

TITRE V

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 33. — Les attributions conférées aux maires par le présent décret seront remplies dans les communes autres que celles de plein exercice, par le fonctionnaire ou l'officier investi des pouvoirs municipaux, et c'est à lui que les déclarations ou avis prescrits par les titres II et III devront être adressés.

Les attributions conferées au préfet et aux sous-préfets seront remplies, en territoire militaire, par le général commandant la division d'Alger et les généraux commandant les subdivisions.

Art. 34. — L'arrêté ministériel du 29 janvier 1854 et toutes les dispositions contraires à celles contenues dans le présent règlement sont et demeurent abrogées.

(Décrets identiques pour les départements d'Oran et de Constantine.)

24 mars 1892. — Circulaire du gouv. gén. relative à la régularisation selon la loi française des mariages contractés par les militaires indigènes. (*Mob.*, 26 mars 1892.)

Monsieur le préfet, un militaire d'origine indigène, récemment naturalisé

français, qui désirait faire régulariser, selon la loi française, le mariage qu'il avait contracté selon la loi musulmane antérieurement à sa naturalisation, s'est vu opposer, par l'officier de l'état civil, un refus basé sur ce qu'une autorisation spéciale du général commandant le 19e corps était nécessaire pour cette regularisation.

M. le ministre de la guerre, dont l'attention avait été appelée sur cette affaire, a fait connaître à M. le général du Bessol, le 5 août 1891, que, suivant avis du conseil d'Etat du mois d'août 1888, un militaire indigène, dès qu'il a reçu notification du décret qui le naturalise français, n'a pas besoin d'une autorisation spéciale pour obtenir la régularisation de son mariage.

« Dans l'état actuel de la législation telle qu'elle résulte du sénatus-consulte du 14 juillet 1865 et du règlement d'administration publique du 21 avril 1866, écrit M. le ministre de la guerre, les droits à la pension que M. le lieutenant B... Z... se propose évidemment d'assurer à sa femme en demandant la régularisation de son mariage, sont reconnus aux veuves et aux orphelins des militaires indigènes de l'Algérie dans les cas suivants :

» 1° Quand le militaire indigène, admis ou non, au préalable, à jouir des droits de citoyen français, a consenti à se marier sous la loi civile française;

» 2° Quand le militaire indigène, postérieurement à la célébration du mariage, a été admis à jouir des droits de citoyen français.

» Dans ce dernier cas, en effet, sans qu'il y ait lieu de recourir à une réglementation du mariage antérieur contracté suivant la loi musulmane, les droits de la veuve indigène, qui d'ailleurs est française aux termes de l'art. 1er du sénatus-consulte du 14 juillet 1865, sont ceux qu'aurait toute veuve de militaire naturalisé français, marié conformément aux lois auxquelles il était soumis avant sa naturalisation, pourvu, toutefois, qu'il ait été monogame.

» Les deux cas qui précèdent sont déterminés dans une note adressée par le conseil d'État à mon département, au mois d'août 1888 ; mais il n'est pas fait mention, dans ce document, du cas où un militaire indigène demanderait à transformer en un mariage selon la loi française une union contractée antérieurement sous la loi musulmane, sans avoir l'intention toutefois de renoncer à sa nationalité.

» Il semble donc que, dans ces conditions, M. le lieutenant indigène B... Z... doit tout d'abord se mettre en instance à l'effet d'être admis à jouir des droits de citoyen français. dans les formes prescrites par le titre IV du décret du 21 avril 1866

» Lorsque cette admission lui aura été notifiée, il lui suffira de se présenter, en justifiant qu'il est monogame, devant l'officier de l'état civil français, qui aura à transcrire sur le registre public des mariages l'acte constatant la célébration du mariage antérieur contracté suivant la loi musulmane »

Afin de prévenir toute difficulté dans les cas analogues qui viendraient à se produire, je vous prie de vouloir bien porter les instructions qui précèdent à la connaissance des maires et administrateurs de votre département par la voie du *Recueil* des actes de votre préfecture.

26 mars 1892. — Arrêté du gouv. gén. relatif au mode de recrutement et aux conditions d'admission dans le personnel des communes mixtes. *(B. O.,* 1892, p. 793.)

Vu les décrets du 26 août 1881 (1), relatifs à l'organisation administrative de l'Algérie;

Vu l'arrêté, approuvé par le ministre de l'intérieur, du gouverneur général de l'Algérie, en date du 12 juin 1882 (2), déterminant le mode de recrutement et les conditions d'admission dudit personnel;

Considérant qu'il y a lieu de compléter les conditions d'admissibilité stipulées dans ce dernier arrêté :

Sur le rapport du secrétaire général du gouvernement général de l'Algérie,

Art. 1er. — Les dispositions de l'art. 1er de l'arrêté susvisé du 12 juin 1882 sont complétées ainsi qu'il suit :

Peuvent être nommés adjoints aux administrateurs de communes mixtes les candidats pourvus du diplôme de langue arabe delivré par l'école des langues orientales vivantes ou du diplôme de l'école des sciences politiques.

16 avril 1892. — Loi autorisant la ville de Constantine à emprunter une somme de 500,000 fr. pour travaux d'utilité communale. *(Mob.,* 27 avril 1892.)

19 avril 1892. — Décret du bey relatif aux mesures à prendre pour la protection de l'industrie de la pêche dans les eaux territoriales tunisiennes. (*J. O. T.*, 21 avril 1892.)

Considérant que les produits de la pêche dans les eaux territoriales tunisiennes alimentent une grande partie de la population de notre littoral; qu'il importe, par conséquent, d'en assurer la conservation et de protéger l'industrie de la pêche;

Considérant que certaines pêches ne peuvent s'exercer dans les mêmes parages et aux mêmes époques sans se créer un préjudice mutuel et amener la disparition de certaines espèces, par suite de la décadence de certaines industries de pêche;

Que les mesures à prendre en vue de la protection des espèces peuvent varier suivant les lieux, les époques et les genres d'industrie,

Art. 1er. — Certaines pêches pourront être temporairement interdites aux époques, lieux et conditions qui seront jugés nécessaires dans l'intérêt des industries de la pêche en général et de la conservation des produits des eaux de notre régence. Ces interdictions seront prononcées par arrêté de notre directeur général des travaux publics.

Art. 2. — Toute violation des limites des zones ainsi frappées d'interdiction sera constatée par procès-verbal et punie d'une amende de 1 à 100 fr.

29 avril 1892. — Décret relatif à la répartition du crédit de

(1) *Bull. jud. Alg.* 1881. 363.

(2) *Bull. jud. Alg.* 1882. 392.

400,000 fr. inscrit en 1892 au budget de l'Algérie pour l'installation d'écoles ou de classes indigènes. (*B. O.*, 1892, p. 822.)

Sur le rapport des ministres de l'instruction publique et des beaux-arts, de l'intérieur et des finances;
Vu la loi du 20 juin 1885;
Vu l'art. 68 de la loi de finances du 26 janvier 1892 (1);
Vu le décret du 15 février 1886 et notamment l'art. 4;
Vu le décret du 22 novembre 1890;
Vu les propositions de M. le gouverneur général de l'Algérie,

Art. 1er. — Le gouverneur général de l'Algérie est chargé, sous l'autorité du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, de répartir le crédit de 400,000 fr. inscrit en 1892 au budget de l'Algérie (Service de l'instruction publique, chapitre 19).

Art 2. — Cette répartition sera faite entre les communes dont les projets d'installation d'écoles ou de classes indigènes auront été approuvés par le gouverneur général, après avis du recteur, dans les limites du programme annuel préalablement soumis au ministre et suivant les conditions déterminées par l'article ci-après.

Art. 3. — Pour chaque projet, la dépense devra être limitée aux maxima fixés par le tableau A annexé a la loi du 20 juin 1885, et le chiffre de la subvention de l'État sera déterminé entre les limites fixées par la loi (de 40 à 80 %) par décision du gouverneur général.

3 mai 1892. — Décret qui rend exécutoire en Algérie le décret du 26 janvier 1892, relatif aux établissements dangereux, insalubres et incommodes. (*B. O.*, 1892, p. 858.)

Vu les décrets des 28 mars 1887, 17 août 1888 et 27 janvier 1890 (2), qui ont rendu exécutoires en Algérie les décrets des 3 mai 1886, 5 mai 1888 et 15 mars 1890, déterminant la nomenclature et la division, en trois classes, des etablissements dangereux, insalubres et incommodes;
Vu le décret du 26 janvier 1892, qui a complète et modifié la nomenclature des établissements classés;
Vu le décret du 26 août 1881 (3), sur l'organisation administrative de l'Algérie;
Sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

Art. 1er. — Le décret susvisé, en date du 26 janvier 1892, est rendu exécutoire en Algérie et y sera promulgue a cet effet.

DÉCRET ANNEXE

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des colonies;
Vu le décret du 15 octobre 1810, l'ordonnance du 14 janvier 1851 et le décret du 25 mars 1852, sur la décentralisation administrative;

(1) *Suprà*, p. 7.
(2) *Rev. Alg.* 1887. 3. 128; 1888. 3. 182; 1890. 3. 82.
(3) *Bull. jud. Alg.* 1881. 363.

Vu le décret du 3 mai 1886, déterminant la nomenclature et la division, en trois classes, des établissements insalubres, dangereux ou incommodes;
Vu les décrets des 5 mai 1888 et 15 mars 1890, qui ont complété cette nomenclature;
Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures;
Le conseil d'État entendu,

Art. 1er. — La nomenclature des établissements insalubres, dangereux ou incommodes contenue dans les tableaux annexés aux décrets des 3 mai 1886, 5 mai 1888 et 15 mars 1890, est complétée conformément au tableau annexé au présent décret.

Addition aux nomenclatures annexées aux décrets du 3 mai 1886, 5 mai 1888 et 15 mars 1890 :

DÉSIGNATION DES INDUSTRIES	INCONVÉNIENTS	CLASSES
Cuivre (trituration des composés de)..	Poussières.	3e
Liège (usine pour la trituration du) ...	Dangers d'incendies.	2e
Sucre (râperies annexées aux fabriques de)...	Odeur et altération des eaux.	3e

7 juin 1892. — Décret du bey étendant les dispositions du décret du 1er chaâban 1292 aux ventes d'oliviers, dattiers, mardjâs et tous immeubles soumis au kanoun dans toute la régence. (*J. O. T.*, 14 juill. 1892.)

Vu le décret du 1er chaaban 1292, imposant aux notaires l'obligation de ne dresser aucun acte de vente d'oliviers, de dattiers ou d'autres biens soumis au kanoun, ni d'autoriser le vendeur à toucher le prix de vente qu'après s'être fait présenter les quittances dudit impôt afférentes à l'époque antérieure à la vente,

Art. 1er. — Les dispositions du décret du 1er chaaban 1292 sont étendues aux ventes d'oliviers, dattiers, mardjâs et tous immeubles soumis au kanoun dans toute la régence.

Art. 2. — Les notaires dresseront l'acte de vente sur le vu de la quittance du kanoun afférente à la dernière année.

Toutefois, la production de cette quittance ne pourra être considérée comme une preuve de l'acquittement de l'impôt pour toute l'époque antérieure à la vente, et l'État conservera le droit de poursuivre le recouvrement du kanoun impayé.

Art. 3. — Les notaires devront faire mention dans l'acte de vente de la production de la quittance du kanoun et de l'accomplissement des formalités nécessaires en vue d'assurer la mutation de cote.

Art. 4. — Les notaires ne pourront dresser des actes de donation, échange

ou toute autre mutation d'immeubles soumis au kanoun, qu'après s'être fait présenter la quittance conformément aux dispositions de l'art. 2 ci-dessus. Ils se conformeront aux dispositions de l'art. 3 du présent décret.

Art. 5. — Les notaires seront personnellement responsables de toute contravention aux dispositions qui précèdent.

13 juin 1892. — Décret du bey relatif au concours pour le professorat à la grande mosquée. (*J. O. T.*, 30 juin 1892.)

16 juin 1892. — Décret du bey réglementant la pêche des éponges et poulpes sur toute l'étendue des bancs tunisiens. (*J. O. T.*, 16 juin 1892.)

Considérant que la pêche des éponges et poulpes est grevée, sous forme de prelèvements en nature, de charges fiscales qui pèsent trop lourdement sur cette industrie;

Dans le but de diminuer ces charges, de faire disparaître les prelèvements en nature et de substituer à la réglementation et aux usages actuels un régime mieux approprié aux intérêts de tous,

Art. 1er. — La pêche des éponges et poulpes est libre sur toute l'étendue des bancs tunisiens aux conditions et charges ci-après énoncées :

TITRE Ier

Règime applicable à la pêche dite blanche

Art. 2. — Quiconque veut exercer la pêche blanche, c'est-à-dire la pêche des éponges qui, lavées et séchées par les soins des pêcheurs, sont apportées sur les marchés après cette préparation, doit au prealable se munir d'une patente qui sera délivrée moyennant le paiement des taxes ci-après:

Barquettes pechant au trident dites « kamakis, » n'ayant pas un équipage supérieur a trois hommes, par barquette. . . . . 125 fr.

Par homme d'équipage en sus de trois. . . . . 20 fr.

Bateaux à voile pêchant à la drague dite « gangara, » avec un équipage de six hommes au plus, par bateau. . . . . 450 fr.

Par homme d'équipage en sus de six. . . . . 25 fr.

Bateau pêchant au scaphandre, par appareil . . . . . 1.500 fr.

Art. 3. — L'emploi de la gangara et celui du scaphandre sont formellement interdits du 1er mars au 31 mai inclusivement.

La pêche des èponges au moyen de bateaux, engins ou procédés autres que ceux désignés par le présent décret est prohibée en tout temps.

Art. 4. — Tout bateau exerçant la pêche blanche devra porter en caractères très apparents, sur la voilure et sur chacun de ses bords arrière, l'indication du numéro de sa patente.

Les bateaux pêchant à la gangara devront, en outre, porter en tête du mat le plus élevé uue flamme de reconnaissance rouge à queue blanche, ayant au guindant une largeur minima de 0m50.

TITRE II

Régime applicable à la pêche dite noire

Art. 5. — Quiconque veut exercer la pêche noire, c'est-à-dire la pêche des

éponges que l'on débarque à l'état brut, doit au préalable se munir d'une patente qui sera délivrée moyennant le paiement des taxes ci-après:

Barques ou barquettes pêchant au trident, n'ayant pas équipage supérieur à trois hommes. . . . . 30 fr.

Par homme d'équipage en sus de trois. . . . . 20 fr.

La vente des éponges noires, lavées ou non, est, en outre, soumise à une taxe proportionnelle de 10 0[0 de la valeur.

Art. 6. — Dans aucun cas, un bateau inscrit pour la pêche noire ne pourra compter comme annexe d'un bateau inscrit pour la pêche blanche.

TITRE III

Régime applicable aux poulpes

Art. 7. — Les poulpes sont assujettis au paiement d'une taxe de 10 0[0 de leur valeur au profit du trésor.

La pêche des poulpes sans embarcation est libre sur toute l'étendue des côtes.

La pêche des poulpes avec embarcation ne pourra être faite que par des pêcheurs munis d'une des patentes prévues aux art. 2 et 5 ci-dessus.

TITRE IV

Des patentes

Art. 8 — Les patentes seront délivrées dans les ports ouverts au commerce. Leur durée sera d'un an à compter du 1er juin de chaque année, quelle que soit l'époque de leur demande.

Le droit versé au trésor n'est restituable dans aucun cas.

Art. 9. — Les demandes de patente devront être adressées au préposé à la police de la navigation et des pêches.

Elles mentionneront les nom, prénoms et qualités du demandeur, sa nationalité, le nom du bateau qui doit exercer la pêche, ainsi que l'indication de son port d'attache et de sa jauge officielle; les nom, prénoms et qualités de l'armateur, de l'affréteur ou du consignataire, le nombre d'hommes d'équipage, le mode de pêche que le bateau compte employer, avec, pour les scaphandres, le nombre de ces appareils.

Toute demande sera accompagnée de papiers de bord, qui resteront entre les mains du préposé à la police de la navigation et des pêches, jusqu'a l'expiration de la validité de la patente, sauf le cas où la restitution en serait demandée contre la remise provisoire ou définitive du permis.

TITRE V

De la vente des éponges et des poulpes

Art. 10. — Les éponges blanches, les éponges noires et les poulpes secs ou frais devront être intégralement apportés dans l'un des ports ouverts au commerce.

A leur débarquement et avant toute vente, les éponges et les poulpes seront présentés au préposé à la police de la navigation et des pêches, qui enregistrera leur poids ou leur nombre.

Cette formalité accomplie, les éponges blanches seront laissées entre les mains des pêcheurs, qui en disposeront à leur gré.

Les éponges noires et les poulpes devront, au contraire, être tranportés au marché pour y être vendus aux enchères publiques.

Art. 11. — La vente des éponges blanches, des éponges noires et des poulpes aux enchères publiques ne pourra avoir lieu que par le ministère du commissaire priseur. En cas de refus de celui-ci, et dans les localités où il n'existe pas de commissaire priseur, les ventes auront lieu par les soins d'un crieur public désigné par l'administration.

Art. 12 — Le commissaire priseur ou le crieur public prélèvera sur les prix de vente les droits de criée suivants qui seront, dans tous les cas, payables par le vendeur :

Pour les éponges noires et les poulpes 2 0[0.

Pour les éponges blanches 1 0[0.

Art. 13. — La vente des éponges noires et des poulpes aura lieu sous la surveillance et le contrôle d'un agent de l'État chargé de liquider les droits dus au trésor.

La vente aura lieu par lots, suivant les usages locaux, mais la taxe de 10 0[0 prévue aux art. 5 et 7 sera liquidée en bloc pour chaque vacation, et le montant en sera versé à la caisse du receveur des douanes par le commissaire priseur.

TITRE VI

Dispositions générales et pénalités

Art. 14. — Les navires et embarcations chargés de la surveillance de la pêche porteront en poupe le pavillon tunisien et en tête du mât la flamme nationale.

Art. 15. — Tout pêcheur devra se soumettre aux réquisitions et vérifications ayant pour objet le contrôle de l'exercice de la pêche.

Il devra être porteur de sa patente dont la présentation sera toujours exigible.

Après une sommation appuyée d'un coup de canon tiré à blanc, les bateaux opposant de la résistance seront pris à la remorque et conduits au port tunisien le plus proche du siège du tribunal compétent pour statuer sur les contraventions commises.

Ils seront saisis, s'il y a lieu, et les contrevenants poursuivis conformément aux dispositions des articles suivants.

Art. 16. — Sera puni d'une amende de 200 a 2,000 fr. et d'un emprisonnement de six jours à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque se livrera, en barque, a la pêche des éponges ou des poulpes sans être muni d'une patente délivrée dans les conditions indiquées aux art. 2 et 5 du présent décret.

Si la pêche a eu lieu à la drague ou au scaphandre, le minimum de l'amende sera de 500 fr. et il pourra être prononcé un emprisonnement de quinze jours à trois mois.

Art. 17. — Sera puni des peines prévues par l'art. 16, paragraphe 1er, quiconque se livrera à la pêche des éponges en temps prohibé ou à l'aide de procédés, engins ou bateaux non autorisés par le présent décret.

Art. 18. — En cas de contravention aux art. 16 et 17, et alors même que les délinquants seraient restés inconnus, les instruments, les engins, le produit de la pêche seront saisis, et la confiscation pourra en être prononcée par les tribunaux correctionnels, qui ordonneront la destruction des engins prohibés.

Art. 19. — Sera puni d'une amende de 100 à 1,000 fr. :

1° Quiconque aura détourné ou tenté de détourner en mer, pour l'expédier à l'étranger, tout ou partie de la pêche d'un bateau;

2° Tout pêcheur convaincu d'avoir débarqué ou vendu des éponges ou des poulpes ailleurs que dans un port ouvert au commerce.

Art. 20. — Sera puni d'une amende de 50 à 200 fr., sans préjudice des peines applicables en cas de crime ou délit de droit commun, quiconque aura refusé de présenter sa patente aux agents de l'État ayant qualité pour constater les contraventions ou d'obtempérer aux réquisitions ou de se soumettre aux vérifications prévues par l'art. 15 précédent.

Art. 21. — Sera puni d'une amende de 100 à 500 fr. :

1° Tout pêcheur d'éponges noires qui sera convaincu d'avoir livré tout ou partie de sa pêche à un pêcheur exerçant la pêche blanche;

2° Tout pêcheur qui, n'étant pas muni d'une patente pour la péche blanche, aura à son bord des éponges lavées;

3° Tout pêcheur exerçant la pêche blanche qui sera convaincu de s'être procuré tout ou partie des éponges recueillies par un pêcheur d'éponges noires.

Art. 22. — Sera punie d'une amende de 16 à 100 fr., toute autre contravention au présent décret.

Art. 23. — En cas de conviction de plusieurs contraventions au présent décret, la peine la plus forte sera seule appliquée.

Art. 24. — En cas de récidive, les peines édictées pourront être élevées jusqu'au double.

Il y aura récidive lorsque dans les deux années précédentes, à compter de la date du fait incriminé, il aura été rendu, contre le délinquant, un jugement passé en force de chose jugée pour contravention au présent décret.

Art. 25. — Pourront être déclarés responsables des amendes prononcées :

1° Les armateurs, affréteurs, consignataires des bateaux de pêche à raison des faits des patrons et équipages;

2° Les pères, tuteurs, maris et maîtres à raison des faits des mineurs, femmes, préposés et domestiques, a moins qu'ils ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donnerait lieu à cette responsabilité.

TITRE VII

Procès-verbaux, saisies, poursuites, compétence

Art. 26. — Les contraventions au présent décret seront constatées par procès-verbaux des officiers de marine ou maîtres, commandants des bâtiments et embarcations garde-pêche; inspecteurs des pêches maritimes, agents du service de la navigation et des pêches, agents de la force publique, préposés attachés aux différentes administrations et régies financières, et tous agents spéciaux assermentés à cet effet.

Les procès-verbaux dressés feront foi jusqu'à preuve contraire. Ils seront dispensés de l'affirmation. A défaut de procès-verbaux ou en cas d'insuffisance de ces actes, les contraventions pourront être prouvées par les moyens de droit commun.

Art. 27. — Les objets saisis en vertu des art. 15 et 18 seront reçus en dépôt par l'administration et conservés jusqu'au jugement.

Ceux sujets à dépérissement seront vendus à sa requête par les commissaires priseurs ou crieurs publics, ainsi qu'il est dit à l'art. 11, sur l'ordonnance du juge de paix ou du caïd, suivant la nationalité des délinquants, et le produit de la vente sera versé entre les mains du fonctionnaire qui aura pris charge du dépôt.

Art. 28. — Les poursuites auront lieu à la diligence de l'administration des finances, comme en matière de douanes et de monopoles, en ce qui concerne les contraventions aux art 16, 19, 21, et à la diligence de l'autorité ayant l'action publique en ce qui concerne les infractions aux art. 17, 20, 22, sans préjudice, dans ce dernier cas, du droit de l'administration des finances de se porter partie civile.

Art. 29. — Si le délit a été commis hors d'un port, les poursuites seront exercées devant le tribunal du port auquel appartiendra le bateau ou à défaut devant celui du port le plus proche.

Art. 30. — Pour les infractions réprimées par les art. 16, 19 et 21, l'administration aura le droit de transiger avec les délinquants.

La transaction intervenue et notifiée avant jugement, soit au parquet, soit à la juridiction tunisienne, selon la nationalité des prévenus, aura pour effet immédiat d'éteindre l'action publique.

Les amendes prononcées par application des art. 16, 19 et 21 seront attribuées comme en matière de douanes et de monopoles.

Dispositions transitoires

Art. 31. — Le présent décret entrera en vigueur le 13 juillet 1892.

Le prix des patentes, à courir de cette date au 1er juillet 1893, est fixé ainsi qu'il suit :

Barquettes pêchant au trident, dites « kamakis, » n'ayant pas un équipage supérieur à trois hommes, par barquette	110 .
Par homme d'équipage en sus de trois, droit supplémentaire. .	20 »
Bateaux à voiles pêchant à la drague, dite « gangara, » avec un équipage de six hommes au plus, par bateau.	375 »
Par homme d'équipage en sus de six.	25 »
Bateaux péchant au scaphandre, par instrument.	1.250 »
Barques ou barquettes pêchant au trident, ne lavant pas les éponges et n'ayant pas équipage de plus de trois hommes. . . .	26 50
Par homme d'équipage en sus de trois	20 »

Art. 32. — Sont abrogés le décret du 24 avril 1885 (10 redjeb 1302) et toutes autres dispositions contraires au présent décret dont le directeur général des travaux publics et directeur des finances sont chargés d'assurer l'exécution, chacun en ce qui le concerne.

9 juin 1892. — Décret du bey sur la conversion de la dette tunisienne. *(J. O. T.,* 30 juin 1892.)

Considérant que le gouvernement français, par application de l'art. 2 de la convention conclue avec nous, le 8 juin 1883 (1), a garanti l'emprunt 3 1/2 °/₀ autorisé par notre décret du 17 décembre 1888 (2) ;

Considérant que, par suite des heureux effets de cette garantie sur le crédit de la régence, l'annuité affectée au paiement des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt 3 1/2 °/₀ est aujourd'hui suffisante pour gager, sans charge nouvelle, les intérêts et l'amortissement en 96 ans d'un emprunt 3 °/₀ ;

Considérant que la substitution de cet emprunt au précédent, sans

---

(1) *Rev. Alg.* 1885. 3. 43.

(2) *Rev. Alg.* 1889. 3. 6.

accroître ni modifier la garantie du gouvernement français, permettra de réaliser des ressources nouvelles à employer en travaux d'utilité publique, au commun avantage de la France et de la régence,

Art. 1er. — L'emprunt réalisé en obligations 3 1/2 °/o amortissables en 99 ans, en exécution du décret du 17 décembre 1888, sera converti en un emprunt à réaliser au moyen de l'émission de 396,386 obligations de 500 francs 3 °/o, amortissables dans un délai maximum de 96 ans, conformément aux indications du tableau d'amortissement ci-joint.

Le gouvernement beylical s'interdit la faculté de rembourser cet emprunt avant l'année 1902.

Art. 2. — L'annuité nécessaire pour assurer le service des 396,386 obligations nouvelles 3 °/. sera prélevée annuellement sur les revenus de la régence.

Cette annuité, garantie par le gouvernement français, sera affectée au paiement des interêts et à l'amortissement semestriel des 396,386 obligations.

Art. 3. — Le tirage au sort des obligations à amortir aura lieu à Paris et sera effectué un mois avant l'échéance de chaque semestre.

La liste des obligations sorties à chacun des tirages sera publiée au *Journal officiel tunisien,* et au *Journal officiel* de la République Française.

Art. 4. — Les porteurs des obligations 3 1/2 °/o de la dette tunisienne émise en exécution du décret beylical en date du 17 décembre 1888 auront, pendant un délai, qui ne pourra être moindre de dix jours, la faculté de demander le remboursement de leurs titres, à raison de 500 fr. par obligation, et le paiement des arrérages courus jusqu'au jour fixé pour le remboursement.

Art. 5 — Les obligations 3 1/2 pour 100 dont le remboursement n'aura pas été demandé dans le délai qui sera fixé, en conformité des dispositions de l'article précédent seront échangées contre les obligations nouvelles 3 °/o. Le montant de la soulte à payer, s'il y a lieu, aux porteurs des obligations 3 1/2 °/o converties ainsi que la date de l'opération seront ultérieurement déterminés.

Art. 6. — Les obligations nouvelles de 500 fr. 3 °/o seront émises au cours qui sera fixé au jour de la conversion à effectuer en exécution de l'article premier du present décret.

Chacune des obligations sera munie de coupons, payables par trimestre, à raison de 3 fr. 75 par coupon, le 1er janvier, le 1er avril, le 1er juillet et le 1er octobre de chaque année.

La jouissance du premier coupon courra a partir du jour fixé pour le remboursement des obligations non converties.

Les coupons et le capital des titres amortis seront payables en Tunisie et en France aux caisses désignées par le gouvernement beylical.

Les obligations désignées par la voie du sort pour être remboursées cesseront de produire intérêt à courir du jour fixé pour ce remboursement.

Art. 7. — Les obligations 3 °/. émises en exécution du présent décret seront libellées en arabe et en français et porteront le sceau beylical. Elles seront affranchies de tout impôt, taxe ou retenue, de quelque nature que ce soit, en Tunisie, tant dans le présent que dans l'avenir.

Les arrérages se prescriront par cinq ans a compter de leur échéance.

Art. 8. — Les dépositaires légaux ou contractuels d'obligations 3 1/2 °/o sont autorisés à effectuer la conversion des titres de cette nature dont les propriétaires ne leur auraient pas fait connaître, cinq jours au moins avant l'expiration du délai mentionné par l'art. 4, qu'ils optent pour le remboursement.

Les obligations 3 1/2 °/₀ affectées à des cautionnements de comptables, pour garantie de leur gestion envers le gouvernement tunisien, les communes ou les établissements publics de la régence, pourront être remplacées, titre pour titre, par des obligations nouvelles 3 °/₀.

Par dérogation aux dispositions de l'art. 5 du présent décret, la soulte de conversion qui pourra être due aux ayants droit leur sera remise dans le délai d'un mois apres la clôture du délai d'option.

Art. 9. — Le bénéfice net à provenir de la conversion sera acquis au gouvernement tunisien et employé en travaux extraordinaires d'intérêt public concertés entre le gouvernement tunisien et le résident général de la République française.

Art. 10. — Les opérations d'émission, de conversion et de remboursement autorisées par le présent décret auront lieu :

En Tunisie, aux caisses publiques ou autres, désignées par le gouvernement beylical; en France, aux caisses des banquiers, sociétés ou établissements de crédit désignées par le même gouvernement.

Art. 11. — Le présent decret n'aura d'effet qu'après que le gouvernement français y aura donné son adhésion.

25 juin 1892. — Loi portant approbation du décret beylical en date du 9 juin 1892, concernant la conversion de la dette tunisienne. (*J. O. T.*, 30 juill. 1892.)

Art. 1ᵉʳ. — S. A. le bey de Tunis est autorisé à convertir en un emprunt 3 °/₀, amortissable dans un délai maximum de 96 ans l'emprunt 3 1/2 °/₀ amortissable en 99 ans, garanti par le gouvernement de la République française, en vertu de la loi du 9 février 1889 (1).

Art. 2. — Est approuvé le décret beylical en date du 9 juin 1892, relatif à la conversion des 347,541 obligations de la dette du gouvernement tunisien.

A partir de la conversion exécutée en vertu de ce décret, la garantie accordée aux obligations 3 1/2 °/₀ de la dette du gouvernement tunisien, en exécution de la loi du 9 février 1889, est transportée aux 396,386 obligations 3 °/₀ a réaliser dans les conditions visées par le décret beylical, en date du 9 juin 1892.

Art. 3. — La garantie du gouvernement français s'exercera pendant 96 ans, à courir de la conversion autorisée par la presente loi.

30 juin 1892. — Décret du bey relatif à l'émission des 396,386 obligations de 500 fr. 3 pour 100. (*J. O. T.*, 30 juin 1892.)

Art. 1ᵉʳ. — L'émission des 396,386 obligations 500 fr. 3 °/₀ s'effectuera le 12 juillet 1892, au taux de 476,25.

Art. 2. — Les détenteurs d'obligations 3 1/2 °/₀ de la dette tunisienne qui voudront être remboursés devront en faire la demande et effectuer en même temps le dépôt de leurs titres du 2 au 12 juillet 1892 inclusivement.

Art. 3. — Le remboursement des obligations déposées en exécution de l'art. 2 du présent décret aura lieu à partir du 27 juillet 1892.

Art. 4. — Les intérêts courus à la date du 27 juillet 1892, assignée pour le

---

(1) *Rev. Alg.* 1889. 3. 35

remboursement des obligations 3 1/2 °/₀ seront payés en même temps que le capital de ces obligations.

Le montant de tout coupon à échoir qui ne pourrait être représenté sera déduit du capital à rembourser.

Art. 5. — Les obligations de la dette tunisienne 3 1/2 °/₀ dont le remboursement n'aura pas été demandé dans les délais fixés par l'art. 2 du présent décret seront échangées, titre pour titre, contre des obligations 3 °/₀ nouvelles portant jouissance du 27 juillet 1892.

Cet échange aura lieu à partir du 15 juillet 1892.

Au moment de l'échange des titres et indépendamment des intérêts à 3 1/2 °/₀ courus du 1er au 27 juillet 1892, il sera payé aux ayants droit une soulte de 23 fr. 75 par obligation 3 1/2 °/₀ présentée à l'échange.

Le montant de tout coupon à échoir qui ne pourrait être représenté sera déduit de la somme representant la soulte à payer.

Il pourra être délivré aux ayants droit des titres provisoires.

La remise des titres définitifs devra s'effectuer au plus tard à partir du 2 novembre 1892.

Art. 6. — Les opérations à effectuer en exécution du présent décret seront réalisées en Tunisie : aux caisses publiques du gouvernement beylical, et à la banque de Tunisie ; en France, aux caisses dont la désignation sera portée à la connaissance du public par voie d'affiches.

L'expiration du délai pendant lequel les opérations pourront s'effectuer aux caisses autres que celles du gouvernement tunisien sera ultérieurement fixée.

4 juillet 1892. — Loi autorisant le département d'Alger à emprunter une somme de 7,608,000 fr. pour frais de construction d'un réseau de tramways. (*Mob.*, 13 juill. 1892.)

12 juillet 1892. — Décret portant approbation de la déclaration signée à Madrid, le 2 mai 1892, entre la France et l'Espagne, en vue de modifier l'art. 5 de la convention franco-espagnole du 7 janvier 1862. (*B. O.*, 1892, p. 1053.)

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères,

Art. 1er. — Une déclaration en vue de modifier l'art. 5 de la convention consulaire franco-espagnole du 7 janvier 1862, ayant été signée à Madrid, le 2 mai 1892, entre la France et l'Espagne, ladite déclaration, dont la teneur suit, est approuvée et sera insérée au *Journal officiel*.

DÉCLARATION

Le gouvernement de la République française et le gouvernement de S. M. Catholique ayant reconnu la nécessité de porter d'un à deux ans le délai accordé aux Français nés en Espagne, aux termes de l'art. 5 de la convention consulaire conclue entre les deux pays, le 7 janvier 1862, pour établir qu'ils ont satisfait en France à la loi de recrutement, sont convenus des dispositions suivantes ;

L'art. 5 de la convention consulaire signée entre la France et l'Espagne, le 7 janvier 1862, est remplacée par l'article suivant :

« Art. 5. — Les Espagnols nés en France, lesquels, ayant atteint l'âge de vingt ans, y seraient compris dans le contingent militaire, devront produire devant les autorités civiles ou militaires compétentes un certificat établissant qu'ils ont tiré au sort en Espagne.

» Et réciproquement les Français nés en Espagne, qui y seraient appelés au service militaire, devront, dans le cas où les documents présentés par eux ne paraîtraient pas suffisants pour établir leur origine, fournir aux autorités compétentes, dans un délai de deux ans à partir de l'époque du tirage, un certificat constatant qu'ils ont satisfait à la loi de recrutement en France. A défaut de ce document, en bonne forme, l'individu désigné par le sort pour le service militaire dans la commune où il est né devra faire partie du contingent de cette commune. »

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés à cet effet, ont dressé la présente déclaration, qu'ils ont revêtue de leurs cachets.

15 juillet 1892. — Arrêté du gouv. gén. portant désignation pour la période du 1er juillet 1892 au 30 juin 1893 des régions dans lesquelles pourront être exigées les fournitures spéciales spécifiées par la loi du 27 juin 1888 (1). *(B. O.,* 1892, p. 1054).

18 juillet 1892. — Loi relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1893. *(Mob.*, 27 juill. 1892.)

Art. 8. — Les contributions directes, taxes y assimilées et contributions arabes à percevoir en Algérie, énoncées aux états D, E et F, annexés à la présente loi, seront établies, pour 1893, au profit de l'État, conformément aux lois existantes. Ces contributions et taxes sont évaluées a la somme de : 1° trois millions quatre cent quarante et un mille trois cent seize francs (3,441,316 francs) pour les contributions directes; 2° quatre cent quatre-vingt-seize mille deux cents francs (496,200 francs) pour les taxes assimilées aux contributions directes ; 3° huit millions cinq cent huit trois cents francs (8,508,300 francs) pour les contributions arabes.

19 juillet 1892. — Loi portant modification à certaines dispositions des lois des 24 juillet 1873, 13 mars 1875 et 15 juillet 1889 (2) sur le recrutement de l'armée. *(B. O.*, 1892, p. 1091.)

Art. 1er. — Les art. 37, 49 et 64 de la loi du 15 juillet 1889 sont modifiés comme il suit :

« Art. 37. — Tout Français reconnu propre au service militaire fait partie successivement :

» De l'armée active pendant trois ans ;

» De la réserve de l'armée active pendant dix ans ;

» De l'armée territoriale pendant six ans ;

---

(1) V. cette loi *Rev. Alg.* 1888. 3. 153.

(2) V. cette loi *Rev. Alg.* 1889. 3. 90.

» De la réserve de l'armée territoriale pendant six ans.

» Art. 49. — Les hommes de la réserve de l'armée active sont assujettis à une période d'exercices dont la durée sera de deux semaines.

» Peuvent être dispensés de ces manœuvres ou exercices, comme soutiens indispensables de famille et s'ils en remplissent effectivement les devoirs, les hommes de la réserve et de l'armée territoriale qui en font la demande.

» Le maire soumet les demandes au conseil municipal, qui opère comme il est prescrit à l'art. 22 ci-dessus.

» Les listes de demandes, annotées, sont envoyées par les maires aux généraux commandant les subdivisions, qui statuent.

» Ces dispenses peuvent être accordées par subdivision de région jusqu'à concurrence de 6 p. 100 du nombre des hommes appelés momentanement sous les drapeaux ; elles n'ont d'effet que pour la convocation en vue de laquelle elles sont délivrées.

» Les hommes de la réserve de l'armée territoriale peuvent être soumis, pendant leur temps de service dans ladite réserve, à une revue d'appel pour laquelle la durée du déplacement imposé n'excédera pas une journée.

» Peuvent être dispensés de ces manœuvres, exercices ou revues d'appel, les fonctionnaires et agents désignés au tableau II de la présente loi.

» Art. 64. — Sont abrogées les dispositions du deuxième alinéa de l'art. 64, ainsi conçu :

» Par dérogation aux dispositions de l'art. 37, il ne restera que six ans dans la réserve de l'armée active ; il passera dans l'armée territoriale et, par suite, dans la réserve de cette armée, trois ans avant la classe à laquelle il appartient. »

Art. 2.— Les officiers du cadre actif et les officiers de réserve sont affectés aux formations constituées au titre de l'armée active, les officiers territoriaux aux formations constituées au titre de l'armée territoriale.

Toutefois, le ministre de la guerre peut, quand les besoins du service l'exigent, affecter des officiers du cadre actif ou de réserve à des formations territoriales. Il peut également affecter à des formations de l'armée active les officiers de l'armée territoriale qui en feraient la demande.

Les officiers jouissant d'une pension de retraite restent à la disposition entière du ministre pendant le temps fixé par la loi et peuvent être employés indistinctement dans toutes les formations.

Art. 3. — L'art. 36 de la loi du 13 mars 1875 est complété comme il suit :

« Toutefois, le ministre de la guerre a la faculté d'utiliser, sur leur demande, dans les emplois sédentaires, ceux de ces officiers qui, ayant dépassé les limites d'âge ci-dessus indiquées, seront jugés susceptibles d'être conservés dans les cadres.

» En temps de paix, les officiers ainsi maintenus dans les cadres ne peuvent être convoqués pour des exercices qu'avec leur assentiment. »

Art. 4. — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures et contraires à la présente loi, et notamment celles des 24 juillet 1873, 13 mars 1875 et 15 juillet 1889.

20 juillet 1892. — **Décret** portant délimitation des justices de paix d'Alger. (*B. O.*, 1892, p. 1097.)

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes ;

Vu l'ordonnance du 26 septembre 1842, portant organisation de la justice en Algérie ;

Vu l'ordonnance des 30 novembre-16 décembre 1844, qui modifie celle du

26 septembre 1842 et notamment l'art. 10, délimitant les deux justices de paix d'Alger ;

Vu l'avis du conseil de gouvernement de l'Algérie, en date du 18 mars 1892 ;

Le conseil d'État entendu,

Art. 1er. — Les justices de paix d'Alger sont délimitées ainsi qu'il suit, conformément au plan annexé au présent décret.

La justice de paix du canton nord comprend :

1° La partie de la ville située du côté droit de la ligne qui part du boulevard Gambetta pris depuis les hauteurs des tournants Rovigo, et se continue jusqu'à la mer par une ligne perpendiculaire coupant le marché de la Lyre, le théâtre, le square de la République et l'escalier de la gare ;

2° Les communes de Bouzaréa, Chéragas, Dély-Ibrahim, El-Biar, Guyotville, Oued-Fayet, Saint-Eugene, Staouëli.

La justice de paix du canton sud comprend :

1° La partie de la ville située du côté gauche de cette ligne ;

2° Les communes de Birmandreïs, Birkadem, Draria, El-Achour, Hussein-Dey, Kouba, Mustapha.

20 juillet 1892. — Décret portant création d'un emploi de suppléant rétribué à diverses justices de paix en Algérie. *(B. O*, 1892, p. 1098.)

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes ;

Vu l'ordonnance du 26 septembre 1842 et le décret du 10 août 1875 portant organisation de la justice en Algérie ;

Vu la loi de finances du 26 janvier 1892, allouant les crédits nécessaires à la création de quinze nouveaux postes de suppléant rétribué de juge de paix en Algérie,

Art. 1er. — Un emploi de suppléant rétribué est créé à chacune des justices de paix d'Aïn-Bessem, Azazga, Berrouaghia, Cherchell, Tablat et Ténès (département d'Alger) ; Châteaudun-du-Rhumel, El-Milia, El-Kseur, Kerrata, La Calle et Tébessa (département de Constantine), Ammi-Moussa, le Télagh et Montagnac (département d'Oran).

27 juillet 1892. — Loi ouvrant au ministère de l'intérieur un crédit extraordinaire de 734,600 fr. 42 à titre de secours pour combattre l'invasion des sauterelles. *(Mob.*, 6 août 1892.)

31 août 1892. — Arrêté du gouv. gén. portant création à Paris d'un service de renseignements généraux et de publicité. *(Mob.*, 2 nov. 1892.)

Vu les crédits inscrits au chapitre 12 du budget du ministère de l'intérieur (service de l'Algérie) ;

Sur le rapport du secrétaire général du gouvernement,

Art. 1er. — Il est institué dans la métropole un service de renseignements généraux et de publicité dans le but de développer la colonisation de l'Algérie par des éléments de population française.

Art. 2. — La direction du service aura son siège à Paris, dans un local dont le choix sera soumis à l'approbation du gouverneur général.

Art. 3. — Le personnel dudit service se composera :

D'un directeur,

D'un sous-directeur, et de correspondants dans les départements.

Il sera nommé par le gouverneur général, sur la proposition du secrétaire général du gouvernement.

Art. 4. — Quant un agent dudit service sera pris dans une administration dépendant du gouvernement général, il sera considéré comme en service détaché et conservera son grade et son traitement.

Le traitement des autres agents sera fixé par le gouverneur général.

Art. 5. — Le directeur centralisera, pour leur donner la plus grande publicité, les renseignements statistiques ou d'ordre économique et les informations de toute nature concernant l'Algérie.

Il pourra être chargé de faire des conférences sur l'Algérie dans les régions qui fournissent un contingent à l'émigration française.

Il pourra également être chargé, en qualité de commissaire, de l'organisation de la section algérienne aux expositions ou concours, dans la métropole ou à l'étranger, auxquels l'Algérie prendra part.

Il contrôlera l'emploi des subventions allouées sur les fonds de l'État et des départements au *Musée commercial de l'Algérie* et adressera chaque année au gouverneur général un rapport sur le fonctionnement de cet établissement.

En cas d'absence ou d'empêchement, il sera suppléé par le sous-directeur.

Art. 6. — Le montant des frais de loyer, de bureau, d'impression et autres; qu'entraînera le fonctionnement du service sera fixé ultérieurement.

Les frais de déplacement et autres dépenses autorisées, effectuées dans l'intérêt du service, seront remboursées au personnel sur la production des pièces justificatives, quand la nature de la dépense le comportera, et, dans le cas contraire, sur états détaillés.

31 août 1892. — Décret du bey rendant obligatoire la désignation du franc comme unité monétaire dans les actes notariés et les jugements des tribunaux indigènes (*J. O. T.*, 8 sept. 1892.)

Vu le décret du 1er juillet 1891 (1) (25 kaada 1308) sur la réforme monétaire dans la régence, notamment l'art. 1er qui constitue le franc comme unité monétaire,

Art. 1er. — Les sommes d'argent entrant dans les transactions qui se font par l'intermédiaire des notaires devront être désignées en francs. Les honoraires des notaires y seront désignés également en francs, à raison de 0,60 la piastre.

Art. 2. — Tous les tribunaux indigènes devront employer dans leurs jugements le franc à la place de la piastre, excepté dans les transactions anciennes ; en ce cas la désignation de la piastre pourra être maintenue.

31 août 1892. — Arrêté du dir. des fin. relatif au rôle rendu exécutoire du syndicat général obligatoire des viticulteurs. (*J. O. T.*, 3 nov. 1892.)

(1) *Rev. Alg.* 1891. 3. 36.

6 septembre 1892. — Arrêté du gouv. gén. relatif aux facilités accordées aux producteurs d'alcool algérien pour se libérer des droits de fabrication. *(Mob.,* 14 sept. 1892).

Vu l'art. 32 de la loi des finances du 26 janvier 1892 (1), qui établit une taxe de fabrication, au profit du trésor, sur les alcools produits en Algérie;

Considérant qu'il résulte tant du texte de la loi que des déclarations faites par M. le rapporteur du budget algérien que l'assiette et le recouvrement de ce droit doivent s'effectuer dans les regles admises en matières d'octroi ; qu'en conséquence tous les réglements d'administration publique concernant l'octroi de mer a l'intérieur sont applicables au droit de fabrication sur les alcools ;

Considérant que les intérêts de retard à la charge des importateurs d'alcools en Algérie, admis à se libérer au moyen d'obligations cautionnées, sont fixés à raison de 3 °/₀ par an ; qu'il est de toute équité d'accorder les mêmes avantages aux producteurs qu'aux introducteurs d'alcool,

Art. 1er. — La faculté accordée aux producteurs d'alcool, par l'arrêté du 27 janvier 1888 (2), de se libérer des droits d'octroi au moyen d'obligations cautionnées à 90 jours, est étendue au droit de fabrication.

Art. 2. — Les obligations souscrites pour jouir du crédit donneront lieu à un intérêt de retard fixé à 3 °/₀ par an.

10 septembre 1892. — Décret qui déclare exécutoires en Algérie : 1° les art. 4 à 25 de la loi de finances du 26 janvier 1892, relatifs à la réforme des frais de justice ; 2° les décrets du 23 juin 1892 sur les émoluments des greffiers et la qualité et les dimensions du papier destiné à la confection des actes d'avoué à avoué. *(B. O.,* 1892, p. 1195.)

Vu l'ordonnance du 19 octobre 1841 déterminant les conditions de l'application en Algérie des lois, décrets et ordonnances qui régissent en France les droits d'enregistrement, de greffe et d'hypothèque ;

Vu l'ordonnance du 10 janvier 1843 réglant les conditions de l'application en Algérie des lois, décrets et ordonnances qui régissent en France l'impôt et les droits de timbre ;

Vu l'art. 1er de l'ordonnance du 1er février 1845 sur les émoluments des greffiers en Algérie ; ensemble l'art 7 du décret du 24 mai 1854, rendu applicable en Algérie par le décret du 31 mai 1856 et l'art. 11 du décret du 18 juin 1880 ;

Vu les art. 4 a 25 de la loi de finances du 26 janvier 1892, relatifs à la réforme des frais de justice ;

Vu les décrets en forme de règlements d'administration publique rendus en exécution des art. 23 et 25 de cette loi ;

Sur le rapport du ministre des finances et du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

---

(1) V. cette loi *suprà*, p. 7.

(2) *Rev. Alg.*, 1888. 3. 29.

Art. 1er. — Les art. 4 à 25 de la loi de finances du 26 janvier 1892, relatifs à la réforme des frais de justice, sont déclarés exécutoires en Algérie, sous réserve de la réduction de tarif résultant pour les droits d'enregistrement de l'ordonnance du 19 octobre 1841 susvisée.

Les nouvelles dispositions seront appliquées en Algérie, dans les conditions indiquées par l'art. 24 de la loi, à partir du 1er octobre 1892.

Sont également déclarés exécutoires en Algérie :

1° Le décret du 23 juin 1892, rendu en exécution de l'art. 23 de la loi du 26 janvier 1892 et qui fixe les émoluments des greffiers des cours d'appel et des tribunaux civils ou de commerce, en ce qui concerne les expéditions, mandatements ou bordereaux de collocation délivrés par eux ;

2° Le décret du même jour, rendu en exécution de l'art. 25 de ladite loi, déterminant la qualité et les dimensions du papier destiné à la confection des actes d'avoué à avoué.

A cet effet, les articles de la loi et les deux décrets susvisés seront publiés et promulgués en Algérie à la suite du present décret.

Loi du 26 janvier 1892 portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1892.

Art. 4. — Sont supprimés les droits de greffe de toute nature perçus par l'administration de l'enregistrement au profit du trésor, dans les justices de paix, les tribunaux civils ou de commerce et les cours d'appel.

Art. 5. — Sont dispensés de la formalité du timbre et de l'enregistrement :

Les actes de procédure d'avoué à avoué devant les tribunaux de premiere instance et les cours d'appel, ainsi que les exploits de signification de ces mêmes actes.

Le bulletin n° 2 du casier judiciaire délivré aux particuliers sera dispensé du droit de timbre.

Le droit d'enregistrement sur ce bulletin sera réduit à vingt centimes (0 fr. 20).

Art. 6. — Est réduit à un franc (1 fr.) le droit d'enregistrement applicable aux exploits relatifs aux instances en matière civile devant les juges de paix, jusques et y compris les significations des jugements définitifs.

Art. 7. — Est réduit d'un tiers le droit d'enregistrement des autres exploits relatifs aux instances suivies en matière civile ou commerciale, devant les conseils de prud'hommes, les tribunaux de première instance, les cours d'appel, depuis l'exploit introductif d'instance inclusivement jusques et y compris la signification à partie des jugements et arrêts.

La même réduction est applicable, dans les mêmes matières, aux déclarations d'appel faites autrement que par exploit.

Art. 8. — Est également réduit d'un tiers le droit d'enregistrement des autres exploits relatifs aux procédures d'ordre judiciaire, de contribution judiciaire et de vente judiciaire.

Art. 9. — Le droit d'enregistrement des actes de produit avec demande en collocation en matière d'ordre et de contribution judiciaires est réduit à cinquante centimes (0 fr. 50).

Art. 10. — Sont affranchis de la formalité du timbre et de l'enregistrement les actes rédigés en exécution des lois relatives aux faillites et liquidations judiciaires et dont l'énumération suit : les déclarations de cessation de payements, les bilans, les dépôts de bilans, les affiches et certificats d'insertion relatifs à la déclaration de faillite ou aux convocations de créanciers, les actes de dépôt des inventaires, des transactions et autres actes ;

les procès-verbaux d'assemblées, de dire, d'observations et délibérations de créanciers; les états de créances présumées ; les actes de produit, les requêtes adressées au juge-commissaire, les ordonnances et décisions de ce magistrat ; les rapports et comptes des syndics ; les états de répartition ; les procès-verbaux de vérification et d'affirmation de créances ; concordats ou atermoiements. Toutefois, ces différents actes continueront a rester soumis à la formalité du répertoire, en conformité de la loi du 22 frimaire an VII.

Les quittances de répartition données par les créanciers restent soumises au droit de timbre spécial créé par l'art. 18 de la loi du 23 août 1871.

Art. 11. — Sont affranchies de la pluralité édictée par l'art. 11 de la loi du 22 frimaire an VII, dans les jugements et arrêts, les dispositions indépendantes et non sujettes au droit proportionnel.

Aucun droit fixe ne pourra jamais être perçu sur un jugement ou arrêt renfermant une ou plusieurs dispositions passibles du droit proportionnel.

Art. 12. — Sont dispensées du timbre les expéditions délivrées par les greffiers des justices de paix en matière civile et par les secretaires des conseils de prud'hommes.

Sont affranchis des droits de toute nature les avis de parents de mineurs dont l'indigence est constatée conformément à l'art. 6 et au premier alinéa de l'art. 8 de la loi du 10 décembre 1850. Même dispense est concédée aux actes nécessaires pour la convocation et la constitution des conseils de famille et l'homologation des délibérations prises dans ces conseils dans le cas d'indigence des mineurs.

Les personnes dont l'interdiction est demandée et les interdits sont, dans les mêmes cas, assimilés aux mineurs.

Art. 13. — Les expéditions visées par l'art. 6 de la loi du 21 ventôse an VII contiendront de douze à quatorze syllabes à la ligne, compensation faite entre les lignes.

Art. 14. — Les mandements ou bordereaux de collocation délivrés aux créanciers par les greffiers, en matière d'ordre et de contribution, seront rédigés sur du petit papier au tarif ordinaire de 60 cent. ou de 1 fr. 20. Ils contiendront trente-cinq lignes à la page et de vingt à vingt-cinq syllabes a la ligne, compensation faite d'une feuille à l'autre.

Art. 15. — En remplacement des impôts supprimés ou réduits par les articles précédents, des droits proportionnels de condamnation, collocation ou liquidation et des droits fixes auxquels les jugements ou arrêts sont actuellement soumis, en matière civile ou commerciale, un droit proportionnel est perçu, savoir :

1° Pour les jugements, sentences d'arbitres et arrêts des cours d'appel, sur le montant des condamnations ou liquidations prononcées, et les interêts.

Lorsque le droit proportionnel aura été acquitté sur un jugement rendu par défaut, la perception sur le jugement contradictoire qui pourra intervenir n'aura lieu que sur le supplément des condamnations, collocations ou liquidations. Il en sera de même pour les jugements et arrêts rendus sur appel, sauf l'exception édictée ci-après pour les jugements et arrêts confirmatifs ;

2° Pour les ordres et contributions, faillites et liquidations judiciaires, sur le montant des sommes mises en distribution ;

3° Pour les jugements ou procès-verbaux judiciaires portant adjudication de meubles ou d'immeubles, sur le prix augmenté de toutes les charges, dans lesquelles ne seront pas compris les droits sur le jugement d'adjudication ;

4° Pour les adjudications de meubles ou d'immeubles renvoyés devant notaire commis par décision de justice, sur le prix augmenté de toutes les

charges, dans lesquelles ne seront pas compris les droits dus sur le procès-verbal d'adjudication ;

5° Pour les jugements et arrêts prononçant l'homologation d'un partage ou d'un acte liquidatif, sur l'actif net partagé ou liquidé.

Toutefois, lorsque les états liquidatifs ou partages comprendront des prix de meubles ou d'immeubles ayant supporté le droit proportionnel prévu aux paragraphes 3 et 4 ci-dessus, ces prix devront être déduits de l'actif net qui sert de base à la perception des droits prévus par le paragraphe 5.

Art. 16. — Le droit proportionnel sera payé aux taux fixés ci-après :

§ 1er. — 25 cent par 100 fr. :

1° Les répartitions aux créanciers en matière de faillite ou liquidation judiciaire. La taxe sera payée par les syndics ou liquidateurs dans la huitaine à compter du jour où la répartition aura été ordonnée, sous peine d'en demeurer personnellement débiteurs ;

2° Les jugements ou arrêts prononçant l'homologation de liquidations ou de partages et les sentences arbitrales ayant le même objet, sans qu'il puisse y avoir ouverture à double perception en cas d'appel.

Ce droit sera perçu indépendamment de ceux auxquels les liquidations et partages sont assujettis par les lois en vigueur ;

3° Les jugements et procès-verbaux portant adjudication de meubles ou d'immeubles, soit devant un tribunal, soit devant un notaire commis.

Ce droit sera perçu indépendamment du droit de mutation auquel ces jugements et procès-verbaux sont assujettis.

Les ventes au-dessous de deux mille francs (2,000 fr.) en seront exemptes.

§ 2. — 50 cent. par 100 fr. :

1° Les décisions confirmant sur appel un jugement rendu en premier ressort ;

2° Les décisions infirmatives de jugements de débouté. Le total des droits à percevoir sur ces décisions devra égaler ceux qui eussent été exigibles sur une condamnation de première instance confirmée en appel.

§ 3. — 75 cent. par 100 fr. :

Les ordres amiables.

§ 4. — 1 fr. par 100 fr. :

1° Les jugements des juges de paix et ceux des conseils de prud'hommes, sauf ce qui sera édicté ci-après pour les dommages-intérêts ;

2° Les ordres judiciaires et les contributions de même nature, ainsi que les distributions de prix réglées à l'audience conformément a l'art. 773 C. pr. civ.

§ 5. — Un franc vingt-cinq centimes (1 fr. 25) par cent francs (100 fr.) :

Les jugements, arrêts et sentences arbitrales rendus en matière commerciale.

§ 6. — Deux francs (2 fr.) par cent francs (100 fr.) :

1° Les jugements des tribunaux de première instance, les sentences d'arbitres et les arrêts de cours d'appel, en matière civile, sauf l'exception édictée ci-après relativement aux dommages-intérêts ;

2° Les dommages-intérêts prononcés par les juges de paix, en matière civile, et de police et par les conseils de prud'hommes.

§ 7. — Trois francs (3 fr.) par cent francs (100 fr.) :

Les dommages-intérêts prononcés par les tribunaux de première instance, les arbitres et les cours d'appel, en matière civile ou commerciale, et les juridictions criminelles ou correctionnelles.

Art. 17. — Il ne pourra être perçu moins de :

1° Un franc (1 fr.) pour les jugements des juges de paix, les procès-verbaux de conciliation ou de non conciliation dressés par ces magistrats et les jugements des prud'hommes ;

2° Quatre francs cinquante centimes (4 fr. 50) pour les jugements inter-

locutoires ou préparatoires des tribunaux de premiere instance, de commerce ou d'arbitrage ;

3° Cinq francs (5 fr.) pour les jugements définitifs des tribunaux de première instance rendus en matière commerciale en premier ou en dernier ressort ;

4° Sept francs cinquante centimes (7 fr. 50) pour les jugements définitifs des tribunaux de première instance rendus en matière civile, en premier ou en dernier ressort, et pour les arrêts interlocutoires ou préparatoires des cours d'appel ;

5° Dix francs (10 fr.) pour les jugements des tribunaux de première instance portant débouté de demande en matière commerciale, quel que soit le ressort;

6° Vingt francs (20 fr.) pour les jugements des tribunaux de première instance portant débouté de demande en matiere civile, quel que soit le ressort;

7° Vingt-deux francs cinquante centimes (22 fr. 50) pour les jugements des tribunaux civils portant interdiction, séparation de biens ou séparation de corps;

8° Vingt-cinq francs (25 fr.) pour les arrêts définitifs des cours d'appel;

9° Trente francs (30 fr.) pour les arrêts des cours d'appel portant débouté de demande;

10° Trente-sept francs cinquante centimes (37 fr. 50) pour les arrêts des cours d'appel portant interdiction, séparation de biens ou séparation de corps;

11° Soixante-quinze francs (75 fr.) pour les jugements de première instance déclarant qu'il y a lieu à adoption ou prononçant un divorce ;

12° Cent cinquante francs (150 fr.) pour les arrêts des cours d'appel confirmant une adoption ou prononçant un divorce ;

Si le jugement prononçant le divorce n'est pas frappé d'appel, le droit de 150 fr. continuera à être perçu sur la premiere expédition, soit de la transcription, soit de la mention du dispositif du jugement effectuée sur les registres de l'état civil.

Dans aucun cas l'ensemble des droits proportionnels ne pourra être inférieur au maximum déterminé par le présent article.

Art. 18. — Les originaux des conclusions respectivement signifiées, bien que dispensés de la formalité du timbre et de l enregistrement par l'art. 5 de la présente loi, devront néanmoins être présentes par l'huissier instrumentaire au receveur de l'enregistrement dans les quatre jours de la signification, sous peine d'une amende de dix francs (10 fr.) pour chaque original non représenté.

Ces originaux seront visés, cotes et parafés par les receveurs, qui auront la faculté d'en tirer copie, conformément à l'art. 56 de la loi du 22 frimaire an VII. Ne pourront être admis en taxe par les magistrats taxateurs que les originaux ainsi visés, cotés et parafés par le receveur de l'enregistrement.

Art. 19. — Les huissiers et les greffiers tiendront, sous les sanctions édictees en l'article précédent, sur registre non timbré, coté et parafé par le président du tribunal civil, des répertoires à colonnes sur lesquels ils inscriront, jour par jour, sans blanc ni interligne et par ordre de numéros, tous les actes, exploits, jugements et arrêts qui sont dispensés, par la présente loi, des formalités du timbre et de l'enregistrement.

Chaque article du répertoire contiendra : 1° son numéro; 2° la date de l'acte; 3° sa nature ; 4° les noms et prénoms des parties et leur domicile.

Chaque acte porté sur le répertoire devra être annoté de son numéro d'ordre.

Art. 20.— Les huissiers et les greffiers présenteront sous les mêmes sanctions ce répertoire au visa du receveur de leur résidence, qui le visera et qui énoncera dans son visa le numéro du dernier acte inscrit. Cette pré-

sentation aura lieu : pour les huissiers, les 1er, 6, 11, 16, 21 et 26 ; pour les greffiers, les 1er et 16 de chaque mois.

Si le jour fixé pour le visa est un jour férié, le visa sera apposé le lendemain.

Art. 21. — Les états de frais dressés par les avoués, huissiers, greffiers, notaires commis devront faire ressortir distinctement, dans une colonne spéciale et pour chaque débours, le montant des droits de toute nature payés au trésor.

Toute contravention à cette disposition sera punie d'une amende de dix francs (10 fr.) en principal, qui sera recouvrée comme en matière d'enregistrement.

Art. 22. — Continueront à être exécutées toutes les dispositions des lois sur l'enregistrement et le timbre qui ne sont pas contraires à la présente loi.

Art. 23. — Un règlement d'administration publique fixera les émoluments des greffiers en ce qui concerne tant les expéditions délivrées par eux que les mandements ou bordereaux de collocation.

Art. 24. — Les dispositions des art. 4 à 21 ne sont applicables ni aux minutes, copies ou expéditions d'actes, jugements, sentences ou arrêts relatifs à des procédures commencées avant le 1er juillet prochain, ni au bulletin n° 2 du casier judiciaire delivré aux particuliers avant cette époque.

L'époque à laquelle la procédure est réputée commencée se détermine :

Pour les instances, par l'acte introductif ;

Pour les ordres et contributions, par le procès-verbal du juge qui en constate l'ouverture ;

Pour les ventes judiciaires, soit par l'assignation en licitation, soit par la requête tendant à obtenir du tribunal l'autorisation de procéder à la vente, soit par le procès-verbal de saisie immobiliere, soit enfin par l'acte de réquisition de mise aux enchères prévu par les art. 2185 C. civ. et 832 C. pr. civ. ;

Pour les faillites et les liquidations judiciaires, soit par le dépôt du bilan, soit par la requête ou l'assignation en déclaration de faillite.

Les incidents des instances et procédures, les ventes sur surenchère du sixieme ou sur folle enchere sont considerés comme donnant lieu non à une procédure distincte, mais a la continuation de la procédure antérieure.

Pour être admis au bénéfice des suppressions et réductions d'impôts prononcées par la présente loi, les actes, jugements, sentences, arrêts et expéditions devront rappeler la date et la nature de l'acte initial de l'instance ou de la procédure à laquelle ils se rapportent.

Les surtaxes établies seront perçues toutes les fois qne les actes, jugements, sentences ou arrêts ne renfermeront pas cette mention. Toutefois, restitution pourra être ordonnée, dans les deux cas, au profit des parties, s'il est fourni des justifications suffisantes durant les six mois de la perception.

Un règlement d'administration publique pourra supprimer ou modifier, à partir du 1er janvier 1893, l'obligation imposée par les deux alinéas qui précèdent.

Art. 25. — Un règlement d'administration publique déterminera la qualité et les dimensions du papier servant à la confection des actes d'avoué à avoué.

Décret du 23 juin 1892 fixant les émoluments des greffiers

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes,

Vu les art. 6, 19 et 20 de la loi du 21 ventôse an VII ;

Vu l'art. 7 du décret du 24 mai 1854 ;
Vu l'art. 11 du décret du 18 juin 1880 ;
Vu l'art. 23 de la loi du 26 janvier 1892, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1892, ainsi conçu :
« Un règlement d'administration publique fixera les émoluments des greffiers en ce qui concerne tant les expéditions délivrées par eux que les mandements ou bordereaux de collocation ; » ensemble les art. 13, 14 et 24 de ladite loi ;
Vu les art. 544 et 1042 C. pr. civ. ;
Le Conseil d'État entendu,

Art. 1er. — Il est alloué pour chaque rôle d'expédition :
Aux greffiers des cours d'appel, une remise de 60 centimes ;
Aux greffiers des tribunaux de commerce et des tribunaux civils jugeant commercialement, y compris l'émolument de 10 centimes accordé par l'art. 11 du décret du 18 juin 1880, une remise de 60 centimes ;
Aux greffiers des tribunaux civils de première instance, une remise de 45 centimes.

Art. 2. — Sur les expéditions que les agents de la République demandent en son nom et pour soutenir ses droits, la remise allouée par l'article précédent est réduite :
Pour les greffiers des cours d'appel, à 40 centimes ;
Pour les greffiers des tribunaux de commerce, à 40 centimes.
Pour les greffiers des tribunaux civils de première instance :
En matière commerciale, à 40 centimes ;
En matière civile, à 30 centimes.

Art. 3. — Les greffiers des tribunaux civils de première instance ont droit à 65 centimes par page pour les mandements ou bordereaux de collocation qu'ils délivrent aux créanciers en matière d'ordre et de contribution.

Art. 4. — Les dispositions des lois et décrets antérieurs sont abrogées en ce qu'elles ont de contraire au présent décret.

Decret du 23 juin 1892 fixant la qualité et la dimension du papier servant aux actes d'avoué à avoué

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes ;
Vu l'art. 25 de la loi du 26 janvier 1892, portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1892, ledit article ainsi conçu : « Un règlement d'administration publique déterminera la qualité et les dimensions du papier servant à la confection des actes d'avoué à avoué ; » ensemble les art. 5 et 24 de la loi précitée ;
Vu les art. 544 et 1042 C. pr. civ. ;
Vu la loi du 13 brumaire an VII ;
Le Conseil d'État entendu,

Art. 1er. — Le papier servant aux actes d'avoué à avoué doit être de la même qualité et des mêmes dimensions que le petit papier ou la demi-feuille visés au tableau de l'art. 3 de la loi du 13 brumaire an VII.

Art. 2. — Ne pourront être admis en taxe par les magistrats taxateurs que les actes d'avoué à avoué rédigés sur le papier ayant la qualité et les dimensions indiquées par l'article précédent.

12 septembre 1892. — Décret du bey portant règlement de l'exercice 1308 prolongé. (*J. O. T.*, 15 sept. 1892.)

16 septembre 1892. — Décret du bey relatif à la cession et à la saisie des traitements, pensions, indemnités, dotations dus par l'État et des sommes dues pour prix de travaux publics. *(J. O. T.*, 20 sept. 1892.)

Attendu que la mesure dans laquelle peuvent être cédés ou saisis les traitements, pensions, indemnités, secours alloués par l'État, les sommes dues pour ouvrages faits ou à faire au profit des entrepreneurs ou adjudicataires de travaux ayant le caractère de travaux publics, les dotations des princes, résulte uniquement des usages et de la jurisprudence; qu'il importe à l'ordre public de fixer pour l'avenir les règles à suivre en pareille matière,

Art. 1er. — Sont incessibles et insaisissables, si ce n'est à concurrence du cinquième pour débet envers l'État, ou pour pension alimentaire :

1° Les traitements et appointements civils et militaires n'excédant pas 6,000 fr. annuellement ;

2° Les soldes de réforme, les pensions civiles et militaires et toutes sommes allouées à titre de secours périodique ou accidentel, quel qu'en soit le chiffre.

Les traitements et appointements supérieurs à 600 fr. pourront être cédés ou saisis savoir : jusqu'à concurrence du 1/5 sur les premiers 1,000 fr.; du 1/4 sur les 5,000 fr. suivants et du 1/3 sur la portion excédant 6,000 fr., à quelque somme qu'elle s'élève, et ce jusqu'à l'entier acquittement des créances.

Art. 2. — Sont incessibles et insaisissables les sommes avancées ou remboursées à titre de frais de bureau, de tournées, d'équipement, d'indemnités de déplacement et d'entrée en solde.

Art. 3. — Les dotations des princes et princesses constituant une dépendance de la liste civile sont incessibles et insaisissables.

Art. 4. — L'insaisissabilité cesse à la mort du titulaire des ordonnances ou mandats.

Art. 5. — La cession ou la saisie des sommes dues aux entrepreneurs ou adjudicataires de travaux ayant le caractere de travaux publics n'aura d'effet que sous réserve de la réception desdits travaux et après prelèvement de toutes sommes pouvant être dues aux ouvriers pour leur salaire à raison de ces travaux ou aux fournisseurs des matériaux et autres objets ayant servi à la construction des ouvrages à payer.

Les sommes dues aux ouvriers pour salaires sont payées de préférence à celles dues aux fournisseurs.

19 septembre 1892. — Décret relatif aux abonnements spéciaux portant sur le droit d'octroi de mer et sur le droit de consommation qui pourront être consentis aux bouilleurs de cru en Algérie. *(Mob.*, 28 sept. 1892.)

Sur le rapport des ministres des finances et de l'intérieur,

Vu l'art. 4 de l'ordonnance du 22 juillet 1834, l'art. 5 de la loi du 4 août 1844, les art. 41 et 42 de l'ordonnance du 28 septembre 1847 et l'art. 166 de la loi du 5 avril 1884 ;

Vu l'ordonnance du 21 décembre 1844, instituant en Algérie un octroi de mer ;

Vu les décrets des 26 décembre 1884, 30 décembre 1886, 27 juin et 22 décembre 1887, 29 décembre 1888, 28 décembre 1889 et 23 décembre 1890, relatifs au dit octroi (1) ;

Vu l'art. 32 de la loi de finances du 26 janvier 1892 (2), établissant un droit de consommation au profit du trésor public, additionnel au droit sur l'alcool perçu à l'octroi de mer en Algérie ;

Vu les lois et règlements sur les octrois de la métropole ;

Vu le décret du 26 août 1881 (3) sur l'organisation administrative de l'Algérie ;

Le conseil d'État entendu,

Art. 1er. — Jusqu'au 31 décembre 1895, sur la demande faite par les intéressés quinze jours au moins avant la récolte, des abonnements spéciaux portant sur le droit d'octroi de mer et sur le droit de consommation pourront être consentis, pour la durée d'une campagne, aux bouilleurs de cru de l'Algérie munis d'alambic, ne possédant ou n'exploitant pas plus de 50 hectares de vigne et dont l'alambic n'est pas d'une capacité supérieure à 10 hectolitres. Ces abonnements auront pour base l'importance présumée de la fabrication. Ils seront discutés dans le courant du mois de septembre, au chef-lieu de chaque justice de paix, entre les intéressés et un comité composé d'un délégué de l'autorité préfectorale, président, d'un représentant du service des contributions diverses, du maire de la commune où réside le bouilleur de cru et d'un propriétaire récoltant possédant plus de 50 hectares de vigne.

En cas de désaccord entre le comité et l'intéressé, le préfet prononcera en conseil de préfecture et sans recours. Les abonnements seront soumis à l'approbation du gouverneur général.

Le montant de la redevance résultant de l'abonnement doit être intégralement payé au plus tard le 1er janvier de l'année suivante, défalcation faite des droits afférents aux quantités d'alcool dont le producteur demeurerait détenteur au régime de l'entrepôt.

Le bouilleur de cru admis à l'abonnement s'engage à ne pas louer ou prêter ses appareils à des tiers, à ne pas utiliser d'appareils loués ou prêtés par des tiers, et, en général, à se soumettre à toutes les conditions requises par le présent décret. Dans le cas où l'abonné manquerait aux engagements par lui contractés ou perdrait la qualité de bouilleur de cru pour avoir distillé des produits ne provenant pas exclusivement de sa récolte, son traité d'abonnement serait annulé et le distillateur serait replacé de plein droit sous le régime du décret du 27 juin 1887, sans préjudice des pénalités encourues pour fabrication frauduleuse ou pour défaut de déclaration de mutation dans la détention des appareils.

Art. 2. — Sur la demande des conseils municipaux, les communes peuvent être admises à souscrire les abonnements en leur nom et pour le compte de la collectivité des bouilleurs de cru résidant sur leur territoire.

Art. 3. — Les producteurs d'alcool des troisième et quatrième catégories prévues a l'art. 3 du décret du 27 juin 1887 ne pourront, dans aucun cas, être admis au régime spécial prévu par le présent décret.

Art. 4. — Il sera pourvu aux mesures d'exécution non prévues au présent décret par des arrêtés du gouverneur général de l'Algérie pris en conseil de gouvernement.

Art. 5. — L'art. 2 du décret du 23 décembre 1890 est abrogé.

---

(1) *Rev. Alg* 1885 3 30 ; 1887. 3. 44 et 141 ; 1888. 3. 21 ; 1889. 3. 17 ; 1890. 3. 11 ; 1891. 3. 7.

(2) *Suprà*, p. 7.

(3) *Bull. jud. Alg*. 1881, 363.

21 septembre 1892. — Décret du prés. de la Rép. fr. ajoutant le port de Tabarka, en Tunisie, à la liste des ports par lesquels peuvent être expédiés les produits d'origine et de provenance tunisiennes jouissant d'un traitement de faveur. *(J. O. T.*, 29 sept. 1892.)

22 septembre 1892. — Décret du bey relatif aux brevets d'invention. *(J. O. T.*, 29 sept. 1892.)

Vu le décret du 22 rabia ettani 1306 (26 décembre 1888) (1) sur les brevets d'invention et notamment les art. 4, 7 et 26 ;

Considérant qu'il importe de déterminer exactement la date d'échéance des annuités de la taxe prévue à l'art. 4 du décret précité ainsi que la durée et la protection accordée au brevet,

Art. 1". — La date d'échéance des annuités de la taxe prévue à l'art. 4 du décret du 22 rabia ettani 1306 est fixée, pour chacune des années grégoriennes qui comprend la période de protection accordée, à la date correspondante à celle de la délivrance du brevet.

Passé cette échéance les versements d'annuités ne seront plus acceptés à notre recette générale des finances.

Art. 2. — Nonobstant la stipulation de l'art. 1, la durée de la protection accordée au breveté compte du jour du dépôt de la demande du brevet au bureau des brevets.

29 septembre 1892. — Décret relatif à l'obtention de la médaille d'honneur agricole en Algérie. *(Mob.*, 8 oct. 1892.)

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,
Vu le décret du 17 juin 1890,

Article unique. — La médaille d'honneur agricole peut être décernée, en Algérie, aux ouvriers agricoles français ou indigènes comptant plus de vingt années de bons services dans la même exploitation agricole.

6 octobre 1892. — Décret autorisant l'attribution de suppléments de traitement aux juges de paix de l'Algérie. *(Mob.*, 19 oct. 1892.)

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes,
Vu la loi de finances du 26 janvier 1892, portant allocation d'un crédit de 16,000 fr. destiné à améliorer, à titre personnel et exceptionnel, la situation des juges de paix de l'Algérie qui ont mérité cette faveur,

Art. 1". — Il sera accordé, dans les limites du crédit ci-dessus spécifié, aux juges de paix de l'Algérie qui seront désignés pour cette attribution, des suppléments de traitement ainsi fixés :

---

(1) *Rev. Alg.* 1889. 3. 10.

Pour les juges de paix de 1re classe, à 1,000 fr.;
Pour les juges de paix de 2e et 3e cl., à 500 fr.;
Pour les juges de paix de 4e classe, à 300 fr.;

de façon que, dans aucun cas, le traitement du magistrat d'une classe inférieure, cumulé avec le supplément, n'excède le traitement simple du magistrat de la classe immédiatement supérieure.

18 octobre 1892. — Décret relatif à l'enseignement primaire public et privé des indigènes en Algérie. (*Mob*, 12 nov. 1892.)

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et du ministre de l'intérieur ;

Vu l'art. 68 de la loi du 30 octobre 1886 (1) ;

Vu l'art 68 de la loi de finances du 26 janvier 1892(2) et les chapitres 15 et 19 de l'état B du budget du ministère de l'instruction publique annexé à cette loi ;

Vu les règlements d'administration publique du 7 avril 1887 et du 8 novembre 1887 (3),

TITRE Ier

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier. — L'enseignement primaire est donné aux enfants indigènes d'âge scolaire, soit dans les écoles primaires publiques de tout degré, qui leur sont ouvertes aux conditions fixées par les lois et règlements, soit dans les écoles spécialement créées pour eux en exécution du présent décret.

Art. 2. — Toute commune d'Algérie devra être pourvue d'écoles en nombre suffisant pour recevoir tous les garçons indigènes d'âge scolaire.

Art. 3. — Aucune école publique destinée aux enfants indigènes ne sera fermée aux élèves français ou étrangers qui désireront la fréquenter.

Art. 4. — La liberté de conscience des élèves indigènes est formellement garantie dans toute école publique ou privée ; ils ne peuvent être astreints à aucune pratique incompatible avec leur religion.

Art. 5. — Les indigènes ne sont soumis à l'obligation que dans les communes ou fractions de communes désignées par arrêtés spéciaux du gouverneur général.

L'obligation ne s'appliquera qu'aux garçons d'âge scolaire. L'arrêté du gouverneur général déterminera les conditions dans lesquelles les dispenses d'assiduité individuelles ou collectives pourront être accordées outre les vacances réglementaires.

L'inscription à la porte de la mairie, prévue par l'art. 13 de la loi du 28 mars 1882, est remplacée, pour les indigènes, par un blâme infligé, après

---

(1) *Rev. Alg.* 1886. 3. 224.

(2) *Suprà*, p. 7.

(3) *Rev. Alg.* 1888. 3. 4.

décision de la commission scolaire, par le maire, l'administrateur, le commandant de cercle ou d'annexe. Les autres sanctions prévues par la loi du 28 mars 1882 sont applicables aux indigènes.

Art. 6. — Dans les communes où les écoles primaires publiques ordinaires reçoivent les enfants indigènes, seront adjoints à la commission scolaire des membres indigènes. Leur nombre sera déterminé pour chaque commune par le gouverneur général.

Art. 7. — Dans toute localité possédant une école spécialement destinée aux indigènes, sera instituée une commission scolaire composée de notables indigènes, dont trois désignés par le préfet et trois élus par les indigènes dans des conditions qui seront déterminées par arrêté du gouverneur général.

Ces commissions seront présidées par le maire ou un de ses adjoints dans les communes de plein exercice, par l'administrateur ou un de ses adjoints dans les communes mixtes, et par le commandant de cercle ou d'annexe ou un officier délégué par lui dans les communes indigenes.

L'instituteur chargé de la direction de l'école sera convoqué aux séances et remplira l'office de secrétaire avec voix consultative.

Art. 8. — Les commissions scolaires auront pour mandat, sous le contrôle de l'inspecteur primaire, de dresser la liste des enfants d'âge scolaire et de se concerter sur les meilleurs moyens d'assurer la fréquentation de l'école.

Elles assureront l'exécution des dispositions relatives à l'obligation dans les conditions spécifiées à l'art. 5.

Art. 9. — Les commissions scolaires pourront se constituer en comités de patronage pour encourager les bons élèves, pour recueillir au profit de la caisse des écoles et distribuer au nom de cette caisse, qui fonctionnera pour les écoles destinées aux indigènes dans les mêmes conditions que pour les écoles publiques ordinaires, le produit des dons, subventions et souscriptions.

Art. 10. — Les commissions scolaires se réuniront à des époques déterminées par le prefet, sur la proposition de l'inspecteur d'académie, suivant les besoins locaux.

Art. 11. — Les maires ou les adjoints désignés par les maires dans les communes de plein exercice, les administrateurs des communes mixtes et les officiers commandant les cercles ou annexes sont chargés de veiller à ce que les enfants inscrits sur les listes dressées par les commissions scolaires aillent régulièrement à l'école.

Art. 12. — Dans les communes ou fractions de communes où les écoles ordinaires font défaut ou sont insuffisantes pour recevoir la population scolaire mentionnée aux articles précédents, il est ouvert, aux conditions déterminées par le titre II du présent décret, des écoles publiques spécialement destinées aux indigènes.

TITRE II

DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC DES INDIGÈNES

Art. 13. — Les écoles publiques spécialement destinées aux indigènes sont de trois catégories, savoir :

Principales, comprenant au moins trois classes et ayant à leur tête un directeur français ; *Élémentaires,* comprenant moins de trois classes et ayant à leur tête un instituteur français; *Préparatoires*, comprenant une seule classe et confiées à des adjoints indigènes ou, provisoirement, à des moniteurs.

Art. 14. — Les écoles préparatoires sont placées sous la surveillance des directeurs d'écoles principales ou des instituteurs d'écoles élémentaires situées dans le voisinage.

Art. 15. — Dans toutes les écoles fréquentées principalement par des indigènes, l'enseignement est donné suivant des programmes spéciaux, approuvés par le ministre de l'instruction publique. Les livres, cartes et images à mettre en usage dans les écoles sont choisis par le recteur, sur la proposition des inspecteurs d'académie.

Art. 16. — L'agriculture pratique et le travail manuel sont enseignés dans toutes les écoles Des cours d'apprentissage confiés à des maîtres ouvriers pourront être annexés aux écoles principales; ils seront placés sous la surveillance des directeurs de ces écoles.

Art. 17. — Des écoles enfantines ouvertes aux enfants des deux sexes à partir de quatre ans et des écoles de filles sont etablies dans les centres européens ou indigenes, lorsqu'elles sont demandées par l'autorité locale, d'accord avec la majorité des membres musulmans de l'assemblée municipale.

Art 18. — Dans les écoles de filles, les élèves consacrent la moitié du temps des classes à la pratique des travaux d'aiguille et des soins du ménage.

Art. 19. — Les écoles enfantines et les écoles de filles sont confiées soit à des institutrices françaises, ou aux femmes, sœurs, filles ou mères des instituteurs français, soit à des monitrices ou adjointes indigènes placées sous la surveillance des institutrices françaises les plus rapprochées.

Art 20. — Par délégation du ministère de l'instruction publique, le gouverneur général de l'Algérie a la haute direction du service de l'enseignement des indigènes pour tout ce qui concerne les créations d'écoles et d'emplois, la répartition des écoles, la construction des locaux scolaires et l'emploi des crédits inscrits au budget pour les traitements, allocations ou indemnités du personnel.

Il statue sur la proposition du recteur de l'académie.

Art. 21. — Pour ce qui concerne la création et l'organisation des écoles primaires publiques destinées aux indigènes, le conseil de gouvernement possède les attributions conférées aux conseils départementaux de l'enseignement primaire par l'art. 13 de la loi du 30 octobre 1886 Toutefois, ceux-ci doivent être préalablement consultés.

Art 22. — Le gouverneur général dresse, chaque année, en conseil de gouvernement, sur la proposition du recteur et après avis des préfets et des généraux commandant les divisions, un projet de répartition, entre les diverses communes, des écoles et emplois à créer par application des crédits inscrits au budget, et le soumet à l'approbation du ministre de l'instruction publique.

Il adresse annuellement au ministre de l'instruction publique un rapport contenant l'état des créations et la liste des constructions scolaires opérées pendant l'année.

Art. 23. — Dans les communes de plein exercice, les projets de création d'écoles indigènes établis par l'autorité locale sont, après avis du conseil municipal, soumis à l'examen du préfet, qui les transmet avec son avis au gouverneur général.

Dans les communes mixtes ou indigènes, les projets proposés par l'administrateur ou par l'autorité militaire sont, après avis de la commission municipale, soumis à l'examen du préfet ou du général commandant la division.

Le gouverneur communique les dossiers au recteur, qui les lui renvoie avec ses propositions.

Le gouverneur général statue en conseil de gouvernement.

Art. 24. — Lorsque la création d'une école ou d'un emploi aura été ainsi décidée, le conseil municipal sera invité à délibérer sur les moyens de fournir les locaux nécessaires. Les propositions du conseil seront soumises à l'examen du préfet et du recteur, et approuvées, s'il y a lieu, par le gouverneur général.

Art. 25. — Si le conseil municipal refuse d'assurer un local convenable, ou ne présente aucune proposition dans le délai imparti, le préfet pourvoit d'office à l'installation de l'école dans les formes et conditions prévues par le règlement d'administration publique du 7 avril 1887, lequel est applicable à l'installation des écoles d'indigènes en Algérie. Les dépenses incombant à la commune sont, après la décision définitive de l'autorité compétente, inscrites d'office à son budget et, au besoin, précomptées sur la part lui revenant dans l'octroi de mer.

Art. 26. — Aucun projet d'installation d'école ne sera approuvé s'il ne comprend :

Le logement de chacun des maîtres français ou indigènes attachés à cette école, ainsi que leur mobilier personnel ;

Le mobilier scolaire et le matériel d'enseignement ;

Un terrain attenant autant que possible à l'école pour l'enseignement de l'agriculture pratique ;

Un atelier pour le travail du bois et du fer dans les écoles principales, et un hangar ou gourbi pour le travail manuel dans les écoles élémentaires ou préparatoires.

Art. 27. — L'établissement des écoles primaires publiques créées par application des art. 2 et 3 et dans les conditions prévues par les art. 13, 16, 22, 23, 24, 25, 26 du présent décret est une dépense obligatoire pour les communes.

Sont également des dépenses obligatoires pour les communes, dans toute école régulièrement créée :

L'entretien des bâtiments et de leurs dépendances ;

L'entretien du mobilier scolaire et du mobilier personnel des maîtres ;

L'entretien et le renouvellement du matériel d'enseignement, des outils et instruments nécessaires pour le travail agricole et pour le travail manuel ;

La fourniture de matières premières pour le travail manuel et de plants ou semences pour l'agriculture pratique ;

Le chauffage des classes ;

Les imprimés scolaires nécessaires à l'inscription des élèves et à la constatation des absences ;

Les fournitures scolaires, d'après un règlement arrêté par le gouverneur général sur la proposition du recteur.

Art. 28. — Sont mises au nombre des écoles donnant lieu à une dépense obligatoire pour la commune les écoles enfantines et les écoles de filles créées suivant les prescriptions des art 17 et 21 du présent décret.

Art. 29. — Les maîtres français des écoles indigènes, instituteurs ou institutrices, sont divisés en stagiaires et titulaires. Les prescriptions de la loi du 30 octobre 1886 relatives à l'admissibilité aux fonctions de l'enseignement leur sont applicables.

Nul ne peut être nommé instituteur titulaire que dans les conditions prescrites par les art. 23 et 27 de la loi précitée.

Art 30. — Les titulaires sont répartis en cinq classes, suivant les règles de classement et d'avancement établies pour le personnel des écoles destinées aux Européens. Ils figurent sur un tableau de classement distinct dresse dans chaque département.

Art. 31. — Les traitements des titulaires sont fixés ainsi qu'il suit :

INSTITUTEURS :		INSTITUTRICES :	
5e classe	1,500 fr.	5e classe	1,500 fr.
4e classe	1,700	4e classe	1,600
3e classe	1,900	3e classe	1,700
2e classe	2,200	2e classe	1,800
1re classe	2,500	1re classe	2,000

Art 32. — Les titulaires chargés de la direction d'une école de plus de deux classes et de plus de quatre classes jouissent des suppléments de traitement prévus à l'art. 8 de la loi du 19 juillet 1889.

Art. 33 — Les stagiaires sont répartis en quatre classes, dans chacune desquelles les traitements sont fixés ainsi qu'il suit :

4e classe.	1,200 fr.
3e classe.	1,300
2e classe.	1,400
1re classe.	1,500

Les promotions ne sont possibles qu'après deux ans au moins passés dans une classe inférieure, sauf les exceptions prévues aux art. 34 et 38. Elles sont faites pour chaque departement par le recteur, sur la proposition de l'inspecteur d'académie, après avis des inspecteurs primaires de l'enseignement des indigènes.

Art. 34. — A défaut de titulaires, des stagiaires peuvent être temporairement delégués à la tête d'une école. Ils reçoivent pendant la durée de cette délégation une indemnité qui, avec le traitement de leur classe, porte leurs émoluments à 1,500 fr.

Art. 35 — Les instituteurs français des écoles indigènes situées dans des communes de plein exercice reçoivent, sur les fonds communaux, les mêmes indemnités de residence que les instituteurs des écoles destinées aux Européens

Les titulaires et stagiaires français qui exercent dans les communes mixtes et dans les communes indigènes reçoivent, sur les fonds de l'Etat, suivant l'importance du poste et la difficulté des approvisionnements, des indemnités spéciales tenant lieu d'indemnités de résidence, fixées par

arrêté du gouverneur général soumis à l'approbation ministérielle. Le tarif de ces indemnités sera établi, d'après l'importance du poste et la difficulté des approvisionnements, sur la proposition du recteur.

Art. 36. — Les instituteurs français placés à la tête des écoles principales ou élémentaires reçoivent en outre une indemnité annuelle de 100 fr. par école préparatoire soumise à leur surveillance.

La même disposition est applicable aux institutrices françaises chargées de la surveillance d'écoles enfantines ou d'écoles de filles dirigées par des maîtresses indigènes

Art. 37. — Les instituteurs français des écoles indigènes jouissent des mêmes primes et allocations que les autres instituteurs publics de l'Algérie et obtiennent dans les mêmes conditions des récompenses et distinctions honorifiques.

Art 38. — Tout titulaire qui passe des écoles indigènes dans les écoles européennes ou inversement est rangé dans la classe correspondante à celle où il était placé et n'a droit qu'au traitement de cette classe, sauf l'exception transitoire prévue à l'art. 46.

Tout stagiaire qui passe dans les écoles indigènes débute dans la dernière classe, mais peut obtenir une promotion au bout d'un an, s'il avait déjà une année de service au moins dans les écoles européennes.

Tout stagiaire d'école indigène qui, soit d'office, soit sur sa demande, est nommé dans une école européenne n'a droit qu'au traitement réglementaire attaché à ses nouvelles fonctions

Art. 39. — Les adjoints et adjointes indigènes sont soumis aux mêmes conditions de capacité que les adjoints français stagiaires. Ils sont répartis dans les mêmes classes, reçoivent les mêmes traitements et obtiennent des promotions de classe dans les mêmes conditions.

Ils peuvent obtenir des récompenses et distinctions honorifiques.

L'adjoint indigène, remplissant les conditions réglementaires de stage et de capacité, qui se sera fait naturaliser français pourra être nommé titulaire.

Art. 40. — Les moniteurs et monitrices indigènes doivent être pourvus du certificat d'études primaires et âgés de seize ans au moins.

Ils reçoivent une indemnité fixe annuelle de 800 fr., pouvant s'élever, par augmentations successives de 100 fr. tous les deux ans, jusqu'à 1,200 fr. Cette indemnité n'est pas passible de retenues pour pensions civiles.

Art. 41. — Les maîtres et maîtresses des écoles indigènes, titulaires ou stagiaires, adjoints et adjointes, français ou indigènes, sont nommés ou délégués par le recteur.

Art. 42. — Sont applicables aux instituteurs français ainsi qu'aux instituteurs adjoints indigènes les peines disciplinaires établies par l'art. 30 de la loi du 30 octobre 1886 dans les conditions prévues par les art. 31, 32 et 33 de cette loi.

Les peines disciplinaires applicables aux moniteurs et monitrices indigènes sont la réprimande, la suspension avec privation de traitement pour un temps dont la durée ne pourra excéder six mois, et la révocation.

La réprimande est prononcée par l'inspecteur d'académie, la suspension et la révocation par le recteur, sur la proposition de l'inspecteur d'académie.

Art. 43. — En ce qui concerne le maintien de l'ordre public, les écoles

publiques spécialement destinées aux indigènes sont soumises à la surveillance du gouverneur général de l'Algérie, qui peut suspendre les instituteurs placés à la tête de ces écoles ou les adjoints et moniteurs qui y sont attachés.

Art. 44. — Il est annexé aux écoles normales d'instituteurs d'Alger et de Constantine des cours normaux destinés à préparer les indigènes aux fonctions de l'enseignement.

Le cours des études y est de trois années.

Un cours normal destiné à former des maîtresses indigènes sera annexé à une école de filles

L'organisation des cours normaux et les traitements du personnel qui y est attaché sont fixés par arrêté du ministre de l'instruction publique. Tout candidat indigène admis à suivre les cours normaux devra s'engager à servir pendant dix ans dans l'enseignement public.

Art. 45 — Il est établi, en outre, à l'école normale d'Alger une section spéciale destinée à former des instituteurs français pour l'enseignement des indigènes : l'organisation en sera fixée par arrêté du ministre de l'instruction publique

Art. 46. — *Dispositions transitoires.* — Si le total des allocations, tant comme traitement et supplément de traitement que comme indemnité de résidence et de surveillance, attribuées en vertu du présent décret à l'instituteur ou à l'institutrice actuellement en fonctions dans les écoles indigènes, ou qui, actuellement en fonctions dans les écoles européennes, sera nomme dans les écoles indigènes, est inferieur au traitement dont ils jouissent, la difference est à la charge de l'État dans les conditions et les limites où un traitement garanti leur est assuré par les dispositions réglementaires actuelles auxquelles ils sont respectivement soumis.

Le traitement garanti par la disposition qui précède continuera à subir la retenue et entrera en ligne de compte pour la liquidation de la pension.

TITRE III

DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ DES INDIGÈNES

Art. 47. — Les écoles privées fondées par des Européens et destinées à donner l'instruction primaire aux indigènes doivent satisfaire aux prescriptions édictées par la loi du 30 octobre 1886 pour les écoles privees ordinaires, mais ne peuvent être ouvertes qu'en vertu d'une autorisation spéciale du gouvernement général. Elles peuvent être fermées par lui dans l'intérêt de l'ordre public.

Elles sont placées sous la surveillance réglementaire des autorités scolaires et, en outre, sous la surveillance spéciale du gouverneur général, qui peut les faire fermer dans l'intérêt de l'ordre public.

Sont assimilés aux écoles les cours d'adultes portant sur une ou plusieurs des matières de l'enseignement primaire.

Art. 48. — Les écoles privées musulmanes dites école *coranique*, *mecid*, *zaouia*, *médersa*, et les écoles privées israélites dites *midrashim* sont soumises à la surveillance et à l'inspection des autorités énumérées par la loi du 30 octobre 1886.

Cette inspection porte exclusivement sur la moralité, l'hygiène, la salu-

brité et sur l'accomplissement des obligations imposées par les art. 49 à 56 ci-après. Elle ne peut porter sur l'enseignement que pour vérifier s'il n'est pas séditieux ou contraire à la constitution, aux lois, à la morale publique.

Art. 49. — Aucune des écoles mentionnées à l'article précédent ne pourra être ouverte avant que le choix du local n'ait été approuvé par le maire, l'administrateur ou le commandant de cercle ou d'annexe.

Art. 50. — La fermeture de ces écoles par mesure de police générale pourra être prononcée par le gouverneur général et, en cas d'urgence, par le préfet ou le général commandant la division, sauf approbation ultérieure du gouverneur général.

Art. 51. — Aucun maître musulman ou israélite ne pourra prendre la direction d'une des écoles dont il s'agit sans une autorisation du préfet en territoire civil ou du général commandant la division en territoire militaire.

Cette autorisation ne sera accordée qu'après avis de l'inspecteur d'académie et de l'autorité municipale de la commune où l'école doit s'ouvrir, et sur le vu d'un certificat délivré par le maire, l'administrateur ou le commandant de cercle de la dernière résidence du postulant, constatant qu'il est citoyen ou sujet français et de bonne vie et mœurs. Le postulant devra produire en outre un extrait de son casier judiciaire et l'indication des localités où il a déjà enseigné, ou bien, s'il débute, l'indication des écoles dont il a été l'élève.

Art. 52. — Le maître de chaque école tiendra, en français, un registre sur lequel seront inscrits les noms des élèves, la date de leur naissance, l'époque de leur entrée à l'école, le nom et le domicile de leur père.

Art. 53. — Les châtiments corporels sont interdits. Les locaux doivent être aérés et tenus en état de propreté. Les enfants atteints d'une maladie contagieuse doivent être provisoirement éloignés de l'école. Tous les élèves n'ayant pas eu la petite vérole devront être vaccinés.

Art. 54. — En cas de faute grave dans l'exercice de ses fonctions, d'inconduite ou d'immoralité, le maître placé à la tête de l'école pourra, sur la proposition de l'inspecteur d'académie, ou sur celle de l'autorité municipale après avis de l'inspecteur d'académie, se voir retirer à temps ou à toujours l'autorisation d'enseigner par le préfet ou le général commandant la division.

Art. 55. — Dans toute localité, chef-lieu ou fraction de commune soumise à l'obligation, où se trouvera, à une distance ne dépassant pas trois kilomètres, une école primaire publique de garçons, les écoles mentionnées à l'art. 48 ne pourront recevoir des enfants d'âge scolaire pendant les heures de classe de l'école publique.

Art. 56. — Dans l'année qui suivra la promulgation du présent décret, il sera procédé, par les ordres du gouverneur général, au recensement des écoles privées désignées à l'art. 48 et à leur régularisation dans les conditions prévues aux art. 47 à 53.

TITRE IV

DE L'INSPECTION DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE DES INDIGÈNES

Art. 57. — L'inspection des écoles primaires publiques ou privées spécialement destinées aux indigènes est exercée :

1° Par les inspecteurs généraux de l'instruction publique ;
2° Par le recteur et les inspecteurs d'académie ;
3° Par les inspecteurs de l'enseignement primaire des indigènes ou des délégues à cette inspection ;
4° Par le maire, l'administrateur ou le commandant de cercle, dans les conditions prevues à l'art. 11 ;
5° Au point de vue médical, par les médecins-inspecteurs communaux ou départementaux.

L'inspection des écoles publiques s'exerce conformément aux règlements en vigueur, sous réserve des modifications contenues dans les articles ci-apres.

Celle des écoles privées porte sur la moralité, l'hygiène, la salubrité et sur l'exécution des dispositions prescrites dans le titre III du présent décret.

Art. 58. — Nul ne peut être nommé inspecteur de l'enseignement primaire des indigènes s'il n'est pourvu du certificat d'aptitude à cette inspection, obtenu à la suite d'un examen spécial subi à Alger devant une commission présidée par le recteur, d'après un programme analogue à celui du certificat d'aptitude à l'inspection primaire determiné par le reglement organique du 18 janvier 1887.

Tout candidat à cet examen doit être Français, âgé de vingt-cinq ans au moins et avoir fait un stage de deux années en qualité de délégué à l'inspection de l'enseignement des indigenes.

Les délégués à l'inspection sont designés par le ministre, sur la proposition du recteur de l'academie d'Alger, et choisis soit parmi les maîtres adjoints des cours normaux, soit parmi les directeurs d'école indigène, anciens élèves de la section spéciale de l'école normale d'Alger, ou comptant au moins cinq années d'exercice dans l'enseignement des indigenes et possédant une connaissance suffisante de la langue kabyle.

Art. 59. — Les inspecteurs primaires en exercice qui postuleront le certificat d'aptitude spécial prévu à l'article précédent seront dispensés du stage et d'une partie de l'examen. Ils devront seulement justifier devant la commission d'une connaissance suffisante de la pédagogie des écoles indigènes, de la langue arabe, de la langue kabyle et des mœurs et coutumes des indigènes.

Art 60. — Le traitement des délégués à l'inspection est fixé à 3,000 fr.

Les inspecteurs de l'enseignement primaire des indigènes sont répartis en cinq classes, dont les traitements sont fixés ainsi qu'il suit :

5e classe.....	3.500 fr.
4e classe	4.000
3e classe.....	4.500
2e classe	5.000
1re classe.....	5.000

Art. 61. — La classe est attachée à la personne et non à la résidence.

Nul ne peut obtenir une promotion de classe qu'après trois années au moins passées dans la classe inférieure.

Les promotions sont accordées au 1er janvier, sur la proposition du recteur, après avis conforme des inspecteurs généraux.

Art. 62. — Indépendamment du traitement qui leur est alloué par l'art.

60, les inspecteurs et les délégués ont droit à une indemnité dite *départementale*, qui ne pourra être inférieure à 200 fr.

Art. 63. — Les délégués et les inspecteurs de l'enseignement primaire des indigènes sont placés sous l'autorité immédiate de l'inspecteur d'académie ; ils ne reçoivent d'instructions que de lui ou du recteur, des inspecteurs généraux et du ministre.

Art. 64. — Ils inspectent, dans la circonscription qui leur est assignée, les écoles primaires publiques et privées spécialement destinées aux indigènes.

Ils font partie de droit de toutes les commissions scolaires instituées dans leur circonscription en vertu de l'art. 7 du présent décret ; ils les président quand ils y assistent et veillent à l'exécution des dispositions contenues dans l'art. 8.

Ils président les conférences pédagogiques des instituteurs placés sous leur surveillance et les commissions d'examen chargées de délivrer le certificat d'études aux élèves des écoles spécialement destinées aux indigènes.

Ils instruisent, en ce qui concerne l'ordre spécial d'enseignement dont ils ont l'inspection, toutes les affaires relatives à la création ou à la construction des écoles publiques, à l'ouverture des écoles privées, des classes d'adultes ou d'apprentis, à l'établissement des caisses des ecoles, aux demandes formées par les instituteurs publics et aux déclarations faites par les instituteurs privés à l'effet d'ouvrir un pensionnat primaire.

Ils donnent leur avis sur la nomination et l'avancement des instituteurs et des institutrices des écoles publiques indigènes, et sur les récompenses à accorder ou les peines disciplinaires à infliger au personnel enseignant de ces ecoles.

Art. 65. — Des arrêtés ministériels déterminent, pour chaque département, le nombre et l'étendue des circonscriptions d'inspection primaire des écoles spéciales aux indigènes, ainsi que le lieu de résidence des inspecteurs.

Un inspecteur de l'enseignement primaire des indigènes est mis à la disposition du recteur pour l'organisation de cet enseignement. Il conserve le traitement de sa classe et prend le titre d'inspecteur principal. Il peut être envoyé en mission dans les trois départements pour instruire, de concert avec l'inspecteur de la circonscription, les projets de création et de construction d'écoles, les affaires concernant les rapports des instituteurs avec la population indigène ou avec l'autorité municipale, pour inspecter des écoles publiques indigènes désignées par le recteur et pour visiter des écoles privées

Art. 66. — Les inspecteurs de l'instruction primaire des indigènes reçoivent, pour frais de tournée, une indemnité calculée à raison de 10 fr. par jour en sus de leurs frais de transport.

Art. 67. — Sont et demeurent rapportées toutes dispositions contraires au présent décret et notamment le décret du 9 décembre 1887 (1).

22 octobre 1892. — Décret du bey portant modification de

---

(1) V. ce décret *Rev. Alg.* 1888. 3. 15.

l'art. 2 du titre Ier et du titre II de la loi du 3 juin 1889 sur les marques de fabrique et de commerce. *(J. O. T.*, 27 oct. 1892.)

Art. 1er. — L'art. 2 de la loi du 3 juin 1889 (5 chaoual 1306) (1), sur les marques de fabrique et de commerce, est modifié cemme suit :

« Nul ne peut revendiquer la propriété exclusive d'une marque, s'il n'a déposé au greffe du tribunal de son domicile :

» 1° Trois exemplaires du modèle de cette marque;

» 2° Un cliché typographique de cette marque. »

Art. 2. — Le titre II (art. 3 à 11) de la loi du 5 chaoual 1306 est modifié comme suit :

TITRE II. — *Du dépôt*

Art. 3. — Le dépôt que les fabricants, commerçants ou agriculteurs peuvent faire de leur marque au greffe du tribunal de Tunis, pour jouir des droits résultant de la présente loi, est soumis aux dispositions suivantes :

Art. 4. — Ce dépôt doit être fait par la partie intéressée ou par son fondé de pouvoir spécial. La procuration peut être sous seing privé, mais dument légalisée.

Le modèle à fournir consiste en trois exemplaires sur papier libre, d'un dessin, d'une gravure ou d'une empreinte représentant la marque adoptée. Le papier forme un carré de dix-huit centimètres de côté dont le modele occupe le milieu. Si la marque est en creux ou en relief sur les produits, si elle a dû être réduite pour ne pas excéder les dimensions du papier, ou si elle présente quelque autre particularité, le déposant l'indique sur les trois exemplaires, soit par une ou plusieurs figures de detail, soit au moyen d'une légende explicative. Ces indications doivent occuper la gauche du papier où est figurée la marque. La droite est reservée aux mentions prescrites par l'art. 6.

Art. 5. — Un des trois exemplaires de la marque est collé par le greffier sur une des feuilles d'un registre tenu à cet effet et dans l'ordre des présentations. Le second est transmis dans les cinq jours, au plus tard, au bureau de la propriété industrielle du gouvernement tunisien pour être déposé aux archives. Le troisième est remis au déposant revêtu du visa du greffier portant l'indication du jour et de l'heure du dépôt.

Le registre, est en papier libre, de format de 24 centimètres de largeur sur 40 de hauteur, coté et paraphé par le président du tribunal ou par un juge délégué.

Art. 6. — Le greffier dresse le procès-verbal du dépôt dans l'ordre des présentations sur un registre coté et paraphé comme il est dit à l'article précédent. Il indique dans ce procès-verbal :

1° Le jour et l'heure du dépôt;

2° Le nom du propriétaire de la marque et celui de son fondé de pouvoir;

3° La profession du propriétaire, son domicile et le genre d'industrie pour lequel il a l'intention de se servir de la marque. Chaque procès-verbal porte un numero d'ordre. Ce numero est egalement inscrit sur les trois modèles, ainsi que le nom, le domicile ou la profession du propriétaire de

(1) *Rev. Alg.*, 1889. 3. 74.

la marque, la date du dépôt et le genre d'industrie auquel la marque est destinée.

Lorsque, à l'expiration de la période pendant laquelle le dépôt produit ses effets, le propriétaire d'une marque en fait un nouveau dépôt, cette circonstance doit être mentionnée sur les modèles et dans le procès-verbal du dépôt. Le procès-verbal et les modèles sont signés par le greffier et par le déposant ou son fondé de pouvoir Une expédition du procès-verbal de dépôt est délivrée au déposant.

Art. 7. — Il est perçu un droit fixe de 1 fr. 20 pour la rédaction du procès-verbal de dépôt et pour le coût de l'expédition. En cas de dépôt de plusieurs marques appartenant à une même personne, il n'est dressé qu'un procès-verbal, mais il doit être déposé autant de modèles en triple exemplaire et autant de clichés qu'il y a de marques distinctes.

Art. 8. — Au commencement de chaque année, le greffier dresse une table ou répertoire des marques dont il a reçu le dépôt pendant le cours de l'année précédente. Ce répertoire est publié par les soins du bureau de la propriété industrielle du gouvernement tunisien au *Journal officiel* de la régence.

Art. 9. — Les registres, procès-verbaux et répertoires déposés au greffe, ainsi que les modèles réunis au dépôt central des archives sont communiqués sans frais.

Art. 10. — Le dépôt n'a d'effet que pour quinze années. La propriété de la marque peut toujours être conservée pour un nouveau terme de quinze années au moyen d'un nouveau dépôt.

Art. 11. — Les dimensions des clichés ne devront pas dépasser 12 centimètres de côté.

Les clichés seront rendus aux intéressés après la publication officielle des marques par le bureau de la propriété industrielle.

Art. 12. — Est abrogée la disposition de l'art. 30 de la loi du 3 juin 1889 (5 chaoual 1306) aux termes de laquelle un arrêté de notre premier ministre devait intervenir en vue de déterminer les mesures nécessaires pour l'exécution de ladite loi.

26 octobre 1892. — Décret du bey sur la répression des fraudes et des falsifications commises dans le commerce des denrées alimentaires et des engrais. *(J. O. T.*, 3 nov. 1892.)

CHAPITRE Ier

Fraudes et falsifications dans le commerce des denrées alimentaires.

Art. 1er. — Nul ne pourra expédier, vendre ou mettre en vente sous la dénomination de vin un produit autre que celui provenant de la fermentation de raisins frais. Le produit de la fermentation des marcs de raisins frais avec de l'eau, qu'il y ait ou non addition de sucre, le mélange de ce produit avec le vin dans quelque proportion que ce soit, ne pourra être expédié, vendu ou mis en vente que sous la dénomination de vin de marc ou de vin de sucre.

Le produit de la fermentation des raisins secs avec de l'eau ne pourra être expédié, vendu ou mis en vente que sous la dénomination de vin de raisins secs ; il en sera de même du mélange de ce produit, qu'elles qu'en soient les proportions, avec du vin.

Les fûts ou récipients contenant des vins de sucre ou de raisins secs devront porter en gros caractères : *vins de sucre ou vins de raisins secs*. Les livres, factures, lettres de voiture, connaissements devront contenir les mêmes indications suivant la nature du produit livré.

En cas de contravention aux dispositions ci-dessus, les délinquants seront punis d'une amende de 20 à 500 fr. et d'un emprisonnement de dix jours à trois mois ou de l'une de ces deux peines En cas de récidive, la peine de l'emprisonnement sera toujours prononcée.

Art. 2. — Constitue la falsification des denrées alimentaires prévue et réprimée par les art. 5 et 6 de la présente loi toute addition :

1° de matières colorantes quelconques;

2° d'acide sulfurique, nitrique, chlorydrique, salycilique, borique ou autres acides analogues ;

3° de chlorure de sodium au-dessus de un gramme par litre ;

4° du produit de la fermentation ou de la distillation des figues, caroubes, fleurs de moura, clochette, riz, orge et autres matières sucrées.

Art. 3. — Il est défendu de mettre en vente, de vendre ou de livrer des vins plâtrés contenant plus de deux grammes de sulfate de potasse ou de soude par litre.

Les délinquants seront punis d'une amende de 16 à 500 fr. et d'un emprisonnement de six jours à trois mois ou de l'une de ces deux peines suivant les circonstances.

Art 4. — Les fûts ou récipients contenant des vins plâtrés devront en porter l'indication en gros caractères. Les livres, factures, lettres de voiture, connaissements devront contenir la même indication.

Les délinquants seront punis des peines prévues à l'art. 1er du présent décret.

Art. 5. — Quiconque aura falsifié ou altéré des substances alimentaires ou médicamenteuses destinées à être vendues, aura sciemment vendu ou mis en vente des substances ou des denrées alimentaires ou médicamenteuses falsifiées ou corrompues, ou aura trompé ou tenté de tromper sur la qualité de ces substances ou denrées sera puni de l'emprisonnement pendant trois mois au moins, un an au plus et d'une amende qui ne pourra être moindre de 100 fr. ou au-dessus de 500 fr

En outre, les objets du délit, s'ils appartiennent encore au vendeur, seront confisqués.

Art 6. — Si, dans les cas prévus par l'article précédent, il s'agit d'une marchandise nuisible à la santé, l'amende sera de 50 à 1,000 fr. et l'emprisonnement de trois mois à deux ans. Le présent article sera applicable même au cas où la falsification serait connue de l'acheteur.

Art. 7. — Seront punis des peines prévues par les art. 5 et 6 de la présente loi : ceux qui posséderont dans leurs magasins, boutiques, ateliers ou maisons de commerce, ou dans les halles, foires ou marchés des substances alimentaires ou médicamenteuses falsifiées ou corrompues.

Art. 8. — Dans les cas prévus par l'article précédent, si les détenteurs

établissent qu'ils ne connaissaient point les vices desdites substances alimentaires ou médicamenteuses, ils ne seront punis que d'une amende de 16 à 30 fr., s'il s'agit d'une substance non nuisible à la santé, et d'une amende de 16 à 50 fr. s'il s'agit d'une substance nuisible.

Art. 9 — L'eau, la levure, l'orge et le houblon doivent seuls entrer dans la composition de la bière. Toute bière qui renfermerait d'autres éléments sera considérée comme falsifiée.

Art. 10 — Si d'autres matières reconnues inoffensives sont employées pour la fabrication de la bière, ce produit ne pourra être expédié, mis en vente ou vendu que sous une dénomination speciale indiquant suffisamment la nature des produits ajoutés. Les bières livrées à la consommation devront contenir au minimum par litre :

Alcool, 3 % en volume ; extrait sec, 35 grammes ; cendres, 1 gramme 5.

Toute biere dont la composition serait au-dessous de ces limites sera considérée comme mouillée et ne pourra être expédiée, mise en vente ou vendue que sous le nom de petite bière. Les fûts ou récipients contenant de la petite bière fabriquée avec des éléments inoffensifs étrangers à sa composition normale devront porter en gros caractères une indication spéciale. Les livres, factures, lettres de voiture, connaissements devront porter la même indication.

Les contraventions aux dispositions de cet article seront punies des peines édictées à l'art. 1er de la présente loi.

Art. 11. — Tout lait mis en vente devra contenir, pour 100 parties, au maximum 90 parties d'eau ; au minimum dix parties de matières sèches (extrait) réparties ainsi qu'il suit : beurre, 2 ; albumine, caseine, cendres, 4 ; sucre de lait, 4.

Le lait mis en vente qui contiendrait moins de dix parties pour cent de matières seches sera considéré comme lait falsifié, aussi bien que celui qui contiendrait des matieres étrangères à sa composition normale.

Art. 12. — Le sucrage des sirops et liqueurs au moyen de glucose est interdit Il sera considéré comme falsification nuisible à la santé La coloration artificielle est considérée comme falsification si elle est obtenue par l'emploi des matières autres que les suivantes :

Indigo, bleu d'outre-mer, carmin, orseille, graine d'Avignon, graine de Perse, curcuma, bleu de Prusse ou de Berlin, cochenille, laque carminée, laque du Brésil, safran, quercitron, furtel, bois d'Inde.

Sont formellement interdits comme matières nuisibles à la santé les composés de cuivre, de baryte, de mercure, de plomb, d'arsenic.

Art. 13 — L'addition au vinaigre d'acides étrangers à sa composition normale sera considérée comme falsification. L'emploi des acides minéraux constituera une falsification nuisible à la santé.

Art. 14. — La coloration des produits de la confiserie constituera une falsification si elle est obtenue par l'emploi d'une matière autre que celles ci-après :

Couleurs bleues : indigo, bleu de Prusse ou de Berlin, bleu d'outre-mer ;

Couleurs rouges : cochenille, carmin, laque carminée, laque du Brésil, orseille ;

Couleurs jaunes : safran, graine d'Avignon, graine de Perse, quercitron, curcuma, fustel ;

Couleurs vertes : mélange des substances ci-dessus donnant des couleurs bleues et jaunes.

Couleurs violettes ; bois d'Inde.

L'emploi des composés de cuivre, de plomb est formellement interdit et sera considéré comme falsification nuisible à la santé.

CHAPITRE II

Fraudes et falsifications commises dans le commerce des engrais.

Art. 15 — Seront punis d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 500 à 2,000 fr. :

1° Ceux qui, en vendant ou en mettant en vente des engrais ou amendements, auront trompé ou tenté de tromper l'acheteur, soit sur leur nature, leur composition ou le dosage des elements qu'ils contiennent, soit sur leur provenance, soit en les désignant sous un nom qui d'après l'usage est donne à d'autres substances fertilisantes.

2° Ceux qui sans avoir prévenu l'acheteur auront vendu des engrais ou amendements qu'ils sauront être falsifiés, altérés ou avariés.

CHAPITRE III

Dispositions générales relatives à la récidive, à la confiscation, à l'affichage, aux circonstances atténuantes.

Art. 16 — Tout délinquant qui, dans les cinq années qui précèdent le delit, aura été condamné pour infraction à la présente loi pourra être frappé d'une peine double du maximum. Dans les cas prévus par l'art. 8, il pourra être prononcé, independamment de l'amende, une peine d'emprisonnement de six jours à un mois.

Art. 17. — Les objets dont la mise en vente, la vente, l'usage, la possession ou l'expédition constituent un délit seront confisqués. S'ils sont propres à un usage alimentaire ou médical, le tribunal pourra les mettre à la disposition de l'administration pour être attribues aux établissements de bienfaisance. S'ils sont impropres à cet usage ou nuisibles, ces objets seront detruits ou répandus aux frais du condamné. Le tribunal pourra ordonner que la destruction ou effusion aura lieu devant l'établissement ou domicile du condamné.

Art. 18. — Le tribunal pourra ordonner l'affichage du jugement par extrait ou intégralement à la porte de la maison de commerce ou du domicile du condamné et son insertion dans un ou plusieurs journaux, le tout aux frais du condamné.

Art. 19. — L'art. 463 du Code pénal français sera applicable aux délits prévus par la présente loi.

Art. 20. — Le décret du 21 mai 1888 (11 ramadan 1305), (1) sur les falsifications ou altérations des denrées alimentaires, et les arrêtés municipaux en date du 2 juillet 1888 concernant les falsifications sont rapportes.

---

(1) *Rev. Alg*, 1888. 3. 134.

25 octobre 1892. — Décret du bey relatif à l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce. (*J. O. T.*, 17 nov. 1892.)

Vu la loi du 22 octobre 1882 (1er rabia-et-tani 1310) sur les marques de fabrique et de commerce ;

Vu l'arrangement concernant l'enregistrement international des marques de fabrique et de commerce conclu à Madrid le 14 avril 1891, et ratifié par nous le 25 octobre suivant ;

Vu le règlement international du 14 avril 1891, pour l'exécution dudit arrangement ;

Considérant qu'il y a lieu de déterminer les mesures générales pour l'application en Tunisie de ce règlement,

Art. 1er. — Quiconque voudra obtenir l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce dans les pays qui ont adhéré ou adhéreront par la suite à l'arrangement international conclu a Madrid le 14 avril 1891 et ratifié par nous le 25 octobre suivant, devra en faire la demande à notre bureau de la propriété industrielle.

Art. 2. — Cette demande énoncera :

1° Le nom du propriétaire de la marque ;

2° L'adresse ;

3° Les produits ou marchandises auxquels la marque est appliquée ;

4° La date et le numéro de l'enregistrement de la marque au greffe d'un tribunal civil de Tunisie.

Art. 3. — A cette demande seront joints :

1° Un des exemplaires de la marque revêtu du visa du greffier du tribunal qui l'a enregistré ou toute autre pièce constatant le dépôt préalable en Tunisie ;

2° Une somme de cent francs destinée au bureau international de Berne ;

3° Une surtaxe de un franc perçue au profit du trésor tunisien.

Un récépissé de ces sommes sera délivré au déposant par le chef du bureau de la propriété industrielle ;

4° Deux exemplaires d'une reproduction typographique de la marque ou, à leur défaut, une description de cette dernière en langue française ;

5° Un cliché de la marque pour la reproduction typographique qui en sera faite à Berne ; ce cliché doit reproduire exactement la marque, de manière que tous les détails en ressortent visiblement ; il ne doit pas avoir moins de 15 millimetres ni plus de 10 centimètres, soit en longueur, soit en largeur. L'épaisseur exacte du cliché doit être de 24 millimètres, correspondant à la hauteur des caractères d'imprimerie. Ce cliché sera conservé au bureau international. Si un des éléments distinctifs de la marque consiste dans sa couleur, il pourra être joint au dépôt 30 exemplaires sur papier d'une reproduction en couleur de la marque. Si la reproduction typographique a été remplacée par une simple description, le dépôt du cliché ne sera pas nécessaire.

29 octobre 1892. — Arrêté du gouv. gén. portant création en Algérie d'un service de commissaires spéciaux pour la surveillance et la police des chemins de fer et des ports. (*B. O.*, 1892, p. 1446.)

Vu le décret du 22 février 1855 ;
Vu l'art. 1 du décret du 13 mai 1887 ainsi conçu :
« Le gouverneur général statue, par délégation du ministre de l'intérieur, sur les questions relatives à l'organisation des commissaires de police dans la colonie et procède à la nomination des titulaires. »
Sur la proposition de M. le secrétaire général du gouvernement,

Art. 1er. — Il est institué en Algérie un service de commissaires spéciaux pour la surveillance et la police des chemins de fer et des ports.
Art. 2. — Le personnel de ce service comprendra :
1° Un commissaire spécial et un inspecteur à Alger ;
2° Un commissaire spécial a Oran ,
3° Un commissaire spécial à Philippeville.
Des inspecteurs spéciaux pourront être attachés aux commissaires de police des chemins de fer et des ports.

3 novembre 1892. — Arrangement concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce conclu entre la France, la Belgique, l'Espagne, le Guatémala, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Suisse et la Tunisie. *(J. O. T.*, 3 nov. 1892.)

Les soussignés plénipotentiaires des gouvernements des États ci-dessus énumérés,
Vu l'art. 15 de la convention internationale du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle,
Ont, d'un commun accord, et sous réserve de ratification, arrêté l'arrangement suivant :

Art. 1er. — Les sujets ou citoyens de chacun des États contractants pourront s'assurer, dans tous les autres États, la protection de leurs marques de fabrique ou de commerce acceptées au dépôt dans le pays d'origine, moyennant le dépôt desdites marques au bureau international, à Berne, fait par l'entreprise de l'administration dudit pays d'origine.
Art 2. — Sont assimilés aux sujets ou citoyens des Etats contractants les sujets ou citoyens des États n'ayant pas adhéré au présent arrangement qui satisfont aux conditions de l'art. 3 de la convention.
Art. 3. — Le bureau international enregistrera immédiatement les marques déposées conformément à l'art. 1er. Il notifiera cet enregistrement aux États contractants. Les marques enregistrées seront publiées dans un supplément au journal du bureau international, au moyen soit d'un dessin, soit d'une description présentée en langue française par le déposant.
En vue de la publicité à donner dans les divers États aux marques ainsi enregistrées, chaque administration recevra gratuitement du bureau international le nombre d'exemplaires de la susdite publication qu'il lui plaira de demander.
Art. 4. — A partir de l'enregistrement ainsi fait au bureau international, la protection dans chacun des États contractants sera la même que si la marque y avait été directement déposée.
Art. 5. — Dans les pays où leur législation les y autorise, les administrations auxquelles le bureau international notifiera l'enregistrement d'une

marque auront la faculté de déclarer que la protection ne peut être accordée à cette marque sur leur territoire.

Elles devront exercer cette faculté dans l'année de la notification prévue par l'art. 3.

Ladite déclaration ainsi notifiée au bureau international sera par lui transmise sans délai à l'administration du pays d'origine et au propriétaire de la marque. — L'intéressé aura les mêmes moyens de recours que si la marque avait été par lui directement déposée dans le pays où la protection est refusée.

Art. 6. — La protection résultant de l'enregistrement au bureau international durera vingt ans à partir de cet enregistrement, mais ne pourra être invoquée en faveur d'une marque qui ne jouirait plus de la protection légale dans le pays d'origine.

Art. 7. — L'enregistrement pourra toujours être renouvelé suivant les prescriptions des art. 1 et 3.

Six mois avant l'expiration du terme de protection, le bureau international donnera un avis officieux à l'administration du pays d'origine et au propriétaire de la marque.

Art. 8 — L'administration du pays d'origine fixera à son gré et percevra à son profit une taxe qu'elle réclamera au propriétaire de la marque dont l'enregistrement international est demandé.

A cette taxe s'ajoutera un emolument international de 100 fr., dont le produit annuel sera réparti par parts égales entre les États contractants par les soins du bureau international, après deduction des frais communs nécessités par l'exécution de cet arrangement.

Art. 9. — L'administration du pays d'origine notifiera au bureau international les annulations, radiations, renonciations, transmissions et autres changements qui se produiront dans la propriété de la marque.

Le bureau international enregistrera ces changements, les notifiera aux administrations contractantes et les publiera aussitôt dans son journal.

Art. 10. — Les administrations régleront d'un commun accord les délais relatifs à l'exécution du présent arrangement.

Les Etats de l'union pour la protection de la propriété industrielle qui n'ont pas pris part au présent arrangement seront admis à y adhérer sur leur demande, et dans la forme prescrite par l'art. 16 de la convention du 20 mars 1883 pour la protection de la proprieté industrielle.

Dès que le bureau international sera informé qu'un État a adhéré au présent arrangement, il adressera à l'administration de cet État, conformément à l'art. 3, une notification collective des marques qui, à ce moment, jouissent de la protection internationale.

Cette notification assurera, par elle-même, auxdites marques le bénéfice des précédentes dispositions sur le territoire de l'Etat adhérent, et fera courir le delai d'un an pendant lequel l'administration intéressée peut faire la déclaration prévue par l'art. 5.

Art. 12. — Le présent arrangement sera ratifié, et les ratifications, en seront échangées à Madrid dans le délai de six mois au plus tard

Il entrera en vigueur un mois à partir de l'échange des ratifications, et aura la même force et durée que la convention du 20 mars 1883

En foi de quoi, les plénipotentiaires des États ci-dessus énumérés ont signé le présent arrangement à Madrid, le 14 avril 1891.

PROTOCOLE DE CLÔTURE

Au moment de procéder à la signature de l'arrangement concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, conclu à la date de ce jour, les plénipotentiaires des Etats qui ont adhéré audit arrangement sont convenus de ce qui suit :

Des doutes s'étant élevés au sujet de la portée de l'art. 5, il est bien entendu que la faculté de refus que cet article laisse aux administrations ne porte aucune atteinte aux dispositions de l'art. 6 de la convention du 20 mars 1883 et du paragraphe 4 du protocole de clôture qui l'accompagne, ces dispositions étant applicables aux marques déposées au bureau international, comme elles l'ont été et le seront encore à celles déposées directement dans tous les pays contractants.

Le présent protocole aura la même force et durée que l'arrangement auquel il se rapporte.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés ont signé le présent protocole à Madrid, le 14 avril 1891.

Règlement pour l'exécution de l'arrangement du 14 avril 1891 concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce. (*J. O. T.*, 3 nov. 1892.)

Art. 1er. — Toute demande tendant à obtenir l'enregistrement international d'une marque de fabrique ou de commerce en vertu de l'arrangement du 14 avril 1891 devra être adressée par le propriétaire de la marque à l'administration du pays d'origine en la forme que cette dernière aura prescrite.

Chaque administration percevra pour l'enregistrement international un émolument de cent francs, plus une taxe qu'elle fixera à son gré et dont le montant lui sera acquis.

Art. 2. — Après avoir constaté que la marque est régulièrement enregistrée, l'administration du pays d'origine adressera au bureau international de la propriété industrielle, à Berne :

A. Une demande d'enregistrement, en double exemplaire, portant une représentation typographique de la marque et indiquant :

1° Le nom du proprietaire de la marque ;

2° Son adresse ;

3° Les produits ou marchandises auxquels la marque est appliquée ;

4° La date de l'enregistrement dans le pays d'origine ;

5° Le numéro d'ordre de la marque dans le pays d'origine.

La représentation typographique de la marque peut être remplacée par une description de cette dernière en langue française.

B. Un cliché de la marque, pour la reproduction typographique de cette dernière dans la publication qui en sera faite par le bureau international. Ce cliché doit reproduire exactement la marque, de manière que tous les détails en ressortent visiblement ; il ne doit pas avoir moins de 15 millimètres ni plus de 10 centimètres, soit en longueur, soit en largeur. L'épaisseur exacte du cliché doit être de 24 millimètres, correspondant à la hau-

teur des caractères d'imprimerie. — Ce cliché sera conservé au bureau international.

Si la reproduction typographique de la marque, prévue sous la lettre *A*, est remplacée par une simple description, le dépôt du cliché ne sera pas nécessaire.

C. Si un des éléments distinctifs de la marque consiste dans sa couleur, il pourra être joint au dépôt 30 exemplaires sur papier d'une reproduction en couleur de la marque.

D. Un mandat postal de cent francs formant le montant de l'enregistrement international.

La demande d'enregistrement sera rédigée d'après la formule annexée au présent règlement, ou d'après toute autre formule que les administrations des États contractant pourraient adopter ultérieurement d'un commun accord.

Le bureau international remettra gratuitement aux administrations les formules nécessaires.

Art. 3. — Le bureau international procédera sans retard à l'inscription de la marque dans un registre destiné à cet effet.

Ce registre contiendra les indications suivantes :

1° La date de l'enregistrement au bureau international ;

2° La date de la notification aux administrations contractantes ;

3° Le numéro d'ordre de la marque ;

4° Le nom du propriétaire de la marque ;

5° Son adresse ;

6° Les produits ou marchandises auxquels la marque est appliquée ;

7° Le pays d'origine de la marque ;

8° La date de l'enregistrement dans le pays d'origine ;

9° Le numéro d'ordre de la marque dans le pays d'origine ;

10° Les mentions relatives à la radiation ou à la transmission de la marque (Article 9 de l'arrangement.)

Art. 4. — L'inscription une fois faite dans le registre, le bureau international certifiera sur les deux exemplaires de la demande que l'enregistrement a eu lieu, et les revêtira tous deux de sa signature et de son timbre. Un de ces exemplaires restera dans les archives du bureau ; l'autre sera renvoyé à l'administration du pays d'origine.

En outre, le bureau international notifiera aux administrations l'enregistrement opéré, en envoyant à chacune d'elles une reproduction typographique, ou à défaut une description en langue française de la marque, et en leur indiquant :

1° La date de l'enregistrement au bureau international ;

2° Le numéro d'ordre de la marque ;

3° Le nom et l'adresse du déposant ;

4° Les produits ou marchandises auxquels la marque est appliquée ;

5° Le pays d'origine de la marque, ainsi que sa date d'enregistrement et son numéro d'ordre dans ledit pays.

Dans le cas prévu par l'art. 2, lettre *C*, la susdite notification sera en outre accompagnée d'un des exemplaires de la reproduction en couleur de la marque.

Art. 5. — Le bureau international pourvoira ensuite à la publication de la marque, qui aura lieu dans un supplément de son journal et qui consis-

tera dans la reproduction de la marque, ou de la description de cette dernière en langue française, accompagnée des indications mentionnées à l'art. 4, alinéa 2.

Au commencement de chaque année, le bureau international fera paraître une table où seront indiqués, par ordre alphabétique et par État contractant, les noms des propriétaires des marques ayant fait l'objet des publications effectuées dans le cours de l'année précédente.

Chaque administration recevra gratuitement du bureau international le nombre d'exemplaires qu'il lui plaira de demander du supplément contenant les publications relatives à l'enregistrement international.

Art. 6. — La déclaration notifiée au bureau international aux termes de l'art 5 de l'arrangement (non-admission d'une marque à la protection dans un pays) sera par lui transmise sans délai à l'administration du pays d'origine et au propriétaire de la marque.

Art. 7. — Les changements survenus dans la propriété d'une marque, et qui auront fait l'objet de la notification prévue par l'art. 9 de l'arrangement, seront consignes dans le registre du bureau international. Ce dernier les notifiera à son tour aux administrations contractantes et les publiera dans son journal.

Art. 8. — Six mois avant l'expiration du terme de protection de vingt ans, le bureau international donnera un avis officieux à l'administration du pays d'origine et au proprietaire de la marque

Les formalités à remplir pour le renouvellement de l'enregistrement international seront les mêmes que s'il s'agissait d'un enregistrement nouveau, sauf qu'il ne sera plus nécessaire d'envoyer de cliché.

Art. 9. — Au commencement de chaque année, le bureau international etablira un compte des frais de toute nature qui lui auront été occasionnés pendant l'année précédente par l'enregistrement international des marques. Le montant de ces frais sera déduit du total des sommes reçues des administrations à titre d'émolument pour l'enregistrement international ; et l'excédent des recettes sera réparti par parts égales entre tous les États contractants.

Art. 10 — La notification collective prescrite par l'art. 11 de l'arrangement contiendra les mêmes indications que la notification prévue par l'art. 4 du présent règlement.

Art. 11. — Le présent règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'arrangement du 14 avril 1891.

Les administrations contractantes pourront toujours y apporter, d'un commun accord, conformément aux dispositions de l'art. 10 dudit arrangement, les modifications qui leur paraîtront nécessaires.

Extrait du procès-verbal de la séance de la conférence de signature du 14 avril 1891.

Les plénipotentiaires des États signataires ont déclaré que les administrations de leurs pays respectifs ont approuvé le règlement d'exécution de l'arrangement, règlement qui a été élaboré par le bureau international suivant le mandat qu'il a reçu de la conférence de 1890, et soumis au

contrôle du gouvernement Suisse, qui l'a communiqué en la forme diplomatique à tous les Etats de l'Union.

L'arrangement concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce a été ratifié, avec le protocole de clôture qui l'accompagne, par la Belgique, la France et la Tunisie, et la Suisse.

L'échange des ratifications a eu lieu à Madrid le 15 juin 1892.

3 novembre 1892. — Décret relatif au recouvrement des droits et produits constatés en Algérie. (*Mob.*, 16 nov. 1892.)

Sur la proposition du ministre des finances,

Vu l'ordonnance du 17 janvier 1845, concernant les dépenses et les recettes de l'Algérie;

Vu l'ordonnance du 2 janvier 1846 sur l'administration et la comptabilité des finances de l'Algérie;

Vu le décret du 26 août 1881, relatif à l'organisation administrative de l'Algérie,

Art. 1er. — Les droits et produits constatés en Algérie pour chaque exercice, en vertu des rôles de contributions directes et taxes assimilées, doivent être entièrement apurés dans le cours de trois ans à partir de l'ouverture de l'exercice.

En conséquence, les receveurs des contributions diverses sont déclarés responsables des droits et produits constatés qu'ils n'auraient pas recouvrés au 31 décembre de la troisieme année de l'exercice.

Art. 2. — Sur la proposition de M. le gouverneur général de l'Algérie, et par décision du ministre des finances, le délai fixé par l'article précédent pourra être porté à quatre ans pour les comptables justifiant qu'ils ont été dans l'impossibilité de recouvrer les sommes qui restaient dues au 31 décembre de la troisième année de l'exercice.

10 novembre 1892. — Décret modifiant divers articles du décret du 23 novembre 1889, relatif au fonctionnement de l'école coloniale. (*J. O.*, 15 nov. 1892.)

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies (1),

---

(1) RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Monsieur le président, la section française de l'école coloniale, créée à la fin de 1889, a pris déjà un tel développement que l'administration a dû se préoccuper d'ouvrir de nouveaux debouchés aux jeunes gens qui viennent chercher à l'école l'enseignement des sciences coloniales

Elle a pensé que, parmi les colonies dans lesquelles ces jeunes gens pouvaient le plus utilement collaborer à l'œuvre de colonisation française, se trouvaient nos possessions africaines : des cours spéciaux vont donc être organisés à l'école pour les eleves qui se destineront aux carrières administratives en Afrique.

D'autre part, la période qui vient de s'écouler depuis la création de la

Vu l'art. 56 de la loi de finances du 17 juillet 1889;

Vu le décret du 23 novembre 1889 (1) réglant l'organisation administrative et financière de l'école coloniale;

Vu le décret du 23 novembre 1889(2) réglant le fonctionnement de l'école coloniale;

Art. 1er. — Les art. 14, 15, 16, 17, 18, 19 du décret du 23 novembre 1889, réglant le fonctionnement de l'école coloniale, sont modifies ainsi qu'il suit :

« Art. 14. — Un brevet d'élève de l'école coloniale est délivré à tous les jeunes gens qui ont satisfait aux examens de sortie portant sur les cours généraux.

» Les aspirants fonctionnaires devront, en outre, subir avec succès les examens de sortie portant sur les cours spéciaux enseignés à l'école.

» A leur entrée à l'école, s'ils sont licenciés en droit, et à la fin de leur premiere année d'études, s'ils ne sont pas licenciés en droit, les éleves se destinant à une carrière coloniale devront en faire la déclaration. Ils seront, des lors, astreints à suivre les cours spéciaux institués à cet effet.

» Art 15. — Au commencement de l'année scolaire, un arrêté ministériel fixe le nombre des places qui seront, après concours, mises dans chaque carrière à la disposition des elèves de l'école coloniale qui auront satisfait, à la fin de cette année même, aux examens de sortie.

» Les élèves brevetés sont admis à prendre part aux concours institués selon la série des cours qu'ils ont suivie.

» Nul n'est admis à passer les examens ou concours s'il n'a pris ses inscriptions à l'école et suivi régulierement les cours

» Art. 16. — Conformément au décret du 2 octobre 1892, les éleves qui se destinent au commissariat colonial sont nommés à leur sortie de l'école au grade d'aide-commissaire s'ils ont satisfait aux conditions exigées par les décrets d'organisation de ce corps.

» Les quatre cinquièmes des vacances dans le corps du commissariat sont réservés aux élèves de l'école coloniale.

» Art. 17. — Les eleves qui ont pris part avec succès au concours de la section indo-chinoise peuvent prétendre aux emplois suivants :

---

section française peut être considérée comme une période d'organisation, et, en présence des résultats acquis, le conseil d'administration estime qu'il est nécessaire de modifier et d'étendre l'enseignement de l'école coloniale.

J'ai, en conséquence, l'honneur de vous demander de vouloir bien approuver le projet de décret ci joint, qui a pour but de consacrer officiellement les diverses modifications apportées dans cet ordre d'idées au décret du 23 novembre 1889 réglant le fonctionnement de l'école coloniale.

Vous penserez, sans doute, comme moi, que l'enseignement complet qui sera donné aux elèves, au point de vue théorique et pratique, ne peut que relever de la manière la plus heureuse le niveau intellectuel des fonctionnaires appelés à représenter la République dans nos possessions d'outre-mer.

(1, 2) *Rev. Alg.* 1890. 3. 4.

» Chancelier stagiaire au Cambodge, en Annam et au Tonkin;
» Élève administrateur en Cochinchine;
» Attaché au parquet du procureur général en Indo-Chine.
» Le diplôme de licencié en droit n'est pas exigé pour les chanceliers stagiaires et les élèves administrateurs
» Après un stage, dont la durée ne peut être inférieure à un an, et au fur et à mesure des vacances, les chanceliers stagiaires sont nommés :
» Chanceliers de résidence au Cambodge, en Annam et au Tonkin.
» Les élèves administrateurs :
» Commis principaux de 1re classe au secrétarial général de Cochinchine;
» Administrateurs de 4e classe en Cochinchine.
» Six places au minimum sont réservées chaque année en Indo-Chine aux élèves de l'école coloniale.
» Art. 18. — Les éleves qui auront suivi les cours de la section africaine pourront s'ils ont pris part avec succès au concours institué à cet effet, obtenir les emplois suivants:
» Dans le cadre des administrateurs coloniaux : administrateurs de 4e classe ;
» Dans les colonies de la côte occidentale d'Afrique, à la Guyane, et en Nouvelle-Calédonie : juge suppléant ;
» Dans les établissements français de l'Inde : conseiller auditeur, juge suppléant ou substitut ;
» Dans les établissements français de l'Océanie : substitut du procureur de la République.
» Le diplôme de licencié en droit n'est pas exigé pour les emplois d'administrateur.
» La totalité des vacances dans les emplois visés dans le présent article est réservée aux éleves de l'école coloniale.
» Art. 19. — Les éleves qui auront suivi les cours spéciaux pour les emplois dans l'administration pénitentiaire pourront, après concours, être nommés :
» Sous-chef de bureau de 3e classe, ou un emploi assimilé.
» La moitié des vacances dans ces emplois est réservée aux élèves de l'école coloniale.
» Art. 20. — Les élèves brevetés de l'école coloniale, licenciés en droit, qui auront suivi l'une des séries de cours speciaux et satisfait aux épreuves de l un des concours, pourront être appelés à servir dans l'administration centrale des colonies
» A leur sortie de l'école, ils sont nommés commis-rédacteurs stagiaires.
» Après un stage dont la durée ne peut être inferieure à un an et sur un rapport du chef de bureau sous les ordres duquel ils ont servi, les commis-rédacteurs stagiaires sont nommés commis-rédacteurs de 4e classe.
» La moitié des vacances est réservée aux élèves de l'école coloniale. »
Art. 2. — Les dispositions de l'art. 20 du décret du 23 novembre 1889 réglant le fonctionnement de l'école coloniale sont maintenues.

Dispositions transitoires

Les modifications apportées par le présent décret à celui du 23 novembre

1889 ne sont pas applicables aux élèves qui commenceront leur deuxième ou troisième année d'études en novembre 1892.

18 novembre 1892. — Arrêté du gouv. gén. portant réorganisation des bureaux du gouvernement général de l'Algérie. *(B. O.,* 1892, p. 1436.)

Vu le décret du 26 août 1881, sur l'organisation administrative de l'Algérie (1);
Vu les arrêtés des 7 avril 1883 (2), 6 mars 1885 et 26 juillet 1890 (3) réglant l'organisation des bureaux du gouvernement général;
Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement,

Art. 1er. — Les attributions respectives des bureaux du gouvernement général sont déterminées ainsi qu'il suit :

Cabinet du secretaire général

Enregistrement général des lettres à l'arrivée. — Bulletin de départ. — Police et sûreté générale. — Bulletin de la presse.

1er BUREAU

Personnel et comptabilité

1re Section. — Personnel administratif. — Service des pensions civiles. — Service des passages. — Archéologie et beaux-arts. — Missions et publications. — Bulletin officiel.
2e Section. — Comptabilité générale. — Ordonnancement et mandatement des dépenses. — Service intérieur. — Bibliothèque. — Statistique générale de l'Algérie.

2e BUREAU

Administration départementale et communale

1re Section. — Divisions administratives. — Élections. — Vicinalité. — Budgets départementaux. — Service des postes et télégraphes.
2e Section. — Hygiène et assistance publique. — Épidémies. — Service médical de colonisation. — Assistance hospitalière. — Hôpitaux.

3e BUREAU

Colonisation et travaux publics

1re Section. — Colonisation. — Travaux de colonisation. — Expropriation dans l'intérêt de la colonisation. — Création de centres et peuplement. — Règlement des indemnités et prix pour acquisition de terres pour la colonisation.

---

(1) *Bull. jud. Alg.* 1881. 363.
(2) *Bull. jud. Alg.* 1883. 337.
(3) *Rev. Alg.* 1890. 3. 102.

2e Section. — Routes nationales et départementales. — Chemins de fer. — Ports. — Affaires maritimes. — Mines et forages. — Hydraulique agricole.

4e BUREAU

Enregistrement, domaine et timbre

1re Section. — Enregistrement, domaine et timbre.
2e Section. — Sénatus-consulte. — Lois sur la propriété. — Séquestre. — Topographie.

5e BUREAU

Services financiers, agriculture, commerce et industrie

1re Section. — Forêts.
2e Section. — Services divers de l'agriculture. — Concours agricoles. — Police sanitaire des animaux. — Événements calamiteux — Contributions directes. — Contributions diverses. — Commerce et industrie. — Bourses. — Chambres et tribunaux de commerce. — Prud'hommes. — Poids et mesures. — Banques et sociétés de crédit. — Expositions — Douanes et législation commerciale.

6e BUREAU

Instruction publique française et indigène. — Cultes. — Étrangers

1re Section. — Instruction publique. — Écoles indigènes. — Justice musulmane. — Cultes. — Internement des indigènes. — Subsides et secours. — Fonds du 5 août. — Pèlerinage à la Mecque. — État civil.
2e Section. — Naturalisations — Étrangers. — Expulsions. — Extraditions. — Emplois réservés aux anciens sous-officiers. — Mobilisation. — Recrutement. — Service sanitaire maritime.

23 novembre 1892. — Décret qui rend applicable à l'Algérie le décret du 16 juillet 1886 sur les médailles d'honneur. (*Mob.*, 7 déc. 1892.)

Vu le décret en date du 16 juillet 1886, instituant des médailles d'honneur en faveur des ouvriers ou employés comptant plus de trente années de services consécutifs dans le même établissement industriel ou commercial ;
Sur la proposition du gouverneur général de l'Algérie ;
Sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie.

Art. 1er. — Le décret du 16 juillet 1886 est rendu applicable aux ouvriers ou aux employés, français ou indigènes musulmans non naturalisés, comptant plus de vingt ans de services consécutifs dans un même établissement industriel ou commercial situé en Algérie.

26 novembre 1892. — Loi autorisant la commune de Constantine (Algérie) à emprunter une somme de 596,250 francs

pour la construction d'un collège de jeunes filles. (*Mob.*, 7 déc. 1892.)

Art. 1er. — La commune de Constantine (Algérie) est autorisée à emprunter une somme de cinq cent quatre-vingt-seize mille deux cent cinquante francs (596,250 fr.) remboursable en quarante ans, pour la construction d'un college de jeunes filles.

Cet emprunt sera réalisé pres la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, au taux de quatre francs dix pour cent (4 fr. 10 p. 100) ou de 5,107,276, amortissement compris, conformément aux dispositions de la loi du 20 juin 1885 qui règle les conditions des prêts consentis aux départements et aux communes par cet établissement financier.

Art. 2. — La même commune est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant quarante ans à partir de 1893, de six centimes (0 fr. 06 additionnels au principal de la contribution fonciere etablie par la loi du 23 décembre 1884. Ladite imposition, productive d'une somme annuelle de dix mille cent cinquante francs soixante et onze centimes (10,150 fr. 71), est destinée, avec la subvention de l'État, a faire face au service des intérêts et de l'amortissement dudit emprunt. Elle ne devra être mise en recouvrement, en partie ou en totalité, que dans le cas où les ressources générales du budget ne permettraient pas d'assurer le payement de la part d'annuité incombant à la commune.

3 décembre 1892. — Décret du bey modifiant la taxe d'affranchissement des lettres et cartes postales circulant dans l'intérieur de la régence. (*J. O. T.*, 19 déc. 1892.)

Voulant faciliter l'échange des correspondances et prouver ainsi aux habitants de la régence les avantages des relations postales multiples,

Art. 1er. — La taxe d'affranchissement des lettres ordinaires du service interieur de la regence est abaissée de 0 fr. 15 à 0 fr. 10 par 15 grammes ou fraction de 15 grammes.

Celle des cartes postales simples est abaissée de 0 fr. 10 à 0 fr. 05 et celle des cartes postales avec réponse payée de 0 fr. 20 à 0 fr. 10.

Ce nouveau tarif entrera en application à dater du 1er janvier 1893.

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

TABLES DES MATIÈRES

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

DE LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE

TABLES DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE

TOME HUITIÈME

ANNÉE 1892

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

DE LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE

TABLES DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE TOME HUITIÈME

ANNÉE 1892

PREMIÈRE PARTIE

DOCTRINE ET LÉGISLATION

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

Pages

Mariages musulmans et kabyles, par M. Robert Estoublon, directeur de l'Ecole de droit d'Alger 81

Régime foncier et hypothécaire. — Une conservation d'hypothèques sous le régime du livre foncier, par M. de France de Tersant, conservateur des hypothèques. 54, 92, 129

Travaux parlementaires. — Notice sur les travaux parlementaires de l'année 1891, par M. Paul Lacoste, professeur à la Faculté de droit d'Aix 1

DEUXIÈME PARTIE

JURISPRUDENCE

TABLE ALPHABÉTIQUE DES ARRÊTS ET JUGEMENTS

ACT

A

Pages

Abatage, *Tunisie, impôts des mahsoulats, ville de Bizerte, abrogation, actes de l'autorité publique, texte arabe, texte français, tribunaux français, preuve.*

La taxe d'abatage dans la ville de Bizerte, telle qu'elle résultait des usages antérieurs, a été abrogée par le décret beylical du 29 février 1888, supprimant le monopole de la tannerie et des peaux ;

Aux termes d'un décret beylical du 27 janvier 1883, lorsqu'il s'agit d'interpréter un acte de l'autorité publique, dont le texte arabe a été traduit en français, c'est le texte français qui fait foi devant les juridictions françaises.

TRIB. DE TUNIS, 25 AVRIL 1892. 373

Abordage. — V. *Navire.*

Acquiescement, *jugement, nomination d'experts, prestation de serment, presence de la partie.*

Le fait, par une partie, d'assister à la prestation de serment des experts nommés par un jugement n'équivaut pas à un acquiescement, si rien, dans les circonstances de la cause, n'implique l'intention de renoncer au droit d'appel.

ALGER, 11 FÉVR. 1892. 130

V. *Appel.*

Acte administratif. — V. *Propriété.*

Pages

Acte authentique. — V. *Preuve testimoniale.*

Acte de cadi. — V. *Vente d'immeubles.*

Acte de commerce. — V. *Impôts.*

Acte de notoriété. — V. *Mariage.*

Acte notarié. — V. *Propriété.*

Acte sous seing privé, *billet, écriture étrangère, bon et approuvé, dispense, gens de travail et laboureurs, propriétaire, cultivateur.*

Si l'on peut comprendre le propriétaire qui cultive lui-même son champ parmi « les gens de travail et notamment les laboureurs », que l'art. 1326 § 2 C. civ dispense de la formalité du « bon et approuvé » mis par le souscripteur au bas de l'écriture étrangère d'un billet, cette appréciation, qui ne saurait avoir rien d'absolu, reste soumise à l'importance des biens, à la condition sociale et à l'éducation du souscripteur.

ALGER, 3 NOV. 1891. 25

——— *billet souscrit par un indigène, bon et approuvé, omission, défaut de traduction, interprète, arrêté du 9 juin 1831, nullité.*

Lorsque sur un billet souscrit par un indigène la mention du bon et approuvé avec l'indication de la valeur souscrite ne precède pas la signature en caractères indigènes du souscripteur, ou qu'à défaut de ce bon et approuvé la traduction litterale du corps du billet n'est pas libellée par un interprete traducteur assermenté present à l'obligation, l'interprète n'ayant figure audit billet que pour certifier la signature du souscripteur, ce billet est nul à l'égard des héritiers de ce dernier, comme fait en violation soit des formalités de l'arrêté du 9 juin 1831, soit des prescriptions de l'art. 1326 C. civ.

ALGER, 5 AVRIL 1892. 535

Action. — V. *Compétence.* — *Responsabilité.* — *Société.*

Action civile. — V. *Faux.*

Action possessoire. — V. *Immatriculation.*

Action publique. — V. *Adultère.* — *Faux.*

Adjoint indigène, *terrain communal, location, perception du prix, concussion, fonctions, caractère.*

Le fait par un adjoint indigène de louer à un tiers, en cette qualité, un terrain appartenant à la commune, et d'en percevoir le prix de location, ne constitue pas le délit de concussion prévu et réprimé par l'art. 174 C. pén. ;

S'il ne donne pas à ce prix de location la destination convenue, l'adjoint indigene commet un abus dans l'exercice de ses fonctions

Pages

administratives, et non une infraction tombant sous l'application de l'art. 408 C. pén. ;

Ce fonctionnaire ne peut être considéré comme officier public, dans le sens général donné à ce mot ; il echappe, par suite, à l'application de l'art. 408 § 2 C. pén.

ALGER, 26 MARS 1892. 179

Adjudication. — *Vente d'immeubles.*

Adultère, *plainte de la femme, désistement, extinction de l'action publique, delit, dépens.*

Il appartient à la femme d'arrêter, en se désistant de sa plainte en adultère, l'exercice de l'action publique contre son mari qui entretenait une concubine au domicile conjugal ;

Dans ce cas, s'il ne peut exister de doute sur l'existence du delit et si le desistement seul met obstacle à la condamnation, il y a lieu de laisser à la charge des prévenus les frais exposés par le trésor.

ALGER, 23 NOV. 1891. 157

Affrètement. — V. *Appel.*

Agent d'affaires. — V. *Mandat.*

Analyse en langue arabe. — V. *Exploit.*

Antichrèse. — V. *Habous.* — *Propriété.*

Antiquités et objets d'art, *Tunisie, monuments historiques, propriétaire, servitude, expropriation, indemnité.*

Aux termes des décrets beylicaux des 7 novembre 1882 et 7 mars 1886, relatifs aux antiquités et objets d'art, les monuments anciens édifiés sur des terrains appartenant à des particuliers ne cessent pas d'appartenir aux proprietaires du sol pour devenir la proprieté de l'Etat ;

Ces terrains sont simplement grevés d'une servitude d'utilité publique consistant dans l'interdiction pour les proprietaires de détruire lesdits monuments sans une autorisation de l'administration ;

Et les proprietaires doivent recevoir une indemnité dans le cas où l'administration voudrait faire passer les monuments dans le domaine de l'État.

TRIB. DE TUNIS, 23 AVRIL 1892. 315

Aoun, *justice musulmane, décret du 17 avril 1889, fonctions, caractère, saisie-exécution, défaut de qualité.*

Aux termes du décret du 17 avril 1889 sur la justice musulmane en Algérie, les aouns n'ont aucun caractère d'officiers publics ou ministeriels, et leurs fonctions dans les mahakmas sont exclusivement limitees à la remise des avis de comparution,

Spécialement, ils n'ont pas qualité pour procéder à une saisie-exécution.

ALGER, 8 JUILL. 1892. 455

Pages

Appel, *délai de distance, calcul, ordonnance du 16 avril 1843, tardivité, force majeure.*

Le délai de distance qu'il y a lieu d'ajouter au délai ordinaire d'appel, aux termes des art. 16 et 6 de l'ordonnance du 16 avril 1843, doit être calculé non sur la distance entre le domicile de l'appelant et le siège du tribunal où le jugement a été rendu, mais sur la distance entre le domicile de l'appelant et celui de l'intimé.

L'appelant peut être relevé de la déchéance encourue par lui à raison de la tardivité de son appel, si cette tardivité ne procède en rien de son fait et provient d'un cas de force majeure.

ALGER, 11 JUILL. 1892. 408

——— *désistement, refus d'acceptation, motif, appel incident éventuel, impossibilité.*

L'intimé ne peut refuser d'accepter le désistement régulier de l'appelant par le motif que ce désistement aurait pour résultat de le priver du droit de relever appel incident du jugement entrepris, aucun état ne pouvant être fait d'un appel incident éventuel.

ALGER, 17 NOV. 1892. 496

——— *garantie, effets.*

L'appel du garant profitant au garanti, ce dernier, s'il a conclu devant les premiers juges, envers toutes parties, à sa mise hors de cause, peut opposer cet appel au demandeur intimé.

ALGER, 21 JANV. 1892. 122

——— *garanti, intérêt suffisant, clause pénale, art. 1152 C. civ., pouvoir du juge, circonstances de la cause, application au contrat d'affrètement, art. 288 C. com., rupture du voyage, indemnité.*

L'appel du garanti dont le recours contre le garant a été pleinement assuré par la decision de première instance ne saurait être repoussé par une fin de non recevoir prise du défaut d'intérêt de cet appel, l'efficacité du recours n'étant jamais subordonnée qu'à la solvabilité du garant et l'intérêt, même eventuel, suffisant à fonder l'action ;

Si l'art. 1152 C. civ. décide qu'on ne peut allouer à une partie ni une somme plus forte, ni une somme moindre que celle prévue dans une convention à titre de clause pénale, les juges conservent, du moins, toujours le pouvoir de s'assurer d'abord de l'existence des circonstances et des faits qui donnent ouverture à l'application de la clause et de mesurer ensuite l'étendue de la responsabilité véritablement encourue ;

Ainsi les juges peuvent, à raison des circonstances de la cause, appliquer les dispositions de l'art. 288 C. com. et attribuer la moitié du fret quand l'affréteur a rompu le voyage, au lieu de l'indemnité prévue, à titre de clause pénale, au contrat d'affrètement

ALGER, 5 AVRIL 1892. 441

——— *jugement en dernier ressort, requête civile, jugement, irrecevabilité de l'appel.*

La requête civile étant une voie de recours qui ne modifie ni la nature de la contestation, ni le degré de juridiction fixé par la demande

Pages

originaire, un jugement qui statue sur une requête civile dirigée contre un autre jugement rendu en dernier ressort n'est pas lui-même susceptible d'appel.

ALGER, 9 MARS 1892. 321

——— *justice en Kabylie, ressorts des tribunaux de Tizi-Ouzou et de Bougie, chambre musulmane de la Cour, compétence, procédure, conclusions ecrites, décret du 29 août 1874, décret du 13 décembre 1866.*

Les ressorts des tribunaux de Tizi-Ouzou et de Bougie demeurent provisoirement soumis, d'après les art. 72 et 77 du décret du 17 avril 1889, au régime du decret du 29 août 1874, et l'art. 9 de ce dernier décret rendant applicables devant les juridictions d'appel, entre indigènes kabyles ou arabes ou musulmans etrangers, les dispositions des art 33, 34 et 35 § 1, 2, 3 et 4 du décret du 13 décembre 1866, il y a lieu de décider que les parties ne sont pas tenues de déposer devant la Cour, statuant sur l'appel d'un jugement rendu par les tribunaux de ces ressorts, des conclusions signees par un défenseur, un avoué ou un avocat.

ALGER, 31 OCT. 1892. 492

——— *libération des causes du jugement, menaces d'exécution, acquiescement.*

La libération des causes d'un jugement frappé d'appel ne vaut pas acquiescement si elle n'est intervenue que sur des menaces d'exécution et si les circonstances du proces n'établissent pas la volonté d'acquiescer.

ALGER, 26 NOV. 1891. 159

——— *matière musulmane, delai, point de départ, décret du 17 avril 1889, tribunaux de Bougie et de Tizi-Ouzou, procédure devant la Cour.*

La procédure devant la juridiction d'appel, en matière musulmane, est réglée par les art. 37 et suivants du décret du 17 avril 1889 ;

L'art. 72 du décret du 17 avril 1889 n'excepte de l'application de ce decret que les seuls arrondissements de Bougie et de Tizi-Ouzou ;

D'où il suit que la disposition de l'art. 41 du décret du 17 avril 1889 sur le délai d'appel et le point de depart de ce délai s'applique à tous les jugements déférés à la Cour, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les jugements des tribunaux de Bougie et de Tizi-Ouzou et ceux emanés des autres juridictions musulmanes du premier degré.

ALGER, 26 JANV. 1891. 15

——— *musulmans, région saharienne, décret du 8 janvier 1870, valeur du litige, midjlès, avis conforme, jugement, appel sans suite.*

Dans les litiges entre indigènes musulmans sahariens, régis par le décret du 8 janvier 1870, le jugement du cadi acquiert autorité souveraine et l'appel reste sans suite, lorsque la contestation ne porte pas sur une valeur dépassant 2,000 fr. de capital ou 100 fr. de revenu, et que l'avis du midjlès est conforme au jugement attaqué.

ALGER, 30 DÉC. 1890. 42

Pages

V. *Compétence. — Degré de juridiction. — Divorce. — Expropriation publique. — Faillite. — Jugement. — Liquidation judiciaire. — Midjles. — Ordre. — Propriété. — Récusation. — Saisie-arrêt. — Saisie-exécution. — Succession musulmane.*

Arbitrage. — V. *Jugement.*

Armateur. — V. *Navire.*

Armée. — V. *Conseil de guerre. — Nationalité.*

Armes et munitions de guerre, *indigène, prêt, cadeau, decret du 12 décembre 1851, vente, achat, loi du 24 mai 1834, debit, distribution, inapplicabilité.*

Le fait d'avoir prêté un fusil et donné une boîte de poudre à un indigene ne tombe pas sous l'application des art. 1 et 2 du décret du 12 decembre 1851, lesquels ne visent que la vente et l'achat ;

Ce fait ne constitue pas davantage le délit de débit ou distribution d'armes et de poudre, réprimé par les art. 2 et 3 de la loi du 24 mai 1834.

ALGER, 9 DÉC. 1892. 519

Arrestation arbitraire. — V. *Compétence criminelle.*

Arrêt, *magistrat légalement empêché, remplacement, avocat, empêchement, mention.*

La composition des tribunaux étant d'ordre public, est nul l'arrêt qui, tout en constatant le remplacement par un avocat d'un membre de la chambre légalement empêché, ne fait pas mention de cette circonstance essentielle que tous les magistrats, autres que ceux qui ont concouru à l'appel, fussent aussi légalement empêches.

CASS. (CIV.), 2 MAI 1892. 253

V. *Exécution.*

Art de guérir. — V. *Vente de substances médicamenteuses.*

Assesseur musulman. — V. *Tribunaux.*

Assurance sur la vie. — V. *Faillite.*

Autorisation maritale, *consentement tacite, conditions, billet souscrit par la femme, nullité, endossement par le mari, défaut de concomitance.*

A défaut d'autorisation expresse donnée par le mari à la femme pour s'obliger, l'existence du consentement tacite du mari, résultant du concours de celui-ci dans l'acte de sa femme, ne saurait être admise par la justice qu'en presence d'une certitude absolue :

Et cette certitude n'existe pas lorsque le billet souscrit par la femme n'a été endossé par le mari qu'à une date postérieure ;

Il importe peu que le corps d'écriture du billet, au pied duquel se

Pages

trouvent la signature de la femme et le « bon pour », soient l'œuvre du mari, s'il n'est pas suffisamment certain que ce corps d'écriture ait précédé ou accompagné la souscription du billet par la femme, et s'il est même vraisemblable que ce billet n'a été rempli de la main du mari qu'après la signature de la femme, pour les besoins de la négociation, c'est-à-dire à une époque postérieure à cette signature.

ALGER, 13 JUILL. 1892. 452

— *femme mariée, séparation de biens, divorce, capacité, billet à ordre, aval, acte d'administration.*

Les effets du divorce ne remontant au jour de la demande qu'au regard des époux seulement et non dans les rapports de ceux-ci avec les tiers, il y a lieu de déclarer nul l'aval donné, sur un billet à ordre, sans l'autorisation de son mari, par une femme judiciairement separée de biens, dont le divorce n'a été prononcé que posterieurement, lorsque cet engagement n'a pas le caractere d'un acte d'administration.

ALGER, 6 JUILL. 1892. 530

Autorité municipale, *débit de boissons, heure de clôture, arrêté préfectoral, légalité.*

L'arrêté préfectoral qui fixe l'heure de la clôture des débits de boissons dans les communes du département est pris dans la limite des pouvoirs que la loi du 18 juillet 1837 réservait et que celle du 5 avril 1884 réserve encore, en matière municipale, à l'administration supérieure, et cet arrêté est obligatoire dans celles desdites communes où aucun arrêté ultérieur, soit du préfet, soit du maire n'est intervenu pour le modifier.

CASS. (CRIM.), 4 NOV. 1892. 502

V. *Courses de taureaux.*

Aval. — V. *Autorisation maritale.*

Avarie, *expert, Code de commerce italien, pouvoir du président, navigation, art. 435 et 436 C. com., protestation, formes, journal de bord, signification, mention.*

Le Code de commerce italien attribue au président seul la désignation des experts en toutes matières commerciales

Les art. 435 et 436 C. com. ne soumettant à aucune forme spéciale les protestations qu'ils prescrivent, en matière maritime, ces protestations peuvent resulter de tout acte et même de toute circonstance de nature à ne laisser aucun doute sur les intentions de la partie qui proteste, par exemple d'une requête présentée au président du tribunal et suivie d'une ordonnance exécutée ;

Les indications du journal de bord, qui mentionne les incidents d'une traversée pénible et formule des craintes au sujet de la cargaison qui a peut-être subi quelques avaries, ne peuvent être tenues pour une reconnaissance d'avaries qui dispense le destinataire de la marchandise de faire la signification prescrite par l'art. 436 C. com

ALGER, 11 JUILL. 1892. 459

V. *Commissionnaire de transports. — Navire.*

Pages

Avocat. — V. *Arrêt. — Mandat.*

Avoué, *constitution, révocation, nouvelle constitution, signification, pouvoirs.*

S'il est loisible à chaque partie de révoquer l'avoué qu'elle a constitué, c'est à la condition d'en constituer immédiatement un autre et de notifier à l'avoué de l'autre partie et la révocation et la constitution de l'avoué substitué;

En l'absence de cette double formalité, l'avoué constitué continue, au regard de celui de l'autre partie, de représenter son client, et tous les actes faits contre lui par cet avoué sont réguliers et valables.

Alger, 27 janv. 1891. 495

V. *Reprise d'instance.*

B

Bail. — V. *Louage. — Preuve testimoniale.*

Bail de colonisation. — V. *Concession de terres domaniales.*

Billet à ordre. — V. *Autorisation maritale. — Compétence.*

Boissons. — V. *Vente de substances falsifiées.*

Boissons (débit de). — V. *Autorité municipale.*

C

Cadi. — V. *Vente d'immeubles.*

Capitulation. — V. *Prescription*

Cassation, *moyen nouveau, mélange de fait et de droit, irrecevabilité.*

Est irrecevable comme nouveau le moyen soumis à la Cour de cassation, qui, mélangé de fait et de droit, n'a pu être apprécié par les juges d'appel.

Cass. (req.), 29 juin 1892. 295

V. *Compétence. — Divorce.*

Chefâa, *coutume kabyle, conditions, personnes investies du droit de retrait, partage, indivision.*

En Kabylie, le droit de chefâa appartient non seulement aux

Pages

copropriétaires ou cohéritiers, mais aux voisins, aux gens de la kharouba, aux habitants du village, aux membres de la confédération ;

Il importe donc peu, au point de vue de l'exercice de ce droit, qu'il y ait eu partage opéré avant l'aliénation qui donne lieu au retrait.

ALGER, 19 JANV. 1891. 214

Chemin de fer, *mécanicien, passage à niveau, obligation de siffler, conditions, règlement général du 23 octobre 1884, accident, responsabilité.*

Le mécanicien d'un train de chemin de fer n'est tenu de siffler à l'approche d'un passage à niveau que dans les conditions prévues au règlement général des chauffeurs et mécaniciens homologué par le ministre des travaux publics, en date du 25 octobre 1884.

ALGER, 27 FÉVR. 1892. 254

V. *Conclusions. — Louage.*

Chose jugée, *conditions d'existence, identité de causes.*

On ne saurait invoquer dans un débat, comme constituant l'autorité de la chose jugée, une précédente décision judiciaire, si l'ancienne et la nouvelle instance n'ont pas la même cause.

ALGER, 24 DÉC. 1891. 106

——— *juge correctionnel, exception de propriété, admission, demande en revendication, juge civil, cause et objet différents.*

La décision des juges correctionnels qui admet, sur des titres apparents, une exception de propriété, non point comme demande soit principale, soit reconventionnelle, mais comme moyen pour repousser la demande et déclarer que les faits relevés ne constituent pas une infraction, ne contient pas les éléments de l'autorité de la chose jugée au point de vue de la demande en revendication formée, plus tard, devant les juges civils, puisque cette demande n'a ni le même objet ni la même cause que la première.

ALGER, 5 MAI 1892. 437

V. *Compétence. — Règlement de juges. — Succession.*

Colonat partiaire. — V. *Preuve testimoniale.*

Commerçant. — V. *Compétence.*

Commissionnaire de transports, *compagnie de chemins de fer, transport maritime, avaries, responsabilité, fin de non recevoir, garantie.*

Les art. 435 et 436 C. com. ne régissent que les rapports du transporteur maritime avec le destinataire et non avec les transporteurs intermédiaires ;

Par suite, la compagnie de chemins de fer qui fait constater contradictoirement avec la compagnie maritime, devenue expéditeur à son égard, les avaries de la marchandise à transporter existant au moment où elle a reçu cette marchandise, limite sa responsabilité, conserve ses droits à l'égard de la compagnie maritime, et peut

Pages

demander que celle-ci prenne son lieu et place pour répondre à l'action de l'expéditeur à raison des avaries antérieures au transport qu'elle-même a effectué.

ALGER, 11 FÉVR. 1892. 130

——— *destinataire, perte de marchandises, responsabilité, transports maritimes, faute du capitaine, clause de non garantie, connaissement, production.*

Le commissionnaire de transports est responsable, envers le destinataire, de l'arrivée des marchandises et tenu, en cas de perte, d'en payer la valeur.

La compagnie maritime, qui prétend s'exonérer de la faute du capitaine en invoquant une clause de non garantie imprimée sur ses connaissements, doit rapporter la preuve que cette convention, dérogatoire au droit commun, est intervenue entre elle et le chargeur.

ALGER, 21 JANV. 1892. 122

Communauté entre époux. — V. *Concession de terres domaniales.*

Commune. — V. *Compétence.* — *Élections municipales.*

Communication de pièces, *jugement, pièces non communiquées, poursuite de l'audience, obligation de statuer.*

Le juge ne peut, pour aucun motif, si ce n'est pour incompétence, refuser solution à un débat qui lui est soumis *(C. civ., art. 4, et C. pr. civ., art. 506)* ;

Par suite, le fait, par un plaideur, de ne pas vouloir ou de ne pas pouvoir produire une pièce dont la communication à son adversaire a été ordonnée par jugement, n'entraîne, ni pour l'une ni pour l'autre des parties, déchéance ou forclusion du droit de réclamer la solution du litige, et n'autorise pas le tribunal à déclarer ce plaideur irrecevable à poursuivre l'audience.

ALGER, 4 NOV. 1891. 48

Compétence, *créance d'un Européen contre un musulman, billet, cession à un musulman, incompétence de la juridiction musulmane.*

En cas de cession de créance par un Européen à un musulman, l'action exercée par le cessionnaire musulman est de la compétence, non de la juridiction musulmane, mais de la juridiction française, lorsque le cessionnaire n'invoque d'autres droits que ceux du cédant ;

C'est, en effet, à cette dernière juridiction que le débiteur indigène est présumé s'être soumis en souscrivant des billets au profit d'un Européen, et il ne saurait dépendre du créancier de le priver, par une cession faite à son insu, du bénéfice de la juridiction qu'il a choisie.

TRIB. D'ALGER, 28 NOV. 1892. 473

——— *déclaration d'office d'incompétence, instance d'appel, moyen rejeté en première instance, jugement sur l'exception, autorité de la chose jugée.*

La Cour d'appel d'Alger ne peut se déclarer d'office incompétente

Pages

pour connaître d'un litige immobilier soulevé entre un Tunisien et un Anglo-Maltais, si le tribunal français de Tunis avait repoussé la même exception d'incompétence et renvoyé les parties à plaider au fond par un premier jugement non frappé d'appel et ayant acquis, entre les parties, l'autorité de la chose jugée.

CASS. (REQ), 29 JUIN 1892. 295

——— *immeuble, litige, matière musulmane, arrêt, titre français.*

Un arrêt rendu, en matière musulmane, par la chambre des appels musulmans de la Cour d'Alger ne saurait constituer un titre français, ayant pour effet d'attribuer à la juridiction des tribunaux français les litiges relatifs à l'immeuble qui en a été l'objet.

ALGER, 2 NOV. 1891. 352

——— *indigène musulman, revendication, auteurs, règlement du prédécès, contestation de fait, preuve, delai d'office, illégalité.*

La contestation de fait élevée par un indigène musulman, dans un procès en revendication, sur le prédécès de tel ou tel de ses auteurs, n'est pas de nature à dessaisir le juge français, et ne rentre pas dans les questions de droits successoraux dont l'examen a été réservé par la legislation en vigueur à la juridiction musulmane ;

Il n'appartient pas aux tribunaux d'accorder d'office au demandeur un délai pour rapporter la preuve de ses allégations, mise à sa charge par le droit commun, alors qu'il n'a sollicité ce delai ni dans son exploit introductif d'instance ni dans ses conclusions signifiées.

ALGER, 7 DÉC. 1891. 1

——— *litiges musulmans, décrets des 10 septembre 1886 et 17 avril 1889, jugements de cadis ou de juges de paix, arrondissement d'Alger, tribunal d'arrondissement, jugement en matière musulmane, appel, tierce opposition, dernier ressort.*

Si la Cour d'Alger a le pouvoir, en matière ordinaire et en vertu des principes généraux, de statuer au dernier degré sur les jugements des tribunaux de première instance qui lui sont déférés, elle ne peut statuer en appel, sur les litiges musulmans, que dans les limites de la juridiction spéciale que lui ont attribuee les décrets des 10 septembre 1886 et 17 avril 1889 relatifs à l'organisation de la justice musulmane, c'est-à-dire sur les jugements de cadis ou de juges de paix de l'arrondissement d'Alger ;

Par suite, le tiers opposant à un jugement précédemment rendu en appel, en matière musulmane, par un tribunal d'arrondissement, ne peut prétendre exercer son action au premier degré devant ce tribunal et porter ensuite un appel de la nouvelle décision intervenue devant la chambre musulmane de la Cour d'Alger, le tribunal n'ayant pu d'ailleurs statuer entre les nouvelles parties que dans les limites qu'avaient ses pouvoirs juridictionnels au moment du premier jugement dont le tiers opposant a demandé la rétractation.

ALGER, 20 JUILL. 1891. 80

——— *matière musulmane, arrondissement d'Alger, jugement, appel, chambre musulmane de la Cour, décret du 25 mai 1892, suppression, arrêt, interpretation.*

L'art. 1er du décret du 25 mai 1892 a abrogé les art. 37 et 38 du

Pages

décret du 17 avril 1889, qui attribuaient juridiction à la Cour pour la connaissance des appels des jugements en premier ressort rendus dans l'arrondissement judiciaire d'Alger par les juges de paix et les cadis, et a investi le tribunal civil d'Alger de cette juridiction ;

Dès lors, il n'existe plus à la Cour, pour ledit arrondissement, de chambre spéciale des appels entre musulmans ayant qualité pour interpréter un arrêt rendu par ladite chambre antérieurement au décret dont il s'agit.

ALGER, 12 OCT. 1892. 480

——— *musulmans, demande personnelle et mobilière, titre français, propriété, interprétation, juridiction musulmane.*

La juridiction musulmane est compétente pour connaître d'une demande tendant au paiement de la valeur d'une récolte indûment perçue, encore bien que le demandeur produise un acte notarié constatant qu'il s'est rendu acquéreur du terrain sur lequel ladite récolte est excrue, alors que le litige ne soulève aucune question de propriété immobilière et que, en outre, il ne nécessite pas l'interprétation du titre français versé au debat.

ALGER, 21 JANV. 1891. 43

——— *servitude, immeubles soumis à l'application de l'ordonnance du 21 juillet 1846 ou dispenses de cette application, musulmans, loi française, applicabilité, incompétence de la juridiction musulmane.*

La juridiction musulmane est incompétente pour statuer, entre musulmans, sur un litige relatif à une servitude de puisage concernant deux immeubles situés dans les territoires qui ont été soumis à l'application de l'ordonnance du 21 juillet 1846 ou qui ont eté dispensés des mesures prescrites par ladite ordonnance, ces immeubles etant régis par la loi française, aux termes de l'art. 2 de la loi du 26 juillet 1873.

ALGER, 6 OCT. 1891. 350

——— *société commerciale, employé, congédiement, appointements, indemnité, action, principal etablissement, succursale.*

Une société de commerce doit être rigoureusement assignée devant le juge du lieu où elle a son principal etablissement *(C. pr. civ , art. 59 § 5 et 69 § 6);*

Et le lieu du principal établissement de la société est celui où son chef se trouve domicilié ;

Si, par dérogation à ces règles, il est admis qu'une succursale de la société peut être considérée par les tiers comme ayant un domicile attributif de juridiction dans l'arrondissement du lieu où elle est située, cette dérogation de faveur ne saurait être reconnue au profit des agents ou préposés de ladite société réclamant de celle-ci l'exécution d'obligations personnelles, spécialement le paiement de leurs appointements et d'une indemnité de congédiement.

ALGER, 27 AVRIL 1892. 375

——— *tribunaux de commerce, incapacité reconnue d'une partie, étendue d'application, juge de l'action, juge de l'exception, capacité, exception, statut personnel.*

Si les tribunaux de commerce n'ont point compétence pour statuer

Pa_c es

sur l'état des parties en cause devant eux, il en est différemment lorsque cet état n'est point mis en discussion, que. notamment il s'agit de se prononcer sur les conséquences et l'etendue d'une incapacité reconnue et incontestée, rien ne s'opposant alors à l'application pure et simple de la règle qui veut que le juge de l'action soit aussi le juge de l'exception.

L'exception tirée de la capacité de l'une des parties se rattache au statut personnel de cette partie et reste soumise aux règles de ce statut.

Suivant la loi islamique, dans le rite malékite, le faible d'esprit fait partie de cette classe de personnes qui, d'apres ce rite seulement, peuvent être frappées d'interdiction.

ALGER, 8 JUIN 1892. 335

——— *tribunaux de droit commun, marché de fournitures, commune, dépenses, préfet, approbation, action en paiement, recevabilité.*

Il appartient aux tribunaux de droit commun, incompétents pour connaître du contentieux des marchés de travaux publics, de juger les contestations relatives aux marchés de fournitures ;

Doit être considere comme un simple marché de fournitures le marché portant sur la livraison des tuyaux de conduite d'eau d'une commune, si la pose de ces tuyaux a eté effectuee, sans l'intervention du fournisseur, par la commune qui etait son propre entrepreneur ;

L'action en paiement de fournitures dirigée contre une commune est irrecevable s'il s'agit d'une depense non approuvee par le préfet.

ALGER, 11 AVRIL 1892. 241

——— *Tunisie, demande en distraction, question préjudicielle, débat spécial, matière immobilière, tribunaux français, incompetence, caractère.*

La demande en distraction soumise à un tribunal français, en Tunisie, ne forme point, par elle-même, un obstacle au moyen d'incompetence proposé par son auteur, avant toutes conclusions au fond, sur la question préjudicielle de validité de habous que cette demande a fait naître et qui constitue un debat special, non assimilable à une demande incidente, que le tribunal peut retenir pour la juger en même temps que la demande principale.

L'incompétence des tribunaux français de Tunisie, en matière immobilière, est une incompetence *ratione materiæ*, pouvant être invoquée pour la première fois en appel.

ALGER, 26 JUILL. 1892. 412

——— *Tunisie, immeuble immatriculé, contestation, indue occupation, question accessoire, tribunaux français, litige entre Européens et Tunisiens, action personnelle et mobiliere, cession de créance, influence sur la compétence.*

D'après l'art. 20 de la loi foncière du 1er juillet 1885, toutes les contestations relatives à des immeubles immatriculés, en Tunisie et toutes les questions accessoires auxquelles peuvent donner naissance ces contestations sont de la competence des tribunaux français ;

Il en est ainsi, spécialement, de la question de savoir si une parcelle de terrain, visée dans le jugement du tribunal mixte, a été ou

Pages

non possédée, pendant un certain temps, par des personnes qui n'en étaient pas propriétaires ;

Il importe peu que les faits d'indue occupation qui servent de base à la demande se rapportent à une époque où l'immatriculation du terrain litigieux n'avait pas encore été ordonnée, si l'instance a été introduite à une date postérieure à l'immatriculation ;

La loi foncière ne distingue pas non plus entre les actions réelles et les actions purement personnelles et mobilières ;

Depuis la promulgation du décret du 31 juillet 1884, les tribunaux français connaissent, en Tunisie, de toutes les actions personnelles et mobilières dans lesquelles un Européen est en cause, soit comme demandeur, soit comme defendeur ;

Et les Européens peuvent saisir la juridiction française, non seulement quand ils sont devenus directement créanciers d'un Tunisien, mais encore lorsqu'ils ont acquis des droits contre ce débiteur, en vertu d'une cession ou d'une subrogation qui leur a été consentie par un autre indigène ;

Les défendeurs tunisiens conservent, d'ailleurs, le droit d'opposer au cessionnaire toutes les exceptions relatives à l'existence de la dette ou à leur libération ;

Ils peuvent aussi demander la nullité de la cession lorsque celle-ci est fictive et n'a eu d'autre but que de détourner le débiteur cédé de ses juges naturels.

TRIB. DE TUNIS, 13 JUIN 1892. 418

——— *Tunisie, immeuble immatriculé, contestation entre Tunisiens, expulsion, dommages-intérêts, tribunaux français.*

Aux termes de l'art. 10 de la loi foncière tunisienne du 1er juillet 1885, les tribunaux français de la régence sont seuls competents pour connaître, entre Tunisiens, de toutes les contestations auxquelles peuvent donner lieu les immeubles immatriculés, que le procès s'agite au pétitoire ou au possessoire, et de toutes les questions accessoires auxquelles ces contestations peuvent donner naissance;

Il en est ainsi, spécialement, d'une demande à fin d'expulsion d'un immeuble et d'une condamnation à des dommages-intérêts pour indue occupation.

TRIB. DE TUNIS, 14 MARS 1892. 237

——— *Tunisie, litige immobilier entre Tunisiens, tribunaux français, accord des parties, faculté.*

Il n'appartient pas aux tribunaux français de Tunisie de connaître des litiges immobiliers entre Tunisiens ;

S'ils paraissent autorisés à juger ces litiges, lorsqu'ils en sont saisis par le commun accord des parties, il n'y a là pour eux qu'une simple faculté dont ils ont le droit de ne pas user en se déclarant d'office incompétents;

Ils doivent donc se dessaisir, lorsque l'incompétence est invoquée par le défendeur, alors même que l'exception d'incompétence n'aurait pas été soulevée au début de l'instance.

TRIB. DE TUNIS, 14 MARS 1892. 243

——— *Tunisie, saisie immobilière, adjudication, habous, inaliénabilité, demande en nullité, question préjudicielle, sursis.*

En Tunisie, les droits résultant d'un jugement rendu par la juri-

Pages

diction française, dans l'espèce un jugement d'adjudication sur saisie immobilière, ne peuvent être appreciés que par cette juridiction ;

En conséquence, c'est la juridiction française qui est compétente pour statuer sur une demande en nullité de ladite adjudication ;

Toutefois, si la demande dont il s'agit est fondée sur ce que l'immeuble, ayant été habousé, serait inaliénable, la juridiction française est incompetente, aux termes du decret beylical du 31 juillet 1884, pour connaître de la question préjudicielle de validité du habous, et doit surseoir à statuer sur la demande en nullité de l'adjudication jusqu'après la decision du tribunal tunisien sur ladite question préjudicielle.

ALGER, 3 NOV. 1892. 505

——— *Tunisie, servitude, contestation, Tunisien en cause, immeuble non immatriculé, incompetence des tribunaux français, ordre public.*

Les tribunaux français sont incompétents pour connaître des actions immobilières auxquelles un Tunisien est partie, si ce n'est lorsque l'immeuble est immatriculé ;

Cette incompetence, touchant à l'ordre des juridictions instituées en Tunisie en vertu de traites internationaux, est essentiellement d'ordre public et peut, dès lors, être invoquée en tout état de cause.

ALGER, 3 NOV. 1892. 517

——— *Tunisie, tribunaux français, action personnelle et mobilière, ouzara, caractère, décision anterieure.*

Les tribunaux français en Tunisie sont compétents pour apprécier l'action personnelle et mobilière intentée par un Français contre des indigènes tunisiens ;

Et l'incompétence des tribunaux ne saurait résulter du fait que l'ouzara, qui n'est pas une juridiction, aurait déjà statué sur le litige.

ALGER, 14 JANV. 1892. 232

——— *Tunisie, tribunaux français, matière immobilière, indigènes tunisiens, immeuble non immatriculé.*

Les tribunaux français de Tunisie sont incompétents pour connaître de la contestation élevée par des indigenes tunisiens au sujet de la propriete d'immeubles non immatriculés ;

Cette incompétence, se rattachant à l'ordre des juridictions, peut être proposée pour la première fois en appel.

ALGER, 15 MARS 1892. 182

——— *Tunisie, tribunaux français, Tunisiens, référé, immeuble, nomination de séquestre, action, caractère.*

La demande tendant à la nomination d'un séquestre chargé de l'administration de biens immeubles n'a pas le caractère d'une action immobiliere ;

En conséquence, la juridiction française en Tunisie est compétente pour ordonner, en état de référé, au cours d'une reddition de comptes de tutelle entre Tunisiens, pendante devant la même juridiction, le séquestre des immeubles, non immatriculés, appartenant

Pages

aux mineurs, sauf au tuteur à se pourvoir devant tels juges que de droit, à l'effet, le cas échéant, d'obtenir distraction, à son profit, des immeubles qui lui appartiennent personnellement.

ALGER, 20 DÉC. 1890. 206

V. *Appel. — Conseil de guerre. — Diffamation. — Effets de commerce. — Élections municipales. — Étranger. — Execution des jugements. — Gage. — Impôts. — Mariage. — Proprieté. — Règlement de juges. — Séparation de corps. — Sequestre. — Société commerciale.*

Compétence criminelle, *indigène, crime commis en territoire militaire, conseil de guerre, condamnation par contumace, rattachement du lieu du crime au territoire civil, arrestation, Cour d'assises, competence, renvoi devant la chambre d'accusation.*

Lorsqu'un indigène a été condamné par contumace par un conseil de guerre pour crime commis en territoire militaire et a été ensuite mis en état d'arrestation à une époque où le territoire de la tribu à laquelle il appartenait et celui du lieu où le crime avait été commis avaient eté detachés de la zone militaire et remis à l'autorité civile, l'affaire doit être portée d'abord devant la chambre d'accusation, et l'ordonnance du juge d'instruction qui renvoie directement le prévenu devant la Cour d'assises viole les art. 133, 217 et suivants et 476 C. inst. crim., ainsi que les regles de la compétence.

CASS. (CRIM), 29 SEPT. 1892. 499

——— *tribunal correctionnel, poursuite du ministère public et de la partie civile, jonction d'office, violation de domicile, délit, arrestation arbitraire et séquestration, crime, connexite, divisibilité.*

Le tribunal correctionnel, saisi simultanément par la citation du ministère public et celle de la partie civile, d'une part, du même fait délictueux, commis dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, et par les mêmes personnes, et d'autre part de faits auxquels il attribue le caractère de crime et à l'égard desquels il prononce son incompetence, prononce à bon droit d'office la jonction des deux instances

Les faits d'arrestation illégale et de séquestration retenus à la charge d'un brigadier de police constituent le crime prévu et réprimé par l'art. 114 C. pén. et non le délit réprimé par l'art. 343 du même Code ;

En conséquence, la juridiction correctionnelle est incompétente pour en connaître.

Aucune disposition de loi n'autorisant les tribunaux correctionnels à se déclarer incompétents pour d'autres causes que celles spécifiées aux art. 213 et 214 C. inst crim., ces tribunaux ne peuvent refuser de statuer sur des faits qui sont de leur compétence, sous prétexte de la connexité de ces faits avec d'autres non actuellement poursuivis, mais qui pourraient donner lieu à une poursuite devant une juridiction différente.

ALGER, 23 JANV. 1892. 353

Concession de terres domaniales, *bail de colonisation, proprieté conditionnelle, effet rétroactif, communaute entre époux, acquêt de communauté.*

En matière de bail de colonisation, la promesse conditionnelle de

Pages

propriété n'a pas d'effet rétroactif et l'acquisition de la propriété ne remonte pas au jour du contrat de bail ;

Par suite, si une concession à titre définitif est attribuée, au cours d'un mariage, conformément à l'art. 32 du décret du 30 septembre 1878, à l'un des époux qui jouissait déjà de cette concession, avant le mariage, comme locataire au titre II en vertu d'un bail avec promesse de propriété, consenti par l'Etat suivant le décret du 15 juillet 1878, cette concession forme un acquêt de communauté et non pas un bien propre à l'époux attributaire.

ALGER, 14 MARS 1892. 223

——— *décret du 30 septembre 1878, interdiction temporaire de revendre à indigène non naturalisé, acheteur, inobservation, retour à l Etat.*

Lorsque le concessionnaire d'un immeuble par acte administratif s'est engagé dans ledit acte, pour lui ou ses ayants cause, à n'aliéner ledit immeuble que dans les conditions de l'art. 28 du decret du 30 septembre 1878, la vente, consentie par l'acquéreur dudit immeuble à un indigène naturalisé avant le délai de dix ans, s'il s'agit d'un lot de village, et de vingt ans, s'il s'agit d'un lot rural, depuis la delivrance du titre definitif, a pour effet d'opérer le retour de l'immeuble à l'Etat en exécution de l'art 29 du même décret, sans que ledit acquéreur puisse exciper de sa bonne foi.

ALGER, 3 FÉVR. 1892. 356

Conciliation. — V. *Jugement.* — *Propriété.*

Conclusions, *compagnie de chemins de fer, retard dans la livraison, force majeure, circonstances, examen, jugement, nullité.*

Les conclusions d'une compagnie de chemins de fer tendant à repousser, en alleguant un cas de force majeure, la responsabilité du retard dans la livraison des marchandises, nécessitent, à peine de nullité du jugement, l'examen et l'appréciation des circonstances invoquees par cette compagnie.

CASS. (CIV.), 2 MAI 1892. 253

——— *signification, délai, art. 11 de l'ordonnance du 16 avril 1843, renonciation.*

Le rejet des conclusions signifiées le jour même des plaidoiries, demandé par application de l'art. 11 de l'ordonnance du 16 avril 1843, peut ne pas être admis si la partie qui les a signifiées, en se prêtant de bonne grâce à la fixation de l'affaire pour être plaidée, a spontanément renoncé à solliciter un délai pour opérer cette signification.

ALGER, 27 JANV. 1892. 112

Concussion. — V. *Adjoint indigène.*

Connaissement. — V. *Commissionnaire de transports.* — *Navire.* — *Reglement de juges.*

Pages

Connexité. — V. *Compétence criminelle.*

Conseil de guerre, *compétence, Tunisie, protectorat, indigène tunisien, vol qualifié au préjudice d'un officier français, sûreté de l'armée, territoire ennemi.*

Les conseils de guerre en Tunisie connaissent, à l'exclusion des tribunaux de droit commun de ce pays, de tous les crimes et délits commis par des indigènes tunisiens, alors même que ces crimes et délits ne seraient pas prevus par le titre II du livre IV du C. de justice militaire, dès qu'ils portent atteinte à la sureté de l'armée.

CONS. DE GUERRE DE TUNIS, 13 AVRIL 1892. 204

Conseil judiciaire. — V. *Interdiction.*

Conseil municipal. — V. *Élections municipales.*

Constitution d'avoué. — V. *Avoué.*

Contrainte par corps, *abolition, loi du 22 juillet 1867, décret du 12 août 1867, promulgation en Algérie, abolition en matière musulmane.*

La promulgation en Algérie de la loi du 22 juillet 1867, par le decret du 12 août suivant, a eu pour effet d'abolir dans ce pays la contrainte par corps, en matiere civile et commerciale, tant à l'egard des musulmans qu'à l'égard des Européens et étrangers ;

En admettant même que le décret ci-dessus ait laissé subsister cette mesure de coercition en matiere musulmane, sa suppression résulterait tout au moins, en matière personnelle et mobiliere, des décrets des 10 septembre 1886 et 17 avril 1889, qui soumettent les musulmans, en cette matière, à la loi française ;

On ne saurait objecter qu'aux termes de l'art. 36 du dernier de ces décrets, les jugements des juges de paix sont exécutés par les soins des cadis « selon les règles » de la loi musulmane, qui admet la contrainte par corps pour toute dette entre toutes personnes ; ces mots se référant simplement aux formes générales de la procédure à suivre, dans le but de soustraire les indigenes aux formalités coûteuses de la procédure française ;

En conséquence, cette voie de rigueur n'appartient pas à un musulman qui poursuit contre un de ses coreligionnaires le paiement d'une créance à lui cédée par un Européen et résultant de billets souscrits par le débiteur.

TRIB. D'ALGER, 28 NOV. 1892. 473

Contumace. — V. *Compétence criminelle.*

Cour d'assises. — V. *Compétence criminelle.*

Courses de taureaux, *mise à mort des taureaux, autorisation municipale, déchéance de la concession.*

Les entrepreneurs de courses de taureaux ne peuvent donner une course dans laquelle des taureaux sont mis à mort qu'à la condition

Pages

d'y être spécialement autorisés par l'autorité municipale, seule compétente à cet effet ;

En conséquence, ils ne sont pas fondés à réclamer des dommages-interêts aux concessionnaires des arenes où doivent avoir lieu les courses, sous prétexte que ceux-ci se sont opposés à ce que des taureaux fussent mis à mort, alors surtout que l'autorité municipale n'a donné aucune autorisation de cette nature et que les concessionnaires risqueraient, en ne s'y opposant pas, d'encourir la déchéance de leur concession.

ALGER, 17 NOV. 1892. 526

D

Degré de juridiction, *appel, taux de la demande, modification.*

Il ne dépend pas des parties, en restreignant ou en augmentant leurs demandes en cause d'appel, de modifier le taux du premier ou du dernier ressort tel qu'il resulte de la demande formée devant les premiers juges.

ALGER, 4 JUILL. 1892. 446

——— *commandement, demande en nullité, determination du ressort, causes du commandement.*

Dans les instances en nullité de commandement, c'est le commandement qui tient lieu de demande principale, les exceptions opposées à cette demande ne constituant que des défenses à cette demande ;

Par suite, le degré de juridiction doit se déterminer d'après le chiffre de la créance indiquée au commandement, sans qu'il y ait lieu de tenir compte, pour l'appréciation du ressort, des demandes reconventionnelles en dommages-intérêts fondées sur le préjudice résultant de la poursuite elle-même (*L. 11 avril 1838, art. 2*).

ALGER, 4 JUILL. 1892. 446

V. *Competence.* — *Expropriation publique.* — *Saisie-arrêt.* — *Saisie brandon.*

Demande reconventionnelle. — V. *Mariage.*

Désistement. — V. *Adultère.* — *Appel.*

Diffamation, *presse, fonction du plaignant, caractère public, énonciation, competence, citation, qualification des faits incriminés, titre de la prevention.*

Bien que l'auteur de la diffamation ait énoncé dans un article de journal la fonction du plaignant qui pourrait être considéré comme chargé d'un service public de la nature de ceux prévus à l'art. 31 de la loi du 29 juillet 1881, la juridiction correctionnelle n'en reste pas

Pages

moins valablement saisie si l'examen de l'article incriminé démontre que le prévenu n'a pas entendu prendre le plaignant à partie pour les actes de son ministère, mais a voulu seulement le signaler d'une façon claire à l'opinion publique, en empêchant toute équivoque sur sa personne;

La précision et la qualification des faits incriminés et des textes de loi relatifs à la poursuite, exigées par l'art 60 de la loi de 1881, ne s'appliquent pas à la personne poursuivie; il n'est donc pas nécessaire que la qualification porte sur le titre d'auteur principal ou de complice de chacun des prevenus.

ALGER, 24 OCT. 1891. 163

Divorce, *appel, compétence de la Cour, étendue, mesure provisoire, residence ou voyage de la femme, autorisation.*

L'appel saisissant la Cour d'une demande en divorce la saisit en même temps du soin de decider toutes les mesures provisoires que cette demande peut entraîner, notamment les questions relatives à la résidence de la femme ou aux voyages que cette femme demande à faire.

ALGER, 11 MAI 1892. 281

——— *cassation, pourvoi, effet suspensif, arrêt interlocutoire, enquête.*

L'effet suspensif du pourvoi en cassation, en matière de divorce, s'applique indistinctement à tous les arrêts qui peuvent être frappés d'un pourvoi au cours d'une procédure de divorce;

Specialement, est suspensif le pourvoi forme contre un arrêt ordonnant une enquête, en cette matière.

ALGER, 29 NOV. 1891. 109

——— *consentement mutuel, répudiation, mariage entre musulman algérien et Européenne, célebration devant l'officier de l'état civil français, loi applicable.*

Un indigène algérien et une Européenne, en contractant mariage en Algérie devant l'officier de l'état civil français, ont manifesté l'intention de renoncer à la loi musulmane, pour soumettre leur union à la loi française;

En conséquence, le mari ne peut invoquer contre sa femme les prescriptions du droit musulman relatives à la répudiation et au divorce par consentement mutuel;

Mais il y a lieu d'autoriser les époux à faire la preuve des sévices et injures graves sur lesquels ils fondent leur demande en divorce, d'après la loi française, lorsque les faits par eux allégués sont pertinents et concluants.

TRIB. DE TUNIS, 29 NOV. 1891. 29

——— *instance, résidence de la femme, pouvoirs du juge, domicile conjugal, éloignement du mari.*

Le juge compétent pour statuer sur la résidence de la femme pendant une instance en divorce a le droit d'apprécier, d'après les circonstances de la cause, où cette résidence doit être fixee, et il peut notamment désigner le domicile conjugal; dans ce cas, il doit, par

conséquence nécessaire et sans excès de pouvoirs, ordonner au mari d'en sortir.

CASS. (REQ.), 18 JANV. 1892. 83

——— *sevices et injures graves, abus de la morphine, responsabilité.*

Le fait, de la part de la femme, d'avoir exercé des violences ou voies de fait non seulement sur les domestiques, mais encore sur la personne de son mari, d'avoir adressé à son mari des propos insultants, d'avoir, à diverses reprises, quitté le domicile conjugal, constitue des sévices et injures graves de nature à entraîner le divorce prononcé aux torts de la femme et qui ne sauraient trouver une excuse dans l'abus que la femme aurait fait de la morphine, prise, au début, pour guerir une affection névralgique, et dans la suite, pour satisfaire une passion créée par l'usage immodéré de cette substance.

ALGER, 11 JUILL. 1892. 400

V. *Autorisation maritale. — Étranger. — Mariage.*

Domaine de l'État. — V. *Propriété.*

Domaine public, *Tunisie, forteresse, classement, ville de Monastir, mur d'enceinte.*

En Tunisie, le domaine public comprend non pas tous les ouvrages défensifs, mais seulement les ouvrages de défense ou forteresse « classés » *(Decret beyl 24 sept. 1885)*;

Spécialement, le mur d'enceinte de la ville de Monastir n'est pas compris dans cette catégorie *(Décret beyl. 19 oct. 1883)*.

ALGER, 14 MARS 1892. 168

Dommages-intérêts. — V. *Compétence. — Louage de services. — Mariage. — Navire. — Responsabilité.*

Donation, *coutumes kabyles, dernière maladie du donateur, nullité.*

D'après les hanouns kabyles, aussi bien que suivant la coutume musulmane, la donation faite au cours de la maladie dont est mort le donateur est radicalement nulle.

ALGER, 19 OCT. 1892. 493

——— *droit musulman, preuve testimoniale, acte de notoriété, conditions de validité, defaut d'acceptation et de prise de possession du donataire, institution d'hérédité, héritiers légitimes, enfants, quotite disponible, habous, aliénabilité, transmission par succession.*

En droit musulman la donation peut, comme toutes les autres conventions, s'établir par témoins et résulter notamment d'un acte de notoriete.

Aux termes du décret du 30 octobre 1858, les biens habous peuvent être transmis à titre gratuit comme à titre onéreux, notamment par succession.

Pages

L'acte qui ne remplit pas, en tant que donation, toutes les conditions exigées pour sa validité par le droit musulman, spécialement l'acceptation et la prise de possession régulière du donataire, doit être néanmoins maintenu lorsque, sous couleur de donation, il constitue en réalité une institution d'hérédité valable ;

Toutefois, lorsqu'il existe des héritiers legitimes, les legs qui résultent dudit acte doivent être réduits dans la limite de la quotité disponible ;

Dans le cas où le défunt laisse des enfants, la quotité disponible est du tiers de la succession.

ALGER, 16 MARS 1892. 369

Dot. — V. *Mariage.* — *Succession.*

Douanes. — V. *Poudre.*

Droit de djebr. — V. *Mariage.*

Droit d'insurrection. — V. *Mariage.*

Droits civils. — V. *Étranger.*

E

Eaux, *Algérie, droits d'usage, indivision, mode de jouissance, licitation.*

En Algérie, les cours d'eau de toutes sortes appartiennent au domaine public national et sont, par essence, inaliénables.

Les droits privés de propriété, d'usufruit ou d'usage légalement acquis sur les cours d'eau n'ont été maintenus que dans les conditions où ils existaient précédemment et ne peuvent subir de transformation sans l'autorisation expresse de l'administration ;

Spécialement, le copropriétaire des eaux d'une rivière, ne peut provoquer la licitation de cette rivière, ni la nomination d'un séquestre judiciaire ayant mission de l'amodier ;

Le seul partage qui puisse être opéré consiste dans l'attribution au copropriétaire d'une quantité d'eau égale à l'étendue de ses droits.

Le coproprietaire qui refuse ou néglige de prendre possession des eaux auxquelles il a droit, agit à ses risques et périls ; l'administration ne saurait être responsable des conséquences de son retard.

ALGER, 3 FÉVR. 1892. 56

Effets de commerce, *musulmans, titre français, circulation, endossement, Français, étranger au débat, juridiction musulmane, compétence, coutumes et usages des parties, applicabilité.*

Le seul fait d'exciper de titres français privés, spécialement d'effets de commerce ou de billets, pour établir l'engagement de l'une des parties, alors même que ces billets auraient circulé, par

voie d'endossement, entre les mains d'établissements financiers d'ailleurs désintéressés depuis cette circulation et etrangers au debat, ne rend pas nécessairement incompétente la juridiction musulmane, qui connaît des affaires commerciales entre musulmans, à la condition d'y appliquer surtout les coutumes et usages des parties. *(Décr. 17 avril 1889, art 2, § 2).*

ALGER, 17 FÉVR. 1892 ; 1er FÉVR. 1892. 87

Élections municipales, *bulletin de vote, mentions, dépouillement, membres du bureau, ballotage, candidats, même nombre de voix, privilege de l'âge, electorat, eligibilité, conditions.*

Il y a lieu de faire entrer en ligne de compte dans une élection municipale les bulletins relatifs au scrutin de ballotage portant en face du nom des candidats le nombre de voix obtenues par chacun d'eux au premier tour de scrutin, ce fait ne pouvant porter aucune atteinte à la sincérité du résultat du vote, et ces bulletins ne rentrant dans aucune des catégories spécifiées à l'art. 28 de la loi du 5 avril 1884.

Le fait que dans la plupart des bureaux le dépouillement a été fait par les membres du bureau quoique le nombre des électeurs ait été supérieur à trois cents ne constitue qu'une irregularité sans influence sur la sincérité et le résultat du vote.

Est valablement admis en ligne de compte par les membres du bureau le bulletin de vote écrit à la main sur papier quadrillé et portant en tête : « Attention ! les vrais, les voici ! »

Aux termes de l'art. 30 de la loi du 5 avril 1884, si au second tour plusieurs candidats obtiennent le même nombre de voix, l'election est acquise au plus âgé.

Aucun texte de loi ne fixe le moment où les bulletins de vote doivent être réunis en paquets.

Le candidat, non inscrit sur les listes électorales de la commune, qui n'acquitte dans cette commune aucune contribution et qui n'y est même pas domicilié, n'est ni electeur, ni eligible dans ladite commune.

CONS DE PRÉF. D'ALGER, 11 JUIN 1892. 414

——— *élection du maire et des adjoints, opérations électorales, conseil municipal, convocation, legalite, appréciation, conseil de préfecture, competence, section de commune, érection en commune distincte, date determinee, reunion anterieure du conseil municipal*

Il appartient au conseil de préfecture, saisi d'une protestation contre les opérations électorales relatives à la nomination d'un maire et de ses adjoints, d'apprecier la légalité des actes ayant trait à la convocation du conseil municipal ;

Par suite, ce tribunal ne saurait se déclarer incompétent à raison de l'assentiment qu'aurait donné le prefet à la convocation par le maire des conseillers municipaux chargés de procéder à l'élection ;

Le conseil municipal d'une commune nouvellement élu depuis le décret qui distrait l'une des sections de cette commune pour l'ériger en commune distincte, en fixant l'effet de cette mesure à partir d une date determinée, ne peut se reunir avant cette date pour elire une nouvelle municipalité.

CONS. D'ETAT, 9 AVRIL 1892. 194

Enquête. — V. *Divorce.*

Pages

État civil. — V. *Mariage.*

Étranger, *Algérie, résidence, droits civils, jouissance, statut personnel, question d'etat, compétence.*

Il est de principe, en France, conformément à l'art. 11 C. civ., que les étrangers ne sont pas justiciables des tribunaux français en matière de contestations intéressant leur statut personnel et soulevant des questions d'état ;

Et aucune dérogation formelle à ce principe ne se rencontre dans l'art. 33 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, où la formule « affaires civiles et commerciales » ne doit s'entendre que des intérêts pécuniaires exclusivement ;

Si, en Algérie, il a été fait au profit des étrangers diverses concessions partielles de droits civils dont chacune se renferme dans son objet spécial, il n'est pas possible d'en conclure que les simples résidents y jouissent de ceux des droits civils que ces concessions ne comprennent pas ;

En conséquence, les tribunaux français en Algérie, comme en France, sont incompétents pour connaître d'une demande en séparation de corps entre israélites marocains non admis à domicile ;

Alors surtout que, la loi rabbinique, qui régit les israélites au Maroc, n'admettant pas la séparation de corps, l'invocation faite par l'époux demandeur à la protection de la juridiction française ne pourrait avoir d'autre issue juridique qu'une déclaration d'irrecevabilité de son action.

CASS. (REQ), 18 JUILL. 1892. 297

——— *sujet espagnol, traité international du 6 février 1862, Algérie, promulgation, droits civils. jouissance, séparation de corps, tribunaux français, compétence.*

Il résulte de l'art. 2 du traité international conclu entre l'Espagne et la France, le 6 février 1862, promulgué le 18 mars suivant, que les Espagnols jouissent en France de tous les droits civils attachés à la qualité de Français ;

Par suite, en Algérie, les tribunaux français sont compétents pour connaître d'une demande en separation de corps formée par une femme espagnole contre son mari.

ALGER, 25 OCT. 1892. 529

——— *tribunaux français, droit de juridiction, traité international, demande en divorce, loi du pays d'origine, non admission, irrecevabilité ; naturalisation, effets non applicables, femme, conservation de la nationalité d'origine.*

Les étrangers sont non recevables à demander aux tribunaux français, investis de la juridiction à leur égard par un traité international, l'exercice d'un droit qui n'est pas admis par la loi de leur pays, et notamment le divorce ;

Les effets de la naturalisation ne sauraient s'appliquer aux tiers qui ont eu avec l'étranger des relations légales avant cette naturalisation, spécialement à la femme qui a conservé sa nationalité, entendant bénéficier de la loi de son pays sur le mariage.

ALGER, 27 JANV. 1892. 110

V. *Nationalité.* — *Mariage.*

Pages

Évocation. — V. *Ordre.*

Exécution, *arrêt, procès-verbal de carence, absence du débiteur, nullité, acte de procedure, défense au fond.*

Ne saurait être considéré comme l'exécution d'un arrêt le procès-verbal de carence qui n'a pas été fait en présence du debiteur lui-même, mais seulement de sa femme.

Aux termes de l'art. 173 C. pr. civ la validité des actes de procédure doit être proposée avant toute defense au fond, si, par suite, une partie se borne à conclure, dans une requête d'opposition, à la rétractation d'un arrêt de defaut en invoquant des moyens de fond, elle ne peut plus valablement rectifier à cet égard, par un acte postérieur, les formes de sa requête.

ALGER, 28 MARS 1892. 221

Exécution des jugements, *matière musulmane, compétence, juge des référés, question touchant au fond du droit, juridiction musulmane, incompetence du tribunal civil, caractere d'ordre public.*

Aux termes de l'art. 49 du décret du 17 avril 1889, les difficultés nées à l'occasion de l'exécution d'un jugement en matiere musulmane doivent être portees devant le juge des référés ;

Toutefois, ce juge doit renvoyer devant le tribunal compétent l'examen des questions dont il est saisi lorsqu'elles touchent au fond du droit ;

Et lorsque le litige s'agite entre musulmans, c'est la juridiction musulmane et non le tribunal civil qui doit en connaître ;

L'incompétence du tribunal civil, étant en pareil cas d'ordre public, ne saurait être couverte par l'acquiescement des parties au jugement incompétemment rendu.

ALGER, 8 FÉVR. 1892. 357

Expert-expertise. — V. *Acquiescement. — Expropriation publique. — Jugement par defaut. — Ordre. — Vente de marchandises.*

Expertise. — V. *Jugement.*

Exploit, *jugement, signification, copie, omission de la date, nullité non facultative, mandat, pouvoir de transiger, arbitrage. renonciation à toute voie de recours, excès de pouvoir, exploit signifié, mention de l'arbitrage, requete du mandant, absence de ratification.*

La signification d'un jugement dont la copie ne mentionne aucune date est nulle et ne peut faire courir les délais d'appel. Cette nullité n'est pas de celles qui sont facultatives en Algérie ;

Le mandataire investi du droit de transiger, de compromettre, de se désister d'un appel, ne peut dispenser des arbitres d'observer les formes prescrites par la loi ou renoncer par avance à tout recours contre la sentence arbitrale rendue, sans depasser les limites de son mandat. L'exploit signifié à la requête du mandant et qui somme l'adversaire d'avoir à verser ses pièces ès-mains des arbitres que les parties ont choisis ne saurait être regardé comme une ratification des engagements pris par le mandataire, si rien n'établit que cet exploit ait ete signifié sur les instructions directes du mandant.

ALGER, 4 AVRIL 1892. 284

Pages

——— *notification, acte, musulman, analyse en langue arabe, interprète, défaut de signature, nullité facultative.*

Est facultative pour le juge, en Algérie, aux termes de l'art. 68 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, la nullité fondée sur ce que la traduction analytique en langue arabe, par un interprète assermenté, d'un exploit notifié à un musulman n'est pas signée par ledit interprète ;

Et cette nullité doit être rejetée lorsqu'il résulte des circonstances que l'indigène qui a reçu ladite signification a été suffisamment éclairé sur son objet.

ALGER, 9 JUIN 1892. 396

Expropriation publique, *Algérie, jugement, visite de lieux, absence d'un juge, procédure, irregularité, fixation de l'indemnité, appel, recevabilité.*

Si d'après l'art. 45 de l'ordonnance du 1er octobre 1844 les décisions rendues par les tribunaux civils d'Algérie, en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, sont souveraines et sans appel, c'est seulement en ce qui concerne la fixation du montant de l'indemnité ;

Par suite le droit commun demeure maintenu pour tout ce qui, dans ces decisions, est étranger à cet objet, et le droit d'appel reste ouvert, non seulement à l'egard de toute autre décision que contiendrait le jugement et que les parties auraient provoquée par leurs conclusions, mais encore pour ce qui a trait à la régularité de la procédure et aux formes à observer pour imprimer aux jugements la legalité nécessaire ;

Il en est ainsi spécialement des conclusions de l'appelant tendant à l'infirmation du jugement par le motif que l'un des juges qui l'ont rendu n'a pas assiste à la visite des lieux ordonnée par le tribunal en entier et au renvoi de la cause devant un autre tribunal pour être procédé à la fixation des indemnités ;

En conséquence, doit être cassé pour violation de l'art. 45 précité, l'arrêt qui déclare l'appel irrecevable en se fondant sur ce que le jugement entrepris avait statué sur le règlement de l'indemnité et était en dernier ressort.

CASS. (CIV.), 6 DÉC. 1892. 486

——— *Tunisie, fixation de l'indemnité, expertise, décret beylical du 30 août 1858, tribunal français, premier ressort, loi du 3 mai 1841 et ordonnance du 1er octobre 1844, applicabilité.*

L'art. 11 du décret beylical du 30 août 1858, qui décide qu'on doit suivre l'avis de la majorite des experts désignés pour fixer l'indemnité due en cas d'expropriation, ne déterminant pas la manière dont cette majorité doit être formée, il convient d'admettre, en l'absence de toute disposition légale, que l'opinion des experts doit, pour lier le juge, être émise à la majorité absolue des suffrages ;

Par suite, le tribunal de première instance, appelé à connaître de cette expertise, peut, si cette majorité absolue n'est pas atteinte, fixer l'indemnité d'après les circonstances de la cause ;

Le tribunal français, auquel le différend est soumis, à raison de la nationalité européenne du proprietaire exproprié, ne statue qu'en premier ressort, la loi du 3 mai 1841 et l'ordonnance du 1er octobre 1844, spéciales à l'Algérie, n'ayant jamais été rendues applicables à la Tunisie.

TRIB. DE TUNIS, 14 DÉC. 1891. 145

V. *Antiquités et objets d'art. — Frais et dépens.*

F

Faillite, *action, intervention du failli, recevabilité, créanciers, action directe, recevabilite, conditions, appel, mise en cause du syndic*

Bien que le failli soit dessaisi de l'administration de ses biens, les tribunaux peuvent le recevoir en tout état de cause partie intervenante lorsqu'il apprecie et fait reconnaître que, pour un motif quelconque, ses intérêts sont menacés ;

De même, les créanciers exercent sur les actes du syndic un contrôle permanent, dont la sanction naturelle consiste dans le droit de dénoncer aux juges compétents tous les actes dont ils estiment avoir à se plaindre, et, par voie de consequence, d'agir personnellement et directement chaque fois que les actes ou les omissions du syndic leur portent grief, à la condition toutefois de ne pas paralyser l'administration de ce dernier, de ne pas organiser, d'une façon detournée, des conflits d'intérêts opposés, de ne pas exposer la masse à supporter les frais du procès et de ne pas viser au bénéfice exclusif de la decision à intervenir ;

Par suite, est recevable l'appel relevé par un créancier, dans les délais de la loi, d'un jugement prononcé contre le syndic, qui n'avait pas lui-même relevé appel, et la procédure est réguliere si le syndic a été mis en cause devant la Cour.

ALGER, 12 JUILL. 1892. 409

——— *immeuble, expropriation, poursuites commencées avant le jugement déclaratif, creanciers chirographaires, continuation.*

Il résulte de la combinaison des art. 571 et 572 C com. et des termes généraux de ce dernier article que, si les créanciers chirographaires ne peuvent, après la déclaration de faillite de leur débiteur, commencer des poursuites en expropriation de ses immeubles, ils ont du moins le droit de continuer des poursuites commencées.

ALGER, 23 MAI 1892. 388

——— *droits des femmes, libéralité du mari, droits des créanciers, assurance sur la vie, art. 559 et 564 C. com., inapplicabilité, restitution des primes.*

Les dispositions des art. 559 et 564 C. com. se réfèrent aux libéralités faites par le mari à sa femme, soit par contrat de mariage, soit en cours de mariage, mais en tant seulement que ces libéralités ont eu pour but et pour résultat de diminuer le gage des créanciers du mari ;

Elles ne sont donc pas applicables à une assurance sur la vie contractée par le mari au profit de sa femme cette assurance n'ayant jamais fait partie du patrimoine de l'assuré, et le benefice ne pouvant par suite en appartenir pas plus aux créanciers de l'assuré qu'à l'assuré lui-même ;

Les créanciers peuvent seulement réclamer la restitution des

Pages

primes que la femme ne pourra établir avoir été payées soit par elle-même, soit par des tiers.

ALGER, 17 OCT. 1892. 488

V. *Gage. — Saisie immobilière.*

Faux, *action publique, action civile, suspension.*

Si, en matière de faux spécialement, l'exercice de l'action civile doit, aux termes des art. 3 C. inst. crim., 259 et 240 C. pr. civ., demeurer suspendu tant qu'il n'a pas été prononcé sur l'action publique, ce principe ne peut être applique qu'autant que l'action publique a déjà pris son cours.

ALGER, 2 MARS 1892. 365

Femme mariée. — V. *Autorisation maritale.*

Filiation. — V. *Mariage.*

Folle enchère, *poursuites, justification, obligation de l'adjudicataire, inexecution, ordre chronologique, pièce correspondante, production, grosse du jugement d'adjudication, delivrance à l'adjudicataire, delivrance au fol enchérisseur.*

Tout intéressé, sans distinction, peut poursuivre une folle enchère, à la condition de justifier que l'adjudicataire a manqué à ses obligations, et de le mettre, une dernière fois, en demeure de les remplir ;

Cette justification a lieu à l'aide du certificat du greffier, du jugement d'adjudication ou du bordereau d'ordre suivant le rang qu'occupe, dans l'ordre chronologique des obligations de l'adjudicataire, celle dont l'inexécution a motivé les poursuites de folle enchère, sans qu'il y ait à rechercher si l'un ou l'autre de ces documents a été délivre, le droit du fol enchérisseur ne pouvant rester soumis à la délivrance, encore lointaine, d'un titre dont la production n'est pas imposée par la loi ;

Le fol encherisseur peut se faire délivrer une grosse du jugement d'adjudication sans se preoccuper de celle que l'adjudicataire a obtenue en vue de la purge à laquelle il doit procéder, et ce, dans le but de se procurer le titre en vertu duquel il entend procéder à la folle enchère.

ALGER, 1er JUIN 1892. 342

Frais et dépens, *expropriation publique, dépossession antérieure, revendication, rejet.*

Les dépens de l'action en revendication intentée par un propriétaire à une commune qui l'a dépossedé de son terrain avant que cette expropriation ait été déclarée d'utilité publique doivent être laissés à la charge de la commune, bien que, la déclaration d'utilité publique étant intervenue avant le jugement sur la revendication, l'action, légitimement introduite, soit rejetée comme n'ayant plus d'objet.

ALGER, 14 JANV. 1892. 251

V. *Adultère.*

G

Gage, *caractère civil, faillite du débiteur, réalisation, tribunal civil, compétence, art. 2078 C. civ., droit du créancier gagiste, sursis, droit au bail, vente mobilière, art. 2215 C civ., non applicabilité.*

La faillite du débiteur ne peut ni transformer en gage commercial un gage qui était, de sa nature, purement civil, ni modifier la procédure à suivre pour parvenir à la réalisation de ce gage;

Par suite, le tribunal civil est compétemment saisi par le créancier gagiste d'une demande de mise en vente aux enchères publiques du droit au bail d'un immeuble qui forme le gage de ce créancier;

Ce tribunal ne peut, sans méconnaître les dispositions de l'art. 2078 C. civ., accorder un sursis à la vente sollicitée par le syndic, le droit de réalisation du créancier gagiste à l'échéance étant absolu, et ne pouvant être ni arrêté, ni suspendu dans son exercice, ni modifié dans son caractère par le mode de réalisation que le créancier a choisi en usant de la faculté d'option de l'art. 2078 C. civ.;

Les dispositions de l'art. 2215 C. civ., qui n'autorise l'adjudication d'un immeuble saisi qu'après un jugement définitif en dernier ressort ou passé en force de chose jugée, ne s'appliquent pas à la vente aux enchères d'un droit au bail, c'est-à-dire à une vente mobilière faite à la demande du creancier nanti du gage.

ALGER, 28 JUIN 1892. 460

Garantie. — V. *Appel. — Commissionnaire de transports. — Navire. — Vente d'immeubles.*

H

Habous, *aliénation par le dévolutaire, caducité, héritiers du constituant, partage du prix.*

L'aliénation, par le dévolutaire du habous, de l'immeuble habousé entraîne la nullité du habous au regard des héritiers du constituant, entre lesquels il y a lieu, dès lors, de partager le prix dudit immeuble au prorata de leurs parts héréditaires.

ALGER, 23 MARS 1892. 323

——— *fondateur, établissement, rite, choix, faculté, rite hanéfite, filles, exclusion, aliénabilité, hypothèque, saisie et vente.*

L'indigène musulman, qui appartient au rite malékite, peut cependant établir un habous suivant le rite hanéfite, à la condition qu'il se renferme strictement dans les règles que ce rite lui prescrit; il peut ainsi exclure les enfants du premier degré et notamment les filles, dont le rite malékite interdit absolument l'exclusion;

L'ordonnance du 1er octobre 1844, la loi du 16 juin 1851 et le décret du 30 octobre 1858, qui ont édicté ou étendu l'aliénabilité des

Pages

biens habous dans le but d'assurer la sécurité des transactions, permettent aux dévolutaires de ces biens de les hypothéquer, aux créanciers dont ces biens sont le gage de les faire saisir et vendre.

ALGER, 16 DÉC. 1890. 54

——— *rite hanéfite, réserve d'usufruit au profit du constituant, exclusion des femmes, aliénation volontaire, antichrèse, interdiction, effets, séquestre.*

Est régulier, dans le rite hanéfite, l'acte par lequel le déposant constitue habous toute sa fortune mobilière et immobilière, avec réserve d'usufruit pour lui-même pendant sa vie et au benéfice de ses enfants mâles ou de leurs descendants en ligne masculine, à l'exclusion des femmes, sauf le cas où celles-ci deviendraient veuves ou se trouveraient dans le besoin;

La femme musulmane a qualité pour demander la nullité du habous qui l'exclut de la succession à laquelle elle aurait été appelée à défaut de cet acte;

Dans le rite hanéfite comme dans le rite malékite, toute aliénation ou mise en gage des biens habouses est interdite, à moins de clause formelle dans l'acte de constitution de habous;

Si le rite hanéfite autorise la vente à charge de remploi, ce n'est qu'au cas où cette vente serait nécessaire pour raison de vétusté;

Mais l'interdiction faite par la loi musulmane d'aliener les biens habousés, à peine de nullité du habous, ne vise que l'aliénation volontaire; elle est donc sans application au cas où ces biens ont été l'objet d'un séquestre.

TRIB. D'ALGER, 21 NOV. 1892. 520

——— *vente, caducité.*

La vente par le bénéficiaire d'un habous a pour effet de rendre caduque, en ce qui concerne l'immeuble vendu, la constitution du habous.

ALGER, 24 NOV. 1890. 40

V. *Compétence. — Donation. — Propriété. — Succession musulmane.*

Hypothèque, *Tunisie, immeuble non immatriculé, usages locaux, validité, conditions, acte, date certaine.*

D'après les usages tunisiens, applicables aux immeubles non immatriculés, l'hypothèque, assimilee au gage, se constitue par la remise du titre de propriété de l'immeuble entre les mains du créancier, mais n'est opposable aux tiers que si elle est constatée par un acte authentique ou par un acte sous seing privé enregistré.

TRIB. DE TUNIS, 18 JANV. 1892. 161

——— *Tunisie, remise de titre, validité, condition essentielle, debiteur, disposition du titre, Italien, mineur, delle contractee par la mere, profit du mineur, art. 1307 du Code civil italien, obligation proportionnelle.*

En Tunisie, la remise en gage faite par un débiteur à son créan-

cier d'un titre de propriété ne saurait constituer pour celui-ci une hypothèque valable qu'à la condition essentielle que le débiteur ait eu le droit de disposer de ce titre.

Si des mineurs italiens ne peuvent être obligés au remboursement intégral des sommes empruntées par leur mère en son nom personnel et pour la garantie desquelles cette dernière a donné en gage des titres de propriété leur appartenant, ils doivent, du moins, aux termes de l'art. 1307 C. civ italien, dans le cas où tout ou partie de ces sommes auraient tourné à leur profit, être tenus envers le prêteur jusqu'à concurrence du profit qu'ils en ont retiré.

ALGER, 16 MAI 1892. 285

V. *Habous.*

Hypothèque judiciaire. — V. *Propriété.*

I

Immatriculation, *Tunisie, demande, rejet, action possessoire, effet.*

La décision du tribunal mixte immobilier qui rejette une demande d'immatriculation se borne à remettre les parties dans l'état où elles étaient avant cette demande et ne produit aucun effet quant à l'attribution de la propriété ou de la possesion de l'immeuble, pour laquelle les parties doivent être renvoyées à se pourvoir devant la juridiction compétente *(L 1er juill 1885, art. 37);*

Une pareille decision ne saurait donc être opposee à celui dont la possession réunit tous les caractères exigés par la loi et qui a intenté son action dans l'année du trouble.

TRIB. DE TUNIS, 16 MARS 1892. 257

——— *Tunisie, loi du 1or juillet 1883, litispendance, règle, modification, tribunal du châra, litige immobilier entre Italien et Français, tribunal mixte, demande d'immatriculation, opposition, renvoi devant le tribunal français, validité.*

La loi beylicale du 1er juillet 1885 sur la propriété foncière dans la régence de Tunis a eu, dans tous les cas, pour effet de modifier les regles de la procédure relative à la litispendance dans la matière de l'immatriculation des immeubles en Tunisie ;

Par suite, la demande d'immatriculation portée par un Français devant le tribunal mixte et frappée d'opposition par un adversaire de nationalité italienne, justiciable des tribunaux français depuis la suspension des capitulations, est valablement renvoyée devant le tribunal mixte, conformément à ladite loi, alors même que la contestation sur la propriété de l'immeuble aurait été soumise, avant cette loi, au tribunal du châra, à ce moment seul compétent, lequel n'aurait prononcé aucune decision, et cela surtout si les deux parties ont invoqué le benefice de la loi de 1885, l'une par sa procédure d'immatriculation, l'autre par son opposition à cette demande.

ALGER, 30 MAI 1892. 428

Pages

V. *Compétence. — Hypothèque.*

Impôt, *Tunisie, commerçant, cessation de commerce, fermier des impôts, dommages-interêts.*

Tout commerçant qui trouve excessifs les droits imposés aux marchandises qu'il vend a le droit incontestable de cesser son commerce, sans que le fermier des impôts tunisiens puisse trouver dans ce fait la source de dommages-interêts.

ALGER, 14 JANV. 1892. 232

——— *Tunisie, impôt achour, paiement, poursuite, établissement, légalité, separation des pouvoirs, tribunaux civils, competence, décrets beylicaux, Européens, traités, applicabilité. commission de recensement, évaluation, quittance des droits, demande en decharge ou réduction, formalites, délai.*

Le décret beylical du 27 novembre 1888, en disposant, dans ses art 3 et 4, que les juridictions civiles ne doivent pas entraver l'action de l'administration, soit en faisant obstable à l'exécution des règlements legalement pris par elle, soit en prononçant l'annulation des actes émanant de cette autorité, n'a d'autre but que de consacrer le principe de la séparation des pouvoirs judiciaire et administratif, mais n'enlève point à ces juridictions le droit de constater la régularité des actes administratifs produits devant elles dans les contestations entre l'administration et les particuliers, et de se refuser à en tenir compte si toutes les conditions imposées par la loi pour leur validité n'ont pas été remplies ;

Spécialement, il appartient à un juge de paix, saisi d'une demande en paiement de l'impôt achour, ou dîme des céreales, formée par l'administration contre un particulier, d'apprécier si les formalités légales prescrites pour l'établissement dudit impôt ont été observees à l'égard de ce dernier.

En Tunisie, les rôles de la dîme des céréales sont préparés, rendus exécutoires et mis en recouvrement suivant certaines règles traditionnelles codifiees sur les points principaux par trois décrets des 4 novembre 1868, 4 octobre 1869 et 25 juin 1871, visés par le résident général de la République française ;

Et il résulte des divers traités par lesquels le gouvernement tunisien a autorisé les sujets des nations européennes à posséder des immeubles dans la régence que ces règles sont applicables aux Europeens, assimiles aux indigènes en matière d'impôts fonciers.

Aucune disposition légale n'oblige l'administration à prévenir le propriétaire du passage de la commission de recensement qui, d'après la législation ci-dessus, est chargée d'établir les rôles de l'achour ;

D'autre part, le propriétaire ne saurait se fonder, pour établir qu'il a été imposé sans examen et sans mesurage préalables de son immeuble, sur ce qu'il n'aurait pas reçu, de l'officier qui fait partie de ladite commission, la quittance des droits dus pour le mesurage ou l'évaluation des surfaces ensemencées dans sa propriété, la délivrance de cette quittance n'étant qu'une mesure d'ordre intérieur indépendante de la confection des rôles.

Si le décret du 25 juin 1871 énumère plusieurs cas fortuits ou de force majeure qui permettent au propriétaire d'obtenir une exemption du versement de la dîme même apres l'etablissement des rôles,

Pages

aucun décret spécial n'a déterminé la procédure à suivre pour réclamer contre une erreur ou une fausse application dudit impôt ;

Et en supposant qu'il puisse le faire après que les rôles ont été sanctionnés par le bey, il doit en tout cas former sa demande en décharge ou en réduction à un moment où il est encore possible de contrôler matériellement les erreurs dont il se plaint.

TRIB. DE TUNIS, 25 JUIN 1892. 303

——— *mahsoulats, marché de fournitures pour l'armée, caractères, vente publique, acte de commerce, soumission.*

Le marché par lequel un particulier s'engage à fournir personnellement et directement à l'administration militaire les fourrages ou céréales dont elle aura besoin pour la consommation journalière des troupes, moyennant le prix convenu lors de l'adjudication, n'est ni un contrat de commission ni un louage d'ouvrage ou d'industrie, mais une vente ou promesse de vente aux enchères publiques, portant sur des marchandises dont les quantités se déterminent au fur et à mesure des besoins de la troupe ;

Par suite les céréales ainsi livrées se trouvent dans les conditions voulues pour être soumises aux droits de mahsoulats établis en Tunisie sur les ventes publiques des marchandises de cette nature.

Le fait par l'adjudicataire de fournir un cautionnement ne suffit pas pour donner à ce marché, essentiellement commercial, un caractère civil ;

Toutes ventes de marchandises faites avec publicité, alors même qu'elles constituent une opération civile, sont d'ailleurs soumises à l'impôt des mahsoulats.

L'art. 38 du décret beylical du 3 octobre 1884, aux termes duquel les marchandises étrangeres ayant acquitté les droits d'entree peuvent circuler librement par terre d'une localité à une autre de la regence, a simplement pour but de dispenser ces marchandises des droits de porte établis dans certaines villes ; mais les cerćales etrangères restent soumises a l'impôt des mahsoulats prevu par le decret du 9 août 1887, lorsqu'elles sont apportées volontairement sur les marches de la régence.

TRIB. DE TUNIS, 16 MAI 1892. 378

V. *Compétence.*

Impôt arabe, *dixieme alloué aux chefs indigènes, caractère, traitement, portion saisissable, loi du 21 ventôse an IX.*

Le dixième alloué aux chefs indigènes sur l'impôt arabe constitue non pas une indemnité de déplacement, mais un traitement saisissable seulement dans les proportions indiquées par la loi du 21 ventôse an IX *(Circ. administ., 7 mars 1890).*

ALGER, 24 DÉC. 1891. 106

Indigénat. — V. *Mariage.*

Interdiction, *acte antérieur, vente, demande en nullité, preuve, faits articulés, pertinence, intervalle lucide, ratification, validité, bonne foi.*

L'annulation d'un acte de vente antérieur à l'interdiction deman-

Pages

dée en vertu de l'art. 503 C. civ., ne saurait être prononcée si, l'acte de vente lui-même dans son objet et sa teneur ne présentant aucun indice de démence, le demandeur n'etablit pas que la partie, plus tard interdite, etait, au moment de la passation de l'acte, dans un état de démence notoire ;

L'offre de preuve n'est pas admissible si les faits articulés manquent de précision et de pertinence, soit quant à l'époque où ils se seraient produits, soit quant à leur caractère propre de notoriété ;

Il en est d'autant plus ainsi quand le vendeur a formellement ratifié l'acte dont on demande la nullité, dans une période où il avait incontestablement recouvré sa pleine raison et sa complète lucidité d'esprit, et quand les éléments de la cause établissent que les acheteurs ont agi avec une entiere bonne foi.

ALGER, 3 MARS 1892. 234

——— *droit musulman, démence, conseil judiciaire, tutelle, mokaddem, nomination, pouvoirs.*

Si, dans la loi musulmane, le mokaddem est nommé par le cadi, astreint au contrôle de ce magistrat et révocable à son gré, il n'en a pas moins la qualité d'un veritable tuteur ;

Par suite, le déplacement du cadi qui l'a nommé ne saurait avoir pour effet de faire cesser ses pouvoirs, tant qu'il n'a pas été relevé de ses fonctions par le nouveau cadi.

En droit musulman, il n'existe pas de conseil judiciaire ; toute cause d'interdiction donne indistinctement ouverture à la tutelle, et la personne frappée de démence est, à cet égard, dans la même situation que l'impubère.

ALGER, 5 NOV. 1892. 421

——— *maladie mortelle, loi musulmane, assimilation, acte entre époux, dol, heritiers collateraux, préjudice, nullite.*

La loi musulmane assimile à l'interdit l'individu atteint d'une maladie mortelle et autorise les tribunaux à annuler les actes dolosifs surpris à sa faiblesse et arrachés à ses derniers moments ;

D'après la même loi, un acte souscrit par un individu pendant sa derniere maladie doit être annulé comme entaché de présomption de fraude lorsqu'il consiste dans une déclaration faite par un mari au profit de sa femme et au détriment des parents collatéraux qui sont appelés à lui succéder.

TRIB. DE TUNIS, 21 MARS 1892. 239

——— *prodigue, faible d'esprit, droit musulman, rite malékite, incapacité, actes anterieurs à l'interdiction, effets.*

La loi musulmane considère le prodigue comme un faible d'esprit ;

Les effets de l'incapacité résultant de cette interdiction sont absolus ;

Ils ne sont subordonnés à aucune condition de forme et, spécialement, ne sont point assujettis à l'accomplissement de conditions de publicité analogues à celles qui sont édictées par l'art. 501 de notre Code civil ;

En cas de prodigalité comme en cas de démence, et contrairement à la distinction faite par notre droit français, les effets de l'incapacité atteignent même les actes anterieurs à l'interdiction, si la cause de l'interdiction existait à l'époque où ces actes ont été faits.

ALGER, 8 JUIN 1892. 335

——— *sujet anglo-maltais, domicile en Tunisie, tribunal français, procédure, loi française, effets de l'interdiction, loi maltaise, curateur, nomination, pouvoir; garantie.*

Si les tribunaux français de Tunisie doivent suivre les règles de procédure edictées par la loi française pour instruire et juger la demande afin d'interdiction d'un sujet anglo-maltais, c'est à la loi nationale du défendeur qu'ils doivent se référer pour tout ce qui touche aux questions de fond et notamment pour déterminer les conséquences de cette mesure;

Il resulte des art. 226 et suivants de l'ordonnance maltaise de 1873, sur les personnes, aussi bien que des art. 530 et suivants de la loi maltaise sur l'organisation et la procédure civile, qu'il appartient au tribunal français de designer le curateur chargé d'administrer les biens et la personne de l'interdit, de donner à ce curateur les pouvoirs qu'il juge utiles et de lui imposer les garanties qu'il croit nécessaires.

TRIB. DE TUNIS, 23 NOV. 1891. 45

Interprétation. — V. *Compétence.*

Interprète. — V. *Acte sous seing privé.*

J

Jugement, *magistrat rapporteur, avis manifesté, procédure, validite.*

La disposition de l'art 111 C. pr. civ , aux termes de laquelle le magistrat chargé de faire le rapport d'une affaire devra resumer les faits et les moyens sans ouvrir son avis, n'entraine pas nullité de la procédure, si les circonstances de la cause permettent de regarder le magistrat qui a fait connaitre ses appreciations, non comme juge faisant partie de la chambre qui a connu du litige, mais comme homme privé ayant consenti à faire fonctions d'arbitre-rapporteur.

TRIB. D'ORAN, 18 JUILL 1891. 34

——— *partie définitive, premier ressort, partie soumise à la voie de l'opposition, appel partiel, recevabilité, conciliation, amende de non comparution, defaut de consignation, objet du litige, art. 56 C. pr. civ., inapplication, affaires non soumises au préliminaire de conciliation, absence de faute du defaillant, amende non encourue.*

Le jugement qui comprend deux parties distinctes, l'une contradictoire, définitive et en premier ressort, ayant trait à la condamnation à l'amende pour non comparution devant le juge de conciliation, l'autre rendue par defaut sur le fond et susceptible d'opposition, peut être valablement frappé d'appel en ce qui concerne seulement la premiere partie ;

Cet appel est recevable, bien que l'amende de 10 francs prononcée par le jugement entrepris, et relative au défaut de comparution en conciliation n'ait pas ete consignée, puisqu'il a précisément pour objet de faire decider que l'art 56 C. pr. civ. etait inapplicable et que l'amende ne devrait pas être prononcée ;

Pages

L'amende de non comparution en conciliation, n'ayant été édictée que pour punir la faute du défaillant, ne peut être valablement prononcée dans les affaires non soumises au préliminaire de conciliation.

ALGER, 11 MAI 1892. 339

——— *plumitif d'audience, débat, juge absent nullité.*

L'absence, constatée au plumitif d'audience, de l'un des juges qui a pris part au jugement, à l'audience où la cause a eté plaidee et mise en délibéré, entraîne la nullité de ce jugement ; toutefois la juridiction d'appel peut évoquer et statuer au fond si la cause est en etat.

ALGER, 17 MARS 1892. 228

V. *Acquiescement. — Conclusions.*

Jugement interlocutoire, *expertise, préjugé du fond, appel, recevabilité, saisie immobilière, adjudication, etendue, immeuble par destination, principe, exception, cahier des charges, designation limitative.*

Si la mission confiée à des experts par un jugement est de telle nature que ce jugement préjuge, dans une certaine mesure, le fond de l'affaire, la décision rendue est interlocutoire et, par consequent, susceptible d'appel.

En principe, l'adjudication d'un immeuble comprend tous les objets que le proprietaire du fond y a placés pour les besoins de l'exploitation ; cette règle doit souffrir cependant exception au cas où le cahier des charges, qui fait la loi des parties, a expressément et limitativement determiné ceux de ces immeubles par destination qui seraient vendus avec le fonds, les autres restant la proprieté du saisi.

ALGER, 12 MAI 1892. 288

V. *Divorce. — Propriété.*

Jugement par défaut, *exécution, opposition, réintégration, tardivité, nullite facultative.*

Il n'y a pas lieu de considérer comme facultative pour le juge en Algérie, aux termes de l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, la nullité fondee sur ce que l'opposition à un jugement par défaut contre partie n'a pas été réitérée dans le délai prescrit par l'art. 162 C. pr. civ.

ALGER, 28 JUILL. 1892. 479

——— *opposition, premier jugement par défaut, décision contradictoire intermediaire, nomination d'experts, recevabilité, tribunaux de commerce, défaut faute de comparaître, defaut faute de conclure, assignation apres expertise, caractère de défaut.*

Est susceptible d'opposition le jugement rendu par défaut contre une partie qui avait déjà laissé prononcer dans la même cause un premier jugement par défaut, si, entre ces deux décisions, il est intervenu contradictoirement un jugement interlocutoire qui a nommé des experts, le second jugement par défaut statuant alors

sur les conclusions des experts, c'est-à-dire sur une cause modifiée par des éléments de décision nouveaux;

Il est de jurisprudence qu'il existe devant les tribunaux de commerce, comme devant les tribunaux civils, deux sortes de défaut, le defaut faute de comparaître et le defaut faute de conclure;

L'assignation donnée à une partie à comparaître devant le tribunal qui a précédemment rendu un jugement préparatoire d'expertise, pour voir statuer sur les conclusions de l'expert, n'ouvre pas une instance nouvelle, mais continue simplement l'instance contradictoire déjà engagee; si la partie assignee ne comparaît pas, le défaut pris contre elle est donc un defaut faute de conclure non susceptible d'opposition après l'expiration du delai de huit jours à partir de la signification fixée par l'art. 436 C. pr. civ., dont l'art. 643 C. com. n'a fait que restreindre l'application aux jugements par défaut faute de conclure.

ALGER, 8 JUIN 1892. 390

——— *remise de cause, demande, audience.*

La simple demande de renvoi est insuffisante pour lier la cause et n'autorise qu'une décision par défaut si la partie qui a formé cette demande n'assiste pas à la nouvelle audience.

ALGER, 11 FÉVR. 1892. 130

L

Licitation. — V. *Compétence. — Propriété. — Vente d'immeubles.*

Liquidation judiciaire, *signification, liquidé appelé en cause et intervenu, acte inopérant, appel, délai, point de départ.*

La signification d'un jugement rendu en matière de liquidation judiciaire, faite à la requête du liquidateur sans le concours du liquidé appelé en cause et intervenu dans le procès, est un acte inopérant et ne peut faire courir les délais d'appel.

ALGER, 7 DÉC. 1891. 52

Louage, *bail, destination de la chose louée, art. 1728 C. civ., présomption, profession du preneur.*

La destination de la chose louée, suivant laquelle le preneur doit jouir, aux termes de l'art. 1728 C. civ., lorsqu'elle n'est pas fixée par le bail, est déterminée principalement par la profession du preneur, surtout si la présomption qui résulte de cette présomption se trouve confirmée par les autres circonstances de la cause.

ALGER, 18 MARS 1892. 230

——— *bail, obligation du bailleur, art. 1719 C. civ., accessoires necessaires de la chose louee, jouissance, concession d eau, intention des parties.*

L'obligation de livrer la chose louée et celle d'en faire jouir paisiblement le preneur, que l'art. 1719 C. civ. impose au bailleur,

Pages

comprennent les accessoires de cette chose, alors surtout que ces accessoires, bien que non formellement désignés à l'acte de bail, sont pourtant, au moment du contrat, entrés dans les prévisions des parties ;

Il en est ainsi spécialement de la jouissance d'une concession d'eau affectée au service d'un immeuble loué à usage d'hôtel et de café, l'eau étant manifestement indispensable à un établissement de cette nature, et cela surtout si le bailleur a, depuis le commencement du bail, subi pendant un certain temps la charge des redevances relatives à cette concession.

ALGER, 8 JUIN 1892. 394

——— *bail à colonat partiaire, créance du fournisseur, propriétaire, responsabilité, conditions, privilège du bailleur, application.*

Le créancier du prix de fournitures faites à un colon partiaire dans l'intérêt de la ferme ne peut réclamer son paiement au propriétaire qu'il prétendrait faire considérer comme un véritable associé, s'il ne résulte, en fait, d'aucune des circonstances de la cause ni que le propriétaire se soit engagé envers le créancier comme debiteur principal ou comme caution, ni qu'il ait donné, implicitement ou explicitement, mandat au fermier de l'engager pour l'achat du materiel d'exploitation nécessaire à la ferme, ni que l'engagement contracté par le fermier ait eté pris au nom et pour le compte de l'association, ni que le créancier lui-même ait clairement entendu traiter avec cette association ;

Il en est ainsi même dans le cas où le propriétaire aurait, après le départ du fermier, conservé à son bénéfice le matériel et les produits de la ferme, surtout si le créancier ne demontre pas que la valeur de ces objets était supérieure au montant de la créance du propriétaire sur le fermier, créance privilegiee aussi bien dans le bail à colonat partiaire que dans le bail à ferme proprement dit (C. civ., art. 2102; L 25 mai 1838, art. 3).

ALGER, 20 MARS 1888. 449

——— *bail à ferme, contenance, déficit, action en diminution de prix, durée, prescription.*

Aux termes des art. 1765 et 1622 C. civ., l'action du preneur en diminution du prix du bail pour défaut de contenance du fonds affermé doit être intentée dans l'année du contrat, à peine de déchéance.

CASS. (REQ.), 2 FÉVR. 1891. 265

V. *Privilège du bailleur. — Preuve testimoniale. — Vente à réméré.*

Louage de services, *durée illimitée, rupture du contrat, faculté de chaque partie, loi du 27 décembre 1890, droit à indemnité, renonciation.*

Dans les contrats de louage de services à durée illimitée, chacune des parties peut, quand bon lui semble, provoquer la résiliation du contrat, sans que, en principe, l'exercice d'une telle faculte donne naissance à aucune obligation de dommages-intérêts, l'art. 1342 C. civ. étant inapplicable à ce cas.

Pages

Toutefois, si le droit strict autorise la brusque rupture du contrat au gré de l'une des parties, l'equite veut imperieusement aussi que l'autre partie soit indemnisée du tort qui resulte pour elle d'un congédiement inattendu, et la loi du 27 décembre 1890 a d'ailleurs formellement consacré, à son profit, le droit à une indemnité ;

L'abandon d'un droit ne se présume pas : il doit être exprès et formel, et ne ressort pas suffisamment, par exemple, du silence gardé par la partie congédiée au moment du règlement de son salaire.

ALGER, 27 JANV. 1892. 183

V. *Navire.*

Louage d'ouvrage, *entreprise de chemins de fer, clauses et conditions genérales, tâcheron, principe, inapplication, mesure, exécution des travaux.*

Les clauses et conditions générales des entreprises de chemins de fer, acceptees par l'entrepreneur, ne lient que celui-ci et la compagnie, et sont, en principe, etrangères au contrat intervenu entre l'entrepreneur et le tâcheron, ou du moins ne s'y appliquent que dans la mesure où le tâcheron les a acceptées en ce qui touche seulement l'existence même des travaux pour lesquels il a traité.

ALGER, 17 MAI 1892. 228

M

Mahsoulats. — V. *Abatage. — Impôt.*

Majorité. — V. *Protectorat.*

Mandat. — V. *Jugement.*

Mandat ad litem, *justice musulmane, décret du 17 avril 1889, agent d'affaires, avocat.*

L'art. 29 du décret du 17 avril 1889 sur la justice musulmane, en édictant que les parties, lorsqu'elles ne comparaîtront pas en personne par suite d'un empêchement absolu, ne pourront se faire representer que soit par un parent, soit par un notable de leur tribu justifiant de sa qualité de mandataire, soit par un oukil, exclut, par là même, du droit de représenter ou d'assister les parties toute autre personne et notamment les agents d'affaires ;

Il n'est fait exception à cette regle que pour les avocats, qui tiennent de la loi le droit de plaider devant toutes les juridictions.

JUST. DE PAIX D'ALGER, C. N., 10 MAI 1892. 311

Marché de fournitures. — V. *Competence.*

Mariage, *acte de naissance des futurs epoux, officier de l'etat civil, production, impossibilité, acte de notoriété, filiation, force probante.*

Pages

L'acte de notoriété dressé, pour suppléer l'acte de naissance des futurs époux, conformément aux art. 70 et 71 C. civ. ne peut être invoqué pour établir le mariage de leur pere et leur filiation légitime, à defaut de registres de l'etat civil.

ALGER, 27 JUILL 1892. 447

——— *Code civil italien, femme étrangère, nationalité du mari, loi nouvelle, changement de nationalite, étranger, naturalisation, demande en divorce, loi d'origine ; femme italienne, résidence à l'etranger, effets ; loi americaine, absence de nationalité, loi du domicile, statut personnel ; séparation de corps, arrêt, faits posterieurs, demande en divorce, recevabilité.*

Aux termes de l'art. 9 du Code civil italien, la femme étrangère acquiert, par son mariage avec un Italien, la nationalité de son mari.

Le mariage, n'étant pas un contrat ordinaire, mais une institution sociale intimement liée à l'organisation de la famille et qui produit des conséquences indépendantes de la volonté des parties, peut être modifié dans ses effets soit par une loi nouvelle, soit par un changement de nationalité des époux ;

Il en résulte que l'étranger dont la loi nationale n'admet pas le divorce peut cependant le demander en se conformant aux conditions établies par la loi française, si, depuis son mariage, il a obtenu la naturalisation française ;

Il en est ainsi alors même qu'il serait certain que l'étranger a demandé sa naturalisation dans le seul but de pouvoir obtenir son divorce, cette naturalisation, réelle, sérieuse, ordonnée suivant les formes tracées par la loi, et en vertu d'une decision de l'autorité publique compétente, ne pouvant être considerée par une juridiction française comme un acte fictif et frauduleux

L'art 11 du Code civil italien decide que la femme de celui qui perd la nationalite italienne devient etrangere à moins qu'elle ne continue à résider en Italie ; — Si donc la femme américaine de l'Italien naturalisé français et résidant sur un territoire français n'a pas, elle-même, demandé sa naturalisation, elle doit être considérée, soit comme ayant recouvré sa nationalité d'origine qu'elle avait perdue, aux termes de la loi italienne, par le fait de son mariage, et soumise ainsi à la loi américaine qui admet le divorce, soit comme n'ayant pas de nationalité et se trouvant, par suite, régie, quant à son statut personnel, par la loi de son domicile

Malgré l'existence d'un arrêt qui a prononcé la séparation de corps entre les deux époux, une demande en divorce peut être valablement formée avant l'expiration des délais fixés par la loi pour la conversion de la séparation de corps en divorce, si elle repose sur des faits postérieurs à l'arrêt.

TRIB. DE TUNIS, 21 MARS 1892. 242

——— *coutumes kabyles, femme, droit d'insurrection, domicile conjugal, réintegration.*

La coutume kabyle permet à la femme mariée, à laquelle tout droit à divorce ou à répudiation est interdit, de se mettre par sa fuite du domicile conjugal en état d'insurrection ;

Le mari n'a plus alors que l'option entre deux partis : ou réclamer à qui l'a reçu le montant de ce qu'il a paye pour avoir sa femme, le mariage étant alors dissous, ou laisser celle-ci dans l'état d'insurrection, qui laisse subsister les liens du mariage ;

Pages

En conséquence, la femme kabyle ne saurait être contrainte à réintégrer le domicile conjugal lorsque son état d'insurrection est justifié par les mauvais traitements de son mari.

TRIB. D'ALGER, 31 OCT. 1892. 426

——— *coutumes kabyles, répudiation, divorce, droits du mari, abus, préjudice causé à la femme, dommages-intérêts.*

S'il est vrai que, suivant les coutumes kabyles, le mari ait seul le droit de répudier sa femme et même de la renvoyer sans repudiation, sans que celle-ci ait, de son côté, le droit de demander le divorce, l'exercice de pareils droits ne saurait aller jusqu'à l'injustice et jusqu'à l'abus ;

Et si les mauvais procédés du mari ont causé à la femme un préjudice, celle-ci est en droit de demander des dommages-intérêts.

ALGER, 4 FÉVR. 1892. 332

——— *indigènes musulmans, loi du 23 mars 1882, déclaration à l'officier de l etat civil, contravention, sanction pénale, loi du 27 juin 1888, loi du 25 juin 1890, indigénat.*

Aux termes de la loi du 23 mars 1882, les indigènes musulmans, à partir du jour où, conformement à l'art. 14 de cette loi, l'usage du nom patronymique devient obligatoire, sont tenus de faire les déclarations de naissance, de décès, de mariage et de divorce à l'officier de l'etat civil ;

L'inobservation de ces prescriptions, en ce qui concerne les naissances et les décès, trouve sa sanction dans l'art. 20 de ladite loi, qui édicte que les crimes, délits et contraventions sont punis conformement à la loi française ;

Mais, en ce qui concerne la déclaration de mariage, la loi de 1882 n'en a pu prévoir le défaut, cette déclaration n'ayant aucune raison d'être dans les mariages français, dont la célébration est constatée par l'acte dressé par l'officier de l'etat civil ;

Le Code pénal n'ayant pas eu à réprimer le défaut de déclaration, en matière française, et les dispositions de ce Code étant de droit étroit, on ne saurait dire que l'art. 20 de la loi de 1882 a édicté une peine applicable au defaut de déclaration des mariages musulmans ; notamment on ne saurait appliquer à ce défaut de déclaration les dispositions de l'art. 346 C. pén , qui ne réprime que le defaut de déclaration de naissance ;

Avant la loi du 27 juin 1888 sur les infractions spéciales à l'indigénat, confirmée sur ce point par celle du 25 juin 1890, l'omission ou le retard de plus de huit jours dans les déclarations à l'autorité compétente des naissances, decès, mariages ou divorces était passible des peines édictées par les art. 464, 465 et 466 C. pén. ; mais, cette disposition n'ayant pas été reproduite dans les tableaux annexés à ces deux lois, il en résulte qu'aucune sanction ne se trouve aujourd'hui attachée à l'inobservation des prescriptions des art. 16 et 17 de la loi du 23 mars 1882.

TRIB. DE SIDI-BEL-ABBÈS, 21 JANV. 1892. 197

——— *israélites algériens, comparution devant l'officier de l'état civil français, loi française, applicabilité, communauté de biens, decret du 24 octobre 1870, art. 37 de l'ordonnance du 26 septembre 1842.*

Pages

Le mariage contracté par des israélites indigènes devant l'officier de l'état civil français place les époux sous l'empire de la loi française ;

En consequence, si les époux se sont mariés sans contrat, ils sont soumis au régime de la communauté légale.

De même, les israélites indigènes qui, en se mariant antérieurement au décret du 24 octobre 1870, se sont volontairement abstenus de comparaître devant l'officier de l'etat civil français ont clairement manifesté par là leur intention de placer leur régime matrimonial sous l'empire du droit mosaique ;

Alors qu'une ketouba a été dressée, le jour même du mariage, pour régler leurs conventions matrimoniales ;

En conséquence, ce mariage n'a engendré aucune communauté de biens entre les époux ;

On objecterait vainement que, les immeubles des époux étant régis par la loi française aux termes de l'art. 3 C. civ., ceux que les époux ont acquis au cours du mariage, même contracté en la forme rabbinique, sont communs entre eux ; cet article ne pouvant recevoir application au cas où les époux se sont mariés sous l'empire de l'art. 37 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, d'après lequel les indigènes sont présumés avoir contracté entre eux selon la loi du pays, à moins de convention contraire.

ALGER, 15 JUIN 1892. 403

——— *Kabylie, musulmans, coutumes locales, applicabilité, promesse de mariage, formalités, conditions de validité, inobservation, nullité.*

Aux termes de l'art. 1er du décret du 31 janvier 1866 et de l'art. 2 du decret du 29 août 1874, les tribunaux français, jugeant en matière kabyle, doivent appliquer les coutumes locales ou kanouns ;

D'après ces coutumes, la promesse de mariage n'est valable entre Kabyles et n'engage irrévocablement les parties que dans les conditions suivantes : — 1° Les parents doivent débattre ensemble et dans le plus grand secret les conditions de l'union projetée ; — 2° S'ils se mettent d'accord, une entrevue officielle est ménagée dans un lieu désigné où se rendent le futur, le père de ce dernier et le père de la future, en présence de plusieurs témoins ; — 3° La future n'assiste jamais à cette conférence où se règlent toutes clauses définitives du mariage ; — 4° Enfin, les parties en présence récitent la priere dite « fatha » avant de se separer ;

Dès lors, lorsqu'il est établi en fait que la future a assisté aux pourparlers qui ont eu lieu et que la fatha n'a pas été récitée, il n'y a pas de fiançailles dans le sens réel des coutumes, entraînant l'irrévocabilite du mariage, et le contrat est entaché d'une nullité radicale.

TRIB. DE TIZI-OUZOU, 26 FÉVR. 1892. 76

——— *Kabylie, musulmans, loi musulmane, promesse de mariage, validite, mariage postérieur, consommation, naissance d'un enfant, nullité, preuve, acte de l'état civil, preuve testimoniale, femme veuve, consentement, ouali.*

D'après le droit musulman, la promesse de mariage doit être considérée comme irrévocable et équivalant au mariage, lorsque le ouali a été présent, la dot payée, le consentement formulé et qu'aucun empêchement n'a existé de la part des futurs époux ;

Dès lors, cette promesse, quoique non suivie de consommation,

doit être maintenue, bien que, postérieurement, la future ait contracté mariage avec un autre époux, que ce mariage ait été consommé, et qu'un enfant soit né de cette union ;

Il importe peu, de même, que ce mariage soit prouvé par un extrait des registres de l'etat civil de la commune mixte, cette preuve ne pouvant prévaloir contre celle qui résulte, en faveur de la promesse antérieure, de la déposition de nombreux témoins ;

S'agissant d'une femme veuve, il est sans importance que les dépositions des temoins soient contradictoires sur le point de savoir si la femme a consenti à cette promesse par elle-même ou par un ouali.

TRIB. DE TIZI-OUZOU, 14 NOV. 1890. 69

——— *loi autrichienne, exclusion de communauté, constitution de dot. acte sous seing privé, validité, Tunisie, usages, creanciers du mari, contestation, irrecevabilité.*

Le mariage contracté suivant l'intention présumée des époux sous l'empire de la loi autrichienne, qui est tirée, en grande partie, du droit romain, ne comporte pas de communauté de biens entre les époux, mais la constitution d'une dot apportée soit par la femme, soit par un tiers agissant en son nom ,

Cette constitution de dot peut avoir lieu valablement, en Tunisie, par acte sous seing privé, tant aux termes de la loi autrichienne qu'en vertu des usages existant à Tunis et consacres par la Cour de cassation, sans que les creanciers du mari puissent plus tard en contester la valeur ou s'opposer à la séparation des biens legitimement demandee par la femme dont la dot se trouve en péril, si d'ailleurs les circonstances qui ont accompagné la rédaction de l'acte de constitution excluent tout soupçon d'antidate ou de fraude.

TRIB. DE TUNIS, 4 AVRIL 1891. 272

——— *musulman, fille impubère, consommation, nullité, dissolution.*

Il y a lieu à dissolution, par autorité de justice, du mariage contracté par le père au nom de sa fille, au cas où il est constaté que celle-ci est trop jeune pour satisfaire aux exigences du mariage, lequel cependant a été consommé.

ALGER, 9 FÉVR. 1891. 31

——— *musulman, promesse contestée, preuve testimoniale, droit de djebr, rite hanéfite, rite malékite, rite orthodoxe, parties, tribunaux, choix, faculté.*

En droit musulman, et surtout lorsqu'il s'agit d'établir l'existence d'un acte aussi important que le mariage, la preuve testimoniale ne doit être admise par le juge que si elle est complètement concluante et si celui-ci se trouve absolument édifié sur sa sincérité ,

Specialement, cette preuve doit être rejetée lorsqu'elle est produite contre une jeune fille, apres la mort de son père, pour etablir le consentement donné par ce dernier à son prétendu mariage ;

Si les indigènes musulmans ont la faculté d'adopter, pour le règlement de leurs intérêts civils, les préceptes admis par l'un des rites orthodoxes, bien que les parties n'appartiennent pas à ce rite au point de vue religieux, les tribunaux peuvent à plus forte raison user de cette faculté dans l'intérêt superieur de la justice ;

Le rite hanéfite décidant que les enfants des deux sexes ne

Pages

peuvent contracter mariage, dès qu'ils ont atteint l'âge de puberté, que de leur libre consentement, les tribunaux doivent suivre les prescriptions de ce rite comme étant, des quatre rites orthodoxes, celui qui se rapproche le plus du droit français;

Si le rite malékite accorde au père de famille le droit absolu de djebr, les docteurs de ce rite reconnaissent cependant que le père ne doit jamais l'exercer que dans l'intérêt exclusif de l'enfant.

TRIB DE SIDI-BEL-ABBÈS, 10 MAI 1892. 201

——— *musulmans, promesse de mariage, non obligation; mariage, demande en validité, demande reconventionnelle en divorce, accord des parties, juge de paix, compétence; mariage, consentement, preuve, consommation.*

La promesse de mariage ne forme, entre musulmans, aucun lien obligatoire;

La preuve du consentement peut résulter indirectement, dans les mariages musulmans, de la consommation du mariage intervenue sans fraude, dol, ni violence;

L'art. 7 du décret du 17 avril 1889 donne pouvoir au juge de paix saisi, par le commun accord des parties, d'une demande en validité de mariage entre musulmans, de statuer sur une demande reconventionnelle en divorce, lorsqu'aucune des parties n'invoque l'incompétence.

ALGER, 3 FÉVR. 1892. 72

V. *Divorce.*

Médecine. — V. *Vente de substances médicamenteuses.*

Midjlès, *deliberation, forme, effet, région saharienne, décret du 8 janvier 1870, recours au midjles, équivalence, avis non conforme, maintien de l'appel.*

Une délibération de midjlès, quelle que soit sa forme et bien que qualifiée de décision, n'est qu'un simple avis consultatif sans force exécutoire;

Est, par suite, sans objet l'appel d'une délibération de midjlès;

Le fait, par une partie, de deferer un jugement de cadi au midjlès manifeste suffisamment de sa part l'intention d'interjeter appel de ce jugement;

Au cas où l'avis du midjlès n'est pas conforme au jugement, l'appel conserve son effet.

ALGER, 24 NOV. 1890. 40

V. *Appel.*

Milice. — V. *Nationalité.*

Minorité. — V. *Serment décisoire.*

Mokaddem. — V. *Interdiction.*

Motifs des jugements, *conclusions, chef spécial, ensemble des motifs, motifs satisfaisants.*

Pages

Est suffisamment motivé l'arrêt auquel le pourvoi reproche de n'avoir pas répondu à une partie des conclusions d'appel, alors que cette partie des conclusions trouve une réponse dans l'ensemble des motifs de l'arrêt.

CASS. (REQ.), 2 FÉVR. 1891. 265

N

Nationalité, *individu né en Algérie d'un étranger, incorporation dans la milice algerienne mobilisee en 1870-1871, qualité de Français, réclamation, délai, loi du 22 mars 1849.*

Si, à l'origine, les milices algériennes, ayant pour objet le maintien de l'ordre intérieur et de la tranquillité publique, formaient une institution purement civile, les détachements de cette milice mobilises en 1870-1871 ont constitué une veritable force armée ;

En conséquence, l'individu ne en Algérie d'un étranger doit, lorsqu'il a fait partie de ces détachements, être considéré comme ayant servi dans l'armée française et peut, dès lors, réclamer la qualité de Français même après l'année qui suit sa majorité, conformement à la loi du 22 mars 1849.

TRIB. DE GUELMA, 16 JUIN 1892. 318

——— *musulman domicilié en Tunisie, preuve contraire, Algérien, permis de voyage, inscription au consulat de France.*

Les indigènes musulmans domiciliés en Tunisie doivent être considérés, jusqu'à preuve contraire, comme sujets tunisiens ;

Il ne leur suffirait pas, pour établir leur qualité d'Algériens, sujets français, de produire un permis de voyage à eux délivré en Algérie, alors surtout qu'ils n'allèguent même pas avoir sollicité et obtenu leur inscription au consulat de France, en Tunisie, sur la liste des sujets ou protégés français.

TRIB. DE TUNIS, 14 MARS 1892. 243

——— *Tunisie, musulman algérien, établissement, sénatus-consulte du 14 juillet 1865, extranéité.*

L'indigène musulman algérien, établi en Tunisie avant la loi du 26 juin 1889 et les traités qui ont placé la Tunisie sous le protectorat de la France, doit être présumé fixé dans ce pays sans esprit de retour, surtout s'il ne s'est pas fait inscrire au consulat de France pour se prévaloir des avantages inhérents à la qualité de Français et s il a fait, au contraire, à ce consulat une déclaration constatant qu'il était sujet tunisien ;

Bien que sujet français par sa naissance, aux termes du sénatus-consulte du 14 juillet 1865, cet indigène doit être considéré comme étranger, aux termes de l'ancien art. 17 C. civ., la loi du 26 juin 1889 n'ayant pas d'effet rétroactif.

TRIB. DE TUNIS, 2 DÉC. 1891. 143

Naturalisation. — V *Étranger.* — *Mariage.*

Pages

Navire, *abordage, faute du capitaine, marchandises, perte, armateur, clause d'irresponsabilité, légalité.*

Est licite et obligatoire la clause par laquelle le propriétaire d'un navire stipule qu'il ne sera pas responsable des fautes du capitaine ou de l'équipage.

CASS. (CIV.), 11 JUILL. 1892. 325

—— *abordage, faute respective des deux capitaines, armateurs, marchandises, perte, responsabilité.*

Le juge saisi d'un litige concernant la responsabilité d'un abordage entre deux navires a pu tirer du fait que la même compagnie était à la fois propriétaire du navire abordé et du navire abordeur la conséquence que l'inaction du capitaine du navire abordé n'a été que l'effet de l'exécution des volontes de ladite compagnie, et déclarer, des lors, que, l'inaccomplissement des prescriptions des art. 435 et 436 C com. ne résultant que d'une faute qui lui était personnelle, elle était sans droit à en exciper.

Lorsque l'abordage a été causé par la faute respective des capitaines des deux navires, et qu'il est impossible de déterminer la part qui incombe à chacun d'eux dans l'accident, le juge a le droit de condamner l'armateur du navire abordeur à réparer la totalité du dommage subi par les parties lésées.

CASS. (CIV.), 11 JUILL. 1892. 328

—— *acconier, compagnie de transports maritimes, réarrimage, accident, opération etrangère au contrat d'acconage, ouvriers payés par la compagnie, officier du bord, préposé de la compagnie, imprudence, accident, responsabilite.*

L'acconier d'une compagnie de transports maritimes ne saurait être responsable dans une mesure quelconque de l'accident survenu à bord pendant le cours d'une opération de réarrimage à l'un des ouvriers de l'équipe fournie par lui sur la demande de la compagnie, si, d'une part, cette operation ne rentre pas dans son contrat d'acconage, et si, d'autre part, les ouvriers sont payés par la compagnie sans l'intervention de l'acconier, demeuré absolument étranger aux arrangements relatifs aux salaires ;

Nul n'etant admis, en dehors des officiers d'un navire, à commander, à désigner et à surveiller les manipulations qui s'opèrent à bord, une compagnie maritime responsable du fait des officiers, qui sont ses préposes, doit indemniser la victime de l'accident survenu pendant une opération de réarrimage imprudemment faite avec les écoutilles en partie garnies de leurs pommeaux pendant la manœuvre du treuil à vapeur.

ALGER, 11 AVRIL 1892. 208

—— *acconier, responsabilité, exécution du contrat, temps normal, marchandises, reception, présomption, contrat, clause spéciale, entretien et conservation de la marchandise, avaries, perte totale, erreur de livraison, vol.*

Les acconiers ont, en principe, comme les voituriers, la garde et la responsabilité des objets ou marchandises confiés à leurs soins, et ce pendant tout le temps normalement nécessaire à l'exécution de leurs obligations ;

Dès lors, cette responsabilité, qui existe tant que la marchandise

Pages

portée sur l'accon n'est pas arrivée à destination, c'est-à-dire à quai, n'a plus sa raison d'être et cesse de subsister à une époque eloignée de plusieurs semaines, de plusieurs jours même, de l'époque du debarquement. Il naît, à ce moment, par la force des choses, au profit de l'acconier, une présomption de reception et de prise en charge, par la compagnie, des marchandises demeurées à quai ;

La clause du contrat d'acconage stipulant au profit de la compagnie l'obligation à la charge de l'acconier d'accepter toute responsabilité pour l'entretien et la conservation de la marchandise jusqu'à parfaite livraison vise seulement les mesures de préservation des marchandises contre les avaries auxquelles elles se trouvent exposées, mais n'assujettit l'acconier à aucune responsabilité au cas de perte totale pouvant resulter soit des erreurs commises dans les livraisons par la compagnie aux destinataires, soit aussi de vols perpétrés sur les quais.

ALGER, 5 AVRIL 1892. 275

——— *compagnie de navigation, connaissement, clause imprimée, faute du capitaine, responsabilite, acceptation par le chargeur, validité, abordage, faute commune des deux capitaines, responsabilite, capitaine du navire aborde, obligation de reclamer, art. 435 § 3 C. com.*

La clause imprimée qui exonère une compagnie de navigation de toute responsabilité à raison des fautes du capitaine, dans un connaissement accepté par le chargeur, est obligatoire pour celui-ci ;

Si l'abordage est le résultat de la faute commune des deux capitaines, et que les circonstances ne permettent pas de déterminer la mesure de responsabilité incombant à chacun d'eux, l'obligation de reparer le prejudice causé par leur délit lors de l'accident dont ils sont coauteurs, incombe à l'un aussi bien qu'à l'autre;

L'inobservation par le capitaine du navire aborde des prescriptions de l'art. 435 § 3 C. com , qui lui imposent le devoir de reclamer, ne peut être opposée au chargeur; elle constitue une faute dont ni le capitaine, ni l'armateur ne sauraient tirer profit.

ALGER, 22 OCT. 1891. 8

——— *danger de perte, assistance, caractère, rémunération, appréciation des tribunaux.*

Le secours porté par un navire à un autre navire en danger de se perdre près d'un port maritime constitue, non pas le sauvetage d'une épave donnant droit à une part de la proprieté sauvee, mais seulement une assistance dont la rémuneration, non reglementee par la loi maritime, doit être, dans le silence du Code, équitablement fixée par les tribunaux ;

Cette rémunération est d'autant plus légitime qu'un danger a été couru en prêtant l'assistance, et que le secours d'ailleurs réclamé, a été donné par un commerçant à un autre commerçant dans le cours d'une opération commerciale.

TRIB. DE COMMERCE DE LA SEINE, 14 OCT. 1891. 170

——— *echouement, perte des bagages, imprudence, responsabilité, armateur, heure du départ, fixation, courrier postal, capitaine, pilote, assistance, responsabilité, clause de non garantie, ticket d'embarquement, clause imprimée, validite.*

Une compagnie de transports maritimes invoquerait vainement la

Pages

fortune de mer qui a causé l'échouement de l'un de ses navires à la sortie du port pour échapper à la responsabilité qui résulte pour elle de la perte des bagages dont elle a pris charge, si elle-même et le capitaine ont envoyé le navire à une perte probable, à raison des conditions atmosphériques, en autorisant sa sortie, surtout sans l'assistance d'un pilote ;

Si le capitaine ne peut être forcé au départ quand il y a danger de navigation, l'armateur, de son côté, demeure maître absolu de modifier l'heure de sortie du navire, même quand ce navire est courrier postal, le capitaine, souverain en mer, n'étant, dans le port où la compagnie est représentée, que l'obéissant prépose de cette compagnie ;

L'assistance du pilote, quoique facultative dans certains ports, n'en demeure pas moins une obligation de prudence à laquelle l'armateur comme le capitaine ne sauraient, sans engager leur responsabilité, se soustraire en cas de péril, surtout s'il résulte des éléments de la cause que la présence d'un pilote à bord aurait peut-être evite ou conjuré le danger ;

La compagnie de transports, qui entend se dégager de toute responsabilite à raison des fautes de ses préposés rend, par cela même, plus étroites et plus impérieuses ses obligations personnelles ;

La clause imprimée à l'art. 6 des tickets d'embarquement de la Compagnie générale transatlantique, limitant à 500 fr par colis la responsabilité de cette compagnie à raison des bagages déclarés et enregistrés, est licite par elle-même et rendue obligatoire par l'acceptation du voyageur à qui remise est faite du ticket.

ALGER, 9 MAI 1891. 3

——— *transports maritimes, bulletin de passage, clause de non garantie, validité, application, perte de la marchandise, dommages aux personnes, usages maritimes, passager de quatrieme classe, droit unique, séjournement sur le pont, abri dans l'entrepont, capitaine, négligence, responsabilité, grand et petit cabotage, medecin, présence à bord, traversee de Marseille à Alger.*

Sont valables et s'appliquent non seulement aux pertes subies par la marchandise, mais encore aux dommages survenus aux personnes, les clauses de non garantie imprimées sur les bulletins que les compagnies maritimes délivrent aux passagers, et par lesquelles ces compagnies s'affranchissent de la responsabilite des accidents de fortune de mer et des fautes du capitaine ou autres personnes de l'équipage.

D'apres les usages maritimes, les passagers de 4e classe n'ont d'autre droit que de séjourner sur le pont, et si le capitaine n'use pas à leur égard de la faculté qui lui est donnée de leur fournir un abri dans l'entrepont en cas de mauvais temps, ce fait ne saurait qu'être considéré comme une négligence imputable à la seule faute du capitaine et non pas attribué à une installation defectueuse dont la compagnie maritime serait directement responsable, si d'ailleurs les conditions d'installation de ces passagers ne presentaient rien d'anormal ni d'exceptionnel aux coutumes de la mer

Aux termes de la législation en vigueur, les navires qui font le grand et le petit cabotage ne sont pas tenus d'avoir à bord un médecin ; il en est ainsi notamment de ceux qui effectuent la traversée d'Alger à Marseille.

ALGER, 20 JANV. 1892. 117

——— *transports maritimes, marchandises, perte totale, action en dommages-interêts, art. 433 C. com., prescription, applicabilité,*

naufrage, délai, point de depart, abordage, faute commune, propriétaire unique, conséquences, protestation du capitaine, art 435 et 436 C. com., forme, absence de declaration, demande en justice, délai, prescription, chargeurs, négligence.

L'art. 433 C. com., qui déclare prescrite toute demande en délivrance des marchandises un an après l'arrivée du navire s'applique aussi bien à l'action exercée par le destinataire pour se faire remettre les marchandises qu'à l'action en dommages-intérêts introduite, en cas de perte totale, par le chargeur ou les assureurs ;

Cette prescription, applicable en cas de naufrage, commence alors à courir du jour où les intéressés ont été prévenus du sinistre et ont pu agir utilement ;

Les diligences faites ou les actions intentées par certains intéressés contre la compagnie de transports ne dispensent pas les autres de prendre eux-mêmes les mesures nécessaires à la conservation de leurs droits.

En cas d'abordage imputable à la faute commune de deux capitaines, lorsqu'une compagnie maritime est propriétaire des deux navires, elle encourt, vis-à-vis des chargeurs, une double responsabilité, l'une contractuelle à raison du contrat de transport, l'autre quasi-délictuelle en vertu de l'art. 1382 C. civ. ; et les exceptions ou fins de non recevoir lui servant à se dégager de la premiere ne sauraient lui permettre en même temps d'éviter la seconde.

En l'absence de formules particulières prescrites par la loi, les déclarations contenues dans le rapport déposé par le capitaine du navire abordé au consulat du premier port où il a pu agir peuvent à la rigueur constituer une exécution suffisante des art. 435 et 436 C. com.

La compagnie de transports ne peut opposer aux chargeurs le défaut de protestation régulière du capitaine, si d'ailleurs les chargeurs ou leurs assureurs ne se trouvaient pas sur les lieux et n'ont pu manifester leur volonté de protester dans les délais ;

Le délai d'un mois, prévu par l'art. 436 C. com., pour l'introduction de la demande en justice, a pour point de départ le jour où le chargeur a connu le sinistre. L'observation de ce delai est aussi bien prescrite à peine de nullité que celle du delai de vingt-quatre heures pour la protestation prévue au même article.

Si les chargeurs ou les assureurs, tout en se trouvant dans l'impossibilité de protester dans les vingt-quatre heures, ont, du moins, commis une négligence en n'introduisant pas eux-mêmes une action dans le délai légal, la faute du capitaine, sur ce point, ne saurait les relever des suites de leur propre inaction.

ALGER, 30 NOV. 1891. 188

——— *transports maritimes, obligations de la compagnie, durée, remise des marchandises au destinataire, débarquement sur chalands, fin de non recevoir, art. 435 et 436 C. com., caractère.*

Les obligations d'une compagnie de transports maritimes ne cessent qu'au moment précis où la marchandise transportée est mise à la disposition du destinataire et non au moment du débarquement opéré sur les chalands de l'acconier de cette compagnie, qui peut seule, dans ce cas, invoquer la fin de non recevoir tirée des art. 435 et 436 C. com , laquelle n'est pas d'ordre public.

ALGER, 26 NOV. 1891. 159

Notaire, *Algérie, honoraires dus au prédécesseur, paiement au successeur, libération, arrêté du 30 décembre 1842.*

Pages

Si l'art. 52 de l'arrêté ministériel du 30 décembre 1842, spécial à l'Algérie, n'a modifié l'art. 59 de la loi du 25 ventôse an XI sur le notariat qu'en ce qui concerne le mode de règlement de l'indemnité due par le nouveau titulaire d'une étude à son predécesseur pour le recouvrement des frais et honoraires encore dus à ce dernier, il n'a fait que consacrer l'application du principe même de ladite indemnite, dont la conséquence est de donner au successeur qualité pour opérer ce recouvrement;

En consequence, est libératoire le paiement des frais et honoraires effectue par un client entre les mains dudit successeur.

TRIB. DE GUELMA, 27 JANV. 1892. 484

——— *responsabilité, actes, rédaction, préjudice, faute de la partie.*

S'il est de principe, aujourd'hui incontesté, que les notaires sont tenus, sous peine d'engager leur propre responsabilité, d'éclairer les parties sur les conséquences des actes qu'ils rédigent, il est non moins certain qu'aucun recours ne saurait être exerce valablement contre eux lorsqu'au moment de la rédaction de ces actes, aucune circonstance ne leur a permis de prévoir que les conventions par eux constatées pourraient occasionner un préjudice quelconque à l'une ou à l'autre des parties, et lorsqu'il est d'ailleurs établi que le prejudice souffert n'a eu d'autre cause que l'impéritie et la négligence de la partie elle-même.

ALGER, 24 DÉC. 1891. 84

——— *responsabilité, prêt hypothécaire, destination de l'immeuble, depreciation, secret professionnel, faute, preuve.*

Le notaire par le ministere duquel a eu lieu un placement hypothecaire ne saurait être déclaré responsable de la dépréciation subie par l'immeuble, pour n'avoir fait connaître au créancier ni le nom de l'emprunteur ni la destination honteuse dudit immeuble, lorsque le créancier a debattu lui-même avec l'emprunteur les conditions du prêt et qu'il ne prouve pas avoir ignoré la destination dont il s'agit.

CASS. (REQ), 16 NOV. 1892. 470

Nullité facultative. — V. *Exploit. — Jugement par défaut. — Saisie immobilière.*

O

Opposition. — V. *Jugement par defaut.*

Ordre, *contestation, mise en cause de la partie saisie, nullité, omission réparée en appel, évocation, expertise, immeuble hypothéqué, valeur vénale, détermination, frais, accessoires de la créance, Crédit foncier, capitalisation des intérêts, statuts, inscription speciale.*

Il ne résulte pas des art. 760 et suiv. C. pr. civ., relatifs aux

contestations en matière d'ordre, que la partie saisie doive être mise en cause à peine de nullité ;

Cette omission peut d'ailleurs être réparée en cause d'appel, et dans ce cas il appartient à la Cour d'évoquer le fond aux termes de l'art. 473 du même Code.

Les frais d'une expertise faite à la requête d'un créancier pour connaître la valeur vénale des immeubles hypothéqués et devant faire l'objet de la vente, alors même qu'ils ont été payés postérieurement à la réalisation du gage, doivent être considérés comme accessoires de la créance et compris dans le règlement provisoire comme les frais d'administration, si l'expertise est antérieure à cette réalisation

La capitalisation des intérêts prévue par les statuts du Crédit foncier et valablement stipulee dans un contrat est opposable aux creanciers hypothécaires si le Credit foncier a eu soin de porter les droits qu'il puise à cet égard dans ses statuts à la connaissance des tiers, en prenant une inscription spéciale.

ALGER, 11 AVRIL 1892. 225

—— *contredit, motifs, justification, appréciation du juge.*

L'art. 758 C. pr. c. n'ayant prescrit aucune forme spéciale pour la motivité des contredits, l'appréciation de la suffisance des motifs et des justifications fournis par les contredisants se trouve laissée aux magistrats.

ALGER, 23 MAI 1892. 433

Ouzara. — V. *Compétence.*

P

Paiement, *imputation légale, imputation conventionnelle, tiers, validité, stipulation formelle, nécessité, caution, limites de la convention.*

Il n'y a lieu à imputation légale qu'à défaut d'imputation conventionnelle, et cette dernière, opposable aux tiers, doit être sanctionnée par les tribunaux.

Au cas de coexistence de deux créances dont l'une seulement est cautionnée, le creancier et le débiteur principal, agissant de bonne foi, sont libres d'imputer le paiement sur la creance non cautionnée ;

Toutefois, les imputations conventionnelles devant être formellement stipulées, le créancier ne peut imputer, à raison de la convention intervenue, que les sommes qui lui ont été specialement déléguées, et les autres sommes ne peuvent faire l'objet que d'imputations légales.

ALGER, 23 MAI 1892. 433

Partage, *caractère provisionnel, jouissance, effet à l'égard des héritiers, mineurs, majorité, partage definitif.*

Le partage déclaré provisionnel par les art. 466 et 840 C. civ. est, en ce qui concerne la jouissance des choses partagées, opposable aux heritiers, même mineurs ;

l'ages

Par suite, si, conformément à cet acte, les copartageants ont été mis en possession, pour en jouir, des objets compris dans leurs lots respectifs, les mineurs, devenus majeurs, qui peuvent demander un partage définitif, ne sont pas recevables à se plaindre de l'exécution ainsi donnee au partage provisionnel.

CASS. (REQ.), 5 JUILL. 1892. 445

V. *Chefâa*. — *Succession musulmane*. — *Vente d'immeubles*.

Participation. — V. *Societé*.

Pharmacie. — V. *Vente de substances médicamenteuses*.

Possession. — V. *Prescription*. — *Servitude*.

Poudre, *Algérie, introduction, ordonnance du 4 septembre 1844, abrogation, lois des 28 avril 1816, 21 avril 1818 et 2 juin 1875, Algérie, applicabilite, douanes, confiscation, caractère, tribunaux repressifs, fait, qualification, appréciation.*

L'introduction de la poudre en Algérie, autrefois prévue par l'ordonnance du 4 septembre 1844, est actuellement reprimée par les lois de douanes des 28 avril 1816, 21 avril 1818 et 2 juin 1875, promulgées dans la colonie à la date du 25 fevrier 1854 ;

Les tribunaux répressifs ne sont pas liés par la qualification donnée aux faits qui leur sont deférés ; ils puisent dans la plénitude de leurs attributions la faculté de modifier le caractere juridique qui a été attribué à ces faits par l'ordonnance ou la citation qui les a saisis, à la condition toutefois de ne pas toucher aux éléments qui les constituent ;

En matière de douanes, la confiscation des marchandises saisies et celle des moyens peuvent être prononcées sans qu'il soit necessaire d'appeler en cause les propriétaires ;

Cette confiscation ne saurait être considérée comme une peine, et perd le caractère spécial qui lui est attribué par l'art. 11, C. pén. : elle ne constitue qu'une réparation *sui generis* du dommage causé par le fait délictueux.

ALGER, 2 AVRIL 1892. 467

Prescription, *droit musulman, acquisition, tribu, possession, précarite.*

Le fait par les indigènes musulmans d'une tribu d'avoir conduit leurs troupeaux sur une terre et d'y avoir coupé des broussailles ou du jonc depuis un temps immémorial ne saurait constituer une prescription acquisitive au profit de cette tribu, s'il résulte des documents de la cause que ces actes de jouissance n'ont été exercés qu'à titre purement precaire.

ALGER, 10 OCT. 1892. 503

——— *Tunisie, Français, obligation, capitulations, loi française, applicabilité.*

Le débiteur français qui a contracté une dette en Tunisie sous l'empire de la loi française, notamment à l'époque où, en raison des

Pages

capitulations, l'exécution de son engagement aurait dû être poursuivie devant le tribunal consulaire de France, peut invoquer la prescription de cinq ans édictee par l'art. 2277 C. civ.

TRIB. DE TUNIS, 28 DÉC. 1891. 148

V. *Louage. — Servitude.*

——— *Tunisie, obligation, loi applicable, rite, défendeur, choix, rite hanéfite, prescription de quinze ans, suspension.*

C'est la loi tunisienne qui est applicable aux contestations relatives aux obligations nées en Tunisie à une époque où l'exécution de ces obligations aurait dû être poursuivie devant la justice beylicale *(1re et 2e espèces)*.

Dans le rite hanéfite, les actions personnelles et mobilières se prescrivent par quinze ans *(1re et 2e espèces)* ;

Et le choix du rite appartient au defendeur *(1re espèce)* ;

Les princes peuvent, comme les simples particuliers, se prévaloir de la prescription ;

Toutefois, les juges ont la faculté d'en relever le créancier lorsqu'il s'est trouvé en fait dans l'impossibilite d'agir, par exemple parce qu'il avait pour adversaire un homme puissant *(1re espèce)*.

TRIB. DE TUNIS, 25 JANV. 1892 ; 29 FÉVR. 1892. 153

V. *Navire.*

Presse. — V. *Diffamation.*

Preuve. — V. *Compétence. — Vente d'immeubles.*

Preuve littérale. — V. *Abatage.*

Preuve testimoniale, *bail, art. 1347 C. civ., applicabilité, art. 1715 C. civ., interdiction générale, bail de colonage partiaire, commencement de preuve par ecrit.*

L'art 1347 C. civ., qui se réfère aux matières pour lesquelles la preuve testimoniale est admise jusqu'à 150 fr., ne s'applique pas au contrat de bail pour lequel l'art. 1715 du même Code interdit cette preuve même au-dessous de 150 fr , quand le bail n'a reçu encore aucune exécution et que l'une des parties le dénie ;

L'interdiction de l'art. 1715 est générale ; elle vise le bail de colonage partiaire comme les autres baux, et cela qu'il y ait ou non un commencement de preuve par écrit.

CASS. (REQ), 28 JUIN 1891. 290

——— *bail entre Français et indigènes, ordonnance du 26 septembre 1842, art. 37 § 4, decrets du 10 septembre 1886 et du 17 avril 1889, abrogation.*

Le paragraphe 4 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 qui autorisait, dans les contestations entre Français et indigènes, l'application de la loi française ou de celle du pays, a été formellement abrogé par l'art. 74 du décret du 10 septembre 1886 et par l'art. 77 du décret du 17 avril 1889 ;

Pages

En conséquence, la preuve testimoniale n'est pas admise pour établir l'existence, entre Français et indigène, d'un bail verbal qui n'a encore reçu aucune exécution.

ALGER, 17 DÉC. 1891. 101

——— *convention entre musulman et Européen, art. 37 § 4 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, décret du 10 septembre 1886, acte authentique, loi française, souscription, lieu du paiement, quittance, clause.*

Un indigène musulman ne saurait recourir, en invoquant l'art. 37 § 4 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, à la preuve testimoniale pour établir le paiement d'une obligation supérieure à 150 fr., souscrite à un Européen avant le décret du 10 septembre 1886, mais dont l'échéance était postérieure à ce décret.

Les parties contractantes à l'acte authentique reçu en la forme française se trouvent soumises, pour l'exécution de cet acte, aux prescriptions de la loi sous l'empire de laquelle elles ont contracté.

Si une clause de l'acte authentique qui constate l'obligation déclare que tout versement de sommes à la libération du débiteur devra être fait et quittancé en l'étude du notaire rédacteur, il faut voir dans cette clause librement consentie, qui forme la loi des parties et qui ne saurait, par suite, être éludée, une précaution prise à une époque antérieure au décret de 1886, pour soustraire le créancier à la perspective d'une preuve testimoniale.

ALGER, 3 NOV. 1891. 27

V. *Donation. — Mariage. — Propriété. — Responsabilité.*

Privilège du bailleur, *avances faites au preneur, acquisition d'un cheptel, clause formelle du bail, créance privilégiée.*

Les avances faites par le bailleur au preneur pour l'acquisition d'un cheptel, en conformité d'une clause formelle du bail, ont le caractère d'une créance privilégiée en vertu de l'art. 2102 C. civ.

ALGER, 28 MARS 1892. 186

Privilège du vendeur, *immeuble saisi, vendeur de meubles, prix non payé, immeubles par destination.*

Si le vendeur de meubles dont le prix est encore dû peut exiger, en principe, que les objets par lui vendus soient détachés de l'immeuble saisi, afin qu'il exerce sur eux son privilège, il n'en saurait être ainsi lorsque ces meubles sont devenus immeubles par destination, le privilège du vendeur ne devant pas l'emporter sur des hypothèques qui, de leur nature, s'étendent aux améliorations et aux augmentations faites à l'immeuble, et les affectent avec l'immeuble lui-même *(C. civ., art. 2118 et 2133)*.

ALGER, 15 FÉVR. 1892. 133

Propriété, *Algérie, acte notarié, droits indivis, vente, statut réel français, licitation, loi du 26 juillet 1873, titre définitif, non opposabilité ; succession musulmane, droits héréditaires, indétermination, sursis, compétence ; habous, vente, caducité.*

L'acte notarié qui constate une vente ou cession, par un cohéritier,

de droits indivis entre musulmans sur un immeuble jusque-là régi par la loi musulmane a pour effet de soumettre la totalité de cet immeuble à l'application du statut réel français ;

En consequence, le commissaire enquêteur est sans pouvoirs pour procéder sur cet immeuble aux opérations de la loi du 26 juillet 1873 ; — Et le titre definitif de propriété délivré ensuite de ces operations n'est pas opposable au cohéritier dont les droits n'ont pas été aliénés, et qui, des lors, est recevable à demander la licitation de l'immeuble ;

A defaut de détermination des droits appartenant à chacun des héritiers sur l'immeuble indivis, la juridiction française doit surseoir à ordonner la licitation jusqu'à ce que la quotité de ces droits ait été fixée par la juridiction musulmane, seule compétente à cet effet ;

A supposer que l'immeuble indivis ait eté constitué habous à l'exclusion de tel ou tel héritier, la vente, par un dévolutaire, de tout ou partie des biens compris dans la fondation pieuse entraîne la caducité du habous

ALGER, 14 JANV. 1892. 149

——— *Algérie, acte notarié, titre administratif délivré en vertu de la loi du 26 juillet 1873, conflit.*

Le titre nouveau délivré en exécution de la loi du 26 juillet 1873 ne peut prévaloir contre un titre authentique français antérieur.

ALGER, 13 JUIN 1892. 506

——— *Algérie, législation antérieure à la loi du 26 juillet 1873, immeuble, transmission contractuelle, loi musulmane, juge de paix statuant au possessoire, preuve testimoniale.*

Avant la loi du 26 juillet 1873, les transmissions d'immeubles entre indigenes musulmans étaient soumises à la loi musulmane, quelle que fut l'origine de la propriété *(L. 16 juin 1851, art. 16)* ;

Si déjà à cette epoque ces transmissions ne pouvaient être opposées aux tiers dont les droits dérivaient d'actes régis par la loi française, elles étaient opposables aux musulmans qui y avaient été parties et, par suite, à leurs heritiers ;

Dès lors, une vente d'immeubles entre musulmans, consentie sous l'empire de la loi du 16 juin 1851, peut, en cas de contestation, être etablie par tous les modes de preuve qu'admet la loi musulmane ;

Il importe peu que cette contestation ait été portée, à raison de l'organisation actuelle de la justice en Algérie, devant le juge de paix statuant au possessoire ;

Il n'est pas nécessaire, pour établir une vente, de recourir à la preuve testimoniale, d'ailleurs toujours admissible en matiere musulmane, si le droit de proprieté sur les parcelles vendues se trouve justifié par les éléments de la cause.

ALGER, 28 MARS 1892. 215

——— *Algérie, loi du 26 juillet 1873, purge spéciale, immeuble, désignation, tiers, domaine de l'Etat, revendication, délai, decheance, vente d'immeubles, chose d'autrui, nullité, dommages-interêts, defaut de contenance, action en réduction, delai, déchéance, action en bornage.*

La prescription de trois mois établie par l'art. 27 de la loi du 26 juillet 1873 ne court point contre les tiers lorsque l'acte d'acquisition deposé et publié pour parvenir à la purge spéciale édictée par

Pages

ladite loi ne contient aucune énonciation de nature à les avertir de leurs droits et à les mettre en demeure d'agir pour les faire valoir ;

Il en est ainsi, spécialement, en ce qui concerne l'Etat, lorsque, dans le contrat de vente publié, la terre vendue est simplement qualifiée de terre de culture, broussailles, palmiers nains et pâture et que la designation qui en est faite est visiblement exclusive d'une partie quelconque des forêts domaniales.

Lorsqu'une vente d'immeubles comprend des terrains appartenant à autrui et d'autres qui n'ont jamais existé, il y a lieu d'appliquer distinctement à ce contrat, d'une part l'art. 1599 C. civ., et d'autre part les art. 1617 et 1619 du même Code ;

Par application du premier article, la vente est nulle et l'acheteur peut demander des dommages-interêts s'il a eté de bonne foi ;

En vertu des deux derniers articles, l'acheteur a le droit de demander une réduction proportionnelle du prix, pourvu qu'il exerce son action dans l'année de la vente ;

Une action en bornage intentée dans le délai ci-dessus n'aurait pas pour effet d'interrompre la prescription prévue par l'art. 1622 C. civ.

ALGER, 2 MAI 1892. 508

——— *Algérie, opérations du commissaire enquêteur, contestation, délai de trois mois, decheance, citation en conciliation, ajournement.*

La citation en conciliation devant le juge de paix étant le premier acte de toute contestation judiciaire, aucune déchéance n'est encourue si cette citation a éte donnée dans le délai de trois mois imparti par l'art. 18 de la loi du 26 juillet 1873 pour contester les operations du commissaire enquêteur, alors même que l'exploit introductif d'instance n'aurait été signifié qu'apres l'expiration de ce délai.

ALGER, 22 JUIN 1891. 348

——— *Algérie, titre français, titre musulman, conflit, ventes successives, hypothèque judiciaire, antichrese ou rahnia, conflit, appel, jugement interlocutoire, preuve testimoniale.*

En cas de conflit entre un titre français et un titre musulman, la loi française est seule applicable, soit que la terre fût soumise définitivement à la loi française (1re espèce), soit qu'elle n'y fût pas encore définitivement soumise (2e espece) ;

Spécialement, on ne peut demander à prouver par témoins qu'avant l'inscription d'une hypothèque judiciaire prise en vertu d'un jugement rendu par un tribunal français, un droit d'antichrèse ou rahnia avait été concédé sur le fonds greve de l'hypotheque ;

Est interlocutoire et susceptible d'appel le jugement qui, dans ce sens, autorise la preuve testimoniale.

NÎMES, 20 JUILL. 1891 ; ALGER, 28 JANV. 1892. 127

V. *Compétence. — Concession de terres domaniales.*

Protectorat, *Tunisie, indigène israélite, protégé français, majorité, âge, droit rabbinique, applicabilité, obligation, capacite.*

Les indigenes protégés d'une puissance européenne restent soumis, en ce qui concerne leur statut personnel, à leurs lois et coutumes locales ;

Pages

En conséquence, la majorité des israélites tunisiens, même protégés français, doit être fixée, pour les hommes, d'après le droit rabbinique, à l'âge de treize ans, et ceux-ci deviennent, à partir de cet âge, capables de contracter.

TRIB. DE TUNIS, 11 JUILL. 1892. 331

V. *Conseil de guerre.*

Q

Qualités des jugements, *règlement, arrêt, premier président ou dévolutaire.*

Lorsque sommation a été faite de comparaître au règlement des qualités d'un arrêt, rendu par la 1re chambre de la Cour, devant le premier président de cette Cour, président de la 1re chambre ou son dévolutaire, que le premier président n'a pas connu de l'affaire et que le président de la 1re chambre est légalement empêché de procéder audit reglement, les qualités sont valablement réglées par le plus ancien des conseillers ayant participé à la décision.

CASS. (REQ.), 16 NOV. 1892. 470

Quotité disponible. — V. *Donation.*

R

Rahnia. — V. *Propriété.*

Récusation, *jugement, appel, delai de cinq jours, caractère, sanction, nullité.*

L'appel d'un jugement intervenu sur une demande en récusation doit être formé, à peine de nullité, dans le delai de cinq jours à partir du jugement.

ALGER, 11 MAI 1892. 294

Référé. — V. *Compétence. — Exécution des jugements.*

Règlement de juges, *compétence, déclinatoire, conclusions au fond, chose jugée, connaissement, attribution de compétence, validité.*

Est recevable, aux termes de l'art 19 de l'ordonnance d'août 1737, la demande en règlement de juges formée par la partie dont le déclinatoire d'incompétence a été rejeté, si d'ailleurs cette partie n'a déposé aucune conclusion au fond, alors que le jugement rejetant le déclinatoire est encore susceptible d'appel (2e *espece*) ; ou que l'arrêt de la Cour d'appel, confirmant ledit jugement, n'a pas encore

Pages

acquis force de chose jugée par l'expiration du délai du pourvoi en cassation (*1re espèce*);

Est valable, et doit recevoir son plein et entier effet, la clause d'attribution de competence insérée dans un connaissement;

Par suite, la juridiction désignée nominativement dans ledit acte est seule competente, à l'exclusion des tribunaux de droit commun, pour connaître de toutes difficultes relatives à son exécution (*1re et 2e espèces.*)

CASS. (REQ), 10 et 30 NOV. 1891. 61

Rente viagère, *vente d'immeubles, prix, conversion en rentes, arrérages, paiement, retard, exigibilité du prix, légataire universel, transmission.*

Lorsqu'un contrat de vente, aux termes duquel le prix est converti en une rente viagère, contient une clause d'après laquelle, au cas de retard dans le paiement des arrérages de cette vente, le prix devient exigible de plein droit à la volonté du vendeur, s'il arrive que le retard dans le paiement des arrérages se produise du vivant du vendeur, sans que celui-ci ait usé de son droit de demander le paiement du prix, cette faculté d'option, toute personnelle au vendeur, s'éteint avec lui et ne passe pas à son légataire universel.

CASS. (REQ.), 15 NOV. 1892. 524

Reprise d'instance, *constitution de nouvel avoué, assignation, absence de comparution.*

Aucune disposition expresse n'interdit, à peine de nullité, en cas d'assignation en constitution de nouvel avoué, de passer outre au jugement du fond, en l'absence de toute comparution de l'assigné; une telle assignation ne saurait d'ailleurs être assimilée à la demande en reprise d'instance, malgré les termes de l'art. 349 C. pr. civ., l'une et l'autre demande se référant à des cas très differents.

ALGER, 30 DÉC. 1891. 91

Répudiation. — V. *Divorce.* — *Mariage.*

Requête civile, *justice musulmane, décret du 7 avril 1889, Code de procédure civile, consignation de l'amende, consultation de trois jurisconsultes, applicabilité.*

Il résulte de l'art. 50 du décret du 17 avril 1889 que l'on doit observer, en matiere musulmane, les formalités prescrites par les art. 492, 496 et 498 C. pr. civ. pour l'introduction régulière d'une requête civile, dans la mesure où ces formalites sont compatibles avec l'organisation de la justice musulmane;

Il en est ainsi notamment pour la consignation préalable de l'amende et pour la consultation de trois jurisconsultes.

ALGER, 10 FÉVR. 1892. 93

V. *Appel.*

Responsabilité, *accident, compagnie de chemins de fer, art. 1382 C. civ., exercice de l'action, intérêt, qualité, mesure de la responsabilité, appréciation.*

L'action en réparation du préjudice causé par accident, fondée sur l'art 1382 C civ., n'appartient pas seulement à la victime même de l'accident ou à ses héritiers, mais aussi à quiconque, héritier ou non de cette victime, se trouve directement lésé par les conséquences de cet accident qui lui a causé un préjudice soit matériel, soit moral ;

L'action déjà intentée à l'auteur de l'accident par la veuve de la victime ne saurait empêcher l'exercice de l'action en responsabilité introduite par un autre intéressé, notamment par la mère de celle-ci, s'il n'apparaît pas que les juges, dans la première décision, aient apprécié les consequences de la mort de la victime sous le rapport de la totalité du préjudice que cette mort a pu entraîner pour toute la famille ;

La circonstance qu'un employé était au service d'une compagnie de chemins de fer depuis trois ou quatre jours seulement ne fait qu'aggraver la responsabilité que la compagnie encourt, à raison de l'accident survenu, s'il en résulte que la compagnie a confié une manœuvre périlleuse ou tout au moins délicate à un ouvrier nouveau et inexperimenté.

ALGER, 23 MAI 1892. 384

——— *compagnie de transports maritimes, bulletin de bagages, délivrance, effet, preuve testimoniale, dispense, présomption, colis perdu, indemnité, caractère, bulletin de passage, clause imprimee, perte de bagages, clause de non garantie, validité.*

L'introduction du bulletin de bagages dans les usages des compagnies de transports a eu pour but d'affranchir les voituriers et les voyageurs de la preuve testimoniale relativement à l'exécution ou à l'inexécution du contrat. La présomption qui s'attache à ce bulletin délivré à un passager par une compagnie de transports maritimes en échange de la malle qu'elle en a reçu, pour n'être pas une présomption *juris et de jure*, n'en a pas moins une valeur supérieure à la preuve testimoniale du retirement de la malle, offerte par la compagnie dans des conditions d'infériorité pour le passager.

L'indemnité allouée au propriétaire d'un colis perdu ne peut se rattacher qu'aux consequences immediates de cette perte, et non, par exemple, à la remise forcée du départ pour un pays où l'on comptait sur un emploi avantageux.

Est valable et doit être respectee par les deux parties la clause imprimée d'un bulletin de passage qui limite la responsabilité d'une compagnie maritime en cas de perte de bagages.

ALGER, 7 DÉC 1891. 12

——— *transports maritimes, passager, bagages, livraison, retard, faute du transporteur, dommages-interêts, clause limitative, validité.*

La convention qui, sans exclure la responsabilité du transporteur, limite d'avance les dommages-intérêts qui pourront lui être reclamés en cas de retard dans la remise des objets transportés et détermine ainsi à forfait, en dehors des cas de force majeure dont il ne répond pas légalement, les conséquences de sa faute, n'a rien de contraire à la loi ni à l'ordre public ; elle est donc licite et oblige en principe ceux qui l'ont faite ;

Il en est ainsi spécialement de la clause d'un billet de passage aux termes de laquelle l'indemnité due par la compagnie de trans-

Pages

ports au passager, en cas de retard dans la livraison de ses bagages, ne peut être supérieure au prix de passage.

CASS (CIV.), 25 JUILL. 1892. 326

V. *Chemin de fer.* — *Commissionnaire de transports.* — *Divorce.* — *Navire.* — *Notaire.* — *Succession vacante.* — *Voirie.* — *Voiturier.*

Revendication. — V. *Saisie-exécution.*

Roulage, *police, falot, lanterne, voitures particulières servant au transport des personnes, vélocipèdes, asssimilation, arrêté prefectoral, contravention.*

Si les vélocipèdes doivent être assimilés à des voitures, ils ne peuvent l'être qu'aux voitures particulières servant au transport des personnes;

Ces voitures n'étant, aux termes du décret du 26 février 1858, tenues d'être pourvues, pendant la nuit, d'un falot ou d'une lanterne allumee qu'autant qu'il a été pris, à ce sujet, un arrêté spécial par le préfet du département, il s'ensuit que les velocipèdes ne sont assujettis à cette obligation que dans les mêmes conditions;

Par suite, en l'absence d'un arrête préfectoral, ne commet aucune contravention le vélocipédiste dont l'appareil n'est pas muni, pendant la nuit, d'un falot ou d'une lanterne allumée.

TRIB. DE POL. D'ALGER, 25 AOUT 1892. 471

S

Saisie-arrêt, *créance du saisissant, valeur, degré de juridiction.*

Il est de principe, en matière de saisie-arrêt, que c'est la valeur de la créance du saisissant qui détermine le degré de juridiction (*L. 11 avril 1838, art. 1 et 2*).

ALGER, 30 DÉC. 1891. 91

——— *ordonnance sur requête, juridiction gracieuse, ordonnance sur assignation, appel, recevabilite, crèance, justification.*

Si l'ordonnance sur requête, par laquelle le président du tribunal autorise une saisie-arrêt, dans le cas de l'art 558 C. pr. civ., appartient à la juridiction gracieuse de ce magistrat et n'est pas, dès lors, susceptible d'appel, il en est autrement de l'ordonnance rendue sur assignation, apres un debat contradictoire, qui est un acte de la juridiction contentieuse du président, et qui, tirant son principe des pouvoirs à lui conférés par l'art. 889 du même Code, constitue une véritable ordonnance de référé;

Rien ne s'oppose à ce que le président qui a autorisé une saisie-arrêt par une ordonnance sur requête qu'il s'est reserve la faculté de modifier, retire, après meilleure information, l'autorisation accordée, alors même que la demande en validité de saisie-arrêt serait soumise au tribunal, s'il n'a pas encore été statué sur ladite demande;

De ce qu'aux termes de l'art. 558 C. pr. civ., la saisie-arrêt peut

Pages

être autorisée par le juge lorsqu'il n'y a pas de titre, il n'en résulte pas que cette mesure doive être ordonnée arbitrairement à la demande de toute personne se disant créancière ; celle-ci est toujours tenue de produire des justifications de nature à établir que sa créance est certaine. 497

ALGER, 7 NOV. 1892.

V. *Impôt arabe.*

Saisie-brandon, *acquéreur de la récolte, valeur indéterminée, premier ressort, notification au saisissant et à la partie saisie, partie saisie non intimée.*

Lorsqu'un tiers revendique une récolte qu'il prétend avoir acquise et sur laquelle le créancier de son vendeur a fait pratiquer une saisie-brandon, la decision qui intervient est rendue en premier ressort, le véritable objet du litige étant non la créance du saisissant mais la valeur, toujours indéterminée au moment de la saisie, de la récolte revendiquee ;

Il y a obligation pour le revendiquant de notifier, à peine de nullité, l'opposition à la vente et l'assignation tant au saisissant qu'à la partie saisie *(C. pr. civ., art. 608 et 634)* ;

Si donc la partie saisie ne se trouve pas intimée devant la Cour, le proces n'est pas en état et l'instance d'appel ne peut être suivie.

ALGER, 30 DÉC. 1891. 66

Saisie-exécution, *revendication, partie saisie, mise en cause, demande, appel, recevabilité.*

En matière de revendication d'objets saisis, la partie saisie doit être appelée en cause aussi bien devant la juridiction du premier degre que devant celle du second degré, et ce à peine d'irrecevabilite de la demande ou de l'appel.

ALGER, 6 AVRIL 1892. 264

V. *Aoun.*

Saisie immobilière, *commandement, copie incomplète du jugement, nullité facultative.*

Est facultative pour le juge, en Algérie, en vertu de l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, la nullité prise de ce qu'un commandement à fin de saisie immobilière ne donne pas copie entière, comme le prescrit l'art. 673 C. pr. civ , du jugement en vertu duquel il est signifié ;

Cette nullite doit être rejetée, notamment si la copie incomplète, donnée en tête du commandement, a suffisamment averti le débiteur des condamnations prononcées contre lui.

ALGER, 3 MARS 1892. 212

——— *faillite du débiteur, poursuites, créancier chirographaire, créancier hypothécaire, inscription, caducité, ouverture de la faillite, report, continuation.*

Le créancier chirographaire a le droit de continuer et de mener à fin la saisie immobiliere qu'il a commencée avant le jugement déclaratif de la faillite de son débiteur ;

Pages

Par suite, ce droit appartient au créancier hypothécaire dont l'inscription est devenue caduque par suite d'un jugement qui a reporté la date de l'ouverture de la faillite.

ALGER, 23 MAI 1892. 262

V. *Compétence. — Faillite. — Jugement interlocutoire.*

Séparation de biens. — V. *Autorisation maritale.*

Séparation de corps, *sujet espagnol, juge français, traité international du 7 janvier 1862, compétence.*

Les tribunaux français sont compétents pour connaître d'une demande en séparation de corps formée par un sujet espagnol, qui, aux termes de l'art. 2 du traité international du 7 janvier 1862, doit avoir accès libre et facile auprès d'eux, tant pour réclamer que pour défendre ses droits ;

L'incompétence résultant de la qualité d'étranger n'est pas absolue ; elle est personnelle, et doit, des lors, être proposée *in limine litis*, conformément aux dispositions de l'art. 169 C. pr. civ.

ALGER, 13 JANV. 1892. 51

V. *Étranger. — Mariage.*

Séquestration. — V. *Compétence criminelle.*

Séquestre, *effets, appréciation, tribunaux ordinaires, compétence.*

Il ne saurait appartenir aux tribunaux ordinaires d'apprécier directement ou indirectement les effets du séquestre, de rendre des décisions ayant pour résultat d'y faire obstacle, d'en paralyser l'exercice, d'en modifier les termes, cette matière échappant, d'une manière absolue, à leur compétence.

ALGER, 6 JANV. 1892. 105

V. *Compétence. — Habous.*

Serment. — V. *Acquiescement.*

Serment décisoire, *caractère, terminaison du litige.*

Le serment décisoire, prévu aux art. 1358 et suiv. C. civ., qui peut, aux termes desdits articles, être déféré sur quelque espèce de contestation que ce soit, et en tout état de cause, est celui qui met fin définitivement et absolument à la contestation dans un sens ou dans l'autre, soit qu'on le prête, soit qu'on refuse de le prêter.

ALGER, 9 MAI 1892. 268

——— *délation, fait décisif, fait non décisif, complexité, rejet.*

Est inadmissible, à raison du vice de complexité, le serment comprenant dans ses termes un fait sans intérêt dans la cause et

Pages

qui peut être un obstacle à la prestation dudit serment sur le fait décisif.

ALGER, 27 DÉC. 1890. 211

——— *transaction, mineur, tuteur, délation.*

Le serment décisoire, emportant transaction de la part de celui qui le prête, ne saurait, hors le cas spécial de l'art. 2275 C. civ. relatif aux prescriptions de courte durée, être déféré au tuteur, qui n'a pas le pouvoir de transiger seul sur les intérêts des mineurs.

ALGER, 6 AVRIL 1892. 270

Servitude, *droit musulman, acquisition, prescription, irrigation, discontinuité, possession, droit antérieur à la conquête, maintien, destination du père de famille.*

Les servitudes, même discontinues, peuvent, en droit musulman, s'acquérir par la prescription ;

En conséquence, à la supposer discontinue, à raison de son mode d'exercice, une servitude d'irrigation, établie par la possession antérieurement à la conquête, doit être maintenue conformément à l'art. 691 C. civ. ;

Le maintien de cette servitude est encore justifié aux termes de l'art. 694, lorsque les fonds dominant et servant ont antérieurement appartenu à l'Etat et qu'il y a ainsi destination du père de famille.

ALGER, 24 JANV. 1891. 267

V. *Antiquités et objets d'art. — Compétence.*

Société, *associés, obligation in solidum, société de fait, participation, caractère, différence.*

Doit être considérée, non comme une participation, dont le caractère essentiel est d'être occulte, mais comme une société de fait, dont les obligations sont opposables *in solidum* à tous les associés, l'association dans laquelle tous les membres devaient prendre, suivant la commune intention des parties, et ont pris en fait une part active et apparente aux opérations sociales, donnant ainsi aux tiers le droit de suivre leur foi, de compter sur leur crédit ;

Il en est ainsi spécialement du cas où tous les associés ont ratifié un marché passé par l'un d'eux en concourant, au nom de l'association, à un emprunt fait pour les besoins de ce marché et dont ils ont donné reçu.

ALGER, 2 JUIN 1892. 431

Société commerciale, *succursale, compétence, agent.*

Si une société ayant des succursales avec des représentants peut être assignée devant le juge du lieu d'une succursale, cette compétence est limitée aux actions intentées par les tiers contre la société, mais ne saurait être étendue à l'action formée contre la société par un de ses agents, alors surtout que cet agent était employé au siege de son principal établissement.

ALGER, 27 AVRIL 1892. 259

——— *tiers, jugement, appel des administrateurs et de la société ; assemblée générale, constitution de la société, action-*

Pages

naires, représentation, vote, statuts ; administrateurs, actions de garantie, droit de gage avec privilège, transfert, dépôt dans la caisse sociale, timbre d'inaliénabilité.

Les membres du conseil d'administration d'une société, virtuellement parties au jugement intervenu entre cette société et un tiers, sont recevables à poursuivre, par voie d'appel, la réformation de ce jugement ; et la société elle-même, dont la présence aux débats est assurée par celle des administrateurs et du fondé de pouvoirs spécial de ceux-ci, ne vicie pas la procédure en se portant surabondamment appelante.

Les assemblées générales convoquées pour statuer sur des intérêts d'une gravité exceptionnelle, et tels que les résolutions à prendre mettant en discussion la constitution même de la société, doivent être rangées non parmi celles dont parle l'art. 29 de la loi du 24 juillet 1867, mais parmi celles prévues et réglementees par les art. 30 et 31 de la même loi, qui exigent la représentation à l'assemblée de la moitié au moins du capital social et qui admettent à la délibération et au vote tous les actionnaires, quelque minime que soit leur apport social.

Les decisions d'une assemblée générale même irrégulièrement composée doivent être maintenues, s'il résulte des documents de la cause qu'en éliminant les porteurs d'une ou de deux actions, les votes exprimés sont encore réguliers et conformes aux prescriptions de la loi et des statuts.

La recherche du caractère réel ou fictif du transfert, consenti aux administrateurs, des actions de garantie que ceux-ci doivent posséder aux termes de l'art. 26 de la loi de 1867, est sans intérêt s'il est certain que ce transfert a été opéré pour obéir aux exigences de la loi et des statuts, et que ces actions, déposees dans la caisse sociale, étaient destinées, dans la commune intention de toutes parties, à constituer le gage privilégié de l'art. 26. Il en est ainsi même dans le cas où les actions déposées n'ont pas été frappées d'un timbre d'inaliénabilité, cette formalité, purement materielle, n'etant pas prescrite à peine de nullité.

ALGER, 27 JANV. 1892. 112

V. *Compétence.*

Succession, *coutume kabyle, femmes, exclusion, entretien, aliments.*

Suivant les coutumes kabyles, les femmes ne participent pas aux successions, même de leur père ou de leur mari ; — Elles n'ont droit, sur les biens laissés par ceux-ci, qu'aux vêtements et à la nourriture.

ALGER, 14 JANV. 1891. 219

——— *israélite marocain, loi étrangère, coutume de Castille, valeurs mobilières, fille dotée, chose jugée.*

Si la loi française régit la succession relativement aux immeubles situés en Algérie, la loi étrangère, et, dans l'espèce, la coutume de Castille, régit les valeurs mobilières dépendant de la succession d'israélites marocains, résidant en Algérie, mais non autorisés à y établir leur domicile ;

En conséquence, la fille dotée doit être exclue de la succession aux valeurs mobilières, quand, dans l'acte du mariage, il est écrit qu'elle a été dotée conformément à la coutume de Castille, que, par cela même, elle a acceptée comme la loi suivie par les israélites marocains.

Pages

Quand un jugement ordonnant le partage des immeubles de la succession a décidé, sur les conclusions des parties, que les valeurs mobilières seraient attribuees conformément au statut personnel des defunts, un autre jugement, statuant sur la demande d'attribution de ces valeurs au fils, à l'exclusion de la fille dotée, ne peut, sans violer la chose jugée, décider qu'elles seront partagées suivant la loi française.

ALGER, 14 JANV. 1892. 38

Succession musulmane, *loi successorale, droits des filles, indivision, cession par un héritier, étendue des droits cédés, vente, chose d'autrui, nullité.*

En l'absence d'une coutume particulière locale dérogeant à la loi musulmane, les filles sont, comme les fils, mais seulement dans des proportions differentes, appelées à la succession de leurs pere et mère ;

En conséquence, une cession transactionnelle consentie par un fils du *de cujus* au profit du mari d'une fille prédécedée n'a pu, en l'absence de tout partage entre le cédant et sa sœur, transferer au cessionnaire, agissant en son propre et privé nom, l'entiere propriété de l'immeuble successoral, objet de la cession ;

Est nul, par suite, comme portant sur la chose d'autrui jusqu'à concurrence de la part des enfants de la fille, l'acte par lequel le cessionnaire a ulterieurement vendu l'immeuble en totalité à un tiers *(solution de la Cour de cassation et de la Cour d'Aix)* ;

A supposer que, lors de la cession, le cessionnaire ait agi tant en son propre et prive nom, comme héritier de sa femme, sœur du cédant, qu'au nom des enfants issus de son mariage à raison des droits leur revenant dans la succession de leur mere, ce cessionnaire n'a toujours acquis sur l'immeuble cédé que des droits indivis avec ceux de ses enfants ; — Il n'a pu, des lors, transférer ultérieurement un droit entier de propriété par une vente qu'il a faite seul et dont il a seul profité *(solution de la Cour d'Aix).*

CASS. (CIV.), 23 AVRIL 1879 ; AIX, 22 DÉC. 1881. 17

—— *héritier, dettes successorales, forces de la succession, obligation à due concurrence, biens vendus, prix distribué aux creanciers, biens habous, dévolution aux héritiers; absence d'obligation, creancier désinteresse, transaction, dette du de cujus cautionnée par l'héritier, consequences.*

Dans la coutume musulmane, les héritiers ne peuvent être tenus des dettes d'une succession que jusqu'à concurrence des forces de cette succession qu'ils ont recueillie. Ils ne sont tenus dans aucune limite, si les biens meubles ou immeubles ont été vendus au profit des créanciers successoraux et s'ils n'ont recueilli que les biens habous dont ils n'ont pas la propriété ;

Le fait, par l'un des héritiers, d'avoir désintéressé, par une transaction, un créancier du de cujus ne saurait constituer, de la part de cet heritier, une acceptation de la succession, si l'héritier avait lui-même cautionné la dette de son auteur.

La coutume musulmane admet la preuve testimoniale en toute matière.

ALGER, 5 MAI 1892. 282

—— *héritiers, lots, tirage au sort, partage fait par la djemaâ, expertise, validité.*

Bien que l'art 834 C. civ. prescrive, en matière de partage, le

Pages

tirage au sort des lots établis, les tribunaux peuvent, sans porter atteinte à cette garantie et à raison des circonstances de la cause, ordonner le partage sur les bases d'attributions fixées par des experts et conformes à celles primitivement déterminées, entre cohéritiers musulmans, par une djemaâ de notables, surtout en présence du fait de l'entrée en possession et de la jouissance par chaque héritier du lot primitif.

ALGER, 10 NOV. 1892. 501

—— *héritiers, obligation aux dettes, divisibilité, demande en justice, jugement, dernier ressort, appel, irrecevabilité.*

Dans la coutume musulmane, les héritiers, nonobstant toute acceptation ou répudiation de la succession, sont tenus des dettes jusqu'à concurrence des forces de la succession et ne peuvent en être tenus au delà ;

Comme dans la loi française, les dettes se divisent de plein droit entre tous les héritiers suivant la part et portion de chacun dans l'hérédité ;

Si donc le montant de la demande formée par un créancier de la succession contre les héritiers ès-qualités, tout en dépassant le taux du dernier ressort, se décompose en fractions dont chacune n'atteint pas ce taux quand on la divise par le nombre des héritiers, le jugement rendu est susceptible d'appel.

ALGER, 24 NOV. 1892. 515

—— *représentation, prohibition, pétition d'hérédité, non recevabilité.*

La coutume musulmane n'admet pas la représentation ;

Est non recevable, en conséquence, l'action en pétition d'hérédité intentée par un petit-fils à l'encontre de la veuve et des enfants de l'auteur commun issus du second mariage de celui-ci, lorsqu'il n'est pas justifié que l'auteur direct du demandeur, de qui ce dernier tiendrait ses droits, a survécu à l'aïeul.

ALGER, 3 FÉVR. 1891. 35

V. *Donation. — Propriété.*

Succession vacante, *Algérie, conditions, immixtion du curateur, défaut de qualité, responsabilité.*

En Algérie comme en France, pour qu'une hérédité soit réputée vacante, il faut, d'une part, qu'aucun pretendant ne se soit presenté pour la réclamer, et que, d'autre part, il n'existe pas de parent connu qui en soit légalement saisi ;

En conséquence, si le défunt a laissé à son décès, sur les lieux mêmes où sa succession s'est ouverte, un frère investi de la saisine légale, ladite succession n'est pas vacante, le curateur qui s'y est immiscé n'a ni droit ni qualité pour agir, et il est personnellement responsable du préjudice que cette immixtion a pu causer à des tiers.

TRIB. DE SIDI-BEL-ABBÈS, 23 FÉVR. 1892. 360

T

Tierce opposition. — V. *Compétence.*

Timbre. — V. *Vente d'immeubles.*

Traduction en langue arabe. — V. *Acte sous seing privé.*

Transaction. — V. *Exploit. — Serment décisoire. — Succession musulmane.*

Transport-cession. — V. *Compétence.*

Transports maritimes. — *Commissionnaire de transports. — Navire. — Responsabilité.*

Tribunaux, *Algérie, justice musulmane, décret du 17 avril 1889, assesseur musulman, voix consultative, présomption de régularité, mention de l'arrêt attaqué.*

En Algérie, où le décret du 17 avril 1889 (art. 40) ne donne aux assesseurs musulmans dans les décisions judiciaires auxquelles ils participent que voix consultative, il y a présomption que cette disposition légale a été suivie, si la décision attaquée énonce que l'assesseur musulman a siégé, et porte la mention qu'il a été délibéré conformément à la loi.

CASS. (REQ.), 26 JUILL. 1892. 317

Tutelle. — V. *Interdiction. — Serment décisoire.*

U

Usage. — V. *Eaux.*

V

Vélocipède. V. *Roulage.*

Vente, *cession de droits successifs, art. 2052 C. civ., transaction, non applicabilité, cession de droits sociaux, art. 1872 C. civ., forfait, absence de fraude, action en rescision, irrecevabilité.*

Pages

La disposition de l'art. 2052 C. civ. est inapplicable à l'acte de cession de droits successifs qui intervient apres une assignation en licitation et partage des immeubles de la succession, dont les termes n'impliquent pas, de la part des parties, l'intention de transiger sur l'objet de ce litige.

Les règles qui regissent les cessions de droits successifs s'appliquant également aux cessions de droits sociaux, en vertu de l'art. 1872 C. civ., l'action en rescision ne peut être admise contre la vente de droits sociaux faite sans fraude et aux risques et périls de l'acquéreur.

ALGER, 30 JUIN 1892. 457

Vente à réméré, *Tunisie, usages locaux, résiliation, délai, ensemencement de terres, location, droit du vendeur et de l'acheteur.*

D'après les usages qui régissent en Tunisie la vente à réméré des propriétés rurales, lorsque le vendeur n'a pas demandé la resiliation de la vente dans le mois qui a suivi la date du contrat, l'acheteur n'est plus tenu d'y consentir qu'après l'expiration d'une année, mais, cette année écoulee, il ne peut à aucun titre s'opposer à cette résiliation ;

Toutefois, si l'acheteur a ensemencé personnellement une partie de l'immeuble, il pourra detenir les parcelles ensemencées jusqu'à la fin de la récolte en payant un loyer, à dire d'expert, pour le temps restant à courir jusqu'à cette date ;

Et s'il a consenti des locations, le vendeur sera tenu de les respecter, sauf à bénéficier lui-même du prix de ces locations pour la période restant à courir au moment de la résiliation de la vente jusqu'à la fin des baux.

TRIB. DE TUNIS, 14 MARS 1892. 165

Vente commerciale, *céréales, poids, tare, chambre de commerce d'Alger, règlement, usages.*

Il résulte d'un règlement émané de la chambre de commerce d'Alger qu'il est d'usage, à defaut de convention entre les parties, d'accorder 650 grammes de tare par sac de céréales.

ALGER, 27 JANV. 1892. 313

Vente de marchandises, *échantillon, livraison, paiement du prix, action en résolution, vérification et acceptation de l'acheteur, marchandise non conforme, sacs d'échantillons non scellés, usage du commerce, expertise, partie non presente ou appelée, exception de l'art. 106 C. com., rapports du vendeur et de l'acheteur.*

La livraison des marchandises vendues, même accompagnée du paiement du prix, ne suffit pas, tant que l'acheteur ne les a pas vérifiées et acceptées, pour engendrer une fin de non recevoir contre l'action en résolution fondée sur ce qu'elles ne seraient pas de la nature stipulée au contrat. Spécialement dans la vente sur échantillon, l'acheteur, malgré la clause portant que la marchandise est vendue franco bord d'embarquement, paiement comptant, a le droit de la faire vérifier après son arrivée dans le port de debarquement, lorsque la vérification n'a pas eu lieu au moment de la mise à bord, et de demander la resiliation du contrat quand elle n'est pas conforme à l'echantillon.

La circonstance que les sacs d'échantillon n'ont pas été scellés,

résultant le plus souvent de l'usage du commerce, ne vicie pas la convention *(résolu par la Cour d'appel)*.

Une expertise n'est, en principe, opposable à une partie, qu'autant que cette partie y a eté présente ou appelée. L'exception apportee à cette règle par l'art 106 C com. ne regit que les rapports du destinataire avec le voiturier, et non ceux du vendeur avec l'acheteur lorsque celui-ci refuse la marchandise pour défaut de conformite avec l'echantillon ; — Un arrêt ne peut donc, sans violer les art. 302 et suivants, 429 C. pr. civ., prendre une semblable expertise pour base unique de sa décision, au lieu d'y chercher de simples renseignements.

CASS. (CIV.), 1er MARS 1892. 86

V. *Vente de substances falsifiées.*

Vente de meubles. — V. *Privilège du vendeur. — Propriété.*

Vente de substances falsifiées, *vins d'Algérie, vinage, arrêté du gouverneur général du 7 juin 1890, usages du commerce, acceptation de l'acheteur, vente sur echantillon, non conformité, validité, réduction du prix.*

Il est d'un usage constant que les vins vendus sous le nom de « vins d'équipage », devant peser 12°05, sont généralement renforcés en alcool ; ce vinage, licite quand le vin possède une richesse naturelle assez élevée pour que l'addition d'alcool ne nuise ni à son goût, ni à sa qualite, est d'ailleurs nécessaire, les vins d'Algérie n'atteignant qu'à de rares exceptions un degré alcoolique aussi elevé ;

La clause du marché stipulant que les vins ne doivent pas être « plâtres artificiellement » ne s'applique pas au vinage, qui reste autorisé, malgré le silence du marche, s'il résulte des circonstances de la cause que, dans la commune intention des parties, le degré alcoolique prévu pouvait être obtenu par le vinage, et si, notamment, les échantillons-type remis à l'acheteur étaient eux-mêmes vinés ;

L'acheteur est non recevable à critiquer un vinage fait en dehors des prescriptions de l'arrêté du gouverneur général du 7 juin 1890, s'il a stipulé l'agréage en cave ;

En matière de vente sur échantillon, la rigueur du principe en vertu duquel la non conformite de la marchandise offerte avec l'échantillon entraîne la résiliation du marché peut subir divers tempéraments, soit à raison de l'insignifiance de la non conformité, soit à raison d'une certaine latitude accordée à l'execution par la commune intention des parties, surtout quand la nature de la marchandise sujette à des manipulations ne permet pas facilement d'arriver à une exactitude mathématique ; il y a lieu toutefois, tout en maintenant le marché, d'accorder à l'acheteur une reduction de prix conforme aux usages locaux ;

La réception de la marchandise ne saurait équivaloir à son acceptation lorsque l'acheteur ne peut avoir connaissance des vices que par l'agréage.

ALGER, 15 DEC. 1891. 173

Vente de substances médicamenteuses, *Algérie, indigène musulman, prohibition, exception, substances vénéneuses*

Pages

destinées à la toilette ou aux pratiques religieuses, décret du 12 juillet 1851 et circulaire ministérielle du 28 mai 1857.

En Algérie, les indigènes musulmans, commerçants ou non, ne pratiquant pas d'ailleurs la médecine, la chirurgie, l'art des accouchements, ne sont autorisés par aucun texte à vendre, ne fut-ce qu'à leurs coreligionnaires, des substances médicamenteuses, à l'exception toutefois de certaines substances vénéneuses, journellement employées par eux pour leur toilette ou leurs pratiques religieuses, dont un des trois décrets du 12 juillet 1851 a autorisé la vente dans une mesure que la circulaire ministérielle du 28 mai 1857 a précisee.

ALGER, 23 JANV. 1892. 103

——— *Algérie, pharmacie, indigène musulman, exercice, substances vénéneuses, préparations médicamenteuses, vente.*

Si l'art. 11 d'un premier décret du 12 juillet 1851 autorise les indigenes musulmans ou juifs à pratiquer la médecine, la chirurgie et l'art des accouchements sans être munis d'un diplôme, il résulte des termes d'un second décret du même jour que nul ne peut exercer en Algérie la profession de pharmacien ou d'herboriste s'il n'a été examiné et reçu dans les formes prescrites par les art. 1, 2 et 3 de la loi du 21 germinal an XI;

Le troisieme decret du 12 juillet 1851, en disposant, dans son art. 2, que les indigènes musulmans ou israélites peuvent se livrer au commerce en gros ou en détail d'une ou plusieurs des substances venéneuses comprises dans le tableau annexé au décret du 8 juillet 1850, à la condition d'obtenir de l'autorité competente une autorisation spécifiant les substances dont la vente est permise à l'impétrant, n'autorise pas les indigenes qui ne pratiquent pas la medecine à se livrer à la vente des remèdes et des préparations medicamenteuses

CASS. (CRIM.), 24 MARS 1892. 371

Vente d'immeubles, *Européen et musulman, acte de cadi, preuve, contrat, élèments intrinsèques.*

Bien que constatée par acte de cadi et sans examiner la valeur de cet acte en sa forme, une vente immobilière, entre musulman et Européen, est parfaite et pleinement prouvée, lorsqu'il y a eu accord sur la chose et sur le prix, que l'acquéreur a été mis en possession et a reçu le titre de propriete, et que, aux termes de l'acte de cadi, signé par le vendeur, celui-ci a reconnu avoir touché le prix de vente.

ALGER, 10 MARS 1876. 17

——— *indigènes musulmans, période antérieure à la loi du 26 juillet 1873, acte, cadi, qualité, décret du 31 décembre 1859, signature du cadi et des adels, sanction, coutume musulmane, identité du comparant, établissement.*

Antérieurement à la promulgation de la loi du 26 juillet 1873, le cadi avait qualité pour recevoir tous actes publics et constater toute mutation de propriété immobilière entre musulmans, alors même qu'il s'agissait d'un immeuble concédé au vendeur par acte administratif.

Si, aux termes de l'art. 44 du décret du 31 décembre 1859, les actes dressés par les cadis devaient être signes par le cadi et les deux adels qui les avaient reçus, cette formalité n'était point prescrite à peine de nullité.

Pages

D'après la coutume musulmane, il n'y a lieu d'établir spécialement l'identité du comparant que dans le cas où celui-ci n'est point connu du cadi et de ses adels.

ALGER, 27 MAI 1892. 345

——— *part indivise, droits réservés, loi du 26 juillet 1873, application, titre définitif, attribution au vendeur, acquéreur, transmission, ratification, remise du titre, inefficacité, partage, licitation, contestation, qualité, parties intéressées, mise en cause.*

L'acquéreur d'une part indivise d'immeuble ne peut se prévaloir, à l'encontre d'une partie dont les droits, expressément réservés dans le contrat, ne lui ont pas été transmis, d'un titre définitif délivré en exécution de la loi du 26 juillet 1873 qui, postérieurement à son acquisition, a fait attribution à son vendeur de la propriété de l'immeuble en totalité ; — Il en est ainsi alors même que le vendeur aurait ratifié la vente et fait remise à l'acquéreur du titre définitif de propriété.

En conséquence, l'acquéreur est sans qualité, dans ces conditions, pour s'opposer à une demande de licitation intentée par la partie dont les droits n'ont pas été compris dans la vente ;

La contestation soulevée par le demandeur en licitation sur le point de savoir s'il a été valablement fait application à l'immeuble des opérations de la loi du 26 juillet 1873 ne peut être jugée qu'en présence de tous les intéressés, notamment du bénéficiaire du titre définitif de propriété.

ALGER, 21 FÉVR. 1891. 23

——— *revendication, mise en cause du vendeur, omission, action en garantie, déchéance.*

L'acheteur qui, dans le procès en éviction dirigé contre lui, néglige d'appeler en cause son vendeur n'est pas pour cela déchu de son action en garantie contre ce dernier, à moins que le vendeur ne prouve qu'il existait des moyens suffisants pour faire rejeter la demande en revendication.

CASS. (REQ.), 6 JUILL. 1892. 439

——— *Tunisie, adjudication, droit de carroube, liquidation, décrets beylicaux, loi, usages locaux, abrogation, jugement d'adjudication, transcription, notaire indigène, droit de timbre proportionnel.*

En établissant par les décrets beylicaux de janvier 1840 et du 4 janvier 1882, à l'aide d'une formule aussi générale que possible, le droit de carroube de 6 1/4 pour % sur la transmission des immeubles tunisiens, le législateur a montré l'intention de rendre la taxe exigible par le seul fait que la mutation se produit, quelle que soit d'ailleurs la forme employée par les parties, et alors même que la mutation se trouverait contenue dans un acte encore inconnu au jour de la promulgation des décrets, par exemple dans une adjudication aux enchères publiques à la barre des tribunaux français organisés par la loi du 27 mars 1883, qui n'a pas dérogé aux traités conclus par le bey avec les puissances étrangères au point de vue des obligations imposées aux Européens possesseurs d'immeubles dans la régence ;

Cette volonté du législateur résulte, en outre, des décrets des 2 septembre 1875 et 8 octobre 1889, qui interdisent aux notaires

Pages

tunisiens de passer un acte de vente immobilière sans s'être assurés au préalable de l'acquittement du droit de carroube.

En admettant que l'usage puisse suffire en Tunisie pour abroger une loi, il faut, dans tous les cas, qu'il s'agisse d'un usage fixe, certain, général et constant.

L'administration du timbre doit percevoir, en vertu du décret du 8 novembre 1871, un droit de timbre proportionnel et non pas un droit fixe sur tous les actes portant mutation de sommes d'argent et notamment sur la transcription du jugement d'adjudication faite, par les notaires indigènes, à la suite de l'acte arabe de propriété établi précédemment au nom des debiteurs saisis;

L'État peut réclamer le paiement du droit de carroube aussi bien à l'acheteur qu'au vendeur *(Décr. 14 avril 1873; 2 sept. 1875; 8 oct. 1889; 13 août 1887, art. 9; 14 juin 1886, art. 21; 19 nov. 1888)*;

Ce droit de carroube doit être liquidé sur tout ce qui est payé par l'acheteur au profit du vendeur, et, par conséquent, sur tous les frais faits jusqu'au jour de l'adjudication definitive quand ces frais sont mis à la charge de l'acheteur.

TRIB. DE TUNIS, 7 DÉC. 1891. 135

V. *Habous. — Propriété. — Rente viagère. — Vente à réméré.*

Violation de domicile. — V. *Compétence criminelle.*

Voirie, *entrepreneur, rue, percement, travaux, réception, accident antérieur, éclairage, imprudence, responsabilité.*

Si les travaux exécutés par un entrepreneur pour le percement d'une rue nouvelle ne sont pas encore officiellement reçus par la commune, mais sont du moins terminés en fait, et si la rue est livrée à la circulation publique, l'entrepreneur ne saurait plus être tenu d'eclairer ou de munir de barrieres la rue deblayée, ni déclare responsable de l'accident survenu la nuit, pendant la traversée de cette rue, à un tiers qui a d'ailleurs commis une imprudence.

ALGER, 7 NOV. 1891. 32

Voiturier, *compagnie de chemins de fer, marchandises, retard dans la livraison, responsabilité, force majeure, circonstances, juges, examen, omission, jugement, defaut de motifs.*

Lorsqu'une compagnie de chemins de fer, pour repousser la demande d'indemnité formée contre elle à raison du retard apporté dans la livraison de marchandises, soutient que ce retard n'est pas survenu par sa faute mais par le cas de force majeure résultant de l'encombrement de ses gares, par suite de circonstances qu'elle précise, ces conclusions nécessitent l'appréciation des circonstances invoquées par la compagnie;

En conséquence, viole les art. 102 C. com. et 7 de la loi du 20 avril 1810 le jugement qui, pour rejeter l'exception invoquée par la compagnie, se borne à affirmer que, s'agissant d'un retard causé par l'insuffisance de son matériel et de son personnel, il y a lieu de rendre ladite compagnie passible de dommages-intérêts, sans s'expliquer sur la question de savoir si les faits d'encombrement de ses gares précisés par elle avaient ou non, eu égard aux conditions dans lesquelles ils s'étaient produits, le caractère constitutif de la force majeure, l'exonérant de toute faute à raison de l'insuffisance de materiel et de personnel.

CASS. (CIV.), 16 NOV. 1892. 482

Pages

——— *retard dans la livraison, laissé pour compte, indemnité, mode de fixation, lettre de voiture, stipulation, destinataire, obligation, art. 435 et 436 C. com., déchéance couverte.*

Le simple retard, même préjudiciable, dans la livraison de la marchandise ne peut donner lieu au laissé pour compte, mais engendre deux indemnités distinctes : l'une, pour le simple retard, qui peut être stipulée dans la lettre de voiture et qui oblige les parties, notamment le destinataire, pour le compte duquel le chargeur est considéré comme ayant agi, l'autre, résultant du préjudice causé par le retard, qui doit être fixée par les tribunaux d'après les circonstances de la cause ;

Les pourparlers intervenus entre le voiturier et le destinataire, la reconnaissance tacite ou expresse par le voiturier qu'il est en faute, ont pour effet de suspendre tous délais et de dispenser le destinataire de toute signification de protestation s'il a été stipulé que la fin de non recevoir tirée des art. 435 et 436 C. com. serait opposable même au cas de simple retard, cette fin de non recevoir n'étant pas d'ordre public.

ALGER, 13 JUIN 1892. 398

V. *Commissionnaire de transports. — Navire.*

Vol. — V. *Conseil de guerre.*

TABLE DES NOMS DES PARTIES

A

Abdallah ben Djeddah. 425
Abdelkader ben Ali Turqui. 269
— ben Tahar. 356
— ben Zenouki. 198
Abdelselem ou Mohamed. 106
Abdesselem Khaznadar. 153
Absalem 92
Administration des douanes. 467
— des finances. 305
— des habous. 413, 439, 505
Adour. 48
Agostino. 118
Ahmed ben Ahmoud Chemandji. 88
— ben Mohamed et Mohamed ben Amor. 144
— ben Sliman 503
— ben Youssef. 25, 28
Aicha Eschadlia. 239
Aidane. 325
Aknine (consorts). 404
Albou (dame). 445
Algeier et consorts. 360
Ali ben Ahmed. 365
— ben Aissa ben Rahmann. 31
— ben Allal. 214
— ben Amar ben Rabah. 73
— ben Amor. 296
— ben Legoui. 42
— ben Salah ben Chalabi. 67
— el Bach. 238
— Ibahouten. 77
— Mabrouk. 168
— Mohamed ben Allel. 474
Amar ben El Haoussine. 127
— ben M'ahmed El Djerouli. 90
Amar ben Youssef ben Talah. 44
Ameur ben M'hamed Es Saâdi. 323
Andrès. 111
Aoued ben Abdallah. 30
Arbib (E. et E. frères). 171
Athon. 109
Attard. 345
Attia. 145
— (Abraham). 419
Awocato. 248
Azzedine (consorts). 397

B

Bachir. 42
Bails (faillite). 253
Ballaud. 502
Balu. 113
Banque de l'Algérie. 445
— de Tunisie. 286
Bargerin. 431
Barrand. 450
Barrois (dame). 230
Batail et Myot. 163
Bayada fils et autres. 161
Baza (Zine ben Taieb). 198
Ben Abderrahman (consorts). 216
— Amour. 65
— Gaffar (consorts). 18
— Ghalea (veuve). 239
— Khelifa. 340
— Mansour (consorts). 207
— Saâd et Kasri. 244
— Yaya (héritiers). 535
— Zahra (consort). 153
— Zaquin (consorts). 447
Beni-Tamon. 56
Bereguier (veuve). 489
Bernard. 267
— (héritiers). 485
Bernasconi. 270

	Pages
Bertagna.	133
Binhas.	336
Biottot et autres.	226
Blanc (veuve).	385
Bloch.	257
Bonifay.	234
Borge (consorts).	25, 28
Bouchakor ben Ali et autres.	348
Boucharnia (consorts).	182
Bouillé.	106
Bouis.	254
—	187
Boumasse.	453
Bouzian ben Mohamed El Arbi.	352
Braco	288
Brahim ben Salah.	321

C

Cabué.	85
Cadi hanéfi d'Alger.	495
Caisse agric.	253
Caisse générale des familles.	489
Caliati.	313
Calo (Giacomo).	379
Canac.	223
Canalda.	467
Cardiglia.	441
Cardoso (Giacomo).	136
Cariglio.	429
Carrère.	213, 342
Casella.	168
Catus.	23, 150
Cauwin Yvose.	391
Cayron.	223
Chalard.	102
Chaloum.	125
Chapuis, liquidateur.	53
Chaubion	211
Cheloumou Guez.	253
Chérif ben Aissa et autres.	492
Chiche (Zacharri).	230
Cini (Joseph).	53
Clarac.	483
Clerget.	259, 375
Cohen (Salomon).	148
Commune de Aïn-Abessa.	242
— Blida.	56
— Mascara	253
Compagnie de l'Est-Algérien. 256, 385, 483 et	487
— des fonderies et forges de l'Horme.	133
— du port de Bizerte.	145
— générale transatlantique. 4, 10, 13, 64, 65, 122, 131, 171, 174, 189, 209, 276, 325, 327, 329,	398
Compagnie *l'Italia*.	189
— Paris-Lyon-Méditerranée.	131
Comptoir d'escompte de Médéa.	264
— — Tizi-Ouzou.	127
Conci.	34
Conqui.	276
Corcellet et autres.	288
Costa frères.	429
Coyotopoulo.	252
Crédit foncier.	226

D

Dahman ben Daoud.	321
Daudet et autres.	526
Deghida (époux).	453
Delagarde.	485
Delorme.	33
Demarchi.	509
Deport (veuve).	479
Doreau.	56
Dormoy.	221
Douadi ben Hamoud.	501
Doucet.	530
Dukers.	256
Duval.	470

E

Edderadji (consorts).	419
El Aïd ben Belkassem.	125
El hadj Ahmed ben Haïsi.	456
El hadj Ahmed Blidi.	487
El hadj Ahmed ou Belkassem.	69
El hadj Ali ben Chelil.	216
El hadj ben Mohamed ben Brahim.	252
El hadj Bou Djemâa.	181
El hadj Boudjema ben Ismael.	427
El hadj Larbi Nait Sliman.	503
El hadj Mohamed ben Ahmed.	501
El hadj Mohamed ben Zabboub.	340
El Haouri (consorts).	438
El Kairoui	373
El Mécheri (veuve)	495
El Miloud ould Si Abderrahman.	202

	Pages
Élections municipales d'Alger.	415
Eliaou Boccara.	446
Embarek ben Ali.	102
Esberard.	64
État (l').	56, 509

F

Failloufée et Médalle.	263, 323
Fathma bent Essadi.	323
— Mohamed.	427
— Moussa.	311
— Sliman.	220
Fathima Taamirouchi.	34
Ferhet ben Amokran.	26
Filho	524
Forest Divone (de la).	530
Frau.	467
Fronzi.	535
Fredj ben Mikalef.	517

G

Gachet.	410
Gagnal (dame).	182
Gares.	228
Garnier (Georges).	52
Gassiot.	48
Gazedallah (consorts).	516
Geiser (consorts).	85
Giglio.	394
Gimenès.	507
Gonzalvès.	479
Gouvernement tunisien.	136
Grecco (veuve) et autres.	286
Greck.	254
Guelfa.	535
Guillaume.	92
Guttiérès.	373

H

Haddad.	329
Hadj Ahmed ben Laghouati (epoux).	495
Hadj Ali ben Said.	492
— Daoud ben M'hamed.	436
— Hamou ben Yaya.	434
— Salah.	165
Hamida ben Ayed.	153
Hamida ben el Hadj Kouïder et autres.	54
Hamou ben Merzouck.	94
Haziza.	457
Hollender.	228
Houri (consorts).	516
Humières (d').	269

I

Intérêt de la loi.	500
Isacchi.	319

J

Jais (Salomon).	163
Jérôme.	498
Jullien (époux).	461
Juvin et autres.	472

K

Kada Boudia.	507
Kaddour ben Braham et autres.	480
Karoubi ben Moktar Salemi.	94
Kassi ben Gassem.	214
Kazri et ben Saad.	244
Keller.	34
Khedidja bent ben Achour.	40
Kheira bent Es Saâdi.	323
Ksentini.	313

L

Laforêt.	228
Lakdar ben el Euloni.	500
Larédo.	23
Laroque (dame).	223
Latrille.	174
Lauro.	209
Leber.	184
Lefèvre.	257
Lenepreu.	267
Lévy.	313
Lisbonne.	195

M

Messaud.	398
M'hamed ben Achour.	336
M'ahmed ben Si Mohammed.	34
M'ahmed ou Kerri.	493

	Pages
Mahmi ben Tahar.	369
Mahmoud ben Ahmed Dammak.	204
Maigret, syndic Jean Canerie.	263, 388
Mani (David).	161
Maouia ben Boubeker et autres.	238
Marcillet et Cie.	259, 375
Marco.	529
Marquier de Villemagne.	284
Martinez (Ascension).	30
Maurel.	195
Mazel.	459
Médalle.	263, 323
Ménestrey.	400
Mérine.	198
Métivet.	519
Metzger.	408
Milano.	242
Minard (héritiers).	505
Mirehouse.	187
Missé.	270
Mohamed ben Ahmed.	311
— ben Ali.	369
— ben Amar.	318
— ben Amor.	144
— ben Bachir.	350
— ben Cheik el Hadj Ali Deldoul.	207
— ben El Amri.	67
— ben El Colli.	358
— ben Hamoud.	44
— ben Kellil.	480
— ben Legoui.	42
— ben Sadok et autres.	81
— ben Salem Cheik.	107
— ben Sliman ben Rabah.	521
— ben Tahar (consorts).	365
— ben Yaya et autres.	232
— Harzella.	10
— ou El Hadj.	16
— ou Iddir.	180
— ould Rabah et autres.	436
— Sellami.	517
— Sghir ben Cheikh N'hassen.	413
Moktar ben El Marguerie ben Djilali.	348
Montelatecci.	330
Montferrand.	284
Montlaur.	524
Municipalité de la Goulette.	252
Mustapha ben El Hadj Abderrahman.	88
Mustapha ben Ghazi.	90
Myot.	163

N

	Pages
Namia (Henri et Abraham).	497
Népoty (dame) et autres.	107
Nessim Taieb (Jacob de).	446
Nicot (époux).	234
Noirot (héritiers).	18
Nolibé.	232
Nouri ben Ali ben Saïd et consorts.	40

O

Omar ben bou Yali.	350
Oudin.	439

P

Panis (Julien).	291
Pariente (Riccardo).	379
Passeron.	157
Pastor.	526
Pech.	184
Pellicot.	429
Pérès.	330
Perrette.	294
Pidat.	319
Pinaud.	4
Pinero.	51
Potin.	305
Préfet d'Oran.	356, 404
Préneuf (de).	291
Puy et autres.	1

R

Rabah ben Aissa.	220
Rabah ben El Hadj Abderrahman.	73
Rabon.	266
Rabourdin.	316
Ravasini.	273
Renézé (dame).	530
Revol (époux).	283
Rey.	213
Ribaut.	157
Rigoutier.	391
Ritter.	270
Robert.	394, 410
Roussel.	461

S

	Pages
Saad ben El Djemoni et autres.	318
Sadok ben Ali et autres.	316
Said ben Ahmed.	16
Said ben Amar.	104
Said Nait Ma Ouali	313
Sapiano (Salvo).	296
Schiaffino.	160, 276
Sebenico	327
Sellami (consorts).	283
Sellès.	526
Semtab Azérard (époux).	38
Sens Olive.	266
Sens Olive (consorts) et autres.	342
Serra.	459
Sghir ben Mabrouk.	345
Si Said ben Salah.	31
Si Salem.	474
Société des carrières de Chemton.	441
Société des fournitures militaires et autres	160
Société générale de transports maritimes	118
Sonal (époux).	498
Souissi (consorts).	244
Sonladié.	438
Spiteri.	46
Spizzichino.	419
Suissa.	298

T

Tabarly.	450
Tabet (Moïse).	54
Tahar ou Rhemoun.	77
Taieb ben Ziadi.	358
Tassadit bent Lakdar.	69
Teissier.	97
Terrade et autres.	33
Tessadi bent el hadj Hamar et autres.	493
Tiné et autres.	113
Torre et autres.	353
Torregrossa, syndic Bérenguiel.	489

V

Vachellerie.	431
Valensi (Levy).	434
Valensy.	404
Valler frères.	97
Vatel.	83, 287
Vermot-Desroche.	408

X

Xicluna (consorts).	148

Y

Yamina bent Rabah et autres.	521
Yamina bent Yaya.	333
Yamine (Jacob).	38
Yaya ben Ahmed.	372
Youssef ben Ahmed (héritiers).	1
Youssef ben Ali Fedai.	257
Youssef ben Mustapha.	156

Z

Zeghari Sid Ahmed.	202
Zerbib (Elie).	497
Zermati et autres.	122
Zohra bent Iklef ben Kouïder.	150
Zohra bent Yakelef ben Kouider.	23

TABLE CHRONOLOGIQUE DES ARRÊTS ET JUGEMENTS

		Pages
1876		
MARS		
10	Alger	17
1879		
AVRIL		
23	Cass. (civ.)	17
1881		
DÉCEMBRE		
22	Aix	17
1888		
MARS		
20	Alger	448
1890		
NOVEMBRE		
14	Tizi-Ouzou	86
24	Alger	40
DÉCEMBRE		
21	Alger	206
27	Alger	211
30	Alger	42
1891		
JANVIER		
14	Alger	219
18	Cass (req.)	93
19	Alger	214
21	Alger	43
24	Alger	267
26	Alger	15
27	Alger	495
FÉVRIER		
2	Cass. (req)	265
3	Alger	35
9	Alger	31
21	Alger	23
AVRIL		
4	Tunis	272
MAI		
9	Alger	3
JUIN		
22	Alger	348
JUILLET		
18	Oran	34
20	Alger	80
22	Nîmes	125
OCTOBRE		
6	Alger	350
14	Seine (tr. com.)	170
22	Alger	8
24	Alger	163
NOVEMBRE		
2	Alger	352
3	Alger	25, 27
4	Alger	48
7	Alger	34
10	Cass (req.)	64
23	Alger	157
23	Tunis	29
23	Tunis	45
26	Alger	159
29	Cass. (civ.)	109
30	Cass. (req)	65
30	Alger	188
DÉCEMBRE		
2	Tunis	143
7	Alger	1
7	Alger	12
7	Alger	52
7	Tunis	135
10	Alger	173
14	Tunis	145
16	Alger	54
17	Alger	101
24	Alger	84, 106
28	Tunis	148
30	Alger	66
1892		
JANVIER		
6	Alger	105
13	Alger	51
14	Alger	37
14	Alger	149
14	Alger	232
14	Alger	251
18	Tunis	161
20	Alger	117
21	Alger	122
21	Sidi-bel-Abbès	197
23	Alger	103
23	Alger	353
25	Tunis	153
27	Alger	110, 112
27	Alger	183
27	Alger	313
27	Guelma	484
28	Alger	127

		Pages
	FÉVRIER	
1	Alger	90
3	Alger	56
3	Alger	72
3	Alger	356
4	Alger	332
8	Alger	357
10	Alger	93
11	Alger	130
15	Alger	133
17	Alger	88
23	Sidi-bel-Abbès	360
27	Alger	254
28	Tizi-Ouzou	77
29	Tunis	155
	MARS	
1	Cass. (civ.)	96
2	Alger	365
3	Alger	212, 234
9	Alger	321
14	Tunis	165
14	Alger	168
14	Alger	223
14	Tunis	237, 243
15	Alger	182
16	Tunis	257
16	Alger	369
17	Alger	238
18	Alger	230
21	Tunis	239, 245
23	Alger	323
24	Cass. (crim.)	371
26	Alger	179
28	Alger	215, 221
28	Alger	186
	AVRIL	
2	Alger	467
5	Alger	275
5	Alger	441
5	Alger	535
6	Alger	264
6	Alger	270
9	Cons. d'État	194
11	Alger	208, 225, 241
13	Tunis (c. du g.)	204
20	Alger	284
25	Tunis	315
25	Tunis	373
27	Alger	259
27	Alger	375
	MAI	
2	Cass. (civ.)	253, 255
2	Alger	508
5	Alger	282
5	Alger	437
9	Alger	268
10	Alger (j. de p. n.)	311
11	Alger	281
11	Alger	294
12	Alger	287
14	Sidi-bel-Abbès	201
16	Alger	285
16	Tunis	378
23	Alger	262
23	Alger	433
23	Alger	384, 388
27	Alger	345
30	Alger	428
	JUIN	
1	Alger	341
2	Alger	431
8	Alger	335
8	Alger	390, 394
9	Alger	396
11	Alger (c. préf.)	414
13	Alger	398
13	Tunis	418
13	Alger	506
15	Tunis	403
16	Guelma	318
25	Tunis	303
28	Cass. (req.)	290
28	Alger	460
29	Cass. (req.)	295
30	Alger	457
	JUILLET	
4	Alger	446
4	Alger	436
5	Cass. (req.)	445
6	Cass (req.)	439
6	Alger	530
8	Alger	455
11	Cass. (civ.)	325, 328
11	Tunis	400, 408
11	Alger	459
12	Tunis	409
13	Alger	452
18	Tunis	330
25	Cass. (civ.)	326
26	Cass. (req.)	317
26	Tunis	412
27	Alger	447
28	Alger	479
	AOUT	
25	Alger (tr. de pol.)	471
	SEPTEMBRE	
29	Cass. (crim.)	499
	OCTOBRE	
10	Alger	503
12	Alger	480
17	Alger	488
19	Alger	493
25	Alger	529
31	Alger (trib.)	426
31	Alger	492
	NOVEMBRE	
3	Alger	517
3	Alger	505
4	Cass. (crim.)	502
5	Alger	425
7	Alger	497
10	Alger	501
15	Cass. (req.)	524
16	Cass. (req.)	470
16	Cass. (civ.)	482
17	Alger	496, 526
21	Alger (trib.)	520
24	Alger	515
28	Alger (trib.)	473
	DÉCEMBRE	
6	Cass. (civ.)	486
9	Alger	519

TROISIÈME PARTIE

LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS, ETC.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

BUD

A

Pages

Agriculture, *ouvriers, médaille d'honneur.* — D. 3 août 1892. 185

——— *Tunisie, chambre consultative, constitution.* — A. R. G. 19 mars 1892. 154

Animaux nuisibles, *Tunisie, moineaux, nids, destruction.* — D. B. 24 mai 1892. 160

Armée, *recrutement, convention consulaire franco-espagnole du 7 janvier 1862, modification.* — D. 12 juill. 1892. 182

——— *recrutement, lois des 24 juill. 1873, 13 mars 1875 et 15 juillet 1889.* — L. 9 juill. 1892. 183

——— *Tunisie, recrutement.* — L. 12 janv. 1892. 114

B

Brevet d'invention, *Tunisie, décret beylical du 26 décembre 1888, addition.* — D. B. 22 sept. 1892. 196

Budget, *dépenses, recettes, fixation, exercice 1892.* — L. 26 janv. 1892. 7

——— *Tunisie, exercice 1308 prolongé.* — D. B. 12 sept. 1892. 193

Pages

C

Carrières, *exploitation, règlement.* — D. D. 7 avril 1892. 165

Chambre de commerce, *Tunisie, constitution.* — A. R. G. 19 mars 1892. 149 154

Chemin de fer, *établissement.* — L. 25 janv. 1892. 121

Colonies, *école coloniale, fonctionnement, decret du 23 novembre 1889, modification.* — D. 10 nov. 1892. 218

Colonisation, *renseignements, publicité, service, création* — A G. 31 août 1892. 185

Commerce et industrie, *médaille d'honneur, décret du 16 juillet 1886, Algérie, promulgation.* — D. 23 nov. 1892. 222

Commune mixte, *personnel, recrutement, admission, conditions.* — A. G. 26 mars 1892. 172

Conseil général, *loi du 31 mars 1886, Algérie, application.* — 1er avril 1892. 159

Contributions directes, *taxes assimilées, droits et produits constatés, recouvrement.* — D. 3 nov. 1892. 218

——— *taxes assimilées, impôts arabes, établissement, évaluation.* — L. 18 juill. 1892. 183

D

Dénombrement, *population de l'Algérie.* — D. 24 déc. 1891. 4

Denrées, *engrais, Tunisie, commerce, fraude, répression.* — D. B. 26 oct. 1892. 208

Douanes, *tarif général.* — L. 11 janv. 1892. 6

——— *Tunisie, exportation, tarifs.* — D. B 12 déc. 1891. 2

——— *Tunisie, marchandises, territoire algérien, transit, droits, fixation.* — D. B. 12 déc. 1891. 3

——— *Tunisie, produits tunisiens, traitement de faveur, port, ouverture.* — D. P. R. F. 21 sept. 1892. 196

Pages

E

Emprunt communal, *ville de Constantine, travaux publics, autorisation.* — L. 16 avril 1890. 172

Emprunt départemental, *département d'Alger, tramway, autorisation* — L. 4 juill. 1892. 182

Emprunt tunisien, *dette, conversion.* — D. B. 9 juin 1892. 172

——— *dette, conversion.* — L. 25 juin 1892. 181

——— *dette, conversion.* — D. B. 30 janv. 1892. 181

Enseignement, *collège de jeunes filles, ville de Constantine, construction, emprunt, autorisation.* — L. 26 nov. 1892. 222

——— *Tunisie, grande mosquée, professorat, concours.* — D. B. 13 juin 1892. 175

Enseignement primaire, *indigènes, écoles, crédit, repartition.* — 19 avril 1892. 172

——— *indigènes, réglementation.* — D. 18 octobre 1892. 197

Établissements dangereux, *insalubres et incommodes, decret du 26 janvier 1892, Algerie, application.* — D. 3 mai 1892. 173

Établissements insalubres, *dangereux ou incommodes, nomenclature, complément.* — 3 mai 1892. 159

Événements calamiteux, *sauterelles, invasion, crédit.* — L. 27 juin 1892. 185

G

Gouvernement général, *bureaux, réorganisation.* — A. G. 18 nov. 1892. 221

I

Impôts, *Tunisie, ventes, notaires, kanoun, paiement, justification.* — D. B. 7 juin 1892 174

Indigénat, *infractions spéciales, loi du 27 juin 1881, fournitures, régions, designation* — A. G. 15 juill. 1892. 183

Pages

Interprète, *Tunisie, service, organisation.* — D. B. 16 mars 1892. 144

J

Justice, *frais, réforme. loi du 26 janvier 1892 ; greffiers, émoluments, actes d'avoué à avoué, papier, dimension, décrets du 23 juin 1892, Algérie, application.* — D. 10 sept. 1892. 187

——— *justices de paix d'Alger, délimitation.* — D. 20 juill. 1892. 184

——— *justices de paix, suppléant rétribué, emploi, création.* — D. 20 juill. 1892. 185

——— *juges de paix, traitement, supplément.* — D. 6 oct. 1892. 196

Justice musulmane, *décret du 17 avril 1889, modification, addition.* — D. 25 mai 1892. 160

M

Mariage, *militaires indigènes, loi française, régularisation.* — C. G. G. 25 mars 1892. 157

——— *militaires indigènes, régularisation.* — C. G. 24 mars 1892. 170

Marques de fabrique *et de commerce, Tunisie, loi du 3 juin 1889, modification.* — D. B. 22 oct. 1892. 206

——— *Tunisie, enregistrement international, arrangement et règlement.* — 8 nov. 1892. 213 et 215

Monnaies, *Tunisie, actes notariés et jugements des tribunaux indigènes, franc, désignation, obligation.* — D. B. 31 août 1892. 186

——— *Tunisie, billon, fabrication étrangère, introduction.* — D. B. 15 déc. 1891. 4

O

Octroi de mer, *alcool, fabrication en Algérie, droits, libération.* — A. G. 6 sept. 1892. 187

——— *bouilleurs de cru, abonnements spéciaux.* — D. 19 sept. 1892. 194

Pages

——— *alcools, taxe de consommation, application.* — C. G. G. 10 févr. 1892. 123

P

Pêche maritime, *Tunisie, protection.* — D. B. 16 avril 1892. 172

——— *Tunisie, éponges et poulpes, réglementation.* — D. B. 16 juin 1892. 175

Phylloxéra, *Tunisie, syndicat des viticulteurs, rôle, exécution.* — A. D. F. 31 août 1892. 186

——— *Tunisie, viticulteurs, syndicat.* — D. B. 3 mars 1892. 125

Police, *chemins de fer, ports, commissaires spéciaux, création.* — A. G. 29 oct. 1892. 212

——— *service de sûreté, organisation.* — A. G. 24 mars 1892. 158

Ponts et chaussées, *agents, indemnité de résidence, fixation.* — A. M. T. P. 12 déc. 1891. 2

Ports maritimes, *port d'Arzew, droit de tonnage, perception, conditions.* — D. 26 janv. 1892. 121

Postes et télégraphes, *lettres et cartes postales, taxes, réduction* — D. B. 3 déc. 1892. 223

——— *Tunisie, convention franco-tunisienne, modification.* — Avenant 3 déc. 1891. 1

Poudre, *cartouches, vente, prix, modification.* — D. 25 nov. 1891. 1

Propriété, *Tunisie, conservation foncière, service, organisation.* — D. B. 16 mars 1892. 137

——— *Tunisie, immatriculation, frais, perception.* — D. B. 16 mars 1892. 135

——— *Tunisie, loi foncière, modification.* — L. 15 mars 1892. 125

——— *Tunisie, terres sialines, complantation.* — D. B. 8 fevr. 1892. 121

——— *Tunisie, terres sialines, complantation.* — C. P. M. 20 mars 1892. 154

Pages

S

Saisie-arrêt, *Tunisie, traitements, pensions, indemnités, dotation, travaux publics.* — D. B. 16 sept. 1892. 194

Sûreté publique, *territoires de l'extrême-sud, surveillance, crédit, ouverture.* — L. 25 janv. 1892. 121

T

Topographie, *Tunisie, service, rétribution.* — D. B. 16 mars 1892. 147

Tramways, *département d'Alger, établissement.* — L. 16 janv. 1892. 119

TABLE CHRONOLOGIQUE DES LOIS, DÉCRETS, ARRÊTES, ETC.

Pages

1890

AVRIL

16 L. Emprunt communal. 172

1891

NOVEMBRE

25 D. Poudre. 1

DÉCEMBRE

12 A.M.T.P. Ponts et chaussées. 2
12 D. B. Douanes. 2
12 D B. — 3
15 D. B. Monnaies. 4
24 D. Dénombrement. 4

1892

JANVIER

11 L. Douanes. 6
12 L. Armée. 114
16 L. Tramways. 119
25 L. Chemins de fer. 121
25 L. Sûreté publique. 121
26 L. Budget. 7
26 D. Ports maritimes. 121
30 D. B. Emprunt tunisien. 181

FÉVRIER

8 D. B. Propriété. 121
10 C. G. G. Octroi de mer. 123

MARS

3 D. B. Phylloxera. 125
15 L Propriété. 125
16 D B. Interprète. 144
16 D B. Propriété. 135
16 D. B. Propriété. 137
16 D B. Topographie. 147
19 A R G. Agriculture. 154
19 A. R. G. Chambre de commerce 154
20 C. P. M. Propriété. 155
24 C. G. Mariage. 170
24 A. G. Police. 158
25 C. G. G. Mariage. 158
26 A. G. Commune mixte. 172

AVRIL

1 D. Conseil général. 159
7 D. D. Carrières. 165
16 D. B. Pêche maritime. 172
19 D. Enseignement primaire. 172

MAI

3 D. Établissements insalubres. 159, 173
24 D B. Animaux nuisibles. 160
25 D. Justice musulmane. 160

JUIN

7 D. B. Impôts. 174
9 D. B Emprunt tunisien 172
13 D. B. Enseignement. 222
16 D. B. Pêche maritime. 175
25 L. Emprunt tunisien. 181

JUILLET

4 L. Emprunt départemental. 182
9 L. Armée. 183
12 D. — 182
15 A. G. Indigénat. 183
18 L. Contributions directes. 183
20 D. Justice. 184
20 D. — 185

		Pages
27 L.	Événements calamiteux.	185
	AOUT	
3 D.	Agriculture.	185
31 A. G.	Colonisation	185
31 D. B.	Monnaies.	186
31 A. D. F.	Phylloxéra.	186
	SEPTEMBRE	
6 A. G.	Octroi de mer.	187
10 D	Justice.	187
12 D B.	Budget.	193
16 D. B.	Saisie-arrêt	194
19 D.	Octroi de mer.	194
21 D P.R.F.	Douanes.	196
22 D. B.	Brevets d'invention.	196
	OCTOBRE	
6 D.	Justice.	196
18 D.	Enseignement primaire.	197
22 D. B.	Marques de fabrique.	206
26 D. B.	Denrées.	208
29 A. G.	Police.	212
	NOVEMBRE	
3 D.	Contributions directes	218
8 D. B.	Marques de fabrique.	213, 215
10 D.	Colonies	218
18 A. G.	Gouvernement général.	221
23 D.	Commerce et industrie.	222
26 L.	Enseignement.	222
	DÉCEMBRE	
3 D B.	Postes et télégraphes.	1, 223

ALGER. — TYPOGRAPHIE ADOLPHE JOURDAN.